



HAL
open science

Stratégies de communication pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel dans les pays francophones en conflits au Sud du Sahara : Le cas de la République centrafricaine

Vincent Namrona

► **To cite this version:**

Vincent Namrona. Stratégies de communication pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel dans les pays francophones en conflits au Sud du Sahara : Le cas de la République centrafricaine. Sciences de l'information et de la communication. Université Côte d'Azur, 2024. Français. NNT : 2024COAZ2009 . tel-04608376

HAL Id: tel-04608376

<https://theses.hal.science/tel-04608376>

Submitted on 11 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE DE DOCTORAT

Stratégies de communication pour la
qualification et la protection du patrimoine
culturel et naturel dans les pays francophones
en conflit au Sud du Sahara :
Le cas de la République centrafricaine

Vincent Urbain Namrona
Laboratoire TransitionS

Présentée en vue de l'obtention du grade de
docteur en Information et communication
d'Université Côte d'Azur

Dirigée par Vincent Meyer, Jacques Araszkievitz

Soutenue le : 1er mars 2024

Devant le jury, composé de :

Amos David, Professeur des universités,
Université de Lorraine

Jean-Claude Azoumaye, Professeur des
universités, Université de Bangui

Fidélia Ibekwe, Professeure des universités,
Aix-Marseille Université

Fatima Dombia, Maître de conférences,
Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan

Vincent Meyer, Professeur des universités,
Université Côte d'Azur

Jacques Araszkievitz, Maître de conférences,
Université Côte d'Azur

**Stratégies de communication pour la qualification
et la protection du patrimoine culturel et naturel
dans les pays francophones en conflit au Sud du Sahara :
Le cas de la République centrafricaine**

Composition du jury :

1. **Amos David**, Professeur des universités, université de Lorraine (Rapporteur) ;
2. **Jean-Claude Azoumaye**, Professeur des universités, Université de Bangui (Rapporteur) ;
3. **Fidélia Ibekwe**, Professeure des universités, Aix-Marseille Université (Présidente du jury) ;
4. **Fatima Doumbia**, Maître de conférences, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan (Examinatrice) ;
5. **Vincent Meyer**, Professeur des universités, Université Côte d'Azur (Directeur) ;
6. **Jacques Araszkievitz**, Maître de conférences, Université Côte d'Azur (co-directeur).

Résumé

Cette thèse a pour objectif d'étudier le rôle que peut jouer la communication publique et territoriale dans la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine, pays en conflit depuis plusieurs années. La recherche s'est basée sur l'hypothèse selon laquelle l'élaboration d'une stratégie de communication dans le milieu conflictuel centrafricain n'est possible que par l'intermédiaire de la concertation entre les acteurs et les non-acteurs, facilitée par la médiation de tierces personnes, qu'elle soit physique ou morale. Les travaux se sont basés sur les données empiriques recueillies à travers des entretiens semi-directifs auprès de l'échantillon composé de dix-huit (18) individus choisis au sein des entités qui interviennent directement ou non dans le déroulement du conflit. La recherche étant de type qualitatif, l'analyse thématique du contenu des discours des enquêtés a permis de mieux comprendre les causes profondes de l'instabilité politique et sécuritaire en République centrafricaine.

Mots clés : Stratégie ; Communication publique et territoriale ; Groupes armés ; Instructeurs russes ; FACA ; Forces rwandaises ; Gouvernement centrafricain ; Communauté internationale ; Accord de paix ; Concertation ; Médiation ; Patrimoine culturel et naturel ; Trafic illicite.

Abstract

This thesis aims to study the role that public and territorial communication can play in the qualification and protection of the cultural and natural heritage of the Central African Republic, a country in conflict for several years. The research was based on the assumption that the development of a communication strategy in the Central African conflict environment is only possible through consultation between actors and non-actors, facilitated by mediation of third parties, whether physical or moral. The work was based on empirical data collected through semi-structured interviews with a sample made up of eighteen (18) individuals chosen from

the entities that intervene directly or indirectly in the course of the conflict. As the research is of a qualitative type, the thematic analysis of the content of the respondents' speeches has made it possible to better understand the root causes of political and security instability in the Central African Republic.

Key words : Strategy ; Public and Territorial communication; Armed groups; Russian instructors; FACA; Rwandan forces; Central African government; International community ; Peace agreement; Consultation; Mediation; Cultural and natural heritage; Illegal traffic.

*À mon défunt papa,
À ma défunte maman,
À mes regrettés frères aînés,
À mon épouse,
À mes enfants,
À mes frères et sœurs,
À toute la famille Namrona.*

Remerciements

Que tous ceux et toutes celles qui ont, de près ou de loin, apporté leurs contributions à la réussite de cette thèse puissent trouver ici, l'expression de ma profonde gratitude.

Merci tout d'abord à mon défunt papa, ma défunte maman et mes regrettés frères aînés qui, de leur vivant, m'ont prodigué les meilleurs conseils et soins possibles, malgré la modestie de leurs moyens, depuis ma petite enfance jusqu'à leur disparition dont je ne me remettrai jamais. Qu'ils trouvent ici, l'expression de ma gratitude et de ma reconnaissance à titre posthume.

Merci également à mon épouse, Ida Namrona, qui m'accompagne depuis plus de vingt (20) ans dans les bons et mauvais moments de ma vie. Ses conseils m'ont toujours été d'une grande utilité.

Merci aussi à mes enfants, Jéthro Namrona, Joëlle Namrona, Sarah Namrona, Tsadoq Namrona, Asaph Namrona et Marie-Paule Namrona dont la présence à mes côtés me réconforte.

Mes remerciements vont également à l'endroit de mon regretté frère aîné Sylvestre Mbadingaï, Antonio Namrona, Romain Namrona, Prisca Namrona, Wilfried Namrona, Nadège Namrona et Peggy Namrona pour les aides multiformes qu'ils m'ont toujours apportées.

Merci au gouvernement français, notamment au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, pour la bourse qu'il a bien voulu mettre à ma disposition pour le financement de cette thèse.

Merci à EUR-Odyssée et Université Côte d'Azur de Nice, ainsi qu'à tous ses enseignants et enseignants-chercheurs pour toutes les formations qu'ils

ont bien voulu organiser à mon intention et d'avoir accepté que ses infrastructures soient mises à ma disposition durant toute la thèse.

Enfin, toute ma gratitude à Vincent Meyer et Jacques Araszkieviev, mon directeur de thèse et co-directeur de thèse pour tout le temps qu'ils ont bien voulu consacrer à l'encadrement de mes travaux.

À tous ceux et toutes celles que je n'ai pas pu citer ici, merci.

Avertissement

Compte tenu du contexte politique et sécuritaire conflictuel en République centrafricaine, la majorité des dix-huit (18) personnes interviewées en 2020 et 2021 dans le cadre du recueil des données de la thèse n'ont pas souhaité que leurs identités soient révélées. Les questions relatives au trafic illicite des ressources naturelles abordées lors des entretiens et dont sont accusées certaines hautes autorités centrafricaines et d'instructeurs des forces armées étrangères sont très sensibles.

Par ailleurs, avant la réalisation des entretiens semi-directifs et dans le but de protéger les identités des interviewés, ceux-ci ont accepté de répondre à nos questions contenues dans le guide d'entretien sous des noms d'emprunt que nous leur avons proposés.

Enfin, un seul d'entre eux a donné son accord écrit (voir annexe 10) pour que son identité soit révélée dans notre thèse. Cependant, à la demande de la codirection de la thèse et compte tenu du contexte politique et sécuritaire en République centrafricaine, l'identité de cette personne n'est accessible qu'aux seuls membres du jury de soutenance.

Liste des abréviations et acronymes

MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique
FACA	Forces armées centrafricaines
UE	Union européenne
UA	Union africaine
CEMAC	Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CIRGL	Commission internationale de la région des Grands Lacs
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique
MPC	Mouvement pour la paix en Centrafrique
UPC	Union pour la paix en Centrafrique
APPR-RCA	Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine
RCA	République centrafricaine
UFR-F	Union des forces républicaines – Fondamentale
UFR	Union des forces républicaines
RJ-Belanga	Révolution et justice – aile Belanga
RJ-Sayo	Révolution et justice – aile Sayo
3R	Retour, réclamation et réhabilitation
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MCU	Mouvement des cœurs unis
MLPC	Mouvement de libération du peuple centrafricain
URCA	Union pour le renouveau centrafricain
RDC	Rassemblement démocratique centrafricain

Sommaire

Introduction générale.....	11
Problématique.....	13
Hypothèses.....	29

Première partie : Quelles communications des acteurs et non-acteurs du conflit pour la qualification, la protection du patrimoine et le développement durable ?

Introduction de la première partie.....	34
Chapitre 1 : Les communications des acteurs et non-acteurs dans le cadre du conflit centrafricain.....	41
Chapitre 2 : Les communications pour la qualification et la protection du patrimoine ainsi que du développement durable en République centrafricaine.....	68
Chapitre 3 : Les données géographiques physiques et économiques de la République centrafricaine.....	117
Conclusion de la première partie.....	135

Deuxième partie : Quelles communications des médias pour le conflit, la qualification et la protection du patrimoine ainsi que du développement durable ?

Introduction de la deuxième partie.....	143
Chapitre 4 : Les communications des médias et de la presse écrite dans le conflit centrafricain.....	148
Chapitre 5 : Les communications des médias audiovisuels et de la presse écrite pour la qualification et la protection du patrimoine et du développement durable.....	162
Conclusion de la deuxième partie.....	174

Troisième partie : Le recueil et l'analyse des retranscriptions des entretiens

Introduction de la troisième partie.....	180
Chapitre 6 : La démarche méthodologique.....	182
Chapitre 7 : Recueil et analyse des données - Discussion des résultats obtenus.....	193
Chapitre 8 : L'analyse des entretiens à la lumière de la sociologie de la traduction.....	228
Conclusion de la troisième partie.....	285
Conclusion générale.....	294

Bibliographie.....	319
Webographie.....	325
Annexes.....	336

Introduction générale

Les richesses naturelles centrafricaines sont également des victimes collatérales de ces conflits récurrents dont le dernier en date qui a commencé en décembre 2012 est le plus meurtrier. Le diamant, l'or, le bois et le bétail, pour ne citer que ceux-là, font l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certains proches du régime du président Faustin Archange Touadera. Ce trafic illicite est facilité par l'absence de l'État sur l'ensemble du territoire national, surtout dans les zones qui regorgent ces matières premières. Les groupes armés profitent de l'incapacité des forces de défense et de sécurité à assurer la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain pour piller, avec de nombreuses complicités aussi bien endogènes qu'exogènes, le patrimoine naturel du pays. La communauté internationale y endosse une part de responsabilité importante car certains de ses membres, notamment les pays de l'Union européenne, sont les premiers acheteurs du diamant et de l'or provenant du trafic illicite pratiqué par les insurgés. Les diamants, par exemple, produits dans les zones occupées par les groupes armés sont vendus à Anvers (Belgique) et à Dubaï (Émirats Arabes Unis) au su et au vu de tout le monde. Malgré l'embargo du Processus de Kimberley sur les diamants centrafricains, ce commerce illicite se développe sans qu'aucun compte ne soit demandé à personne. Ce double jeu est régulièrement dénoncé par les ONG internationales en pointe dans la lutte contre les diamants du sang, c'est-à-dire provenant des zones de conflits, telles que Transparency International, Global Witness¹ et Green Peace. Le bois artisanalement coupé et les espèces protégées de la faune braconnées par des bandes armées venues parfois des pays limitrophes tels que les deux Soudan, le Tchad, République démocratique du Congo et le Cameroun, font également l'objet de trafic illicite. Les produits de ces pratiques illégales tels que les pointes d'ivoire et les peaux de lions sont écoulés dans ces mêmes pays européens. Le patrimoine culturel souffre aussi des violences en

¹ <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/chasse-aux-pierres/#chapter-2/section-0>: consulté le 7 décembre 2023.

République centrafricaine d'autant que l'unique musée du pays a été pillé. Les pygmées, auteurs des chants polyphoniques qui font partie du patrimoine culturel immatériel centrafricain, habitant la préfecture de la Lobaye au Sud du pays ont subi des violences de la part des rebelles de l'ex-Seleka et Antibalaka.

Nos travaux se concentrent sur la définition de la meilleure stratégie de communication à réaliser afin de recenser tous les biens culturels et naturels pouvant faire partie du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine. C'est cette classification des biens que nous appelons dans notre jargon technique « qualification du patrimoine culturel et naturel ». Il ne suffit pas seulement de recenser les biens et de les intégrer dans le patrimoine culturel et naturel du pays. Ce sont des richesses qui doivent être protégées et mises en valeur au bénéfice de la population centrafricaine. Les stratégies de communication que nous avons élaborées aux termes de nos travaux, proposent également des pistes de solutions pour assurer une meilleure protection à ces richesses culturelles et naturelles. La sécurité de l'environnement global où se trouve le patrimoine culturel et naturel, un bien public, relève de la responsabilité aussi bien des autorités compétentes que des citoyens centrafricains. D'un côté, l'État devrait élaborer un cadre juridique qui comporte des mesures fortes susceptibles non seulement de promouvoir une exploitation durable des richesses du sol et du sous-sol, mais également de garantir l'accès à ces mêmes richesses aux générations futures. De l'autre côté, les citoyens devraient également s'appropriier ces richesses qui sont, sommes toutes, des biens publics dont la sécurité dépend de tout le monde. Une entreprise minière qui sait, par exemple, que les dispositions du code minier sont très contraignantes en termes de respect de l'environnement et que ses activités sont étroitement surveillées par les organisations de la société civile, est obligée d'exercer dans la transparence. Un cadre juridique exigeant et une société civile regardante sont une excellente communication pour la protection du patrimoine culturel et naturel.

Problématique

La République centrafricaine est en guerre depuis le 24 mars 2013, suite au renversement du président François Bozize par une coalition hétéroclite de groupes rebelles à dominante musulmane, dénommée Seleka. Après son accession au pouvoir, celle-ci n'a pas pu rétablir l'ordre, car il n'existait pas de ligne de commandement unique capable d'imposer son autorité à tous les groupes qui composaient la coalition. Les combattants essentiellement recrutés au Tchad et aux deux Soudan voisins, étaient devenus tellement incontrôlables qu'ils se sont livrés à toutes sortes d'exactions sur la population civile à travers l'ensemble du territoire national. Huit (8) mois après son accession au pouvoir, leur chef Michel Djotodja a été contraint à la démission sous les pressions de la communauté internationale le 10 janvier 2014, lors d'un sommet de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) à N'Djamena (Tchad).

C'est alors qu'une période de transition fut mise en place et dirigée par Catherine Samba-Panza, anciennement maire de la ville de Bangui, élue par le Conseil national de transition (CNT). Au cours de cette période transitoire, le pays a continué à sombrer dans la violence, car la dislocation de la rébellion de l'ex-Seleka, les différents groupes armés qui la composaient, ont continué à contrôler plus de 80 % du territoire national. Non seulement, les populations civiles ont été ciblées par les violences, mais les effets collatéraux de celles-ci ont gravement nui au riche patrimoine culturel et naturel centrafricain. L'unique musée Boganda, situé dans la capitale Bangui, a été vandalisé de telle sorte que les œuvres d'art de grandes valeurs qu'il contenait ont été soit détruites soit emportées par les pillards. Quant au patrimoine naturel dont la richesse exceptionnelle aigüise de nombreux appétits aussi bien exogènes qu'endogènes, son exploitation illicite par les groupes armés et certaines sociétés locales et étrangères a grandement alimenté la guerre. En effet, l'exploitation et le commerce illicites du bois, diamant, or et du bétail par les chefs de guerre ont permis à ceux-ci d'engranger d'importants revenus

qui leur ont permis d'acheter des armes et des munitions. Mais les forces de défense et de sécurité centrafricaines, mal formées et sous équipées, n'ont pu protéger ces richesses naturelles, car les rapports de force sur le terrain étaient en leur défaveur. Et pourtant, la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire centrafricain relève de leur responsabilité.

Le président Faustin Archange Touadera, actuellement au pouvoir, a été élu en 2016 à l'issue des élections législatives et présidentielles de la même année, organisées par la présidente de Transition Catherine Samba-Panza. L'actuel homme fort de Bangui a été réélu pour un nouveau mandat de cinq (5) ans, après de nouvelles élections violemment controversées tant par l'opposition démocratique que par les groupes armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), dirigée par l'ancien président François Bozize. Les troupes de la CPC ont lancé des attaques violentes contre la ville de Bangui le 13 janvier 2021. Les forces armées centrafricaines (FACA), appuyées par les instructeurs russes et les forces rwandaises, ont victorieusement repoussé les assauts des rebelles sur la capitale. Ces violences sont la résultante des revendications des groupes armés qui ont demandé sans succès, au président Touadera, le report des élections du 27 décembre 2020.

Par ailleurs, le 8 février 2019, le gouvernement centrafricain a pu, sous la médiation de l'Union africaine, signer un accord de paix dénommé Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) avec les 14 groupes armés qui défiaient l'autorité de l'État. À cette époque, plus de 80 % du territoire national était sous le contrôle des chefs de guerre. Malgré la signature de l'APPR-RCA dont l'un des principaux objectifs était la cessation des violences et le cantonnement des hommes armés, ceux-ci ont continué à perpétrer des violences sur les populations civiles. Le contrôle des mines de diamants et d'or ainsi que du bétail qui

constituent l'essentiel du patrimoine naturel centrafricain, sont à l'origine des violences dans ce pays.

Notre thèse s'emploie à réfléchir sur l'élaboration de stratégies de communication à mettre en œuvre par tous les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, en vue, dans un premier temps, de recenser tous les biens susceptibles d'être répertoriés dans le patrimoine culturel et naturel. Dans un second temps, notre thèse s'inspirera de ces stratégies de communication pour assurer la meilleure protection possible audit patrimoine. Les objectifs que nous poursuivons s'inscrivent dans l'axe « Territoires »² des recherches que mène l'EUR TransitionS. Les principaux travaux de cet axe de recherche se focalisent sur la « médiation du sensible et territoires » qui étudient les échanges entre les professionnels de l'information, scientifiques et les acteurs du territoire. En République centrafricaine, nous avons remarqué avec satisfaction le rôle qu'a joué la médiation de l'Union africaine dans les négociations qui ont abouti à la signature de l'accord de paix du 8 février 2019, entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés. L'intervention de cette organisation continentale qui siège à Addis Abeba (Éthiopie) a également permis aux belligérants du conflit centrafricain d'observer une accalmie sur toute l'étendue du territoire de ce pays et d'y freiner un tant soit peu, le trafic illicite des ressources naturelles par les groupes armés. Les acteurs signataires de l'accord de paix du 8 février 2019, tels que les groupes armés et le gouvernement centrafricain, auteurs de violations de leurs engagements étaient rappelés à l'ordre par les garants dudit accord dont le médiateur principal qu'est l'Union africaine.

Subsidiairement, notre thèse s'inscrit aussi dans l'axe « Médias » de l'EUR TransitionS dont les travaux se concentrent sur les « études des modifications des pratiques professionnelles d'information et de

² <http://transitions.unice.fr/axes-de-recherche/territoires/>: consulté le 1^{er} novembre 2021.

communication, analyse des discours d'acteurs, études des pratiques de réception³ ». Dans les activités de médiation menées par l'Union africaine entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés, les médias ont aussi, de leur côté, exercé un véritable lobbying auprès des acteurs et non-acteurs du conflit afin que les droits de l'homme soient respectés et l'environnement protégé. C'est ce que Dominique Wolton (1994) qualifie de « média-diplomatie »⁴, ce qui signifie selon cet auteur, que les médias jouent le rôle de relais des discours des acteurs et non-acteurs auprès du public. La presse écrite joue encore un rôle essentiel dans la recherche des solutions à ce conflit d'autant qu'elle dénonce régulièrement dans ses parutions périodiques, les exactions perpétrées par les groupes armés et l'impunité dont bénéficient les personnes suspectées d'en être les responsables.

Enfin, l'élaboration de stratégies de communication pouvant contribuer à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain, objet de notre thèse, nécessite la compréhension des communications suivantes :

- *Communications des acteurs (et non-acteurs) dans le cadre du conflit*

Il s'agit dans cette thématique d'analyser les communications réalisées par les acteurs, grâce à la médiation de la communauté internationale, notamment celle de l'Union africaine qui a permis la signature de l'accord de paix du 08 février 2019, dénommé APPR-RCA, à Bangui. Les acteurs ont pu confronter leur discours pendant une période de concertation et de négociation sous les auspices des médiateurs, afin de prendre en compte les desiderata des uns et des autres directement impliqués dans les violences sur le terrain.

³ <http://transitions.unice.fr/axes-de-recherche/medias/>: consulté le 1^{er} novembre 2021.

⁴ <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1994-1-page-133.htm?contenu=resume>: consulté le 1^{er} novembre 2021 (page 6)

- *Communications des acteurs (et non-acteurs) pour la protection du patrimoine culturel et naturel*

Avant la signature de l'APPR-RCA, les questions relatives au patrimoine culturel et naturel ont fait l'objet de concertations entre les acteurs, notamment le gouvernement centrafricain et les groupes armés, grâce à la médiation de l'Union africaine. Le pouvoir de Bangui a beaucoup protesté contre l'exploitation et le commerce illicite des ressources naturelles, notamment les diamants, l'or, le bois et le bétail par les groupes armés. Il a demandé à la médiation internationale d'inscrire cette préoccupation dans les sujets qui devaient faire l'objet des négociations à Khartoum (Soudan) en prélude à la signature de l'accord de paix. Il suffit de lire l'intégralité de l'APPR-RCA pour se rendre compte que le patrimoine culturel et naturel a occupé une place de choix dans les pourparlers entre gouvernement centrafricain et groupes armés.

- *Communications des acteurs (et non-acteurs) pour le développement durable*

Les principes du développement durable voudraient que la consommation des ressources naturelles par les générations actuelles ne puisse pas compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. Or il se trouve que l'exploitation et le commerce illicites des richesses du sous et du sous-sol n'obéissent pas aux principes du développement durable. C'est pour cette raison que les autorités gouvernementales centrafricaines et les organisations non-gouvernementales, chacune dans ses communications, font pression pour que ces activités illicites cessent, car elles menacent l'existence et la pérennité des ressources naturelles de la République centrafricaine.

- *Communications des médias dans le cadre du conflit, de la protection du patrimoine culturel et naturel ainsi que du développement durable*

Les communications des médias sur le conflit, le patrimoine culturel et naturel ainsi que sur le développement durable ont été abondamment analysées dans cette thèse. À titre d'exemple, lorsque les signataires de l'accord de paix du 08 février 2021 en violent les dispositions, les médias sont au nombre des lobbies qui font pression sur les garants dudit accord que sont, entre autres, l'Union africaine et les Nations Unies, d'infliger des sanctions aux contrevenants. Lorsque des sociétés étrangères qui exploitent les ressources minières centrafricaines polluent l'environnement, les médias ont toujours été en première ligne pour élever de vives protestations.

Les problématiques environnementales apparaissent naturellement comme transnationales. Cependant, elles reçoivent un accueil différent en fonction des pays et de leur mode de gouvernance, de culture et de leur identité. Notre thèse porte plus particulièrement sur la réception de ces problématiques dans le cadre de la République centrafricaine. En effet, ce pays se caractérise par une situation persistante de guerre civile depuis plusieurs années opposant le gouvernement à de multiples fractions armées. Cet État d'Afrique centrale dispose de nombreuses ressources naturelles dont l'exploitation est source de conflits pour l'appropriation des richesses. Les ressources naturelles constituent la cause initiale de ces conflits, même s'ils s'actualisent en premier *via* des oppositions ethniques, culturelles ou identitaires. À ce titre, la question de la patrimonialisation de ces ressources, de la qualification et requalification des territoires devient un enjeu essentiel, tout à la fois cause des conflits et peut-être, *via* la mise en avant d'enjeux environnementaux articulant trois écologies, l'une politique, l'autre sociale et la troisième environnementale, le lieu d'une possible résolution. Les communications entre les groupes comme les communications d'utilité publique ou les diffusions médiatiques dans un tel contexte sont déterminantes et de toute évidence d'emblée

instrumentalisées. À quelle condition d'engagement, ces processus de manipulation divers, peuvent-ils être négociés pour favoriser la protection de l'environnement et des populations ? La République centrafricaine dispose de manière plus générale d'un patrimoine matériel et immatériel considérable dont la protection est prioritaire.

Comment les problématiques environnementales et de protection du patrimoine sont-elles identifiées et le cas échéant mobilisées à des fins politiques dans ce pays ?

Comment la concertation, facilitée par la médiation, entre les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain peut-elle contribuer ou non à la qualification et à la protection du riche patrimoine culturel et naturel de ce pays ?

Au fil de la thèse, nous tenterons de montrer que les conflits *ethnifiés* ne cessent d'articuler les prétentions des différents belligérants concernant le patrimoine matériel et immatériel. Les conflits concernant le patrimoine immatériel masquent également une guerre réelle des ressources. Cette démonstration passera tout d'abord par une description des zones symboliques dans lesquelles s'est actualisé le conflit en insistant particulièrement sur les zones déjà identifiées pendant la période de colonisation. La description historique et géographique de ces lieux de conflictualisation nous permettra d'identifier les effets encore agissant de la colonisation sur les zones de conflit actuel, plaçant dans le même mouvement une hypothèse sur les interventions extérieures notamment en matière d'environnement. La place d'un tiers-lieu de communication reste de ce point de vue à conquérir. Cette description historique et géographique sera également confrontée à la manière dont les différents belligérants lisent leur propre temporalité et leur devenir.

La double contingence ou la double impossibilité de l'émergence par les acteurs du conflit d'une conscience environnementale comme l'émergence d'un tiers-lieux qui ne peut décider unilatéralement de l'effacement d'un passé colonial ni nier le caractère paradoxal de ses actions pose un problème spécifique de communication. Comment une approche communicationnelle fondée sur le principe de la recherche-action pourrait-elle déjouer les impasses d'une double contingence qui conduit chaque acteur à s'isoler dans la croyance de sa propre vérité, de la vérité de son discours légitimant ses actions en parfaite incohérence avec tout objet légitime de protection de l'environnement ? Pourquoi les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain n'entendent pas modifier leurs comportements face à l'environnement afin de continuer à profiter du riche patrimoine culturel et naturel du pays ? L'objectif principal poursuivi par la concertation entre les acteurs et non-acteurs du conflit, facilitée par la médiation de l'Union africaine, est la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel. Sur cette base, nous conduisons des entretiens visant à identifier : qui parle à qui et de quoi avec quel objectif ? Il s'agira dès lors d'obtenir une médiation visant à permettre d'identifier des lieux de décision et de détermination d'objectifs relayés par une communication engageante.

En l'état actuel, la fermeture du système et l'absence de réflexion sur les conditions épistémiques d'une communication ne peut que contribuer à l'augmentation des déviations et des conflits. La co-construction d'un patrimoine immatériel et collectif pourrait s'avérer comme le lieu d'une ouverture et de création d'un cercle vertueux.

La qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel sont d'abord une question de volonté politique de la part des gouvernants qui doivent élaborer des cadres juridiques qui privilégient, entre autres, la protection de l'environnement, l'exploitation durable des richesses naturelles et culturelles, ainsi que la garanti d'accès à celles-ci aux générations futures. L'adhésion des populations, notamment celle des

organisations de la société civile, à cette volonté politique ne vient qu'en appoint. La volonté politique et l'adhésion du public apporteront une contribution certaine à la qualification et à la protection des richesses culturelles et naturelles. Les politiques et communications anciennes ont déjà montré leurs limites.

Plan de la thèse

Notre thèse est subdivisée en trois parties. Premièrement, nous avons traité des « communications des acteurs et non-acteurs au conflit pour la qualification et la protection du patrimoine, ainsi que du développement durable ». Les acteurs du conflit sont les entités qui interviennent directement dans les combats qui se déroulent sur le terrain. Il s'agit du gouvernement centrafricain à travers les forces armées centrafricaines, les instructeurs russes, les forces spéciales rwandaises et les Nations Unies par l'intermédiaire des casques bleus de la Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA) et les groupes armés. Les non-acteurs sont, quant à eux, les entités qui ne participent pas directement aux combats au front. Il s'agit notamment de l'Union européenne, Union africaine, Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), les institutions républicaines centrafricaines, les médias, les organisations de la jeunesse et les défenseurs des droits de l'homme. Chacun de ces acteurs et non-acteurs a réalisé et réalise encore des communications d'abord dans le cadre du conflit et de celui du développement durable. Le gouvernement centrafricain par exemple, l'un des acteurs majeurs du conflit, communique abondamment sur les opérations menées par les forces armées centrafricaines (FACA) appuyées par les instructeurs russes et les forces spéciales rwandaises pour libérer des mains des groupes armés, les régions que ceux-ci occupent illégalement. Les autorités centrafricaines communiquent également sur les mesures qu'il a prises pour assurer la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire national. Le pouvoir de Bangui communique aussi sur les actions menées en

collaboration avec la communauté internationale pour ramener la paix en République centrafricaine. Il s'agit notamment de la signature et de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) signé avec quatorze (14) groupes armés le 8 février 2019 à Bangui. Quant aux non-acteurs tels que les médias, leurs communications se focalisent d'abord sur le rôle de relais qu'ils jouent dans la diffusion des messages des acteurs et d'autres non-acteurs auprès de la population centrafricaine. Ensuite, les médias révèlent et dénoncent les catastrophes naturelles issues des activités des sociétés minières étrangères, notamment chinoises, dans certaines régions centrafricaines. Les médias reprochent également à ces sociétés chinoises, le pillage des ressources du sous-sol telles que, entre autres, l'or et le diamant. Les activités des sociétés minières telles que réalisées sur le territoire centrafricain, ne respectent pas les principes du développement durable, selon les médias. Les défenseurs des droits de l'homme, de leur côté, tirent la sonnette d'alarme concernant les violations graves des droits de l'homme par certains acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Par exemple, l'impunité dont jouissent les personnes accusées d'avoir perpétré des violences sur les civils et celles présumées auteures de détournements de deniers publics. Les activités des institutions républicaines centrafricaines telles que le Conseil national de la médiation (CNM), ont également fait l'objet de communications. Les conseillers du CNM ont beaucoup œuvré au sein de la population du troisième arrondissement de la ville de Bangui, majoritairement musulmane, pour appeler au calme lorsque certains éléments de l'ex-Seleka et Antibalaka s'affrontaient violemment.

La deuxième partie de la thèse, quant à elle, est consacrée aux « communications des médias pour le conflit, la qualification et la protection du patrimoine ainsi que du développement durable ». Les médias sont au nombre des non-acteurs qui jouent un rôle très important dans le recensement de tous les biens susceptibles d'être nommés

patrimoine culturel ou naturel. À cet effet, les communications réalisées par les médias poursuivent trois objectifs : la qualification du patrimoine culturel et naturel, la protection de ce même patrimoine et le développement durable. En ce qui concerne la qualification, les médias ont beaucoup aidé les autorités gouvernementales centrafricaines dans la transmission des messages dont l'objectif était de susciter l'adhésion des citoyens aux activités de recensement de tous les biens susceptibles d'être qualifiés de patrimoine culturel ou naturel. À titre d'exemple, les missions organisées par les promoteurs culturels auprès des pygmées AKA, de la préfecture de la Lobaye située au Sud de la République centrafricaine, auteurs des chants polyphoniques faisant partie du patrimoine culturel, ont été abondamment médiatisées. Les émissions radiophoniques et télévisuelles ont permis aux Centrafricains d'être informés sur les richesses culturelles que représentent les pygmées AKA mais également d'apporter leur soutien à ces activités. Les médias ont aussi alerté les gouvernants sur le braconnage pratiqué par des bandes armées dont certaines venaient des pays limitrophes de la République centrafricaine, dans les parcs naturels où habitent des espèces fauniques protégées, notamment celui de Dzanga-Sangha. Il y a également l'aspect sécuritaire du patrimoine culturel et naturel. Les communications des médias ont alerté les autorités gouvernementales sur le fait que les parcs naturels qui regorgent des espèces fauniques protégées sont victimes de braconnage à cause de l'absence des forces de défense et de sécurité. Il en est de même des mines d'or et de diamants illégalement exploités par les groupes armés. Suite aux nombreuses interpellations des médias, le pouvoir de Bangui a dû prendre des dispositions militaires pour sécuriser les parcs animaliers et les mines d'or et de diamants, faisant partie intégrante du patrimoine naturel centrafricain. En ce qui concerne le développement durable, les médias y ont aussi joué un rôle important. En effet, selon les principes de développement durable, la satisfaction des besoins des générations actuelles ne doit pas compromettre les chances des générations futures à satisfaire les leurs. Or nous sommes en République centrafricaine où l'État

est inexistant, c'est-à-dire incapable de veiller sur la bonne exploitation des ressources naturelles au détriment aussi bien des générations actuelles que futures. C'est pour cette raison que lorsque les permis d'exploitation minière sont délivrés aux sociétés étrangères, celles-ci font à leur tête car les autorités compétentes ne sont pas en mesure de leur faire respecter les lois y relatives, notamment les cahiers de charges. Les médias ont, fort heureusement, dû faire pression à travers leurs communications sur les gouvernants et ces sociétés minières étrangères afin que les principes de développement durable soient respectés à la lettre en République centrafricaine.

La dernière partie de la thèse s'est, quant à elle, penchée sur « le recueil et l'analyse des retranscriptions des entretiens ». Après la description des différents types de communications réalisées par les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain dans les deux premières parties de la thèse, nous nous sommes attelés au recueil des données sur le terrain en République centrafricaine. Il faut tout d'abord préciser que l'objectif poursuivi par nos travaux était de ne pas quantifier les données recueillies, mais d'analyser le contenu de celles-ci. C'est pour cette raison que nous avons fait le choix, rappelons-le, d'une recherche qualitative. Par ailleurs, les données auxquelles nous faisons allusion ici, sont le contenu des discours tenus par les acteurs et non-acteurs du conflit recueilli à travers des entretiens semi-directifs. Par définition, un entretien semi-directif est un échange au cours duquel le chercheur pose des questions préalablement définies dans un guide d'entretien, à une personne qui a librement accepté de s'exprimer sur sa connaissance d'un fait donné. L'ensemble des personnes auxquelles les questions contenues dans le guide d'entretien est appelé échantillon de la recherche. Dans notre cas, l'échantillon est composé de dix-huit (18) acteurs et non-acteurs sélectionnés en fonction de l'importance du rôle qu'ils ont pu jouer avant, pendant et après le conflit centrafricain. Nous avons donc pu réaliser autant d'entretiens semi-directifs qu'il y a d'acteurs et non-acteurs dans l'échantillon. Dix-huit (18) questions ont été posées à

chaque personne ayant librement accepté de participer à cette recherche. Les réponses qu'elles ont pu fournir verbalement, ont été recueillies en sténographie, puis retranscrites en Français. Les questions ont varié des causes de la survenance récurrente des conflits en République centrafricaine, à l'importance de la concertation et de la médiation dans le règlement de la crise centrafricaine en passant par le trafic illicite des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bois. Les réponses fournies par les interviewés ont fait l'objet d'une analyse thématique qui consiste à décrypter le contenu des discours recueillis au regard du cadre théorique et des hypothèses de la thèse. Compte tenu du contexte politique et sécuritaire difficile en République centrafricaine, tous les interviewés ont souhaité maintenir l'anonymat le plus strict. Les questions concernant, entre autres, le trafic des ressources naturelles, la corruption, les détournements de deniers publics sont éminemment sensibles et les réponses fournies par les personnes ayant librement accepté de participer à la recherche pourraient leur créer des ennuis. C'est pour cette raison que l'une des conditions essentielles posées par les interviewés était la garantie de la protection de leurs identités à travers un anonymat le plus strict. Ces conditions sont conformes aux règles d'éthique de la recherche. L'intégralité des entretiens semi-directifs réalisés se trouve aux annexes 3 et 4 de la thèse. Les résultats obtenus de l'analyse thématique des retranscriptions des entretiens ont été interprétés à la lumière du cadre théorique de la thèse afin de proposer une stratégie de communication qui pourrait contribuer à la qualification et à la protection du patrimoine aussi bien culturel que naturel en République centrafricaine. A l'annexe 7, nous avons également la cartographie des principales ressources naturelles, notamment le diamant, or, fer, zinc, pétrole, bois et bétail, réparties sur l'ensemble du territoire centrafricain. Il en est de même pour les richesses culturelles.

Nous avons également parlé, dans cette thèse, des données géographiques physiques afin de mieux localiser, notamment, les ressources naturelles

qui constituent le patrimoine naturel centrafricain. La localisation des biens sur le territoire national est d'autant plus importante qu'elle permet de les recenser avec moins de difficulté avant de les qualifier de patrimoine naturel. Cette localisation est également indispensable aux forces de défense et de sécurité dont l'une des missions consiste en la protection des biens et des personnes sur le territoire centrafricain.

Aussi, avons-nous estimé nécessaire d'évaluer les apports du patrimoine naturel sur l'économie centrafricaine. C'est à cette fin que les statistiques relatives aux contributions, entre autres, du diamant, de l'or et du bois ont été abordées dans le quatrième chapitre de la thèse. Le patrimoine naturel est une source importante de revenu aussi bien pour l'État centrafricain que pour la population de la République centrafricaine. La communication publique et territoriale que nous évoquons dans cette thèse ne se limite pas seulement à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en cette période de conflit en République centrafricaine. Elle devrait également mettre en exergue la valeur ajoutée financière qu'apporte dans le quotidien des citoyens de ce pays. C'est l'une des raisons pour lesquelles il nous a paru utile d'évoquer l'apport des richesses du sol et du sous-sol dans l'économie centrafricaine.

Enfin, l'analyse thématique classique des dix-huit (18) entretiens semi-directifs ne nous ayant pas permis de comprendre en profondeur les comportements des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, nous avons invoqué les travaux de Michel Callon en sociologie de la traduction afin de parvenir à cette fin. La mobilisation des travaux de Michel Callon nous a permis de : (i) problématiser d'avantage les entretiens. Cette problématisation nous a conduits à identifier et à proposer des solutions aux problèmes que l'analyse thématique classique a occultés ; (ii) mieux comprendre et analyser les jeux d'alliances entre les acteurs et non-acteurs du conflit. Par exemple, les instructeurs russes (selon les officiels centrafricains) ou mercenaires du groupe Wagner (selon les Occidentaux)

et certains groupes armés de l'ex-Seleka ont dû conclure des accords permettant aux Russes d'exploiter des mines d'or et de diamants dans plusieurs régions centrafricaines. Ces accords sont des alliances que les travaux de Michel Callon nous ont permis de comprendre et d'analyser ; (iii) comprendre les rôles joués par chaque acteur et non-acteur du conflit centrafricain. Les groupes armés, par exemple, ont joué des rôles importants dans le trafic illicite du patrimoine naturel (diamant, or et bois notamment), appelé aussi actant, c'est-à-dire des entités non-humaines du conflit, en sociologie de la traduction. Les entreprises chinoises ont également joué des rôles dans l'exploitation des mines d'or. Elles ont été accusées de contamination par du mercure des eaux de la rivière Ouham dans le Sud-Ouest centrafricain par les médias et les défenseurs de l'environnement. L'analyse de toutes ces activités à la lumière des travaux de Michel Callon en sociologie de la traduction nous a permis de mieux comprendre les différents rôles joués par les acteurs et non-acteurs du conflit ; et (iv) de s'interroger sur la représentativité des dix-huit (18) personnes interrogées dans le cadre du recueil des données de la thèse. Les travaux de Michel Callon nous a aidés à répondre à la question importante suivante : « Les interviewés ont-ils été mandatés par leurs entités respectives à répondre à nos questions pendant les entretiens ? ». Par exemple, un élément du groupe armé Anti-balaka qui a répondu à nos questions pendant le recueil des données de la thèse, a-t-il préalablement reçu mandat de son entité ? Cette question ne s'était pas posée lorsque nous procédions à une analyse thématique des transcriptions des entretiens.

Nous avons enfin proposé une autre stratégie de communication, basée sur la dissuasion. Elle est complémentaire de celle de la reconnaissance. Le riche patrimoine naturel de la République centrafricaine continuera à aiguïser les appétits aussi bien de ses pays voisins que des puissances étrangères, notamment occidentales. L'acquisition de moyens de défense et de sécurité sophistiqués par les forces de défense et de sécurité est l'une

des conditions indispensables à la protection de ce riche patrimoine. Les espèces rares de la faune et de la flore qui font l'objet de braconnage, ainsi que les richesses minières qui sont soumises à des activités illégales ne peuvent être protégées qu'avec des matériels militaires robustes. C'est pour cette raison que les autorités centrafricaines devraient réaliser une communication de dissuasion, c'est-à-dire une communication publique et territoriale non-verbale consistant à délivrer des messages dans lesquels les équipements acquis sont présentés au public afin de décourager les auteurs présumés du commerce illicite des ressources culturelles et naturelles. La stratégie de la reconnaissance et celle de la dissuasion sont complémentaires. La première ne saurait être efficace sans la mise en œuvre de la seconde. Les deux garantissent une protection optimale du riche patrimoine culturel et naturel centrafricain. À un moment ou à un autre, l'usage de la violence légitime est requise afin d'assurer la protection du patrimoine culturel et naturel.

Hypothèses de la recherche

Le respect des dispositions de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation (APPR-RCA) par les signataires, a pu brièvement mettre un point d'arrêt aux affrontements entre les belligérants sur le terrain. Il a également pu permettre à l'administration centrafricaine de se redéployer dans certaines zones occupées par les groupes armés. Même si l'APPR-RCA n'a pas tardé à voler en éclats du fait des multiples violations de ses dispositions par les signataires, son existence est une réelle réussite pour les médiateurs.

Par ailleurs, sans la médiation de l'Union africaine par l'intermédiaire de sa commission en charge de la paix et de sécurité, le gouvernement centrafricain et les groupes armés n'auraient pas pu signer cet accord de paix. La médiation internationale conduite par l'Union africaine a fait en amont, un travail qui consistait à recueillir les desiderata des belligérants à travers un long processus de concertation. Celle-ci a permis de confronter les revendications du gouvernement centrafricain et des groupes armés. Les médiateurs devaient passer par cette étape cruciale pour pouvoir comprendre les motivations et les causes des violences dont les principales victimes sont les populations civiles. Le commissaire en charge des questions de paix et de sécurité de l'Union africaine accompagné de plusieurs diplomates du Panel de l'Initiative Africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, a rencontré dans leurs quartiers généraux, les chefs des quatorze groupes armés en vue de recueillir leurs besoins. Le Panel de l'Initiative pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine a été mis en place à la demande du chef de l'État centrafricain, le professeur Faustin Archange Touadera. Il est composé des représentants centrafricains, de l'Union africaine, de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL)⁵, de l'Angola, de la République du Congo, du Gabon et du Tchad. Sa mission

⁵ <https://www.peaceau.org/uploads/communiquede-presse-de-la-reunion-du-panel-des-facilitateurs-ia-du-11-12-09-2017.pdf>: consulté le 7 décembre 2023.

était de « (i) convoquer les rencontres avec les parties prenantes, de modérer les discussions et présider la plénière des rencontres directes entre parties ; (ii) de faciliter la recherche de consensus et de compromis entre les parties centrafricaines et de se tenir en permanence à leur disposition pour faciliter le dépassement des blocages le cas échéant ; (iii) de faire observer et veiller au respect des principes directeurs figurant dans la Feuille de Route pour la paix et la réconciliation nationale en RCA et régissant l'engagement et le comportement des Parties ; (iv) de communiquer sur les avancées du processus du dialogue, à travers les canaux appropriés, avec les Institutions habilitées et la société civile centrafricaines, les partenaires de la communauté Internationale et les mass-médias »⁶. Les médiateurs africains ont également rencontré les représentants du gouvernement centrafricain afin de recueillir les préoccupations de celui-ci. Les différentes rencontres ont permis à la médiation africaine, soutenue par toute la communauté internationale⁷, notamment les Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, les États de la CEMAC et ceux de la CEEAC, de mieux comprendre les causes profondes du conflit centrafricain. *In fine*, une concertation, facilitée par les médiateurs, a été organisée entre les belligérants, notamment les représentants des groupes armés et ceux du gouvernement centrafricain. L'objectif poursuivi consistait à s'accorder sur les questions qui devaient faire l'objet de débats à Khartoum (Soudan) lors de la tenue du dialogue à proprement parlé, dont les pourparlers ont ouvert le 24 janvier 2019 et duré dix jours dans la capitale soudanaise.

Cela dit, les travaux de cette thèse s'appuient sur les hypothèses selon lesquelles l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant faciliter la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel, ne peut

⁶ <https://www.peaceau.org/fr/article/le-panel-des-facilitateurs-de-l-initiative-africaine-pour-la-paix-et-la-reconciliation-en-rca-lance-ses-activites-a-bangui>: consulté le 03 novembre 2021.

⁷ <https://peacekeeping.un.org/fr/soutien-reaffirme-linitiative-africaine-pour-la-paix-et-la-reconciliation-en-rca>: consulté le 03 novembre 2021.

être possible qu'à travers une concertation entre les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, facilitée par une médiation de tiers supposés neutres. La médiation est définie comme « la mise en relation par un tiers supposé impartial de personnes ou de groupes que séparent des désaccords, des différends, des conflits » (Tapia, 2010 : 93), est le moyen par lequel les communications nécessaires d'abord à l'arrêt du conflit (communications/conflits), et ensuite d'autres communications requises pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel (communications/environnement), se mettent en place.

Par ailleurs, une bonne médiation requiert une bonne préparation en amont qui se fait souvent à travers une concertation entre les acteurs et non-acteurs que des différends opposent. La concertation est une « forme symbolique de l'action collective qui possède la force magique de rassembler les acteurs naturellement et/ou nécessairement les plus divers et les plus opposés. Mais elle n'est pas seulement un acte obéissant à des techniques et à des méthodes de mise en œuvre. Elle n'est pas non plus seulement une pensée. Elle est à la fois pensée et acte, c'est-à-dire une pensée en acte. Il s'agit d'une forme symbolique de l'action collective frappée de paradoxe » (Bratosin, 2001). Autant la concertation et la médiation ont contribué à l'arrêt des violences entre les belligérants, autant elles contribueront à la l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant contribuer à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Quant à la média-diplomatie est un outil de lobbying des médias permettant à ceux-ci de jouer le rôle de relais des communications des acteurs et non-acteurs du conflit auprès du public (Wolton, 1991 : 36-76). Cet outil est d'autant plus efficace que les médias aussi centrafricains qu'étrangers ont pu attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur les exactions commises par les acteurs du conflit et l'impunité dont bénéficient ceux qui en étaient suspectés. La média-

diplomatie a également montré son efficacité lorsque des sociétés étrangères qui exploitent les ressources minières en République centrafricaine ont été accusées de pollution des eaux de plusieurs rivières dans le pays. La presse écrite et audiovisuelle privée a tellement réalisé des productions radiophoniques et audiovisuelles sur ces catastrophes environnementales que les autorités centrafricaines ont fini par demander des comptes aux sociétés incriminées. Sachant que dans une guerre, tous les acteurs ont tort de s'être adonnés aux violences, la meilleure stratégie de communication à adopter par les acteurs et non-acteurs est celle de la reconnaissance. La stratégie de la reconnaissance consiste pour les acteurs, notamment les groupes armés et le gouvernement centrafricain, à reconnaître leurs responsabilités respectives dans les causes des violences ainsi que les conséquences de celles-ci sur le patrimoine culturel et naturel (Libaert, 2018 : 65). Les entretiens semi-directifs réalisés avec les acteurs et non-acteurs ont pu le confirmer.

Première partie

Quelles communications des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain pour la qualification et la protection du patrimoine et du développement durable ?

Introduction de la première partie

Dotée d'un sous-sol et de sols très riches en ressources naturelles notamment le bois, le diamant, l'or, l'uranium, le fer, le cuivre et le cobalt, la République centrafricaine n'a jamais connu véritablement la paix depuis son accession à la souveraineté internationale. Les coups d'État se succédant aux rebellions armées et aux mutineries des forces armées centrafricaines (FACA), tous les présidents qui ont successivement dirigé ce riche pays d'Afrique centrale ne sont pas parvenus à instaurer la paix et la stabilité, encore moins un développement économique. Les forces de défense et de sécurité, sous équipées et mal formées, ne sont pas en mesure de jouer leurs rôles face aux nombreux groupes armés, une quinzaine au total, qui occupent plus de 80 % du territoire national.

Dans cette première partie, nous parlerons de la communication publique et territoriale, pouvant contribuer à la qualification du patrimoine culturel et naturel centrafricain exposé au péril du conflit qui est en cours depuis le 24 mars 2013, au regard du droit international notamment la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972 et de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999). Le manque d'initiative de la part de l'État centrafricain pour la valorisation de son riche patrimoine culturel dont une partie, en l'occurrence les chants polyphoniques des pygmées Aka de la préfecture de la Lobaye classé dans le patrimoine de l'UNESCO en 1986, est préjudiciable au secteur culturel du pays. Les touristes venant tant de l'étranger que de l'intérieur du territoire national consomment presque gratuitement les œuvres culturelles de ces pygmées en se rendant sur les sites touristiques aux accès non réglementés. Le patrimoine culturel, s'il est valorisé et soutenu par une volonté politique des gouvernants, peut servir d'argument pour « vendre » la destination centrafricaine aux touristes, sources importantes de devises pour l'économie centrafricaine.

Mais la valorisation de ce patrimoine culturel matériel et immatériel se fait en plusieurs étapes au nombre desquelles on peut citer le recensement des biens considérés comme tels et une communication publique et territoriale pensée et mise en œuvre par des professionnels et pour les citoyens. Après la consultation des archives gouvernementales centrafricaines, notamment celles du ministère de la Culture, il y a très peu d'informations fiables concernant le contenu du patrimoine culturel matériel et immatériel du pays. Nous avons travaillé avec les seules données recueillies auprès de l'UNESCO. Cela dit, il est plus qu'urgent de procéder à la qualification (ou requalification selon les cas) du patrimoine du territoire centrafricain en comptabilisant de manière détaillée, tous les biens matériels et immatériels qui le constituent. Or il se trouve que le conflit auquel la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années ne permet pas la réalisation de ce travail par les autorités compétentes, d'autant que l'administration publique est absente dans les zones occupées par les groupes armés. L'État centrafricain étant partie à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux protocoles (1954 et 1999), peut valablement invoquer la mise en application des dispositions des articles 6, 16, 17 et suivants afin que les forces de maintien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) basées dans le pays, puissent aider les autorités centrafricaines à recenser et étiqueter tous les biens culturels du pays.

Après l'étape de la qualification ou de la requalification du patrimoine culturel, vient celle d'une communication publique et territoriale qui devra se faire d'abord sous forme de rencontres avec les acteurs et non-acteurs au conflit centrafricain. Les acteurs sont ceux qui participent directement au conflit, notamment le gouvernement centrafricain, les groupes armés et la Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Les non-acteurs, en l'occurrence les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement, les églises catholiques et

protestantes et les médias, sont ceux qui n'y participent pas directement. Les rencontres avec les acteurs du conflit auront pour but d'obtenir l'adhésion de tout le monde à la mise en œuvre des dispositions de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés et ses deux protocoles (1954 et 1999), concernant l'identification du patrimoine culturel. Les communications publiques et territoriales se feront par l'intermédiaire des canaux tels que les émissions télévisuelles et radiophoniques, réunions, courriers, manifestations événementielles, sites Internet et les affiches. Nous avons pu relever, au cours de nos recherches en République centrafricaine, que les médias, à cause de leur audience et leur influence sur l'opinion publique en temps de conflits (Fleury, Walter, 2006 : 151-162), sont très utilisés par les acteurs et non-acteurs du conflit pour communiquer avec le public. Il en sera de même avec les non-acteurs auxquels on ajoutera les institutions de la République (par exemple le Haut conseil de la communication, Conseil économique et social, Conseil national de la médiation et l'Assemblée nationale). Les médias mettront en exergue leur média-diplomatie qui, selon Dominique Wolton, consiste à réaliser, entre autres, des émissions, reportages et documentaires, ainsi qu'à écrire et publier des articles concernant le patrimoine culturel menacé par le conflit afin de faire pression sur les parties au conflit de respecter le droit international en la matière (Wolton, 2006 : 36-76).

Par ailleurs, on note que les groupes armés continuent à se livrer au commerce illicite des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bois qui font partie intégrante du patrimoine naturel centrafricain. Les autorités centrafricaines peuvent invoquer la mise en application des dispositions de l'article 41 alinéas c à g de la Résolution 2448 (2018) du Conseil de sécurité des Nations Unies qui autorisent la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), entre autres, à :

- empêcher par des moyens appropriés les groupes armés à exploiter les ressources naturelles ;
- lutter contre les activités des trafiquants des ressources naturelles ;
- procéder à l'arrestation et à la remise à la justice des trafiquants des ressources naturelles.

La mise à contribution des casques bleus des Nations Unies basés en République centrafricaine pour la comptabilisation de tous les biens faisant partie du patrimoine naturel est d'autant plus indispensable que les forces de défense et de sécurité, rappelons-le, mal formées et sous équipées, ne sont pas en mesure de jouer leur rôle. Cependant, cela ne saurait se réaliser sans le soutien du mandat de la MINUSCA d'abord par les acteurs du conflit, en l'occurrence le gouvernement centrafricain et les groupes armés, ainsi que les non-acteurs c'est-à-dire les défenseurs de l'environnement, les défenseurs des droits de l'homme, les institutions de la République (par exemple la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Haut conseil de la communication, le Conseil national de la médiation et le Conseil économique et social) et les confessions religieuses (par exemple, les églises catholique et protestante et les organisations islamiques).

Nous aborderons également dans cette première partie, l'élaboration des communications, publiques et territoriales, susceptibles de faciliter la mise en œuvre des principes du développement durable dans le milieu conflictuel centrafricain. Dans un tel milieu, il est plus difficile de respecter les 27 principes⁸ de développement durable tels que définis dans la Déclaration de Rio de 1992 sur la protection de l'environnement et le développement durable, d'autant que l'État centrafricain n'est pas en

⁸ L'intégralité de la Déclaration de Rio de 1992 sur la protection de l'environnement et le développement durable est en annexe 9 de la thèse.

mesure de respecter ses engagements internationaux⁹ en matière de protection de l'environnement, compte tenu du fait que plus de 80 % du territoire national est contrôlé ou sous l'influence des groupes armés illégaux. La définition mondialement reconnue du concept de développement durable donnée Gro Harlem Brundtland ancienne Première ministre de la Norvège, énonce que le développement durable est « un développement qui permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures de répondre aux leurs »¹⁰. Les ressources naturelles de la République centrafricaine ne peuvent, pour l'instant, pas être consommées avec parcimonie par les générations présentes en vue d'en faire profiter aux générations futures. L'État n'est pas le seul à y avoir accès depuis que le conflit a démarré le 24 mars 2013, car plusieurs groupes armés s'adonnent aussi au trafic illicite du diamant, or et bois, et qui en ont fait leur principale source de revenus pour financer l'effort de guerre. La mise en œuvre des principes de développement durable nécessite l'adhésion à ceux-ci de la part de tous les acteurs et non-acteurs du conflit. Pour ce faire, il faudrait faire un véritable lobbying basé sur une communication publique et territoriale structurée dont le contenu est diffusé aux différentes cibles ci-dessus citées à travers des canaux tels que les médias audiovisuels, la presse écrite, la presse électronique et l'Internet. En nous basant sur les données recueillies au cours de la thèse et la méthodologie de la recherche, les émissions télévisuelles et radiophoniques, articles de presse, manifestations événementielles, conférences et des points de presse, ainsi que des courriers seront au nombre des canaux privilégiés de communications susceptibles de contribuer à la qualification du patrimoine naturel centrafricain. Nous avons pu expliquer dans cette partie de la thèse que les autorités centrafricaines peuvent invoquer la mise en application intégrale du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies

⁹ Nations Unies : « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement durable – Principes de gestion des forêts », 14 juin 1992, principes 4 et suivants.

¹⁰<https://www.geo.fr/environnement/le-rapport-brundtland-pour-le-developpement-durable-170566>, consulté le 13 juin 2020.

pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), contenu dans la Résolution 2448 (2018) du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment en son article 41 alinéas c à g qui autorise les casques bleus onusiens à porter mains fortes à l'État centrafricain à combattre les activités des trafiquants des ressources naturelles et à empêcher les groupes armés à en pratiquer le commerce illicite. Comme pour la qualification du patrimoine culturel abordé dans les paragraphes précédents, l'objectif poursuivi par ces communications publiques et territoriales est d'obtenir l'adhésion de tous les acteurs et non-acteurs du conflit aux principes du développement durable, notamment le principe de précaution, de participation et d'engagement, d'économie, solidarité, subsidiarité et responsabilité.

Enfin, nous évoquerons, sans entrer dans les détails, les données géographiques physiques de la République centrafricaine, ainsi que les apports du patrimoine naturel à l'économie du pays. Il faut d'entrée de jeu, noter que le territoire centrafricain est limité à l'Est par le Soudan et le Soudan du Sud, à l'Ouest par le Cameroun, au Nord par le Tchad et au Sud par la République démocratique du Congo, ainsi que la République du Congo. C'est un territoire vaste de 623 000 km², situé au cœur du continent africain. Le pays s'étend de 14°30' à 27°30' de longitude est (plus de 1 400 km d'Est en Ouest) et de 2°20' à 27°30' de latitude nord (près de 1 000 km de l'extrême Nord au Sud). Son relief est très peu accidenté et dominé par une dorsale centrale qui sépare les deux principaux réseaux hydrographiques du pays, à savoir, le bassin du Tchad au Nord et celui du Congo au Sud.

Sur le plan économique, parmi les 470 indices miniers répertoriés sur le sol centrafricain, seules deux ressources minérales sont artisanalement exploitées¹¹, à savoir l'or et le diamant qui font partie du patrimoine naturel

¹¹ <https://www.rse-et-ped.info/wp-content/uploads/2016/01/Pr%C3%A9sentation-du-Dr-Moloto-janvier-2016.ppt>

du pays. L'exploitation artisanale de l'or et du diamant fait vivre au moins 400 mille foyers centrafricain et représente environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. Le revenu annuel moyen d'un ouvrier minier centrafricain s'élève, d'après le PNUD, à 858 618 FCFA (1 590 USD).

Chapitre 1 : Les communications des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain

La République centrafricaine est confrontée depuis le 24 mars 2013, à un conflit sans précédent dont les acteurs et non-acteurs sont non seulement très nombreuses, mais également détiennent des revendications diverses et variées. Ne pouvant rester indifférente face aux violences perpétrées sur les populations civiles tant par les groupes armés qui occupent actuellement plus de 80 % du territoire national, que par les forces armées centrafricaines (FACA), la communauté internationale contribue, depuis plusieurs années à la recherche de la paix dans ce pays. C'est ainsi que dès 2017, le panel de l'Initiative africaine constitué, entre autres, des représentants de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la République démocratique du Congo, du Tchad et de l'Angola a pu entrer en contact avec les groupes armés et le gouvernement centrafricain en vue de recueillir leurs revendications. Les résultats de ces consultations ont servi de base aux négociations âprement menées sous l'égide de la médiation de la Commission de l'Union africaine à Khartoum (Soudan) en janvier et février 2019. In fine, un accord de paix dénommé Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) a été signé entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés le 08 février 2020 à Bangui sous les auspices de l'Union africaine (UA) et de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) qui en sont les garants.

En outre, les principaux acteurs du conflit que sont la communauté internationale (Union européenne, Nations Unies, Union africaine et Communauté économique des États d'Afrique centrale), le gouvernement centrafricain et les groupes armés ne communiquent pas de la même manière ni en utilisant les mêmes canaux. La communauté internationale et le gouvernement centrafricain font souvent usage de leurs sites Internet respectifs, réseaux sociaux et les médias audiovisuels pour dénoncer les violations de l'APPR-RCA et encourager les parties à cet accord à privilégier

le dialogue pour le règlement de leurs différends. Quant aux groupes armés, ils communiquent abondamment *via* les réseaux sociaux et à de rares occasions sur les médias audiovisuels pour faire de nouvelles revendications à l'endroit des garants de l'APPR-RCA et aux tenants du pouvoir à Bangui.

Par ailleurs, les non acteurs du conflit que sont les institutions républicaines, organisations de défense des droits de l'homme, organisations de défense de l'environnement et les confessions religieuses privilégient également les sites Internet, réseaux sociaux et médias audiovisuels pour communiquer avec le public. L'essentiel du contenu de leurs communications dénonce les violences perpétrées sur les populations civiles aussi bien par les groupes armés que par les forces armées centrafricaines (FACA). Leurs communications évoquent aussi le trafic illicite des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bois, parties intégrantes du patrimoine naturel centrafricain, auquel se livrent les groupes armés dans les zones sous leur contrôle. L'Assemblée nationale qui incarne actuellement le pouvoir législatif en République centrafricaine, en l'absence du Sénat qui n'est pas encore mis en place, interpelle régulièrement le gouvernement centrafricain pour lui poser des questions de clarification au sujet des difficultés que rencontre le peuple centrafricain suite au conflit.

Enfin, dans ce chapitre, nous aborderons dans un premier temps les principales étapes de la genèse du conflit qui a démarré le 24 mars 2013 par la prise du pouvoir par la coalition des rebelles de la Seleka puis l'entrée en scène des Antibalaka le 5 décembre 2013, avant de parler du contenu des communications et des supports utilisés par les acteurs dudit conflit. Nous nous parlerons dans un second temps des communications des entités qui ne sont pas acteurs du conflit, notamment les médias audiovisuels, la presse écrite, la presse électronique, confessions

religieuses, les organisations de défense des droits de l'homme et les organisations de défense de l'environnement.

1. Les communications des acteurs du conflit

Les acteurs du conflit centrafricain sont les Nations Unies à travers la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), les représentations de l'Union européenne à Bangui, de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et de l'Union africaine (UA), le gouvernement centrafricain et les quatorze groupes armés. Chaque acteur communique à base de canaux qui lui sont propres et susceptibles de lui permettre d'atteindre les cibles de ses communications. Majoritairement, tous les acteurs du conflit font abondamment usage de sites Internet, réseaux sociaux, médias audiovisuels, presse écrite et presse électronique pour délivrer leurs communications. Dans cette section, nous présenterons tour à tour, le contenu des communications et les supports utilisés par les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine.

a) Les communications de la communauté internationale

Dans le cadre du règlement du conflit centrafricain, la communauté internationale est représentée par les Nations Unies, l'Union européenne (UE), l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Nous allons tour à tour exposer les principaux points évoqués dans leurs communications.

Les Nations Unies

Après l'adoption de la Résolution 2127 du 05 décembre 2013 du Conseil de sécurité, les Nations Unies ont déployé la mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) sous l'égide de l'Union africaine pour une

durée initiale de douze (12) mois. La MISCA avait pour mandat (Résolution 2127 du 05 décembre 2013, alinéa 28) :

- la protection des civils et le rétablissement de l'ordre public en faisant usage des moyens appropriés ;
- la stabilisation du pays et la restauration de l'autorité de l'Etat centrafricain sur l'ensemble du territoire national ;
- la création des conditions propices à la fourniture d'aides humanitaires aux populations nécessiteuses ;
- le soutien aux initiatives de désarmement, démobilisation, réintégration, réinstallation ou rapatriement menées par les autorités centrafricaines en charge de la transition et coordonnées par le Bureau intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA) ;
- l'accompagnement des efforts nationaux et internationaux visant à réformer et structurer les forces de défense et de sécurité centrafricaines.

En outre, le Conseil de sécurité à travers cette même résolution 2127 du 05 décembre 2013, autorise la République française à déployer une force militaire dénommée Opération Sangaris (Résolution 2127 du 05 décembre 2013, alinéa 50), exclusivement composée de soldats de l'Hexagone. Elle avait pour mandat¹² de :

- rétablir un niveau de sécurité minimal sur le territoire centrafricain en enrayant les exactions commises par les groupes armés illégaux notamment la Seleka et les Antibalaka et en facilitant le retour des organisations non-gouvernementales ;
- préparer le déploiement de la mission de maintien de la paix des Nations Unies.

¹² Ministère de la défense de France : « Dossier de presse Opération Sangaris, juil. 2016 », p.3.

Ce sont, en somme, des communications¹³ qui se focalisaient abondamment sur :

- le climat politique en République centrafricaine : les différents accords signés par les partis politiques de l'opposition visant à contrecarrer les actions du président Touadera, ainsi que ceux de la majorité présidentielle au pouvoir ;
- les réussites et les difficultés rencontrées par les parties au conflit centrafricain dans la mise en œuvre de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) signé entre le gouvernement centrafricain et les quatorze (14) groupes armés paraphé à Khartoum (Soudan) le 06 février 2019 et signé à Bangui (République centrafricaine) le 08 février 2019 ;
- les exactions commises sur les populations civiles par les groupes armés illégaux qui occupent plus de 80 % du territoire centrafricain¹⁴ ;
- Le trafic illégal¹⁵ des ressources naturelles (diamant, or, bois, bétail) par les groupes armés dans le but d'avoir les moyens financiers nécessaires à l'achat d'armes et munitions, ainsi qu'à la prise en charge de leurs soldats au front ;
- l'avancement des préparatifs de la tenue des élections législatives et présidentielles de décembre 2020 par les entités compétentes notamment l'Autorité nationale des élections (ANE), la Cour constitutionnelle (CC) et le gouvernement centrafricain ;
- la situation humanitaire du pays qui évoque une menace de famine qui pèse sur une partie de la population centrafricaine et des enfants exposés à la malnutrition. Plusieurs personnes sont obligées de fuir leurs domiciles et habiter sous des abris de fortune dans des camps de déplacés sur le territoire centrafricain ;

¹³ Rapport du Secrétaire général de l'ONU n°S/2020/124 du 14 février 2020.

¹⁴ <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190709-rca-debut-demantelement-bases-barrieres-illegales-groupes-armes>; consulté le 05 novembre 2021.

¹⁵ <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-d-outre-mer-2015-4-page-501.htm>; consulté le 05 novembre 2021.

- le redéploiement de l'administration sur l'ensemble du territoire centrafricain y compris dans les zones contrôlées par les groupes armés, marquant ainsi à nouveau la présence de l'autorité de l'État ;
- la réforme du secteur de défense et de sécurité qui se matérialise par le recrutement de nouveaux éléments au sein de la gendarmerie et la police nationales, ainsi que dans les forces armées centrafricaines (FACA). Cette formation est assurée aussi bien par des experts militaires russes et qu'européens ;
- le processus de démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement (DDRR) dont le financement est fourni et géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- la mise en place et l'entrée en fonction de la Cour pénale spéciale (CPS) dont le rôle principal est de juger les présumés coupables de crimes sur les populations centrafricaines et dont les tribunaux centrafricains ne seraient pas compétents ;
- la lutte contre l'enrôlement des enfants soldats par les groupes armés ;
- le soutien de la communauté internationale à l'économie centrafricaine qui continue de souffrir des conséquences désastreuses du conflit dans lequel le pays est plongé depuis plusieurs années. Ce soutien de la communauté internationale se matérialise par le financement de la construction ou la réhabilitation d'infrastructures essentielles de base (exemple : électricité, eau, routes).

Les communications du Secrétaire général des Nations Unies sur la République centrafricaine font l'objet de conférences de presse périodiques organisées par le Service de communication de la MINUSCA à Bangui et essentiellement relayées sur les ondes de la radio onusienne Guira FM, site web de la Mission, Facebook et Twitter, la presse écrite et la presse électronique basées dans le pays.

L'Union européenne (UE)

L'essentiel des communications de l'Union européenne par le truchement de sa représentation à Bangui, portait sur la mobilisation de financements pour appuyer le déploiement et le fonctionnement des forces internationales sur le territoire centrafricain en soutien aux forces de défense et de sécurité du pays. La mobilisation des fonds européens s'est faite à travers la Facilité de Paix pour l'Afrique¹⁶, qui fait partie intégrante du Fonds européens de développement (FED). La Facilité de Paix pour l'Afrique a été créée en 2004, en réponse à la demande formulée par les dirigeants africains lors du sommet de l'Union africaine à Maputo en 2003. Quant aux communications concernant les activités de la Facilité de Paix pour l'Afrique, elles étaient faites autour des domaines suivants :

- *soutien à la paix* : En République centrafricaine (RCA), la Mission de consolidation de la paix en RCA (MICOPAX) avait pour mission de protéger les civils, de sécuriser le territoire, de contribuer au processus de réconciliation nationale et de faciliter le dialogue politique initié par le président Bozize ;
- *renforcement des capacités* : Les institutions africaines qui ont participé à ces opérations, devaient pouvoir s'appuyer sur des structures solides et des ressources suffisantes pour relever efficacement les défis qui se présentaient sur le terrain. C'est la raison pour laquelle l'UE soutient le fonctionnement des différents éléments de l'architecture africaine de paix et de sécurité (APSA) (comme la Force africaine en attente, le système continental d'alerte précoce...), qui vise à renforcer les capacités de planification et de gestion de la Commission de l'UA et des Communautés économiques régionales (CER) ;

¹⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_13_1222: consulté le 05 novembre 2021.

- *réponse précoce* : Le mécanisme de réponse précoce permet de débloquer rapidement des fonds pour financer les phases préparatoires des actions de médiation et les missions de renseignement menées par l'UE ou les CER ainsi que pour renforcer ponctuellement les cellules de planification en vue des opérations de soutien à la paix.

L'Union européenne communique également sur la mise en œuvre de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) signé le 08 février 2019 entre le gouvernement centrafricain et les quatorze groupes armés qui opèrent dans le pays, notamment sur les réussites et les difficultés rencontrées. À travers sa représentation à Bangui, elle siège régulièrement dans les différentes instances mises en place pour le suivi de la mise en œuvre de cet Accord.

En outre, Bruxelles communique aussi sur les projets qu'elle finance, à travers le Fonds Beku¹⁷ (Lacoste, 2016 : 12-13), sur le sol centrafricain en vue d'aider ce pays à relancer son économie mise à mal par plusieurs années de conflits. En effet, le Fonds Beku a été créé en mars 2014 dans le cadre du Fonds européen de développement à l'initiative de la Commission de l'Union européenne, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas.

Le Fonds Beku (espoir en langue Sango de la République centrafricaine) a financé de nombreux projets tels que¹⁸ :

- construction ou réhabilitation des infrastructures sanitaires ;
- amélioration de l'accès aux soins de santé par la population ;

¹⁷ Aurore Lacoste : « Beku, le fonds fiduciaire de l'Union européenne pour la République centrafricaine : Un espoir pour le financement des États fragiles en transition ? », juillet 2016, p.12-13.

¹⁸ Cour des Comptes de l'Union européenne : « Le fonds fiduciaire Beku de l'UE pour la République centrafricaine : un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances », 2017 p.42-43.

- amélioration de la situation des femmes centrafricaines et de leurs familles ;
- programmes de reconstruction économique et sociale en milieu urbain ;
- sécurité alimentaire ;
- réconciliation et cohésion sociale entre les différentes communautés.

Par ailleurs, la représentation de l'Union européenne en République centrafricaine dont le siège à Bangui la capitale, a annoncé le 08 mai 2020 la mise en place, par la Commission de l'Union européenne, d'un pont aérien entre l'aéroport de Lyon (France) et celui de Bangui M'Poko (République centrafricaine), pour l'acheminement de matériels et spécialistes pour aider ce pays à lutter contre la pandémie du Covid-19 dont le niveau de propagation y est encore limité. Les crises à répétition que connaît ce pays depuis des décennies ont fragilisé son système de santé et dégradé d'avantage sa situation humanitaire.

Toutes ces communications sont délivrées sur les médias audiovisuels, la presse écrite, la presse électronique, sites Internet et les réseaux sociaux par la représentation de l'Union européenne en République centrafricaine.

L'Union africaine

Les communications délivrées par l'Union africaine évoquent toutes les actions menées par l'Initiative Africaine¹⁹ pour la résolution de la crise centrafricaine. Cette Initiative, créée à l'issue du Sommet²⁰ de l'Union africaine des 30 et 31 janvier 2017 à la demande des autorités de la République centrafricaine, est composé des représentants des pays et institutions suivants :

¹⁹ <https://au.int/fr/node/32931>: consulté le 5 novembre 2021.

²⁰ Accord de politique de paix et de réconciliation en RCA (APPR-RCA), février 2017, p.7.

- République centrafricaine ;
- Angola ;
- Gabon ;
- Tchad ;
- Union africaine ;
- Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ;
- Conférence internationale de la région des grands lacs (CIRGL).

L'une des activités les plus importantes faisant l'objet d'abondantes communications de la part de l'Union africaine reste et demeure la facilitation et la médiation relatives à la signature de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), dont l'intégralité du texte est annexée à cette thèse.

b) Les communications du gouvernement centrafricain

L'essentiel des communications faites par le gouvernement centrafricain, par l'intermédiaire de conférences de presse, émissions radiophoniques et télévisuelles périodiques animées par le ministre de la Communication et des Médias qui est en même temps le porte-parole dudit gouvernement, se focalise également sur la mise en œuvre de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) qu'il a pu signer avec les quatorze groupes armés le 8 février 2019 à Bangui, au bout d'après négociations. Le gouvernement centrafricain a aussi réalisé d'abondantes communications publiques sur les principaux acteurs et non-acteurs du conflit, à savoir :

- ***La communauté internationale***

Le leadership de la communauté internationale a été assuré par le panel des facilitateurs de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine mis en place à la demande du gouvernement

centrafricain. Les autorités de Bangui, dans leurs communications, ont présenté au public le panel des représentants de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Conférence internationale de la région des grands lacs (CIRGL), l'Angola, République du Congo, Gabon et du Tchad. Cette équipe avait pour mission²¹ de « (i) convoquer les rencontres avec les parties prenantes, modérer les discussions et présider la plénière des rencontres directes entre parties ; (ii) de faciliter la recherche de consensus et de compromis entre les parties centrafricaines et de se tenir en permanence à leur disposition pour faciliter le dépassement des blocages le cas échéant ; (iii) de faire observer et veiller au respect des principes directeurs figurant dans la Feuille de Route pour la paix et la réconciliation nationale en RCA et régissant l'engagement et le comportement des Parties ; (iv) de communiquer sur les avancées du processus du dialogue, à travers les canaux appropriés, avec les Institutions habilitées et la société civile centrafricaines, les partenaires de la communauté Internationale et les mass-médias ».

- ***Le gouvernement centrafricain***

Le gouvernement centrafricain a aussi réalisé plusieurs communications publiques, sur la composition de l'équipe gouvernementale qui a pris part aux négociations à Khartoum (Soudan) avec les groupes armés.

- ***Les groupes armés***

Enfin, le pouvoir de Bangui a présenté dans ses communications les quatorze groupes armés qui ont été invités à la table des négociations avec le gouvernement centrafricain, sous les auspices de la médiation de l'Union africaine. Ce sont :

- ✓ Anti Balaka Aile Mokom, représenté par Maxime Mokom ;

²¹ <https://au.int/en/pressreleases/20170912/le-panel-des-facilitateurs-de-linitiative-africaine-pour-la-paix-et-la>: consulté le 5 novembre 2021.

- ✓ Anti Balaka Aile Ngaïssona, représenté par Dieudonné Ndomate ;
- ✓ Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC), représenté par Martin Koumtamadji, alias Abdoulaye Miskine ;
- ✓ Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC), représenté par Adam Nourredine ;
- ✓ Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ), représenté par Gilbert Toumou-Deya ;
- ✓ Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), représenté par Alkhatim Ahamat Mahamat ;
- ✓ Rassemblement patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (RPRC), représenté par Herbert Gontran Djono-Ahaba ;
- ✓ Retour réclamation et réhabilitation (3R), représenté par Bi-Sidi Soulemane alias Sidiki ;
- ✓ Révolution et justice Aile Belanga, représenté par Esther Adrienne Guetel-Moïba ;
- ✓ Révolution et justice aile Sayo, représenté par Armel Ningatoloum Sayo ;
- ✓ Seleka renouvelée, représenté par Hissein Akacha ;
- ✓ Union des forces républicaines (UFR), représentée par Michel Wagramale ;
- ✓ Union des forces républicaines fondamentales (UFR-F), représentée par Dieu Bénit Christian Deya-Kikobet ;
- ✓ Union pour la paix en Centrafrique (UPC), représentée par Ali Darassa Mahamat.

Dans ses communications périodiques relatives à la vulgarisation de l'Accord de politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-R), le gouvernement centrafricain a rappelé les principales dispositions suivantes :

- les engagements du gouvernement centrafricain ;
- les engagements des groupes armés ;
- les engagements de la région et de la communauté internationale ;
- les questions spécifiques (processus de démobilisation, désarmement, réconciliation et rapatriement (DDRR), justice et réconciliation nationale, transhumance, arrangements sécuritaires transitoires, ancrage démocratique) ;
- la mise en œuvre et les mécanismes de suivi ;
- le règlement des litiges et les sanctions éventuelles ;
- le financement de la mise en œuvre de l'APPR-RCA.

Par ailleurs, les communications du gouvernement centrafricain se font sous forme aussi de communiqués de presse, conférences de presse, points de presse et les réseaux sociaux sur les violations des termes de cet accord du fait des groupes armés dans les régions du pays qui sont encore sous leur contrôle. Les points abordés dans ces communications concernaient également les violations des dispositions de l'APPR-RCA par certains groupes armés signataires. Au nombre de ces violations des termes de l'accord ayant fait l'objet de communications de la part du gouvernement centrafricain, on peut noter les combats fratricides qui opposent depuis plusieurs mois les groupes armés du Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) à une coalition de deux groupes autres groupes armés composée du Rassemblement patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (RPRC) et du Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ). En effet, la ville d'Amdafock²² située à 65 km de celle Birao (République centrafricaine) dans la préfecture de la Vakaga (nord-est du pays) a été le théâtre le 16 décembre 2019, de violents combats entre les éléments du FPRC et du MLCJ. Aussi, le 30 avril 2020, des affrontements très violents ont à nouveau opposé les éléments du FPRC à

²² <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/34979-vakaga-nouveaux-combats-entre-fprc-et-mlcj-a-am-dafock.html>: consulté le 6 novembre 2021.

ceux de la coalition RPRC et MLCJ dans la ville de N'délé (nord-est de la République centrafricain). Il faut noter que le premier groupe est majoritairement composé d'éléments de l'ethnie Rounga et celui de la coalition RPRC-MLCJ d'éléments de l'ethnie Goula. Il semble que les raisons de leur désaccord remontent aux périodes ancestrales²³.

c) Les communications des groupes armés

Depuis que la coalition rebelle de la Seleka, après son départ du pouvoir en janvier 2014 en République centrafricaine, s'est disloquée en plusieurs groupes armés parfois antagonistes éparpillés sur l'ensemble du territoire centrafricain, ces derniers n'ont pas véritablement de revendications politiques, car ils se contentent le plus souvent de s'adonner au trafic illicite de ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bétail et le braconnage des espèces fauniques et de la flore. Les dissensions en leurs seins et la revendication de postes ministériels au sein du gouvernement centrafricain font également l'objet de communications. Le trafic illicite des ressources naturelles, parties intégrantes du patrimoine naturel centrafricain, est régulièrement dénoncé par les organisations non-gouvernementales internationales, notamment Global Witness²⁴, Transparency International, Greenpeace et International Crisis Group.

En outre, nous avons précédemment évoqué que les quatorze groupes armés en République centrafricaine occupent plus de 80 % du territoire national, malgré la signature de l'Accord politique de paix et de réconciliation le 8 février 2019 à Bangui. Cependant, ces groupes armés ne communiquent pas ou peu avec le public pour des raisons qui nous sont inconnues. Le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) que dirige Adam Nourredine et l'Union pour la paix en Centrafrique

²³ <https://mondafrique.com/centrafrique-un-dramatique-conflit-interethnique/>: consulté le 6 novembre 2021.

²⁴ <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>: consulté le 6 novembre 2021.

(UPC) dont le leader est Monsieur Ali Darassa, sont de loin les groupes armés qui communiquent le plus sur les réseaux sociaux, notamment Facebook. Nous allons, tour à tour, aborder les sujets qui font souvent l'objet de communications de ces deux groupes armés qui sont aussi signataires de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA).

Les communications du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC)

Le FPRC communique régulièrement sur deux sujets de manière abondante sur sa page Facebook. Il s'agit des sujets suivants :

- **Dissensions au sein du groupe**

Récemment, un groupe de personnalités de l'ethnie Sara²⁵ se réclamant appartenir au FPRC, a publié un communiqué selon lequel il se désolidarisait du groupe, pour exprimer son désaccord avec la manière dont le groupe est dirigé par leur leader Adam Nourredine. Quelques jours plus tard, c'est un autre groupe de personnalités se revendiquant également du FPRC qui publie un autre communiqué²⁶ pour se désolidariser de la position prise par ceux des leurs qui ont dénoncé la mal gouvernance du groupe par leur leader. Le groupe communique également de manière abondante, sur les nombreuses attaques violentes²⁷ dont il dit être victime de la part de la coalition des groupes rebelles du Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) et du Rassemblement patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (RPRC) dans les villes de Birao et de N'Délé.

²⁵ <https://ndjonisango.com/2020/05/09/rca-nourredine-adam-et-abdoulaye-hisseine-deboutes-par-des-officiers-du-fprc/>: consulté le 6 novembre 2021.

²⁶

<https://www.facebook.com/1079537262211858/photos/a.1079560568876194/1568989576599955/?type=3&theater>: consulté le 6 novembre 2021.

²⁷

<https://www.facebook.com/1079537262211858/photos/a.1079560568876194/1560175680814678/?type=3&theater>: consulté le 6 novembre 2021.

- **Revendication de postes ministériels au sein du gouvernement centrafricain**

Depuis la signature de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine le 8 février 2019 à Bangui, les groupes armés, notamment le Front patriotique pour la renaissance en Centrafrique (FPRC) et l'Union populaire pour la paix en Centrafrique (UPC) ont réussi à décrocher de juteux postes au sein du gouvernement centrafricain que dirige Firmin Ngrebada. En effet, le leader du FPRC ne cesse de mettre la pression sur le chef du gouvernement centrafricain par l'intermédiaire de notes transmises à son cabinet pour réclamer de nouveaux postes de responsabilité au sein de l'administration générale, les ambassades, consulats, postes diplomatiques, établissements d'enseignement supérieur pour ses fidèles.

Les communications de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC)

Contrairement au FPRC, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa n'est pas confrontée à des problèmes de dissensions internes, ce qui sous-entend que le groupe est dirigé par un leadership incontesté. Les communications de ce groupe se focalisent le plus souvent sur les désaccords relatifs à l'interprétation des dispositions de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) avec le gouvernement centrafricain. Le groupe communique²⁸ aussi sur les opérations que mènent les forces armées centrafricaines (FACA) pour contrecarrer les exactions des éléments de son groupe sur les populations civiles et en appelle aux garants de l'APPR-RCA, en l'occurrence les représentants du président de la Commission de l'Union africaine, du Secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et du Secrétaire général des Nations Unies, chef de la MINUSCA. Les réseaux sociaux, notamment Facebook, sont les supports les plus utilisés par l'UPC pour communiquer avec le public.

²⁸ <http://centrafrique-presse.over-blog.com/2020/01/ali-darassa-accuse-les-faca-d-indiscipline-a-alindao.html>: consulté le 6 novembre 2021.

2. Les communications des non-acteurs du conflit

Dans ce sous chapitre, nous nous intéresserons aux communications des entités qui ne sont pas directement impliquées dans le conflit, notamment les institutions de la République, les confessions religieuses, les défenseurs des droits de l'homme, les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique. Nous y évoquerons non seulement les contenus des communications de toutes ces entités, mais également les supports qu'elles utilisent souvent pour communiquer.

1. Les communications des institutions républicaines

On dénombre plusieurs institutions de la République créées par la Constitution du 30 mars 2016 et qui sont en fonction depuis l'investiture à la magistrature suprême de l'État par le président Faustin Archange Touadera. Cependant, deux d'entre elles communiquent régulièrement sur le conflit centrafricain, notamment le Conseil national de la médiation et l'Assemblée nationale.

Les communications de l'Assemblée nationale

Conformément à la Constitution de la République centrafricaine du 30 mars 2016, l'Assemblée nationale interpelle régulièrement le premier ministre et les membres de son gouvernement pour leur poser des questions au sujet des problèmes du pays. En le faisant, la représentation nationale joue son rôle de contrôle de l'action gouvernementale. Au nombre des nombreuses questions que les députés posent assez souvent au gouvernement et qui intéresse notre thèse, il y a l'occupation du territoire national par les groupes armés, l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), l'exploitation des ressources naturelles par les sociétés étrangères et le redéploiement de l'administration sur l'ensemble du territoire national. Toutes les séances de questions au gouvernement sont retransmises en direct sur les ondes

de la radio nationale et sur les pages Facebook, Twitter et le site Internet de l'Assemblée nationale²⁹.

L'occupation du territoire national par les groupes armés

Les députés, à travers l'interpellation du gouvernement, demandent régulièrement au gouvernement, notamment à la ministre de la défense nationale de s'expliquer au sujet des groupes armés qui continuent d'occuper illégalement plus 80 % du territoire centrafricain, sans aucune réaction de l'armée nationale dont le rôle premier est la défense de l'intégrité territoriale.

- **La mise en œuvre de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA)**

Les dispositions de l'APPR-RCA ont prévu le désarmement progressif de tous les groupes armés à travers le processus de démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement (DDRR). Or depuis la signature et l'entrée en vigueur dudit accord le 08 février 2019, aucun groupe armé n'a véritablement fait l'objet de ce désarmement si bien que l'Assemblée nationale ne cesse d'interpeler la ministre de la Défense nationale à ce sujet. Certains groupes armés continuent également de commettre des exactions³⁰ sur les populations civiles dans les zones sous leur contrôle.

- **L'exploitation des ressources naturelles du pays par les sociétés étrangères**

Le patrimoine naturel de la République centrafricaine est si fourni et si riche qu'il attire de nombreuses sociétés minières du monde entier. Cependant, les conditions dans lesquelles les licences d'exploitation sont délivrées par les autorités compétentes et les conséquences des activités minières sur l'environnement laissent à désirer et sont régulièrement

²⁹ <http://www.assembleenationale-rca.cf/>: consulté le 6 novembre 2021.

³⁰ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/02/car-killings-sexual-violence-and-displacements/>: consulté le 10 novembre 2021.

dénoncées par les organisations non-gouvernementales. L'Assemblée nationale interpelle souvent le gouvernement, notamment le ministre des mines sur ce sujet crucial. A titre d'exemple, deux sociétés chinoises³¹ qui exploitent des mines d'or dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pende dans le nord-ouest du pays sont accusées d'avoir contaminé au mercure les eaux de la rivière Ouham qui pourtant, font vivre plusieurs milliers de personnes à travers la pêche et l'agriculture.

- **Le redéploiement de l'administration dans les zones occupées par les groupes armés**

Au moment de la prise du pouvoir par la coalition des rebelles de la Seleka, la quasi-totalité des bâtiments administratifs des villes provinciales ont été saccagés, contraignant les fonctionnaires qui y tenaient l'administration de rejoindre la ville de Bangui, la capitale. C'est le cas notamment des cours et tribunaux, de la gendarmerie ainsi que de la police. Cependant, depuis la signature et l'entrée en vigueur de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), le gouvernement tente, avec l'appui des partenaires internationaux de redéployer l'administration dans les zones occupées par les groupes armés. Mais les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des attentes si bien que l'Assemblée nationale n'a de cesse d'interpeler le ministre de l'Administration du territoire à ce sujet. Certains groupes armés continuent de s'opposer à la présence d'administrateurs nommés³² par les autorités centrales à Bangui.

Tous les points ci-dessus énumérés ont fait l'objet de communication publique de la part des députés, soit à travers leurs interpellations hebdomadaires des membres du gouvernement, soit par l'intermédiaire des émissions radiophoniques et télévisuelles de leurs services de presse.

³¹ <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mines-chinoises-en-centrafrique-la-pollution-au-mercure-des-eaux-confirmee-20190731>: consulté le 10 novembre 2021.

³² <https://www.jeuneafrique.com/225829/politique/cartographie-centrafrique-le-difficile-red-ploiement-de-l-administration/>: consulté le 10 novembre 2021.

Les communications du Conseil national de la médiation

Le Conseil national de la médiation est l'une des institutions républicaines qui sont en première ligne dans la recherche des solutions au conflit centrafricain, en ce sens qu'il est constamment en contact avec les acteurs sur le terrain pour prêcher l'apaisement, la tolérance, le pardon et la réconciliation ainsi que la lutte contre l'impunité. Quand les groupes d'autodéfense du km5, majoritairement habité par la population de confession musulmane, situé dans le 3^{ème} arrondissement de la ville Bangui sévissaient encore, le médiateur de la République sillonnait les coins et les recoins des quartiers qui s'y trouvent pour s'entretenir avec les chefs des groupes d'autodéfense. Plusieurs équipes de cette institution ont également parcouru certaines villes des provinces centrafricaines en vue de former et y installer les responsables des démembrements du Conseil, dont le rôle est de jouer les médiateurs auprès des personnes qu'opposent des différends. Le Conseil s'est également impliqué dans la vulgarisation de l'Accord politique de paix³³ et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). C'est l'ensemble de toutes ces activités qui fait l'objet de communications du Conseil national de la médiation essentiellement sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique.

2. Les communications des médias

Le paysage des médias audiovisuels en République centrafricaine est composé d'une chaîne de télévision publique, une chaîne de télévision privée, la station de radiodiffusion publique et une quarantaine de stations de radiodiffusion privées. Cependant, tous ces médias audiovisuels ne communiquent pas de la manière sur le conflit centrafricain, car nombre d'entre les stations de radiodiffusion ne se contentent que de relayer les informations des médias concurrents. En ce qui concerne la presse écrite,

³³ <http://news.abangui.com/h/67904.html>: consulté le 10 novembre 2021.

elle est composée d'une soixantaine de journaux dont la périodicité de parution est quotidienne, hebdomadaire et mensuel. Quant à la presse électronique, on en compte environ une dizaine.

Dotée de la meilleure audience dans le pays, Radio Ndeke Luka est le média audiovisuel qui communique abondamment sur le conflit centrafricain, notamment sur les violations³⁴ des droits de l'Homme aussi bien par les groupes rebelles que par les forces armées centrafricaines (FACA). Les exactions perpétrées sur la population civile notamment sur les femmes et les enfants, les violences basées sur le genre, les rackets pratiqués par les groupes armés sur les axes routiers, ainsi que les impôts levés par les rebelles y sont régulièrement débattus avec les invités des émissions radiophoniques. Certains responsables du pouvoir en place à Bangui, ceux des groupes armés et des partis politiques de l'opposition sont souvent conviés au sein de cette station de radiodiffusion afin de débattre des questions touchant la vie quotidienne de la population, notamment la paix, la réconciliation, la justice et la lutte contre l'impunité. C'est également le média le plus libre qu'utilisent les défenseurs des droits de l'Homme et ceux de l'environnement pour dénoncer les mauvaises pratiques des sociétés étrangères qui exploitent les ressources naturelles en République centrafricaine.

Par ailleurs, la presse écrite communique aussi abondamment sur les questions liées au conflit centrafricain, notamment les violations des droits de l'homme³⁵, la destruction de l'environnement due aux activités des sociétés internationales qui exploitent des chantiers de diamants et d'or en terre centrafricaine. Certains organes de presse, notamment les quotidiens

³⁴ <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35387-centrafrique-psychose-generalisee-au-village-ndiffa-dans-la-prefecture-de-la-vakaga.html>: consulté le 10 novembre 2021.

³⁵ <https://ndjonisango.com/2015/09/27/les-faca-et-lex-antibalaka-front-front-commun-contre-les-mercenaires-seleka-du-km5/>: consulté le 10 novembre 2021.

Le Citoyen, Ndjoni Sango, Médias+ et l’Hirondelle³⁶ accusent le gouvernement centrafricain de collusion avec les groupes armés et en parlent souvent dans les colonnes de leurs journaux qui paraissent sur le marché. Les organes de presse évoquent également dans leurs colonnes le trafic illicite de diamants, d’or et de bois pratiqué par les groupes armés dans les zones qui sont sous leur contrôle, dans l’espoir d’attirer l’attention de la communauté nationale et internationale.

3. Les communications des confessions religieuses

Les confessions religieuses se sont organisées au sein d’une plateforme dont sont membres la Communauté islamique centrafricaine (CICA) et l’Association des évangéliques de Centrafrique (AEC). Cependant, la Conférence épiscopale de Centrafrique (CECA) à laquelle appartient la quasi-totalité des prêtres, publie régulièrement des communiqués³⁷ à l’issue de ses réunions périodiques pour prendre position par rapport au conflit centrafricain, notamment sur les violations des droits de l’homme par les groupes armés et des forces armées centrafricaines (FACA), l’insécurité qui règne sur la majeure partie du territoire national, la corruption qui gangrène l’administration et les autres problèmes auxquels les centrafricains sont confrontés dans leur vie quotidienne.

En outre, à maintes reprises, le cardinal de la ville Bangui a parcouru les quartiers du km5 situé dans le 3^{ème} arrondissement de la capitale centrafricaine majoritairement habité par des centrafricains de confession musulmane, pour échanger avec les responsables des groupes d’autodéfense qui y commettent des exactions sur les populations civiles. Il leur a toujours prêché la retenue, le pardon, la réconciliation, le respect

³⁶ <https://hirondellerca.wordpress.com/2012/10/03/cnm-un-convoi-de-14-vehicules-pour-le-rapatriement-des-elements-de-baba-ladde/>: consulté le 10 novembre 2021.

³⁷ <https://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Documentation-catholique/Eglise-dans-le-Monde/eveques-Centrafrique-effectuent-etat-lieux-justice-paix-pays-2019-08-28-1201043663>: consulté le 10 novembre 2021.

d'autrui et l'acceptation de la diversité religieuse. Nous avons pu noter que les interventions du cardinal de Bangui ont permis d'apaiser les tensions entre les groupes d'autodéfense du km5 et les Antibalaka.

Par ailleurs, au plus fort du conflit centrafricain en 2013 et 2014, les principaux responsables de la plateforme religieuse, c'est-à-dire ceux de l'Association des évangéliques de Centrafrique (AEC) et de la Communauté islamique centrafricaine (CICA) ont sillonné plusieurs pays occidentaux pour solliciter leur intervention en vue de la recherche de solution à la crise. Ces responsables religieux ont été reçus au ministère français des Affaires étrangères à Paris, au siège de la Commission européenne à Bruxelles³⁸ et au secrétariat d'État américain à Washington. Au cours des différentes audiences qui leur ont été accordées, ils ont beaucoup insisté que la communauté internationale intervienne massivement en faveur de la résolution du conflit centrafricain. Toutes ces activités font régulièrement l'objet de communications sur les réseaux sociaux, les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique.

4. Les communications des défenseurs des droits de l'Homme

Les organisations de défense des droits de l'homme qui sont en première ligne en matière communications sur le conflit centrafricain apparaissent souvent aux yeux des tenants du pouvoir de Bangui comme étant à la solde des partis politiques de l'opposition. Il s'agit surtout de la Ligue centrafricaine des droits de l'homme (LCDH), des syndicats des travailleurs et du Groupe de travail de la société civile (GTSC). Leurs communications, dont les contenus sont dévoilés ci-dessous, sont essentiellement relayées sur les réseaux sociaux, les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique.

³⁸ https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-plus-france-info/1-archeveque-et-l-imam-de-bangui-ensemble-en-visite-en-europe_1749431.html: consulté le 10 novembre 2021.

Les communications de la Ligue centrafricaine des droits de l'Homme

Le respect des droits humains, la protection des populations civiles et la réduction de violences basées sur le genre sont des questions qui préoccupent la Ligue Centrafricaine des Droits de l'Homme (LCDH). Selon cette organisation de défense des droits humains, l'accord visant à mettre fin au conflit qui a coûté la vie à des milliers de personnes a été négocié par l'Union africaine pendant 18 mois de pourparlers avec les groupes armés, alors que ceux-ci continuent à mener des attaques brutales contre des civils. Les violences dans les régions du nord et de l'est du pays se sont intensifiées au cours des derniers mois, avec notamment plusieurs attaques contre des camps de personnes déplacées internes. Environ 1,2 million de personnes ont été déplacées du fait des combats dans le pays. Des membres de certains des groupes sont suspectés d'avoir commis de nombreux abus graves contre des civils, y compris meurtres, viols, esclavage sexuel, actes de torture, pillages, persécutions et destruction de bâtiments religieux. Les personnes responsables de ces actes doivent être poursuivies, selon elle, en justice pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Selon cette organisation de défense des droits de l'homme, l'APPR-RCA est vague sur les mesures nécessaires pour garantir la justice après le conflit et ne mentionne pas de processus judiciaires spécifiques ni les efforts récents pour promouvoir la justice dans le pays, même s'il reconnaît le rôle que l'impunité a joué dans la pérennisation des violences. Parmi les récents efforts dans le pays, l'organisation note la création de la Cour pénale spéciale (CPS), un nouveau tribunal dans le système national mandaté pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. La CPS a formellement débuté ses activités à la fin de l'année 2018, avec une participation et un soutien internationaux.

Des victimes, des activistes et des professionnels du secteur judiciaire centrafricains continuent à réaffirmer la nécessité urgente et non équivoque de justice pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité dans le pays depuis que la crise a commencé. L'organisation se

félicite de la condamnation de l'ex-chef de guerre Antibalaka Rodrigue Ngaïbona³⁹ dit « Général Andjilo », à une peine de prison ferme à perpétuité. À travers un collectif d'avocats, la LCDH a aussi accompagné plusieurs des victimes devant la Cour criminelle de Bangui. Rodrigue Ngaïbona a été condamné à une peine de travaux forcés à perpétuité. Dans les faits, selon la LCDH, cette peine correspond à une peine de prison à perpétuité, car les travaux forcés ne sont plus appliqués en République centrafricaine. L'organisation souligne aussi la nécessité d'une réforme de la justice et notamment du code pénal. La Ligue centrafricaine des droits de l'homme est soutenue dans la réalisation de ses activités par de nombreuses organisations internationales, notamment la fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), *Human Rights Watch* et *Transparency International*.

Les communications du Groupe de travail de la société civile (GTSC)

Tout comme les autres organisations de défense des droits de l'homme, le groupe de travail de la société civile (GTSC) communique abondamment sur le conflit centrafricain en utilisant Internet et les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique. Il dénonce les violences perpétrées sur les populations civiles par les groupes armés, la corruption qui, selon lui, gangrène l'administration centrafricaine et l'impunité dont bénéficient les tenants du pouvoir en République centrafricaine. Quand les groupes d'autodéfense faisaient régner la terreur dans le quartier du Km5 situé dans le 3^{ème} arrondissement de la ville de Bangui, le GTSC a publié plusieurs communiqués⁴⁰ aussi bien sur les réseaux sociaux que sur les ondes des stations de radiodiffusion de la place pour dénoncer ce qu'il appelait, l'inaction et l'incapacité du gouvernement centrafricain à mettre fin aux violences, arrêter et juger les auteurs de troubles. Il s'est aussi insurgé contre les activités des sociétés chinoises qui exploitent des mines

³⁹ <https://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/centrafrique/article/rca-condamnation-d-andjilo-un>: consulté le 12 novembre 2021.

⁴⁰ <http://centrafrique-presse.over-blog.com/2018/04/declaration-du-groupe-de-travail-de-la-societe-civile-relative-a-la-situation-au-km5.html>: consulté le 12 novembre 2021.

d'or dans les préfectures de l'Ouham et Ouham Pende situées dans le Nord-Ouest de la République centrafricaine et qui y ont contaminé au mercure les eaux de la rivière Ouham qui fait vivre à travers la pêche et l'agriculture, une frange importante de la population. Ces prises de position ont valu aux responsables du GTSC plusieurs séjours en prison⁴¹, car ils ont toujours été considérés par le pouvoir de Bangui, comme étant à la solde des leaders des partis politiques d'opposition centrafricaine et de certaines puissances étrangères.

Les communications des défenseurs de l'environnement

Les défenseurs de l'environnement centrafricains, à contre-courant, se font remarquer par un silence incompréhensible face aux multiples problèmes que génère le conflit sur le patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. Malgré la multitude des organisations non-gouvernementales de défense de l'environnement auxquelles les autorités centrafricaines ont pu délivrer des agréments, on assiste souvent à des communications timides de leur part face à la déforestation, les pollutions et autres problèmes environnementaux auxquels sont confrontées les populations civiles. Cependant, les organisations non-gouvernementales internationales comme Global Witness, Green Peace et Transparency International dénoncent régulièrement sur leurs sites Internet respectifs, les médias audiovisuels et réseaux sociaux, les conséquences des activités des sociétés forestières et minières en République centrafricaine. Plusieurs multinationales financièrement puissantes profitent de l'état fragile du pays suite aux multiples conflits qu'il a connu, pour enfreindre le droit international en matière de protection des ressources naturelles, notamment les forêts, le diamant et l'or. Nombre d'entre elles ont été autorisées par le gouvernement centrafricain à exercer dans le domaine forestier par exemple, sans la présentation préalable de cahiers de charges,

⁴¹ <https://www.dw.com/fr/comparution-en-centrafrique-de-gervais-lakosso-et-marcel-mokwapi-devant-le-juge/a-36347918>: consulté le 12 novembre 2021.

ce qui ouvre naturellement la voie à des abus dommageables à l'environnement⁴².

⁴² <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>: consulté le 12 novembre 2021.

Chapitre 2 : Les communications pour la qualification et la protection du patrimoine et du développement durable

En République centrafricaine, comme partout ailleurs dans le monde, le patrimoine culturel est subdivisé en patrimoine culturel matériel et patrimoine culturel immatériel. Une partie de ce patrimoine culturel est aussi naturel et, à la demande des autorités centrafricaines, il est inscrit dans le patrimoine mondial de l'UNESCO, notamment les mégalithes de la ville de Bouar (préfecture de la Nana Mambéré), les sites paléo-métallurgiques de Bangui (capitale du pays), la colline et la plaine et la rivière Oubangui et le patrimoine colonial bâti de la ville de Bangui. L'autre partie du patrimoine naturel centrafricain n'est pas encore inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, notamment la forêt et les campements résidentiels de référence et les chants polyphoniques des pygmées Aka de la préfecture de la Lobaye. Selon la Convention concernant la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972, un bien est qualifié de patrimoine si une communauté décide de le reconnaître comme tel. Les cartes d'illustration sont à l'annexe 7 de la thèse.

Compte tenu du contexte conflictuel centrafricain, la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel sont régies par plusieurs outils juridiques internationaux, notamment la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999). Les autorités centrafricaines peuvent invoquer la mise en application de ces outils juridiques pour solliciter l'appui de la communauté internationale pour la qualification et la protection de son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflits. Cela est d'autant plus important qu'une partie du riche patrimoine naturel fait l'objet de commerce illicite de la part des groupes armés qui en tirent d'importants revenus. Les forces de défense et de sécurité, sous-équipées et mal formées, ne sont pas en mesure d'assurer la protection des biens et des personnes.

Dans ce chapitre, nous explorerons au regard de la littérature existante, tout d'abord le contenu du patrimoine culturel matériel et immatériel avant d'aborder celui du patrimoine naturel. Ensuite, nous évoquerons les types de communications pouvant contribuer à la qualification du patrimoine culturel et celles du patrimoine naturel. La dernière partie de ce chapitre sera consacrée à l'élaboration des types de communications pouvant aider à la protection du patrimoine culturel et naturel, ainsi que du développement durable.

1. Les communications pour la qualification du patrimoine culturel et naturel

Le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine est d'une richesse telle qu'il est régulièrement cité parmi les causes du conflit auquel ce pays est confronté depuis plusieurs années. Celui qui a démarré le 24 mars 2013 avec la prise du pouvoir à Bangui par la coalition rebelle de la Seleka, est de loin le plus dévastateur d'autant qu'il a complètement déstabilisé le fonctionnement de l'État, rendu plus faible que jamais. La communication publique et territoriale peut servir à la qualification de ce riche patrimoine culturel et naturel dont une partie a été inscrit dans le patrimoine mondial de l'UNESCO. Les groupes armés, selon plusieurs rapports d'institutions internationales, occupent plus de 80 % du territoire centrafricain et ont réussi à y instaurer un État parallèle dans lequel ils font régner leurs propres lois. Avant toute chose, il est indispensable de définir ce qu'est un patrimoine culturel et un patrimoine naturel au regard du droit international tel que la Convention du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel. Ensuite, nous présenterons le contenu du patrimoine culturel matériel et immatériel du pays. Enfin, nous passerons en revue la composition du patrimoine naturel dont une partie fait l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés qui en ont fait leur principale source de revenu.

1. Les communications pour la qualification du patrimoine culturel matériel et immatériel

« Sont considérés comme patrimoine culturel⁴³ :

- les monuments : œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science ;
- les ensembles : groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science ;
- les sites : œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique »⁴⁴.

Le patrimoine culturel est subdivisé en patrimoine culturel immatériel et patrimoine culturel matériel.

Patrimoine culturel immatériel

Selon les dispositions de la Convention de l'UNESCO du 17 octobre 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, le patrimoine culturel immatériel⁴⁵ est composé des pratiques, expressions, connaissances et savoir-faire. En font également partie les instruments, objets, artefacts, espaces culturels qui leur sont associés et reconnus comme tels par les communautés, qui les transmettent à leurs

⁴³ <https://whc.unesco.org/document/191198>: consulté le 7 décembre 2023.

⁴⁴ Article 1^{er} de la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972.

⁴⁵ Article 2 de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel du 17 octobre 2003.

descendants de générations en générations. Le patrimoine culturel immatériel l'est réellement, lorsqu'il est reconnu comme tel par les communautés, groupes et individus qui le créent, l'entretiennent et le transmettent. Sans l'avis de ces communautés, nul ne peut décider à la place de celles-ci, sachant qu'une expression ou pratique donnée pouvant également en faire partie.

À titre d'exemple, les pygmées Aka⁴⁶ qui vivent dans le Sud-Ouest centrafricain ont mis au point une tradition musicale vocale particulière. Il s'agit d'une forme complexe de polyphonie contrapuntique à quatre voix⁴⁷, maîtrisée par l'ensemble des membres de la communauté. La musique et la danse font partie intégrante des rituels des minorités Aka, notamment les cérémonies accompagnant l'inauguration des nouveaux campements, la chasse ou les funérailles. Contrairement aux polyphonies savantes basées sur la notation écrite, la tradition vocale des pygmées Aka permet l'expression spontanée et l'improvisation. Chaque chanteur peut, au cours d'un morceau, modifier sa voix pour produire une multitude de variations, donnant ainsi l'impression que la musique évolue constamment. Les chants sont généralement accompagnés par divers instruments à percussion et à cordes spécifiques à chaque circonstance. Les plus utilisés sont l'enzeko, un tambour local, le gedale-bagongo, une sorte de harpe, et le mbela, un arc à une corde. Les chants véhiculent les connaissances considérées comme essentielles à la cohésion du groupe et à la préservation des valeurs de la communauté. Les danses sont rythmées par des battements de mains. Selon le rituel, certaines danses sont exécutées par des hommes, d'autres par des couples mixtes, ou en solo. Reposant exclusivement sur la transmission orale, les pygmées Aka ont su préserver leur savoir dans l'ensemble de la communauté en associant les enfants à tous les rituels dès leur plus jeune âge. Les chants polyphoniques des

⁴⁶<https://ich.unesco.org/fr/RL/les-chants-polyphoniques-des-pygmees-aka-de-centrafrique-00082>: consulté le 12 novembre 2021.

⁴⁷ <https://www.edmu.fr/2013/03/la-musique-vocale-en-afrique.html>: consulté le 7 décembre 2023.

pygmées Aka de République centrafricaine ont été qualifiés d'unique patrimoine culturel immatériel national en 2003 et officiellement inscrit au patrimoine de la même catégorie par l'UNESCO en 2008.

Domaines du patrimoine culturel immatériel

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée par l'UNESCO en 2003 propose cinq grands domaines du patrimoine culturel immatériel⁴⁸ détaillés comme suit :

- « Les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel »

Le domaine des traditions et expressions orales englobe des formes parlées extrêmement variées, comme les proverbes, énigmes, contes, comptines, légendes, mythes, chants et poèmes épiques, incantations, prières, psalmodies, chants ou représentations théâtrales. Les traditions et expressions orales sont utilisées pour transmettre des connaissances, des valeurs culturelles et sociales et une mémoire collective.

Certains types d'expression orale sont communs et peuvent être utilisés par des communautés entières, alors que d'autres sont limités à des groupes sociaux particuliers, par exemple les hommes ou les femmes seulement, ou les anciens. Dans de nombreuses sociétés, l'interprétation des traditions orales est une activité hautement spécialisée et la communauté a la plus haute estime pour les interprètes professionnels qui s'y consacrent, en tant que gardiens de la mémoire collective. Transmises de bouche à oreille, les traditions et expressions orales connaissent souvent d'importantes variations. Les histoires sont une combinaison – variable selon le genre, le contexte et l'artiste – d'imitation, d'improvisation et de création. Cette combinaison en fait une forme d'expression vivante et

⁴⁸<https://ich.unesco.org/fr/domaines-du-patrimoine-immateriel-00052>: consulté le 12 novembre 2021.

colorée, mais également fragile, car sa viabilité dépend d'une chaîne ininterrompue qui doit transmettre les traditions d'une génération d'interprètes à l'autre.

Bien que la langue sous-tende le patrimoine immatériel de nombreuses communautés, la protection et la préservation des langues excèdent le champ de la Convention de 2003. Cela étant, la langue est visée à l'article 2 en tant que moyen de transmettre le patrimoine culturel immatériel. La différence des langues façonne la transmission des histoires, des poèmes et des chants, et affecte leur contenu. La mort d'une langue se traduit inévitablement par la perte de traditions et expressions orales. Cependant, ce sont ces expressions orales elles-mêmes et leur interprétation en public qui contribuent le mieux à sauvegarder une langue, plutôt que les dictionnaires, grammaires et bases de données. Les langues vivent dans les chants et les récits, les énigmes et les poèmes ; ainsi, la protection des langues et la transmission de traditions d'expressions orales sont très étroitement liées. Comme d'autres formes de patrimoine culturel immatériel, les traditions orales sont menacées par une urbanisation rapide, les migrations à grande échelle, l'industrialisation et les changements environnementaux. Les livres, les journaux et magazines, la radio, la télévision et l'Internet peuvent avoir des effets particulièrement préjudiciables sur les traditions et expressions orales. Les médias de masse modernes peuvent les altérer fortement, voire remplacer les formes traditionnelles d'expression orale.

La part la plus importante de la sauvegarde des traditions et expressions orales consiste à maintenir leur rôle quotidien dans la société. Il est également essentiel que survivent, par exemple, des occasions de transmission des savoirs d'une personne à l'autre, d'interaction entre les plus anciens et les jeunes ou de transmission des histoires au sein des foyers et dans les écoles. La tradition orale représente souvent une part importante des célébrations festives et culturelles et il peut être nécessaire

de promouvoir ces manifestations et d'encourager de nouveaux contextes, tels que des festivals de contes, afin de permettre à la créativité traditionnelle de trouver de nouveaux moyens d'expression.

Les communautés, les chercheurs et les institutions peuvent également recourir aux technologies numériques pour contribuer à sauvegarder toute la gamme et toute la richesse des traditions orales, y compris les variations textuelles et les différents styles d'interprétation. Des caractéristiques expressives uniques, comme l'intonation, et des variations stylistiques bien plus nombreuses encore peuvent aujourd'hui être enregistrées sous forme de documents audio ou vidéo, de même que les interactions entre les interprètes et le public et des éléments non verbaux du récit, comme les gestes et les mimiques. Les médias de masse et les technologies numériques sont utilisés pour préserver, et voire même renforcer, les traditions et expressions orales en diffusant les interprétations enregistrées, à l'intention tant de leurs communautés d'origine que d'un public plus large.

- *Les arts du spectacle*

Les arts du spectacle sont aussi bien la musique vocale instrumentale, que la danse et le théâtre, la pantomime, la poésie chantée et d'autres formes d'expression encore. Ils recouvrent de nombreuses expressions culturelles qui reflètent la créativité humaine et que l'on trouve également, dans une certaine mesure, dans de nombreux autres domaines du patrimoine culturel immatériel.

La musique est peut-être le plus universel des arts du spectacle et on la trouve dans toutes les sociétés, faisant le plus souvent partie intégrante d'autres formes d'arts du spectacle et d'autres domaines du patrimoine culturel immatériel, comme les rituels, les manifestations festives ou les traditions orales. Elle est présente dans les contextes les plus divers : sacrée ou profane, classique ou populaire, étroitement liée au travail ou au

divertissement. La musique peut également avoir une dimension politique ou économique : elle peut raconter l'histoire d'une communauté, chanter les louanges d'un personnage puissant ou jouer un rôle clé dans des transactions économiques. Les occasions dans lesquelles on interprète de la musique sont tout aussi variées : mariages, funérailles, rituels et initiations, activités festives, divertissements de toutes sortes, ainsi que bien d'autres fonctions sociales.

La danse, bien que très complexe, peut être décrite simplement comme des mouvements corporels ordonnés, généralement interprétés en musique. Outre sa dimension physique, les mouvements rythmiques, les pas et les gestes de la danse expriment souvent un sentiment ou un état d'esprit, ou illustrent un événement particulier ou une action du quotidien, comme les danses religieuses et celles qui représentent la chasse, la guerre ou l'activité.

Les représentations théâtrales traditionnelles conjuguent ordinairement le jeu d'acteur, le chant, la danse et la musique, le dialogue, la narration ou la déclamation, mais peuvent également consister en spectacles de marionnettes ou de pantomime. Ces arts sont cependant plus que de simples « représentations » pour un public : ils peuvent aussi jouer un rôle crucial dans la culture et la société, comme les chants qui accompagnent les travaux agricoles ou la musique qui fait partie d'un rituel.

Les instruments, objets et espaces associés aux expressions et pratiques culturelles s'inscrivent tous dans la définition que donne la Convention du patrimoine culturel immatériel. Dans les arts du spectacle, cela concerne notamment les instruments de musique, les masques, costumes et autres ornements du corps utilisés pour la danse et les attributs du théâtre. Les arts du spectacle sont souvent pratiqués dans des lieux spécifiques qui, lorsqu'ils sont étroitement liés à la représentation, sont considérés par la Convention comme des espaces culturels.

La musique, la danse et le théâtre sont souvent des figures clés de la promotion culturelle destinée à attirer les touristes et font régulièrement partie des itinéraires des tour-opérateurs. Bien qu'elle puisse attirer davantage de visiteurs et assurer davantage de revenus pour un pays ou une communauté et offrir une vitrine de sa culture, cette démarche peut également avoir pour effet l'émergence de nouvelles formes de présentation des arts du spectacle, altérées en vue du marché touristique. Si le tourisme peut contribuer à revitaliser les arts du spectacle traditionnels et à donner une « valeur de marché » au patrimoine culturel immatériel, il peut également avoir un effet de distorsion, en ce que les représentations se réduisent souvent à montrer des extraits adaptés afin de répondre à la demande des touristes. Dans d'autres cas, des facteurs sociaux ou environnementaux plus larges peuvent avoir des conséquences graves sur les traditions d'arts du spectacle. La déforestation, par exemple, peut priver une communauté du bois nécessaire à la fabrication des instruments traditionnels utilisés pour jouer de la musique.

- *Les pratiques sociales, rituels et événements festifs*

Les pratiques sociales, rituels et événements festifs sont des activités coutumières qui structurent la vie des communautés et auxquelles un grand nombre des membres de celles-ci sont attachés et participent. Ces éléments sont importants car ils réaffirment l'identité de ceux qui les pratiquent en tant que groupe ou société et, qu'ils soient pratiqués en public ou en privé, ils sont étroitement liés à des événements importants.

Les rituels et les événements festifs se déroulent souvent à des moments et dans des lieux particuliers et rappellent à une communauté certains aspects de sa conception du monde et de son histoire. Parfois, l'accès aux rituels peut être restreint à certains membres de la communauté c'est le cas par exemple des rites d'initiation et des cérémonies funéraires. Certains événements festifs font cependant partie de la vie publique et sont ouverts à tous les membres de la société. Ainsi, les carnivals et les événements

destinés à marquer le nouvel an, le début du printemps ou la fin de la moisson sont des festivités inclusives (manifestations publiques auxquelles participent toutes les composantes de la communauté) que l'on retrouve dans le monde entier.

Les pratiques sociales, rituels et événements festifs sont durement touchés par les changements que subissent les communautés dans les sociétés modernes, tant elles dépendent d'une large participation des praticiens et autres acteurs de la communauté. À titre d'exemple, en République centrafricaine, les circoncisions des garçons, organisées à l'écart des villages dans les forêts, au cours desquelles les personnes âgées communiquent des connaissances traditionnelles aux générations présentes, ont quasiment disparu sous les pressions des pratiques modernes (les circoncisions sont maintenant pratiquées dans les hôpitaux). Des processus tels que les migrations, la montée de l'individualisme, la généralisation de l'éducation formelle, l'influence croissante des grandes religions du monde et d'autres effets de la mondialisation ont un effet particulièrement marqué sur ces pratiques.

Pour garantir la continuité des pratiques sociales, des rituels ou des événements festifs, il faut souvent mobiliser un grand nombre de personnes et les institutions et mécanismes sociaux, politiques et juridiques d'une société. Tout en respectant les usages coutumiers qui limitent parfois leur accès à certains groupes, il peut également être souhaitable d'encourager la participation du public le plus large. Dans certains cas, des mesures juridiques et officielles sont prises pour garantir les droits d'accès de la communauté à ses lieux sacrés, objets et ressources naturelles indispensables aux pratiques sociales, rituels et événements festifs. À titre d'exemple, en République centrafricaine, l'accès aux chutes d'eau qui font partie du patrimoine naturel du pays et situées aux abords de la ville de Boali (90 km au Nord de Bangui), est réglementé par un texte pris par les autorités compétentes.

- *Les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers*

Les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers recouvrent un ensemble de connaissances, savoir-faire, pratiques et représentations élaborées par les communautés dans leur interaction avec l'environnement naturel. Ces manières de penser l'univers s'expriment dans la langue, les traditions orales, les sentiments d'attachement à un lieu, les souvenirs, la spiritualité et la vision du monde. Elles ont également une forte influence sur les valeurs et les croyances et sous-tendent de nombreuses pratiques sociales et traditions culturelles. Les pygmées Aka de la préfecture de la Lobaye (Sud centrafricain) continuent de couper le cordon ombilical de leurs nouveau-nés à l'aide d'objets tranchants sur lesquels des incantations ont été au préalable faites, malgré la présence des formations sanitaires dans leurs localités.

Les savoirs et les pratiques traditionnels sont au cœur de la culture et de l'identité d'une communauté, mais ils sont gravement mis en péril par la mondialisation. Même si certains aspects des savoirs traditionnels, comme les usages médicaux des espèces végétales locales, peuvent présenter un intérêt pour les scientifiques et les entreprises, de nombreuses pratiques traditionnelles n'en sont pas moins en train de disparaître. L'urbanisation rapide et l'extension des terres agricoles peuvent avoir un effet sensible sur l'environnement naturel d'une communauté et sur la connaissance qu'elle en a ; le déboisement peut provoquer la disparition d'une forêt sacrée ou la nécessité de trouver une autre source de bois de construction. Le changement climatique, la déforestation continue et l'extension permanente du désert menacent de nombreuses espèces en péril et se traduisent par le déclin de l'artisanat traditionnel et de la médecine par les plantes, du fait de la disparition des matériaux bruts et des espèces végétales⁴⁹.

⁴⁹ <https://ich.unesco.org/doc/src/01857-FR.pdf>: consulté le 7 décembre 2023.

- *Les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel*

L'artisanat traditionnel est peut-être la manifestation la plus matérielle du patrimoine culturel immatériel. Cependant, la Convention de 2003 se préoccupe davantage des savoir-faire et des savoirs que suppose l'artisanat que des produits artisanaux eux-mêmes. Au lieu de se concentrer sur la préservation des objets artisanaux, les efforts de sauvegarde devraient plutôt s'attacher à encourager les artisans à en poursuivre la production et à transmettre à d'autres leurs savoirs et leurs savoir-faire, en particulier au sein de leur communauté.

Il existe de nombreuses expressions de l'artisanat traditionnel : les outils, les vêtements et les bijoux, les costumes et les accessoires des fêtes et des arts du spectacle, les récipients, les objets utilisés pour le stockage, le transport et la protection, les arts décoratifs et les objets rituels, les instruments de musique et les ustensiles de ménage, ainsi que les jouets destinés aussi bien au divertissement qu'à l'éducation. Nombre de ces objets ne sont destinés à être utilisés que peu de temps, comme ceux qui sont créés en vue de rites festifs, alors que d'autres peuvent devenir un héritage qui se transmet de génération en génération. Les savoir-faire que suppose la création d'objets d'artisanat sont tout aussi divers que les objets eux-mêmes et peuvent être aussi bien un travail délicat et détaillé tel que celui des *ex-voto* de papier que la tâche rude consistant à fabriquer un panier solide ou une couverture épaisse.

Comme pour d'autres formes de patrimoine culturel immatériel, la mondialisation se traduit par des difficultés importantes pour la survie des formes traditionnelles d'artisanat. La production de masse, que ce soit celle des grandes entreprises multinationales ou des petites industries artisanales locales, peut souvent fournir les biens nécessaires à la vie quotidienne pour un coût moindre que celui de la production à la main, en termes de prix et de temps. De nombreux artisans doivent se battre pour s'adapter à cette concurrence. À titre d'exemple, sur la rivière Oubangui

qui est la frontière naturelle entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, les baleinières fabriquées à base des planches taillées à partir des troncs d'arbres des forêts centrafricaines ont remplacé les pirogues, elles-mêmes fabriquées avec du bois issu des forêts. Les baleinières sont économiquement plus rentables car leurs capacités de transport de marchandises et de passagers sont beaucoup plus importantes que celles des pirogues. La pression de l'environnement et du climat a également des effets sur l'artisanat traditionnel, car la déforestation et le défrichement rendent moins abondantes les ressources naturelles essentielles. Même lorsque l'artisanat traditionnel devient une industrie artisanale, la production à plus grande échelle peut avoir pour effet des dommages environnementaux.

Comme pour d'autres formes de patrimoine culturel immatériel, l'objectif de la sauvegarde consiste à s'assurer que les savoirs et les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel sont transmis aux générations futures, afin que l'artisanat soit encore pratiqué au sein de leur communauté, tant comme source de revenus que comme expression de créativité et d'identité culturelle. Les communautés centrafricaines qui peuplent les régions qui longent la rivière Ouham au Nord-Ouest de la République centrafricaine, sont majoritairement composées de familles de pêcheurs. Les parents enseignent à leurs descendants la conception des filets, la fabrication des pirogues et tous les types de pêche. D'autres mesures juridiques telles que la protection de la propriété intellectuelle et le dépôt de brevets ou l'enregistrement de droits d'auteur peuvent aider une communauté à tirer profit de ses procédés et artisanats traditionnels. Parfois, des mesures réglementaires prises à d'autres fins peuvent encourager la production artisanale ; ainsi, l'interdiction au niveau local des sacs en plastique jetables peut dynamiser le marché des sacs en papier faits à la main et des paniers en fibres tressées, contribuant à l'essor des savoir-faire et des savoirs de l'artisanat traditionnel. »

Patrimoine culturel matériel

Selon l'UNESCO, le patrimoine culturel matériel est composé du⁵⁰ :

- culturel mobilier (peintures, sculptures, monnaies, instruments de musiques, armes, manuscrits) ;
- culturel immobilier (monuments, sites archéologiques) ;
- culturel subaquatique (épaves de navire, ruines et cités enfouies sous les mers).

En République centrafricaine, le patrimoine culturel matériel comprend, entre autres⁵¹ :

- le Tata (palais fortifié) du Sultan Sénoussi, les grottes de Kaga-Kpoungouvou, la ville de Ndélé ;
- les gravures rupestres de Lengo ;
- les vestiges du train de Zinga ;
- les campements résidentiels de référence pygmée aka.

La République centrafricaine a ratifié la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel le 22 octobre 1980. Le premier site protégé est inscrit en 1988. En 2015, le pays comptait deux sites inscrits au patrimoine mondial, tous deux naturels.

Le site Internet de l'UNESCO est le premier canal par lequel les communications relatives au patrimoine culturel centrafricain sont abondamment réalisées et ce, à la demande des autorités de la République centrafricaine. Celles-ci adressent des demandes de classification du patrimoine auprès de cette institution spécialisée des Nations Unies afin que cette dernière procède à la classification dudit patrimoine. C'est ce qui a été fait pour le palais fortifié du Sultan Sénoussi, les grottes de

⁵⁰<http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/illicit-trafficking-of-cultural-property/unesco-database-of-national-cultural-heritage-laws/frequently-asked-questions/definition-of-the-cultural-heritage/>: consulté le 15 novembre 2021.

⁵¹https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_du_patrimoine_mondial_en_R%C3%A9publique_centrafricaine: consulté le 15 novembre 2021.

Kpoungouvou de la ville de Ndélé, les gravures rupestres de Lengo, les vestiges du train de Zinga et les campements résidentiels de référence pygmée Aka, classé dans le patrimoine culturel mondial de l'UNESCO.

En outre, sur le plan national, les autorités centrafricaines régissent ce patrimoine culturel tant matériel qu'immatériel à base, entre autres, des textes juridiques⁵² tels que Décret n°64.180 du 18 juin 1964 fixant les statuts du musée Barthélemy Baganda, la Loi n°06.06 portant charte culturelle de la République Centrafricaine, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et la Charte culturelle de l'Afrique du 5 juillet 1976.

Par ailleurs, les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique relaient les activités relatives à la vulgarisation du patrimoine culturel centrafricain. Il y a également des organisations et des associations professionnelles telles que l'Alliance Française de Bangui⁵³ qui organise des spectacles artistiques et culturels, l'Union des musiciens centrafricains, le Bureau centrafricain des droits d'auteurs et l'Union des artistes et musiciens chrétiens qui promeuvent le patrimoine culturel à travers leurs différentes communications. Pour en revenir à l'Alliance Française de Bangui, l'État centrafricain et les partenaires internationaux qui appuient techniquement, matériellement et financièrement le développement de la culture centrafricaine, financent la formation des jeunes qui aimeraient faire carrière dans le cinéma, les arts plastiques et la musique notamment, dans des institutions de renommée internationales. C'est le cas du jeune Elvis Sabin Ngaibino⁵⁴ qui a participé en 2017 au Festival international de Venise (Italie), au cours duquel l'intéressé a pu présenter son court métrage dénommé « Makongo » ou chenilles en Sango la langue parlée sur l'ensemble du territoire centrafricain. Les festivals, concerts, carnivals et les émissions

⁵²<https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf/lois/>: consulté le 15 novembre 2021.

⁵³<https://www.fondation-alliancefr.org/?p=38958>: consulté le 15 novembre 2021.

⁵⁴https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/uploads/Makongo-a%CC%80-Venise_.pdf: consulté le 15 novembre 2021.

radiophoniques et télévisuelles sont les canaux très utilisés pour communiquer sur le patrimoine culturel aussi bien immatériel que matériel en République centrafricaine.

2. Les communications pour la qualification du patrimoine naturel

Aux termes de la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial du 16 novembre 1972, « sont considérés comme patrimoine naturel :

- les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique,
- les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation,
- les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle »⁵⁵.

Suivant cette définition universelle, le patrimoine naturel de la République centrafricaine, à titre indicatif, se présente notamment avec⁵⁶ :

- **Les mégalithes de Bouar**

La région de Bouar, située dans le Nord-Ouest de la République centrafricaine est, du point de vue archéologique, d'une grande richesse scientifique. Situés sur la ligne de partage des eaux des bassins tchadiens

⁵⁵ Article 2 de la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial du 16 novembre 1972

⁵⁶<https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf>: consulté le 15 novembre 2021.

et congolais, les monuments mégalithiques ont fait l'objet d'études approfondies commandées par le Ministère centrafricain des mines. La zone mégalithique couvre 130 km de long sur 30 km de large et s'étend sur une surface d'environ 7500 km². Les mégalithes de Bouar ont gardé leurs caractéristiques originelles. Elles se distinguent du point de vue architectural, fonctionnel et géomorphologique par :

- ✓ leur situation toujours à la source d'un cours d'eau ;
- ✓ leur orientation toujours vers l'Est ou dans la direction du cours d'eau ;
- ✓ leur épaisseur à peu près identique ;
- ✓ la présence des cistes à la périphérie du site ;
- ✓ leur caractère concentrique.

Cependant, au cours des recherches que nous avons pu mener pour le recueil des données de notre thèse, nous avons observé une dégradation liée au phénomène d'érosion, des actions anthropiques (utilisation des pierres comme matériaux de construction, passage d'animaux) et des prélèvements sur la colline qui surplombe le quartier de Boy rabe, inscrit au patrimoine naturel centrafricain et situé dans le quatrième arrondissement de la ville de Bangui.

- **Le Tata (palais fortifié) du Sultan Sénoussi, les grottes de Kaga-Kpoungouvou, la ville de Ndélé**

Cet ensemble de trois sites que sont le Tata, palais fortifié du Sultan Sénoussi, les grottes de Kaga-Kpoungouvou et la ville de Ndélé. Ces biens représentent l'histoire associée au plein épanouissement du Sultanat du Dar-El-Kouti vers la fin du XVIII^e et début du XIX^e. La République centrafricaine a longtemps été un point de passage pour les migrations qui ont balayé le continent : celle des populations du haut Nil et surtout celle des Bantous.

Après son intronisation, le sultan Sénoussi, de son palais fortifié le Tata, envoyait ses troupes enlever les esclaves de la région de N'Délé et même au-delà. Certaines populations autochtones, pour échapper aux chasseurs d'esclaves, transformèrent les grottes de Kaga-Kpoungouvou en lieux de refuge et de résistance. La ville de Ndélé était devenue le séjour préféré des commerçants et des aventuriers de toute la sous-région venus notamment du Sila, de Sokoto, du Fezzan, de l'Ouaddaï et de Kano. Elle s'est véritablement créée après le démantèlement et l'assassinat du Sultan Sénoussi le 12 janvier 1911 par les troupes coloniales françaises.

- **Les sites paléo-métallurgiques de Bangui**

Créée le 24 juillet 1889, la ville de Bangui est très bien connue à travers les divers témoignages historiques (villes et bâtiments entre autres). La prospection archéologique qui y a été effectuée, a permis de découvrir 24 gisements de l'âge du fer tels Plateau-Cattin, Ngola, Ndrès, Pendèrè-Senguè. Parmi ces gisements, celui de Pendèrè-Senguè a fait l'objet d'une étude approfondie. Ce site est facile d'accès. En effet, il est situé à 800m environ de l'Avenue de l'Indépendance, au point dit PK 9, dans le quartier Gobongo et se trouve dans une sorte d'île formée par la confluence des eaux du marigot Ngongonon et celle de la source Pendéré-Sengué. Cinq points importants ont été remarqués dans la chaîne opératoire. Spatialement, ils se présentent par une distribution d'activités centrales entourées d'occupations secondaires. En outre, on observe par exemple des scories de réduction à un endroit et près de celles-ci, se distinguent des tessons de céramique en association avec d'autres artefacts.

- **Les gravures rupestres de Lengo**

Le village de Lengo se trouve sur la piste de Yalinga à 3 km de Bakouma, dans la préfecture du Mbomou (Sud-Est de la République centrafricaine). Le site de gravures est situé sur la droite de cette piste, à 1 km à l'Est du village. Il occupe une dalle latéritique, de plus de 200 m de long recouverte par endroit de terre végétale apportée par l'érosion et retenue par les

végétaux. On y dénombre plus de 500 figurations diverses et plusieurs centaines de cupules de diamètre variable s'y ajoutent ; elles se trouvent soit isolées, soit groupées en petit nombre.

- **Les vestiges du train de Zinga**

Le village de Zinga est situé au sud de Bangui et se localise au confluent des rivières Lobaye et Oubangui. C'est un village d'environ 1km de long sur une largeur de 300 m. Les habitations sont des cases traditionnelles en matériaux locaux (toiture en palme de raphia et murs en terre crue). Bordant la rive droite de l'Oubangui, Zinga se distingue cependant par des infrastructures modernes héritées de son passé colonial.

Les vestiges de Zinga sont constitués d'un hangar contenant deux locomotives, 18 wagons plateaux et deux wagons de passagers. Ils comprennent également deux entrepôts, deux maisons d'habitation, l'épave d'un bateau à vapeur nommé « Le Gouverneur Lamblin » et deux embarcations formant les reliques des activités de cette période de l'entre-deux guerres qui ont perduré jusqu'en 1960. Des quais construits en béton parachèvent les installations. Le terminus Mongo est doté de deux entrepôts et deux maisons d'habitation.

- **La Réserve intégrale de la Mbaéré-Bodingué**

La Réserve Intégrale de la Mbaéré-Bodingué se situe dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré, à la confluence de la Mbaéré et de la Bodingué en pleine forêt semi-caducifoliée. C'est un complexe de quatre zones d'intervention de 824000 ha :

- ✓ la première zone dite de Développement Rural se situe aux abords de la zone tampon, séparant les frontières centrafricano-congolaises ;

- ✓ la deuxième zone d'une superficie d'environ 86000 ha dénommée Mbaéré-Bodingué, est affectée à la conservation de la faune et de la flore ;
- ✓ la dernière zone est la forêt de Ngotto qui est une zone d'expérience pilote d'aménagement forestier et qui constitue la zone tampon.

- **Les chutes de la Mbi**

Deux textes réglementaires (loi n° 90.003 du 9 juin 1990 et ordonnance n° 84.045 du 27 juillet 1984) permettent de conserver et de gérer cette aire protégée. La flore reste authentique dans son ensemble. Les chutes de la Mbi gardent toute leur intégrité du fait de leur aspect naturel.

- **La colline et la plaine, la rivière Oubangui et le patrimoine colonial bâti de la ville de Bangui**

Créé par Michel Dolizi le 26 juin 1889 sur le rocher de l'artillerie (actuel emplacement de l'hôtel Oubangui), le poste de Bangui va s'étendre et se développer. Ce poste, bâti sur un rocher est dominé par les hautes falaises du Bas Oubangui. Les constructions se sont développées sur les granulites à cause de l'inondation et des bas-fonds marécageux.

La ville de Bangui va s'étendre grâce à la découverte d'une vaste plaine en 1906 située en aval et près des villages autochtones. À cette époque, le centre-ville se situait entre Bangui-Roc-Club et la Place de Brazza (Administrateur Français) actuelle Place du Président Valéry Giscard d'Estaing. En 1912, Bangui est érigée en commune et dirigée par un administrateur français, un maire. Le premier plan d'urbanisation de Bangui a été réalisé cette même année par l'architecte Fanny Jolly. Ce plan est encore visible aujourd'hui entre le port, le Palais présidentiel, les Rapides (apparition rocheuse à travers le lit d'un cours d'eau) et la rivière Oubangui où beaucoup de bâtiments de cette époque ont été construits. C'est à partir de ce noyau que la ville va s'étendre.

- **Parc national du Manovo-Gounda St Floris**

L'importance de ce parc tient à la richesse de sa flore et de sa faune. Ses vastes savanes abritent des espèces de mammifères très variées : rhinocéros noirs, éléphants, guépards, léopards, chiens sauvages, gazelles à front roux, buffles, et différents types d'oiseaux aquatiques qui trouvent un habitat dans les plaines d'inondation du Nord.

Avec une superficie de 1 740 000 ha, Manovo-Gounda St Floris est le plus vaste parc de savanes d'Afrique centrale. Situé à cheval sur les deux zones écologiques, le Parc national du Manovo-Gounda Saint Floris doit son importance à la richesse de sa flore et de sa faune. Il abrite un grand nombre d'espèces menacées, notamment le rhinocéros noir, l'éléphant, l'hippopotame et la gazelle à front roux ainsi que de grandes concentrations d'herbivores. Ce parc est un exemple intéressant de carrefour où se rencontrent les espèces des communautés de savane de l'Afrique orientale et occidentale comme celles des communautés de forêt du Sud. Le parc constitue un champ précieux pour l'étude des changements environnementaux qui se produisent dans l'ensemble des régions sahéennes et soudanaises sous la pression de la sécheresse et du surpâturage.

- **Trinational de la Sangha**

Situé dans le Nord-Ouest du bassin du Congo, au point de rencontre du Cameroun, du Congo et de la République centrafricaine, le site comprend trois parcs nationaux contigus, couvrant une superficie totale de 750 000 hectares, très peu affectés par l'activité humaine. On y trouve l'ensemble du spectre des écosystèmes de forêts tropicales humides. Les clairières offrent des espèces herbacées et la Sangha abrite des populations considérables d'éléphants de forêt, ainsi que des gorilles des plaines de l'ouest (en danger critique d'extinction) et des chimpanzés (en danger). L'environnement du site a permis la poursuite des processus écologiques

et évolutionnaires sur une large échelle, ainsi que le maintien d'une grande biodiversité, comprenant de nombreuses espèces en danger.

Procédure d'inscription d'un bien au patrimoine mondial de l'UNESCO

L'inscription d'un bien matériel ou immatériel au patrimoine mondial de l'UNESCO obéit à un ensemble de procédures et de critères ci-dessous définis (Unesco, 2011 : 17-21) :

- la Liste indicative : La première chose que le pays demandeur doit faire est de dresser un inventaire des sites naturels et culturels les plus importants situés à l'intérieur de ses frontières. Elle peut être mise à jour à tout moment.
- Le dossier de proposition d'inscription : Le fait de préparer une liste indicative dans laquelle il sélectionnera des sites permet à l'État partie de planifier la soumission des dossiers de proposition d'inscription. Le Centre du patrimoine mondial peut conseiller et aider l'État partie à préparer ce dossier qui doit être aussi exhaustif que possible, avec toute la documentation et les cartes requises. La proposition d'inscription est alors soumise au Centre qui vérifie si elle est complète. Si c'est le cas, le Centre l'envoie à l'organisation consultative compétente pour évaluation.
- Les organisations consultatives : Les biens proposés pour inscription sur la liste du patrimoine mondial sont évalués par deux organisations consultatives indépendantes, désignées par la Convention du patrimoine mondial : le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui fournissent respectivement au Comité du patrimoine mondial des évaluations des sites culturels et naturels proposés pour inscription. La troisième organisation consultative est le Centre international d'étude pour la préservation

et la restauration des biens culturels (ICCROM), un organisme intergouvernemental qui donne au Comité des conseils avisés sur la conservation des sites culturels ainsi que sur les activités de formation.

- Le Comité du patrimoine mondial : une fois qu'un site a été proposé et évalué, c'est au Comité intergouvernemental du patrimoine mondial qu'appartient de prendre la décision finale concernant son inscription. Une fois par an, le Comité se réunit pour décider quels sites seront inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Il peut aussi différer sa décision et demander aux États parties de plus amples informations sur leurs sites.

Les critères de sélection des biens à inscrire dans le patrimoine mondial

Pour figurer sur la Liste du patrimoine mondial, les sites doivent avoir une valeur universelle exceptionnelle et satisfaire à au moins un des dix critères de sélection. Les critères, ci-dessous résumés, sont régulièrement révisés par le Comité pour rester en phase avec l'évolution du concept même de patrimoine mondial⁵⁷ :

- représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain ;
- témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages ;
- apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue ;

⁵⁷<https://whc.unesco.org/fr/criteres/>: consulté le 15 novembre 2021.

- offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine ;
- être un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible ;
- être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle (Le Comité considère que ce critère doit préférablement être utilisé en conjonction avec d'autres critères) ;
- représenter des phénomènes naturels ou des aires d'une beauté naturelle et d'une importance esthétique exceptionnelles ;
- être des exemples éminemment représentatifs des grands stades de l'histoire de la terre, y compris le témoignage de la vie, de processus géologiques en cours dans le développement des formes terrestres ou d'éléments géomorphiques ou physiographiques ayant une grande signification ;
- être des exemples éminemment représentatifs de processus écologiques et biologiques en cours dans l'évolution et le développement des écosystèmes et communautés de plantes et d'animaux terrestres, aquatiques, côtiers et marins ;
- contenir les habitats naturels les plus représentatifs et les plus importants pour la conservation in situ de la diversité biologique, y compris ceux où survivent des espèces menacées ayant une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

Conformément aux dispositions de l'article 3 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972, il revient à chaque État partie à ladite convention, d'identifier toute sorte de bien se trouvant sur son territoire et d'en faire un patrimoine naturel avant d'en informer l'UNESCO, l'institution des Nations Unies spécialisée en la matière. C'est fort de ce qui précède que la République centrafricaine a fait classer dans le patrimoine mondial naturel⁵⁸, les mégalithes de Bouar, le Tata (palais fortifié) du Sultan Sénoussi, les grottes de Kaga-Kpoungouvou, la ville de Ndélé, les sites paléo-métallurgiques de Bangui, les gravures rupestres de Lengo, les vestiges du train de Zinga, la Réserve intégrale de la Mbaéré-Bondingué, les chutes de la Mbi, la colline et la plaine, la rivière Oubangui et le patrimoine colonial bâti de la ville de Bangui ainsi que la forêt et les campements résidentiels de référence pygmée AKA de la République Centrafricaine en 2006.

En outre, les organisations non-gouvernementales internationales comme *Global Witness*, *Transparency International*, *Human Rights Watch* et *Green Peace* communiquent aussi de manière abondante sur le patrimoine naturel centrafricain, doté d'une richesse exceptionnelle. Selon ces organisations⁵⁹, le diamant, l'or, le bétail et les espèces rares de la faune et de la flore illicitement par les groupes armés qui occupent plus de 80 % du territoire centrafricain, seraient, entre autres, à l'origine des multiples conflits auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis son accession à l'indépendance le 13 août 1960. En effet, elles appellent les pays occidentaux notamment la France, les États-Unis, le Japon, la Grande Bretagne et certains pays du Sud comme la Chine et l'Inde à cesser d'acheter les produits de ce commerce illicite des biens appartenant au patrimoine naturel centrafricain, car cela est une forme de soutien à la

⁵⁸<https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf/>: consulté le 15 novembre 2021.

⁵⁹<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>: consulté le 20 novembre 2021.

pérennisation du conflit, sachant que cela représente la première source de revenus⁶⁰ des groupes armés.

Par ailleurs, d'autres communications réalisées par les médias occidentaux évoquent des scandales concernant l'acquisition de permis d'exploration et d'exploitation des ressources, faisant partie intégrante du patrimoine naturel de la République centrafricaine. L'uranium⁶¹ de la ville de Bakouma (Sud-Est centrafricain) initialement acquis par la société française Areva a fait l'objet de transactions douteuses entre celle-ci, la société canadienne Uramin et les autorités centrafricaines. D'un côté, les médias aussi bien locaux qu'internationaux, notamment Radio Ndeke Luka et Radio France Internationale, reprochent à Areva de n'avoir pas respecté ses engagements environnementaux dans la réalisation de ses activités liées à l'exploration et à l'exploitation de l'uranium centrafricain, de l'autre côté Uramin est accusé d'avoir acquis et revendu sur le marché international cette même ressource naturelle, partie intégrante du patrimoine naturel de ce pays ; le tout ayant été, selon ces médias, facilité par la corruption qui caractérise le management des autorités centrafricaines en charge de ce dossier au moment des faits.

3. Les communications pour la protection du patrimoine culturel et naturel

La République centrafricaine étant en conflit, son patrimoine culturel et naturel est en péril. À cet effet, l'État étant dans l'incapacité d'en assurer la protection, devrait faire appel à la communauté internationale pour remplir ce rôle en invoquant la mise en application des outils juridiques internationaux, notamment la Convention de La Haye de 1954 pour la

⁶⁰<https://www.business-humanrights.org/fr/centrafrique-le-trafic-des-diamants-continue-%C3%A0-financer-les-groupes-arm%C3%A9s-selon-un-groupe-dexperts-des-nations-unies>: consulté le 20 novembre 2021.

⁶¹<https://info.arte.tv/fr/les-aventures-dareva-en-centrafrique-un-scandale-financier-double-dun-scandale-sanitaire>: consulté le 20 novembre 2021.

protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux protocoles (1954 et 1999).

Dans cette section, nous tenterons d'expliquer en quoi les communications publiques et territoriales peuvent contribuer à la protection d'abord du patrimoine culturel, et ensuite à celle du patrimoine naturel dans un contexte conflictuel comme celui de la République centrafricaine.

1. Les communications pour la protection du patrimoine culturel

Les communications publiques et territoriales concernant la protection du patrimoine culturel centrafricain devraient s'appuyer les dispositions de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux protocoles (1954 et 1999). L'État centrafricain n'ayant ni les moyens financiers, ni les moyens techniques pour assurer la protection de son patrimoine en cette période conflit armé où il est plongé depuis des décennies, peut activer les arsenaux juridiques internationaux auxquels on ajoute le Fonds pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Cependant, une chose est de demander l'activation des outils juridiques internationaux en la matière et une autre chose est d'obtenir l'adhésion des groupes armés qui sont parfois accusés de destruction du patrimoine culturel centrafricain et la communauté internationale dont certains membres font l'objet de critiques de la société civile et d'organisations non-gouvernementales, au respect du droit international en matière de protection du patrimoine culturel en zones de conflits armés. Les autorités centrafricaines ont beau communiquer *via* des émissions télévisuelles et radiophoniques, par exemple, sur la protection des chants polyphoniques des pygmées Aka⁶² qui font partie du patrimoine culturel immatériel du pays, mais si ces pygmées qui en sont les détenteurs ne bénéficient d'aucun soin de la part des pouvoirs publics, ce précieux

⁶²https://fr.wikivoyage.org/wiki/Patrimoine_culturel_immat%C3%A9riel_en_Centrafrique

patrimoine pourrait disparaître. Certaines organisations non-gouvernementales nationales critiquent avec des mots assez durs le fait que l'accès aux pygmées Aka par les touristes étrangers est non seulement non réglementé, mais ne génère malheureusement aucun revenu ni aux intéressés, ni à l'État centrafricain. Le patrimoine culturel, selon sa richesse, peut booster le tourisme qui est en lui-même une source importante de devises pour l'économie de la République centrafricaine, si les autorités de ce pays en font une priorité.

En somme, une bonne communication publique et territoriale mise en œuvre par le régime de Bangui concernant la protection du patrimoine culturel centrafricain peut se dérouler autour des axes suivants :

- actualiser le patrimoine culturel sur l'ensemble du pays : les dernières intégrations des biens faisant partie du patrimoine culturel en République centrafricaine datent de 1986, ce qui veut dire que les données ne sont pas à jour. Le recensement des biens culturels devra être suivi de la pose sur ceux-ci, de signes distinctifs qui serviront à leur identification par les groupes armés et les forces armées centrafricaines (FACA) en cas d'affrontements et ce, conformément aux dispositions des articles 6 et 17 de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999) ;
- former et dédier du personnel auquel reviendra la charge de la gestion et de la protection du patrimoine culturel, selon les dispositions de l'article 15 de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles (1954 et 1999) ;
- transmettre à l'UNESCO la liste actualisée du patrimoine culturel en vue de sa reconnaissance sur le plan mondial ;
- solliciter l'appui technique et financier de la communauté internationale en vue de la protection du patrimoine culturel

centrafricain, car il se trouve en zone de conflits, conformément aux dispositions de l'annexe II (paragraphe 155 à 172 des principes directeurs pour l'application du deuxième protocole de 1999 relatif à la Convention de La Haye de 1954).

L'activation du Fonds pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé donne droit, entre autres, « à :

- formation de personnel et de spécialistes à tous les niveaux dans le domaine de la protection des biens culturels sous protection renforcée ;
- mise à disposition d'experts et de personnel qualifié pour s'assurer que le travail de protection préparatoire est correctement fait ;
- avis d'experts sur les mesures préparatoires à prendre en temps de paix concernant les biens culturels meubles et immeubles (réalisation et mise à jour à intervalles réguliers d'inventaires, d'enquêtes, de cartes, de publications, de sites Web, etc.), la création de services administratifs compétents en matière de protection des biens culturels et l'aménagement de refuges pour les biens culturels meubles ;
- avis d'experts concernant la signalisation des biens culturels sous protection renforcée au moyen du signe distinctif visé à l'article 6 de la Convention ;
- envoi de missions techniques chargées d'entreprendre des projets opérationnels ;
- mesures organisationnelles ad hoc en vue de la réalisation de plans d'urgence, d'inventaires, d'enquêtes, de cartes, de publications, de sites Web ;
- établissement et mise en œuvre d'installations *ad hoc* ;
- aménagement de refuges pour les biens culturels meubles sous protection renforcée afin de leur assurer une protection temporaire ;

- envoi d'experts et de personnel qualifié pour aider à la préservation et à la conservation des biens culturels endommagés ;
- fourniture de matériel approprié et/ou d'une assistance administrative en vue de faciliter le retour de biens culturels déplacés, conformément à l'article 5 du Deuxième Protocole »⁶³.

Faut-il encore le rappeler, l'activation de ces arsenaux juridiques internationaux ne pourra porter ses fruits que si les groupes armés, l'État centrafricain et la communauté internationale y adhèrent. À titre d'exemple, les autorités centrafricaines peuvent faire appel aux casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine⁶⁴ (MINUSCA) qui comptait au mois de janvier 2020, environ 13 225 membres du personnel en uniforme, y compris civils et militaires, de les aider à identifier, étiqueter et sécuriser le patrimoine culturel du pays et ce conformément aux dispositions de l'article 5 et suivants de la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 14 mai 1954.

2. Les communications pour la protection du patrimoine naturel

Rappelons que selon la définition de l'article 2 de la Convention concernant la protection du patrimoine culturel et naturel mondial du 16 novembre 1972, le patrimoine naturel de la République centrafricaine est composé de⁶⁵ :

- Mégalithes de Bouar ;
- Tata (palais fortifié) du Sultan Sénoussi ;
- Grottes de Kaga-Kpoungouvou de la ville de Ndélé ;
- Sites paléo-métallurgiques de Bangui ;

⁶³ UNESCO : « Fonds pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé » p.6

⁶⁴<https://minusca.unmissions.org/faits-et-chiffres>

⁶⁵<https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf>

- Gravures rupestres de Lengo ;
- Vestiges du train de Zinga ;
- Réserve intégrale de la Mbaéré-Bondingué ;
- Chutes de la Mbi ;
- Colline et la plaine ainsi que la rivière Oubangui ;
- Patrimoine colonial bâti de la ville de Bangui ;
- Forêt et campements résidentiels de référence pygmée Aka.

Les communications relatives à la protection de ce patrimoine naturel commencent par la reconnaissance de sa composition comme telle par les autorités centrafricaines avant d'en informer l'UNESCO en vue de leur qualification dans les registres de ladite organisation. Conformément aux dispositions de l'article de 2 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972, en sus des biens cités ci-dessus, on peut intégrer dans le patrimoine naturel centrafricain les biens naturels suivants⁶⁶ :

Les parcs nationaux

- *Parc national André-Félix* : c'est un parc national créé au lendemain de l'indépendance du pays en 1960. Il borde la frontière soudanaise dans sa partie Nord-Est et couvre une surface de 1 700 km². Il est contigu au Parc national de Radom au Soudan. Il abrite une savane boisée de type soudanien avec Bambousa, Isoberlinia et Terminalia. Les principales espèces de sa faune rencontrée sont, entre autres, les autruches, les buffles, les crocodiles, les éléphants, les girafes, les hippopotames, les lions, les panthères et les phacochères.

⁶⁶https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_aires_prot%C3%A9g%C3%A9es_de_R%C3%A9publique_centrafricaine

- *Parc national de Bamingui Bangoran* : Il couvre une superficie de 10 700 km². Il est reconnu par l'Unesco en tant que réserve de biosphère depuis 1979.
- *Parc national Dzanga-Ndoki* : Le parc national Dzanga-Ndoki est situé au sud-ouest du pays dans la zone des forêts denses du domaine Guinéo-Congolais. Il couvre une superficie de 1 143 km². La faune rencontrée est très diversifiée : on y trouve par exemple des chimpanzés, des éléphants, des calaos, des perroquets du Gabon, des genettes, des gorilles. Il fait partie du Patrimoine mondial de l'UNESCO, depuis 2012, avec les autres aires protégées du Trinational de la Sangha.
- *Parc national du Manovo-Gounda Saint Floris* : ce parc a été créé en 1974. Il a une superficie de 17 400 km², soit une surface supérieure à la moitié de celle de la Belgique. Il est situé au Nord-Est du pays, à l'Est de Ndélé entre les rivières Manovo et Vakaga. Il est frontalier du Tchad. Au Nord-Est, il est entouré d'une série de réserves de faune. Le parc est malheureusement fort mal protégé. Sa richesse faunistique constitue cependant un énorme atout, faisant de lui un des endroits les plus intéressants du point de vue de la biodiversité en Afrique.
- *Parc national Mbaéré-Bodingué* : Il est situé au Sud-Ouest du pays dans la zone de forêts tropicales humides du domaine guinéo-congolais de la Forêt du Bassin du Congo. Il couvre une superficie de 960 km² et se caractérise par sa richesse sociale et culturelle constituée d'une mosaïque d'ethnies de langue différentes et d'une remarquable biodiversité floristique et faunistique. Le parc est intégré dans le complexe d'aires protégées de la forêt de Ngotto où cohabitent plusieurs concessions forestières, minières et de chasse, ainsi que de nombreux villages. La présence contiguë d'une vaste

forêt inondable et d'une forêt de terre ferme établie sur sol sec, confère au site du parc un intérêt scientifique remarquable. Elle se situe en zone de forêt dense humide semi-caducifoliée.

Les réserves naturelles

- *Réserve spéciale de Dzanga-Sangha* : La réserve spéciale de Dzanga-Sangha est une aire protégée située au Sud-Ouest du pays. Proche des abords du Parc national Dzanga-Ndoki, elle s'étend sur les deux rives de la rivière Sangha, et d'est en ouest de la frontière de la République du Congo jusqu'au Cameroun. L'aire protégée est instaurée par la Loi 90.0180 du 29 décembre 1990 portant création d'une réserve spéciale de forêt dense à vocation multiple : la préservation des espèces animales de forêt ; la conservation des écosystèmes représentatifs de la région du Sud-Ouest ; la satisfaction des besoins des populations locales selon les principes de conservation.
- *Réserve de faune de Gribingui-Bamingui* : c'est une aire protégée située au Nord du pays à proximité de la frontière tchadienne. Au Nord et au Nord-Est, depuis le confluent de la rivière Koukourou avec la rivière Bamingui, la rive droite de la Bamingui jusqu'au confluent avec la rivière Gribingui. À l'Ouest et au Sud-Ouest, la rive droite de la Gribingui, puis la Mibi (ou Messi), puis la Kadjama, jusqu'à sa source.
- *Réserve de faune de la Nana-Barya* : c'est une aire protégée située au Nord du pays à proximité de la frontière tchadienne. Elle a été créée le 11 décembre 1953 avec pour objet la protection de la grande faune. Elle est située sur la rive gauche de la rivière Ouham, jusqu'au confluent avec la Nana-Barya dans le Nord-Ouest du pays, son relief accidenté de quelques collines est très plat. Elle abrite de nombreuses mares permanentes.

Les zones aurifères⁶⁷

Plusieurs traces d'or sont relevées dans la quasi-totalité du pays, certaines étant associées à des granites tardi-tectoniques (par exemple, le massif dans le Nord de la feuille de Djéma). Beaucoup sont associées à des quartzites ferrugineux abondants dans tous les affleurements du précambrien. En voici quelques exemples :

- Sosso-Polipo, dans le Sud-Ouest : il s'agit d'un réseau de filons de quartz large de 150mètres et long d'un kilomètre dans un encaissant de micaschistes gréseux et de schistes graphitiques ;
- Moboma du Sud-Ouest de Bangui : constitué par un important champ de filons de quartz encaissés dans des schistes gréseux du protérozoïque supérieur qui sont rubéfiés et cariés par l'altération. Les schistes sont recoupés par des intrusions doléritiques ;
- Bogoin-Toropvo, 130 km au Nord de Bangui : il s'agit d'un *stockwerk* de filons de quartz encaissé dans des roches vertes et des quartzites ferrugineux du protérozoïque supérieur ;
- Gaga-Yaloké, au Centre-Ouest : Il renferme de l'or et des matériaux d'altération de filons de quartz et minéraux pyriteux encaissés dans les migmatites ;
- Roandji au Centre du pays : la minéralisation paraît essentiellement contrôlée par des quartzites ferrugineux pyritisés et silicifiés dans un contexte de ceinture de roches vertes. La présence de chrome et de nickel suggère que des roches basiques doivent être associées avec les quartzites ferrugineux et les gneiss à biotite cartographiés. L'analyse des itabirites silicifiées d'Agoudou Manga, au contact avec des granites, donne des teneurs de 50g/t. Le lessivage de l'éluvion (sur un substrat d'amphibolite, itabirite et quartzites) dans la vallée de la Gouda donne des teneurs de 9,32g/t ;

⁶⁷ Direction générale des Mines, « Aperçu sur le potentiel minier de la République centrafricaine », p.9-15, 2018

- Irdéré, près de la frontière avec le Cameroun à l'Ouest de Carnot : la minéralisation est contrôlée par des filons de quartz qui lardent un granite séricité ;
- Pouloubou au Centre-Est du pays : la minéralisation est contrôlée par des *stockwerks* de filons de quartz pyritiques et par des lentilles d'oxydation de pyrite aurifère dans l'encaissant de schistes amphibolitiques et de schistes graphitiques.
- Des filons de quartz aurifères de 940 mètres de long et de 10 mètres de large recourent des amphibolites migmatisées aux environs du col de Quijoux au Sud-Ouest de Ouanda-Djallé. Ils donnent des teneurs qui montent jusqu'à 5,8g/t.

Les zones diamantifères

Toute la production de diamants de la République centrafricaine provient de gisements alluviaux que l'on pense être dérivé des formations des grès crétacés de Carnot-Berberati et de Mouka-Ouadda, qui en seraient les roches magasins secondaires. L'origine des pierres est toujours inconnue. Bien qu'il soit une association géographique entre les gisements alluviaux et les grès, aucun diamant n'y a jamais été trouvé. On n'a pas identifié non plus des kimberlites ou d'autres sources bien que le contexte cratonique de la région y soit favorable.

Les zones d'autres ressources minières⁶⁸

- Le fer : des quartzites ferrugineux rubanés sont fréquents dans les affleurements du protérozoïque (de l'archéen au protérozoïque) en République centrafricaine. Ils sont composés d'une alternance de bandes millimétriques de quartz et d'oxydes de fer (hématite spéculaire, oligiste et magnétite). Localement, particulièrement dans les axes des plissements et à proximité de failles, le fer a été concentré

⁶⁸ <http://securiteroutierecentrafricaine.over-blog.com/2019/07/aperçu-sur-le-potentiel-minier-de-la-republique-centrafricaine.html>: consulté le 7 décembre 2023.

sous forme d'itabirites à oligiste et magnétite avec jusqu'à 69 % de fer métal. Par exemple à Bogoin, un petit gisement à haute teneur a été identifié (3,5 millions de tonnes à 60-64 %). D'autres concentrations de fer sont connues au Nord et au Nord-Est de Bossangoa, au Nord-Est de Sibut dans la région de Yalinga, et dans l'Est du pays dans les feuilles topographiques de Haute Kotto, Bangana et Dobane. Des bandes d'oligistes de plusieurs mètres d'épaisseur et jusqu'à un kilomètre de longueur de Yalinga.

- Cuivre : on connaît dans la région de Ngadé au Sud-Est de Birao, des filons de quarts massifs minéralisés en cuivre (pyrite, oxyde de fer, sulfure de cuivre malachite) disposés en échelon sur une distance de 5,5km. L'épaisseur des grains varie entre 0,5 à 14 m. La teneur moyenne est de 0,3 % de cuivre pour 45 rainures avec une distance d'échantillonnage de 50 mètres. Huit échantillons ont une teneur entre 1,21 % et 5,77 % dont cinq successifs avec une teneur moyenne de 3,2 % de Cu sur plus de 250 mètres. L'or est pratiquement absent. Les veines de Ngadé, encaissées dans des quartzites du Protérozoïque Inférieur, transparaissent à travers la couverture quaternaire de sables tchadiens. Il est possible que les affleurements de surface aient été lessivés et que les teneurs augmentent en profondeur, bien que la nature massive des veines le rende improbable. La cuvette de Bakouma, au Nord de Bangassou, est potentiellement plus intéressante pour l'exploration des métaux de base. Ici le protérozoïque supérieur est préservé dans un bassin synclinal ouvert vers l'Est et le Nord. Des sédiments fluvio-glaciaires, dont des tillites grossières, sont recouvertes par des argilites, souvent silicifiées, qui passent vers le haut à des schistes argileux noirs et une dolomie épaisse (<200 m: rampe carbonatée). Des horizons chertifiés et ferrugineux se trouvent à la base de la dolomie. Ils sont recouverts par 50m de pélites ferrugineuses à pyrite, chalcoppyrite et cuivre natif. Les formations carbonatées et pélitiques de la cuvette de Bakouma

ont des ressemblances avec des séries cuprifères du Katanga et du Nord de la Zambie.

- Étain : de la cassitérite a été trouvée dans les concentrés de minéraux lourds à plusieurs endroits dans le pays. Cependant, on n'a pas jamais identifié une source primaire de cassitérite. Au Nord de Baboua, à l'extrémité Ouest du pays, les concentrations de cassitérites dans les alluvions dépassent 200g/m³. Des concentrations plus élevées ont été enregistrées dans un affleurement de la Nzako, près de la Yalinga, en association avec une pegmatite altérée. On a observé de la stannine dans une métadolérite au Sud de Bambari (Camp Brustier), associée avec la chalcopyrite et du mispickel.
- Manganèse : un nodule de manganèse a été ramassé en 1982 près de Boali, à 100 km au Nord-Ouest de Bangui. L'analyse a donné 48,6 % de manganèse. Parmi les autres indices de manganèse, il y a une latérite riche en manganèse (29 %) au Nord-Est de Ouadda (avec 0,64 % de cobalt) et des petites concentrations dans la vallée de la Lobaye et à l'Ouest de Bouar.
- Nickel et chrome : un échantillon d'amphibolo-pyroxénite prélevé à l'Ouest de Bambari contient 1,6 % de nickel. D'autres anomalies de nickel et chrome, associées à des massifs amphibolitiques, sont connues sur les feuilles topographiques de Boda, Kaga Bandoro et Fodé.
- Calcaires et dolomites : les calcaires et dolomies, bien que rares, sont connues dans plusieurs régions du pays dans les formations terminales du protérozoïque supérieur. Des gisements près de Bangui (Fatima, Bobassa) ont fait l'objet de plusieurs études de leur viabilité économique pour la fabrication du ciment. Les calcaires subhorizontaux de Bobassa, sur l'Oubangui à 30km en aval de

Bangui, pourraient convenir mais la proximité de la rivière pose un problème d'exploitation, le haut des bancs de calcaire est en-dessous du niveau de l'eau. Les réserves établies par forage s'élèvent à 10 millions de tonnes avec en moyenne 92 % de carbonates. La couverture schisteuse convient comme adjuvant pour la fabrication du ciment. Il y a des projets pour suivre le sub-affleurement de calcaire (il est sous 10 à 15 m de couverture) loin de la rivière.

Après que le patrimoine naturel ait été recensé, l'État centrafricain devrait faire appel à l'assistance de la communauté internationale notamment en invoquant la mise en application intégrale du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). En effet, le mandat de la MINUSCA stipule qu'elle doit « Continuer d'aider les autorités centrafricaines à élaborer et finaliser une stratégie nationale de lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles et les réseaux de trafiquants qui continuent de financer et d'approvisionner les groupes armés en République centrafricaine, en tenant compte, s'il y a lieu, des rapports du Groupe d'experts créé par la résolution 2127 (2013) et des décisions issues du Processus de Kimberley, le but étant d'étendre l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et ses ressources »⁶⁹. Cette même résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies autorise la MINUSCA à « Surveiller l'application des mesures reconduites et modifiées par le paragraphe 1 de la résolution 2339 (2017), en coopération avec le Groupe d'experts créé par la résolution 2127 (2013), notamment en inspectant, si elle le juge nécessaire et le cas échéant sans préavis, toutes armes et tout matériel connexe, où qu'ils se trouvent, et tenir les autorités informées des efforts déployés pour empêcher les groupes armés d'exploiter les ressources naturelles »⁷⁰. *A priori*, si les dispositions ci-dessus citées du mandat de la MINUSCA sont entièrement et correctement mises en œuvre, toutes les

⁶⁹ Conseil de Sécurité des Nations Unies : « Résolution 2387 (2017) », article 43 alinéa c.

⁷⁰ Conseil de Sécurité des Nations Unies : « Résolution 2387(2017) », article 44 alinéa c.

ressources naturelles dont les caractéristiques ont été détaillées dans les paragraphes précédents, ne seraient pas aujourd'hui livrées au commerce illicite pratiqué par les groupes armés. Pour que cela devienne réalité, il faudrait que l'État centrafricain fasse un véritable lobbying basé sur une stratégie de communication dont les détails sont fournis ci-dessous.

Proposition de plan de communication pour la protection du patrimoine naturel centrafricain

De notre avis, le plan de communication nécessaire à la protection du patrimoine naturel centrafricain comporte les étapes suivantes :

- *Audit auprès des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain* : Il permettra de recueillir les avis des uns et des autres concernant ce qu'il faudrait délivrer comme message lors de la mise en œuvre de ce plan de communication. L'audit sera mené auprès des acteurs et non-acteurs ci-dessous :
 - ✓ Gouvernement centrafricain ;
 - ✓ Communauté internationale (MINUSCA, Union européenne, Union africaine et Communauté économique des États d'Afrique centrale) ;
 - ✓ Groupes armés ;
 - ✓ Organisations non-gouvernementales défenseuses de l'environnement ;
 - ✓ Institutions de la République, notamment le Haut Conseil de la Communication, le Conseil National de la Médiation et la Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance ;
 - ✓ Confessions religieuses, notamment l'Association des Évangéliques de Centrafrique et la Conférence Épiscopale de Centrafrique.

- *Objectifs du plan de communication* : Ils se résument comme suit :

- ✓ présenter la richesse du patrimoine naturel centrafricain aux acteurs et non-acteurs au conflit et expliquer en quoi leur exploitation dans le respect du droit international est indispensable à l'économie centrafricaine et profitable au peuple centrafricain ;
 - ✓ obtenir l'adhésion des acteurs et non-acteurs au conflit centrafricain aux activités relatives à la protection du patrimoine naturel mis en péril par le conflit actuellement en cours en République centrafricaine.
- *Messages à transmettre aux acteurs (celles qui participent directement au conflit) et non-acteurs (celles qui n'y participent pas directement) au conflit* : Les messages à transmettre aux acteurs et non-acteurs n'auront pas le même contenu. À titre d'exemple :
 - ✓ groupes armés : expliquer que le trafic des ressources naturelles qu'ils pratiquent est illégal et susceptible de peines pénales, au regard de la loi centrafricaine. Si ces ressources sont exploitées et commercialisées conformément au droit international, elles profiteraient à toute la population des zones occupées par les groupes armés.
 - ✓ gouvernement centrafricain : expliquer aux autorités qui président aux destinées du pays, que si les ressources naturelles sont exploitées et commercialisées conformément à la loi, elles seront une source importante de revenu pour les caisses de l'État.
 - ✓ communauté internationale, notamment les Nations Unies et l'Union européenne : Il faudra leur expliquer également que leur soutien est indispensable d'autant que la protection des ressources naturel fait par du mandat de la MINUSCA, la

mission de maintien de la paix des Nations Unies en République centrafricaine.

Les cibles des messages définis dans ce plan de communication sont le gouvernement centrafricain, la communauté internationale, les groupes armés, les institutions de la République, les défenseurs de l'environnement et les confessions religieuses. Les parties sont les entités qui interviennent directement dans le conflit centrafricain. Les non-parties sont celles qui n'y interviennent pas directement.

- *Supports de diffusion des messages* : il serait productif de communiquer avec les cibles par l'intermédiaire d'émissions radiophoniques et télévisuelles, des séminaires et de l'événementiel.
- *Stratégie de communication* : il est de la responsabilité du gouvernement centrafricain d'assurer la sécurité des biens et des personnes, ainsi que de l'intégrité du territoire national. Mais compte tenu du fait que les forces de défense et de sécurité sont mal formées et sous équipées, la puissance publique n'est pas en mesure de jouer pleinement ce rôle. Par conséquent, l'État centrafricain est obligé de solliciter les casques bleus des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA, pour que la sécurité du patrimoine naturel soit assurée. À cet effet, la meilleure stratégie à adopter pendant la mise en œuvre du plan de communication serait celle de la reconnaissance, c'est-à-dire que le gouvernement centrafricain reconnaît son incapacité à pouvoir protéger le patrimoine naturel du pays et en endosse l'entière responsabilité. Dans ce plan de communication, seront définis, entre autres, le niveau de portage (territoire centrafricain), les supports à utiliser (médias audiovisuels, Internet...), les objectifs poursuivis, les cibles (population centrafricaine, les collectivités territoriales...) des messages et le contenu de ceux-ci.

Ce plan de communication qui peut aussi être mis en œuvre pour la protection du patrimoine culturel, est détaillé en annexes 1 et 2 de la thèse.

3. Les communications pour le développement durable

Avant d'aborder l'aspect communicationnel du concept de développement durable, définissons tout d'abord ce dernier. Au nombre des nombreuses définitions qui existent, nous retiendrons celle de Gro Harlem Brundtland, universellement reconnue, qui dit que le développement durable est « un développement qui permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures de répondre aux leurs »⁷¹. La mise en œuvre du développement durable, évoqué pour la première fois au cours de la conférence mondiale sur l'environnement humain à Stockholm (Suède) en 1972 et repris lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro (Brésil) en 1992, se fait à base de principes et de piliers que nous détaillerons dans les paragraphes ci-dessous.

Les principes du développement durable

Les principes à base desquels le concept est mis en œuvre se résument comme suit⁷² :

- *la protection de l'environnement* : tout processus de développement doit intégrer la protection de l'environnement ;
- *la production et la consommation responsables* : la production et la consommation des biens et services doivent se faire telle sorte qu'elles n'aient pas d'impacts négatifs sur le plan social et environnemental ;
- *la responsabilité* : elle est aussi bien individuelle que collective, d'autant que les États membres de l'Organisation des Nations Unies

⁷¹ Cécile Duclaux-Monteil : « Le concept de développement durable », p.4

⁷² Cécile Duclaux-Monteil : « Le concept de développement durable », p.4-6

endossent des responsabilités communes, mais différenciées. Tous les pays de la planète émettent des gaz à effet de serre qui sont à l'origine du réchauffement climatique mais à des degrés divers ;

- *la solidarité* : les générations présentes, lorsqu'elles produisent et consomment les biens et services, doivent tenir compte des besoins des générations futures. C'est ce que l'on appelle la solidarité dans le temps. Les pays riches doivent également aider les pays pauvres à affronter avec résilience les méfaits du réchauffement climatique. C'est la solidarité dans l'espace ;
- *la participation et l'engagement* : il est important que tout le monde se sente concerné par le développement durable en s'engageant à participer activement à la mise en œuvre des différents principes ;
- *la précaution* : si la réalisation d'une activité donnée comporte des risques avérés graves et/ou irréversibles, l'absence de certitudes scientifique ne devrait pas servir de prétexte pour repousser à plus tard la prise de mesures dont le but est de prévenir la dégradation de l'environnement. C'est au nom de ce principe qu'il est constamment demandé aux plus grands pollueurs, notamment la Chine et les États-Unis de réduire au maximum leurs émissions de gaz à effet de serre ;
- *la subsidiarité* : les décisions doivent d'abord être prises au niveau le plus bas possible afin d'en garantir l'efficacité.

Les piliers du développement durable

La mise en œuvre des principes du développement durable dont les grandes lignes ont été détaillées dans les paragraphes précédents se fait sur les grands piliers suivants :

- *le pilier économique* : le respect des principes du développement durable ne doit pas constituer un obstacle à la production des biens et services au bénéfice des générations présentes et futures.

Cependant, aucune activité économique ne doit être la cause de la dégradation de l'environnement ;

- *le pilier social et sociétal* : le développement durable doit être source de cohésion sociale et contribuer à réduire la pauvreté. Il doit également contribuer à la redistribution équitable des richesses, des biens et services tout en tenant compte de l'apport de tous et de chacun. En ce qui concerne le volet sociétal, le développement durable devra également faciliter des rapports constructifs entre l'entreprise et la société ;
- *le pilier environnemental* : le développement durable permet, non seulement de réduire les impacts négatifs des activités humaines sur l'environnement naturel et urbain, mais également d'éviter la surexploitation des richesses naturelles. Il doit aussi constituer un frein aux pollutions ;
- *le pilier culturel* : la diversité culturelle étant une richesse, la mise en œuvre du développement durable doit respecter les droits humains notamment, les libertés individuelles et les droits culturels.

La mise en œuvre du concept de développement durable ne peut se faire et atteindre les résultats escomptés sans une communication bien pensée par le gouvernement centrafricain. Cela est d'autant plus vrai que nous sommes en République centrafricaine où l'État qui est détenteur de la puissance publique est non seulement incapable d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur toute l'étendue de son territoire, mais de protéger l'intégrité de ses frontières. Les supports qui seront utilisés par le régime de Bangui pour transmettre les messages aux différentes cibles pendant l'exécution des plans de communication relatifs à la mise en œuvre du développement durable, seront précisés aux annexes 1 et 2 de la thèse.

Par ailleurs, compte tenu du conflit qui oppose le gouvernement centrafricain aux groupes armés qui occupent plus de 80 % du territoire,

les communications qui permettraient une bonne mise en œuvre des principes du développement durable en terre centrafricaine, peuvent se réaliser de la manière suivante :

- **Communication pour l'adhésion des parties au conflit à la lutte contre le trafic illicite et à la protection des ressources naturelles**

Plusieurs rapports écrits par des organisations non-gouvernementales internationales de renom et les experts des Nations Unies dénoncent depuis nombre d'années, le trafic illicite⁷³ des ressources naturelles notamment le diamant, l'or, le bois et le bétail par les groupes armés dans les zones qu'ils contrôlent ou qui sont sous leur influence. Les groupes armés dont les noms sont régulièrement mis en cause dans ces rapports sont le Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) basé dans la ville de N'Délé (préfecture du Bamingui Bangoran), l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) dont les quartiers généraux se trouvent dans la localité de Bokolobo en banlieue de la ville de Bambari (préfecture de la Ouaka), le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) qui siège dans la ville de Bria (préfecture de Haute Kotto) et les Antibalaka dans les environs des villes de Carnot et de Berberati (préfecture de la Mambéré Kadéï), ainsi que de celle de Nola (préfecture de la Sangha Mbaéré).

Par ailleurs, la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) est également accusée par des organisations non-gouvernementales internationales et des experts des Nations Unies de collusion avec des sociétés centrafricaines sanctionnées (notamment le Bureau d'achat de diamants en Centrafrique)⁷⁴ par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour le trafic illicite de diamants et

⁷³<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/chasse-aux-pierres/?accessible=true>: consulté le 8 juillet 2020.

⁷⁴<https://mondafrique.com/centrafrique-lonu-piege-diamants-sang/>: 8 juillet 2020.

pour avoir financé certains groupes armés en République centrafricaine. Cette pratique est totalement contraire aux termes du mandat de cette mission autorisée par la résolution 2387 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies dont les dispositions de l'article 44 font obligation aux casques bleus de porter main forte aux autorités centrafricaines afin de combattre le trafic illicite des ressources naturelles.

En somme, cette communication aura, dans un premier temps, pour objectif de convaincre les groupes armés de cesser de pratiquer le commerce illicite des ressources naturelles qui est dommageable aussi bien à l'économie centrafricaine qu'au peuple centrafricain. Deuxièmement enfin, il sera question de convaincre le gouvernement centrafricain et la communauté internationale notamment la MINUSCA, l'Union européenne, l'Union africaine et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) d'adhérer et de soutenir la mise en œuvre du développement durable, en faisant usage de tous les moyens légaux appropriés pour combattre le commerce illicite des ressources naturelles, partie intégrante du patrimoine naturel de la République centrafricaine. Les messages à transmettre aux différentes parties devront être d'autant plus fermes qu'en cas d'inaction, leur responsabilité commune et différenciée serait engagée car le trafic illicite des ressources naturelles alimente le conflit en République centrafricaine. La responsabilité⁷⁵ est d'abord commune parce que toutes les parties jouent un rôle aussi bien positif que négatif dans ce conflit. Ensuite, elle est différenciée parce que les rôles joués par les uns et les autres n'engendrent pas les mêmes conséquences. La Déclaration de Rio de Janeiro stipule que « la guerre exerce une action intrinsèquement destructrice sur le développement durable. Les États doivent donc respecter le droit international relatif à la protection de l'environnement en temps de conflit armé et participer à son développement, selon que de besoin »⁷⁶. Il est évident que dans le contexte

⁷⁵ Déclaration de Rio de Janeiro de 1992, principe 7.

⁷⁶ Déclaration de Rio de Janeiro de 1992, principe 24.

conflictuel actuel, l'État centrafricain n'est pas en mesure de respecter le droit international en matière de protection de l'environnement, c'est pour cette raison que l'appui de la communauté internationale est indispensable.

- **Communication pour la participation et l'engagement des acteurs et non-acteurs au conflit**

La mise en œuvre du développement durable nécessite également l'engagement et la participation de tous à quelque niveau de la société que ce soit, tant au niveau individuel que collectif⁷⁷. En ce qui concerne la préservation du patrimoine aussi bien culturel que naturel, tous les acteurs et non-acteurs au conflit notamment les défenseurs de l'environnement, défenseurs des droits l'homme, confessions religieuses, institutions de la République, députés de l'Assemblée nationale et les partis politiques sont concernés. Les messages qui seront transmis également aux communautés devront encourager tout le monde à s'investir pleinement dans la lutte pour la préservation des richesses naturelles, éléments essentiels du patrimoine naturel de la République centrafricaine. C'est le principe d'engagement et de participation du développement durable.

- **Communication pour l'exploitation durable des ressources naturelles**

La Déclaration de Rio de Janeiro de 1992 énonce que « conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les États ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et de développement, et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres États ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction

⁷⁷ Déclaration de Rio de Janeiro de 1992, principe 10

nationale »⁷⁸. Cette communication s'adressera d'abord au gouvernement centrafricain qui délivre les permis d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles telles que le bois, l'or, le diamant et l'uranium. Lorsqu'une entreprise détentrice d'un permis d'exploitation exerce ses activités en terre centrafricaine et qu'il y ait dégradation de l'environnement, ladite entreprise devrait, selon le principe pollueur-payeur, assumer l'entière responsabilité de la dépollution des espaces contaminés et de l'indemnisation des victimes. Or, il se trouve qu'en République centrafricaine, des sociétés chinoises⁷⁹ ont été accusées par les défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme d'avoir causé une catastrophe environnementale à travers l'exploitation de mines d'or dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham Pende. Les eaux d'une rivière appelée Ouham ont été contaminées par du mercure. Malgré les protestations de la société civile centrafricaine et des organisations non-gouvernementales internationales, non seulement les sociétés chinoises ont continué d'exercer leurs activités minières, mais l'État centrafricain n'a manifesté aucune volonté de résoudre le problème.

Les communications devraient sensibiliser les autorités centrafricaines à être beaucoup plus regardantes sur les activités des sociétés auxquelles elles délivrent les permis d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles en leur exigeant le respect scrupuleux de l'environnement. Aussi, les défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme, ainsi que la société civile de manière générale devraient-ils également jouer pleinement leurs rôles de lobbying auprès des pouvoirs publics afin de prévenir les risques environnementaux et l'exploitation durable des ressources naturelles, parties intégrantes du patrimoine naturel de la République centrafricaine. Ces richesses, dont les revenus devraient être

⁷⁸ Déclaration de Rio de Janeiro de 1992, principe 2

⁷⁹<https://www.dw.com/fr/scandale-du-mercure-dans-les-mines-dor-centrafricaines/a-49999132>: consulté le 8 juillet 2020.

équitablement redistribués à la population centrafricaine, appartiennent aussi bien aux générations présentes que futures.

Chapitre 3 : Les données géographiques physiques et économiques de la République centrafricaine

Dans ce chapitre, nous aborderons succinctement dans un premier temps la géographie physique de la République centrafricaine, c'est-à-dire entre autres, les reliefs, le climat, les cours d'eau et les compositions des sols. Nous évoquerons en second lieu les apports du patrimoine naturel à l'économie du pays.

1. Données géographiques physiques

1. Climat, relief et végétation

La République centrafricaine⁸⁰, avec une superficie de 623 000 km², est située au cœur du continent africain. Le pays s'étend de 14°30' à 27°30' de longitude est (plus de 1 400 km d'Est en Ouest) et de 2°20' à 27°30' de latitude nord (près de 1 000 km de l'extrême Nord au Sud).

Le relief, très peu accidenté, est dominé par une dorsale centrale qui sépare les deux principaux réseaux hydrographiques du pays, à savoir, le bassin du Tchad au Nord et celui du Congo au Sud. La République centrafricaine est située sur le bouclier précambrien et comprend deux ensembles montagneux que sont :

- au Nord-Ouest, le mont «Ngaoui» dans le massif du Yadé atteint 1 400 mètres d'altitude ;
- au Nord-Est, les montagnes des «Bongo» culminent à 1 330 mètres (massif Dar Challa).

Le relief conditionne l'hydrographie. En effet, au Sud, l'Uele venant de la République démocratique du Congo et le Mbomou frontalier avec ce pays, constituent l'Oubangui, coulant d'Est en Ouest jusqu'à la ville de Bangui,

⁸⁰ <https://www.fao.org/3/j2246f/j2246f02.htm#:%7E:text=%E2%80%A2>: consulté le 7 décembre 2023.

la capitale. Les principales rivières affluentes ont servi à dénommer les préfectures centrafricaines, notamment la Kotto, Ouaka, Kémo, Ombella Mpoko, Lobaye, mais aussi Nana et Mambéré dont la réunion avec la Kadéï forme la Sangha. Ces rivières sont bien alimentées. Leur régime tropical humide présente un maximum en septembre-octobre (fin de la saison des pluies). L'Adamaoua a été défini comme le château d'eau de l'Afrique centrale. La Pendé et l'Ouham constituent les principaux tributaires du Logone et Chari. Ce dernier étant faiblement alimenté par les autres affluents Gribingui, Bamingui et surtout Bahr Aouk.

Le climat centrafricain est placé sous l'influence de deux grands centres de haute pression : l'anticyclone de Libye au Nord-Est de l'Afrique et l'anticyclone de Sainte Hélène localisé sur l'Atlantique au Sud-Ouest du continent africain. Il existe deux saisons caractérisées par la position du Front intertropical (FIT) qui marque le contact entre les masses d'air venant des deux anticyclones : c'est la saison sèche quand souffle l'harmattan, vent du Nord-Est, et la saison des pluies quand vient la mousson du Sud-Ouest. Les températures moyennes annuelles varient entre 23,4°C à Bouar au Nord-Ouest et 26,5°C à Birao au Nord-Est. Le climat est tropical humide au Sud et progressivement plus sec au Nord-Est. La pluviométrie de 1 806 mm au Sud-Ouest diminue jusqu'à 843 mm au Nord-Est. De même, la durée de la saison des pluies de 300 jours au Sud-Ouest, atteint 130 jours au Nord-Est à Birao. Il existe trois grandes zones climatiques :

1. le climat guinéen forestier ou équatorial au sud, présente les indices 3.2.1.-9.1.2.-9.4.0 ;
2. le climat soudano-guinéen ou intertropical au centre (type 6.3.3) inclut les sous-climats soudano-oubanguien (7.2.3), médio-soudanien (6.1.5.-5.2.5.) et soudano-sahélien (4.3.5) ;
3. le climat sahélo-soudanien ou subsahélien à l'extrémité nord-est du pays se rattache au sous-climat sahélo-soudanien (4.2.6.).

Les formations végétales⁸¹ varient suivant les zones climatiques et présentent une grande diversité, depuis la forêt dense de basse altitude au Sud, jusqu'aux savanes arborées et arbustives au Nord. La forêt dense humide se divise en deux grands ensembles, à savoir, (i) la région forestière du sud-est appelée « forêt de Bangassou » et (ii) la zone du sud-ouest où se cantonne la plus grande partie de la forêt centrafricaine.

La forêt dense semi-décidue prédomine. Elle est riche en essences exploitables telles que le sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), le sipo (*E. utile*), l'ayous (*Triplochiton scleroxylon*) et le limba (*Terminalia superba*). Il existe également d'autres arbres géants comme le mukulungu (*Austranella congolensis*), le tali (*Erythrophleum ivorense*), l'acajou (*Khaya grandifolia*) ou l'azobé (*Lophira alata*) et dans l'extrême Sud-Ouest des peuplements purs de limbali (*Gilbertiodendron dewevrei*) qui atteignent jusqu'à 200 m³ par hectare.

La savane couvre la plus grande partie du pays et elle est parsemée de nombreuses galeries forestières liées au réseau hydrographique très dense. Elle contient des espèces comme *Daniellia oliveri*, *Hymenocardia acida*, *Albizia zygia*, *Uapaca Togoensis*, *Vitellaria paradoxa*, et par endroits, des bambousaies à *Oxytenanthera abyssinica*. Dans le grand Nord, apparaissent les acacias et les savanes à Capparidacées.

2. La composition des sols

Sous le climat tropical humide, les pluies abondantes et relativement chaudes favorisent un type d'altération spécifique : la ferrallitisation. Les sols ferrallitiques sont caractérisés par une altération intense des minéraux primaires et par la présence en abondance des produits de synthèses suivants : silicates d'alumine, hydroxydes de fer et souvent hydroxydes d'alumine.

⁸¹ <https://www.fao.org/3/j2246f/j2246f02.htm#:%7E:text=%E2%80%A2>: consulté le 7 décembre 2023.

En s'appuyant sur le climat et la géomorphologie, la République centrafricaine est subdivisée en plusieurs zones :

- en zone forestière, dans les plaines de l'Oubangui et de la Sangha, les sols ferrallitiques sont fortement dessaturés et peu colorés (jaunâtres), étant souvent mal drainés ;
- en zone péri-forestière, le long de l'Oubangui, il existe la séquence topographique de couleurs rouge/ocre/gris, du haut vers le bas de pente. Par contre, à la surface, les sols sont de couleurs vives. Les hydroxydes ou oxydes de fer sont fréquemment individualisés en gravillons ou nodules ferrugineux, sinon en cuirasses. L'induration suit un gradient en fonction de la basicité des roches : les schistes de la série de Kouki, et surtout le complexe amphibolo-pyroxénique du Mbomou, constituent des régions particulièrement indurées. Inversement, les sols issus des matériaux sableux dérivant des gris, se caractérisent par leur texture très sableuse ainsi que par l'absence de nodules et de cuirasses. L'induration est réduite sur les plateaux surélevés de Bouar – Baboua où sont observés de vieux sols à structure poudreuse, farineuse dite « aliatique ».

Au Nord de la ligne de partage des eaux Oubangui-Chari, se développe à nouveau sur les versants une séquence topographique de couleurs rouge/ocre/beige. En bas de pente, il existe des phénomènes de décoloration, de compaction, des mouvements d'argile et de fer (lessivage, concrétions, etc.). Les sols prennent alors des caractères de sols ferrugineux tropicaux lessivés.

Après une zone de transition à sols intermédiaires, ou inter-grades, les sols ferrugineux tropicaux lessivés prédominent sur les alluvions paléotchadiennes. Les alluvions néo-tchadiennes correspondent à des sols peu évolués d'apport, tandis que les plaines d'épandage peuvent porter des sols

à argiles smectiques. Les vertisols lithomorphes n'ont été rencontrés que sur des matériaux fortement basiques.

Le cuirassement est uniquement développé sur les vieilles surfaces d'aplanissement. Sur les reliefs résiduels et surtout sur des escarpements, il existe un ensemble de sols jeunes d'érosion : les lithosols, les sols lithiques, parfois les sols bruns entrophes, les sols ferrallitiques, peu évolués. Dans ces sols, même en milieu ferralisant, les minéraux altérables du type illite ne sont pas rares. Les sols gorgés d'eau, dits hydromorphes, s'observent en position de mauvais drainage, dans les plaines de la Sangha, de l'Oubangui et du Chari mais également sur les vieilles surfaces d'aplanissement.

3. Indicateurs économiques

La situation politique et sécuritaire précaire qui caractérise la République centrafricaine depuis 2013 impacte négativement sa croissance économique. Depuis 2020, les effets économiques néfastes de la pandémie de Covid-19 ont encore aggravé les nombreux défis auxquels le pays est confronté. Après s'être contractée de -1 % en 2021, la croissance du produit intérieur brut (PIB) était de 4 % en 2022 et 5 % en 2023 selon le Fonds monétaire international (FMI), soutenue par la consommation privée et les prix élevés des matières premières. La croissance économique devrait être soutenue par l'achèvement des projets énergétiques et la reprise des activités agricoles et minières, ainsi que par l'aide internationale.

La République centrafricaine n'a été que peu touchée sur le plan sanitaire par la pandémie de Covid-19, mais elle a souffert de ses conséquences économiques. Fin 2020-début 2021, la détérioration de la situation sécuritaire et la fermeture prolongée du corridor commercial avec le Cameroun ont eu un impact économique et fiscal important. Les subventions ont également été retardées en raison de la détérioration des

relations avec les donateurs du pays. Les réformes fiscales ont néanmoins permis d'améliorer les finances publiques. Le déficit budgétaire qui est passé à -3,3% du PIB en 2020 a diminué à -1,1 % PIB en 2021, et s'était stabilisé à -1,2 % PIB en 2022, selon le FMI. Le pays est fortement dépendant d'une aide extérieure qui lui permet de limiter son déficit budgétaire. Plus de la moitié des dépenses publiques sont couvertes par des financements externes multi- ou bilatéraux, dont une grande partie sous forme de dons. Le ratio de la dette publique⁸² au PIB est passé de 44,1 % en 2020 à 46,5 % en 2021, et s'était baissé à 44 % en 2022 et 42,3 % en 2023. Il est inférieur au plafond de 70 % imposé par la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC), mais plus des trois quarts de la dette publique est extérieure, exposant la République centrafricaine à un risque élevé de surendettement. L'inflation est passée de 2,3 % en 2020 à 3,7 % en 2021 (FMI), reflétant la détérioration des conditions de sécurité. Elle a diminué à 2,5 % en 2022 et devrait se stabiliser en 2023 (FMI). Les priorités du gouvernement restent le soutien à la relance économique et à la réduction de la pauvreté et la poursuite du programme de réformes structurelles soutenu par le FMI. En décembre 2019, le FMI a approuvé un accord triennal au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) pour un montant d'environ 115,1 millions USD. Ce programme vise à maintenir la stabilité macroéconomique, à renforcer les capacités administratives, la gouvernance et le climat des affaires et à répondre aux besoins de la balance des paiements. En raison de sa mauvaise mise en œuvre et de l'intensification du conflit intérieur, le programme a été suspendu. En décembre 2021, le FMI a approuvé un programme suivi par le personnel (SMP) de sept mois, conçu pour aider les autorités à relever les défis économiques liés à la crise sécuritaire et à la pandémie de Covid-19. Sa mise en œuvre satisfaisante est une condition de la reprise de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). La République centrafricaine reste dans une situation très fragile, avec un environnement

⁸² <https://www.fellah-trade.com/fr/export/carte-atlas/republique-centrafricaine/economie#:~:text=Selon>: consulté le 7 décembre 2023.

sécuritaire instable, des capacités administratives limitées, une mauvaise gouvernance et un manque de cohésion sociale.

Selon la Banque mondiale, plus de 70 % de la population centrafricaine vit en dessous du seuil de pauvreté et les inégalités sont considérables. Selon l'indice de développement humain 2020 publié par le PNUD, la République centrafricaine était classée 188^{ème} (sur 189 pays). Le chômage est élevé, malgré des statistiques officielles trompeuses (6,4 % de la population en 2020 selon la Banque mondiale). La crise sécuritaire que la nation a enregistrée ces dernières années a creusé les inégalités sociales ainsi que le déficit des infrastructures sociales de base. Le pays compte plus de 630 800 déplacés internes et 632 000 réfugiés centrafricains ont trouvé refuge dans les pays voisins, selon la Banque mondiale. Le tableau 1 ci-dessous présente les principaux indicateurs de croissance du pays.

Indicateurs de croissance	2020	2021	2022 (E)	2023 (E)	2024 (E)
PIB (milliards USD)	2,39	2,59	2,46	2,74	2,91
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	1,0	1,0	0,4	2,5	3,8
PIB par habitant (USD)	495	525	491	534	556
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	43,4	47,6	50,7	49,1	48,5
Taux d'inflation (%)	0,9	4,3	5,8	6,3	2,7

Tableau 1 : Quelques indicateurs de croissance économique

Source : <https://export.agence-adoc.com/fr/fiches-pays/republique-centrafricaine/economie-3>

4. Apports du patrimoine naturel à l'économie

1. Apport du secteur minier

En République centrafricaine, sur 470 indices miniers répertoriés, seules deux ressources minérales sont artisanalement exploitées⁸³, à savoir l'or et le diamant qui font partie du patrimoine naturel du pays. L'exploitation artisanale, selon le Code minier centrafricain, est définie comme toute activité par laquelle une personne physique de nationalité centrafricaine d'origine se livre, dans une zone d'exploitation artisanale délimitée en surface et en profondeur jusqu'à trente mètres au maximum, à extraire et à concentrer des substances minérales en utilisant des outils, des méthodes et des procédés non industriels, manuels et peu mécanisés. L'exploitation artisanale de l'or et du diamant fait vivre au moins 400 mille foyers centrafricain et représente environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. Le revenu annuel moyen d'un ouvrier minier centrafricain s'élève, d'après le PNUD, à 858 618 FCFA (1 590 USD).

Il est assez difficile de comparer ce chiffre avec le revenu national per capita estimé à 295 380 FCFA (547 USD) puisque ce dernier ne prend pas en compte la production de l'économie informelle qui constitue la colonne vertébrale de l'économie centrafricaine rurale.

On peut néanmoins remarquer que le revenu ouvrier moyen est trois fois celui du revenu per capita de l'économie formelle. Il est donc nettement supérieur à la moyenne nationale. Il est également plus fongible puisqu'il est perçu dans sa totalité en argent liquide (la production minière étant très rapidement vendue), ce qui permet donc théoriquement un arbitrage total des dépenses et de l'épargne. La variation de ce revenu moyen semble assez faible entre la saison sèche (55 %) et la saison pluvieuse (45 %), mais elle dépend principalement du type d'exploitation. Un ouvrier minier gagne davantage sur un chantier de sous-berge et de lit sec en saison sèche tandis qu'il gagne davantage en saison pluvieuse sur un chantier de carrière : la variation pour un même ouvrier est donc en réalité plus

⁸³ <https://www.rse-et-ped.info/wp-content/uploads/2016/01/Pr%C3%A9sentation-du-Dr-Moloto-janvier-2016.ppt>

importante. Dans le même temps, on remarque que la variation saisonnière augmente à mesure que la taille du chantier augmente : le ratio de production saisonnière – et donc le revenu saisonnier – pour un chantier de lit sec n'est que de 1 à 1,6 pour un petit chantier de moins de 15 ouvriers, contre 1 à 7 pour un grand chantier de plus de 50 ouvriers.

La durée d'exploitation par trou est légèrement plus favorable aux petits chantiers : 29,5 jours pour les petits chantiers, 44,7 jours pour les chantiers moyens et 33,5 jours pour les grands chantiers. Les petits chantiers « familiaux » offrent la meilleure productivité du travail. Le revenu minier est en revanche très disparate et complètement imprévisible. En prenant en compte la forte disparité des revenus, on constate bien que l'ouvrier minier n'est pas la catégorie la plus pauvre en République centrafricaine.

La différence relative au minerai exploité est plus inattendue. Cette différence est absolument claire dans les tranches inférieures (un tiers d'ouvriers orpailleurs contre une moitié d'ouvriers diamineurs) comme dans les tranches supérieures (presque deux fois plus de gagnants du « gros lot » dans l'orpaillage). Il est vrai que le diaminage offre la possibilité d'une découverte unique et exceptionnelle, mais les plus gros revenus proviennent d'ouvriers orpailleurs. Dans les conditions actuelles de production et de commercialisation, l'or est indiscutablement plus rémunérateur. Les deux graphiques ci-dessous présentent la répartition des ouvriers miniers par tranche de revenu et localisation géographique.

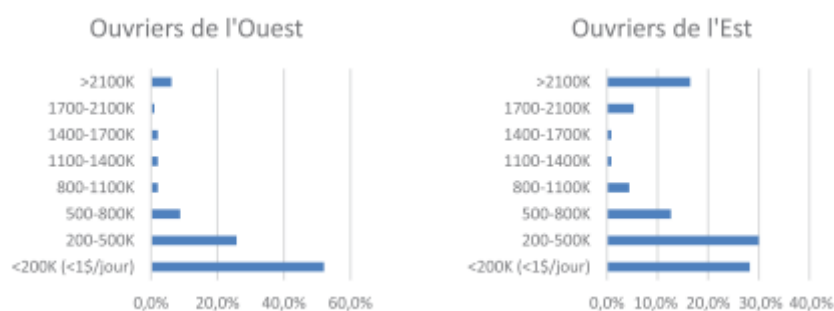


Figure 1 : Répartition des ouvriers miniers par tranches de revenus annuels et par localisation géographique en République centrafricaine

Source : https://delvedatabase.org/uploads/resources/UNICEF-UNDP-CAR-mining-report_final.pdf (page 50)

Les deux graphiques suivants présentent la répartition des ouvriers miniers par tranches de revenus et type de minerai.



Figure 2 : Répartition des ouvriers miniers par tranches de revenus et type de minerai

Source : https://delvedatabase.org/uploads/resources/UNICEF-UNDP-CAR-mining-report_final.pdf (page 50)

2. Apport du secteur forestier

Le secteur forestier procure environ 4 000 emplois permanents et 6 000 emplois temporaires, contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté selon le ministère centrafricain des Eaux et Forêts. Ce secteur :

- ✓ représente 10 % du PIB en moyenne par an ;
- ✓ fournit 50% des taxes à l'exportation du pays ;
- ✓ est le premier employeur du secteur privé en dépit de la crise militaro-politique ;
- ✓ occupe une place prépondérante dans l'économie du pays, soit 34% des recettes budgétaires ;
- ✓ sa part moyenne dans les exportations est de 35 milliards de FCFA par an ;
- ✓ la rétrocession des taxes d'abattage (30%) et des taxes de reboisement (25%) aux communes forestières pour la réalisation des investissements locaux (construction des dispensaires, maternités, écoles, bâtiments administratifs communaux) constitue un facteur de

motivation des communautés locales pour la protection de la biodiversité. L'érection des zones d'intérêt cynégétiques dans certaines communes, dont la gestion est assurée par les communautés elles même, procure des revenus substantiels pour le bien-être des populations et a créé un sentiment de propriété sur les ressources et un engouement pour la conservation.

Pour ce qui concerne l'agro biodiversité, l'agriculture est au centre des activités économiques en République centrafricaine où elle occupe 52 % du PIB et 42 % des valeurs d'exportation. Elle occupe au moins 76 % de la population active, produit plus de 75 % des vivriers consommés dans le pays. Environ 60 % des chefs de ménage sont agriculteurs. Les activités principales sont l'agriculture vivrière (28,3% du PIB) et l'élevage (12,7% du PIB).

Les produits forestiers non ligneux ont toujours et continuent de jouer un rôle prépondérant dans la vie des populations. Ils interviennent aussi bien dans l'alimentation, la santé, la culture, le commerce et divers usages ou services. L'insuffisance des données fiables sur ces produits ne montre pas de façon claire leur importance dans l'économie nationale. Toutefois, des études parcellaires menées à certaines occasions montrent qu'une vendeuse de chenille gagne 7,65 \$US /jour et que la vente du *Gnetum africanum* rapporte 3,7 \$US/jour. Ces chiffres sont nettement supérieurs à 1,2 \$US/jour, qui est généralement reconnu comme étant le revenu moyen par habitant dans le pays. Une étude réalisée par le Centre Canadien d'Etudes et de la Coopération Internationale (CECI) en 2003 a montré que le commerce de poivre sauvage (*Piper guineense*) a rapporté la somme de 271,000 \$US sous forme de devises pour l'exportateur, 54 000 \$US pour l'ensemble des groupements locaux et seulement 1 625 \$US sous forme de taxe à l'exportation pour l'État.

L'industrie touristique génère au moins 500 à 900 emplois permanents et/ou temporaires. Ces emplois concernent les guides, porteurs, personnels de camp, sans compter les ménages qui en dépendent. Avec les perturbations liées à la crise militaro-politique en 2012, presque toutes les opportunités de ce secteur ont été anéanties, portant un coup sérieux à l'économie nationale.

En somme, les apports du patrimoine naturel, notamment l'exploitation de l'or et du diamant, ainsi que des ressources forestières à l'économie centrafricaine se résument ainsi qu'il suit :

- exploitation des ressources forestières : elle représente 10 % du PIB et environ 34 % des recettes budgétaires ;
- exploitation de l'or et du diamant : elle représente environ 4 % du PIB.

La communication publique et territoriale que le gouvernement centrafricain est appelé à réaliser ne devrait pas seulement se focaliser sur la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel au pays. Il est également important d'évoquer dans la communication gouvernementale, les apports dans l'économie centrafricaine des richesses culturelles et naturelles, car l'existence de celles-ci doit contribuer au bien-être quotidien du peuple.

Enfin, au moment du recueil des données de notre thèse, aucune statistique relative à l'apport du patrimoine culturel à l'économie centrafricaine n'était disponible dans les départements ministériels que nous avons pu visiter.

4. Le patrimoine naturel peut-il changer la République centrafricaine ?

Comme nous l'avons indiqué dans les paragraphes ci-dessus (page 128), l'exploitation du diamant et de l'or centrafricains représente environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. Quant à celle des ressources forestières, ses contributions équivalent à 10 % du PIB et 34 % de recettes budgétaires. L'ensemble de ces richesses naturelles qui constitue une partie du patrimoine naturel, vu leurs apports à l'économie centrafricaine, peut permettre à la République centrafricaine de se développer économiquement, améliorer le quotidien de sa population et vivre durablement en paix. Mais à condition que :

1. *les codes minier et forestier soient réformés et rigoureusement mis en application de telle sorte que les intérêts des Centrafricains soient privilégiés* : aujourd'hui, les permis miniers et forestiers qui sont délivrés par le gouvernement centrafricain aux entreprises étrangères, notamment occidentales, russes et chinoises ne sont pas très regardants quant au respect des cahiers de charges. De ce fait, ces entreprises n'intègrent jamais les obligations relatives, entre autres, au principe pollueur-payeur qui indique en substance que lorsqu'une activité est réalisée par une personne physique ou morale, celle-ci doit prendre toutes les mesures pour assurer la protection de l'environnement. En cas de dégâts environnementaux causés par ces activités, les victimes doivent être indemnisées par la personne physique ou morale à l'origine des catastrophes. Nous en voulons pour preuve, la contamination au mercure par une entreprise chinoise, des eaux de la rivière Ouham qui fournit de l'eau potable et nourrit en produits de maraîchage des milliers de populations. Les conséquences de cette catastrophe sont de plusieurs ordres : les populations sont affamées et les espèces aquatiques dont les poissons et hippopotames sont décimés. Il est évident qu'une population qui ne mange pas à sa faim ne saurait réaliser des activités génératrices de revenus et payer ses impôts. C'est un manque à

gagner important pour l'économie centrafricaine. Aussi, il faut rappeler que les espèces aquatiques qui sont décimées du fait de la contamination des eaux où elles vivent, font partie intégrante du patrimoine naturel de la République centrafricaine. Non seulement elles-mêmes sont des richesses, mais elles sont également sources de richesses. Leur disparition prive l'économie centrafricaine de revenus non négligeables. En ce qui concerne l'exploitation forestière, elle est aussi victime du non-respect des dispositions de la loi y relative par les entreprises, notamment occidentales et russes auxquelles le gouvernement a pu délivrer des permis. Les arbres dont les espèces rares sont abattues pour être convoyées en Occident *via* le port autonome de Douala (Cameroun), sont difficilement renouvelables. C'est pour cette raison qu'il est exigé aux entreprises exploitantes, dans leurs cahiers de charges, de planter systématiquement des arbustes aux endroits où elles coupent les grands arbres. Ces précautions sont prises par les États pour prévenir le réchauffement climatique dont la déforestation est l'une des causes. L'exploitation forestière respectueusement des principes du développement durable génère d'importants revenus à l'économie des pays concernés. En effet, elle peut permettre le développement d'une agriculture durable telle qu'en Côte d'Ivoire où la culture du cacao représente⁸⁴ :

1. 41 % de la production mondiale de cette matière première ;
2. 10 % du PIB ;
3. 40 % des recettes d'exportation ;
4. 6 millions de personnes qui en dépendent.

Il y a également la culture de l'huile de palme qui peut être réalisée dans les zones forestières de manière rentable si les principes du

⁸⁴ <http://www.cacao.gouv.ci/index.php?rubrique=1.1.6&langue=fr>: consulté le 12 novembre 2023.

développement durable sont respectés. L'Indonésie⁸⁵, leader du marché de l'huile de palme, est à l'origine d'au moins 60 % de la production mondiale. Cette matière première représente environ 2,5 % du PIB du pays. L'Indonésie a fait des progrès significatifs en ce qui concerne la protection de l'environnement⁸⁶. Les plantations d'huile de palme occupent 4,4 % des terres, ce qui est peu comparé aux surfaces consacrées aux forêts de conservation (11,5 %) ou aux forêts protégées (16,1 %). La plantation de palmiers à huile permet d'absorber du carbone et de lutter contre la pauvreté, ce qui peut être préférable au fait de laisser des terres inutilisées. Ce sont là, autant de raisons qui portent à croire que les forêts, éléments essentiels du patrimoine naturel, peuvent changer le visage de la République centrafricaine, c'est-à-dire permettre à l'économie du pays de se développer, surtout lorsque les principes de développement durables sont rigoureusement respectés.

2. la corruption qui gangrène les secteurs minier et forestier soit combattue et éradiquée : l'indice de perception de la corruption⁸⁷ dans le secteur public en République centrafricaine était de 76 points en 2022 aux en République centrafricaine. L'échelle va de 0 à 100, et plus le score est élevé, plus la corruption est massive. Le pays se place ainsi au 152^{ème} rang. Les secteurs minier et forestier sont parmi les plus touchés sur le territoire centrafricain. À l'Assemblée⁸⁸, une commission d'enquête parlementaire a rendu le 19 juillet 2019 un rapport sur une accusation de pot de vin parmi les députés. Le

⁸⁵ [https://redtac.org/asiedusudest/2022/04/11/lhuile-de-palme-lavenir-de-lindonesie/#:~:text=Pr%C3%A9sentement%20le%20plus%20grand%20producteur,\(Jakarta%20Globe%2C%202019\)](https://redtac.org/asiedusudest/2022/04/11/lhuile-de-palme-lavenir-de-lindonesie/#:~:text=Pr%C3%A9sentement%20le%20plus%20grand%20producteur,(Jakarta%20Globe%2C%202019):): consulté le 12 novembre 2023.

⁸⁶ <https://www.senat.fr/ga/ga108/ga1083.html>: consulté le 12 novembre 2023.

⁸⁷ <https://www.donneesmondiales.com/afrique/centrafrique/corruption.php>: consulté le 12 novembre 2023.

⁸⁸ <https://www.radiondekeluka.org/34187-assemblee-nationale-des-deputes-accuses-de-corruption-dans-l-attribution-des-marches-a-des-societes-d-exploitation-miniere>: consulté le 12 novembre 2023.

document évoque la corruption de certains membres de la Commission Ressources Naturelles dans l'attribution des titres d'exploitation minière à des entreprises chinoises en République centrafricaine. Le président de cette commission à l'époque, l'honorable Jean Michel Mandaba, cité dans cette affaire de pot de vin, avait dû démissionner. Le départ du président de la Commission Production Ressources Naturelles faisait suite à une concertation des députés préoccupés par cette affaire qui ternit la réputation de la représentation nationale. Le ministre des Mines Léopold Mbolli-Fatran au moment des faits, était également épinglé parce qu'il aurait reçu 90 millions de FCFA, soit un peu plus de 137 mille Euros des mains des responsables de l'entreprise chinoise. À ce jour, aucune sanction n'a été infligée aux personnes soupçonnées d'avoir trempé dans cette affaire qui a non seulement terni l'image de la représentation nationale mais engendré d'importants manques à gagner dans les caisses du Trésor public centrafricain. Si elle n'est pas combattue, la corruption peut saper la confiance que les citoyens centrafricains accordent à leurs dirigeants et à leurs institutions, créant des tensions sociales et exacerbant l'état fragile du pays. La corruption peut être source de conflits et de violences.

- 3. les ressources naturelles soient transformées en produits finis sur le territoire centrafricain* : un développement forestier durable, par exemple, ne peut être réalisé que si toutes les parties intéressées (gouvernements et populations locales, industrie et commerce, organisations internationales et banques de développement) coopèrent étroitement. Etant donné l'évolution rapide d'un monde dans lequel les ressources naturelles, notamment les forêts, sont soumises à de fortes pressions venant de toutes parts, une utilisation raisonnable et durable des forêts ne peut réussir que si l'on applique des politiques, des techniques et des compétences appropriées. Le perfectionnement continu des technologies et leur application,

l'instruction et la formation des populations sont notamment indispensables pour valoriser les forêts et les biens qu'elles permettent de produire, si l'on veut que les forêts centrafricaines continuent de jouer un "rôle essentiel pour le développement économique et le maintien de toutes les formes de vie". L'industrie forestière est sans aucun doute un moteur économique indispensable pour permettre au secteur forestier dans son ensemble de tenir sa place parmi les autres activités économiques, sociales et environnementales en République centrafricaine. Selon la FAO⁸⁹, l'une des caractéristiques les plus frappantes de l'exploitation des forêts en zone tropicale, qui existe aussi dans d'autres régions, est le gaspillage des forêts en général et du bois en particulier. Une étude récente de cette agence spécialisée des Nations Unies a pu montrer que souvent moins de la moitié du bois des troncs des arbres tropicaux abattus est utilisée en totalité. Par comparaison, la quantité utilisée dans les régions industrielles dépasse 75 %. Si les arbres abattus dans les forêts tropicales étaient exploités dans les mêmes proportions, la superficie abattue chaque année pourrait être réduite de près d'un tiers sans diminuer le volume de bois mis sur le marché.

Les propositions ci-dessus, loin d'être exhaustive, ont pour objectif de permettre à la République centrafricaine d'exploiter de manière durable et faire profiter au mieux son patrimoine naturel qui est d'une richesse exceptionnelle.

⁸⁹ <https://www.fao.org/3/v6585f/v6585f08.htm>: consulté le 12 novembre 2023.

Conclusion de la première partie

La Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972 en son article 3, autorise chaque État partie à qualifier de patrimoine culturel ou naturel en toute souveraineté, tous les biens se trouvant sur son territoire. Si cet État le souhaite, il peut à tout instant saisir les services compétents de l'UNESCO aux fins de classer les biens qualifiés conformément aux dispositions de la Convention susmentionnée, dans le patrimoine mondial. Les critères qu'un bien doit satisfaire pour être considéré de patrimoine culturel ou naturel sont respectivement définis aux articles 1^{er} et 2 de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de 1972. Pour espérer obtenir le classement d'un bien dans le patrimoine mondial de l'UNESCO, chaque État partie doit satisfaire les dix critères⁹⁰ définis par l'organisation onusienne.

En République centrafricaine, l'unique bien qualifié de patrimoine culturel, ce sont les chants polyphoniques des pygmées Aka (patrimoine culturel immatériel) de la préfecture de la Lobaye, située dans le Sud du pays. Et pourtant, d'autres biens matériels peuvent bien être classés dans cette catégorie, notamment la langue Sango qui est parlée sur tout le territoire centrafricain, le monument Boganda, situé dans le centre de la ville de Bangui et qui abrite la statue du président fondateur du pays, Barthélémy Boganda et le mausolée Boganda situé dans le village de Bobangui (préfecture de la Lobaye).

La République centrafricaine étant partie à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, peut solliciter⁹¹ l'aide de la communauté internationale en ciblant les pays qui en ont les moyens, pour l'identification de tous les biens se trouvant sur son territoire et

⁹⁰ <https://whc.unesco.org/fr/criteres/>: consulté le 15 juin 2020.

⁹¹ Article 6 et suivants de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972.

susceptibles d'être qualifiés de patrimoine culturel ou naturel. Au-delà de cette demande d'assistance auprès des pays tiers en vue de la qualification du patrimoine, l'État centrafricain devra se battre afin d'obtenir l'adhésion de tous les acteurs et non-acteurs qui participent ou non à la commission des violences pendant le déroulement du conflit sur son territoire.

L'adhésion des acteurs et non-acteurs au conflit centrafricain devra faire l'objet d'une communication d'abord politique puis publique et territoriale, structurée comme suit :

- **Communication politique**

Le patrimoine culturel et naturel centrafricain étant un bien au service des générations présentes qui doivent bien en faire usage et les préserver pour les générations futures (Davallon, 2006 : 152-155), tous les acteurs politiques qui aspirent à la gestion du pouvoir devraient en faire leur priorité. À cet effet, le gouvernement centrafricain pourrait d'abord mettre en œuvre une communication interne en son sein dans le but de faire adhérer toutes les autorités politiques qui participent aux prises de décisions relatives à la gestion de la chose publique, aux activités concernant la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. *À priori*, les meilleurs canaux ayant une forte audience qui pourraient permettre une bonne transmission des messages aux cibles, c'est-à-dire les autorités politiques qui président aux destinées du pays, sont entre autres, les réunions, séminaires, ateliers, manifestations événementielles, courriers (électroniques) internes et les émissions radiophoniques et télévisuelles. Ensuite, le gouvernement centrafricain devrait également se tourner vers les leaders des partis politiques de l'opposition, par le truchement d'une communication externe, pour solliciter leur adhésion aux activités qui visent à la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel dont l'existence est aujourd'hui menacée par le conflit en cours dans le pays depuis plusieurs

années. Les messages peuvent être diffusés aux différentes cibles *via* les mêmes types de canaux que pour la communication interne du gouvernement que nous évoquions ci-haut. Le même travail devrait enfin se réaliser auprès des principaux responsables de la MINUSCA, Union européenne, Union africaine, Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), groupes armés, défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des confessions religieuses. Cela exige du pouvoir en place à Bangui, la conception et la mise en œuvre d'un plan de communication politique dont l'objectif est de convaincre et obtenir l'adhésion des différentes cibles à tout ce que représente le patrimoine culturel et naturel pour les générations présentes et futures.

- **Communication publique et territoriale**

Elle est une communication d'intérêt général émise par les administrations, les collectivités territoriales et les organismes publics. Elle constitue un service public à part entière et s'adresse à l'ensemble de la population : citoyens, habitants, contribuables, usagers des services publics. Sa première mission est de faire connaître aux citoyens les politiques publiques conduites par les tenants du pouvoir dans un contexte où le message de l'État doit s'exprimer au milieu d'une multitude d'autres. La seconde mission est liée à la volonté de modifier les comportements collectifs des citoyens. Il s'agit à la fois des campagnes de prévention notamment en matière de santé, sécurité routière, prévention des accidents de tous ordres, protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique. La communication publique et territoriale vise aussi l'information et la valorisation des services et des missions de l'État. Pour ce faire, le gouvernement centrafricain devrait, dans le but de solliciter l'adhésion et le soutien d'abord des collectivités territoriales et ensuite de la population centrafricaine, structurer sa communication de la manière suivante :

✓ ***Communication territoriale***

La communication territoriale est orientée vers les collectivités locales et les organismes publics locaux. Fortement attachée à des territoires et à des institutions, elle a pour mission l'information des habitants sur les services publics, l'animation du territoire et de la vie démocratique. Le gouvernement centrafricain devrait mobiliser tous les maires des villes et des arrondissements de l'ensemble du pays en vue de solliciter leur adhésion et soutien à toutes les activités qu'il voudrait mener dans le cadre de la qualification et de la protection du patrimoine culturel et naturel du pays. Nos retours d'expérience après les recherches menées dans le cadre de notre thèse, nous permettent d'affirmer que les meilleurs canaux pour transmettre les messages aux différentes cibles sont, entre autres, les médias audiovisuels et les rencontres périodiques.

✓ ***Communication publique***

La cible privilégiée est la population centrafricaine dont l'adhésion et le soutien aux activités que mène le pouvoir de Bangui dans le but de qualifier et protéger le riche patrimoine culturel et naturel, sont indispensables. Les gouvernants actuels devraient faire comprendre à la population que le patrimoine culturel et naturel du pays est un bien qui, non seulement lui appartient, mais doit être préservé pour les générations futures (Davallon : 2006, 169-171). Les chants polyphoniques des pygmées Aka, mégalithes de Bouar, sites paléo-métallurgiques de Bangui, gravures rupestres de Lengo et chutes de la Mbi sont des biens publics qui appartiennent à l'ensemble de la population centrafricaine. Les citoyens du pays ont besoin de savoir que tous ces biens peuvent contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie d'autant qu'ils représentent des sources importantes de revenus pour l'économie du pays. Ceci posé, le pouvoir de Bangui devrait élaborer un plan de communication dont la mise en œuvre se fera par l'intermédiaire des canaux comme les émissions audiovisuelles, affiches et

les manifestations événementielles dont la principale cible est le public centrafricain.

Par ailleurs, la sécurité des biens et des personnes sur toute l'étendue du territoire national, y compris dans les zones occupées par les groupes armés, relève de la responsabilité de l'État centrafricain. Celui-ci est obligé de confier cette tâche aux casques bleus de la MINUSCA parce que les forces de défense et de sécurité nationales n'en sont pas capables. Malheureusement, la présence des forces onusiennes n'a pas empêché les groupes armés de se livrer au trafic illicite des ressources naturelles, ni aux sociétés minières étrangères de provoquer les catastrophes environnementales dénoncées depuis plusieurs mois par la population. Selon le principe « pollueur-payeur », le gouvernement devrait avouer sa faute et s'engager à faire décontaminer les espaces pollués par les activités des sociétés, notamment minières et forestières qui exploitent les ressources naturelles du pays, et à indemniser toutes les personnes réellement affectées par les pollutions. C'est la stratégie de la « reconnaissance » en communication de crise (Libaert, 2018 : 64).

En outre, toutes les lois de finances qui ont été adoptées par l'Assemblée nationale et promulguées par le chef de l'État en République centrafricaine, ont toujours fait obligation au ministère des Finances de reverser aux collectivités territoriales, une partie des taxes et impôts versés dans les caisses du Trésor public par les sociétés qui exploitent les ressources naturelles du pays. Mais cela n'a jamais été suivi d'effet, si bien que les collectivités territoriales ne voient pas l'impact positif des activités des sociétés minières et forestières dans leurs localités, sur le quotidien de leurs populations respectives. Cela dit, si le gouvernement commence à mettre effectivement en application les dispositions de ces lois de finances, les collectivités territoriales et au-delà, ainsi que la population adhéreront et soutiendront les activités de qualification et de protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain.

Enfin, un certain nombre de députés, responsables politiques proches du pouvoir en place à Bangui et personnalités en lien avec la famille présidentielle, ont été accusés de corruption dans l'affaire des sociétés minières chinoises qui exploitent des mines d'or dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pende situées dans le Nord-Est de la République centrafricaine. Non seulement, les rapports des enquêtes menées par la commission parlementaire⁹² mise en place par l'Assemblée nationale n'ont jamais été rendus publics, mais les personnalités sur lesquelles pèsent des soupçons sérieux de corruption et de détournement de deniers publics n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires. Si les tenants du pouvoir prennent la décision d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de toutes les personnes quelles que soient leurs appartenances politiques ou familiales, accusées de corruption et de détournement dans la gestion des ressources naturelles, ils enverraient ainsi un message fort à l'ensemble de la population centrafricaine.

Si toutes ces actions sont menées avec fermeté et détermination par le gouvernement centrafricain, à travers une communication publique et territoriale, la population et la communauté internationale apporteront spontanément leur soutien à la mise en œuvre des principes du développement durable. La finalité de celui-ci est de protéger l'environnement et consommer avec parcimonie, les ressources naturelles par les générations présentes et futures.

En ce qui concerne la situation géographique physique, le territoire centrafricain est limité à l'Est par le Soudan et le Soudan du Sud, à l'Ouest par le Cameroun, au Nord par le Tchad et au Sud par la République démocratique du Congo, ainsi que la République du Congo. Le territoire est vaste de 623 000 km² et situé au cœur du continent africain. Le pays s'étend de 14°30' à 27°30' de longitude est (plus de 1 400 km d'Est en

⁹² <https://thur-ecologie-transports.org/2019/07/16/centre-afrique-scandale-minier/>: consulté le 16 juin 2020.

Ouest) et de 2°20' à 27°30' de latitude nord (près de 1 000 km de l'extrême Nord au Sud). Son relief est très peu accidenté et dominé par une dorsale centrale qui sépare les deux principaux réseaux hydrographiques du pays, à savoir, le bassin du Tchad au Nord et celui du Congo au Sud.

Quant à l'apport du patrimoine naturel à l'économie du pays, parmi les 470 indices miniers répertoriés en République centrafricaine, seules deux ressources minérales sont artisanalement exploitées⁹³, à savoir l'or et le diamant. L'exploitation artisanale de l'or et du diamant fait vivre au moins 400 mille foyers centrafricain et représente environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) du pays. Le revenu annuel moyen d'un ouvrier minier centrafricain s'élève, d'après le PNUD, à 858 618 FCFA (1 590 USD). Pendant le recueil des données de notre thèse sur le territoire centrafricain, aucune donnée relative à l'apport du patrimoine culturel, tant matériel qu'immatériel à l'économie du pays, n'était disponible auprès des services publics compétents, notamment le ministère de la Culture et du Tourisme, ainsi que le Musée national Boganda situé à Bangui, la capitale.

⁹³ <https://www.rse-et-ped.info/wp-content/uploads/2016/01/Pr%C3%A9sentation-du-Dr-Moloto-janvier-2016.ppt>

Deuxième partie

Quelles communications des médias pour le conflit, la qualification et la protection du patrimoine ainsi que du développement durable ?

Introduction de la deuxième partie

Les médias ont une capacité d'influence telle qu'ils ont poussé Malcolm X, l'une des icônes afro-américaines de la lutte contre les discriminations raciales aux États-Unis pendant la période 1954 - 1965 à faire les deux déclarations suivantes⁹⁴ : « Si vous ne faites pas attention, les médias vous feront détester les opprimés et aimer les oppresseurs ». « Les médias sont les entités les plus puissantes sur terre. Ils ont le pouvoir de rendre les innocents coupables et de faire des coupables des innocents, et ça c'est le pouvoir. Parce qu'ils contrôlent l'esprit des masses ». Ces deux déclarations de Malcolm X révèlent à quel point toute prise de parole des médias peut impacter positivement ou négativement le déroulement d'un conflit tel que celui de la République centrafricaine. Pendant tout le temps que nous avons passé à recueillir les données nécessaires à l'écriture de la présente thèse, nous avons pu par nous-mêmes constater qu'il y a un fossé entre les productions radiophoniques et télévisuelles des médias occidentaux sur le conflit centrafricain et la réalité sur le terrain. Mais compte tenu de l'extraordinaire audience et le contrôle qu'exercent ces médias sur l'esprit humain comme le disait avec justesse Malcolm X, ils ont malheureusement réussi à convaincre plusieurs personnes avec des informations truffées de contre-vérités. Ce travail est fait au grand dam des règles basiques d'éthique et de déontologie du journalisme qui auraient dû guider la collecte, le traitement et la diffusion et/ou publication de toute information en direction du public. Lorsque les rebelles de l'ex-Seleka majoritairement musulmans se sont emparés du pouvoir le 24 mars 2013 après la fuite de l'ancien président François Bozize et que l'essentiel de leurs exactions se déroulait dans les quartiers très habités par des centrafricains de confession chrétienne, les médias occidentaux ont abondamment parlé de conflit interconfessionnel. Plusieurs personnes vivant à l'extérieur de la République centrafricaine et qui ne connaissaient pas l'histoire des musulmans et non-musulmans dans ce pays, y ont cru. Lorsqu'un groupe

⁹⁴ <https://www.pinterest.fr/pin/778208010595444677/>: consulté le 19 août 2021.

d'hommes armés ont lancé une attaque sanglante sur l'église catholique de Fatima⁹⁵ où plusieurs adeptes étaient en réunion, proche du quartier Km5 à Bangui, les médias ont encore abondamment parlé d'attaque interconfessionnelle. Les personnes vivant à l'extérieur du territoire centrafricain qui ne connaissaient pas l'histoire des musulmans et non-musulmans en République centrafricaine, y ont encore cru. Cela est tiré de notre expérience de citoyen centrafricain vivant sur le territoire national. En réalité, la confessionnalisation à dessein du conflit a servi des intérêts à plusieurs facettes, que tout le monde a fini par comprendre. Mais depuis que les médias, c'est-à-dire les entités les plus puissantes ayant le contrôle de l'esprit des publics, ont prêché avec insistance en faveur de l'aspect interconfessionnel de ce conflit⁹⁶, on y a cru sans la moindre hésitation.

Par ailleurs, grâce aux médias, les exactions qu'auraient commises les instructeurs russes⁹⁷ qui interviennent directement aux côtés des Forces armées centrafricaines (FACA) dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), ont été sues. Depuis les premières attaques que les éléments de la CPC ont lancées sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021, d'autres rapports d'experts les accusent d'avoir aussi commis des crimes graves sur les populations civiles. Certains médias s'arcboutent souvent sur les rapports écrits par des experts commis par les Nations Unies ou des organisations non-gouvernementales internationales pour réaliser leurs productions radiophoniques et télévisuelles en direction de leurs audiences respectives. Les auditeurs, téléspectateurs et lecteurs étaient confrontés aux mêmes informations sur tous les types de médias, des stations de radiodiffusion sonore aux chaînes de télévision en passant par les organes de presse écrite et presse électronique. Les milieux aussi bien

⁹⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180501-rca-eglise-notre-dame-fatima-bangui-attaquee>: consulté le 19 août 2021.

⁹⁶ <http://www.slate.fr/story/93119/centrafrique>: consulté le 19 août 2021.

⁹⁷ <https://www.france24.com/fr/afrique/20210629-centrafrique-l-onu-pointe-des-exactions-commises-par-des-instructeurs-russes>: consulté le 19 août 2021.

financiers, politiques que diplomatiques dont dépendaient ces médias avaient reçu comme instruction de traiter toutes les informations relatives au conflit centrafricain sous l'angle interconfessionnel. Lorsqu'une station radio diffuse à longueur de journées, semaines et de mois que les non-musulmans majoritaires attaquent les musulmans minoritaires en République centrafricaine, les milieux diplomatiques onusiens par exemple se doivent de réagir, car le drame rwandais de 1994 est encore dans les esprits. Certains organes de presse un peu pressés ont même évoqué un éventuel génocide⁹⁸ – sans préciser de qui contre qui – serait en préparation ou en cours de commission sur le territoire centrafricain. Des expressions fortes tels que « massacres de masse » et « épuration ethnique » ont été parfois employées pour marquer les esprits et faire réagir les grands décideurs politiques et financiers de la planète. Ce qui fut fait. Les mots choisis, les périodes de diffusion et/ou de publication ainsi que les publics choisis étaient tels que les médias ont réussi à convaincre plusieurs personnes.

Aussi, grâce aux médias, le commerce illicite⁹⁹ des ressources naturelles telles que le diamant, l'or, le bois et le bétail pratiqué par les groupes armés et certains politiques et opérateurs économiques proches du pouvoir de Bangui, a été révélé. Malgré la suspension de la République centrafricaine par le processus de Kimberley, les groupes armés continuent en toute impunité d'extraire les diamants et l'or dans les zones qui sont encore sous leur contrôle ou influence. Les revenus générés leurs permettent d'acheter des armes et munitions sur le marché noir, généralement en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud, au Soudan et au Tchad. Même si la médiatisation de ces activités illégales n'a pas empêché ceux qui les pratiquent de les arrêter, elle a quand même permis au public d'en être informé. Ajoutons également les dégâts environnementaux provoqués,

⁹⁸ <https://www.letemps.ch/monde/centrafrique-peur-genocide>: consulté le 19 août 2021.

⁹⁹ <https://www.dw.com/fr/rca-derri%C3%A8re-les-groupes-arm%C3%A9s-se-cachent-les-diamants-de-sang/a-46945802>: consulté le 19 août 2021.

notamment la pollution des eaux de la rivière Ouham dans le Nord-Ouest centrafricain au mercure, par les sociétés minières étrangères auxquelles le gouvernement centrafricain a délivré des permis d'exploration et d'exploitation d'or et de diamants. Les eaux de la rivière Ouham ont été contaminées au mercure par des sociétés chinoises qui exploitaient de l'or aux environs de la ville de Bozoum située au Nord-Ouest de la République centrafricaine. Si les médias n'étaient pas intervenus pour révéler le scandale, le public centrafricain n'en aurait pas été informé. L'intervention des journalistes a même obligé le régime du président Touadera à faire pression sur ces entreprises chinoises à être plus regardantes sur le respect de l'environnement. Les journalistes d'investigation de Radio France Internationale par exemple, révèlent les scandales et en dénoncent les auteurs, tandis que ceux qui sont spécialisés dans la lutte contre les fakes news traquent et démasquent les mensonges. Les journalistes de l'actualité, quant à eux, se focalisent sur les faits en cours, notamment les violations des droits de l'Homme et en informent le public. Les spécialistes du micro, de la caméra et de la plume ont pu pleinement jouer ce rôle dans le conflit centrafricain. Grâce à leur professionnalisme, des actions salutaires ont été menées en faveur de la sauvegarde du très riche patrimoine culturel et naturel centrafricain en péril à cause des violences.

Dans cette deuxième partie de notre thèse, nous aborderons tout d'abord tous les types de communications que les médias ont pu réaliser dans le cadre du déroulement du conflit centrafricain. Les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique ont communiqué à leur manière sur les signaux annonciateurs du déclenchement du conflit qui a réellement démarré le 24 mars 2013 avec la prise du pouvoir des rebelles de l'ex-Seleka. Ils ont tiré sur la sonnette d'alarme avec insistance sans que leurs voix n'aient été entendues par les autorités compétentes qui étaient au pouvoir au moment des faits. Ce rôle de lanceur d'alerte n'a malheureusement pas fonctionné jusqu'à ce que les choses s'enveniment et atteignent le niveau où elles se trouvent aujourd'hui. La radio et la

télévision sont les médias ayant la plus grande audience, c'est pour cette raison qu'il est largement utilisé par les milieux financiers, politiques et diplomatiques pour tenter de mettre fin à ce conflit qui n'a que trop duré. Enfin, nous parlerons des communications des médias concernant la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel dans ce pays. Les richesses culturelles telles que les monuments et les objets d'art ont été vandalisées pendant que les violences étaient à leurs paroxysmes en 2013, 2014 et 2015. Les médias ont fait feu de tout bois pour attirer l'attention de la communauté nationale et internationale afin que ces richesses soient protégées dans le respect du droit international. Il en est de même du bois de la forêt de la préfecture de Lobaye au Sud du pays. Les grumes sont convoyées à bord de remorques et semi-remorques à destination du port de Douala au Cameroun. Les défenseurs de l'environnement dont certaines ONG nationales et Internationales (Green Peace, Global Witness...) se servent des médias pour attirer l'attention des autorités compétentes sur le non-respect des cahiers de charge par les sociétés forestières essentiellement occidentales. Les arbres sont abattus à grande échelle dans les forêts, mais les retombées financières ne sont pas palpables sur les finances publiques, si bien que la société civile ne cesse d'élever de vives protestations à travers les médias.

2. Chapitre 4 : Les communications des médias et de la presse écrite dans le conflit centrafricain

Avant le déclenchement du conflit, les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique dont la liste se trouve à l'annexe 11 ont fait un travail de lanceur d'alerte tant en direction des autorités compétentes centrafricaines que de la communauté internationale. Ils ont évoqué par exemple la nécessité de la tenue d'un dialogue sincère entre le parti au pouvoir, l'opposition démocratique et la rébellion de l'ex-Seleka encore en gestation en 2012. Mais leurs messages n'ont pas été entendus. Le régime de l'ancien président François Bozize avait privilégié la voie des armes comme la meilleure option, au détriment d'un dialogue inclusif. Les médias ont également dénoncé l'hypocrisie de la communauté internationale dans la gestion de la période de pré-conflit tout en proposant des pistes de solutions aux politiques centrafricains, mais leur voix n'a pas été entendue.

Dans ce chapitre, nous aborderons deux points essentiels. Nous allons dans un premier temps évoquer en détails les communications des médias audiovisuels nationaux et internationaux avant et pendant le conflit. Nous nous appesantirons ensuite sur le contenu des communications de la presse écrite et de la presse électronique au cours du conflit.

3. Les communications des médias audiovisuels dans le cadre du conflit

Les médias ont commencé à tirer sur la sonnette d'alarme dès l'apparition des premiers signaux annonciateurs de la crise centrafricaine, mais peu de politiques aux affaires au moment des faits n'y ont prêté attention. Souvent, lorsque les journalistes lèvent le voile sur un fait susceptible d'impacter négativement la vie de la Nation centrafricaine, les tenants du pouvoir les prennent pour des alliés de l'opposition politique. Ou bien ils sont manipulés par les puissances extérieures pour ternir l'image des

gouvernants. Comme le disait l'organe de presse suisse *Le Temps*¹⁰⁰, « la démocratie a besoin d'une presse forte » et cela l'est d'autant plus vrai en République centrafricaine, pays perpétuellement en crise. Les médias veillent en permanence sur le respect des droits humains, notamment par les pouvoirs publics et ils l'ont prouvé avec efficacité en République centrafricaine lorsque le dernier conflit en date a démarré le 24 mars 2013 avec la prise du pouvoir des rebelles de l'ex-Seleka. Abordons à présent, tous les types de communications réalisées par les médias audiovisuels au cours des différentes étapes de la crise centrafricaine.

Les communications des médias audiovisuels avant l'actuel conflit

En 2007, plusieurs organisations non-gouvernementales internationales dont Human Right Watch, ont écrit et publié de nombreux rapports sur les causes profondes des multiples crises centrafricaines. Les frustrations et les déceptions étaient telles que nombre de politiques avaient fait le choix des armes pour faire entendre leurs voix. Les médias audiovisuels internationaux très influents tels que Radio France internationale (RFI) et TV5 en avaient largement fait écho dans leurs productions radiophoniques et télévisuelles. L'absence de réponse aux revendications des populations a malheureusement poussé celles-ci à créer à tour de bras, de nombreux groupes armés dont les plus importants sont les suivants¹⁰¹ :

- *APRD (Armée populaire pour la restauration de la République et la démocratie)*

Ce groupe armé était constitué des ressortissants du Nord-Ouest de la République centrafricaine qui en voulaient au régime du président François Bozize parce qu'ils se sentaient abandonnés aux mains des

¹⁰⁰ <https://www.letemps.ch/opinions/democratie-besoin-dune-presse-forte>: consulté le 20 août 2021.

¹⁰¹ <https://www.hrw.org/fr/report/2007/09/14/etat-danarchie/rebellions-et-exactions-contre-la-population-civile>: consulté le 20 août 2021.

coupeurs de route lourdement armés qui les dépouillaient de tous leurs biens.

- *UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement)*

Il était composé de centrafricains appartenant à l'ethnie Goula qui habitent la région du Nord-Est de la République centrafricaine. En 2006, ils avaient mené des opérations éclairs et réussi à prendre le contrôle de certaines villes à la frontière centrafricano-soudanaise. Ils reprochaient au régime du président François Bozize de l'époque, la marginalisation de leur région qui était quasiment isolée du reste du territoire centrafricain. Ils se plaignaient du manque total d'infrastructures de base, notamment les écoles, les hôpitaux, l'électricité et l'eau.

Par ailleurs, les médias audiovisuels ont également fait mention dans leurs nombreuses communications des revendications des populations civiles dans les zones occupées par les différents groupes armés. Il s'agissait notamment de la traduction devant la justice des principaux responsables rebelles et des forces armées centrafricaines accusés de violations des droits de l'homme. Les civils voulaient également que le pouvoir du président François Bozize demande des comptes à tous les fonctionnaires et politiques placés dans les hautes sphères de l'administration publique au sujet des détournements massifs des deniers publics dont ils étaient accusés. Mais rien n'y fut fait malgré l'insistance des médias audiovisuels à travers leurs productions radiophoniques et télévisuelles. Lorsque les leaders de l'opposition et du pouvoir centrafricains se retrouvaient dans certaines grandes villes africaines, à la demande de la communauté internationale, pour signer les nombreux accords politiques que l'histoire de leur pays a connus, les médias y étaient toujours présents. Ceux-ci avaient insisté sur le fait qu'un accord politique ne vaut que si ces dispositions sont respectées par les parties qui s'y sont engagés.

Pour en revenir aux revendications des populations civiles concernant le respect des droits de l'homme, il y a lieu d'évoquer la tristement célèbre prison de la ville de Bossembele située à 160 km au Nord de Bangui, sous le règne du président François Bozize. Plusieurs personnes, notamment des opposants politiques y avaient été incarcérés pendant de longs mois sans avoir jamais vu aucun juge ni avocat. C'était une prison privée sous le contrôle direct du général Bozize alors au pouvoir, où les détenus étaient soumis à des actes de torture et d'humiliations de toutes sortes. Les médias audiovisuels¹⁰² ont consacré de nombreuses émissions pour attirer l'attention de la communauté internationale et nationale sur les exactions qui y étaient commises.

En ce qui concerne les nombreux accords de paix signés par les politiques centrafricains, les médias audiovisuels en avaient aussi fait largement écho dans leurs productions. À titre d'exemple, Radio France internationale¹⁰³ avait abondamment produit et diffusé des émissions, notamment *l'Appel sur l'actualité* et *Archives d'Afrique*, sur le dernier accord de paix signé le 11 janvier 2013 à Libreville (Gabon) par le régime du président François Bozize et la rébellion des ex-Seleka. Au cours de ces différentes émissions, ce média qui bénéficie d'une très grande audience répartie sur tous les cinq continents du monde, avait insisté sur l'importance du respect scrupuleux de cet accord. La paix en dépendait en République centrafricaine. Les insistances de RFI étaient prémonitoires d'autant que le non-respect de nombreux accords de paix signés, notamment par le régime Bozize a précipité la chute de celui-ci le 24 mars 2013.

¹⁰² <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130408-centrafrique-bossembele-fantomes-regime-bozize-sont-encore-presents>: consulté le 20 août 2021.

¹⁰³ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130111-rca-centrafrique-signature-accord-sortie-crise-libreville-bozize-union-nationale-djotodia-seleka>: consulté le 20 août 2021.

Les communications des médias audiovisuels pendant l'actuel conflit

Malgré que les appels des médias audiovisuels n'aient pas été entendus par les politiques centrafricains et que la guerre civile s'est déclenchée le 24 mars 2013, ils ont continué à jouer leur rôle de gardien de la démocratie. Même si de nombreuses entraves aux règles basiques d'éthique et de déontologie du journalisme ont été relevées dans les productions radiophoniques et télévisuelles, les médias audiovisuels ont globalement joué le rôle qui est le leur. À présent, nous allons passer en revue une par une, les principales communications réalisées par les médias audiovisuels depuis la prise du pouvoir par les rebelles de l'ex-Seleka jusqu'à nos jours.

- *Les communications audiovisuelles de la période de l'ancien président Michel Djotodja*

Les médias audiovisuels, notamment les stations de radiodiffusion sonore et les chaînes de télévision ont, dès la prise effective de la capitale centrafricaine par les hommes de Michel Djotodja et après la fuite confirmée du président François Bozize, abondamment dénoncé les exactions sur les populations civiles étaient devenues légion. Ils ont également protesté contre les pillages des biens publics et privés, ainsi que les expéditions punitives organisées dans les quartiers accusés par les nouveaux maîtres du pays, d'avoir soutenu le président déchu François Bozize. Tous les quartiers situés au Nord de la capitale centrafricaine étaient considérés comme des soutiens au président déchu, si bien que les éléments de l'ex-Seleka¹⁰⁴ y faisaient régulièrement des incursions pour piller les maisons et emporter les biens meubles des civils. En revanche, ceux des quartiers majoritairement habités par les populations de confession musulmane, n'avaient pas connu de scènes de pillages. Aussi, faut-il ajouter que lorsqu'une personne de confession musulmane circulait à pied ou en voiture dans un quartier où les chrétiens étaient plus

¹⁰⁴ <https://observers.france24.com/fr/20130405-centrafrique-pillage-bangui-seleka-ong>: consulté le 20 août 2021.

nombreux, elle était déclarée *persona non grata*. Il en était de même pour une personne de confession non-musulmane qui visitait un quartier où les musulmans étaient plus nombreux. Plusieurs cas d'exécution sommaires avaient également été dénoncés par les médias audiovisuels pendant ces périodes où les violences avaient atteint leur paroxysme. Citons notamment le cas d'un charnier¹⁰⁵ contenant une trentaine de corps sans vie découverts près du camp de Roux à Bangui. L'attaque bien coordonnée lancée par les Antibalaka¹⁰⁶ contre la ville de Bangui, le 05 décembre 2013, est l'un des événements marquants sur lesquels les médias audiovisuels avaient communiqué au temps de l'ancien président Michel Djotodja. À ce moment-là, la ville de Bangui s'était réveillée un peu plus tôt sous le feu de tirs très nourris d'armes automatiques et lourdes aux environs de 2h du matin. Ces violations massives des droits de l'Homme ont fait l'objet de nombreuses productions audiovisuelles telles que des reportages, comptes rendus et interviews de la part des médias internationaux notamment.

- *Les communications audiovisuelles de la période de l'ancienne présidente Catherine Samba-Panza*

Lorsque Catherine Samba-Panza prenait le pouvoir à Bangui le 20 janvier 2014 après la démission forcée de Michel Djotodja, le 10 janvier de la même année, sous les pressions de la communauté internationale lors d'une session de la CEMAC à N'Djamena (Tchad), la situation sécuritaire en République centrafricaine était des plus chaotiques. Les rebelles de l'ex-Seleka¹⁰⁷ mécontents du départ précoce de leur leader, avaient continué à perpétrer des violences sur les populations civiles, précisément dans les quartiers majoritairement habités par les populations de confession non-

¹⁰⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20131226-centrafrique-rca-decouverte-charnier-macabre-bangui>: consulté le 20 août 2021.

¹⁰⁶ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/5min/20131205-centrafrique-tension-peur-bangui-bozize-onu-france-djotodia-seleka-rca-sangaris>: consulté le 20 août 2021.

¹⁰⁷ <https://www.france24.com/fr/20150926-centrafrique-morts-flambee-violences-bangui-blesses-pk5-quartier-musulman>: consulté le 20 août 2021.

musulmane et dans les villes des provinces¹⁰⁸ placées sous leur contrôle. Les Antibalaka en faisaient de même sur les populations de confession musulmane en représailles aux actes de violences posés par les rebelles de l'ex-Seleka. Les médias audiovisuels s'étaient également focalisés sur le don angolais¹⁰⁹ à la République centrafricaine pendant la période de transition dirigée par Catherine Samba-Panza. Luanda avait fait un don de dix millions de dollars US à Bangui en mars 2014, mais au moins un tiers de cette somme n'aurait pas transité par le Trésor public centrafricain. Enfin, pour cette période, les communications audiovisuelles avaient largement fait état des élections législatives et présidentielles de 2015 et 2016 ayant porté Faustin-Archange Touadera à la magistrature suprême de l'État. Le régime de l'ancienne cheffe de l'État de Transition était sous le feu des critiques des médias audiovisuels tant nationaux qu'internationaux à cause des faits ci-dessus énumérés.

- *Les communications audiovisuelles de la période du président Faustin-Archange Touadera*

L'un des événements les plus marquants sur lesquelles les médias audiovisuels avaient abondamment communiqué pendant son premier quinquennat, c'était l'attaque, le 1^{er} mai 2018, de l'église Notre Dame de Fatima¹¹⁰ de Bangui, par un groupe d'hommes armés venus du Km5 majoritairement habités par des populations de confession musulmane. En province, Ali Darass Mahamat l'un des chefs rebelles qui a installé son quartier général dans la préfecture de la Ouaka, a continué à violenter les populations civiles et s'en prenait parfois aux forces¹¹¹ de défense et de sécurité. Les communications télévisuelles et radiophoniques ont évoqué

¹⁰⁸ <https://www.voafrique.com/a/violences-%C3%A0-bambari-au-moins-deux-policiers-tu%C3%A9s/4737198.html#:~:text=Des%20soldats%20fran%C3%A7ais%20patrouillent%20dans,Centrafrique%2C%20le%2015%20mai%202015>: consulté le 20 août 2021.

¹⁰⁹ <https://www.rfi.fr/fr/emission/20141015-2-centrafrique-angola-don-samba-panza-scandale-etat>: consulté le 20 août 2021.

¹¹⁰ <https://www.bbc.com/afrique/region-43961853>: consulté le 20 août 2021.

¹¹¹ <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35589-centrafrique-obo-les-faca-repoussent-une-nouvelle-attaque-de-l-upc.html>: consulté le 20 août 2021.

les exactions qu'auraient commises les instructeurs russes¹¹² qui appuient les forces armées centrafricaines (FACA) dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dans les villes des provinces. Les médias occidentaux traitent les instructeurs russes de mercenaires appartenant au groupe Wagner, financé par l'oligarque russe Evgueni Prigogine, proche du président russe Vladimir Poutine. La République centrafricaine est, selon les médias audiovisuels occidentaux¹¹³ notamment, devenue un champ d'une nouvelle guerre froide entre la France et la Russie. Paris a toujours considéré le pays du président Faustin-Archange Touadera comme un pré-carré où les ressources naturelles stratégiques, notamment le pétrole, le gaz naturel et l'uranium, sont la propriété de l'Hexagone, conformément à des accords qui datent des périodes coloniales. La présence russe en République centrafricaine est très mal vue par l'Élysée car elle y menace les intérêts français. Les appétits de Moscou face aux immenses ressources du sous-sol centrafricain ne font qu'exacerber les tensions entre Paris et Moscou, car les entreprises russes se taillent la part du lion dans la délivrance des permis d'exploration et d'exploitations minières en République centrafricaine. La corruption qui gangrène l'administration publique est l'un des sujets que traitent les médias audiovisuels dans leurs communications. À titre d'exemple, l'Assemblée nationale a été éclaboussée en 2019 par une affaire de corruption¹¹⁴ à grande échelle dans le secteur minier. Certains députés avaient été, par plusieurs médias, accusés d'avoir perçu des pots de vin de la part de sociétés chinoises auxquelles le gouvernement centrafricain a délivré des permis d'exploitation d'or dans la ville de Bozoum, chef-lieu de la préfecture de l'Ouham Pende au Sud-Ouest du pays.

4.

¹¹² <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210503-en-centrafrique-des-victimes-des-exactions-russes-brisent-la-loi-du-silence>: consulté le 20 août 2021.

¹¹³ <https://information.tv5monde.com/afrique/centrafrique-un-bras-de-fer-entre-paris-et-moscou-413278>: consulté le 20 août 2021.

¹¹⁴ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190728-rca-le-ministre-mines-epingle-une-affaire-corruption>: consulté le 20 août 2021.

5. Les communications de la presse écrite et électronique dans le cadre du conflit

La presse écrite et la presse électronique, au même titre que les médias audiovisuels ont réalisé d'excellentes communications dans le cadre du conflit centrafricain. Passons à présent en revue, les productions de ces organes de presse qui paraissent aussi bien sous la version papier que sous la version dématérialisée à chaque étape de l'évolution de la situation politique en République centrafricaine.

Les communications de la presse écrite et électronique avant le déclenchement du conflit actuel

Comme expliqué dans le cas des médias audiovisuels dans les paragraphes précédents, les signes annonciateurs de la survenance de la guerre civile ont largement fait l'objet d'articles de la presse écrite et de la presse en ligne. Quand le régime de l'ex-président François Bozize commençait à balbutier face aux pressions des nombreux groupes rebelles, les journalistes n'ont cessé d'attirer son attention en lui proposant des pistes de solution. Au cours de nombreuses parutions d'organes de presse écrite et en ligne, attirant l'attention du régime Bozize sur l'hypocrisie de la communauté internationale, notamment celle de certains des pays voisins de la République centrafricaine tel que le Tchad.

Les nombreuses exactions imputées aux compagnons d'arme dénommés « libérateurs » de François Bozize qui l'avaient aidé à prendre le pouvoir en mars 2003, ont également été dénoncées par la presse écrite et électronique. Les organes de presse centrafricains et étrangers avaient longuement attiré l'attention de la communauté internationale et nationale sur les violations massives des droits de l'Homme ayant caractérisé l'accession au pouvoir de Bozize. Au nombre de ces violations des droits de l'Homme, on notait les arrestations et détentions arbitraires, ainsi que les tortures. Mais aucune mesure judiciaire n'a été concrètement prise pour sanctionner les suspects qui narguaient leurs victimes sur le sol

centrafricain, notamment à Bangui. Les domiciles des particuliers construits après des décennies de dures labeurs et des édifices publics ont été complètement pillés par plusieurs hordes de mercenaires centrafricains, tchadiens et soudanais. L'homme du 15 mars, comme on le nomme dans certains milieux en République centrafricaine, a même reconnu au cours d'une interview¹¹⁵ accordée à *Jeune Afrique* les exactions commises par ses hommes consécutivement à la prise de pouvoir à Bangui, mais les intéressés n'ont jamais été traduits en justice afin qu'ils rendent compte de leurs actes.

Quant à l'armée tchadienne¹¹⁶ qui est intervenue en République centrafricaine sous différents mandats dont celui de la FOMAC, plusieurs organes de presse en ligne parmi lesquels *La Presse* du Canada, ont également dénoncé les exactions qu'elle aurait commises sur les populations civiles. Les rapports très documentés de plusieurs organisations non-gouvernementales et organisations internationales, notamment *Human Right Watch* et *Transparency*, en témoignent.

- *Les communications de la presse écrite et électronique de la période de l'ancien président Michel Djotodja*

Les articles parus dans les colonnes des organes de presse écrite et presse électroniques ont évoqué les faits suivants : Dès la prise du pouvoir de Michel Djotodja en 2003, ses éléments ont beaucoup fait parler d'eux, notamment dans les innombrables exactions commises sur les populations civiles. Au nombre de ces exactions, on pouvait noter les pillages, les exécutions extrajudiciaires et les humiliations publiques. Les organes de presse écrite et électroniques ont abondamment communiqué sur ces dérapages afin de faire prendre conscience les décideurs politiques.

¹¹⁵ <https://www.jeuneafrique.com/133095/archives-thematique/fran-ois-boziz-dit-tout-ou-presque/>: consulté le 22 août 2021.

¹¹⁶ <https://www.lapresse.ca/international/afrique/201404/04/01-4754552-centrafrique-lonu-accuse-les-soldats-tchadiens-dun-massacre.php>: consulté le 22 août 2021.

Lorsqu'ils sont entrés à Bangui dans la journée du 24 mars 2013, les hommes de l'ancien Djotodja ont pris d'assaut les biens meubles et immeubles de l'État centrafricain. Plusieurs bâtiments administratifs ont été pillés et incendiés, les maisons de paisibles citoyens soupçonnés d'avoir collaboré avec le régime défunt de l'ancien président François Bozize ont été vandalisés. Certains quartiers situés au Nord de la capitale centrafricaine ont été la cible d'expéditions punitives pour les mêmes raisons évoquées ci-dessus. Les enlèvements et exécutions extrajudiciaires de civils non armés étaient devenus monnaie courante et s'étaient même banalisés. Toutes ces violations massives des droits de l'Homme avaient fait l'objet de communications abondantes de la presse écrite (les quotidiens par exemple) et électronique à l'effet d'inciter la communauté internationale à réagir. L'incapacité du leader de l'ex-Seleka à pouvoir imposer son autorité à ses troupes a été l'un des sujets sur lesquels la presse écrite et électronique ont beaucoup insisté.

Lorsque les Antibalaka avaient lancé une attaque coordonnée et simultanée dans plusieurs quartiers de la ville de Bangui, le 05 décembre 2013¹¹⁷, en représailles selon eux, aux exactions commises par les ex-Seleka sur la communauté non-musulmane, la presse écrite et électronique n'était pas restée indifférente. Celle-ci avait notamment publié plusieurs articles concernant les violences dont la communauté musulmane faisait l'objet de la part des Antibalaka. Elle avait également dénoncé les violences indiscriminées perpétrées par les ex-Seleka sur les civils non-musulmans dans les quartiers du quatrième, cinquième et huitième arrondissement de la ville de Bangui.

L'éphémère pouvoir de l'ancien président Michel Djotodja qui a duré du 24 mars 2013 au 10 janvier 2014, a également connu l'opération Sangaris organisée par la France et autorisée par le Conseil de sécurité des Nations

¹¹⁷ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/bangui-attaquee-par-des-milices-fideles-a-bozize_3525691_3212.html: consulté le 22 août 2021.

Unies. Paris avait, faut-il le rappeler, dépêché plus de deux milles soldats dans le cadre de cette opération en appui aux casques bleus onusiens en République centrafricaine. Accueillis dans une liesse populaire à leur entrée à Bangui, les soldats français ont très vite été confrontés à la colère de la population civile qui les accusait de double jeu. Les Centrafricains ont reproché à Paris d'avoir équipé aussi bien les rebelles de l'ex-Seleka que les Antibalaka et d'avoir incité les deux groupes à s'affronter. Cette colère s'était transformée en manifestations¹¹⁸ au cours desquelles des slogans anti-français avaient été scandés, a relaté *Le Nouvel Obs*, l'organe de presse français. Ces évènements avaient longuement fait l'objet d'articles de la part de la presse écrite et électronique occidentale, notamment française.

- *Les communications de la presse écrite et électronique de la période de l'ancienne présidente Catherine Samba-Panza*

Catherine Samba-Panza, ancienne maire de la ville de Bangui, a été élue par le Conseil national de transition, le parlement transitoire, le 20 janvier 2014 pour succéder à Michel Djotodja poussé à la démission le 10 janvier de la même année. C'est elle qui avait la lourde responsabilité d'organiser les élections législatives et présidentielles de 2015-2016 ayant permis au président Faustin-Archange Touadera d'accéder au pouvoir en République centrafricaine le 30 mars 2016. Mais le règne de Catherine Samba-Panza n'avait pas été de tout repos d'autant que les violences entre les nombreux groupes rebelles issus de la dislocation de l'ancienne nébuleuse Seleka et les Antibalaka se sont poursuivies. Les violences¹¹⁹ perpétrées par les ex-Seleka et les Antibalaka sur les populations civiles n'avaient pas connu de répit. La presse écrite et électronique dont le quotidien français *Le Monde*

¹¹⁸ <https://www.nouvelobs.com/monde/centrafrique/20131223.OBS0486/centrafrique-bangui-s-en-prend-aux-forces-francaises.html>: consulté le 22 août 2021.

¹¹⁹ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/26/en-centrafrique-une-flambée-de-violences-meurtrieres_4773344_3212.html: consulté le 22 août 2021.

n'avait pas manqué d'en faire des sujets de communications. L'Angola¹²⁰ avait fait un don de dix millions de dollars américains, soit un peu plus de cinq milliards six cent millions de francs CFA à la République centrafricaine. Cette somme aurait pu aider le pays à faire face aux nombreux défis sécuritaires et financiers auxquels il était confronté à cette période-là. Mais la gestion de ces fonds avait été peu orthodoxe si bien que les médias dont la presse écrite et électronique l'avaient dénoncé avec véhémence. Plusieurs millions de francs CFA de ce don n'auraient pas transité par le Trésor public à Bangui. *À priori*, l'ex-présidente n'a jamais pu convaincre selon le journal *Jeune Afrique*, car la Cour des comptes¹²¹ de la République centrafricaine continue à lui demander de rendre des comptes. Le dernier sujet important sur lequel la presse écrite et électronique avaient communiqué en cette période transitoire de Catherine Samba-Panza, ce fut l'élection controversée de Faustin-Archange Touadera. En effet, ce dernier était autorisé par la Cour constitutionnelle de Transition centrafricaine, à affronter Anicet-Georges Dologuele le leader du parti Union pour le renouveau centrafricain (URCA) au second tour de l'élection présidentielle¹²² de 2016, selon l'organe de presse français *Libération*.

- *Les communications de la presse écrite et électronique de la période du président Faustin-Archange Touadera*

Les communications de la presse écrite et électronique de la période Touadera qui intéressent le plus notre thèse concernent la signature de l'APPR-RCA, sa réélection controversée et la présence russe en République centrafricaine. Nous les aborderons une par une dans les paragraphes ci-dessous. En 2019, le gouvernement de la République centrafricaine a

¹²⁰ <https://www.jeuneafrique.com/43117/politique/centrafrique-samba-panza-conteste-le-d-tournement-d-une-partie-du-don-de-l-angola/>: consulté le 22 août 2021.

¹²¹ <https://www.jeuneafrique.com/mag/365788/politique/centrafrique-la-cour-des-comptes-reliance-samba-panzasur-sa-gestion-du-don-angolais/>: consulté le 22 août 2021.

¹²² https://www.liberation.fr/planete/2016/02/21/centrafrique-faustin-archange-touadera-nouveau-president-surprise_1434855/: consulté le 22 août 2021.

signé, après d'après négociations, un accord de paix avec quatorze (14) groupes armés qui contrôlaient au moment des faits, plus de 80 % du territoire national. La communauté internationale, notamment l'Union africaine par le truchement de son commissaire à la sécurité et à la paix, a joué les médiateurs. Cet accord politique a été longuement évoqué dans les chapitres précédents. Le second point concerne les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020 qui s'étaient déroulées dans des conditions sécuritaires difficiles à cause des attaques des éléments de Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Cette dernière, rappelons-le, est composée de huit (8) des quatorze (14) groupes armés signataires de l'APPR-RCA¹²³ qui étaient opposés à la tenue des élections du 27 décembre 2020. Le dernier sujet fait état de la présence très critiquée d'instructeurs russes¹²⁴ qui forment les Forces armées centrafricaines. La presse écrite et électronique occidentale qualifie ces russes de mercenaires appartenant au groupe Wagner financé par le riche homme d'affaires Evgueni Prigogine.

La presse écrite et électronique a également communiqué sur le trafic illicite de ressources naturelles pratiqué par les groupes armés, certains politiques et opérateurs économiques proches des différents pouvoirs qui se sont relayés à Bangui, de Michel Djotodja à Faustin-Archange Touadera.

¹²³ <https://www.jeuneafrique.com/744690/politique/accord-de-paix-en-centrafrique-5-des-14-groupes-armes-signataires-desavouent-le-gouvernement/>: consulté le 22 août 2021.

¹²⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/04/05/en-centrafrique-les-mercenaires-russes-accuses-d-exactions_6075636_3212.html: consulté le 22 août 2021.

6. Chapitre 5 : Les communications des médias pour la qualification et la protection du patrimoine et du développement durable.

La valorisation des richesses culturelles et naturelles centrafricaines ne peut se faire de manière efficace et efficiente sans la contribution des médias. Le contrôle qu'exercent ceux-ci sur l'esprit de la masse, comme l'affirmait avec justesse Malcolm X¹²⁵, est tel que les impliquer dans les activités de recensement et de protection du patrimoine culturel et naturel en ce temps de conflit en République centrafricaine ne sera que porteur de retombées positives. Les médias s'adressent à un public large composé de personnes favorables ou défavorables à ce qui est diffusé et/ou publié. Ils peuvent faire pression sur les groupes armés qui pratiquent le commerce illicite des richesses du sous-sol en produisant et diffusant à longueur de temps, des émissions radiophoniques et télévisuelles. Celles-ci attireront l'attention de toute la communauté internationale et nationale et mettront très certainement les personnes visées dans une situation inconfortable. Nous savons à quel point les médias font et défont les célébrités, têtes couronnées, hommes d'affaires et les hommes politiques.

L'ancien président français, Nicolas Sarkozy, en sait quelque chose d'autant que c'est une révélation de l'organe de presse dénommé *Médiapart*¹²⁶ qui a assombri son avenir politique. Selon ce journal, l'ex-chef d'État aurait dissimulé la somme de vingt millions d'euros de frais de campagne en 2012 grâce à un système de fausses factures. Non seulement la révélation de l'affaire par la presse a abîmé l'image politique de l'ancien patron des Républicains, mais la médiatisation de la procédure judiciaire y a davantage contribué.

¹²⁵ <https://quote-citation.com/fr/citations/4296#:~:text=Malcolm%20X%20phrases,contr%C3%B4lent%20l'esprit%20des%20masses>; consulté le 23 août 2021.

¹²⁶ <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/notre-dossier-le-scandale-bygmalion>; consulté le 23 août 2021.

En revanche, tous les experts et analystes de la politique française ont quasi unanimement reconnu l'apport essentiel de certains médias à l'accession fulgurante d'Emmanuel Macron¹²⁷ à l'Élysée en 2017. Le leader du parti *En Marche* inconnu des Français avant l'annonce de sa candidature, grâce aux conseils éclairés de ses proches, a su faire vendre par certains médias son programme de société à l'électorat de l'Hexagone qui y a massivement adhéré. Les électeurs ont pu être informés des projets que le jeune candidat au fauteuil suprême se proposait de mettre en œuvre pour les Français grâce à un plan et une stratégie de communication bien pensés et conçus par des experts rompus au métier. Certains médias ont été utilisés comme supports de transmission des idées du candidat vers ses électeurs.

Dans ce chapitre, nous tenterons premièrement d'expliquer en quoi les médias peuvent jouer un rôle important dans la qualification des richesses culturelles et naturelles en République centrafricaine. Deuxièmement, nous évoquerons les contributions qu'ils peuvent apporter à la protection de ces mêmes richesses. Enfin, nous aborderons la place que peuvent occuper les médias dans la mise en œuvre des principes du développement durable dans le contexte conflictuel centrafricain. L'objectif de cette sous-section est de révéler le rôle que les médias peuvent jouer dans le respect des principes et piliers du développement durable qui peinent à être mis en œuvre par les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Le développement durable ne vaut que si ses principes et piliers sont rigoureusement respectés par tous.

¹²⁷ <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/BENILDE/57494>: consulté le 23 août 2021.

- **Les communications des médias audiovisuels pour la qualification du patrimoine culturel et naturel**

Selon la Convention¹²⁸ de l'UNESCO pour la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972, la qualification d'un bien en patrimoine relève de la responsabilité de chaque État partie. Il appartient donc aux autorités centrafricaines de dresser la liste de tous les biens culturels et naturels qu'elles souhaiteraient qualifier de patrimoine culturels et naturels. Les médias seront mis à contribution pour rendre public et vendre les richesses de ce patrimoine, à base d'un plan et stratégie de communication bien élaborés à cet effet. Nous aborderons dans cette section les types de communications que les médias peuvent réaliser afin de contribuer efficacement aux activités de recensement de tous les biens et de leur classification dans le patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. En annexes 1 et 2 se trouvent les plans et stratégie de communication élaborés pour la qualification du patrimoine culturel et naturel. Comme nous l'avons signalé tout au début de ce sous chapitre, la première étape concerne la localisation des biens. S'en suivra ensuite leur comptabilisation et classification comme richesses appartenant soit au patrimoine culturel, soit au patrimoine naturel. Les médias peuvent servir de relais des messages venant des pouvoirs publics concernant le recensement des biens culturels et naturels, auprès de toutes les couches de la société centrafricaine. À travers leur rôle pédagogique, les médias peuvent également sensibiliser les populations de sorte que celles-ci considèrent les richesses culturelles et naturelles comme des biens publics appartenant aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures.

Pour mieux structurer les communications que les médias sont appelés à réaliser concernant la qualification des biens en patrimoine culturel et

¹²⁸ Article 3, Convention de l'UNESCO pour la protection du patrimoine culturel et naturel de 1972.

naturel, il faudrait se baser sur les trois rôles principaux qui sont les leurs, à savoir « informer », « éduquer » et « divertir ». Seuls les deux premiers rôles intéressent notre thèse.

Les médias informent sur le patrimoine culturel et naturel

Les journalistes spécialisés en patrimoine culturel et en patrimoine naturel ont le devoir de se renseigner auprès des autorités compétentes sur le patrimoine culturel et naturel et en informer toutes les couches de la population centrafricaine. Ces journalistes doivent aussi savoir que c'est le droit du public d'être informé sur toutes les richesses culturelles et naturelles constituant ce patrimoine dont la qualification intéresse notre thèse. Les médias, dans leur rôle d'informateur, doivent expliquer à la masse toutes les différences qu'il y a entre le patrimoine culturel matériel, le patrimoine culturel immatériel et le patrimoine naturel. Ce travail s'étend aussi à la localisation des richesses culturelles, les richesses du sol et du sous-sol. Mais, le travail des médias n'est pas à l'abri des dérapages en termes de violations des règles d'éthique et de la déontologie du journalisme. À cet effet, le régulateur des médias, dans le respect strict de la liberté de la presse et de la liberté de la communication, doit veiller à ce que tout se déroule conformément aux lois en la matière. Il ne faut pas perdre de vue la capacité qu'ont les médias à manipuler à leur guise la masse, surtout dans un milieu conflictuel comme celui de la République centrafricaine où information et désinformation cohabitent en permanence. L'information, en temps de guerre, est une arme redoutable au service de quiconque est capable de la manipuler à son avantage. C'est une raison fondamentale qui devrait pousser les pouvoirs publics centrafricains à veiller sur toutes les informations relatives au patrimoine culturel et naturel diffusées et/ou publiées par les médias. Aussi, ne perdons pas de vue, et c'est un rappel, que le droit à l'information qu'exercent les journalistes a deux facettes : le droit d'informer et le droit d'être informé. Lorsque les médias informent le public sur le patrimoine culturel et

naturel, ils ont également le droit de recevoir un retour sur le même sujet du public. Les plans de communication que nous proposons dans les annexes 1 et 2 permettront aux médias centrafricains de réaliser leurs communications en direction de toutes les couches de leur pays concernant la qualification des biens en patrimoine culturel et naturel.

À titre d'exemple, sur la chaîne française *France 24*, la journaliste Valérie Fayolle organise en compagnie de spécialistes, des balades dans des lieux culturels et culturels en France et ailleurs dans le monde. Ces productions télévisuelles diffusées pendant l'émission « PARIS DES ARTS »¹²⁹ sont de véritables mines d'informations sur les richesses culturelles et artistiques françaises ainsi que celles d'autres pays du monde. C'est le même travail que réalise le journaliste Claudy Siar sur *Radio France internationale (RFI)*. Il anime l'émission « Couleurs Tropicales »¹³⁰ au cours de laquelle il reçoit régulièrement des musiciens du monde entier, notamment ceux venant de l'Afrique, qui parlent de leurs œuvres. Ces deux cas mettent en exergue le rôle majeur que les médias sont appelés à jouer dans la diffusion et la publication d'informations sur le patrimoine culturel et naturel en direction du public.

Les médias éduquent sur le patrimoine culturel et naturel

L'éducation que les médias peuvent réaliser auprès des couches de la population centrafricaine dans le cadre de la qualification du patrimoine culturel et naturel, ne devrait pas être loin d'une communication publique et territoriale. La communication est d'abord publique parce que les pouvoirs publics peuvent utiliser les médias pour enseigner au public un certain nombre de comportements à adopter dans le cadre de la localisation et du recensement des biens pouvant faire partie du patrimoine culturel ou naturel. Dans ce cas, les autorités compétentes centrafricaines se

¹²⁹ <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/paris-arts/>: consulté le 24 août 2021.

¹³⁰ <https://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales>: consulté le 24 août 2021.

serviront de ces médias comme des canaux ou des supports à travers lesquels elles véhiculeront leurs communications publiques, considérées également comme des services publics. Dit autrement, c'est une forme de sensibilisation en direction du public dont se chargeront les médias relativement aux richesses pouvant être qualifiées de patrimoine culturel ou naturel.

- **Les communications des médias audiovisuels pour la protection du patrimoine culturel et naturel**

Il nous paraît utile de rappeler le contexte médiatique sur le territoire centrafricain. En effet, la guerre qui oppose les Forces armées centrafricaines (FACA), appuyées par les instructeurs russes et les forces rwandaises, aux groupes armés notamment les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), est aussi médiatique. Chaque camp essaie de manipuler les médias à son profit espérant gagner les faveurs de plusieurs milieux financiers, politiques et diplomatiques, ainsi que de la population centrafricaine. Comme l'ont affirmé plusieurs spécialistes et analystes de la politique centrafricaine, la France et la Russie se livrent actuellement dans ce pays, une sorte de guerre froide larvée à travers les affrontements FACA-CPC. Moscou s'affiche clairement en soutien inconditionnel de l'État centrafricain avec lequel le Kremlin a signé plusieurs accords dans de nombreux domaines. Quant à Paris, elle est accusée, sans qu'elle ne le nie formellement, de soutien aux rebelles de la CPC dont le coordonnateur est l'ancien président centrafricain François Bozize. L'Élysée se dit, *via* des communiqués officiels, être la cible d'une campagne anti-française orchestrée par le régime du président Touadera avec l'appui du Kremlin en République centrafricaine. Cela a largement suffi à la France de suspendre son aide financière¹³¹ et sa coopération militaire à la République centrafricaine. Le président Emmanuel Macron

¹³¹ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/centrafrique/centrafrique-la-france-se-fache-et-coupe-son-aide-militaire-et-financiere-a-bangui_4657097.html: consulté le 24 août 2021.

n'a pas pu contenir sa colère face à la présence russe à tel point qu'il a qualifié le président Touadera d'otage du groupe Wagner¹³². Ces faits ont été traités par la rédaction de *France Info* et celle de *Radio France internationale*.

Pour en revenir au rôle que peuvent jouer les médias dans la protection du patrimoine culturel et naturel, il y a deux points à aborder. Le premier concerne la participation de toutes les couches de la population centrafricaine dans la remontée des informations sécuritaires concernant les biens culturels et naturels aux autorités compétentes. L'absence de l'État sur l'ensemble du territoire national laisse le champ libre à toutes les personnes non autorisées à exploiter illégalement les richesses du sol et du sous-sol. C'est le cas, par exemple, des braconniers venant parfois des pays limitrophes à la République centrafricaine, qui déciment les espèces fauniques protégées des forêts telles que les éléphants, lions et hippopotames. Il y a également les personnes qui coupent les arbres appartenant à des espèces rares pour en faire des grumes ou des planches qu'elles revendent sur le marché centrafricain. Il n'est pas inutile de rappeler la situation des richesses minières telles que le diamant et l'or qui sont illicitement exploités par les groupes armés dans les zones qui sont encore sous leur contrôle ou influence. Les médias ont donc le devoir de collecter ces informations et d'en faire des sujets de communications en direction des autorités compétentes centrafricaines en charge de la sécurité sur le territoire national. C'est à ce moment-là que les services de renseignements doivent se montrer utiles car il leur appartient de recueillir ces informations auprès des médias ou directement des sources au sein des populations afin de les transmettre aux décideurs politiques. En d'autres termes, les médias ont d'un côté, un rôle de sensibilisation auprès du public et de l'autre côté un rôle de lobbying auprès des politiques. Ils doivent aider toutes les personnes qui habitent le territoire centrafricain

¹³² <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210531-centrafrique-macron-juge-le-pr%C3%A9sident-touad%C3%A9ra-otage-du-groupe-wagner>: consulté le 24 août 2021.

que la sécurité des biens et des personnes n'est pas exclusivement dédiée aux décideurs politiques, mais cela concerne tout le monde. Le second et dernier point concerne la médiatisation des opérations militaires que mènent actuellement les Forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui des instructeurs russes et les forces rwandaises, face aux rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) pour sécuriser le territoire national. En quelques mois seulement, les FACA avec leurs alliés russes et rwandais ont pu reprendre aux groupes armés de nombreuses villes jadis contrôlées par ces derniers. Mises à part les exactions qu'auraient commises les FACA et les instructeurs russes, toutes les opérations qui ont permis aux déplacés internes de regagner leurs domiciles et de vaquer librement à leurs occupations quotidiennes, méritent d'être amplement commentées par les médias. Cela signifie que l'autorité de l'État se réinstalle sur le territoire centrafricain. La présence de l'État y compris celle des forces de défense et de sécurité, peut garantir la protection du patrimoine culturel et naturel. Pendant la guerre, le camp qui maîtrise bien ses communications dans les médias, peut déstabiliser le moral de l'autre camp et gagner en même temps l'adhésion du public. C'est ce que l'essayiste et politologue Aya Mcheimeche¹³³ a évoqué avec justesse dans son ouvrage intitulé « Armes 2.0 : le pouvoir des mots – Comment l'État islamique a-t-il remporté la guerre de la communication ? ». Dans cet ouvrage paru en 2018, Aya Mcheimeche a pu expliquer avec justesse qu'en Syrie, les occidentaux ont gagné la guerre technique et technologique face aux terroristes de l'État islamique, mais ces derniers ont remporté la guerre de la communication. En somme, en cette période de conflit en République centrafricaine, l'efficacité des contributions des médias dans la protection du patrimoine culturel et naturel est aussi tributaire de la qualité des communications des décideurs politiques.

¹³³ <https://www.iris-france.org/137778-armes-2-0-le-pouvoir-des-mots-comment-letat-islamique-a-t-il-remporte-la-guerre-de-la-communication-3-questions-a-aya-mcheimeche/>: consulté le 24 août 2021.

- **Les communications des médias audiovisuels pour le développement durable**

Avant d'aborder les communications des médias sur le développement durable, rappelons tout d'abord les principaux principes de celui-ci. Ce rappel est d'importance parce que les médias devront, entre autres, se fonder sur ces principes pour bâtir leurs communications. Il a été créé en 1980 à partir de l'expression anglaise « sustainable development ». Il désigne « une forme de développement économique respectueux de l'environnement, du renouvellement des ressources et de leur exploitation rationnelle, de manière à préserver les matières premières. Ce mode de développement répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre à leurs propres besoins »¹³⁴. Il est gouverné par les quatre principes suivants :

- **solidarité** : les peuples et les générations sont invités à faire montre de solidarité entre eux, car le développement doit être profitable à tout le monde ;
- **précaution** : selon le Principe 15 de la déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement, le principe de précaution stipule que « Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les Etats selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement »¹³⁵ ;
- **participation** : les populations devraient être associées à toutes les décisions prises par les autorités compétentes ;

¹³⁴ https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/developpement_durable_dd.php4; consulté le 25 août 2021.

¹³⁵ Principe 15, Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement ».

- **pollueur-payeur** : au moment de la réalisation d'activités humaines, des mesures individuelles et collectives doivent être prises afin de protéger l'environnement. Cependant, en cas de dégradation environnementale, des actions doivent être menées afin de réparer ce qui a été détruit.

Le développement durable est organisé autour des trois piliers ci-dessous décrits¹³⁶ :

- **la qualité environnementale** : Non seulement les activités humaines doivent préserver les écosystèmes et les ressources naturelles, mais elles sont également tenues d'avoir moins d'impacts possibles sur l'environnement.
- **l'équité sociale** : Toutes les couches de la société doivent accéder aux ressources (naturelles et financières par exemple) et aux services de base offerts par le secteur public et le secteur privé. L'objectif poursuivi est de garantir la cohésion sociale et de réduire les inégalités entre les différentes couches de la société.
- **l'efficacité économique** : Les activités économiques doivent être menées de telle sorte que la pauvreté soit combattue et que l'emploi du plus grand nombre de personnes soit garanti et bien rémunéré.

Les communications des médias dans le cadre du développement durable doivent s'appuyer sur les principes et les piliers de celui-ci. En République centrafricaine où l'État n'existe pas ou du moins est très faible, le rôle des médias est indispensable à cause de l'influence qu'ils ont sur l'esprit des masses. Les ressources naturelles ou encore le patrimoine naturel qui font l'objet, rappelons-le, de commerce illicite de la part des groupes armés notamment, doivent être protégées par les forces de défense et de sécurité.

¹³⁶ <https://www.mtaterre.fr/dossiers/le-developpement-durable/cest-quoi-le-developpement-durable>: consulté le 25 août 2021.

Le travail que font les forces armées centrafricaines (FACA) avec l'appui des instructeurs russes et les forces armées rwandaises est à saluer, car cela permet à l'État centrafricain de redéployer son autorité sur l'ensemble du territoire. Lorsque les groupes armés exploitent le diamant, l'or et le bois, aucune disposition du droit international relatif à la protection de l'environnement n'est respectée. Il est donc du devoir des médias, à travers leurs communications, de le dénoncer et de faire pression sur les décideurs politiques afin que des mesures soient prises en faveur de la préservation de ces ressources naturelles. À titre d'exemple, la chaîne *ARTE*¹³⁷ a réalisé un reportage sur les activités des groupes armés dans les chantiers miniers se trouvant dans les zones sous leur contrôle ou influence. Aucune mesure n'est prise par ces exploitants illégaux pour protéger l'environnement dans les chantiers miniers où ils extraient le diamant et l'or, conformément au premier pilier du développement durable qui insiste sur la qualité environnementale. Par ailleurs, ce reportage dénonce également les conditions inhumaines dans lesquelles les artisans miniers travaillent, canon des kalachnikovs des rebelles de l'ex-Seleka à la tempe. Ces conditions violent également le troisième pilier du développement durable qui stipule que les êtres humains doivent travailler dans des conditions dignes et décentement rémunérés. La chaîne française *France 24* a, quant à elle, réalisé un autre reportage¹³⁸ sur les dégâts environnementaux causés par des sociétés chinoises dans les environs de la ville de Bozoum en République centrafricaine. L'intitulé de cette production télévisuelle « Une rivière en ruine à cause d'entreprises chinoises » est très évocateur. Dans ce reportage, le média français a pu montrer comment la rivière Ouham qui nourrit des centaines de milliers de personnes en eau potable et en produits de maraîchage, a été déviée de son lit naturel. Cette déviation a provoqué d'immenses inondations qui ont dévasté, entre autres, des plantations de riz et de manioc, privant ainsi plusieurs familles de produits

¹³⁷ <https://info.arte.tv/fr/centrafrique-les-diamants-du-sang>: consulté le 25 août 2021.

¹³⁸ <https://observers.france24.com/fr/20190408-centrafrique-riviere-ruines-entreprises-minieres-chinoises>: consulté le 25 août 2021.

vivriers de première nécessité. L'un des points le plus important ayant retenu notre attention et qui concerne notre thèse, c'était l'absence de mesure prise par les entreprises chinoises incriminées pour non seulement indemniser les victimes des inondations qu'elles ont provoquées, mais pour réparer les dégâts causés sur l'environnement. Cela est une violation du principe pollueur-payeur prôné par le développement durable qui voudrait que toute personne physique ou morale à l'origine de catastrophe environnementale devrait prendre en charge les activités de réparation de l'environnement et d'indemnisation des victimes. Les différentes productions télévisuelles des médias évoquées ci-haut ont mis en exergue le non-respect des principes et piliers du développement durable par les certains acteurs du conflit centrafricain. Les ressources du sol et du sous-sol appelées encore patrimoine naturel de ce pays sont en train d'être pillées par des personnes qui appartiennent aux générations actuelles sans que celles-ci ne pensent aux générations à venir, ce qui est contraire à la définition même du développement durable.

En somme, les médias doivent utiliser leur pouvoir d'influence sur les masses pour communiquer abondamment sur les violations des principes et piliers du développement durable en République centrafricaine. Ces communications doivent interpeler les décideurs politiques sur les activités des acteurs du conflit qui risquent d'épuiser les ressources du sol et du sous-sol, parties intégrantes du patrimoine culturel et naturel.

Conclusion de la deuxième partie

Les grandes démocraties occidentales ont connu des épisodes au cours desquels les médias ont pu faire et défaire des célébrités, politiques de premier plan et hommes d'affaires. À titre d'exemple, le journal français *Le Canard Enchaîné*¹³⁹ a révélé le 25 janvier 2017 que l'épouse de l'ancien premier ministre François Fillon a perçu environ cinq cent mille Euros (500 000) pour avoir occupé le poste d'attaché parlementaire de son mari entre 1998 et 2007. Elle était également payée à cinq mille Euros brut mensuellement pour un emploi de conseillère littéraire de la *Revue des deux mondes* appartenant à Marc Ladreit de Lacharrière, un ami proche de François Fillon. *Le Canard Enchaîné* pense que ce serait des emplois fictifs, car Mme Fillon n'a jamais été ni attachée parlementaire de son mari ni conseillère littéraire de la « Revue des deux mondes ». Cette révélation a sans doute porté un coup très dur à la campagne présidentielle de l'ancien premier ministre français qui, pourtant, était en tête des sondages. Malgré les démentis fermes de l'intéressé, la côte de popularité du candidat Fillon a fondu et ce dernier a été éliminé dès le premier tour de la course à l'Élysée. La suite de l'affaire qualifiée de « Penelopegate » par la presse française est connue, car François Fillon a été reconnu coupable par le Tribunal correctionnel de Paris le 29 juin 2020 et condamné à cinq (5) ans de prison dont deux (2) fermes, trois cent soixante-quinze mille Euros (375 000) d'amende et dix (10) ans d'inéligibilité. Quant à son épouse, Penelope Fillon, elle a écopé de trois (3) ans avec sursis et une amende de trois cent soixante-quinze mille Euros (375 000) et deux (2) ans d'inéligibilité. Le couple Fillon et le député suppléant de l'ancien premier ministre devaient rembourser à l'Assemblée nationale française la somme d'un million d'Euros (1 000 000).

¹³⁹ [https://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/affaires-fillon/penelope-gate-l-affaire-qui-entrave-la-campagne-de-francois-fillon_2072199.html?gclid=CjwKCAjw95yJBhAgEiwAmRrutLMC6a1OL7L5BpQSArzTaK34_-8bhMyNs_2ZSJBI32q7XLoMCN87tRoC0R4QAvD_BwE#xtor=SEC-771-GOO-\[FTVI_DSA\]-\[Actualit%C3%A9s\]](https://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/affaires-fillon/penelope-gate-l-affaire-qui-entrave-la-campagne-de-francois-fillon_2072199.html?gclid=CjwKCAjw95yJBhAgEiwAmRrutLMC6a1OL7L5BpQSArzTaK34_-8bhMyNs_2ZSJBI32q7XLoMCN87tRoC0R4QAvD_BwE#xtor=SEC-771-GOO-[FTVI_DSA]-[Actualit%C3%A9s]): consulté le 26 août 2021.

En revanche, le candidat d'En Marche à la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron avait le soutien de plusieurs médias français qui l'ont propulsé devant la scène et favorisé d'une certaine manière son accession à l'Élysée la même année. Ancien ministre des Finances de François Hollande, Monsieur Macron était quasiment inconnu des Français. Il a su surfer sur les divisions de la classe politique de son pays pour se positionner, grâce à un projet de société bien élaboré par son équipe de campagne. Certains médias l'ont largement aidé à se faire connaître des Français qui lui ont finalement accordé leur suffrage majoritaire. Il a même été qualifié de « candidat des médias »¹⁴⁰ par l'organe de presse *Monde Diplomatique*.

Les deux exemples que nous venons d'évoquer prouvent à suffisance à quel point les médias sont capables d'influencer n'importe quelle situation au monde. Ce que le célèbre activiste afro-américain Malcolm X a vu avec justesse en affirmant que « les médias sont les entités les plus puissantes sur terre. Ils ont le pouvoir de faire d'un innocent un coupable et d'un coupable un innocent. Et c'est ça le vrai pouvoir. Ils ont le contrôle de l'esprit de la masse »¹⁴¹. La situation difficile dans laquelle le patrimoine culturel et naturel se trouve en République centrafricaine confronté à un conflit violent depuis plusieurs années, peut être inversée par les médias. En accord avec les dispositions de l'article 3 de la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972, il appartient à chaque État partie de procéder au recensement de tous les biens qu'il souhaite inscrire au patrimoine culturel ou naturel. Les médias ont la capacité, à travers leurs communications, de mobiliser les foules pour, dans un premier temps, localiser les endroits où se trouvent les biens qui peuvent être inscrits sur la liste du patrimoine culturel ou naturel. Le contenu des communications médiatiques devrait être fourni par les

¹⁴⁰ <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/BENILDE/57494>: consulté le 26 août 2021.

¹⁴¹ <https://www.babelio.com/auteur/Malcolm-X/11585/citations>: consulté le 26 août 2021.

pouvoirs publics dont l'existence des biens se trouvant sur le territoire centrafricain dépend. Les médias ne devraient être que des canaux à la disposition des décideurs politiques pour la transmission des messages à destination du public dans le cadre de cet important travail de qualification du patrimoine culturel et naturel. Plusieurs types de communications sont nécessaires pour mobiliser le maximum de personnes possibles. Il s'agit tout d'abord d'une communication publique à destination de la population centrafricaine dont l'adhésion est essentielle dans les travaux de qualification du patrimoine culturel et naturel.

Par ailleurs, l'État centrafricain a besoin de l'appui des institutions internationales pour la protection de son patrimoine culturel et naturel menacé par la guerre. À cet effet, il y a deux démarches distinctes à mener :

- *Saisir l'UNESCO que le patrimoine culturel centrafricain est en danger du fait de la guerre*

Cette saisine peut être faite soit par le gouvernement centrafricain soit par les organisations non-gouvernementales spécialisées dans la défense des biens culturels sur le territoire national. Un bien est en péril¹⁴² lorsque « (i) son statut juridique le protégeant est modifié (ii) des projets d'installation (ou de réinstallation) des populations ou de développement menacent le bien lui-même (iii) des conflits armés éclatent (iv) impacts des facteurs menaçants climatiques, géologiques ou environnementaux. » Une fois que les menaces qui pèsent sur un bien sont établies et reconnues comme telles par le Comité du patrimoine mondial, ce dernier inscrit ledit bien sur la liste du patrimoine mondial en péril. Le Comité accorde aussi une aide dans le cadre du Fonds du patrimoine mondial. Enfin, il alerte toute la communauté internationale afin que celle-ci se mobilise pour sauver le bien déclaré être en péril. Cette mobilisation peut, par exemple, se traduire par l'envoi d'experts pour évaluer le patrimoine en péril en République

¹⁴² <https://whc.unesco.org/fr/158/>: consulté le 28 août 2021.

centrafricaine. En somme, l'État centrafricain peut exploiter cet important outil pour réaliser le recensement et la protection de ses biens culturels et naturels gravement menacés par le conflit actuel.

- *Saisir la MINUSCA en vue de solliciter son appui dans la lutte contre le trafic des ressources naturelles*

Le paragraphe 6 de la Résolution 2552 (2020) du Conseil de Sécurité des Nations Unies invite les pays limitrophes de la République centrafricaine à aider celle-ci à lutter contre les réseaux mafieux qui exploitent illicitement ses ressources naturelles, c'est-à-dire son patrimoine naturel. Le paragraphe 33b de la même résolution quant à lui, autorise la MINUSCA à apporter un appui aux autorités centrafricaines dans la protection du patrimoine naturel dans les zones où les forces de défense et de sécurité centrafricaines ne seraient pas en mesure de le faire. Les casques bleus des Nations Unies disposent de tous les moyens techniques et technologiques requis pour aider les autorités centrafricaines à recenser et protéger efficacement les richesses culturelles et naturelles gravement menacées par les violences.

Les deux démarches énoncées ci-haut sont éminemment politiques et devraient être menées en s'appuyant sur une communication politique auprès des milieux politiques onusiens et occidentaux. La diplomatie centrafricaine devrait assurer le leadership de ces démarches avec l'appui d'experts locaux et internationaux en communication politique.

Par ailleurs, les médias¹⁴³ « tels que les agences de presse, chaînes de télévision, stations de radiodiffusion sonore, l'Internet ont toujours entretenu des relations étroites avec les milieux diplomatiques et jouent un rôle prépondérant dans les politiques étrangères des États. » Il est aussi de

¹⁴³ <https://www.cairn.info/geopolitique-des-medias--9782200284992-page-185.htm>: consulté le 28 août 2021.

notoriété générale que les médias centrafricains, surtout ceux de service public, n'ont pas encore atteint le même niveau d'influence de leurs homologues occidentaux. Mais cela ne saurait excuser l'inaction des autorités centrafricaines à réaliser des communications politiques efficaces auprès des milieux diplomatiques onusiens et occidentaux afin de susciter les contributions de la communauté internationale pour le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel de leur pays. Les médias locaux n'en sont pas capables, certes, mais l'État centrafricain peut s'acquérir les services payants des chaînes de télévision et stations de radiodiffusion internationales privées qui bénéficient de très larges audiences sur la quasi-totalité des pays de la planète.

Non seulement la communication de manière générale a un coût, mais elle a un prix qu'il faut assumer si l'on tient aux objectifs que l'on s'est fixé. La mise à contribution des médias dans les activités de qualification et de protection de l'immense patrimoine culturel et naturel centrafricain est une obligation pour les autorités centrafricaines.

Troisième partie
Le recueil et l'analyse des données empiriques

Introduction de la troisième partie

Le conflit centrafricain met aux prises plusieurs acteurs et non-acteurs. Les premiers sont les belligérants qui s'affrontent sur le terrain, notamment le gouvernement centrafricain à travers les forces armées centrafricaines (FACA) et les groupes armés. La seconde catégorie regroupe les non-acteurs qui n'interviennent pas dans les combats sur le terrain, en l'occurrence les confessions religieuses, les médias et les partis politiques. Quand le président Faustin Archange Touadera prenait le pouvoir le 30 mars 2016, plus de 80 % du territoire centrafricain était occupé par quatorze groupes armés issus de la dislocation de la rébellion de l'ex-Seleka. Les rebelles ont pu installer un véritable État dans un autre État d'autant qu'ils se livrent en toute impunité à l'exploitation et au trafic des ressources naturelles du pays, notamment les diamants, l'or, le bois et le bétail qui constituent le patrimoine naturel centrafricain. Les revenus générés par le commerce illégal de ces richesses permettent aux groupes armés d'acheter des armes et des munitions, ainsi que d'entretenir leurs troupes au front. Les actions attendues des soldats de la paix en faveur de la République centrafricaine ne se limitent pas seulement à la protection des civils et à la restauration de la paix, mais également à la sécurisation du patrimoine culturel et naturel qui ont subi des dégâts importants des violences perpétrées par les belligérants.

Il est opportun d'essayer de comprendre le rôle que peut jouer la communication dans le recensement et la protection du riche patrimoine culturel et naturel centrafricain qui souffre autant que les civils, des conséquences de cette guerre. Pour trouver des réponses à ces interrogations, il nous faut définir une méthodologie de recherche et une technique permettant de recueillir les avis des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Recueillir les avis des acteurs et non-acteurs signifie pour nous, les interroger directement sur le terrain afin de saisir le contenu de leurs discours quant aux causes réelles de ce conflit. Nous n'avons pas l'intention de chiffrer le contenu de ces discours, c'est pour cette raison

que nous portons notre choix sur une recherche qualitative. Bien qu'il n'y ait pas de définition universelle pour cette méthodologie, la majorité des chercheurs ont quand même pu s'accorder sur le fait qu'une recherche est qualifiée de qualitative lorsqu'elle englobe toutes les formes de recherche sur le terrain de nature non numérique, tels que les mots et les récits (Khon, Christiaens, 2014 : 67-82). Plusieurs sources de données qualitatives existent, mais les plus usitées sont les observations, l'analyse de documents, les entretiens, les images et les vidéos. Les avantages de la collecte des données qualitatives que nous avons menée résident précisément dans la richesse des données recueillies auprès des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain et la compréhension plus en profondeur du rôle que peut jouer la communication dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain. Ces recherches qualitatives nous ont permis de comprendre le conflit et les actions ainsi que les réactions des entités qui y participent de près ou de loin. La recherche qualitative est également utile pour générer des hypothèses (Sofaer, 1999).

Aussi, mentionnons-nous que le recueil des discours des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain doit se faire à base d'une technique bien précise. Nous avons pensé que la réalisation d'entretiens semi-directifs avec les entités qui sont impliquées directement ou indirectement dans ce conflit, est la meilleure technique qui pouvait permettre de recueillir le maximum d'informations possibles. Les interviewés ont pu s'exprimer librement et livrer toutes les informations qu'ils détenaient au sujet des causes du conflit et du rôle qu'ont joué tous les acteurs et non-acteurs en présence.

7. Chapitre 6 : La démarche méthodologique

L'écriture de la partie empirique à laquelle est consacré le chapitre 6, nécessite la définition préalable d'une méthodologie. Durant toute la thèse, nous avons analysé le contenu des discours, sans les quantifier, des acteurs et non-acteurs du conflit qui se déroule depuis plusieurs années en République centrafricaine. D'où le choix d'une recherche qualitative.

Par ailleurs, le recueil des discours des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain auxquels nous avons fait allusion ci-dessus, s'est réalisé à travers la technique d'entretiens semi-directifs. Ceux-ci ont été effectués à base d'une grille préalablement définie. Quant à l'échantillon, il est, entre autres, composé du gouvernement centrafricain, la communauté internationale, les institutions de la République, confessions religieuses, défenseurs des droits de l'homme et partis politiques.

Dans ce chapitre, nous allons dans un premier temps définir de manière détaillée la démarche qualitative choisie pour la réalisation de notre thèse. Nous expliquerons ensuite les techniques de recueil et d'analyse de données que sont les entretiens semi-directifs et l'approche déductive. Après la retranscription des entretiens et leur analyse thématique, nous finirons enfin par la présentation des notions de médiation et de concertation, outils essentiels mis à contribution par les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain pour la recherche de solution de celui-ci.

a) Une enquête qualitative

Le conflit armé auquel est confronté depuis plusieurs années la République centrafricaine a des effets négatifs tant sur le patrimoine culturel que sur le patrimoine naturel. Font partie du patrimoine culturel, « les œuvres architecturales, éléments ou structures archéologiques, grottes, groupes

de constructions, œuvres de l'homme et sites archéologiques¹⁴⁴. En ce qui concerne le patrimoine naturel, il est constitué des monuments naturels au sein desquels on peut noter les formations physiques, biologiques, géologiques, physiographiques et les sites naturels »¹⁴⁵.

Par ailleurs, l'objectif poursuivi par notre recherche n'est pas de quantifier les données collectées à travers les entretiens menées auprès des parties au conflit en République centrafricaine. Nous cherchons à comprendre, entre autres, les comportements, actions et réactions des populations, groupes armés, société civile, communauté internationale dont l'Union européenne, l'Union africaine et des Nations Unies, ainsi que du Gouvernement centrafricain et des médias locaux. La compréhension des comportements, réactions et réactions de ces acteurs de terrain, passe par l'analyse du contenu de leurs discours collectés à travers les entretiens évoqués ci-haut et ceux provenant de la littérature existante. C'est pour cela que le choix d'une **enquête qualitative** serait la méthodologie la plus adaptée à cette recherche.

Cependant, en quoi consiste cette méthodologie ? L'objectif d'un entretien est de laisser la liberté à une personne interviewée de s'exprimer de manière diffuse aux fins de livrer toutes les informations (par exemple son histoire, sa réaction, comportement, expérience, perception) qu'elle souhaiterait partager concernant un sujet faisant l'objet d'une enquête (Brechon 2011 : 17) pour notre thèse. Au cours des entretiens avec les parties au conflit centrafricain, il était question de collecter les points de vue subjectifs des responsables des médias locaux, groupes armés, Nations Unies, Union européenne, Union africaine, société civile et du Gouvernement centrafricain, concernant entre autres, leur compréhension, comportements, souhaits et réactions face aux causes et

¹⁴⁴ Art. 1^{er}, Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, Paris, 16 novembre 1972.

¹⁴⁵ Art. 2, Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, Paris, 16 novembre 1972.

conséquences de la crise sur le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine, tel que défini précédemment. Cette enquête qualitative permettra également de comprendre comment les communications de ces acteurs de terrain peuvent contribuer d'abord à la qualification ou requalification du patrimoine, puis à la protection de celui-ci pendant ces périodes conflictuelles.

Les enquêtes quantitatives¹⁴⁶ se faisant par des questionnaires et administrées à un échantillon représentatif de la population, poursuivent un but de description et d'étude des comportements. La structure de la grille précisant les règles de base qui doivent être respectées durant les entretiens, se décline de la manière suivante :

- l'enquêteur devra s'assurer tout au début que la personne qui est en face de lui appartient bel et bien à la population concernée. A titre d'exemple, pour le conflit centrafricain, l'intervieweur devra poser une question précise à son interlocuteur afin que celui-ci est bien le représentant de l'une des entités, parties au conflit, retenues pour les entretiens ;
- utiliser la technique de « l'entonnoir », c'est-à-dire commencer par des questions générales et simples avant d'aborder progressivement les questions plus précises ;
- l'enquêteur devra veiller à constituer des blocs logiques de questions en fonction des thèmes à aborder.

¹⁴⁶<https://business.lesechos.fr/outils-et-services/directions-marketing/les-etudes-quantitatives-1-3-pourquoi-et-comment-les-utiliser-300638.php>.

- les questions délicates auxquelles l'enquêté risque d'accepter plus difficilement de répondre, doivent être réservées pour la fin des entretiens.

b) Une approche déductive

Notre recherche se base sur la **médiation** et la **concertation** pour tenter de répondre à la question suivante : « **Quelles communications pour la qualification (ou la requalification) et la protection du patrimoine culturel et naturel en cette période de conflit en République centrafricaine ?** » La médiation est définie comme « la mise en relation par un tiers supposé impartial de personnes ou de groupes que séparent des désaccords, des différends, des conflits »¹⁴⁷. Dans le conflit centrafricain, la médiation est assurée, entre autres, par l'Union africaine, l'Union européenne et les Nations Unies, ce qui avait permis la signature de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR – RCA), le 08 février 2019 à Khartoum (Soudan), entre le Gouvernement centrafricain et les quatorze (14) groupes armés actifs dans le pays. Ces médiateurs communément appelés « garants de l'APPR-RCA », veillent au strict respect des dispositions dudit accord et infligent des sanctions aux parties qui ne respecteraient pas leurs engagements.

Par ailleurs, en sciences de l'information et de la communication, Ghislaine Azémard (2013) donne une définition spécifique qui s'inscrit dans le cadre de notre thèse. Selon cette universitaire, la médiation peut être définie comme « un procédé de communication et de transmission qui utilise un ou plusieurs intermédiaires, qui peuvent être de nature différente. La médiation permet de rendre accessibles des informations par différents processus de codage-décodage. On distingue généralement dans ce domaine quatre types de médiations : pédagogique, culturelle, scientifique

¹⁴⁷ Claude TAPIA, « La médiation : Aspects théoriques et foisonnement de pratiques », ERES 2010/1 n°93, p.4.

et territoriale. La médiation peut avoir pour intermédiaire un média, on parle alors de médiatisation »¹⁴⁸. La médiation peut avoir pour intermédiaire un média, on parle alors de médiatisation. Il existe plusieurs approches de médiation mise en œuvre dans la résolution des conflits à travers le monde. En voici les plus connues (FRITZ, 2004) :

- *médiation centrée sur les participants* : Elle se focalise sur les objectifs que les parties au conflit se fixent à travers le processus de médiation. En d'autres termes, les parties au conflit se résolvent à comprendre le pourquoi de la médiation et s'accorder sur les questions qui feront l'objet des débats sous la direction du médiateur qui, dans ce cas de figure joue le rôle de facilitateur.
- *médiation orientée sur la solution* : Elle se sert d'un modèle par étapes où le médiateur est appelé à participer à la résolution du problème et faire pression sur les parties en conflit dans le but de trouver une solution. Celle-ci est soumise à la validation des belligérants, avant l'écriture et la signature de l'accord final.
- *médiation transformatrice* : Cette approche se focalise sur le fait de changer les participants en encourageant l'émancipation et la reconnaissance. Les parties ont la responsabilité des résultats et le médiateur est un facilitateur qui a foi dans le fait que les parties développent leur processus de médiation. Cette approche peut être caractérisée comme étant humaniste, focalisée sur l'amélioration de la communication et orientée vers le changement.
- *médiation narrative* : Le médiateur travaille avec les parties pour développer l'histoire du conflit. L'histoire est ensuite démantelée et

¹⁴⁸ G. Azémard : « 100 notions pour le crossmédia et le transmédia, éditions de l'immatériel », 2013, p. 124.

remplacée par une nouvelle histoire co-construite. Ce type de médiation comporte trois phases que sont l'implication des participants, le récit et la déconstruction de l'histoire du conflit, et la création d'une nouvelle histoire qui modifie ou réduit le conflit.

- *médiation à travers le Processus Intégré Humaniste* : Le médiateur est réfléchi, et on attend de lui qu'il évalue continuellement l'interaction entre et parmi les parties au conflit entre elles d'abord, ensuite avec le médiateur.

Quant à la **concertation**, selon Denis Bourque cité par Jean-Eudes Beuret (2012 :6), elle est « une forme de coopération. Il s'agit d'un processus collectif de coordination basé sur une mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes ou d'enjeux spécifiques (par problématique ou par territoire) afin de convenir d'objectifs communs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats »¹⁴⁹. Pour qu'elle puisse porter les résultats escomptés, la concertation menée dans le but de mettre fin aux violences et réaliser dans de meilleures conditions, la qualification et la protection du patrimoine centrafricain, devra poursuivre les objectifs suivants, même si cette énumération n'est pas exhaustive (Beuret, 2012 :6) :

- la mise en commun d'informations : les signataires de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) que sont les groupes armés et le Gouvernement centrafricain, devront échanger des informations relatives à leur perception de ce qu'est le patrimoine et la protection de celui-ci. Il en est de même pour les médias et les populations civiles.

¹⁴⁹<https://www.cairn.info/revue-negociations-2012-1-page-81.htm>: consulté en août 2020.

- les parties au conflit devraient construire de manière consensuelle les communications nécessaires à la requalification du patrimoine culturel et naturel en cette période de conflits.
- tout amendement aussi mineur soit-il dans les types de communications construites à base de consensus, devrait recueillir l'assentiment de toutes les parties, c'est-à-dire les groupes armés, le Gouvernement centrafricain, la société civile et la communauté internationale (Union africaine, Union européenne, Nations Unies).

En somme, l'approche déductive nous permettra à travers notre recherche de vérifier l'hypothèse selon laquelle la médiation menée par la communauté internationale (Union africaine, Union européenne et Nations Unies) d'un côté, et la concertation entre les parties au conflit centrafricain que sont les groupes armés, médias et société civile d'autre part, contribueront à l'élaboration des communications nécessaires à la qualification (ou requalification) et la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

8.

c) Les règles de l'approche qualitative

Le recueil des données sera mené de la manière suivante auprès des parties au conflit centrafricain notamment, les médias locaux, groupes armés, Gouvernement centrafricain, Union européenne, Nations Unies et société civile¹⁵⁰ :

- les entretiens sont réalisés de telle sorte qu'un intérêt soutenu soit accordé aux discours des enquêtés, tout en ayant un esprit critique vis-à-vis de ceux-ci.

¹⁵⁰ Politix, De Boeck Supérieur, 1996, 9(35) p.189-206, hal-01010124.

- les intervieweurs considèrent les interviewés comme leurs égaux. Il n'y a ni manifestation de supériorité ni d'autorité des premiers sur les deuxièmes.
- les intervieweurs doivent afficher de l'empathie en face des interviewés.
- les enquêtés ne font l'objet ni de jugements, ni de conseils.
- les contenus des informations livrées par les interviewés ne font l'objet d'aucune discussion de la part des intervieweurs, de telle sorte que les discours des parties au conflit ne soient influencés.
- les intervieweurs doivent, en cas de dérapage ou de fourniture superficielle d'informations, relancer les interviewés en vue d'encourager ceux-ci à s'appesantir davantage et en toute liberté sur les questions de patrimoine et de communications dans le cadre du conflit et du développement durable, les thématiques sur lesquelles s'appuie notre recherche.
- en se basant sur les résultats des tests des guides d'entretiens réalisés à Bangui (République centrafricaine) auprès de certaines personnalités du monde politico-médiatique, une durée moyenne d'une (1) heure est accordée à chaque entretien.

Non seulement, le respect scrupuleux de règles ci-dessus édictées revêt un intérêt capital, car il encourage les parties interrogées à s'exprimer de manière libre sur le conflit centrafricain, mais cela permet également de conserver les informations reçues des interviewés sans aucune déformation.

d) Des entretiens semi-directifs pour le recueil des données

Au cours des entretiens menés avec les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, les interviewés se sont exprimés sur le conflit aux fins de livrer l'intégralité du contenu des discours relatifs à la perception des uns et des autres par rapport au patrimoine culturel et naturel. Les échanges

étaient en partie orientés vers les causes et les conséquences de l'instabilité politique et sécuritaire, ainsi que leurs conséquences sur le patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. C'est pour cette raison que nous avons fait le choix d'**entretiens semi-directifs** comme techniques de recueil de données.

L'entretien semi-directif est une technique d'enquête qualitative fréquemment utilisée dans les recherches en sciences humaines et sociales. Il permet d'orienter en partie le discours des personnes interrogées autour de différents thèmes définis au préalable par le chercheur et consignés dans un guide d'entretien. Cette technique de recueil de données permet aussi d'avoir plus d'éléments de contexte et de langage dont on a besoin pour mieux comprendre les opinions des enquêtés (Duchesne, 2000). Dans le contexte de notre recherche, il est question d'interroger les parties au conflit centrafricain, à savoir les groupes armés, la société civile, le Gouvernement centrafricain, la communauté internationale (Nations Unies, Union européenne et Union africaine) et les médias afin d'avoir la perception des uns et des autres sur ce qu'est ou non le patrimoine culturel et naturel ainsi que la protection de celui-ci en ces temps de conflit. Il est également question de demander aux parties de s'étendre sur les causes et les conséquences du conflit sur le patrimoine culturel et naturel en terre centrafricaine.

e) L'échantillon des enquêtés

La réalisation d'un entretien semi-directif se fait auprès de personnes sélectionnées en tenant compte de leur appartenance aux groupes d'acteurs ou des non-acteurs du conflit centrafricain. Dans cette thèse, les acteurs sont les entités qui participent directement aux combats sur le terrain en République centrafricaine. Il s'agit notamment des forces armées centrafricaines (FACA), les casques bleus des Nations Unies, les instructeurs russes et les forces spéciales rwandaises. Quant aux non-

acteurs, ils sont constitués, entre autres, des médias, défenseurs de l'environnement, défenseurs des droits de l'Homme, les confessions religieuses et les représentants de la Commission de l'Union africaine, ainsi que ceux de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC). Constituant ce que l'on appelle « échantillon », les enquêtés doivent être aussi diversifiés que possible de telle sorte que l'occasion soit donnée à tous les représentants des différentes franges de l'ensemble de la population visée par la recherche de s'exprimer aussi longuement qu'elles le souhaiteraient sur la consigne, c'est-à-dire la question principale de la recherche.

La composition de l'échantillon visé par les entretiens, se présente comme suit :

- Une personne travaillant à la MINUSCA ;
- Une personne du ministère centrafricain des Eaux et Forêts ;
- Une personne du ministère centrafricain des Mines ;
- Une personne du ministère centrafricain de la Communication ;
- Deux défenseurs des droits de l'homme ;
- Deux personnes travaillant dans les institutions de la République ;
- Une personne proche de l'ex Seleka ;
- Une personne proche des Antibalaka ;
- Un journaliste de la presse électronique ;
- Un journaliste de la presse écrite ;
- Une personne des mouvements de la jeunesse ;
- Une personne du parti au pouvoir ;
- Une personne de l'opposition démocratique ;
- Une personne du syndicat des travailleurs ;
- Un pasteur ;
- Un imam.

L'**échantillon** pour les **entretiens semi-directifs** est constitué de **dix-huit (18) personnalités** sélectionnées au sein des principales organisations et institutions impliquées de près ou de loin au conflit centrafricain. Plus l'enquête aura d'informations concernant notre thèse à fournir, plus la durée de l'entretien sera longue.

Au début de l'année 2020, nous avons pris contact avec une quarantaine de personnes représentant les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain, pour la réalisation des entretiens semi-directifs. Tous ont donné leur accord de principe. Mais après la tenue et la proclamation des résultats des élections législatives et présidentielle de décembre 2020, le contexte politique et sécuritaire s'est brusquement détérioré après l'attaque de la ville de Bangui par les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Suite à l'entrée en vigueur de l'État d'urgence décrété par le gouvernement centrafricain qui autorisait les forces de défense et de sécurité à procéder à des arrestations sans mandat des autorités judiciaires, la majorité de la quarantaine des personnes contactées pour les entretiens sont revenues sur leur décision.

En somme, les dix-huit (18) personnes constituant l'échantillon de notre recherche, sont celles ayant accepté de répondre aux questions des interviews, malgré la détérioration du climat politique et sécuritaire.

9. Chapitre 7 : Recueil, analyse des données et discussion des résultats obtenus

Le recueil des données à travers les entretiens semi-directifs s'est fait dans des conditions particulières, compte tenu de la survenance de la pandémie du Covid-19. Les personnalités appartenant aux entités acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, choisies et contactées pour les entretiens sont, à cause des conditions sanitaires difficiles, revenues sur leurs décisions. Certaines d'entre elles ont purement et simplement annulé leur participation aux entretiens pour lesquels elles ont quelques jours plus tôt marqué leur accord.

Par ailleurs, la création de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) par huit (8) groupes armés sur les quatorze (14) signataires de l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), en mi-décembre 2020, a changé la donne politique et sécuritaire. L'entrée en scène, le 13 janvier 2021, des instructeurs russes et des forces rwandaises aux côtés des Forces armées centrafricaines (FACA), dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés, a davantage changé la donne politique et sécuritaire dans le conflit centrafricain. Cela dit, la CPC, les instructeurs russes et les forces rwandaises couplés aux conditions sanitaires relatives à la pandémie du Covid-19 ont dû changer l'échantillon. C'est pour cette raison que ce dernier est désormais composé de dix-huit (18) représentants des principaux acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Les acteurs sont les entités qui participent directement aux combats qui opposent les forces armées centrafricaines aux groupes armés, notamment ceux de la coalition des patriotes pour le changement. Il s'agit du gouvernement centrafricain, les instructeurs russes et les forces rwandaises. Quant aux non-acteurs, ils regroupent les entités qui ne participent pas aux affrontements qui opposent les forces armées centrafricaines aux groupes armés. Ce sont notamment la communauté internationale composée essentiellement de la

Mission de maintien de la paix des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), la délégation de l'Union européenne, la représentation de l'Union africaine et de la représentation de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). S'y ajoutent, entre autres, les confessions religieuses, défenseurs des droits de l'homme, partis politiques de l'opposition, la majorité présidentielle, médias audiovisuels, la presse écrite, la presse électronique et les institutions de la République telles que la Cour constitutionnelle rebaptisée Conseil constitutionnel, le Haut conseil de la communication, le Conseil national de la médiation, la Haute cour de justice, la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance, l'Autorité nationale des élections ainsi que le Conseil économique et social.

Dans ce chapitre, nous présenterons les entretiens semi-directifs réalisés auprès des dix-huit (18) personnalités constituant l'échantillon de notre recherche. Nous procéderons ensuite à l'analyse du corpus et à la discussion des résultats obtenus. Enfin, nous évoquerons les difficultés rencontrées au cours du recueil, de la retranscription et de l'analyse des données sur le terrain.

10. La justification du choix de l'échantillon

Comme expliqué dans les précédents chapitres, notre recherche est qualitative parce que l'objectif poursuivi n'est pas de chiffrer les réponses fournies par les interviewés lors des entretiens semi-directifs. Nos travaux se focaliseront sur l'analyse du contenu des réponses fournies par les dix-huit (18) personnes interviewées dans le cadre du recueil des données de notre thèse. Quant à la technique retenue pour ce recueil de données, elle a consisté à réaliser des entretiens semi-directifs auprès des représentants des principaux acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Tout au départ, nous avons souhaité réaliser les entretiens en présentiel en enregistrant les interviewés. Mais lorsque les conditions sanitaires se sont

détériorées avec la survenance de la pandémie du Covid-19, certaines personnalités représentant les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain ont purement et simplement annulé leur participation aux entretiens.

Le choix de l'échantillon a été guidé par la représentativité des différentes composantes de chaque groupe d'entités ci-dessus citées. De ce fait, la composition de l'échantillon représente toutes les entités qui interviennent directement ou indirectement dans le conflit centrafricain. La liste des interviewés se présente ainsi qu'il suit :

- Communauté internationale :
 - ✓ Une personnalité de la représentation de l'Union africaine en République centrafricaine ;
- Confessions religieuses :
 - ✓ Un imam ;
 - ✓ Un pasteur ;
 - ✓ Une animiste.
- Défenseurs des droits de l'Homme :
 - ✓ Un représentant de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
 - ✓ Un représentant de la Ligue centrafricaine des droits de l'homme.
- Gouvernement centrafricain :
 - ✓ Un représentant du ministère des Mines ;
- Groupes armés :
 - ✓ Un représentant des Antibalaka ;
 - ✓ Un représentant des ex-Seleka.
- Institutions républicaines :
 - ✓ Un représentant du Conseil économique et social ;

- ✓ Un représentant de la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance.
- Médias :
 - ✓ Un représentant de la presse écrite ;
 - ✓ Un représentant de la presse électronique ;
 - ✓ Un représentant de l'audiovisuel.
- Organisation de la jeunesse :
 - ✓ Un représentant du Conseil national de la jeunesse.
- Partis politiques :
 - ✓ Un représentant de l'opposition ;
 - ✓ Un représentant de la majorité présidentielle.
- Syndicats des travailleurs du secteur public :
 - ✓ Un représentant de l'un des syndicats du secteur public.

In fine, c'est le contenu de l'ensemble de ces dix-huit (18) entretiens, constituant le corpus, qui a fait l'objet d'analyse et de discussion dans les paragraphes ci-dessous. Toutes les personnes interviewées l'ont été à base du volontariat.

11. Les entretiens avec les représentants de la communauté internationale

À cause des conditions sanitaires qui se sont dégradées à Bangui, seul le cadre de l'Union africaine a accepté de réaliser l'entretien avec nous en présentiel. Les autres sont purement et simplement revenus sur l'accord qu'ils ont donné quelques semaines plus tôt.

L'interviewé est diplomate de formation. Il a travaillé pour le compte de l'Union africaine dans de nombreux pays du continent en conflit. Il connaît dans les détails, le dossier du conflit centrafricain et fait partie de ceux qui ont activement contribué aux négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA entre le gouvernement centrafricain et les quatorze groupes

armés, paraphé à Khartoum (Soudan) le 06 février 2019 et signé à Bangui en République centrafricaine le 08 février 2019. À sa demande, l'entretien s'est déroulé à sa résidence à Bangui. L'intéressé a souhaité s'exprimer en son nom propre et sous couvert de l'anonymat, compte tenu du contexte politico-militaire délicat en République centrafricaine. Il nous a également confié qu'à cause des obligations de réserves auxquelles il est soumis en tant que diplomate, il ne souhaiterait pas que son identité apparaisse ni dans la retranscription de cet entretien ni dans notre thèse. Le nom qui lui est attribué ici, avec son accord, est un nom d'emprunt.

12. L'entretien avec un cadre du ministère des Mines (gouvernement centrafricain)

Le gouvernement centrafricain aurait pu être représenté par trois personnalités venant des ministères des Mines, de la Communication ainsi que des Eaux et Forêts. Mais le changement brusque du contexte politique et sécuritaire centrafricain, a fait changer d'avis à plusieurs politiques. C'est pour cette raison que seul le représentant du ministère des Mines a accepté de réaliser l'entretien avec nous.

La cinquantaine passée, l'interviewé est ingénieur des mines et géologie. Il est une véritable mine d'informations sur les richesses du sous-sol centrafricain. Il a travaillé avec des ingénieurs chinois qui ont pu explorer la région de Boromata, au Sud-Est de la République centrafricaine. Selon ses dires, les conclusions des travaux de recherches minières effectuées par la Chine sont très prometteuses. Il connaît également le rôle que les richesses minières notamment le diamant et l'or jouent dans le conflit centrafricain. Compte tenu de la sensibilité que revêtent les questions minières dans le pays, selon lui, il souhaite requérir l'anonymat dans notre thèse. L'entretien a été réalisé dans un café de la capitale centrafricaine et l'intéressé nous a précisé qu'il s'exprimait en son nom propre. Plusieurs de ses collègues et collaborateurs que nous contactons pour cet entretien ont

opposé une fin de non-recevoir, mettant en avant l'absence d'autorisation de leur hiérarchie et le contexte politique et sécuritaire en République centrafricaine.

13. Les entretiens avec les Institutions républicaines

Nous avons tout au départ contacté certains principaux responsables des sept (7) institutions républicaines créées par la Constitution promulguée le 30 mars 2016. S'y ajoute la Commission nationale des droits l'Homme et des libertés fondamentales créée par une loi organique. Nous aurions donc pu réaliser huit (8) entretiens avec les représentants de ces institutions ci-dessous listées :

- Cour constitutionnelle (CC), rebaptisée Conseil constitutionnel ;
- Haute cour de justice (HCJ) ;
- Conseil économique et social (CES) ;
- Conseil national de la médiation (CNM) ;
- Haut conseil de la communication (HCC) ;
- Haute autorité chargée de la bonne gouvernance (HABG) ;
- Autorité nationale des élections (ANE).

Malheureusement, le contexte politique étant délicat, la quasi-totalité des responsables de ces institutions publiques se sont rétractées. *In fine*, un cadre du Conseil économique et social, ainsi qu'un autre de la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont accepté de réaliser les entretiens avec nous. Les deux interviewés ont d'entrée de jeu précisé qu'ils s'exprimaient à titre personnel car ils n'ont pas été mandatés par leurs hiérarchies respectives.

L'interviewée du Conseil économique et social

Elle est membre du Conseil économique et social, parlement consultatif centrafricain. Agée d'une quarantaine d'années et experte en droit des minorités, elle dit être déçue par la manière dont la crise centrafricaine est gérée par la communauté internationale. Elle a souhaité que son identité n'apparaisse pas dans notre thèse. Le nom la désignant dans cet entretien, réalisé à son domicile, est un nom d'emprunt.

L'interviewée de la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance

Elle fait partie de ceux qui traquent, parfois au péril de sa vie, les personnes accusées de détournement de fonds publics et de corruption en Centrafrique. Certaines personnalités haut placées du régime du président Faustin Archange Touadera sont aujourd'hui derrière les barreaux du fait de ses enquêtes. Elle, non plus, n'a pas souhaité que son identité apparaisse dans notre thèse. Avec son accord, le nom qui lui est attribué ici, est un nom d'emprunt.

14. Les entretiens avec les groupes armés

Huit (8) groupes armés parmi les quatorze (14) ayant cosigné l'APPR-RCA avec le gouvernement centrafricain, en sont sortis et se sont coalisés pour créer un nouveau groupe armé dénommé Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize. Après les attaques que les éléments de la CPC ont lancées sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021, tous les responsables des groupes armés, quasiment, contactés pour les entretiens ont changé d'avis. Ils ne souhaitent plus nous accorder les entretiens dont nous avons pourtant adressé le guide à leurs services de communication respectifs. En fin de compte, nous avons pu réaliser l'entretien avec un représentant des ex-Seleka et un autre des Antibalaka.

L'interviewé membre de l'ex-Seleka soutenant la coalition des patriotes pour le changement (CPC)

Il est né et a grandi dans le grand quartier commerçant du Km⁵ de la ville de Bangui, majoritairement habités par la communauté musulmane. Titulaire d'une licence de droit, vendeur de pièces détachées, musulman pratiquant, il a rejoint la rébellion de l'ex-Seleka à la fin de l'année 2012 pour, dit-il, protéger les membres de sa communauté victimes de marginalisation et de traitements humiliants de la part des gouvernants de confession chrétienne de l'époque. Pour des raisons de sécurité, avant d'accepter de s'entretenir avec nous, il a exigé que son identité ne soit pas révélée et que celle-ci ne soit pas, non plus, citée dans notre thèse. Par respect pour ses vœux, le nom qui le désigne dans cet entretien est un nom d'emprunt. Il est, au moment où nous retranscrivons son entretien, membre actif du Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), l'un des puissants groupes armés dont les quartiers généraux sont basés dans la ville de N'Délé au Nord-Est de la Centrafrique. Il dit apporter son soutien total à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le regroupement de huit (8) groupes armés dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, qui ne reconnaît pas la réélection du président Touadera. L'entretien a été réalisé dans le quartier Km⁵ de Bangui. L'interviewé était entouré de plusieurs de ses coreligionnaires, curieux de savoir ce dont on parlait pendant l'entretien.

L'interviewé membre des Antibalaka ne soutenant pas la coalition des patriotes pour le changement (CPC)

Il est l'un des responsables influents de la rébellion Anti-Balaka. Après l'obtention de son baccalauréat série A4, il n'a pas pu suivre des études supérieures. Il est l'un des farouches opposants à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le regroupement de groupes armés chapeauté par Bozize. Il a souhaité requérir l'anonymat pour des raisons personnelles, nous a-t-il dit au cours de l'entretien que nous avons réalisé avec lui. Le nom utilisé dans cette retranscription pour le désigner, est un nom

d'emprunt. Après que nous ayons terminé l'entretien, l'interviewé a dénoncé, cependant, les « exactions » selon ses propres termes, commises par certains éléments de la garde présidentielle sur les ressortissants de l'ethnie Gbaya à laquelle appartient l'ancien président François Bozize. Selon lui, depuis que ce dernier a accepté de jouer le rôle de coordonnateur de la CPC, les ressortissants de l'ethnie Gbaya sont la cible d'enlèvements, d'exécutions extrajudiciaires et de tortures de la part des éléments de la sécurité rapprochée du président Faustin Archange Touadera, essentiellement composée des ressortissants de l'ethnie Ngbakamandja à laquelle appartient le chef de l'État.

15. Les entretiens avec la société civile

Dans notre thèse, nous entendons par société civile, l'ensemble des organisations de la jeunesse, des défenseurs des droits de l'homme, des défenseurs de l'environnement, les syndicats des travailleurs et les confessions religieuses. Mais nous n'avons malheureusement pas pu réaliser les entretiens avec les responsables de toutes ces organisations, car certains d'entre eux étaient indisponibles. Les entretiens ont donc pu être faits avec les membres des organisations suivantes :

- Confessions religieuses ;
- Ligue centrafricaine des droits de l'homme ;
- Syndicat des travailleurs du secteur public ;
- Conseil national de la jeunesse.

Présentons tour à tour ces interviewés :

Interviewés membres des confessions religieuses

- *Interviewé pasteur*

Docteur en théologie, âgé d'une cinquantaine d'années et évangéliste itinérant, il est l'un des grands connaisseurs du christianisme pratiqué en Centrafrique. Il se dit n'appartenir à aucune église, mais prêche la Bonne Nouvelle dans tous les lieux de culte où il est invité. Très éloquent, il fait sporadiquement des sorties dans les médias pour donner son avis sur la gestion de la chose publique par les politiques centrafricains.

- *Interviewé imam*

La soixantaine passée, il se dit être l'un des premiers soutiens de la rébellion de l'ex-Seleka qui a renversé le président Bozize le 24 mars 2013. Ayant pris part à plusieurs reprises au pèlerinage à la Mecque, il est au nombre des principaux prédicateurs du Coran en Centrafrique. Comme la majorité de nos interviewés, il a souhaité que son identité ne soit pas révélée dans notre thèse. Avec son accord, le nom qui lui est attribué dans cette retranscription est un nom d'emprunt.

- *Interviewée animiste*

Elle est âgée d'environ soixante-dix ans, mère d'une fratrie de neuf enfants dont six filles et trois garçons. Elle se dit animiste et pratique la voyance dont son défunt père lui a révélé les secrets en songe. Son franc-parler est tel qu'elle dit toujours ce qu'elle pense devant qui veut l'entendre. La présente retranscription a été faite à partir de l'entretien que nous avons pu réaliser avec elle en Sango, la langue nationale centrafricaine, dans sa ferme. Elle n'a pas eu la chance d'aller à l'école.

Interviewés défenseurs des droits de l'Homme

Nous avons pu réaliser deux entretiens avec les défenseurs des droits de l'Homme, l'un avec un membre de la commission nationale des droits de

l'Homme et des libertés fondamentales (CNDHLF) et l'autre avec un membre de la ligue centrafricaine des droits de l'homme (LCDH).

- *Interviewée membre de la commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CNDHLF)*

Consultante en communication de crise, la cinquantaine passée et l'une des voix critiques au régime du président Touadera, elle a un franc-parler qui fait même trembler au sein du pouvoir de Bangui. Elle dit consacrer toute son énergie au combat contre les violences conjugales, notamment celles faites sur les femmes. À travers ses prises de positions, elle encourage toutes ses concitoyennes à briser le silence lorsqu'elles sont victimes de violences conjugales. Elle dit également que l'unique limite à son combat pour le respect des droits de la femme, c'est le ciel qui surplombe sa tête.

- *Interviewé membre de la ligue centrafricaine des droits de l'Homme*

Juriste de formation et trentenaire, il est l'un des activistes des droits de l'homme les plus critiques du pouvoir du président Touadera. Il dénonce régulièrement les présumées exactions qu'auraient commises tant les rebelles de la CPC que les alliés russes des FACA en Centrafrique. Il affirme avoir tellement de contentieux avec le régime de Bangui qu'il ne souhaiterait pas que son identité apparaisse dans notre thèse, car les activistes des droits de l'homme ne sont pas les bienvenus en cette période de conflit en Centrafrique.

Interviewé membre du syndicat des travailleurs du secteur public

Grand spécialiste des parcs nationaux, plusieurs rapports mettant en garde les autorités centrafricaines sur les conséquences néfastes des crises récurrentes sur la faune et la flore du pays, portent ses empreintes.

Syndicaliste aux prises de positions très dures vis-à-vis du gouvernement centrafricain, il a toujours été parmi les organisateurs de grèves des travailleurs ayant fait vivre des périodes difficiles aux politiques en charge de l'emploi et du travail en République centrafricaine.

Interviewé membre du conseil national de la jeunesse

Il est l'un des leaders les plus actifs du Conseil national de la jeunesse (CNJ) en République centrafricaine. Juriste de formation, il fait souvent entendre sa voix sur l'enrôlement des enfants par les groupes armés et le travail des mineurs dans son pays. Son franc parler lui a parfois valu des ennuis au sein du régime du président Touadera. Afin d'éviter d'en attirer d'autres, dit-il, il souhaite que son identité n'apparaisse pas dans notre thèse. Le nom qui lui est attribué ici, est un nom d'emprunt.

16. Les entretiens avec les médias

Parmi la quarantaine d'organes de presse écrite, la dizaine de presse électronique, la cinquantaine de stations de radiodiffusion sonore et les deux chaînes de télévision, trois représentants de médias seulement ont pu volontairement accepter les entretiens. Il s'agit de la presse écrite, presse électronique et des médias de service public. Les journalistes font montre de méfiance et de prudence dans le traitement informationnel qu'ils réservent à la crise centrafricaine. Ils ont souvent été accusés de connivence avec les partis politiques de l'opposition ou avec les groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), par le régime du président Touadera. Certains d'entre ces journalistes ont été victimes d'intimidations, pressions et parfois de violences physiques.

Interviewé un des responsables des médias de service public

Arsène P. est journaliste et l'un des principaux responsables d'un média de service public entièrement contrôlé par le pouvoir exécutif centrafricain. Il souhaite requérir l'anonymat parce que les sujets abordés dans cet entretien sont non seulement sensibles, selon lui, mais également à cause de sa proximité avec le pouvoir en place à Bangui. Il a travaillé comme attaché de presse aux côtés de plusieurs décideurs politiques qui se succédés à la tête de la Centrafrique. Il a également été correspondant d'importants médias internationaux et dirigé de grands organes de presse nationaux.

Interviewé journaliste indépendant

Journaliste indépendant, il a souhaité que son identité ne soit pas révélée dans la retranscription de l'entretien. Exerçant depuis plus de vingt ans dans le secteur des médias, il a servi comme chargé de communication auprès de la présidence de la République à Bangui, sous les régimes qui ont précédé celui du président Touadera. Il a également été correspondant de plusieurs médias internationaux en Centrafrique. Avec son accord, le nom qui est utilisé dans cette retranscription est un nom d'emprunt.

Interviewé journaliste de la presse privée

C'est un jeune qui a su s'imposer dans le domaine de la lutte contre les fake news. Il est l'un des meilleurs spécialistes, invités partout dans le monde entier, pour donner des formations sur la vérification de l'information et de la lutte contre les fake news. Il s'est également fait remarquer par le rappel à l'ordre de certains de ses confrères et consœurs dont les écrits et comportements vont à l'encontre des règles d'éthique et de déontologie du journalisme.

17. Les entretiens avec les partis politiques

Les partis politiques sont une quarantaine à animer la vie politique en République centrafricaine. Seuls les plus représentatifs ont pu être contactés en vue de l'entretien. Somme toute, un membre de la majorité présidentielle qui soutient la politique du président Touadera et un autre de l'opposition démocratique ont accepté de nous accorder, chacun un entretien dans le cadre du recueil des données de notre thèse.

Interviewé membre de la majorité présidentielle

Sociologue de formation, âgé d'une cinquantaine d'années et fervent soutien de l'actuel président centrafricain et de son parti le Mouvement des cœurs unis. Homme de l'ombre parmi tant d'autres, il est l'un des nombreux soldats de l'armée médiatique du régime qui défend les intérêts de celui-ci sur l'Internet, notamment sur les réseaux sociaux. Il se revendique un inconditionnel pro-russe et apporte son soutien total aux intérêts de Moscou en Centrafrique. Compte tenu de la sensibilité des questions débattues dans cet entretien, nous a-t-il dit, il a souhaité requérir l'anonymat et que son identité ne soit pas révélée dans notre thèse. Avec son accord, nous lui avons attribué un nom d'emprunt.

Interviewé membre de l'opposition démocratique

Il est l'un des personnages influents de la Coalition de l'opposition démocratique (COD2020) farouchement opposée au régime du président Touadera. La cinquantaine passée et juriste chevronné, il maîtrise au bout des doigts les rouages de la communication politique. Il se fait régulièrement remarquer par son éloquence et sa grande capacité à mobiliser les foules. Comme d'autres politiques rencontrés dans le cadre des entretiens pour le recueil des données de notre thèse, il a souhaité

requérir l'anonymat pour des raisons personnelles, disait-il. Le nom que nous lui avons attribué dans cette retranscription est un nom d'emprunt.

18. Interprétation des résultats obtenus

L'analyse thématique des dix-huit (18) retranscriptions des dix-huit (18) entretiens réalisée au paragraphe ci-dessus, a fait l'objet d'interprétation au regard du cadre théorique de la thèse. Il ressort de cette analyse thématique ce qui suit :

- ***L'immensité des richesses naturelles du pays suscite la jalousie des pays limitrophes et des puissances occidentales***

Selon une étude réalisée en 1995 par le ministère centrafricain des Mines avec l'appui de la Banque mondiale, la République centrafricaine regorge plus de 470 indices minéraux¹⁵¹ repartis sur 60 % du territoire national, soit environ 400 000 km² des 623 000 km² de la superficie totale du pays. Parmi ces richesses naturelles, on trouve notamment le diamant, l'or, l'uranium, le lignite, le fer, le cuivre, le calcaire, le colombo tantalite, le manganèse et le pétrole. À titre d'exemple, le pays dispose de vastes étendues sédimentaires potentiellement pétrolifères : au Nord le bassin Salamat et le Bassin Doséo, à l'Ouest le bassin de Carnot, au Nord-Est le bassin de Mouka-Ouadda et au Sud le bassin de Ndoukou-Possel (Cf. cartes du cadastre pétrolier et des bassins sédimentaires à l'annexe 6). C'est un patrimoine naturel dont la richesse ne peut qu'aiguiser des appétits.

- ***L'incapacité des dirigeants centrafricains à s'émanciper des puissances occidentales***

¹⁵¹ <https://www.mines.gouv.cf/article/38/investir-en-centrafrique>: consulté le 02 juillet 2022.

Tous les dirigeants qui ont présidé aux destinées de la République centrafricaine depuis l'accession de cette dernière à l'indépendance le 13 août 1960, ont toujours voué une soumission inconditionnelle aux puissances occidentales, notamment la France. Ces dirigeants ont accédé à la magistrature de l'État avec le soutien de Paris, soit par des élections aux résultats discutables, soit par des coups de force. L'Élysée conditionne le maintien de ces dirigeants au pouvoir par le respect total par ceux-ci de ses instructions.

- ***La mauvaise gouvernance pratiquée par les gouvernants***

La gouvernance de tous les dirigeants centrafricains s'est toujours caractérisée par, entre autres, la corruption, les détournements de deniers publics, le tribalisme, l'impunité et l'absence totale d'alternance au sommet de l'État. Cette mauvaise gouvernance¹⁵² crée un climat de défiance entre les gouvernants et les citoyens centrafricains qui s'estiment trahis par les politiques. À titre d'exemple, les résultats de toutes les élections présidentielles organisées en République centrafricaine ont toujours été contestés, parfois violemment, par les candidats perdants. Ces contestations ont ouvert la voie à des crises post-électorales qui ont affaibli le pouvoir en place et plongé le pays dans une instabilité chronique.

- ***L'ingérence de la France qui fait et défait les présidents qui se succèdent à la tête de la République centrafricaine***

Paris considère, en s'appuyant sur les accords coloniaux signés avec Bangui, que les richesses naturelles centrafricaines constituent les réserves des générations futures de l'Hexagone. Si bien qu'il est formellement interdit à tous les présidents que l'Élysée installe à la tête de

¹⁵² https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=ETU_4213_0007&download=1: consulté le 02 juillet 2022.

la République centrafricaine d'exploiter le patrimoine naturel de leur pays, sous peine de renversement.

- ***L'hypocrisie des puissances occidentales***

Les puissances occidentales, notamment européennes, d'un côté, soutiennent les rébellions en achetant les ressources naturelles (bois, diamant, or) qu'ils exploitent illicitement et de l'autre côté se présentent en médiateurs. Cette hypocrisie a été dénoncée par l'ONG britannique Global Witness dans un rapport¹⁵³ publié le 15 juillet 2015. C'est grâce aux revenus générés par le commerce illicite du bois, diamant, or et bétail que les groupes armés s'approvisionnent en armes et munitions. Les pays membres de l'Union européenne achètent le bois illicitement produit par les groupes armés en République centrafricaine, en violation du Règlement sur le Bois de l'Union Européenne (RBUE)¹⁵⁴ en vigueur depuis le 03 mars 2013.

- ***Le trafic illicite des ressources naturelles***

Il est pratiqué par les groupes armés et les proches du président Touadera, avec la complicité des puissances étrangères, notamment la Russie, Chine et la France. Celles-ci sont les principales acheteuses des produits de ce trafic illicite, comme expliqué dans les paragraphes précédents.

- ***La population centrafricaine est victime des exactions commises aussi bien par les groupes armés, les forces russes que par les forces armées centrafricaines (FACA)***

¹⁵³ <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/bloodtimber/>: consulté le 02 juillet 2022.

¹⁵⁴ <https://agriculture.gouv.fr/le-reglement-sur-le-bois-de-lunion-europeenne>: consulté le 02 juillet 2022.

Les experts des Nations Unies¹⁵⁵ ayant travaillé sur la crise centrafricaine ont pu révéler que les exactions dont sont victimes les civils, ont été perpétrées par tous les belligérants, notamment les groupes armés, instructeurs russes et les forces armées centrafricaines.

- ***Le conflit centrafricain met en péril le patrimoine culturel et naturel***

Le patrimoine naturel ne saurait profiter aux générations futures d'autant qu'il fait l'objet de trafic illicite tel que relaté dans les paragraphes ci-dessus. Le trafic illicite met en péril le patrimoine naturel centrafricain.

- ***La fin du conflit dépend en grande partie des Centrafricains***

La communauté internationale n'est venue qu'en appoint aux efforts de recherche de la paix en République centrafricaine. Si les Centrafricains décident de déposer les armes et rejeter les manipulations des puissances occidentales, la guerre s'arrêtera dans ce pays.

- ***La traduction devant la justice de tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de violations graves des droits l'homme, est l'une condition du retour de la paix en République centrafricaine***

Tous les interviewés ont unanimement reconnu que la traduction et la condamnation devant les juridictions aussi bien nationales qu'internationales de toutes les personnes accusées de violations graves des droits de l'homme, sont les conditions minimales du retour de la paix en République centrafricaine.

- ***L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la***

¹⁵⁵ <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1117312>: consulté le 02 juillet 2022.

paix dans le pays parce que le gouvernement centrafricain l'avait négocié en position de faiblesse

Pendant les négociations qui ont abouti à la signature de l'APPR-RCA, 80 % du territoire centrafricain était contrôlé par les groupes armés¹⁵⁶ jusqu'à la fin de l'année 2020. Par ailleurs, ceux-ci étaient mieux équipés que les forces armées centrafricaines. Dans ces conditions, le gouvernement centrafricain était en position de faiblesse face aux groupes armés, c'est pour cette raison que ces derniers n'avaient aucun intérêt à déposer les armes comme le prévoit l'APPR-RCA. Les groupes armés ont profité de l'absence de l'État pour renforcer leur emprise sur le territoire centrafricain, avant l'entrée en scène des instructeurs russes et les forces spéciales rwandaises après les attaques lancées sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021 par les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dirigées par l'ancien président François Bozize.

- ***L'absence des partis politiques de l'opposition démocratique a contribué à l'échec de l'APPR-RCA***

Si les partis politiques de l'opposition démocratique avaient été associés aux négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA, ils y auraient apporté des contributions indispensables au retour de la paix en République centrafricaine. Cela est d'autant plus vrai que les principaux leaders de l'opposition démocratique ont, par le passé, présidé aux destinées du pays. C'est le cas notamment de Martin Ziguèle, Anicet-Georges Dologuele, Nicolas Tiangaye, Alexandre-Ferdinand Nguendet et Crépin Mboli-Goumba.

- ***La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) a été créée à la demande de la France qui voulait s'en servir pour empêcher la réélection du président Faustin Archange Touadera, qui a eu l'audace de faire venir dans son pays les Russes***

¹⁵⁶ <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-accord-de-paix-pour-acc%C3%A9l%C3%A9rer-la-justice-et-s%C3%A9curiser-le-territoire/4778674.html>: consulté le 02 juillet 2022.

Les relations diplomatiques entre Paris et Bangui se sont tendues à cause de la présence des Russes sur le sol centrafricain. L'Élysée ne cache pas son mécontentement parce que le président Touadera a eu l'audace de signer des accords de défense et de coopération économique avec son homologue russe, Vladimir Poutine. Le paroxysme de la détérioration des relations franco-centrafricaines a été atteint lorsque le président français Emmanuel Macron a déclaré que le président centrafricain Faustin-Archange Touadera était « l'otage des mercenaires du groupe Wagner »¹⁵⁷.

- ***La soif du pouvoir dont font montre les politiques centrafricains est l'une des causes du conflit qui dévaste ce pays depuis plusieurs années***

Les enquêtés ont relevé que les politiques centrafricains qui aspiraient présider aux destinées de leur pays étaient animés par une soif effrénée du pouvoir. L'exemple donné était celui de l'ancien président François Bozize qui n'avait pas accepté l'invalidation de son dossier de candidature à l'élection présidentielle de 2020 par la Cour constitutionnelle. Pour manifester son mécontentement, il a créé et pris la tête de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), un regroupement de groupes armés s'étant désolidarisés de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). La CPC avait clairement affiché comme objectif, l'empêchement de la réélection du président Faustin-Archange Touadera à la magistrature suprême de l'État centrafricain.

- ***La concertation, facilitée par la médiation, entre les Centrafricains peut contribuer à la qualification (ou à la requalification) et à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine***

L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), est le fruit d'une concertation entre les groupes

¹⁵⁷ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210531-centrafrique-macron-juge-le-pr%C3%A9sident-touad%C3%A9ra-otage-du-groupe-wagner>: consulté le 02 juillet 2022.

armés et le gouvernement centrafricain, facilitée par la médiation de l'Union africaine. Les Centrafricains peuvent s'accorder à travers une concertation, sous les auspices d'une médiation nationale ou internationale, afin d'adhérer à tous les projets gouvernementaux dont l'objectif est la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel de leur pays. Ce patrimoine est un bien public qu'ils doivent consommer avec parcimonie afin de le léguer aux générations futures, conformément aux principes du développement durable.

- ***La qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain nécessitent la réalisation d'une communication publique et territoriale en se servant des médias audiovisuels et d'Internet***

Le patrimoine culturel et naturel centrafricain est un bien public dont la protection relève de la responsabilité des autorités compétentes de la République centrafricaine. À cet effet, il appartient donc au gouvernement centrafricain de faire en sorte que ce patrimoine soit recensé et valorisé. Une communication publique à l'endroit de la population centrafricaine et Une communication territoriale en direction des collectivités territoriales font partie des activités à mener par les autorités compétentes centrafricaines afin de procéder à la qualification et la protection du très riche patrimoine culturel et naturel centrafricain.

19. Interprétation des résultats de l'analyse thématique des retranscriptions

L'objectif recherché par l'interprétation des résultats de l'analyse thématique est principalement de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de notre recherche qui se résument ainsi qu'il suit :

- l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant faciliter la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel, ne peut être possible qu'à travers une concertation entre les acteurs et

non-acteurs du conflit centrafricain, facilitée par une médiation de tiers personne supposée neutre ;

- la média-diplomatie (Wolton, 1991 : 36 et 76) est un outil de lobbying des médias permettant à ceux-ci de jouer le rôle de relais des communications des acteurs et non-acteurs du conflit auprès du public. La média-diplomatie a également montré son efficacité lorsque des sociétés étrangères qui exploitent les ressources minières en République centrafricaine ont été accusées de pollution des eaux de plusieurs rivières dans ce pays.
- sachant que dans une guerre, tous les acteurs ont tort de s'être adonnés aux violences, la meilleure stratégie de communication à adopter par les acteurs et non-acteurs est celle de la reconnaissance. Selon Thierry Libaert (2018), la stratégie de la reconnaissance¹⁵⁸ consiste pour les acteurs, notamment les groupes armés et le gouvernement centrafricain, à reconnaître leurs responsabilités respectives dans les causes des violences ainsi que les conséquences de celles-ci sur le patrimoine culturel et naturel.
- il est impossible à la République centrafricaine de mettre en œuvre les principes de développement durable à cause de l'absence de l'État sur son territoire.

De l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant faciliter la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel

L'élaboration d'une stratégie de communication comporte, à la lecture de l'analyse thématique des entretiens avec les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, deux volets :

¹⁵⁸ Thierry LIBAERT, « Communication de crise », Pearson France 2018, p.65

- ***Stratégie de communication pour la qualification du patrimoine culturel et naturel centrafricain***

Les communautés locales, collectivités territoriales et partis politiques pour ne citer que ceux-là, détiennent de précieuses informations concernant tous les biens culturels et naturels, pouvant être qualifiés de patrimoine. Il leur appartient de décider d'en faire un patrimoine culturel et naturel afin de le transmettre aux générations futures, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972. L'implication et l'adhésion du public aux activités d'identification de tous les biens susceptibles d'être qualifiés de patrimoine culturel et naturel, nécessitent la mise en œuvre d'une communication publique et territoriale par le gouvernement centrafricain en direction de la population centrafricaine. Au regard des responsabilités des gouvernants dans ces activités, la stratégie à adopter lors de la réalisation de cette communication publique et territoriale, est celle de la reconnaissance. Selon cette dernière, le gouvernement centrafricain reconnaît qu'il lui revient d'identifier, avec l'aide de toute la population du pays, tous les biens qui répondent aux critères d'être classés patrimoine culturel et naturel, conformément aux dispositions des articles 1^{er} et 2 de la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972.

- ***Stratégies de communication pour la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain***

Après avoir formellement identifié et classifié les biens en patrimoine culturel et naturel, il faudra assurer leur protection afin de les exploiter au profit de la population. Or conformément au droit centrafricain, la sécurité des biens et des personnes relève tout d'abord de la responsabilité de l'État centrafricain. Donc celui-ci devra réaliser une communication publique et territoriale en direction du public en adoptant la stratégie de la reconnaissance comme pour la qualification du patrimoine culturel et

naturel ci-dessus expliquée. Par ailleurs, les forces de défense et de sécurité centrafricaines ne pouvant pas remplir leur rôle régalien de protection des biens et des personnes sur le territoire national parce que sous équipées et mal formées, l'État centrafricain peut faire appel aux partenaires internationaux et à d'autres États parties à la Convention de l'UNESCO concernant la protection¹⁵⁹ du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972.

La mise en œuvre de cette stratégie de communication nécessite l'implication et l'adhésion de tous les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain à travers une concertation facilitée par une médiation d'un tiers supposé neutre (Bratosin, 2001).

De l'importance de la média-diplomatie dans le règlement du conflit

L'analyse thématique des entretiens avec les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain nous a permis de confirmer le rôle de relais que jouent les médias dans la réalisation de la communication publique et territoriale desdits acteurs et non-acteurs en direction de la population centrafricaine (Wolton, 1991). À titre d'exemple, ce sont les médias qui ont pu aider le gouvernement centrafricain à vulgariser auprès de la population de ce pays, le contenu de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Les médias peuvent donc, à l'image de ce qu'ils ont pu faire pour la vulgarisation de l'APPR-RCA, relayer les communications (communication publique et territoriale) du gouvernement centrafricain relatives à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel du pays. Par ailleurs, les médias sont d'excellents outils de pression sur les sociétés étrangères et nationales qui exploitent les ressources naturelles centrafricaines sans le moindre respect de l'environnement. Ils sont également des outils de lobbying auprès des

¹⁵⁹ Article 4 - Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972.

gouvernants afin que ceux-ci prennent des mesures vigoureuses à l'encontre de ces sociétés qui exploitent les ressources naturelles centrafricaines au mépris de l'environnement. À titre d'exemple, ce sont les médias, à travers leurs productions radiophoniques et télévisuelles, qui ont révélé la catastrophe environnementale causée par les sociétés minières chinoises qui, en exploitant des mines d'or dans les environs de la ville de Bozoum au Sud-Ouest de la République centrafricaine, ont contaminé au mercure les eaux de la rivière Ouham. Les pressions médiatiques étaient telles que le gouvernement centrafricain était obligé d'exiger à ces sociétés minières chinoises de prendre des mesures protectrices de l'environnement lors de la réalisation de leurs activités.

De l'impossibilité de la mise en œuvre des principes du développement durable

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de la République française, le développement durable se définit comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », citation de Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien (1987)¹⁶⁰. Le concept de développement durable englobe les trois principaux principes suivants¹⁶¹ :

- *Principe de solidarité* : solidarité entre les peuples et les générations. Le développement doit profiter à toutes les populations.

Les relations entre les communautés musulmanes et non-musulmanes ont été mises à mal en République centrafricaine d'autant que le conflit auquel ce pays est confronté depuis plusieurs années a été à tort qualifié de conflit interconfessionnel. Cette instrumentalisation de la fibre confessionnelle a

¹⁶⁰ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1644> : consulté le 07 février 2022.

¹⁶¹ <https://ent2d.ac-bordeaux.fr/disciplines/edd/ledd-enjeux-et-contenus/definition-du-dd-et-grands-principes/> : consulté le 07 février 2022.

fait voler en éclat la solidarité séculaire qui existait entre les différentes communautés centrafricaines. Les nombreux affrontements entre les rebelles de l'ex-Seleka à majorité musulmane et ceux des Antibalaka à majorité chrétienne en sont l'exemple patent.

- *Principe de précaution* : se donner la possibilité de revenir sur des actions lorsque leurs conséquences sont aléatoires ou imprévisibles.

Lorsque l'on regarde la manière dont les ressources naturelles sont exploitées par les sociétés étrangères notamment, aucune mesure n'est prise pour prévenir la survenance de catastrophes naturelles qui mettraient en mal l'environnement. Tout cela a été rendu possible par l'absence de l'État, complètement affaibli par les conflits récurrents qu'a connus la République centrafricaine. La contamination au mercure des eaux de la rivière Ouham par des sociétés minières chinoises dans les environs de la ville de Bozoum dans le Nord-Ouest du pays en est un exemple.

- *Principe de participation* : associer la population aux prises de décision.

Les dispositions de l'article 60 de la Constitution du 30 mars 2016 de la République centrafricaine font obligation au gouvernement de ce pays de recueillir l'autorisation préalable de l'Assemblée nationale avant toute signature de contrats dans le domaine des ressources naturelles. Malheureusement, nous avons pu relever que les autorités de Bangui ont signé de nombreux contrats dans le domaine minier notamment avec des sociétés russes, sans en obtenir au préalable l'autorisation de l'Assemblée nationale.

En somme, le respect des principes du développement durable est impossible dans le contexte politique actuel en République centrafricaine.

D'autres enseignements tirés de l'analyse des entretiens

En outre, les points ci-dessous ont pu être relevés de l'analyse des discours des acteurs et non acteurs du conflit centrafricain :

- *Le sentiment anti-français va crescendo.* Les interviewés ont, dans leur majorité, reproché à la France d'être à l'origine de l'instabilité politique dans laquelle la République centrafricaine se trouve depuis plusieurs décennies. Paris est accusée d'avoir, avec le concours de N'Djamena, fait et défait par le truchement de coups d'État plusieurs présidents qui se sont succédé à Bangui. Les acteurs et non-acteurs interrogés ont également dénoncé le fait que malgré les nombreuses opérations militaires dont Barracuda et Sangaris envoyées par Paris en République centrafricaine, la stabilité n'est jamais revenue dans ce pays.
- *Le sentiment pro-russe va également crescendo.* Les interviewés ont pu relever que depuis l'intervention directe en décembre 2020 des forces russes dans les combats qui opposent les forces armées centrafricaines aux rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le gouvernement centrafricain contrôle actuellement 99 % de son territoire. Avant l'entrée en scène des russes, les groupes armés contrôlaient plus de 80 % du territoire centrafricain. C'est pour raison que la présence russe en République centrafricaine est majoritairement saluée par les interviewés.
- La guerre médiatique franco-russe devient de plus en plus violente. Pendant le recueil des données de notre recherche, nous avons également pu noter une nette recrudescence de campagnes médiatiques anti-françaises organisées par les soutiens de Bangui et de Moscou. Ces campagnes se déroulent sur les réseaux sociaux et les médias russes tels que RT et Spoutnik. Les campagnes

médiatiques anti-russes sont, quant à elles, réalisées les réseaux sociaux et sur les médias français *France 24* et *Radio France Internationale* et son allié américain *CNN*.

- La mauvaise gouvernance est l'ingérence des puissances occidentales, notamment la France, ainsi que celle de certains pays limitrophes de la République centrafricaine tels que le Tchad, sont à l'origine de la persistance de l'instabilité politique dans ce pays ;
- Le retour de la paix et de la stabilité politique ainsi que du développement économique en République centrafricaine sont tributaires, entre autres, de la lutte contre la corruption et l'impunité, ainsi que de la traduction des présumés auteurs de violations graves de droits de l'Homme devant la justice ;
- Si les Centrafricains prennent la décision de mettre fin au conflit en cours dans leur pays en se réconciliant et en rejetant les manipulations des puissances étrangères, la paix et la stabilité se rétabliront en République centrafricaine.
- **Communication basée sur la stratégie de la dissuasion et protection du patrimoine culturel et naturel**

La notion de dissuasion est consubstantielle au mode de fonctionnement des sociétés humaines. Il s'agit d'empêcher une action en persuadant la personne ou l'entité concernée que le jeu n'en vaut pas la chandelle. La dissuasion est un mode de prévention de l'agression sans emploi de la force, comme la diplomatie ou la sécurité collective. Il ne s'agit pas d'inciter un acteur à faire tel ou tel geste, par le raisonnement (persuasion) ou par la contrainte (coercition), mais de l'inciter à ne pas agir. Il ne s'agit pas non plus de neutraliser concrètement la capacité de nuisance de l'adversaire, à froid (action militaire préventive) ou à chaud (action militaire préemptive), mais d'influencer son processus de décision (Tretrais, 2008 : 29-66). « La

dissuasion pourrait être définie comme une attitude visant, par la persuasion ou la menace, à convaincre un Autre de renoncer à une action. Le but de la dissuasion est négatif : sa finalité est la conservation et non l'acquisition. Son domaine est celui du virtuel et de l'imaginaire, en amont de l'action, puisqu'elle cible en l'Autre une volonté qu'il s'agit d'inhiber. Dans le registre d'un conflit armé, la dissuasion tend à faire prendre conscience à un adversaire du prix que lui coûterait un passage à l'acte, ce qui suppose évidemment de disposer des moyens de le fixer suffisamment haut... La dissuasion change alors de nature : la stratégie de dissuasion classique vise à agir sur la volonté d'un agresseur potentiel en lui démontrant que l'entreprise qu'il envisage pourrait échouer, ou pourrait atteindre un coût qui dépasserait la valeur de l'enjeu. »¹⁶².

Le riche patrimoine naturel de la République centrafricaine continuera à aiguïser les appétits aussi bien de ses pays voisins que des puissances étrangères, notamment occidentales. L'acquisition de moyens de défense et de sécurité de dernières générations est l'une des conditions sine qua non pour que la protection de ce riche patrimoine soit assurée. Les espèces rares de la faune et de la flore qui font l'objet de braconnage, ainsi que les richesses minières qui sont soumises à des activités illégales d'orpaillage ne peuvent être protégées qu'avec des matériels militaires robustes. Or il faut noter que l'acquisition de ces matériels sophistiqués nécessite des moyens financiers colossaux dont la République centrafricaine ne dispose pas, pour l'instant. Les recettes fiscales et douanières, ainsi que les aides budgétaires et les aides au développement qui constituent l'essentiel du budget du pays ne sont pas en mesure de permettre à l'État centrafricain d'atteindre cet objectif. Mais si l'exploitation du patrimoine naturel dont le diamant, l'or et le bois est débarrassée de la corruption qui fait perdre d'importants revenus au Trésor public, et réalisée dans le respect strict des principes du développement durable, la République centrafricaine sera en

¹⁶² <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-7-page-33.htm>: consulté le 12 novembre 2023.

mesure d'obtenir les fonds nécessaires à l'achat des matériels de dernières générations dont elle a besoin pour assurer la protection de ses richesses du sol et du sous-sol. La communication de dissuasion consiste à délivrer des messages dans lesquels les équipements acquis sont présentés au public afin de décourager les prédateurs du commerce illicite des ressources naturelles centrafricaines. L'objectif d'une telle communication consiste à faire réfléchir, par exemple, les braconniers que toute tentative de leur part braconner les espèces rares de la faune ou les orpailleurs que toute activité qui consisterait à exploiter illégalement les mines d'or et de diamant, seraient confronter à une riposte foudroyante des forces de défense et de sécurité.

La communication de dissuasion est une manière de communiquer avec autrui autrement que par l'expression des mots. Elle désigne ainsi l'ensemble du langage corporel. Il peut s'agir de la gestuelle, des expressions du corps ou du visage ou encore des manifestations physiologiques. Nous suggérons qu'elle soit réalisée en médiatisant, entre autres (l'ordre ne compte pas) :

1. l'acquisition des matériels servant à la protection du patrimoine culturel et naturel ;
2. la présentation de ces matériels au public ;
3. la formation des forces de défense et de sécurité.

Nous avons un exemple parmi tant d'autres alimentant l'actualité mondiale qui corrobore l'efficacité de la communication basée sur de la stratégie de la dissuasion. Même si la Russie n'est pas un pays au modèle de démocratie à suivre, elle reste et demeure l'une des meilleures spécialistes en communication de dissuasion. Les puissances occidentales dont les États-Unis et l'OTAN ne peuvent pas et ne pourront jamais entrer

directement en guerre contre la Russie, suite à l'agression¹⁶³ (selon les Occidentaux) ou l'opération spéciale (selon Moscou) perpétrée par l'armée russe contre l'Ukraine depuis le 24 février 2022, parce que le président russe détient l'arme nucléaire. La Russie a fait usage de la communication de dissuasion au cours de laquelle elle a exposé tout l'arsenal nucléaire dont elle dispose afin de prévenir les Occidentaux que toute tentative d'agression perpétrée contre l'armée russe pourrait coûter très chère, car Moscou n'aurait pas d'autres choix que d'appuyer sur le bouton rouge qui déclenche l'arme nucléaire. Le président Vladimir Poutine a organisé plusieurs exercices militaires¹⁶⁴ au cours desquels l'armée russe a montré aux yeux du monde entier tous les arsenaux dont les armes nucléaires, composant ses moyens de défense. Ce sont des manœuvres militaires qui ont pour objectif de prévenir les puissances occidentales comme quoi, la Russie n'hésiterait pas à se servir de l'arme nucléaire en cas d'agression de la part de l'armée américaine ou de l'OTAN. Les puissances occidentales devront réfléchir par deux fois avant d'envisager le déclenchement d'une quelconque guerre contre le pays de Vladimir Poutine.

Après la mise en œuvre de la stratégie de la reconnaissance basée sur la concertation facilitée par une médiation de tiers dont nous avons fait mention et détaillé à la page 34. La stratégie de la reconnaissance et celle de la dissuasion sont complémentaires. La première ne saurait être efficace sans la mise en œuvre de la seconde. Les deux garantissent une protection optimale du riche patrimoine culturel et naturel centrafricain. Les autorités centrafricaines devraient savoir que les groupes armés ne sont pas prêts d'abandonner les armes, car celles-ci leur permet de rester en position de force et continuer le trafic illicite des ressources naturelles qui leur procure

¹⁶³ https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/28/les-cartes-de-la-guerre-en-ukraine-depuis-l-invasion-russe-de-fevrier-2022_6118209_3213.html: consulté le 12 novembre 2023.

¹⁶⁴ <https://www.france24.com/fr/europe/20231025-la-russie-entra%C3%A9ne-ses-forces-%C3%A0-une-frappe-nucl%C3%A9aire-massive-de-contre-attaque>: consulté le 12 novembre 2023.

d'importants revenus. Plusieurs chefs rebelles sont devenus aujourd'hui riches à cause du trafic illicite de diamants, d'or, de bois et de bétail. À un moment donné, les autorités centrafricaines seront obligées d'ordonner des actions militaires violentes et légales pour assurer la protection du patrimoine culturel et naturel parce que les chefs rebelles que le trafic illicite des richesses minières, forestières et animales a enrichi ne baisseront pas facilement les armes.

1. Projets réalisés grâce à la concertation et à la médiation

La concertation et la médiation dont les vertus ont été largement reconnues par les interviewés lors des entretiens semi-directifs que nous avons réalisés dans le cadre du recueil des données de notre thèse, ont fait leur preuve. Dans le présent paragraphe, nous allons présenter deux exemples qui en sont les preuves. Les acteurs et les non-acteurs ont pu, à travers de leurs discours que la concertation qui peut se définir, à titre de rappel, « comme une actions action de débattre dans le cadre d'un dialogue engagé entre plusieurs acteurs concernés, qui échangent leurs arguments afin de prendre en compte les divers points de vue exprimés et de faire ainsi émerger l'intérêt général, en amont de la mise en forme d'une proposition avant de s'accorder en vue d'un projet commun »¹⁶⁵. Les acteurs et non-acteurs ont pu, malgré leur divergence politique sur la gestion de la crise centrafricaine, s'accorder sur l'intérêt de la mise en œuvre de projets dans les domaines du patrimoine culturel et du patrimoine naturel qui revêt un intérêt général.

Dans ce paragraphe, nous allons présenter deux projets qui ont été mis en œuvre grâce à la concertation d'un côté, et de la médiation qui se définit comme « est une pratique ou une discipline qui vise à définir l'intervention d'un tiers pour faciliter la circulation d'informations, éclaircir ou rétablir des relations. Ce tiers neutre, indépendant et impartial, est appelé

¹⁶⁵ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Concertation>: consulté le 7 février 2022.

médiateur »¹⁶⁶. Ces deux exemples de projets ont été réalisés en République centrafricaine.

1. Projet réalisé dans le domaine du patrimoine culturel

La photojournaliste indépendante française Camille Lepage¹⁶⁷ a été assassinée le 13 mai 2014 alors qu'elle couvrait la guerre civile en République centrafricaine. Son corps sans vie a été retrouvé par les soldats de l'opération Sangaris dans les environs de la ville de Bouar, dans l'Ouest centrafricain.

Grâce à la mobilisation de Maryvonne Lepage, la mère de la photojournaliste et de celle des pairs de celle-ci, un film intitulé « Camille »¹⁶⁸ a été réalisé et tourné en territoire centrafricain par Boris Lojkine pour honorer la mémoire de la disparue. Les Centrafricains de toutes les confessions religieuses ayant, à un moment ou à un autre et d'une manière ou d'une autre, impliqué dans le déroulement du conflit dans leur pays, ont unanimement accepté de collaborer à la réussite de ce film en hommage à la mémoire de Camille Lepage. Le témoignage suivant de Boris Lojkine, le réalisateur du film, en est la preuve : « Les Centrafricains qui sont venus sur le tournage, ne sont pas venus que pour l'argent. Pour eux, c'était important de raconter à travers l'histoire de Camille, une page de l'histoire de leur pays. »

La réussite de ce projet culturel n'a été possible que grâce à la concertation entre les acteurs du conflit et la médiation de l'équipe de tournage du film « Camille ».

¹⁶⁶ <https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9diation>: consulté le 25 octobre 2021.

¹⁶⁷ [Une photojournaliste française tuée en Centrafrique \(france24.com\)](https://www.france24.com/fr/centrafrique/20140513-une-photojournaliste-francaise-tuee-en-centrafrique) : consulté le 25 octobre 2021.

¹⁶⁸ ["Camille" : le film hommage à la photojournaliste Camille Lepage tuée en Centrafrique \(tv5monde.com\)](https://www.tv5monde.com/fr/centrafrique/20140513-camille-lepage-tuee-en-centrafrique) : consulté le 25 octobre 2021.

2. Projet réalisé dans le domaine du patrimoine naturel

Plusieurs projets pétroliers sont en cours de réalisation en République centrafricaine, notamment dans les préfectures de la Vakaga et du Bamingui Bangoran. Les groupes armés issus de la dislocation de la rébellion de l'ex-Seleka et de celle des Antibalaka, ainsi que les forces armées centrafricaines (FACA) se partagent le contrôle de ces deux régions centrafricaines. Le gouvernement centrafricain, par arrêté N°086 du 12 juillet 2016 du ministre des Mines et de la Géologie, a mis en place un comité chargé de piloter l'ensemble des projets au bénéfice des communautés locales. Le comité est composé des représentants des sociétés pétrolières PTIAS et PTIAL, de ceux des communautés locales, ainsi que ceux du gouvernement centrafricain. Les projets se résument ainsi qu'il suit¹⁶⁹ :

Préfecture de Vakaga

- Construction de vingt-trois (23) nouveaux forages dans les villages de la Sous-préfecture de Tiringoulou ;
- Construction d'un bâtiment de trois (03) salles de classe avec une latrine moderne couvrant une superficie de 396 m² pour un Collège d'Enseignement Général (CEG) au village Boromata dans la sous-préfecture de Tiringoulou ;
- Construction d'un bâtiment de trois (03) salles de classe avec une latrine moderne couvrant une superficie de 315 m² pour une Ecole primaire au village Sikikede dans la sous-préfecture de Tiringoulou ;
- Construction d'un bâtiment de 680 m² avec une latrine moderne de 15 m² pour le Centre de Santé au village Boromata dans la sous-préfecture de Tiringoulou ;

¹⁶⁹ <https://www.mines.gouv.cf/projet/47/developpement-communautaire>: consulté le 25 octobre 2021.

- Construction d'un bâtiment de 272 m² avec une latrine moderne de 15 m² pour le Poste de Santé au village Ndiffa dans la sous-préfecture de Tiringoulou.

Préfecture de Bamingui-Bangoran

- Construction de quatre (04) nouveaux forages dans la sous-préfecture de N'délé;
- Réhabilitation de quatre (04) anciens forages dans la sous-préfecture de N'délé;
- Construction d'un bâtiment de trois (03) salles de classe couvrant une superficie de 315 m² pour une Ecole primaire au village Chari dans la sous-préfecture de N'délé ;
- Construction d'un bâtiment de trois (03) salles de classe couvrant une superficie de 315 m² pour une école primaire au village Chari dans la sous-préfecture de N'Délé. »

Ces projets importants du patrimoine naturel (pétrole) sont actuellement en cours de réalisation grâce à la concertation entre les acteurs du conflit et une médiation conjointement menée par les sociétés pétrolières, les communautés locales et le gouvernement centrafricain. Il s'agit précisément de l'exploration pétrolière effectuée dans la sous-préfecture de Tiringoulou par la société chinoise CNC.

Chapitre 8 : L'analyse des entretiens à la lumière de la sociologie de la traduction

La théorie de l'acteur-réseau encore appelée sociologie de la traduction, est une approche sociologique développée à partir des années 1980 par, entre autres, les sociologues Michel Callon, Bruno Latour et Madeleine Akrich. C'est une approche qui se distingue des théories classiques du fait de la prise en compte des entités « non-humaines » telles que le patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine et le contenu des entretiens semi-directifs réalisés avec dix-huit (18) acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. L'analyse du contenu de ces discours tenus par les acteurs et non-acteurs permet de comprendre les causes, le déroulement et les conséquences du conflit sur les richesses culturelles et naturelles centrafricaines. La « traduction » peut être analysée ici comme le processus par lequel les acteurs ou non-acteurs du conflit centrafricain, initialement différents, finissent par la négociation, la mobilisation et la persuasion, par entrer en dialogue par le truchement de la concertation parfois facilitée par une médiation de tiers, autour d'un objectif commun comme la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain d'un problème à traiter. Conformément aux principes du développement durable, l'atteinte de cet objectif commun permettra de faire profiter aux générations présentes et futures, les immenses richesses culturelles et naturelles qui sont au cœur des conflits auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs décennies.

Dans ce chapitre, nous proposons une autre analyse des retranscriptions des entretiens semi-directifs réalisés avec certains acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, à la lumière de la sociologie de la traduction. Selon Michel Callon, Bruno Latour et Madeleine Akrich, nous réalisons cette analyse en commençant par (i) *problématiser les entretiens*, c'est-à-dire identifier les problèmes inhérents à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en temps de conflit en République

centrafricaine. La seconde étape comprend (ii) *l'intéressement* et les alliances qui se constituent autour des acteurs et non-acteurs. Il s'agit ici de la prise en compte des jeux d'intérêts des acteurs et non-acteurs du conflit qui ont accepté de s'approprier les problèmes et les solutions proposés à l'étape de la problématisation. Les intérêts dont nous parlons ci-haut gravitent autour du patrimoine culturel et naturel appelé aussi actant en sociologie de la traduction. Cette étape est d'autant plus importante que c'est ici qu'intervient la concertation qui, en cas de difficulté, est facilitée par une médiation de tiers. La troisième étape est réservée à (iii) *l'enrôlement* des acteurs et non-acteurs du conflit, c'est-à-dire définir et attribuer à ceux-ci, qui doivent l'accepter, des fonctions précises. La dernière étape porte sur la (iv) *mobilisation* : les acteurs et non-acteurs du conflit qui se sont exprimés pendant les entretiens semi-directifs, ont pris la parole soit au nom de leurs entités respectives, soit de leurs propres initiatives. Nous évoquerons enfin, les controverses nées de la qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel et naturel.

a) La problématisation de la retranscription des entretiens

Comme expliqué tout au début de ce chapitre, la première étape de l'analyse de la retranscription des entretiens semi-directifs concerne la définition des problèmes que pose la qualification des biens en patrimoine culturel et naturel. Cette étape ne s'arrête pas seulement à lister les problèmes, mais aussi à proposer des solutions à ceux-ci.

À ce titre, la problématisation comporte deux sous-étapes. Il s'agit tout d'abord de définir ce que sont les acteurs et non-acteurs. Ensuite, nous évoquerons les problèmes que soulève la qualification des biens en patrimoine culturels et naturels, à travers la lecture de la retranscription des entretiens semi-directifs réalisés dans le cadre du recueil des données de notre thèse.

i. La problématisation comme entre-définition des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain

Nous avons déjà défini dans les chapitres précédents, ce que sont les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain. Rappelons que dans cette thèse, un acteur est une entité humaine qui intervient directement dans les combats qui opposent les différents belligérants sur le territoire centrafricain. Il s'agit notamment du gouvernement centrafricain, les groupes armés, les instructeurs russes (selon les officiels centrafricains) ou mercenaires du groupe Wagner (selon les pays occidentaux), les forces spéciales rwandaises et les casques bleus de la Mission inter dimensionnelle de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA). Un non-acteur, quant à lui, représente toute entité qui ne participe pas directement aux combats qui opposent les belligérants en République centrafricaine. Il s'agit, entre autres, des médias, les institutions de la République, défenseurs des droits de l'Homme, confessions religieuses, organisations de la jeunesse, l'Union européenne, la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Union africaine.

Par ailleurs, dans notre thèse, un actant est une entité « non-humaine »¹⁷⁰ qui intervient d'une manière ou d'une autre dans le conflit, c'est-à-dire tous les biens qui peuvent être qualifiés de patrimoine culturel ou naturel sur le territoire centrafricain. À titre de rappel, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la Convention de l'UNESCO relative à la protection du patrimoine culturel et naturel du 16 novembre 1972, le patrimoine culturel est, entre autres, constitué de : œuvres architecturales, sculptures ou de peinture monumentales, grottes et groupes d'éléments et sites archéologiques. Quant au patrimoine naturel, l'article 2 de la même

¹⁷⁰ https://www.rse-magazine.com/Michel-Callon-et-la-sociologie-de-la-traduction_a3432.html: consulté le 9 avril 2023.

Convention le définit comme l'ensemble, notamment, des monuments naturels constitué par des formations physiques et biologiques, les sites naturels et zones naturelles constituant l'habitat d'espèces animales et végétales menacées.

Selon les théoriciens de la sociologie de la traduction auxquels nous avons fait allusion dans les paragraphes précédents, les acteurs, non-acteurs et les actants du conflit centrafricain constituent les éléments d'un réseau. Pris individuellement, chacun de ces éléments forme aussi un réseau. Toute action menée par l'un de ces éléments entraîne une modification de ce réseau. Par exemple, le trafic illicite des ressources naturelles telles que le diamant, l'or, le bois et le bétail, pratiqué par les groupes armés qui sont aussi des acteurs humains, entraîne une modification dans le fonctionnement de ce réseau. La contamination des eaux de la rivière Ouham par du mercure par les entreprises chinoises qui exploitent l'or dans les faubourgs de la ville de Bossangoa dans le Nord-Est de la République centrafricaine engendre également une modification du réseau. Les réactions d'indignation suscitées au sein de la population par la contamination des eaux de la rivière Ouham ont aussi provoqué une modification non seulement sur la rivière elle-même comme réseau, mais également sur le réseau que forment les acteurs, non-acteurs et actants du conflit centrafricain. Cette corrélation sera en profondeur abordée dans les paragraphes concernant l'analyse des transcriptions des entretiens semi-directifs à la lumière de la sociologie de la traduction.

ii. La problématisation comme définition de points de passage obligés

La problématisation à partir de la retranscription des entretiens semi-directifs réalisés avec les acteurs et les non-acteurs consiste d'abord à relever les problèmes soulevés par les interviewés dans leurs discours. Ensuite, il faut proposer des solutions à ces problèmes évoqués lors des

échanges, dans le but d'élaborer les stratégies de communication qui pourraient efficacement contribuer à la qualification des biens en patrimoine culturel ou naturel, ainsi qu'à la protection de celui-ci. Au nombre de la multitude des problèmes soulevés par les interviewés, on peut noter de manière non-exhaustive, l'ingérence des puissances occidentales, en l'occurrence celle de la France dans la gouvernance, la mauvaise gouvernance, de l'impunité, les détournements de fonds et biens publics, l'exclusion dont est victime la communauté musulmane et le trafic illicite des ressources naturelles. Les interviewés ont également dénoncé dans leurs propos l'hypocrisie des puissances occidentales qui, d'un côté financent et équipent les groupes armés qui combattent les forces armées centrafricaines (FACA) et, de l'autre côté, offrent leurs bons offices pour jouer les médiateurs dans la résolution du conflit centrafricain. À titre d'illustration, citons les extraits ci-après, des propos tenus par Anselme Goum (nom d'emprunt) de la majorité présidentielle centrafricaine lors des entretiens semi-directifs : « Les violences dont souffrent les civils sont le fait des groupes armés qui sont tous financés et équipés par les puissances occidentales dont la France... ». « ... si la France cesse de financer et équiper ces groupes armés, ces derniers n'auraient plus les moyens nécessaires à la commission de ces violences sur les civils. Mais la France est tout aussi hypocrite que les autres puissances occidentales, d'un côté elle soutient les rebelles, de l'autre côté, elle se dit être aux côtés des autorités et du peuple centrafricains dans leur quête de la paix. De qui la communauté internationale se moque-t-elle ? »

L'entretien réalisé avec Anselme Goum de la majorité présidentielle se trouve à l'annexe 3 de notre thèse.

L'incapacité des forces de défense et de sécurité d'assurer la protection des frontières, biens et des personnes sur l'ensemble du territoire dont l'une des conséquences est l'absence de l'État a été également dénoncé par les interviewés lors des entretiens. Le gouvernement centrafricain est de ce

fait, obligé de faire appel aux casques bleus des Nations Unies (MINUSCA), les forces spéciales rwandaises et les instructeurs russes (selon les officiels centrafricains) ou mercenaires du groupe Wagner (selon les Occidentaux), pour assurer la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain. Les problèmes ayant été identifiés, nous allons maintenant proposer les solutions qui pourraient contribuer à l'élaboration des stratégies de communication nécessaires d'abord à la qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel ou naturel, ensuite à la protection de celui-ci en cette période de conflit en République centrafricaine. Les solutions que nous proposons pour résoudre les problèmes abordés lors des entretiens sont les suivantes :

L'ingérence de la France dans la gouvernance en République centrafricaine

La France a toujours fait et défait les dirigeants qui ont présidé aux destinées de la République centrafricaine depuis l'accession de celle-ci à l'indépendance le 13 août 1960. Les dirigeants qui se soumettent inconditionnellement aux injonctions de Paris sont protégés par l'Élysée même si lesdits dirigeants sont accusés de mauvaise gouvernance au détriment du peuple. L'une des stratégies de communication consisterait à laisser les citoyens décider librement du choix et de la révocation de leurs gouvernants. Souvent, les chefs d'État centrafricains protégés par Paris font exploiter à outrance les richesses naturelles notamment le diamant, l'or et le bois au profit de la France. Le peuple centrafricain n'en tire aucun profit d'autant que les entreprises françaises qui surexploitent ces richesses naturelles qui constituent le patrimoine naturel du pays, ne versent ni impôt ni taxe dans les caisses de l'État centrafricain. C'est par exemple le cas de la société française Rougier¹⁷¹ spécialisée dans le négoce du bois tropical qui a remporté un appel d'offre en 2015 en République centrafricaine. Au cours de cette période, le pays était dirigé par Catherine

¹⁷¹ <https://www.jeuneafrique.com/260338/economie/exploitation-forestiere-rougier-simplante-en-centrafrique/>; consulté le 10 avril 2023.

Samba-Panza en faveur d'une transition gangrénée par une corruption endémique qui a miné toute l'administration publique. En contrepartie, le régime de la présidente Catherine Samba-Panza a été fermement défendu et protégé par le pouvoir exécutif français dirigé à l'époque par François Hollande. Dans ce même registre, les interventions de l'armée française en République centrafricaine ont parfois été ternies par plusieurs violations des droits de l'Homme contre lesquelles la justice de l'Hexagone a rendu des décisions qui ont suscité une vague d'incompréhensions. L'affaire qui a défrayé les chroniques pendant l'une des interventions de l'armée française sur le territoire centrafricain, ce sont les actes de viol et d'abus sexuels qu'auraient à partir de 2014 commis les soldats français de l'Opération Sangaris sur des mineurs à l'aéroport international de Bangui M'Poko. Les deux juges d'instruction français¹⁷² en charge des enquêtes ont, contre toute attente, rendu un non-lieu en 2017 sans que les nombreuses zones d'ombre qui entourent cette affaire ne soient clarifiées. Les organisations de défense des droits de l'Homme et les familles des présumées victimes en République centrafricaine ont évidemment dénoncé une décision hâtive à l'issue d'enquêtes non-fouillées, disaient-ils. Les enquêtés, à travers les entretiens réalisés dans le cadre du recueil des données de notre thèse, appellent la France à cesser son ingérence dans le choix des dirigeants centrafricains et dans la gouvernance politique en République centrafricaine. Selon eux, une France qui protège à tous prix les dirigeants centrafricains accusés de mauvaise gouvernance, va à l'encontre des intérêts du peuple. Cela est d'autant plus vrai que les soldats accusés de graves violations de droits de l'Homme sur le territoire centrafricain n'ont fait l'objet d'aucune sanction malgré la gravité des faits qui leur sont reprochés. Les enquêtés ont déclaré n'attendre aucune contribution de la France à l'élaboration d'une stratégie de communication nécessaire à la qualification de biens en patrimoine culturel ou naturel, ainsi qu'à la protection de celui-ci. L'extrait ci-après d'Anselme Goum de la

¹⁷² <https://information.tv5monde.com/afrique/soldats-accuses-de-viols-en-centrafrique-enqu%C3%AAtes-journalistes-francaises-146991>: consulté le 10 avril 2023.

majorité présidentielle en témoigne : « Maintenant que ces puissances occidentales ne sont pas capables de faire arrêter les violences, le président Touadera se rapproche de la Russie et du Rwanda afin que ceux-ci aident les forces armées centrafricaines à bouter hors du territoire centrafricain, les groupes armés, la France se met dans tous ses états et organise une véritable campagne de dénigrement à l'encontre de nos amis russes et des autorités centrafricaines. Quelle honte ! L'opération Sangaris que Paris avait dépêchée de 2013 à 2015 en Centrafrique là, qu'avait-elle fait ? Rien. Elle n'a même pas libéré des mains des rebelles ne serait-ce qu'une seule ville jusqu'à ce qu'elle quitte notre pays sur la pointe des pieds, toute honte bue ».

L'hypocrisie de la communauté internationale

L'histoire centrafricaine a toujours été témoin du fait que les groupes armés qui ont perpétré des coups d'État et accédé au pouvoir à Bangui ont utilisé le Sud du Tchad comme leurs bases arrière. C'était le cas de l'ancien président François Bozize qui avait chassé du pouvoir le défunt président Ange-Félix Patassé le 15 mars 2003. C'était également le cas des rebelles de l'ex-Seleka qui ont renversé le même François Bozize le 14 mars 2013. Mais cela n'a pas empêché le président Idriss Déby-Itno¹⁷³, de son vivant, d'envoyer ses troupes sur le territoire centrafricain, comme casques bleus des Nations Unies pour le maintien de la paix dans ce pays. Les enquêtés, dans leurs discours tenus lors des entretiens, ont appelé le Tchad à cesser tout soutien aux groupes armés qui occupent illégalement depuis plusieurs années une partie du territoire centrafricain. Le soutien qu'apporte le Tchad aux groupes armés encourage ceux-ci à pratiquer le trafic illicite de diamant, or, bois et bétail qui font partie du patrimoine naturel du peuple centrafricain. Si les autorités de N'Djamena cessent de laisser les armes et les munitions provenant de l'étranger à destination des groupes armés

¹⁷³ <https://www.france24.com/fr/20130325-centrafrique-seleka-rebellion-pouvoir-bangui-resistance-forces-multinationales-afrique-sud-fomac-micopax>; consulté le 10 avril 2023.

centrafricains transiter par le territoire tchadien et si elles cessent également d'héberger les leaders de ces mêmes groupes armés, ces derniers seraient affaiblis et n'auraient pas la même force de frappe sur le terrain. Ce serait une contribution certaine en termes de communication politique à l'endroit de tous les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Sans le trafic illicite des richesses naturelles dont une partie est vendue sur le territoire tchadien et une autre partie écoulée à Dubaï (Émirats Arabes Unis), ainsi qu'à Envers (Belgique), il serait difficile aux groupes armés de prendre en charge leurs troupes sur le terrain et de se réapprovisionner en armes et en munitions. Prenant en compte la notion de réseau dont les groupes armés sont également éléments en tant qu'acteurs du conflit, le soutien que leur apporte le Tchad modifie d'un côté le comportement dudit réseau et de l'autre côté, celui de l'actant, c'est-à-dire le patrimoine naturel qui fait l'objet de trafic illicite. En d'autres termes, les revenus générés par le trafic des ressources naturelles permettent aux groupes armés de renforcer leurs positions sur le terrain. Cela est également à l'origine de la déforestation car les grumes qui alimentent le commerce illicite du bois, sont issues de la coupe des arbres des forêts centrafricaines.

La mauvaise gouvernance

Les enquêtés ont relevé que la mauvaise gouvernance est l'un des problèmes cruciaux auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs décennies. Le gouvernement centrafricain, l'un des acteurs majeurs du conflit et membre du réseau au sens de la sociologie de la traduction, est à l'origine de nombreuses modifications au sein dudit réseau à cause de la mauvaise gouvernance dont il est accusé. Les deniers et biens publics font l'objet de détournements massifs par certains tenants du pouvoir ou des personnes qui sont proches de celui-ci. Le pouvoir du président Faustin Archange Touadera n'en dit mot. Les enquêtés ont clairement exprimé leur désaccord face à l'impunité dont font montre les autorités centrafricaines. Maxime Solenga (nom d'emprunt) de l'opposition

démocratique (voir annexe 3) que nous avons pu interviewer lors du recueil des données de notre thèse en a fait état dans ses propos. En voici un extrait : « Les régimes de Dacko I, Bokassa, Dacko II, Kolingba, Patassé et Bozize se sont fait remarquer par le clientélisme, l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements massifs des deniers publics et j'en passe ». Deux exemples récents corroborent ces faits. En juillet 2019, trois députés centrafricains¹⁷⁴ ont été accusés d'avoir reçu chacun un pot-de-vin de 40 millions de francs CFA (environ 65 mille euros) des mains des responsables d'une société chinoise qui exploite de l'or dans la préfecture de l'Ouham Pende dans le Nord-Ouest de la République centrafricaine. Malgré qu'une commission d'enquête parlementaire constituée d'autres députés ait confirmé les faits de corruption reprochés à leurs collègues, les députés mis en cause n'ont jamais été inquiétés par la justice. Les organisations de défense des droits de l'Homme ont insisté à maintes reprises que l'immunité parlementaire de ces députés présumés corrompus soit levée afin qu'ils soient traduits devant la justice, mais leurs appels sont restés sans réponse jusqu'aujourd'hui. Le second exemple concerne l'arrestation par la Cour pénale spéciale (CPS) de l'un des anciens bras droits d'Ali Darass Mahamat, chef du groupe armé dénommé « Union pour la paix en Centrafrique (UPC) », Hassan Bouba Ali, ministre de l'Élevage et de la Santé animale en novembre 2021. La justice reproche à ce haut responsable du régime Touadera de graves violations de droits de l'Homme dans la ville de Bambari et ses environs au centre-Est de la République centrafricaine. Les organisations de défense de droits de l'Homme dont *Human Rights Watch*¹⁷⁵ se sont empressées pour se féliciter de cette arrestation qui, de leur point de vue, était un signal positif majeur renvoyé aux autres groupes armés qui continuent encore de commettre des actes répréhensibles dans les zones qu'ils occupent sur le territoire centrafricain. Cependant, contre toute attente, le régime du président Faustin Archange Touadera a réservé

¹⁷⁴ <https://www.radiodekeluka.org/actualites/politique/34075-rca-l-an-eclaboussee-par-une-nouvelle-affaire-de-corruption.html>; consulté le 10 avril 2023.

¹⁷⁵ <https://www.hrw.org/fr/news/2021/11/24/republique-centrafricaine-un-ministre-inculpe-pour-atrocites>; consulté le 10 avril 2023.

à tout le monde, une surprise désagréable. Placé en détention¹⁷⁶ le 19 novembre 2019 dans les geôles de la Cour pénale spéciale au camp De Roux à Bangui, le ministre Hassan Boubou Ali a été exfiltré par une équipe de gendarmes sans l'autorisation des juges en charge de ce dossier. Jusqu'aujourd'hui, l'intéressé continue d'assumer en toute impunité ses fonctions de ministre de l'Élevage et de la Santé animale à Bangui, au grand dam des victimes et des défenseurs des droits de l'Homme. À son poste de ministre, il est pris en charge (salaires et indemnités diverses) avec l'argent public, c'est-à-dire les impôts de ceux et celles auxquels il aurait fait subir des traitements contraires au droit international en République centrafricaine. Tous ces faits qui relèvent de la mauvaise gouvernance, modifient à la lumière de la sociologie de la traduction, le fonctionnement de l'ensemble du réseau dont fait partie le gouvernement centrafricain, l'un des acteurs majeurs du conflit.

Le redéploiement de l'administration sur l'ensemble du territoire centrafricain

Les interviewés ont également exprimé leur inquiétude quant à l'absence de l'État en République centrafricaine. Cette absence est caractérisée par celle des cours et tribunaux, de la police et de la gendarmerie, ainsi que l'armée dans plusieurs régions du pays. Le vide laissé par les forces de défense et de sécurité est vite comblé par les groupes armés qui ont pu installer sur un large pan du territoire centrafricain, un autre État dont ils ont eux-mêmes définis les contours et où ils appliquent leurs propres lois. L'absence des cours et tribunaux signifie l'impossibilité de sanctionner les personnes qui violent la loi. L'absence de la police, gendarmerie et de l'armée équivaut à l'impossibilité d'imposer le respect de la loi aux personnes en sont réticentes. Tout cela entraîne la non-présence de l'État qui aurait pu offrir les services publics dont l'un des plus importants est la

¹⁷⁶ <https://www.radiodekeluka.org/actualites/justice/39933-centrafrique-human-right-watch-charge-de-nouveau-le-ministre-hassan-bouba-ali.html>: consulté le 10 avril 2023.

sécurité. La présence des groupes armés notamment celle des éléments de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) est signalée dans les alentours de plusieurs importantes des provinces telles que Bouar, Bangassou, Bambari et Bria. Les civils qui se rendent aux champs et les chantiers de diamants et d'or font l'objet de violences de la part de ces éléments armés. Plusieurs positions des forces armées centrafricaines (FACA) et celles de leurs alliés russes et des forces spéciales rwandaises subissent également des attaques violentes d'hommes en armes. Ces actes violents entretiennent malheureusement l'insécurité¹⁷⁷ en République centrafricaine où l'inquiétude monte au sein de la population qui ne sait plus à qui confier sa protection. De ce point de vue, les FACA et leurs alliés russes et rwandais qui sont aussi des acteurs du conflit réagissent, en légitime défense, aux attaques dont ils sont victimes. En somme, le redéploiement de la police, gendarmerie, des cours et tribunaux dans les villes des provinces en République centrafricaine contribue également à la communication publique non-verbale qui transmet des messages des gouvernants à la population concernant la protection du patrimoine culturel et naturel, un bien public, dans ce pays.

La liberté de la presse

Les interviewés ont également exprimé leur préoccupation quant aux conditions dans lesquelles les journalistes produisent l'information pour la consommation du public. Certains journalistes ont malheureusement été assassinés dans l'exercice de leur métier au plus fort de la guerre civile, notamment pendant qu'ils assuraient la couverture médiatique des affrontements entre les rebelles de l'ex-Seleka et les Antibalaka. D'autres ont fait l'objet de menaces, intimidations, pressions et chantages judiciaires à cause des faits de corruption, détournements de biens et deniers publics qu'ils ont révélés au public à travers leurs productions

¹⁷⁷ <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/37579-centrafrique-l-insecurite-refait-surface-dans-certaines-regions.html>: consulté le 10 avril 2023.

médiatiques. À titre d'exemple, le premier vice-président de l'Assemblée nationale centrafricaine, l'honorable Évariste Ngamana a signé le 2 mars 2023, la note de service n°028/AN/P/VP.23 (voir annexe 12) interdisant l'accès à l'hémicycle de ladite institution au journaliste Igor Djeskin Senapaye de radio Ndeke Luka qui émet depuis la ville de Bangui. Non seulement, juridiquement cette note de service ne saurait être opposable à ce journaliste qui ne fait pas partie du personnel de l'Assemblée nationale, mais cela compromet dangereusement l'exercice de la liberté de la presse consacrée par la Constitution du 30 mars 2016, actuellement en vigueur en République centrafricaine. Tous les défenseurs des droits de l'Homme et plus précisément ceux de la liberté de la presse dont Reporters Sans Frontières (RSF) ont unanimement condamné cette décision de l'Assemblée nationale qu'ils ont qualifiée de dérive totalitaire. Les journalistes doivent accéder librement à toutes les sources afin de produire des informations exactes, plurielles, indépendantes, factuelles et libres. Plus généralement, les médias sont des lanceurs d'alertes, contre-pouvoirs et des moyens de pressions dont le rôle est essentiel dans la dénonciation des faits graves tels que la corruption et les détournements des biens et deniers qui ont souvent libre cours dans les pays en conflit où l'État n'existe pas tels que la République centrafricaine. Tout acte qui est de nature à museler la presse affaiblit l'État de droit. Thomas Jefferson¹⁷⁸ et Milos Forman l'ont si bien compris qu'ils ont, avec justesse, déclaré respectivement que « Notre liberté dépend de la liberté de la presse, et elle ne saurait être limitée sans être perdue » et « Je vous dis, à mon avis, que la pierre angulaire de la démocratie est la liberté de la presse ». La note de service n°028/AN/P/VP.23 est également une communication qui ternit la réputation de l'Assemblée nationale, la deuxième institution la plus importante après la présidence de la République en République centrafricaine. Celle-ci est un non-acteur du conflit centrafricain, donc de ce point de vue, l'acte qu'a posé le premier vice-président de la

¹⁷⁸ <https://citation-celebre.leparisien.fr/citation/liberte-de-la-presse>: consulté le 18 mai 2023.

représentation nationale, en signant la note de service ci-dessus citée, impacte ses relations avec les autres acteurs et non-acteurs dudit conflit, et engendre un dysfonctionnement au sein du réseau.

La prise en compte des principes du développement durable

Les interviewés ont tous relevé que dans les conditions actuelles où l'État est absent en République centrafricaine, il n'est pas possible d'y respecter les principes du développement durable. Rappelons que ce dernier signifie, selon l'ancienne première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland, « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »¹⁷⁹. Les ressources naturelles, essentiellement constitué de diamants, or, bois et bétail font l'objet, nous l'avons longuement évoqué dans les paragraphes précédents, d'exploitation à une échelle industrielle, notamment par les nouveaux alliés du gouvernement centrafricain. Les instructeurs russes (selon les officiels centrafricains) ou les mercenaires du groupe Wagner (selon les occidentaux) et des opérateurs économiques rwandais sont accusés par les défenseurs de l'environnement d'être à l'origine de catastrophes environnementales dans les régions centrafricaines où ils exploitent le bois, le diamant et l'or. La notion de satisfaction des besoins des générations présentes sans mettre en péril la capacité des générations futures de satisfaire les leurs a du mal à être respectée d'autant plus qu'aucune mesure y relative n'est prise par les autorités centrafricaines. Nous ne souhaitons pas insister sur l'exemple des sociétés minières chinoises, exploitant des mines d'or dans les environs de la ville de Bossangoa au Nord-Ouest de la République centrafricaine, qui ont contaminé avec du mercure les eaux de la rivière Ouham. Mais c'est un exemple patent qui mérite d'être évoqué à chaque fois que les questions de non-respect des principes du développement durable sont abordées.

¹⁷⁹ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1644>: consulté le 12 avril 2023.

Depuis 2021, la société Bois Rouge proche des mercenaires du groupe Wagner, selon le journal français en ligne *Médiapart*¹⁸⁰, exploite une grande superficie de la forêt dans l'Ouest centrafricain. Cette société bénéficie de traitement de faveur de la part des autorités compétentes centrafricaines, parfois au mépris de la loi, car non seulement elle coupe les arbres sans le moindre respect de l'environnement, mais elle produit depuis quelques mois du charbon de bois que ses employés vendent sur le marché centrafricain au vu et au su de tout le monde. La production du charbon de bois est très polluante d'autant qu'elle génère d'importantes quantités de dioxyde de carbone, l'un des gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique dont les conséquences sont très dévastatrices sur la vie humaine. Dans le centre-Est de la République centrafricaine, à Ndassima¹⁸¹ situé aux environs de la ville de Bambari, les mercenaires du groupe Wagner, selon les Occidentaux, ont pu installer un véritable complexe minier où ils exploitent plus de huit sites d'or. Dans ce complexe, les russes ont également installé des fonderies qui produisent des lingots d'or qui prennent la direction de la Russie à bord des avions envoyés par Moscou. Selon les informations que nous avons pu recueillir auprès de certains cadres du ministère des Mines et celui des Eaux et Forêts à Bangui, il est formellement interdit aux experts miniers et forestiers centrafricains de mettre le pied sur tous les sites miniers et les forêts exploités par les russes en République centrafricaine. Toutes ces sociétés russes ne paient aucune taxe ni impôt dans les caisses de l'État centrafricain au détriment du Trésor public de ce pays qui peine à financer les services sociaux de base pour la consommation de la population. En d'autres termes, l'exploitation des ressources naturelles par les sociétés russes ne profitent pas aux générations actuelles, encore moins à celles à

¹⁸⁰ <https://www.mediapart.fr/journal/international/260722/bois-contre-mercenaires-russes-comment-la-centrafrique-brade-une-foret-au-groupe-wagner>: consulté le 12 avril 2023.

¹⁸¹ <https://www.courrierinternational.com/article/ressources-russie-emirats-turquie-l-or-africain-au-centre-de-toutes-les-convoitises>: consulté le 12 avril 2023.

venir. De ce point de vue, il n'est pas un seul instant imaginable que les principes de développement durable soit respectés dans ces conditions. Par ailleurs, rappelons que l'or, le diamant et le bois qu'exploitent à outrance les russes en République centrafricaine constituent le patrimoine naturel et les actants de notre étude, selon la sociologie de la traduction. La manière dont ces richesses sont exploitées réduit leur quantité et modifie leur carte géologique sur le territoire centrafricain. Cela impacte la position du gouvernement centrafricain, un acteur du conflit, qui fait l'objet de critiques de la part de ses administrés qui l'accusent de favoritisme et de laxisme vis-à-vis des russes qui sont également des acteurs dudit conflit. Les autorités centrafricaines font montre de favoritisme et de laxisme face à leurs partenaires russes, parce que Bangui est en position de faiblesse face à Moscou. Le président Faustin Archange Touadera sait que sans l'appui des russes, son régime n'aurait pas existé jusqu'aujourd'hui. Le prix à payer pour ce maintien aux commandes de la République centrafricaine, c'est de brader les richesses naturelles du pays au président Vladimir Poutine. Tous les interviewés ont unanimement dénoncé la mainmise des russes sur les ressources naturelles en République centrafricaine. *In fine*, l'exploitation outrancière du patrimoine naturel centrafricain, l'actant et aussi réseau selon la sociologie de la traduction, engendre des changements en termes, entre autres, de rapports de force sur le gouvernement centrafricain et les russes, qui sont tous les deux des acteurs et également réseaux. Selon Michel Callon¹⁸², les ressources naturelles (actant ou non-humain), le gouvernement centrafricain et les russes (acteurs ou humains) sont des éléments d'un même réseau ou d'une méta-organisation. Chaque actant est également considéré comme un réseau. Il en est de même pour chaque acteur. Tous les acteurs et actants jouent des rôles de médiateurs ou d'intermédiaires afin de développer une innovation sur laquelle nous reviendrons lorsque

¹⁸² https://www.rse-magazine.com/Michel-Callon-et-la-sociologie-de-la-traduction_a3432.html: consulté le 12 avril 2023.

nous aborderons les autres étapes de l'analyse des entretiens selon la sociologie de la traduction.

La concertation facilitée par une médiation entre les acteurs et non-acteurs du conflit

À l'image de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) qui, rappelons-le, a été signé le 8 février 2019 à l'issue de concertation entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés, les interviewés ont recommandé le même procédé en ce qui concerne la qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel ou naturel. À un moment donné, les positions exprimées par les belligérants du conflit étaient tellement distantes qu'il avait fallu la médiation de l'Union africaine afin de parvenir à la mise en commun des points de vue exprimés. Nous n'allons pas revenir sur les notions de concertation et de médiation, car elles ont été longuement abordées dans les chapitres précédents de notre thèse. Selon Michel Callon, dans ce processus de concertation facilité par une médiation extérieure, les acteurs sont le gouvernement centrafricain et les groupes armés, l'Union africaine est le non-acteur et l'accord l'actant. Les acteurs, le non-acteur et l'actant forment le réseau ou la méta-organisation et ont travaillé ensemble pour aboutir à la signature de cet accord. Selon les interviewés, l'APPR-RCA a profité plus aux groupes armés qui en ont fait usage pour renforcer leur emprise sur un large pan du territoire centrafricain, surtout dans les zones riches en ressources naturelles. Après l'entrée en vigueur de l'Accord, les groupes armés se sont davantage adonnés au trafic illicite de diamants, or, bois et bétail, au détriment du gouvernement centrafricain qui s'est seulement contenté de protester auprès du médiateur qu'est l'Union africaine. Cette attitude des groupes armés (acteurs) est une violation de l'Accord, c'est-à-dire l'actant (entité non-humaine) du réseau, car l'APPR-RCA fait obligation aux rebelles de

cantonner leurs hommes en vue de leur désarmement. La violation de cet Accord a engendré, entre autres, ce qui suit :

- (i) la dénaturation de l'Accord lui-même d'autant qu'un accord ne vaut que s'il est appliqué ;
- (ii) les protestations du gouvernement centrafricain qui a exprimé son mécontentement relativement au fait que les groupes armés n'aient pas respecté leurs engagements de cesser les violences, le trafic illicite des ressources naturelles et de cantonner leurs troupes en prélude à leur désarmement ;
- (iii) les protestations des défenseurs des droits de l'Homme et de ceux de l'environnement qui ont, respectivement dénoncé la poursuite des violences sur les populations civiles et le trafic des ressources naturelles par les groupes armés ;
- (iv) l'entrée en scène du médiateur qu'est l'Union africaine à laquelle le gouvernement centrafricain a fait appel pour infliger des sanctions aux contrevenants, c'est-à-dire les groupes armés.

En somme, la concertation entre les groupes armés et le gouvernement centrafricain, facilitée par la médiation de l'Union africaine a atteint son principal objectif, celui de la signature de l'APPR-RCA. Cependant, la mise en œuvre de celui-ci s'est heurtée à la réticence des groupes armés qui avaient plus d'intérêts à ne pas respecter leurs engagements, notamment mettre fin au trafic illicite de diamants, or, bois et bétail qui leur procurait d'immenses revenus dont ils avaient besoin pour se réarmer et financer l'effort de guerre. L'attitude des groupes armés (acteurs) a d'abord fait modifier la carte géologique des ressources naturelles (actants) exploitées à outrance car leurs quantités ont baissé. Elle a ensuite fait réagir le gouvernement centrafricain (acteur) qui a élevé de vives protestations auprès du médiateur qu'est l'Union africaine (non-acteur) qui s'est immédiatement activée pour calmer la tension. Le changement de comportement d'un seul acteur a engendré celui des actants et d'autres

acteurs et non-acteurs, qui sont tous membres de la méta-organisation ou réseau dont parlait Michel Callon dans son étude¹⁸³.

La réalisation d'une communication publique et territoriale par le gouvernement centrafricain

Nous avons longuement expliqué dans les chapitres précédents que les biens culturels et naturels sont des biens publics dont la qualification en patrimoine culturel ou naturel, ainsi que la protection de celui-ci relèvent tout d'abord de la responsabilité de l'État centrafricain. Les interviewés l'ont, unanimement et avec justesse, rappelé dans les réponses qu'ils ont bien voulu apporter aux questions que nous leur avons posées pendant les entretiens réalisés dans le cadre du recueil des données de notre thèse. Il est également de la responsabilité de l'État centrafricain d'expliquer aux citoyens que chacun doit contribuer d'abord à sa propre sécurité et à celle de tous, en faisant ce qui est prescrit par la loi. La communication publique est un service public par lequel les gouvernants transmettent toutes sortes de messages à la population afin, entre autres, d'indiquer à celle-ci les conduites à tenir en cas de survenance d'un évènement. Les personnes qui se livrent au commerce illicite de diamants, or, bois et bétail, par exemple, doivent être informées *via* une communication publique des autorités compétentes des sanctions qu'elles encourent en s'adonnant à de telles pratiques contraires aux lois de la République. Il en est de même pour toute personne informée de telles pratiques illégales qui devrait les dénoncer à qui de droit sous peine d'être accusée de complicité. La réalisation de cette communication publique dont la cible est la population centrafricaine toute entière, rappelons-le, nécessite l'usage des canaux tels que les médias audiovisuels (stations de radiodiffusion et chaînes de télévision) qui bénéficient de fortes audiences en République centrafricaine. Ces médias sont facilement accessibles d'autant que l'acquisition des terminaux,

¹⁸³ https://www.rse-magazine.com/Michel-Callon-et-la-sociologie-de-la-traduction_a3432.html: consulté le 12 avril 2023.

notamment les postes radios, est la portée de toutes les bourses. Pour en revenir à la sociologie de la traduction, nous sommes en présence, encore une fois, d'une méta-organisation (ou réseau) à laquelle appartiennent l'un des acteurs du conflit qu'est le gouvernement centrafricain, la population centrafricaine, l'un des non-acteurs et les biens culturels et naturels, les actants. Les messages transmis par le gouvernement *via* sa communication publique font changer d'attitude à la population centrafricaine, c'est-à-dire celle d'adhérer aux activités relatives à la qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel ou naturel. Ce changement d'attitude de la population (non-acteur) engendre celle du gouvernement (acteur) qui se sent renforcé par le soutien du public. L'adhésion du public contribue à la localisation géographique des biens culturels et naturels (actants) aux fins de leur qualification en patrimoine culturel et naturel. L'ensemble de la méta-organisation (réseau) telle que présentée plus haut, s'en trouve alors impacté car ses membres actants ne sont plus considérés comme des biens culturels et naturels, mais qualifiés de patrimoine culturel et naturel. Selon les interviewés, la qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel ou naturel ne saurait atteindre les résultats escomptés sans l'implication et l'adhésion de la population centrafricaine.

Quant à la communication territoriale dont les messages ciblent les préfets, sous-préfets, responsables des collectivités territoriales, chefs de quartiers et groupes, l'analyse des réponses fournies par les interviewés à la lumière de la sociologie de traduction produira les mêmes effets sur la méta-organisation dont sont membres le gouvernement centrafricain (acteur), les collectivités territoriales (non-acteurs) et biens culturels et naturels (actants). L'adhésion des maires, chefs de quartiers et de groupes aux activités gouvernementales relatives à la qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel ou naturel ne devrait présenter aucun problème d'autant qu'en République centrafricaine, depuis plus de trente ans, c'est le chef de l'État qui nomme par décret en conseil des ministres, les chefs des délégations spéciales qui remplacent les maires et ce, en

attendant l'organisation des élections municipales. Il en est de même pour les préfets et sous-préfets. Tous ces responsables politiques travaillent sous l'autorité directe du ministre de l'Administration du territoire et du Développement local. C'est pour cette raison que ces responsables territoriaux ne sauraient dire non à une quelconque demande venant du pouvoir exécutif qui les a nommés. Il est vrai qu'ils peuvent se prévaloir de l'exigence d'ingratitude vis-à-vis du pouvoir exécutif, mais c'est une pratique qui est quasi inexistante dans l'administration publique centrafricaine. L'une des conditions qu'il faut remplir pour pouvoir conserver son fauteuil en tant que président d'une délégation spéciale à la tête d'une municipalité en République centrafricaine, c'est d'appartenir au parti au pouvoir, le Mouvement des cœurs unis (MCU). Nous n'avons pas connaissance d'un seul opposant nommé par décret du président de la République en qualité de président de délégation spéciale à la tête d'une ville sur le territoire centrafricain. *In fine*, l'implication et l'adhésion des collectivités territoriales aux activités de qualification des biens culturels et naturels en patrimoine culturel ou naturel sont des acquis pour le gouvernement centrafricain. Cela a été également relevé par les interviewés dans leurs propos tenus pendant les entretiens semi-directifs que nous avons pu réaliser dans le cadre du recueil des données de notre thèse. Maxime Solenga (nom d'emprunt), l'un des opposants au régime de Bangui, l'a si bien souligné lors de l'interview qu'il a bien voulu nous accorder. En voici un extrait de ses propos (voir annexe 3) : « La seule communication qui vaille, c'est de rassembler tout le monde autour d'une table et prendre en compte leurs vœux. Touadera doit associer tout le monde à la gestion de la chose publique. Le consensus est l'une des clés pouvant nous permettre de veiller sur nos richesses naturelles ». D'ailleurs le régime du président Faustin Archange Touadera a caporalisé tous les médias de service public, notamment la station de radiodiffusion publique (Radio Centrafrique) et la chaîne de télévision publique (Télévision centrafricaine) de telle sorte que les analystes de la vie politique centrafricaine considèrent que ces médias de service public sont des médias d'État.

En outre, la gestion des biens culturels et naturels par le gouvernement centrafricain où sont impliqués les présidents des délégations spéciales est politique. De ce point de vue, les autorités centrales basées à Bangui feraient mieux de réaliser des communications politiques, car ces présidents des délégations spéciales sont des politiques nommés par d'autres politiques par décret en conseil des ministres, disions-nous, en l'occurrence le président de la République. L'intervention de ce dernier dans la résolution de n'importe quel problème est politique. Les questions de la sécurité des biens culturels et naturels dans les villes des provinces centrafricaines relèvent tout d'abord de la responsabilité des préfets, sous-préfets et présidents des délégations spéciales des communes. Lorsque neuf ressortissants chinois ont été assassinés et plusieurs autres blessés sur un site minier le 19 mars 2023 au village Chimbolo situé à 25 km de la ville de Bambari dans le centre-Est de la République centrafricaine, le préfet de la préfecture de la Ouaka était le premier responsable politique à publier un communiqué pour dénoncer cet acte inqualifiable et apporter par la même occasion le soutien du gouvernement centrafricain à la Chine et au peuple chinois. Le premier ministre, Félix Moloua, lui a emboité le pas en rendant visite aux blessés chinois qui étaient en soins intensifs dans les services d'urgence de l'hôpital de l'Amitié sino-centrafricaine, situé dans le 4^{ème} arrondissement de la capitale centrafricaine. Le procureur de la République près le tribunal de la ville de Bangui a, dans la foulée, annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire afin que toute la lumière soit faite sur ces violences qui ont occasionné mort d'hommes. Le ministre d'État à la Justice, garde des sceaux, a promis des sanctions exemplaires à l'encontre des auteurs, co-auteurs, commanditaires et complices de ces violations graves des droits de l'Homme. Ce sont là des exemples de communications politiques non-verbales dont l'objectif est de rassurer Pékin et les responsables des sociétés minières chinoises que Bangui veille sur les intérêts chinois sur le territoire centrafricain.

En définitive, la problématisation est une sorte d'association des acteurs, non-acteurs et actants du conflit centrafricain dont elle définit les identités, les problèmes (ensemble des obstacles qui se sont dressés au travers des chemins des entités et qui ont empêché leur progression) auxquels ils sont confrontés. La problématisation ne se contente pas seulement de l'identification des problèmes, mais elle nous a aussi permis de proposer des solutions à ces derniers. Selon la sociologie de la traduction, un réseau (ou une méta-organisation) d'acteurs, non-acteurs et actants s'est construit et où chacun tente de se rendre plus indispensable que les autres.

b) Les dispositifs d'intéressement ou comment sceller les alliances entre les acteurs, non-acteurs et actants du conflit centrafricain

Dans cette section, nous allons aborder les principales alliances scellées entre le gouvernement centrafricain, les groupes armés, les instructeurs russes et les forces spéciales rwandaises.

Alliances entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés

La signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) par le régime du président Faustin Archange Touadera et quatorze groupes armés, et dont nous avons longuement parlé dans les précédents chapitres, a permis aux acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain de sceller une véritable alliance. Les prémices de celle-ci sont nées de la série de concertations entre les belligérants facilitée par la médiation de l'Union africaine. Nous évoquions précédemment la réticence exprimée par les groupes armés signataires de l'APPR-RCA quant au respect de toutes les dispositions de celui-ci, notamment le refus de cantonner les troupes en vue de leur désarmement, la cessation des violences sur les populations civiles, l'arrêt du trafic illicite des ressources naturelles et la dissolution desdits groupes armés. En dépit

des violations du fait des groupes armés, cette alliance appelée l'APPR-RCA a quand même permis une accalmie dans plusieurs zones occupées ou sous influence des groupes armés, d'autant que les violences sur les populations civiles et attaques contre les positions des forces armées centrafricaines ont baissé en intensité. L'alliance entre les parties à l'APPR-RCA est notamment caractérisée par la mise en place de :

- le Comité exécutif de suivi (CES) co-présidé par le gouvernement centrafricain et l'Union africaine, et composé de tous les acteurs et non-acteurs du conflit et signataires dudit Accord. Il est de la responsabilité du CES de (i) définir, entre autres, les orientations stratégiques de la mise en œuvre de l'APPR-RCA, (ii) élaborer le chronogramme de mise en œuvre de celui-ci, (iii) veiller au respect strict des engagements pris par les signataires de l'Accord, et (iv) organiser des consultations régulières avec les représentants des groupes armés signataires ;
- le Comité de mise en œuvre nationale (CMON) composé des différents départements ministériels, institutions de la République et des groupes armés. Ce comité se réunit en tant que de besoin et est présidé par une personnalité désignée par le chef de l'État. Les principales missions du CMON se résument en (i) l'élaboration de projets législatifs nécessaires à la mise en œuvre de l'APPR-RCA, (ii) la définition de plans de sensibilisation et de vulgarisation de l'Accord au sein de la population centrafricaine, des groupes armés et des médias, (iii) adoption et ordonnancement des budgets de fonctionnement dudit comité, et (iv) engagements de concertation avec les partenaires techniques et financiers ;
- les Comités de mise en œuvre préfectoraux qui sont des démembrements du CMON ;
- le Programme national de démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement (PNDDRR). Conformément aux engagements pris par les groupes armés dans l'APPR-RCA, ce programme

conjointement géré par le gouvernement centrafricain, les groupes armés, facilitateurs et garants de l'Accord, consiste au cantonnement et au désarmement des éléments des groupes rebelles. Ceux qui en remplissent les critères, seront intégrés dans les forces armées centrafricaines. Les autres seront formés à des différents métiers afin de retourner à la vie civile avec un petit financement mis à leur disposition par les partenaires financiers, notamment les Nations Unies, l'Union européenne et l'Union africaine. Quant aux ressortissants étrangers, ils seront purement et simplement rapatriés dans leurs pays d'origine ;

- la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation (CVJRR). Celle-ci a pour mission principale la promotion de la vérité, justice, réparation, le pardon et la réconciliation au sein des communautés en République centrafricaine ;
- la Commission inclusive composée, entre autres, des représentants du gouvernement centrafricain, groupes armés, facilitateurs et garants de l'Accord. La mission principale dévolue à cette commission consiste à examiner les aspects liés aux événements tragiques du conflit, de qualifier les faits et de proposer toutes actions nécessaires en justice. Cette commission dressera son rapport d'activités qu'elle remettra à la CVJRR ;
- le Fonds fiduciaire pour la réhabilitation et les réparations dues aux victimes du conflit centrafricain ;
- les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) majoritairement composées d'éléments des groupes armés, ainsi que des soldats des forces armées centrafricaines (FACA), de la police et de la gendarmerie. Après une formation de deux (2) mois, ces unités, placées sous l'autorité du chef d'État-major général des FACA, assurent la sécurité des biens et des personnes sur toute l'étendue du territoire centrafricain.

Cependant, chaque acteur ou non-acteur signataire de l'APPR-RCA peut à tout moment continuer à obéir à celui-ci ou en sortir en toute liberté en fonction de ses projets, buts, orientations, motivations ou intérêts. C'est effectivement cette approche qui a conduit à la création de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), un regroupement de huit (8) groupes armés parmi les quatorze, signataires de cet Accord. C'est une nouvelle alliance qui s'est donc créée. Les groupes armés membres de la CPC dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize accusent, entre autres, le gouvernement centrafricain de violations graves de ses engagements pris dans l'APPR-RCA. Nous n'allons pas revenir sur l'historique de la création de la CPC, car nous en avons longuement parlé dans les chapitres précédents de notre thèse. Aujourd'hui, la CPC tente par tous les moyens d'imposer son point de vue aux autres groupes armés qui sont restés fidèles à l'APPR-RCA, c'est-à-dire démettre le président Faustin Archange Touadera de ses fonctions, mettre en place un gouvernement de transition et organiser de nouvelles élections législatives et présidentielles en République centrafricaine. C'est ce qui est appelé *l'intéressement* en sociologie de la traduction (Callon, 1986 : 186). En d'autres termes, selon Michel Callon, l'intéressement, c'est « l'ensemble des actions par lesquelles une entité s'efforce d'imposer et de stabiliser l'identité des autres acteurs qu'elle a définis par sa problématisation. Toutes ces actions prennent corps dans des dispositifs ». Les groupes armés de la CPC reprochent aussi aux autres groupes armés restés fidèles à l'APPR-RCA et au régime du président Faustin Archange Touadera, leur mauvaise foi dans la mise en œuvre dudit Accord et d'avoir organisé des élections législatives et présidentielles non-inclusives et entachées de fraudes massives en décembre 2020 et janvier 2021. Le gouvernement centrafricain et les six (6) groupes armés restés fidèles à l'APPR-RCA forment de leur côté une autre alliance dont les intérêts sont opposés à celle de la CPC.

Par ailleurs, le gouvernement nommé par le chef de l'État centrafricain aussitôt après la signature de l'APPR-RCA le 8 février 2019 et dirigé par

Firmin Ngrebada, a vu l'entrée d'Hassan Bouba Ali en son sein. Ce dernier était le deuxième personnage le plus important du groupe armé dénommé Union pour la paix en Centrafrique (UPC) dont le leader est Ali Darass Mahamat, à l'époque signataire dudit Accord. Selon les interviewés, l'UPC étant une rébellion majoritairement constituée de ressortissants de l'ethnie *Mbororo* comme Hassan Bouba Ali, ce dernier est actuellement utilisé par le régime du président Faustin Archange Touadera afin de faire retourner les éleveurs de l'ethnie *Mbororo* contre Ali Darass Mahamat et affaiblir ce dernier. L'autre objectif visé par l'entrée et le maintien d'Hassan Bouba Ali au gouvernement est d'exploiter les bonnes relations qu'il entretient avec les éleveurs de l'ethnie *Mbororo* qui sont souvent en désaccord avec les agriculteurs de la communauté chrétienne dans le centre-Est et le Nord-Ouest de la République centrafricaine. C'est cet ancien bras droit d'Ali Darass Mahamat qui joue les médiateurs dans le règlement des conflits entre éleveurs musulmans et agriculteurs non-musulmans. Il y a, par conséquent, naissance d'une autre alliance entre le président Faustin Archange Touadera et son ministre de l'Élevage et de la Santé animale, Hassan Bouba Ali. Cette alliance fonctionne jusqu'aujourd'hui parce qu'Hassan Bouba Ali a accepté de couper toutes les relations qu'il entretenait avec son ancien patron Ali Darass Mahamat et la CPC. C'est ce que Michel Callon (1986 : 186) appelle le *triangle de l'intéressement*.

Cependant, les alliances qui se nouent et se consolident entre les groupes armés dissous et le gouvernement centrafricain n'ont pas pour unique récompense, la nomination de leurs responsables à de hautes fonctions à la primature et à la présidence de la République. Les défenseurs de l'environnement, ceux des droits de l'Homme et les opposants au régime du président Faustin Archange Touadera accusent régulièrement les responsables de ces deux groupes armés dissous de trafic illicite de diamants et d'or, notamment dans les environs de la ville de Bria. Selon les informations que nous avons pu recueillir auprès de plusieurs experts du ministère des Mines à Bangui en mars 2023 et confirmées par la chaîne

suisse *RTS*¹⁸⁴, ce trafic illicite des ressources naturelles bénéficie de l'indulgence des autorités compétentes centrafricaines qui, n'ont seulement font partie des bénéficiaires des revenus générés, mais souhaitent se murer dans le silence car elles évitent de se fâcher avec les responsables de ces groupes armés qui soutiennent le régime en place à Bangui. Ce soutien politique est d'autant plus indispensable que les deux têtes pensantes des groupes armés dissous que sont Herbert Gontran Djono Ahaba et Arnaud Djoubaye Abazene, respectivement ministre des Transports et ministre d'État à la Justice, ont pu convaincre les ressortissants de l'ethnie Goula de faire allégeance au pouvoir du professeur Touadera. Nous avons longuement expliqué dans les chapitres précédents que les ressortissants de l'ethnie Rounga dont l'un des principaux chefs est le général autoproclamé Nourredine Adam, le leader du groupe armé dénommé Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (PFRC), peuplent un large pan du Nord-Est centrafricain. Le FPRC est l'un des groupes armés membres de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) qui est farouchement opposé à la politique du gouvernement centrafricain et dont le siège se trouve dans la ville de N'Délé dans le Nord-Est de la République centrafricaine. Pour contrer les velléités de ce groupe armé majoritairement constitué des ressortissants de l'ethnie Rounga, le régime de Bangui a scellé une alliance avec l'ancien groupé armé dissout où les ressortissants de l'ethnie Goula sont plus nombreux et dont nous avons parlé ci-dessus. Nous rappelons que ces deux ethnies du Nord-Est centrafricain se vouent une haine qui date des périodes ancestrales et qui a été exacerbée après la scission de la rébellion de l'ex-Seleka en plusieurs groupes armés antagonistes, après la démission forcée de l'ancien chef de l'État de la transition Michel Djotodja le 10 janvier 2014 au cours d'une conférence des chefs d'État de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) à N'Djamena (Tchad). Le président Faustin Archange Touadera ne fait qu'exploiter cette discorde entre les

¹⁸⁴ <https://www.rts.ch/info/monde/13264727-quand-les-mercenaires-russes-de-wagner-deboisent-la-foret-centrafricaine.html>: consulté le 18 mai 2023.

deux ethnies pour affaiblir le groupe armé FPRC qui s'oppose violemment à son pouvoir. Aujourd'hui, Nourredine Adam est d'autant plus affaibli que la Cour pénale internationale a décerné un mandat d'arrêt contre lui depuis plusieurs mois. Pour y échapper, l'intéressé se cache désormais dans des endroits difficiles d'accès du Soudan¹⁸⁵, frontalier de la République centrafricaine.

En somme, l'actant, c'est-à-dire le patrimoine naturel est une victime des alliances que le pouvoir du président Faustin Archange Touadera a pu nouer avec les groupes armés restés fidèles l'APPR-RCA. Le peuple centrafricain qui ne profite pas de l'exploitation frauduleuse de son patrimoine naturel l'est tout autant. Après la cérémonie solennelle du 28 avril 2023 dont nous avons parlé ci-haut, certains Centrafricains que nous avons pu interroger ont laissé éclater leur colère, car selon eux, il n'est pas acceptable que le tapis rouge soit déroulé à des personnes sur lesquelles pèsent de lourds soupçons de violations graves des droits de l'Homme. Selon les enquêtés, les responsables de ces groupes armés dissous doivent non seulement répondre de leurs actes devant la justice, mais il est hors de question qu'ils soient nommés à de hautes fonctions au sein de l'administration publique et pris en charge par les impôts des contribuables. Certains Centrafricains ont déclaré que le président Faustin Archange Touadera les ont trahis parce qu'en déroulant ce tapis rouge aux présumés auteurs de crimes graves sur les populations civiles, il a violé le serment qu'il a prêté devant le peuple lors de son investiture pour un second mandat le 30 mars 2021. D'autres ont estimé que la nomination des responsables à de hautes fonctions dans l'administration publique et leur prise en charge avec les fonds publics sont un aveu d'impuissance de la part du chef de l'État qui a juré sur la Constitution du 30 mars 2016 d'assurer la sécurité des Centrafricains et de celle de l'intégrité du territoire national. D'autres encore ont dénoncé ce qu'ils ont qualifié de complicité

¹⁸⁵ <https://www.jeuneafrique.com/1365741/societe/centrafrique-la-cpi-rend-public-un-mandat-darret-contre-noureddine-adam/>: consulté le 18 mai 2023.

du président de la République avec les bourreaux du peuple qui exploitent illicitement et à outrance les richesses naturelles, c'est-à-dire le patrimoine naturel du pays, au profit des groupes armés afin s'éterniser au pouvoir.

Alliance entre le gouvernement centrafricain et les instructeurs russes

Il n'est pas utile de revenir sur l'historique de l'accord de défense signé entre la République centrafricaine et la Fédération de Russie en 2018 et qui justifie la présence d'instructeurs russes sur le territoire centrafricain. Nous en avons longuement parlé dans les précédents chapitres de notre thèse. Mais nous souhaitons relever que Bangui et Moscou ont conclu deux alliances, à savoir (i) une alliance militaire qui permet aux instructeurs russes (selon les officiels centrafricains) ou mercenaires du groupe Wagner (selon les pays occidentaux) d'intervenir dans les combats qui opposent les forces armées centrafricaines (FACA) aux groupes armés sur le terrain. L'intérêt de cette alliance, pour le gouvernement centrafricain, se repose sur le fait que le régime du professeur Faustin Archange Touadera est protégé par les hommes du président Vladimir Poutine. Ces derniers apportent également leur concours à la sécurité personnelle du chef de l'État centrafricain, celle de son premier ministre, Félix Moloua et l'ancien premier ministre et désormais député de la ville de Boali située à cent kilomètres de la capitale centrafricaine, Firmin Ngrebada. L'intérêt de cette alliance, pour la Fédération de Russie, consiste à l'exploitation à grande échelle des immenses richesses minières et forestières sur le territoire centrafricain. Le gouvernement centrafricain a délivré plusieurs permis miniers qui permettent aux entreprises russes d'exploiter en République centrafricaine l'or, le diamant et le bois dont Moscou a besoin pour son industrie. C'est la contrepartie du soutien qu'apporte Moscou au régime de Bangui. Nous en avons suffisamment parlé dans les précédents chapitres.

Alliance entre la République centrafricaine et la Chine

Il n'y a pas, en notre connaissance, d'accord de défense entre la Chine et la République centrafricaine. Par contre, l'accord de coopération économique liant Pékin à Bangui a permis aux Chinois d'installer une central solaire au village de Sakaï et une autre dans celui de Danzi, tous deux situés aux environs de la ville de Bangui. Ce sont également des ingénieurs chinois qui réalisent les travaux d'extension de l'usine de Boali 3 qui abrite un grand barrage hydroélectrique, qui fournit de l'électricité à la capitale centrafricaine et ses environs, ainsi qu'à la ville RD congolaise de Zongo qui longe la rivière Oubangui, frontière naturelle entre la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. La Chine apporte aussi sporadiquement de l'aide humanitaire sur le territoire centrafricain en fournissant, entre autres, des médicaments, vivres et des équipements pour les déplacés internes et les réfugiés venant des pays frontaliers tels que le Soudan du Sud, le Soudan, la République démocratique du Congo en proie aux violences armées. Même pendant les périodes de forte propagation de la pandémie du Covid19 en 2020 et 2021, les autorités chinoises ont fourni des masques et vaccins pour la prévention de cette maladie. Plusieurs officiers centrafricains des FACA, des douanes et de la police ont également été formés dans de grandes écoles militaires en Chine. Puis que la gratuité n'existe pas dans les relations internationales, la contrepartie que les autorités centrafricaines ont offert à l'État chinois, ce sont de nombreux permis miniers délivrés à des entreprises chinoises pour l'exploitation de diamants et d'or dans les environs des villes de Bozoum, Bossangoa, Yaloké et Bouar. Nous en avons fourni plus de détails dans les chapitres précédents.

En somme, l'intérêt de cette alliance pour la Chine, c'est l'exploitation des ressources naturelles centrafricaines. Pour la République centrafricaine, l'intérêt se trouve dans l'aide humanitaire, l'accroissement des capacités

de production et de distribution de l'électricité de la société publique qui en a la charge dans le pays.

Alliance entre le gouvernement centrafricain et les forces spéciales rwandaises

À titre de rappel, le gouvernement centrafricain a signé en 2020 un accord de défense avec celui du Rwanda afin que les forces spéciales de ce pays puissent appuyer les forces armées centrafricaines (FACA) dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés sur le terrain. C'est donc à la faveur de cet accord de défense que les forces spéciales rwandaises sont intervenues aux côtés de leurs homologues de la République centrafricaine pour repousser les attaques lancées par les éléments de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) le 13 janvier 2021. Ces attaques font suite à la volonté de la CPC dont le leadership, rappelons-le, est assuré par l'ancien président François Bozize, de renverser par un coup d'État le régime du président Faustin Archange Touadera. Cet accord de défense signé entre le Rwanda et la République centrafricaine est une alliance conclue par les deux États qui s'intéressent l'un à l'autre et qui s'arcboute sur des intérêts communs et réciproques. C'est le gouvernement centrafricain qui s'est en premier lieu intéressé à son homologue rwandais, car Kigali détient l'une des armées les mieux entraînées, équipées et les plus disciplinées de la planète. Donc Bangui ayant une armée nationale tellement faible et ne pouvant contenir les assauts des groupes armés qui gouvernent une bonne partie du territoire centrafricain, a dû faire appel aux forces spéciales rwandaises pour l'aider à protéger l'intégrité du territoire national et y assurer la sécurité des biens et des personnes. En contrepartie, Bangui a délivré de nombreux permis miniers et d'exploitation forestière à plusieurs entreprises rwandaises. Fort de ces permis, celles-ci exploitent de vastes superficies forestières dans les préfectures de la Lobaye et de la Mambéré Kadéï. Les grumes produites sont convoyées par de gros camions vers le port de Douala (Cameroun)

avant d'être acheminées par bateau à celui de Mombassa au Kenya. De là, puis que le Rwanda est un pays enclavé comme la République centrafricaine, les grumes sont transportées vers le territoire rwandais par d'autres Camion. En ce qui concerne les diamants et l'or produits par les sociétés rwandaises, ils sont embarqués à bord d'aéronefs rwandais à l'aéroport international de Bangui M'Poko dans la capitale centrafricaine, à destination de Kigali. Les intérêts des rwandais ne s'arrêtent pas qu'à l'exploitation minière et forestière. Le Rwanda dont le sous-sol est très pauvre, a grandement besoin des ressources naturelles, notamment les diamants, l'or et le bois pour son développement.

Alliance entre les instructeurs russes et certains groupes armés

Les instructeurs russes ont également noué une alliance avec certains groupes armés afin que ceux-ci les autorisent à exploiter les ressources naturelles, notamment les diamants et l'or, dans les zones sous leur contrôle ou influence. En contrepartie de cette faveur faite aux instructeurs russes, ces derniers n'attaquent jamais, sauf en cas de légitime défense, les positions des groupes armés dans les zones où les hommes de Moscou exploitent les ressources naturelles. Deux alliances ont retenu notre attention. Il s'agit tout d'abord de l'alliance nouée entre les russes et le Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) dont le principal leader est le général autoproclamé Nourredine Adam et qui a son siège dans la ville de N'Délé au Nord-Est de la République centrafricaine.

Dans le village de Bokolobo situé non loin de la ville de Bambari, dans le centre-Est de la République centrafricaine, certains défenseurs de l'environnement que nous avons pu interroger ont exprimé leurs inquiétudes quant à la proximité entre les instructeurs russes et Ali Darass Mahamat, le chef du groupe armé Union pour la paix en Centrafrique (UPC). Le village de Bokolobo était non seulement le quartier général de l'UPC, mais les rebelles de ce groupe armé y exploitaient à grande échelle

de l'or. Sachant que les russes, nantis des permis d'exploitation minière délivrés par le gouvernement centrafricain, attirés par l'immensité des réserves d'or de cette localité, étaient obligés d'entretenir cette relation de proximité avec Ali Darass afin que les éléments de ce dernier ne puissent pas gêner leurs activités minières. Les médias dont *Jeune Afrique*¹⁸⁶ en ont également fait de nombreux reportages dans lesquels ils ont dénoncé ce qu'ils appelaient l'hypocrisie des instructeurs russes dans la gestion des richesses minières centrafricaines situées dans les environs de la ville de Bambari. Mais en 2019, les soldats des forces portugaises d'intervention rapide de la MINUSCA, la mission de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, après plusieurs exactions commises sur les populations civiles par les éléments de l'UPC, ont chassé ces derniers du village Bokolobo, leur quartier général à l'issue de violents combats. Selon la sociologie de la traduction, cette proximité entre les instructeurs russes et ces rebelles peut être qualifiée d'alliance guidée par des intérêts, c'est-à-dire les activités d'exploitation aurifère.

Alliance entre les groupes armés pour la création de la CPC

Nous ne reviendrons pas sur l'historique de la création de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), constituée de huit groupes armés parmi les quatorze qui ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Nous en avons longuement parlé dans les chapitres précédents de notre thèse. L'aspect qui nous intéresse dans cette sous-section concerne la conclusion de l'accord ayant permis la création de la CPC le 15 décembre 2020 à Kamba Kota, une petite bourgade située dans le Nord-Est centrafricain. Ce n'est d'autre chose qu'une alliance qui a été scellée entre les huit groupes armés dont l'objectif est double. Cette coalition voulait tout d'abord, rappelons-le,

¹⁸⁶ <https://www.jeuneafrique.com/1351071/politique/wagner-en-centrafrique-entre-penuries-et-mines-dor-la-mission-contrariee-des-mercenaires-de-poutine/>: consulté le 18 mai 2023.

empêcher par la force la tenue des élections législatives et présidentielles de 2020 et 2021. Ensuite, elle projetait le renversement du pouvoir du président Faustin Archange Touadera. C'est ainsi que ces dissidents de l'APPR-RCA ont lancé des attaques coordonnées et violentes contre la ville de Bangui, le 13 janvier 2021. Mais tous ces deux objectifs n'ont pas été atteints parce que les forces armées centrafricaines (FACA) appuyées par les instructeurs russes (pour le gouvernement centrafricain) ou les mercenaires du groupe Wagner (pour les pays occidentaux) et les forces spéciales rwandaises, s'y sont opposées avec succès. Il y a intérêt, selon la sociologie de la traduction, parce que la CPC voulait imposer son point de vue au gouvernement centrafricain, les russes et les forces spéciales rwandaises, en tentant de s'opposer par la force à la tenue des élections groupées de 2020 et 2021, ainsi que de renverser le pouvoir actuellement en place à Bangui. Cet intérêt a d'abord commencé entre l'ancien président François Bozize qui a réussi à fédérer huit groupes armés autour de son projet à sortir dans un premier temps de l'APPR-RCA, et dans un second temps de créer ladite coalition aux fins d'atteindre leurs objectifs décrits ci-dessus. Il y a ensuite cet intérêt entre les huit groupes armés eux-mêmes, car ils se sont intéressés les uns aux autres, sans quoi la CPC n'aurait pas été créée. L'échec de l'alliance intra-CPC trouve son origine dans celle scellée entre les forces armées centrafricaines (FACA), c'est-à-dire le gouvernement centrafricain, les instructeurs russes et les forces spéciales rwandaises dont nous avons parlé dans les paragraphes ci-dessus. Malgré cet échec, l'alliance intra-CPC poursuit toujours ses objectifs parce qu'elle multiplie les attaques contre les positions des FACA, des instructeurs russes et celles des forces spéciales rwandaises. Cependant, les informations que nous avons recueillies auprès de certains responsables de la CPC font état de ce que cette dernière ne vise plus le renversement du pouvoir du président Faustin Archange Touadera. Elle mène dorénavant une guérilla dont l'objectif principal est de harceler les forces de défense et de sécurité centrafricaines, ainsi que leurs alliées russes et rwandaises, afin de faire perdurer l'insécurité. Tant que

l'insécurité perdurera en République centrafricaine, le chef de l'État ne pourra jamais dérouler le programme de société à base duquel il a été réélu en 2021 pour un nouveau et dernier mandat de cinq ans, conformément aux dispositions de la Constitution du 30 mars 2016.

c) L'enrôlement : comment définir et coordonner les rôles des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain

En sociologie de la traduction, l'enrôlement désigne le mécanisme par lequel un rôle est défini et attribué à un acteur qui l'accepte. L'enrôlement est un intéressement réussi. L'enrôlement, c'est donc décrire l'ensemble des négociations multilatérales, des coups de force ou des ruses qui accompagnent l'intéressement et lui permettent d'aboutir (Callon, 1986 : 189-190).

Si nous ramenons cette définition au contexte du conflit centrafricain, une nouvelle lecture des transcriptions des entretiens semi-directifs, rappelons-le, révèle que les principales causes dudit conflit sont légion, notamment la mauvaise gouvernance des dirigeants, l'ingérence et l'hypocrisie de la communauté internationale, surtout celle des pays occidentaux. Ce sont des maux sur lesquels les interviewés sont revenus à maintes reprises et de manière unanime. Nous n'allons pas y revenir parce que nous les avons longuement abordés dans les chapitres précédents. Mais selon les interviewés, pour mettre fin à cette série malheureuse de conflits auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs décennies, il faut, entre autres, (i) mettre fin à la mauvaise gouvernance en luttant contre les détournements de biens et deniers publics, (ii) combattre l'impunité en traduisant devant les juridictions compétentes tous les présumés auteurs d'actes illégaux graves, notamment les violations graves des droits de l'Homme, (iii) empêcher les puissances occidentales, notamment la France, à s'ingérer dans les affaires centrafricano-centrafricaines et (iv) favoriser l'alternance politique au sommet de l'État centrafricain. La décision de la mise en œuvre de ces

solutions doit venir des Centrafricains, car l'appui de la communauté internationale ne viendra qu'en appoint pour aider le pays à retrouver le chemin de la paix et du développement. Les interviewés ont également appelé de tous leurs vœux les dirigeants à instaurer en République centrafricaine une démocratie d'abord par le peuple. Cela veut dire que ce sont les citoyens qui désignent et révoquent librement leurs dirigeants qui sont appelés à présider aux destinées de la nation. Les dirigeants désignés doivent régulièrement rendre compte de leur gestion au peuple souverain qui est le détenteur du pouvoir. Ensuite, les interviewés appellent leurs dirigeants à instaurer une démocratie pour le peuple. En d'autres termes, toutes les décisions prises par les dirigeants doivent servir les intérêts du peuple souverain. C'est en substance le rôle principal que les citoyens sont appelés à jouer pleinement pour que cette litane de crises militaro-politiques puissent enfin prendre fin. La mise en œuvre de l'ensemble de ces solutions, reconnaissons-le, est d'une complexité extraordinaire, mais comme déclarait Bernard Kouchner, ancien ministre français des Affaires étrangères, « si on ne prend pas de risques, on ne risque pas de réussir. Mais si on prend des risques, on risque de réussir ». Si les dirigeants centrafricains prennent la décision de s'opposer au diktat des puissances occidentales, ils risquent de réussir afin que la République centrafricaine commence à vivre enfin une vraie indépendance et une vraie souveraineté. Une telle décision n'épargnera pas certainement le pays des mesures de rétorsion de la part des pays occidentaux aux mains desquels se trouvent toutes les institutions financières internationales dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ordre sera donné à ces derniers de n'accorder aucune aide financière aux pays dont les dirigeants auront eu le courage de s'opposer aux injonctions des puissances occidentales. Les Centrafricains l'ont justement appris à leur dépens parce que toutes les aides financières, notamment budgétaires que leur pays recevait des partenaires bilatéraux et multilatéraux ont été purement et simplement gelées suite aux décisions politiques courageuses prises par le président Faustin Archange Touadera, entre autres, de diversifier ses partenaires en

signant un accord de défense avec la Fédération de Russie et le Rwanda. Il est vrai que l'intervention des russes en République centrafricaine suscite des polémiques diplomatiques sur la scène internationale, mais nous n'allons pas en parler dans cette section parce qu'elle ne fait pas partie des objectifs de notre thèse. L'un des rôles d'un chef d'État auquel le peuple souverain a conféré son pouvoir, c'est d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire, ainsi que d'assurer le bien-être de ses concitoyens. Or il se trouve que les forces de défense et de sécurité ne sont pas en mesure, rappelons-le, d'assurer cette sécurité pour les Centrafricains et biens, parce qu'elles sont malformées et sous-équipées. Partant de ce constat, le président de la République a dû faire appel à des pays amis pour l'aider à jouer ce rôle régalien en toute indépendance et souveraineté. Outre cet appel à de nouveaux partenaires dans les domaines de la sécurité et de la défense, les dirigeants centrafricains ont pris la courageuse décision politique de délivrer des permis miniers à des sociétés étrangères afin que celles-ci puissent exploiter les immenses ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bois et surtout le pétrole. Toutes ces décisions ont provoqué l'ire de la France qui a toujours considéré les richesses du sous-sol centrafricain comme ses réserves stratégiques du futur. La suite, nous la connaissons : Paris suspend ses aides budgétaires, la coopération militaire franco-centrafricaine et fait pression sur toutes les sociétés françaises de quitter la République centrafricaine. Total Energies est la première société de l'Hexagone à céder aux pressions de l'Élysée, car elle vient de vendre les actifs de sa filiale centrafricaine à la société Tamoil. Cela est effectif depuis la mi-avril 2023. La société centrafricaine des transports fluviaux (SOCATRAF), la filiale centrafricaine du groupe français Bolloré est en train de lui emboîter le pas, parce que depuis plusieurs mois, les activités de ladite société sont quasiment à l'arrêt et ses employés enregistrent déjà de nombreux mois d'arriérés de salaires.

Par ailleurs, l'Accord signé par les autorités de Bangui et les groupes armés est la résultante d'après négociations au cours desquelles les acteurs et

non-acteurs du conflit devaient faire des concessions et tourner le dos à certains de leurs intérêts, même à contrecœur. Ces concessions ont été possibles grâce à la médiation de l'Union africaine qui a dû faire des arbitrages difficiles entre les belligérants. Au détriment du peuple centrafricain, les autorités de Bangui ont accepté de nommer à de hautes fonctions dans l'administration publique certains responsables importants des groupes armés. Ceux-ci sont pris en charge par l'argent des contribuables. Les informations que nous avons pu recueillir auprès des officiels qui travaillent à la présidence de la République à Bangui, font état de ce que la nomination des responsables de groupes armés à de hautes fonctions à la primature, au sein du gouvernement et dans les services dépendant directement du chef de l'État n'ont pas été prises de gaieté de cœur. C'était, selon eux, l'un des prix à payer pour que la paix soit rétablie sur le territoire centrafricain. Lorsque les populations civiles sont la cible de violences de la part d'hommes en armes dans certaines régions du pays, le président de la République n'en est pas du tout content, car c'est ce peuple qui l'a élu en 2016 et réélu en 2020 qui souffre. Plusieurs éléments des groupes armés ont été, sur ordre du chef de l'État et chef suprême des armées, intégrés dans les forces armées centrafricaines (FACA) afin de former les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS). Non seulement ces éléments devaient être formés par des officiers des FACA, mais ils étaient des ennemis des soldats de l'armée nationale. C'est dire que par la force de l'APPR-RCA, des anciens ennemis qui se tiraient dessus il y a quelques mois, ont été forcés de cohabiter et combattre côte à côte sur le terrain.

Les groupes armés, quant à eux, ont également dû abandonner pendant un certain temps, le trafic illicite de diamants, or et bois qui leur procuraient d'immenses revenus dont ils avaient besoin pour l'achat de nouvelles armes et munitions, en application des engagements qu'ils pris dans l'APPR-RCA. De leur côté également, la mise en place des USMS qui forçait certains de leurs éléments à cohabiter et combattre aux côtés des FACA qui étaient leurs ennemis il y a quelques mois, était une véritable

humiliation. Mais ils étaient obligés de s'y plier parce que cela fait partie de leurs engagements pris dans l'APPR-RCA. Cela veut dire que les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain doivent poser des actes à contrecœur, c'est-à-dire des actes qui aillent à l'encontre de leurs intérêts en vue du rétablissement de la paix en République centrafricaine.

d) La mobilisation des alliés : les interviewés sont-ils représentatifs de leurs entités respectives ?

Les dix-huit (18) personnes que nous avons pu interviewer dans le cadre du recueil des données de notre thèse sont-ils représentatifs de leurs entités respectives ? Cette question est d'autant plus pertinente que la réponse que nous y avons apporté dans les chapitres précédents, a permis de comprendre les motivations du choix de l'échantillon de notre recherche. Il nous semble utile d'en rappeler les grandes lignes dans cette partie de l'analyse des entretiens semi-directifs à la lumière de la sociologie de la traduction.

En effet, à l'entame de nos travaux en 2019, nous avons arrêté une liste d'une soixantaine de personnes à interviewer sur le territoire centrafricain, le terrain de recherche, à base d'un guide d'entretien semi-directif. Les rendez-vous ont été pris avec toutes ces personnes avec des dates précises pour la réalisation des entretiens semi-directifs aux lieux et heures librement choisis par lesdites personnes. Mais nous avons établi tous ces programmes sans savoir que les élections législatives et présidentielles dont le premier tour était prévu le 27 décembre 2020, allaient nous réserver des surprises désagréables. À la suite du rejet par le président Faustin Archange Touadera des demandes de report de ces élections adressées par les partis politiques de l'opposition démocratique et armée, les groupes armés composant la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) ont lancé de violentes attaques sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021. Pour espérer rétablir l'ordre, le gouvernement centrafricain a dû décréter l'État d'urgence sur toute l'étendue du territoire national. En droit centrafricain,

rappelons-le, l'État d'urgence donne le feu vert à la police, la gendarmerie et aux forces armées centrafricaines (FACA) de procéder à l'arrestation de toute personne suspecte à tout moment et en tout lieu sans l'autorisation préalable des autorités judiciaires. Cette situation exceptionnelle a conduit plusieurs politiques derrière les barreaux où les conditions de détention sont loin d'être des plus reluisantes. Prise de panique, la soixantaine de personnes avec lesquelles nous avons convenu de réaliser les entretiens semi-directifs dans le cadre du recueil des données de notre thèse, a annulé tous les rendez-vous fixés. Nous avons dû négocier de nouveaux rendez-vous avec d'autres personnes appartenant aux entités qualifiées dans notre thèse d'acteurs et de non-acteurs du conflit centrafricain. Un acteur, faut-il encore le rappeler, est une entité qui participe directement aux combats qui se déroulent sur le terrain entre les forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés russes et rwandais d'un côté, et les groupes armés de l'autre. Nous citerons le gouvernement centrafricain représenté par les FACA, les instructeurs russes (selon les officiels centrafricains et russes) ou mercenaires du groupe Wagner (selon les pays occidentaux dont la France et les États-Unis), les casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) et les forces spéciales rwandaises. Les non-acteurs, quant à eux, ce sont toutes les entités qui ne participent pas directement aux combats opposants les belligérants sur le terrain. Il s'agit notamment des médias, confessions religieuses, institutions de la République, l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté des États d'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC). C'est ainsi qu'après les nombreux contacts que nous avons dû prendre suite à l'annulation des premiers rendez-vous après l'instauration de l'État d'urgence, dix-huit (18) personnes seulement ont donné leur accord pour la réalisation des entretiens semi-directifs.

Cependant, ces dix-huit (18) personnes ont conditionné leur participation aux entretiens : (i) elles ne souhaitent ni être enregistrées, ni être filmées. (ii) Elles ne souhaitent pas non plus que leurs identités soient révélées dans notre thèse. C'est ainsi que nous avons dû solliciter et obtenir les services payants d'une sténographe, à l'aide de notre EUR, dont le rôle était de prendre des notes en sténographie pendant les entretiens. La retranscription de tous les entretiens sténographiés constitue le verbatim de la partie empirique de notre thèse. Est-ce que les dix-huit (18) personnes interviewées, qui constituent notre échantillon, sont-elles représentatives de leurs entités respectives ? Interrogeons-nous au début de la présente section. Avant d'apporter une réponse à la question de la représentativité des interviewés, revenons sur leur répartition par entité dans le tableau 2 ci-après :

Entités		Effectif	Effectif total
Acteurs du conflit	Gouvernement centrafricain (un expert du ministère des Mines)	1	18
	Groupes armés (un ex-Seleka et un Antibalaka)	2	
Non-acteurs du conflit	Confessions religieuses (un protestant, un catholique et un animiste)	3	
	Partis politiques (un membre du parti au pouvoir et un autre de l'opposition)	2	
	Institutions de la République (une personne de la HABG et une autre du CES)	2	

	Médias (un journaliste de la presse publique, un du privé et un indépendant)	3	
	Syndicats des travailleurs (un syndicaliste du secteur public)	1	
	Organisations de la jeunesse (une personne du Conseil national de la jeunesse)	1	
	Communauté internationale (un diplomate de l'Union africaine)	1	
	Défenseurs des droits de l'Homme (une personne de la Ligue des droits de l'Homme et une autre de la CNDHLF)	2	

Tableau 2 : Répartition des enquêtés par entité.

HABG : Haute autorité chargée de la bonne gouvernance.

CES : Conseil économique et social.

CNDHLF : Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Nous souhaitons saluer le courage des dix-huit (18) personnes ci-dessus qui ont librement accepté de réaliser les entretiens, car les pressions, intimidations et menaces qu'avait subies la population centrafricaine étaient à leur paroxysme pendant l'État d'urgence. Il était très risqué de s'exprimer sur des sujets aussi sensibles que ceux ayant trait aux ressources naturelles qui sont au cœur des conflits auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années. Les interviewés ont librement évoqué, entre autres, le trafic illicite de diamants, or, bois et de bétail auquel se livrent jusqu'aujourd'hui certains membres et proches de la famille présidentielle, ainsi que les russes et les rwandais dont les

soldats appuient les forces armées centrafricaines (FACA) dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés sur le terrain.

Par ailleurs, toutes les principales entités qui interviennent directement (acteurs) ou indirectement (non-acteurs) dans la commission des violences sont représentées dans l'échantillon composé des dix-huit (18) personnes interrogées. Même si celles-ci n'ont pas été formellement désignées par leurs entités respectives afin de s'exprimer en leurs noms pendant les entretiens, elles sont représentatives. Le contexte politique et sécuritaire ne permettait pas aux entités de désigner officiellement leurs représentants qui auraient pu s'exprimer en qualité de porte-parole de ces mêmes entités pendant les entretiens que nous avons réalisés dans le cadre du recueil des données de notre thèse. Une autre question importante surgit dans notre esprit : est-ce que le fait que les interviewés n'aient pas été formellement désignés par leurs entités respectives afin de s'exprimer en qualité de porte-parole pendant les entretiens, dévalorise-t-il le contenu des discours tenus par les personnes interrogées ? À notre avis, la valeur des réponses fournies par les interviewés pendant les entretiens semi-directifs n'est pas tributaire de leur désignation ou non par leurs entités respectives. L'objectif que nous poursuivons dans notre thèse, c'est de recueillir les avis de toute personne désireuse de se prononcer librement sur les questions contenues dans le guide d'entretien afin de nous permettre de comprendre le conflit centrafricain, l'impact de celui-ci sur le patrimoine culturel et naturel, ainsi que les apports de la communication en termes de qualification et de protection des richesses naturelles et culturelles en ces temps de conflit en République centrafricaine. La question de la désignation formelle ou non des personnes devant s'exprimer aux noms des différentes entités ne semble pas être importante d'autant que pour notre thèse, nous voulions que chaque entité puisse donner son avis sur chacune des questions contenues dans le guide d'entretien. Cet objectif a été atteint parce que les dix-huit (18) personnes qui ont librement accepté de s'exprimer au cours des entretiens sont représentatives de toutes les

entités qui participent directement (acteurs) ou indirectement aux combats qui opposent les belligérants sur le territoire centrafricain.

e) **Les controverses nées de l'analyse des entretiens à la lumière de la sociologie de la traduction**

En sociologie de la traduction, « une controverse fait allusion à toutes les manifestations par lesquelles la représentativité des porte-parole est remise en cause, discutée et bafouée. En d'autres termes, une controverse désigne l'ensemble des dissidences »¹⁸⁷. Nous assistons à plusieurs types de controverses après l'analyse de la situation du conflit centrafricain, à la lumière de la sociologie de la traduction, notamment :

Les controverses d'une partie du peuple centrafricain

Une nouvelle lecture de la retranscription des entretiens semi-directifs que nous avons réalisés dans le cadre du recueil des données de notre thèse révèle les controverses qu'ont exprimées les Centrafricains à l'endroit de leurs dirigeants politiques et des puissances occidentales. Ces controverses ont été confortées par les récents évènements politiques qui ont émaillé les activités de la présidence de la République à Bangui, notamment les cérémonies solennelles au cours desquelles plusieurs groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont dissous leurs mouvements en présence du chef de l'État centrafricain, le professeur Faustin Archange Touadera. Les nominations de plusieurs responsables des groupes armés dissouts à de hautes fonctions dans l'administration publique centrafricaine. À ce titre, ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis de crimes graves sur les populations civiles sont entièrement pris en charge par les impôts des contribuables dont certains sont des victimes présumées des violations graves des droits de l'Homme. Nous avons pu relever une réelle dissidence de la part des Centrafricains des programmes politiques actuellement mis

¹⁸⁷ https://www.rse-magazine.com/Michel-Callon-et-la-sociologie-de-la-traduction_a3432.html: consulté le 1^{er} mai 2023.

en œuvre par leurs dirigeants auxquels l'on reproche une certaine complicité avec ceux qui auraient été à l'origine de la souffrance du peuple centrafricain.

Les controverses de l'opposition démocratique

Les partis politiques de l'opposition démocratique contestent le pouvoir du président Faustin Archange Touadera sur de nombreux plans, relativement à la gestion du conflit centrafricain. Nous allons en aborder les principaux dans cette section. Les opposants accusent le chef de l'État d'incapacité à pouvoir bien gérer les répercussions de la guerre en Ukraine sur l'économie centrafricaine exsangue depuis plusieurs années à cause du conflit. D'abord, il y a une pénurie de carburants qui paralyse les activités économiques du pays parce que la distribution des hydrocarbures est très mal assurée sur l'ensemble du territoire national du fait du laxisme du gouvernement. Selon l'opposition, le secteur des hydrocarbures n'est plus régulé depuis la dissolution de l'Agence de stabilisation et de régulation du secteur pétrolier (ASRP), à la demande des institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Cette agence étatique qui luttait efficacement contre la contre bande de carburants aux frontières de la République centrafricaine avec le Cameroun, le Tchad et les deux Soudan, a été dissoute par le gouvernement centrafricain qui a préféré se plier au diktat de ces institutions financières internationales. L'ASRP a été remplacée par une petite unité de régulation placée sous la tutelle du ministère des Ressources énergétiques. Cela place d'emblée le régime de Bangui dans une position où il joue en même temps le rôle de juge et de partie. Cette absence de régulation a pour principale conséquence la raréfaction des carburants sur le territoire centrafricain. Les opposants accusent également le président centrafricain d'augmentation brutale et violente,

selon leurs termes, des prix des hydrocarbures à la pompe¹⁸⁸, ce qui pénalise lourdement les petits ménages qui sont les plus nombreux en République centrafricaine. Depuis le mois de février 2023, le litre de gasoil est passé de 855 FCFA (environ 1.30 EUR) à 1 300 FCFA (environ 1.98 EUR), celui d'essence de 865 FCFA (1.32 EUR) à 1 450 FCFA (environ 2.21 EUR) et pétrole lampant de 645 FCFA (environ 0.98 EUR) à 1 150 FCFA (1.75 EUR), soit une hausse respective de 52 %, 68 % et 78 %. Les conséquences immédiates se sont fait sentir : les prix des transports urbains et interurbains ont bondi de manière drastique, rendant ainsi les fins du mois difficiles aux travailleurs qui n'ont bénéficié d'aucune mesure d'accompagnement de la part du gouvernement. Malgré les protestations de plusieurs puissantes centrales syndicales des travailleurs des secteurs public et privé réputées proches de l'opposition et qui ont exigé des augmentations des salaires, les autorités de Bangui n'ont encore pris aucune mesure d'accompagnement pour soulager le quotidien des Centrafricains. Les partis politiques de l'opposition multiplient, sans aucun résultat, les pressions sur le gouvernement centrafricain par médias interposés afin de faire baisser les prix des carburants. Se basant sur ce qui précède, les opposants au régime de Bangui estiment que le président Faustin Archange Touadera ne représente plus les intérêts du peuple centrafricain.

Outre la hausse des prix des carburants, les opposants accusent également le pouvoir de Bangui de bradage des ressources naturelles¹⁸⁹, notamment le diamant, l'or et le bois au profit de ceux qu'ils qualifient de mercenaires du groupe Wagner. Ces controverses s'expriment dans les mêmes termes

¹⁸⁸ [https://fr.africanews.com/2023/01/04/la-centrafrique-annonce-une-hausse-du-prix-des-carburants/#:~:text=R%C3%A9publique%20Centrafricaine&text=L'essence%20passe%20de%20865,%2C21%20euros\)%20le%20litre](https://fr.africanews.com/2023/01/04/la-centrafrique-annonce-une-hausse-du-prix-des-carburants/#:~:text=R%C3%A9publique%20Centrafricaine&text=L'essence%20passe%20de%20865,%2C21%20euros)%20le%20litre); consulté le 1^{er} mai 2023.

¹⁸⁹ <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/dix-ans-apres-le-coup-detat-la-republique>; consulté le 18 mai 2023.

que celles des populations civiles dont nous avons parlé dans le paragraphe précédent.

Par ailleurs, après les révélations faites par certains médias internationaux dont *Mondafrique*¹⁹⁰ qui faisaient état de ce que les « mercenaires du groupe Wagner » sont payés à hauteur de 400 millions de FCFA (environ 610 000 EUR) par semaine en République centrafricaine, il y a une véritable levée de bouclier parmi les opposants. Ces derniers dénoncent une coopération russo-centrafricaine budgétivore qui ne sert pas les intérêts du peuple centrafricain dont les impôts sont dilapidés à tout va par le président Faustin Archange Touadera. Ces sommes faramineuses sont, selon l'opposition, déboursées pour financer des criminels qui commettent quotidiennement des exactions sur les paisibles populations centrafricaines qui sont privées des services sociaux de base, notamment la santé et l'éducation. Aujourd'hui, affirment les opposants, la priorité du régime de Bangui ce sont les financements accordés aux mercenaires du groupe paramilitaire Wagner, car ce sont ces derniers qui tiennent à bout de bras le régime en place. Les retraites et bourses des étudiants ne sont plus payées à termes échus parce que la prise en charge des hommes de Prigojine soumet les caisses de l'État centrafricain à rudes épreuves. Pour conclure sur ce point, l'opposition démocratique exige le retrait sans délai des mercenaires russes et la suspension de la coopération avec la Russie. Le chef de l'État centrafricain est également accusé de politique d'exclusion dans la gestion des affaires d'intérêt public. Les partis politiques de l'opposition démocratique dénoncent l'exclusion dont ils font l'objet, car ils ne sont ni associés ni consultés au sujet des questions qui concernent l'intérêt supérieur de la nation centrafricaine, contrairement à ce qui se fait dans d'autres pays. Par exemple, lorsqu'une vingtaine de soldats de l'armée nationale ont été faits prisonniers par les rebelles de la CPC, à l'issue des combats qui ont opposé ces derniers aux FACA dans les environs de la ville

¹⁹⁰ <https://mondafrique.com/centrafrique-wagner-touche-400-millions-de-francs-cfa-par-semaine/>: consulté le 1^{er} mai 2023.

de Birao le 14 février 2023, le président Faustin Archange Touadera n'a pas, selon les opposants, daigné les en informer officiellement afin de recueillir en retour leurs avis. Le chef de l'État a préféré gérer l'affaire avec les organisations humanitaires, notamment le Comité international de la croix rouge (CICR) dont l'intervention a permis la libération¹⁹¹, le 4 avril 2023, sains et saufs en avril 2023 des militaires kidnappés. Non seulement toute la classe politique n'a ni été informée ni associée aux tractations dont l'objectif principal était la libération des soldats capturés par les rebelles de la CPC, mais le gouvernement n'a pas eu la courtoisie d'en rendre compte aux citoyens centrafricains dont les impôts financent les opérations de sécurisation du territoire national effectuées par les FACA. Selon les leaders de l'opposition, cela est d'autant plus déplorable que le régime de Bangui ignore qu'il doit systématiquement rendre compte de sa gestion au peuple centrafricain qui lui a conféré son pouvoir. En France par exemple, lorsqu'un soldat français perd la vie sur le terrain des opérations soit sur le territoire national, soit à l'extérieur, le ministère des Armées ou l'Élysée en informe systématiquement le peuple Français par voie de communiqué de presse. Si c'est nécessaire, en fonction de la gravité des faits, le président Emmanuel Macron convie les leaders des partis politiques afin non seulement de les informer des conditions dans lesquelles l'incident est survenu, mais de recueillir leurs avis relatifs à la recherche des solutions. Certains leaders de l'opposition centrafricaine que nous considérons également comme des non-acteurs dans notre thèse et avec lesquels nous avons pu échanger, parlent de déficit de communication politique de la part du régime du président Faustin Archange Touadera, l'un des acteurs du conflit centrafricain.

¹⁹¹ <https://www.dw.com/fr/soulagement-apres-liberation-soldats-enleves-rca/a-65233108>: consulté le 7 mai 2023.

Les controverses de la communauté internationale

Les controverses de la communauté internationale, notamment les puissances occidentales telles que la France, les États-Unis, l'Union européenne et les Nations Unies, se basent sur ce qu'ils qualifient de violations massives des droits de l'Homme, la mainmise des mercenaires du groupe Wagner et l'utilisation des aides financières internationales par le gouvernement centrafricain pour payer les hommes de Evgueni Prigojine. Nous rappelons que Paris, Washington et Bruxelles ne voient pas d'un bon œil l'exploitation à grande échelle des mines de diamants, or et de forêts par les sociétés russes proches, selon eux, du groupe Wagner. Ce dernier est accusé par les pays occidentaux de faire main basse sur le patrimoine naturel qui est d'une richesse exceptionnelle de la République centrafricaine, avec la bénédiction du président Faustin Archange Touadera qui ne songe qu'à son maintien au pouvoir au détriment du bien être de son peuple. Dans une note du ministère américain du Trésor publiée sur le site Internet de l'ambassade des États-Unis¹⁹² à Bangui, les américains ont dénoncé les activités de plusieurs sociétés de sécurité privée créées et dirigées par des proches du groupe Wagner. Selon Washington, non seulement ces sociétés privées sont utilisées pour assurer la protection des hautes autorités centrafricaines, mais elles font office d'entreprises écrans à travers lesquelles Moscou dissimule le pillage des ressources naturelles en République centrafricaine. En réaction, la Maison Blanche a infligé des sanctions aux principaux responsables de ces sociétés basées sur le territoire centrafricain. Leurs comptes bancaires sont gelés et ils sont interdits de séjour sur les territoires américain et européen. Mais l'administration américaine n'en est pas restée aux sanctions contre les dirigeants de Wagner. Elle a, dans un mémorandum remis au président Faustin Archange Touadera lors du sommet américano-africain de

¹⁹² <https://cf.usembassy.gov/fr/le-departement-de-la-tresorerie-des-etats-unis-sanctionne-le-groupe-wagner-mandataire-de-la-federation-de-russie-en-tant-quorganisation-criminelle-transnationale/>: consulté le 7 mai 2023.

décembre 2022 à Washington¹⁹³, formellement demandé le retrait sans délai ni condition des hommes du président Vladimir Poutine du territoire centrafricain. En contrepartie, la Maison Blanche promet non seulement de former les forces armées centrafricaines (FACA), mais également d'augmenter l'aide humanitaire au bénéfice du gouvernement centrafricain.

f) **Remarques finales**

Au cours de cette analyse, nous avons respecté les trois principes établis dans l'introduction de ce chapitre, à savoir :

- (i) nous n'avons pas jugé les prises de position des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, recueillies pendant les entretiens semi-directifs. Par exemple, nous n'avons été ni pour ni contre le fait que les interviewés aient affirmé que c'est la France qui finance et équipe les groupes armés membres de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Ce principe est appelé « agnosticisme généralisé »¹⁹⁴ en sociologie de la traduction.
- (ii) le second principe appelé « symétrie généralisée » nous a conduits à ne pas changer de grille d'analyse pour étudier les controverses apparues entre les acteurs et non-acteurs du conflit au sujet des intérêts divergents qui les divisent. Par exemple, les groupes armés membres de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) militent pour le départ sans condition ni délai du président Faustin Archange Touadera du pouvoir, car ils estiment que son maintien sur le fauteuil suprême ne profite pas au peuple centrafricain. Le chef de l'État centrafricain, quant à lui, souhaite

¹⁹³ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230307-%C3%A9tats-unis-et-centrafrique-discutent-ils-du-d%C3%A9part-des-mercenaires-russes-de-wagner>: consulté le 7 mai 2023.

¹⁹⁴ <https://www.cairn.info/revue-etudes-2017-12-page-61.htm>: consulté le 18 mai 2023.

l'éradication totale de ces groupes armés qui l'empêchent de mettre en œuvre les projets de société qu'il a promis au peuple centrafricain pendant la campagne présidentielle de 2020. La problématisation, l'intéressement, l'enrôlement, la mobilisation et la dissidence sont valables pour les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain.

- (iii) le troisième principe qui est celui de la « libre-association » nous a permis de suivre toutes les variations qui ont pu affecter les alliances entre les acteurs et les non-acteurs du conflit. Par exemple, les huit groupes armés formant la CPC étaient au départ signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) signé entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés le 8 février 2019 à Khartoum (Soudan) avant d'en sortir pour les raisons que nous avons longuement expliquées dans cette thèse. La sortie de ces huit groupes armés de l'APPR-RCA est aussi bien une dissidence qu'une alliance. C'est une dissidence parce que la CPC ne se reconnaît plus dans l'APPR-RCA et s'est désolidarisée de celui-ci. C'est également une alliance, parce que les groupes armés dissidents se sont mis ensemble pour créer la CPC. Par ailleurs, conformément aux engagements pris par les signataires de cet accord, certains groupes armés ont pris la décision de dissoudre leurs mouvements et d'apporter publiquement leur soutien au régime du président Faustin Archange Touadera. Cet acte est une alliance entre le gouvernement centrafricain et les responsables des groupes armés dissous.

La traduction est tout d'abord un processus avant d'être un résultat. C'est pour cette raison que nous avons analysé les entretiens semi-directifs réalisés avec certains acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, dans le cadre du recueil des données de notre thèse. Chacune de ces étapes nous

a permis de comprendre, par exemple, les intérêts qui ont guidé la mise en place des alliances entre les groupes armés membres de la CPC d'un côté, et la dissolution d'autres groupes armés conformément aux engagements que ceux-ci ont pris dans l'APPR-RCA. Nous avons assisté à une véritable mobilisation d'acteurs tels que les instructeurs russes (selon les officiels centrafricains) ou mercenaires du groupe Wagner (selon les pays occidentaux) et les forces spéciales rwandaises pour appuyer les forces armées centrafricaines (FACA) dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés sur le territoire centrafricain. Les soldats russes et rwandais dont certains ont péri sur le champ de bataille, ont accepté de s'engager dans ce conflit parce que leurs pays respectifs profitent du très riche patrimoine naturel centrafricain. Outre ce que leur rapporte les richesses naturelles, le Rwanda et la Russie espèrent profiter de leur présence en République centrafricaine pour étendre leur influence dans les autres pays limitrophes de celle-ci.

La traduction n'est rien d'autre que le mécanisme par lequel un monde social et naturel se met progressivement en forme et se stabilise pour aboutir, si elle réussit, à une situation dans laquelle certaines entités arrachent à d'autres, qu'elles mettent en forme, des aveux qui demeurent vrais aussi longtemps qu'ils demeurent incontestés. Le choix du répertoire de la traduction n'a pas pour seule ambition de donner une description symétrique et tolérante du processus complexe mélangeant réalités sociales et naturelles. Il permet aussi d'expliquer comment s'établit le silence du plus grand nombre qui assure à quelques-uns la légitimité de la représentativité et le droit à la parole.

g) Les difficultés rencontrées

Le sujet de la recherche de notre thèse a été formulé par nous-même en 2015, suite à la prise de pouvoir par les rebelles de l'ex-Seleka le 24 mars 2013. Les effets collatéraux des combats qui ont opposé les forces armées

centrafricaines (FACA) aux rebelles ont sérieusement endommagé une bonne partie du patrimoine culturel et naturel centrafricain. Étant l'un des farouches défenseurs de l'environnement, nous avons commencé à réfléchir aux contributions que nous pourrions apporter à la protection de tous ces biens culturels et naturels, victimes des violences. Après notre élection en qualité de membre du Haut Conseil de la Communication, institution en charge de la régulation des médias en République centrafricaine en février 2017, nous avons commencé à réfléchir à l'apport de la communication à la protection du patrimoine culturel et naturel du pays. D'où la première version du sujet de recherche que nous avons proposée aux multiples enseignants-chercheurs contactés par courriers électroniques à travers le monde. La première version du sujet se déclinait comme suit : « Stratégies de communication pour la protection de l'environnement dans les pays francophones en conflit au Sud du Sahara : le cas de la République centrafricaine ». La majorité des enseignants-chercheurs contactés ont réservé une réponse défavorable à nos demandes d'encadrement en thèse pour des raisons diverses et variées. Ces recherches de directeurs de thèse ont pris deux ans. Après avoir beaucoup insisté auprès des différents laboratoires des universités européennes travaillant dans les domaines des sciences de l'information et de la communication ainsi que de l'environnement, nous avons enfin au début de l'année 2017, obtenu l'accord du Pr. Vincent Meyer, enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication à l'URE Transitions de Université Côte d'Azur de la ville Nice (France). Étant l'un des grands spécialistes des questions environnementales à l'Institut méditerranéen de recherche sur l'environnement et le développement durable (IMREDD), Monsieur Meyer a sollicité et obtenu l'accord de Monsieur Jacques Araszkieviev, maître de conférences de sciences de l'information et de la communication pour une codirection de la thèse. Monsieur Araszkieviev est le directeur du laboratoire Transitions où nous réalisons nos. Après concertation avec les codirecteurs de thèse, le sujet de celle-ci a été reformulée comme suit : « Stratégies de communication pour

la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel dans les pays francophones au Sud du Sahara en conflit : le cas de la République centrafricaine ».

Cependant, une chose est d'obtenir l'accord de deux enseignants-chercheurs pour codiriger sa thèse, une autre chose est d'en obtenir le financement. Plusieurs potentiels organismes tant nationaux qu'internationaux ont été sollicités par courriers électroniques pour le financement de notre thèse, mais nombre d'entre eux ont réservé une réponse défavorable à nos demandes. Après plusieurs mois de recherche, l'ambassade de France à Bangui en République centrafricaine a donné son accord au milieu de l'année 2018 pour financer la thèse jusqu'à son terme.

Par ailleurs, la pandémie du Covid-19 qui est apparue à la fin de l'année 2019 a rajouté de nouvelles difficultés au déroulement de nos travaux. En effet, en mars 2020, le gouvernement français a ordonné la fermeture de tous les campus universitaires, dont ceux de l'Université Côte d'Azur, dans l'Hexagone dans le cadre des mesures prises pour lutter contre cette maladie planétaire. Comme conséquence, tous les cours, stages, ateliers et séminaires auxquels nous devions participer à Nice au cours de l'année 2019 – 2020, étaient annulés. Cela ne nous a pas permis de valider dans les délais prescrits, les 90 heures de cours requis pour les trois années de thèse. Depuis la rentrée 2020 – 2021, toutes les formations de courtes et longues durées en présentiel ont été rétablies sur les campus de Université Côte d'Azur, consécutivement à l'amélioration des conditions sanitaires en France.

Aussi, de retour à Bangui en Centrafrique au début du mois de juillet 2020 après la période de confinement en France, il fallait commencer le recueil des données sur le terrain. Il fallait réaliser des entretiens semi-directifs auprès des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, afin recueillir les données dont nous avons besoin pour écrire la partie empirique de la

thèse. La pandémie du Covid-19 sévissant également sur le territoire centrafricain, les autorités de ce pays ont ordonné, elles-aussi, la fermeture, entre autres, des écoles, universités, instituts et centres de recherches. Non seulement cette décision gouvernementale nous a empêché d'accéder aux données nécessaires à l'écriture de la partie théorique de la thèse, mais les rendez-vous que nous avons pris avec notre échantillon ont été purement et simplement annulés. Il fallait donc renégocier de nouveaux rendez-vous avec les équipes de communication des entités concernées par les entretiens semi-directifs. Sur la base du volontariat, quelques-uns des acteurs et non-acteurs ont finalement accepté de réaliser les entretiens mais à titre personnel. Mais ils ont tous souhaité requérir l'anonymat pendant le déroulement des interviews.

En outre, en mi-décembre 2020, huit des quatorze groupes armés signataires de l'accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) du 08 février 2019 avec le gouvernement centrafricain, ont coalisé pour créer un nouveau mouvement rebelle dénommé Coalition des patriotes pour le changement (CPC). Celle-ci reprochant au président Touadera d'avoir refusé de reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020, ont lancé une attaque violente sur la ville de Bangui, la capitale, le 13 janvier 2021. Les assauts de la CPC ont été repoussés par les forces armées centrafricaines appuyées par les instructeurs russes et les forces rwandaises. Il faut rappeler que l'État centrafricain a signé un accord de défense d'un côté avec la Fédération de Russie et de l'autre côté avec le Rwanda. C'est dans ce cadre-là que ces deux pays ont envoyé leurs troupes en renfort aux forces armées centrafricaines. Dans la foulée, le président Touadera décrète un état d'urgence pour une durée de quinze jours qui, après expiration, est prolongé pour six (6) jusqu'en août 2021 par un vote de l'Assemblée nationale. Les forces de défense et de sécurité sont donc autorisées à procéder à des perquisitions et interpellations sans aucun mandat autorités judiciaires. Tous ces évènements mis bout à bout, ont

complètement changé le contexte politique et sécuritaire en République centrafricaine. Les personnes qui nous ont donné leur accord pour la réalisation des entretiens semi-directifs se montrent dorénavant réticentes et ne souhaitent plus s'exprimer à visage découvert sur le conflit centrafricain. La réticence des acteurs et non-acteurs pouvait s'expliquer par le fait qu'après la proclamation de l'état d'urgence par le régime du président Touadera, il y a eu de très nombreuses arrestations¹⁹⁵ de politiques et de citoyens dont certaines ont été jugées arbitraires par les défenseurs des droits de l'Homme et les opposants au régime du président Touadera. C'est alors que nous avons dû recourir aux services d'une sténographe pour la prise des notes manuscrites en sténographie des interviews. Une fois celles-ci terminées, il fallait procéder à la retranscription des interviews en Français avant leur analyse et interprétations, dans le but d'écrire la partie empirique de notre thèse. Ces difficultés sont donc à l'origine du retard qu'a connu la réalisation de notre thèse et pour laquelle nous avons sollicité et obtenu une nouvelle réinscription pour l'année 2021 – 2022 et 2022 - 2023.

¹⁹⁵ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210206-centrafrique-la-prolongation-de-l-%C3%A9tat-d-urgence-suscite-des-inqui%C3%A9tudes>: consulté le 25 octobre 2021.

Conclusion de la troisième partie

La troisième et dernière partie de cette thèse est d'abord consacrée au choix du type de recherche réalisée, des techniques de recueil et d'analyse des données. Ensuite, nous avons procédé à une analyse thématique des discours des acteurs et non-acteurs du conflit recueillis à l'issue d'entretiens semi-directifs. Enfin, nous avons procédé à l'interprétation des résultats obtenus, à la lumière du cadre théorique de la thèse.

L'objectif recherché par notre thèse est de recueillir les discours des acteurs et non-acteurs du conflit et d'en analyser le contenu. Les acteurs sont les entités qui participent directement aux combats sur le territoire centrafricain. Il s'agit principalement du gouvernement centrafricain, les groupes armés, les forces russes et les forces rwandaises. Il est important de préciser qu'il n'y a pas d'unanimité autour de l'appellation accordée aux Forces russes qui appuient les forces armées centrafricaines (FACA). La communauté internationale, notamment l'Union européenne et les États-Unis, qualifie les soldats russes qui sont sur le sol centrafricain de mercenaires appartenant au groupe Wagner dont l'un des principaux responsables est l'homme d'affaires russe Evgueni Prigojine, proche du président Vladimir Poutine. Les autorités centrafricaines, quant à elles, considèrent que les soldats russes qui opèrent en République centrafricaine sont des instructeurs envoyés par Moscou pour former les forces armées centrafricaines. Moscou et Bangui ont, entre autres, signé en 2018 un accord de défense qui autorise l'intervention des soldats russes sur le sol centrafricain. En ce qui concerne les soldats rwandais, ils sont présents dans ce pays à la suite de la signature d'un autre accord de défense entre Kigali et Bangui. Les non-acteurs du conflit sont les entités qui n'interviennent pas directement dans les combats qui opposent les belligérants sur le terrain. Il s'agit essentiellement de l'Union européenne, l'Union africaine, la Communauté économique des États d'Afrique centrale

(CEEAC), les médias, confessions religieuses, institutions de la République et les défenseurs des droits de l'Homme.

Comme précédemment évoqué, nous n'avons pas pour objectif de chiffrer les données recueillies à travers les discours des acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain. C'est pour cette raison que nous avons effectué une recherche qualitative. À travers celle-ci, nous avons, entre autres, analysé les causes de la survenance répétée des violences en République centrafricaine, le trafic illicite des ressources naturelles qui s'y déroule et quels acteurs et non-acteurs le pratiquent. Le recueil des données s'est effectué à l'aide d'une grille d'entretien auprès des acteurs et non-acteurs tels que précédemment définis. Au cours des échanges, les enquêtés ont été invités à répondre librement aux différentes questions qui leur ont été posées. Nous sommes partis d'hypothèses selon lesquelles l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant contribuer à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine ne pouvait être faite qu'à travers une concertation entre les acteurs et les non-acteurs du conflit en cours dans ce pays. Par ailleurs, nous savons également que la survenance du conflit centrafricain est due à l'existence de différends qui opposent les groupes armés au régime de Bangui. C'est pour cette raison que l'Union africaine est intervenue pour aider les belligérants à trouver une solution à leurs différends. En d'autres termes, l'élaboration de la stratégie de communication, objet de notre recherche, nécessite également une médiation de tiers. C'est grâce aux nombreuses concertations entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés, ainsi que la médiation de l'Union africaine que le régime de Bangui a pu signer le 8 février 2019, l'Accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). La connaissance de ces faits nous a donc orientés vers le choix d'une approche déductive. Celle-ci nous a permis de confirmer que sans la concertation entre les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain et la médiation de l'Union africaine, il n'aurait pas été possible tout d'abord de parvenir à la baisse

des violences actuellement constatée sur le terrain. Ensuite, l'analyse des entretiens nous a permis de confirmer que l'élaboration d'une stratégie de communication pouvant contribuer à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine, nécessite également une concertation entre les acteurs et non-acteurs, facilitée par une médiation.

Après le recueil des données, l'étape suivante consistait à faire une analyse thématique des réponses apportées par les enquêtés aux questions qui leur ont été posées au cours des entretiens semi-directifs. Selon Pierre Paillé et Alex Mucchielli, « l'analyste thématique va en effet faire appel, pour résumer et traiter son corpus, à des dénominations que l'on appelle les « thèmes » (ou, expression synonyme, les « thématisations » ; on parle aussi parfois de « sous-thèmes » pour se référer à la décomposition de certains thèmes). Il s'agit, en somme, à l'aide des thèmes, de répondre petit à petit à la question générique type, rencontrée dans divers projets d'analyse : Qu'y a-t-il de fondamental dans ce propos, dans ce texte, de quoi y traite-t-on ? Il n'est pas toujours nécessaire ni utile de procéder à des analyses en profondeur face à un matériau de recherche, et très souvent, ce type de question suffit comme approche du matériau. »¹⁹⁶ Dans le corpus, il fallait identifier les thèmes qui faisaient allusion aux causes profondes de l'instabilité politique et du trafic illicite des ressources naturelles, c'est-à-dire du patrimoine naturel en République centrafricaine. Les thèmes relatifs aux activités à mener par les gouvernants afin d'identifier les biens pouvant être qualifiés de patrimoine culturel ou naturel et d'en assurer la protection, ont également été identifiés. Cet exercice qualifié aussi de thématisation du corpus (Paillé, Mucchielli, 2012 : 231 - 314) a été fait à l'ensemble des retranscriptions des dix-huit (18) entretiens réalisés auprès des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricains.

¹⁹⁶ <https://www.cairn.info/1-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200249045-page-231.htm> : consulté le 09 février 2022.

La méthode choisie pour l'analyse thématique des retranscriptions des entretiens semi-directifs réalisés avec l'échantillon consistait à classer les réponses de la manière suivante :

- *Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit* : ce sont des expressions ou des termes tirés des réponses fournies par les interviewés qui évoquent ce que les intéressés ont pu vivre avant, pendant et/ou après le conflit.
- *Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain* : ce sont des expressions ou termes qui révèlent ce que les interviewés savent du conflit, notamment concernant le patrimoine culturel et naturel.
- *Éléments de qualification ou requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution* : ce sont des expressions ou termes qui naviguent à contresens des hypothèses émises et que la recherche infirme ou confirme.

Les principaux résultats de cette analyse thématique révèlent que la récurrence de la crise centrafricaine trouve essentiellement son origine dans la mauvaise gouvernance des dirigeants politiques de ce pays. Les interviewés ont également pu relever dans leurs discours que l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) est, selon eux, la consécration de l'impunité. Grâce à l'APPR-RCA, les auteurs présumés de violations graves des droits de l'homme côtoient sans la moindre inquiétude et sont, au grand dam des victimes, nommés à de hautes fonctions dans l'administration centrafricaine et pris en charge par l'argent public. L'autre enseignement tiré de l'analyse des entretiens semi-directifs réalisés avec les acteurs et non-acteurs du conflit concerne le trafic illicite des ressources naturelles, notamment l'or, diamants, bois et bétail qui font également partie du patrimoine naturel centrafricain. Selon les enquêtés, le trafic illicite de ce riche patrimoine naturel est essentiellement pratiqué par les groupes armés qui en ont fait

leurs principales sources de revenus. Ceux-ci permettent aux chefs des groupes armés d'acquérir des armes et munitions, ainsi que d'entretenir leurs troupes sur le terrain. Les rebelles ont de fait instauré un État illégitime dans un État souverain qu'est la République centrafricaine. Une administration parallèle est mise en place dans les zones sous contrôle ou influence des groupes armés qui y règnent sans aucune base légale.

L'hypocrisie de la communauté internationale dans la gestion du conflit centrafricain a également été relevée par les enquêtés. D'un côté, certaines puissances étrangères équipent et financent les rebelles, de l'autre côté elles offrent leurs bons offices pour jouer les médiateurs entre le gouvernement centrafricain et les rebelles. La France a également fait l'objet de critiques acerbes par les interviewés. Ceux-ci accusent l'Élysée d'avoir fait et défait les différents présidents qui se sont relayés à la tête du pays, en utilisant les services du Tchad voisin. L'Élysée a également été clouée au pilori parce qu'elle a organisé, sans parvenir à pacifier le pays, plusieurs opérations militaires dont Barracuda et Sangaris sur le territoire centrafricain. Les différents pouvoirs qui se sont succédé à Bangui ne faisaient que de la figuration d'autant qu'ils étaient inconditionnellement soumis à l'Élysée, ont dénoncé les enquêtés.

Les enquêtés ont également abordé la question de l'élaboration de la stratégie de communication pouvant contribuer à la qualification et à la protection du très riche patrimoine culturel et naturel centrafricain. Ils ont relevé qu'en ce temps de conflit, engager une concertation entre les acteurs et non-acteurs peut faciliter la conception d'une communication consensuelle dans le but sauver le patrimoine culturel et naturel qui est un bien commun à tout le peuple centrafricain. La concertation étant parfois difficile à mettre en œuvre en période conflictuelle, l'intervention d'un médiateur dont le profil est accepté par toutes les acteurs et non-acteurs, facilitera la mise en commun des points de vue divergents. Cette procédure a prouvé son efficacité lors des négociations entre les groupes

armés et le gouvernement centrafricain à Khartoum (Soudan) en 2019. Elle a permis aux acteurs et non-acteurs d'aboutir à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Par ailleurs, les gouvernants centrafricains étant les premiers responsables de la sécurité des biens et des personnes sur toute l'étendue du territoire de leur pays, ils sont invités à réaliser une communication publique et territoriale afin de solliciter l'adhésion de toute la population centrafricaine aux activités relatives à la qualification et la protection des richesses culturelles et naturelles.

Subsidiairement, les interviewés ont pensé que le gouvernement peut également réaliser une communication politique en direction des partis et groupements politiques. Le patrimoine culturel et naturel est un héritage du passé (Davallon, 2016). Il appartient à tous les Centrafricains y compris les politiques. Selon les enquêtés, quand il est question de défendre l'intérêt général, les partis politiques de la majorité présidentielle et ceux de l'opposition doivent s'unir et parler d'une seule voix au bénéfice du peuple centrafricain souverain. La première étape de cette communication politique consiste à s'adresser tout d'abord aux leaders politiques afin de solliciter leur adhésion à la réalisation des activités relatives à l'identification, la qualification et la protection des biens culturels et naturels centrafricains. À leur tour, les leaders politiques devront mobiliser leurs adhérents et sympathisants autour de ces projets relatifs au patrimoine culturel et naturel.

En outre, l'analyse des retranscriptions des entretiens a pu révéler que l'Internet et les médias audiovisuels sont les principaux canaux à utiliser lors des campagnes de communication publique et territoriale pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel. Mais la majorité des interviewés se sont prononcés en faveur de la radiodiffusion comme support principal pour la réalisation de la communication publique et territoriale.

Enfin, les enquêtés ont souligné que les auteurs présumés de violations graves des droits de l'homme et de détournements de fonds publics, ne devraient pas être impliqués dans les concertations. Tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés d'avoir commis des actes répréhensibles doivent en rendre des comptes devant la justice. L'impunité est l'une des causes de l'instabilité qui déstabilise la République centrafricaine depuis plusieurs années. Les citoyens n'ont jamais accepté que les bourreaux, au bénéfice d'accords politiques ou d'amnistie, puissent côtoyer leurs victimes dans la rue. Les citoyens ne souhaitent pas que les bourreaux soient nommés à de hautes fonctions dans l'administration centrafricaine et pris en charge par l'argent du contribuable. La paix à tout prix n'est pas une bonne paix. La traduction devant les juridictions compétentes de tous les auteurs présumés d'actes illégaux graves facilite la réconciliation, le vivre ensemble, la cohésion sociale et prépare le terrain au retour d'une paix durable en République centrafricaine. Les dirigeants politiques centrafricains, quant à eux, doivent rejeter les manipulations des puissances occidentales qui les utilisent pour piller les immenses richesses naturelles de leur pays, notamment le diamant, l'or, l'uranium et le bois. Si les Centrafricains, ajoutent les enquêtés, décident aujourd'hui que le conflit prenne fin, il prendra fin.

En complément de la réalisation de la communication publique territoriale basée sur la stratégie de la reconnaissance que nous avons proposée pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel, nous proposons qu'une autre communication publique et territoriale soit réalisée en s'appuyant sur la stratégie de la dissuasion. En effet, celle-ci ne consiste pas inciter un acteur ou non-acteur du conflit centrafricain à faire tel ou tel geste, par le raisonnement (persuasion) ou par la contrainte (coercition), mais de l'inciter à ne poser aucun acte qui puisse mettre en péril le patrimoine culturel et naturel centrafricain qui est un bien public. Il ne s'agit pas non plus de neutraliser concrètement la capacité de nuisance de tout acteur ou non-acteur par le gouvernement

centrafricain, à froid (action militaire préventive) ou à chaud (action militaire préemptive), mais d'influencer son processus de décision (Tretrais, 2008 : 29-66). « La dissuasion pourrait être définie comme une attitude visant, par la persuasion ou la menace, à convaincre un Autre de renoncer à une action. Le but de la dissuasion est négatif : sa finalité est la conservation et non l'acquisition. Son domaine est celui du virtuel et de l'imaginaire, en amont de l'action, puisqu'elle cible en l'Autre une volonté qu'il s'agit d'inhiber. Dans le registre d'un conflit armé, la dissuasion tend à faire prendre conscience à un adversaire du prix que lui coûterait un passage à l'acte, ce qui suppose évidemment de disposer des moyens de le fixer suffisamment haut... La dissuasion change alors de nature : la stratégie de dissuasion classique vise à agir sur la volonté d'un agresseur potentiel en lui démontrant que l'entreprise qu'il envisage pourrait échouer, ou pourrait atteindre un coût qui dépasserait la valeur de l'enjeu. »¹⁹⁷.

Le riche patrimoine naturel de la République centrafricaine continuera à aiguïser les appétits aussi bien de ses pays voisins que des puissances étrangères, notamment occidentales. L'acquisition de moyens de défense et de sécurité de dernières générations est l'une des conditions sine qua non pour que la protection de ce riche patrimoine soit assurée. Les espèces rares de la faune et de la flore qui font l'objet de braconnage, ainsi que les richesses minières qui sont soumises à des activités illégales d'orpaillage ne peuvent être protégées qu'avec des matériels militaires robustes. Or il faut noter que l'acquisition de ces matériels sophistiqués nécessite des moyens financiers colossaux dont la République centrafricaine ne dispose pas, pour l'instant. Si l'exploitation du patrimoine naturel dont le diamant, l'or et le bois est débarrassée de la corruption qui gangrène les secteurs minier et forestier, et réalisée dans le respect strict des principes du développement durable, les autorités centrafricaines seront en mesure d'obtenir les fonds nécessaires à l'achat des matériels de dernières

¹⁹⁷ <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-7-page-33.htm>: consulté le 12 novembre 2023.

génération dont elle a besoin pour assurer la protection de ses richesses du sol et du sous-sol. La communication de dissuasion consiste à délivrer des messages dans lesquels les équipements acquis sont présentés au public afin de décourager les prédateurs du commerce illicite des ressources naturelles centrafricaines. L'objectif d'une telle communication consiste à faire réfléchir, par exemple, les braconniers que toute tentative de leur part braconner les espèces rares de la faune ou les orpailleurs que toute activité qui consisterait à exploiter illégalement les mines d'or et de diamant, seraient confrontés à une riposte foudroyante des forces de défense et de sécurité. La communication de dissuasion est une manière de communiquer avec autrui autrement que par l'expression des mots. Elle désigne ainsi l'ensemble du langage corporel. Il peut s'agir de la gestuelle, des expressions du corps ou du visage ou encore des manifestations physiologiques.

In fine, la communication publique et territoriale basée sur la stratégie de la reconnaissance que devraient réaliser les autorités compétentes centrafricaines afin de qualifier et protéger le patrimoine culturel et naturel de leur pays, nécessite d'être complétée par une autre communication publique et territoriale qui s'appuie sur la stratégie de la dissuasion. Ce qui voudrait dire que les deux stratégies de communication sont complémentaires. Pour que la première soit efficace et atteigne les résultats escomptés, elle devrait être complétée par la seconde.

Conclusion générale

La conclusion générale de notre thèse est consacrée dans un premier temps au rappel des principaux résultats obtenus à l'issue de nos travaux. Ensuite, nous évoquerons les limites de notre recherche effectuée tout en nous appuyant sur les auteurs qui y ont travaillé. Nous parlerons enfin, des perspectives scientifiques éventuelles après la soutenance.

Les principaux résultats obtenus

Notre recherche consistait à réfléchir sur l'élaboration d'une stratégie de communication à base de laquelle nous pouvons procéder à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine, pays francophone basé au Sud du Sahara et en conflit. Mais avant de parler de stratégie de communication, il nous a paru important de chercher à comprendre les causes des crises récurrentes qui minent ce pays depuis plusieurs années, malgré la signature de plusieurs accords de paix entre les principaux acteurs de la vie politique et sociale de ce pays. Depuis l'accession de ce dernier à l'indépendance le 13 août 1960, nous en sommes déjà à douze accords de paix signés. Le dernier en date est très récent, car il est issu du dialogue républicain dont les assises se sont tenues à Bangui du 21 au 17 mars 2022 à Bangui, la capitale centrafricaine. La réponse à la question relative à l'instabilité politique chronique en République centrafricaine est incluse dans les données que nous avons pu recueillir au cours de notre recherche. Nous y reviendrons en détail dans les paragraphes qui suivent.

Par ailleurs, l'élaboration de la stratégie de communication dont nous avons besoin pour la réalisation des activités de qualification et de protection du riche patrimoine culturel et naturel centrafricain s'est faite, selon le choix que nous avons effectué, par l'intermédiaire de la concertation entre les acteurs et non-acteurs du conflit dans le pays. Par

définition, un acteur du conflit est une personne physique ou morale qui participe directement dans la commission des violences sur le territoire centrafricain. Il s'agit notamment du gouvernement centrafricain à travers les forces armées centrafricaines (FACA), les instructeurs russes, les forces rwandaises, les groupes armés et les casques bleus de la Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation de la République centrafricaine (MINUSCA). Quant aux non-acteurs du conflit, ce sont des personnes physiques ou morales qui n'interviennent pas directement dans la commission des violences sur le territoire centrafricain. Ce sont, entre autres, les médias, les institutions républicaines, défenseurs des droits de l'homme, confessions religieuses et les partis politiques. L'objectif recherché par notre thèse c'était d'analyser, sans le chiffrer, le contenu des discours des acteurs et non-acteurs. C'est pour cette raison que nous avons fait le choix d'une **recherche qualitative**. Le contenu de ces discours a été recueilli par l'intermédiaire d'**entretiens semi-directifs** au cours duquel, chaque acteur et non-acteur a été invité à répondre librement et avec le plus de détails possible à un ensemble de questions que nous leur avons posées. Nous savons que le gouvernement centrafricain a pu signer le 08 février 2019 avec quatorze groupes armés, un accord politique à Khartoum (Soudan) dénommé Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Ce dernier dont l'objectif principal était l'arrêt des violences et la pacification du territoire centrafricain, a été rendu possible grâce à plusieurs séances de concertations menées sous la médiation de l'Union africaine. C'est pour cette raison que nous avons pensé que l'élaboration de la stratégie de communication dont nous avons besoin pour qualifier et protéger le riche patrimoine culturel et naturel centrafricain ne pouvait être faite qu'à travers une concertation entre les acteurs et non-acteurs du conflit. Cette concertation est facilitée par la médiation de tierce personne. C'est donc l'hypothèse à partir de laquelle nous avons mené notre recherche. C'est cette hypothèse qu'il fallait confirmer ou infirmer au cours de nos travaux. D'où le choix d'une **approche déductive**. Nous avons, au total, pu

interroger **dix-huit (18) acteurs et non-acteurs** qui constituent notre **échantillon**. En d'autres termes, le corpus qui a fait l'objet d'analyse est composé de **dix-huit (18) entretiens semi-directifs**. Une question importante se pose, cependant : À quel type d'analyse devrions-nous soumettre ce corpus ? Nous avons tout d'abord procédé à la thématisation¹⁹⁸ de notre corpus, c'est-à-dire au découpage des réponses fournies par les interviewés sous formes de « thèmes » (Paillé et Mucchielli, 2012 : 231-314). À l'aide de ces thèmes, nous avons essayé de déceler ce qu'il y a de fondamental dans chaque réponse fournie par un interviewé. L'ensemble du corpus a été découpé et regroupé en trois thèmes distincts que sont : « Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain », « Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain » et « Éléments de qualification ou requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution ». Cette démarche définit donc une **analyse thématique**.

Il ressort, en outre, de l'analyse thématique des dix-huit (18) entretiens semi-directifs que les conflits récurrents en République centrafricaine trouvent d'abord leur origine dans la mauvaise gouvernance pratiquée par les différents régimes qui ont présidé aux destinées de ce pays. Les auteurs présumés de violations graves des droits de l'homme ne sont jamais traduits devant la justice afin de répondre de leurs actes, d'autant que les bourreaux et les victimes se côtoient sans que cela ne gêne personne. Cette impunité crée de la frustration chez les victimes qui s'estiment abandonnées à leur triste sort. Ce sentiment de frustration est exacerbé par le fait que certains présumés auteurs de crimes graves sont, aux termes de la signature d'accords de paix souvent signés sous les pressions de la communauté internationale, nommés à de hautes fonctions dans l'administration publique. À ces hauts postes de responsabilité, ces

¹⁹⁸ <https://www.cairn.info/1-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200249045-page-231.htm>.

bourreaux sont pris en charge par l'argent public, c'est-à-dire, les impôts des contribuables dont les victimes. Il y a également les auteurs présumés de détournements de deniers et de biens publics qui ne font jamais l'objet de poursuites judiciaires. C'est une autre forme d'impunité qui crée et entretient un climat de défiance entre les citoyens centrafricains et leurs gouvernants. Avec de l'argent public, certains hauts dirigeants sont accusés de s'être fait construire de villas, s'acheter de gros cylindrés et d'entretenir un train de vie très luxueux au détriment de la majorité de la population centrafricaine qui croule sous le poids de la misère. Il y a aussi l'exclusion dont s'estiment être victime une partie de la population centrafricaine, notamment celle du Nord-Est du pays aux frontières du Sud Soudan, Soudan et du Tchad. Ceux qui habitent cette région reprochent aux différents régimes qui se sont succédés à la tête de la République centrafricaine de les avoir négligés car il n'y a ni routes, hôpitaux, écoles, eau potable et ni électricité. Les rebelles de l'ex-Seleka, majoritairement composée de Centrafricains de confession musulmane, avaient surfé sur ce sentiment d'exclusion pour perpétrer un coup d'État le 24 mars 2013 ayant renversé l'ancien président François Bozize.

L'analyse des réponses apportées par les acteurs et non-acteurs au cours des entretiens semi-directifs a révélé que le patrimoine naturel richement constitué de la République centrafricaine, contribue à la pérennité du conflit dans ce pays. En effet, le trafic illicite des ressources naturelles telles que les diamants, de l'or, du bois et du bétail constitue la principale source de revenus des groupes armés. Les revenus générés par ce trafic illicite permettent aux chefs de guerre d'acheter des armes et des munitions provenant essentiellement des pays limitrophes, notamment le Tchad, Sud Soudan, Soudan et la République démocratique du Congo. Les enquêtés ont, par la même occasion, fustigé ce qu'ils appellent « l'hypocrisie » des pays occidentaux dont certains sont les premiers acheteurs des ressources naturelles issues du trafic illicite pratiqué par les groupes armés. Selon les acteurs et non-acteurs interrogés, d'un côté l'Union européenne déclare

lutter contre les diamants du sang, c'est-à-dire extrait des zones de conflit, de l'autre ces diamants sont écoulés à Anvers (Belgique) se trouvant dans l'espace européen. En se comportant de la sorte, les pays occidentaux dont ceux de l'Union européenne contribue à la pérennité du conflit centrafricain. C'est une violation des textes qui régissent le fonctionnement du Processus de Kimberley dont sont membres la majorité des grandes puissances. L'une des voies de sortie du conflit centrafricain passe par la fin du trafic illicite des ressources naturelles par les groupes armés et certains proches du régime du président Faustin Archange Touadera. La communauté internationale peut, si elle en a la volonté politique, d'aider les autorités légitimes centrafricaines à instaurer un État fort dans leur pays afin de lutter efficacement contre le pillage des ressources naturelles.

Les enquêtés se sont aussi massivement prononcés en faveur de la concertation entre les différents acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain afin d'élaborer une stratégie consensuelle de communication nécessaire à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel. Cette concertation qui est une mise en commun des points de vue des acteurs et non-acteurs que des différends opposent (Bratosin, 2001), ne devrait pas concerner ceux et celles sur lesquels pèsent de lourds soupçons de violations graves des droits de l'homme et des détournements de deniers et biens publics. Les interviewés ont beaucoup insisté sur cet aspect, car les accords politiques issus des concertations sur les problèmes centrafricains ont été instrumentalisés par les politiques de ce pays pour accéder à des hautes fonctions dans l'administration publique. Toutes les personnes accusées de violations graves des droits de l'homme et de détournements de deniers et de biens publics doivent impérativement, selon les enquêtés, être traduits en justice afin de répondre de leurs actes. L'exploitation des données recueillies révèle deux types de concertations à réaliser dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de communication nécessaire à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. Tout d'abord, de l'avis des enquêtés,

cette concertation devrait se faire entre les acteurs et les non-acteurs, car la majorité des conflits que l'humanité a connu ont été résolus autour d'une table. Les forces armées centrafricaines (FACA), les instructeurs russes, les forces rwandaises, les casques bleus de la Mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation de la République centrafricaine (MINUSCA) et les groupes armés qui sont les principaux acteurs du conflit, devraient se concerter afin de trouver un consensus autour de la stratégie de communication à adopter pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain. Sans la concertation, le régime du président Faustin Archange Touadera n'aurait pas pu signer l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) avec les quatorze groupes armés le 08 février 2019. La concertation est la recherche permanente du consensus. Le second type de concertation concerne les acteurs et les non-acteurs d'un côté et la population centrafricaine de l'autre. Les diamants, l'or, le bois, le bétail et la faune qui constituent l'essentiel du patrimoine naturel sont des biens publics appartenant au peuple centrafricain. Puis que l'objectif poursuivi est le recensement et la protection de ces biens en se servant de la communication, il est important de solliciter l'adhésion et le soutien du public à toutes les activités y relatives. Le patrimoine est un héritage légué par les générations passées aux générations présentes (Unesco, 1972) qui doivent y veiller. L'adhésion et le soutien du public à toutes les activités de recensement, de classification et de protection de cet héritage peut se faire à travers la sensibilisation. Les médias audiovisuels, la presse écrite et la presse électronique sont les principaux supports à utiliser par les pouvoirs publics pour transmettre les messages de sensibilisation en direction du peuple centrafricain. La radio et la télévision qui sont des médias de masse doivent être privilégiés à cause de leur grande audience en République centrafricaine. Il relève de la responsabilité des pouvoirs publics de réaliser une bonne communication publique, considérée aussi comme des services publics, en direction de la population centrafricaine afin de transmettre les messages de sensibilisation sur le patrimoine culturel et naturel. Le

gouvernement centrafricain est également invité à réaliser une communication territoriale à l'endroit des responsables des collectivités territoriales, notamment les maires, chefs de quartiers, chefs de groupes, préfets et sous-préfets afin de les sensibiliser pour les causes du recensement et de la classification du patrimoine culturel et naturel.

Abordant la médiation de la communauté internationale dans la recherche de solutions au conflit centrafricain, les enquêtés ont mentionné que toute contribution venant de tierce personne allant dans le sens de l'arrêt des violences et de la restauration de la paix en République centrafricaine est la bienvenue. Les acteurs et non-acteurs interrogés ont cité la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) grâce à la médiation de l'Union africaine comme un exemple de réussite. Les interviewés ont cependant mis un bémol à la foi qu'ils ont en la médiation. Ils déplorent le fait que le contenu de la majorité des accords de paix signés pour la résolution des conflits récurrents en République centrafricaine a été conçu dans les bureaux cossus en Occident, notamment en France. Une fois que Paris décide de ce qui devait être signé, elle mandate certains chefs d'État de la sous-région Afrique centrale tels que le défunt Omar Bongo Ondimba du Gabon, Denis Sassou Nguesso du Congo et feu Idriss Deby Itno du Tchad pour jouer les médiateurs. Un simulacre de dialogue est alors organisé à Libreville ou Brazzaville ou N'Djamena, réunissant les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain aux fins de la signature de l'accord dont le contenu a été préalablement décidé à l'Élysée. La quintessence de ces multiples accords se résume au partage de postes de responsabilité dans la haute hiérarchie de l'administration centrafricaine, jetant aux oubliettes les problèmes du peuple souverain centrafricain. La France fait installer, selon les enquêtés, ses valets au sommet de l'administration publique qui vont œuvrer dans le sens de protéger les intérêts de l'Hexagone. Tant que les demandes vitales de la population centrafricaine, notamment l'accès aux soins de santé de base, à l'électricité, à l'éducation et à la justice ne seront pas garantis par

les gouvernants, les conflits ne cesseront de se répéter en République centrafricaine, concluent les personnes interrogées.

Le respect des principes du développement durable en République centrafricaine est le dernier point sur lequel les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain se sont prononcés. Selon les enquêtés, autant les richesses naturelles font l'objet de trafic illicite aussi bien de la part des groupes armés que certains proches du président Faustin Archange Touadera, autant les générations à venir ne pourront pas en profiter. Les principes du développement durable voudraient que la satisfaction des besoins générations actuelles ne doive pas compromettre les chances des générations futures à satisfaire les leurs. L'absence de l'État sur toute l'étendue du territoire centrafricain laisse le champ libre aux personnes non autorisées d'exploiter frauduleusement et à outrance l'immense patrimoine naturel centrafricain. Les forces de défense et de sécurité, sous embargo des Nations Unies, ne sont pas en mesure d'assurer la sécurité de ces biens précieux car elles sont mal formées et sous équipées. Certains enquêtés ont même parlé de pillage des ressources naturelles centrafricaines par les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain avec la complicité des puissances occidentales dont la France. Les interviewés ont également insisté sur le fait que si un terme n'est pas rapidement mis à ce conflit, il serait quasiment impossible de faire respecter les principes du développement durable en République centrafricaine. Cependant, selon les interviewés, depuis que les instructeurs russes et les forces rwandaises interviennent directement aux côtés des forces armées centrafricaines dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés, l'État centrafricain se déploie à nouveau et progressivement sur toute l'étendue du territoire national. Cela pourrait faciliter la mise en œuvre des principes du développement durable.

Les limites de la recherche

Comme expliqué en détails dans la partie théorique de la thèse, le champ de la recherche est limité à la seule ville de Bangui, la capitale de la République centrafricaine, compte tenu du contexte politique et sécuritaire particulier de ce pays. Les acteurs et les non-acteurs avec lesquels nous avons pu réaliser des entretiens, sources des données recueillies sont essentiellement basés dans cette ville. La définition du patrimoine culturel et naturel à base de laquelle nous avons travaillé au cours de cette thèse, c'est celle de la Convention de l'UNESCO du 16 novembre 1972 concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, notamment en ses articles 1^{er} et 2. Il faut rappeler que l'approche déductive qui a guidé nos travaux consiste à confirmer ou infirmer les hypothèses selon lesquelles l'élaboration des stratégies de communication dont nous avons besoin pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine, est basée sur la concertation entre les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain. Cette concertation est facilitée par la médiation de tierce personne. Mais la concertation et la médiation comme techniques de résolution de conflits ont des limites que nous essayerons de détailler dans ce paragraphe. Il en est de même pour la communication publique et territoriale en République centrafricaine où l'accès à certains supports de communication tels que la radio, la télévision et l'Internet est encore un luxe pour de nombreuses personnes.

- Les principales limites de la concertation

La première limite à laquelle se heurte la concertation est celle qui concerne la divergence d'intérêts des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. L'intérêt général n'étant pas un acquis, il doit perpétuellement faire l'objet de négociations de telle sorte qu'il soit en permanence et collégialement construit et reconstruit (Moreau, Defruges, 2003 : 65). Pendant les séances de concertations menées entre les acteurs et non-acteurs, les avis de ceux-

ci étaient divergents et parfois inconciliables par moment. Les rapports de force, non plus n'étaient pas les mêmes pour tout le monde. Pendant les concertations qui ont prélué la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), le gouvernement centrafricain était en position de faiblesse face aux groupes armés dont les troupes étaient mieux équipées que les forces armées gouvernementales (FACA). C'est ce rapport de force défavorable au régime du président Faustin Archange Touadera qui a fait que l'APPR-RCA a plus profité aux groupes armés qu'au peuple centrafricain. Les facilitateurs ont dû faire sortir leurs expertises en matière de persuasion afin de convaincre les acteurs et les non-acteurs du conflit à faire le maximum de concessions possibles et aboutir à des choix partagés par tout le monde (Tanquerel, 1987 : 79).

La deuxième limite concerne le choix du contenu des thématiques sur lesquelles les acteurs et non-acteurs du conflit étaient appelés à se concerter. Ce choix était guidé par les moyens financiers et techniques engagés pour que les échanges entre les acteurs et non-acteurs se déroulent dans les meilleures conditions. Ce sont ces contraintes, en d'autres termes, qui ont imposé la liste de ce qui devait être discuté ou non. Le choix est d'autant plus compliqué que lorsqu'il est question d'impliquer toute la population centrafricaine dans le processus de concertation. Les desiderata de toutes les couches sociales ne sauraient pris entièrement en compte, car dans ce jeu de démocratie participative, les politiques se focalisent souvent sur les besoins les plus importants de leurs concitoyens. Les personnes dont les demandes n'ont pas été prises en compte se sentent frustrées et peuvent entretenir un climat de défiance vis-à-vis des gouvernants. Quelques que soient les précautions prises pour rendre le dispositif de concertation le plus participatif possible, les groupes les moins représentatifs tels que les minorités ethniques en sont souvent exclus. « La participation à des groupes de travail n'est accessible qu'à des habitants disposant d'un capital socio-culturel suffisant » (Harou, 2002 : 7). Par

ailleurs, un acteur ou non-acteur d'un conflit ne peut accepter de participer à une concertation que s'il est certain qu'il aura un rôle à y jouer. « Or l'on ne joue qu'à deux conditions complémentaires : être certain que les règles et leur mise en œuvre sont justes ; avoir des chances de gagner » (Moreau & Defruges, 2003 : 70). Aussi, pour convaincre la population à s'intéresser à une concertation, il faut qu'elle y voie ses intérêts. C'est pour cette raison que certains chercheurs, dans leurs travaux, parlent de « participation des concernés » (Tanquerel, 1987 : 79).

- Les principales limites de la médiation

La médiation, l'une des méthodes de résolution de conflit, se heurte souvent à des limites qui l'empêchent d'aboutir aux résultats escomptés. La médiation menée par l'Union africaine entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés ayant abouti à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) le 08 février 2021 n'a malheureusement pas échappé à ces limites. Ce qui veut dire que la tierce personne qui jouera les médiateurs dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de communication pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel devra veiller à ces limites qui pourraient compromettre les chances de la réussite de sa démarche.

Premièrement, le médiateur doit faire en sorte que les acteurs et non-acteurs puissent exprimer clairement leurs sentiments en leur posant par exemple la question suivante : « comment vous-sentez-vous ? », « Qu'avez-vous ressenti ? », « Quels sujets ne souhaiteriez-vous pas aborder ? ». Si les acteurs et non-acteurs n'arrivent pas à expliquer librement ce qu'ils ressentent, cela pourrait compromettre la compréhension mutuelle. L'expression libre des émotions détend le climat dans lequel se déroule un processus de médiation qui recherche une solution à conflit.

Deuxièmement, en revanche, lorsque les acteurs et non-acteurs à conflit expriment des sentiments trop forts, la médiation peut s'en trouver grippé. « Bien que les émotions méritent une place particulière dans la médiation, elles ne doivent pas l'inonder. Des débordements émotionnels peuvent avoir un effet enrichissant sur le conflit et rendre l'échange/la communication impraticable. Dans ce cas, le médiateur cherche à fournir un cadre à l'expression des sentiments à les traduire en messages non blessants et recevables. » (Graf, 2017 : Thèse de doctorat, 174).

Troisièmement, si les acteurs et non-acteurs font preuve de malhonnêteté, la médiation peut se trouver également en difficulté (Graf, 2017 : Thèse de doctorat, 175). Par exemple, si les acteurs n'expliquent pas clairement les raisons pour lesquelles ils ont décidé de prendre les armes comme en République centrafricaine, cela pourrait compliquer la recherche de solution de sortie de crise. Sans juger personne, le médiateur doit encourager tous les acteurs à dire la vérité et à s'exprimer sur ce qu'ils attendent de la médiation.

- Les limites de la communication publique et territoriale

La communication publique et territoriale est l'un des moyens par lequel les pouvoirs publics centrafricains peuvent transmettre des messages relatifs à la participation de la population et des responsables des collectivités territoriales aux activités de qualification et de protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. Cependant, dans ce pays, les supports par excellence que l'on peut utiliser pour transmettre ces messages restent et demeurent la radio, la télévision et l'Internet. Or, il se trouve que le climat politique et sécuritaire très instable et l'absence d'électricité publique sur une grande partie du territoire centrafricain empêchent une part importante de la population d'être couverte par les signaux des médias audiovisuels. Les mêmes raisons sont à l'origine du fait que le taux d'accès à l'Internet reste trop faible en

République centrafricaine. Sans les médias audiovisuels et l'Internet, il est quasiment impossible d'atteindre les populations afin de leur transmettre les messages concernant leur adhésion aux activités de qualification et de protection du très riche patrimoine culturel et naturel centrafricain. Les responsables des collectivités territoriales éprouvent également les mêmes difficultés à pouvoir recevoir des messages venant de l'administration centrale, en l'absence des réseaux de téléphonie mobile.

Les controverses autour de l'objet de la recherche

L'élaboration d'une stratégie de communication basée sur la concertation qui peut être définie comme une forme symbolique de l'action collective qui possède la force magique de rassembler les acteurs naturellement et/ou nécessairement les plus divers et les plus opposés (Bratosin, 2001) ne donne pas toujours les résultats escomptés. Les données recueillies sur le terrain au cours de notre recherche nous ont permis de comprendre que la concertation n'a véritablement pas permis de rassembler les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain. L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) signé le 8 février 2019 entre le gouvernement de ce pays et quatorze groupes armés, avait, entre autres, pour objectif l'arrêt des violences et le retour de la paix sur le territoire centrafricain. Malgré la signature de l'APPR-RCA, les groupes armés ont continué à étendre leur emprise sur le territoire centrafricain, surtout dans les zones qui regorgent les richesses naturelles telles que les diamants, l'or, le bois et le bétail. En d'autres termes, la concertation menée entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés grâce à la médiation de l'Union africaine n'a véritablement pas pu mettre d'accord les belligérants autour de l'objectif principal qu'est la fin des violences et le rétablissement de la paix. La création de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) qui est une alliance de huit groupes armés parmi les quatorze qui ont signé l'APPR-RCA le 08 février 2019 avec le gouvernement centrafricain, montre les limites de la recherche de solution à un conflit

armé par le biais de la concertation facilitée par la médiation d'une personne supposée neutre.

En outre, n'ayant plus foi aux vertus de la concertation et de la médiation, le gouvernement centrafricain a dû recourir à la violence légitime pour reconquérir l'intégralité de son territoire jadis illégalement occupé par les groupes armés. Suite à un accord de défense signé en 2018 entre le régime du président Faustin Archange Touadera et celui du président Vladimir Poutine de la Russie, des instructeurs russes ont pu former plusieurs bataillons des forces armées centrafricaines (FACA). Par ailleurs, un autre accord de défense a aussi été signé entre le régime de Bangui et celui du président Paul Kagamé du Rwanda en 2019. C'est à la faveur de ces deux instruments juridiques que les instructeurs russes et les forces rwandaises interviennent directement dans les combats aux côtés des FACA depuis la fin de l'année 2020, dans les combats contre les groupes armés. Le « 9^{ème} principe de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois »¹⁹⁹ autorise l'État centrafricain à faire usage de la force pour protéger les vies humaines sur son territoire. Ce principe évoque les cas de légitime défense où les autorités légitimes sont en droit de se défendre lorsqu'elles font l'objet d'attaques de la part de groupes armés illégaux (CICR, novembre 2015 : 53-54). Dans ce contexte, la concertation ne sert plus à rien. La médiation non plus. C'est fort de cet arsenal juridique international que, sur instruction du régime du président Faustin Archange Touadera, les Forces armées centrafricaines (FACA) appuyées par les instructeurs russes et les forces rwandaises ont riposté aux attaques des éléments de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), lancées sur la ville de Bangui en janvier 2021. La CPC, nous l'avons déjà dit, est composée de huit groupes armés parmi les quatorze qui ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) avec le gouvernement centrafricain. Nous

¹⁹⁹ <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/basic-principles-use-force-and-firearms-law-enforcement> : consulté le 30 mars 2022.

savons que la signature d'un accord est toujours précédée d'une concertation entre les parties en conflit et facilité, à priori, par une médiation. Depuis l'entrée en scène des instructeurs russes et les forces rwandaises aux côtés des FACA dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés, les autorités légitimes centrafricaines utilisent la violence légitime faire respecter la loi. Le respect de celle-ci permet également de localiser, identifier et qualifier tous les biens culturels et naturels susceptibles d'être considérés comme faisant partie intégrante du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine. Le régime de Bangui a fait confiance pendant plusieurs années au respect strict des termes de l'APPR-RCA afin de mettre fin aux violences, ramener la paix et protéger ses richesses naturelles dont l'exploitation illicite par les groupes armés alimente le conflit. Mais nous savons tous que le trafic illicite des diamants, or, bois et bétail, pour ne citer que ceux-là, génèrent d'énormes revenus aux chefs rebelles que ces derniers n'ont aucun intérêt à y mettre fin. Puis que la sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire centrafricain incombe aux autorités légitimes de Bangui, celles-ci n'avaient pas d'autre choix que d'utiliser la force, car la concertation et la médiation ont atteint leurs limites. Aujourd'hui, la violence légitime, au détriment de la concertation et de la médiation, est l'unique stratégie de communication adoptée par le gouvernement centrafricain pour qualifier et protéger le patrimoine culturel et naturel sur son territoire. L'avis des autres acteurs et non-acteurs du conflit ne compte plus d'autant plus que malgré la signature de l'APPR-RCA, les groupes armés continuent de défier l'autorité de l'État central.

Par ailleurs, la médiation ne prend toujours pas en compte les avis des acteurs et non-acteurs d'un conflit dans les pays faibles. Les solutions de sortie de crise sont parfois concoctées dans les bureaux huppés en Occident et imposées aux belligérants sur le terrain. Les médiations menées par les puissances occidentales visent d'abord et surtout la protection des intérêts des grandes puissances. Pour en revenir à l'Accord

politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APP-RCA), celui-ci a été négocié et signé sous le contrôle des émissaires de Moscou. Ces derniers ont demandé et obtenu la mise à l'écart des leaders des partis politiques de l'opposition démocratique accusés par le Kremlin d'être trop proches du palais de l'Élysée. Comment peut-on débattre des questions politiques qui touchent la vie de toute la Nation centrafricaine à l'absence des leaders des partis de l'opposition démocratique ? L'Union africaine qui a joué les médiateurs n'a fait que de la figuration, car elle n'avait pas les coudées franches pour diriger les négociations en prenant en compte les intérêts des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Lorsque le régime de Bangui négociait l'APPR-RCA, plus de 80 % du territoire centrafricain était sous le contrôle ou l'influence des groupes armés. Cette situation a d'emblée mis en position de faiblesse le président Faustin Archange Touadera qui était obligé de faire d'énormes concessions avec les insurgés dans l'espoir de mettre fin aux violences et ramener la paix sur le territoire national. Mais n'ayant pas de moyen de coercition pouvant mettre la pression sur les groupes armés relativement au respect de leurs engagements pris à Khartoum (Soudan) pendant les négociations, l'APPR-RCA a plus profité aux groupes armés. Ces derniers ont continué, au mépris de leurs engagements, à étendre leur emprise sur le territoire centrafricain. Ils ont également continué à se livrer en toute impunité, au trafic illicite des ressources naturelles, notamment les diamants, l'or, le bois et le bétail. En définitive, la violence légitime reste et demeure actuellement la meilleure stratégie de communication pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Les perspectives de la thèse

La guerre communicationnelle que se livrent la France et la Russie en République centrafricaine n'est pas sans conséquence sur le patrimoine naturel de ce pays, d'autant que Paris et Moscou se disputent le contrôle

des ressources naturelles centrafricaines. Par médias interposés, le Kremlin et l'Élysée s'accusent mutuellement de pillage des richesses minières au détriment du peuple centrafricain. À y voir de près, les Russes mènent des campagnes de dénigrement anti-françaises dans les médias qui leur sont favorables pour montrer à l'opinion aussi bien internationale que centrafricaine que ce sont les Français qui sont à l'origine du malheur du peuple centrafricain. La Russie d'ajouter que toutes les rébellions qui ont défié les différents régimes qui se sont succédés en République centrafricaine, sont financées et équipées par la France. Les Français, eux-aussi de leur côté, mènent des contre-campagnes médiatiques par le truchement des médias hexagonaux ou proches de Paris pour expliquer à qui veut les entendre que la Russie a déployé depuis 2018 les mercenaires du groupe Wagner en République centrafricaine qui commettent des exactions sur les civils centrafricains et pillent les richesses minières dans ce pays. Considérée depuis les périodes coloniales comme la chasse gardée de la France, Paris voit d'un mauvais œil l'influence grandissante de Moscou sur le territoire centrafricain. La présence massive des sociétés russes dans le secteur minier sur le territoire centrafricain a provoqué la colère de l'Élysée. Mais le Kremlin, selon les confidences des officiels centrafricains proches des Russes, n'est pas prêt de céder aux pressions françaises et quitter le territoire centrafricain où foisonnent les richesses minières dont ils ont grandement besoin pour leurs industries.

Après avoir élaboré la stratégie de communication pouvant faciliter la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain, la guerre de communication que se livrent Paris et Moscou par médias interposés n'est pas sans conséquence sur les richesses naturelles en République centrafricaine. Il ne suffit pas seulement de qualifier (ou de requalifier) et de protéger le patrimoine culturel et naturel. Si les résultats obtenus aux termes de nos travaux de thèse devaient être mis à mal par les communications virulentes franco-russes en République centrafricaine, ce serait peine perdue. C'est pour cette raison qu'il est

souhaitable d'étudier l'impact (négatif et/ou positif) de la guerre communicationnelle qui oppose la Russie à la France sur fond de ressources naturelles en République centrafricaine. Le temps que prendra cette étude est tributaire des objectifs qui lui seront assignés. Pour l'instant, ces objectifs ne sont pas encore connus, car les contours des travaux qui seront réalisés au cours de cette étude ne sont pas encore bien tracés.

La notion de dissuasion est consubstantielle au mode de fonctionnement des sociétés humaines. Il s'agit d'empêcher une action en persuadant la personne ou l'entité concernée que le jeu n'en vaut pas la chandelle. La dissuasion est un mode de prévention de l'agression sans emploi de la force, comme la diplomatie ou la sécurité collective. Il ne s'agit pas d'inciter un acteur à faire tel ou tel geste, par le raisonnement (persuasion) ou par la contrainte (coercition), mais de l'inciter à ne pas agir. Il ne s'agit pas non plus de neutraliser concrètement la capacité de nuisance de l'adversaire, à froid (action militaire préventive) ou à chaud (action militaire préemptive), mais d'influencer son processus de décision (Tretrais, 2008 : 29-66). « La dissuasion pourrait être définie comme une attitude visant, par la persuasion ou la menace, à convaincre un Autre de renoncer à une action. Le but de la dissuasion est négatif : sa finalité est la conservation et non l'acquisition. Son domaine est celui du virtuel et de l'imaginaire, en amont de l'action, puisqu'elle cible en l'Autre une volonté qu'il s'agit d'inhiber. Dans le registre d'un conflit armé, la dissuasion tend à faire prendre conscience à un adversaire du prix que lui coûterait un passage à l'acte, ce qui suppose évidemment de disposer des moyens de le fixer suffisamment haut... La dissuasion change alors de nature : la stratégie de dissuasion classique vise à agir sur la volonté d'un agresseur potentiel en lui démontrant que l'entreprise qu'il envisage pourrait échouer, ou pourrait atteindre un coût qui dépasserait la valeur de l'enjeu. »²⁰⁰.

²⁰⁰ <https://www.cairn.info/revue-defense-nationale-2015-7-page-33.htm>: consulté le 12 novembre 2023.

Le riche patrimoine naturel de la République centrafricaine continuera à aiguïser les appétits. L'acquisition de moyens de défense et de sécurité de dernières générations par les autorités centrafricaines est indispensable à la protection de ce riche patrimoine. Les espèces rares de la faune et de la flore qui font l'objet de braconnage, ainsi que les richesses minières qui sont soumises à des activités illégales, notamment le trafic illicite pratiqué par certains acteurs et non-acteurs du conflit, ne peuvent être protégées qu'avec des matériels militaires robustes. Si le patrimoine naturel dont le diamant, l'or et le bois est débarrassée de la corruption qui fait perdre d'importants revenus au Trésor public, et réalisée dans le respect strict des principes du développement durable, les autorités de Bangui seront en mesure d'acquérir les matériels indispensables à la protection de leurs richesses du sol et du sous-sol. La communication de dissuasion consiste à délivrer des messages dans lesquels les équipements acquis sont présentés au public afin de décourager les prédateurs du commerce illicite des ressources naturelles. C'est en quelque sorte une communication publique et territoriale qui s'appuie sur la stratégie de la dissuasion. Elle vise à décourager tout acteur ou non-acteur du conflit qui serait tenté de poser des actes susceptibles de mettre en péril le patrimoine culturel et naturel du pays. Aujourd'hui, plusieurs chefs rebelles sont devenus riches à cause du trafic illicite de diamants, d'or, de bois et de bétail. À un moment ou à un autre, les tenants du pouvoir à Bangui seront obligés d'ordonner des actions militaires légalement et légitimement violentes pour mettre fin à toutes les activités qui mettent en péril le patrimoine culturel et naturel qui sont, rappelons-le, des biens publics.

À l'issue de cette thèse, deux questions importantes émergent quand on réfléchit à la guerre médiatique que se livrent les puissances étrangères, notamment occidentales, russes et chinoises sur le territoire centrafricain à cause surtout du très riche patrimoine naturel de ce pays. Il s'agit des questions suivantes :

- Quel est le contenu des communications des Russes sur la présence française en République centrafricaine ? Quels en sont les cibles et les objectifs ?
- Quel est le contenu des communications des Français sur la présence russe en République centrafricaine ? Quels en sont les cibles et les objectifs ?
- Quel est l'impact des communications franco-russes sur le patrimoine naturel en République centrafricaine ?

La réalisation de cette recherche fait poser plusieurs préalables, notamment :

- Quel type de recherche à réaliser ?
- Quelle technique de recueil de données ?
- Quelle approche adopter ?
- Quel type d'analyse faire après avoir recueilli les données ?

Ce projet de recherche semble être le prolongement de notre thèse, compte tenu du contexte géopolitique et géostratégique actuel en République centrafricaine.

Table des matières

Introduction générale.....	11
Problématique.....	13
Hypothèses.....	29

Première partie

Quelles communications des acteurs et non-acteurs du conflit pour la qualification, la protection du patrimoine et le développement durable ?

Introduction de la première partie.....	34
--	-----------

Chapitre 1 : Les communications des acteurs et non-acteurs dans le cadre du conflit centrafricain.....

41

a. Les communications des acteurs du conflit.....	43
1. Les communications de la communauté internationale....	43
2. Les communications du gouvernement centrafricain.....	50
3. Les communications des groupes armés.....	54
b. Les communications des non-acteurs du conflit centrafricain.....	57
1. Les communications des institutions de la République....	57
2. Les communications des médias.....	60
3. Les communications des confessions religieuses.....	62
4. Les communications des défenseurs des droits de l'Homme.....	63

Chapitre 2 : Les communications pour la qualification et la protection du patrimoine ainsi que du développement durable en République centrafricaine.....

68

1. Les communications pour la qualification du patrimoine culturel et naturel.....	69
1. Les communications pour la qualification du patrimoine culturel matériel et immatériel.....	70
2. Les communications pour la qualification du patrimoine naturel.....	83
2. Les communications pour la protection du patrimoine culturel et naturel.....	93

- a) Les communications pour la protection du patrimoine culturel.....94
- b) Les communications pour la protection du patrimoine naturel..... 97
- 3. Les communications pour le développement durable..... 109

Chapitre 3 : Les données géographiques physiques et économiques de la République centrafricaine..... 117

- 1. Les données géographiques physiques..... 117
 - a) Le climat, le relief et la végétation..... 117
 - b) La composition des sols..... 119
- 2. Les indicateurs économiques..... 121
- 3. Les apports du patrimoine naturel à l'économie centrafricaine..... 123
 - a) Les apports du secteur minier..... 123
 - b) Les apports du secteur forestier..... 126
- 4. Le patrimoine naturel peut-il changer la République centrafricaine ?..... 128

Conclusion de la première partie..... 134

Deuxième partie

Quelles communications des médias pour le conflit, la qualification et la protection du patrimoine ainsi que du développement durable ?

Introduction de la deuxième partie..... 143

Chapitre 4 : Les communications des médias et de la presse écrite dans le conflit centrafricain..... 148

- a. Les communications des médias audiovisuels dans le cadre du conflit..... 148
- b. Les communications de la presse écrite et électronique dans le cadre du conflit.....156

Chapitre 5 : Les communications des médias audiovisuels et de la presse écrite pour la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel et du développement durable.....162

- a. Les communications des médias audiovisuels pour la qualification du patrimoine culturel et naturel.....164

- b. Les communications des médias audiovisuels pour la protection du patrimoine culturel et naturel..... 167
- c. Les communications des médias audiovisuels pour le développement durable.....170

Conclusion de la deuxième partie..... 174

Troisième partie

Le recueil et l'analyse des retranscriptions des entretiens

Introduction de la troisième partie.....180

Chapitre 6 : La démarche méthodologique.....182

- a. Une enquête qualitative..... 182
- b. Une approche déductive.....185
- c. Les règles de l'approche qualitative..... 188
- d. Des entretiens semi-directifs pour le recueil des données...189
- e. L'échantillon des enquêtés..... 190

Chapitre 7 : Le recueil et l'analyse des données – Discussion des résultats.....193

- a. La justification du choix de l'échantillon.....194
- b. Les entretiens avec les représentants de la communauté internationale.....196
- c. L'entretien avec un cadre du ministère des Mines.....197
- d. Les entretiens avec les institutions républicaines.....198
- e. Les entretiens avec les groupes armés.....199
- f. Les entretiens avec la société civile.....201
- g. Les entretiens avec les médias.....204
- h. Les entretiens avec les partis politiques.....206

i. Interprétation des résultats obtenus.....	207
j. Interprétation des résultats de l'analyse thématique des retranscriptions des entretiens.....	213
k. Communication basée sur la stratégie de la dissuasion et protection du patrimoine culturel et naturel.....	220
l. Les projets réalisés grâce à la concertation et à la médiation.....	224
a) Projet réalisé dans le domaine du patrimoine culturel....	225
b) Projet réalisé dans le domaine du patrimoine naturel....	226

Chapitre 8 : L'analyse des entretiens à la lumière de la Sociologie de la traduction..... 228

a. La problématisation de la retranscription des entretiens....	229
b. Les dispositifs d'intéressement ou comment sceller les alliances entre les acteurs, non-acteurs et actants du conflit centrafricain.....	250
c. L'enrôlement : comment définir et coordonner les rôles des acteurs non-acteurs du conflit centrafricain.....	263
d. La mobilisation des alliés : les interviewés sont-ils représentatifs de leurs entités respectives ?.....	267
e. Les controverses nées de l'analyse des entretiens à la lumière de la Sociologie de la traduction.....	272
f. Remarques finales.....	278
g. Les difficultés rencontrées.....	280

Conclusion de la troisième partie..... 285

Conclusion générale.....294

Bibliographie.....318

Webographie.....324

Annexes..... 335

Bibliographie

• Ouvrages

- ✓ Vincent Meyer : « Transition digitale, handicaps et travail social », LEH Editions 2017 ;
- ✓ Vincent Meyer & Nozha Smati : « Revue Tunisienne de Communication. Maghreb et territoires en communication », Revue scientifique semestrielle n° spécial 62 ; janvier/juin 2014 ;
- ✓ Maurice Kamto : « Droit de l'environnement en Afrique », Edicef/Aupelf ;
- ✓ Abdoulaye Wade : « Un destin pour l'Afrique », Editions Michel Lafon 2005 ;
- ✓ Jacques Lalanne : « Résoudre ses conflits par la médiation », Editions Fide 2017 ;
- ✓ Pascal Boniface : « De la guerre des étoiles aux printemps arabes », Editions Armand Colin 2013 ;
- ✓ Laurent Gbagbo : « Pour la vérité et la justice. Côte d'Ivoire : Révélation sur un scandale français », Editions du Moment 2014 ;
- ✓ Soumahoro Alfa Yaya : « Communication de crise et leadership. Cas pratiques », Édilivre 2009 ;
- ✓ Thierry Libaert : « Communication et environnement, le pacte impossible », Presse universitaire de France 2010 ;
- ✓ Thierry Libaert : « Communication de crise », Editions Pearson France 2018 ;
- ✓ Alice Audouin, Anne Courtois & Agnès Rambaud-Paquin : « la communication responsable. Intégrer le développement durable dans les métiers de la communication », Editions Eyrolles 2009, 2010 ;
- ✓ Dominique Wolton : « Informer n'est pas communiquer », CNRS Editions 2009 ;

- ✓ Edward Snowden : « Mémoires vives. L'homme qui a tout risqué pour dénoncer la surveillance globale », Editions du Seuil 2019 ;
- ✓ Crépin Mboli-Goumba : « La Nation centrafricaine et les récifs », Editions Harmattan 2018 ;
- ✓ Dale Carnegie : « Comment parler public », Editions Hachette 1990 ;
- ✓ Léonelle Flore Nguinta Heugang Diekouam : « La protection de l'environnement en période de conflit armé », Editions Harmattan 2015 ;
- ✓ Stefan Bratosin : « La concertation : Forme symbolique de l'action collective », Editions Harmattan 2001 ;
- ✓ Jérôme Ramacker : « 52 remèdes à l'incommunication », Edipro 2017 ;
- ✓ Reporters solidaires : « Le journalisme en pratique. Les bases du métier », Presses universitaires de Grenoble 2012 ;
- ✓ Guillaume Busset : « Evaluations des impacts environnementaux en période de conflits armés. Cas de la Sierra Leone et du Soudan », Editions universitaires européennes 2009 ;
- ✓ Ken Blanchard & Spencer Johnson : « Le manager minute », Nouveaux horizons 2012 ;
- ✓ Aya Mcheimeche : « Armes 2.0 : Le pouvoir des mots. Comment l'Etat islamique a-t-il remporté la guerre de la communication ? », V.A. Editions 2018 ;
- ✓ Régis Revéret & Jean-Nicolas Moreau : « Les médias et la communication de crise », Editions Economica 1997 ;
- ✓ Nader Abbas : « L'entreprise responsable : de la responsabilité sociétale à la communication environnementale », Editions Harmattan 2013 ;
- ✓ Denis Ruellan : « Nous, journalistes : déontologie et identité », Presse universitaire de Grenoble 2011 ;

- ✓ Marc-François Bernier : « Éthique et déontologie du journalisme », Presse de l'Université Laval 2014 ;
- ✓ Cahiers d'Outre-Mer : « Centrafrique/Afrique centrale : ressources et conflits armés », Revue de géographie de Bordeaux, volume LXVIII 2015 ;
- ✓ Fleury Fulgence Banale : « Amnistie et droits des victimes en Républiques centrafricaines », Editions Harmattan 2019 ;
- ✓ William Ury : « Comment négocier avec les gens difficiles. De l'affrontement à la coopération », Editions du Seuil 1998 ;
- ✓ Yuan Wu : « la Chine et l'Afrique », China Intercontinental Press 2006 ;
- ✓ Sharon Anthony Bower : « ABC de parole facile. Savoir parler au bureau, en privé, en public. », Editions du Club France Loisirs 1985 ;
- ✓ Martin Ziguélé : « Ma vision pour la Centrafrique : Des crises à l'espérance », Editions Dagan 2015 ;
- ✓ Connie Dieken : « Parler moins pour en dire plus : Captiver, transmettre, convaincre », Editions Diateino 2010 ;
- ✓ Nathalie Schuck & Frédéric Gerschel : « Ça reste entre nous, hein ? Deux ans de confidences de Nicolas Sarkozy », Editions Flammarion 2014 ;

- **Articles et autres publications scientifiques**

- ✓ Catherine Graf, thèse de doctorat en science politique : « La médiation : une approche constructive à la hauteur des conflits de notre temps. Un pont possible entre la justice et la paix dans un monde pluraliste », Université Paris 2 Panthéon-Assas, 22 novembre 2017 ;
- ✓ Emine Akcadag, thèse de doctorat en science politique : « Le potentiel de Smart Power de l'UE : comment penser la puissance européenne ? », Université de Strasbourg, 2014 ;

- ✓ Marie-Nathalie Jauffret, thèse de doctorat en science de l'information et de la communication : « La couleur du sourire Approche communicationnelle d'une expression faciale non verbale subliminale par la synesthésie », Université Nice Sophia Antipolis, membre de l'Université Côte d'Azur, 02 octobre 2015 ;
- ✓ Caroline Leininger-Frézal, thèse de doctorat : « Le développement durable et ses enjeux éducatifs. Acteurs, savoirs et stratégies territoriales. Education », Université Lumière - Lyon II, 2009 ;
- ✓ Comité internationale de la croix rouge (CICR) : « Violence et usage de la force », novembre 2015 ;
- ✓ Thierry Vircoulon : « Ecosystème des groupes armés en Centrafrique », IFRI, Avril 2020 ;
- ✓ Andrea Catellani et Martine Versel : « Les applications de la sémiotique à la communication des organisations. Entre sémiotique et SIC : témoignages de rencontres, croisements et hybridations », Communication & Organisation n°39/2011 ;
- ✓ Laura Nicolas : « Encodage et analyse de données qualitatives : apports et limites du logiciel sonal comme outil de recherche en SHS », 2013 ;
- ✓ Jean-Baptiste Perret : « Les SIC : essai de définition », CNRS Editions, reprise du n°38 de la revue Hermès, les sciences de l'information et de la communication, 2004 ;
- ✓ Cécile Blatrix et Jacques Méry : Note de lecture : « La concertation est-elle rentable ? Environnement, conflit et participation du public », Edition Quæ, 2018 ;
- ✓ Ministère français de la Défense : « Opération Sangaris », Dossier de presse, juillet 2016 ;
- ✓ Ministère centrafricain des Mines, du Pétrole, de l'Énergie et de l'Hydraulique : « Aperçu sur le potentiel minier de la République centrafricaine » ;

- ✓ The Sentry : « Le règne de la terreur, un business florissant en République centrafricaine », novembre 2018 ;
- ✓ Conseil de sécurité des Nations : « Rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la République centrafricaine », S/2019/498, 17 juin 2019 ;
- ✓ Conseil de sécurité des Nations : « Rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la République centrafricaine », S/2020/124, 14 février 2020 ;
- ✓ Laurent Teisseire : « Place et rôle des médias dans les conflits », Iris Editions 2010/2 n°78, p. 91-95 ;
- ✓ Thibault Lesueur : « République centrafricaine : autopsie d'une crise méconnue », IFRI 2014/3 automne, p. 163-174 ;
- ✓ Éric Olszak : « Les conflits liés à la présence des antennes-relais : L'intérêt d'une lecture par l'économie de la proximité », Editions Armand Colin 2012/3 août, p. 379-405 ;
- ✓ Mauricio Garcia Peñafiel et Margaux Poncelet : « Quelques propositions sur les vertus et limites de la parole dans la pratique de la médiation », Université Saint-Louis – Bruxelles, 2020/1 Volume 84, p. 81-107.

- **Conventions et autres outils juridiques internationaux**

- ✓ Union africaine, CIRGL & CEEAC : « Feuille de route pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine », 17 juillet 2017 ;
- ✓ République centrafricaine : « Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine », 08 février 2019 ;
- ✓ Conseil de sécurité des Nations Unies : « Résolution 2552 (2020) ;
- ✓ Conseil de sécurité des Nations Unies : « Résolution 2499 (2019) ;
- ✓ Conseil de sécurité des Nations Unies : « Résolution 2397 (2017) ;

- ✓ Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO : « Convention sur la protection du patrimoine mondial culturel et naturel », 22 – 30 juin 2009 ;
- ✓ UNESCO : « Convention sur la protection du patrimoine mondial culturel et naturel », Paris, 16 novembre 1972 ;
- ✓ Nations Unies : « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement », juin 1992 ;
- ✓ UNESCO : « Protéger les biens culturels en cas de conflits armés » ;
- ✓ UNESCO : « Convention de La Haye de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954 et de ses deux Protocoles (1954 et 1999) » ;
- ✓ UNESCO : « Déclaration concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel de 2003 » ;
- ✓ UNESCO : « Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels 1970 » ;
- ✓ Organisation de l'Unité africaine : « Charte culturelle de l'Afrique », juillet 1976 ;
- ✓ CITES : « Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction », Avril 1983 ;
- ✓ Secrétariat de la Convention de Ramsar : « Le Manuel de la Convention de Ramsar: Guide de la Convention sur les zones humides », Ramsar 1971.

Webographie

- <https://www.justiceinfo.net/fr/35245-centrafrique-une-histoire-jalonnee-de-coups-d-etat.html>;
- https://www.francetvinfo.fr/monde/un-charnier-decouvert-en-centrafrique-sur-les-hauteurs-de-bangui_1677853.html;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191026-rca-upc-minsuca-darass-perimetre-territoire>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210531-centrafrique-macron-juge-le-pr%C3%A9sident-touad%C3%A9ra-otage-du-groupe-wagner>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210503-en-centrafrique-des-victimes-des-exactions-russes-brisent-la-loi-du-silence>;
- <https://lejev2.info/2021/07/15/centrafriquesalve-propagandiste-un-reportage-de-cnn-sur-la-russie-en-centrafrique-provoque-lire-de-moscou/>;
- <https://edition.cnn.com/2021/06/15/africa/central-african-republic-russian-mercenaries-cmd-intl/index.html>;
- <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35589-centrafrique-obo-les-faca-repoussent-une-nouvelle-attaque-de-l-upc.html>;
- <https://minusca.unmissions.org/la-minusca-exige-la-cessation-des-hostilit%C3%A9s-%C3%A0-obo-et-somme-1%E2%80%99upc-de-quitter-la-zone>;
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/centrafrique-des-dizaines-de-morts-dans-des-violences-intercommunautaires-a-bria_3803045.html;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190716-rca-moins-huit-morts-combats-entre-groupes-armes-pres-birao>;
- <http://transitions.unice.fr/axes-de-recherche/territoires/>;
- <http://transitions.unice.fr/axes-de-recherche/medias/>;
- <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1994-1-page-133.htm?contenu=resume>;

- <https://www.peaceau.org/fr/article/le-panel-des-facilitateurs-de-l-initiative-africaine-pour-la-paix-et-la-reconciliation-en-rca-lance-ses-activites-a-bangui>
- <https://peacekeeping.un.org/fr/soutien-reaffirme-linitiative-africaine-pour-la-paix-et-la-reconciliation-en-rca>;
- <https://www.geo.fr/environnement/le-rapport-brundtland-pour-le-developpement-durable-170566>;
- <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-vii/index.html>;
- <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20190709-rca-debut-demantelement-bases-barrieres-illegales-groupes-armes>;
- <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-d-outre-mer-2015-4-page-501.htm>;
- https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_13_12_22;
- <https://au.int/fr/node/32931>;
- <https://au.int/en/pressreleases/20170912/le-panel-des-facilitateurs-de-linitiative-africaine-pour-la-paix-et-la>;
- <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/34979-vakaga-nouveaux-combats-entre-fprc-et-mlcj-a-am-dafock.html>;
- <https://mondafrique.com/centrafrique-un-dramatique-conflit-interethnique/>;
- <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>;
- <https://ndjonisango.com/2020/05/09/rca-nourredine-adam-et-abdoulaye-hisseine-deboutes-par-des-officiers-du-fprc/>;
- <https://www.facebook.com/1079537262211858/photos/a.1079560568876194/1568989576599955/?type=3&theater>;
- <https://www.facebook.com/1079537262211858/photos/a.1079560568876194/1560175680814678/?type=3&theater>;

- <http://centrafrique-presse.over-blog.com/2020/01/ali-darassa-accuse-les-faca-d-indiscipline-a-alindao.html>;
- <http://www.assembleenationale-rca.cf/>;
- <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/02/car-killings-sexual-violence-and-displacements/>;
- <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/mines-chinoises-en-centrafrique-la-pollution-au-mercure-des-eaux-confirmee-20190731>;
- <https://www.jeuneafrique.com/225829/politique/cartographie-centrafrique-le-difficile-red-ploiement-de-l-administration/>;
- <http://news.abangui.com/h/67904.html>;
- <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35387-centrafrique-psychose-generalisee-au-village-ndiffa-dans-la-prefecture-de-la-vakaga.html>;
- <https://ndjonisango.com/2015/09/27/les-faca-et-lex-antibalaka-font-front-commun-contre-les-mercenaires-seleka-du-km5/>;
- <https://hirondellerca.wordpress.com/2012/10/03/cnm-un-convoi-de-14-vehicules-pour-le-rapatriement-des-elements-de-baba-ladde/>;
- <https://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Documentation-catholique/Eglise-dans-le-Monde/eveques-Centrafrique-effectuent-etat-lieux-justice-paix-pays-2019-08-28-1201043663>;
- https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-plus-france-info/l-archeveque-et-l-imam-de-bangui-ensemble-en-visite-en-europe_1749431.html;
- <https://www.afriquesenlutte.org/afrique-centrale/centrafrique/article/rca-condamnation-d-andjilo-un>;
- <http://centrafrique-presse.over-blog.com/2018/04/declaration-du-groupe-de-travail-de-la-societe-civile-relative-a-la-situation-au-km5.html>;

- <https://www.dw.com/fr/comparution-en-centrafrique-de-gervais-lakosso-et-marcel-mokwapi-devant-le-juge/a-36347918>;
- <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>;
- <https://ich.unesco.org/fr/RL/les-chants-polyphoniques-des-pygmees-aka-de-centrafrique-00082>;
- <https://ich.unesco.org/fr/domaines-du-patrimoine-immateriel-00052>;
- <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/illicit-trafficking-of-cultural-property/unesco-database-of-national-cultural-heritage-laws/frequently-asked-questions/definition-of-the-cultural-heritage/>;
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_du_patrimoine_mondial_en_R%C3%A9publique_centrafricaine;
- <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf/lois/>;
- <https://www.fondation-alliancefr.org/?p=38958>;
- https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/uploads/Makongo-a%CC%80-Venise_.pdf;
- <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf>;
- <https://whc.unesco.org/fr/criteres/>;
- <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf>;
- <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>;
- <https://www.business-humanrights.org/fr/centrafrique-le-traffic-des-diamants-continue-%C3%A0-financer-les-groupes-arm%C3%A9s-selon-un-groupe-dexperts-des-nations-unies>;
- <https://info.arte.tv/fr/les-aventures-dareva-en-centrafrique-un-scandale-financier-double-dun-scandale-sanitaire>;
- https://fr.wikivoyage.org/wiki/Patrimoine_culturel_immat%C3%A9riel_en_Centrafrique;
- <https://minusca.unmissions.org/faits-et-chiffres>;

- <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf>;
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_aires_prot%C3%A9g%C3%A9es_de_R%C3%A9publique_centrafricaine;
- <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/chasse-aux-pierres/?accessible=true>;
- <https://mondafrique.com/centrafrique-lonu-piege-diamants-sang/>;
- <https://www.dw.com/fr/scandale-du-mercure-dans-les-mines-dor-centrafricaines/a-49999132>;
- <https://whc.unesco.org/fr/criteres/>;
- <https://whc.unesco.org/fr/etatsparties/cf>;
- <http://www.unesco.org/new/fr/culture/themes/illicit-trafficking-of-cultural-property/unesco-database-of-national-cultural-heritage-laws/frequently-asked-questions/definition-of-the-cultural-heritage/>;
- <https://observers.france24.com/fr/20190408-centrafrique-riviere-ruines-entreprises-minieres-chinoises>;
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/25/en-centrafrique-le-combat-d-un-petre-italien-contre-les-mines-d-or-chinoises_6013048_3212.html;
- <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/central-african-republic-car/>;
- <https://thur-ecologie-transports.org/2019/07/16/centre-afrique-scandale-minier/>;
- <https://www.pinterest.fr/pin/778208010595444677/>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180501-rca-eglise-notre-dame-fatima-bangui-attaquee>;
- <http://www.slate.fr/story/93119/centrafrique>;
- <https://www.france24.com/fr/afrique/20210629-centrafrique-l-onu-pointe-des-exactions-commises-par-des-instructeurs-russes>;
- <https://www.letemps.ch/monde/centrafrique-peur-genocide>;

- <https://www.dw.com/fr/rca-derri%C3%A8re-les-groupes-arm%C3%A9s-se-cachent-les-diamants-de-sang/a-46945802>;
- <https://www.letemps.ch/opinions/democratie-besoin-dune-presse-forte>;
- <https://www.hrw.org/fr/report/2007/09/14/etat-danarchie/rebellions-et-exactions-contre-la-population-civile>;
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Deuxi%C3%A8me_accord_de_paix_en_Centrafrique;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130408-centrafrique-bossambele-fantomes-regime-bozize-sont-encore-presents>;
- <https://www.voafrique.com/a/central-africa-charles-massi-fodem-cpjp/1510601.html>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130111-rca-centrafrique-signature-accord-sortie-crise-libreville-bozize-union-nationale-djotodia-seleka>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130414-rca-boy-rabe-pillage-seleka-population>;
- <https://observers.france24.com/fr/20130405-centrafrique-pillage-bangui-seleka-ong>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20131226-centrafrique-rca-decouverte-charnier-macabre-bangui>;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/5min/20131205-centrafrique-tension-peur-bangui-bozize-onu-france-djotodia-seleka-rca-sangaris>;
- <https://minusca.unmissions.org/r%C3%A9solution-2127-2013-adopt%C3%A9e-par-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-le-5-d%C3%A9cembre-2013>;
- <https://www.france24.com/fr/20150926-centrafrique-morts-flambee-violences-bangui-blesses-pk5-quartier-musulman>;
- <https://www.voafrique.com/a/violences-%C3%A0-bambari-au-moins-deux-policiers->

tu%C3%A9s/4737198.html#:~:text=Des%20soldats%20fran%C3%A7ais%20patrouillent%20dans,Centrafr%C3%a9ique%20le%2015%20mai%202015;

- [https://www.rfi.fr/fr/emission/20141015-2-centrafrique-angola-don-samba-panza-scandale-etat;](https://www.rfi.fr/fr/emission/20141015-2-centrafrique-angola-don-samba-panza-scandale-etat)
- [https://www.bbc.com/afrique/region-43961853;](https://www.bbc.com/afrique/region-43961853)
- [https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35589-centrafrique-obo-les-faca-repoussent-une-nouvelle-attaque-de-l-upc.html;](https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35589-centrafrique-obo-les-faca-repoussent-une-nouvelle-attaque-de-l-upc.html)
- [https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210503-en-centrafrique-des-victimes-des-exactions-russes-brisent-la-loi-du-silence;](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210503-en-centrafrique-des-victimes-des-exactions-russes-brisent-la-loi-du-silence)
- [https://information.tv5monde.com/afrique/centrafrique-un-bras-de-fer-entre-paris-et-moscou-413278;](https://information.tv5monde.com/afrique/centrafrique-un-bras-de-fer-entre-paris-et-moscou-413278)
- [https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190728-rca-le-ministre-mines-epingle-une-affaire-corruption;](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190728-rca-le-ministre-mines-epingle-une-affaire-corruption)
- [https://www.courrierinternational.com/article/2012/12/26/qui-va-sauver-bozize;](https://www.courrierinternational.com/article/2012/12/26/qui-va-sauver-bozize)
- [https://www.jeuneafrique.com/193027/politique/fran-ois-boziz-les-centrafricains-ne-rendront-jamais-le-pouvoir-ceux-qui-les-ont-mis-genoux/;](https://www.jeuneafrique.com/193027/politique/fran-ois-boziz-les-centrafricains-ne-rendront-jamais-le-pouvoir-ceux-qui-les-ont-mis-genoux/)
- [https://www.jeuneafrique.com/133095/archives-thematique/fran-ois-boziz-dit-tout-ou-presque/;](https://www.jeuneafrique.com/133095/archives-thematique/fran-ois-boziz-dit-tout-ou-presque/)
- [https://www.lapresse.ca/international/afrique/201404/04/01-4754552-centrafrique-lonu-accuse-les-soldats-tchadiens-dun-massacre.php;](https://www.lapresse.ca/international/afrique/201404/04/01-4754552-centrafrique-lonu-accuse-les-soldats-tchadiens-dun-massacre.php)
- [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/bangui-attaquee-par-des-milices-fideles-a-bozize_3525691_3212.html;](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/bangui-attaquee-par-des-milices-fideles-a-bozize_3525691_3212.html)
- [https://www.nouvelobs.com/monde/centrafrique/20131223.OBS0486/centrafrique-bangui-s-en-prend-aux-forces-francaises.html;](https://www.nouvelobs.com/monde/centrafrique/20131223.OBS0486/centrafrique-bangui-s-en-prend-aux-forces-francaises.html)

- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/26/en-centrafrique-une-flambee-de-violences-meurtrieres_4773344_3212.html;
- <https://www.jeuneafrique.com/43117/politique/centrafrique-samba-panza-conteste-le-d-tournement-d-une-partie-du-don-de-l-angola/>;
- <https://www.jeuneafrique.com/mag/365788/politique/centrafrique-la-cour-des-comptes-relevance-samba-panzasur-sa-gestion-du-don-angolais/>;
- https://www.liberation.fr/planete/2016/02/21/centrafrique-faustin-archange-touadera-nouveau-president-surprise_1434855/;
- <https://www.jeuneafrique.com/744690/politique/accord-de-paix-en-centrafrique-5-des-14-groupes-armes-signataires-desavouent-le-gouvernement/>;
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/04/05/en-centrafrique-les-mercenaires-russes-accuses-d-exactions_6075636_3212.html;
- [https://quote-citation.com/fr/citations/4296#:~:text=Malcolm%20X%20phrases,cotr%C3%B4lent%20l'esprit%20des%20masses](https://quote-citation.com/fr/citations/4296#:~:text=Malcolm%20X%20phrases,cotr%C3%B4lent%20l'esprit%20des%20masses;);
- <https://www.mediapart.fr/journal/france/dossier/notre-dossier-le-scandale-bygmalion>;
- <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/BENILDE/57494>;
- <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/paris-arts/>;
- <https://musique.rfi.fr/emission/info/couleurs-tropicales>;
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/centrafrique/centrafrique-la-france-se-fache-et-coupe-son-aide-militaire-et-financiere-a-bangui_4657097.html;
- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210531-centrafrique-macron-juge-le-pr%C3%A9sident-touad%C3%A9ra-otage-du-groupe-wagner>;

- <https://www.iris-france.org/137778-armes-2-0-le-pouvoir-des-mots-comment-letat-islamique-a-t-il-remporte-la-guerre-de-la-communication-3-questions-a-aya-mcheimeche/>;
- https://www.actu-environnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/dev_elooppement_durable_dd.php4;
- <https://www.mtaterre.fr/dossiers/le-developpement-durable/cest-quoi-le-developpement-durable>;
- <https://info.arte.tv/fr/centrafrique-les-diamants-du-sang>;
- <https://observers.france24.com/fr/20190408-centrafrique-riviere-ruines-entreprises-minieres-chinoises>;
- [https://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/affaires-fillon/penelope-gate-l-affaire-qui-entrave-la-campagne-de-francois-fillon_2072199.html?gclid=CjwKCAjw95yJBhAgEiwAmRrutLMC6a1OL7L5BpQSArzTaK34_-8bhMyns_2ZSJBI32q7XL0MCN87tRoC0R4QAvD_BwE#xtor=SEC-771-GOO-\[FTVI_DSA\]-\[Actualit%C3%A9s\]](https://www.francetvinfo.fr/politique/francois-fillon/affaires-fillon/penelope-gate-l-affaire-qui-entrave-la-campagne-de-francois-fillon_2072199.html?gclid=CjwKCAjw95yJBhAgEiwAmRrutLMC6a1OL7L5BpQSArzTaK34_-8bhMyns_2ZSJBI32q7XL0MCN87tRoC0R4QAvD_BwE#xtor=SEC-771-GOO-[FTVI_DSA]-[Actualit%C3%A9s]);
- <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/BENILDE/57494>;
- <https://www.babelio.com/auteur/Malcolm-X/11585/citations>;
- <https://whc.unesco.org/fr/158/>;
- <https://www.cairn.info/geopolitique-des-medias--9782200284992-page-185.htm>;
- <https://minusca.unmissions.org/mandat>;
- <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/chapter-7>;
- <https://lepotentielcentrafricain.com/centrafrique-a-quel-jeu-se-prete-la-minusca-dans-la-traque-de-sidiki-abass/>;
- https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/08/21/la-russie-renforce-ses-liens-militaires-avec-la-centrafrique_5344581_3212.html;
- <https://www.voaafrique.com/a/1-onu-d%C3%A9nonce-des-exactions-de-toutes-parts-en-centrafrique/5990485.html>;

- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210531-centrafrique-macron-juge-le-pr%C3%A9sident-touad%C3%A9ra-otage-du-groupe-wagner;>
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Coalition_des_patriotes_pour_le_changement#:~:text=La%20Coalition%20des%20patriotes%20pour,et%2002%20des%20anti%2Dbalaka;
- <https://business.lesechos.fr/outils-et-services/directions-marketing/les-etudes-quantitatives-1-3-pourquoi-et-comment-les-utiliser-300638.php;>
- <https://www.cairn.info/revue-negotiations-2012-1-page-81.htm;>
- <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/centrafrique-600-instructeurs-russes-suppl%C3%A9mentaires-attendus/2248654#;>
- <https://www.sudouest.fr/france/les-mercenaires-russes-du-groupe-wagner-se-substituent-a-l-autorite-de-l-etat-en-centrafrique-denonce-paris-6595857.php;>
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/qui-est-le-groupe-wagner-pourvoyeur-de-mercenaires-russes-en-centrafrique_3165119.html;
- <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1644;>
- <https://ent2d.ac-bordeaux.fr/disciplines/edd/ledd-enjeux-et-contenus/definition-du-dd-et-grands-principes/;>
- <https://fr.wikipedia.org/wiki/Concertation;>
- <https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9diation;>
- <https://www.france24.com/fr/20140513-camille-lepage-photojournaliste-francaise-assassinee-centrafrique-anti-balaka-seleka;>
- <https://information.tv5monde.com/culture/camille-le-film-hommage-la-photojournaliste-camille-lepage-tuee-en-centrafrique-327359;>
- <https://www.mines.gouv.cf/projet/47/developpement-communautaire;>

- <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210206-centrafrique-la-prolongation-de-l-%C3%A9tat-d-urgence-suscite-des-inqui%C3%A9tudes>;
- <https://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200249045-page-231.htm>;
- <https://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200249045-page-231.htm>;
- <https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/basic-principles-use-force-and-firearms-law-enforcement>.

Annexes

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Plan de communication pour la qualification du patrimoine culturel de la République centrafricaine.....	337
Annexe 2 : Plan de communication pour la protection du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.....	339
Annexe 3 : Retranscriptions des entretiens.....	341
Annexe 4 : Retranscriptions des entretiens.....	524
Annexe 5 : Codage des retranscriptions des entretiens.....	663
Annexe 6 : Index des principaux auteurs.....	1191
Annexe 7 : Bassins sédimentaires et cadastre pétrolier centrafricains.	1195
Annexe 8 : <u>Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA)</u>	1197
Annexe 9 : Déclaration de Rio de 1992 sur la protection de l'environnement et le développement durable.....	1198
Annexe 10 : Convention de recherche doctorale.....	1199
Annexe 11 : Liste des organes de presse écrite, presse électronique et médias audiovisuels.....	1201
Annexe 12 : Note de service n°028/AN/P/VP.23 du 2 mars 2023.....	1206

Annexe 1

Plan de communication pour la qualification du patrimoine culturel de la République centrafricaine

Les démarches à entreprendre pour l'élaboration du plan de communication sont tout à fait classiques et se déclinent comme suit :

- *Audit du patrimoine culturel et naturel auprès de :*
 - Ministère de la Culture ;
 - Associations d'artistes ;
 - Bureaux d'achat de pierres précieuses ;
 - Collectivités territoriales ;
 - Partis politiques ;
 - Confessions religieuses.

- *Objectifs du plan de communication :*
 - Recenser les biens matériels et immatériels susceptibles d'être classifiés dans le patrimoine culturel matériel et immatériel ;

- *Messages à transmettre :*
 - Solliciter l'adhésion et l'implication de tous dans l'identification de tous les biens pouvant être inscrits sur la liste des biens culturels matériels et immatériels.

- *Cibles des messages :*
 - Ministère de la Culture ;
 - Organisations d'artistes ;
 - Collectivités territoriales ;
 - Partis politiques ;
 - Confessions religieuses.

- *Supports de diffusion des messages :*
- Stations de radiodiffusion sonore ;
- Chaînes de télévision ;
- Presse écrite ;
- Presse électronique ;
- Affiches ;
- Séminaires, ateliers et conférences ;
- Soirées récréatives ;
- Internet ;
- Courriers électroniques ;
- Courriers écrits (version papier).

- *Calendrier de mise en œuvre du plan de communication :* à définir ;
- *Niveau de portage du plan de communication :* territoire centrafricain.
- *Moyens humains :* à définir
- *Budget du plan de communication :* à définir
- *Déroulement de la campagne de communication :* à définir
- *Évaluation, préconisations et difficultés rencontrées :* à réaliser à la fin de la campagne.

Annexe 2

Plan de communication pour la protection du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine

La présente annexe décrit les différentes démarches du plan de communication à mettre en œuvre afin d'assurer une protection optimale au patrimoine culturel et naturel centrafricain. Les principales étapes de ce plan de communication se déclinent comme suit :

- **Audit auprès des acteurs et non-acteurs du conflit** centrafricain afin de recueillir leurs avis quant aux points sur lesquels il faudrait s'appuyer pendant la mise en œuvre du plan de communication. Seuls les acteurs et non-acteurs dont les activités sont conformes à la loi centrafricaine, seront contactés pendant cette étape d'audit. À cet effet, les acteurs et non-acteurs retenus pour l'audit en prélude à l'élaboration du plan de communication sont les suivants :
 - **Acteurs** : gouvernement centrafricain, forces russes et forces spéciales rwandaises.
 - **Non-acteurs** : médias locaux, confessions religieuses, communauté internationale (Nations Unies, Union européenne, Union africaine et Communauté économique des États d'Afrique centrale) et les sept institutions de la République.
- *Objectifs du plan de communication* : expliquer aux acteurs et non-acteurs du conflit ainsi qu'à la population centrafricaine comment les forces de défense et de sécurité entendent assurer la protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain.
- *Cibles du plan de communication* :
 1. Acteurs et non-acteurs du conflit ;

2. Population centrafricaine ;
 3. Responsables des collectivités territoriales ;
 4. Partis politiques.
- *Messages à diffuser à l'endroit des cibles :*
 1. Les forces de défense et de sécurité protègent le patrimoine culturel et naturel afin qu'il soit non seulement exploité conformément à la loi ;
 2. Le patrimoine culturel et naturel est un bien public qui doit profiter aussi bien aux générations présentes que futures.
 - *Supports de diffusion des messages :*
 1. Médias audiovisuels ;
 2. Presse écrite et presse électronique ;
 3. Internet ;
 4. Panneaux publicitaires.
 - *Calendrier de mise en œuvre :* à définir ;
 - *Moyens de mise en œuvre :* gouvernement centrafricain (conjointement et entre autres, ministère de l'Intérieur ; ministère de la Défense, ministère des Arts et de la Culture ; ministère des Mines ; Ministère des Eaux et Forêts ; ministère de la Communication)
 - *Budget de la campagne :* à définir ;
 - *Déroulement de la campagne de communication :* à définir ;
 - *Évaluation de la campagne et difficultés rencontrées :* à réaliser à la fin de la campagne de communication.

Annexe 3

Retranscriptions des entretiens

- **Entretien avec un membre de la communauté internationale (Union africaine)**

N°1 : Entretien avec Odilon WANANG (Diplomate).

Diplomate de formation, il a travaillé pour le compte de l'Union africaine dans de nombreux pays du continent en conflit. Il connaît dans les menus détails, le dossier du conflit centrafricain et fait partie de ceux qui ont activement contribué aux négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA entre le gouvernement centrafricain et les quatorze groupes armés à Khartoum (Soudan). Il nous a confié qu'à cause des obligations de réserves auxquelles elle est soumise en tant que diplomate, il ne souhaiterait pas que son identité apparaisse ni dans la retranscription de cet entretien ni dans notre thèse. Le nom qui lui est attribué ici est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Odilon WANANG : Merci pour cette occasion que vous m'offrez pour vous dire avec les mots qui sont les miens, ma compréhension du conflit centrafricain. Permettez-moi de vous dire tout de suite que vous êtes tout simplement victimes de l'immensité des richesses naturelles de votre pays. A cela s'ajoute le manque de courage de vos dirigeants politiques qui n'ont jamais été capables de s'affirmer face aux puissances occidentales. Tous les dirigeants qui ont été à la tête de ce beau pays ont préféré s'agenouiller devant les puissances occidentales dans le but de conserver leur pouvoir le plus longtemps possible. Une fois que ces dirigeants essaient de prendre leurs libertés vis-à-vis des puissances occidentales qui les ont aidés à prendre et à se maintenir au pouvoir, eh bien ils sont violemment balayés comme des moins que rien au profit de nouveaux valets. Il y a également la mal gouvernance de vos dirigeants qui a fait de nombreux mécontents

qui, après avoir utilisé en vain les voies pacifiques pour se faire entendre, ont pris les armes pour pouvoir s'exprimer. Ce pays s'est enfermé dans un cycle infernal de violences interminables depuis son accession à l'indépendance et classé au nombre des pays les pauvres du monde malgré ses immenses richesses naturelles. C'est scandaleux et inacceptable.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Odilon WANANG : Ce que vous devriez comprendre, c'est qu'au nombre des pays qui composent ce que vous appelez « communauté internationale », il y a ceux qui n'aiment pas votre pays. Ils sont tout simplement jaloux de vos immenses richesses naturelles. Il y en a aussi qui sont des soutiens des rebelles qui écument votre pays et commettent des exactions les plus odieuses sur les populations civiles. La communauté internationale n'a pas la solution miracle de sortie de crise pour votre pays. Si vous, centrafricains, décidez de mettre fin à cette guerre, eh bien elle s'arrêtera. Moi je constate avec regret que la plupart de vos dirigeants ne sont épris que de la soif du pouvoir, même au prix du sang de leurs concitoyens. C'est bien dommage.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Odilon WANANG : C'est aux Centrafricains de décider de quand les violences doivent cesser et non la communauté internationale. Sortez de cette illusion s'il vous plaît !

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en

République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Odilon WANANG : Il est vrai que j'ai participé activement aux négociations entre les groupes armés et le gouvernement centrafricain, mais je ne souhaiterais pas me prononcer sur les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition n'y ont pas été conviés. Je suis désolé.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Odilon WANANG : Il y a eu un manque de volonté de respecter à la lettre les termes de l'APPR-RCA tant par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés. Je ne vous en dirai pas plus.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Odilon WANANG : Ce que je sais, c'est qu'une partie des groupes armés signataires de l'APPR-RCA a demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que, selon eux, les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies. Mais le gouvernement centrafricain a dit non parce que si ces élections n'étaient pas organisées le 27 décembre dernier, on aurait pu assister à un vide à la tête de l'Etat centrafricain, car le 1^{er} mandat du président Touadera devait prendre fin le 30 mars 2021. Donc n'ayant pas obtenu gain de cause à leur demande, ces groupes armés ont créé la CPC dont l'objectif poursuivi était d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. En outre, poursuivant leur logique, les éléments de la CPC ont lancé une attaque violente sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021, mais ils se sont heurtés aux éléments des

FACA appuyés par les éléments russes et rwandais qui les ont repoussés. Voilà ce que je sais de cette histoire.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Odilon WANANG : Je ne souhaite pas me prononcer sur cette question, vu toute la levée de bouclier international que suscite la présence russe en Centrafrique.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)

Odilon WANANG : Je n'en sais rien non plus.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Odilon WANANG : Je pense que si le gouvernement centrafricain mobilise toutes les forces vives de la nation autour de cette question, il pourrait, avec l'aide de tout le monde recenser tous ces biens.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Odilon WANANG : Tout ce qui concerne la sécurité sur le territoire centrafricain relève tout d'abord des forces de défense et de sécurité. Mais vu le contexte difficile dans lequel ces forces travaillent actuellement, l'état centrafricain peut faire appel aux casques bleus de la MINUSCA par exemple pour sécuriser son patrimoine culturel et naturel. Le mandat de la MINUSCA inclut aussi ce volet, c'est-à-dire porter main forte aux forces de défense et de sécurité centrafricaines en vue de protéger les civils et les biens se trouvant sur le territoire national.

Vincent NAMRONA : **Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?**

Odilon WANANG : Je ne suis pas au courant d'un quelconque trafic illicite qui serait pratiqué par qui que ce soit. Je n'en sais rien du tout.

Vincent NAMRONA : **Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?**

Odilon WANANG : Bien entendu, les ressources naturelles sont des biens publics, donc il revient au gouvernement centrafricain de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de les faire profiter aux citoyens du pays.

Vincent NAMRONA : **Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?**

Odilon WANANG : Oui tout à fait, l'Union africaine a joué les médiateurs lors des négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA en février 2019. Elle est aussi l'un des garants de cet accord de paix, donc en cas de divergence dans l'interprétation de cet important document ou en cas de violation des dispositions de l'APP-RCA par l'une des parties, eh bien l'Union africaine intervient aux côtés des autres garants pour y trouver une

solution. Nous communiquons essentiellement en direction des parties à l'accord et de la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Odilon WANANG : Lorsque les ressources naturelles sont à l'origine de difficultés entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés signataires de l'APPR-RCA, nous jouons notre rôle de garant en vue de trouver une solution consensuelle qui puisse arranger tout le monde.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Odilon WANANG : L'Internet est le premier support que nous utilisons pour réaliser nos communications. Nos rapports sont régulièrement publiés sur nos différents sites web, mais nous nous exprimons aussi sur les médias traditionnels, à savoir, la télévision et la radio.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Odilon WANANG : C'est parce que gouvernement centrafricain et groupes armés avaient accepté de se concerter en 2019 qu'ils ont pu signer l'APPR-RCA. Celui-ci a permis de faire baisser sensiblement les violences sur les populations civiles. Donc de la même manière, je ne peux que recommander aux centrafricains de se concerter en vue de dégager des solutions consensuelles susceptibles de contribuer à la protection de leur patrimoine culturel et naturel. Le meilleur moyen pour résoudre un

problème qui oppose plusieurs personnes, c'est de s'asseoir autour d'une table et discuter.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Odilon WANANG : Je crois aux vertus de la médiation, d'autant que la signature de l'APPR-RCA n'a été possible que grâce à elle. Donc si des différends opposent plusieurs personnes et qu'une autre personne aimerait offrir ses bons offices pour aider les unes et les autres à trouver un terrain d'entente, ça ne peut qu'être souhaitable.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Odilon WANANG : Les centrafricains devraient savoir que le retour de la paix dans leur pays ne dépend que d'eux, car les partenaires ne sont là qu'en appoint. S'ils décident aujourd'hui de déposer les armes et faire la paix, alors la paix reviendra.

- **Entretiens avec les membres des confessions religieuses**

N°2 : Entretien avec Brahim SONGUI (Imam)

La soixantaine passée, il se dit être l'un des premiers soutiens de la rébellion de l'ex-Seleka qui a renversé le président Bozize le 24 mars 2013. Ayant pris part à plusieurs reprises au pèlerinage à la Mecque, il est au nombre des principaux prédicateurs du Coran en Centrafrique. Comme la majorité de nos interviewés, il a souhaité que son identité ne soit pas révélée dans notre thèse. Avec son accord, le nom qui lui est attribué dans cette retranscription est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Brahim SONGUI : Merci parce que vous avez porté votre choix sur ma modeste personne et accepté de faire le déplacement du Km5 pour m'interroger. Avant c'était difficile pour un chrétien comme vous de venir sans peur au ventre au Km5 que les politiques de mauvaise foi ont diabolisé pendant plusieurs années. Cela prouve que la paix est de retour dans notre pays. Pour répondre à votre question, les causes des multiples crises que notre pays la Centrafrique connaît se trouvent dans la mauvaise gouvernance de nos dirigeants qui ont passé tout leur temps à diviser les centrafricains, à voler l'argent du peuple et à violenter les faibles. Pendant plusieurs décennies, les musulmans ont été considérés comme des sous hommes, les régions où ils habitent en majorité telles que la Vakaga et le Bamingui Bangoran ont été purement et simplement oubliées. Les musulmans ont subi beaucoup d'humiliations publiques et c'est ça qui les a poussés à prendre les armes en 2012 contre Bozize.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Brahim SONGUI : Les blancs ne nous ont pas rendu service dans ce pays, car à chaque fois qu'il y a un problème entre les centrafricains, ils attisent le feu pour que nous ne puissions pas nous entendre et comme ça, ils vont continuer à régner sur nous. S'ils avaient la volonté de nous aider en 2012 quand la rébellion de la Seleka a éclaté, ils auraient pu mener une vraie médiation entre les rebelles et le gouvernement de Bozize. Mais en public ils disent vouloir aider les centrafricains à faire la paix, mais dans l'ombre ils poussent les rebelles à continuer à faire la guerre. Donc les blancs ne sont pas du tout sérieux.

Vincent NAMRONA : **Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?**

Brahim SONGUI : Mais c'est comme je vous l'ai dit, non. Toutes les armes et les financements qui ont permis aux rebelles de faire la guerre sur le terrain, ont été fournis par les pays occidentaux. Donc s'ils arrêtent de fournir des armes et des financements aux groupes armés, ces derniers ne pourront plus avoir les moyens de faire la guerre. Si les blancs n'achètent plus les diamants et l'or que les rebelles produisent dans les zones qu'ils contrôlent, leurs sources de revenus vont tarir. Je vous rappelle que c'est grâce au diamant et l'or que les rebelles gagnent de l'argent pour acheter des armes et des munitions.

Vincent NAMRONA : **Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?**

Brahim SONGUI : Bon là, je ne sais pas. Je n'étais même pas à Khartoum, donc je ne peux pas savoir pourquoi les partis politiques n'ont pas été conviés aux négociations.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Brahim SONGUI : L'accord de Khartoum n'a pas pu mettre fin au conflit parce que les rebelles ne pouvaient pas déposer les armes. C'est grâce aux armes que les rebelles vivent et font pression sur le gouvernement, donc s'ils acceptent de déposer ces armes, ils n'auront plus de force. Si les rebelles déposent les armes, ils ne pourront plus contrôler les zones de diamants et or qui leur permettent de gagner beaucoup d'argent. Si les rebelles déposent les armes, il sera très facile à la justice de les arrêter et de les juger. Sans les armes, les rebelles n'existent pas. Tant que les rebelles continuent de garder leurs armes, il ne peut pas avoir la paix dans notre pays.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Brahim SONGUI : Pour moi, ils ont été manipulés par les blancs qui leur donnent des armes et des financements. Les français sont mécontents parce que Touadera a fait venir les russes dans notre pays, donc ils voulaient utiliser ces rebelles pour l'empêcher d'avoir un deuxième mandat, mais ça n'a pas marché.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Brahim SONGUI : Bon moi, je prêche la paix, le pardon, le vivre ensemble et la cohésion sociale à mes frères et sœurs. Les rebelles ne sont jamais pour la paix dans un pays, car ils servent les intérêts des blancs qui les dotent en armes et les financent. Si les FACA, les russes et les rwandais peuvent nous aider à faire revenir l'ordre dans notre pays, cela ne peut que nous arranger. Quand je vois comment les choses évoluent actuellement sur le terrain, je crois que les FACA avec l'aide des russes et des rwandais sont en mesure reconquérir tout le territoire centrafricain.

Vincent NAMRONA : **Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?**

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Brahim SONGUI : Les rebelles exploitent beaucoup nos diamants et or qu'ils vendent aux occidentaux. Si cela continue comme ça là, ils vont vider tous nos diamants et or. Les russes aussi exploitent beaucoup, beaucoup nos richesses du sous-sol.

Vincent NAMRONA : **Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?**

Brahim SONGUI : Les centrafricains savent où se trouvent les richesses du sous-sol, donc si le gouvernement leur lance un appel, ils peuvent lui indiquer les zones de ces richesses. Le gouvernement peut utiliser la population pour avoir des renseignements sur les zones où les rebelles exploitent les richesses naturelles.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Brahim SONGUI : Mais il faut que le gouvernement envoie les FACA dans les zones où se trouvent les richesses de notre pays pour les protéger. Le rôle des FACA, gendarmes et policiers c'est d'assurer notre sécurité et celle de nos biens aussi. Le gouvernement doit envoyer les FACA, accompagnés des russes et rwandais pour chasser tous les rebelles qui exploitent nos diamants et or.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Brahim SONGUI : Nos richesses naturelles sont aujourd'hui exploitées par les rebelles, les russes et certains parents et responsables politiques proches de Touadera. Je connais aussi des opérateurs économiques qui font la même chose.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Brahim SONGUI : Non, tout le commerce de diamants et or que les rebelles, les russes, opérateurs économiques et proches de Touadera font là, l'argent ne rentre que dans leurs poches. C'est cet argent qui leur permet d'acheter des voitures de luxe et de construire de belles villas à Bangui. Donc ces richesses ne profitent qu'à eux et à leurs familles.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Brahim SONGUI : Moi, je suis imam, quand je prêche à la mosquée, je chante la paix. Je dénonce les violences exercées sur les civils sans tenir

compte de leur religion. Nous sommes tous des enfants de Dieu, c'est Dieu qui nous a créés. Quand je prêche le Coran, j'exhorte mes frères et mes sœurs à se pardonner et à s'aimer les uns les autres. Quand les journalistes viennent vers moi pour les interviews, je parle toujours de la paix. J'ai toujours dit qu'en Centrafrique, il n'existe pas de musulmans, il n'existe pas de chrétiens non plus, mais il n'existe que des centrafricains tout court. Que les centrafricains ne permettent pas aux politiques d'utiliser la religion pour les diviser.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Brahim SONGUI : Quand certaines autorités politiques nous rendent visite dans nos mosquées ou nous reçoivent en audience dans leurs bureaux, nous leur parlons de nos diamants et or qui sont pillés par les rebelles, libanais et les russes.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Brahim SONGUI : Je parle beaucoup à la radio et à la télé. Certains de mes messages sont aussi publiés sur l'Internet par les jeunes de notre mosquée qui s'y connaissent.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Brahim SONGUI : Dans toute famille, quand il y a un problème, il vaut mieux se mettre autour d'une table, discuter et trouver une solution qui

arrange tout le monde. Si les centrafricains se parlent tout le temps, ils seront en mesure de bien veiller sur les richesses naturelles de leur pays. C'est lorsque nous sommes divisés qu'il y a désordre et quand il y a désordre, les blancs en profitent pour piller nos richesses pour aller développer leurs pays.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Brahim SONGUI : Quand il y a une mésentente dans votre maison et qu'un voisin souhaite intervenir afin de vous aider à trouver une solution, est-ce que c'est une mauvaise chose ? Non, je ne pense pas. Donc tous ceux qui souhaitent nous aider à trouver des solutions à nos problèmes, sont les bienvenus.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Brahim SONGUI : Tout ce que nous demandons aux politiques dans notre pays, c'est de faire tout ce qui est possible pour que la paix revienne. Je leur demande de cesser d'utiliser la religion pour diviser les centrafricains. Chrétiens et musulmans, unissez-vous et dites non à la manipulation des politiques. Mettez-vous ensemble et travaillez pour la paix.

N°3 : Entretien avec Léon KONGA (Pasteur)

Docteur en théologie, âgé de cinquante-cinq ans et évangéliste itinérant, il est l'un des grands connaisseurs du christianisme pratiqué en Centrafrique. Il se dit n'appartenir à aucune église, mais prêche la Bonne Nouvelle dans tous les lieux de culte où il est invité. Très éloquent, il fait sporadiquement des sorties dans les médias pour donner son avis sur la gestion de la chose publique par les politiques centrafricains. C'est un homme qui est souvent entre deux avions, car il adore les voyages.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Léon KONGA : Merci de vous être déplacé jusqu'à chez moi pour me demander mon avis sur les crises récurrentes qui secouent notre beau pays la Centrafrique depuis des décennies. En effet, les causes de ces crises sont très nombreuses, mais je me focaliserai sur les principales, à savoir la mauvaise gouvernance de nos dirigeants, l'impunité et la soif sans limite du pouvoir de nos gouvernants. Tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance qui pouvait se résumer en la corruption endémique dans tous les appareils de l'Etat, la confiscation du pouvoir, le clientélisme, le tribalisme, les violations massives des droits de l'homme, les détournements massifs des deniers publics et la mainmise d'un groupuscule de personnes sur l'économie du pays, pour ne citer que ces maux-là. L'impunité dont j'ai fait allusion se caractérisait par le fait que les politiques et leurs proches sur lesquels pesaient de lourds soupçons d'actes illégaux graves n'ont jamais été inquiétés par la justice. Quant à la soif du pouvoir, on la remarquait dans le fait que certains politiques de notre pays étaient de mèche avec des puissances étrangères pour perpétrer des coups d'Etat afin d'accéder au pouvoir, en dépit du fait que cela soit prohibé par la Constitution de notre pays. Donc, vous voyez, tous ces ingrédients mis ensemble ne peuvent qu'accoucher de ces multiples crises

violentes que nous connaissons. Quand on accède au pouvoir par des voies illégales, c'est-à-dire contraires aux voies de Dieu, eh bien, on n'en profite jamais. Tous les chefs d'Etat centrafricains qui ont perpétré des coups d'Etat dans notre pays n'ont jamais pu gérer leurs pouvoirs, car la Bible déclare je cite : « On vous mesurera avec la mesure dont vous êtes servi », fin de citation. Je veux par-là, dire que tous les présidents qui ont pris le pouvoir par la violence, ont été déchus par la violence.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Léon KONGA : Moi je n'attends presque rien de cette fameuse communauté internationale qui n'est en Centrafrique que pour ses intérêts. Lorsque qu'il y a un problème dans votre famille, commencez par en chercher la solution vous-même avant de recourir aux voisins. Je n'ai jamais encouragé le fait de tendre la sèbile au monde extérieur, car vous savez que certaines mains cachées sont contentes parce que notre pays, au sous-sol immensément riche, n'arrive pas à connaître la paix, condition préalable pour tout développement économique d'une nation. C'est parce que nous avons trop compté sur la communauté internationale que nous sommes là où nous sommes aujourd'hui. Nous sommes aujourd'hui en guerre parce que nous avons accepté de faire la guerre, sinon nous aurions mis fin à cela il y a belle lurette.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Léon KONGA : C'est la même question que précédemment. Encore une fois, je ne compte pas sur la communauté internationale. Si tous les chefs rebelles qui écument nos villes des provinces décident d'arrêter les

violences, déposent les armes et rapatrient tous les étrangers qui sont dans leurs rangs, la paix reviendra. Les vendeurs d'armes et de munitions qui sont toutes des grandes puissances n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête, car notre pays est devenu un grand marché très lucratif pour eux. Pour me résumer, la fin ou la poursuite de la guerre en Centrafrique dépend et ne dépend que des centrafricains.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Léon KONGA : Je pense que le président Touadera a commis une erreur politique très grave en écartant les partis politiques de l'opposition des négociations qui ont abouti à la signature de l'APPR-RCA. Comment pouvait-on débattre des problèmes qui touchent à l'avenir d'un pays en l'absence d'une partie des principaux acteurs politiques dudit pays ? Mais je suis forcé de comprendre la position du gouvernement centrafricain, car il n'avait aucun pouvoir de décision avant, pendant et après ces négociations. Tout a été imposé par cette fameuse communauté internationale dont vous parliez il y a quelques minutes, je veux parler des russes et des français essentiellement.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Léon KONGA : Déjà le fait que les partis politiques de l'opposition aient été écartés des négociations, a préparé le terrain à l'échec. Les opposants ont passé tout leur temps à faire des communications dont l'objectif était d'appeler la population centrafricaine à boycotter l'APPR-RCA. Vous savez que l'importance de cet accord était telle que sans l'appui de la population, sa mise en œuvre devenait délicate. Vous-même, vous avez pu

certainement remarquer que l'accord a plus servi les intérêts des chefs de guerre d'autant qu'ils ont d'avantage renforcé leurs positions sur le terrain et se sont enrichis à travers l'exploitation de nos diamants et or. Tous les groupes armés ont catégoriquement refusé de déposer les armes malgré qu'ils aient pris l'engagement dans l'APPR-RCA de le faire. Une rébellion sans arme, est une rébellion qui ne sert à rien, donc pour continuer de l'être, il fallait absolument conserver les armes.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Léon KONGA : Je vous ai évoqué la soif du pouvoir comme l'une des causes des multiples crises de notre pays. Eh bien, l'ancien président François Bozize est miné par une soif démesurée du pouvoir, car il n'a jamais accepté la perte de son fauteuil en 2013 du fait de la rébellion de l'ex-Seleka dirigée par Michel Djotodja. Bozize veut à tout prix et par tous les moyens revenir au pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. Quand la France lui a proposé financements, armes et munitions afin de renverser le président Touadera, avec le soutien de la fameuse CPC, eh bien il a tout de suite sauté sur l'occasion. Par ailleurs, la France voulait utiliser la CPC pour punir le président Touadera à cause du fait qu'il a fait venir les russes en Centrafrique, mais ça n'a pas marché. Le plan a lamentablement échoué. Tout le peuple centrafricain a fait bloc comme un seul homme pour dire non aux manœuvres teintées de haine de la France qui s'oppose depuis l'indépendance à toute action allant dans le sens du développement économique de notre pays. Les temps ont changé, mais Paris refuse de l'admettre. Les prescriptions politiques des périodes coloniales de la France vis-à-vis de l'Afrique ne fonctionnent plus. Plus rien ne sera comme avant dans les relations franco-africaines.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Léon KONGA : Les forces armées centrafricaines, avec l'appui des russes et des rwandais, sont en train de faire un travail formidable sur le terrain. Je leur promets mes prières quotidiennes, car notre Dieu est celui qui a toujours soutenu le peuple d'Israël dans toutes les guerres qui l'ont opposé à ses ennemis. La Bible déclare que « L'Éternel combattra pour vous, et vous, gardez le silence », Exodes 14 :14. Si les FACA et leurs alliés gardent le cap, ils seront en mesure de reprendre le contrôle de tout le territoire centrafricain des mains des groupes armés qui ne sont que des criminels.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Léon KONGA : Mais bien sûr que oui. Vous êtes sans ignorer que nos diamants, or et bois sont exploités illicitement par les groupes armés, c'est même ça qui représente leur première source de revenus. Donc cette guerre est mise à profit par les chefs de guerre et leurs soutiens aussi bien occidentaux que locaux pour piller nos richesses naturelles.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Léon KONGA : Le gouvernement centrafricain devrait faire une communication allant dans le sens d'appeler à la mobilisation générale autour de notre patrimoine culturel et naturel. Il faudrait encourager le peuple à adhérer et à soutenir à tous les projets dont l'objectif est l'identification des endroits où sont cachés ces trésors.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Léon KONGA : La meilleure communication que le gouvernement centrafricain puisse réaliser afin de sécuriser nos richesses naturelles, c'est l'usage de la violence légitime. Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça. Tous les groupes rebelles qui exploitent illicitement nos richesses naturelles sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent être traités comme des objectifs militaires. Ils doivent être purement et simplement neutralisés.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Léon KONGA : Je vous l'ai déjà dit. Le trafic illicite de nos diamants, or, bois et bétails, pour ne citer que ceux-là, est fait par les groupes armés et certains dignitaires et proches du régime de Touadera. Ce n'est plus un secret pour personne.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Léon KONGA : Si le pillage des ressources naturelles continue avec le même élan, le peuple centrafricain ne peut en profiter. Aucune taxe et aucun impôt ne sont perçus par les caisses de l'Etat, car tous les revenus générés par ce commerce illicite vont dans les poches de ces hors-la-loi.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Léon KONGA : Oui en tant que serviteur de Dieu, je dénonce régulièrement dans mes sermons dans les lieux de culte, les exactions commises sur les civils et sur notre armée.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Léon KONGA : Je fais pareil comme pour les violences sur les civils et les FACA.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Léon KONGA : Je communique souvent à la radio, à la télé et sur les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Léon KONGA : En tant que serviteur de Dieu, je ne peux qu'encourager la concertation permanente entre les enfants de la République. Quand il y a un problème qui touche à la vie de la nation centrafricaine, les autorités ne devraient pas hésiter un seul instant pour convier les fils et les filles du pays autour d'une table afin de trouver des solutions consensuelles qui pourrait apaiser tout le monde.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Léon KONGA : L'intervention du monde extérieur dans la résolution d'un différend qui oppose les membres d'une même famille, n'est pas une mauvaise chose en soi. Cependant, pour notre dignité, commençons tout d'abord par laver nos linges en famille, avant de recourir à la médiation d'autres personnes.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Léon KONGA : La paix, la paix et encore la paix en Centrafrique. J'invite tous les groupes armés à déposer inconditionnellement les armes, car il n'y a et il n'y aura jamais aucune solution au bout des canons. Les américains qui détiennent l'armée la plus puissante au monde n'ont pas pu ramener la paix en Afghanistan et en Irak malgré les tonnes d'armes et de munitions qu'ils ont déversé sur ces deux pays. Ils sont en train de plier bagage laissant derrière eux des pays exsangues entre les mains des terroristes. Les américains ont dépensé des milliers de milliards de dollars en Afghanistan et en Irak pour rien. Leurs enfants y sont également morts pour rien. C'est pour vous dire qu'aucune arme, aussi puissante, aussi dévastatrice soit-elle, ne pourra rétablir la paix dans aucun pays. Toutes les guerres que l'histoire de l'humanité a connues, se sont terminées autour d'une table. C'est alors que la paix est revenue.

Par ailleurs, aucune paix n'est possible sans la justice. Cela dit, tous ceux et toutes celles qui sont accusés de graves violations de droits de l'homme et de détournement de deniers publics doivent être arrêtés, jugés et condamnés afin que les victimes puissent faire leur deuil et accepter de pardonner leurs bourreaux. La paix est à ce prix aussi.

N°5 : Entretien avec Hélène WAKA (Animiste)

Elle est âgée d'environ soixante-dix ans, mère d'une fratrie de neuf enfants dont six filles et trois garçons. Elle se dit animiste et pratique la voyance dont son défunt père lui a révélé les secrets en songe. Son franc-parler est tel qu'elle dit toujours ce qu'elle pense devant qui veut l'entendre. La présente retranscription a été faite à partir de l'entretien que nous avons pu réaliser avec elle en Sango, la langue nationale centrafricaine, dans sa ferme. Elle n'a pas eu la chance d'aller à l'école.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Hélène WAKA : Je ne comprends pas pourquoi depuis la fin du règne de Bokassa, notre pays n'a jamais connu la paix. Quand j'étais jeune au temps de Dacko et Bokassa, on n'a jamais vu ces guerres à répétition qui ne finissent pas dans ce pays. Les troubles ont commencé vers la fin du régime de Bokassa avec le massacre des écoliers, élèves et étudiants. L'armée française est intervenue pour le chasser du pouvoir et installer Dacko. Quand Dacko a pris le pouvoir pour la deuxième fois, oh lalalala mon fils, il y avait des grèves, on cassait les magasins, on brûlait les véhicules et ainsi de suite. Kolingba est arrivé, c'était pareil. Patassé pareil. Bozize pareil et les choses ont pris une tournure très meurtrière de telle sorte que les éléments de la Seleka ont tué beaucoup et beaucoup de personnes innocentes. Avec Samba-Panza, pas de paix. Avec Touadera, pas de paix. Qu'allons faire mon fils ? Moi, je pense que les présidents qui ont dirigé notre pays ne servent pas les intérêts du peuple centrafricain. Ils ne voient que leurs propres intérêts. C'est pour cela qu'il y a toujours des mécontents et des guerres à répétition.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Hélène WAKA : Mais que peuvent faire les blancs, si nous centrafricains ne sommes pas capables de nous entendre. Si nous centrafricains ne sommes pas capables de nous entendre, les étrangers vont en profiter pour piller nos richesses naturelles que Dieu nous a données. Si nous nous entendons, si vous les jeunes, vous écoutez les conseils des personnes âgées, on aurait pu éviter ces guerres à répétition. Mais maintenant, vous dites que les vieilles personnes ne connaissent rien parce que leur époque est révolue ou bien parce qu'elles n'ont pas de gros diplômes comme vous. Voilà les conséquences, la paix nous manque.

Vincent NAMRONA : **Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?**

Hélène WAKA : Ce ne sont pas les étrangers qui ont pris les armes pour venir faire la guerre dans notre pays. Il est vrai que parmi les rebelles Seleka, on a pu noter la présence des tchadiens et soudanais, mais ce sont des centrafricains qui les ont faits venir en Centrafrique. Ils ne sont pas venus d'eux-mêmes. Si les centrafricains veulent que la guerre s'arrête aujourd'hui, eh bien elle s'arrêtera. C'est à nous de décider de mettre fin à cette guerre, pas les étrangers.

Vincent NAMRONA : **Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?**

Hélène WAKA : Je ne sais pas mon fils. Les politiques de notre pays-là, ils sont toujours en train de se disputer les choses sans savoir pourquoi. Il faut leur demander pourquoi ils n'ont pas pris part aux négociations. Les

politiques de notre pays se battent tout le temps pour le pouvoir, mais ils ne sont pas capables de faire en sorte qu'il y ait la paix dans notre pays.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Hélène WAKA : Je ne sais pas. Mais les rebelles avec le gouvernement font leurs business non ! Pendant ce temps, les pauvres que nous sommes, meurent de faim. Moi je ne fais jamais confiance à ces politiques, parce que ce sont tous des menteurs. Les blancs les trompent, ils se disputent le pouvoir, font leur business, volent l'argent du peuple, construisent des villas et achètent de belles voitures. Ce sont des menteurs, il ne faut pas les croire.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Hélène WAKA : Oui j'ai appris que c'est Bozize qui est le nouveau chef des rebelles qui tuent beaucoup de personnes en provinces. Mais je ne comprends pas cet homme. Il n'avait pas bien dirigé notre pays et les Seleka sont venus le chasser du pouvoir, mais pourquoi il veut encore revenir. S'il tue tout le monde, avec qui il va vivre lorsqu'il sera revenu au pouvoir. C'est très triste. Je demande à Bozize d'arrêter avec sa sale guerre, car les innocents meurent pour rien. Si Bozize veut le pouvoir, il doit attendre la fin du mandat de Touadera et poser sa candidature. Si le peuple le choisit, il pourra diriger notre pays à nouveau. Les blancs trompent Bozize et il est en train de tuer ses propres frères, sœurs, fils et filles. Cela me fait de la peine.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises,

pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Hélène WAKA : Les FACA sont en train de chasser les rebelles étrangers qui sont venus tuer nos enfants. Ce que font nos militaires est à saluer. Je les encourage. S'ils poursuivent dans la même lancée, ils vont libérer notre pays.

Vincent NAMRONA : **Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?**

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Hélène WAKA : Les rebelles sont des voleurs. Ils sont venus voler nos diamants et or. Si on les laisse, ils vont tout vider. Donc il faut que les FACA continuent à les chasser de notre territoire.

Vincent NAMRONA : **Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?**

Hélène WAKA : Mais si le gouvernement ne sensibilise pas la population, comment peut-on l'aider à identifier les richesses que vous venez de citer. Moi par exemple, je connais beaucoup de choses de nos ancêtres parce que je suis de la vieille génération. Donc si vous, jeunes d'aujourd'hui, ne vous approchez pas de moi, vous ne connaîtrez jamais les secrets de notre tradition. Vous imitez les blancs qui ont une culture tout à fait différente de la nôtre, vous ne faites confiance qu'à vos diplômés. C'est pour cela que les connaissances ancestrales vous manquent. Aujourd'hui, je suis voyante

grâce à mon défunt père qui m'a révélé beaucoup de secrets. Si le gouvernement ne se rapproche pas de la population, on lui cachera beaucoup de choses. Les plantes et les feuilles que j'utilise pour traiter mes patients m'ont été révélées par mon père, avec la bénédiction des esprits de mes ancêtres. Quand il y a un problème, je consulte ces esprits bienveillants qui me révèlent la démarche à suivre et cela marche toujours. Ce sont des richesses, si mes enfants ne s'approchent pas de moi, ils n'en sauront rien du tout. Après ma mort, il n'y aura personne pour perpétuer ces pratiques qui soignent toutes sortes de maladies. Ce sont des richesses culturelles qu'il faut savoir transmettre de génération en génération.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Hélène WAKA : Vous voulez que je vous dise quoi ? Si le gouvernement veut que nos richesses soient en sécurité, il faut qu'il envoie notre armée pour les protéger. C'est le rôle du gouvernement d'assurer la sécurité dans notre pays.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Hélène WAKA : Nos richesses dont vous parlez à l'instant font l'objet de pillage de la part de nos politiques. Les rebelles aussi, depuis qu'ils sont dans la brousse, ils font la même chose. C'est l'argent que les politiques gagnent à travers les diamants et l'or qui leur permet de construire des belles villas partout et acheter de belles voitures pour leurs femmes, maîtresses et enfants.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Hélène WAKA : Si les politiques et les rebelles continuent de voler nos diamants et or sans qu'ils ne soient arrêtés et jugés, il n'y aura plus rien

pour vous les jeunes. Même l'eau du puits tarit s'il ne pleut pas. Donc si rien n'est fait pour arrêter cette hémorragie, notre sous-sol sera vidé.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Hélène WAKA : Moi je parle de la guerre pour dire quoi ? Qui va m'écouter, moi qui suis vieille là ? Ils vont dire, ah celle-là est déjà vieille, qu'elle se taise. Je m'intéresse seulement à mes activités de voyante. C'est tout.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Hélène WAKA : Comme je vous l'ai dit il y a quelques minutes, qui prendra son temps pour écouter une vieille femme comme moi ? Je sais que les politiques volent l'argent du peuple, font le trafic de diamants et or, mais je ne perds pas mon temps pour en parler, car personne ne m'écouterait. Avant de parler à une personne, il faudrait d'abord s'assurer qu'elle va vous écouter, si non se serait une perte de temps.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Hélène WAKA : Tout cela, c'est le problème des politiques, mon fils. Cela ne m'intéresse pas.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Hélène WAKA : A notre époque, quand il y avait une mésentente entre deux villages, les personnes âgées se retrouvaient autour d'un grand feu pour échanger afin de trouver les solutions qui pouvaient arranger tout le monde. C'est pour cela qu'il y avait la paix entre nous. Mais vous les jeunes d'aujourd'hui, vous êtes incapables de vous asseoir autour d'une table pour dialoguer et trouver des solutions à vos problèmes. Vous voyez les résultats maintenant ? C'est la guerre partout. Je vous recommande donc la même chose. Dialoguez, dialoguez et dialoguez.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Hélène WAKA : Si dans une famille, il y a mésentente entre époux et épouse ou entre les enfants et qu'un voisin se propose de les aider à s'entendre, est-ce mauvais ? Je ne pense pas. S'il y a des personnes de bonne foi qui voudraient nous aider à faire arrêter cette guerre qui tue les civils inutilement là, il faut les laisser venir.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Hélène WAKA : Merci mon fils d'être venu jusqu'à mon domicile pour me poser ces questions. C'est de cette manière que vous, jeunes, pourrez apprendre des anciens. Tu es sur la bonne voie, continue avec la même lancée et tu profiteras des conseils des vieilles personnes.

- **Entretiens avec les défenseurs des droits de l'homme**

N°6 : Entretien avec Aristote YOUNGAYE

Juriste de formation et trentenaire, il est l'un des activistes des droits de l'homme les plus critiques du pouvoir du président Touadera. Il dénonce régulièrement les présumées exactions qu'auraient commises tant les rebelles de la CPC que les alliés russes des FACA en Centrafrique. Il affirme avoir tellement de contentieux avec le régime de Bangui qu'il ne souhaiterait pas que son identité apparaisse dans notre thèse, car les activistes des droits de l'homme ne sont pas les bienvenus en cette période de conflit en Centrafrique.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Aristote YOUNGAYE : Merci d'avoir porté votre choix sur moi pour cet entretien. J'aimerais également, avec votre permission, m'incliner devant la mémoire de toutes les victimes de cette guerre que les puissances étrangères nous ont imposée. Cela étant dit, pour répondre à votre question, je dirais que les causes des crises récurrentes que nous connaissons dans ce pays sont multiformes. Ces causes sont aussi bien politiques que sociales. D'abord les causes politiques. Le manque d'alternance à la tête de notre pays a été à l'origine de contestations violentes qui ont débouché sur des crises politiques et parfois politico-militaires inextricables. Chaque régime qui arrive à la tête de notre pays a souvent tendance à confisquer le pouvoir au mépris de la Constitution qui limite le nombre de mandats présidentiels à deux. Quant aux élections législatives et présidentielles, elles ont été toujours truquées de telle sorte que les résultats ouvrent la porte à des contestations, parfois violentes. Les causes sociales maintenant. Toute l'économie du pays est confisquée par un petit groupuscule de privilégiés du pouvoir qui passent tout son temps à détourner les impôts des contribuables. Se sentant oubliée et

marginalisée, la majorité de la population adopte un comportement de défiance vis-à-vis du pouvoir en place. Les partenaires sociaux protestent en se mettant régulièrement en grève, car le panier de la ménagère n'arrive plus à faire face au coût élevé de la vie. Du coup, les politiques assoiffés du pouvoir instrumentalisent toutes ces contestations nées d'élections truquées et de problèmes sociaux pour organiser des résistances armées, avec la bénédiction des puissances étrangères comme la France qui est un véritable pêcheur en eau trouble. Mais je précise que le conflit auquel est confronté notre pays n'a rien d'interconfessionnel, comme tentent de le faire croire désespérément les médias occidentaux, notamment RFI et France 24.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Aristote YOUNGAYE : La communauté internationale a toujours joué aux sapeurs-pompiers, car d'un côté, elle allume le feu, de l'autre côté elle offre ses bons offices en tant que médiateur. Toutes les grandes puissances que vous voyez dans notre pays, elles sont venues pour leurs propres intérêts et non pour les nôtres. Elles sont seulement attirées par nos immenses richesses naturelles. Quand il y a chaos, les puissances occidentales en profitent pour piller nos richesses naturelles. Elles n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête. La France, la Chine et les Etats-Unis, pour ne citer que ceux-là, sont des fabricants d'armes et de munitions de guerre qui ont besoin d'être vendues. Donc vous comprenez clairement que ces pays ont besoin des théâtres comme le nôtre pour écouler leurs marchandises mortelles. En somme, je n'attends rien de la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Aristote YOUNGAYE : Ce sont les centrafricains qui ont décidé de faire la guerre. Certes, il y a la main des puissances occidentales comme la France, mais les centrafricains n'étaient pas obligés d'accepter leurs offres. Donc pour que ces violences prennent fin, il faut que les centrafricains le veuillent eux-mêmes. Les violences arrangent les affaires des puissances occidentales qui en profitent pour piller notre pays.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Aristote YOUNGAYE : Ne nous voilons pas la face. La liste des participants aux négociations de Khartoum a été arrêtée par les russes et imposée au président Touadera. D'après ce que je sais, les russes n'ont pas souhaité que les partis de politiques de l'opposition prennent part à cette messe parce que ceux-ci sont accusés par Moscou d'être trop proches de Paris. C'est pour cela qu'ils auraient été écartés. Par ailleurs, le président Touadera n'avait aucune emprise sur les préparatifs ni la tenue des négociations. Même l'Union africaine et la CEEAC qui se disaient médiateurs n'ont fait que de la figuration, car tout a été décidé par les représentants du Kremlin.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Aristote YOUNGAYE : En tant que défenseur des droits de l'homme, je considère l'APPR-RCA comme la consécration de l'impunité au bénéfice de criminels qui ont assassiné des civils et détruits des biens publics et privés. La nomination des chefs de guerre comme Ali Darass, Mahamat Alkhatim

et Sidiki Abbas, pour ne citer que ces criminels, à des postes de ministres conseillers à la Primature et payés par les impôts des contribuables, est une preuve de la consécration de cette impunité. Cela est absolument inacceptable. Cet accord n'a pas pu ramener la paix dans notre pays, parce que tout simplement les chefs des groupes armés n'avaient aucun intérêt à déposer les armes, car en le faisant, ils se seraient jetés eux-mêmes dans les mains de la justice. Ils ont donc profité de la faiblesse de l'armée nationale sous embargo de la France, sous équipée et mal entraînée pour intensifier leur domination sur un large pan de notre territoire. Ils savaient que le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition à leur opposer.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Aristote YOUNGAYE : La CPC est le bébé de la France. Celle-ci voulait se servir de cette énième coalition de criminels pour empêcher le président Touadera d'obtenir un nouveau quinquennat, mais c'est raté. Le président Macron n'a jamais digéré le fait que le président Touadera ait eu l'audace de signer un accord de défense avec la Russie, car la Centrafrique a toujours été considérée comme une réserve en ressources premières de la France. Tous les financements, armes et munitions que détient actuellement la CPC dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, ont été fournis par Paris.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Aristote YOUNGAYE : Je pense qu'avec l'allure où les FACA, appuyées par les russes et rwandais, évoluent sur le terrain, elles risquent de contrôler l'ensemble du territoire centrafricain dans quelques mois. Cependant, je crains que la CPC, actuellement aux abois, puisse imposer une guerre d'usure aux FACA et à ses alliés. Vous savez que tout n'est pas de reconquérir les villes, mais il faut pouvoir les sécuriser et c'est le plus dur à faire. Si les criminels de la CPC continuent avec cette guérilla qu'ils sont en train d'installer peu à peu dans les villes des provinces, la crise risque de durer plus longtemps. J'invite les FACA et leurs alliés russes et rwandais à intensifier les pressions sur les groupes armés afin de réduire leur capacité de nuisance et libérer tout le pays.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Aristote YOUNGAYE : Mais bien entendu, parce que toutes nos richesses naturelles surtout font actuellement l'objet de pillage de la part des groupes armés et leurs soutiens occidentaux.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Aristote YOUNGAYE : La communication est une arme redoutable, si bien que le gouvernement doit la manier avec dextérité. Les gouvernements devraient associer la population dans l'identification de tous les biens

culturels et naturels de notre pays. Les partis politiques et les collectivités territoriales doivent également être mis à contribution.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Aristote YOUNGAYE : Vous savez que la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain relève de la responsabilité des pouvoirs publics. Cela dit, compte tenu du contexte actuel où les FACA et leurs alliés engrangent des points dans les combats qui les opposent aux groupes armés sur le terrain, l'unique communication qui vaille pour la sécurité de nos richesses naturelles, est celle de la fermeté. Tous ceux et toutes celles qui exploitent illégalement nos richesses naturelles doivent être arrêtés, traduits en justice et punis de manière exemplaire. Ensuite, les autres contrevenants qui font résistance doivent être purement et simplement traités comme des objectifs militaires. L'heure de la négociation est révolue.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Aristote YOUNGAYE : Les immenses ressources naturelles de notre pays sont également à l'origine de ce conflit interminable que nous connaissons dans notre pays. Le trafic illicite de ces ressources est pratiqué par les tenants du pouvoir, les opérateurs économiques et même certains fonctionnaires des Nations Unies qui travaillent à la MINUSCA. C'est totalement inadmissible. Le président Touadera cautionne par son silence, la corruption et les détournements massifs des deniers publics qui gangrènent le secteur minier dans notre pays. En 2019, si je ne me trompe pas, plusieurs députés et dignitaires du régime Touadera avaient été accusés de corruption dans la délivrance de permis d'exploration et d'exploration à des sociétés minières chinoises. Où en sommes-nous avec

les enquêtes ? Que fait le président Touadera des rapports éloquents que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance lui a transmis à cet effet ? Plusieurs membres de son régime et certains membres de sa famille ont été pointés du doigt dans cette affaire qui fait la honte de notre pays, mais pourquoi le président Touadera est-il si silencieux là-dessus ?

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Aristote YOUNGAYE : Dès lors que les ressources naturelles font l'objet de commerce illicite, les générations présentes n'ont rien à y gagner. Les revenus générés par ce trafic illégal vont dans les poches de ceux qui en sont auteurs et non dans les caisses de l'Etat afin que cela profite à nos concitoyens.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Aristote YOUNGAYE : Les violations des droits de l'homme sont tellement massives dans ce conflit que moi, en tant qu'activiste, je ne fais l'économie d'aucun effort pour demander justice pour les victimes. Les groupes armés, les FACA et leurs alliés russes et rwandais, ainsi que les casques bleus de la MINUSCA soupçonnés d'avoir violé des droits de l'homme, doivent en rendre compte devant les juridictions compétentes. Nous dénonçons ces violations des droits de l'homme en attirant l'attention de la communauté internationale et de la population centrafricaine.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Aristote YOUNGAYE : Les nombreux détournements de deniers publics et la corruption qui gangrènent le secteur minier font l'objet de nos prises de

positions en tant que défenseurs des droits de l'homme. Nous communiquons à l'endroit de la communauté internationale et du peuple centrafricain.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Aristote YOUNGAYE : La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos principaux canaux de communication.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Aristote YOUNGAYE : Les centrafricains peuvent s'asseoir autour d'une table afin d'échanger des informations sur les richesses naturelles de leur pays. Pour la sécurité, ils peuvent dénoncer les pratiques illégales aux autorités compétentes afin que celles-ci prennent les mesures nécessaires qui s'imposent. Les centrafricains doivent savoir que la sécurité de leur pays y compris celle des ressources qu'il regorge, est entre leurs mains.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Aristote YOUNGAYE : La médiation en tant que telle, apporte des contributions importantes à la recherche des solutions aux problèmes d'une société. Cependant, comptons d'abord sur nous-mêmes, car certains médiateurs viennent imposer aux centrafricains les solutions arrêtées dans

les bureaux somptueux à l'étranger. Les partenaires qui souhaitent nous aider à mettre fin à ce conflit, tout en respectant notre souveraineté et notre dignité, sont les bienvenus.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Aristote YOUNGAYE : Les bourreaux ont assez nargué les victimes en Centrafrique. J'invite donc les juridictions nationales, notamment la Cour pénale spéciale, et la Cour pénale internationale à accélérer leurs procédures afin d'arrêter et juger tous les criminels qui sont en liberté dans nos villes. Si la communauté internationale veut vraiment nous aider à retrouver la paix, qu'elle veuille bien porter assistance aux autorités compétentes dans cette tâche très délicate. Sans justice, il n'y a pas de paix ni de réconciliation. Pour ceux qui sont accusés de corruption et de détournements de deniers publics, leur place est en prison. J'invite le président Touadera à sortir de son sommeil et à procéder à l'interpellation de tous ces suspects afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice.

N°7 : Entretien avec Gisèle MAYALA

Consultante en communication de crise, la cinquantaine passée et l'une des voix critiques au régime du président Touadera, elle a un franc-parler qui fait même trembler au sein du pouvoir de Bangui. Elle dit consacrer toute son énergie au combat contre les violences conjugales, notamment celles faites sur les femmes. A travers ses prises de positions, elle encourage toutes ses concitoyennes à briser le silence lorsqu'elles sont victimes de violences conjugales. Elle dit également que l'unique limite à son combat pour le respect des droits de la femme, c'est le ciel qui surplombe sa tête.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Gisèle MAYALA : Cette question a déjà fait l'objet de séminaires, ateliers, conférences et toutes sortes de rencontres en Centrafrique. Là vous demandez un diagnostic de cette maladie chronique qui s'appelle « instabilité politique » dont nous souffrons depuis plusieurs années. Bref, la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants politiques est la cause principale de ces crises à répétition. Nous ne sommes malheureusement pas au bout tunnel, parce que le président Touadera est en train de rééditer exactement les mêmes choses que nous reprochions à ceux qui l'ont précédé et qui a fait plonger notre pays. Le chef de l'Etat ferme les yeux sur les détournements massifs des deniers publics dont sont accusés ses amis et parents qui sont tous devenus des nouveaux riches de notre pays. Ils affichent un train de vie ostentatoire qui insulte le quotidien de la majorité des centrafricains qui croupissent sous le joug de la misère tous les jours. Par ailleurs, le président Touadera a nommé ses partenaires, les chefs des groupes armés qui ne sont rien d'autres que des criminels, à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique et payés avec nos impôts. Quelle insulte ? Les bourreaux sont pris en charge avec l'argent des victimes ? Nous sommes confortablement installés dans un cycle vicieux qui va certainement faire durer notre crise. Malgré les mises en garde insistantes de la société civile, le président Touadera reste totalement sourd.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Gisèle MAYALA : Je fais partie de ceux qui ne croient pas un seul instant à la communauté internationale. Regardez vous-mêmes la MINUSCA, ils sont plus de 12 000 hommes dans notre pays depuis 2014. Quels sont les résultats de leurs actions sur le terrain en termes de paix et de sécurité ? Rien. Au contraire le borbier centrafricain est un fonds de commerce pour les grandes puissances, notamment la France, les USA et la Chine qui sont

aux manettes du Conseil de sécurité de l'ONU. Certains contingents composant cette mission de maintien de la paix ont été accusés de connivence avec les groupes armés, car pris en flagrant délit de livraison d'armes aux rebelles. Je n'attends rien de la communauté internationale, à vrai dire.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Gisèle MAYALA : Je n'attends rien de la communauté internationale, je l'ai déjà dit. Le retour de la paix dans notre pays dépend de nous, centrafricains.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Gisèle MAYALA : C'est la bêtise de trop du président Touadera. Il va négocier la paix avec les groupes armés sans la présence des opposants à son régime, sachant que ceux-ci sont des maillons essentiels de la chaîne ? Le chef de l'Etat savait que les partis politiques de l'opposition auraient dû être très exigeants face à lui et aux groupes armés, c'est pour cette raison qu'il a préféré, avec la bénédiction de ses amis russes, écarter les voix qui gênent. Le président Touadera et ses partenaires, les chefs des groupes armés, étaient à Khartoum pour le partage du gâteau et non pour les intérêts du peuple centrafricain.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Gisèle MAYALA : Vous me faites marrer. Qui vous a dit que l'APPR-RCA avait pour objectif, le retour de la paix en Centrafrique ? Que pouvait-on attendre d'un président qui était allé en négociation avec les groupes armés, dans une position de faiblesse ? Les chefs rebelles ont fait la pluie et le beau temps à Khartoum. La preuve, c'est qu'ils ont purement et simplement refusé de déposer les armes et ont continué à renforcer leur présence sur le terrain jusqu'à ce que les alliés russes et rwandais viennent les stopper en mi-janvier 2021. Les groupes armés sont mieux équipés que l'armée nationale, avec quel moyen de coercition le chef de l'Etat pouvait les obliger à déposer les armes ? N'oubliez pas non plus que les chefs rebelles obéissent à la France qui est leur premier soutien. Tout le monde sait que Paris n'a jamais milité pour la fin de la guerre en Centrafrique, c'est pour cela qu'elle active les groupes armés pour faire éterniser le conflit dans notre pays.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Gisèle MAYALA : Tout le monde sait que c'est la France qui est derrière cette coalition pilotée par l'ancien président François Bozize. Les financements, les armes et les munitions avec lesquels cette bande de criminels commet des exactions sur les civils dans l'arrière-pays, viennent directement de France. La CPC a été créée par l'Elysée pour punir le président Touadera parce qu'il a eu le courage de signer un accord de défense avec le Kremlin. Aujourd'hui, tous les plans machiavéliques de la France ont lamentablement échoué.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises,

pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Gisèle MAYALA : Oui je pense qu'il faut rester vraiment lucide, quoi. Je me félicite de l'excellent travail que font actuellement les FACA et leurs alliés sur le terrain. En très peu de temps, ils ont pu libérer plusieurs villes de nos provinces et c'est tant mieux pour nos concitoyens qui y vivent. Aujourd'hui, d'après les chiffres officiels, notre armée contrôle plus de 85% du territoire centrafricain, donc si les pressions sont maintenues sur les groupes armés, bientôt la totalité de notre pays sera reconquise.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Gisèle MAYALA : Les prédateurs profitent de ce conflit pour détruire en toute impunité nos richesses que vous venez de citer. Les trafiquants de diamants, or et de bétail sont aux anges parce que l'Etat est absent dans les zones où foisonnent ces richesses. La nature ayant horreur du vide, les groupes armés occupent tranquillement les espaces délaissés par l'Etat et font mains basses sur les immenses richesses de notre pays. Les diamants, or et bois illégalement exploités sont écoulés sur le marché international en passant par nos pays voisins, notamment le Tchad, le Cameroun et le Soudan.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Gisèle MAYALA : Le gouvernement peut réaliser plusieurs types de communications possibles. Je commencerai par une communication publique à l'endroit de la population qui doit être sensibilisée à contribuer au recensement de nos richesses naturelles et culturelles. Il y a ensuite une communication territoriale à adresser aux collectivités qui ont également des contributions à apporter. Enfin, je proposerai une communication politique en direction des partis politiques qui doivent aussi être impliqués dans cette démarche. Mais tout cela nécessite l'élaboration d'un plan de communication annexée sur une stratégie clairement définie et mis en œuvre par des professionnels.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Gisèle MAYALA : Je ne vois pas d'autre solution que de faire usage de la violence légitime pour sécuriser nos richesses naturelles qui souffrent de commerce illicite. Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Gisèle MAYALA : Mais les partenaires du président Touadera que sont les groupes armés s'en donnent à cœur joie, cher Monsieur. Certaines autorités haut placées du régime actuel y sont également impliquées. J'ajouterai aussi les opérateurs économiques proches du pouvoir en place. S'il y a un secteur où la corruption bat tous les records en Centrafrique, c'est celui des mines. Le chef de l'Etat préfère garder le silence parce que ce sont tous, ses amis qui mangent dans ces pratiques mafieuses.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Gisèle MAYALA : Comment les générations actuellement peuvent-elles profiter des ressources naturelles du pays si celles-ci sont illégalement exploitées par les amis et partenaires du président Touadera ? Tous les revenus générés par le commerce illicite des ressources naturelles ne servent qu'à garnir les comptes de ces mafieux. Le peuple n'y gagne rien du tout.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Gisèle MAYALA : Les exactions qui sont quotidiennement commises sur les populations civiles nous préoccupent au plus haut point, en tant que défenseurs des droits de l'homme. Ces exactions sont l'œuvre des rebelles, FACA et leurs alliés russes. Elles sont inacceptables. Nous les dénonçons régulièrement et exigeons que justice soit rendue aux victimes. Nos communications sont orientées vers la communauté internationale et la communauté nationale.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Gisèle MAYALA : Oui, nous dénonçons régulièrement la mafia, la corruption et les détournements des deniers publics qui minent le secteur minier et le secteur forestier. Nous nous adressons à tout le monde, sans exclusive.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Gisèle MAYALA : Nous privilégions la radio, la télévision et l'Internet, notamment les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Gisèle MAYALA : Se rencontrer autour d'une table entre centrafricains pour échanger sur nos richesses naturelles et culturelles, je n'en vois aucun inconvénient. Au-delà des ressources naturelles et culturelles, la solution à notre crise ne peut être trouvée qu'autour d'une table, et non au bout des canons.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Gisèle MAYALA : La médiation des tiers pour nous aider à trouver un terrain d'entente, oui, mais dans le respect de notre souveraineté. J'insiste sur le respect de notre souveraineté parce que certains médiateurs internationaux viennent avec des solutions toutes faites et nous les imposent sans nous avoir au préalable consultés.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Gisèle MAYALA : J'aimerais dire ceci au président Touadera : la place de tous les chefs des groupes armés, c'est en prison et non à la primature ou à la présidence de la République comme ministres conseillers pris en charge avec l'argent du contribuable. Justice doit être rendue aux victimes pour permettre à celles-ci de faire leur deuil. En tant qu'activiste des droits de l'homme, je dis stop à l'impunité.

- **Entretien avec un cadre de l'administration
(Gouvernement centrafricain)**

N°8 : Entretien avec Jules MOMYE

La cinquantaine passée, cet ingénieur des mines et géologie est une véritable mine d'informations sur les richesses du sous-sol centrafricain. Il a travaillé avec des ingénieurs chinois qui ont pu explorer la région de Boromata, au Sud-Est de la République centrafricaine. Selon ses dires, les conclusions des travaux de recherches minières effectuées par la Chine sont très prometteuses. Il connaît également le rôle que les richesses minières notamment le diamant et l'or jouent dans le conflit centrafricain. Compte tenu de la sensibilité que revêtent les questions minières dans le pays, selon lui, il souhaite requérir l'anonymat dans notre thèse.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Jules MOMYE : Merci pour cette opportunité que vous m'offrez afin de donner mon avis de technicien sur les différentes crises que connaît notre pays, la République centrafricaine depuis des décennies. Les causes de ces différentes crises sont très nombreuses mais je vais vous en citer deux, à savoir la mauvaise gouvernance et les ressources minières de notre sous-sol qui sont d'une richesse exceptionnelle. Je commencerai par la dernière cause. En effet, les nombreux accords que nos dirigeants politiques ont pu signer avec l'ancienne métropole, la France, disposent que toute exploitation des ressources stratégiques comme le pétrole et l'uranium doit au préalable recueillir l'accord de Paris. Mais les présidents Patassé et Bozize ont octroyé des permis d'exploration de pétrole à des sociétés étrangères en violant les accords que je vous ai évoqués ci-haut, et ils ont été renversés par des rébellions financées et équipées par la France. C'est ici le lieu de souligner que ces accords coloniaux ne sont pas profitables au peuple centrafricain car ils nous empêchent de profiter de nos immenses

richesses minières. Il est plus qu'urgent de les réviser. En ce qui concerne la mauvaise gouvernance, tous les chefs d'Etat qui ont eu la chance de présider aux destinées de notre pays ont brillé par la corruption généralisée, le tribalisme, le clientélisme, l'impunité et les détournements massifs des deniers publics. Je n'ai pas besoin de vous parler des droits de l'homme parce qu'ils sont quotidiennement violés. Tous ces maux ont donc fait de très nombreux mécontents marginalisés qui ont été instrumentalisés par les politiques assoiffés du pouvoir qui à leur tour, sont manipulés par les puissances occidentales notamment la France pour plonger notre pays dans l'instabilité.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Jules MOMYE : La communauté internationale est même à l'origine de l'instabilité chronique de notre pays. Vous savez que la guerre est un business particulièrement et cyniquement juteux, car elle permet aux marchands d'armes et de munitions d'écouler leurs marchandises. Ce sont des centrafricains, avec l'aide des puissances étrangères, qui ont mis le feu à leur pays. S'ils avaient décidé de régler leurs différends par la voie du dialogue, on aurait épargné les nombreuses vies d'innocents que nous avons perdues. Il ne faut jamais compter sur la communauté internationale pour que ces violences prennent fin.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Jules MOMYE : Je viens de vous dire qu'il appartient aux centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Jules MOMYE : Je ne sais pas. Cette question, je me la suis toujours posé.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Jules MOMYE : Même les signataires savaient depuis Khartoum que l'APPR-RCA ne fera jamais revenir la paix en République centrafricaine, car il était plus profitable aux groupes armés qu'au peuple centrafricain. La preuve, c'est que le désarmement et le cantonnement des combattants prévus dans cet accord n'ont jamais été réalisés. Comment peut-on rétablir la paix dans le pays si les groupes armés conservent la totalité de leurs armes et munitions dont certaines sont de générations récentes ? Il faut être dupe pour croire que l'APPR-RCA a été signé pour rétablir la paix dans notre pays.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Jules MOMYE : Les groupes armés qui ont créé la CPC ont dans un premier temps demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020. Mais puis qu'ils n'ont pas eu gain de cause, ils se sont mis ensemble pour empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. Retenez que la France n'est pas loin de ce projet honteux coordonné par l'ancien président Bozize, car c'est Paris qui finance et équipe la CPC. Les français ont voulu utiliser la CPC pour sanctionner le

président Touadera qui a eu le courage de faire venir les russes en Centrafrique. La France voue une haine indescriptible à l'endroit de la Russie, car la présence de celle-ci menace les intérêts de l'Hexagone en République centrafricaine. Il suffit d'écouter Radio France internationale et regarder France 24 pour s'en convaincre. C'est une véritable campagne médiatique haineuse contre la Russie qui s'y déroule.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Jules MOMYE : Je pense que les résultats sont bien éloquentes d'autant que les FACA appuyées par les russes et rwandais reprennent quasiment tous les jours de nouvelles villes des mains de la CPC. Avec l'allure actuelle, toutes les villes du pays seront bientôt reprises.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Jules MOMYE : Le patrimoine culturel, je ne m'y connais pas. Je vous parlerai seulement du patrimoine naturel, notamment de nos richesses du sous-sol. Le diamant et l'or sont les premiers pourvoyeurs de fonds aux groupes armés qui les exploitent illicitement. L'argent gagné à travers ce commerce qui ne profite pas au peuple centrafricain, permet aux rebelles d'acheter des armes et munitions. Le diamant et l'or de notre pays qui sont

d'excellente qualité et très appréciés sur le marché international, sont en train d'être pillés par les groupes armés.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Jules MOMYE : Le recensement des zones de diamants et d'or nécessite également la mise à contribution des communautés de base. Celles-ci savent où ces richesses se trouvent, donc elles peuvent aider le gouvernement centrafricain à identifier les zones concernées. Il faudrait également impliquer les responsables des mairies, préfectures et sous-préfectures, ainsi que les leaders des partis politiques. Tout ce beau monde ne peut que fournir des indications, mais pour bien cartographier nos richesses minières, il faudra réaliser des explorations aux normes internationales.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Jules MOMYE : Le rôle de la police, de la gendarmerie et de l'armée est d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur le territoire national. Donc je pense que le gouvernement devrait déployer dans les zones abritant nos richesses naturelles, les forces de défense et de sécurité pour en assurer la sécurité.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Jules MOMYE : Tout le monde se livre au trafic illicite du diamant et de l'or. Les groupes armés, les opérateurs économiques et les tenants du pouvoir s'y mettent et ça les enrichit énormément.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Jules MOMYE : Les générations actuelles n'ont aucun profit à tirer de l'exploitation illicite de nos richesses du sous-sol d'autant que les revenus générés ne renflouent que les comptes en banque de ceux qui en pratiquent le commerce illégal.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Jules MOMYE : Nos rapports évoquent régulièrement les conséquences des violences sur le secteur minier. Mais nos dirigeants qui sont les destinataires de ces rapports préfèrent garder le silence.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Jules MOMYE : Nous attirons l'attention des gouvernants dans nos différents rapports périodiques, sur le pillage des ressources du sous-sol par les groupes armés et d'autres exploitants illégaux. Mais tous ces rapports sont restés lettres mortes.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Jules MOMYE : Nous évoquons très rarement nos rapports à la radio et à la télévision. La principale voie que nous utilisons pour transmettre nos rapports sur l'état des ressources naturelles, reste et demeure la voie administrative. Ce sont des documents qui contiennent des informations tellement sensibles qu'il est très risqué de les rendre public.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Jules MOMYE : C'est toujours une bonne chose que de se retrouver autour d'une table et rechercher les solutions aux problèmes qui divisent. Nous concerter afin de veiller sur nos richesses du sous-sol ne peut qu'être avantageux pour nous.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Jules MOMYE : La médiation a toujours fait ses preuves dans le règlement des conflits à travers le monde. Cependant, il est souhaitable que les centrafricains mettent tout d'abord en œuvre leur génie auquel je crois, afin de trouver une solution consensuelle à leurs problèmes. La médiation n'interviendra que lorsque nous ne sommes pas en mesure de trouver des solutions nous-mêmes.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Jules MOMYE : Le temps est venu pour faire la paix. Aucune guerre n'est éternelle, donc j'invite les centrafricains à privilégier l'intérêt général au détriment des intérêts personnels. J'invite surtout les groupes armés à dire non aux manipulations des puissances étrangères, à déposer les armes et à s'inscrire dans une logique véritable de paix véritable en République centrafricaine.

- **Entretiens avec les membres des groupes armés**

N°9 : Entretien avec Didier MOUDENGUI

Issue de l'ethnie Gbaya de l'ancien président François Bozize, renversé le 24 mars 2013, il est l'un des responsables influents de la rébellion Anti-Balaka. Après l'obtention de son baccalauréat série A4, il n'a pas pu suivre des études supérieures. Agé d'une cinquantaine d'années, il est l'un des farouches opposants à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le regroupement de groupes armés chapeauté par Bozize. Il a souhaité requérir l'anonymat pour des raisons personnelles, nous a-t-il dit au cours de l'entretien que nous avons réalisé avec lui. Le nom utilisé dans cette retranscription pour le désigner, est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Didier MOUDENGUI : La quasi-totalité des rébellions que notre pays a connu depuis des dizaines d'années, ont pris naissance vers la frontière centrafricano-tchadienne. Selon ma compréhension, le Tchad a une grande responsabilité dans l'instabilité dans notre pays, car les rébellions qui viennent du Nord-Est ont eu pour bases-arrières, le territoire tchadien. Nos frères ressortissants de la Vakaga, Bamingui Bangoran et de la Haute Kotto qui ont créé la rébellion de la Seleka, ont dit qu'ils ont pris les armes parce que le président Bozize n'a pas développé leurs régions et qu'ils ont été marginalisés. Cet argument n'est pas valable pour moi, parce que nous savons que ce sont les français qui leur ont donné des armes et des financements pour venir renverser le pouvoir du président Bozize. Les français étaient en colère contre Bozize parce qu'il a donné le pétrole de Boromata aux chinois. Voilà la vraie raison de cette guerre qu'on nous a imposée. Même à l'heure où je vous parle, tous les groupes armés qui sont sur le territoire centrafricain sont soutenus par les français qui ne veulent pas que cette guerre se termine, parce que le président Touadera a fait

venir les russes dans notre pays. Tous les efforts que nos autorités font pour faire revenir la paix en Centrafrique sont contrecarrés par les français qui ont juré d'empêcher Touadera de gouverner correctement à cause des russes qui menacent leurs intérêts dans notre pays. La CPC que le président Bozize dirige, a été créée au mois de décembre 2020 à la demande des français qui voulaient empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. Les français ne veulent pas que la paix revienne en Centrafrique.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Didier MOUDENGUI : Si les français n'avaient pas donné des armes et des financements aux Seleka, si les français n'avaient pas soutenu les Seleka, Bozize n'aurait pas été renversé le 24 mars 2013. Donc la guerre continue aujourd'hui, c'est parce que les français sont derrière les groupes armés. Si les français arrêtent de donner des armes et de l'argent aux rebelles, la guerre va s'arrêter. Moi qui vous parle, je suis Anti-Balaka, ce sont les soldats de l'opération Sangaris qui nous ont donné des armes et de l'argent en 2013 et 2014. Ils ont fait la même chose avec les Seleka et ils nous ont poussés à nous battre les uns contre les autres. Les attaques que les Anti-Balaka ont lancées sur la ville de Bangui le 05 décembre 2013, ont été planifiées de bout en bout par les soldats de l'opération Sangaris. Je faisais partie des éléments Anti-Balaka qui ont lancé les assauts contre le camp Kassai. Ce sont les français qui nous aidé à préparer les attaques.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Didier MOUDENGUI : Je vous ai déjà dit que les français sont derrière la guerre qui se déroule en Centrafrique, parce que ce sont eux qui donnent

des armes et des financements aux groupes armés. Donc si aujourd'hui, les français arrêtent de soutenir avec des armes et de l'argent les rebelles, la guerre va s'arrêter immédiatement dans notre pays. Voyez, ils ont demandé à Bozize de créer la CPC et il l'a fait pour empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. Tout l'argent et les armes que la CPC détient aujourd'hui, ce sont les français qui lui ont donné. Moi je suis Anti-Balaka, mais je ne suis pas d'accord avec Bozize parce qu'il a suivi les français pour créer la CPC pour tuer les pauvres populations civiles qui n'ont rien à voir avec la politique.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Didier MOUDENGUI : Bon, moi je ne sais pas, peut-être le gouvernement peut vous expliquer les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition ont été écartés. J'étais à Khartoum dans l'équipe des Anti-Balaka, on a négocié avec le gouvernement, je ne m'intéressais pas aux partis politiques.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Didier MOUDENGUI : Mais l'accord de Khartoum était un business entre les russes, Touadera et les groupes armés. Les russes ont distribué beaucoup d'argent aux groupes armés et ont décidé de tout le contenu de l'accord. La contrepartie que les russes ont obtenue, c'était l'exploitation des diamants et l'or des zones occupées par les rebelles. Par exemple, les chantiers miniers de diamants et d'or de Ndassima qui étaient contrôlés par Ali Darass, le chef de l'UPC, étaient exploités par les russes. Les armes que détiennent les rebelles leur permettaient de sécuriser leurs zones et

faire leur business de diamants, or et bétail. Cela leur permettait de gagner beaucoup d'argent, donc ils ne pouvaient pas déposer leurs armes comme le prévoyait l'accord. Grâce aux armes, les rebelles ont pu imposer leur loi au gouvernement qui a accepté de nommer leurs représentants à des hauts postes de responsabilité à Bangui. Tous les groupes armés savaient que l'accord qu'ils ont signé à Khartoum n'allait pas être respecté. Les rebelles s'étaient rendus au Soudan pour signer ce document afin de calmer leur conscience et donner l'impression au peuple centrafricain qu'ils étaient favorables à la paix, alors qu'il n'en était rien.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Didier MOUDENGUI : Lorsque Touadera a fait venir les russes en Centrafrique, les français lui ont exprimé leur colère, selon les informations que nos chefs nous ont données. Les formations et les armes que les russes donnent aux FACA ne sont pas du goût des français. Les permis dans le domaine des diamants et or que Touadera a délivrés aux russes ont fait monter d'avantage la colère des français, parce que tout ce qui concerne les contrats concernant les richesses du sous-sol de notre pays doit être autorisé par les français. Les russes sont présents et influents dans tous les secteurs de notre pays. Ils contrôlent la sécurité de Touadera, le secteur minier, l'armée, les médias avec leur radio Lengo Songo à Bangui et plusieurs journaux étaient financés par eux. Les principaux groupes armés comme Anti-Balaka, UPC de Darass Ali, FPRC de Hissein Abdoulaye, RPRC de Djonon Ahaba et d'autres encore font des business avec les russes. Vous savez que Michel Djotodja, le chef des Seleka, parle le russe parce qu'il a étudié en Russie et facilité les contacts entre les russes et les groupes armés des Seleka et les russes. Donc les russes sont présents partout dans notre pays et on n'entend plus parler des français. Avant, ce sont les français qui donnaient beaucoup d'argent aux rebelles pour leur permettre

de vivre, mais les russes nous donnent plus d'argent, donc nous, on est obligés d'écouter les russes plus que les français. Même Bozize est rentré en cachette en Centrafrique grâce aux français. Lui, il vivait en Ouganda, les français l'ont fait rentrer au pays pour l'utiliser pour affaiblir Touadera. Bozize était très populaire grâce à son parti le KNK, c'est sur ça que les français comptaient pour régler leur compte à Touadera. Quand la candidature de Bozize à l'élection présidentielle a été rejetée par la Cour constitutionnelle, les français lui ont donné beaucoup d'argent pour lui permettre de rentrer en brousse et créer une nouvelle rébellion pour empêcher Touadera d'avoir un nouveau mandat. C'est comme ça que Bozize a appelé tous les chefs des groupes armés à Kamba Kota pour créer la CPC, mais certains chefs rebelles ont refusé de répondre à son appel. Les français ont demandé à Bozize d'envoyer ses éléments de la CPC dans plusieurs villes des provinces afin d'empêcher l'élection du 27 décembre 2020, mais ça n'a pas marché à cause des russes et des rwandais qui ont aidé les FACA à lancer une contre-attaque qui a mis les CPC en débandade. Les français pensaient que si Bozize rentre en rébellion, la majorité de la population centrafricaine va le soutenir à cause de la popularité de son parti le KNK. Donc s'ils financent Bozize, ils peuvent l'utiliser pour affaiblir Touadera et le faire partir du pouvoir. Ce que les français n'ont pas compris, c'est que les centrafricains aiment Bozize l'homme de paix, mais pas Bozize l'homme de guerre. Grâce aux russes et rwandais, toutes les grandes villes des provinces ont été libérées des mains des groupes armés et la population circule librement qu'au temps où les villes étaient sous le contrôle des rebelles. En six mois, les russes ont réussi à rétablir la paix dans une grande partie de notre pays, alors que les français avec leur opération Sangaris n'ont libéré aucune ville en plus de deux ans de présence en Centrafrique. Vous voyez, la présence des français ne sert à rien dans notre pays parce que depuis l'indépendance en 1960, on ne connaît que la guerre, les coups d'Etat et les mutineries à cause d'eux. Maintenant, toute la population centrafricaine est derrière les russes. Il est vrai que les russes exploitent trop les richesses de notre sous-sol, mais eux

au moins ils aident le pays à retrouver la paix, contrairement aux français qui ne financent que la guerre dans notre pays.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Didier MOUDENGUI : C'est vrai que je suis Anti-Balaka et opposé au régime de Touadera, mais je reste un centrafricain qui veut la paix pour son pays. Je ne peux accepter que les français continuent de donner de l'argent aux hommes politiques pour détruire mon pays. Donc le travail que font actuellement les FACA qui sont des compatriotes, est excellent et je les soutiens parce que cela est en train de faire revenir la paix. Je pense que si les FACA, avec l'appui des russes et des rwandais, continuent avec ce rythme, ils vont bientôt récupérer toutes les villes du pays entre les mains des groupes armés. Je demande aux russes de continuer à donner plus d'armes et de munitions aux FACA pour leur permettre de neutraliser les bandits étrangers qui sont venus dans notre pays pour voler nos richesses du sous-sol et tuer nos compatriotes. Il y a un temps pour tout. Nous avons assez fait la guerre, le temps de la paix est arrivé.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Didier MOUDENGUI : La guerre que connaît notre pays profite beaucoup aux étrangers qui exploitent nos richesses du sous-sol. Nos diamants, or,

bois et bétail sont exploités par les chefs des groupes armés, les parents de Touadera, les libanais et d'autres hommes d'affaires. Si ça continue comme ça, dans quelques années, nos richesses du sous-sol vont finir.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Didier MOUDENGUI : Moi je ne sais pas. C'est à Touadera de voir comment parler aux gens sur les richesses de notre pays. C'est lui qui est au pouvoir, pas nous les Anti-Balaka. En tout cas, je ne sais pas. Je ne sais quoi vous dire sur cette question.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Didier MOUDENGUI : Pour la sécurité de nos richesses, Touadera doit envoyer les FACA dans toutes les zones, si non les rebelles vont continuer à les exploiter. Il faut que Touadera demande aux russes et rwandais de continuer à appuyer les FACA dans les combats contre les groupes armés afin de les chasser de toutes les zones où se trouvent le diamant, l'or, le bois et le bétail. Le rôle de l'armée c'est de protéger le pays.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Didier MOUDENGUI : Tous les groupes armés Seleka, Anti-Balaka, les parents de Touadera, russes, français, libanais et d'autres hommes politiques et hommes d'affaires font le commerce de diamants, or et bétail. Je connais un ministre de Touadera qui est devenu riche à cause du commerce de bétail qu'il achète à Kaga Bandoro et revend à Bangui. Même Touadera quand il voyage en Belgique et à Dubaï, il va avec beaucoup de

diamants et or qu'il vend. L'hôtel Ledger de Bangui est l'endroit où les hommes politiques, hommes d'affaires et les rebelles vendent leurs diamants et or. C'est un grand centre de business. Pendant que le peuple centrafricain meurt de faim, nos autorités s'amuse avec l'argent là-bas, grâce aux diamants et or.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Didier MOUDENGUI : Ah je ne sais pas. Mais je pense que si les choses continuent avec cette allure, nos enfants risquent de ne rien avoir. Si Touadera ne prend pas des mesures fortes, nos diamants, or et bois vont finir. Est-ce que les hommes politiques qui sont au pouvoir pensent à l'avenir quand ils posent les actes ? Quand ils sont au pouvoir, ils ne pensent qu'à leurs poches parce qu'ils savent que ça finira un jour, donc il faut en profiter.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Didier MOUDENGUI : Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux. Nous publions des communiqués pour alerter l'opinion nationale et internationale. Par exemple, nous écrivons de temps en temps à l'Union africaine et à la MINUSCA au sujet de l'accord de paix de Khartoum, lorsque Touadera ne respecte pas ses engagements.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Didier MOUDENGUI : Non, nous on ne parle pas de ça.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Didier MOUDENGUI : Je vous ai dit tout à l'heure que nous faisons des communiqués sur les réseaux sociaux lorsque par exemple Touadera ne respecte pas ses engagements de l'accord de Khartoum. Mais je me rappelle, tout dernièrement, nous avons attiré dans un communiqué posté sur notre page Facebook, l'attention de la communauté nationale et internationale sur les exactions de la CPC sur les populations civiles.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Didier MOUDENGUI : C'est toujours une bonne chose que les membres d'une famille se retrouvent autour d'une table pour dialoguer quand il y a des problèmes. Donc je pense que la solution au problème centrafricain nécessite un dialogue franc et sincère entre tous les fils et filles du pays. Mais il est hors de question d'inviter dans ce dialogue les étrangers, parce que les linges sales se lavent en famille. Je voudrais aussi dire à Touadera qu'il ne faut pas dialoguer avec les CPC qui ont accepté de prendre l'argent des français pour tuer les paisibles citoyens centrafricains. Ce dialogue est réservé à tous les compatriotes qui veulent réellement la paix, mais pas les CPC. Ce dialogue doit se dérouler ici en Centrafrique, pas à l'étranger.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Didier MOUDENGUI : S'il y a un centrafricain capable de jouer le rôle de médiateur parmi ses frères et sœurs afin de les aider à mettre fin à la guerre, c'est une bonne chose. Mais il ne faut pas toujours faire appel aux étrangers pour venir être médiateurs dans nos problèmes.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Didier MOUDENGUI : J'appelle tous les centrafricains et les centrafricaines à travailler pour la paix. Cette guerre a trop duré et elle a tué pas mal de civils innocents. Les étrangers ne sont pas venus dans notre pays pour nous aider à retrouver la paix, mais ils sont ici pour voler nos richesses naturelles. Si on compte sur les étrangers, la paix ne reviendra jamais en Centrafrique. Puis que les français ont échoué dans leur politique dans notre pays, je demande à tous les centrafricains et centrafricaines de soutenir les russes qui sont en train de faire du boulot pour rétablir la paix dans notre pays. Après le dialogue que Touadera va organiser avec tout le monde, tous les groupes armés doivent déposer leurs armes et les rebelles étrangers doivent rentrer dans leurs pays. Touadera ne doit pas s'asseoir autour d'une table avec les CPC et dialoguer avec eux, parce que ce sont des gens qui ont tué le peuple centrafricain. Touadera doit faire un vrai DDR pour permettre aux rebelles de déposer les armes et rentrer dans la vie civile. Nous voulons la paix en Centrafrique.

N°10 : Entretien avec Hassan OUSMAN

Agé d'une trentaine d'années, il est né et grandi dans le grand quartier commerçant du Km5 de la ville de Bangui, majoritairement habités par la communauté musulmane. Titulaire d'une licence de droit, vendeur de pièces détachées, musulman pratiquant, il a rejoint la rébellion de l'ex-Seleka à la fin de l'année 2012 pour, dit-il, protéger les membres de sa communauté victimes de marginalisation et de traitements humiliants de la part des gouvernants de confession chrétienne. Pour des raisons de sécurité, avant d'accepter de s'entretenir avec nous, il a exigé que son identité ne soit pas révélée et que celle-ci ne soit pas, non plus citée dans notre thèse. Par respect pour ses vœux, le nom qui le désigne dans cet entretien est un nom d'emprunt. Il est, au moment où nous retranscrivons son entretien, membre actif du Front patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), l'un des puissants groupes armés dont les quartiers généraux sont basés dans la ville de N'Délé au Nord-Est de la Centrafrique. Il dit apporter son soutien total à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le regroupement de huit (8) groupes armés dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, qui ne reconnaît pas la réélection du président Touadera.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Hassan OUSMAN : Je vous remercie pour cette occasion que vous m'offrez pour m'exprimer sur les causes réelles de ces multiples crises que traverse notre pays la Centrafrique, depuis qu'il a accédé à l'indépendance en 1960. Vous savez, depuis que je suis né, je ne me suis jamais senti centrafricain, car je me sentais toujours comme un étranger dans mon propre pays. Quand je regarde comment les centrafricains de confession musulmane sont traités dans l'administration publique, par la police, la gendarmerie et l'armée nationale, je suis révolté. On nous a toujours considérés dans ce pays comme des sous hommes, des moins que rien. Quand un

centrafricain musulman se pointe dans l'administration pour solliciter un service même payant, il est reçu avec condescendance. La qualité de l'accueil qui lui est réservé, frise l'humiliation et ne l'encourage pas à revenir une autre fois, solliciter un quelconque service. Nous avons fait l'objet d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires de la part des forces de défense et de sécurité. Par ailleurs, toute la région Nord-Est de la Centrafrique majoritairement peuplée par des centrafricains de confession musulmane a été purement et simplement ignorée par tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays depuis l'indépendance. Il n'y a pas de routes, d'électricité, d'école ni d'hôpitaux dignes de ce nom. C'est une véritable politique d'exclusion mise en œuvre à l'endroit des centrafricains et musulmans et de leurs régions. Les humiliations avaient atteint un niveau tel que nous étions obligés de prendre les armes en 2012 afin de faire entendre notre voix. Malheureusement, les choses ne sont pas déroulées comme prévu, car certains frères et sœurs venus du Tchad et du Soudan du Sud et du Soudan qui nous ont rejoints dans ce combat noble, se font fait remarquer par des actes violents très regrettables qui ont écourté notre règne à la tête de la Centrafrique. Le manque de leadership du président Michel Djotodja a également contribué à la chute brutale de notre régime. N'ayant pas obtenu les solutions à nos problèmes, nous nous sommes repliés à l'intérieur du pays avec armes et bagages, notamment dans la ville de N'Délé pour ce qui concerne notre mouvement le FPRC.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Hassan OUSMAN : La communauté internationale n'a pas joué jeu franc dans cette crise, d'autant que d'un côté elle nous soutient financièrement et matériellement, de l'autre elle joue aux médiateurs. Je rappelle que les rebelles de l'ex-Seleka ont été financés et équipés par des puissances occidentales que vous connaissez très bien, car ce n'est un secret pour

personne. Si la communauté internationale avait exigé au président Bozize de cesser de martyriser les centrafricains de confession musulmane, si les auteurs d'exactions contre les musulmans avaient été traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi, on aurait probablement évité la naissance l'ex-Seleka. Par exemple, la France a soutenu mordicus le régime de Bozize de 2003 jusqu'en 2012, car on a laissé Paris piller les richesses naturelles de notre pays sans que personne ne proteste. Mais c'est quand Bozize a décidé de confier le pétrole de Boromata aux chinois, que la France a instrumentalisé le mécontentement des musulmans pour équiper et financer la rébellion de l'ex-Seleka qui s'est accaparé du pouvoir le 24 mars 2013. Donc vous comprenez que les occidentaux ne sont intéressés que par leurs intérêts, ils ne sont pas chez nous pour nous, mais ils sont chez nous pour eux-mêmes. La seule chose qui les intéresse, ce sont nos richesses naturelles.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Hassan OUSMAN : Depuis que la crise a démarré en 2013, la communauté internationale n'a affiché aucune volonté tendant à aider notre pays à mettre fin aux violences. Tous les chefs des groupes armés sont à la solde des puissances occidentales qui les manipulent à leur guise, afin de faire durer le chaos sur le terrain et en profiter pour piller nos richesses naturelles. Si les puissances occidentales arrêtent de financer et équiper les groupes armés, je vous assure, ceux-ci auraient déjà déposé les armes. Dans les médias, les occidentaux chantent qu'ils travaillent activement aux côtés des centrafricains afin de les aider à mettre fin à la guerre, mais dans l'ombre ils continuent de faire pression sur les groupes armés de continuer à occuper plus d'espace sur le terrain en attaquant violemment les forces armées centrafricaines. Mais les centrafricains doivent comprendre ceci : s'ils comptent sur la communauté internationale, cette guerre ne s'arrêtera

jamais. D'ailleurs, laissez-moi vous dire que le conflit centrafricain est un grand business qui enrichit pas mal de personnes, en ce sens que les pays occidentaux y écoulent bien les armes et munitions fabriquées par leurs industries. Les trafiquants de drogue, les trafiquants d'armes, les trafiquants de diamants et d'or font de bonnes affaires à telle enseigne qu'ils font tout ce qui est possible pour maintenir le chaos en Centrafrique. Même la MINUSCA que vous voyez là, ils sont là pour leurs propres intérêts, car les pays contributeurs eux aussi, tirent profit de la présence de leurs contingents en terre centrafricaine. Si vous voulez, si la communauté internationale avait cessé son appui aux groupes armés, si elle avait exigé le respect de l'accord de paix signé par le gouvernement et les groupes armés à Khartoum en 2019, cette guerre aurait déjà pris fin.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Hassan OUSMAN : Vous avez raison de poser cette question, parce que l'absence des leaders des partis politiques de l'opposition à Khartoum, nous a vraiment surpris. Mais seul le gouvernement centrafricain peut vous expliquer pourquoi il a exclu les opposants de ces négociations. Je n'en sais rien du tout.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Hassan OUSMAN : Vous me faites rires en vous écoutant poser cette question. Il n'y a que Touadera et son gouvernement qui ont pensé que cet accord était la baguette magique qui devait ramener la paix en Centrafrique. Laissez-moi vous dire que même nous, les groupes armés

quand on signait ce fameux accord, on savait qu'il était inapplicable parce que nous étions loin d'accepter de déposer les armes qui étaient nos moyens de pression sur le gouvernement centrafricain. Permettez-moi de vous dire que les puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés nous ont clairement dit, avant notre départ à Khartoum, de ne jamais respecter l'accord que nous allions signer avec Touadera et son gouvernement. La majorité des dispositions de l'APPR-RCA n'étaient favorables qu'aux groupes armés qui avaient la faveur des rapports de force sur le terrain. Dites-moi, quel intérêt avions-nous de déposer les armes dès lors que nos troupes étaient mieux équipées que les FACA ? Quel intérêt avions-nous pour déposer les armes dès lors que celles-ci nous permettaient de faire pression sur le gouvernement centrafricain et avoir des moyens financiers importants ? Quel intérêt avions-nous de déposer les armes si celles-ci nous permettaient de contrôler d'immenses zones regorgeant d'énormes quantités de diamants et d'or ? Les groupes armés ont tout simplement ignoré l'APPR-R parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à le respecter.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Hassan OUSMAN : Vous posez là l'une des questions que j'attendais le plus dans cet entretien. Quand j'ai lu le protocole d'entretien que vous m'avez envoyé, j'étais très content d'avoir trouvé dans la liste des questions qui me seront posées, celle concernant la naissance de la CPC et ce que cette dernière reproche à Touadera et son gouvernement. Nous avons proposé à Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires sur le terrain ne s'y prêtaient pas et qu'il était quasiment impossible aux candidats de battre campagne dans certaines zones du pays occupées par nos troupes. Mais Touadera, sous les conseils trompeurs des mercenaires du groupe Wagner qui l'ont totalement pris en otage, a préféré faire la sourde d'oreille. Les résultats, nous le connaissons

tous : moins de 35 % des centrafricains s'est rendu aux urnes le 27 décembre 2020 et les élections n'ont été ni équitables ni transparentes ni inclusives. Aujourd'hui, non seulement les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle sont erronés mais la majorité des centrafricains ne reconnaissent pas la réélection truquée de Touadera. Nous étions obligés de mettre en place la CPC afin d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. Par ailleurs, nous reprochons à Touadera sa mauvaise foi dans la mise en œuvre de l'APPR-RCA. Pendant les négociations à Khartoum, le gouvernement centrafricain a promis aux chefs des groupes armés qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec tous leurs grades d'officiers généraux et officiers supérieurs. Mais Touadera n'a jamais tenu sa Parole et nous en sommes très mécontents. Aussi, les groupes armés désapprouvent la présence des mercenaires russes du groupe Wagner et exigent leur départ sans condition et sans délai de la Centrafrique. Ils commettent trop d'exactions sur les populations civiles et surexploitent nos ressources minières, notamment le diamant et l'or. Je ne comprends pas pourquoi le FPRC dont je suis membre, refuse d'intégrer la CPC dont les revendications sont légitimes. En ce qui me concerne, j'apporte tout mon soutien, à titre personnel, au combat que mène la CPC pour libérer notre pays la Centrafrique du joug des mercenaires russes du groupe Wagner qui ne sont rien d'autres que des criminels qui se sont faits remarquer par leurs atrocités en Syrie et chez nous aussi.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Hassan OUSMAN : L'objectif des groupes armés n'est pas de combattre les FACA qui sont des frères, parce que nous appartenons tous à la même patrie qu'est la Centrafrique. Mais si elles nous attaquent, nous réagirons

en légitime défense. Cela dit, je pense qu'en l'état actuel des choses, les FACA version Touadera ne seront pas en mesure de récupérer toutes les villes que nous, groupes armés, occupons depuis pratiquement dix ans. L'armée nationale que Touadera a fortement tribalisé et politisé, est très mal équipée, très mal entraînée et sous embargo des Nations Unies. Elle ne fait pas le poids devant la puissance de feu des groupes armés qui sont mieux équipés. Même les mercenaires russes du groupe Wagner ne sont pas de véritables guerriers comme nous, mais avons toujours souhaité nous retirer volontairement des villes que nous occupions pour éviter d'engager des combats inutiles qui feraient des victimes collatérales parmi les populations civiles que nous protégeons. Les mercenaires russes de Wagner ne nous font pas peur.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Hassan OUSMAN : Le conflit met en péril nos ressources naturelles parce que les mercenaires russes du groupe Wagner qui prétendent être en Centrafrique pour aider Touadera à sécuriser le pays les pillent. Ces mercenaires sont plus intéressés par nos diamants et or, ainsi que la sécurité de Touadera que par le bien-être du peuple centrafricain. C'est pour cela que la CPC exige le départ sans condition de ces mercenaires criminels de notre pays. Les parents, amis et proches du président de la République s'enrichissent également grâce au commerce du bétail, diamants et or. Il suffit de regarder leur train de vie, les voitures luxueuses qu'ils roulent sur les rouges boueuses et poussiéreuses de Bangui pour s'en rendre compte. A l'aéroport de Bangui M'Poko, les émissaires de Touadera sortent régulièrement avec d'énormes quantités de diamants et

d'or qu'ils vendent à Anvers et à Dubaï. Les mercenaires russes, c'est pareil parce que leurs gros avions qui atterrissent régulièrement à Bangui, repartent avec de grosses quantités de diamants et or. Le gouvernement centrafricain leur a octroyé plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière qui leur permettent de se payer sur la bête. L'Etat ne peut pas régler les factures des sales boulots qui sont en train de faire dans notre pays, parce que les caisses du Trésor public sont désespérément vides, à cause des détournements massifs des deniers publics par les autorités de Bangui. Si rien n'est fait, les mercenaires russes vont piller tous nos diamants et or.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Hassan OUSMAN : Si le gouvernement centrafricain veut recenser nos richesses naturelles, il devra collaborer avec nous, groupes armés, qui contrôlons une grande partie du territoire national. Toutes les zones qui regorgent les richesses naturelles du pays sont contrôlées par nous, donc il n'y a que nous qui pouvons montrer au gouvernement les endroits où se trouvent ces richesses. La population peut également être mise à contribution dans cet exercice, car elle aussi détient beaucoup d'informations concernant les endroits où se trouvent nos richesses du sol et du sous-sol. Par exemple, la population sait où se trouvent les zones de diamants et d'or, ainsi que les forêts regorgeant des espèces de bois et d'animaux recherchés. Ce qui est sûr, cette guerre finira un jour, car il n'y a pas de guerre éternelle. Les grandes guerres civiles telles que celles de l'Angola, Sierra Léone et Libéria ont quand même pris fin, donc ce n'est pas la nôtre qui va s'éterniser. Il nous appartient, à nous centrafricains, en revanche de créer les conditions nécessaires à l'arrêt définitif de ces violences qui n'ont que trop duré.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Hassan OUSMAN : Il est vrai que la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain, relève d'abord de la responsabilité de l'Etat. Mais cela n'empêche pas que chaque citoyen de là où il se trouve, y apporte sa petite contribution en fournissant aux autorités compétentes des informations concernant tout acte qui serait de nature à nuire à la sécurité de nos richesses naturelles. A cet égard, le gouvernement devrait réaliser une bonne communication publique à l'endroit des populations dans ce sens. Par ailleurs, les responsables des collectivités, quartiers, arrondissements, lieux de culte, associations, groupements et que sais-je encore, devraient être la cible de communication gouvernementale relativement à la sécurité de nos ressources naturelles. En retour, ces mêmes responsables que je nommerais comme les maires, préfets, sous-préfets... sensibiliseront leurs administrés relativement à la sécurité de notre patrimoine culturel et naturel. Pour finir, Touadera doit composer avec nous, groupes armés, qui disposons d'importantes capacités de nuisance sur le terrain afin que, de notre côté aussi, nous puissions mettre à contribution nos hommes et les populations habitant les zones que nous contrôlons.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Hassan OUSMAN : Je ne vais pas vous la lumière du soleil avec mon petit doigt. Le trafic illicite, tout le monde s'y met depuis des années. Les groupes armés, les autorités du pays, les puissances occidentales, etc. Bref, tout le monde trafique d'une manière d'une autre, le diamant, l'or, le bois, le bétail, les animaux des parcs naturels et j'en passe. Toutes les richesses naturelles faisant l'objet de ce que vous appelez trafic illicite sont vendues aux puissances étrangères que vous connaissez très bien. Je n'ai pas

besoin de les citer. Même les opérateurs économiques centrafricains ou étrangers installés dans notre pays, sont tous impliqués dans le trafic des richesses naturelles. Le commerce des ressources naturelles est la première source de revenus des groupes armés.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Hassan OUSMAN : Pourquoi vous dites que c'est impossible ! Les ressources naturelles appartiennent à tout le monde, non ? Il est de la responsabilité de l'Etat de faire en sorte que nos enfants qui sont déjà nés et ceux qui naîtront demain puissent en bénéficier.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Hassan OUSMAN : Mais bien sûr que oui. Nous parlons de ce que nous faisons à la population, pourquoi nous refusons de déposer les armes, quelles sont nos revendications, etc. Nous en parlons régulièrement à travers des communiqués sur les réseaux sociaux, à la radio et autres. Nous dénonçons également les exactions commises sur les populations par les FACA et les mercenaires russes de Wagner. Avec qui nous communiquons ? Eh bien, nous nous adressons à la population centrafricaine et à la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Hassan OUSMAN : Nous dénonçons régulièrement le pillage de nos ressources naturelles par les mercenaires russes du groupe Wagner et leurs amis qui sont au gouvernement. Touadera a délivré de nombreux permis miniers à ses amis russes qui sont en train d'épuiser nos diamants

et or. Nous ne cessons d'attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur le business de Touadera et ses amis mercenaires du groupe Wagner.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Hassan OUSMAN : Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux et sur certaines radios privées qui acceptent de nous tendre leurs micros.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Hassan OUSMAN : La concertation peut permettre aux fils et filles du pays de se parler et de trouver des solutions à ce conflit qui a trop duré. C'est ce que nous avons toujours proposé à Touadera, mais ses amis mercenaires russes le trompent en lui déconseillant de dialoguer avec les groupes armés. Tant que tous les belligérants ne se seront pas assis autour d'une table afin d'aplanir leurs différends, la paix ne reviendra pas dans ce pays. Le dialogue que nous réclamons, doit être inclusif c'est-à-dire, regrouper tous les acteurs sans exclusive. Tout le monde doit s'exprimer et dire aux autres ses préoccupations afin que des solutions consensuelles soient trouvées.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Hassan OUSMAN : Toute contribution externe ou interne à la Centrafrique susceptible d'aider les centrafricains à trouver une solution à leurs problèmes, serait la bienvenue. Que ça soit la médiation de la communauté internationale, que ça soit la médiation de citoyens centrafricains, elles sont toutes les bienvenues.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Hassan OUSMAN : Le peuple centrafricain a trop souffert de cette guerre, il veut la paix. Cela dépend de Touadera à qui nous demandons de faire partir sans délais ses amis mercenaires russes du groupe Wagner qui sont en train de commettre de graves violations des droits de l'homme dans notre pays et piller nos richesses naturelles. Le moment est venu pour que Touadera puisse rassembler tous les fils et les filles de la Centrafrique autour d'une table et aborder sérieusement et calmement, sans passion et de manière désintéressée, les problèmes qui minent ce pays. Nous sommes à la croisée des chemins, il appartient à Touadera de nous indiquer la voie à suivre. S'il nous indique le chemin de la paix, on va y aller. S'il nous indique le chemin du maintien de la guerre, on va y aller. C'est lui qui a le gouvernail du bateau entre les mains.

- **Entretiens avec les membres institutions de la République**

N°11 : Entretien avec Agathe MANGANDA

Elle est membre du Conseil économique et social, parlement consultatif centrafricain. Agée d'une quarantaine d'années et experte en droit des minorités, elle dit être déçue par la manière dont la crise centrafricaine est gérée par la communauté internationale. Elle a rendu son tablier de membre de première ligne du MCU (Mouvement des cœurs unis), le parti du président Faustin Archange Touadera pour convenance personnelle. Elle souhaite que son identité n'apparaisse pas dans notre thèse. Le nom la désignant dans cet entretien est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Agathe MANGANDA : Merci pour cette opportunité que vous m'offrez pour m'exprimer sur les maux qui minent notre cher et beau pays, la Centrafrique depuis plusieurs années. Vous êtes en train de me demander de poser un diagnostic de la crise centrafricaine, mais je n'aurais pas la prétention de vous apporter la réponse exhaustive que vous attendez ou recherchez. La mauvaise gouvernance est à l'origine des violences à répétition en Centrafrique. Les différents régimes qui sont passés à la tête de notre pays ont confondu la gestion d'un Etat à celle d'un patrimoine familial, si bien que toute l'économie est caporalisée par un petit groupuscule de princes intouchables, pendant que l'immense majorité des centrafricains baignent dans une misère indescriptible. L'impunité a atteint un niveau tel que les fonds publics sont détournés sans que la justice ne lève ne serait-ce que le petit doigt pour demander des comptes à ceux qui en sont soupçonnés. Les auteurs de violations massives des droits de l'homme narguent leurs victimes sans la moindre inquiétude. Tout cela se déroule sous la barbe d'une communauté internationale qui se fait remarquer par son silence complice. En un mot, tous les signaux

précurseurs de ces violences étaient bien visibles mais personne n'y a pris garde. Même notre ancienne métropole, la France qui s'est toujours montré chantre de la démocratie, a fermé les yeux sur cette mauvaise gouvernance, parce que les régimes en place garantissent ses intérêts. En dehors du président Touadera dont le rapprochement avec Moscou fait hurler Paris.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Agathe MANGANDA : Ecoutez, arrêtons de nous infantiliser dans ce pays. Nous avons toujours compté sur la communauté internationale, la communauté internationale, la communauté internationale, quels en sont les résultats aujourd'hui ? Rien. Est-ce que ce sont les français, les américains, les chinois et que sais-je encore, qui ont pris les armes pour faire des rébellions en Centrafrique ? Non. Il est vrai que les groupes armés et les différents coups d'Etat perpétrés dans notre pays, ont été soutenus et même financés par les puissances étrangères, au premier rang desquelles la France. Mais les centrafricains pouvaient bien refuser l'offre de ces puissances, mais tel n'était pas le cas. Donc pour moi, nous sommes en guerre depuis plusieurs années parce que nous avons accepté de faire la guerre, c'est tout. Je n'attends rien de cette communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Agathe MANGANDA : C'est la même question que vous posez, mais autrement. Ce n'est pas la communauté internationale qui viendra mettre fin aux violences. Si les centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre absolument inutile, ils en sont bien capables. Je vous donne un seul exemple. La France avait envoyé plus de deux mille soldats en Centrafrique

sous le drapeau de l'opération Sangaris avec des armes et munitions de dernières générations en 2013. Combien de villes ces soldats français ont pu libérer des mains des groupes armés ? Aucune. Et pourtant ils en avaient largement les moyens. Ils étaient juste venus protéger les intérêts de Paris en jetant de l'huile sur le feu, c'est-à-dire pousser chrétiens et musulmans à s'entretuer. Ils ont profité de ce chaos pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Après avoir achevé le sale boulot, les soldats français de l'opération Sangaris sont retournés dans leur pays, toute honte bue et sur la pointe des pieds. La MINUSCA, parlons-en. Ils sont plus de douze mille casques bleus des Nations Unies déployés depuis 2014 en Centrafrique pour, nous a-t-on dit, maintenir la paix. Qu'ont-ils fait ? Rien. Les violences ont continué de plus belle jusqu'à ce que russes et rwandais entrent dans la danse grâce à la stupidité et la soif sans limite du pouvoir de l'ancien président François Bozize. Encore une fois, si les centrafricains décident de mettre fin aux violences aujourd'hui, celles-ci s'arrêteront immédiatement. Il ne faut rien attendre de la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Agathe MANGANDA : Je n'en sais rien, mais à votre avis, est-ce que la présence des partis politiques de l'opposition démocratique aurait fait changer quelque chose ? A mon avis, non. Le gouvernement centrafricain est entré en négociation avec les groupes armés en position de faiblesse, d'autant que les rapports de force sur le terrain lui étaient largement défavorables. D'un côté vous avez les rebelles surarmés et de l'autre côté, vous avez une armée nationale sous sanctions des Nations Unies, mal équipée, mal entraînée et complètement désorganisée. Le verdict des

négociations était connu d'avance. Avec ou sans les partis de l'opposition, le résultat serait le même, c'est-à-dire l'APPR-RCA ne sert à rien.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Agathe MANGANDA : Je fais partie de ceux qui ont, dès la signature de ce torchon que vous appelez l'APPR-RCA, dénoncé ce business honteux de Touadera et les groupes armés. C'est un accord de dupes qui n'a servi que les intérêts des chefs rebelles, car non seulement ceux-ci n'ont jamais déposé les armes comme le prévoit ce fameux accord, mais ils ont continué à renforcer leur emprise sur notre pays. Les chefs de guerre ont également continué tranquillement à faire leur commerce de diamants, or, bois et bétail en toute impunité, car les rapports de force étaient en leur faveur. Les groupes armés avaient plus intérêt à conserver leurs armes qu'à les déposer.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Agathe MANGANDA : Non mais, les français ont tout simplement surfé sur la gourmandise politique et la haine de l'ancien président Bozize pour monter de toute pièce cette fameuse CPC. Le président Macron a mis en place ce machin afin de punir le président Touadera qui a eu l'audace de faire venir les russes en terre centrafricaine. Mais c'est raté.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Agathe MANGANDA : Ah oui, je dois être honnête et lucide. Ce n'est pas parce que je ne suis pas d'accord avec le président Touadera sur un certain nombre de choses que je dois cracher sur ses réussites. Les FACA, avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais, sont en train de faire un excellent travail sur le terrain. En quelques six mois, notre armée contrôle désormais plus de 80 % du territoire national, selon les dires du gouvernement centrafricain. Donc c'est à saluer. Si les FACA et leurs alliés poursuivent la reconquête des villes de nos provinces avec le même élan, l'intégralité du territoire centrafricain sera recouverte bientôt.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Agathe MANGANDA : Les violences mettent en péril nos richesses naturelles en ce sens que les groupes armés en profitent pour les piller et les vendre à leurs parrains occidentaux. Je vais vous en donner deux exemples. Dans la préfecture de la Ouaka, le tout puissant Ali Darass, chef de l'UPC exploite à outrance les mines d'or et de diamant. Dans la Nana Gribizi, notamment à Kaga Bandoro, le fameux Mahamat Alkhatim s'est érigé en grand commerçant de bétail. Dans le Bamingui Bangoran, le tout puissant Abdoulaye Hissein s'est reconverti en grand trafiquant de diamant et or. Mais pas que. Certains dignitaires du régime Touadera, à l'exemple du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissara est aussi un grand commerçant de bétail.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Agathe MANGANDA : Je pense que le gouvernement ferait mieux d'associer l'ensemble de la population aux activités de recensement de nos richesses naturelles. La population sait où se trouvent nos diamants, or et bois par exemple. Les collectivités territoriales doivent également être mises à contribution.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Agathe MANGANDA : En ces temps de guerre, il n'y a pas d'autre solution que de neutraliser les groupes armés qui se livrent au trafic des ressources naturelles. Il faut déployer les forces défense et de sécurité sur le terrain afin de sécuriser ces richesses. Aussi, les responsables de ces pratiques illégales doivent être arrêtés et traduits en justice.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Agathe MANGANDA : Tout le monde pratique le commerce illicite des ressources naturelles. Les groupes armés, les parents de Touadera et les dignitaires du régime de Bangui y sont aussi.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Agathe MANGANDA : Mais les générations présentes ne peuvent évidemment pas profiter de nos ressources naturelles, d'autant que le trafic illicite dont celles-ci font l'objet, ne génère aucun sou pour le Trésor Public.

Si ces richesses avaient été légalement exploitées par des entreprises régulièrement installées, ces dernières auraient payé des taxes et des impôts dans les caisses de l'Etat. Ces impôts et taxes auraient permis à l'Etat de financer des services publics au bénéfice de la population centrafricaine. Malheureusement, c'est un trafic illicite dont les revenus générés ne vont que dans les poches des personnes indélicates.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Agathe MANGANDA : Oui, je ne passe pas un seul jour sans dénoncer en public ou non, les exactions des rebelles de la CPC et celles des russes sur la population centrafricaine. Je le fais lors de nos débats au Conseil économique et social, dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Agathe MANGANDA : Pareil.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Agathe MANGANDA : Je vous l'ai déjà dit. Dans nos débats au Conseil économique, à la radio et sur les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Agathe MANGANDA : Là, vous abordez une question qui me tient beaucoup à cœur. Concertation, oui mais pas avec tout le monde. Je suis pour la concertation avec tous ceux et toutes celles sur qui, il ne pèse aucun soupçon. Mais tous ceux et toutes celles accusés de violations des droits humains, détournements de biens publics, atteinte à la sécurité du pays et j'en passe, doivent tout simplement être traduits en justice. Il est hors de question de se concerter avec des criminels. Pour les autres, effectivement, se concerter avec eux peut contribuer au recensement et à la protection de nos richesses.

Vincent NAMRONA : **La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?**

Agathe MANGANDA : L'intervention de toute personne extérieure dans la recherche des solutions susceptibles de contribuer au recensement et à la sécurité de nos richesses naturelles ne peut qu'être la bienvenue.

Vincent NAMRONA : **Quel serait votre mot de la fin ?**

Agathe MANGANDA : Vivement le retour de la paix en Centrafrique.

N°12 : Entretien avec Maélyse SALLY

Juriste de formation, la cinquantaine passée, cette « dame de fer », comme le surnomment ses collègues, est membre de la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance. Elle fait partie de ceux qui traquent, parfois au péril de sa vie, les personnes accusées de détournement de fonds publics et de corruption en Centrafrique. Certaines personnalités haut placées du régime Touadera sont aujourd’hui derrière les barreaux du fait de ses enquêtes. Elle se surnomme fièrement « Madame la chasseuse des corrompus et des détourneurs des fonds publics ». Elle, non plus, n’a pas souhaité que son identité apparaisse dans notre thèse. Avec son accord, le nom qui lui est attribué ici, est un nom d’emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Maélyse SALLY : Je vous remercie d’être venu jusqu’à moi et d’avoir aussi porté votre choix sur ma modeste personne pour cet entretien. Les causes du conflit centrafricain ? Ouf, vous me demandez un roman dont l’écriture prendrait le reste de ma vie sur terre. Ces crises à répétition sont nées de la mauvaise gouvernance et du manque de courage de la part de nos politiques. La politique dans notre pays, c’est une affaire familiale, ethnique et clanique. Regardez comment le président Touadera dirige notre pays. Les postes les plus importants sont occupés par les ngbakamandja, l’ethnie du chef de l’Etat. La majorité de ceux qui sont aujourd’hui accusés d’avoir détourné des deniers et des biens publics sont de l’ethnie présidentielle ou appartenant au MCU, le parti au pouvoir. Mais ils ne sont jamais inquiétés. Quand on les voit se pavaner dans les rues de Bangui, ils affichent un train de vie insolent et qui narguent les citoyens centrafricains dont ils ont détourné les impôts. Les droits de l’homme sont massivement violés sans que les auteurs n’en rendent compte devant la justice. J’ai aussi évoqué le manque de courage de nos dirigeants comme l’une des causes de notre malheur. Hier, c’était la France qui faisait la pluie et le beau temps, mais

aujourd'hui, c'est la Russie qui a pris la relève. Les anciens présidents Bozize et Samba-Panza, pour ne citer que ces ceux-là, étaient tout le temps à genoux devant l'Elysée. Aujourd'hui, le président Touadera est à quatre pattes devant le Kremlin. Bozize avait osé dire non à Paris et il l'a payé cash, c'est-à-dire qu'il a été balayé du pouvoir par les rebelles de l'ex-Seleka financés et équipés par la France. Pour me résumer, la mauvaise gouvernance et l'incapacité de nos dirigeants à dire non face aux puissances occidentales, sont à l'origine de nos malheurs.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Maélyse SALLY : Mon cher ami, nous sommes au 21^{ème} siècle et cela fait plus de 60 ans que notre pays a accédé à l'indépendance. Quand est-ce que nous allons comprendre que la paix ne viendra que de nous ? La guerre a éclaté en 2013 parce que les centrafricains ont pris la décision de faire la guerre avec l'appui des mercenaires tchadiens et soudanais, ainsi que le financement de la France. Si nous, centrafricains, avions dit non à la cette guerre, il n'y aurait pas eu guerre. Les puissances occidentales ne sont dans notre pays que pour leurs propres intérêts, pas pour nous. Donc arrêtons de compter sur elles.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Maélyse SALLY : C'est la même chose. Si nous décidons de mettre fin à cette guerre aujourd'hui, eh bien, elle s'arrêtera. Si les groupes armés décident de déposer les armes pour faire la paix, alors la paix reviendra. La décision ne viendra pas de la communauté internationale, encore une fois.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Maélyse SALLY : Pourquoi le président Touadera n'a pas souhaité convier les opposants à son régime aux négociations de Khartoum ? Posez-lui la question, je n'en sais rien du tout. Est-ce que la présence des opposants aurait apporté quelque chose de meilleur ? Je n'en sais rien non plus.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Maélyse SALLY : L'accord de Khartoum a été, pour moi, un accord de dupe d'autant que le gouvernement centrafricain a négocié en position de faiblesse. Les groupes armés sont plus équipés et plus nombreux en effectifs que l'armée nationale, sous embargo de la France, mal entraînée et sous équipée. Ce qui veut dire que sur le terrain, les rapports de force n'étaient pas en faveur du gouvernement centrafricain. En matière de négociation, les rapports de force comptent énormément, car ils font basculer les décisions en faveur d'un camp et au détriment de l'autre camp. Voyez-vous, l'accord de Khartoum a permis aux chefs des groupes armés de décrocher des hauts postes de responsabilité à la primature et à la présidence de la République, tout en conservant leurs armes par devers eux. Les groupes armés ont violé allègrement les dispositions de l'accord sans qu'aucune sanction ne leur soit infligée par les garants. Le gouvernement centrafricain a assisté en toute impuissance, à ces multiples violations malgré que les populations civiles continuaient à être massacrées. Le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition face à ces criminels qui faisaient à leur tête avec la bénédiction de leurs soutiens dont la France et le Tchad.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Maélyse SALLY : Tous les centrafricains savent que la fameuse CPC est un machin que la France a monté de toute pièce pour faire payer au président Touadera, le fait qu'il ait osé faire venir en Centrafrique la Russie. Puisque la France a en vain tenté de faire reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020, dans le but d'obtenir une transition, il fallait empêcher par la violence ces élections. Mais la France a lamentablement échoué parce que le peuple centrafricain s'est mobilisé comme un seul homme pour dire non à la violence et prendre son destin en main. Paris doit savoir que plus rien ne sera plus comme avant, car la Centrafrique n'est plus sa chasse gardée. La Centrafrique est la chasse gardée des centrafricains. La période où c'est l'Elysée qui faisait et défaisait les dirigeants de notre pays est totalement révolue, mais le système politique français refuse de l'admettre. Un message pour l'ancien président Bozize : non seulement, c'est lui qui a fait réélire le président Touadera, mais il s'est enterré politiquement définitivement. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique, car cette stupidité et cette soif du pouvoir qui l'ont poussé à créer, avec l'aide des français, la CPC qui brille par des exactions monstrueuses contre le peuple centrafricain, lui coûteront son avenir politique.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Maélyse SALLY : Les FACA avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais font actuellement la joie du peuple centrafricain. En moins de six mois,

plusieurs villes ont été libérées grâce à la bravoure de notre armée nationale. La vie reprend peu à peu son cours normal dans les zones qui étaient sous la coupe réglée des criminels des groupes armés depuis 2013. Donc pour moi, si les FACA et leurs alliés maintiennent la pression sur les groupes armés, tout le territoire centrafricain sera bientôt libéré.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Maélyse SALLY : Mais vous savez très bien que la guerre n'épargne rien quand elle se déroule pendant de si longues années. Aujourd'hui, toutes nos richesses naturelles sont en train de partir en fumée à cause des groupes armés qui les exploitent et les vendent illicitement.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Maélyse SALLY : A mon humble avis, le gouvernement devrait mettre à contribution toute la population centrafricaine qui pourrait l'aider à localiser nos richesses naturelles. Vous savez que nos concitoyens qui vivent dans les villages sont de grands géologues, car ils mènent eux-mêmes des recherches qui leur permettent de savoir où sont cachés nos diamants et or. Ces connaissances les orientent vers les endroits où creuser pour extraire les diamants et or. Donc en un mot, il faudrait que le gouvernement sensibilise la population à cet effet.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Maélyse SALLY : Nous sommes en guerre, donc l'usage de la violence légitime par nos forces de défense et de sécurité est la seule alternative pour assurer la sécurité de nos richesses naturelles. En l'état actuel des choses, les criminels des groupes armés n'entendent que le langage des armes.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Maélyse SALLY : Le commerce illicite des ressources naturelles est pratiqué par tout le monde : les groupes armés, les opérateurs économiques notamment les libanais, et certains hauts dignitaires du régime Touadera, y compris certaines personnalités appartenant à la famille présidentielle.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Maélyse SALLY : Comment les générations actuelles que nous sommes, peuvent-elles profiter de ces ressources naturelles lorsqu'elles sont exploitées illicitement par des politiques et opérateurs économiques véreux ? Les revenus qui en sont tirés vont directement dans les poches de ces corrompus. Les enfants de la République ne peuvent profiter de ce commerce que s'il est pratiqué de manière légale et paie des taxes et impôts dans les caisses de l'Etat. Mais lorsque j'observe la manière dont nos diamants, or, bois et bétails empruntent des voies grises en direction du marché international en passant par nos pays voisins, je me dis que les corrompus et leurs complices ont encore de beaux jours devant eux. Et tant pis pour la population centrafricaine.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Maélyse SALLY : Oui ce conflit nous a ravi notre paix à nous tous. Sans la paix, nous ne pouvons pas effectuer convenablement nos missions de contrôle de la vie publique. C'est pour cette raison que nous évoquons cette crise dans nos sorties dans les médias et les réseaux sociaux avec tout le monde sans exclusive.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Maélyse SALLY : Ah là, vous touchez là du doigt l'une des raisons essentielles de l'existence de notre institution. Nous traquons toutes les personnes qui confondent à tort les richesses naturelles de notre pays avec leurs biens personnels. Il vous souviendra que nous avons diligenté une mission à l'Assemblée nationale en 2019 parce qu'un certain nombre de députés avaient été accusés d'avoir empoché d'importantes sommes d'argent venant de sociétés minières chinoises. Au cours de cette mission, ce que nous avons découvert nous a fait vraiment froid au dos, d'autant que les sommes d'argent qui auraient été détournées au détriment du peuple centrafricain sont astronomiques. Pour vous répondre clairement, je suis très inquiète au regard de l'ampleur que prend l'exploitation illégale des richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Elle se fait en toute impunité. Je m'insurge contre le pillage de nos bois, diamants, or et bétail qui prennent la direction de l'étranger sans qu'un seul sou ne puisse être versé dans les caisses du Trésor public. Notre institution communique essentiellement avec le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire auxquels nous transmettons nos rapports d'enquêtes.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Maélyse SALLY : Comme je viens de vous le dire, nous communiquons dans les médias, réseaux sociaux et les rapports d'activités que nous transmettons aux autorités compétentes.

Vincent NAMRONA : **Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?**

Maélyse SALLY : Concertation signifie aussi dialogue pour moi. Donc, il est plus que productif que les autorités centrafricaines puissent faire dialoguer sans ménager aucun effort, tous les fils et filles de la République. A priori, naissent des concertations des solutions consensuelles qui mettent tout le monde d'accord et apaise tout le monde. Cela dit, je ne peux qu'encourager les autorités compétentes de notre pays à privilégier le dialogue permanent avec les forces vives de la République. Mais je mets tout de même un petit bémol à mes propos. Tous ceux et toutes celles qui sont présumés auteurs de violations graves des droits de l'homme ou de détournement de deniers publics, ont leur place en prison et non à côté d'une table de concertation.

Vincent NAMRONA : **La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?**

Maélyse SALLY : Si des bonnes volontés souhaiteraient apporter leur contribution en vue d'aider les centrafricains à mieux recenser et sécuriser leur patrimoine culturel et naturel, cela ne peut qu'être salué. D'autant que lorsque votre case prend feu et que les voisins viennent avec des

extincteurs et des seaux d'eau pour éteindre l'incendie, vous ne pouvez pas les en empêcher.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Maélyse SALLY : Plusieurs affaires présumées de corruption et de détournement de deniers publics ont fait l'objet de nombreux rapports de notre institution. Ces rapports ont été dûment transmis aux autorités compétentes notamment à la justice. Mais à l'heure où je vous parle, les personnes sur qui pèsent de très lourds soupçons ne sont pas encore inquiétées. J'invite donc nos autorités compétentes à traduire très rapidement en justice, tous les présumés criminels économiques qui contribuent malheureusement à l'appauvrissement du peuple centrafricain. Un dernier mot quand même à la France : elle doit savoir que les temps ont complètement changé et qu'elle ne peut plus faire et défaire nos dirigeants comme par le passé. Paris doit cesser avec cette campagne médiatique haineuse qu'elle mène sur Radio France internationale et France 24 notamment, contre le peuple souverain centrafricain qui est le seul juge suprême. Autant je suis contre les exactions qu'auraient commises les russes en Centrafrique, autant je suis contre le fait que la France diabolise l'excellent travail de libération des villes de nos provinces que font nos partenaires envoyés par Moscou. Je ne saurais, avec votre permission, terminer mes propos sans dire à l'ancien président François Bozize qu'en acceptant financements et équipements militaires des mains de la France pour assassiner le peuple centrafricain avec son organisation criminelle la CPC, il a définitivement enterré son avenir politique. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique. Vive la paix en Centrafrique.

- **Entretiens avec les médias**

N°13 : Entretien avec Arsène P.

Arsène P. est journaliste et l'un des principaux responsables d'un média de service public entièrement contrôlé par le pouvoir exécutif centrafricain. Il souhaite requérir l'anonymat parce que les sujets abordés dans cet entretien sont non seulement sensibles, selon lui, mais également à cause de sa proximité avec le pouvoir en place à Bangui. Il a travaillé comme attaché de presse aux côtés de plusieurs décideurs politiques qui se succédés à la tête de la Centrafrique. Il a également été correspondant d'importants médias internationaux et dirigé de grands organes de presse nationaux.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Arsène P. : Le conflit que nous vivons actuellement a démarré le 24 mars 2013, après le renversement du président François Bozize par les rebelles de l'ex-Seleka dont le leader est Michel Djotodja. C'est en effet, la crise la plus longue et la plus sanglante de l'histoire de la Centrafrique. Pour en revenir à votre question, les causes de ce conflit remontent à plusieurs décennies en arrière. Je pense que la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants qui se sont relayés à la tête de notre pays en est la principale cause. Le népotisme, le tribalisme, l'impunité, les détournements des fonds publics, la justice du plus fort, la marginalisation d'une partie de la population et j'en passe, ont poussé certains centrafricains à en vouloir aux décideurs politiques. Les jeunes sans emploi ont été convaincus par des assoiffés du pouvoir comme quoi la meilleure solution pour faire entendre leurs voix c'était de prendre les armes. C'est sur cette fibre de mécontentement des jeunes que François Bozize a surfé en 2003 pour fonder sa rébellion et venir renverser le régime d'Ange Félix Patassé le 15 mars de la même année. Michel Djotodja a exactement fait la même chose,

c'est-à-dire exploiter le mécontentement de nos frères et sœurs de la partie Nord-Est du pays qui se sentaient délaissés et marginalisés par le pouvoir central. Mais certains de nos pays voisins, surtout le Tchad d'Idriss Deby Itno, ont également joué un rôle dans le déclenchement de ces multiples crises, car ce dernier a toujours servi de base arrière aux rébellions qui ont perpétré des coups d'Etat dans notre pays. D'ailleurs nous avons pu noter la présence de plusieurs mercenaires ressortissants du Tchad et des deux Soudan dans ces rébellions. Enfin, je n'oublierai pas la France qui fait et défait comme bon lui semble, les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Arsène P. : La communauté internationale connaît très bien les causes de l'instabilité qui a toujours émaillé l'histoire de notre pays. Je pense qu'elle aurait dû exiger à tous les régimes, le respect des règles de la bonne gouvernance, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la lutte contre la corruption et la redistribution équitable des richesses entre toutes les régions et communautés de notre pays. Mais rien n'y fut fait. Elle a cautionné par son silence, les mauvais traitements que les différents régimes infligeaient au peuple centrafricain si bien que les mécontentements n'ont fait que se répandre au sein de la population. La France, l'ancien pays colonisateur, soutenait mordicus tous les régimes qui rampaient à quatre pattes devant elle, même si ces régimes font de la mauvaise gouvernance. Paris protège aussi à tout prix tous les présidents qui lui laissent le champ libre pour piller nos ressources naturelles au détriment du peuple centrafricain. Donc je pense que si la France par exemple avait conditionné son appui à nos présidents par le respect de la bonne gouvernance, nous aurions pu éviter le drame que nous vivons depuis 2013.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Arsène P. : La communauté internationale a laissé faire et la guerre s'est installée avec ses corollaires de violences à l'endroit de la population civile. Maintenant, pour y mettre fin, il fallait commencer par demander des comptes à tous les belligérants, c'est-à-dire, tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis des violations graves des droits de l'homme devaient être recherchés, arrêtés, traduits devant les juridictions nationales ou internationales et sanctionnés conformément à la loi. N'oubliez pas que cette fameuse communauté internationale a toujours été hypocrite en Centrafrique, car d'un côté elle allume le feu et de l'autre côté, elle joue aux pompiers. Nous savons que les groupes rebelles sont financés et équipés par certaines puissances occidentales, donc pour que les violences s'arrêtent, il suffit tout simplement de cesser de soutenir les groupes armés et procéder à l'arrestation et à la traduction des principaux chefs devant la justice. Je ne dédouane pas ceux des forces armées centrafricaines qui sont accusés d'avoir commis des exactions sur la population civile. Ils doivent également en rendre compte devant la justice.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Arsène P. : Personnellement, je n'en sais rien. Moi-même, je me suis posé ces mêmes questions quand les tractations se déroulaient en prélude aux négociations qui ont pu déboucher à la signature de cet accord. Comment le président Touadera pouvait-il prétendre résoudre la crise centrafricaine

en excluant les partis politiques de l'opposition dont certains leaders sont proches des groupes armés ? Comment peut-on prétendre rechercher des solutions au conflit centrafricain sans y associer les leaders de l'opposition qui ont aussi une part de responsabilité dans ce qui se passe ? Honnêtement, je ne connais pas les motivations d'une telle décision. Qui a conseillé ce genre de chose au président Touadera ? Je n'en sais rien. Ce qui est sûr, le régime a fini par reconnaître ses erreurs et est en train de vouloir se rattraper, car j'ai appris qu'un dialogue entre les forces vives de la nation dont les partis d'opposition et le pouvoir en place, aura lieu dans les prochains jours.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Arsène P. : Mais tout le monde savait que cet accord ne servait à rien, car le régime de Bangui n'avait aucun moyen de coercition pour faire respecter ses dispositions par les groupes armés qui étaient mieux équipés que les forces armées centrafricaines. Le gouvernement centrafricain était parti à ces négociations à Khartoum en position de faiblesse, car son armée était sous embargo, sous équipée, mal entraînée et plus de 80 % du territoire national était sous le contrôle des groupes armés. Le régime de Bangui a négocié les termes de cet accord en étant pratiquement à genoux devant les seigneurs de guerre soutenus par certaines puissances occidentales. In fine, l'accord a permis aux groupes armés de renforcer leurs positions sur le terrain et enrichi leurs chefs à travers le commerce illicite de diamants, or, bois et bétail. Ils savaient que le gouvernement centrafricain ne pouvait rien contre eux car celui-ci n'en avait pas les moyens. Donc les groupes armés ont, en toute impunité, violé l'accord même si des sanctions y avaient été prévues contre les contrevenants. Les garants que sont l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations Unies et la CEEAC, pour ne citer que ceux-là, n'y ont pu rien faire, c'était à dessein d'ailleurs, car ces mêmes puissances soutiennent dans l'ombre les groupes armés.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Arsène P. : La CPC a été créée à la demande des puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés dans notre pays. L'objectif c'est d'empêcher la réélection du président Touadera, car le fait que ce dernier ait fait venir les russes en Centrafrique, est très mal digéré par la France. Les groupes armés voulaient le report des élections du 27 décembre 2020 dans le but de créer un vide institutionnel, à l'issue du premier quinquennat de Touadera et déboucher à la mise en place d'une transition dont la gestion serait consensuelle. Touadera, en fin tacticien et rassuré par le soutien de Moscou, a vu le danger venir et a purement et simplement rejeté la demande des groupes armés et des partis politiques de l'opposition. Les groupes armés, n'ayant pas obtenu gain de cause, ont à la demande de leurs parrains occidentaux, créé cette fameuse coalition de criminels pour empêcher par la violence la tenue des élections du 27 décembre 2020.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Arsène P. : Oui je pense que l'appui des russes et des rwandais aux forces armées centrafricaines peut aider celles-ci à récupérer toutes les villes jadis occupées par les groupes armés. Maintenant la question est de savoir, jusqu'où ira cet appui ? Le jour où les russes et les rwandais vont se retirer, est-ce que les FACA seront en mesure de conserver les villes reconquises ? Toute la question est là. Parce que nous apprenons tous les jours que les rebelles de la CPC chassés des villes par les FACA et leurs alliés russes et

rwandais, se livrent à une guérilla d'autant qu'ils lancent des attaques sporadiques contre nos soldats et se retirent dans la forêt. C'est une sorte de guerre asymétrique que les rebelles de la CPC tentent d'instaurer et c'est très difficile à gérer, car cela fait appel à des moyens conséquents en hommes et en matériels.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Arsène P. : Mais bien entendu, bien entendu. Ce conflit met bel et bien en péril nos richesses naturelles car celles-ci font actuellement l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certains responsables politiques du pouvoir de Bangui ou proches de celui-ci. Il y a également des opérateurs économiques qui s'enrichissent énormément grâce à ce trafic autant que les chefs des groupes armés. Nous assistons à un pillage en règle de nos ressources naturelles. Le diamant, l'or, le bois et le bétail sortent en quantités industrielles à destination de l'Europe et de l'Asie en transitant par nos pays voisins. Il n'y a pas que les groupes armés et les opérateurs économiques qui s'enrichissent grâce à cette guerre, les grandes puissances comme la France, la Chine et la Russie profitent aussi énormément de cette guerre, car elles s'adonnent également au pillage de nos diamants, or et bois. C'est pour cela que plusieurs bras puissants s'agitent dans l'ombre pour que cette guerre ne finisse pas.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Arsène P. : Je pense que le gouvernement peut réaliser trois types de communications à l'effet de procéder au recensement de notre patrimoine culturel et naturel. La première communication concernerait la population qui devrait être invitée à fournir aux autorités des informations sur la localisation de tout ce qui est patrimoine culturel et naturel. La seconde communication concernerait les élus, leaders politiques et religieux. Le gouvernement peut les inviter à sensibiliser leurs électeurs et adeptes afin qu'ils fournissent eux-aussi toutes les informations concernant l'emplacement de notre patrimoine culturel et naturel. La dernière communication concernerait les puissances occidentales avec lesquelles le gouvernement peut signer des accords afin qu'elles procèdent à l'exploration de nos richesses minières enfouies dans notre sous-sol.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Arsène P. : La sécurité de nos richesses naturelles passe par un langage de fermeté de la part du gouvernement. Il doit dans un premier temps arrêter tous ceux qui se livrent au trafic illicite de ces richesses naturelles et les traduire devant la justice. Ces trafiquants illégaux doivent être sanctionnés de manière exemplaire afin de dissuader ceux qui seraient tentés de se livrer aux mêmes activités. Enfin, le gouvernement doit déployer les forces de défense et de sécurité là où se trouvent nos richesses naturelles afin d'en assurer la sécurité.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Arsène P. : Je pense avoir déjà répondu à cette question dans mes précédents propos. Si vous le voulez bien, je vais me répéter. Aujourd'hui, tous les chefs des groupes armés exploitent et vendent illégalement nos diamants, or, bois et bétail aussi bien sur le marché local qu'à l'étranger.

Il y a également des membres du gouvernement et des proches du pouvoir en place qui exercent les mêmes activités en toute illégalité. Les leaders rebelles comme Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim, Nouredine Adam et Ali Darass se sont beaucoup enrichis grâce au commerce illicite des ressources naturelles. Les chefs des Anti Balaka font pareil, personne n'est épargné.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Arsène P. : Moi, à l'allure où évolue le pillage de nos richesses naturelles par les groupes armés et les puissances occidentales, j'ai peur que nous ne puissions rien léguer à nos enfants. Nos bois sont coupés sans en replanter d'autres, nos diamants et or sont exploités par des sociétés chinoises, russes et françaises avec destruction massive de l'environnement. C'est très inquiétant, car les générations futures risquent de n'entendre parler de nos richesses naturelles que dans les livres d'histoire, car nous aurions tout épuisé avant que leur époque n'arrive.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Arsène P. : Oui abondamment, d'autant que je travaille dans un média de service public qui est régulièrement mis à contribution pour couvrir les opérations de reconquête des villes de l'intérieur du pays par les FACA et leurs alliés russes et rwandais. Je fais produire des émissions telles que les reportages et interviews par mes équipes de reporters qui sont régulièrement diffusées sur notre média. Vous savez que la guerre qui oppose depuis le mois de janvier notre armée appuyée par ses alliés russes et rwandais, aux rebelles de la CPC, elle est aussi communicationnelle. Le régime Touadera utilise à profusion les médias de service public dont celui dans lequel je travaille pour vendre les réalisations des FACA et leurs alliés

russes et rwandais et tirer à boulet rouge sur les groupes armés qui continuent de défier l'autorité de l'Etat centrafricain. Je dois avouer que tout ce qui est fait dans les médias de service public n'est toujours pas professionnel d'autant que les partis politiques de l'opposition démocratique n'y ont pas accès, je trouve cela très regrettable. Le journaliste professionnel que je suis, est souvent très gêné par cette situation, mais vous savez quand on roule pour le pouvoir en place, l'omerta est d'or.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Arsène P. : Les ressources naturelles sont également abondamment évoquées dans nos productions médiatiques, surtout au sujet du commerce illicite que certains groupes armés en font, avec la complicité de certains citoyens centrafricains et opérateurs économiques. Mais les sujets qui ont trait aux catastrophes environnementales dues aux activités des entreprises des pays partenaires de l'Etat centrafricain comme la Chine, la Russie et la France sont minutieusement évités. J'en veux pour preuve : lorsque des entreprises chinoises qui exploitent l'or dans la ville de Bozoum dans l'Ouham Pende ont fait l'objet de critiques très acerbes de la part des défenseurs de l'environnement qui les accusent d'avoir pollué les eaux de la rivière Ouham qui traverse ladite localité, j'ai souhaité y envoyer une équipe de reporters afin d'enquêter, mais mon chef hiérarchique s'est farouchement opposé. Il m'a clairement fait savoir que si je fais réaliser cette enquête par mes reporters et diffuser les informations y relatives sur notre média, nous attirerions les foudres de la présidence de la République, car la Chine est un partenaire très stratégique pour notre pays. Je n'ai pas besoin de vous dire que je n'ai pas été d'accord avec mon chef, parce que mon métier de journaliste m'oblige à dire la vérité au peuple. Mais bon, c'est mon chef, je me suis plié à ses injonctions.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Arsène P. : Beh, l'unique canal que j'utilise pour communiquer sur le conflit et les ressources naturelles, c'est le média dans lequel je travaille actuellement.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Arsène P. : La concertation, en soi, est l'un des meilleurs moyens de résolution des problèmes de la société. Elle a toujours fait ses preuves si les parties prenantes sont de bonne foi. Cela dit, le patrimoine culturel et naturel qui est un bien commun au peuple centrafricain, ne peut qu'en être bien recensé et bien protégé, si tous les enfants de la République se concertent et décident comme un seul homme pour y veiller. Les premiers gardiens de notre faune et flore, ainsi que nos diamants et or restent et demeurent les centrafricains eux-mêmes. Nous devons nous entendre afin de dénoncer toutes pratiques illégales qui sont de nature à nuire à l'existence de ce patrimoine. Les ressources naturelles sont des biens publics qui appartiennent au peuple centrafricain et il revient donc à ce dernier de décider ce qu'il faudrait en faire. Les citoyens doivent aider le gouvernement à identifier et à protéger ces richesses.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Arsène P. : La médiation qui peut être définie de manière simple comme l'intervention d'une tierce personne en vue d'aider des individus opposés par des différends, à trouver un terrain d'entente, a souvent joué un rôle majeur dans le règlement des conflits dans le monde. Si nous, centrafricains, n'arrivons pas à résoudre nos problèmes par nous-mêmes, l'intervention d'un médiateur peut nous aider à décanter la situation. En d'autres termes, si les centrafricains ne s'accordent pas sur la nécessité de barrer la route à ceux qui se livrent au trafic illicite des richesses naturelles de leur pays, eh bien, ils peuvent faire appel à une médiation extérieure.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Arsène P. : Vivement le retour de la paix en Centrafrique. J'appelle tous les centrafricains à y travailler sans relâche. La paix ne viendra pas des Nations Unies, ni de qui que ce soit venant de l'extérieur. Tous les partenaires qui interviennent dans la recherche de solutions au conflit centrafricain, ne sont là que pour nous accompagner. Il nous revient, à nous centrafricains, de nous dépasser, reléguer au second plan nos intérêts personnels et privilégier l'intérêt général afin que la paix revienne dans notre pays.

N°14 : Entretien avec M. Martin NOUM

Journaliste indépendant, il a souhaité que son identité ne soit pas révélée dans la retranscription de l'entretien. Exerçant depuis plus de vingt ans dans le secteur des médias, il a servi comme chargé de communication auprès de la présidence de la République à Bangui. Il a également été correspondant de plusieurs médias internationaux en Centrafrique. Avec son accord, le nom qui est utilisé dans cette retranscription est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Martin NOUM : Vous savez, ce que nous vivons dans ce pays depuis plusieurs années, est la résultante de la succession d'erreurs commises aussi bien par ceux qui ont présidé aux destinées de la Centrafrique que par la communauté internationale. D'abord pour les gouvernants, ils se sont fait remarquer par la mal gouvernance caractérisée par l'impunité, l'aggravation des inégalités et la marginalisation de nombreuses communautés. Par ailleurs, il y a des régions entières du pays qui ont été totalement ignorées par les régimes qui se sont succédé à la tête de notre pays. Il s'est donc installé une frustration et une défiance d'une part importante de la population centrafricaine vis-à-vis des gouvernants. Les auteurs de détournements massifs de deniers publics n'ont jamais été sanctionnés par la justice qui, de mon point de vue, donne souvent raison aux plus forts politiquement et financièrement. Ceux qui se livrent aux crimes économiques, utilisent les impôts des centrafricains pour non seulement afficher un train de vie insolent, mais narguer les citoyens que nous sommes. Il y a aussi des régions entières qui n'ont jamais d'hôpitaux dignes de ce nom, ni de routes qui puissent les relier au reste du monde. Bref, il n'y a pas d'infrastructures sur un large pan du pays. Or dans d'autres régions du pays, les écoles, hôpitaux et routes sont construits. Même si ceux-ci ne sont pas aux normes internationales, mais il vaut

mieux ça que rien. Les recrutements de fonctionnaires se sont tribalisés et monnayés au grand dam des valeureux fils de familles financièrement moins loties. Je me tourne maintenant vers la communauté internationale qui a aussi une part de responsabilité dans le drame que vit la Centrafrique depuis des décennies. Quand la France apporte son soutien à un régime en place dans notre pays, elle n'est pas très regardante sur la bonne gouvernance. Elle pense seulement à ses intérêts, c'est-à-dire la signature de contrats juteux, le contrôle de l'économie du pays, le contrôle des richesses naturelles de notre sous-sol. Même si les droits de l'homme sont violés, les fonds publics sont détournés, l'impunité s'est légalisée, Paris reste muette comme une carpe. Ouf ! Je passerais le reste de ma vie à vous parler des causes profondes des crises militaro-politiques que vit la Centrafrique, tellement qu'elles sont très nombreuses. Donc si vous voulez, c'est l'ensemble de tout ça qui est l'origine des rebellions et coups d'Etat qui ont émaillé l'histoire de la Centrafrique depuis son accession à l'indépendance le 13 août 1960.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Martin NOUM : Je vous ai résumé en quelques lignes, les causes profondes des crises récurrentes aux quelles la Centrafrique est confrontée depuis plusieurs années tout au début de notre entretien. Pour en revenir à la communauté internationale, je vous ai dit qu'elle n'est intéressée que par ses intérêts et non ceux du peuple centrafricain, victime des conséquences de la mauvaise gouvernance de ses dirigeants. Au lieu d'exiger des différents régimes qui se sont relayés à la tête de notre pays, le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et la corruption, la communauté internationale n'est intéressée que par le contrôle et le pillage en règle des ressources du sol et du sous-sol de notre pays. La France est la tête de liste des partenaires internationaux de la Centrafrique qui sont

complices des souffrances qu'infligent les politiques centrafricains à leurs concitoyens. Paris, Washington, Pékin et Moscou, pour ne citer que celles-là, ferment les yeux sur les dérives dictatoriales des présidents centrafricains si ceux-ci les laissent piller le bois, l'or, le diamant et autres ressources premières du pays. Quand les problèmes éclatent, la communauté internationale avec la France en première ligne, se contente de réunir les principaux leaders politiques de notre pays autour d'une table, pour in fine aboutir à la signature d'accords politiques dont personne ne respecte les dispositions. Que d'accords politiques ont été signés sous l'égide de la communauté internationale, mais ils sont restés lettres mortes dans les tiroirs à Bangui. La communauté internationale fait montre d'hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine, car d'un côté elle finance et équipe les groupes armés, de l'autre côté, elle parraine l'organisation de dialogue entre les belligérants dans le but de restaurer la paix dans notre pays. Tout le monde sait en Centrafrique, même les enfants qui sont dans les écoles primaires, savent que c'est la France qui a financé et équipé les rebelles de l'ex-Seleka qui ont renversé le président François Bozize le 24 mars 2013. Tout le monde sait aussi que c'est Paris qui est derrière les groupes armés qui occupaient plus de 80% du territoire centrafricain jusqu'en décembre 2020. Donc si la communauté internationale avait été exigeante, regardante quant au respect scrupuleux des règles de la bonne gouvernance vis-à-vis des présidents centrafricains, et cessé de soutenir les rebellions, on aurait évité cette énième crise à la Centrafrique.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Martin NOUM : Les violences contre les populations civiles sont le fait des groupes armés et des forces armées centrafricaines et ses alliés russes et rwandais. Par ailleurs, je vous ai déjà dit précédemment que c'est la

communauté internationale, au premier rang desquels la France, qui finance et équipe les rebelles. D'où viennent les armes et munitions sophistiquées dont disposent les groupes armés, dès lors que ceux-ci n'en fabriquent pas ? Des armes et munitions que détiennent les rebelles sont de marques françaises. Personne n'est dupe. Si la communauté internationale décide aujourd'hui de mettre fin à cette guerre, elle va s'arrêter dans les minutes qui suivent. Elle sait ce qu'il faut faire : ne plus financer et équiper les groupes armés. Elle doit arrêter de jouer au pompier, c'est-à-dire allumer le feu d'un côté et vouloir l'éteindre de l'autre. La communauté internationale doit mettre fin à son hypocrisie en Centrafrique. Par ailleurs, pour que ce conflit se termine, il faudra impérativement que tous ceux qui sont accusés d'avoir commis des crimes de toutes sortes, soient arrêtés et traduits en justice. Aujourd'hui, les bourreaux et les victimes se côtoient dans les rues. Pire encore, les auteurs de crimes odieux sont nommés à des hauts postes de responsabilité et payés avec les impôts du contribuable centrafricain avec la bénédiction de la communauté internationale, la France en tête. Tous les chefs de guerre qui ont été nommés au gouvernement, sont des protégés de Paris. Autre insulte au peuple centrafricain : la France fait actuellement pression sur le président Touadera pour qu'il dialogue avec les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize. Comment peut-on demander à un président démocratiquement élu par le peuple souverain de s'asseoir autour d'une table avec ceux qui ont assassiné de paisibles citoyens centrafricains ? Cher Monsieur, permettez-moi de vous poser la question simple suivante : Pourquoi Paris n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont commis les attentats de Charlie Hebdo à Paris ? Pourquoi l'Elysée n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont perpétré les attentats du Bataclan à Paris ? Ces terroristes ont été purement et simplement neutralisés, et c'est normal. Si j'avais une recommandation à faire au président Touadera, ce serait de ne pas accepter de dialoguer avec les criminels du peuple centrafricain qui lui a renouvelé sa confiance en le réélisant pour un nouveau quinquennat.

L'usage de la violence légitime par l'Etat centrafricain, c'est-à-dire que les forces armées centrafricaines, avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais, doivent neutraliser tous les groupes armés illégaux qui s'opposent à l'autorité de l'Etat qui n'est pas négociable, car elle s'impose à tous. Autant Paris n'a pas dialogué avec les assassins du peuple français, autant l'Elysée doit cesser ses pressions inadmissibles sur le président Touadera afin qu'il dialogue avec les assassins du peuple centrafricain.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Martin NOUM : Vous savez, les enjeux de l'accord de Khartoum étaient tels que la France et la Russie se livrent une guerre froide bis sans merci en terre centrafricaine. Comme je vous l'avais dit et répété dans mes précédents propos, les partis politiques de l'opposition eux aussi sont majoritairement pro-français. Or les négociations ayant abouti à la signature du fameux accord dans la capitale soudanaise ont été de bout en bout financées par la Russie, donc celle-ci ne voulait absolument pas de la présence des partis politiques de l'opposition qui ont toujours pris fait et cause pour Paris. Je vous citerai, entre autres, Martin Ziguele, Anicet-Georges Dologuele et Nicolas Tiangaye qui sont tous opposants farouches au régime de Touadera. Donc Moscou a dit qu'il est hors de question de les accepter dans les négociations, car ils n'y défendront que les intérêts de Paris qui sont diamétralement opposés aux siennes. Tout l'agenda et la liste des participants aux négociations ont été décidés par le Kremlin dont l'influence en Centrafrique va grandissante. Paris a remué terre et ciel pour faire participer les protecteurs de ses intérêts à la messe de Khartoum, mais Moscou lui a opposé une fin de non-recevoir claire et nette. Même l'Union africaine qui a joué les médiateurs n'a fait que de la figuration, car

les diplomates mandatés par Moscou avaient le dernier mot. Par ailleurs, Touadera savait que faire participer ses opposants qui sont des pro-français purs et durs aux négociations de la capitale soudanaise, aurait abouti à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, c'est-à-dire un partage de pouvoir avec l'opposition. Chose que le régime de Bangui n'était pas prêt d'accepter. Mais je pense que le régime de Bangui a commis là une erreur politique monumentale, car l'accord de Khartoum n'a profité qu'aux chefs de guerre. Il a permis à ceux-ci d'accroître leur emprise sur le territoire centrafricain, car jusqu'en fin décembre 2020, les groupes armés occupaient plus de 80 % du territoire centrafricain. Heureusement que l'entrée en scène des russes et des rwandais dans les combats aux côtés des forces armées centrafricaines face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement a inversé le rapport de force sur le terrain. Aujourd'hui, selon les sources gouvernementales, l'armée nationale occupe plus de 85 % du territoire centrafricain. Le régime de Bangui aurait dû convier à la table des négociations, les leaders de l'opposition démocratique, car ce sont des politiques chevronnés qui auraient pu proposer des solutions qui auraient arrangé tout le monde. Comment peut-on débattre des questions qui touchent à la vie de la nation centrafricaine sans y associer l'opposition démocratique qui porte la voix d'une partie du peuple ? Les leaders des partis politiques de l'opposition ont une part de responsabilité dans les crises récurrentes que traverse la Centrafrique depuis des décennies. Parmi eux, il y en a qui ont à un moment ou à un autre, présidé aux destinées de notre pays. Et pendant qu'ils étaient aux affaires, ils avaient brillé par la mal gouvernance, l'une des causes de cette longue crise dont le pays peine à en sortir.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Martin NOUM : Sur le papier, l'APPR-RCA avait pour objectif, l'arrêt des violences et la pacification du pays. Mais dans les faits, il a tout simplement

permis aux groupes armés de renforcer leur présence sur le territoire centrafricain, tout en poursuivant en toute impunité, le juteux trafic illicite des ressources naturelles telles que le diamant, l'or, le bois et le bétail. La France qui est le parrain des groupes armés a demandé à ceux-ci de ne pas déposer les armes, conformément aux dispositions de l'accord de paix, et de continuer à maintenir leur emprise sur les zones riches en matières premières dont Paris a besoin pour son économie. Dans ce chaos, les occidentaux ont continué à piller allègrement les immenses richesses naturelles de ce pays, au grand dam du malheureux peuple centrafricain. Par ailleurs, certains dignitaires du régime de Touadera se sont également adonnés au trafic illicite du diamant, de l'or, du bois et du bétail. En peu de temps, le nombre de multimillionnaires a été multiplié par N et les nouvelles villas d'un luxe insolent ont poussé comme des champignons dans les faubourgs de Bangui. Je n'oublie pas les grosses berlines neuves, aux vitres teintées, de marques japonaises et allemandes et conduites par les tenants du pouvoir, qui pullulent dans les rues de la capitale centrafricaine. Les russes, dans la préfecture de la Ouaka sur laquelle Ali Darass, le leader du groupe rebelle Union pour la paix en Centrafrique (UPC) régnait en maître, pillaient eux aussi les mines de diamants et d'or de la localité de Ndassima. Bref, vous comprenez maintenant que personne n'avait absolument aucun intérêt à ce que la rébellion prenne fin, car le chaos entretenu par celle-ci permettait à tout le monde de faire son business et s'enrichir tranquillement au détriment du peuple centrafricain qui meurt de faim en silence.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Martin NOUM : La CPC est née des affrontements diplomatiques violents qui se déroulent actuellement en Centrafrique entre Paris et Moscou. Le régime de Bangui étant ouvertement pro-russe, Paris voulait empêcher à

tout prix la réélection de Touadera afin de placer l'un de ses vassaux au pouvoir. Le premier quinquennat du chef de l'Etat centrafricain devait se terminer le 30 mars 2021, donc selon la Constitution et le Code électoral centrafricains, si le premier tour de l'élection présidentielle n'était pas organisé le 27 décembre 2020, il y aurait vacance du pouvoir à partir du 31 mars 2021. A ce moment-là, Touadera n'aurait plus de légitimité, donc il devrait être obligé de mettre en place une transition dont la gestion aurait été partagée avec l'opposition démocratique et les groupes armés. Le maintien de Touadera à la tête de cette transition aurait été conditionné par le départ des russes de la Centrafrique qui sont des menaces sérieuses pour les intérêts français. Touadera en bon stratège, a pu décrypter l'agenda caché de Paris à travers ses vassaux que sont les leaders de l'opposition démocratique et les chefs des groupes armés. Il a donc balayé d'un revers de la main, avec le soutien ferme de Moscou, toute idée de report de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020. Face à la fermeté du régime de Bangui, la dernière cartouche qui restait entre les mains de la France, c'était la lutte armée. Elle a donc ordonné, je dis bien ordonné, aux groupes armés sous le leadership de l'ancien président Bozize dont la candidature à l'élection présidentielle a été invalidée par la Cour constitutionnelle, de former une nouvelle coalition armée le 15 décembre 2020 afin d'empêcher la tenue des élections du 27 décembre 2020 par la force. Rappelez-vous, les rebelles ont brûlé le matériel électoral, c'est-à-dire les urnes, les bulletins de vote et les isolements dans certaines localités de l'intérieur du pays. N'ayant pas obtenu les résultats escomptés, les rebelles de la CPC ont lancé sur Bangui une attaque le 12 janvier 2021 dans le but de s'accaparer du pouvoir par la force, mais c'était sans compter avec la présence des russes. Huit groupes armés signataires de l'APPR-R sur les quatorze se sont pliés aux injonctions de Paris. Les six autres s'y sont opposés et sont restés fidèles à l'accord de Khartoum. En vertu des accords de défense signés entre la Centrafrique, la Russie et le Rwanda, le président Touadera a fait appel aux forces de ses deux pays pour aider l'armée

centrafricaine à repousser les assauts des rebelles. Voilà où nous en sommes.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Martin NOUM : Les forces armées centrafricaines avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais sont bel et bien capables de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain, si les choses continuent de se faire avec le même élan actuel. D'ailleurs, les faits le démontrent à suffisance car les nouvelles du terrain nous font comprendre que tous les jours, de nouvelles localités sont reprises aux groupés armés qui prennent la poudre d'escampette dès que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes qu'ils contrôlent. Cependant, les rebelles qui détalent, conservent leurs capacités de nuisance car les villes leur sont reprises quasiment sans combat et ils continuent de vadrouiller avec armes et bagages dans les parages. Souvent, on apprend qu'ils lancent des attaques sporadiques sur les FACA et leurs alliés et se retirent, ce qui s'apparente à de la guérilla difficile à contenir. Ce scénario est très redouté par les stratèges du ministère de la Défense avec lesquels j'ai pu échanger il y a quelques jours. Je suis également inquiet parce qu'il ne suffit pas de reconquérir une ville et croiser les bras ; il faut l'occuper dans la durée et la sécuriser. Or avec l'effectif réduit des FACA et l'immensité du territoire centrafricain qui fait 623 000 km², l'après reconquête des villes par l'armée nationale sera l'équation la plus difficile à résoudre par le professeur de mathématiques au pouvoir à Bangui.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ...

Martin NOUM : Absolument. Le patrimoine naturel composé des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bétail sont en train d'être pillés par les pays occidentaux dont la France, la Russie et les Etats-Unis. J'ajouterai à cette liste, la Chine qui est particulièrement gourmande dans la consommation des matières premières. Le sous-sol centrafricain est actuellement en train d'être rasé, tourné sens dessous dessus par toutes les puissances présentes sur le sol centrafricain. Je m'en vais vous en donner deux exemples qui vont certainement vous irriter. Les russes sont détenteurs de plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière avec lesquels ils sont en train d'exploiter à outrance, entre autres, des chantiers de diamants et d'or dans la Lobaye et la Ouaka. Les chinois quant à eux, nantis également des mêmes permis miniers que les russes, exploitent le diamant et l'or dans l'Ouham Pende et l'Ombella M'Poko. Ces deux puissants exploitent les ressources naturelles de notre pays sans le moindre respect de l'environnement et ce, au vu et au su de nos gouvernants. Les activistes défenseurs de l'environnement qui protestent régulièrement sont l'objet de menaces et de pressions inadmissibles de la part du régime de Bangui. Le bétail, lui aussi, fait l'objet de trafic illicite et très juteux de la part des chefs des groupes armés et de certains tenants du pouvoir en Centrafrique. C'est la même chose avec le bois des forêts de la Lobaye, de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéï qui sont coupés à longueur de journée et convoyés sous forme de grumes par de gros camions par des entreprises françaises à destination du port de Douala au Cameroun, avant d'être acheminés par bateaux en France. Donc vous voyez, tout notre patrimoine naturel tel que vous l'avez défini est en train de partir en fumée dans cette guerre que les puissances occidentales nous ont imposée.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Martin NOUM : Le patrimoine culturel est un bien commun appartenant à tout le peuple centrafricain, donc son recensement ne peut se faire sans ce dernier. Il faudrait sensibiliser d'abord les centrafricains sur le fait que ce sont des biens dont la mise en valeur pourrait générer d'importants revenus pour les caisses de l'Etat. Par exemple, les monuments et vestiges qui font partie du patrimoine culturel, la population peut aider les autorités à pouvoir les localiser avec précision car elle seule sait où ils se trouvent exactement. Ce serait le même scénario pour nos richesses naturelles que sont, entre autres, le diamant, l'or et le bois. Je me souviens quand j'étais tout jeune au lycée, je me rendais chez mes parents dans la Sangha Mbaéré dans les années 80. Mes parents n'ayant pas les moyens financiers pour préparer mes rentrées scolaires, j'étais obligé d'aller travailler dans les chantiers de diamants dont l'exploitation se faisait de manière très rudimentaire. Cela me permettait d'avoir le budget nécessaire pour m'acheter mes fournitures scolaires et m'acquitter de mes redevances scolaires. Donc encore une fois, la population peut aider les gouvernants à localiser les endroits où sont enfouis les diamants et l'or qui font l'objet d'exploitation artisanale par les autochtones. Pour me résumer, le gouvernement devrait faire une vraie communication publique à destination de toute la population centrafricaine afin qu'elle l'aide à localiser toutes nos richesses naturelles et culturelles. Par ailleurs, les élus tels que les maires, chefs de villages et députés devraient également être mis à contribution, car ils ont une bonne audience au sein de leurs électors respectifs. Cela fait appel donc à une sorte de communication politique du gouvernement à destination de ces élus. En ce qui concerne les richesses comme le fer, l'uranium et le pétrole, le régime de Bangui peut profiter de la présence de ses alliés russes et rwandais qui appuient l'armée

nationale à reconquérir les localités jadis occupées par les groupes armés pour faire de l'exploration.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Martin NOUM : La sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire centrafricain relève de la responsabilité des forces de défense et de sécurité. Pour moi, le gouvernement dispose de deux solutions pour protéger les richesses culturelles et naturelles. Tout d'abord, tout le monde sait que l'immensité des ressources naturelles du sol et sous-sol de notre pays fait partie des causes de cette crise que nous connaissons depuis des décennies. Tous ceux qui exploitent illégalement ces richesses doivent être arrêtés, traduits en justice et sanctionnés de manière exemplaire conformément à la loi. Cela dissuaderait les bandits de tout acabit qui se livrent à ce trafic illicite qui ne profite pas au peuple centrafricain. La deuxième option est l'utilisation de la violence légitime. Les groupes armés, en l'état actuel des choses, ne comprennent que le langage des armes que leur imposent actuellement l'armée nationale et des alliés russes et rwandais. Pour être plus explicite avec vous sur ce point, il faut que le gouvernement déploie l'armée là où se trouvent nos richesses naturelles afin que celles-ci soient protégées. Je n'en vois pas d'autres possibilités que la violence légitime qui imposerait l'autorité de l'Etat partout où il y a nos diamants, notre or, nos bois et nos espèces fauniques victimes de braconnage de la part d'hommes lourdement armés venus souvent des pays limitrophes tels que les deux Soudan, les deux Congo, le Cameroun et le Tchad.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Martin NOUM : Le trafic illicite encore et toujours à l'ordre du jour de ce conflit. Tous les groupes armés se livrent au trafic de diamants, d'or, du bois et du bétail pour financer l'effort de guerre. Ce sont des activités commerciales qui leur procurent d'importants revenus qu'ils utilisent pour s'acheter des armes et des munitions sur le marché noir, et prendre en charge leurs troupes au front. Ce trafic illicite enrichit énormément les chefs des groupes armés comme Abdoulaye Hissein du FPRC, Ali Darass de l'UPC et Mahamat Alkhatim de l'UPC. Je me souviens avoir lu un article écrit par un correspondant d'un quotidien français qui faisait état de ce que le trafic illicite de diamant et d'or faisait gagner au minimum un million d'euros mensuellement à Ali Darass qui régnait en maître sur les mines de Ndassima situés dans la préfecture de la Ouaka son fief. Le commerce du bétail également fait empocher d'importants revenus dans la ville de Kaga-Bandoro à Mahamat Alkhatim dans la préfecture Nana Gribizi. Quant aux Anti Balaka, ils s'en mettaient à cœur joie dans le commerce du diamant, de l'or et du bois dans les préfectures de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéï. A cause de ce trafic illicite, tous les chefs des groupes armés sont devenus des multimillionnaires. Mais ils ne sont pas les seuls à se livrer à cette pratique. Certains proches du pouvoir de Bangui et gouvernants, ainsi que des opérateurs économiques expatriés et centrafricains sont également impliqués dans ce commerce illégal. Donc vous voyez, personne n'a aucun intérêt à ce que cette guerre s'arrête d'autant qu'elle enrichit beaucoup de personnes cachées dans l'ombre au su et au vu des autorités compétentes de notre pays. Les produits illégalement collectés sont écoulés dans les pays limitrophes ou achetés par certaines sociétés occidentales opérant en Centrafrique. Une autre partie de ces ressources est vendue en Europe ou en Asie en transitant par nos voisins. D'un côté le processus de Kimberley interdit l'achat des diamants et or provenant des zones de conflit comme la Centrafrique, de l'autre côté ces mêmes pays membres de ce processus sont les acheteurs de ces pierres précieuses des mains des chefs de guerre. Cela ne m'étonne pas car la communauté internationale a toujours été hypocrite dans la

gestion des conflits qui minent les pays africains. Le cas de la RD Congo qui est juste en face de la capitale de notre pays en est un exemple patent. D'ailleurs ce sont les pays occidentaux qui financent et équiper les groupes armés qui écument les coins et les recoins des villes et villages qui regorgent des richesses premières dont les industries européennes, américaines et asiatiques ont besoin pour fonctionner. Le chaos instauré dans nos pays par les groupes armés est entretenu par les puissances comme la France, les Etats-Unis, la Russie et la Chine, pour ne citer que celles-là, afin de piller en toute impunité nos richesses naturelles. Il y a toute une litanie de littératures qui ont pu démontrer de manière irréfutable que les smartphones, ordinateurs, téléviseurs, véhicules et avions qui sortent des industries des grandes puissances que j'ai citées tout à l'heure, ont été fabriqués avec des matières premières venant des pays africains en conflit.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Martin NOUM : Ecoutez, au vu de ce qui se déroule actuellement en Centrafrique, il serait difficile à nos enfants de profiter des richesses naturelles du pays d'autant que celles-ci sont allègrement pillées par les groupes armés avec la complicité des pays occidentaux et de nos gouvernants. Si l'Etat centrafricain souhaite que les générations futures puissent profiter de ces richesses, il faudra qu'elles soient protégées et exploitées avec parcimonie. Si rien n'est fait pour stopper le trafic illicite de nos richesses naturelles par les groupes armés et nos gouvernants corrompus, les générations à venir n'auront aucune chance d'en profiter. L'Etat doit impérativement redéployer son emprise sur l'ensemble du territoire afin d'empêcher toute exploitation illégale de nos richesses naturelles. Ce redéploiement de l'autorité de l'Etat passe par la reconquête des villes et villages jadis occupés par les rebelles entretenus par les pays occidentaux au premier rang desquels la France.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Martin NOUM : Le journaliste indépendant que je suis, dénonce régulièrement les exactions perpétrées sur nos paisibles populations tant par les groupes armés que par les FACA et leurs alliés. Le journaliste est le gardien des droits de l'homme, donc je m'insurge tout le temps contre les violences exercées sur les citoyens centrafricains.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Martin NOUM : Vous savez que je suis un défenseur farouche de l'environnement, donc je suis fermement opposé à l'exploitation illicite et non durable de nos richesses naturelles. Cela m'a valu des menaces et des pressions de la part de nos politiques et opérateurs économiques corrompus, mais je ne me tairai jamais. Lorsque des entreprises chinoises qui exploitaient de l'or dans les environs de la ville de Bozoum dans la préfecture de l'Ouham Pendé ont causé des catastrophes environnementales, je n'ai pas été tendre avec les chinois ni avec nos autorités compétentes. En journaliste indépendant, j'écris régulièrement des articles sur ces sujets et les fais publier sur plusieurs médias pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les pratiques mafieuses qui entourent la délivrance des permis miniers et l'exploitation de nos ressources naturelles.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Martin NOUM : Tout d'abord, il faut exclure les médias de service public parce qu'ils sont aujourd'hui des instruments de propagande entre les mains du pouvoir exécutif centrafricain. Je n'y fais jamais publier ni diffuser mes articles qui sont généralement très critiques face à la manière dont le pouvoir de Bangui gère le conflit qui mine notre pays depuis plusieurs années. Donc je réalise l'essentiel de mes communications sur les médias privés.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Martin NOUM : Bon ! Réunir les enfants de la République autour d'une table pour échanger sur les problèmes de la nation centrafricaine n'a jamais été une mauvaise chose. D'ailleurs dans une famille, quand il y a un problème, il est toujours recommandé de faire asseoir tout le monde autour d'un sage afin de mettre tout le monde d'accord et dégager une solution consensuelle. Il nous a été toujours dit qu'il vaut mieux un arrangement à l'amiable qu'un mauvais procès. Les centrafricains doivent se concerter en permanence afin d'aplanir leurs différends. Les causes profondes de ce conflit méritent d'être analysées par les citoyens de ce pays eux-mêmes afin d'enterrer définitivement la hache de guerre et enclencher enfin le développement de notre pays aux sols et sous-sol immensément riches. En revanche, ce que je n'aime pas, c'est d'aller dans un pays étranger pour régler nos problèmes internes qui sont des linges sales qui auraient dû être lavés sur le territoire national autour de nos sages. Mais la quasi-totalité des accords signés entre les centrafricains ont été négociés et signés à Libreville, Brazzaville, Khartoum, Syrte... Cela nous infantilise. S'il y a concertation dont je crois aux vertus, elle doit se dérouler en Centrafrique. Par ailleurs, le peuple centrafricain est fatigué de ces multiples accords signés et qui n'ont jamais été respectés. Que d'accords

ont été signés dans notre pays, mais ils ont tous terminé leur course dans les tiroirs de nos gouvernants. J'espère que le dialogue qui se prépare entre le pouvoir de Bangui et les forces vives de la nation débouchera sur la signature d'un accord dont les termes seront scrupuleusement respectés.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Martin NOUM : Ecoutez, lorsque votre maison prend feu et que les voisins vous offrent leurs bons offices afin d'éteindre l'incendie, cela ne peut que vous arranger. Cependant, il faudrait que ces bons offices se fassent de bonne foi, de manière désintéressée et dans le respect de votre honneur et dignité. J'ai toujours remarqué que toutes les personnalités étrangères qui se sont autoproclamées médiateurs dans le règlement de nos crises, nous ont toujours considérés comme des enfants. Je crois aux vertus de la médiation aussi, mais que ceux qui offrent leurs bons offices aient un minimum de respect pour notre souveraineté. Toutes les grandes crises que l'histoire du monde a connues se sont toujours terminées autour d'une table et autour d'un médiateur. Il n'y aura pas de dérogation pour la crise centrafricaine. Celle-ci devra forcément se terminer autour d'une table et sous les auspices d'un médiateur national ou international.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Martin NOUM : J'aime bien l'une des déclarations phares du Comité international de la Croix rouge (CICR) qui dit ceci : « Même la guerre a des limites ». Il y a un temps pour faire la guerre et un autre pour faire la paix. C'est assez ! Il faut que cette guerre prenne fin en Centrafrique. Si les centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre et faire revenir la paix dans leur pays, cela se fera tout de suite. Ce ne sont pas les casques bleus des Nations Unies avec sa mission de maintien de la paix, la

MINUSCA, ni l'Union européenne avec sa mission EUTM qui feront restaurer la paix dans notre pays. Ce sont des partenaires qui sont venus nous accompagner dans la recherche de la paix. Si nous voulons la paix, nous aurons la paix. La paix dépend des centrafricains eux-mêmes.

N°15 : Entretien non-directif avec Monsieur Saint Clair MAKA

Il est journaliste, directeur de publication du Quotidien Brigade Anti Infox et coordonnateur du consortium pour la lutte contre la désinformation. Rattaché au département des sciences de l'information et de la communication de l'Université de Bangui qui forme les journalistes en Centrafrique, c'est un jeune d'une trentaine d'années qui a su s'imposer dans le domaine de la lutte contre les fake news. Il est l'un des meilleurs spécialistes, invités partout dans le monde entier, pour donner des formations sur la vérification de l'information et de la lutte contre les fake news.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ? OK

Saint Clair MAKA : Merci beaucoup, avant de répondre à votre question, je suis Saint Clair MAKA, journaliste, directeur de publication du Quotidien Brigade Anti Infox et coordonnateur du Consortium pour la lutte contre la désinformation. Les causes de la crise que connaît la Centrafrique ne datent pas d'aujourd'hui. Normalement, la langue Sango que nous avons en commun devait nous fédérer, mais ce n'est pas du tout le cas. On peut dire que les causes de cette crise sont multiples, en commençant par la fibre ethnique sur laquelle jouent les politiques pour diviser la population. Il y a également la faiblesse de nos institutions qui n'arrivent pas à jouer pleinement leur rôle comme l'exige la loi. Il y a aussi la marginalisation d'autres communautés au profit d'autres. À force de marginaliser certains groupes, il y a eu une sorte de frustration qui a engendré un repli sur soi. Les conséquences, c'est que les coups d'État se sont multipliés, de Bokassa à Djotodja en passant par Dacko, Kolingba et Bozize. Mais au temps de Bozize, les choses se sont détériorées davantage à cause de la mauvaise gouvernance qui a fait frustrer beaucoup de centrafricains. C'est la somme de tous ces problèmes qui a fait que certains hommes politiques ont joué

les jeunes victimes de marginalisation et d'inégalité pour les entraîner dans les rebellions.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ? OK

Saint Clair MAKKA : La population centrafricaine a toujours pensé que la communauté internationale était là pour aider le pays à avancer. Mais malheureusement cette communauté internationale ne met pas l'accent sur la bonne gouvernance qui a ouvert la voie à un laisser-aller. Certains dirigeants avaient des politiques très drastiques, mais la communauté internationale qui est composée des bailleurs de fonds, n'est pas très regardante sur la gestion des financements mis à la disposition des Etats. La communauté internationale aurait dû conditionner l'octroi des fonds au respect des principes de la bonne gouvernance. Mais on constate souvent que cette communauté internationale n'intervient en Afrique que pour ses intérêts et non ceux de la population. Donc on peut dire que la communauté internationale ne sait pas mettre les garde-fous permettant à la population africaine de s'en sortir. Pour la crise centrafricaine, il fallait rassembler tous les acteurs autour d'une table afin d'aplanir les différends qui les opposent. Mais malheureusement, la communauté internationale a toujours privilégié les palliatifs à court terme et non à long terme aux problèmes centrafricains.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ? OK

Saint Clair MAKKA : Le gouvernement centrafricain, sous la médiation de la communauté internationale, a pu signer en février 2019 un accord de paix avec les groupes armés. L'objectif recherché par cet accord de paix

était l'arrêt des violences et la restauration de la paix en Centrafrique. Mais malheureusement, les dispositions de cet accord ont été régulièrement violées aussi bien par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés et au su et au vu de la communauté internationale. Plus grave encore, les sanctions prévues dans cet accord n'ont jamais été infligées aux contrevenants, si bien que les groupes armés ont continué à violenter les pauvres populations civiles sans défense. Je pense que si la communauté internationale avait été très ferme dans la mise en œuvre de cet accord de paix, les violences n'auraient pas atteint les niveaux critiques que nous avons connu dans le pays.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ? OK

Saint Clair MAKKA : C'était une grave erreur de la part du gouvernement centrafricain de n'avoir pas impliqué toutes les forces vives de la nation centrafricaine, en l'occurrence les partis politiques aux négociations ayant abouti à la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation en RCA (APPR-RCA). C'est ce qui est reproché aujourd'hui au gouvernement. Un problème qui concerne toute la nation centrafricaine, on aurait dû impliquer tout le monde, mais malheureusement les partis politiques de l'opposition ont été tous écartés. Le régime en place voulait conforter son pouvoir et éviter un gouvernement d'union nationale. L'idée qui anime les gens, c'est que quand ils arrivent au pouvoir, ils disent que c'est notre tour et il n'est pas question d'associer les autres à la gestion de la chose publique. Les causes profondes de cette crise ne datent pas d'aujourd'hui, comme je l'ai déjà indiqué ci-haut. Les leaders comme Martin Ziguele, Nicolas Tiangaye et Anicet-Georges Dologuele ont tous été Premier ministre et connaissent mieux l'historique de cette crise, donc si on les avait

associés aux négociations, ils auraient proposé des solutions pouvant aider à la compréhension de ce qui a poussé les rebelles à prendre les armes. Ils auraient également pu proposer des solutions pouvant empêcher d'autres personnes de prendre encore les armes demain. Mais le gouvernement centrafricain, sous l'égide de la Russie, a préféré faire un regroupement sélectif au bénéfice exclusif des groupes armés en ignorant les partis politiques de l'opposition. Le forum de Bangui avait déjà jeté les bases de cet accord pour que les groupes armés ne puissent plus reprendre les armes, mais malheureusement, ce sont les mêmes groupes armés qui sont revenus. Ils étaient déjà avec François Bozize sous l'étiquette des libérateurs, mais ils sont revenus parce qu'ils disaient être victimes de frustration.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Saint Clair MAKKA : Comme on dit, le nerf de la guerre c'est l'argent. Cela revient au malheur de la RCA qui est un pays immensément riche, doté d'un sous-sol contenant au moins 471 indices miniers. Il y a de quoi à pousser les groupes armés à ne pas respecter cet accord. Les responsables de ces groupes armés étaient devenus de véritables chefs de guerre dans les localités qu'ils contrôlaient. Ils font fructifier le commerce illicite de diamants, d'or et d'autres richesses naturelles du pays et cela leur faisait gagner beaucoup d'argent si bien qu'ils n'avaient aucun intérêt à mettre fin au conflit. La fin du conflit signifie le retour de l'Etat dans les zones contrôlées par les groupes armés. Qui dit retour de l'Etat, dit arrêt du trafic illicite des ressources naturelles. Donc les chefs de guerre ont tout à gagner en entretenant le statu quo, c'est à dire la poursuite de la guerre. Il est très difficile pour un groupe armé qui tire profit de la guerre en exploitant le diamant, l'or et le bois de laisser tomber ses activités et d'aller se contenter de 10 millions de FCFA mis à sa disposition par le gouvernement centrafricain. C'est pour cette raison qu'ils commettent des exactions sur la population afin de faire fuir cette dernière et leur laisser les zones riches

en richesses naturelles pour exploitation. Dans l'accord de paix, de vraies sanctions n'ont pas été prévues pour réprimer les violences contre les populations civiles, les garants, c'est à dire la communauté internationale, de cet accord se contentaient seulement de dénoncer les violences commises par les groupes armés. Tout ça, c'est dû à la faiblesse de notre système de défense, avec une armée en déliquescence et sous sanction des Nations Unies, donc incapable de remplir sa mission de protection des biens et des personnes sur le territoire national. Les groupes armés ne respecteront jamais un gouvernement dont la puissance de feu est nettement inférieure à la leur. En sommes, les groupes armés se sont ligüés pour dire mais nous, nous avons une puissance de feu suffisante, si on respecte l'accord de paix, on va tout arrêter même le commerce des ressources naturelles qui nous fait gagner beaucoup d'argent. C'est pour cette raison qu'ils ont refusé de déposer les armes. Donc le problème des groupes armés, tant que le gouvernement n'aura pas un système de défense fort capable de projeter des hommes sur le terrain, dissuader ou contraindre les rebelles, les rebellions ne s'arrêteront jamais. Tant que le commerce illicite du diamant, de l'or et autres se poursuivra, tant que les frontières terrestres resteront poreuses, tant que les étrangers traverseront pour venir chez nous se fournir en pierres précieuses, malgré que c'est le diamant du sang, les rebellions ont encore de beaux jours devant elles. Normalement, le processus de Kimberley a interdit l'achat des diamants venant de certaines zones occupées par les groupes armés, mais on se rend compte que nos diamants traversent nos frontières, arrivent dans les pays voisins et sont vendus sur le marché international au vu et au su de tout le monde.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ? OK

Saint Clair MAKA : La création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) est la résultante de ces frustrations que j'ai déjà évoquée tout à l'heure. Le fait que le gouvernement ait traité seulement avec quelques groupes armés en laissant de côté les partis politiques de l'opposition et d'autres acteurs importants de la vie politique du pays, est également à la source de la création de cette nouvelle coalition. Le gouvernement centrafricain est tombé dans son propre piège, car il se rend complice des exactions des groupes armés en essayant de gérer cette crise avec eux. Il y a eu des promesses non tenues du côté du gouvernement et des chefs rebelles. La formation de certains éléments des groupes armés pour les intégrer dans les forces armées centrafricaines (FACA), n'a pas produit les résultats escomptés. Il aurait pu avoir un accompagnement de la part du gouvernement au bénéfice des éléments des groupes rebelles formés, mais rien n'y a été fait. Par exemple, le gouvernement a promis aux chefs rebelles qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec leurs grades de généraux, mais cette promesse n'a jamais été tenue par le pouvoir en place. La présence de la Russie en Centrafrique n'a pas rencontré l'agrément des groupes armés, car ceux-ci estiment que c'est une manière de transposer leur problème dans un autre pays étranger. Les groupes armés ont toujours traité les instructeurs russes qui forment les FACA de mercenaires, donc leur présence sur le territoire centrafricain pourrait gravement nuire à leurs intérêts. Le gouvernement a également promis des postes de responsabilité aux chefs des groupes armés, mais cela n'a pas été fait. Il y a frustration parce que des politiques ont également sauté sur l'occasion. L'ancien président François Bozizé a reconnu être le coordonnateur de la CPC et cela a ragailardi les éléments de celle-ci. Les rebelles ont dit que le gouvernement a détourné des projets destinés à leurs régions d'origine pour les redéployer dans d'autres régions, donc du coup ils ne sont pas d'accord. Notamment les chefs rebelles ont affirmé que le gouvernement ne s'occupe pas des populations de religion musulmane se trouvant dans les zones sous le contrôle des groupes armés. C'est l'un des

reproches que l'Union pour la paix Centrafrique (UPC) de Monsieur Ali Darass a fait au régime de Bangui.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ? OK

Saint Clair MAKKA : C'est difficile parce que la République centrafricaine c'est 622 000 km², avec l'effectif actuel des FACA qui est très réduit, la reconquête du territoire national sera compliquée. Même avec l'arrivée des alliés russes et rwandais, l'effectif de l'armée nationale ne dépasse pas trente mille hommes. Si on prend l'exemple du Tchad, l'armée compte plus de soixante mille hommes. L'armée nationale étant sous embargo, ne pourra pas recouvrer l'intégralité du territoire national. On a pu remarquer que les villes qui ont été reprises aux rebelles, l'ont été presque sans combat. Les rebelles, dès qu'ils apprennent que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes, prennent la fuite afin d'éviter les confrontations directes, mais ils se volatilisent dans la nature tout en gardant leurs équipements. Il y aura une guerre d'usure, c'est à dire que les groupes armés vont opter pour une méthode de guérilla comme au temps des zaraguina. On se souvient du convoi du Pasteur Guerekoyame qui a été attaqué par les hommes de la CPC sur l'axe Bambari – Bria, où des véhicules du serviteur de Dieu ont été incendiés et ceux de ravitaillement des FACA aussi par des hommes en armes. Donc déjà, nous sommes dans une guerre d'usure. Normalement, quand on conquiert une ville, il faudrait y déployer un contingent pour la protéger, mais par manque d'effectif, seulement une poignée de soldats prend en charge la sécurité de ladite ville. Rien que l'UPC et les 3R dépassent largement cinquante mille hommes. C'est vrai l'arrivée des alliés russes et rwandais est une bouffée d'oxygène pour le pays en matière sécuritaire, mais il faudrait aussi s'entendre avec les pays voisins pour sécuriser les frontières communes.

Car les étrangers qui composent les groupes armés en Centrafrique, viennent de ces pays voisins. Ils commettent des exactions sur le territoire national et s'enfuient pour aller se cacher dans leurs pays respectifs. Sans cette entente avec les pays voisins, ce serait comme si on essayait de bloquer l'eau avec une passoire. Le gouvernement se contenterait seulement de sécuriser la ville de Bangui, même le corridor Bangui – Garoua Mboulaï serait en insécurité car l'on ne pourra pas mettre un soldat dans chaque coin de la route. On ne peut non plus sécuriser ce pays sans passer par le dialogue, car les groupes armés vont rester avec leur colère en eux et imposer une guérilla au détriment de la population. On a déjà commencé à assister à cela, avec des convois de marchandises en provenance du Cameroun être attaqués par les éléments de la CPC. Même si on arrive à récupérer leurs armes, ils vont toujours s'en procurer car ils en ont les moyens financiers. Les revenus que génère l'exploitation illicite des puits de diamants et d'or dans les zones qu'ils contrôlaient, sont largement suffisants pour s'acheter des armes et des munitions. Depuis plus cinq ans, les groupes armés exploitent les ressources naturelles et se sont beaucoup enrichis, donc ce n'est pas en quelques jours que l'on va mettre fin aux activités florissantes des chefs de guerre. Récuper une kalachnikov ne signifie pas détruire les rebellions. On a vu comment ce genre de crise en Colombie. Les rebelles ont accepté eux-mêmes de déposer les armes et se sont assis autour d'une table de négociation avec le régime en place. Donc tant que n'aura pas résolu le problème centrafricain par le dialogue entre les centrafricains, tout ce qu'on est en train de faire ne serait que peine perdue. On va continuer à ramener le peuple dans un cycle de violences, car les groupes armés sont expérimentés dans leurs activités violentes et en tirent d'énormes profits. Cela fait déjà plus de cinq ans qu'ils sont dans la brousse, donc ce n'est pas rester encore cinq ans encore dans le maquis qui va les décourager, surtout que ça leur profite. C'est une bonne chose que les alliés russes et rwandais soient là, mais le gouvernement doit prôner le dialogue sans pour autant exclure qui que ce soit. Sans le dialogue avec l'ensemble des acteurs de la crise, on ne va pas

régler le problème. Quand on dialogue seulement avec ceux qui sont à Bangui tout en mettant de côté les hommes en armes qui sont dans les provinces, on ne va pas régler le problème. Il faut dialoguer avec ceux qui ont pris les armes aussi afin de ramener la paix au pays.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.) ... OK

Saint Clair MAKKA : Oui le conflit met le patrimoine, nos richesses en péril. On a vu des maisons incendiées par les rebelles qui ne respectent aucune règle en matière de la guerre. Certains groupes armés ne connaissent pas l'importance du patrimoine culturel, mais en ce qui concernent le patrimoine naturel tel que vous l'avez défini, je l'ai déjà dit, les violences entre les FACA appuyées par leurs alliés et les groupes armés, détruisent ces richesses. Comment faire pour sécuriser le patrimoine, eh bien le gouvernement devra parler avec tous les acteurs du conflit afin de solliciter leur contribution aux efforts de protection de ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. Mais tant qu'on ne fera pas comprendre à ces groupes armés que le patrimoine appartient à tous et que tout le monde est appelé à contribuer à sa protection, ce sera difficile. Il est à noter qu'il n'y a pas que les rebelles qui mettent en péril le patrimoine culturel et naturel, les forces régulières et leurs alliés russes et rwandais en font autant. Le gouvernement devrait déployer une équipe indépendante et neutre sur le terrain afin de répertorier d'abord le patrimoine culturel et naturel, et ensuite sensibiliser les acteurs et toutes les populations sur l'intérêt de la préservation de ces richesses communes. Il faudrait communiquer suffisamment tout autour de ce patrimoine, en organisant

des missions de terrain, car la télévision nationale ne couvre pas l'ensemble du territoire centrafricain, les radios non plus. Il n'y a que les grandes villes qui sont desservies par les stations de radiodiffusion sonore qui sont essentiellement communautaires. Il faudrait mettre à contribution les chefs de villages et les chefs des groupes armés.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Saint Clair MAKA : Cela devrait également se faire à travers la sensibilisation d'abord de tous les acteurs de la crise, puis de l'ensemble de la population centrafricaine. Il faudrait expliquer aux chefs des groupes armés que le patrimoine culturel peut générer des devises importantes pour la République centrafricaine, à travers le tourisme. Par exemple, expliquer aux acteurs en quoi le monument de Boganda peut-il être une source de revenue pour le pays, car on peut rendre leur visite payante aux touristes aussi bien étrangers que nationaux. Un autre exemple est celui des monolithes de la ville de Bouar qui peuvent rapporter des devises à la municipalité, grâce au tourisme. Tout cela fait appel à la sensibilisation des populations à travers la télévision et la radio qui sont des médias de masse. On peut également mettre à contribution les réseaux numériques où on peut poster les photos et vidéos du patrimoine culturel et naturel pour l'information des personnes qui auraient l'intention de les visiter. Par contre, pour le patrimoine naturel, c'est un peu compliqué, car les groupes armés tirent profit du trafic illicite qu'ils en font. Je pense que le manque de protection de nos richesses naturelles est également à l'origine de la crise que nous connaissons depuis plusieurs années. Le gouvernement devra faire de la sécurité du patrimoine naturel une priorité, car les diamants qui sont produits dans les zones sous le contrôle des groupes armés sont considérés comme des diamants du sang, donc susceptibles de ne pas être vendus sur le marché international. Tant qu'il n'y aura pas la

paix dans le pays, il risquera toujours de brader nos diamants. Cette communication ne devra pas se limiter seulement à Bangui, car ici on peut facilement se servir de la télévision et de la radio pour s'adresser à la population, mais en provinces, les choses sont un peu compliquées, car les villes de l'arrière-pays ne sont toutes couvertes par les médias de service public. En provinces, la majorité de la population centrafricaine est analphabète et donc il faudrait sensibiliser en langue Sango qui est comprise sur toute l'étendue du territoire national. La sensibilisation peut se faire à travers des spots télévisés et/ou radiodiffusés en expliquant clairement l'importance du patrimoine tant pour les générations présentes que pour les générations futures. Les richesses du sol et du sous n'appartiennent pas seulement aux générations actuelles, elles appartiennent aussi aux générations à venir.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ? OK

Saint Clair MAKKA : Comme je l'ai dit tantôt, le gouvernement devra tout d'abord expliquer au public en quoi il est indispensable protéger notre patrimoine, car il est constitué de richesses qui appartiennent à tout le peuple centrafricain. Le meilleur moyen de le faire, reste et demeure la sensibilisation en utilisant les médias de masse que sont la télévision et la radio. Pour les acteurs du conflit, il faudrait se mettre autour d'une table et parler de ce patrimoine. Il appartient au gouvernement d'organiser cette rencontre à laquelle devrait participer tout le monde sans exclusive. Il revient au pouvoir en place de mobiliser les politiques, religieux, non religieux, défenseurs de l'environnement, défenseurs des droits de l'homme, collectivités territoriales et autres dans le but de gagner l'adhésion de tout le monde concernant la nécessité de la protection du patrimoine. Cependant, le pouvoir ne devrait pas hésiter d'utiliser la violence légitime pour protéger ce patrimoine face aux personnes qui seraient tenter de se mettre en marge du dialogue. Je pense que le fait que

les FACA et leurs alliés russes et rwandais reprennent les zones minières par la force d'entre les mains des groupes armés, est également une manière de communiquer. Pour me résumer, la communication du gouvernement centrafricain relative à la protection du patrimoine naturel et culturel devrait allier sensibilisation, dialogue et violence légitime.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ? OK

Saint Clair MAKKA : Notre organe de presse a enquêté et écrit plusieurs articles sur le trafic illicite des ressources naturelles, notamment du diamant, de l'or, du bétail et des espèces fauniques protégées par les groupes armés. C'est le cas de l'UPC d'Ali Darass dans la préfecture de la Ouaka, du FPRC dans la préfecture du Bamingui Bangoran et des Anti Balaka dans la Sangha Mbaéré et la Mambéré Kadéï. Mais nos reporters ont également pu remarquer que certains contingents de la MINUSCA se livrent, en violation de leur mandat, au commerce de diamants et d'or dans les zones où ils interviennent pour protéger les populations civiles. Certains proches ou tenants du pouvoir à Bangui s'adonnent aussi au trafic illicite de ces richesses minières. Les diamants et l'or extraits du sous-sol centrafricain sont vendus dans les pays voisins tels que le Cameroun, Tchad, RD Congo et Soudan, ou bien ils transitent par ces mêmes pays à destination du marché international, c'est à dire Dubaï, Anvers et autres grandes villes occidentales. Certains trafiquants illégaux centrafricains ou étrangers installés à Bangui, se rendent dans les zones occupées par les groupes armés, achètent les pierres précieuses des mains des chefs de guerre et les revendent sur place dans la capitale centrafricaine. Pour mettre fin à ce trafic illicite qui ne profite pas au Trésor public centrafricain, le régime de Bangui devrait tout d'abord commencer par traduire en justice tous ceux et toutes celles qui le pratiquent. Ensuite, utiliser la force pour protéger fermement les zones dotées de richesses du sol et du sous-sol. Les contrôles au niveau des frontières terrestres et aériennes doivent être

renforcés, car les trafiquants illégaux de nos ressources naturelles utilisent toutes les voies pour faire sortir leurs produits du pays. Certains ont été appréhendés au niveau de l'aéroport de Bangui M'Poko, d'autres à la frontière avec le Cameroun, et d'autres encore au bord de la rivière Oubangui en tentant de traverser vers la RD Congo ou en descendant le cours d'eau pour se rendre au Congo Brazzaville. C'est ce trafic illicite du patrimoine naturel qui enrichit le plus les groupes armés, donc si on les empêche de le pratiquer, on aurait ainsi tari l'une de leurs sources importantes de revenus. C'est ça qui permet aux groupes armés d'avoir les fonds nécessaires à l'achat d'armes et de munitions sur le marché noir. Nous avons ouvert des rubriques dans les colonnes de notre journal pour en parler afin d'interpeller les autorités sur cette pratique illégale qui ne profite pas au peuple centrafricain, en ce sens qu'elle alimente la guerre et fait perdre des revenus importants aux caisses de l'Etat. Les richesses du sol et du sous-sol sont au nombre des causes de la guerre en Centrafrique.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ? OK

Saint Clair MAKKA : Si les richesses naturelles continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certaines autorités centrafricaines, les générations actuelles encore moins celles à venir risquent de n'en tirer aucun profit. Parce que tous les revenus qui sont générés par ce trafic illicite va directement dans les poches des chefs de guerre et des autorités concernées. Le commerce de diamants et d'or pratiqué par les rebelles permettent à ces derniers d'acheter des armes et des munitions qui servent à assassiner la population civile aux mains nues. Donc dans ces conditions, eh bien, les ressources naturelles ne sauraient profiter aux générations présentes. L'argent généré permet d'acheter des armes qui entretiennent l'insécurité qui empêchent les citoyens centrafricains de vaquer librement à leurs activités quotidiennes

génératrices de revenus dont ils ont besoin pour nourrir leurs familles respectives.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ? OK

Saint Clair MAKÀ : Oui, nous le faisons régulièrement. Avant l'entrée des russes et des rwandais en scène aux côtés des FACA dans les combats qui opposent celles-ci aux rebelles de la CPC, nous publions régulièrement des articles de reportages, enquêtes et autres sur les activités militaires sur les différents fronts, grâce aux contributions de nos correspondants et envoyés spéciaux. Même si l'accès à certaines zones contrôlées par les groupes armés est parfois risqué, nous utilisons des techniques journalistiques de collecte d'informations pour informer nos lecteurs. Par ailleurs, depuis que les alliés des FACA que sont les russes et les rwandais combattent maintenant aux côtés des soldats de l'armée nationale face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC), nous informons régulièrement le public sur tout ce qui se passe dans l'arrière-pays où se concentre l'essentiel des combats. Nous publions également des articles sur les exactions commises aussi bien par les rebelles de la CPC que des FACA en compagnie de leurs alliés russes et rwandais. Le support que nous utilisons pour communiquer avec le public reste et demeure notre quotidien qui paraît en format papier et aussi sur les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ? OK

Saint Clair MAKÀ : Le trafic illicite des ressources naturelles réalisé par les groupes armés et certaines autorités centrafricaines est régulièrement évoqué dans les colonnes de notre journal. Les soupçons de corruption qui pèsent sur certains politiques ou des hommes d'affaires proches du pouvoir de Bangui, dans le domaine du diamant, de l'or, du bois et du bétail sont

également abordés dans nos parutions. Nous écrivons nos articles pour la lecture du public centrafricain sans distinction. Nous évoquons aussi régulièrement que possible les questions de l'exploration pétrolière effectuée par les chinois dans certaines régions du pays. Mais vous savez que tout ce qui touche aux mines en Centrafrique, est éminemment sensible car il nous est arrivé plus d'une fois de faire l'objet de pressions et de menaces lorsque nous révélons des affaires qui mettent à nu les pratiques peu orthodoxes des milieux politiques et économiques.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Saint Clair MAKKA : Nous privilégions les colonnes de notre quotidien qui paraît à la fois en ligne qu'en version papier, sans oublier les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Saint Clair MAKKA : La concertation permet effectivement de connaître les revendications des populations et surtout des groupes armés qui en veulent au pouvoir en place. C'est un moment d'échanges au cours duquel on pourra comprendre pourquoi les rebelles se sont ligüés contre le gouvernement au point de vouloir le renverser. Cette concertation devrait rassembler tous les acteurs du conflit afin que tout le monde expose ses problèmes à tout le monde. Dans un Etat démocratique digne de ce nom, le dialogue doit être l'un des moyens privilégiés pour le règlement des différends entre les couches de la société. Au cours des échanges, les tenants du pouvoir peuvent expliquer en quoi il est important de sécuriser

le patrimoine culturel et naturel, car c'est un bien commun appartenant aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures. Le gouvernement, en prélude aux concertations, peut déployer des équipes sur le terrain en vue de recenser, dans la mesure du possible, tout le patrimoine culturel et naturel. Pendant les assises, une présentation des résultats du recensement sera faite aux participants afin de solliciter leur adhésion aux démarches du gouvernement relatives à la protection de nos richesses culturelles et naturelles.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Saint Clair MAKKA : Sans la médiation de la communauté internationale, le travail du recensement et de la protection du patrimoine culturel et naturel, dans le contexte actuel, est voué à l'échec. L'exemple le plus frappant, c'est l'Accord politique de paix et de réconciliation signé entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés en février 2019. Les négociations qui ont précédé la signature de cet accord, ont été menées sous les auspices, entre autres, de l'Union africaine, Union européenne, la CEEAC et la CEMAC, donc de la communauté internationale. A vrai dire, le gouvernement centrafricain ne voit pas l'importance de ce patrimoine si non, il aurait déjà pris des initiatives allant dans le sens de son recensement et de sa protection. Donc il est souhaitable que les pays amis et partenaires internationaux puissent s'y investir conformément au droit international. Cela bénéficiera tant au peuple centrafricain qu'aux touristes venant du monde entier pour le visiter.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Saint Clair MAKA : Nous voulons la paix en Centrafrique. Nous, on a grandi dans les coups d'Etat, mais on n'aimerait pas que nos enfants vivent les mêmes choses que nous. Qu'ils aient la chance de voir le monument Boganda, qu'ils profitent de l'exploitation de nos richesses naturelles. Pour ce faire, nous devons protéger notre patrimoine culturel et naturel. Si nous ne protégeons pas ce patrimoine, nos enfants risquent d'en prendre connaissance que dans les livres d'histoire. Prônons le dialogue comme mode de résolution de nos différends afin que la paix revienne en Centrafrique.

- **Entretien avec un membre de l'organisation de la jeunesse (Conseil national de la jeunesse)**

N°16 : Entretien avec Armand SANGATA

A peine trente ans, il est l'un des leaders les plus actifs du Conseil national de la jeunesse (CNJ) en République centrafricaine. Juriste de formation, il fait souvent entendre sa voix sur l'enrôlement des enfants par les groupes armés et le travail des mineurs dans son pays. Son franc parler lui a parfois valu des ennuis au sein du régime du président Touadera. Afin d'éviter d'en attirer d'autres, dit-il, il souhaite que son identité n'apparaisse pas dans notre thèse. Le nom qui lui est attribué ici, est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Armand SANGATA : Merci pour la confiance que vous faites à la jeunesse en m'accordant cette interview. Je voudrais, avec votre permission, avoir une pensée pour les jeunes qui sont des victimes innocentes de ces nombreuses crises que notre pays connaît depuis plusieurs décennies. Les uns ont été enrôlés de force par les groupes armés et servis comme chairs à canon au front, tandis que d'autres ont été employés dans divers secteurs d'activités professionnelles. Cela doit cesser immédiatement, car la place des enfants, c'est à l'école et non au champ de bataille ni dans les secteurs d'activités professionnelles en qualité de travailleurs mineurs. Pour en revenir maintenant à votre question, les causes de ce conflit interminable dans notre pays ? On le sait tous, la mauvaise gouvernance est la cause principale de ce conflit. Quand les présidents prennent le pouvoir, ils ignorent totalement les règles basiques de la démocratie, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements des deniers publics et j'en passe. Toute l'économie du pays est contrôlée par un petit groupuscule de privilégiés qui dicte sa loi au reste de la population centrafricaine. Les gens sont jetés en prison au gré des proches et membres de la famille présidentielle. Les

arrestations arbitraires sont devenues monnaie courante. Des régions et des ethnies entières font l'objet d'exclusion systématique de la part des tenants du pouvoir. Devant la justice, les plus forts, les plus puissants, les plus riches ont systématiquement raison. La liste n'est pas exhaustive. Tous les maux que je viens d'énumérer ont fait qu'un climat de défiance s'est installé entre les exclus de la société et les gouvernants, à telle enseigne que les mécontents ont fini par utiliser la violence armée pour faire passer leurs messages. Les différents régimes qui se sont succédé à Bangui ont pratiquement commis les mêmes bavures, si bien que nous nous sommes installés dans un cycle dangereux qui ne fait que se répéter.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Armand SANGATA : La communauté internationale n'a jamais aidé notre pays à éviter la guerre, loin de là. Elle a fait organiser toute une infinité de fora au bout desquels de nombreux accords politiques inapplicables, pour ne pas dire inutiles, ont été signés. La conclusion c'est que la crise est toujours là. L'accord de Libreville, l'accord de Syrte, l'accord de Brazzaville, l'accord de N'Djamena et que sais-je encore ? Quel résultat ont-ils donné, rien. Cela dit, nous sommes en guerre aujourd'hui, parce que les centrafricains ont pris la décision de faire la guerre. Il est vrai que les puissances étrangères dont la France sont derrière les groupes armés en termes de soutiens financiers et matériels, mais toujours est-il que ce sont des centrafricains qui sont au front. Ce sont des centrafricains qui appuient sur la gâchette, pour la plupart du temps.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Armand SANGATA : Comme pour le déclenchement de la guerre, il ne faut pas compter sur la communauté internationale pour l'arrêt des violences sur le terrain. Il faut savoir qu'un pays comme la France n'a jamais été pour la paix en Centrafrique, car elle considère que les immenses ressources naturelles de notre pays sont les siennes. Si nous sommes en paix, nous allons les exploiter et notre pays va se développer, donc il faut installer chez nous le chaos permanent pour empêcher l'Etat de faire son travail qui consiste à améliorer le quotidien de la population. La France considère les ressources naturelles de notre pays comme les biens des générations françaises du futur. Les centrafricains doivent s'unir et dire non à la guerre et les violences vont s'arrêter d'elles-mêmes.

Vincent NAMRONA : **Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?**

Armand SANGATA : Pourquoi les opposants ont été exclus des négociations de Khartoum ? Je n'en sais pas beaucoup. Cependant, lorsque j'analyse les conditions dans lesquelles les négociations ont pu être menées, le président Touadera n'avait aucune emprise ni sur la liste des participants au dialogue, ni sur l'agenda ni sur le lieu des pourparlers. Tout lui a été imposé par la communauté internationale dont son nouvel allié la Russie. La quasi-totalité des opposants au régime Touadera est très proche de la France, si bien que la Russie a tout fait pour qu'ils n'aillent à ce dialogue, car ils auraient, selon Moscou, pris fait et cause pour Paris. Donc pour me résumer, c'est la proximité des opposants avec Paris qui les a fait exclure des négociations de Khartoum, à mon avis.

Vincent NAMRONA : **Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?**

Armand SANGATA : Tous ceux qui ont parrainé les négociations de Khartoum n'ont jamais été véritablement pour la paix en Centrafrique. Je veux citer la France, l'Union africaine, la CEEAC et autres. Certains que je viens de citer financent et équiper les groupes armés. Les garants de l'APPR-RCA sont ceux-là qui sont derrière les rebelles, alors peuvent-ils vouloir la paix tout en appuyant les groupes armés ? Si vous voulez, pour moi le gouvernement centrafricain et les groupes armés étaient allés à Khartoum pour se moquer du peuple centrafricain. L'hypocrisie de la communauté internationale est telle que l'on n'a pas besoin d'être ressortissant de Sorbonne ou de Sciences po pour le comprendre. Je vais vous en donner un seul exemple. Combien de fois les garants de l'APPR-RCA ont-ils infligé des sanctions au criminel Ali Darass de l'UPC qui violait allègrement l'accord ? Le monsieur continuait à violenter les civils sans que personne ne puisse s'en émouvoir et pourtant le rôle des garants est de veiller au respect des termes de l'accord et d'infliger d'éventuelles sanctions aux signataires accusés de violations. Ce que Monsieur Ismaïl Chergui de l'UA a pu ou su faire, c'était d'aller rencontrer Ali Darass dans son QG à Bokolobo, manger avec lui et boire un thé avec lui. Au finish, Ismaïl Chergui a reçu des mains du criminel Darass sa part de diamants et il est revenu à Bangui reprendre son avion pour Addis Abeba. D'un côté, la communauté internationale allume l'incendie, de l'autre côté elle joue aux pompiers pour éteindre l'incendie. Quelle hypocrisie !

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Armand SANGATA : Disons les choses très clairement. C'est la France qui est derrière la création de la CPC. C'est elle qui a fourni les financements et les équipements nécessaires au fonctionnement de ce groupe de criminels. Les français sont très mécontents du fait que le président

Touadera ait fait venir les russes en Centrafrique et ils veulent le virer du pouvoir pour cela. Les français ont de la peine à comprendre que les choses ont changé, l'époque où les présidents centrafricains devaient ramper devant l'Élysée est totalement révolue et que plus rien ne sera comme avant. La jeunesse est debout et le vent qui est en train de souffler devra imposer aux français une coopération gagnant-gagnant avec la Centrafrique. Si la France continue de s'enfermer dans son carcan néo-colonialiste, tant pis pour elle, nous allons nous tourner vers les Etats qui acceptent d'entretenir une coopération gagnant-gagnant avec notre pays, tels que la Russie et la Chine par exemple.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Armand SANGATA : Les FACA, avec l'appui des alliés russes et rwandais, sont bel et bien capables de reconquérir tout le territoire centrafricain. Les terroristes de la CPC et leur soutien français sont aux abois. De janvier 2021 à aujourd'hui, les FACA et les alliés ont pu, en quelques mois, défaire les groupes armés entretenus par la France alors que la MINUSCA qui est dans notre pays depuis 2014 laisse faire les rebelles. Les médias occidentaux tels que RFI et France 24 doivent savoir que leurs campagnes haineuses contre les FACA et les russes ne changeront rien, car l'ultime juge c'est le peuple centrafricain qui exige des résultats. Aujourd'hui, plusieurs régions de notre pays sont redevenues fréquentables et les populations y vaquent librement à leurs occupations. Quant aux exactions dont sont accusés les russes et la CPC, je laisse cela entre les mains de la justice.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Armand SANGATA : Le patrimoine culturel et naturel de notre pays souffre énormément de cette guerre, car il est actuellement détruit par les criminels aux ordres des puissances étrangères. Pour vous en donner un exemple, lorsque les criminels de la Seleka ont pris le pouvoir le 24 mars 2013, ils ont mis à sac le musée Boganda qui est l'unique musée de notre pays. Des objets d'art d'incalculable valeur ont été détruits ou emportés par les vandales. Les administrations publiques ont été purement et simplement détruites, effaçant les traces de plusieurs décennies de durs labeurs de centrafricains qui se sont sacrifiés pour construire les archives pendant toute leur vie. Les archives qui sont des mines d'informations pour les générations actuelles et futures sont parties en fumées du fait de criminels recrutés et financés par les puissances étrangères dont la France.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Armand SANGATA : Je ne suis pas spécialiste de la communication, mais il me semble que si le gouvernement implique toute la population centrafricaine dans les activités de recensement du patrimoine culturel et naturel, cela pourrait donner de bons résultats. Les centrafricains savent où sont cachés le diamant et l'or par exemple, donc ils peuvent fournir des informations y relatives aux politiques.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Armand SANGATA : La sécurité de ce patrimoine qui est un bien commun à tous les centrafricains, relève de la compétence des forces de sécurité et de défense. Quand les FACA et les alliés défont les criminels de la CPC et les bootent hors des zones riches en ressources naturelles, c'est un message que le gouvernement renvoie à tout le monde. Ceux qui exploitent illégalement ces ressources doivent être arrêtés, traduits en justice et jugés publiquement afin de dissuader tous ceux et toutes celles qui seraient tentés de brader nos richesses naturelles. Les sanctions prises par les juges doivent être sévères et amplement médiatisées dans le but de dire à ceux qui pillent nos richesses naturelles au bénéfice des puissances étrangères, que s'ils continuent, le même sort leur sera réservé. La fermeté doit être le maître mot du gouvernement car la loi doit s'imposer à toute personne se trouvant sur le territoire centrafricain.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Armand SANGATA : Le trafic illicite de diamant, or et bétail a atteint des proportions impressionnantes et insupportables. Les chefs de guerre comme Ali Darass, Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim et certains politiques parents et proches du président Touadera sont pleinement impliqués dans ce trafic. Ils s'enrichissent énormément de ce trafic au grand dam du peuple centrafricain qui croupit sous le joug de la misère. Ils affichent un train de vie insolent qui se moque du peuple souverain. Tout ce trafic est entretenu par une corruption généralisée dans tous les compartiments de l'administration publique. Les biens et l'argent publics sont détournés à longueur de journée sans que les suspects ne rendent compte devant la justice. L'impunité est la règle d'or, car les tenants du pouvoir affirment haut et fort qu'ils ont tout le pays entre leurs mains. Il suffit de les voir se pavaner dans les rues de Bangui pour s'en rendre compte. Leur arrogance est ostentatoire. Tout cela se poursuit parce que le

président Touadera cautionne avec son silence assourdissant qui est une sorte de complicité. La Cour des comptes, l'Inspection générale d'Etat et la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont commis des audits et écrit des rapports accusateurs très éloquents qu'elles ont transmis aux autorités compétentes, mais jusqu'ici, silence radio.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Armand SANGATA : Notre génération actuelle ne tirera aucun profit de ces ressources si ces dernières continuent d'être exploitées illicitement par ceux que j'ai cités ci-haut, d'autant que les revenus générés prennent la direction de comptes bancaires privés et non ceux du Trésor public.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Armand SANGATA : Nous communiquons abondamment sur le conflit parce que des jeunes ont été recrutés de force pour servir de chair à canon sur le champ de bataille. Plusieurs d'entre eux, encore mineurs, ont été tués. Certains ont appris à tuer et ont malheureusement grandi dans la violence. Nous le dénonçons et le condamnons avec la plus grande fermeté. Les violences faites aux enfants font l'objet de rapports que nous adressons aux organisations internationales telles que le PNUD, l'UNICEF et la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme. Nous adressons également nos rapports aux organisations nationales des droits de l'homme.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Armand SANGATA : Ce qui nous préoccupe au plus haut point, ce sont les enfants qui sont employés dans les chantiers miniers pour extraire le

diamant et l'or dans les zones occupées par les groupes armés. Le travail des enfants est combattu par notre organisation et fait également l'objet de rapports que nous adressons à la communauté internationale. Les enfants n'ont pas à être utilisés pour exploiter illicitement les ressources naturelles de notre pays.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Armand SANGATA : Etant jeunes, nous privilégions les réseaux sociaux pour nos communications. Mais il nous arrive souvent de passer par la radio et la télévision pour faire passer nos messages sur le conflit et le pillage des ressources naturelles de notre pays.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Armand SANGATA : L'union a toujours fait la force. Je suggère aux centrafricains de se mettre autour d'une table, surtout les jeunes qui sont les plus manipulés par les politiques, afin d'aplanir leurs différends. Unis, nous serons plus forts afin de mieux protéger nos richesses naturelles.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Armand SANGATA : Si des bonnes volontés souhaitent nous aider à trouver un terrain d'entente et mieux protéger et valoriser notre patrimoine culturel, elles sont les bienvenues. Pour ma part.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Armand SANGATA : J'invite les amis de la République centrafricaine à intensifier leurs efforts afin de faire démobiliser tous les enfants enrôlés dans les groupes armés. La place des enfants, c'est à l'école et non sur les champs de bataille. Je demande à tous ceux et à toutes celles qui emploient des enfants de cesser immédiatement, car un mineur n'est pas fait pour travailler mais pour être pris en charge par les adultes. J'invite enfin le président Touadera à mettre fin à l'impunité et à la corruption qui sont devenues des fléaux qui font la honte de notre pays aux yeux du monde. Tous ceux qui sont soupçonnés de corruption et de détournement de deniers publics doivent être traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi. A vous, je vous souhaite bonne chance pour votre thèse et espère pouvoir vous emboîter le pas dans les années à venir. Merci.

- **Entretiens avec les membres partis politiques**

N°17 : Entretien avec Anselme GOUM (Majorité présidentielle)

Sociologue de formation, âgé de 51 ans et fervent soutien de l'actuel président centrafricain et de son parti le MCU (Mouvement des cœurs unis). Homme de l'ombre parmi tant d'autres, il est l'un des nombreux soldats de l'armée médiatique du régime qui défend les intérêts de celui-ci sur l'Internet, notamment sur les réseaux sociaux. Il se revendique un incondtionnel pro-russe et apporte son soutien total aux intérêts de Moscou en Centrafrique. Compte tenu de la sensibilité des questions débattues dans cet entretien, nous a-t-il dit, il a souhaité requérir l'anonymat et que son identité ne soit pas révélée dans notre thèse. Avec son accord, nous lui avons attribué un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Anselme GOUM : Merci d'avoir porté votre choix sur ma modeste personne pour cet entretien. Comme je vous l'ai dit en off, je souhaite que mon identité ne soit pas révélée dans votre thèse, à cause de la sensibilité des questions que nous allons débattre au cours de cet entretien. Ce préalable ayant été fait, je voudrais, avec votre permission, m'incliner devant la mémoire des nombreuses victimes de cette crise que nous vivons dans notre pays depuis 2013. Les causes de ce drame que vit la Centrafrique depuis des lustres sont une accumulation de déception de la part d'une partie de nos concitoyens qui ne se reconnaissent pas dans le mode de gestion de nos différents gouvernants. Je dois rester lucide car la probité intellectuelle m'y oblige. Depuis l'indépendance de notre pays en 1960, les différents régimes qui ont présidé aux destinées du peuple centrafricain se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance. Le clientélisme, le tribalisme, les détournements de deniers publics, l'impunité, l'exclusion, la justice des plus forts, pour ne citer que ces maux-là ont caractérisé la

gouvernance de ces régimes. Comme conséquence, un climat de défiance s'est installé entre les décideurs et le peuple centrafricain. Les politiques, avec l'aide des puissances occidentales au premier rang desquelles la France, ont instrumentalisé le mécontentement d'une partie de la population centrafricaine pour créer l'instabilité par le truchement des rébellions, coups d'Etat, grèves violentes et mutineries dans notre pays. Aujourd'hui, le président Touadera gère les conséquences de tous les ratés des régimes qui l'ont précédé et se démène en beau diable pour résoudre de très nombreux problèmes qui datent de Matusalem. C'est un homme d'Etat très courageux qui n'hésite pas à prendre des décisions parfois impopulaires si celles-ci servent les intérêts de son peuple, qui vient de lui renouveler sa confiance en lui accordant un nouveau mandat de cinq ans. Je ne suis pas un doux rêveur, ce n'est pas en deux mandats de cinq ans chacun que le chef de l'Etat arrivera à résoudre tous les problèmes de notre pays qui datent des périodes très anciennes. Mais reconnaissons quand même qu'en un seul mandat de cinq ans, la Centrafrique sous le leadership éclairé du professeur Touadera, a pu retrouver sa place dans le concert des nations du monde. Notre pays est en train de retrouver la paix, la sécurité et la quiétude depuis que le président a fait venir nos amis russes qui forment et équipent les forces armées centrafricaines. En six mois, les FACA ont, grâce à l'appui de leurs alliés russes et rwandais, repris la quasi-totalité des villes de l'intérieur du pays qui étaient depuis plusieurs années, sous le contrôle des groupes armés financés et équipés par des puissances occidentales.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Anselme GOUM : La communauté internationale a toujours joué au médecin après la mort dans notre pays. Je m'explique. Elle laisse la situation pourrir avant d'intervenir et pourtant certains signes avant-

coureurs auraient pu l'interpeler. Par exemple, au temps de l'ancien président Bozize, en 2007 et 2008, cette communauté internationale avait déversé plusieurs milliards de francs CFA pour financer le DDR des ex-combattants des rébellions dont la majorité était concentrée vers le Sud-Est de notre pays. Ces milliards avaient fait l'objet de détournements massifs de la part de Bozize et ses proches, mais la communauté internationale n'avait réagi que de manière timorée, à la surprise de tous. La France est restée étonnement muette et pourtant, elle a apporté une contribution substantielle au financement de ce fameux DDR. Les choses ne s'étaient pas arrêtées là, car les violations graves des droits de l'homme s'étaient érigées en mode de gouvernance. Les exécutions extrajudiciaires et les détentions illégales dans la tristement célèbre prison de la ville de Bossembele à 160 km de Bangui se déroulaient sans que personne ne prenne aucune mesure forte à l'encontre du régime criminel de Bozize. C'est l'ensemble de tout ce que je viens de vous raconter qui a fait le lit à la rébellion de l'ex-Seleka qui a pris le pouvoir le 24 mars 2013, avec la cohorte de violences indescriptibles que nous connaissons. Donc si la communauté internationale avait fait de la prévention en prenant le devant des choses et exigé à Bozize le respect des droits de l'homme et des principes de la bonne gouvernance, on n'en serait pas là aujourd'hui. Par ailleurs, les politiques centrafricains ont également une grande responsabilité dans la survenue de cette crise, car ils privilégiaient leurs intérêts personnels au détriment de ceux du peuple centrafricain. Quand opposition et parti au pouvoir à l'époque étaient allés à Libreville et à Brazzaville pour débattre des problèmes du pays en vue de trouver des solutions politiques de sortie de crise, ils se sont contentés du partage de hauts postes de responsabilité dans l'administration centrafricaine. Les vrais sujets concernant la vie de la nation centrafricaine n'avaient pas été sérieusement abordés si bien que tous les accords signés à Libreville et à Brazzaville n'ont servi à rien, car ils n'ont pu empêcher la guerre.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Anselme GOUM : Ecoutez, la communauté internationale savait ce qu'il fallait faire pour éviter ces violences au peuple centrafricain, mais elle n'a rien fait. Maintenant que les populations civiles subissent les conséquences de l'irresponsabilité de la communauté internationale, cette dernière sait également que faire pour y mettre fin. Les violences dont souffrent les civils sont le fait des groupes armés qui sont tous financés et équipés par les puissances occidentales dont la France. Les rebelles ex-Seleka avaient été financés et équipés par Paris, si non, ils n'auraient pas été capables de renverser le régime de Bozize en 2013. Idem pour les groupes armés issus de la dislocation de la coalition de l'ex-Seleka qui sont aujourd'hui au nombre de quinze si mes statistiques sont bonnes. Donc si la France cesse de financer et équiper ces groupes armés, ces derniers n'auraient plus les moyens nécessaires à la commission de ces violences sur les civils. Mais la France est tout aussi hypocrite que les autres puissances occidentales, d'un côté elle soutient les rebelles, de l'autre côté, elle se dit être aux côtés des autorités et du peuple centrafricain dans leur quête de la paix. De qui la communauté internationale se moque-t-elle ? Maintenant que ces puissances occidentales ne sont pas capables de faire arrêter les violences, le président Touadera se rapproche de la Russie et du Rwanda afin que ceux-ci aident les forces armées centrafricaines à bouter hors du territoire centrafricain, les groupes armés, la France se met dans tous ses états et organise une véritable campagne de dénigrement à l'encontre de nos amis russes et des autorités centrafricaines. Quelle honte ! L'opération Sangaris que Paris avait dépêchée de 2013 à 2015 en Centrafrique là, qu'avait-elle fait ? Rien. Elle n'a même pas libéré des mains des rebelles ne serait-ce qu'une seule ville jusqu'à ce qu'elle quitte notre pays sur la pointe des pieds, toute honte bue. Les casques bleus de la MINUSCA sont sur notre territoire depuis 2014, combien de villes ont-ils

repris des mains des groupes armés ? Aucune. Dans certaines localités, une certaine complicité a été relevée entre la MINUSCA et les chefs des groupes armés qui ont mis les villes de l'intérieur de notre pays sens dessus dessous. En tout cas, le président Touadera a fait au peuple centrafricain la promesse selon laquelle, il rétablirait la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national, et c'est qu'il est en train de faire, conformément aux dispositions de la Constitution de notre pays. La Constitution autorise le chef de l'Etat à signer des accords de défense avec tout autre Etat du monde acceptant d'aider l'armée nationale à faire face à toutes sortes d'agressions à l'encontre de notre pays. En définitive, que la France se calme, qu'elle se taise et récolte les fruits de l'échec cuisant de sa politique hypocrite en Centrafrique depuis l'indépendance. Cette époque où c'est Paris qui fait et défait les présidents en Centrafrique est totalement révolue. Le peuple centrafricain qui soutient entièrement la politique du président Touadera n'est pas dupe.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Anselme GOUM : Ecoutez, cette question revient souvent. Les partis politiques de l'opposition ont toujours été de mauvaise foi. Regardez vous-même ce qu'ils sont en train de faire au sein de leur fameuse COD2020. On ne sait plus ce qu'ils veulent, personne ne sait plus ce qu'ils veulent non plus. Ils demandent une chose et son contraire en même temps. C'est ridicule. Ils sont à court d'argument et n'ont plus rien à proposer au peuple centrafricain. Cette fameuse opposition a-t-elle des leçons de bonne gouvernance à donner au président Touadera ? D'autant que nombre de ses leaders ont, à un moment ou à un autre, dirigé ce pays et que les résultats ne sont pas des plus reluisants. Mahamat Kamoun, par exemple,

dont le nom a été cité dans les détournements des dons angolais au temps de la transition de Catherine Samba-Panza dont il était le premier ministre, a-t-il vraiment des leçons de bonne gouvernance à donner au professeur Touadera ?

Bref, l'opposition n'a pas été conviée aux négociations de Khartoum parce que non seulement, elle n'avait rien à proposer, mais elle serait allée défendre les intérêts de son parrain la France, qui vont à l'encontre de ceux du peuple centrafricain.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Anselme GOUM : L'APPR-RCA avait été parfaitement négocié par l'ancien premier ministre Firmin Ngrebada à qui je rends un hommage bien mérité pour la qualité du travail abattu. Il n'est plus à la tête du gouvernement centrafricain, mais il est actuellement très heureux d'avoir contribué à la signature de cet accord de paix et surtout à la reconquête d'une grande partie du territoire centrafricain des mains des groupes armés soutenus et financés par la France. Cela dit, l'APPR-RCA n'a pu aider notre pays à retrouver la paix du fait de la mauvaise foi des groupes armés manipulés par Paris qui a toujours fait pression sur les chefs rebelles de ne pas déposer les armes et de continuer à violenter les civils. Les diamants et l'or que le chef de l'UPC, le tristement célèbre Ali Darass exploitait à Ndassima étaient troqués contre des armes et munitions venant de France ou essentiellement vendus aux émissaires de l'Élysée. La France utilise les groupes armés pour empêcher le président Touadera d'exploiter les immenses richesses que contiennent nos sols et sous-sol, car elle a toujours considéré que ces richesses lui appartiennent.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Anselme GOUM : Vous savez, le fait que le président Touadera ait fait venir les russes en Centrafrique n'a jamais été accepté par la France si bien qu'elle a, sans succès, remué terre et ciel pour empêcher sa réélection l'année dernière. Les groupes armés, sous les pressions de Paris, ont demandé au chef de l'Etat, le report des élections présidentielles et législatives du 27 décembre 2020, dans le but de créer un vide institutionnel à la tête de notre pays à l'issue de son premier mandat le 30 mars 2021. Une fois ce vide créé, il fallait mettre en place une transition dirigée par Touadera sous réserve que celui-ci accepte de ne pas se représenter à la prochaine élection présidentielle. Le président Touadera, en fin stratège, a vite vu venir le plan des groupes armés et a opposé un non ferme à leur demande. N'ayant pas réussi à convaincre le président pour le report des élections, la dernière possibilité qui restait entre les mains des groupes armés soutenus par la France, c'était l'usage de la force. C'est comme cela qu'ils se sont retrouvés à Kamba Kota dans la préfecture de l'Ouham à la mi-décembre 2020 pour mettre en place la fameuse Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont les missions étaient d'empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. Mais c'était sans compter avec la détermination et le courage du peuple centrafricain qui a pu démontrer aux yeux du monde entier qu'il ne laissera personne lui dicter son avenir. Toutes les tentatives de la CPC ont lamentablement échoué, car le peuple souverain a fait bloc derrière son président, le professeur Touadera. Je rappelle que parmi les quatorze groupes armés signataires de l'APPR-RCA, huit ont adhéré à la CPC, et les six autres sont restés fidèles aux engagements qu'ils ont pris à Khartoum, c'est-à-dire travailler pour le retour de la paix en Centrafrique. Les criminels de la CPC n'ayant pas pu empêcher la tenue des élections par la violence, ont perpétré sans succès un coup d'Etat le 13 janvier 2021 contre

le président Touadera afin de prendre le pouvoir par la force. Mais l'armée nationale, l'armée du peuple centrafricain, avec l'appui de nos amis russes et rwandais, ont fermement repoussé les attaques des terroristes de la CPC qui n'ont eu d'autre choix que prendre leurs jambes au cou comme des malpropres. Aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, les FACA et leurs alliés sont aux trousses de ses bandits de grand chemin à la solde de la France pour les réduire au néant sur toute l'étendue du territoire national. L'ancien président Bozize qui est le coordonnateur de la CPC, s'il n'est pas neutralisé, répondra de ses actes devant le peuple centrafricain. Nous sommes tous au courant des financements importants et matériels de guerre en grande quantité qu'il a reçu des mains de la France. Bozize rencontrera le peuple centrafricain devant lui, à chaque fois qu'il tentera de s'attaquer aux institutions de la République.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Anselme GOUM : Les FACA et leurs alliés sont en mesure de reprendre toutes les villes jadis illégalement occupées par les groupes armés. Vous êtes chercheur, je crois que vous suivez régulièrement les nouvelles qui viennent du front. Laissez-moi vous dire qu'aujourd'hui, les FACA et leurs alliés contrôlent plus de 90 % du territoire centrafricain. Donc d'ici à quelques mois, on ne parlera plus de ces criminels de la CPC dans notre pays. Je saisis cette occasion pour remercier le président Vladimir Poutine et le peuple russe, ainsi que le président Paul Kagamé et le peuple rwandais qui ont bien voulu prêter mains fortes aux FACA dans la reconquête du territoire centrafricain des mains des terroristes de la CPC. J'exhorte le président Touadera à poursuivre avec ce langage de fermeté face à tous ceux qui défient l'autorité de l'Etat, car comme disait le président Sarkozy, je cite « On ne négocie pas avec les terroristes, on les combat ». J'appelle le

peuple centrafricain et toute la jeunesse de notre pays à maintenir leur soutien total et indéfectible au président Touadera dans cette mission très difficile de pacification et de sécurisation de notre territoire. Toutes les mains invisibles qui soutiennent, financent et équipent les terroristes de la CPC doivent savoir qu'elles rencontreront le peuple souverain centrafricain sur leur chemin.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Anselme GOUM : Vous êtes sans ignorer que les terroristes de la CPC se livraient au commerce illicite de nos ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bois et le bétail dans les zones qu'ils contrôlaient. Même à l'heure où je vous parle, ils continuent à le faire dans les quelques rares régions du pays où ils existent, mais ce n'est qu'une question de temps, car les FACA et leurs alliés sont à leurs trousses pour les neutraliser et mettre fin à cette pratique illégale. Par ailleurs, avant la fin du mois de décembre 2020, j'allais dire avant l'entrée en scène des alliés russes et rwandais, les groupes armés ont pillé nos diamants, or et bois. Ces richesses étaient ensuite revendues aux puissances occidentales, notamment à la France qui les finance et les équipe. C'est tout cela qui a mis Paris dans une colère noire contre le président Touadera qui s'emploie à mettre fin aux activités commerciales illégales des pierres précieuses de notre pays, en chassant les terroristes de la CPC. Je profite de cette occasion pour appeler les groupes armés qui sont restés fidèles à l'APPR-RCA de cesser immédiatement l'exploitation illégale de nos richesses du sol et du sous-sol. S'ils veulent vraiment aider le président Touadera à

améliorer le quotidien de nos concitoyens centrafricains, il faudrait que ces richesses soient exploitées de manière légale afin que les taxes et impôts y relatifs soient versés au Trésor Public dont les caisses sont soumises à rude épreuve. Certains proches du chef de l'Etat qui se livrent également à ce commerce illicite doivent y mettre fin, car ils doivent donner le bon exemple. Les entreprises locales ou étrangères détentrices de permis d'exploitation forestière et minière dûment délivrés par l'Etat centrafricain, doivent respecter scrupuleusement la législation en vigueur, en payant régulièrement leurs impôts et taxes et en protégeant l'environnement. Ces richesses naturelles sont des biens publics dont l'exploitation doit profiter au peuple centrafricain. Quant à tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de corruption dans la délivrance des permis miniers et pour lesquels les services compétents de l'Etat tels que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont fait des audits et produit des rapports à l'attention des autorités compétentes, ils doivent répondre de leurs actes devant la justice. Sur ce point, je pense que le président Touadera devrait faire preuve de fermeté et de courage, car toutes les affaires de corruption et de détournement de fonds publics présumés sont restées lettres mortes dans ses tiroirs. Cela n'est pas acceptable. Le peuple centrafricain s'impatiente face au manque de lutte efficace contre la corruption et l'impunité qui sont en train de gangréner notre pays. Depuis que le président est au pouvoir, les cas avérés de détournement de deniers publics et de corruption ne sont pas sanctionnés, je trouve cela incompréhensible et inacceptable. On ne peut pas continuer à fermer les yeux sur ces pratiques qui ternissent l'image de notre pays, car les bailleurs de fonds qui nous aident ne seront jamais contents de nous.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Anselme GOUM : Je pense que la contribution de tous les citoyens centrafricains est importante, car chacun dans son petit coin sait où se

trouve tel ou tel autre richesse. Si le gouvernement sensibilise la population dans ce sens, je pense qu'il sera à même de recenser tous ces biens. Mais la première étape, c'est la sécurisation de tout le territoire national, car tant qu'une partie de notre pays sera encore contrôlée par un groupe armé, il serait difficile à l'Etat d'y faire l'état des lieux de nos richesses culturelles et naturelles. Donc pour me résumer, ce recensement doit être précédé du redéploiement de l'Etat sur l'ensemble du territoire national. C'était le côté communication publique en direction de la population. Ensuite, les leaders des partis politiques, les maires, préfets et sous-préfets devraient également être mis à contribution en vue de collecter toute information relative à la situation des richesses culturelles et naturelles du pays. Il faudrait donc de la communication politique en direction des milieux politiques qui, à leur tour, sensibiliseront leurs adhérents et sympathisants dans ce sens. Une communication territoriale de la part du gouvernement centrafricain devrait également s'adresser aux collectivités afin que les responsables puissent sensibiliser leurs administrés à s'impliquer dans le projet.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Anselme GOUM : On ne peut rien sécuriser sans la présence des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national. Cela dit, le président Touadera doit poursuivre l'œuvre de reconquête de nos villes de l'intérieur du pays, des mains des groupes armés, car la sécurité des biens et des personnes relève tout d'abord de la compétence de l'Etat. Pour sécuriser notre patrimoine culturel et naturel, il faut déployer nos forces de défense et de sécurité dans les endroits où se trouvent ces richesses afin de dissuader les personnes véreuses qui seraient tentées de les exploiter illicitement. La présence de l'armée nationale dans une zone où se trouvent diamants, or et bois par exemple, est une forme de communication, c'est-à-dire le langage de la violence légitime et de la fermeté.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Anselme GOUM : Le trafic illicite de nos ressources naturelles dont vous parlez est essentiellement pratiqué par les groupes armés, opérateurs économiques, certains politiques et proches du pouvoir. Je dois être honnête avec vous.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Anselme GOUM : Les générations présentes que nous sommes, ne peuvent profiter de ces richesses naturelles que si celles-ci sont exploitées légalement. L'exploitation légale de nos richesses naturelles va générer d'importants revenus au Trésor Public qui les utilisera pour offrir des services publics et construire des infrastructures au bénéfice du peuple. Mais si nos richesses premières continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part de personnes qui n'ont d'intérêt que leurs poches, eh bien, cela ne profitera pas aux générations actuelles.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Anselme GOUM : Nous communiquons de manière régulière sur l'excellent travail que les FACA et leurs alliés abattent sur le terrain pour la reconquête de l'intégralité du territoire centrafricain. Nous dénonçons aussi les nombreuses exactions commises par les terroristes de la CPC sur les civils. Nous protestons également contre la campagne médiatique haineuse menée par la France contre notre pays, nos FACA et alliés. Nous communiquons enfin pour défendre nos intérêts, car les médias

occidentaux s'acharnent et se déchainent contre nos amis russes qui sont venus à la rescousse du peuple centrafricain.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Anselme GOUM : Les ressources naturelles font l'objet de communications régulières de la part de notre parti le MCU, afin d'attirer les investisseurs qui seraient intéressés par les nombreuses opportunités d'affaires que regorge notre pays. Nous communiquons aussi sur les pratiques illégales de la part des terroristes de la CPC, qui exploitent sans autorisation de l'Etat, nos diamants, or et bois au bénéfice de leurs parrains occidentaux.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Anselme GOUM : La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos canaux privilégiés.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Anselme GOUM : En soi, ce n'est pas une si mauvaise chose de se concerter en cas de problème. Mais je ne suis pas partisan de la concertation à tout prix, car certaines situations font tout simplement appel à la fermeté et à la rigueur du chef. Que voulais-je dire par là ? Je soutiens toute concertation entre le régime de Touadera et toutes les forces vives de la nation qui respectent l'autorité de l'Etat, mais pas avec les hors-la-loi. Les terroristes de la CPC qui cherchent à déstabiliser les institutions

de la République sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent combattus comme tels. Il n'est pas question de s'asseoir autour d'une table avec des gens comme ça et négocier avec eux. Les ennemis du peuple centrafricain ont deux endroits qui leur sont réservés, soit ils sont neutralisés, soit ils sont traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Anselme GOUM : L'intervention de tierces personnes pour nous aider à trouver des solutions à nos problèmes que vous appelez médiation, est la bienvenue, mais dans le respect de notre souveraineté. Je suis fondamentalement contre le fait que les médiateurs internationaux concoctent les solutions dans leurs officines huppées en occident ou ailleurs et viennent en Centrafrique nous les imposer. Les médiateurs, leur rôle, c'est de faciliter le dialogue entre les acteurs en divergence afin d'aider ceux-ci à trouver une solution consensuelle. C'est grâce à la médiation de la communauté internationale, notamment celle de l'Union africaine que je remercie au passage que le gouvernement centrafricain et les groupes armés ont pu signer l'APPR-RCA en février 2019.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Anselme GOUM : J'appelle nos alliés russes et rwandais à intensifier leur appui aux FACA afin que celles-ci reprennent toutes les villes de nos provinces des mains des terroristes de la CPC. J'invite le peuple centrafricain à soutenir inlassablement le président Touadera dans l'œuvre de reconquête de notre territoire et de la sécurisation de notre pays, car les ennemis de la Centrafrique manigancent tous les jours afin de maintenir

notre peuple dans la misère. Enfin, si j'avais une recommandation à faire au chef de l'Etat, ce serait la suivante : dialogue avec les légalistes, c'est oui et dialogue avec la CPC, c'est non. Vivement la paix et la sécurité en Centrafrique.

N°18 : Entretien avec Maxime SOLENGA (Opposition démocratique)

Il est l'un des personnages influents de la Coalition de l'opposition démocratique (COD2020) farouchement opposée au régime du président Touadera. La cinquantaine passée et juriste chevronné, il maîtrise au bout des doigts les rouages de la communication politique. Il se fait régulièrement remarquer par son éloquence et sa grande capacité à mobiliser les foules. Comme d'autres politiques rencontrés dans le cadre des entretiens pour le recueil des données de notre thèse, il a souhaité requérir l'anonymat pour des raisons personnelles, disait-il. Le nom que nous lui avons attribué dans cette retranscription est un nom d'emprunt.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Maxime SOLENGA : Je vous remercie infiniment pour cette occasion que vous m'offrez pour vous dire ce que je pense au sujet de cette crise dont le bout du tunnel n'est pas proche, au regard de la manière dont elle est gérée actuellement par le régime Touadera. Permettez-moi tout d'abord d'exprimer toute mes condoléances à toutes les familles centrafricaines injustement endeuillées par les mercenaires russes du groupe Wagner que Touadera a illégalement fait venir sur notre territoire et qui sont en train de piller avec la complicité du pouvoir en place, nos richesses naturelles et violenter nos concitoyens. Il est de toute évidence que la mauvaise gouvernance qui a caractérisé les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays a joué un grand rôle dans la récurrence de ces différentes crises dont nous souffrons. Cette mauvaise gouvernance a atteint son summum au cours des dix ans que le président Bozize a passé au pouvoir, car c'est en son temps que les Seleka se sont renforcés pour venir prendre le pouvoir par la force le 24 mars 2021. Toute une communauté et toute une région entière de notre pays ont été purement et simplement marginalisées et humiliées pendant des décennies, ce qui a engendré un véritable climat de défiance entre gouvernants et gouvernés.

Puis qu'en utilisant les voies légales, les tenants du pouvoir n'ont pas voulu entendre raison, les politiques assoiffés du pouvoir ont dû instrumentaliser la misère et le mécontentement d'une partie de nos compatriotes pour prendre les armes et s'exprimer dans la violence. Les régimes de Dacko I, Bokassa, Dacko II, Kolingba, Patassé et Bozize se sont fait remarquer par le clientélisme, l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements massifs des deniers publics et j'en passe. Pour ne rien arranger les choses, l'éphémère passage du régime de Djotodja à la tête de notre pays a remué le couteau dans la plaie qui saignait déjà, avec la cohorte de mercenaires tchadiens et soudanais qui l'ont aidé à prendre le pouvoir le 24 mars 2013. Les Seleka ont commis toutes sortes de violences indescriptibles sur les populations civiles aux mains nues, d'assassinats aux humiliations en passant par le pillage des biens de nos concitoyens. Par ailleurs, les Anti-Balaka par représailles aux actes violents perpétrés par les Seleka sur la communauté non-musulmane, sont rentrés dans la danse et ont commis de très nombreuses violations indescriptibles des droits de l'homme. Je vous parlerai également de la période transitoire dirigée par la présidente Catherine Samba-Panza qui, malheureusement, a été chaotique d'autant que les détournements énormes de deniers publics, avec l'emblématique affaire du don angolais, ont été légion. En ce qui concerne le professeur Touadera, quand il a pris le pouvoir le 30 mars 2016 à l'issue d'une élection présidentielle contestable, tout le peuple centrafricain avait placé en lui son espoir. Il a chanté sur tous les toits qu'il était venu mettre fin aux souffrances du peuple, mais ce dernier a vite déchanté car celui qui se disait président des pauvres s'est transformé en homme d'affaires. Touadera s'est très rapidement associé aux groupes armés pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays et aujourd'hui, il est l'un des hommes les plus riches en Centrafrique. Ses parents et proches ne sont pas restés les bras croisés, car eux-aussi, ils sont pleins, pleins dans le trafic illicite des diamants, or, bois et bétail. La cerise sur le gâteau, Touadera a fait venir sur notre sol des mercenaires russes du groupe Wagner qui violent et tuent les civils, et pillent les richesses naturelles de

notre pays en toute impunité. Avec l'allure où vont les choses actuellement en Centrafrique, la fin de cette crise n'est pas pour demain, car de très nombreuses personnes s'enrichissent illicitement dans ce chaos entretenu par le système corrompu de Touadera et ses proches qui, eux-mêmes en profitent à fond pour s'en mettre plein les poches. Toutes les belles villas et les belles voitures qui inondent Bangui leur appartiennent.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Maxime SOLENGA : L'hypocrisie de la communauté internationale a grandement contribué au déclenchement de la crise centrafricaine, d'autant que d'un côté elle ménage les rebelles et le pouvoir en place, et de l'autre côté elle joue aux médiateurs. Tous les pays occidentaux qui interviennent en Centrafrique ne sont intéressés que par les immenses richesses du sol et du sous-sol de notre pays, notamment le diamant, l'or et le bois. Prenons l'exemple de la France. Elle, elle a toujours fait et défait tous les présidents qui se sont succédé à la tête de notre pays. Tous les présidents qui ont garanti ses intérêts, étaient systématiquement et fermement protégés par Paris, même si ces présidents font montre de mauvaise gouvernance ou plus précisément sont accusés de graves violations de droits de l'homme. Tout président qui essaie de s'opposer au diktat de l'Elysée est purement et simplement viré comme un moins que rien et remplacé par un valet qui est prêt à s'agenouiller devant les instructions de Paris. Donc si vous voulez, si la communauté internationale avait fait preuve d'honnêteté et de rigueur en matière de respect des principes de la bonne gouvernance vis-à-vis de nos dirigeants politiques, on aurait certainement évité la crise actuelle qui est la plus longue de toute l'histoire centrafricaine. Au lieu que la communauté internationale attende que la crise éclate avant d'offrir ses bons offices de médiation, c'est-à-dire jouer au médecin après la mort, il faudrait qu'elle fasse de la prévention,

c'est-à-dire prendre le devant des choses, anticiper. Toutes les aides financières, techniques et militaires qu'elle accorde à nos dirigeants doivent être conditionnées au respect strict des principes de la bonne gouvernance. Elle devrait surtout dire clairement à nos politiques que le respect des droits de l'homme n'est pas une option mais une obligation, car il y va de la paix dans le pays. Cela dit, je ne ferai pas porter la responsabilité de cette crise à la communauté internationale seule, car nous centrafricains avons, nous aussi, notre part de responsabilité. Il est vrai que toutes les rébellions ou presque qui ont sévi ou qui sévissent encore dans notre pays ont été ou sont financées par la France, ce n'est un secret pour personne. Mais ces rébellions ne sont pas composées de personnes de nationalité française. Prenons l'exemple de la Seleka : c'est Michel Djotodja et compagnie qui ont, en âme et conscience, accepté les armes et les financements de la France pour recruter des mercenaires centrafricains, tchadiens et soudanais pour venir tirer sur d'autres centrafricains. Si Djotodja et ses complices centrafricains avaient refusé l'offre de Paris, la rébellion de la Seleka n'aurait pas vu le jour. Donc assoiffés de pouvoir que nous sommes, nous nous soumettons aux manipulations des puissances occidentales pour mettre notre propre pays à feu et à sang. Pour conclure ma réponse à cette question, je citerai René Cassin : *« Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que les droits de l'homme seront violés en quelque partie du monde que ce soit »*, fin de citation.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Maxime SOLENGA : La communauté internationale doit cesser sans délai avec son hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine. Je connais un certain nombre de pays voisins de la Centrafrique qui sont très jaloux des immenses richesses naturelles dont dispose notre pays, à telle enseigne qu'ils soutiennent les groupes armés qui y sévissent pour empêcher nos

dirigeants de les exploiter au bénéfice du peuple centrafricain. La communauté internationale devrait aider les autorités de notre pays à arrêter et traduire en justice tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de graves violations des droits de l'homme, car sans la justice, la paix ne reviendra jamais dans ce pays. Au lieu que Touadera s'allie avec les groupes armés pour s'adonner au commerce illicite de nos diamants, or, bois et bétail, il doit faire arrêter et juger tous les bourreaux du peuple centrafricains, car il n'est pas admissible que bourreaux et victimes se côtoient dans la rue. La première étape des démarches à entreprendre dans le but de faire arrêter la crise centrafricaine, c'est la justice. Il y a également le cas des mercenaires russes du groupe Wagner qui commettent d'innombrables exactions sur les civils à l'intérieur de notre pays. C'est bien de faire faire des enquêtes par des experts des Nations Unies et faire tout un tapage médiatique à longueur de journées sur les grands médias occidentaux, mais cela ne règle pas le problème. Dès lors que les faits reprochés à ces mercenaires sont établis, il faudrait que la communauté internationale les fasse arrêter et juger devant les juridictions compétentes. Il ne faut pas compter sur Touadera qui les a faits venir dans notre pays, car ils sont là pour servir sa cause. Il est leur complice et s'est associé avec eux pour piller nos diamants, or et bois à travers les multiples permis miniers et forestiers qu'il leur a délivrés sans passer par l'aval de l'Assemblée Nationale, au mépris de la Constitution de notre pays.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Maxime SOLENGA : C'est la bêtise de trop de Touadera. Comment pouvait-on prétendre discuter sur les problèmes de la nation centrafricaine sans les partis politiques de l'opposition qui sont au nombre des acteurs

principaux de la vie politique de notre pays ? S'il nous avait impliqués dans les consultations et les négociations qui ont conduit à la signature du fameux accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), nous l'aurions aidé à mieux préserver les intérêts du peuple centrafricain. Mais puis qu'il a décidé de nous exclure, il s'est retrouvé tout seul face à des groupes armés mieux équipés et avec une puissance de feu nettement supérieure à celle de notre armée nationale. Dans ces conditions, il a négocié tout en étant à genoux car les rapports de force sur le terrain n'étaient pas en sa faveur et les résultats ont donné ce que nous connaissons, c'est-à-dire un accord de dupes qui a largement profité aux groupes armés. Ecoutez, demandez à Touadera et il vous expliquera pourquoi il a fait le choix d'exclure ses opposants pacifiques des négociations de Khartoum. Mais selon certaines indiscretions, ce sont ses amis les mercenaires russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre de ne pas accepter la présence des partis politiques de l'opposition dans ces négociations. Je vous rappelle que ce sont les russes qui ont financé tout le processus de négociation si bien que même l'Union africaine qui se tarde d'avoir joué les médiateurs n'avait pas le dernier mot. L'UA n'a fait que de la figuration.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Maxime SOLENGA : Moi, j'ai toujours dit que cet accord tel que négocié ne servait absolument à rien, d'autant qu'il était négocié par un Touadera très faible militairement et politiquement, et les groupes armés mille fois plus puissants que nos forces de défense et de sécurité. Quand on négocie un accord politique de cette importance en étant à genoux, on ne peut que récolter les fruits que nous connaissons, c'est des groupes armés plus fort que jamais qui narguent notre armée nationale. Cet accord a permis aux groupes armés de renforcer d'avantage leur présence sur le terrain et faciliter le commerce illicite des ressources naturelles du peuple

centrafricain, par des bandits de grands chemins avec la complicité de Touadera et ses proches. Il n'y a que les dupes du MCU qui croyaient à ce torchon, personne d'autre n'y faisait aucune confiance car Touadera n'avait aucun moyen de coercition pour exiger le respect des dispositions de l'accord aux groupes armés. L'unique moyen de pression que les groupes armés et leurs parrains que sont les puissances occidentales disposent, ce sont les armes. Alors quel groupe armé était suffisamment stupide pour déposer les armes comme le prévoit l'APPR-RCA et cesser de profiter du trafic de diamants, or, bois et bétail que cela procure ? Quel chef de groupe armé était suffisamment stupide pour déposer ses armes et courir le risque de se faire arrêter et terminer le reste de sa vie dans les geôles de la Cour pénale internationale ou de la justice centrafricaine ? L'APPR-RCA est un accord de dupes auquel seul Touadera et ses ouailles croyaient.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Maxime SOLENGA : Mais c'est l'entêtement de Touadera qui a conduit à la formation de la CPC. Les groupes armés et les partis politiques de l'opposition ont demandé au chef de l'Etat de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies sur le terrain, d'autant qu'à l'époque plus de 80 % du territoire centrafricain était occupé par les groupes armés. Dans ces conditions, il n'était pas possible aux candidats de pouvoir battre campagne dans les villes de l'intérieur du pays. Mais Touadera s'est obstiné et a organisé quand même ces élections dans un climat on ne peut plus chaotique avec des résultats contestés par la majorité des centrafricains. Il a fait confiance au soutien de ses amis mercenaires russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre d'organiser ces élections à tout prix. Maintenant que c'est fait et qu'il a été investi pour un second quinquennat, les problèmes sécuritaires restent et demeurent entiers sur le terrain d'autant que nos

concitoyens ne peuvent pas vaquer librement à leurs occupations à cause des exactions inacceptables des mercenaires russes. Touadera s'est désormais inscrit dans une logique de vas-t-en guerre, boosté par le soutien militaire de ses amis de Wagner. Mais il doit savoir que la solution au conflit centrafricain est politique et non militaire. Il vous souviendra que malgré les tonnes et les tonnes de munitions et l'utilisation d'armes de dernières générations par les américains en Afghanistan et en Irak, les problèmes sécuritaires de ces pays sont restés entiers. Donc il ne faut pas que Touadera se laisse tromper par les mercenaires de Wagner comme quoi, ils sont capables de faire revenir la paix en Centrafrique grâce à leur puissance de feu face aux groupes armés. Permettez-moi de vous poser la question suivante : Est-ce que ces mercenaires de Wagner ont-ils réussi à rétablir la paix en Syrie grâce à leur puissance de feu ? La réponse est non. L'Etat islamique est toujours présent dans ce pays et y conserve ses capacités de nuisance. Donc moi, j'appelle Touadera à la raison et lui demande d'accepter de dialoguer avec tout le monde, y compris les groupes armés sans exclusive. Tant qu'on ne les aura pas écoutés s'exprimer autour d'une table, on ne saura jamais les causes de leur mécontentement.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Maxime SOLENGA : Tout ne se résume pas à la reconquête des villes de l'intérieur du pays des mains des groupes armés. Reconquérir les villes jadis occupées par les groupes armés ne signifie pas forcément le retour de la paix en Centrafrique. La solution à notre crise est politique et donc il faut un dialogue inclusif avec tout le monde sans exclusive afin de trouver un consensus et sortir notre pays de l'ornière.

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Maxime SOLENGA : Mais bien évidemment, aujourd'hui les mercenaires de Wagner, les amis de Touadera se paient sur la bête sur le terrain en pillant toutes nos richesses naturelles. Touadera a distribué des permis d'exploitation et d'exploration minière à ses amis mercenaires russes qui sont en train dévaliser tous nos diamants, or et autre. Donc si on laisse Touadera comme ça, lui et ses amis russes vont tout piller. Le peuple centrafricain doit se lever comme un seul homme et lui dire non afin de sauvegarder nos richesses du sol et du sous-sol. Il n'y a pas que les russes qui pillent nos richesses naturelles, il y a également les parents et proches de Touadera qui s'y mêlent et qui s'enrichissent illicitement au détriment du peuple souverain. Vous n'avez qu'à observer les villas et voitures luxueuses qui poussent comme champignons dans la ville de Bangui pour vous en convaincre. Ces villas et voitures luxueuses appartiennent toutes à Touadera, ses parents, amis et connaissances.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Maxime SOLENGA : La seule communication qui vaille, c'est de rassembler tout le monde autour d'une table et prendre en compte leurs vœux. Touadera doit associer tout le monde à la gestion de la chose publique. Le consensus est l'une des clés pouvant nous permettre de veiller sur nos richesses naturelles.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Maxime SOLENGA : C'est la même réponse que je vous proposerai. La sécurité, c'est l'affaire de tous, donc Touadera doit associer tout le monde à tout qui a trait à l'intérêt général.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Maxime SOLENGA : Mais je vous ai dit tout à l'heure que Touadera, ses parents, amis et connaissances, ainsi que les mercenaires russes du groupe Wagner ont monopolisé toutes les richesses naturelles de notre pays. Ils les pillent en toute impunité. Tout le monde le sait, non !

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Maxime SOLENGA : Les générations actuelles ne peuvent rien espérer car toutes les richesses naturelles de notre pays ont été confiées aux mercenaires russes par Touadera qui les pillent tous les jours. Nous ne pouvons en profiter que si et seulement si ces richesses sont exploitées de manière légale et de telle sorte que les taxes et impôts y relatifs sont payés au Trésor Public. Or, selon nos informations, aucune taxe, aucun impôt ne sont versés dans les caisses de l'Etat par Touadera et ses amis concernant l'exploitation frauduleuse de nos diamants, or et bois par exemple.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Maxime SOLENGA : Nous évoquons régulièrement les dérives dictatoriales de Touadera dans la gestion de ce conflit et les violations graves des droits

de l'homme des mercenaires russes de Wagner. Aujourd'hui, les membres de l'ethnie de l'ancien président Bozize sont la cible d'une véritable chasse aux sorcières par les milices de Touadera. Nous le dénonçons régulièrement en saisissant les partenaires internationaux dont la France, les USA, l'UE et l'UA, pour ne citer que ceux-là.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Maxime SOLENGA : Vous posez toujours les mêmes questions avec des termes différents. Les ressources naturelles qui font l'objet de pillage de la part de Touadera et ses amis mercenaires de Wagner sont dénoncées dans nos communiqués de presse que nous adressons au peuple centrafricain pour l'informer de tout le mal que nos gouvernants font à nos richesses. Nous saisissons également la communauté internationale à ce propos.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Maxime SOLENGA : Nous privilégions la radio, la presse écrite, la presse en ligne et les réseaux sociaux.

Vincent NAMRONA : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Maxime SOLENGA : La concertation reste et demeure le meilleur moyen permettant à une famille de rassembler ses enfants autour d'une table et échanger sur les différends qui les opposent. Si Touadera veut que nos richesses naturelles qui sont aujourd'hui pillées par les mercenaires russes de Wagner soient bien gérées au bénéfice du peuple centrafricain, il doit

accepter de réunir tous les fils et filles du pays autour d'une table afin de recueillir leurs propositions. Il est visiblement dépassé par les événements, donc il a besoin de l'avis des autres pour entrevoir un avenir meilleur à notre pays. Les ressources naturelles sont des biens appartenant à tous les centrafricains, donc Touadera ne saurait les gérer comme bon lui semble. Il faut qu'il y implique tout le monde.

Vincent NAMRONA : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Maxime SOLENGA : Toute contribution venant de l'extérieur ou de l'intérieur de la Centrafrique susceptible d'aider notre pays à mieux gérer nos richesses, est la bienvenue. Si votre famille est en difficulté et que des bonnes volontés souhaitent vous apporter leur concours afin de vous aider à trouver des solutions à vos problèmes, elles ne peuvent qu'être saluées. J'encourage donc tout le monde à apporter leur contribution à la recherche de la paix en Centrafrique.

Vincent NAMRONA : Quel serait votre mot de la fin ?

Maxime SOLENGA : J'aimerais à nouveau appeler Touadera à la raison. Il n'y aura aucune solution au bout des canons de ses amis mercenaires russes de Wagner. Je l'invite à convoquer très rapidement un dialogue inclusif au cours duquel tous les centrafricains et centrafricaines se retrouveront pour débattre sincèrement et sans passion de tous les maux qui minent notre pays depuis plusieurs années aujourd'hui. Par ailleurs, Touadera doit aussi savoir qu'il cautionne par son silence les détournements massifs des deniers publics par ses parents, amis et connaissances. Qu'est-ce qu'il attend pour faire arrêter tous ceux et toutes celles qui sont accusés de corruption et de détournement de fonds publics ? Que fait-il des nombreux rapports de l'Inspection générale d'Etat

et de la Haut autorité chargée de la bonne gouvernance sur les détournements avérés des deniers publics ? A quand les arrestations des suspects ? A quand les procès ? Le peuple centrafricain a trop souffert et lui demande de mettre fin à ses souffrances.

- **Entretien avec un membre du syndicat des travailleurs du secteur public**

Entretien avec Martial KOMBET

Il est ingénieur des eaux et forêts formé à l'Institut supérieur de développement rural de la ville de M'Baïki, chef-lieu de la préfecture de la Lobaye en République centrafricaine. Grand spécialiste des parcs nationaux, plusieurs rapports mettant en garde les autorités centrafricaines sur les conséquences néfastes des crises récurrentes sur la faune et la flore du pays, portent ses empreintes. Syndicaliste aux prises de positions très dures vis-à-vis du gouvernement centrafricain, il a toujours été parmi les organisateurs de grèves des travailleurs ayant fait vivre des périodes difficiles aux politiques en charge de l'emploi et du travail en République centrafricaine.

Vincent NAMRONA : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Martial KOMBET : Merci pour l'honneur que vous me faites en m'accordant cet entretien dont les réponses aux questions seront certainement utiles à vos travaux de recherches doctorales. Les crises qui secouent notre pays depuis de très nombreuses années trouvent leur origine dans le type de gouvernance de nos dirigeants politiques. Les partenaires sociaux se sont toujours insurgés contre la corruption, le clientélisme, la gabegie, l'impunité et le tribalisme et le détournement des deniers publics qui ont gangréné et qui gangrènent encore la gestion de nos gouvernants. Cette mauvaise gouvernance a fait de nombreux ostracisés et mécontents qui ont hélas, dans certains cas, utilisé la violence pour faire entendre leurs revendications. Le régime Touadera commet actuellement les mêmes erreurs, ce qui fait que la fin de la crise actuelle n'est pas pour demain.

Vincent NAMRONA : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Martial KOMBET : Je fais partie de ceux qui n'ont jamais cru à la sincérité de la communauté internationale dont certains membres tels que la France jouent aux pompiers pyromanes. Les puissances étrangères appliquent la vieille politique qui consiste à diviser pour mieux régner sur notre pays. Si les centrafricains avaient compris cette hypocrisie de la communauté internationale, ils auraient pu éviter le drame que nous vivons. Mais dupes qu'ils sont, les politiques se sont jetés tête basse et yeux fermés entre les mains des puissances étrangères qui ont attisé le feu en République centrafricaine.

Vincent NAMRONA : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Martial KOMBET : C'est aux centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas à la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Martial KOMBET : Je fais également partie de ceux-là qui n'ont jamais pensé un seul instant que le fameux APPR-RCA ferait revenir la paix en République centrafricaine, parce que c'était un accord de dupes. Un accord négocié et signé par un régime en position de faiblesse face aux groupes

armés mieux équipés que l'armée nationale, n'avait aucune chance de faire la paix.

Vincent NAMRONA : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Martial KOMBET : Comme je l'ai dit à votre précédente question, c'est un accord de dupes signé par un gouvernement pratiquement à genou, en position de faiblesse, qui n'avait aucun moyen de coercition face aux groupes armés militairement plus puissants que les FACA. La faiblesse du régime Touadera et l'hypocrisie des garants de l'APPR-RCA ont offert à ce dernier tout ce dont il avait besoin pour ne pas faire la paix. L'accord a plus servi les intérêts des groupes armés que ceux du peuple centrafricain qui a malheureusement continué à être la victime expiatoire des violations les plus graves des droits de l'homme.

Vincent NAMRONA : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Martial KOMBET : Notre fameuse France est derrière la CPC coordonné par le général et ancien chef d'Etat François Bozize animé par une soif hors norme du pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. C'est la France qui équipe et finance la CPC composée par les signataires dissidents de l'APPR-RCA. Les français voulaient à tout prix empêcher la réélection du président Touadera qui a eu le courage sans précédent de dire non au diktat de Paris et d'aller tisser des liens avec la Russie. Aujourd'hui, le jeu de la France est on ne peut plus clair : comme le président Touadera a été réélu et investi pour un nouveau mandat de cinq (5) ans malgré l'opposition farouche de l'Elysée, il faut maintenant rendre la tâche difficile à Touadera par la violence perpétrée par la CPC.

Vincent NAMRONA : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Martial KOMBET : Malgré les nombreuses exactions perpétrées par les instructeurs russes sur les civiles, les FACA appuyées par nos amis russes et rwandais sont en train de réaliser une véritable prouesse. Si le cap est maintenu, je pense que tout le territoire centrafricain serait libéré d'ici à quelques mois. En quelques mois, ils ont pu réaliser ce que la MINUSCA et l'opération Sangaris de la France n'ont pu faire depuis 2014. Donc bravo !

Vincent NAMRONA : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Martial KOMBET : Le patrimoine naturel et culturel de notre pays est actuellement en péril, d'autant qu'il fait l'objet de pillage de la part des groupes armés. Le butin de ce pillage organisé est vendu aux grandes puissances, au premier rang desquelles la France. Le diamant, l'or et le bois sont illégalement exploités et vendus sur le marché international au vu et au su de la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Martial KOMBET : Pour communiquer, il faut un canal, une cible et un contenu. Donc pour moi, le contenu c'est d'expliquer en quoi il est

important de veiller sur notre patrimoine culturel et naturel. La cible, c'est tout le peuple centrafricain qui doit être sensibilisé sur ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. Le canal par excellence, ce sont la radio et la télévision qu'il faudrait mettre à profit afin d'atteindre le maximum de compatriotes possible.

Vincent NAMRONA : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Martial KOMBET : La meilleure communication sécuritaire qui puisse exister, reste et demeure l'usage de la violence légale à l'endroit des groupes armés qui pillent nos richesses naturelles pour le compte des puissances occidentales qui les financent. Ensuite, il faut que tous ceux et toutes celles qui s'adonnent à l'exploitation illégale de nos richesses naturelles soient purement et simplement arrêtés et traduits en justice. L'heure du dialogue avec les criminels qui écument nos régions est révolue.

Vincent NAMRONA : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Martial KOMBET : Aujourd'hui, le diamant, l'or et le bois centrafricains sont devenus la propriété des rebelles qui les exploitent illégalement et en toute impunité et les revendent aux pays étrangers. Certains proches connus du président Touadera sont également impliqués dans ce trafic illégal. Je n'oublie pas les opérateurs économiques libanais notamment qui s'y enrichissent au grand dam du peuple centrafricain.

Vincent NAMRONA : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Martial KOMBET : Les générations présentes de profiter des ressources naturelles ? De quelle façon ? Elles ne peuvent pas profiter de ces

ressources naturelles car celles-ci, illégalement exploitées, n'enrichissent que les individus véreux, corrompus qui les vendent.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Martial KOMBET : Je suis syndicaliste et défends les intérêts des travailleurs. Donc je m'insurge régulièrement contre les violences qui sont exercées sur nos camarades travailleurs dans les villes des provinces occupées par les groupes armés. Depuis plusieurs années, certains fonctionnaires ne peuvent pas regagner leurs postes d'affectation en provinces parce que les groupes armés y ont installé un Etat parallèle. Cela n'est pas du tout acceptable. Les violences perpétrées sur les travailleurs doivent cesser sans délai.

Vincent NAMRONA : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Martial KOMBET : Je suis forestier, j'allais dire ingénieur des eaux et forêts. Je sais combien la faune et la flore immensément riches de notre pays font les frais de cette guerre. Je suis coauteur de nombreux rapports écrits par des experts tant nationaux qu'internationaux sur le braconnage des espèces fauniques rares par les groupes armés. Ces rapports sont régulièrement publiés à destination des gouvernants et de la communauté internationale.

Vincent NAMRONA : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Martial KOMBET : Les rapports que je coécrivis avec certains collègues sur le braconnage de nos espèces fauniques par les groupes armés, font l'objet de communications sur l'Internet et les médias internationaux notamment.

Vincent NAMRONA : **Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?**

Martial KOMBET : La concertation, je la recommande fortement entre les centrafricains en permanence. Cependant, je suis farouchement opposé à toute idée de concertation avec des criminels qui ont commis des exactions indescriptibles sur les civiles. C'est une bonne chose que de s'asseoir autour d'une table et débattre des questions qui ont trait à la vie de la cité.

Vincent NAMRONA : **La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?**

Martial KOMBET : La médiation, j'y crois également d'autant qu'elle permet parfois à des parties en mésentente de trouver un terrain d'entente.

Vincent NAMRONA : **Quel serait votre mot de la fin ?**

Martial KOMBET : Je vous félicite et vous encourage pour le travail que vous faites actuellement pour aider nos gouvernants surtout à mieux communiquer sur notre patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit. Je vous souhaite tout le meilleur pour la suite de vos activités de chercheur.

Annexe 4

Retranscriptions des entretiens

Au total, le corpus est composé de dix-huit (18) retranscriptions représentant autant d'entretiens réalisés auprès des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain. Faut-il rappeler que les acteurs sont les entités qui interviennent directement dans les combats qui opposent les forces armées centrafricaines (FACA) dans les combats qui opposent celles-ci aux groupes armés notamment ceux de la coalition des patriotes pour le changement (CP). Les non-acteurs quant à eux, regroupent toutes les entités qui n'interviennent pas directement dans les combats qui opposent les forces armées centrafricaines (FACA) aux groupes armés. Les retranscriptions sont réparties comme suit :

N°	Noms des entités	Classification	Nombre de retranscriptions
1	Communauté internationale (Union africaine)	Non-acteur	01
2	Gouvernement centrafricain (ministère des Mines)	Acteur	01
3	Confessions religieuses	Non-acteur	03
4	Défenseurs des droits de l'homme	Non-acteur	02
5	Institutions de la République	Non-acteur	02
6	Groupes armés	Non-acteur	02
7	Médias	Non-acteur	03
8	Conseil national de la jeunesse	Non-acteur	01
9	Syndicat des travailleurs	Non-acteur	01

10	Partis politiques	Non-acteur	02
----	-------------------	------------	----

Tableau unique : Répartition des retranscriptions

C'est l'ensemble de ces retranscriptions qui fera l'objet d'analyse et d'interprétation dans les paragraphes qui suivent.

QUESTION 1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse 1-1 (Communauté internationale – Union africaine) : Merci pour cette occasion que vous m'offrez pour vous dire avec les mots qui sont les miens, ma compréhension du conflit centrafricain. Permettez-moi de vous dire tout de suite que vous êtes tout simplement victimes de l'immensité des richesses naturelles de votre pays. A cela s'ajoute le manque de courage de vos dirigeants politiques qui n'ont jamais été capables de s'affirmer face aux puissances occidentales. Tous les dirigeants qui ont été à la tête de ce beau pays ont préféré s'agenouiller devant les puissances occidentales dans le but de conserver leur pouvoir le plus longtemps possible. Une fois que ces dirigeants essaient de prendre leurs libertés vis-à-vis des puissances occidentales qui les ont aidés à prendre et à se maintenir au pouvoir, eh bien ils sont violemment balayés comme des moins que rien au profit de nouveaux valets. Il y a également la mal gouvernance de vos dirigeants qui a fait de nombreux mécontents qui, après avoir utilisé en vain les voies pacifiques pour se faire entendre, ont pris les armes pour pouvoir s'exprimer. Ce pays s'est enfermé dans un cycle infernal de violences interminables depuis son accession à l'indépendance et classé au nombre des pays les pauvres du monde malgré ses immenses richesses naturelles. C'est scandaleux et inacceptable.

Réponse 2-1 (Confessions religieuses – Imam) : Merci parce que vous avez porté votre choix sur ma modeste personne et accepté de faire le déplacement du Km5 pour m'interroger. Avant c'était difficile pour un

chrétien comme vous de venir sans peur au ventre au Km5 que les politiques de mauvaise foi ont diabolisé pendant plusieurs années. Cela prouve que la paix est de retour dans notre pays. Pour répondre à votre QUESTION, les causes des multiples crises que notre pays la Centrafrique connaît se trouvent dans la mauvaise gouvernance de nos dirigeants qui ont passé tout leur temps à diviser les centrafricains, à voler l'argent du peuple et à violenter les faibles. Pendant plusieurs décennies, les musulmans ont été considérés comme des sous hommes, les régions où ils habitent en majorité telles que la Vakaga et le Bamingui Bangoran ont été purement et simplement oubliées. Les musulmans ont subi beaucoup d'humiliations publiques et c'est ça qui les a poussés à prendre les armes en 2012 contre Bozize.

Réponse 3-1 (Confessions religieuses – Pasteur) : Merci de vous être déplacé jusqu'à chez moi pour me demander mon avis sur les crises récurrentes qui secouent notre beau pays la Centrafrique depuis des décennies. En effet, les causes de ces crises sont très nombreuses, mais je me focaliserai sur les principales, à savoir la mauvaise gouvernance de nos dirigeants, l'impunité et la soif sans limite du pouvoir de nos gouvernants. Tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance qui pouvait se résumer en la corruption endémique dans tous les appareils de l'Etat, la confiscation du pouvoir, le clientélisme, le tribalisme, les violations massives des droits de l'homme, les détournements massifs des deniers publics et la mainmise d'un groupuscule de personnes sur l'économie du pays, pour ne citer que ces maux-là. L'impunité dont j'ai fait allusion se caractérisait par le fait que les politiques et leurs proches sur lesquels pesaient de lourds soupçons d'actes illégaux graves n'ont jamais été inquiétés par la justice. Quant à la soif du pouvoir, on la remarquait dans le fait que certains politiques de notre pays étaient de mèche avec des puissances étrangères pour perpétrer des coups d'Etat afin d'accéder au pouvoir, en dépit du fait que cela soit prohibé par la Constitution de notre pays. Donc, vous voyez, tous ces

ingrédients mis ensemble ne peuvent qu'accoucher de ces multiples crises violentes que nous connaissons. Quand on accède au pouvoir par des voies illégales, c'est-à-dire contraires aux voies de Dieu, eh bien, on n'en profite jamais. Tous les chefs d'Etat centrafricains qui ont perpétré des coups d'Etat dans notre pays n'ont jamais pu gérer leurs pouvoirs, car la Bible déclare je cite : « On vous mesurera avec la mesure dont vous êtes servi », fin de citation. Je veux par-là, dire que tous les présidents qui ont pris le pouvoir par la violence, ont été déchus par la violence.

Réponse 4-1 (Confessions religieuses – Animiste) : Je ne comprends pas pourquoi depuis la fin du règne de Bokassa, notre pays n'a jamais connu la paix. Quand j'étais jeune au temps de Dacko et Bokassa, on n'a jamais vu ces guerres à répétition qui ne finissent pas dans ce pays. Les troubles ont commencé vers la fin du régime de Bokassa avec le massacre des écoliers, élèves et étudiants. L'armée française est intervenue pour le chasser du pouvoir et installer Dacko. Quand Dacko a pris le pouvoir pour la deuxième fois, oh lalalala mon fils, il y avait des grèves, on cassait les magasins, on brûlait les véhicules et ainsi de suite. Kolingba est arrivé, c'était pareil. Patassé pareil. Bozize pareil et les choses ont pris une tournure très meurtrière de telle sorte que les éléments de la Seleka ont tué beaucoup et beaucoup de personnes innocentes. Avec Samba-Panza, pas de paix. Avec Touadera, pas de paix. Qu'allons faire mon fils ? Moi, je pense que les présidents qui ont dirigé notre pays ne servent pas les intérêts du peuple centrafricain. Ils ne voient que leurs propres intérêts. C'est pour cela qu'il y a toujours des mécontents et des guerres à répétition.

Réponse 5-1 (Ligue des droits de l'homme) : Merci d'avoir porté votre choix sur moi pour cet entretien. J'aimerais également, avec votre permission, m'incliner devant la mémoire de toutes les victimes de cette guerre que les puissances étrangères nous ont imposée. Cela étant dit, pour répondre à votre QUESTION, je dirais que les causes des crises récurrentes que nous connaissons dans ce pays sont multiformes. Ces causes sont aussi bien politiques que sociales. D'abord les causes

politiques. Le manque d'alternance à la tête de notre pays a été à l'origine de contestations violentes qui ont débouché sur des crises politiques et parfois politico-militaires inextricables. Chaque régime qui arrive à la tête de notre pays a souvent tendance à confisquer le pouvoir au mépris de la Constitution qui limite le nombre de mandats présidentiels à deux. Quant aux élections législatives et présidentielles, elles ont été toujours truquées de telle sorte que les résultats ouvrent la porte à des contestations, parfois violentes. Les causes sociales maintenant. Toute l'économie du pays est confisquée par un petit groupuscule de privilégiés du pouvoir qui passent tout son temps à détourner les impôts des contribuables. Se sentant oubliée et marginalisée, la majorité de la population adopte un comportement de défiance vis-à-vis du pouvoir en place. Les partenaires sociaux protestent en se mettant régulièrement en grève, car le panier de la ménagère n'arrive plus à faire face au coût élevé de la vie. Du coup, les politiques assoiffés du pouvoir instrumentalisent toutes ces contestations nées d'élections truquées et de problèmes sociaux pour organiser des résistances armées, avec la bénédiction des puissances étrangères comme la France qui est un véritable pêcheur en eau trouble. Mais je précise que le conflit auquel est confronté notre pays n'a rien d'interconfessionnel, comme tentent de le faire croire désespérément les médias occidentaux, notamment RFI et France 24.

Réponse 6-1 (Commission des droits de l'homme) : Cette QUESTION a déjà fait l'objet de séminaires, ateliers, conférences et toutes sortes de rencontres en Centrafrique. Là vous demandez un diagnostic de cette maladie chronique qui s'appelle « instabilité politique » dont nous souffrons depuis plusieurs années. Bref, la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants politiques est la cause principale de ces crises à répétition. Nous ne sommes malheureusement pas au bout tunnel, parce que le président Touadera est en train de rééditer exactement les mêmes choses que nous reprochions à ceux qui l'ont précédé et qui a fait plonger notre pays. Le chef de l'Etat ferme les yeux sur les détournements massifs des deniers

publics dont sont accusés ses amis et parents qui sont tous devenus des nouveaux riches de notre pays. Ils affichent un train de vie ostentatoire qui insulte le quotidien de la majorité des centrafricains qui croupissent sous le joug de la misère tous les jours. Par ailleurs, le président Touadera a nommé ses partenaires, les chefs des groupes armés qui ne sont rien d'autres que des criminels, à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique et payés avec nos impôts. Quelle insulte ? Les bourreaux sont pris en charge avec l'argent des victimes ? Nous sommes confortablement installés dans un cycle vicieux qui va certainement faire durer notre crise. Malgré les mises en garde insistantes de la société civile, le président Touadera reste totalement sourd.

Réponse 7-1 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) :

Merci pour cette opportunité que vous m'offrez afin de donner mon avis de technicien sur les différentes crises que connaît notre pays, la République centrafricaine depuis des décennies. Les causes de ces différentes crises sont très nombreuses mais je vais vous en citer deux, à savoir la mauvaise gouvernance et les ressources minières de notre sous-sol qui sont d'une richesse exceptionnelle. Je commencerai par la dernière cause. En effet, les nombreux accords que nos dirigeants politiques ont pu signer avec l'ancienne métropole, la France, disposent que toute exploitation des ressources stratégiques comme le pétrole et l'uranium doit au préalable recueillir l'accord de Paris. Mais les présidents Patassé et Bozize ont octroyé des permis d'exploration de pétrole à des sociétés étrangères en violant les accords que je vous ai évoqués ci-haut, et ils ont été renversés par des rébellions financées et équipées par la France. C'est ici le lieu de souligner que ces accords coloniaux ne sont pas profitables au peuple centrafricain car ils nous empêchent de profiter de nos immenses richesses minières. Il est plus qu'urgent de les réviser. En ce qui concerne la mauvaise gouvernance, tous les chefs d'Etat qui ont eu la chance de présider aux destinées de notre pays ont brillé par la corruption généralisée, le tribalisme, le clientélisme, l'impunité et les détournements massifs des

deniers publics. Je n'ai pas besoin de vous parler des droits de l'homme parce qu'ils sont quotidiennement violés. Tous ces maux ont donc fait de très nombreux mécontents marginalisés qui ont été instrumentalisés par les politiques assoiffés du pouvoir qui à leur tour, sont manipulés par les puissances occidentales notamment la France pour plonger notre pays dans l'instabilité.

Réponse 8-1 (Groupes armés anti CPC) : La quasi-totalité des rébellions que notre pays a connu depuis des dizaines d'années, ont pris naissance vers la frontière centrafricano-tchadienne. Selon ma compréhension, le Tchad a une grande responsabilité dans l'instabilité dans notre pays, car les rébellions qui viennent du Nord-Est ont eu pour bases-arrières, le territoire tchadien. Nos frères ressortissants de la Vakaga, Bamingui Bangoran et de la Haute Kotto qui ont créé la rébellion de la Seleka, ont dit qu'ils ont pris les armes parce que le président Bozize n'a pas développé leurs régions et qu'ils ont été marginalisés. Cet argument n'est pas valable pour moi, parce que nous savons que ce sont les français qui leur ont donné des armes et des financements pour venir renverser le pouvoir du président Bozize. Les français étaient en colère contre Bozize parce qu'il a donné le pétrole de Boromata aux chinois. Voilà la vraie raison de cette guerre qu'on nous a imposée. Même à l'heure où je vous parle, tous les groupes armés qui sont sur le territoire centrafricain sont soutenus par les français qui ne veulent pas que cette guerre se termine, parce que le président Touadera a fait venir les russes dans notre pays. Tous les efforts que nos autorités font pour faire revenir la paix en Centrafrique sont contrecarrés par les français qui ont juré d'empêcher Touadera de gouverner correctement à cause des russes qui menacent leurs intérêts dans notre pays. La CPC que le président Bozize dirige, a été créée au mois de décembre 2020 à la demande des français qui voulaient empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. Les français ne veulent pas que la paix revienne en Centrafrique.

Réponse 9-1 (Groupes armés pro CPC) : Je vous remercie pour cette occasion que vous m'offrez pour m'exprimer sur les causes réelles de ces multiples crises que traverse notre pays la Centrafrique, depuis qu'il a accédé à l'indépendance en 1960. Vous savez, depuis que je suis né, je ne me suis jamais senti centrafricain, car je me sentais toujours comme un étranger dans mon propre pays. Quand je regarde comment les centrafricains de confession musulmane sont traités dans l'administration publique, par la police, la gendarmerie et l'armées nationale, je suis révolté. On nous a toujours considérés dans ce pays comme des sous hommes, des moins que rien. Quand un centrafricain musulman se pointe dans l'administration pour solliciter un service même payant, il est reçu avec condescendance. La qualité de l'accueil qui lui est réservé, frise l'humiliation et ne l'encourage pas à revenir une autre fois, solliciter un quelconque service. Nous avons fait l'objet d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires de la part des forces de défense et de sécurité. Par ailleurs, toute la région Nord-Est de la Centrafrique majoritairement peuplée par des centrafricains de confession musulmane a été purement et simplement ignorée par tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays depuis l'indépendance. Il n'y a pas de routes, d'électricité, d'école ni d'hôpitaux dignes de ce nom. C'est une véritable politique d'exclusion mise en œuvre à l'endroit des centrafricains et musulmans et de leurs régions. Les humiliations avaient atteint un niveau tel que nous étions obligés de prendre les armes en 2012 afin de faire entendre notre voix. Malheureusement, les choses ne sont pas déroulées comme prévu, car certains frères et sœurs venus du Tchad et du Soudan du Sud et du Soudan qui nous ont rejoints dans ce combat noble, se font fait remarquer par des actes violents très regrettables qui ont écourté notre règne à la tête de la Centrafrique. Le manque de leadership du président Michel Djotodja a également contribué à la chute brutale de notre régime. N'ayant pas obtenu les solutions à nos problèmes, nous nous sommes repliés à l'intérieur du pays avec armes et bagages, notamment dans la ville de N'Délé pour ce qui concerne notre mouvement le FPRC.

Réponse 10-1 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Merci pour cette opportunité que vous m'offrez pour m'exprimer sur les maux qui minent notre cher et beau pays, la Centrafrique depuis plusieurs années. Vous êtes en train de me demander de poser un diagnostic de la crise centrafricaine, mais je n'aurais pas la prétention de vous apporter la réponse exhaustive que vous attendez ou recherchez. La mauvaise gouvernance est à l'origine des violences à répétition en Centrafrique. Les différents régimes qui sont passés à la tête de notre pays ont confondu la gestion d'un Etat à celle d'un patrimoine familial, si bien que toute l'économie est caporalisée par un petit groupuscule de princes intouchables, pendant que l'immense majorité des centrafricains baignent dans une misère indescriptible. L'impunité a atteint un niveau tel que les fonds publics sont détournés sans que la justice ne lève ne serait-ce que le petit doigt pour demander des comptes à ceux qui en sont soupçonnés. Les auteurs de violations massives des droits de l'homme narguent leurs victimes sans la moindre inquiétude. Tout cela se déroule sous la barbe d'une communauté internationale qui se fait remarquer par son silence complice. En un mot, tous les signaux précurseurs de ces violences étaient bien visibles mais personne n'y a pris garde. Même notre ancienne métropole, la France qui s'est toujours montré chantre de la démocratie, a fermé les yeux sur cette mauvaise gouvernance, parce que les régimes en place garantissent ses intérêts. En dehors du président Touadera dont le rapprochement avec Moscou fait hurler Paris.

Réponse 11-1 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Je vous remercie d'être venu jusqu'à moi et d'avoir aussi porté votre choix sur ma modeste personne pour cet entretien. Les causes du conflit centrafricain ? Ouf, vous me demandez un roman dont l'écriture prendrait le reste de ma vie sur terre. Ces crises à répétition sont nées de la mauvaise gouvernance et du manque de courage de la part de nos politiques. La politique dans notre pays, c'est une affaire familiale,

ethnique et clanique. Regardez comment le président Touadera dirige notre pays. Les postes les plus importants sont occupés par les ngbakamandja, l'ethnie du chef de l'Etat. La majorité de ceux qui sont aujourd'hui accusés d'avoir détourné des deniers et des biens publics sont de l'ethnie présidentielle ou appartenant au MCU, le parti au pouvoir. Mais ils ne sont jamais inquiétés. Quand on les voit se pavaner dans les rues de Bangui, ils affichent un train de vie insolent et qui narguent les citoyens centrafricains dont ils ont détourné les impôts. Les droits de l'homme sont massivement violés sans que les auteurs n'en rendent compte devant la justice. J'ai aussi évoqué le manque de courage de nos dirigeants comme l'une des causes de notre malheur. Hier, c'était la France qui faisait la pluie et le beau temps, mais aujourd'hui, c'est la Russie qui a pris la relève. Les anciens présidents Bozize et Samba-Panza, pour ne citer que ces deux-là, étaient tout le temps à genoux devant l'Elysée. Aujourd'hui, le président Touadera est à quatre pattes devant le Kremlin. Bozize avait osé dire non à Paris et il l'a payé cash, c'est-à-dire qu'il a été balayé du pouvoir par les rebelles de l'ex-Seleka financés et équipés par la France. Pour me résumer, la mauvaise gouvernance et l'incapacité de nos dirigeants à dire non face aux puissances occidentales, sont à l'origine de nos malheurs.

Réponse 12-1 (Médias – Presse publique) : Le conflit que nous vivons actuellement a démarré le 24 mars 2013, après le renversement du président François Bozize par les rebelles de l'ex-Seleka dont le leader est Michel Djotodja. C'est en effet, la crise la plus longue et la plus sanglante de l'histoire de la Centrafrique. Pour en revenir à votre QUESTION, les causes de ce conflit remontent à plusieurs décennies en arrière. Je pense que la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants qui se sont relayés à la tête de notre pays en est la principale cause. Le népotisme, le tribalisme, l'impunité, les détournements des fonds publics, la justice du plus fort, la marginalisation d'une partie de la population et j'en passe, ont poussé certains centrafricains à en vouloir aux décideurs politiques. Les jeunes sans emploi ont été convaincus par des assoiffés du pouvoir comme

quoi la meilleure solution pour faire entendre leurs voix c'était de prendre les armes. C'est sur cette fibre de mécontentement des jeunes que François Bozize a surfé en 2003 pour fonder sa rébellion et venir renverser le régime d'Ange Félix Patassé le 15 mars de la même année. Michel Djotodja a exactement fait la même chose, c'est-à-dire exploiter le mécontentement de nos frères et sœurs de la partie Nord-Est du pays qui se sentaient délaissés et marginalisés par le pouvoir central. Mais certains de nos pays voisins, surtout le Tchad d'Idriss Deby Itno ont également joué un rôle dans le déclenchement de ces multiples crises, car ce dernier a toujours servi de base arrière aux rébellions qui ont perpétré des coups d'Etat dans notre pays. D'ailleurs nous avons pu noter la présence de plusieurs mercenaires ressortissants du Tchad et des deux Soudan dans ces rébellions. Enfin, je n'oublierai pas la France qui fait et défait comme bon lui semble, les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays.

Réponse 13-1 (Médias – Presse écrite) : Vous savez, ce que nous vivons dans ce pays depuis plusieurs années, est la résultante de la succession d'erreurs commises aussi bien par ceux qui ont présidé aux destinées de la Centrafrique que par la communauté internationale. D'abord pour les gouvernants, ils se sont fait remarquer par la mal gouvernance caractérisée par l'impunité, l'aggravation des inégalités et la marginalisation de nombreuses communautés. Par ailleurs, il y a des régions entières du pays qui ont été totalement ignorées par les régimes qui se sont succédé à la tête de notre pays. Il s'est donc installé une frustration et une défiance d'une part importante de la population centrafricaine vis-à-vis des gouvernants. Les auteurs de détournements massifs de deniers publics n'ont jamais été sanctionnés par la justice qui, de mon point de vue, donne souvent raison aux plus forts politiquement et financièrement. Ceux qui se livrent aux crimes économiques, utilisent les impôts des centrafricains pour non seulement afficher un train de vie insolent, mais narguer les citoyens que nous sommes. Il y a aussi des régions entières qui n'ont jamais d'hôpitaux dignes de ce nom, ni de routes qui puissent les relier au reste du monde.

Bref, il n'y a pas d'infrastructures sur un large pan du pays. Or dans d'autres régions du pays, les écoles, hôpitaux et routes sont construits. Même si ceux-ci ne sont pas aux normes internationales, mais il vaut mieux ça que rien. Les recrutements de fonctionnaires se sont tribalisés et monnayés au grand dam des valeureux fils de familles financièrement moins loties. Je me tourne maintenant vers la communauté internationale qui a aussi une part de responsabilité dans le drame que vit la Centrafrique depuis des décennies. Quand la France apporte son soutien à un régime en place dans notre pays, elle n'est pas très regardante sur la bonne gouvernance. Elle pense seulement à ses intérêts, c'est-à-dire la signature de contrats juteux, le contrôle de l'économie du pays, le contrôle des richesses naturelles de notre sous-sol. Même si les droits de l'homme sont violés, les fonds publics sont détournés, l'impunité s'est légalisée, Paris reste muette comme une carpe. Ouf ! Je passerais le reste de ma vie à vous parler des causes profondes des crises militaro-politiques que vit la Centrafrique, tellement qu'elles sont très nombreuses. Donc si vous voulez, c'est l'ensemble de tout ça qui est l'origine des rebellions et coups d'Etat qui ont émaillé l'histoire de la Centrafrique depuis son accession à l'indépendance le 13 août 1960.

Réponse 14-1 (Médias – Presse électronique) : Merci beaucoup, avant de répondre à votre question, je suis Saint Clair MAKKA, journaliste, directeur de publication du Quotidien Brigade Anti Infox et coordonnateur du Consortium pour la lutte contre la désinformation. Les causes de la crise que connaît la Centrafrique ne datent pas d'aujourd'hui. Normalement, la langue Sango que nous avons en commun devait nous fédérer, mais ce n'est pas du tout le cas. On peut dire que les causes de cette crise sont multiples, en commençant par la fibre ethnique sur laquelle jouent les politiques pour diviser la population. Il y a également la faiblesse de nos institutions qui n'arrivent pas jouer pleinement leur rôle comme l'exige la loi. Il y a aussi la marginalisation d'autres communautés au profit d'autres. A force de marginaliser certains groupes, il y a eu une sorte de frustration

qui a engendré un repli sur soi. Les conséquences, c'est que les coups d'Etat se sont multipliés, de Bokassa à Djotodja en passant par Dacko, Kolingba et Bozize. Mais au temps de Bozize, les choses se sont détériorées davantage à cause de la mal gouvernance qui a fait frustrer beaucoup de centrafricains. C'est la somme de tous ces problèmes qui a fait que certains hommes politiques ont enrôlé les jeunes victimes de marginalisation et d'inégalité pour les entraîner dans les rebellions.

Réponse 15-1 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Merci pour la confiance que vous faites à la jeunesse en m'accordant cette interview. Je voudrais, avec votre permission, avoir une pensée pour les jeunes qui sont des victimes innocentes de ces nombreuses crises que notre pays connaît depuis plusieurs décennies. Les uns ont été enrôlés de force par les groupes armés et servis comme chairs à canon au front, tandis que d'autres ont été employés dans divers secteurs d'activités professionnelles. Cela doit cesser immédiatement, car la place des enfants, c'est à l'école et non au champ de bataille ni dans les secteurs d'activités professionnelles en qualité de travailleurs mineurs. Pour en revenir maintenant à votre question, les causes de ce conflit interminable dans notre pays ? On le sait tous, la mauvaise gouvernance est la cause principale de ce conflit. Quand les présidents prennent le pouvoir, ils ignorent totalement les règles basiques de la démocratie, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements des deniers publics et j'en passe. Toute l'économie du pays est contrôlée par un petit groupuscule de privilégiés qui dicte sa loi au reste de la population centrafricaine. Les gens sont jetés en prison au gré des proches et membres de la famille présidentielle. Les arrestations arbitraires sont devenues monnaie courante. Des régions et des ethnies entières font l'objet d'exclusion systématique de la part des tenants du pouvoir. Devant la justice, les plus forts, les plus puissants, les plus riches ont systématiquement raison. La liste n'est pas exhaustive. Tous les maux que je viens d'énumérer ont fait qu'un climat de défiance

s'est installé entre les exclus de la société et les gouvernants, à telle enseigne que les mécontents ont fini par utiliser la violence armée pour faire passer leurs messages. Les différents régimes qui se sont succédé à Bangui ont pratiquement commis les mêmes bavures, si bien que nous nous sommes installés dans un cycle dangereux qui ne fait que se répéter.

Réponse 16-1 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Merci d'avoir porté votre choix sur ma modeste personne pour cet entretien. Comme je vous l'ai dit en off, je souhaite que mon identité ne soit pas révélée dans votre thèse, à cause de la sensibilité des questions que nous allons débattre au cours de cet entretien. Ce préalable ayant été fait, je voudrais, avec votre permission, m'incliner devant la mémoire des nombreuses victimes de cette crise que nous vivons dans notre pays depuis 2013. Les causes de ce drame que vit la Centrafrique depuis des lustres sont une accumulation de déception de la part d'une partie de nos concitoyens qui ne se reconnaissent pas dans le mode de gestion de nos différents gouvernants. Je dois rester lucide car la probité intellectuelle m'y oblige. Depuis l'indépendance de notre pays en 1960, les différents régimes qui ont présidé aux destinées du peuple centrafricain se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance. Le clientélisme, le tribalisme, les détournements de deniers publics, l'impunité, l'exclusion, la justice des plus forts, pour ne citer que ces maux-là ont caractérisé la gouvernance de ces régimes. Comme conséquence, un climat de défiance s'est installé entre les décideurs et le peuple centrafricain. Les politiques, avec l'aide des puissances occidentales au premier rang desquelles la France, ont instrumentalisé le mécontentement d'une partie de la population centrafricaine pour créer l'instabilité par le truchement des rébellions, coups d'Etat, grèves violentes et mutineries dans notre pays. Aujourd'hui, le président Touadera gère les conséquences de tous les ratés des régimes qui l'ont précédé et se démène en beau diable pour résoudre de très nombreux problèmes qui datent de Matusalem. C'est un homme d'Etat très courageux qui n'hésite pas à prendre des décisions parfois

impopulaires si celles-ci servent les intérêts de son peuple, qui vient de lui renouveler sa confiance en lui accordant un nouveau mandat de cinq ans. Je ne suis pas un doux rêveur, ce n'est pas en deux mandats de cinq ans chacun que le chef de l'Etat arrivera à résoudre tous les problèmes de notre pays qui datent des périodes très anciennes. Mais reconnaissons quand même qu'en un seul mandat de cinq ans, la Centrafrique sous le leadership éclairé du professeur Touadera, a pu retrouver sa place dans le concert des nations du monde. Notre pays est en train de retrouver la paix, la sécurité et la quiétude depuis que le président a fait venir nos amis russes qui forment et équipent les forces armées centrafricaines. En six mois, les FACA ont, grâce à l'appui de leurs alliés russes et rwandais, repris la quasi-totalité des villes de l'intérieur du pays qui étaient depuis plusieurs années, sous le contrôle des groupes armés financés et équipés par des puissances occidentales.

Réponse 17-1 (Partis politiques – opposition démocratique) : Je vous remercie infiniment pour cette occasion que vous m'offrez pour vous dire ce que je pense au sujet de cette crise dont le bout du tunnel n'est pas proche, au regard de la manière dont elle est gérée actuellement par le régime Touadera. Permettez-moi tout d'abord d'exprimer toute mes condoléances à toutes les familles centrafricaines injustement endeuillées par les mercenaires russes du groupe Wagner que Touadera a illégalement fait venir sur notre territoire et qui sont en train de piller avec la complicité du pouvoir en place, nos richesses naturelles et violenter nos concitoyens. Il est de toute évidence que la mauvaise gouvernance qui a caractérisé les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays a joué un grand rôle dans la récurrence de ces différentes crises dont nous souffrons. Cette mauvaise gouvernance a atteint son summum au cours des dix ans que le président Bozize a passé au pouvoir, car c'est en son temps que les Seleka se sont renforcés pour venir prendre le pouvoir par la force le 24 mars 2021. Toute une communauté et toute une région entière de notre pays ont été purement et simplement marginalisées et humiliées pendant

des décennies, ce qui a engendré un véritable climat de défiance entre gouvernants et gouvernés. Puis qu'en utilisant les voies légales, les tenants du pouvoir n'ont pas voulu entendre raison, les politiques assoiffés du pouvoir ont dû instrumentaliser la misère et le mécontentement d'une partie de nos compatriotes pour prendre les armes et s'exprimer dans la violence. Les régimes de Dacko I, Bokassa, Dacko II, Kolingba, Patassé et Bozize se sont fait remarquer par le clientélisme, l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements massifs des deniers publics et j'en passe. Pour ne rien arranger les choses, l'éphémère passage du régime de Djotodja à la tête de notre pays a remué le couteau dans la plaie qui saignait déjà, avec la cohorte de mercenaires tchadiens et soudanais qui l'ont aidé à prendre le pouvoir le 24 mars 2013. Les Seleka ont commis toutes sortes de violences indescriptibles sur les populations civiles aux mains nues, d'assassinats aux humiliations en passant par le pillage des biens de nos concitoyens. Par ailleurs, les Anti-Balaka par représailles aux actes violents perpétrés par les Seleka sur la communauté non-musulmane, sont rentrés dans la danse et ont commis de très nombreuses violations indescriptibles des droits de l'homme. Je vous parlerai également de la période transitoire dirigée par la présidente Catherine Samba-Panza qui, malheureusement, a été chaotique d'autant que les détournements énormes de deniers publics, avec l'emblématique affaire du don angolais, ont été légion. En ce qui concerne le professeur Touadera, quand il a pris le pouvoir le 30 mars 2016 à l'issue d'une élection présidentielle contestable, tout le peuple centrafricain avait placé en lui son espoir. Il a chanté sur tous les toits qu'il était venu mettre fin aux souffrances du peuple, mais ce dernier a vite déchanté car celui qui se disait président des pauvres s'est transformé en homme d'affaires. Touadera s'est très rapidement associé aux groupes armés pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays et aujourd'hui, il est l'un des hommes les plus riches en Centrafrique. Ses parents et proches ne sont pas restés les bras croisés, car eux-aussi, ils sont pleins, pleins dans le trafic illicite des diamants, or, bois et bétail. La cerise sur le gâteau, Touadera a fait venir

sur notre sol des mercenaires russes du groupe Wagner qui violent et tuent les civils, et pillent les richesses naturelles de notre pays en toute impunité. Avec l'allure où vont les choses actuellement en Centrafrique, la fin de cette crise n'est pas pour demain, car de très nombreuses personnes s'enrichissent illicitement dans ce chaos entretenu par le système corrompu de Touadera et ses proches qui, eux-mêmes en profitent à fond pour s'en mettre plein les poches. Toutes les belles villas et les belles voitures qui inondent Bangui leur appartiennent.

Réponse 18-1 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Merci pour l'honneur que vous me faites en m'accordant cet entretien dont les réponses aux questions seront certainement utiles à vos travaux de recherches doctorales. Les crises qui secouent notre pays depuis de très nombreuses années trouvent leur origine dans le type de gouvernance de nos dirigeants politiques. Les partenaires sociaux se sont toujours insurgés contre la corruption, le clientélisme, la gabegie, l'impunité et le tribalisme et le détournement des deniers publics qui ont gangréné et qui gangrènent encore la gestion de nos gouvernants. Cette mauvaise gouvernance a fait de nombreux ostracisés et mécontents qui ont hélas, dans certains cas, utilisé la violence pour faire entendre leurs revendications. Le régime Touadera commet actuellement les mêmes erreurs, ce qui fait que la fin de la crise actuelle n'est pas pour demain.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 1

QUESTION 2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse 1-2 (Communauté internationale – Union africaine) : Ce que vous devriez comprendre, c'est qu'au nombre des pays qui composent ce que vous appelez « communauté internationale », il y a ceux qui n'aiment

pas votre pays. Ils sont tout simplement jaloux de vos immenses richesses naturelles. Il y en a aussi qui sont des soutiens des rebelles qui écument votre pays et commettent des exactions les plus odieuses sur les populations civiles. La communauté internationale n'a pas la solution miracle de sortie de crise pour votre pays. Si vous, centrafricains, décidez de mettre fin à cette guerre, eh bien elle s'arrêtera. Moi je constate avec regret que la plupart de vos dirigeants ne sont épris que de la soif du pouvoir, même au prix du sang de leurs concitoyens. C'est bien dommage.

Réponse 2-2 (Confessions religieuses – Imam) : Les blancs ne nous ont pas rendu service dans ce pays, car à chaque fois qu'il y a un problème entre les centrafricains, ils attisent le feu pour que nous ne puissions pas nous entendre et comme ça, ils vont continuer à régner sur nous. S'ils avaient la volonté de nous aider en 2012 quand la rébellion de la Seleka a éclaté, ils auraient pu mener une vraie médiation entre les rebelles et le gouvernement de Bozize. Mais en public ils disent vouloir aider les centrafricains à faire la paix, mais dans l'ombre ils poussent les rebelles à continuer à faire la guerre. Donc les blancs ne sont pas du tout sérieux.

Réponse 3-2 (Confessions religieuses – Pasteur) : Moi je n'attends presque rien de cette fameuse communauté internationale qui n'est en Centrafrique que pour ses intérêts. Lorsque qu'il y a un problème dans votre famille, commencez par en chercher la solution vous-même avant de recourir aux voisins. Je n'ai jamais encouragé le fait de tendre la sèbile au monde extérieur, car vous savez que certaines mains cachées sont contentes parce que notre pays, au sous-sol immensément riche, n'arrive pas à connaître la paix, condition préalable pour tout développement économique d'une nation. C'est parce que nous avons trop compté sur la communauté internationale que nous sommes là où nous sommes aujourd'hui. Nous sommes aujourd'hui en guerre parce que nous avons accepté de faire la guerre, sinon nous aurions mis fin à cela il y a belle lurette.

Réponse 4-2 (Confessions religieuses – Animiste) : Mais que peuvent faire les blancs, si nous centrafricains ne sommes pas capables de nous entendre. Si nous centrafricains ne sommes pas capables de nous entendre, les étrangers vont en profiter pour piller nos richesses naturelles que Dieu nous a données. Si nous nous entendons, si vous les jeunes, vous écoutez les conseils des personnes âgées, on aurait pu éviter ces guerres à répétition. Mais maintenant, vous dites que les vieilles personnes ne connaissent rien parce que leur époque est révolue ou bien parce qu'elles n'ont pas de gros diplômes comme vous. Voilà les conséquences, la paix nous manque.

Réponse 5-2 (Ligue des droits de l'homme) : La communauté internationale a toujours joué aux sapeurs-pompiers, car d'un côté, elle allume le feu, de l'autre côté elle offre ses bons offices en tant que médiateur. Toutes les grandes puissances que vous voyez dans notre pays, elles sont venues pour leurs propres intérêts et non pour les nôtres. Elles sont seulement attirées par nos immenses richesses naturelles. Quand il y a chaos, les puissances occidentales en profitent pour piller nos richesses naturelles. Elles n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête. La France, la Chine et les Etats-Unis, pour ne citer que ceux-là, sont des fabricants d'armes et de munitions de guerre qui ont besoin d'être vendues. Donc vous comprenez clairement que ces pays ont besoin des théâtres comme le nôtre pour écouler leurs marchandises mortelles. En somme, je n'attends rien de la communauté internationale.

Réponse 6-2 (Ligue des droits de l'homme) : Je fais partie de ceux qui ne croient pas un seul instant à la communauté internationale. Regardez vous-mêmes la MINUSCA, ils sont plus de 12 000 hommes dans notre pays depuis 2014. Quels sont les résultats de leurs actions sur le terrain en termes de paix et de sécurité ? Rien. Au contraire le borbier centrafricain est un fonds de commerce pour les grandes puissances, notamment la France, les USA et la Chine qui sont aux manettes du Conseil de sécurité

de l'ONU. Certains contingents composant cette mission de maintien de la paix ont été accusés de connivence avec les groupes armés, car pris en flagrant délit de livraison d'armes aux rebelles. Je n'attends rien de la communauté internationale, à vrai dire.

Réponse 7-2 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : La communauté internationale est même à l'origine de l'instabilité chronique de notre pays. Vous savez que la guerre est un business particulièrement et cyniquement juteux, car elle permet aux marchands d'armes et de munitions d'écouler leurs marchandises. Ce sont des centrafricains, avec l'aide des puissances étrangères, qui ont mis le feu à leur pays. S'ils avaient décidé de régler leurs différends par la voie du dialogue, on aurait épargné les nombreuses vies d'innocents que nous avons perdues. Il ne faut jamais compter sur la communauté internationale pour que ces violences prennent fin.

Réponse 8-2 (Groupes armés anti CPC) : Si les français n'avaient pas donné des armes et des financements aux Seleka, si les français n'avaient pas soutenu les Seleka, Bozize n'aurait pas été renversé le 24 mars 2013. Donc la guerre continue aujourd'hui, c'est parce que les français sont derrière les groupes armés. Si les français arrêtent de donner des armes et de l'argent aux rebelles, la guerre va s'arrêter. Moi qui vous parle, je suis Anti-Balaka, ce sont les soldats de l'opération Sangaris qui nous ont donné des armes et de l'argent en 2013 et 2014. Ils ont fait la même chose avec les Seleka et ils nous ont poussés à nous battre les uns contre les autres. Les attaques que les Anti-Balaka ont lancées sur la ville de Bangui le 05 décembre 2013, ont été planifiées de bout en bout par les soldats de l'opération Sangaris. Je faisais partie des éléments Anti-Balaka qui ont lancé les assauts contre le camp Kassaï. Ce sont les français qui nous aidé à préparer les attaques.

Réponse 9-2 (Groupes armés pro CPC) : La communauté internationale n'a pas joué jeu franc dans cette crise, d'autant que d'un côté elle nous

soutient financièrement et matériellement, de l'autre elle joue aux médiateurs. Je rappelle que les rebelles de l'ex-Seleka ont été financés et équipés par des puissances occidentales que vous connaissez très bien, car ce n'est un secret pour personne. Si la communauté internationale avait exigé au président Bozize de cesser de martyriser les centrafricains de confession musulmane, si les auteurs d'exactions contre les musulmans avaient été traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi, on aurait probablement évité la naissance l'ex-Seleka. Par exemple, la France a soutenu mordicus le régime de Bozize de 2003 jusqu'en 2012, car on a laissé Paris piller les richesses naturelles de notre pays sans que personne ne proteste. Mais c'est quand Bozize a décidé de confier le pétrole de Boromata aux chinois, que la France a instrumentalisé le mécontentement des musulmans pour équiper et financer la rébellion de l'ex-Seleka qui s'est accaparé du pouvoir le 24 mars 2013. Donc vous comprenez que les occidentaux ne sont intéressés que par leurs intérêts, ils ne sont pas chez nous pour nous, mais ils sont chez nous pour eux-mêmes. La seule chose qui les intéresse, ce sont nos richesses naturelles.

Réponse 10-2 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Ecoutez, arrêtons de nous infantiliser dans ce pays. Nous avons toujours compté sur la communauté internationale, la communauté internationale, la communauté internationale, quels en sont les résultats aujourd'hui ? Rien. Est-ce que ce sont les français, les américains, les chinois et que sais-je encore, qui ont pris les armes pour faire des rébellions en Centrafrique ? Non. Il est vrai que les groupes armés et les différents coups d'Etat perpétrés dans notre pays, ont été soutenus et même financés par les puissances étrangères, au premier rang desquelles la France. Mais les centrafricains pouvaient bien refuser l'offre de ces puissances, mais tel n'était pas le cas. Donc pour moi, nous sommes en guerre depuis plusieurs années parce que nous avons accepté de faire la guerre, c'est tout. Je n'attends rien de cette communauté internationale.

Réponse 11-2 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Mon cher ami, nous sommes au 21^{ème} siècle et cela fait plus de 60 ans que notre pays a accédé à l'indépendance. Quand est-ce que nous allons comprendre que la paix ne viendra que de nous ? La guerre a éclaté en 2013 parce que les centrafricains ont pris la décision de faire la guerre avec l'appui des mercenaires tchadiens et soudanais, ainsi que le financement de la France. Si nous, centrafricains, avions dit non à la cette guerre, il n'y aurait pas eu guerre. Les puissances occidentales ne sont dans notre pays que pour leurs propres intérêts, pas pour nous. Donc arrêtons de compter sur elles.

Réponse 12-2 (Médias – Presse publique) : La communauté internationale connaît très bien les causes de l'instabilité qui a toujours émaillé l'histoire de notre pays. Je pense qu'elle aurait dû exiger à tous les régimes, le respect des règles de la bonne gouvernance, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la lutte contre la corruption et la redistribution équitable des richesses entre toutes les régions et communautés de notre pays. Mais rien n'y fut fait. Elle a cautionné par son silence, les mauvais traitements que les différents régimes infligeaient au peuple centrafricain si bien que les mécontentements n'ont fait que se répandre au sein de la population. La France, l'ancien pays colonisateur, soutenait mordicus tous les régimes qui rampaient à quatre pattes devant elle, même si ces régimes font de la mauvaise gouvernance. Paris protège aussi à tout prix tous les présidents qui lui laissent le champ libre pour piller nos ressources naturelles au détriment du peuple centrafricain. Donc je pense que si la France par exemple avait conditionné son appui à nos présidents par le respect de la bonne gouvernance, nous aurions pu éviter le drame que nous vivons depuis 2013.

Réponse 13-2 (Médias – Presse écrite) : Je vous ai résumé en quelques lignes, les causes profondes des crises récurrentes aux quelles la

Centrafrique est confrontée depuis plusieurs années tout au début de notre entretien. Pour en revenir à la communauté internationale, je vous ai dit qu'elle n'est intéressée que par ses intérêts et non ceux du peuple centrafricain, victime des conséquences de la mauvaise gouvernance de ses dirigeants. Au lieu d'exiger des différents régimes qui se sont relayés à la tête de notre pays, le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et la corruption, la communauté internationale n'est intéressée que par le contrôle et le pillage en règle des ressources du sol et du sous-sol de notre pays. La France est la tête de liste des partenaires internationaux de la Centrafrique qui sont complices des souffrances qu'infligent les politiques centrafricains à leurs concitoyens. Paris, Washington, Pékin et Moscou, pour ne citer que celles-là, ferment les yeux sur les dérives dictatoriales des présidents centrafricains si ceux-ci les laissent piller le bois, l'or, le diamant et autres ressources premières du pays. Quand les problèmes éclatent, la communauté internationale avec la France en première ligne, se contente de réunir les principaux leaders politiques de notre pays autour d'une table, pour in fine aboutir à la signature d'accords politiques dont personne ne respecte les dispositions. Que d'accords politiques ont été signés sous l'égide de la communauté internationale, mais ils sont restés lettres mortes dans les tiroirs à Bangui. La communauté internationale fait montre d'hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine, car d'un côté elle finance et équipe les groupes armés, de l'autre côté, elle parraine l'organisation de dialogue entre les belligérants dans le but de restaurer la paix dans notre pays. Tout le monde sait en Centrafrique, même les enfants qui sont dans les écoles primaires, savent que c'est la France qui a financé et équipé les rebelles de l'ex-Seleka qui ont renversé le président François Bozize le 24 mars 2013. Tout le monde sait aussi que c'est Paris qui est derrière les groupes armés qui occupaient plus de 80% du territoire centrafricain jusqu'en décembre 2020. Donc si la communauté internationale avait été exigeante, regardante quant au respect scrupuleux des règles de la bonne

gouvernance vis-à-vis des présidents centrafricains, et cessé de soutenir les rebellions, on aurait évité cette énième crise à la Centrafrique.

Réponse 14-2 (Médias - Presse électronique) : La population centrafricaine a toujours pensé que la communauté internationale était là pour aider le pays à avancer. Mais malheureusement cette communauté internationale ne met pas l'accent sur la bonne gouvernance qui a ouvert la voie à un laisser-aller. Certains dirigeants avaient des politiques très drastiques, mais la communauté internationale qui est composée des bailleurs de fonds, n'est pas très regardante sur la gestion des financements mis à la disposition des Etats. La communauté internationale aurait dû conditionner l'octroi des fonds au respect des principes de la bonne gouvernance. Mais on constate souvent que cette communauté internationale n'intervient en Afrique que pour ses intérêts et non ceux de la population. Donc on peut dire que la communauté internationale ne sait pas mettre les garde-fous permettant à la population africaine de s'en sortir. Pour la crise centrafricaine, il fallait rassembler tous les acteurs autour d'une table afin d'aplanir les différends qui les opposent. Mais malheureusement, la communauté internationale a toujours privilégié les palliatifs à court terme et non à long terme aux problèmes centrafricains.

Réponse 15-2 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : La communauté internationale n'a jamais aidé notre pays à éviter la guerre, loin de là. Elle a fait organiser toute une infinité de fora au bout desquels de nombreux accords politiques inapplicables, pour ne pas dire inutiles, ont été signés. La conclusion c'est que la crise est toujours là. L'accord de Libreville, l'accord de Syrte, l'accord de Brazzaville, l'accord de N'Djamena et que sais-je encore ? Quel résultat ont-ils donné, rien. Cela dit, nous sommes en guerre aujourd'hui, parce que les centrafricains ont pris la décision de faire la guerre. Il est vrai que les puissances étrangères dont la France sont derrière les groupes armés en termes de soutiens

financiers et matériels, mais toujours est-il que ce sont des centrafricains qui sont au front. Ce sont des centrafricains qui appuient sur la gâchette, pour la plupart du temps.

Réponse 16-2 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : La communauté internationale a toujours joué au médecin après la mort dans notre pays. Je m'explique. Elle laisse la situation pourrir avant d'intervenir et pourtant certains signes avant-coureurs auraient pu l'interpeler. Par exemple, au temps de l'ancien président Bozize, en 2007 et 2008, cette communauté internationale avait déversé plusieurs milliards de francs CFA pour financer le DDR des ex-combattants des rébellions dont la majorité était concentrée vers le Sud-Est de notre pays. Ces milliards avaient fait l'objet de détournements massifs de la part de Bozize et ses proches, mais la communauté internationale n'avait réagi que de manière timorée, à la surprise de tous. La France est restée étonnement muette et pourtant, elle a apporté une contribution substantielle au financement de ce fameux DDR. Les choses ne s'étaient pas arrêtées là, car les violations graves des droits de l'homme s'étaient érigées en mode de gouvernance. Les exécutions extrajudiciaires et les détentions illégales dans la tristement célèbre prison de la ville de Bossembele à 160 km de Bangui se déroulaient sans que personne ne prenne aucune mesure forte à l'encontre du régime criminel de Bozize. C'est l'ensemble de tout ce que je viens de vous raconter qui a fait le lit à la rébellion de l'ex-Seleka qui a pris le pouvoir le 24 mars 2013, avec la cohorte de violences indescriptibles que nous connaissons. Donc si la communauté internationale avait fait de la prévention en prenant le devant des choses et exigé à Bozize le respect des droits de l'homme et des principes de la bonne gouvernance, on n'en serait pas là aujourd'hui. Par ailleurs, les politiques centrafricains ont également une grande responsabilité dans la survenue de cette crise, car ils privilégiaient leurs intérêts personnels au détriment de ceux du peuple centrafricain. Quand opposition et parti au pouvoir à l'époque étaient allés à Libreville et à Brazzaville pour débattre des problèmes du pays en vue de trouver des

solutions politiques de sortie de crise, ils se sont contentés du partage de hauts postes de responsabilité dans l'administration centrafricaine. Les vrais sujets concernant la vie de la nation centrafricaine n'avaient pas été sérieusement abordés si bien que tous les accords signés à Libreville et à Brazzaville n'ont servi à rien, car ils n'ont pu empêcher la guerre.

Réponse 17-2 (Partis politiques - opposition démocratique) :

L'hypocrisie de la communauté internationale a grandement contribué au déclenchement de la crise centrafricaine, d'autant que d'un côté elle ménage les rebelles et le pouvoir en place, et de l'autre côté elle joue aux médiateurs. Tous les pays occidentaux qui interviennent en Centrafrique ne sont intéressés que par les immenses richesses du sol et du sous-sol de notre pays, notamment le diamant, l'or et le bois. Prenons l'exemple de la France. Elle, elle a toujours fait et défait tous les présidents qui se sont succédé à la tête de notre pays. Tous les présidents qui ont garanti ses intérêts, étaient systématiquement et fermement protégés par Paris, même si ces présidents font montre de mauvaise gouvernance ou plus précisément sont accusés de graves violations de droits de l'homme. Tout président qui essaie de s'opposer au diktat de l'Elysée est purement et simplement viré comme un moins que rien et remplacé par un valet qui est prêt à s'agenouiller devant les instructions de Paris. Donc si vous voulez, si la communauté internationale avait fait preuve d'honnêteté et de rigueur en matière de respect des principes de la bonne gouvernance vis-à-vis de nos dirigeants politiques, on aurait certainement évité la crise actuelle qui est la plus longue de toute l'histoire centrafricaine. Au lieu que la communauté internationale attende que la crise éclate avant d'offrir ses bons offices de médiation, c'est-à-dire jouer au médecin après la mort, il faudrait qu'elle fasse de la prévention, c'est-à-dire prendre le devant des choses, anticiper. Toutes les aides financières, techniques et militaires qu'elle accorde à nos dirigeants doivent être conditionnées au respect strict des principes de la bonne gouvernance. Elle devrait surtout dire clairement à nos politiques que le respect des droits de l'homme n'est pas une option

mais une obligation, car il y va de la paix dans le pays. Cela dit, je ne ferai pas porter la responsabilité de cette crise à la communauté internationale seule, car nous centrafricains avons, nous aussi, notre part de responsabilité. Il est vrai que toutes les rébellions ou presque qui ont sévi ou qui sévissent encore dans notre pays ont été ou sont financées par la France, ce n'est un secret pour personne. Mais ces rébellions ne sont pas composées de personnes de nationalité française. Prenons l'exemple de la Seleka : c'est Michel Djotodja et compagnie qui ont, en âme et conscience, accepté les armes et les financements de la France pour recruter des mercenaires centrafricains, tchadiens et soudanais pour venir tirer sur d'autres centrafricains. Si Djotodja et ses complices centrafricains avaient refusé l'offre de Paris, la rébellion de la Seleka n'aurait pas vu le jour. Donc assoiffés de pouvoir que nous sommes, nous nous soumettons aux manipulations des puissances occidentales pour mettre notre propre pays à feu et à sang. Pour conclure ma réponse à cette QUESTION, je citerai René Cassin : « *Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que les droits de l'homme seront violés en quelque partie du monde que ce soit* », fin de citation.

Réponse 18-2 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Je fais partie de ceux qui n'ont jamais cru à la sincérité de la communauté internationale dont certains membres tels que la France jouent aux pompiers pyromanes. Les puissances étrangères appliquent la vieille politique qui consiste à diviser pour mieux régner sur notre pays. Si les centrafricains avaient compris cette hypocrisie de la communauté internationale, ils auraient pu éviter le drame que nous visons. Mais dupes qu'ils sont, les politiques se sont jetés tête basse et yeux fermés entre les mains des puissances étrangères qui ont attisé le feu en République centrafricaine.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 2

QUESTION 3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse 1-3 (Communauté internationale – Union africaine) : C'est aux centrafricains de décider de quand les violences doivent cesser et non la communauté internationale. Sortez de cette illusion s'il vous plaît !

Réponse 2-3 (Confessions religieuses – Imam) : Mais c'est comme je vous l'ai dit, non. Toutes les armes et les financements qui ont permis aux rebelles de faire la guerre sur le terrain, ont été fournis par les pays occidentaux. Donc s'ils arrêtent de fournir des armes et des financements aux groupes armés, ces derniers ne pourront plus avoir les moyens de faire la guerre. Si les blancs n'achètent plus les diamants et l'or que les rebelles produisent dans les zones qu'ils contrôlent, leurs sources de revenus vont tarir. Je vous rappelle que c'est grâce au diamant et l'or que les rebelles gagnent de l'argent pour acheter des armes et des munitions.

Réponse 3-3 (Confessions religieuses – Pasteur) : C'est la même QUESTION que précédemment. Encore une fois, je ne compte pas sur la communauté internationale. Si tous les chefs rebelles qui écument nos villes des provinces décident d'arrêter les violences, déposent les armes et rapatrient tous les étrangers qui sont dans leurs rangs, la paix reviendra. Les vendeurs d'armes et de munitions qui sont toutes des grandes puissances n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête, car notre pays est devenu un grand marché très lucratif pour eux. Pour me résumer, la fin ou la poursuite de la guerre en Centrafrique dépend et ne dépend que des centrafricains.

Réponse 4-3 (Confessions religieuses – Animiste) : Ce ne sont pas les étrangers qui ont pris les armes pour venir faire la guerre dans notre pays. Il est vrai que parmi les rebelles Seleka, on a pu noter la présence des tchadiens et soudanais, mais ce sont des centrafricains qui les ont faits

venir en Centrafrique. Ils ne sont pas venus d'eux-mêmes. Si les centrafricains veulent que la guerre s'arrête aujourd'hui, eh bien elle s'arrêtera. C'est à nous de décider de mettre fin à cette guerre, pas les étrangers.

Réponse 5-3 (Ligue des droits de l'homme) : Ce sont les centrafricains qui ont décidé de faire la guerre. Certes, il y a la main des puissances occidentales comme la France, mais les centrafricains n'étaient pas obligés d'accepter leurs offres. Donc pour que ces violences prennent fin, il faut que les centrafricains le veuillent eux-mêmes. Les violences arrangent les affaires des puissances occidentales qui en profitent pour piller notre pays.

Réponse 6-3 (Ligue des droits de l'homme) : Je n'attends rien de la communauté internationale, je l'ai déjà dit. Le retour de la paix dans notre pays dépend de nous, centrafricains.

Réponse 7-3 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Je viens de vous dire qu'il appartient aux centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas la communauté internationale.

Réponse 8-3 (Groupes armés anti CPC) : Je vous ai déjà dit que les français sont derrière la guerre qui se déroule en Centrafrique, parce que ce sont eux qui donnent des armes et des financements aux groupes armés. Donc si aujourd'hui, les français arrêtent de soutenir avec des armes et de l'argent les rebelles, la guerre va s'arrêter immédiatement dans notre pays. Voyez, ils ont demandé à Bozize de créer la CPC et il l'a fait pour empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. Tout l'argent et les armes que la CPC détient aujourd'hui, ce sont les français qui lui ont donné. Moi je suis Anti-Balaka, mais je ne suis pas d'accord avec Bozize parce qu'il a suivi les français pour créer la CPC pour tuer les pauvres populations civiles qui n'ont rien à voir avec la politique.

Réponse 9-3 (Groupes armés pro CPC) : Depuis que la crise a démarré en 2013, la communauté internationale n'a affiché aucune volonté tendant à aider notre pays à mettre fin aux violences. Tous les chefs des groupes armés sont à la solde des puissances occidentales qui les manipulent à leur guise, afin de faire durer le chaos sur le terrain et en profiter pour piller nos richesses naturelles. Si les puissances occidentales arrêtent de financer et équiper les groupes armés, je vous assure, ceux-ci auraient déjà déposé les armes. Dans les médias, les occidentaux chantent qu'ils travaillent activement aux côtés des centrafricains afin de les aider à mettre fin à la guerre, mais dans l'ombre ils continuent de faire pression sur les groupes armés de continuer à occuper plus d'espace sur le terrain en attaquant violemment les forces armées centrafricaines. Mais les centrafricains doivent comprendre ceci : s'ils comptent sur la communauté internationale, cette guerre ne s'arrêtera jamais. D'ailleurs, laissez-moi vous dire que le conflit centrafricain est un grand business qui enrichit pas mal de personnes, en ce sens que les pays occidentaux y écoulent bien les armes et munitions fabriquées par leurs industries. Les trafiquants de drogue, les trafiquants d'armes, les trafiquants de diamants et d'or font de bonnes affaires à telle enseigne qu'ils font tout ce qui est possible pour maintenir le chaos en Centrafrique. Même la MINUSCA que vous voyez là, ils sont là pour leurs propres intérêts, car les pays contributeurs eux aussi, tirent profit de la présence de leurs contingents en terre centrafricaine. Si vous voulez, si la communauté internationale avait cessé son appui aux groupes armés, si elle avait exigé le respect de l'accord de paix signé par le gouvernement et les groupes armés à Khartoum en 2019, cette guerre aurait déjà pris fin.

Réponse 10-3 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : C'est la même QUESTION que vous posez, mais autrement. Ce n'est pas la communauté internationale qui viendra mettre fin aux violences. Si les centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre absolument inutile, ils en sont bien capables. Je vous donne un seul

exemple. La France avait envoyé plus de deux mille soldats en Centrafrique sous le drapeau de l'opération Sangaris avec des armes et munitions de dernières générations en 2013. Combien de villes ces soldats français ont pu libérer des mains des groupes armés ? Aucune. Et pourtant ils en avaient largement les moyens. Ils étaient juste venus protéger les intérêts de Paris en jetant de l'huile sur le feu, c'est-à-dire pousser chrétiens et musulmans à s'entretuer. Ils ont profité de ce chaos pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Après avoir achevé le sale boulot, les soldats français de l'opération Sangaris sont retournés dans leur pays, toute honte bue et sur la pointe des pieds. La MINUSCA, parlons-en. Ils sont plus de douze mille casques bleus des Nations Unies déployés depuis 2014 en Centrafrique pour, nous a-t-on dit, maintenir la paix. Qu'ont-ils fait ? Rien. Les violences ont continué de plus belle jusqu'à ce que russes et rwandais entrent dans la danse grâce à la stupidité et la soif sans limite du pouvoir de l'ancien président François Bozize. Encore une fois, si les centrafricains décident de mettre fin aux violences aujourd'hui, celles-ci s'arrêteront immédiatement. Il ne faut rien attendre de la communauté internationale.

Réponse 11-3 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : C'est la même chose. Si nous décidons de mettre fin à cette guerre aujourd'hui, eh bien, elle s'arrêtera. Si les groupes armés décident de déposer les armes pour faire la paix, alors la paix reviendra. La décision ne viendra pas de la communauté internationale, encore une fois.

Réponse 12-3 (Médias – Presse publique) : La communauté internationale a laissé faire et la guerre s'est installée avec ses corollaires de violences à l'endroit de la population civile. Maintenant, pour y mettre fin, il fallait commencer par demander des comptes à tous les belligérants, c'est-à-dire, tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis des violations graves des droits de l'homme devaient être recherchés, arrêtés, traduits

devant les juridictions nationales ou internationales et sanctionnés conformément à la loi. N'oubliez pas que cette fameuse communauté internationale a toujours été hypocrite en Centrafrique, car d'un côté elle allume le feu et de l'autre côté, elle joue aux pompiers. Nous savons que les groupes rebelles sont financés et équipés par certaines puissances occidentales, donc pour que les violences s'arrêtent, il suffit tout simplement de cesser de soutenir les groupes armés et procéder à l'arrestation et à la traduction des principaux chefs devant la justice. Je ne dédouane pas ceux des forces armées centrafricaines qui sont accusés d'avoir commis des exactions sur la population civile. Ils doivent également en rendre compte devant la justice.

Réponse 13-3 (Médias – Presse écrite) : Les violences contre les populations civiles sont le fait des groupes armés et des forces armées centrafricaines et ses alliés russes et rwandais. Par ailleurs, je vous ai déjà dit précédemment que c'est la communauté internationale, au premier rang desquels la France, qui finance et équipe les rebelles. D'où viennent les armes et munitions sophistiquées dont disposent les groupes armés, dès lors que ceux-ci n'en fabriquent pas ? Des armes et munitions que détiennent les rebelles sont de marques françaises. Personne n'est dupe. Si la communauté internationale décide aujourd'hui de mettre fin à cette guerre, elle va s'arrêter dans les minutes qui suivent. Elle sait ce qu'il faut faire : ne plus financer et équiper les groupes armés. Elle doit arrêter de jouer au pompier, c'est-à-dire allumer le feu d'un côté et vouloir l'éteindre de l'autre. La communauté internationale doit mettre fin à son hypocrisie en Centrafrique. Par ailleurs, pour que ce conflit se termine, il faudra impérativement que tous ceux qui sont accusés d'avoir commis des crimes de toutes sortes, soient arrêtés et traduits en justice. Aujourd'hui, les bourreaux et les victimes se côtoient dans les rues. Pire encore, les auteurs de crimes odieux sont nommés à des hauts postes de responsabilité et payés avec les impôts du contribuable centrafricain avec la bénédiction de la communauté internationale, la France en tête. Tous les chefs de guerre

qui ont été nommés au gouvernement, sont des protégés de Paris. Autre insulte au peuple centrafricain : la France fait actuellement pression sur le président Touadera pour qu'il dialogue avec les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize. Comment peut-on demander à un président démocratiquement élu par le peuple souverain de s'asseoir autour d'une table avec ceux qui ont assassiné de paisibles citoyens centrafricains ? Cher Monsieur, permettez-moi de vous poser la QUESTION simple suivante : Pourquoi Paris n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont commis les attentats de Charlie Hebdo à Paris ? Pourquoi l'Elysée n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont perpétré les attentats du Bataclan à Paris ? Ces terroristes ont été purement et simplement neutralisés, et c'est normal. Si j'avais une recommandation à faire au président Touadera, ce serait de ne pas accepter de dialoguer avec les criminels du peuple centrafricain qui lui a renouvelé sa confiance en le réélisant pour un nouveau quinquennat. L'usage de la violence légitime par l'Etat centrafricain, c'est-à-dire que les forces armées centrafricaines, avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais, doivent neutraliser tous les groupes armés illégaux qui s'opposent à l'autorité de l'Etat qui n'est pas négociable, car elle s'impose à tous. Autant Paris n'a pas dialogué avec les assassins du peuple français, autant l'Elysée doit cesser ses pressions inadmissibles sur le président Touadera afin qu'il dialogue avec les assassins du peuple centrafricain.

Réponse 14-3 (Médias – Presse électronique) : Le gouvernement centrafricain, sous la médiation de la communauté internationale, a pu signer en février 2019 un accord de paix avec les groupes armés. L'objectif recherché par cet accord de paix était l'arrêt des violences et la restauration de la paix en Centrafrique. Mais malheureusement, les dispositions de cet accord ont été régulièrement violées aussi bien par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés et au su et au vu de la communauté internationale. Plus grave encore, les sanctions prévues dans

cet accord n'ont jamais été infligées aux contrevenants, si bien que les groupes armés ont continué à violenter les pauvres populations civiles sans défense. Je pense que si la communauté internationale avait été très ferme dans la mise en œuvre de cet accord de paix, les violences n'auraient pas atteint les niveaux critiques que nous avons connus dans le pays.

Réponse 15-3 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Comme pour le déclenchement de la guerre, il ne faut pas compter sur la communauté internationale pour l'arrêt des violences sur le terrain. Il faut savoir qu'un pays comme la France n'a jamais été pour la paix en Centrafrique, car elle considère que les immenses ressources naturelles de notre pays sont les siennes. Si nous sommes en paix, nous allons les exploiter et notre pays va se développer, donc il faut installer chez nous le chaos permanent pour empêcher l'Etat de faire son travail qui consiste à améliorer le quotidien de la population. La France considère les ressources naturelles de notre pays comme les biens des générations françaises du futur. Les centrafricains doivent s'unir et dire non à la guerre et les violences vont s'arrêter d'elles-mêmes.

Réponse 16-3 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Ecoutez, la communauté internationale savait ce qu'il fallait faire pour éviter ces violences au peuple centrafricain, mais elle n'a rien fait. Maintenant que les populations civiles subissent les conséquences de l'irresponsabilité de la communauté internationale, cette dernière sait également que faire pour y mettre fin. Les violences dont souffrent les civils sont le fait des groupes armés qui sont tous financés et équipés par les puissances occidentales dont la France. Les rebelles ex-Seleka avaient été financés et équipés par Paris, si non, ils n'auraient pas été capables de renverser le régime de Bozize en 2013. Idem pour les groupes armés issus de la dislocation de la coalition de l'ex-Seleka qui sont aujourd'hui au nombre de quinze si mes statistiques sont bonnes. Donc si la France cesse de financer et équiper ces groupes armés, ces derniers n'auraient plus les moyens nécessaires à la

commission de ces violences sur les civils. Mais la France est tout aussi hypocrite que les autres puissances occidentales, d'un côté elle soutient les rebelles, de l'autre côté, elle se dit être aux côtés des autorités et du peuple centrafricain dans leur quête de la paix. De qui la communauté internationale se moque-t-elle ? Maintenant que ces puissances occidentales ne sont pas capables de faire arrêter les violences, le président Touadera se rapproche de la Russie et du Rwanda afin que ceux-ci aident les forces armées centrafricaines à bouter hors du territoire centrafricain, les groupes armés, la France se met dans tous ses états et organise une véritable campagne de dénigrement à l'encontre de nos amis russes et des autorités centrafricaines. Quelle honte ! L'opération Sangaris que Paris avait dépêchée de 2013 à 2015 en Centrafrique là, qu'avait-elle fait ? Rien. Elle n'a même pas libéré des mains des rebelles ne serait-ce qu'une seule ville jusqu'à ce qu'elle quitte notre pays sur la pointe des pieds, toute honte bue. Les casques bleus de la MINUSCA sont sur notre territoire depuis 2014, combien de villes ont-ils repris des mains des groupes armés ? Aucune. Dans certaines localités, une certaine complicité a été relevée entre la MINUSCA et les chefs des groupes armés qui ont mis les villes de l'intérieur de notre pays sens dessus dessous. En tout cas, le président Touadera a fait au peuple centrafricain la promesse selon laquelle, il rétablirait la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national, et c'est qu'il est en train de faire, conformément aux dispositions de la Constitution de notre pays. La Constitution autorise le chef de l'Etat à signer des accords de défense avec tout autre Etat du monde acceptant d'aider l'armée nationale à faire face à toutes sortes d'agressions à l'encontre de notre pays. En définitive, que la France se calme, qu'elle se taise et récolte les fruits de l'échec cuisant de sa politique hypocrite en Centrafrique depuis l'indépendance. Cette époque où c'est Paris qui fait et défait les présidents en Centrafrique est totalement révolue. Le peuple centrafricain qui soutient entièrement la politique du président Touadera n'est pas dupe.

Réponse 17-3 (Partis politiques – opposition démocratique) : La communauté internationale doit cesser sans délai avec son hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine. Je connais un certain nombre de pays voisins de la Centrafrique qui sont très jaloux des immenses richesses naturelles dont dispose notre pays, à telle enseigne qu'ils soutiennent les groupes armés qui y sévissent pour empêcher nos dirigeants de les exploiter au bénéfice du peuple centrafricain. La communauté internationale devrait aider les autorités de notre pays à arrêter et traduire en justice tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de graves violations des droits de l'homme, car sans la justice, la paix ne reviendra jamais dans ce pays. Au lieu que Touadera s'allie avec les groupes armés pour s'adonner au commerce illicite de nos diamants, or, bois et bétail, il doit faire arrêter et juger tous les bourreaux du peuple centrafricains, car il n'est pas admissible que bourreaux et victimes se côtoient dans la rue. La première étape des démarches à entreprendre dans le but de faire arrêter la crise centrafricaine, c'est la justice. Il y a également le cas des mercenaires russes du groupe Wagner qui commettent d'innombrables exactions sur les civils à l'intérieur de notre pays. C'est bien de faire faire des enquêtes par des experts des Nations Unies et faire tout un tapage médiatique à longueur de journées sur les grands médias occidentaux, mais cela ne règle pas le problème. Dès lors que les faits reprochés à ces mercenaires sont établis, il faudrait que la communauté internationale les fasse arrêter et juger devant les juridictions compétentes. Il ne faut pas compter sur Touadera qui les a faits venir dans notre pays, car ils sont là pour servir sa cause. Il est leur complice et s'est associé avec eux pour piller nos diamants, or et bois à travers les multiples permis miniers et forestiers qu'il leur a délivrés sans passer par l'aval de l'Assemblée Nationale, au mépris de la Constitution de notre pays.

Réponse 18-3 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : C'est aux centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas à la communauté internationale.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 3

QUESTION 4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse 1-4 (Communauté internationale – Union africaine) : Il est vrai que j'ai participé activement aux négociations entre les groupes armés et le gouvernement centrafricain, mais je ne souhaiterais pas me prononcer sur les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition n'y ont pas été conviés. Je suis désolée.

Réponse 2-4 (Confessions religieuses – Imam) : Bon là, je ne sais pas. Je n'étais même pas à Khartoum, donc je ne peux pas savoir pourquoi les partis politiques n'ont pas été conviés aux négociations.

Réponse 3-4 (Confessions religieuses – Pasteur) : Je pense que le président Touadera a commis une erreur politique très grave en écartant les partis politiques de l'opposition des négociations qui ont abouti à la signature de l'APPR-RCA. Comment pouvait-on débattre des problèmes qui touchent à l'avenir d'un pays en l'absence d'une partie des principaux acteurs politiques dudit pays ? Mais je suis forcé de comprendre la position du gouvernement centrafricain, car il n'avait aucun pouvoir de décision avant, pendant et après ces négociations. Tout a été imposé par cette fameuse communauté internationale dont vous parliez il y a quelques minutes, je veux parler des russes et des français essentiellement.

Réponse 4-4 (Confessions religieuses – Animiste) : Je ne sais pas mon fils. Les politiques de notre pays-là, ils sont toujours en train de se disputer les choses sans savoir pourquoi. Il faut leur demander pourquoi ils n'ont pas pris part aux négociations. Les politiques de notre pays se battent tout

le temps pour le pouvoir, mais ils ne sont pas capables de faire en sorte qu'il y ait la paix dans notre pays.

Réponse 5-4 (Ligue des droits de l'homme) : Ne nous voilons pas la face. La liste des participants aux négociations de Khartoum a été arrêtée par les russes et imposée au président Touadera. D'après ce que je sais, les russes n'ont pas souhaité que les partis de politiques de l'opposition prennent part à cette messe parce que ceux-ci sont accusés par Moscou d'être trop proches de Paris. C'est pour cela qu'ils auraient été écartés. Par ailleurs, le président Touadera n'avait aucune emprise sur les préparatifs ni la tenue des négociations. Même l'Union africaine et la CEEAC qui se disaient médiateurs n'ont fait que de la figuration, car tout a été décidé par les représentants du Kremlin.

Réponse 6-4 (Ligue des droits de l'homme) : C'est la bêtise de trop du président Touadera. Il va négocier la paix avec les groupes armés sans la présence des opposants à son régime, sachant que ceux-ci sont des maillons essentiels de la chaîne ? Le chef de l'Etat savait que les partis politiques de l'opposition auraient dû être très exigeants face à lui et aux groupes armés, c'est pour cette raison qu'il a préféré, avec la bénédiction de ses amis russes, écarter les voix qui gênent. Le président Touadera et ses partenaires, les chefs des groupes armés, étaient à Khartoum pour le partage du gâteau et non pour les intérêts du peuple centrafricain.

Réponse 7-4 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Je ne sais pas. Cette question, je me la suis toujours posé.

Réponse 8-4 (Groupes armés anti CPC) : Bon, moi je ne sais pas, peut-être le gouvernement peut vous expliquer les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition ont été écartés. J'étais à Khartoum dans l'équipe des Anti-Balaka, on a négocié avec le gouvernement, je ne m'intéressais pas aux partis politiques.

Réponse 9-4 (Groupes armés pro CPC) : Vous avez raison de poser cette QUESTION, parce que l'absence des leaders des partis politiques de l'opposition à Khartoum, nous a vraiment surpris. Mais seul le gouvernement centrafricain peut vous expliquer pourquoi il a exclu les opposants de ces négociations. Je n'en sais rien du tout.

Réponse 10-4 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Je n'en sais rien, mais à votre avis, est-ce que la présence des partis politiques de l'opposition démocratique aurait fait changer quelque chose ? A mon avis, non. Le gouvernement centrafricain est entré en négociation avec les groupes armés en position de faiblesse, d'autant que les rapports de force sur le terrain lui étaient largement défavorables. D'un côté vous avez les rebelles surarmés et de l'autre côté, vous avez une armée nationale sous sanctions des Nations Unies, mal équipée, mal entraînée et complètement désorganisée. Le verdict des négociations était connu d'avance. Avec ou sans les partis de l'opposition, le résultat serait le même, c'est-à-dire l'APPR-RCA ne sert à rien.

Réponse 11-4 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Pourquoi le président Touadera n'a pas souhaité convier les opposants à son régime aux négociations de Khartoum ? Posez-lui la question, je n'en sais rien du tout. Est-ce que la présence des opposants aurait apporté quelque chose de meilleur ? Je n'en sais rien non plus.

Réponse 12-4 (Médias – Presse publique) : Personnellement, je n'en sais rien. Moi-même, je me suis posé ces mêmes questions quand les tractations se déroulaient en prélude aux négociations qui ont pu déboucher à la signature de cet accord. Comment le président Touadera pouvait-il prétendre résoudre la crise centrafricaine en excluant les partis politiques de l'opposition dont certains leaders sont proches des groupes armés ? Comment peut-on prétendre rechercher des solutions au conflit

centrafricain sans y associer les leaders de l'opposition qui ont aussi une part de responsabilité dans ce qui se passe ? Honnêtement, je ne connais pas les motivations d'une telle décision. Qui a conseillé ce genre de chose au président Touadera ? Je n'en sais rien. Ce qui est sûr, le régime a fini par reconnaître ses erreurs et est en train de vouloir se rattraper, car j'ai appris qu'un dialogue entre les forces vives de la nation dont les partis d'opposition et le pouvoir en place, aura lieu dans les prochains jours.

Réponse 13-4 (Médias – Presse écrite) : Vous savez, les enjeux de l'accord de Khartoum étaient tels que la France et la Russie se livrent une guerre froide bis sans merci en terre centrafricaine. Comme je vous l'avais dit et répété dans mes précédents propos, les partis politiques de l'opposition eux aussi sont majoritairement pro-français. Or les négociations ayant abouti à la signature du fameux accord dans la capitale soudanaise ont été de bout en bout financées par la Russie, donc celle-ci ne voulait absolument pas de la présence des partis politiques de l'opposition qui ont toujours pris fait et cause pour Paris. Je vous citerai, entre autres, Martin Ziguèle, Anicet-Georges Dologuele et Nicolas Tiangaye qui sont tous opposants farouches au régime de Touadera. Donc Moscou a dit qu'il est hors de QUESTION de les accepter dans les négociations, car ils n'y défendront que les intérêts de Paris qui sont diamétralement opposés aux siennes. Tout l'agenda et la liste des participants aux négociations ont été décidés par le Kremlin dont l'influence en Centrafrique va grandissante. Paris a remué terre et ciel pour faire participer les protecteurs de ses intérêts à la messe de Khartoum, mais Moscou lui a opposé une fin de non-recevoir claire et nette. Même l'Union africaine qui a joué les médiateurs n'a fait que de la figuration, car les diplomates mandatés par Moscou avaient le dernier mot. Par ailleurs, Touadera savait que faire participer ses opposants qui sont des pro-français purs et durs aux négociations de la capitale soudanaise, aurait abouti à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, c'est-à-dire un partage de pouvoir avec l'opposition. Chose que le régime de Bangui n'était pas prêt d'accepter. Mais je pense que le régime de Bangui

a commis là une erreur politique monumentale, car l'accord de Khartoum n'a profité qu'aux chefs de guerre. Il a permis à ceux-ci d'accroître leur emprise sur le territoire centrafricain, car jusqu'en fin décembre 2020, les groupes armés occupaient plus de 80 % du territoire centrafricain. Heureusement que l'entrée en scène des russes et des rwandais dans les combats aux côtés des forces armées centrafricaines face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement a inversé le rapport de force sur le terrain. Aujourd'hui, selon les sources gouvernementales, l'armée nationale occupe plus de 85 % du territoire centrafricain. Le régime de Bangui aurait dû convier à la table des négociations, les leaders de l'opposition démocratique, car ce sont des politiques chevronnés qui auraient pu proposer des solutions qui auraient arrangé tout le monde. Comment peut-on débattre des questions qui touchent à la vie de la nation centrafricaine sans y associer l'opposition démocratique qui porte la voix d'une partie du peuple ? Les leaders des partis politiques de l'opposition ont une part de responsabilité dans les crises récurrentes que traverse la Centrafrique depuis des décennies. Parmi eux, il y en a qui ont à un moment ou à un autre, présidé aux destinées de notre pays. Et pendant qu'ils étaient aux affaires, ils avaient brillé par la mal gouvernance, l'une des causes de cette longue crise dont le pays peine à en sortir.

Réponse 14-4 (Médias – Presse électronique) : C'était une grave erreur de la part du gouvernement centrafricain de n'avoir pas impliqué toutes les forces vives de la nation centrafricaine, en l'occurrence les partis politiques aux négociations ayant abouti à la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation en RCA (APPR-RCA). C'est ce qui est reproché aujourd'hui au gouvernement. Un problème qui concerne toute la nation centrafricaine, on aurait dû impliquer tout le monde, mais malheureusement les partis politiques de l'opposition ont été tous écartés. Le régime en place voulait conforter son pouvoir et éviter un gouvernement d'union nationale. L'idée qui anime les gens, c'est que quand ils arrivent au pouvoir, ils disent que c'est notre tour et il n'est pas question d'associer

les autres à la gestion de la chose publique. Les causes profondes de cette crise ne datent pas d'aujourd'hui, comme je l'ai déjà indiqué ci-haut. Les leaders comme Martin Ziguele, Nicolas Tiangaye et Anicet-Georges Dologuele ont tous été Premier ministre et connaissent mieux l'historique de cette crise, donc si on les avait associés aux négociations, ils auraient proposé des solutions pouvant aider à la compréhension de ce qui a poussé les rebelles à prendre les armes. Ils auraient également pu proposer des solutions pouvant empêcher d'autres personnes de prendre encore les armes demain. Mais le gouvernement centrafricain, sous l'égide de la Russie, a préféré faire un regroupement sélectif au bénéfice exclusif des groupes armés en ignorant les partis politiques de l'opposition. Le forum de Bangui avait déjà jeté les bases de cet accord pour que les groupes armés ne puissent plus reprendre les armes, mais malheureusement, ce sont les mêmes groupes armés qui sont revenus. Ils étaient déjà avec François Bozize sous l'étiquette des libérateurs, mais ils sont revenus parce qu'ils disaient être victimes de frustration.

Réponse 15-4 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Pourquoi les opposants ont été exclus des négociations de Khartoum ? Je n'en sais pas beaucoup. Cependant, lorsque j'analyse les conditions dans lesquelles les négociations ont pu être menées, le président Touadera n'avait aucune emprise ni sur la liste des participants au dialogue, ni sur l'agenda ni sur le lieu des pourparlers. Tout lui a été imposé par la communauté internationale dont son nouvel allié la Russie. La quasi-totalité des opposants au régime Touadera est très proche de la France, si bien que la Russie a tout fait pour qu'ils n'aillent à ce dialogue, car ils auraient, selon Moscou, pris fait et cause pour Paris. Donc pour me résumer, c'est la proximité des opposants avec Paris qui les a fait exclure des négociations de Khartoum, à mon avis.

Réponse 16-4 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Ecoutez, cette question revient souvent. Les partis politiques de l'opposition ont

toujours été de mauvaise foi. Regardez vous-même ce qu'ils sont en train de faire au sein de leur fameuse COD2020. On ne sait plus ce qu'ils veulent, personne ne sait plus ce qu'ils veulent non plus. Ils demandent une chose et son contraire en même temps. C'est ridicule. Ils sont à court d'argument et n'ont plus rien à proposer au peuple centrafricain. Cette fameuse opposition a-t-elle des leçons de bonne gouvernance à donner au président Touadera ? D'autant que nombre de ses leaders ont, à un moment ou à un autre, dirigé ce pays et que les résultats ne sont pas des plus reluisants. Mahamat Kamoun, par exemple, dont le nom a été cité dans les détournements des dons angolais au temps de la transition de Catherine Samba-Panza dont il était le premier ministre, a-t-il vraiment des leçons de bonne gouvernance à donner au professeur Touadera ?

Bref, l'opposition n'a pas été conviée aux négociations de Khartoum parce que non seulement, elle n'avait rien à proposer, mais elle serait allée défendre les intérêts de son parrain la France, qui vont à l'encontre de ceux du peuple centrafricain.

Réponse 17-4 (Partis politiques – opposition démocratique) : C'est la bêtise de trop de Touadera. Comment pouvait-on prétendre discuter sur les problèmes de la nation centrafricaine sans les partis politiques de l'opposition qui sont au nombre des acteurs principaux de la vie politique de notre pays ? S'il nous avait impliqués dans les consultations et les négociations qui ont conduit à la signature du fameux accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), nous l'aurions aidé à mieux préserver les intérêts du peuple centrafricain. Mais puis qu'il a décidé de nous exclure, il s'est retrouvé tout seul face à des groupes armés mieux équipés et avec une puissance de feu nettement supérieure à celle de notre armée nationale. Dans ces conditions, il a négocié tout en étant à genoux car les rapports de force sur le terrain n'étaient pas en sa faveur et les résultats ont donné ce que nous connaissons, c'est-à-dire un accord de dupes qui a largement profité aux

groupes armés. Ecoutez, demandez à Touadera et il vous expliquera pourquoi il a fait le choix d'exclure ses opposants pacifiques des négociations de Khartoum. Mais selon certaines indiscretions, ce sont ses amis les mercenaires russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre de ne pas accepter la présence des partis politiques de l'opposition dans ces négociations. Je vous rappelle que ce sont les russes qui ont financé tout le processus de négociation si bien que même l'Union africaine qui se tarde d'avoir joué les médiateurs n'avait pas le dernier mot. L'UA n'a fait que de la figuration.

Réponse 18-4 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Je fais également partie de ceux-là qui n'ont jamais pensé un seul instant que le fameux APPR-RCA ferait revenir la paix en République centrafricaine, parce que c'était un accord de dupes. Un accord négocié et signé par un régime en position de faiblesse face aux groupes armés mieux équipés que l'armée nationale, n'avait aucune chance de faire la paix.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 4

QUESTION 5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse 1-5 (Communauté internationale – Union africaine) : Il y a eu un manque de volonté de respecter à la lettre les termes de l'APPR-RCA tant par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés. Je ne vous en dirai pas plus.

Réponse 2-5 (Confessions religieuses – Imam) : L'accord de Khartoum n'a pas pu mettre fin au conflit parce que les rebelles ne pouvaient pas déposer les armes. C'est grâce aux armes que les rebelles vivent et font pression sur le gouvernement, donc s'ils acceptent de déposer ces armes, ils n'auront plus de force. Si les rebelles déposent les armes, ils ne pourront plus contrôler les zones de diamants et or qui leur permettent de gagner

beaucoup d'argent. Si les rebelles déposent les armes, il sera très facile à la justice de les arrêter et de les juger. Sans les armes, les rebelles n'existent pas. Tant que les rebelles continuent de garder leurs armes, il ne peut pas avoir la paix dans notre pays.

Réponse 3-5 (Confessions religieuses – Pasteur) : Déjà le fait que les partis politiques de l'opposition aient été écartés des négociations, a préparé le terrain à l'échec. Les opposants ont passé tout leur temps à faire des communications dont l'objectif était d'appeler la population centrafricaine à boycotter l'APPR-RCA. Vous savez que l'importance de cet accord était telle que sans l'appui de la population, sa mise en œuvre devenait délicate. Vous-même, vous avez pu certainement remarquer que l'accord a plus servi les intérêts des chefs de guerre d'autant qu'ils ont d'avantage renforcé leurs positions sur le terrain et se sont enrichis à travers l'exploitation de nos diamants et or. Tous les groupes armés ont catégoriquement refusé de déposer les armes malgré qu'ils aient pris l'engagement dans l'APPR-RCA de le faire. Une rébellion sans arme, est une rébellion qui ne sert à rien, donc pour continuer de l'être, il fallait absolument conserver les armes.

Réponse 4-5 (Confessions religieuses – Animiste) : Je ne sais pas. Mais les rebelles avec le gouvernement font leurs business non ! Pendant ce temps, les pauvres que nous sommes, meurent de faim. Moi je ne fais jamais confiance à ces politiques, parce que ce sont tous des menteurs. Les blancs les trompent, ils se disputent le pouvoir, font leur business, volent l'argent du peuple, construisent des villas et achètent de belles voitures. Ce sont des menteurs, il ne faut pas les croire.

Réponse 5-5 (Ligue des droits de l'homme) : Ne nous voilons pas la face. La liste des participants aux négociations de Khartoum a été arrêtée par les russes et imposée au président Touadera. D'après ce que je sais, les russes n'ont pas souhaité que les partis de politiques de l'opposition

prennent part à cette messe parce que ceux-ci sont accusés par Moscou d'être trop proches de Paris. C'est pour cela qu'ils auraient été écartés. Par ailleurs, le président Touadera n'avait aucune emprise sur les préparatifs ni la tenue des négociations. Même l'Union africaine et la CEEAC qui se disaient médiateurs n'ont fait que de la figuration, car tout a été décidé par les représentants du Kremlin.

Réponse 6-5 (Ligue des droits de l'homme) : Vous me faites marrer. Qui vous a dit que l'APPR-RCA avait pour objectif, le retour de la paix en Centrafrique ? Que pouvait-on attendre d'un président qui était allé en négociation avec les groupes armés, dans une position de faiblesse ? Les chefs rebelles ont fait la pluie et le beau temps à Khartoum. La preuve, c'est qu'ils ont purement et simplement refusé de déposer les armes et ont continué à renforcer leur présence sur le terrain jusqu'à ce que les alliés russes et rwandais viennent les stopper en mi-janvier 2021. Les groupes armés sont mieux équipés que l'armée nationale, avec quel moyen de coercition le chef de l'Etat pouvait les obliger à déposer les armes ? N'oubliez pas non plus que les chefs rebelles obéissent à la France qui est leur premier soutien. Tout le monde sait que Paris n'a jamais milité pour la fin de la guerre en Centrafrique, c'est pour cela qu'elle active les groupes armés pour faire éterniser le conflit dans notre pays.

Réponse 7-5 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Même les signataires savaient depuis Khartoum que l'APPR-RCA ne fera jamais revenir la paix en République centrafricaine, car il était plus profitable aux groupes armés qu'au peuple centrafricain. La preuve, c'est que le désarmement et le cantonnement des combattants prévus dans cet accord n'ont jamais été réalisés. Comment peut-on rétablir la paix dans le pays si les groupes armés conservent la totalité de leurs armes et munitions dont certaines sont de générations récentes ? Il faut être dupe pour croire que l'APPR-RCA a été signé pour rétablir la paix dans notre pays.

Réponse 8-5 (Groupes armés anti CPC) : Mais l'accord de Khartoum était un business entre les russes, Touadera et les groupes armés. Les russes ont distribué beaucoup d'argent aux groupes armés et ont décidé de tout le contenu de l'accord. La contrepartie que les russes ont obtenu, c'était l'exploitation des diamants et l'or des zones occupées par les rebelles. Par exemple, les chantiers miniers de diamants et d'or de Ndassima qui étaient contrôlés par Ali Darass, le chef de l'UPC, étaient exploités par les russes. Les armes que détiennent les rebelles leur permettaient de sécuriser leurs zones et faire leur business de diamants, or et bétail. Cela leur permettait de gagner beaucoup d'argent, donc ils ne pouvaient pas déposer leurs armes comme le prévoyait l'accord. Grâce aux armes, les rebelles ont pu imposer leur loi au gouvernement qui a accepté de nommer leurs représentants à des hauts postes de responsabilité à Bangui. Tous les groupes armés savaient que l'accord qu'ils ont signé à Khartoum n'allait pas être respecté. Les rebelles s'étaient rendus au Soudan pour signer ce document afin de calmer leur conscience et donner l'impression au peuple centrafricain qu'ils étaient favorables à la paix, alors qu'il n'en était rien.

Réponse 9-5 (Groupes armés pro CPC) : Vous me faites rire en vous écoutant poser cette question. Il n'y a que Touadera et son gouvernement qui ont pensé que cet accord était la baguette magique qui devait ramener la paix en Centrafrique. Laissez-moi vous dire que même nous, les groupes armés quand on signait ce fameux accord, on savait qu'il était inapplicable parce que nous étions loin d'accepter de déposer les armes qui étaient nos moyens de pression sur le gouvernement centrafricain. Permettez-moi de vous dire que les puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés nous ont clairement dit, avant notre départ à Khartoum, de ne jamais respecter l'accord que nous allions signer avec Touadera et son gouvernement. La majorité des dispositions de l'APPR-RCA n'étaient favorables qu'aux groupes armés qui avaient la faveur des rapports de force sur le terrain. Dites-moi, quel intérêt avions-nous de déposer les armes dès lors que nos troupes étaient mieux équipées que les FACA ? Quel intérêt

avons-nous pour déposer les armes dès lors que celles-ci nous permettraient de faire pression sur le gouvernement centrafricain et avoir des moyens financiers importants ? Quel intérêt avons-nous de déposer les armes si celles-ci nous permettraient de contrôler d'immenses zones regorgeant d'énormes quantités de diamants et d'or ? Les groupes armés ont tout simplement ignoré l'APPR-R parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à le respecter.

Réponse 10-5 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Je fais partie de ceux qui ont, dès la signature de ce torchon que vous appelez l'APPR-RCA, dénoncé ce business honteux de Touadera et les groupes armés. C'est un accord de dupes qui n'a servi que les intérêts des chefs rebelles, car non seulement ceux-ci n'ont jamais déposé les armes comme le prévoit ce fameux accord, mais ils ont continué à renforcer leur emprise sur notre pays. Les chefs de guerre ont également continué tranquillement à faire leur commerce de diamants, or, bois et bétail en toute impunité, car les rapports de force étaient en leur faveur. Les groupes armés avaient plus intérêt à conserver leurs armes qu'à les déposer.

Réponse 11-5 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : L'accord de Khartoum a été, pour moi, un accord de dupe d'autant que le gouvernement centrafricain a négocié en position de faiblesse. Les groupes armés sont plus équipés et plus nombreux en effectifs que l'armée nationale, sous embargo de la France, mal entraînée et sous équipée. Ce qui veut dire que sur le terrain, les rapports de force n'étaient pas en faveur du gouvernement centrafricain. En matière de négociation, les rapports de force comptent énormément, car ils font basculer les décisions en faveur d'un camp et au détriment de l'autre camp. Voyez-vous, l'accord de Khartoum a permis aux chefs des groupes armés de décrocher des hauts postes de responsabilité à la primature et à la présidence de la République, tout en conservant leurs armes par devers eux. Les groupes armés ont violé allègrement les

dispositions de l'accord sans qu'aucune sanction ne leur soit infligée par les garants. Le gouvernement centrafricain a assisté en toute impuissance, à ces multiples violations malgré que les populations civiles continuaient à être massacrées. Le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition face à ces criminels qui faisaient à leur tête avec la bénédiction de leurs soutiens dont la France et le Tchad.

Réponse 12-5 (Médias – Presse publique) : Mais tout le monde savait que cet accord ne servait à rien, car le régime de Bangui n'avait aucun moyen de coercition pour faire respecter ses dispositions par les groupes armés qui étaient mieux équipés que les forces armées centrafricaines. Le gouvernement centrafricain était parti à ces négociations à Khartoum en position de faiblesse, car son armée était sous embargo, sous équipée, mal entraînée et plus de 80 % du territoire national était sous le contrôle des groupes armés. Le régime de Bangui a négocié les termes de cet accord en étant pratiquement à genoux devant les seigneurs de guerre soutenus par certaines puissances occidentales. In fine, l'accord a permis aux groupes armés de renforcer leurs positions sur le terrain et enrichi leurs chefs à travers le commerce illicite de diamants, or, bois et bétail. Ils savaient que le gouvernement centrafricain ne pouvait rien contre eux car celui-ci n'en avait pas les moyens. Donc les groupes armés ont, en toute impunité, violé l'accord même si des sanctions y avaient été prévues contre les contrevenants. Les garants que sont l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations Unies et la CEEAC, pour ne citer que ceux-là, n'y ont pu rien faire, c'était à dessein d'ailleurs, car ces mêmes puissances soutiennent dans l'ombre les groupes armés.

Réponse 13-5 (Médias – Presse écrite) : Sur le papier, l'APPR-RCA avait pour objectif, l'arrêt des violences et la pacification du pays. Mais dans les faits, il a tout simplement permis aux groupes armés de renforcer leur présence sur le territoire centrafricain, tout en poursuivant en toute impunité, le juteux trafic illicite des ressources naturelles telles que le

diamant, l'or, le bois et le bétail. La France qui est le parrain des groupes armés a demandé à ceux-ci de ne pas déposer les armes, conformément aux dispositions de l'accord de paix, et de continuer à maintenir leur emprise sur les zones riches en matières premières dont Paris a besoin pour son économie. Dans ce chaos, les occidentaux ont continué à piller allègrement les immenses richesses naturelles de ce pays, au grand dam du malheureux peuple centrafricain. Par ailleurs, certains dignitaires du régime de Touadera se sont également adonnés au trafic illicite du diamant, de l'or, du bois et du bétail. En peu de temps, le nombre de multimillionnaires a été multiplié par N et les nouvelles villas d'un luxe insolent ont poussé comme des champignons dans les faubourgs de Bangui. Je n'oublie pas les grosses berlines neuves, aux vitres teintées, de marques japonaises et allemandes et conduites par les tenants du pouvoir, qui pullulent dans les rues de la capitale centrafricaine. Les russes, dans la préfecture de la Ouaka sur laquelle Ali Darass, le leader du groupe rebelle Union pour la paix en Centrafrique (UPC) régnait en maître, pillaient eux aussi les mines de diamants et d'or de la localité de Ndassima. Bref, vous comprenez maintenant que personne n'avait absolument aucun intérêt à ce que la rébellion prenne fin, car le chaos entretenu par celle-ci permettait à tout le monde de faire son business et s'enrichir tranquillement au détriment du peuple centrafricain qui meurt de faim en silence.

Réponse 14-5 (Médias – Presse électronique) : Comme on dit, le nerf de la guerre c'est l'argent. Cela revient au malheur de la RCA qui est un pays immensément riche, doté d'un sous-sol contenant au moins 471 indices miniers. Il y a de quoi à pousser les groupes armés à ne pas respecter cet accord. Les responsables de ces groupes armés étaient devenus de véritables chefs de guerre dans les localités qu'ils contrôlaient. Ils font fructifier le commerce illicite de diamants, d'or et d'autres richesses naturelles du pays et cela leur faisait gagner beaucoup d'argent si bien qu'ils n'avaient aucun intérêt à mettre fin au conflit. La fin du conflit

signifie le retour de l'Etat dans les zones contrôlées par les groupes armés. Qui dit retour de l'Etat, dit arrêt du trafic illicite des ressources naturelles. Donc les chefs de guerre ont tout à gagner en entretenant le statu quo, c'est à dire la poursuite de la guerre. Il est très difficile pour un groupe armé qui tire profit de la guerre en exploitant le diamant, l'or et le bois de laisser tomber ses activités et d'aller se contenter de 10 millions de FCFA mis à sa disposition par le gouvernement centrafricain. C'est pour cette raison qu'ils commettent des exactions sur la population afin de faire fuir cette dernière et leur laisser les zones riches en richesses naturelles pour exploitation. Dans l'accord de paix, de vraies sanctions n'ont pas été prévues pour réprimer les violences contre les populations civiles, les garants, c'est à dire la communauté internationale, de cet accord se contentaient seulement de dénoncer les violences commises par les groupes armés. Tout ça c'est dû à la faiblesse de notre système de défense, avec une armée en déliquescence et sous sanction des Nations Unies, donc incapable de remplir sa mission de protection des biens et des personnes sur le territoire national. Les groupes armés ne respecteront jamais un gouvernement dont la puissance de feu est nettement inférieure à la leur. En sommes, les groupes armés se sont ligués pour dire mais nous, nous avons une puissance de feu suffisante, si on respecte l'accord de paix, on va tout arrêter même le commerce des ressources naturelles qui nous fait gagner beaucoup d'argent. C'est pour cette raison qu'ils ont refusé de déposer les armes. Donc le problème des groupes armés, tant que le gouvernement n'aura pas un système de défense fort capable de projeter des hommes sur le terrain, dissuader ou contraindre les rebelles, les rebellions ne s'arrêteront jamais. Tant que le commerce illicite du diamant, de l'or et autres se poursuivra, tant que les frontières terrestres resteront poreuses, tant que les étrangers traverseront pour venir chez nous se fournir en pierres précieuses, malgré que c'est le diamant du sang, les rebellions ont encore de beaux jours devant elles. Normalement, le processus de Kimberley a interdit l'achat des diamants venant de certaines zones occupées par les groupes armés, mais on se rend compte que nos

diamants traversent nos frontières, arrivent dans les pays voisins et sont vendus sur le marché international au vu et au su de tout le monde.

Réponse 15-5 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Tous ceux qui ont parrainé les négociations de Khartoum n'ont jamais été véritablement pour la paix en Centrafrique. Je veux citer la France, l'Union africaine, la CEEAC et autres. Certains que je viens de citer financent et équipent les groupes armés. Les garants de l'APPR-RCA sont ceux-là qui sont derrière les rebelles, alors peuvent-ils vouloir la paix tout en appuyant les groupes armés ? Si vous voulez, pour moi le gouvernement centrafricain et les groupes armés étaient allés à Khartoum pour se moquer du peuple centrafricain. L'hypocrisie de la communauté internationale est telle que l'on n'a pas besoin d'être ressortissant de Sorbonne ou de Sciences po pour le comprendre. Je vais vous en donner un seul exemple. Combien de fois les garants de l'APPR-RCA ont-ils infligé des sanctions au criminel Ali Darass de l'UPC qui violait allègrement l'accord ? Le monsieur continuait à violenter les civils sans que personne ne puisse s'en émouvoir et pourtant le rôle des garants est de veiller au respect des termes de l'accord et d'infliger d'éventuelles sanctions aux signataires accusés de violations. Ce que Monsieur Ismaïl Chergui de l'UA a pu ou su faire, c'était d'aller rencontrer Ali Darass dans son QG à Bokolobo, manger avec lui et boire un thé avec lui. Au finish, Ismaïl Chergui a reçu des mains du criminel Darass sa part de diamants et il est revenu à Bangui reprendre son avion pour Addis Abeba. D'un côté, la communauté internationale allume l'incendie, de l'autre côté elle joue aux pompiers pour éteindre l'incendie. Quelle hypocrisie !

Réponse 16-5 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : L'APPR-RCA avait été parfaitement négocié par l'ancien premier ministre Firmin Ngrebada à qui je rends un hommage bien mérité pour la qualité du travail abattu. Il n'est plus à la tête du gouvernement centrafricain, mais il est actuellement très heureux d'avoir contribué à la signature de cet accord de

paix et surtout à la reconquête d'une grande partie du territoire centrafricain des mains des groupes armés soutenus et financés par la France. Cela dit, l'APPR-RCA n'a pu aider notre pays à retrouver la paix du fait de la mauvaise foi des groupes armés manipulés par Paris qui a toujours fait pression sur les chefs rebelles de ne pas déposer les armes et de continuer à violenter les civils. Les diamants et l'or que le chef de l'UPC, le tristement célèbre Ali Darass exploitait à Ndassima étaient troqués contre des armes et munitions venant de France ou essentiellement vendus aux émissaires de l'Elysée. La France utilise les groupes armés pour empêcher le président Touadera d'exploiter les immenses richesses que contiennent nos sols et sous-sol, car elle a toujours considéré que ces richesses lui appartiennent.

Réponse 17-5 (Partis politiques – opposition démocratique) : Moi, j'ai toujours dit que cet accord tel que négocié ne servait absolument à rien, d'autant qu'il était négocié par un Touadera très faible militairement et politiquement, et les groupes armés mille fois plus puissants que nos forces de défense et de sécurité. Quand on négocie un accord politique de cette importance en étant à genoux, on ne peut que récolter les fruits que nous connaissons, c'est des groupes armés plus forts que jamais qui narguent notre armée nationale. Cet accord a permis aux groupes armés de renforcer d'avantage leur présence sur le terrain et faciliter le commerce illicite des ressources naturelles du peuple centrafricain, par des bandits de grands chemins avec la complicité de Touadera et ses proches. Il n'y a que les dupes du MCU qui croyaient à ce torchon, personne d'autre n'y faisait aucune confiance car Touadera n'avait aucun moyen de coercition pour exiger le respect des dispositions de l'accord aux groupes armés. L'unique moyen de pression que les groupes armés et leurs parrains qui sont les puissances occidentales disposent, ce sont les armes. Alors quel groupe armé était suffisamment stupide pour déposer les armes comme le prévoit l'APPR-RCA et cesser de profiter du trafic de diamants, or, bois et bétail que cela procure ? Quel chef de groupe armé était suffisamment stupide

pour déposer ses armes et courir le risque de se faire arrêter et terminer le reste de sa vie dans les geôles de la Cour pénale internationale ou de la justice centrafricaine ? L'APPR-RCA est un accord de dupes auquel seul Touadera et ses ouailles croyaient.

Réponse 18-5 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Comme je l'ai dit à votre précédente QUESTION, c'est un accord de dupes signé par un gouvernement pratiquement à genou, en position de faiblesse, qui n'avait aucun moyen de coercition face aux groupes armés militairement plus puissants que les FACA. La faiblesse du régime Touadera et l'hypocrisie des garants de l'APPR-RCA ont offert à ce dernier tout ce dont il avait besoin pour ne pas faire la paix. L'accord a plus servi les intérêts des groupes armés que ceux du peuple centrafricain qui a malheureusement continué à être la victime expiatoire des violations les plus graves des droits de l'homme.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 5

QUESTION 6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse 1-6 (Communauté internationale – Union africaine) : Ce que je sais, c'est qu'une partie des groupes armés signataires de l'APPR-RCA a demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que, selon eux, les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies. Mais le gouvernement centrafricain a dit niet parce que si ces élections n'étaient pas organisées le 27 décembre dernier, on aurait pu assister à un vide à la tête de l'Etat centrafricain, car le 1^{er} mandat du président Touadera devait prendre fin le 30 mars 2021. Donc n'ayant pas obtenu gain de cause à leur demande, ces groupes armés ont créé la CPC dont l'objectif poursuivi était d'empêcher par la force la tenue des élections

du 27 décembre 2020. En outre, poursuivant leur logique, les éléments de la CPC ont lancé une attaque violente sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021, mais ils se sont heurtés aux éléments des FACA appuyés par les éléments russes et rwandais qui les ont repoussés. Voilà ce que je sais de cette histoire.

Réponse 2-6 (Confessions religieuses – Imam) : Pour moi, ils ont été manipulés par les blancs qui leur donnent des armes et des financements. Les français sont mécontents parce que Touadera a fait venir les russes dans notre pays, donc ils voulaient utiliser ces rebelles pour l'empêcher d'avoir un deuxième mandat, mais ça n'a pas marché.

Réponse 3-6 (Confessions religieuses – Pasteur) : Je vous ai évoqué la soif du pouvoir comme l'une des causes des multiples crises de notre pays. Eh bien, l'ancien président François Bozize est miné par une soif démesurée du pouvoir, car il n'a jamais accepté la perte de son fauteuil en 2013 du fait de la rébellion de l'ex-Seleka dirigée par Michel Djotodja. Bozize veut à tout prix et par tous les moyens revenir au pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. Quand la France lui a proposé financements, armes et munitions afin de renverser le président Touadera, avec le soutien de la fameuse CPC, eh bien il a tout de suite sauté sur l'occasion. Par ailleurs, la France voulait utiliser la CPC pour punir le président Touadera à cause du fait qu'il a fait venir les russes en Centrafrique, mais ça n'a pas marché. Le plan a lamentablement échoué. Tout le peuple centrafricain a fait bloc comme un seul homme pour dire non aux manœuvres teintées de haine de la France qui s'oppose depuis l'indépendance à toute action allant dans le sens du développement économique de notre pays. Les temps ont changé, mais Paris refuse de l'admettre. Les prescriptions politiques des périodes coloniales de la France vis-à-vis de l'Afrique ne fonctionnent plus. Plus rien ne sera comme avant dans les relations franco-africaines.

Réponse 4-6 (Confessions religieuses – Animiste) : Oui j'ai appris que c'est Bozize qui est le nouveau chef des rebelles qui tuent beaucoup de personnes en provinces. Mais je ne comprends pas cet homme. Il n'avait pas bien dirigé notre pays et les Seleka sont venus le chasser du pouvoir, mais pourquoi il veut encore revenir. S'il tue tout le monde, avec qui il va vivre lorsqu'il sera revenu au pouvoir. C'est très triste. Je demande à Bozize d'arrêter avec sa sale guerre, car les innocents meurent pour rien. Si Bozize veut le pouvoir, il doit attendre la fin du mandat de Touadera et poser sa candidature. Si le peuple le choisit, il pourra diriger notre pays à nouveau. Les blancs trompent Bozize et il est en train de tuer ses propres frères, sœurs, fils et filles. Cela me fait de la peine.

Réponse 5-6 (Ligue des droits de l'homme) : La CPC est le bébé de la France. Celle-ci voulait se servir de cette énième coalition de criminels pour empêcher le président Touadera d'obtenir un nouveau quinquennat, mais c'est raté. Le président Macron n'a jamais digéré le fait que le président Touadera ait eu l'audace de signer un accord de défense avec la Russie, car la Centrafrique a toujours été considérée comme une réserve en ressources premières de la France. Tous les financements, armes et munitions que détient actuellement la CPC dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, ont été fournis par Paris.

Réponse 6-6 (Ligue des droits de l'homme) : Tout le monde sait que c'est la France qui est derrière cette coalition pilotée par l'ancien président François Bozize. Les financements, les armes et les munitions avec lesquels cette bande de criminels commet des exactions sur les civils dans l'arrière-pays, viennent directement de France. La CPC a été créée par l'Élysée pour punir le président Touadera parce qu'il a eu le courage de signer un accord de défense avec le Kremlin. Aujourd'hui, tous les plans machiavéliques de la France ont lamentablement échoué.

Réponse 7-6 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Les groupes armés qui ont créé la CPC ont dans un premier temps demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020. Mais puis qu'ils n'ont pas eu gain de cause, ils se sont mis ensemble pour empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. Retenez que la France n'est pas loin de ce projet honteux coordonné par l'ancien président Bozize, car c'est Paris qui finance et équipe la CPC. Les français ont voulu utiliser la CPC pour sanctionner le président Touadera qui a eu le courage de faire venir les russes en Centrafrique. La France voue une haine indescriptible à l'endroit de la Russie, car la présence de celle-ci menace les intérêts de l'Hexagone en République centrafricaine. Il suffit d'écouter Radio France internationale et regarder France 24 pour s'en convaincre. C'est une véritable campagne médiatique haineuse contre la Russie qui s'y déroule.

Réponse 8-6 (Groupes armés anti CPC) : Lorsque Touadera a fait venir les russes en Centrafrique, les français lui ont exprimé leur colère, selon les informations que nos chefs nous ont données. Les formations et les armes que les russes donnent aux FACA ne sont pas du goût des français. Les permis dans le domaine des diamants et or que Touadera a délivrés aux russes ont fait monter d'avantage la colère des français, parce que tout ce qui concerne les contrats concernant les richesses du sous-sol de notre pays doit être autorisé par les français. Les russes sont présents et influents dans tous les secteurs de notre pays. Ils contrôlent la sécurité de Touadera, le secteur minier, l'armée, les médias avec leur radio Lengo Songo à Bangui et plusieurs journaux étaient financés par eux. Les principaux groupes armés comme Anti-Balaka, UPC de Darass Ali, FPRC de Hissein Abdoulaye, RPRC de Djono Ahaba et d'autres encore font des business avec les russes. Vous savez que Michel Djotodja, le chef des Seleka, parle le russe parce qu'il a étudié en Russie et facilité les contacts entre les russes et les groupes armés des Seleka et les russes. Donc les russes sont présents partout dans notre pays et on n'entend plus parler

des français. Avant, ce sont les français qui donnaient beaucoup d'argent aux rebelles pour leur permettre de vivre, mais les russes nous donnent plus d'argent, donc nous, on est obligés d'écouter les russes plus que les français. Même Bozize est rentré en cachette en Centrafrique grâce aux français. Lui, il vivait en Ouganda, les français l'ont fait rentrer au pays pour l'utiliser pour affaiblir Touadera. Bozize était très populaire grâce à son parti le KNK, c'est sur ça que les français comptaient pour régler leur compte à Touadera. Quand la candidature de Bozize à l'élection présidentielle a été rejetée par la Cour constitutionnelle, les français lui ont donné beaucoup d'argent pour lui permettre de rentrer en brousse et créer une nouvelle rébellion pour empêcher Touadera d'avoir un nouveau mandat. C'est comme ça que Bozize a appelé tous les chefs des groupes armés à Kamba Kota pour créer la CPC, mais certains chefs rebelles ont refusé de répondre à son appel. Les français ont demandé à Bozize d'envoyer ses éléments de la CPC dans plusieurs villes des provinces afin d'empêcher l'élection du 27 décembre 2020, mais ça n'a pas marché à cause des russes et des rwandais qui ont aidé les FACA à lancer une contre-attaque qui a mis les CPC en débandade. Les français pensaient que si Bozize rentre en rébellion, la majorité de la population centrafricaine va le soutenir à cause de la popularité de son parti le KNK. Donc s'ils financent Bozize, ils peuvent l'utiliser pour affaiblir Touadera et le faire partir du pouvoir. Ce que les français n'ont pas compris, c'est que les centrafricains aiment Bozize l'homme de paix, mais pas Bozize l'homme de guerre. Grâce aux russes et rwandais, toutes les grandes villes des provinces ont été libérées des mains des groupes armés et la population circule librement qu'au temps où les villes étaient sous le contrôle des rebelles. En six mois, les russes ont réussi à rétablir la paix dans une grande partie de notre pays, alors que les français avec leur opération Sangaris n'ont libéré aucune ville en plus de deux ans de présence en Centrafrique. Vous voyez, la présence des français ne sert à rien dans notre pays parce que depuis l'indépendance en 1960, on ne connaît que la guerre, les coups d'Etat et les mutineries à cause d'eux. Maintenant, toute la population

centrafricaine est derrière les russes. Il est vrai que les russes exploitent trop les richesses de notre sous-sol, mais eux au moins ils aident le pays à retrouver la paix, contrairement aux français qui ne financent que la guerre dans notre pays.

Réponse 9-6 (Groupes armés pro CPC) : Vous posez là l'une des questions que j'attendais le plus dans cet entretien. Quand j'ai lu le protocole d'entretien que vous m'avez envoyé, j'étais très content d'avoir trouvé dans la liste des questions qui me seront posées, celle concernant la naissance de la CPC et ce que cette dernière reproche à Touadera et son gouvernement. Nous avons proposé à Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires sur le terrain ne s'y prêtaient pas et qu'il était quasiment impossible aux candidats de battre campagne dans certaines zones du pays occupées par nos troupes. Mais Touadera, sous les conseils trompeurs des mercenaires du groupe Wagner qui l'ont totalement pris en otage, a préféré faire la sourde d'oreille. Les résultats, nous le connaissons tous : moins de 35 % des centrafricains s'est rendu aux urnes le 27 décembre 2020 et les élections n'ont été ni équitables ni transparentes ni inclusives. Aujourd'hui, non seulement les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle sont erronés mais la majorité des centrafricains ne reconnaissent pas la réélection truquée de Touadera. Nous étions obligés de mettre en place la CPC afin d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. Par ailleurs, nous reprochons à Touadera sa mauvaise foi dans la mise en œuvre de l'APPR-RCA. Pendant les négociations à Khartoum, le gouvernement centrafricain a promis aux chefs des groupes armés qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec tous leurs grades d'officiers généraux et officiers supérieurs. Mais Touadera n'a jamais tenu sa Parole et nous en sommes très mécontents. Aussi, les groupes armés désapprouvent la présence des mercenaires russes du groupe Wagner et exigent leur départ sans condition et sans délai de la Centrafrique. Ils commettent trop d'exactions sur les populations civiles et surexploitent nos

ressources minières, notamment le diamant et l'or. Je ne comprends pas pourquoi le FPRC dont je suis membre, refuse d'intégrer la CPC dont les revendications sont légitimes. En ce qui me concerne, j'apporte tout mon soutien, à titre personnel, au combat que mène la CPC pour libérer notre pays la Centrafrique du joug des mercenaires russes du groupe Wagner qui ne sont rien d'autres que des criminels qui se sont faits remarquer par leurs atrocités en Syrie et chez nous aussi.

Réponse 10-6 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Non mais, les français ont tout simplement surfé sur la gourmandise politique et la haine de l'ancien président Bozize pour monter de toute pièce cette fameuse CPC. Le président Macron a mis en place ce machin afin de punir le président Touadera qui a eu l'audace de faire venir les russes en terre centrafricaine. Mais c'est raté.

Réponse 11-6 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Tous les centrafricains savent que la fameuse CPC est un machin que la France a monté de toute pièce pour faire payer au président Touadera, le fait qu'il ait osé faire venir en Centrafrique la Russie. Puisque la France a en vain tenté de faire reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020, dans le but d'obtenir une transition, il fallait empêcher par la violence ces élections. Mais la France a lamentablement échoué parce que le peuple centrafricain s'est mobilisé comme un seul homme pour dire non à la violence et prendre son destin en main. Paris doit savoir que plus rien ne sera plus comme avant, car la Centrafrique n'est plus sa chasse gardée. La Centrafrique est la chasse gardée des centrafricains. La période où c'est l'Elysée qui faisait et défaisait les dirigeants de notre pays est totalement révolue, mais le système politique français refuse de l'admettre. Un message pour l'ancien président Bozize : non seulement, c'est lui qui a fait réélire le président Touadera, mais il s'est enterré politiquement définitivement. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique, car cette stupidité et cette soif du

pouvoir qui l'ont poussé à créer, avec l'aide des français, la CPC qui brille par des exactions monstrueuses contre le peuple centrafricain, lui coûteront son avenir politique.

Réponse 12-6 (Médias – Presse publique) : La CPC a été créée à la demande des puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés dans notre pays. L'objectif c'est d'empêcher la réélection du président Touadera, car le fait que ce dernier ait fait venir les russes en Centrafrique, est très mal digéré par la France. Les groupes armés voulaient le report des élections du 27 décembre 2020 dans le but de créer un vide institutionnel, à l'issue du premier quinquennat de Touadera et déboucher à la mise en place d'une transition dont la gestion serait consensuelle. Touadera, en fin tacticien et rassuré par le soutien de Moscou, a vu le danger venir et a purement et simplement rejeté la demande des groupes armés et des partis politiques de l'opposition. Les groupes armés, n'ayant pas obtenu gain de cause, ont à la demande de leurs parrains occidentaux, créé cette fameuse coalition de criminels pour empêcher par la violence la tenue des élections du 27 décembre 2020.

Réponse 13-6 (Médias – Presse écrite) : La CPC est née des affrontements diplomatiques violents qui se déroulent actuellement en Centrafrique entre Paris et Moscou. Le régime de Bangui étant ouvertement pro-russe, Paris voulait empêcher à tout prix la réélection de Touadera afin de placer l'un de ses vassaux au pouvoir. Le premier quinquennat du chef de l'Etat centrafricain devait se terminer le 30 mars 2021, donc selon la Constitution et le Code électoral centrafricains, si le premier tour de l'élection présidentielle n'était pas organisé le 27 décembre 2020, il y aurait vacance du pouvoir à partir du 31 mars 2021. A ce moment-là, Touadera n'aurait plus de légitimité, donc il devrait être obligé de mettre en place une transition dont la gestion aurait été partagée avec l'opposition démocratique et les groupes armés. Le maintien de Touadera à la tête de cette transition aurait été conditionné par le départ des russes de la

Centrafrique qui sont des menaces sérieuses pour les intérêts français. Touadera en bon stratège, a pu décrypter l'agenda caché de Paris à travers ses vassaux que sont les leaders de l'opposition démocratique et les chefs des groupes armés. Il a donc balayé d'un revers de la main, avec le soutien ferme de Moscou, toute idée de report de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020. Face à la fermeté du régime de Bangui, la dernière cartouche qui restait entre les mains de la France, c'était la lutte armée. Elle a donc ordonné, je dis bien ordonné, aux groupes armés sous le leadership de l'ancien président Bozize dont la candidature à l'élection présidentielle a été invalidée par la Cour constitutionnelle, de former une nouvelle coalition armée le 15 décembre 2020 afin d'empêcher la tenue des élections du 27 décembre 2020 par la force. Rappelez-vous, les rebelles ont brûlé le matériel électoral, c'est-à-dire les urnes, les bulletins de vote et les isolements dans certaines localités de l'intérieur du pays. N'ayant pas obtenu les résultats escomptés, les rebelles de la CPC ont lancé sur Bangui une attaque le 12 janvier 2021 dans le but de s'accaparer du pouvoir par la force, mais c'était sans compter avec la présence des russes. Huit groupes armés signataires de l'APPR-R sur les quatorze se sont pliés aux injonctions de Paris. Les six autres s'y sont opposés et sont restés fidèles à l'accord de Khartoum. En vertu des accords de défense signés entre la Centrafrique, la Russie et le Rwanda, le président Touadera a fait appel aux forces de ses deux pays pour aider l'armée centrafricaine à repousser les assauts des rebelles. Voilà où nous en sommes.

Réponse 14-6 (Médias – Presse électronique) : La création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) est la résultante de ces frustrations que j'ai déjà évoquées tout à l'heure. Le fait que le gouvernement ait traité seulement avec quelques groupes armés en laissant de côté les partis politiques de l'opposition et d'autres acteurs importants de la vie politique du pays, est également à la source de la création de cette nouvelle coalition. Le gouvernement centrafricain est tombé dans son propre piège, car il se rend complice des exactions des groupes armés en essayant de gérer cette

crise avec eux. Il y a eu des promesses non tenues du côté du gouvernement et des chefs rebelles. La formation de certains éléments des groupes armés pour les intégrer dans les forces armées centrafricaines (FACA), n'a pas produit les résultats escomptés. Il aurait pu avoir un accompagnement de la part du gouvernement au bénéfice des éléments des groupes rebelles formés, mais rien n'y a été fait. Par exemple, le gouvernement a promis aux chefs rebelles qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec leurs grades de généraux, mais cette promesse n'a jamais été tenue par le pouvoir en place. La présence de la Russie en Centrafrique n'a pas rencontré l'agrément des groupes armés, car ceux-ci estiment que c'est une manière de transposer leur problème dans un autre pays étranger. Les groupes armés ont toujours traité les instructeurs russes qui forment les FACA de mercenaires, donc leur présence sur le territoire centrafricain pourrait gravement nuire à leurs intérêts. Le gouvernement a également promis des postes de responsabilité aux chefs des groupes armés, mais cela n'a pas été fait. Il y a frustration parce que des politiques ont également sauté sur l'occasion. L'ancien président François Bozizé a reconnu être le coordonnateur de la CPC et cela a ragaiardi les éléments de celle-ci. Les rebelles ont dit que le gouvernement a détourné des projets destinés à leurs régions d'origine pour les redéployer dans d'autres régions, donc du coup ils ne sont pas d'accord. Notamment les chefs rebelles ont affirmé que le gouvernement ne s'occupe pas des populations de religion musulmane se trouvant dans les zones sous le contrôle des groupes armés. C'est l'un des reproches que l'Union pour la paix Centrafrique (UPC) de Monsieur Ali Darass a fait au régime de Bangui.

Réponse 15-6 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Disons les choses très clairement. C'est la France qui est derrière la création de la CPC. C'est elle qui a fourni les financements et les équipements nécessaires au fonctionnement de ce groupe de criminels. Les français sont très mécontents du fait que le président Touadera ait fait venir les russes en Centrafrique et ils veulent le virer du pouvoir pour cela.

Les français ont de la peine à comprendre que les choses ont changé, l'époque où les présidents centrafricains devaient ramper devant l'Elysée est totalement révolue et que plus rien ne sera comme avant. La jeunesse est debout et le vent qui est en train de souffler devra imposer aux français une coopération gagnant-gagnant avec la Centrafrique. Si la France continue de s'enfermer dans son carcan néo-colonialiste, tant pis pour elle, nous allons nous tourner vers les Etats qui acceptent d'entretenir une coopération gagnant-gagnant avec notre pays, tels que la Russie et la Chine par exemple.

Réponse 16-6 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Vous savez, le fait que le président Touadera ait fait venir les russes en Centrafrique n'a jamais été accepté par la France si bien qu'elle a, sans succès, remué terre et ciel pour empêcher sa réélection l'année dernière. Les groupes armés, sous les pressions de Paris, ont demandé au chef de l'Etat, le report des élections présidentielles et législatives du 27 décembre 2020, dans le but de créer un vide institutionnel à la tête de notre pays à l'issue de son premier mandat le 30 mars 2021. Une fois ce vide créé, il fallait mettre en place une transition dirigée par Touadera sous réserve que celui-ci accepte de ne pas se représenter à la prochaine élection présidentielle. Le président Touadera, en fin stratège, a vite vu venir le plan des groupes armés et a opposé un niet ferme à leur demande. N'ayant pas réussi à convaincre le président pour le report des élections, la dernière possibilité qui restait entre les mains des groupes armés soutenus par la France, c'était l'usage de la force. C'est comme cela qu'ils se sont retrouvés à Kamba Kota dans la préfecture de l'Ouham à la mi-décembre 2020 pour mettre en place la fameuse Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont les missions étaient d'empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. Mais c'était sans compter avec la détermination et le courage du peuple centrafricain qui a pu démontrer aux yeux du monde entier qu'il ne laissera personne lui dicter son avenir. Toutes les tentatives de la CPC ont lamentablement échoué, car le peuple souverain a fait bloc

derrière son président, le professeur Touadera. Je rappelle que parmi les quatorze groupes armés signataires de l'APPR-RCA, huit ont adhéré à la CPC, et les six autres sont restés fidèles aux engagements qu'ils ont pris à Khartoum, c'est-à-dire travailler pour le retour de la paix en Centrafrique. Les criminels de la CPC n'ayant pas pu empêcher la tenue des élections par la violence, ont perpétré sans succès un coup d'Etat le 13 janvier 2021 contre le président Touadera afin de prendre le pouvoir par la force. Mais l'armée nationale, l'armée du peuple centrafricain, avec l'appui de nos amis russes et rwandais, ont fermement repoussé les attaques des terroristes de la CPC qui n'ont eu d'autre choix que prendre leurs jambes au cou comme des malpropres. Aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, les FACA et leurs alliés sont aux trousses de ses bandits de grand chemin à la solde de la France pour les réduire au néant sur toute l'étendue du territoire national. L'ancien président Bozize qui est le coordonnateur de la CPC, s'il n'est pas neutralisé, répondra de ses actes devant le peuple centrafricain. Nous sommes tous au courant des financements importants et matériels de guerre en grande quantité qu'il a reçu des mains de la France. Bozize rencontrera le peuple centrafricain devant lui, à chaque fois qu'il tentera de s'attaquer aux institutions de la République.

Réponse 17-6 (Partis politiques – opposition démocratique) : Mais c'est l'entêtement de Touadera qui a conduit à la formation de la CPC. Les groupes armés et les partis politiques de l'opposition ont demandé au chef de l'Etat de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies sur le terrain, d'autant qu'à l'époque plus de 80 % du territoire centrafricain était occupé par les groupes armés. Dans ces conditions, il n'était pas possible aux candidats de pouvoir battre campagne dans les villes de l'intérieur du pays. Mais Touadera s'est obstiné et a organisé quand même ces élections dans un climat on ne peut plus chaotique avec des résultats contestés par la majorité des centrafricains. Il a fait confiance au soutien de ses amis mercenaires russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre d'organiser

ces élections à tout prix. Maintenant que c'est fait et qu'il a été investi pour un second quinquennat, les problèmes sécuritaires restent et demeurent entiers sur le terrain d'autant que nos concitoyens ne peuvent pas vaquer librement à leurs occupations à cause des exactions inacceptables des mercenaires russes. Touadera s'est désormais inscrit dans une logique de vas-t-en guerre, boosté par le soutien militaire de ses amis de Wagner. Mais il doit savoir que la solution au conflit centrafricain est politique et non militaire. Il vous souviendra que malgré les tonnes et les tonnes de munitions et l'utilisation d'armes de dernières générations par les américains en Afghanistan et en Irak, les problèmes sécuritaires de ces pays sont restés entiers. Donc il ne faut pas que Touadera se laisse tromper par les mercenaires de Wagner comme quoi, ils sont capables de faire revenir la paix en Centrafrique grâce à leur puissance de feu face aux groupes armés. Permettez-moi de vous poser la QUESTION suivante : Est-ce que ces mercenaires de Wagner ont-ils réussi à rétablir la paix en Syrie grâce à leur puissance de feu ? La réponse est non. L'Etat islamique est toujours présent dans ce pays et y conserve ses capacités de nuisance. Donc moi, j'appelle Touadera à la raison et lui demande d'accepter de dialoguer avec tout le monde, y compris les groupes armés sans exclusive. Tant qu'on ne les aura pas écoutés s'exprimer autour d'une table, on ne saura jamais les causes de leur mécontentement.

Réponse 18-6 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Notre fameuse France est derrière la CPC coordonné par le général et ancien chef d'Etat François Bozize animé par une soif hors norme du pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. C'est la France qui équipe et finance la CPC composée par les signataires dissidents de l'APPR-RCA. Les français voulaient à tout prix empêcher la réélection du président Touadera qui a eu le courage sans précédent de dire non au diktat de Paris et d'aller tisser des liens avec la Russie. Aujourd'hui, le jeu de la France est on ne peut plus clair : comme le président Touadera a été réélu et investi pour un nouveau mandat de cinq (5) ans malgré l'opposition farouche de

l'Elysée, il faut maintenant rendre la tâche difficile à Touadera par la violence perpétrée par la CPC.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 6

QUESTION 7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse 1-7 (Communauté internationale – Union africaine) : Je ne souhaite pas me prononcer sur cette QUESTION, vu toute la levée de bouclier international que suscite la présence russe en Centrafrique.

Réponse 2-7 (Confessions religieuses – Imam) : Bon moi, je prêche la paix, le pardon, le vivre ensemble et la cohésion sociale à mes frères et sœurs. Les rebelles ne sont jamais pour la paix dans un pays, car ils servent les intérêts des blancs qui les dotent en armes et les financent. Si les FACA, les russes et les rwandais peuvent nous aider à faire revenir l'ordre dans notre pays, cela ne peut que nous arranger. Quand je vois comment les choses évoluent actuellement sur le terrain, je crois que les FACA avec l'aide des russes et des rwandais sont en mesure reconquérir tout le territoire centrafricain.

Réponse 3-7 (Confessions religieuses – Pasteur) : Les forces armées centrafricaines, avec l'appui des russes et des rwandais, sont en train de faire un travail formidable sur le terrain. Je leur promets mes prières quotidiennes, car notre Dieu est celui qui a toujours soutenu le peuple d'Israël dans toutes les guerres qui l'ont opposé à ses ennemis. La Bible déclare que « L'Éternel combattra pour vous, et vous, gardez le silence », Exodes 14 :14. Si les FACA et leurs alliés gardent le cap, ils seront en

mesure de reprendre le contrôle de tout le territoire centrafricain des mains des groupes armés qui ne sont que des criminels.

Réponse 4-7 (Confessions religieuses – Animiste) : Les FACA sont en train de chasser les rebelles étrangers qui sont venus tuer nos enfants. Ce que font nos militaires est à saluer. Je les encourage. S'ils poursuivent dans la même lancée, ils vont libérer notre pays.

Réponse 5-7 (Ligue des droits de l'homme) : Je pense qu'avec l'allure où les FACA, appuyées par les russes et rwandais, évoluent sur le terrain, elles risquent de contrôler l'ensemble du territoire centrafricain dans quelques mois. Cependant, je crains que la CPC, actuellement aux abois, puisse imposer une guerre d'usure aux FACA et à ses alliés. Vous savez que tout n'est pas de reconquérir les villes, mais il faut pouvoir les sécuriser et c'est le plus dur à faire. Si les criminels de la CPC continuent avec cette guérilla qu'ils sont en train d'installer peu à peu dans les villes des provinces, la crise risque de durer plus longtemps. J'invite les FACA et leurs alliés russes et rwandais à intensifier les pressions sur les groupes armés afin de réduire leur capacité de nuisance et libérer tout le pays.

Réponse 6-7 (Ligue des droits de l'homme) : Oui je pense qu'il faut rester vraiment lucide, quoi. Je me félicite de l'excellent travail que font actuellement les FACA et leurs alliés sur le terrain. En très peu de temps, ils ont pu libérer plusieurs villes de nos provinces et c'est tant mieux pour nos concitoyens qui y vivent. Aujourd'hui, d'après les chiffres officiels, notre armée contrôle plus de 85% du territoire centrafricain, donc si les pressions sont maintenues sur les groupes armés, bientôt la totalité de notre pays sera reconquise.

Réponse 7-7 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Je pense que les résultats sont bien éloquentes d'autant que les FACA appuyées par les russes et rwandais reprennent quasiment tous les jours

de nouvelles villes des mains de la CPC. Avec l'allure actuelle, toutes les villes du pays seront bientôt reprises.

Réponse 8-7 (Groupes armés anti CPC) : C'est vrai que je suis Anti-Balaka et opposé au régime de Touadera, mais je reste un centrafricain qui veut la paix pour son pays. Je ne peux accepter que les français continuent de donner de l'argent aux hommes politiques pour détruire mon pays. Donc le travail que font actuellement les FACA qui sont des compatriotes, est excellent et je les soutiens parce que cela est en train de faire revenir la paix. Je pense que si les FACA, avec l'appui des russes et des rwandais, continuent avec ce rythme, ils vont bientôt récupérer toutes les villes du pays entre les mains des groupes armés. Je demande aux russes de continuer à donner plus d'armes et de munitions aux FACA pour leur permettre de neutraliser les bandits étrangers qui sont venus dans notre pays pour voler nos richesses du sous-sol et tuer nos compatriotes. Il y a un temps pour tout. Nous avons assez fait la guerre, le temps de la paix est arrivé.

Réponse 9-7 (Groupes armés pro CPC) : L'objectif des groupes armés n'est pas de combattre les FACA qui sont des frères, parce que nous appartenons tous à la même patrie qu'est la Centrafrique. Mais si elles nous attaquent, nous réagirons en légitime défense. Cela dit, je pense qu'en l'état actuel des choses, les FACA version Touadera ne seront pas en mesure de récupérer toutes les villes que nous, groupes armés, occupons depuis pratiquement dix ans. L'armée nationale que Touadera a fortement tribalisé et politisé, est très mal équipée, très mal entraînée et sous embargo des Nations Unies. Elle ne fait pas le poids devant la puissance de feu des groupes armés qui sont mieux équipés. Même les mercenaires russes du groupe Wagner ne sont pas de véritables guerriers comme nous, mais avons toujours souhaité nous retirer volontairement des villes que nous occupions pour éviter d'engager des combats inutiles qui feraient des

victimes collatérales parmi les populations civiles que nous protégeons. Les mercenaires russes de Wagner ne nous font pas peur.

Réponse 10-7 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Ah oui, je dois être honnête et lucide. Ce n'est pas parce que je ne suis pas d'accord avec le président Touadera sur un certain nombre de choses que je dois cracher sur ses réussites. Les FACA, avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais, sont en train de faire un excellent travail sur le terrain. En quelques six mois, notre armée contrôle désormais plus de 80 % du territoire national, selon les dires du gouvernement centrafricain. Donc c'est à saluer. Si les FACA et leurs alliés poursuivent la reconquête des villes de nos provinces avec le même élan, l'intégralité du territoire centrafricain sera recouverte bientôt.

Réponse 11-7 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Les FACA avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais font actuellement la joie du peuple centrafricain. En moins de six mois, plusieurs villes ont été libérées grâce à la bravoure de notre armée nationale. La vie reprend peu à peu son cours normal dans les zones qui étaient sous la coupe réglée des criminels des groupes armés depuis 2013. Donc pour moi, si les FACA et leurs alliés maintiennent la pression sur les groupes armés, tout le territoire centrafricain sera bientôt libéré.

Réponse 12-7 (Médias – Presse publique) : Oui je pense que l'appui des russes et des rwandais aux forces armées centrafricaines peut aider celles-ci à récupérer toutes les villes jadis occupées par les groupes armés. Maintenant la QUESTION est de savoir, jusqu'où ira cet appui ? Le jour où les russes et les rwandais vont se retirer, est-ce que les FACA seront en mesure de conserver les villes reconquises ? Toute la QUESTION est là. Parce que nous apprenons tous les jours que les rebelles de la CPC chassés des villes par les FACA et leurs alliés russes et rwandais, se livrent à une guérilla d'autant qu'ils lancent des attaques sporadiques contre nos soldats

et se retirent dans la forêt. C'est une sorte de guerre asymétrique que les rebelles de la CPC tentent d'instaurer et c'est très difficile à gérer, car cela fait appel à des moyens conséquents en hommes et en matériels.

Réponse 13-7 (Médias – Presse écrite) : Les forces armées centrafricaines avec l'appui de leurs alliés russes et rwandais sont bel et bien capables de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain, si les choses continuent de se faire avec le même élan actuel. D'ailleurs, les faits le démontrent à suffisance car les nouvelles du terrain nous font comprendre que tous les jours, de nouvelles localités sont reprises aux groupés armés qui prennent la poudre d'escampette dès que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes qu'ils contrôlent. Cependant, les rebelles qui détalent, conservent leurs capacités de nuisance car les villes leur sont reprises quasiment sans combat et ils continuent de vadrouiller avec armes et bagages dans les parages. Souvent, on apprend qu'ils lancent des attaques sporadiques sur les FACA et leurs alliés et se retirent, ce qui s'apparente à de la guérilla difficile à contenir. Ce scénario est très redouté par les stratèges du ministère de la Défense avec lesquels j'ai pu échanger il y a quelques jours. Je suis également inquiet parce qu'il ne suffit pas de reconquérir une ville et croiser les bras ; il faut l'occuper dans la durée et la sécuriser. Or avec l'effectif réduit des FACA et l'immensité du territoire centrafricain qui fait 623 000 km², l'après reconquête des villes par l'armée nationale sera l'équation la plus difficile à résoudre par le professeur de mathématiques au pouvoir à Bangui.

Réponse 14-7 (Médias – Presse électronique) : C'est difficile parce que la République centrafricaine c'est 622 000 km², avec l'effectif actuel des FACA qui est très réduit, la reconquête du territoire national sera compliquée. Même avec l'arrivée des alliés russes et rwandais, l'effectif de l'armée nationale ne dépasse pas trente mille hommes. Si on prend l'exemple du Tchad, l'armée compte plus de soixante mille hommes. L'armée nationale étant sous embargo, ne pourra pas recouvrer l'intégralité du territoire

national. On a pu remarquer que les villes qui ont été reprises aux rebelles, l'ont été presque sans combat. Les rebelles, dès qu'ils apprennent que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes, prennent la fuite afin d'éviter les confrontations directes, mais ils se volatilisent dans la nature tout en gardant leurs équipements. Il y aura une guerre d'usure, c'est à dire que les groupes armés vont opter pour une méthode de guérilla comme au temps des zaraguina. On se souvient du convoi du Pasteur Guerekoyame qui a été attaqué par les hommes de la CPC sur l'axe Bambari – Bria, où des véhicules du serviteur de Dieu ont été incendiés et ceux de ravitaillement des FACA aussi par des hommes en armes. Donc déjà, nous sommes dans une guerre d'usure. Normalement, quand on conquiert une ville, il faudrait y déployer un contingent pour la protéger, mais par manque d'effectif, seulement une poignée de soldats prend en charge la sécurité de ladite ville. Rien que l'UPC et les 3R dépassent largement cinquante mille hommes. C'est vrai l'arrivée des alliés russes et rwandais est une bouffée d'oxygène pour le pays en matière sécuritaire, mais il faudrait aussi s'entendre avec les pays voisins pour sécuriser les frontières communes. Car les étrangers qui composent les groupes armés en Centrafrique, viennent de ces pays voisins. Ils commettent des exactions sur le territoire national et s'enfuient pour aller se cacher dans leurs pays respectifs. Sans cette entente avec les pays voisins, ce serait comme si on essayait de bloquer l'eau avec une passoire. Le gouvernement se contenterait seulement de sécuriser la ville de Bangui, même le corridor Bangui – Garoua Mboulaï serait en insécurité car l'on ne pourra pas mettre un soldat dans chaque coin de la route. On ne peut non plus sécuriser ce pays sans passer par le dialogue, car les groupes armés vont rester avec leur colère en eux et imposer une guérilla au détriment de la population. On a déjà commencé à assister à cela, avec des convois de marchandises en provenance du Cameroun être attaqués par les éléments de la CPC. Même si on arrive à récupérer leurs armes, ils vont toujours s'en procurer car ils en ont les moyens financiers. Les revenus que génère l'exploitation illicite des puits de diamants et d'or dans les zones qu'ils contrôlaient, sont

largement suffisants pour s'acheter des armes et des munitions. Depuis plus cinq ans, les groupes armés exploitent les ressources naturelles et se sont beaucoup enrichis, donc ce n'est pas en quelques jours que l'on va mettre fin aux activités florissantes des chefs de guerre. Récupérer une kalachnikov ne signifie pas détruire les rébellions. On a vu comment ce genre de crise en Colombie. Les rebelles ont accepté eux-mêmes de déposer les armes et se sont assis autour d'une table de négociation avec le régime en place. Donc tant que n'aura pas résolu le problème centrafricain par le dialogue entre les centrafricains, tout ce qu'on est en train de faire ne serait que peine perdue. On va continuer à ramener le peuple dans un cycle de violences, car les groupes armés sont expérimentés dans leurs activités violentes et en tirent d'énormes profits. Cela fait déjà plus de cinq ans qu'ils sont dans la brousse, donc ce n'est pas rester encore cinq ans encore dans le maquis qui va les décourager, surtout que ça leur profite. C'est une bonne chose que les alliés russes et rwandais soient là, mais le gouvernement doit prôner le dialogue sans pour autant exclure qui que ce soit. Sans le dialogue avec l'ensemble des acteurs de la crise, on ne va pas régler le problème. Quand on dialogue seulement avec ceux qui sont à Bangui tout en mettant de côté les hommes en armes qui sont dans les provinces, on ne va pas régler le problème. Il faut dialoguer avec ceux qui ont pris les armes aussi afin de ramener la paix au pays.

Réponse 15-7 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Les FACA, avec l'appui des alliés russes et rwandais, sont bel et bien capables de reconquérir tout le territoire centrafricain. Les terroristes de la CPC et leur soutien français sont aux abois. De janvier 2021 à aujourd'hui, les FACA et les alliés ont pu, en quelques mois, défaire les groupes armés entretenus par la France alors que la MINUSCA qui est dans notre pays depuis 2014 laisse faire les rebelles. Les médias occidentaux tels que RFI et France 24 doivent savoir que leurs campagnes haineuses contre les FACA et les russes ne changeront rien, car l'ultime juge c'est le peuple centrafricain qui exige des résultats. Aujourd'hui,

plusieurs régions de notre pays sont redevenues fréquentables et les populations y vaquent librement à leurs occupations. Quant aux exactions dont sont accusés les russes et la CPC, je laisse cela entre les mains de la justice.

Réponse 16-7 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Les FACA et leurs alliés sont en mesure de reprendre toutes les villes jadis illégalement occupées par les groupes armés. Vous êtes chercheur, je crois que vous suivez régulièrement les nouvelles qui viennent du front. Laissez-moi vous dire qu'aujourd'hui, les FACA et leurs alliés contrôlent plus de 90 % du territoire centrafricain. Donc d'ici à quelques mois, on ne parlera plus de ces criminels de la CPC dans notre pays. Je saisis cette occasion pour remercier le président Vladimir Poutine et le peuple russe, ainsi que le président Paul Kagamé et le peuple rwandais qui ont bien voulu prêter mains fortes aux FACA dans la reconquête du territoire centrafricain des mains des terroristes de la CPC. J'exhorte le président Touadera à poursuivre avec ce langage de fermeté face à tous ceux qui défient l'autorité de l'Etat, car comme disait le président Sarkozy, je cite « On ne négocie pas avec les terroristes, on les combat ». J'appelle le peuple centrafricain et toute la jeunesse de notre pays à maintenir leur soutien total et indéfectible au président Touadera dans cette mission très difficile de pacification et de sécurisation de notre territoire. Toutes les mains invisibles qui soutiennent, financent et équipent les terroristes de la CPC doivent savoir qu'elles rencontreront le peuple souverain centrafricain sur leur chemin.

Réponse 17-7 (Partis politiques – opposition démocratique) : Tout ne se résume pas à la reconquête des villes de l'intérieur du pays des mains des groupes armés. Reconquérir les villes jadis occupées par les groupes armés ne signifie pas forcément le retour de la paix en Centrafrique. La solution à notre crise est politique et donc il faut un dialogue inclusif avec tout le monde sans exclusive afin de trouver un consensus et sortir notre pays de l'ornière.

Réponse 18-7 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Malgré les nombreuses exactions perpétrées par les instructeurs russes sur les civiles, les FACA appuyées par nos amis russes et rwandais sont en train de réaliser une véritable prouesse. Si le cap est maintenu, je pense que tout le territoire centrafricain serait libéré d'ici à quelques mois. En quelques mois, ils ont pu réaliser ce que la MINUSCA et l'opération Sangaris de la France n'ont pu faire depuis 2014. Donc bravo !

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 7

QUESTION 8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse 1-8 (Communauté internationale – Union africaine) : Je n'en sais rien non plus.

Réponse 2-8 (Confessions religieuses – Imam) : Les rebelles exploitent beaucoup nos diamants et or qu'ils vendent aux occidentaux. Si cela continue comme ça là, ils vont vider tous nos diamants et or. Les russes aussi exploitent beaucoup, beaucoup nos richesses du sous-sol.

Réponse 3-8 (Confessions religieuses – Pasteur) : Mais bien sûr que oui. Vous êtes sans ignorer que nos diamants, or et bois sont exploités illicitement par les groupes armés, c'est même ça qui représente leur première source de revenus. Donc cette guerre est mise à profit par les chefs de guerre et leurs soutiens aussi bien occidentaux que locaux pour piller nos richesses naturelles.

Réponse 4-8 (Confessions religieuses – Animiste) : Les rebelles sont des voleurs. Ils sont venus voler nos diamants et or. Si on les laisse, ils vont tout vider. Donc il faut que les FACA continuent à les chasser de notre territoire.

Réponse 5-8 (Ligue des droits de l'homme) : Mais bien entendu, parce que toutes nos richesses naturelles surtout font actuellement l'objet de pillage de la part des groupes armés et leurs soutiens occidentaux.

Réponse 6-8 (Ligue des droits de l'homme) : Les prédateurs profitent de ce conflit pour détruire en toute impunité nos richesses que vous venez de citer. Les trafiquants de diamants, or et de bétail sont aux anges parce que l'Etat est absent dans les zones où foisonnent ces richesses. La nature ayant horreur du vide, les groupes armés occupent tranquillement les espaces délaissés par l'Etat et font mains basses sur les immenses richesses de notre pays. Les diamants, or et bois illégalement exploités sont écoulés sur le marché international en passant par nos pays voisins, notamment le Tchad, le Cameroun et le Soudan.

Réponse 7-8 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Le patrimoine culturel, je ne m'y connais pas. Je vous parlerai seulement du patrimoine naturel, notamment de nos richesses du sous-sol. Le diamant et l'or sont les premiers pourvoyeurs de fonds aux groupes armés qui les exploitent illicitement. L'argent gagné à travers ce commerce qui ne profite pas au peuple centrafricain, permet aux rebelles d'acheter des armes et munitions. Le diamant et l'or de notre pays qui sont d'excellente qualité et très appréciés sur le marché international, sont en train d'être pillés par les groupes armés.

Réponse 8-8 (Groupes armés anti CPC) : La guerre que connaît notre pays profite beaucoup aux étrangers qui exploitent nos richesses du sous-

sol. Nos diamants, or, bois et bétail sont exploités par les chefs des groupes armés, les parents de Touadera, les libanais et d'autres hommes d'affaires. Si ça continue comme ça, dans quelques années, nos richesses du sous-sol vont finir.

Réponse 9-8 (Groupes armés pro CPC) : Le conflit met en péril nos ressources naturelles parce que les mercenaires russes du groupe Wagner qui prétendent être en Centrafrique pour aider Touadera à sécuriser le pays les pillent. Ces mercenaires sont plus intéressés par nos diamants et or, ainsi que la sécurité de Touadera que par le bien-être du peuple centrafricain. C'est pour cela que la CPC exige le départ sans condition de ces mercenaires criminels de notre pays. Les parents, amis et proches du président de la République s'enrichissent également grâce au commerce du bétail, diamants et or. Il suffit de regarder leur train de vie, les voitures luxueuses qu'ils roulent sur les rouges boueuses et poussiéreuses de Bangui pour s'en rendre compte. A l'aéroport de Bangui M'Poko, les émissaires de Touadera sortent régulièrement avec d'énormes quantités de diamants et d'or qu'ils vendent à Anvers et à Dubaï. Les mercenaires russes, c'est pareil parce que leurs gros avions qui atterrissent régulièrement à Bangui, repartent avec de grosses quantités de diamants et or. Le gouvernement centrafricain leur a octroyé plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière qui leur permettent de se payer sur la bête. L'Etat ne peut pas régler les factures des sales boulots qui sont en train de faire dans notre pays, parce que les caisses du Trésor public sont désespérément vides, à cause des détournements massifs des deniers publics par les autorités de Bangui. Si rien n'est fait, les mercenaires russes vont piller tous nos diamants et or.

Réponse 10-8 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Les violences mettent en péril nos richesses naturelles en ce sens que les groupes armés en profitent pour les piller et les vendre à leurs parrains occidentaux. Je vais vous en donner deux exemples. Dans la

préfecture de la Ouaka, le tout puissant Ali Darass, chef de l'UPC exploite à outrance les mines d'or et de diamant. Dans la Nana Gribizi, notamment à Kaga Bandoro, le fameux Mahamat Alkhatim s'est érigé en grand commerçant de bétail. Dans le Bamingui Bangoran, le tout puissant Abdoulaye Hissein s'est reconverti en grand trafiquant de diamant et or. Mais pas que. Certains dignitaires du régime Touadera, à l'exemple du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissara est aussi un grand commerçant de bétail.

Réponse 11-8 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Mais vous savez très bien que la guerre n'épargne rien quand elle se déroule pendant de si longues années. Aujourd'hui, toutes nos richesses naturelles sont en train de partir en fumée à cause des groupes armés qui les exploitent et les vendent illicitement.

Réponse 12-8 (Médias – Presse publique) : Mais bien entendu, bien entendu. Ce conflit met bel et bien en péril nos richesses naturelles car celles-ci font actuellement l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certains responsables politiques du pouvoir de Bangui ou proches de celui-ci. Il y a également des opérateurs économiques qui s'enrichissent énormément grâce à ce trafic autant que les chefs des groupes armés. Nous assistons à un pillage en règle de nos ressources naturelles. Le diamant, l'or, le bois et le bétail sortent en quantités industrielles à destination de l'Europe et de l'Asie en transitant par nos pays voisins. Il n'y a pas que les groupes armés et les opérateurs économiques qui s'enrichissent grâce à cette guerre, les grandes puissances comme la France, la Chine et la Russie profitent aussi énormément de cette guerre, car elles s'adonnent également au pillage de nos diamants, or et bois. C'est pour cela que plusieurs bras puissants s'agitent dans l'ombre pour que cette guerre ne finisse pas.

Réponse 13-8 (Médias – Presse écrite) : Absolument. Le patrimoine naturel composé des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bétail sont en train d'être pillés par les pays occidentaux dont la France, la Russie et les Etats-Unis. J'ajouterai à cette liste, la Chine qui est particulièrement gourmande dans la consommation des matières premières. Le sous-sol centrafricain est actuellement en train d'être rasé, tourné sens dessous dessus par toutes les puissances présentes sur le sol centrafricain. Je m'en vais vous en donner deux exemples qui vont certainement vous irriter. Les russes sont détenteurs de plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière avec lesquels ils sont en train d'exploiter à outrance, entre autres, des chantiers de diamants et d'or dans la Lobaye et la Ouaka. Les chinois quant à eux, nantis également des mêmes permis miniers que les russes, exploitent le diamant et l'or dans l'Ouham Pende et l'Ombella M'Poko. Ces deux puissants exploitent les ressources naturelles de notre pays sans le moindre respect de l'environnement et ce, au vu et au su de nos gouvernants. Les activistes défenseurs de l'environnement qui protestent régulièrement sont l'objet de menaces et de pressions inadmissibles de la part du régime de Bangui. Le bétail, lui aussi, fait l'objet de trafic illicite et très juteux de la part des chefs des groupes armés et de certains tenants du pouvoir en Centrafrique. C'est la même chose avec le bois des forêts de la Lobaye, de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéï qui sont coupés à longueur de journée et convoyés sous forme de grumes par de gros camions par des entreprises françaises à destination du port de Douala au Cameroun, avant d'être acheminés par bateaux en France. Donc vous voyez, tout notre patrimoine naturel tel que vous l'avez défini est en train de partir en fumée dans cette guerre que les puissances occidentales nous ont imposée.

Réponse 14-8 (Médias – Presse électronique) : Oui le conflit met le patrimoine, nos richesses en péril. On a vu des maisons incendiées par les rebelles qui ne respectent aucune règle en matière de la guerre. Certains groupes armés ne connaissent pas l'importance du patrimoine culturel,

mais en ce qui concernent le patrimoine naturel tel que vous l'avez défini, je l'ai déjà dit, les violences entre les FACA appuyées par leurs alliés et les groupes armés, détruisent ces richesses. Comment faire pour sécuriser le patrimoine, eh bien le gouvernement devra parler avec tous les acteurs du conflit afin de solliciter leur contribution aux efforts de protection de ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. Mais tant qu'on ne fera pas comprendre à ces groupes armés que le patrimoine appartient à tous et que tout le monde est appelé à contribuer à sa protection, ce sera difficile. Il est à noter qu'il n'y a pas que les rebelles qui mettent en péril le patrimoine culturel et naturel, les forces régulières et leurs alliés russes et rwandais en font autant. Le gouvernement devrait déployer une équipe indépendante et neutre sur le terrain afin de répertorier d'abord le patrimoine culturel et naturel, et ensuite sensibiliser les acteurs et toutes les populations sur l'intérêt de la préservation de ces richesses communes. Il faudrait communiquer suffisamment tout autour de ce patrimoine, en organisant des missions de terrain, car la télévision nationale ne couvre pas l'ensemble du territoire centrafricain, les radios non plus. Il n'y a que les grandes villes qui sont desservies par les stations de radiodiffusion sonore qui sont essentiellement communautaires. Il faudrait mettre à contribution les chefs de villages et les chefs des groupes armés.

Réponse 15-8 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Le patrimoine culturel et naturel de notre pays souffre énormément de cette guerre, car il est actuellement détruit par les criminels aux ordres des puissances étrangères. Pour vous en donner un exemple, lorsque les criminels de la Seleka ont pris le pouvoir le 24 mars 2013, ils ont mis à sac le musée Boganda qui est l'unique musée de notre pays. Des objets d'art d'incalculable valeur ont été détruits ou emportés par les vandales. Les administrations publiques ont été purement et simplement détruites, effaçant les traces de plusieurs décennies de durs labeurs de centrafricains qui se sont sacrifiés pour construire les archives pendant toute leur vie. Les archives qui sont des mines d'informations pour

les générations actuelles et futures sont parties en fumées du fait de criminels recrutés et financés par les puissances étrangères dont la France.

Réponse 16-8 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Vous êtes sans ignorer que les terroristes de la CPC se livraient au commerce illicite de nos ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bois et le bétail dans les zones qu'ils contrôlaient. Même à l'heure où je vous parle, ils continuent à le faire dans les quelques rares régions du pays où ils existent, mais ce n'est qu'une QUESTION de temps, car les FACA et leurs alliés sont à leurs trousses pour les neutraliser et mettre fin à cette pratique illégale. Par ailleurs, avant la fin du mois de décembre 2020, j'allais dire avant l'entrée en scène des alliés russes et rwandais, les groupes armés ont pillé nos diamants, or et bois. Ces richesses étaient ensuite revendues aux puissances occidentales, notamment à la France qui les finance et les équipe. C'est tout cela qui a mis Paris dans une colère noire contre le président Touadera qui s'emploie à mettre fin aux activités commerciales illégales des pierres précieuses de notre pays, en chassant les terroristes de la CPC. Je profite de cette occasion pour appeler les groupes armés qui sont restés fidèles à l'APPR-RCA de cesser immédiatement l'exploitation illégale de nos richesses du sol et du sous-sol. S'ils veulent vraiment aider le président Touadera à améliorer le quotidien de nos concitoyens centrafricains, il faudrait que ces richesses soient exploitées de manière légale afin que les taxes et impôts y relatifs soient versés au Trésor Public dont les caisses sont soumises à rude épreuve. Certains proches du chef de l'Etat qui se livrent également à ce commerce illicite doivent y mettre fin, car ils doivent donner le bon exemple. Les entreprises locales ou étrangères détentrices de permis d'exploitation forestière et minière dûment délivrés par l'Etat centrafricain, doivent respecter scrupuleusement la législation en vigueur, en payant régulièrement leurs impôts et taxes et en protégeant l'environnement. Ces richesses naturelles sont des biens publics dont l'exploitation doit profiter au peuple centrafricain. Quant à tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de corruption dans la délivrance des

permis miniers et pour lesquels les services compétents de l'Etat tels que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont fait des audits et produit des rapports à l'attention des autorités compétentes, ils doivent répondre de leurs actes devant la justice. Sur ce point, je pense que le président Touadera devrait faire preuve de fermeté et de courage, car toutes les affaires de corruption et de détournement de fonds publics présumés sont restées lettres mortes dans ses tiroirs. Cela n'est pas acceptable. Le peuple centrafricain s'impatiente face au manque de lutte efficace contre la corruption et l'impunité qui sont en train de gangréner notre pays. Depuis que le président est au pouvoir, les cas avérés de détournement de deniers publics et de corruption ne sont pas sanctionnés, je trouve cela incompréhensible et inacceptable. On ne peut pas continuer à fermer les yeux sur ces pratiques qui ternissent l'image de notre pays, car les bailleurs de fonds qui nous aident ne seront jamais contents de nous.

Réponse 17-8 (Partis politiques – opposition démocratique) : Mais bien évidemment, aujourd'hui les mercenaires de Wagner, les amis de Touadera se paient sur la bête sur le terrain en pillant toutes nos richesses naturelles. Touadera a distribué des permis d'exploitation et d'exploration minière à ses amis mercenaires russes qui sont en train dévaliser tous nos diamants, or et autre. Donc si on laisse Touadera comme ça, lui et ses amis russes vont tout piller. Le peuple centrafricain doit se lever comme un seul homme et lui dire non afin de sauvegarder nos richesses du sol et du sous-sol. Il n'y a pas que les russes qui pillent nos richesses naturelles, il y a également les parents et proches de Touadera qui s'y mêlent et qui s'enrichissent illicitement au détriment du peuple souverain. Vous n'avez qu'à observer les villas et voitures luxueuses qui poussent comme champignons dans la ville de Bangui pour vous en convaincre. Ces villas et voitures luxueuses appartiennent toutes à Touadera, ses parents, amis et connaissances.

Réponse 18-8 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Le patrimoine naturel et culturel de notre pays est actuellement en péril, d'autant qu'il fait l'objet de pillage de la part des groupes armés. Le butin de ce pillage organisé est vendu aux grandes puissances, au premier rang desquelles la France. Le diamant, l'or et le bois sont illégalement exploités et vendus sur le marché international au vu et au su de la communauté internationale.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 8

QUESTION 9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse 1-9 (Communauté internationale – Union africaine) : Je pense que si le gouvernement centrafricain mobilise toutes les forces vives de la nation autour de cette QUESTION, il pourrait, avec l'aide de tout le monde recenser tous ces biens.

Réponse 2-9 (Confessions religieuses – Imam) : Les centrafricains savent où se trouvent les richesses du sous-sol, donc si le gouvernement leur lance un appel, ils peuvent lui indiquer les zones de ces richesses. Le gouvernement peut utiliser la population pour avoir des renseignements sur les zones où les rebelles exploitent les richesses naturelles.

Réponse 3-9 (Confessions religieuses – Pasteur) : Le gouvernement centrafricain devrait faire une communication allant dans le sens d'appeler à la mobilisation générale autour de notre patrimoine culturel et naturel. Il faudrait encourager le peuple à adhérer et à soutenir à tous les projets dont l'objectif est l'identification des endroits où sont cachés ces trésors.

Réponse 4-9 (Confessions religieuses – Animiste) : Mais si le gouvernement ne sensibilise pas la population, comment peut-on l'aider à

identifier les richesses que vous venez de citer. Moi par exemple, je connais beaucoup de choses de nos ancêtres parce que je suis de la vieille génération. Donc si vous, jeunes d'aujourd'hui, ne vous approchez pas de moi, vous ne connaîtrez jamais les secrets de notre tradition. Vous imitez les blancs qui ont une culture tout à fait différente de la nôtre, vous ne faites confiance qu'à vos diplômes. C'est pour cela que les connaissances ancestrales vous manquent. Aujourd'hui, je suis voyante grâce à mon défunt père qui m'a révélé beaucoup de secrets. Si le gouvernement ne se rapproche pas de la population, on lui cachera beaucoup de choses. Les plantes et les feuilles que j'utilise pour traiter mes patients m'ont été révélées par mon père, avec la bénédiction des esprits de mes ancêtres. Quand il y a un problème, je consulte ces esprits bienveillants qui me révèlent la démarche à suivre et cela marche toujours. Ce sont des richesses, si mes enfants ne s'approchent pas de moi, ils n'en sauront rien du tout. Après ma mort, il n'y aura personne pour perpétuer ces pratiques qui soignent toutes sortes de maladies. Ce sont des richesses culturelles qu'il faut savoir transmettre de génération en génération.

Réponse 5-9 (Ligue des droits de l'homme) : La communication est une arme redoutable, si bien que le gouvernement doit la manier avec dextérité. Les gouvernements devraient associer la population dans l'identification de tous les biens culturels et naturels de notre pays. Les partis politiques et les collectivités territoriales doivent également être mis à contribution.

Réponse 6-9 (Ligue des droits de l'homme) : Le gouvernement peut réaliser plusieurs types de communications possibles. Je commencerai par une communication publique à l'endroit de la population qui doit être sensibilisée à contribuer au recensement de nos richesses naturelles et culturelles. Il y a ensuite une communication territoriale à adresser aux collectivités qui ont également des contributions à apporter. Enfin, je proposerai une communication politique en direction des partis politiques qui doivent aussi être impliqués dans cette démarche. Mais tout cela

nécessite l'élaboration d'un plan de communication annexée sur une stratégie clairement définie et mis en œuvre par des professionnels.

Réponse 7-9 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Le recensement des zones de diamants et d'or nécessite également la mise à contribution des communautés de base. Celles-ci savent où ces richesses se trouvent, donc elles peuvent aider le gouvernement centrafricain à identifier les zones concernées. Il faudrait également impliquer les responsables des mairies, préfectures et sous-préfectures, ainsi que les leaders des partis politiques. Tout ce beau monde ne peut que fournir des indications, mais pour bien cartographier nos richesses minières, il faudra réaliser des explorations aux normes internationales.

Réponse 8-9 (Groupes armés anti CPC) : Moi je ne sais pas. C'est à Touadera de voir comment parler aux gens sur les richesses de notre pays. C'est lui qui est au pouvoir, pas nous les Anti-Balaka. En tout cas, je ne sais pas. Je ne sais quoi vous dire sur cette question.

Réponse 9-9 (Groupes armés pro CPC) : Si le gouvernement centrafricain veut recenser nos richesses naturelles, il devra collaborer avec nous, groupes armés, qui contrôlons une grande partie du territoire national. Toutes les zones qui regorgent les richesses naturelles du pays sont contrôlées par nous, donc il n'y a que nous qui pouvons montrer au gouvernement les endroits où se trouvent ces richesses. La population peut également être mise à contribution dans cet exercice, car elle aussi détient beaucoup d'informations concernant les endroits où se trouvent nos richesses du sol et du sous-sol. Par exemple, la population sait où se trouvent les zones de diamants et d'or, ainsi que les forêts regorgeant des espèces de bois et d'animaux recherchées. Ce qui est sûr, cette guerre finira un jour, car il n'y a pas de guerre éternelle. Les grandes guerres civiles telles que celles de l'Angola, Sierra Léone et Libéria ont quand même pris fin, donc ce n'est pas la nôtre qui va s'éterniser. Il nous appartient, à nous

centrafricains, en revanche de créer les conditions nécessaires à l'arrêt définitif de ces violences qui n'ont que trop duré.

Réponse 10-9 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Je pense que le gouvernement ferait mieux d'associer l'ensemble de la population aux activités de recensement de nos richesses naturelles. La population sait où se trouvent nos diamants, or et bois par exemple. Les collectivités territoriales doivent également être mises à contribution.

Réponse 11-9 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : A mon humble avis, le gouvernement devrait mettre à contribution toute la population centrafricaine qui pourrait l'aider à localiser nos richesses naturelles. Vous savez que nos concitoyens qui vivent dans les villages sont de grands géologues, car ils mènent eux-mêmes des recherches qui leur permettent de savoir où sont cachés nos diamants et or. Ces connaissances les orientent vers les endroits où creuser pour extraire les diamants et or. Donc en un mot, il faudrait que le gouvernement sensibilise la population à cet effet.

Réponse 12-9 (Médias – Presse publique) : Je pense que le gouvernement peut réaliser trois types de communications à l'effet de procéder au recensement de notre patrimoine culturel et naturel. La première communication concernerait la population qui devrait être invitée à fournir aux autorités des informations sur la localisation de tout ce qui est patrimoine culturel et naturel. La seconde communication concernerait les élus, leaders politiques et religieux. Le gouvernement peut les inviter à sensibiliser leurs électeurs et adeptes afin qu'ils fournissent eux-aussi toutes les informations concernant l'emplacement de notre patrimoine culturel et naturel. La dernière communication concernerait les puissances occidentales avec lesquelles le gouvernement peut signer des accords afin qu'elles procèdent à l'exploration de nos richesses minières enfouies dans notre sous-sol.

Réponse 13-9 (Médias – Presse écrite) : Le patrimoine culturel est un bien commun appartenant à tout le peuple centrafricain, donc son recensement ne peut se faire sans ce dernier. Il faudrait sensibiliser d'abord les centrafricains sur le fait que ce sont des biens dont la mise en valeur pourrait générer d'importants revenus pour les caisses de l'Etat. Par exemple, les monuments et vestiges qui font partie du patrimoine culturel, la population peut aider les autorités à pouvoir les localiser avec précision car elle seule sait où ils se trouvent exactement. Ce serait le même scénario pour nos richesses naturelles que sont, entre autres, le diamant, l'or et le bois. Je me souviens quand j'étais tout jeune au lycée, je me rendais chez mes parents dans la Sangha Mbaéré dans les années 80. Mes parents n'ayant pas les moyens financiers pour préparer mes rentrées scolaires, j'étais obligé d'aller travailler dans les chantiers de diamants dont l'exploitation se faisait de manière très rudimentaire. Cela me permettait d'avoir le budget nécessaire pour m'acheter mes fournitures scolaires et m'acquitter de mes redevances scolaires. Donc encore une fois, la population peut aider les gouvernants à localiser les endroits où sont enfouis les diamants et l'or qui font l'objet d'exploitation artisanale par les autochtones. Pour me résumer, le gouvernement devrait faire une vraie communication publique à destination de toute la population centrafricaine afin qu'elle l'aide à localiser toutes nos richesses naturelles et culturelles. Par ailleurs, les élus tels que les maires, chefs de villages et députés devraient également être mis à contribution, car ils ont une bonne audience au sein de leurs électors respectifs. Cela fait appel donc à une sorte de communication politique du gouvernement à destination de ces élus. En ce qui concerne les richesses comme le fer, l'uranium et le pétrole, le régime de Bangui peut profiter de la présence de ses alliés russes et rwandais qui appuient l'armée nationale à reconquérir les localités jadis occupées par les groupes armés pour faire de l'exploration.

Réponse 14-9 (Médias – Presse électronique) : Cela devrait également se faire à travers la sensibilisation d'abord de tous les acteurs de la crise, puis de l'ensemble de la population centrafricaine. Il faudrait expliquer aux chefs des groupes armés que le patrimoine culturel peut générer des devises importantes pour la République centrafricaine, à travers le tourisme. Par exemple, expliquer aux acteurs en quoi le monument de Boganda peut-il être une source de revenu pour le pays, car on peut rendre leur visite payante aux touristes aussi bien étrangers que nationaux. Un autre exemple est celui des monolithes de la ville de Bouar qui peuvent rapporter des devises à la municipalité, grâce au tourisme. Tout cela fait appel à la sensibilisation des populations à travers la télévision et la radio qui sont des médias de masse. On peut également mettre à contribution les réseaux numériques où on peut poster les photos et vidéos du patrimoine culturel et naturel pour l'information des personnes qui auraient l'intention de les visiter. Par contre, pour le patrimoine naturel, c'est un peu compliqué, car les groupes armés tirent profit du trafic illicite qu'ils en font. Je pense que le manque de protection de nos richesses naturelles est également à l'origine de la crise que nous connaissons depuis plusieurs années. Le gouvernement devra faire de la sécurité du patrimoine naturel une priorité, car les diamants qui sont produits dans les zones sous le contrôle des groupes armés sont considérés comme des diamants du sang, donc susceptibles de ne pas être vendus sur le marché international. Tant qu'il n'y aura pas la paix dans le pays, il risquera toujours de brader nos diamants. Cette communication ne devra pas se limiter seulement à Bangui, car ici on peut facilement se servir de la télévision et de la radio pour s'adresser à la population, mais en provinces, les choses sont un peu compliquées, car les villes de l'arrière-pays ne sont toutes couvertes par les médias de service public. En provinces, la majorité de la population centrafricaine est analphabète et donc il faudrait sensibiliser en langue Sango qui est comprise sur toute l'étendue du territoire national. La sensibilisation peut se faire à travers des spots télévisés et/ou radiodiffusés en expliquant clairement

l'importance du patrimoine tant pour les générations présentes que pour les générations futures. Les richesses du sol et du sous n'appartiennent pas seulement aux générations actuelles, elles appartiennent aussi aux générations à venir.

Réponse 15-9 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Je ne suis pas spécialiste de la communication, mais il me semble que si le gouvernement implique toute la population centrafricaine dans les activités de recensement du patrimoine culturel et naturel, cela pourrait donner de bons résultats. Les centrafricains savent où sont cachés le diamant et l'or par exemple, donc ils peuvent fournir des informations y relatives aux politiques.

Réponse 16-9 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Je pense que la contribution de tous les citoyens centrafricains est importante, car chacun dans son petit coin sait où se trouve tel ou tel autre richesse. Si le gouvernement sensibilise la population dans ce sens, je pense qu'il sera à même de recenser tous ces biens. Mais la première étape, c'est la sécurisation de tout le territoire national, car tant qu'une partie de notre pays sera encore contrôlée par un groupe armé, il serait difficile à l'Etat d'y faire l'état des lieux de nos richesses culturelles et naturelles. Donc pour me résumer, ce recensement doit être précédé du redéploiement de l'Etat sur l'ensemble du territoire national. C'était le côté communication publique en direction de la population. Ensuite, les leaders des partis politiques, les maires, préfets et sous-préfets devraient également être mis à contribution en vue de collecter toute information relative à la situation des richesses culturelles et naturelles du pays. Il faudrait donc de la communication politique en direction des milieux politiques qui, à leur tour, sensibiliseront leurs adhérents et sympathisants dans ce sens. Une communication territoriale de la part du gouvernement centrafricain devrait également s'adresser aux collectivités afin que les responsables puissent sensibiliser leurs administrés à s'impliquer dans le projet.

Réponse 17-9 (Partis politiques – opposition démocratique) : La seule communication qui vaille, c'est de rassembler tout le monde autour d'une table et prendre en compte leurs vœux. Touadera doit associer tout le monde à la gestion de la chose publique. Le consensus est l'une des clés pouvant nous permettre de veiller sur nos richesses naturelles.

Réponse 18-9 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Pour communiquer, il faut un canal, une cible et un contenu. Donc pour moi, le contenu c'est d'expliquer en quoi il est important de veiller sur notre patrimoine culturel et naturel. La cible, c'est tout le peuple centrafricain qui doit être sensibilisé sur ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. Le canal par excellence, ce sont la radio et la télévision qu'il faudrait mettre à profit afin d'atteindre le maximum de compatriotes possible.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 9

QUESTION 10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse 1-10 (Communauté internationale – Union africaine) : Tout ce qui concerne la sécurité sur le territoire centrafricain relève tout d'abord des forces de défense et de sécurité. Mais vu le contexte difficile dans lequel ces forces travaillent actuellement, l'état centrafricain peut faire appel aux casques bleus de la MINUSCA par exemple pour sécuriser son patrimoine culturel et naturel. Le mandat de la MINUSCA inclut aussi ce volet, c'est-à-dire porter main forte aux forces de défense et de sécurité centrafricaines en vue de protéger les civils et les biens se trouvant sur le territoire national.

Réponse 2-10 (Confessions religieuses – Imam) : Mais il faut que le gouvernement envoie les FACA dans les zones où se trouvent les richesses

de notre pays pour les protéger. Le rôle des FACA, gendarmes et policiers c'est d'assurer notre sécurité et celle de nos biens aussi. Le gouvernement doit envoyer les FACA, accompagnés des russes et rwandais pour chasser tous les rebelles qui exploitent nos diamants et or.

Réponse 3-10 (Confessions religieuses – Pasteur) : La meilleure communication que le gouvernement centrafricain puisse réaliser afin de sécuriser nos richesses naturelles, c'est l'usage de la violence légitime. Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça. Tous les groupes rebelles qui exploitent illicitement nos richesses naturelles sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent être traités comme des objectifs militaires. Ils doivent être purement et simplement neutralisés.

Réponse 4-10 (Confessions religieuses – Animiste) : Vous voulez que je vous dise quoi ? Si le gouvernement veut que nos richesses soient en sécurité, il faut qu'il envoie notre armée pour les protéger. C'est le rôle du gouvernement d'assurer la sécurité dans notre pays.

Réponse 5-10 (Ligue des droits de l'homme) : Vous savez que la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain relève de la responsabilité des pouvoirs publics. Cela dit, compte tenu du contexte actuel où les FACA et leurs alliés engrangent des points dans les combats qui les opposent aux groupes armés sur le terrain, l'unique communication qui vaille pour la sécurité de nos richesses naturelles, est celle de la fermeté. Tous ceux et toutes celles qui exploitent illégalement nos richesses naturelles doivent être arrêtés, traduits en justice et punis de manière exemplaire. Ensuite, les autres contrevenants qui font résistance doivent être purement et simplement traités comme des objectifs militaires. L'heure de la négociation est révolue.

Réponse 6-10 (Ligue des droits de l'homme) : Je ne vois pas d'autre solution que de faire usage de la violence légitime pour sécuriser nos

richesses naturelles qui souffrent de commerce illicite. Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça.

Réponse 7-10 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) :

Le rôle de la police, de la gendarmerie et de l'armée est d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur le territoire national. Donc je pense que le gouvernement devrait déployer dans les zones abritant nos richesses naturelles, les forces de défense et de sécurité pour en assurer la sécurité.

Réponse 8-10 (Groupes armés anti CPC) :

Pour la sécurité de nos richesses, Touadera doit envoyer les FACA dans toutes les zones, si non les rebelles vont continuer à les exploiter. Il faut que Touadera demande aux russes et rwandais de continuer à appuyer les FACA dans les combats contre les groupes armés afin de les chasser de toutes les zones où se trouvent le diamant, l'or, le bois et le bétail. Le rôle de l'armée c'est de protéger le pays.

Réponse 9-10 (Groupes armés pro CPC) :

Il est vrai que la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain, relève d'abord de la responsabilité de l'Etat. Mais cela n'empêche pas que chaque citoyen de là où il se trouve, y apporte sa petite contribution en fournissant aux autorités compétentes des informations concernant tout acte qui serait de nature à nuire à la sécurité de nos richesses naturelles. A cet égard, le gouvernement devrait réaliser une bonne communication publique à l'endroit des populations dans ce sens. Par ailleurs, les responsables des collectivités, quartiers, arrondissements, lieux de culte, associations, groupements et que sais-je encore, devraient être la cible de communication gouvernementale relativement à la sécurité de nos ressources naturelles. En retour, ces mêmes responsables que je nommerais comme les maires, préfets, sous-préfets... sensibiliseront leurs administrés relativement à la sécurité de notre patrimoine culturel et naturel. Pour finir, Touadera doit composer avec nous, groupes armés, qui

disposons d'importantes capacités de nuisance sur le terrain afin que, de notre côté aussi, nous puissions mettre à contribution nos hommes et les populations habitant les zones que nous contrôlons.

Réponse 10-10 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : En ces temps de guerre, il n'y a pas d'autre solution que de neutraliser les groupes armés qui se livrent au trafic des ressources naturelles. Il faut déployer les forces de défense et de sécurité sur le terrain afin de sécuriser ces richesses. Aussi, les responsables de ces pratiques illégales doivent être arrêtés et traduits en justice.

Réponse 11-10 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Nous sommes en guerre, donc l'usage de la violence légitime par nos forces de défense et de sécurité est la seule alternative pour assurer la sécurité de nos richesses naturelles. En l'état actuel des choses, les criminels des groupes armés n'entendent que le langage des armes.

Réponse 12-10 (Médias – Presse publique) : La sécurité de nos richesses naturelles passe par un langage de fermeté de la part du gouvernement. Il doit dans un premier temps arrêter tous ceux qui se livrent au trafic illicite de ces richesses naturelles et les traduire devant la justice. Ces trafiquants illégaux doivent être sanctionnés de manière exemplaire afin de dissuader ceux qui seraient tentés de se livrer aux mêmes activités. Enfin, le gouvernement doit déployer les forces de défense et de sécurité là où se trouvent nos richesses naturelles afin d'en assurer la sécurité.

Réponse 13-10 (Médias – Presse écrite) : La sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire centrafricain relève de la responsabilité des forces de défense et de sécurité. Pour moi, le gouvernement dispose de deux solutions pour protéger les richesses culturelles et naturelles. Tout d'abord, tout le monde sait que l'immensité

des ressources naturelles du sol et sous-sol de notre pays fait partie des causes de cette crise que nous connaissons depuis des décennies. Tous ceux qui exploitent illégalement ces richesses doivent être arrêtés, traduits en justice et sanctionnés de manière exemplaire conformément à la loi. Cela dissuaderait les bandits de tout acabit qui se livrent à ce trafic illicite qui ne profite pas au peuple centrafricain. La deuxième option est l'utilisation de la violence légitime. Les groupes armés, en l'état actuel des choses, ne comprennent que le langage des armes que leur imposent actuellement l'armée nationale et des alliés russes et rwandais. Pour être plus explicite avec vous sur ce point, il faut que le gouvernement déploie l'armée là où se trouvent nos richesses naturelles afin que celles-ci soient protégées. Je n'en vois pas d'autres possibilités que la violence légitime qui imposerait l'autorité de l'Etat partout où il y a nos diamants, notre or, nos bois et nos espèces fauniques victimes de braconnage de la part d'hommes lourdement armés venus souvent des pays limitrophes tels que les deux Soudan, les deux Congo, le Cameroun et le Tchad.

Réponse 14-10 (Médias – Presse électronique) : Comme je l'ai dit tantôt, le gouvernement devra tout d'abord expliquer au public en quoi il est indispensable protéger notre patrimoine, car il est constitué de richesses qui appartiennent à tout le peuple centrafricain. Le meilleur moyen de le faire, reste et demeure la sensibilisation en utilisant les médias de masse que sont la télévision et la radio. Pour les acteurs du conflit, il faudrait se mettre autour d'une table et parler de ce patrimoine. Il appartient au gouvernement d'organiser cette rencontre à laquelle devrait participer tout le monde sans exclusive. Il revient au pouvoir en place de mobiliser les politiques, religieux, non religieux, défenseurs de l'environnement, défenseurs des droits de l'homme, collectivités territoriales et autres dans le but de gagner l'adhésion de tout le monde concernant la nécessité de la protection du patrimoine. Cependant, le pouvoir ne devrait pas hésiter d'utiliser la violence légitime pour protéger ce patrimoine face aux personnes qui seraient tenter de se mettre en marge du dialogue. Je pense

que le fait que les FACA et leurs alliés russes et rwandais reprennent les zones minières par la force d'entre les mains des groupes armés, est également une manière de communiquer. Pour me résumer, la communication du gouvernement centrafricain relative à la protection du patrimoine naturel et culturel devrait allier sensibilisation, dialogue et violence légitime.

Réponse 15-10 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : La sécurité de ce patrimoine qui est un bien commun à tous les centrafricains, relève de la compétence des forces de sécurité et de défense. Quand les FACA et les alliés défont les criminels de la CPC et les bootent hors des zones riches en ressources naturelles, c'est un message que le gouvernement renvoie à tout le monde. Ceux qui exploitent illégalement ces ressources doivent être arrêtés, traduits en justice et jugés publiquement afin de dissuader tous ceux et toutes celles qui seraient tentés de brader nos richesses naturelles. Les sanctions prises par les juges doivent être sévères et amplement médiatisées dans le but de dire à ceux qui pillent nos richesses naturelles au bénéfice des puissances étrangères, que s'ils continuent, le même sort leur sera réservé. La fermeté doit être le maître mot du gouvernement car la loi doit s'imposer à toute personne se trouvant sur le territoire centrafricain.

Réponse 16-10 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : On ne peut rien sécuriser sans la présence des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national. Cela dit, le président Touadera doit poursuivre l'œuvre de reconquête de nos villes de l'intérieur du pays, des mains des groupes armés, car la sécurité des biens et des personnes relève tout d'abord de la compétence de l'Etat. Pour sécuriser notre patrimoine culturel et naturel, il faut déployer nos forces de défense et de sécurité dans les endroits où se trouvent ces richesses afin de dissuader les personnes véreuses qui seraient tentées de les exploiter illicitement. La présence de l'armée nationale dans une zone où se trouvent diamants, or et bois par

exemple, est une forme de communication, c'est-à-dire le langage de la violence légitime et de la fermeté.

Réponse 17-10 (Partis politiques – opposition démocratique) : C'est la même réponse que je vous proposerai. La sécurité, c'est l'affaire de tous, donc Touadera doit associer tout le monde à tout qui a trait à l'intérêt général.

Réponse 18-10 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : La meilleure communication sécuritaire qui puisse exister, reste et demeure l'usage de la violence légale à l'endroit des groupes armés qui pillent nos richesses naturelles pour le compte des puissances occidentales qui les financent. Ensuite, il faut que tous ceux et toutes celles qui s'adonnent à l'exploitation illégale de nos richesses naturelles soient purement et simplement arrêtés et traduits en justice. L'heure du dialogue avec les criminels qui écument nos régions est révolue.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 10

QUESTION 11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse 1-11 (Communauté internationale – Union africaine) : Je ne suis pas au courant d'un quelconque trafic illicite qui serait pratiqué par qui que ce soit. Je n'en sais rien du tout.

Réponse 2-11 (Confessions religieuses – Imam) : Nos richesses naturelles sont aujourd'hui exploitées par les rebelles, les russes et certains parents et responsables politiques proches de Touadera. Je connais aussi des opérateurs économiques qui font la même chose.

Réponse 3-11 (Confessions religieuses – Pasteur) : Je vous l'ai déjà dit. Le trafic illicite de nos diamants, or, bois et bétails, pour ne citer que ceux-

là, est fait par les groupes armés et certains dignitaires et proches du régime de Touadera. Ce n'est plus un secret pour personne.

Réponse 4-11 (Confessions religieuses – Animiste) : Nos richesses dont vous parlez à l'instant font l'objet de pillage de la part de nos politiques. Les rebelles aussi, depuis qu'ils sont dans la brousse, ils font la même chose. C'est l'argent que les politiques gagnent à travers les diamants et l'or qui leur permet de construire des belles villas partout et acheter de belles voitures pour leurs femmes, maîtresses et enfants.

Réponse 5-11 (Ligue des droits de l'homme) : Les immenses ressources naturelles de notre pays sont également à l'origine de ce conflit interminable que nous connaissons dans notre pays. Le trafic illicite de ces ressources est pratiqué par les tenants du pouvoir, les opérateurs économiques et même certains fonctionnaires des Nations Unies qui travaillent à la MINUSCA. C'est totalement inadmissible. Le président Touadera cautionne par son silence, la corruption et les détournements massifs des deniers publics qui gangrènent le secteur minier dans notre pays. En 2019, si je ne me trompe pas, plusieurs députés et dignitaires du régime Touadera avaient été accusés de corruption dans la délivrance de permis d'exploration et d'exploration à des sociétés minières chinoises. Où en sommes-nous avec les enquêtes ? Que fait le président Touadera des rapports éloquents que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance lui a transmis à cet effet ? Plusieurs membres de son régime et certains membres de sa famille ont été pointés du doigt dans cette affaire qui fait la honte de notre pays, mais pourquoi le président Touadera est-il si silencieux là-dessus ?

Réponse 6-11 (Ligue des droits de l'homme) : Mais les partenaires du président Touadera que sont les groupes armés s'en donnent à cœur joie, cher Monsieur. Certaines autorités haut placées du régime actuel y sont également impliquées. J'ajouterai aussi les opérateurs économiques proches du pouvoir en place. S'il y a un secteur où la corruption bat tous

les records en Centrafrique, c'est celui des mines. Le chef de l'Etat préfère garder le silence parce que ce sont tous, ses amis qui mangent dans ces pratiques mafieuses.

Réponse 7-11 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) :

Tout le monde se livre au trafic illicite du diamant et de l'or. Les groupes armés, les opérateurs économiques et les tenants du pouvoir s'y mettent et ça les enrichit énormément.

Réponse 8-11 (Groupes armés anti CPC) :

Tous les groupes armés Seleka, Anti-Balaka, les parents de Touadera, russes, français, libanais et d'autres hommes politiques et hommes d'affaires font le commerce de diamants, or et bétail. Je connais un ministre de Touadera qui est devenu riche à cause du commerce de bétail qu'il achète à Kaga Bandoro et revend à Bangui. Même Touadera quand il voyage en Belgique et à Dubaï, il va avec beaucoup de diamants et or qu'il vend. L'hôtel Ledger de Bangui est l'endroit où les hommes politiques, hommes d'affaires et les rebelles vendent leurs diamants et or. C'est un grand centre de business. Pendant que le peuple centrafricain meurt de faim, nos autorités s'amuse avec l'argent là-bas, grâce aux diamants et or.

Réponse 9-11 (Groupes armés pro CPC) :

Je ne vais pas vous la lumière du soleil avec mon petit doigt. Le trafic illicite, tout le monde s'y met depuis des années. Les groupes armés, les autorités du pays, les puissances occidentales, etc. Bref, tout le monde trafique d'une manière d'une autre, le diamant, l'or, le bois, le bétail, les animaux des parcs naturels et j'en passe. Toutes les richesses naturelles faisant l'objet de ce que vous appelez trafic illicite sont vendues aux puissances étrangères que vous connaissez très bien. Je n'ai pas besoin de les citer. Même les opérateurs économiques centrafricains ou étrangers installés dans notre pays, sont tous impliqués dans le trafic des richesses naturelles. Le commerce des ressources naturelles est la première source de revenus des groupes armés.

Réponse 10-11 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Tout le monde pratique le commerce illicite des ressources naturelles. Les groupes armés, les parents de Touadera et les dignitaires du régime de Bangui y sont aussi.

Réponse 11-11 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Le commerce illicite des ressources naturelles est pratiqué par tout le monde : les groupes armés, les opérateurs économiques notamment les libanais, et certains hauts dignitaires du régime Touadera, y compris certaines personnalités appartenant à la famille présidentielle.

Réponse 12-11 (Médias – Presse publique) : Je pense avoir déjà répondu à cette QUESTION dans mes précédents propos. Si vous le voulez bien, je vais me répéter. Aujourd’hui, tous les chefs des groupes armés exploitent et vendent illégalement nos diamants, or, bois et bétail aussi bien sur le marché local qu’à l’étranger. Il y a également des membres du gouvernement et des proches du pouvoir en place qui exercent les mêmes activités en toute illégalité. Les leaders rebelles comme Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim, Nouredine Adam et Ali Darass se sont beaucoup enrichis grâce au commerce illicite des ressources naturelles. Les chefs des Anti Balaka font pareil, personne n’est épargné.

Réponse 13-11 (Médias – Presse écrite) : Le trafic illicite encore et toujours à l’ordre du jour de ce conflit. Tous les groupes armés se livrent au trafic de diamants, d’or, du bois et du bétail pour financer l’effort de guerre. Ce sont des activités commerciales qui leur procurent d’importants revenus qu’ils utilisent pour s’acheter des armes et des munitions sur le marché noir, et prendre en charge leurs troupes au front. Ce trafic illicite enrichit énormément les chefs des groupes armés comme Abdoulaye Hissein du FPRC, Ali Darass de l’UPC et Mahamat Alkhatim de l’UPC. Je me souviens avoir lu un article écrit par un consœur d’un quotidien

français qui faisait état de ce que le trafic illicite de diamant et d'or faisait gagner au minimum un million d'euros mensuellement à Ali Darass qui régnait en maître sur les mines de Ndassima situés dans la préfecture de la Ouaka son fief. Le commerce du bétail également fait empocher d'importants revenus dans la ville de Kaga-Bandoro à Mahamat Alkhatim dans la préfecture Nana Gribizi. Quant aux Anti Balaka, ils s'en mettaient à cœur joie dans le commerce du diamant, de l'or et du bois dans les préfectures de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéi. A cause de ce trafic illicite, tous les chefs des groupes armés sont devenus des multimillionnaires. Mais ils ne sont pas les seuls à se livrer à cette pratique. Certains proches du pouvoir de Bangui et gouvernants, ainsi que des opérateurs économiques expatriés et centrafricains sont également impliqués dans ce commerce illégal. Donc vous voyez, personne n'a aucun intérêt à ce que cette guerre s'arrête d'autant qu'elle enrichit beaucoup de personnes cachées dans l'ombre au su et au vu des autorités compétentes de notre pays. Les produits illégalement collectés sont écoulés dans les pays limitrophes ou achetés par certaines sociétés occidentales opérant en Centrafrique. Une autre partie de ces ressources est vendue en Europe ou en Asie en transitant par nos voisins. D'un côté le processus de Kimberley interdit l'achat des diamants et or provenant des zones de conflit comme la Centrafrique, de l'autre côté ces mêmes pays membres de ce processus sont les acheteurs de ces pierres précieuses des mains des chefs de guerre. Cela ne m'étonne guère car la communauté internationale a toujours été hypocrite dans la gestion des conflits qui minent les pays africains. Le cas de la RD Congo qui est juste en face de la capitale de notre pays en est un exemple patent. D'ailleurs ce sont les pays occidentaux qui financent et équipent les groupes armés qui écument les coins et les recoins des villes et villages qui regorgent des richesses premières dont les industries européennes, américaines et asiatiques ont besoin pour fonctionner. Le chaos instauré dans nos pays par les groupes armés est entretenu par les puissances comme la France, les Etats-Unis, la Russie et la Chine, pour ne citer que celles-là, afin de piller en toute impunité nos richesses

naturelles. Il y a toute une litanie de littératures qui ont pu démontrer de manière irréfutable que les smartphones, ordinateurs, téléviseurs, véhicules et avions qui sortent des industries des grandes puissances que j'ai citées tout à l'heure, ont été fabriqués avec des matières premières venant des pays africains en conflit.

Réponse 14-11 (Médias – Presse électronique) : Notre organe de presse a enquêté et écrit plusieurs articles sur le trafic illicite des ressources naturelles, notamment du diamant, de l'or, du bétail et des espèces fauniques protégées par les groupes armés. C'est le cas de l'UPC d'Alis Darass dans la préfecture de la Ouaka, du FPRC dans la préfecture du Bamingui Bangoran et des Anti Balaka dans la Sangha Mbaéré et la Mambéré Kadéï. Mais nos reporters ont également pu remarquer que certains contingents de la MINUSCA se livrent, en violation de leur mandat, au commerce de diamants et d'or dans les zones où ils interviennent pour protéger les populations civiles. Certains proches ou tenants du pouvoir à Bangui s'adonnent aussi au trafic illicite de ces richesses minières. Les diamants et l'or extraits du sous-sol centrafricain sont vendus dans les pays voisins tels que le Cameroun, Tchad, RD Congo et Soudan, ou bien ils transitent par ces mêmes pays à destination du marché international, c'est à dire Dubaï, Anvers et autres grandes villes occidentales. Certains trafiquants illégaux centrafricains ou étrangers installés à Bangui, se rendent dans les zones occupées par les groupes armés, achètent les pierres précieuses des mains des chefs de guerre et les revendent sur place dans la capitale centrafricaine. Pour mettre fin à ce trafic illicite qui ne profite pas au Trésor public centrafricain, le régime de Bangui devrait tout d'abord commencer par traduire en justice tous ceux et toutes celles qui le pratiquent. Ensuite, utiliser la force pour protéger fermement les zones dotées de richesses du sol et du sous-sol. Les contrôles au niveau des frontières terrestres et aériennes doivent être renforcés, car les trafiquants illégaux de nos ressources naturelles utilisent toutes les voies pour faire sortir leurs produits du pays. Certains ont été appréhendés au niveau de l'aéroport de Bangui M'Poko, d'autres à la frontière avec le Cameroun, et

d'autres encore au bord de la rivière Oubangui en tentant de traverser vers la RD Congo ou en descendant le cours d'eau pour se rendre au Congo Brazzaville. C'est ce trafic illicite du patrimoine naturel qui enrichit le plus les groupes armés, donc si on les empêche de le pratiquer, on aurait ainsi tari l'une de leurs sources importantes de revenus. C'est ça qui permet aux groupes armés d'avoir les fonds nécessaires à l'achat d'armes et de minutions sur le marché noir. Nous avons ouvert des rubriques dans les colonnes de notre journal pour en parler afin d'interpeller les autorités sur cette pratique illégale qui ne profite pas au peuple centrafricain, en ce sens qu'elle alimente la guerre et fait perdre des revenus importants aux caisses de l'Etat. Les richesses du sol et du sous-sol sont au nombre des causes de la guerre en Centrafrique.

Réponse 15-11 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Le trafic illicite de diamant, or et bétail a atteint des proportions impressionnantes et insupportables. Les chefs de guerre comme Ali Darass, Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim et certains politiques parents et proches du président Touadera sont pleinement impliqués dans ce trafic. Ils s'enrichissent énormément de ce trafic au grand dam du peuple centrafricain qui croupit sous le joug de la misère. Ils affichent un train de vie insolent qui se moque du peuple souverain. Tout ce trafic est entretenu par une corruption généralisée dans tous les compartiments de l'administration publique. Les biens et l'argent publics sont détournés à longueur de journée sans que les suspects ne rendent compte devant la justice. L'impunité est la règle d'or, car les tenants du pouvoir affirment haut et fort qu'ils ont tout le pays entre leurs mains. Il suffit de les voir se pavaner dans les rues de Bangui pour s'en rendre compte. Leur arrogance est ostentatoire. Tout cela se poursuit parce que le président Touadera cautionne avec son silence assourdissant qui est une sorte de complicité. La Cour des comptes, l'Inspection générale d'Etat et la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont commis des audits et écrit des

rapports accusateurs très éloquentes qu'elles ont transmis aux autorités compétentes, mais jusqu'ici, silence radio.

Réponse 16-11 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Le trafic illicite de nos ressources naturelles dont vous parlez est essentiellement pratiqué par les groupes armés, opérateurs économiques, certains politiques et proches du pouvoir. Je dois être honnête avec vous.

Réponse 17-11 (Partis politiques – opposition démocratique) : Mais je vous ai dit tout à l'heure que Touadera, ses parents, amis et connaissances, ainsi que les mercenaires russes du groupe Wagner ont monopolisé toutes les richesses naturelles de notre pays. Ils les pillent en toute impunité. Tout le monde le sait, non !

Réponse 18-11 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Aujourd'hui, le diamant, l'or et le bois centrafricains sont devenus la propriété des rebelles qui les exploitent illégalement et en toute impunité et les revendent aux pays étrangers. Certains proches connus du président Touadera sont également impliqués dans ce trafic illégal. Je n'oublie pas les opérateurs économiques libanais notamment qui s'y enrichissent au grand dam du peuple centrafricain.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 11

QUESTION 12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse 1-12 (Communauté internationale – Union africaine) : Bien entendu, les ressources naturelles sont des biens publics, donc il revient au gouvernement centrafricain de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de les faire profiter aux citoyens du pays.

Réponse 2-12 (Confessions religieuses – Imam) : Non, tout le commerce de diamants et or que les rebelles, les russes, opérateurs économiques et proches de Touadera font là, l'argent ne rentre que dans leurs poches. C'est cet argent qui leur permet d'acheter des voitures de luxe et de construire de belles villas à Bangui. Donc ces richesses ne profitent qu'à eux et à leurs familles.

Réponse 3-12 (Confessions religieuses – Pasteur) : Si le pillage des ressources naturelles continue avec le même élan, le peuple centrafricain ne peut en profiter. Aucune taxe et aucun impôt ne sont perçus par les caisses de l'Etat, car tous les revenus générés par ce commerce illicite vont dans les poches de ces hors-la-loi.

Réponse 4-12 (Confessions religieuses – Animiste) : Si les politiques et les rebelles continuent de voler nos diamants et or sans qu'ils ne soient arrêtés et jugés, il n'y aura plus rien pour vous les jeunes. Même l'eau du puits tarit s'il ne pleut pas. Donc si rien n'est fait pour arrêter cette hémorragie, notre sous-sol sera vidé.

Réponse 5-12 (Ligue des droits de l'homme) : Dès lors que les ressources naturelles font l'objet de commerce illicite, les générations présentes n'ont rien à y gagner. Les revenus générés par ce trafic illégal vont dans les poches de ceux qui en sont auteurs et non dans les caisses de l'Etat afin que cela profite à nos concitoyens.

Réponse 6-12 (Ligue des droits de l'homme) : Comment les générations actuellement peuvent-elles profiter des ressources naturelles du pays si celles-ci sont illégalement exploitées par les amis et partenaires du président Touadera ? Tous les revenus générés par le commerce illicite des ressources naturelles ne servent qu'à garnir les comptes de ces mafieux. Le peuple n'y gagne rien du tout.

Réponse 7-12 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) :

Les générations actuelles n'ont aucun profit à tirer de l'exploitation illicite de nos richesses du sous-sol d'autant que les revenus générés ne renflouent que les comptes en banque de ceux qui en pratiquent le commerce illégal.

Réponse 8-12 (Groupes armés anti CPC) : Ah je ne sais pas. Mais je pense que si les choses continuent avec cette allure, nos enfants risquent de ne rien avoir. Si Touadera ne prend pas des mesures fortes, nos diamants, or et bois vont finir. Est-ce que les hommes politiques qui sont au pouvoir pensent à l'avenir quand ils posent les actes ? Quand ils sont au pouvoir, ils ne pensent qu'à leurs poches parce qu'ils savent que ça finira un jour, donc il faut en profiter.

Réponse 9-12 (Groupes armés pro CPC) : Pourquoi vous dites que c'est impossible ! Les ressources naturelles appartiennent à tout le monde, non ? Il est de la responsabilité de l'Etat de faire en sorte que nos enfants qui sont déjà nés et ceux qui naîtront demain puissent en bénéficier.

Réponse 10-12 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Mais les générations présentes ne peuvent évidemment pas profiter de nos ressources naturelles, d'autant que le trafic illicite dont celles-ci font l'objet, ne génère aucun sou pour le Trésor Public. Si ces richesses avaient été légalement exploitées par des entreprises régulièrement installées, ces dernières auraient payé des taxes et des impôts dans les caisses de l'Etat. Ces impôts et taxes auraient permis à l'Etat de financer des services publics au bénéfice de la population centrafricaine. Malheureusement, c'est un trafic illicite dont les revenus générés ne vont que dans les poches des personnes indécrites.

Réponse 11-12 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Comment les générations actuelles que nous

sommes, peuvent-elles profiter de ces ressources naturelles lorsqu'elles sont exploitées illicitement par des politiques et opérateurs économiques véreux ? Les revenus qui en sont tirés vont directement dans les poches de ces corrompus. Les enfants de la République ne peuvent profiter de ce commerce que s'il est pratiqué de manière légale et paie des taxes et impôts dans les caisses de l'Etat. Mais lorsque j'observe la manière dont nos diamants, or, bois et bétails empruntent des voies grises en direction du marché international en passant par nos pays voisins, je me dis que les corrompus et leurs complices ont encore de beaux jours devant eux. Et tant pis pour la population centrafricaine.

Réponse 12-12 (Médias – Presse publique) : Moi, à l'allure où évolue le pillage de nos richesses naturelles par les groupes armés et les puissances occidentales, j'ai peur que nous ne puissions rien léguer à nos enfants. Nos bois sont coupés sans en replanter d'autres, nos diamants et or sont exploités par des sociétés chinoises, russes et françaises avec destruction massive de l'environnement. C'est très inquiétant, car les générations futures risquent de n'entendre parler de nos richesses naturelles que dans les livres d'histoire, car nous aurions tout épuisé avant que leur époque n'arrive.

Réponse 13-12 (Médias – Presse écrite) : Ecoutez, au vu de ce qui se déroule actuellement en Centrafrique, il serait difficile à nos enfants de profiter des richesses naturelles du pays d'autant que celles-ci sont allègrement pillées par les groupes armés avec la complicité des pays occidentaux et de nos gouvernants. Si l'Etat centrafricain souhaite que les générations futures puissent profiter de ces richesses, il faudra qu'elles soient protégées et exploitées avec parcimonie. Si rien n'est fait pour stopper le trafic illicite de nos richesses naturelles par les groupes armés et nos gouvernants corrompus, les générations à venir n'auront aucune chance d'en profiter. L'Etat doit impérativement redéployer son emprise sur l'ensemble du territoire afin d'empêcher toute exploitation illégale de nos

richesses naturelles. Ce redéploiement de l'autorité de l'Etat passe par la reconquête des villes et villages jadis occupés par les rebelles entretenus par les pays occidentaux au premier rang desquels la France.

Réponse 14-12 (Médias – Presse électronique) : Si les richesses naturelles continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certaines autorités centrafricaines, les générations actuelles encore moins celles à venir risquent de n'en tirer aucun profit. Parce que tous les revenus qui sont générés par ce trafic illicite va directement dans les poches des chefs de guerre et des autorités concernées. Le commerce de diamants et d'or pratiqué par les rebelles permettent à ces derniers d'acheter des armes et des munitions qui servent à assassiner la population civile aux mains nues. Donc dans ces conditions, eh bien, les ressources naturelles ne sauraient profiter aux générations présentes. L'argent généré permet d'acheter des armes qui entretiennent l'insécurité qui empêchent les citoyens centrafricains de vaquer librement à leurs activités quotidiennes génératrices de revenus dont ils ont besoin pour nourrir leurs familles respectives.

Réponse 15-12 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Notre génération actuelle ne tirera aucun profit de ces ressources si ces dernières continuent d'être exploitées illicitement par ceux que j'ai cités ci-haut, d'autant que les revenus générés prennent la direction de comptes bancaires privés et non ceux du Trésor public.

Réponse 16-12 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Les générations présentes que nous sommes, ne peuvent profiter de ces richesses naturelles que si celles-ci sont exploitées légalement. L'exploitation légale de nos richesses naturelles va générer d'importants revenus au Trésor Public qui les utilisera pour offrir des services publics et construire des infrastructures au bénéfice du peuple. Mais si nos richesses premières continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part de personnes

qui n'ont d'intérêt que leurs poches, eh bien, cela ne profitera pas aux générations actuelles.

Réponse 17-12 (Partis politiques – opposition démocratique) : Les générations actuelles ne peuvent rien espérer car toutes les richesses naturelles de notre pays ont été confiées aux mercenaires russes par Touadera qui les pillent tous les jours. Nous ne pouvons en profiter que si et seulement si ces richesses sont exploitées de manière légale et de telle sorte que les taxes et impôts y relatifs sont payés au Trésor Public. Or, selon nos informations, aucune taxe, aucun impôt ne sont versés dans les caisses de l'Etat par Touadera et ses amis concernant l'exploitation frauduleuse de nos diamants, or et bois par exemple.

Réponse 18-12 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Les générations présentes de profiter des ressources naturelles ? De quelle façon ? Elles ne peuvent pas profiter de ces ressources naturelles car celles-ci, illégalement exploitées, n'enrichissent que les individus véreux, corrompus qui les vendent.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 12

QUESTION 13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse 1-13 (Communauté internationale – Union africaine) : Oui tout à fait, l'Union africaine a joué les médiateurs lors des négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA en février 2019. Elle est aussi l'un des garants de cet accord de paix, donc en cas de divergence dans l'interprétation de cet important document ou en cas de violation des dispositions de l'APP-RCA par l'une des parties, eh bien l'Union africaine intervient aux côtés des autres garants pour y trouver une solution. Nous

communiquons essentiellement en direction des parties à l'accord et de la communauté internationale.

Réponse 2-13 (Confessions religieuses – Imam) : Moi, je suis imam, quand je prêche à la mosquée, je chante la paix. Je dénonce les violences exercées sur les civils sans tenir compte de leur religion. Nous sommes tous des enfants de Dieu, c'est Dieu qui nous a créés. Quand je prêche le Coran, j'exhorte mes frères et mes sœurs à se pardonner et à s'aimer les uns les autres. Quand les journalistes viennent vers moi pour les interviews, je parle toujours de la paix. J'ai toujours dit qu'en Centrafrique, il n'existe pas de musulmans, il n'existe pas de chrétiens non plus, mais il n'existe que des centrafricains tout court. Que les centrafricains ne permettent pas aux politiques d'utiliser la religion pour les diviser.

Réponse 3-13 (Confessions religieuses – Pasteur) : Oui en tant que serviteur de Dieu, je dénonce régulièrement dans mes sermons dans les lieux de culte, les exactions commises sur les civils et sur notre armée.

Réponse 4-13 (Confessions religieuses – Animiste) : Moi je parle de la guerre pour dire quoi ? Qui va m'écouter, moi qui suis vieille là ? Ils vont dire, ah celle-là est déjà vieille, qu'elle se taise. Je m'intéresse seulement à mes activités de voyante. C'est tout.

Réponse 5-13 (Ligue des droits de l'homme) : Les violations des droits de l'homme sont tellement massives dans ce conflit que moi, en tant qu'activiste, je ne fais l'économie d'aucun effort pour demander justice pour les victimes. Les groupes armés, les FACA et leurs alliés russes et rwandais, ainsi que les casques bleus de la MINUSCA soupçonnés d'avoir violé des droits de l'homme, doivent en rendre compte devant les juridictions compétentes. Nous dénonçons ces violations des droits de l'homme en attirant l'attention de la communauté internationale et de la population centrafricaine.

Réponse 6-13 (Ligue des droits de l'homme) : Les exactions qui sont quotidiennement commises sur les populations civiles nous préoccupent au plus haut point, en tant que défenseurs des droits de l'homme. Ces exactions sont l'œuvre des rebelles, FACA et leurs alliés russes. Elles sont inacceptables. Nous les dénonçons régulièrement et exigeons que justice soit rendue aux victimes. Nos communications sont orientées vers la communauté internationale et la communauté nationale.

Réponse 7-13 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Nos rapports évoquent régulièrement les conséquences des violences sur le secteur minier. Mais nos dirigeants qui sont les destinataires de ces rapports préfèrent garder le silence.

Réponse 8-13 (Groupes armés anti CPC) : Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux. Nous publions des communiqués pour alerter l'opinion nationale et internationale. Par exemple, nous écrivons de temps en temps à l'Union africaine et à la MINUSCA au sujet de l'accord de paix de Khartoum, lorsque Touadera ne respecte pas ses engagements.

Réponse 9-13 (Groupes armés pro CPC) : Mais bien sûr que oui. Nous parlons de ce que nous faisons à la population, pourquoi nous refusons de déposer les armes, quelles sont nos revendications, etc. Nous en parlons régulièrement à travers des communiqués sur les réseaux sociaux, à la radio et autres. Nous dénonçons également les exactions commises sur les populations par les FACA et les mercenaires russes de Wagner. Avec qui nous communiquons ? Eh bien, nous nous adressons à la population centrafricaine et à la communauté internationale.

Réponse 10-13 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Oui, je ne passe pas un seul jour sans dénoncer en public ou non, les exactions des rebelles de la CPC et celles des russes sur la population centrafricaine. Je le fais lors de nos débats au Conseil économique et social, dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Réponse 11-13 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Oui ce conflit nous a ravi notre paix à nous tous. Sans la paix, nous ne pouvons pas effectuer convenablement nos missions de contrôle de la vie publique. C'est pour cette raison que nous évoquons cette crise dans nos sorties dans les médias et les réseaux sociaux avec tout le monde sans exclusive.

Réponse 12-13 (Médias – Presse publique) : Oui abondamment, d'autant que je travaille dans un média de service public qui est régulièrement mis à contribution pour couvrir les opérations de reconquête des villes de l'intérieur du pays par les FACA et leurs alliés russes et rwandais. Je fais produire des émissions telles que les reportages et interviews par mes équipes de reporters qui sont régulièrement diffusées sur notre média. Vous savez que la guerre qui oppose depuis le mois de janvier notre armée appuyée par ses alliés russes et rwandais, aux rebelles de la CPC, elle est aussi communicationnelle. Le régime Touadera utilise à profusion les médias de service public dont celui dans lequel je travaille pour vendre les réalisations des FACA et leurs alliés russes et rwandais et tirer à boulet rouge sur les groupes armés qui continuent de défier l'autorité de l'Etat centrafricain. Je dois avouer que tout ce qui est fait dans les médias de service public n'est toujours pas professionnel d'autant que les partis politiques de l'opposition démocratique n'y ont pas accès, je trouve cela très regrettable. Le journaliste professionnel que je suis, est souvent très gêné par cette situation, mais vous savez quand on roule pour le pouvoir en place, l'omerta est d'or.

Réponse 13-13 (Médias – Presse écrite) : Le journaliste indépendant que je suis, dénonce régulièrement les exactions perpétrées sur nos paisibles populations tant par les groupes armés que par les FACA et leurs alliés. Le journaliste est le gardien des droits de l'homme, donc je m'insurge tout le temps contre les violences exercées sur les citoyens centrafricains.

Réponse 14-13 (Médias – Presse électronique) : Oui, nous le faisons régulièrement. Avant l'entrée des russes et des rwandais en scène aux côtés des FACA dans les combats qui opposent celles-ci aux rebelles de la CPC, nous publions régulièrement des articles de reportages, enquêtes et autres sur les activités militaires sur les différents fronts, grâce aux contributions de nos correspondants et envoyés spéciaux. Même si l'accès à certaines zones contrôlées par les groupes armés est parfois risqué, nous utilisons des techniques journalistiques de collecte d'informations pour informer nos lecteurs. Par ailleurs, depuis que les alliés des FACA que sont les russes et les rwandais combattent maintenant aux côtés des soldats de l'armée nationale face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC), nous informons régulièrement le public sur tout ce qui se passe dans l'arrière-pays où se concentre l'essentiel des combats. Nous publions également des articles sur les exactions commises aussi bien par les rebelles de la CPC que des FACA en compagnie de leurs alliés russes et rwandais. Le support que nous utilisons pour communiquer avec le public reste et demeure notre quotidien qui paraît en format papier et aussi sur les réseaux sociaux.

Réponse 15-13 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Nous communiquons abondamment sur le conflit parce que des jeunes ont été recrutés de force pour servir de chair à canon sur le champ de bataille. Plusieurs d'entre eux, encore mineurs, ont été tués. Certains ont appris à tuer et ont malheureusement grandi dans la violence. Nous le dénonçons et le condamnons avec la plus grande fermeté. Les violences faites aux enfants font l'objet de rapports que nous adressons aux organisations internationales telles que le PNUD, l'UNICEF et la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme. Nous adressons également nos rapports aux organisations nationales des droits de l'homme.

Réponse 16-13 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Nous communiquons de manière régulière sur l'excellent travail que les FACA et leurs alliés abattent sur le terrain pour la reconquête de l'intégralité du territoire centrafricain. Nous dénonçons aussi les nombreuses exactions commises par les terroristes de la CPC sur les civils. Nous protestons également contre la campagne médiatique haineuse menée par la France contre notre pays, nos FACA et alliés. Nous communiquons enfin pour défendre nos intérêts, car les médias occidentaux s'acharnent et se déchainent contre nos amis russes qui sont venus à la rescousse du peuple centrafricain.

Réponse 17-13 (Partis politiques – opposition démocratique) : Nous évoquons régulièrement les dérives dictatoriales de Touadera dans la gestion de ce conflit et les violations graves des droits de l'homme des mercenaires russes de Wagner. Aujourd'hui, les membres de l'ethnie de l'ancien président Bozize sont la cible d'une véritable chasse aux sorcières par les milices de Touadera. Nous le dénonçons régulièrement en saisissant les partenaires internationaux dont la France, les USA, l'UE et l'UA, pour ne citer que ceux-là.

Réponse 18-13 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Je suis syndicaliste et défends les intérêts des travailleurs. Donc je m'insurge régulièrement contre les violences qui sont exercées sur nos camarades travailleurs dans les villes des provinces occupées par les groupes armés. Depuis plusieurs années, certains fonctionnaires ne peuvent pas regagner leurs postes d'affectation en provinces parce que les groupes armés y ont installé un Etat parallèle. Cela n'est pas du tout acceptable. Les violences perpétrées sur les travailleurs doivent cesser sans délai.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 13

QUESTION 14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse 1-14 (Communauté internationale – Union africaine) : Lorsque les ressources naturelles sont à l'origine de difficultés entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés signataires de l'APPR-RCA, nous jouons notre rôle de garant en vue de trouver une solution consensuelle qui puisse arranger tout le monde.

Réponse 2-14 (Confessions religieuses – Imam) : Quand certaines autorités politiques nous rendent visite dans nos mosquées ou nous reçoivent en audience dans leurs bureaux, nous leur parlons de nos diamants et or qui sont pillés par les rebelles, libanais et les russes.

Réponse 3-14 (Confessions religieuses – Pasteur) : Je fais pareil comme pour les violences sur les civils et les FACA.

Réponse 4-14 (Confessions religieuses – Animiste) : Comme je vous l'ai dit il y a quelques minutes, qui prendra son temps pour écouter une vieille femme comme moi ? Je sais que les politiques volent l'argent du peuple, font le trafic de diamants et or, mais je ne perds pas mon temps pour en parler, car personne ne m'écouterait. Avant de parler à une personne, il faudrait d'abord s'assurer qu'elle va vous écouter, si non se serait une perte de temps.

Réponse 5-14 (Ligue des droits de l'homme) : Les nombreux détournements de deniers publics et la corruption qui gangrènent le secteur minier font l'objet de nos prises de positions en tant que défenseurs des droits de l'homme. Nous communiquons à l'endroit de la communauté internationale et du peuple centrafricain.

Réponse 6-14 (Ligue des droits de l'homme) : Oui, nous dénonçons régulièrement la mafia, la corruption et les détournements des deniers

publics qui minent le secteur minier et le secteur forestier. Nous nous adressons à tout le monde, sans exclusive.

Réponse 7-14 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) :

Nous attirons l'attention des gouvernants dans nos différents rapports périodiques, sur le pillage des ressources du sous-sol par les groupes armés et d'autres exploitants illégaux. Mais tous ces rapports sont restés lettres mortes.

Réponse 8-14 (Groupes armés anti CPC) : Non, nous on ne parle pas de ça.

Réponse 9-14 (Groupes armés pro CPC) : Nous dénonçons régulièrement le pillage de nos ressources naturelles par les mercenaires russes du groupe Wagner et leurs amis qui sont au gouvernement. Touadera a délivré de nombreux permis miniers à ses amis russes qui sont en train d'épuiser nos diamants et or. Nous ne cessons d'attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur le business de Touadera et ses amis mercenaires du groupe Wagner.

Réponse 10-14 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Pareil.

Réponse 11-14 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Ah là, vous touchez là du doigt l'une des raisons essentielles de l'existence de notre institution. Nous traquons toutes les personnes qui confondent à tort les richesses naturelles de notre pays avec leurs biens personnels. Il vous souviendra que nous avons diligenté une mission à l'Assemblée nationale en 2019 parce qu'un certain nombre de députés avaient été accusés d'avoir empoché d'importantes sommes d'argent venant de sociétés minières chinoises. Au cours de cette mission, ce que nous avons découvert nous a fait vraiment froid au dos,

d'autant que les sommes d'argent qui auraient été détournées au détriment du peuple centrafricain sont astronomiques. Pour vous répondre clairement, je suis très inquiète au regard de l'ampleur que prend l'exploitation illégale des richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Elle se fait en toute impunité. Je m'insurge contre le pillage de nos bois, diamants, or et bétail qui prennent la direction de l'étranger sans qu'un seul sou ne puisse être versé dans les caisses du Trésor public. Notre institution communique essentiellement avec le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire auxquels nous transmettons nos rapports d'enquêtes.

Réponse 12-14 (Médias – Presse publique) : Les ressources naturelles sont également abondamment évoquées dans nos productions médiatiques, surtout au sujet du commerce illicite que certains groupes armés en font, avec la complicité de certains citoyens centrafricains et opérateurs économiques. Mais les sujets qui ont trait aux catastrophes environnementales dues aux activités des entreprises des pays partenaires de l'Etat centrafricain comme la Chine, la Russie et la France sont minutieusement évités. J'en veux pour preuve : lorsque des entreprises chinoises qui exploitent l'or dans la ville de Bozoum dans l'Ouham Pende ont fait l'objet de critiques très acerbes de la part des défenseurs de l'environnement qui les accusent d'avoir pollué les eaux de la rivière Ouham qui traverse ladite localité, j'ai souhaité y envoyer une équipe de reporters afin d'enquêter, mais mon chef hiérarchique s'est farouchement opposé. Il m'a clairement fait savoir que si je fais réaliser cette enquête par mes reporters et diffuser les informations y relatives sur notre média, nous attirerions les foudres de la présidence de la République, car la Chine est un partenaire très stratégique pour notre pays. Je n'ai pas besoin de vous dire que je n'ai pas été d'accord avec mon chef, parce que mon métier de journaliste m'oblige à dire la vérité au peuple. Mais bon, c'est mon chef, je me suis plié à ses injonctions.

Réponse 13-14 (Médias – Presse écrite) : Vous savez que je suis un défenseur farouche de l’environnement, donc je suis fermement opposé à l’exploitation illicite et non durable de nos richesses naturelles. Cela m’a valu des menaces et des pressions de la part de nos politiques et opérateurs économiques corrompus, mais je ne me tairai jamais. Lorsque des entreprises chinoises qui exploitaient de l’or dans les environs de la ville de Bozoum dans la préfecture de l’Ouham Pendé ont causé des catastrophes environnementales, je n’ai pas été tendre avec les chinois ni avec nos autorités compétentes. En journaliste indépendant, j’écris régulièrement des articles sur ces sujets et les fais publier sur plusieurs médias pour alerter l’opinion nationale et internationale sur les pratiques mafieuses qui entourent la délivrance des permis miniers et l’exploitation de nos ressources naturelles.

Réponse 14-14 (Médias – Presse électronique) : Le trafic illicite des ressources naturelles réalisé par les groupes armés et certaines autorités centrafricaines est régulièrement évoqué dans les colonnes de notre journal. Les soupçons de corruption qui pèsent sur certains politiques ou des hommes d’affaires proches du pouvoir de Bangui, dans le domaine du diamant, de l’or, du bois et du bétail sont également abordés dans nos parutions. Nous écrivons nos articles pour la lecture du public centrafricain sans distinction. Nous évoquons aussi régulièrement que possible les questions de l’exploration pétrolière effectuée par les chinois dans certaines régions du pays. Mais vous savez que tout ce qui touche aux mines en Centrafrique, est éminemment sensible car il nous est arrivé plus d’une fois de faire l’objet de pressions et de menaces lorsque nous révélons des affaires qui mettent à nu les pratiques peu orthodoxes des milieux politiques et économiques.

Réponse 15-14 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Ce qui nous préoccupe au plus haut point, ce sont les enfants qui sont employés dans les chantiers miniers pour extraire le diamant et

l'or dans les zones occupées par les groupes armés. Le travail des enfants est combattu par notre organisation et fait également l'objet de rapports que nous adressons à la communauté internationale. Les enfants n'ont pas à être utilisés pour exploiter illicitement les ressources naturelles de notre pays.

Réponse 16-14 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : Les ressources naturelles font l'objet de communications régulières de la part de notre parti le MCU, afin d'attirer les investisseurs qui seraient intéressés par les nombreuses opportunités d'affaires que regorge notre pays. Nous communiquons aussi sur les pratiques illégales de la part des terroristes de la CPC, qui exploitent sans autorisation de l'Etat, nos diamants, or et bois au bénéfice de leurs parrains occidentaux.

Réponse 17-14 (Partis politiques – opposition démocratique) : Vous posez toujours les mêmes questions avec des termes différents. Les ressources naturelles qui font l'objet de pillage de la part de Touadera et ses amis mercenaires de Wagner sont dénoncées dans nos communiqués de presse que nous adressons au peuple centrafricain pour l'informer de tout le mal que nos gouvernants font à nos richesses. Nous saisissons également la communauté internationale à ce propos.

Réponse 18-14 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Je suis forestier, j'allais dire ingénieur des eaux et forêts. Je sais combien la faune et la flore immensément riches de notre pays font les frais de cette guerre. Je suis coauteur de nombreux rapports écrits par des experts tant nationaux qu'internationaux sur le braconnage des espèces fauniques rares par les groupes armés. Ces rapports sont régulièrement publiés à destination des gouvernants et de la communauté internationale.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 14

QUESTION 15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles centrafricains ?

Réponse 1-15 (Communauté internationale – Union africaine) :

L'Internet est le premier support que nous utilisons pour réaliser nos communications. Nos rapports sont régulièrement publiés sur nos différents sites web, mais nous nous exprimons aussi sur les médias traditionnels, à savoir, la télévision et la radio.

Réponse 2-15 (Confessions religieuses – Imam) : Je parle beaucoup à la radio et à la télé. Certains de mes messages sont aussi publiés sur l'Internet par les jeunes de notre mosquée qui s'y connaissent.

Réponse 3-15 (Confessions religieuses – Pasteur) : Je communique souvent à la radio, à la télé et sur les réseaux sociaux.

Réponse 4-15 (Confessions religieuses – Animiste) : Tout cela, c'est le problème des politiques, mon fils. Cela ne m'intéresse pas.

Réponse 5-15 (Ligue des droits de l'homme) : La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos principaux canaux de communication.

Réponse 6-15 (Ligue des droits de l'homme) : Nous privilégions la radio, la télévision et l'Internet, notamment les réseaux sociaux.

Réponse 7-15 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) :

Nous évoquons très rarement nos rapports à la radio et à la télévision. La principale voie que nous utilisons pour transmettre nos rapports sur l'état des ressources naturelles, reste et demeure la voie administrative. Ce sont des documents qui contiennent des informations tellement sensibles qu'il est très risqué de les rendre public.

Réponse 8-15 (Groupes armés anti CPC) : Je vous ai dit tout à l'heure que nous faisons des communiqués sur les réseaux sociaux lorsque par exemple Touadera ne respecte pas ses engagements de l'accord de Khartoum. Mais je me rappelle, tout dernièrement, nous avons attiré dans un communiqué posté sur notre page Facebook, l'attention de la communauté nationale et internationale sur les exactions de la CPC sur les populations civiles.

Réponse 9-15 (Groupes armés pro CPC) : Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux et sur certaines radios privées qui acceptent de nous tendre leurs micros.

Réponse 10-15 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Je vous l'ai déjà dit. Dans nos débats au Conseil économique, à la radio et sur les réseaux sociaux.

Réponse 11-15 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Comme je viens de vous le dire, nous communiquons dans les médias, réseaux sociaux et les rapports d'activités que nous transmettons aux autorités compétentes.

Réponse 12-15 (Médias – Presse publique) : Beh, l'unique canal que j'utilise pour communiquer sur le conflit et les ressources naturelles, c'est le média dans lequel je travaille actuellement.

Réponse 13-15 (Médias – Presse écrite) : Tout d'abord, il faut exclure les médias de service public parce qu'ils sont aujourd'hui des instruments de propagande entre les mains du pouvoir exécutif centrafricain. Je n'y fais jamais publier ni diffuser mes articles qui sont généralement très critiques face à la manière dont le pouvoir de Bangui gère le conflit qui mine notre

pays depuis plusieurs années. Donc je réalise l'essentiel de mes communications sur les médias privés.

Réponse 14-15 (Médias – Presse électronique) : Nous privilégions les colonnes de notre quotidien qui paraît à la fois en ligne qu'en version papier, sans oublier les réseaux sociaux.

Réponse 15-15 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Etant jeunes, nous privilégions les réseaux sociaux pour nos communications. Mais il nous arrive souvent de passer par la radio et la télévision pour faire passer nos messages sur le conflit et le pillage des ressources naturelles de notre pays.

Réponse 16-15 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos canaux privilégiés.

Réponse 17-15 (Partis politiques – opposition démocratique) : Nous privilégions la radio, la presse écrite, la presse en ligne et les réseaux sociaux.

Réponse 18-15 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Les rapports que je coécrits avec certains collègues sur le braconnage de nos espèces fauniques par les groupes armés, font l'objet de communications sur l'Internet et les médias internationaux notamment.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 15

QUESTION 16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse 1-16 (Communauté internationale – Union africaine) : C'est parce que gouvernement centrafricain et groupes armés avaient accepté de se concerter en 2019 qu'ils ont pu signer l'APPR-RCA. Celui-ci a permis de faire baisser sensiblement les violences sur les populations civiles. Donc de la même manière, je ne peux que recommander aux centrafricains de se concerter en vue de dégager des solutions consensuelles susceptibles de contribuer à la protection de leur patrimoine culturel et naturel. Le meilleur moyen pour résoudre un problème qui oppose plusieurs personnes, c'est de s'asseoir autour d'une table et discuter.

Réponse 2-16 (Confessions religieuses – Imam) : Dans toute famille, quand il y a un problème, il vaut mieux se mettre autour d'une table, discuter et trouver une solution qui arrange tout le monde. Si les centrafricains se parlent tout le temps, ils seront en mesure de bien veiller sur les richesses naturelles de leur pays. C'est lorsque nous sommes divisés qu'il y a désordre et quand il y a désordre, les blancs en profitent pour piller nos richesses pour aller développer leurs pays.

Réponse 3-16 (Confessions religieuses – Pasteur) : En tant que serviteur de Dieu, je ne peux qu'encourager la concertation permanente entre les enfants de la République. Quand il y a un problème qui touche à la vie de la nation centrafricaine, les autorités ne devraient pas hésiter un seul instant pour convier les fils et les filles du pays autour d'une table afin de trouver des solutions consensuelles qui pourrait apaiser tout le monde.

Réponse 4-16 (Confessions religieuses – Animiste) : A notre époque, quand il y avait une mésentente entre deux villages, les personnes âgées se retrouvaient autour d'un grand feu pour échanger afin de trouver les solutions qui pouvaient arranger tout le monde. C'est pour cela qu'il y avait la paix entre nous. Mais vous les jeunes d'aujourd'hui, vous êtes incapables de vous asseoir autour d'une table pour dialoguer et trouver des solutions à vos problèmes. Vous voyez les résultats maintenant ? C'est la

guerre partout. Je vous recommande donc la même chose. Dialoguez, dialoguez et dialoguez.

Réponse 5-16 (Ligue des droits de l'homme) : Les centrafricains peuvent s'asseoir autour d'une table afin d'échanger des informations sur les richesses naturelles de leur pays. Pour la sécurité, ils peuvent dénoncer les pratiques illégales aux autorités compétentes afin que celles-ci prennent les mesures nécessaires qui s'imposent. Les centrafricains doivent savoir que la sécurité de leur pays y compris celle des ressources qu'il regorge, est entre leurs mains.

Réponse 6-16 (Ligue des droits de l'homme) : Se rencontrer autour d'une table entre centrafricains pour échanger sur nos richesses naturelles et culturelles, je n'en vois aucun inconvénient. Au-delà des ressources naturelles et culturelles, la solution à notre crise ne peut être trouvée qu'autour d'une table, et non au bout des canons.

Réponse 7-16 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : C'est toujours une bonne chose que de se retrouver autour d'une table et rechercher les solutions aux problèmes qui divisent. Nous concerter afin de veiller sur nos richesses du sous-sol ne peut qu'être avantageux pour nous.

Réponse 8-16 (Groupes armés anti CPC) : C'est toujours une bonne chose que les membres d'une famille se retrouvent autour d'une table pour dialoguer quand il y a des problèmes. Donc je pense que la solution au problème centrafricain nécessite un dialogue franc et sincère entre tous les fils et filles du pays. Mais il est hors de QUESTION d'inviter dans ce dialogue les étrangers, parce que les linges sales se lavent en famille. Je voudrais aussi dire à Touadera qu'il ne faut pas dialoguer avec les CPC qui ont accepté de prendre l'argent des français pour tuer les paisibles citoyens centrafricains. Ce dialogue est réservé à tous les compatriotes qui veulent

réellement la paix, mais pas les CPC. Ce dialogue doit se dérouler ici en Centrafrique, pas à l'étranger.

Réponse 9-16 (Groupes armés pro CPC) : La concertation peut permettre aux fils et filles du pays de se parler et de trouver des solutions à ce conflit qui a trop duré. C'est ce que nous avons toujours proposé à Touadera, mais ses amis mercenaires russes le trompent en lui déconseillant de dialoguer avec les groupes armés. Tant que tous les belligérants ne se seront pas assis autour d'une table afin d'aplanir leurs différends, la paix ne reviendra pas dans ce pays. Le dialogue que nous réclamons, doit être inclusif c'est-à-dire, regrouper tous les acteurs sans exclusive. Tout le monde doit s'exprimer et dire aux autres ses préoccupations afin que des solutions consensuelles soient trouvées.

Réponse 10-16 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Là, vous abordez une QUESTION qui me tient beaucoup à cœur. Concertation, oui mais pas avec tout le monde. Je suis pour la concertation avec tous ceux et toutes celles sur qui, il ne pèse aucun soupçon. Mais tous ceux et toutes celles accusés de violations des droits humains, détournements de biens publics, atteinte à la sécurité du pays et j'en passe, doivent tout simplement être traduits en justice. Il est hors de QUESTION de se concerter avec des criminels. Pour les autres, effectivement, se concerter avec eux peut contribuer au recensement et à la protection de nos richesses.

Réponse 11-16 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Concertation signifie aussi dialogue pour moi. Donc, il est plus que productif que les autorités centrafricaines puissent faire dialoguer sans ménager aucun effort, tous les fils et filles de la République. A priori, naissent des concertations des solutions consensuelles qui mettent tout le monde d'accord et apaise tout le monde. Cela dit, je ne peux qu'encourager les autorités compétentes de notre pays

à privilégier le dialogue permanent avec les forces vives de la République. Mais je mets tout de même un petit bémol à mes propos. Tous ceux et toutes celles qui sont présumés auteurs de violations graves des droits de l'homme ou de détournement de deniers publics, ont leur place en prison et non à côté d'une table de concertation.

Réponse 12-16 (Médias – Presse publique) : La concertation, en soi, est l'un des meilleurs moyens de résolution des problèmes de la société. Elle a toujours fait ses preuves si les parties prenantes sont de bonne foi. Cela dit, le patrimoine culturel et naturel qui est un bien commun au peuple centrafricain, ne peut qu'en être bien recensé et bien protégé, si tous les enfants de la République se concertent et décident comme un seul homme pour y veiller. Les premiers gardiens de notre faune et flore, ainsi que nos diamants et or restent et demeurent les centrafricains eux-mêmes. Nous devons nous entendre afin de dénoncer toutes pratiques illégales qui sont de nature à nuire à l'existence de ce patrimoine. Les ressources naturelles sont des biens publics qui appartiennent au peuple centrafricain et il revient donc à ce dernier de décider ce qu'il faudrait en faire. Les citoyens doivent aider le gouvernement à identifier et à protéger ces richesses.

Réponse 13-16 (Médias – Presse écrite) : Bon ! Réunir les enfants de la République autour d'une table pour échanger sur les problèmes de la nation centrafricaine n'a jamais été une mauvaise chose. D'ailleurs dans une famille, quand il y a un problème, il est toujours recommandé de faire asseoir tout le monde autour d'un sage afin de mettre tout le monde d'accord et dégager une solution consensuelle. Il nous a été toujours dit qu'il vaut mieux un arrangement à l'amiable qu'un mauvais procès. Les centrafricains doivent se concerter en permanence afin d'aplanir leurs différends. Les causes profondes de ce conflit méritent d'être analysées par les citoyens de ce pays eux-mêmes afin d'enterrer définitivement la hache de guerre et enclencher enfin le développement de notre pays aux sols et sous-sol immensément riches. En revanche, ce que je n'aime pas, c'est

d'aller dans un pays étranger pour régler nos problèmes internes qui sont des linges sales qui auraient dû être lavés sur le territoire national autour de nos sages. Mais la quasi-totalité des accords signés entre les centrafricains ont été négociés et signés à Libreville, Brazzaville, Khartoum, Syrte... Cela nous infantilise. S'il y a concertation dont je crois aux vertus, elle doit se dérouler en Centrafrique. Par ailleurs, le peuple centrafricain est fatigué de ces multiples accords signés et qui n'ont jamais été respectés. Que d'accords ont été signés dans notre pays, mais ils ont tous terminé leur course dans les tiroirs de nos gouvernants. J'espère que le dialogue qui se prépare entre le pouvoir de Bangui et les forces vives de la nation débouchera sur la signature d'un accord dont les termes seront scrupuleusement respectés.

Réponse 14-16 (Médias – Presse électronique) : La concertation permet effectivement de connaître les revendications des populations et surtout des groupes armés qui en veulent au pouvoir en place. C'est un moment d'échanges au cours duquel on pourra comprendre pourquoi les rebelles se sont ligüés contre le gouvernement au point de vouloir le renverser. Cette concertation devrait rassembler tous les acteurs du conflit afin que tout le monde expose ses problèmes à tout le monde. Dans un Etat démocratique digne de ce nom, le dialogue doit être l'un des moyens privilégiés pour le règlement des différends entre les couches de la société. Au cours des échanges, les tenants du pouvoir peuvent expliquer en quoi il est important de sécuriser le patrimoine culturel et naturel, car c'est un bien commun appartenant aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures. Le gouvernement, en prélude aux concertations, peut déployer des équipes sur le terrain en vue de recenser, dans la mesure du possible, tout le patrimoine culturel et naturel. Pendant les assises, une présentation des résultats du recensement sera faite aux participants afin de solliciter leur adhésion aux démarches du gouvernement relatives à la protection de nos richesses culturelles et naturelles.

Réponse 15-16 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : L'union a toujours fait la force. Je suggère aux centrafricains de se mettre autour d'une table, surtout les jeunes qui sont les plus manipulés par les politiques, afin d'aplanir leurs différends. Unis, nous serons plus forts afin de mieux protéger nos richesses naturelles.

Réponse 16-16 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : En soi, ce n'est pas une si mauvaise chose de se concerter en cas de problème. Mais je ne suis pas partisan de la concertation à tout prix, car certaines situations font tout simplement appel à la fermeté et à la rigueur du chef. Que voulais-je dire par là ? Je soutiens toute concertation entre le régime de Touadera et toutes les forces vives de la nation qui respectent l'autorité de l'Etat, mais pas avec les hors-la-loi. Les terroristes de la CPC qui cherchent à déstabiliser les institutions de la République sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent combattus comme tels. Il n'est pas QUESTION de s'asseoir autour d'une table avec des gens comme ça et négocier avec eux. Les ennemis du peuple centrafricain ont deux endroits qui leur sont réservés, soit ils sont neutralisés, soit ils sont traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi.

Réponse 17-16 (Partis politiques – opposition démocratique) : La concertation reste et demeure le meilleur moyen permettant à une famille de rassembler ses enfants autour d'une table et échanger sur les différends qui les opposent. Si Touadera veut que nos richesses naturelles qui sont aujourd'hui pillées par les mercenaires russes de Wagner soient bien gérées au bénéfice du peuple centrafricain, il doit accepter de réunir tous les fils et filles du pays autour d'une table afin de recueillir leurs propositions. Il est visiblement dépassé par les événements, donc il a besoin de l'avis des autres pour entrevoir un avenir meilleur à notre pays. Les ressources naturelles sont des biens appartenant à tous les centrafricains, donc Touadera ne saurait les gérer comme bon lui semble. Il faut qu'il y implique tout le monde.

Réponse 18-16 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : La concertation, je la recommande fortement entre les centrafricains en permanence. Cependant, je suis farouchement opposé à toute idée de concertation avec des criminels qui ont commis des exactions indescriptibles sur les civiles. C'est une bonne chose que de s'asseoir autour d'une table et débattre des questions qui ont trait à la vie de la cité.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 16

QUESTION 17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse 1-17 (Communauté internationale – Union africaine) : Je crois aux vertus de la médiation, d'autant que la signature de l'APPR-RCA n'a été possible que grâce à elle. Donc si des différends opposent plusieurs personnes et qu'une autre personne aimerait offrir ses bons offices pour aider les unes et les autres à trouver un terrain d'entente, ça ne peut qu'être souhaitable.

Réponse 2-17 (Confessions religieuses – Imam) : Tout ce que nous demandons aux politiques dans notre pays, c'est de faire tout ce qui est possible pour que la paix revienne. Je leur demande de cesser d'utiliser la religion pour diviser les centrafricains. Chrétiens et musulmans, unissez-vous et dites non à la manipulation des politiques. Mettez-vous ensemble et travaillez pour la paix.

Réponse 3-17 (Confessions religieuses – Pasteur) : L'intervention du monde extérieur dans la résolution d'un différend qui oppose les membres d'une même famille, n'est pas une mauvaise chose en soi. Cependant, pour notre dignité, commençons tout d'abord par laver nos linges en famille, avant de recourir à la médiation d'autres personnes.

Réponse 4-17 (Confessions religieuses – Animiste) : Si dans une famille, il y a mésentente entre époux et épouse ou entre les enfants et qu'un voisin se propose de les aider à s'entendre, est-ce mauvais ? Je ne pense pas. S'il y a des personnes de bonne foi qui voudraient nous aider à faire arrêter cette guerre qui tue les civils inutilement là, il faut les laisser venir.

Réponse 5-17 (Ligue des droits de l'homme) : La médiation en tant que telle, apporte des contributions importantes à la recherche des solutions aux problèmes d'une société. Cependant, comptons d'abord sur nous-mêmes, car certains médiateurs viennent imposer aux centrafricains les solutions arrêtées dans les bureaux somptueux à l'étranger. Les partenaires qui souhaitent nous aider à mettre fin à ce conflit, tout en respectant notre souveraineté et notre dignité, sont les bienvenus.

Réponse 6-17 (Ligue des droits de l'homme) : La médiation des tiers pour nous aider à trouver un terrain d'entente, oui, mais dans le respect de notre souveraineté. J'insiste sur le respect de notre souveraineté parce que certains médiateurs internationaux viennent avec des solutions toutes faites et nous les imposent sans nous avoir au préalable consultés.

Réponse 7-17 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : La médiation a toujours fait ses preuves dans le règlement des conflits à travers le monde. Cependant, il est souhaitable que les centrafricains mettent tout d'abord en œuvre leur génie auquel je crois, afin de trouver une solution consensuelle à leurs problèmes. La médiation n'interviendra que lorsque nous ne sommes pas en mesure de trouver des solutions nous-mêmes.

Réponse 8-17 (Groupes armés anti CPC) : S'il y a un centrafricain capable de jouer le rôle de médiateur parmi ses frères et sœurs afin de les aider à mettre fin à la guerre, c'est une bonne chose. Mais il ne faut pas

toujours faire appel aux étrangers pour venir être médiateurs dans nos problèmes.

Réponse 9-17 (Groupes armés pro CPC) : Toute contribution externe ou interne à la Centrafrique susceptible d'aider les centrafricains à trouver une solution à leurs problèmes, serait la bienvenue. Que ça soit la médiation de la communauté internationale, que ça soit la médiation de citoyens centrafricains, elles sont toutes les bienvenues.

Réponse 10-17 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : L'intervention de toute personne extérieure dans la recherche des solutions susceptibles de contribuer au recensement et à la sécurité de nos richesses naturelles ne peut qu'être la bienvenue.

Réponse 11-17 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Si des bonnes volontés souhaiteraient apporter leur contribution en vue d'aider les centrafricains à mieux recenser et sécuriser leur patrimoine culturel et naturel, cela ne peut qu'être salué. D'autant que lorsque votre case prend feu et que les voisins viennent avec des extincteurs et des seaux d'eau pour éteindre l'incendie, vous ne pouvez pas les en empêcher.

Réponse 12-17 (Médias – Presse publique) : La médiation qui peut être définie de manière simple comme l'intervention d'une tierce personne en vue d'aider des individus opposés par des différends, à trouver un terrain d'entente, a souvent joué un rôle majeur dans le règlement des conflits dans le monde. Si nous, centrafricains, n'arrivons pas à résoudre nos problèmes par nous-mêmes, l'intervention d'un médiateur peut nous aider à décanter la situation. En d'autres termes, si les centrafricains ne s'accordent pas sur la nécessité de barrer la route à ceux qui se livrent au trafic illicite des richesses naturelles de leur pays, eh bien, ils peuvent faire appel à une médiation extérieure.

Réponse 13-17 (Médias – Presse écrite) : Ecoutez, lorsque votre maison prend feu et que les voisins vous offrent leurs bons offices afin d'éteindre l'incendie, cela ne peut que vous arranger. Cependant, il faudrait que ces bons offices se fassent de bonne foi, de manière désintéressée et dans le respect de votre honneur et dignité. J'ai toujours remarqué que toutes les personnalités étrangères qui se sont autoproclamées médiateurs dans le règlement de nos crises, nous ont toujours considérés comme des enfants. Je crois aux vertus de la médiation aussi, mais que ceux qui offrent leurs bons offices aient un minimum de respect pour notre souveraineté. Toutes les grandes crises que l'histoire du monde a connues se sont toujours terminées autour d'une table et autour d'un médiateur. Il n'y aura pas de dérogation pour la crise centrafricaine. Celle-ci devra forcément se terminer autour d'une table et sous les auspices d'un médiateur national ou international.

Réponse 14-17 (Médias – Presse électronique) : Sans la médiation de la communauté internationale, le travail du recensement et de la protection du patrimoine culturel et naturel, dans le contexte actuel, est voué à l'échec. L'exemple le plus frappant, c'est l'Accord politique de paix et de réconciliation signé entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés en février 2019. Les négociations qui ont précédé la signature de cet accord, ont été menées sous les auspices, entre autres, de l'Union africaine, Union européenne, la CEEAC et la CEMAC, donc de la communauté internationale. A vrai dire, le gouvernement centrafricain ne voit pas l'importance de ce patrimoine si non, il aurait déjà pris des initiatives allant dans le sens de son recensement et de sa protection. Donc il est souhaitable que les pays amis et partenaires internationaux puissent s'y investir conformément au droit international. Cela bénéficiera tant au peuple centrafricain qu'aux touristes venant du monde entier pour le visiter.

Réponse 15-17 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : Si des bonnes volontés souhaitent nous aider à trouver un terrain d'entente et mieux protéger et valoriser notre patrimoine culturel, elles sont les bienvenues. Pour ma part.

Réponse 16-17 (Partis politiques - Majorité présidentielle) : L'intervention de tierces personnes pour nous aider à trouver des solutions à nos problèmes que vous appelez médiation, est la bienvenue, mais dans le respect de notre souveraineté. Je suis fondamentalement contre le fait que les médiateurs internationaux concoctent les solutions dans leurs officines huppées en occident ou ailleurs et viennent en Centrafrique nous les imposer. Les médiateurs, leur rôle, c'est de faciliter le dialogue entre les acteurs en divergence afin d'aider ceux-ci à trouver une solution consensuelle. C'est grâce à la médiation de la communauté internationale, notamment celle de l'Union africaine que je remercie au passage que le gouvernement centrafricain et les groupes armés ont pu signer l'APPR-RCA en février 2019.

Réponse 17-17 (Partis politiques - opposition démocratique) : Toute contribution venant de l'extérieur ou de l'intérieur de la Centrafrique susceptible d'aider notre pays à mieux gérer nos richesses, est la bienvenue. Si votre famille est en difficulté et que des bonnes volontés souhaitent vous apporter leur concours afin de vous aider à trouver des solutions à vos problèmes, elles ne peuvent qu'être saluées. J'encourage donc tout le monde à apporter leur contribution à la recherche de la paix en Centrafrique.

Réponse 18-17 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : La médiation, j'y crois également d'autant qu'elle permet parfois à des parties en mésentente de trouver un terrain d'entente.

CODAGE DES RÉPONSES DE LA QUESTION 17

QUESTION 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse 1-18 (Communauté internationale – Union africaine) : Les centrafricains devraient savoir que le retour de la paix dans leur pays ne dépend que d'eux, car les partenaires ne sont là qu'en appoint. S'ils décident aujourd'hui de déposer les armes et faire la paix, alors la paix reviendra.

Réponse 2-18 (Confessions religieuses – Imam) : Tout ce que nous demandons aux politiques dans notre pays, c'est de faire tout ce qui est possible pour que la paix revienne. Je leur demande de cesser d'utiliser la religion pour diviser les centrafricains. Chrétiens et musulmans, unissez-vous et dites non à la manipulation des politiques. Mettez-vous ensemble et travaillez pour la paix.

Réponse 3-18 (Confessions religieuses – Pasteur) : La paix, la paix et encore la paix en Centrafrique. J'invite tous les groupes armés à déposer inconditionnellement les armes, car il n'y a et il n'y aura jamais aucune solution au bout des canons. Les américains qui détiennent l'armée la plus puissante au monde n'ont pas pu ramener la paix en Afghanistan et en Irak malgré les tonnes d'armes et de munitions qu'ils ont déversé sur ces deux pays. Ils sont en train de plier bagage laissant derrière eux des pays exsangues entre les mains des terroristes. Les américains ont dépensé des milliers de milliards de dollars en Afghanistan et en Irak pour rien. Leurs enfants y sont également morts pour rien. C'est pour vous dire qu'aucune arme, aussi puissante, aussi dévastatrice soit-elle, ne pourra rétablir la paix dans aucun pays. Toutes les guerres que l'histoire de l'humanité a connues, se sont terminées autour d'une table. C'est alors que la paix est revenue.

Par ailleurs, aucune paix n'est possible sans la justice. Cela dit, tous ceux et toutes celles qui sont accusés de graves violations de droits de l'homme

et de détournement de deniers publics doivent être arrêtés, jugés et condamnés afin que les victimes puissent faire leur deuil et accepter de pardonner leurs bourreaux. La paix est à ce prix aussi.

Réponse 4-18 (Confessions religieuses – Animiste) : Merci mon fils d'être venu jusqu'à mon domicile pour me poser ces questions. C'est de cette manière que vous, jeunes, pourrez apprendre des anciens. Tu es sur la bonne voie, continue avec la même lancée et tu profiteras des conseils des vieilles personnes.

Réponse 5-18 (Ligue des droits de l'homme) : Les bourreaux ont assez nargué les victimes en Centrafrique. J'invite donc les juridictions nationales, notamment la Cour pénale spéciale, et la Cour pénale internationale à accélérer leurs procédures afin d'arrêter et juger tous les criminels qui sont en liberté dans nos villes. Si la communauté internationale veut vraiment nous aider à retrouver la paix, qu'elle veuille bien porter assistance aux autorités compétentes dans cette tâche très délicate. Sans justice, il n'y a pas de paix ni de réconciliation. Pour ceux qui sont accusés de corruption et de détournements de deniers publics, leur place est en prison. J'invite le président Touadera à sortir de son sommeil et à procéder à l'interpellation de tous ces suspects afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice.

Réponse 6-18 (Ligue des droits de l'homme) : J'aimerais dire ceci au président Touadera : la place de tous les chefs des groupes armés, c'est en prison et non à la primature ou à la présidence de la République comme ministres conseillers pris en charge avec l'argent du contribuable. Justice doit être rendue aux victimes pour permettre à celles-ci de faire leur deuil. En tant qu'activiste des droits de l'homme, je dis stop à l'impunité.

Réponse 7-18 (Gouvernement centrafricain – Ministères des Mines) : Le temps est venu pour faire la paix. Aucune guerre n'est éternelle, donc

j'invite les centrafricains à privilégier l'intérêt général au détriment des intérêts personnels. J'invite surtout les groupes armés à dire non aux manipulations des puissances étrangères, à déposer les armes et à s'inscrire dans une logique véritable de paix véritable en République centrafricaine.

Réponse 8-18 (Groupes armés anti CPC) : J'appelle tous les centrafricains et les centrafricaines à travailler pour la paix. Cette guerre a trop duré et elle a tué pas mal de civils innocents. Les étrangers ne sont pas venus dans notre pays pour nous aider à retrouver la paix, mais ils sont ici pour voler nos richesses naturelles. Si on compte sur les étrangers, la paix ne reviendra jamais en Centrafrique. Puis que les français ont échoué dans leur politique dans notre pays, je demande à tous les centrafricains et centrafricaines de soutenir les russes qui sont en train de faire du boulot pour rétablir la paix dans notre pays. Après le dialogue que Touadera va organiser avec tout le monde, tous les groupes armés doivent déposer leurs armes et les rebelles étrangers doivent rentrer dans leurs pays. Touadera ne doit pas s'asseoir autour d'une table avec les CPC et dialoguer avec eux, parce que ce sont des gens qui ont tué le peuple centrafricain. Touadera doit faire un vrai DDR pour permettre aux rebelles de déposer les armes et rentrer dans la vie civile. Nous voulons la paix en Centrafrique.

Réponse 9-18 (Groupes armés pro CPC) : Le peuple centrafricain a trop souffert de cette guerre, il veut la paix. Cela dépend de Touadera à qui nous demandons de faire partir sans délais ses amis mercenaires russes du groupe Wagner qui sont en train de commettre de graves violations des droits de l'homme dans notre pays et piller nos richesses naturelles. Le moment est venu pour que Touadera puisse rassembler tous les fils et les filles de la Centrafrique autour d'une table et aborder sérieusement et calmement, sans passion et de manière désintéressée, les problèmes qui minent ce pays. Nous sommes à la croisée des chemins, il appartient à

Touadera de nous indiquer la voie à suivre. S'il nous indique le chemin de la paix, on va y aller. S'il nous indique le chemin du maintien de la guerre, on va y aller. C'est lui qui a le gouvernail du bateau entre les mains.

Réponse 10-18 (Institutions de la République - Conseil économique et social) : Vivement le retour de la paix en Centrafrique.

Réponse 11-18 (Institutions de la République – Haute autorité chargée de la bonne gouvernance) : Plusieurs affaires présumées de corruption et de détournement de deniers publics ont fait l'objet de nombreux rapports de notre institution. Ces rapports ont été dûment transmis aux autorités compétentes notamment à la justice. Mais à l'heure où je vous parle, les personnes sur qui pèsent de très lourds soupçons ne sont pas encore inquiétées. J'invite donc nos autorités compétentes à traduire très rapidement en justice, tous les présumés criminels économiques qui contribuent malheureusement à l'appauvrissement du peuple centrafricain. Un dernier mot quand même à la France : elle doit savoir que les temps ont complètement changé et qu'elle ne peut plus faire et défaire nos dirigeants comme par le passé. Paris doit cesser avec cette campagne médiatique haineuse qu'elle mène sur Radio France internationale et France 24 notamment, contre le peuple souverain centrafricain qui est le seul juge suprême. Autant je suis contre les exactions qu'auraient commises les russes en Centrafrique, autant je suis contre le fait que la France diabolise l'excellent travail de libération des villes de nos provinces que font nos partenaires envoyés par Moscou. Je ne saurais, avec votre permission, terminer mes propos sans dire à l'ancien président François Bozize qu'en acceptant financements et équipements militaires des mains de la France pour assassiner le peuple centrafricain avec son organisation criminelle la CPC, il a définitivement enterré son avenir politique. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique. Vive la paix en Centrafrique.

Réponse 12-18 (Médias – Presse publique) : Vivement le retour de la paix en Centrafrique. J'appelle tous les centrafricains à y travailler sans relâche. La paix ne viendra pas des Nations Unies, ni de qui que ce soit venant de l'extérieur. Tous les partenaires qui interviennent dans la recherche de solutions au conflit centrafricain, ne sont là que pour nous accompagner. Il nous revient, à nous centrafricains, de nous dépasser, reléguer au second plan nos intérêts personnels et privilégier l'intérêt général afin que la paix revienne dans notre pays.

Réponse 13-18 (Médias – Presse écrite) : J'aime bien l'une des déclarations phares du Comité international de la Crois rouge (CICR) qui dit ceci : « Même la guerre a des limites ». Il y a un temps pour faire la guerre et un autre pour faire la paix. C'est assez ! Il faut que cette guerre prenne fin en Centrafrique. Si les centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre et faire revenir la paix dans leur pays, cela se fera tout de suite. Ce ne sont pas les casques bleus des Nations Unies avec sa mission de maintien de la paix, la MINUSCA, ni l'Union européenne avec sa mission EUTM qui feront restaurer la paix dans notre pays. Ce sont des partenaires qui sont venus nous accompagner dans la recherche de la paix. Si nous voulons la paix, nous aurons la paix. La paix dépend des centrafricains eux-mêmes.

Réponse 14-18 (Médias – Presse électronique) : Nous voulons la paix en Centrafrique. Nous, on a grandi dans les coups d'Etat, mais on n'aimerait pas que nos enfants vivent les mêmes choses que nous. Qu'ils aient la chance de voir le monument Boganda, qu'ils profitent de l'exploitation de nos richesses naturelles. Pour ce faire, nous devons protéger notre patrimoine culturel et naturel. Si nous ne protégeons pas ce patrimoine, nos enfants risquent d'en prendre connaissance que dans les livres d'histoire. Prônons le dialogue comme mode de résolution de nos différends afin que la paix revienne en Centrafrique.

Réponse 15-18 (Organisation de la jeunesse - Conseil national de la jeunesse) : J'invite les amis de la République centrafricaine à intensifier leurs efforts afin de faire démobiliser tous les enfants enrôlés dans les groupes armés. La place des enfants, c'est à l'école et non sur les champs de bataille. Je demande à tous ceux et à toutes celles qui emploient des enfants de cesser immédiatement, car un mineur n'est pas fait pour travailler mais pour être pris en charge par les adultes. J'invite enfin le président Touadera à mettre fin à l'impunité et à la corruption qui sont devenues des fléaux qui font la honte de notre pays aux yeux du monde. Tous ceux qui sont soupçonnés de corruption et de détournement de deniers publics doivent être traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi. A vous, je vous souhaite bonne chance pour votre thèse et espère pouvoir vous emboîter le pas dans les années à venir. Merci.

Réponse 16-18 (Partis politiques – Majorité présidentielle) : J'appelle nos alliés russes et rwandais à intensifier leur appui aux FACA afin que celles-ci reprennent toutes les villes de nos provinces des mains des terroristes de la CPC. J'invite le peuple centrafricain à soutenir inlassablement le président Touadera dans l'œuvre de reconquête de notre territoire et de la sécurisation de notre pays, car les ennemis de la Centrafrique manigancent tous les jours afin de maintenir notre peuple dans la misère. Enfin, si j'avais une recommandation à faire au chef de l'Etat, ce serait la suivante : dialogue avec les légalistes, c'est oui et dialogue avec la CPC, c'est non. Vivement la paix et la sécurité en Centrafrique.

Réponse 17-18 (Partis politiques – opposition démocratique) : J'aimerais à nouveau appeler Touadera à la raison. Il n'y aura aucune solution au bout des canons de ses amis mercenaires russes de Wagner. Je l'invite à convoquer très rapidement un dialogue inclusif au cours duquel tous les centrafricains et centrafricaines se retrouveront pour débattre sincèrement et sans passion de tous les maux qui minent notre

pays depuis plusieurs années aujourd'hui. Par ailleurs, Touadera doit aussi savoir qu'il cautionne par son silence les détournements massifs des deniers publics par ses parents, amis et connaissances. Qu'est-ce qu'il attend pour faire arrêter tous ceux et toutes celles qui sont accusés de corruption et de détournement de fonds publics ? Que fait-il des nombreux rapports de l'Inspection générale d'Etat et de la Haut autorité chargée de la bonne gouvernance sur les détournements avérés des deniers publics ? A quand les arrestations des suspects ? A quand les procès ? Le peuple centrafricain a trop souffert et lui demande de mettre fin à ses souffrances.

Réponse 18-18 (Syndicat des travailleurs du secteur public) : Je vous félicite et vous encourage pour le travail que vous faites actuellement pour aider nos gouvernants surtout à mieux communiquer sur notre patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit. Je vous souhaite tout le meilleur pour la suite de vos activités de chercheur.

Annexe 5

Codage des retranscriptions des entretiens

ENTRETIEN N° 1

(Personnel de l'Union africaine/Communauté internationale)

Question 1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

**Réponse de l'interviewé n° 1 à la question n° 1
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Merci pour cette occasion que vous m'offrez pour vous dire avec les mots qui sont les miens, ma compréhension du conflit centrafricain. Permettez-moi de vous dire tout de suite que vous êtes tout simplement victimes de l'immensité des richesses naturelles de votre pays. A cela s'ajoute le manque de courage de vos dirigeants politiques qui n'ont jamais été capables de s'affirmer face aux puissances occidentales. Tous les dirigeants qui ont été à la tête de ce beau pays ont préféré s'agenouiller devant les puissances occidentales dans le but de conserver leur pouvoir le plus longtemps possible. Une fois que ces dirigeants essaient de prendre leurs libertés vis-à-vis des puissances occidentales qui les ont aidés à prendre et à se maintenir au pouvoir, eh bien ils sont violemment balayés comme des moins que rien au profit de nouveaux valets. Il y a également la mal gouvernance de vos dirigeants qui a fait de nombreux mécontents qui, après avoir utilisé en vain les voies pacifiques pour se faire entendre, ont pris les armes pour pouvoir s'exprimer. Ce pays s'est enfermé dans un cycle infernal de violences interminables depuis son accession à l'indépendance et classé au nombre des pays les pauvres du monde malgré ses immenses richesses naturelles. C'est scandaleux et inacceptable ».

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n° 1**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Le diplomate de l'Union africaine (interviewé n°1) n'a apporté aucun élément expérientiel dans sa réponse à la question n°1.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Le diplomate de l'Union africaine (interviewé n°1) n'a apporté aucun élément informatif dans sa réponse à la question n°1.

Éléments de qualification ou requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Le diplomate de l'Union africaine (interviewé n°1) a apporté les éléments qualification suivants dans sa réponse à la question n°1 :

- « ... l'immensité des richesses naturelles de votre pays... » ;
- « ... vos dirigeants politiques qui n'ont jamais été capables de s'affirmer face aux puissances occidentales... » ;
- « Il y a également la mal gouvernance de vos dirigeants... » ;
- « ... de nombreux mécontents qui, après avoir utilisé en vain les voies pacifiques pour se faire entendre, ont pris les armes pour pouvoir s'exprimer ».

Analyse : le conflit centrafricain est dû à l'immensité des richesses naturelles du pays, l'incapacité de ses dirigeants à s'émanciper des puissances occidentales et à la bonne gouvernance pratiquée par les gouvernants. Les violences sont, d'après ce diplomate, les conséquences des revendications non entendues des citoyens par les dirigeants politiques.

Question 2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°2
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Ce que vous devriez comprendre, c'est qu'au nombre des pays qui composent ce que vous appelez « communauté internationale », il y a ceux qui n'aiment pas votre pays. Ils sont tout simplement jaloux de vos immenses richesses naturelles. Il y en a aussi qui sont des soutiens des rebelles qui écumant votre pays et commettent des exactions les plus odieuses sur les populations civiles. La communauté internationale n'a pas la solution miracle de sortie de crise pour votre pays. Si vous, Centrafricains, décidez de mettre fin à cette guerre, eh bien elle s'arrêtera. Moi, je constate avec regret que la plupart de vos dirigeants ne sont épris que de la soif du pouvoir, même au prix du sang de leurs concitoyens. C'est bien dommage ».

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1 (Communauté internationale/Union africaine) à la question n°2

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

La réponse du diplomate n'a apporté aucun élément expérientiel sur l'évolution du conflit.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Il n'y a pas d'élément apportant des informations sur le conflit.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Le diplomate de l'Union africaine (interviewé n°1) a apporté les éléments de qualification ou de requalification suivants dans sa réponse à la question n°2 :

- « il y a ceux qui n'aiment pas votre pays ».
- « Ils sont tout simplement jaloux de vos immenses richesses naturelles ».
- « Il y en a aussi qui sont des soutiens des rebelles... »

- « *La communauté internationale n'a pas la solution miracle... »*
- « *Si vous, Centrafricains, décidez de mettre fin à cette guerre, eh bien elle s'arrêtera ».*
- « *Moi, je constate avec regret que la plupart de vos dirigeants ne sont épris que de la soif du pouvoir... ».*

Analyse : une partie de la communauté internationale est jalouse du patrimoine naturel centrafricain et alimente le conflit centrafricain en soutenant les groupes armés. La solution de sortie de crise ne viendrait que des Centrafricains dont les politiques ne sont épris que de la soif du pouvoir à tout prix.

Question n°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°3
(Communauté internationale/Union africaine)**

« C'est aux Centrafricains de décider de quand les violences doivent cesser et non la communauté internationale. Sortez de cette illusion s'il vous plaît ! »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1 (Communauté internationale/Union africaine) à la question n°3
Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain**

La réponse du diplomate n'a apporté aucun élément expérientiel sur l'évolution du conflit.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain
Il n'y a pas d'élément apportant des informations sur le conflit.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Dans sa réponse à la question n°3, le diplomate a apporté les éléments de qualification suivants :

- « *C'est aux Centrafricains de décider de quand les violences doivent cesser... »*
- « *Sortez de cette illusion, s'il vous plaît ! »*

Analyse : la fin des violences ne dépend que des Centrafricains. Ceux-ci sont dans l'illusion.

Question n°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°4
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Il est vrai que j'ai participé activement aux négociations entre les groupes armés et le gouvernement centrafricain, mais je ne souhaiterais pas me prononcer sur les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition n'y ont pas été conviés. Je suis désolé ».

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1 (Communauté internationale/Union africaine) à la question n°4

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel évoqué.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : le diplomate a fait valoir son obligation de réserve.

Question n°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°5
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Il y a eu un manque de volonté de respecter à la lettre les termes de l'APPR-RCA tant par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés. Je ne vous en dirai pas plus ».

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1 (Communauté internationale/Union africaine) à la question n°5

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel évoqué.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Le diplomate a apporté les éléments de qualification suivants :

- *« Il y a eu un manque de volonté de respecter à la lettre les termes de l'APPR-RCA tant par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés. »*

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pu mettre fin au conflit parce que gouvernement centrafricain et groupes armés n'ont pas respecté leurs engagements.

**Question n°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ?
Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?**

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°6
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Ce que je sais, c'est qu'une partie des groupes armés signataires de l'APPR-RCA a demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que, selon eux, les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies. Mais le gouvernement centrafricain a dit niet parce que si ces élections n'étaient pas organisées le 27 décembre dernier, on aurait pu assister à un vide à la tête de l'État centrafricain, car le 1^{er} mandat du président Touadera devait prendre fin le 30 mars 2021. Donc n'ayant pas obtenu gain de cause à leur demande, ces groupes armés ont créé la CPC dont l'objectif poursuivi était d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. En outre, poursuivant leur logique, les éléments de la CPC ont lancé une attaque violente sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021, mais ils se sont heurtés aux éléments des FACA appuyés par les éléments Russes et Rwandais qui les ont repoussés. Voilà ce que je sais de cette histoire. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1 (Communauté internationale/Union africaine) à la question n°6

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Le diplomate a pu apporter les éléments expérientiels suivants sur l'évolution du conflit centrafricain :

- *« qu'une partie des groupes armés signataires de l'APPR-RCA a demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que, selon eux, les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies. »*

- « Mais le gouvernement centrafricain a dit niet parce que si ces élections n'étaient pas organisées le 27 décembre dernier, on aurait pu assister à un vide à la tête de l'État centrafricain... »
- « ...on aurait pu assister à un vide à la tête de l'État centrafricain, car le 1^{er} mandat du président Touadera devait prendre fin le 30 mars 2021. »
- « ...n'ayant pas obtenu gain de cause à leur demande, ces groupes armés ont créé la CPC dont l'objectif poursuivi était d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. »
- « ... les éléments de la CPC ont lancé une attaque violente sur la ville de Bangui le 13 janvier 2021... »
- « ... ils se sont heurtés aux éléments des FACA appuyés par les éléments Russes et Rwandais qui les ont repoussés. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les mêmes éléments expérientiels ci-dessus sont révélateurs des connaissances du diplomate de l'Union africaine sur le conflit centrafricain.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Il n'y a aucun élément de qualification relevé dans la réponse du diplomate.

Analyse : la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), regroupant huit des quatorze groupes armés signataires de l'APPR-RCA, a été créée suite au rejet de la demande de report des élections du 27 décembre 2020 par le président Touadera. Ce dernier craignait une vacance de poste à tête de son pays à compter du 30 mars 2021, date à laquelle son premier mandat devait prendre fin. Les violences perpétrées par la CPC le 13 janvier 2021 sont les conséquences du mécontentement des groupes armés. Les forces armées centrafricaines (FACA) ont pu repousser les assauts des insurgés grâce à l'appui des forces Russes et des Rwandaises.

Question n°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°7
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Je ne souhaite pas me prononcer sur cette question, vu toute la levée de bouclier international que suscite la présence russe en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°7**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : le diplomate a fait valoir son obligation de réserve sur cette question sensible.

Question n°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°8
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Je n'en sais rien non plus. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°8**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : le diplomate a fait valoir son obligation de réserve.

Question n°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°9
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Je pense que si le gouvernement centrafricain mobilise toutes les forces vives de la nation autour de cette question, il pourrait, avec l'aide de tout le monde recenser tous ces biens. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1

(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°9

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Le diplomate a apporté les éléments expérientiels suivants :

- « ... si le gouvernement centrafricain mobilise toutes les forces vives de la nation autour de cette question, il pourrait, avec l'aide de tout le monde recenser tous ces biens. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

L'essentiel à retenir : la mobilisation de tout le monde qu'a évoqué le diplomate n'est possible, qu'à travers la communication. Puis qu'il s'agit d'une mobilisation générale, le gouvernement centrafricain, selon le diplomate, ne pourra procéder au recensement et à la qualification du patrimoine culturel et naturel qu'à travers une communication publique et territoriale.

Question n°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°10 (Communauté internationale/Union africaine)

« Tout ce qui concerne la sécurité sur le territoire centrafricain relève tout d'abord des forces de défense et de sécurité. Mais vu le contexte difficile dans lequel ces forces travaillent actuellement, l'état centrafricain peut faire appel aux casques bleus de la MINUSCA par exemple pour sécuriser son patrimoine culturel et naturel. Le mandat de la MINUSCA inclut aussi ce volet, c'est-à-dire porter main forte aux forces de défense et de sécurité

centrafricaines en vue de protéger les civils et les biens se trouvant sur le territoire national. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n° 10**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels évoqués par le diplomate :

- *« Tout ce qui concerne la sécurité sur le territoire centrafricain relève tout d'abord des forces de défense et de sécurité. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« Mais vu le contexte difficile dans lequel ces forces travaillent actuellement, l'état centrafricain peut faire appel aux casques bleus de la MINUSCA par exemple pour sécuriser son patrimoine culturel et naturel. »*
- *« Le mandat de la MINUSCA inclut aussi... porter main forte aux forces de défense et de sécurité centrafricaines en vue de protéger les civils et les biens se trouvant sur le territoire national. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : Les forces de défense et de sécurité centrafricaines n'étant pas capables de protéger les biens culturels et naturels à cause des conditions difficiles dans lesquelles elles exercent, le gouvernement centrafricain peut invoquer la mise en application des textes juridiques internationaux dont

le mandat de la MINUSCA, afin d'assurer la protection du patrimoine culturel et naturel du pays.

Question n°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°11
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Je ne suis pas au courant d'un quelconque trafic illicite qui serait pratiqué par qui que ce soit. Je n'en sais rien du tout. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°11**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : le diplomate a fait valoir son obligation de réserve sur cette question sensible.

Question 12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°12
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Bien entendu, les ressources naturelles sont des biens publics, donc il revient au gouvernement centrafricain de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de les faire profiter aux citoyens du pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 1

(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°12

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... les ressources naturelles sont des biens publics... »*
- *« ... il revient au gouvernement centrafricain de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de les faire profiter aux citoyens du pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : le gouvernement a le devoir de faire profiter le patrimoine naturel aussi bien aux générations présentes qu'à celles à venir. Cela conforte les conclusions des travaux de Jean Davallon selon lequel, le patrimoine est un héritage. Cette conclusion est également conforme aux principes du développement durable, car selon la définition de ce dernier, la consommation des ressources naturelles par les générations présentes ne doit pas compromettre la satisfaction des besoins des générations futures.

Question n°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n° 1 à la question n° 13
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Oui tout à fait, l'Union africaine a joué les médiateurs lors des négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA en février 2019. Elle est aussi l'un des garants de cet accord de paix, donc en cas de divergence dans l'interprétation de cet important document ou en cas de violation des dispositions de l'APP-RCA par l'une des parties, eh bien l'Union africaine intervient aux côtés des autres garants pour y trouver une solution. Nous communiquons essentiellement en direction des parties à l'accord et de la communauté internationale. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n° 13**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... l'Union africaine a joué les médiateurs lors des négociations ayant abouti à la signature de l'APPR-RCA. »*
- *« Elle est aussi l'un des garants de cet accord de paix... »*
- *« ... en cas de divergence dans l'interprétation de cet important document ou en cas de violation des dispositions de l'APP-RCA par l'une des parties, eh bien l'Union africaine intervient aux côtés des autres garants pour y trouver une solution.»*
- *« Nous communiquons essentiellement en direction des parties à l'accord et de la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : c'est grâce à la médiation de l'Union africaine que le gouvernement centrafricain et les groupes armés ont pu parvenir à la signature de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). L'Union africaine communique sur le conflit à l'endroit de tout le monde, notamment des signataires de l'APPR-RCA. La communauté internationale réalise donc une communication politique sur le conflit centrafricain.

Question n°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°14
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Lorsque les ressources naturelles sont à l'origine de difficultés entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés signataires de l'APPR-RCA, nous jouons notre rôle de garant en vue de trouver une solution consensuelle qui puisse arranger tout le monde. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°14**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Lorsque les ressources naturelles sont à l'origine de difficultés entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés... »*
- *« ... nous jouons notre rôle de garant en vue de trouver une solution consensuelle qui puisse arranger tout le monde. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : l'Union africaine réalise une communication politique sur le patrimoine naturel à l'endroit des acteurs du conflit.

Question n°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°15
(Communauté internationale/Union africaine)**

« L'Internet est le premier support que nous utilisons pour réaliser nos communications. Nos rapports sont régulièrement publiés sur nos différents sites web, mais nous nous exprimons aussi sur les médias traditionnels, à savoir, la télévision et la radio. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°15**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« L'Internet est le premier support que nous utilisons pour réaliser nos communications. »*
- *« Nos rapports sont régulièrement publiés sur nos différents sites web... sur les médias traditionnels, à savoir, la télévision et la radio. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : l'Union africaine utilise l'Internet, la radio et la télévision pour réaliser ses communications (politiques) sur le conflit et le patrimoine naturel.

Question n°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°16
(Communauté internationale/Union africaine)**

« C'est parce que gouvernement centrafricain et groupes armés avaient accepté de se concerter en 2019 qu'ils ont pu signer l'APPR-RCA. Celui-ci a permis de faire baisser sensiblement les violences sur les populations civiles. Donc de la même manière, je ne peux que recommander aux Centrafricains de se concerter en vue de dégager des solutions consensuelles susceptibles de contribuer à la protection de leur patrimoine culturel et naturel. Le meilleur moyen pour résoudre un problème qui oppose plusieurs personnes, c'est de s'asseoir autour d'une table et discuter. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n°16
Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain**

Les éléments expérientiels :

- *« C'est parce que gouvernement centrafricain et groupes armés avaient accepté de se concerter en 2019 qu'ils ont pu signer l'APPR-RCA. »*
- *« Celui-ci a permis de faire baisser sensiblement les violences sur les populations civiles. »*

- « *je ne peux que recommander aux Centrafricains de se concerter en vue de dégager des solutions consensuelles susceptibles de contribuer à la protection de leur patrimoine culturel et naturel.* »
- « *Le meilleur moyen pour résoudre un problème qui oppose plusieurs personnes, c'est de s'asseoir autour d'une table et discuter.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Ce sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Le meilleur moyen pour résoudre un problème qui oppose plusieurs personnes, c'est de s'asseoir autour d'une table et discuter.* »

Analyse : la concertation entre les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain permettra non seulement de mettre fin aux violences, mais également de mobiliser les énergies afin d'assurer une meilleure protection au patrimoine culturel et naturel du pays.

Question n°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°1 à la question n°17
(Communauté internationale/Union africaine)**

« *Je crois aux vertus de la médiation, d'autant que la signature de l'APPR-RCA n'a été possible que grâce à elle. Donc si des différends opposent plusieurs personnes et qu'une autre personne aimerait offrir ses bons offices pour aider les unes et les autres à trouver un terrain d'entente, ça ne peut qu'être souhaitable.* »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 1
(Communauté internationale/Union africaine) à la question n° 17**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je crois aux vertus de la médiation...* »
- « *... la signature de l'APPR-RCA n'a été possible que grâce à elle.* »
- « *... si des différends opposent plusieurs personnes et qu'une autre personne aimerait offrir ses bons offices pour aider les unes et les autres à trouver un terrain d'entente, ça ne peut qu'être souhaitable.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : la médiation des bonnes volontés peut aider les acteurs et les non-acteurs du conflit centrafricain à qualifier et à assurer une meilleure protection du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.

Question n° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewé n° 1 à la question n° 18
(Communauté internationale/Union africaine)**

« Les Centrafricains devraient savoir que le retour de la paix dans leur pays ne dépend que d'eux, car les partenaires ne sont là qu'en appoint. S'ils décident aujourd'hui de déposer les armes et faire la paix, alors la paix reviendra. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 1

(Communauté internationale/Union africaine) à la question n° 18

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les Centrafricains devraient savoir que le retour de la paix dans leur pays ne dépend que d'eux... »*
- « *... les partenaires ne sont là qu'en appoint. »*
- « *S'ils décident aujourd'hui de déposer les armes et faire la paix, alors la paix reviendra. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Ce sont les mêmes éléments que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *S'ils décident aujourd'hui de déposer les armes et faire la paix, alors la paix reviendra. »*

Analyse : l'arrêt du conflit ne dépend que des Centrafricains et non des partenaires internationaux, car ceux-ci ne sont venus qu'en appoint en République centrafricaine.

ENTRETIEN N°2

(Imam/Confessions religieuses)

Question n° 1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°2 à la question n° 1 (Imam/Confessions religieuses)

« Merci parce que vous avez porté votre choix sur ma modeste personne et accepté de faire le déplacement du Km5 pour m'interroger. Avant c'était

difficile pour un chrétien comme vous de venir sans peur au ventre au Km5 que les politiques de mauvaise foi ont diabolisé pendant plusieurs années. Cela prouve que la paix est de retour dans notre pays. Pour répondre à votre question, les causes des multiples crises que notre pays la Centrafrique connaît se trouvent dans la mauvaise gouvernance de nos dirigeants qui ont passé tout leur temps à diviser les Centrafricains, à voler l'argent du peuple et à violenter les faibles. Pendant plusieurs décennies, les musulmans ont été considérés comme des sous hommes, les régions où ils habitent en majorité telles que la Vakaga et le Bamingui Bangoran ont été purement et simplement oubliées. Les musulmans ont subi beaucoup d'humiliations publiques et c'est ça qui les a poussés à prendre les armes en 2012 contre Bozize. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°1**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Avant c'était difficile pour un chrétien comme vous de venir sans peur au ventre au Km5 que les politiques de mauvaise foi ont diabolisé pendant plusieurs années. »*
- *« Cela prouve que la paix est de retour dans notre pays. »*
- *« ... les causes des multiples crises... se trouvent dans la mauvaise gouvernance de nos dirigeants... »*
- *« ... les musulmans ont été considérés comme des sous hommes... »*
- *« ... les régions où ils habitent en majorité... ont été purement et simplement oubliées. »*
- *« ... Les musulmans ont subi beaucoup d'humiliations publiques... »*
- *« ... c'est ça qui les a poussés à prendre les armes en 2012 contre Bozize. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : la mauvaise gouvernance, l'humiliation subie par les musulmans et la marginalisation de ceux-ci sont parmi les causes du conflit centrafricain.

Question n°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°2
(Imam/Confessions religieuses)**

« Les blancs ne nous ont pas rendu service dans ce pays, car à chaque fois qu'il y a un problème entre les Centrafricains, ils attisent le feu pour que nous ne puissions pas nous entendre et comme ça, ils vont continuer à régner sur nous. S'ils avaient la volonté de nous aider en 2012 quand la rébellion de la Seleka a éclaté, ils auraient pu mener une vraie médiation entre les rebelles et le gouvernement de Bozize. Mais en public ils disent vouloir aider les Centrafricains à faire la paix, mais dans l'ombre ils poussent les rebelles à continuer à faire la guerre. Donc les blancs ne sont pas du tout sérieux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°2**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les blancs ne nous ont pas rendu service dans ce pays... »*
- « *... à chaque fois qu'il y a un problème entre les Centrafricains, ils attisent le feu pour que nous ne puissions pas nous entendre et comme ça, ils vont continuer à régner sur nous. »*
- « *S'ils avaient la volonté de nous aider... ils auraient pu mener une vraie médiation entre les rebelles et le gouvernement de Bozize. »*
- « *... en public ils disent vouloir aider les Centrafricains... mais dans l'ombre ils poussent les rebelles à continuer à faire la guerre. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... les blancs ne sont pas du tout sérieux. »*

Analyse : l'hypocrisie des occidentaux a contribué au déclenchement du conflit centrafricain, car d'un côté ils s'affichent publiquement en médiateurs, de l'autre côté ils poussent les groupes armés à continuer à faire la guerre.

Question n°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°3
(Imam/Confessions religieuses)**

« Mais c'est comme je vous l'ai dit, non. Toutes les armes et les financements qui ont permis aux rebelles de faire la guerre sur le terrain, ont été fournis par les pays occidentaux. Donc s'ils arrêtent de fournir des armes et des

financements aux groupes armés, ces derniers ne pourront plus avoir les moyens de faire la guerre. Si les blancs n'achètent plus les diamants et l'or que les rebelles produisent dans les zones qu'ils contrôlent, leurs sources de revenus vont tarir. Je vous rappelle que c'est grâce au diamant et l'or que les rebelles gagnent de l'argent pour acheter des armes et des munitions. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°3**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les armes et les financements... ont été fournis par les pays occidentaux. »
- « ... s'ils arrêtent de fournir des armes et des financements... groupes armés... ne pourront plus avoir les moyens de faire la guerre. »
- « Si les blancs n'achètent plus les diamants et l'or que les rebelles produisent, ... leurs sources de revenus vont tarir. »
- « ... grâce au diamant et l'or que les rebelles gagnent de l'argent pour acheter des armes et des munitions. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : les occidentaux font un double jeu dans la gestion du conflit centrafricain, car d'un côté ils s'affichent publiquement en médiateurs, mais de l'autre côté ils financent et équipent les groupes armés. Les occidentaux contribuent à la pratique du trafic illicite du patrimoine

naturel centrafricain en achetant les diamants et l'or produits par les groupes armés.

Question n°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°4
(Imam/Confessions religieuses)**

« Bon là, je ne sais pas. Je n'étais même pas à Khartoum, donc je ne peux pas savoir pourquoi les partis politiques n'ont pas été conviés aux négociations. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°4**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : certains acteurs du conflit centrafricain méconnaissent d'importantes infirmations relatives à l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA).

Question n°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°5
(Imam/Confessions religieuses)**

« L'accord de Khartoum n'a pas pu mettre fin au conflit parce que les rebelles ne pouvaient pas déposer les armes. C'est grâce aux armes que les rebelles vivent et font pression sur le gouvernement, donc s'ils acceptent de déposer ces armes, ils n'auront plus de force. Si les rebelles déposent les armes, ils ne pourront plus contrôler les zones de diamants et or qui leur permettent de gagner beaucoup d'argent. Si les rebelles déposent les armes, il sera très facile à la justice de les arrêter et de les juger. Sans les armes, les rebelles n'existent pas. Tant que les rebelles continuent de garder leurs armes, il ne peut pas avoir la paix dans notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°5**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« L'accord de Khartoum n'a pas pu mettre fin au conflit parce que les rebelles ne pouvaient pas déposer les armes. »*
- *« ... grâce aux armes... les rebelles vivent et font pression sur le gouvernement... »*
- *« ... s'ils acceptent de déposer ces armes, ils n'auront plus de force. »*
- *« Si les rebelles déposent les armes, ils ne pourront plus contrôler les zones... »*
- *« ... diamants et or... permettent de gagner beaucoup d'argent. »*
- *« Si les rebelles déposent les armes, il sera très facile à la justice de les arrêter et de les juger. »*
- *« Sans les armes, les rebelles n'existent pas. »*

- « *Tant que les rebelles continuent de garder leurs armes, il ne peut pas avoir la paix* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : l'APPR-RCA n'a pas pu mettre fin au conflit parce que les groupes armés ont fait le choix de conserver leurs armes contrairement à leurs engagements pris à Khartoum (Soudan). Les armes se servent de leurs armes pour régner sur les zones sous leur contrôle et faire pression sur le gouvernement centrafricain. Les groupes armés conservent leurs armes afin d'échapper à la justice. Le désarmement des rebelles est l'une des conditions du retour de la paix en République centrafricaine.

Question n°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°6
(Imam/Confessions religieuses)**

« Pour moi, ils ont été manipulés par les blancs qui leur donnent des armes et des financements. Les Français sont mécontents parce que Touadera a fait venir les Russes dans notre pays, donc ils voulaient utiliser ces rebelles pour l'empêcher d'avoir un deuxième mandat, mais ça n'a pas marché. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°6**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... ils ont été manipulés par les blancs qui leur donnent des armes et des financements. »
- « Les Français sont mécontents parce que Touadera a fait venir les Russes dans notre pays... »
- « ... ils voulaient utiliser ces rebelles pour l'empêcher d'avoir un deuxième mandat, mais ça n'a pas marché. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : la coalition des patriotes pour le changement (CPC), regroupant huit des quatorze groupes armés signataires de l'accord de Khartoum (APPR-RCA), a été créée à la demande de la France qui lui fournit armes et financements. Mécontente de la présence des Russes en République centrafricaine, Paris voulait se servir de la CPC pour empêcher la réélection du président Faustin Archange Touadera au scrutin présidentiel du 27 décembre 2020. Mais ce projet a échoué, car le président Touadera a été réélu et investi pour un deuxième mandat de cinq ans le 30 mars 2021.

Question n°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°7
(Imam/Confessions religieuses)**

« Bon moi, je prêche la paix, le pardon, le vivre ensemble et la cohésion sociale à mes frères et sœurs. Les rebelles ne sont jamais pour la paix dans un pays, car ils servent les intérêts des blancs qui les dotent en armes et les financent. Si les FACA, les Russes et les Rwandais peuvent nous aider à faire revenir l'ordre dans notre pays, cela ne peut que nous arranger. Quand je vois comment les choses évoluent actuellement sur le terrain, je crois que les FACA avec l'aide des Russes et des Rwandais sont en mesure reconquérir tout le territoire centrafricain. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°7**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je prêche la paix, le pardon, le vivre ensemble et la cohésion sociale à mes frères et sœurs. »*
- *« Les rebelles ne sont jamais pour la paix dans un pays... »*
- *« ... ils servent les intérêts des blancs qui les dotent en armes et les financent. »*
- *« Si les FACA, les Russes et les Rwandais peuvent nous aider à faire revenir l'ordre dans notre pays, cela ne peut que nous arranger. »*
- *« ... les FACA avec l'aide des Russes et des Rwandais sont en mesure reconquérir tout le territoire centrafricain. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Certains acteurs commencent à travailler activement à l'arrêt du conflit centrafricain, car ils estiment que la présence des groupes armés ne contribuera pas au retour de la paix en République centrafricaine. Les groupes armés agissent pour le compte des occidentaux qui leur fournissent financements et armements. Ces acteurs approuvent la présence des Russes sur le territoire centrafricain qui sera bientôt entièrement récupéré par l'armée nationale (FACA), grâce à l'appui de la Russie et du Rwanda.

Question n°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°8
(Imam/Confessions religieuses)**

« Les rebelles exploitent beaucoup nos diamants et or qu'ils vendent aux occidentaux. Si cela continue comme ça là, ils vont vider tous nos diamants et or. Les Russes aussi exploitent beaucoup, beaucoup nos richesses du sous-sol. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°8**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les rebelles exploitent beaucoup nos diamants et or qu'ils vendent aux occidentaux. »*
- « *Si cela continue..., ils vont vider tous nos diamants et or. »*
- « *Les Russes aussi exploitent beaucoup... nos richesses du sous-sol. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les groupes armés et les Russes exploitent à outrance le patrimoine naturel centrafricain. Celui-ci est en péril.

Question n°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°9 (Imam/Confessions religieuses)

« Les Centrafricains savent où se trouvent les richesses du sous-sol, donc si le gouvernement leur lance un appel, ils peuvent lui indiquer les zones de ces richesses. Le gouvernement peut utiliser la population pour avoir des renseignements sur les zones où les rebelles exploitent les richesses naturelles. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2 (Imam/Confessions religieuses) à la question n°9

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les Centrafricains savent où se trouvent les richesses du sous-sol... »*
- « *... si le gouvernement leur lance un appel, ils peuvent lui indiquer les zones de ces richesses. »*
- « *Le gouvernement peut utiliser la population pour avoir des renseignements sur les zones où les rebelles exploitent les richesses naturelles. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une bonne communication publique et territoriale réalisée par le gouvernement centrafricain peut contribuer à la qualification ou à la requalification du patrimoine culturel et naturel du pays.

Question n°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°10 (Imam/Confessions religieuses)

« Mais il faut que le gouvernement envoie les FACA dans les zones où se trouvent les richesses de notre pays pour les protéger. Le rôle des FACA, gendarmes et policiers c'est d'assurer notre sécurité et celle de nos biens aussi. Le gouvernement doit envoyer les FACA, accompagnés des Russes et Rwandais pour chasser tous les rebelles qui exploitent nos diamants et or. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°10**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... il faut que le gouvernement envoie les FACA dans les zones où se trouvent les richesses de notre pays pour les protéger. »
- « Le rôle des FACA, gendarmes et policiers c'est d'assurer notre sécurité et celle de nos biens aussi. »
- « Le gouvernement doit envoyer les FACA, accompagnés des Russes et Rwandais pour chasser tous les rebelles qui exploitent nos diamants et or. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'utilisation de la violence légitime à travers l'armée nationale appuyée par les forces Russes et Rwandaises par le gouvernement centrafricain, est une communication efficace qui peut contribuer à la protection du patrimoine culturel et naturel du pays. La violence légitime impose et fait respecter l'autorité de l'État.

Question n°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°11

(Imam/Confessions religieuses)

« Nos richesses naturelles sont aujourd'hui exploitées par les rebelles, les Russes et certains parents et responsables politiques proches de Touadera. Je connais aussi des opérateurs économiques qui font la même chose. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2 (Imam/Confessions religieuses) à la question n°11

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nos richesses naturelles sont aujourd'hui exploitées par les rebelles, les Russes et certains parents et responsables politiques proches de Touadera. »*
- *« ... des opérateurs économiques... font la même chose. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain est pratiqué par les groupes armés, certains opérateurs économiques et proches du président Touadera.

Question n°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°12 (Imam/Confessions religieuses)

« Non, tout le commerce de diamants et or que les rebelles, les Russes, opérateurs économiques et proches de Touadera font là, l'argent ne rentre que dans leurs poches. C'est cet argent qui leur permet d'acheter des voitures de luxe et de construire de belles villas à Bangui. Donc ces richesses ne profitent qu'à eux et à leurs familles. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°12**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... tout le commerce de diamants et or que les rebelles, les Russes, opérateurs économiques et proches de Touadera font là, l'argent ne rentre que dans leurs poches. »*
- *« ... cet argent... leur permet d'acheter des voitures de luxe et de construire de belles villas à Bangui. »*
- *« ... ces richesses ne profitent qu'à eux et à leurs familles. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les générations présentes ne profitent pas de l'exploitation du patrimoine naturel en République centrafricaine, à cause du trafic illicite pratiqué par les personnes non-autorisées. Il en sera de même pour les générations futures, contrairement aux principes du développement durable.

Question n°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°13
(Imam/Confessions religieuses)**

« Moi, je suis imam, quand je prêche à la mosquée, je chante la paix. Je dénonce les violences exercées sur les civils sans tenir compte de leur religion. Nous sommes tous des enfants de Dieu, c'est Dieu qui nous a créés. Quand je prêche le Coran, j'exhorte mes frères et mes sœurs à se pardonner et à s'aimer les uns les autres. Quand les journalistes viennent vers moi pour les interviews, je parle toujours de la paix. J'ai toujours dit qu'en Centrafrique, il n'existe pas de musulmans, il n'existe pas de chrétiens non plus, mais il n'existe que des Centrafricains tout court. Que les Centrafricains ne permettent pas aux politiques d'utiliser la religion pour les diviser. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°13**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... il n'existe pas de musulmans, il n'existe pas de chrétiens non plus, mais il n'existe que des Centrafricains tout court. »*
- *« Que les Centrafricains ne permettent pas aux politiques d'utiliser la religion pour les diviser. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« ... je suis imam, quand je prêche à la mosquée, je chante la paix. »*
- *« Je dénonce les violences exercées sur les civils sans tenir compte de leur religion. »*
- *« ... je prêche le Coran, j'exhorte mes frères et mes sœurs à se pardonner et à s'aimer les uns les autres. »*

- « ... je parle toujours de la paix. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La religion, souvent instrumentalisée par les politiques en République centrafricaine, ne devrait pas être un facteur de division entre les Centrafricains. Non seulement, les violences sous toutes leur forme doivent être dénoncées par les imams, mais la paix, le pardon et la réconciliation devraient également être prêchés dans les mosquées.

Question n°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°14
(Imam/Confessions religieuses)**

« Quand certaines autorités politiques nous rendent visite dans nos mosquées ou nous reçoivent en audience dans leurs bureaux, nous leur parlons de nos diamants et or qui sont pillés par les rebelles, libanais et les Russes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°14**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Quand certaines autorités politiques nous rendent visite ou nous reçoivent en audience..., nous leur parlons de nos diamants et or qui sont pillés... »*

- « ... nos diamants et or... sont pillés par les rebelles, libanais et les Russes. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel fait l'objet de pillage de la part des groupes armés, libanais et Russes. Ce pillage est régulièrement dénoncé auprès des gouvernants Centrafricains par les imams.

Question n°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°15
(Imam/Confessions religieuses)**

« Je parle beaucoup à la radio et à la télé. Certains de mes messages sont aussi publiés sur l'Internet par les jeunes de notre mosquée qui s'y connaissent. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°15**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « Je parle beaucoup à la radio et à la télé. »
- « Certains de mes messages sont aussi publiés sur l'Internet... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La radio, la télévision et l'Internet sont les canaux les plus utilisés par les imams pour réaliser de la communication publique sur le conflit et le patrimoine naturel en République centrafricaine.

Question n°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°16
(Imam/Confessions religieuses)**

« Dans toute famille, quand il y a un problème, il vaut mieux se mettre autour d'une table, discuter et trouver une solution qui arrange tout le monde. Si les Centrafricains se parlent tout le temps, ils seront en mesure de bien veiller sur les richesses naturelles de leur pays. C'est lorsque nous sommes divisés qu'il y a désordre et quand il y a désordre, les blancs en profitent pour piller nos richesses pour aller développer leurs pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°16**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... quand il y a un problème, il vaut mieux se mettre autour d'une table, discuter et trouver une solution qui arrange tout le monde. »
- « Si les Centrafricains se parlent tout le temps, ils seront en mesure de bien veiller sur les richesses naturelles de leur pays. »
- « ... lorsque nous sommes divisés... il y a désordre... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... quand il y a désordre, les blancs en profitent pour piller nos richesses... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation permanente entre les Centrafricains peut contribuer à la protection du patrimoine naturel de la République centrafricaine. Les occidentaux profitent de l'absence de concertation entre les Centrafricains pour piller le patrimoine du pays.

Question n°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°17
(Imam/Confessions religieuses)**

« Quand il y a une mésentente dans votre maison et qu'un voisin souhaite intervenir afin de vous aider à trouver une solution, est-ce que c'est une mauvaise chose ? Non, je ne pense pas. Donc tous ceux qui souhaitent nous aider à trouver des solutions à nos problèmes, sont les bienvenus. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2
(Imam/Confessions religieuses) à la question n°17**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Quand il y a une mésentente dans votre maison et qu'un voisin souhaite intervenir afin de vous aider à trouver une solution, est-ce que c'est une mauvaise chose ? Non, je ne pense pas. »*
- « *... tous ceux qui souhaitent nous aider à trouver des solutions à nos problèmes, sont les bienvenus. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est un moyen pour réconcilier des personnes que des différends divisent.

Question n°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewé n°2 à la question n°18
(Imam/Confessions religieuses)**

« Tout ce que nous demandons aux politiques dans notre pays, c'est de faire tout ce qui est possible pour que la paix revienne. Je leur demande de cesser d'utiliser la religion pour diviser les Centrafricains. Chrétiens et musulmans, unissez-vous et dites non à la manipulation des politiques. Mettez-vous ensemble et travaillez pour la paix. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°2

(Imam/Confessions religieuses) à la question n°18

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... nous demandons aux politiques dans notre pays... de faire tout ce qui est possible pour que la paix revienne. »
- « Je leur demande de cesser d'utiliser la religion pour diviser les Centrafricains. »
- « Chrétiens et musulmans, unissez-vous et dites non à la manipulation des politiques. »
- « Mettez-vous ensemble et travaillez pour la paix. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les politiques doivent tout faire pour rétablir la paix en République centrafricaine et de s'abstenir d'instrumentaliser la religion pour assouvir leurs intérêts personnels. L'union entre les Centrafricains ouvrira la porte à la paix dans le pays.

ENTRETIEN N°3

(Animiste/Confessions religieuses)

Question n°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°1

(Animiste/Confessions religieuses)

« Je ne comprends pas pourquoi depuis la fin du règne de Bokassa, notre pays n'a jamais connu la paix. Quand j'étais jeune au temps de Dacko et Bokassa, on n'a jamais vu ces guerres à répétition qui ne finissent pas dans ce pays. Les troubles ont commencé vers la fin du régime de Bokassa avec le massacre des écoliers, élèves et étudiants. L'armée Française est intervenue pour le chasser du pouvoir et installer Dacko. Quand Dacko a pris le pouvoir pour la deuxième fois, oh lalalala mon fils, il y avait des grèves, on cassait les magasins, on brûlait les véhicules et ainsi de suite. Kolingba est arrivé, c'était pareil. Patassé pareil. Bozize pareil et les choses ont pris une tournure très meurtrière de telle sorte que les éléments de la Seleka ont tué beaucoup et beaucoup de personnes innocentes. Avec Samba-Panza, pas de paix. Avec Touadera, pas de paix. Qu'allons faire mon fils ? Moi, je pense que les présidents qui ont dirigé notre pays ne servent pas les intérêts du peuple centrafricain. Ils ne voient que leurs propres intérêts. C'est pour cela qu'il y a toujours des mécontents et des guerres à répétition. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3 (Animiste/Confessions religieuses) à la question n°1

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... depuis la fin du règne de Bokassa, notre pays n'a jamais connu la paix. »*
- *« ... de Dacko et Bokassa, on n'a jamais vu ces guerres à répétition qui ne finissent pas dans ce pays. »*
- *« Les troubles ont commencé vers la fin du régime de Bokassa avec le massacre des écoliers, élèves et étudiants. »*
- *« L'armée Française est intervenue pour le chasser du pouvoir et installer Dacko. »*

- « *Quand Dacko a pris le pouvoir pour la deuxième fois..., il y avait des grèves, on cassait les magasins, on brûlait les véhicules et ainsi de suite. »*
- « *Kolingba..., c'était pareil. »*
- « *Patassé pareil. »*
- « *Bozize, pareil et les choses ont pris une tournure très meurtrière.... les éléments de la Seleka ont tué beaucoup... de personnes innocentes. »*
- « *Avec Samba-Panza, pas de paix. »*
- « *Avec Touadera, pas de paix. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... les présidents qui ont dirigé notre pays ne servent pas les intérêts du peuple centrafricain. »*
- « *Ils ne voient que leurs propres intérêts. »*
- « *C'est pour cela qu'il y a toujours des mécontents et des guerres à répétition. »*

Analyse : La République centrafricaine est confrontée à l'instabilité politico-sécuritaire depuis la fin du règne de l'empereur Jean-Bedel Bokassa en 1979, renversé par l'armée Française. Cette instabilité trouve son origine dans la mauvaise gouvernance des différents gouvernants qui se sont succédé à la tête du pays.

Question n°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°2
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Mais que peuvent faire les blancs, si nous Centrafricains, ne sommes pas capables de nous entendre. Si nous Centrafricains ne, sommes pas capables de nous entendre, les étrangers vont en profiter pour piller nos richesses naturelles que Dieu nous a données. Si nous nous entendons, si vous les jeunes, vous écoutez les conseils des personnes âgées, on aurait pu éviter ces guerres à répétition. Mais maintenant, vous dites que les vieilles personnes ne connaissent rien parce que leur époque est révolue ou bien parce qu'elles n'ont pas de gros diplômes comme vous. Voilà les conséquences, la paix nous manque. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°2**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Si nous Centrafricains, ne sommes pas capables de nous entendre, les étrangers vont en profiter pour piller nos richesses naturelles... »*

- « *Si nous nous entendons, si vous les jeunes, vous écoutez les conseils des personnes âgées, on aurait pu éviter ces guerres à répétition. »*
- « *... vous dites que les vieilles personnes ne connaissent rien parce que leur époque est révolue ou bien parce qu'elles n'ont pas de gros diplômes comme vous. »*
- « *Voilà les conséquences, la paix nous manque. »*

Analyse : Les étrangers profitent des querelles intestines entre les Centrafricains pour piller le patrimoine naturel du pays.

Question n°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°3
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Ce ne sont pas les étrangers qui ont pris les armes pour venir faire la guerre dans notre pays. Il est vrai que parmi les rebelles Seleka, on a pu noter la présence des tchadiens et soudanais, mais ce sont des Centrafricains qui les ont faits venir en Centrafrique. Ils ne sont pas venus d'eux-mêmes. Si les Centrafricains veulent que la guerre s'arrête aujourd'hui, eh bien elle s'arrêtera. C'est à nous de décider de mettre fin à cette guerre, pas les étrangers. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°3**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *... parmi les rebelles Seleka, on a pu noter la présence des tchadiens et soudanais...* »

- « ... mais ce sont des Centrafricains qui les ont faits venir en Centrafrique. »
- « Ils ne sont pas venus d'eux-mêmes. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Si les Centrafricains veulent que la guerre s'arrête... elle s'arrêtera. »
- « C'est à nous de décider de mettre fin à cette guerre, pas les étrangers. »

Analyse : Les Centrafricains sont responsables de la guerre qui se déroule dans leur pays depuis plusieurs années. Les ressortissants étrangers qui se battent sur le terrain ont été recrutés par les Centrafricains eux-mêmes.

Question n°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°4
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Je ne sais pas mon fils. Les politiques de notre pays-là, ils sont toujours en train de se disputer les choses sans savoir pourquoi. Il faut leur demander pourquoi ils n'ont pas pris part aux négociations. Les politiques de notre pays se battent tout le temps pour le pouvoir, mais ils ne sont pas capables de faire en sorte qu'il y ait la paix dans notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°4**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les politiques... sont toujours en train de se disputer les choses sans savoir pourquoi. »*
- « *Les politiques de notre pays se battent tout le temps pour le pouvoir... »*
- « *... ils ne sont pas capables de faire en sorte qu'il y ait la paix dans notre pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les politiques Centrafricains s'intéressent plus aux querelles intestines que travailler pour la paix en République centrafricaine.

Question n°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°5
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Je ne sais pas. Mais les rebelles avec le gouvernement font leurs business non ! Pendant ce temps, les pauvres que nous sommes, meurent de faim. Moi je ne fais jamais confiance à ces politiques, parce que ce sont tous des

menteurs. Les blancs les trompent, ils se disputent le pouvoir, font leur business, volent l'argent du peuple, construisent des villas et achètent de belles voitures. Ce sont des menteurs, il ne faut pas les croire. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°5**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les rebelles avec le gouvernement font leurs business... »
- « Pendant ce temps, les pauvres que nous sommes, meurent de faim. »
- « ... je ne fais jamais confiance à ces politiques... ce sont tous des menteurs. »
- « Les blancs les trompent... »
- « ... ils se disputent le pouvoir... »
- « ... font leur business... »
- « ... volent l'argent du peuple... »
- « ... construisent des villas... »
- « ... achètent de belles voitures. »
- « ... il ne faut pas les croire. »

Analyse : Les politiques Centrafricains ne méritent aucune confiance du peuple dont ils ne s'occupent pas du bien-être. Ils ne pensent qu'à leurs intérêts personnels.

**Question n°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ?
Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?**

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°6
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Oui j'ai appris que c'est Bozize qui est le nouveau chef des rebelles qui tuent beaucoup de personnes en provinces. Mais je ne comprends pas cet homme. Il n'avait pas bien dirigé notre pays et les Seleka sont venus le chasser du pouvoir, mais pourquoi il veut encore revenir. S'il tue tout le monde, avec qui il va vivre lorsqu'il sera revenu au pouvoir. C'est très triste. Je demande à Bozize d'arrêter avec sa sale guerre, car les innocents meurent pour rien. Si Bozize veut le pouvoir, il doit attendre la fin du mandat de Touadera et poser sa candidature. Si le peuple le choisit, il pourra diriger notre pays à nouveau. Les blancs trompent Bozize et il est en train de tuer ses propres frères, sœurs, fils et filles. Cela me fait de la peine. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°6**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... j'ai appris que c'est Bozize qui est le nouveau chef des rebelles qui tuent beaucoup de personnes en provinces. »*
- *« ... les Seleka sont venus le chasser du pouvoir, mais pourquoi il veut encore revenir. »*
- *« Je demande à Bozize d'arrêter avec sa sale guerre... »*
- *« ... car les innocents meurent pour rien. »*
- *« Si Bozize veut le pouvoir, il doit attendre la fin du mandat de Touadera et poser sa candidature. »*

- « Si le peuple le choisit, il pourra diriger notre pays à nouveau. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Les blancs trompent Bozize... »
- « ... il est en train de tuer ses propres frères, sœurs, fils et filles. »

Analyse : Le peuple centrafricain est le détenteur du pouvoir. Il le donne au dirigeant de son choix. Non seulement, l'ancien président François Bozize doit cesser de faire perpétrer des violences sur les innocents par les éléments de coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont il est le coordonnateur, mais s'il souhaite revenir au pouvoir, il devra attendre la fin du second mandat du président Faustin Archange Touadera. Si le peuple souverain accepte de lui accorder sa confiance, il pourra accéder à nouveau au pouvoir.

Question n°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°7
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Les FACA sont en train de chasser les rebelles étrangers qui sont venus tuer nos enfants. Ce que font nos militaires est à saluer. Je les encourage. S'ils poursuivent dans la même lancée, ils vont libérer notre pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3

(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°7

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les FACA sont en train de chasser les rebelles étrangers qui sont venus tuer nos enfants. »*
- « *Ce que font nos militaires est à saluer. »*
- « *S'ils poursuivent dans la même lancée, ils vont libérer notre pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA) sont capables de reconquérir la totalité du territoire centrafricain, au vu de leurs prestations actuelles sur le terrain.

Question n°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°8 (Animiste/Confessions religieuses)

« Les rebelles sont des voleurs. Ils sont venus voler nos diamants et or. Si on les laisse, ils vont tout vider. Donc il faut que les FACA continuent à les chasser de notre territoire. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°8**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Donc il faut que les FACA continuent à les chasser de notre territoire. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Les rebelles sont des voleurs. »*
- « *Ils sont venus voler nos diamants et or. »*
- « *Si on les laisse, ils vont tout vider. »*

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA) doivent continuer à mettre hors d'état de nuire les groupes armés qui pillent le patrimoine naturel centrafricain.

Question n°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°9
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Mais si le gouvernement ne sensibilise pas la population, comment peut-on l'aider à identifier les richesses que vous venez de citer ? Moi par exemple, je connais beaucoup de choses de nos ancêtres parce que je suis de la vieille

génération. Donc si vous, jeunes d'aujourd'hui, ne vous approchez pas de moi, vous ne connaîtrez jamais les secrets de notre tradition. Vous imitez les blancs qui ont une culture tout à fait différente de la nôtre, vous ne faites confiance qu'à vos diplômes. C'est pour cela que les connaissances ancestrales vous manquent. Aujourd'hui, je suis voyante grâce à mon défunt père qui m'a révélé beaucoup de secrets. Si le gouvernement ne se rapproche pas de la population, on lui cachera beaucoup de choses. Les plantes et les feuilles que j'utilise pour traiter mes patients m'ont été révélées par mon père, avec la bénédiction des esprits de mes ancêtres. Quand il y a un problème, je consulte ces esprits bienveillants qui me révèlent la démarche à suivre et cela marche toujours. Ce sont des richesses, si mes enfants ne s'approchent pas de moi, ils n'en sauront rien du tout. Après ma mort, il n'y aura personne pour perpétuer ces pratiques qui soignent toutes sortes de maladies. Ce sont des richesses culturelles qu'il faut savoir transmettre de génération en génération. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°9**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... si le gouvernement ne sensibilise pas la population, comment peut-on l'aider à identifier les richesses que vous venez de citer ? »
- « ... je connais beaucoup de choses de nos ancêtres parce que je suis de la vieille génération. »
- « ... si vous, jeunes d'aujourd'hui, ne vous approchez pas de moi, vous ne connaîtrez jamais les secrets de notre tradition. »
- « ... je suis voyante grâce à mon défunt père qui m'a révélé beaucoup de secrets. »
- « Si le gouvernement ne se rapproche pas de la population, on lui cachera beaucoup de choses. »

- « *Les plantes et les feuilles que j'utilise pour traiter mes patients m'ont été révélées par mon père, avec la bénédiction des esprits de mes ancêtres.* »
- « *Quand il y a un problème, je consulte ces esprits bienveillants qui me révèlent la démarche à suivre et cela marche toujours.* »
- « *Ce sont des richesses...* »
- « *... si mes enfants ne s'approchent pas de moi, ils n'en sauront rien du tout.* »
- « *Après ma mort, il n'y aura personne pour perpétuer ces pratiques qui soignent toutes sortes de maladies.* »
- « *Ce sont des richesses culturelles qu'il faut savoir transmettre de génération en génération.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Vous imitez les blancs qui ont une culture tout à fait différente de la nôtre, vous ne faites confiance qu'à vos diplômes.* »
- « *C'est pour cela que les connaissances ancestrales vous manquent.* »

Analyse : Grâce à une communication publique et territoriale, le gouvernement centrafricain peut procéder au recensement et à la qualification du patrimoine culturel et naturel du pays. Le patrimoine culturel immatériel, notamment les connaissances ancestrales, peut se transmettre de génération en génération, mais à condition que les jeunes et vieux collaborent étroitement. L'acculturation pratiquée par les

générations présentes empêche celles-ci de profiter du patrimoine culturel immatériel.

Question n°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°10
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Vous voulez que je vous dise quoi ? Si le gouvernement veut que nos richesses soient en sécurité, il faut qu'il envoie notre armée pour les protéger. C'est le rôle du gouvernement d'assurer la sécurité dans notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°10**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si le gouvernement veut que nos richesses soient en sécurité, il faut qu'il envoie notre armée pour les protéger. »*
- *« C'est le rôle du gouvernement d'assurer la sécurité dans notre pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'utilisation de la violence légitime par le gouvernement centrafricain peut contribuer à la protection du patrimoine naturel du pays.

Question n°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles pratiqué par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°11
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Nos richesses dont vous parlez à l'instant font l'objet de pillage de la part de nos politiques. Les rebelles aussi, depuis qu'ils sont dans la brousse, ils font la même chose. C'est l'argent que les politiques gagnent à travers les diamants et l'or qui leur permet de construire des belles villas partout et acheter de belles voitures pour leurs femmes, maîtresses et enfants. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°11**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nos richesses... font l'objet de pillage de la part de nos politiques. »*
- *« Les rebelles aussi ... font la même chose. »*
- *« ... l'argent que les politiques gagnent à travers les diamants et l'or ... permet de construire des belles villas... et acheter de belles voitures pour leurs femmes, maîtresses et enfants. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le pillage du patrimoine naturel centrafricain, source d'enrichissement illicite, est pratiqué aussi bien par les politiques que par les groupes armés.

Question n°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°12
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Si les politiques et les rebelles continuent de voler nos diamants et or sans qu'ils ne soient arrêtés et jugés, il n'y aura plus rien pour vous les jeunes. Même l'eau du puits tarit s'il ne pleut pas. Donc si rien n'est fait pour arrêter cette hémorragie, notre sous-sol sera vidé. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°12**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si les politiques et les rebelles continuent de voler nos diamants et or sans qu'ils ne soient arrêtés et jugés, il n'y aura plus rien pour vous les jeunes. »*
- *« ... si rien n'est fait pour arrêter cette hémorragie, notre sous-sol sera vidé. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'exploitation illicite du patrimoine naturel par les groupes armés et les politiques qui appartiennent aux générations présentes, risque de compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. Ceci est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que la consommation des ressources naturelles par les générations présentes n'empêche pas les générations futures à satisfaire leurs besoins.

Question n°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°13
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Moi je parle de la guerre pour dire quoi ? Qui va m'écouter, moi qui suis vieille là ? Ils vont dire, ah celle-là est déjà vieille, qu'elle se taise. Je m'intéresse seulement à mes activités de voyante. C'est tout. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°13**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Qui va m'écouter, moi qui suis vieille là ? »*
- *« Je m'intéresse seulement à mes activités de voyante. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Ils vont dire, ah celle-là est déjà vieille, qu'elle se taise.* »

Analyse : Les communications de certains non-acteurs (vieilles personnes) sur le conflit centrafricain sont mal perçues par les autres acteurs et les non-acteurs. Ceux-ci estiment que l'époque des vieilles personnes est révolue.

Question n°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°14 (Animiste/Confessions religieuses)

« Comme je vous l'ai dit il y a quelques minutes, qui prendra son temps pour écouter une vieille femme comme moi ? Je sais que les politiques volent l'argent du peuple, font le trafic de diamants et or, mais je ne perds pas mon temps pour en parler, car personne ne m'écouterait. Avant de parler à une personne, il faudrait d'abord s'assurer qu'elle va vous écouter, si non se serait une perte de temps. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3 (Animiste/Confessions religieuses) à la question n°14

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je sais que les politiques volent l'argent du peuple, font le trafic de diamants et or...* »
- « *... je ne perds pas mon temps pour en parler...* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... qui prendra son temps pour écouter une vieille femme comme moi ? »
- « ... personne ne m'écouterà. »

Analyse : Il est connu de tous que les politiques pratiquent le commerce illicite du patrimoine naturel, mais certains non-acteurs ne souhaitent pas en faire un sujet de communication parce qu'ils estiment qu'ils ne seront pas écoutés.

Question n°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°15
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Tout cela, c'est le problème des politiques, mon fils. Cela ne m'intéresse pas. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°15**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... c'est le problème des politiques, mon fils. »
- « Cela ne m'intéresse pas. »

Analyse : L'analyse est la même que précédemment.

Question n°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°16
(Animiste/Confessions religieuses)**

« A notre époque, quand il y avait une mésentente entre deux villages, les personnes âgées se retrouvaient autour d'un grand feu pour échanger afin de trouver les solutions qui pouvaient arranger tout le monde. C'est pour cela qu'il y avait la paix entre nous. Mais vous les jeunes d'aujourd'hui, vous êtes incapables de vous asseoir autour d'une table pour dialoguer et trouver des solutions à vos problèmes. Vous voyez les résultats maintenant ? C'est la guerre partout. Je vous recommande donc la même chose. Dialoguez, dialoguez et dialoguez. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°16**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « A notre époque, quand il y avait une mésentente entre deux villages, les personnes âgées se retrouvaient autour d'un grand feu pour échanger afin de trouver les solutions qui pouvaient arranger tout le monde. »
- « C'est pour cela qu'il y avait la paix entre nous. »
- « Dialoguez, dialoguez et dialoguez. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les jeunes d'aujourd'hui..., incapables de vous asseoir autour d'une table pour dialoguer et trouver des solutions à vos problèmes. »
- « ... les résultats maintenant ? C'est la guerre partout. »

Analyse : La concertation permettait aux générations antérieures de résoudre leurs problèmes et de cohabiter pacifiquement. L'absence de concertation entre les acteurs et non-acteurs est à l'origine des conflits à répétition auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années.

Question n°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°17
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Si dans une famille, il y a mésentente entre époux et épouse ou entre les enfants et qu'un voisin se propose de les aider à s'entendre, est-ce mauvais ? Je ne pense pas. S'il y a des personnes de bonne foi qui voudraient nous aider à faire arrêter cette guerre qui tue les civils inutilement là, il faut les laisser venir. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°17**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si dans une famille, il y a mésentente entre époux et épouse ou entre les enfants et qu'un voisin se propose de les aider à s'entendre, est-ce mauvais ? Je ne pense pas. »*
- *« S'il y a des personnes de bonne foi qui voudraient nous aider à faire arrêter cette guerre qui tue les civils inutilement là, il faut les laisser venir. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation pour trouver un compromis entre plusieurs personnes que des différends divisent, a fait ses preuves.

Question n°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewée n°3 à la question n°18
(Animiste/Confessions religieuses)**

« Merci mon fils d'être venu jusqu'à mon domicile pour me poser ces questions. C'est de cette manière que vous, jeunes, pourrez apprendre des anciens. Tu es sur la bonne voie, continue avec la même lancée et tu profiteras des conseils des vieilles personnes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewée n°3
(Animiste/Confessions religieuses) à la question n°18**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« C'est de cette manière que vous, jeunes, pourrez apprendre des anciens. »*
- *« Tu es sur la bonne voie, continue avec la même lancée et tu profiteras des conseils des vieilles personnes. »*

***Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non -
acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain***

Aucun élément factuel.

***Éléments de qualification ou de requalification des controverses
autour de l'objet de la recherche et de son évolution***

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les non-acteurs âgés accordent une grande importance à leur communication en direction des acteurs et non-acteurs plus jeunes.

ENTRETIEN N°4

(Pasteur/Confessions religieuses)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°1
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Merci de vous être déplacé jusqu'à chez moi pour me demander mon avis sur les crises récurrentes qui secouent notre beau pays la Centrafrique depuis des décennies. En effet, les causes de ces crises sont très nombreuses, mais je me focaliserai sur les principales, à savoir la mauvaise gouvernance de nos dirigeants, l'impunité et la soif sans limite du pouvoir de nos gouvernants. Tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance qui pouvait se résumer en la corruption endémique dans tous les appareils de l'État, la confiscation du pouvoir, le clientélisme, le tribalisme, les violations massives des droits de l'homme, les détournements massifs des deniers publics et la mainmise d'un groupuscule de personnes sur l'économie du pays, pour ne citer que ces maux-là. L'impunité dont j'ai fait allusion se caractérisait par le fait que les politiques et leurs proches sur lesquels pesaient de lourds soupçons d'actes illégaux graves n'ont jamais été inquiétés par la justice. Quant à la soif du pouvoir, on la remarquait dans le fait que certains politiques de notre pays étaient de mèche avec des puissances étrangères pour perpétrer des coups d'État afin d'accéder au pouvoir, en dépit du fait que cela soit prohibé par la Constitution de notre pays. Donc, vous voyez, tous ces ingrédients mis ensemble ne peuvent qu'accoucher de ces multiples crises violentes que nous connaissons. Quand on accède au pouvoir par des voies illégales, c'est-à-dire contraires aux voies de Dieu, eh bien, on n'en profite jamais. Tous les chefs d'État Centrafricains qui ont perpétré des coups d'État dans notre pays n'ont jamais pu gérer leurs pouvoirs, car la Bible déclare je cite : « On vous mesurera avec la mesure dont vous êtes

servi », fin de citation. Je veux par-là, dire que tous les présidents qui ont pris le pouvoir par la violence, ont été déchus par la violence. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°1**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... les causes de ces crises sont très nombreuses... à savoir la mauvaise gouvernance de nos dirigeants, l'impunité et la soif sans limite du pouvoir de nos gouvernants. »*
- *« ... les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance qui pouvait se résumer en la corruption endémique dans tous les appareils de l'État, la confiscation du pouvoir, le clientélisme, le tribalisme, les violations massives des droits de l'homme, les détournements massifs des deniers publics... »*
- *« ... la mainmise d'un groupuscule de personnes sur l'économie du pays, pour ne citer que ces maux-là. »*
- *« ... les politiques et leurs proches sur lesquels pesaient de lourds soupçons d'actes illégaux graves n'ont jamais été inquiétés par la justice. »*
- *« ... certains politiques de notre pays étaient de mèche avec des puissances étrangères pour perpétrer des coups d'État afin d'accéder au pouvoir, en dépit du fait que cela soit prohibé par la Constitution de notre pays. »*
- *« ... ces ingrédients mis ensemble, ne peuvent qu'accoucher de ces multiples crises violentes que nous connaissons. »*
- *« Tous les chefs d'État Centrafricains qui ont perpétré des coups d'État dans notre pays n'ont jamais pu gérer leurs pouvoirs... »*

- « ... tous les présidents qui ont pris le pouvoir par la violence, ont été déchus par la violence. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Quand on accède au pouvoir par des voies illégales, c'est-à-dire contraires aux voies de Dieu... on n'en profite jamais. »
- « ... la Bible déclare je cite : « On vous mesurera avec la mesure dont vous êtes servi »

Analyse : Les crises récurrentes auxquelles la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années sont dues à la mauvaise gouvernance dont la confiscation du pouvoir et l'absence d'alternance, des dirigeants politiques qui ne pensent qu'à leurs intérêts personnels. Les fins de règne des différents présidents qui se sont succédés à la tête du pays ont souvent été violentes, parce qu'ils ont accédé au pouvoir par des voies illégales, notamment les coups d'État.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°2
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Moi je n'attends presque rien de cette fameuse communauté internationale qui n'est en Centrafrique que pour ses intérêts. Lorsque qu'il y a un problème

dans votre famille, commencez par en chercher la solution vous-même avant de recourir aux voisins. Je n'ai jamais encouragé le fait de tendre la sébile au monde extérieur, car vous savez que certaines mains cachées sont contentes parce que notre pays, au sous-sol immensément riche, n'arrive pas à connaître la paix, condition préalable pour tout développement économique d'une nation. C'est parce que nous avons trop compté sur la communauté internationale que nous sommes là où nous sommes aujourd'hui. Nous sommes aujourd'hui en guerre parce que nous avons accepté de faire la guerre, sinon nous aurions mis fin à cela il y a belle lurette. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°2**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... cette fameuse communauté internationale... n'est en Centrafrique que pour ses intérêts. »
- « Lorsque qu'il y a un problème dans votre famille, commencez par en chercher la solution vous-même avant de recourir aux voisins. »
- « Je n'ai jamais encouragé le fait de tendre la sébile au monde extérieur... »
- « C'est parce que nous avons trop compté sur la communauté internationale que nous sommes là où nous sommes aujourd'hui. »
- « Nous sommes aujourd'hui en guerre parce que nous avons accepté de faire la guerre, sinon nous aurions mis fin à cela il y a belle lurette. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... car vous savez que certaines mains cachées sont contentes parce que notre pays, au sous-sol immensément riche, n'arrive pas à connaître la paix, condition préalable pour tout développement économique d'une nation. »

Analyse : Le conflit perdure en République centrafricaine parce que les Centrafricains pensent naïvement que la solution viendrait de la communauté internationale qui n'est dans le pays que pour ses intérêts. Alors qu'en réalité, le retour de la paix ne dépend que des Centrafricains eux-mêmes. Certains pays voisins à la République centrafricaine et des puissances étrangères sont jaloux du patrimoine naturel centrafricain, c'est pour cette raison qu'ils entretiennent la guerre dans ce pays afin de l'empêcher d'exploiter ces richesses naturelles.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°3
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« C'est la même question que précédemment. Encore une fois, je ne compte pas sur la communauté internationale. Si tous les chefs rebelles qui écument nos villes des provinces décident d'arrêter les violences, déposent les armes et rapatrient tous les étrangers qui sont dans leurs rangs, la paix reviendra. Les vendeurs d'armes et de munitions qui sont toutes des grandes puissances n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête, car notre pays est devenu un grand marché très lucratif pour eux. Pour me résumer, la fin ou la poursuite de la guerre en Centrafrique dépend et ne dépend que des Centrafricains. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4

(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°3

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Encore une fois, je ne compte pas sur la communauté internationale. »*
- « *... la fin ou la poursuite de la guerre en Centrafrique dépend et ne dépend que des Centrafricains. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Si tous les chefs rebelles qui écument nos villes des provinces décident d'arrêter les violences, déposent les armes et rapatrient tous les étrangers qui sont dans leurs rangs, la paix reviendra. »*
- « *Les vendeurs d'armes et de munitions qui sont toutes des grandes puissances n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête, car notre pays est devenu un grand marché très lucratif pour eux. »*

Analyse : Les Centrafricains sont capables de mettre fin à ce conflit dans leur pays, mais malheureusement, ils continuent naïvement à ne compter que sur la communauté internationale. Les puissances étrangères qui produisent et vendent les armes et munitions, ne souhaitent pas que la guerre qui se déroule en République centrafricaine s'arrête, car celle-ci est considérée comme un marché lucratif.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature

de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°4
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Je pense que le président Touadera a commis une erreur politique très grave en écartant les partis politiques de l'opposition des négociations qui ont abouti à la signature de l'APPR-RCA. Comment pouvait-on débattre des problèmes qui touchent à l'avenir d'un pays en l'absence d'une partie des principaux acteurs politiques dudit pays ? Mais je suis forcé de comprendre la position du gouvernement centrafricain, car il n'avait aucun pouvoir de décision avant, pendant et après ces négociations. Tout a été imposé par cette fameuse communauté internationale dont vous parliez il y a quelques minutes, je veux parler des Russes et des Français essentiellement. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°4**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Comment pouvait-on débattre des problèmes qui touchent à l'avenir d'un pays en l'absence d'une partie des principaux acteurs politiques dudit pays ? »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... le président Touadera a commis une erreur politique très grave en écartant les partis politiques de l'opposition des négociations qui ont abouti à la signature de l'APPR-RCA. »
- « ... je suis forcé de comprendre la position du gouvernement centrafricain, car il n'avait aucun pouvoir de décision avant, pendant et après ces négociations. »
- « Tout a été imposé par cette fameuse communauté internationale... je veux parler des Russes et des Français essentiellement. »

Analyse : Sous les pressions de la communauté internationale, notamment la France et la Russie, le président Faustin Archange Touadera a commis une faute politique en écartant les partis politiques de l'opposition démocratique des négociations ayant conduit à la signature l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), paraphé à Khartoum (Soudan) le 06 février 2019 et signé à Bangui le 08 février 2019.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°5
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Déjà le fait que les partis politiques de l'opposition aient été écartés des négociations, a préparé le terrain à l'échec. Les opposants ont passé tout leur temps à faire des communications dont l'objectif était d'appeler la population centrafricaine à boycotter l'APPR-RCA. Vous savez que l'importance de cet accord était telle que sans l'appui de la population, sa mise en œuvre devenait délicate. Vous-même, vous avez pu certainement remarquer que l'accord a plus servi les intérêts des chefs de guerre d'autant qu'ils ont d'avantage renforcé leurs positions sur le terrain et se sont enrichis à travers l'exploitation de nos diamants et or. Tous les groupes armés ont catégoriquement refusé de déposer les armes malgré qu'ils aient pris l'engagement dans l'APPR-RCA de le faire. Une rébellion sans arme, est une

rébellion qui ne sert à rien, donc pour continuer de l'être, il fallait absolument conserver les armes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°5**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... le fait que les partis politiques de l'opposition aient été écartés des négociations, a préparé le terrain à l'échec. »
- « ... l'importance de cet accord était telle que sans l'appui de la population, sa mise en œuvre devenait délicate. »
- « ... l'accord a plus servi les intérêts des chefs de guerre d'autant qu'ils ont d'avantage renforcé leurs positions sur le terrain et se sont enrichis à travers l'exploitation de nos diamants et or. »
- « Tous les groupes armés ont catégoriquement refusé de déposer les armes malgré qu'ils aient pris l'engagement dans l'APPR-RCA de le faire. »
- « Une rébellion sans arme, est une rébellion qui ne sert à rien, donc pour continuer de l'être, il fallait absolument conserver les armes. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... le fait que les partis politiques de l'opposition aient été écartés des négociations, a préparé le terrain à l'échec. »

- « *Les opposants ont passé tout leur temps à faire des communications dont l'objectif était d'appeler la population centrafricaine à boycotter l'APPR-RCA. »*

Analyse : Le fait que le président Faustin Archange Touadera ait écarté les partis politiques de l'opposition démocratique des négociations ayant abouti à l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), est une faute politique. L'APPR-RCA a permis aux groupes armés, qui ont tous refusé de déposer les armes conformément à leurs engagements, de renforcer leur emprise sur une bonne partie du territoire centrafricain au détriment du peuple. Les partis politiques de l'opposition démocratique ont contribué à l'échec de l'APPR-RCA, car ils ont sensibilisé le peuple centrafricain à ne pas y adhérer.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°6
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Je vous ai évoqué la soif du pouvoir comme l'une des causes des multiples crises de notre pays. Eh bien, l'ancien président François Bozize est miné par une soif démesurée du pouvoir, car il n'a jamais accepté la perte de son fauteuil en 2013 du fait de la rébellion de l'ex-Seleka dirigée par Michel Djotodja. Bozize veut à tout prix et par tous les moyens revenir au pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. Quand la France lui a proposé financements, armes et munitions afin de renverser le président Touadera, avec le soutien de la fameuse CPC, eh bien il a tout de suite sauté sur l'occasion. Par ailleurs, la France voulait utiliser la CPC pour punir le président Touadera à cause du fait qu'il a fait venir les Russes en Centrafrique, mais ça n'a pas marché. Le plan a lamentablement échoué. Tout le peuple centrafricain a fait bloc comme un seul homme pour dire non

aux manœuvres teintées de haine de la France qui s'oppose depuis l'indépendance à toute action allant dans le sens du développement économique de notre pays. Les temps ont changé, mais Paris refuse de l'admettre. Les prescriptions politiques des périodes coloniales de la France vis-à-vis de l'Afrique ne fonctionnent plus. Plus rien ne sera comme avant dans les relations franco-africaines. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°6**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... la soif du pouvoir... l'une des causes des multiples crises de notre pays. »*
- *« ... l'ancien président François Bozize est miné par une soif démesurée du pouvoir... il n'a jamais accepté la perte de son fauteuil en 2013 du fait de la rébellion de l'ex-Seleka dirigée par Michel Djotodja. »*
- *« Bozize veut à tout prix et par tous les moyens revenir au pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. »*
- *« Plus rien ne sera comme avant dans les relations franco-africaines. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Quand la France lui a proposé financements, armes et munitions afin de renverser le président Touadera, avec le soutien de la fameuse CPC, eh bien il a tout de suite sauté sur l'occasion. »*

- « ... la France voulait utiliser la CPC pour punir le président Touadera à cause du fait qu'il a fait venir les Russes en Centrafrique, mais ça n'a pas marché. »
- « Le plan a lamentablement échoué. »
- « Tout le peuple centrafricain a fait bloc comme un seul homme pour dire non aux manœuvres teintées de haine de la France qui s'oppose depuis l'indépendance à toute action allant dans le sens du développement économique de notre pays. »
- « Les temps ont changé, mais Paris refuse de l'admettre. »
- « Les prescriptions politiques des périodes coloniales de la France vis-à-vis de l'Afrique ne fonctionnent plus. »

Analyse : La soif du pouvoir des politiques Centrafricains est l'une des causes des crises à répétition que connaît la République centrafricaine. L'ancien président François Bozize en est un exemple patent. La présence des Russes en République centrafricaine est à l'origine des tensions diplomatiques entre Paris et Bangui. Les Français sont accusés d'être à l'origine de la création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC), composée de huit groupes armés, dont l'un des objectifs est d'empêcher le président Faustin Archange Touadera de gouverner son pays. L'actuel chef de l'État centrafricain exprime clairement son indépendance vis-à-vis de la France et s'inscrit parmi les présidents africains qui ne se soumettent plus aux injonctions de Paris dans leur prise de décisions.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°7
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Les forces armées centrafricaines, avec l'appui des Russes et des Rwandais, sont en train de faire un travail formidable sur le terrain. Je leur promets mes prières quotidiennes, car notre Dieu est celui qui a toujours soutenu le peuple d'Israël dans toutes les guerres qui l'ont opposé à ses ennemis. La Bible déclare que « L'Eternel combattra pour vous, et vous, gardez le silence », Exodes 14 :14. Si les FACA et leurs alliés gardent le cap, ils seront en mesure de reprendre le contrôle de tout le territoire centrafricain des mains des groupes armés qui ne sont que des criminels. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°7**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les forces armées centrafricaines, avec l'appui des Russes et des Rwandais, sont en train de faire un travail formidable sur le terrain. »*
- *« Je leur promets mes prières quotidiennes... »*
- *« Si les FACA et leurs alliés gardent le cap, ils seront en mesure de reprendre le contrôle de tout le territoire centrafricain des mains des groupes armés qui ne sont que des criminels. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... car notre Dieu est celui qui a toujours soutenu le peuple d'Israël dans toutes les guerres qui l'ont opposé à ses ennemis. »*

- « *La Bible déclare que « L'Éternel combattra pour vous, et vous, gardez le silence », Exodes 14 :14. »*

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire de la République centrafricaine.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°8
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Mais bien sûr que oui. Vous êtes sans ignorer que nos diamants, or et bois sont exploités illicitement par les groupes armés, c'est même ça qui représente leur première source de revenus. Donc cette guerre est mise à profit par les chefs de guerre et leurs soutiens aussi bien occidentaux que locaux pour piller nos richesses naturelles. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°8**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... nos diamants, or et bois sont exploités illicitement par les groupes armés... »
- « ... c'est même ça qui représente leur première source de revenus. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... cette guerre est mise à profit par les chefs de guerre et leurs soutiens aussi bien occidentaux que locaux pour piller nos richesses naturelles. »

Analyse : Le patrimoine naturel centrafricain fait l'objet de commerce illicite de la part des groupes armés avec la complicité de leurs soutiens. Les insurgés en ont fait leur principale source de revenus nécessaires au financement de l'effort de guerre.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°9
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Le gouvernement centrafricain devrait faire une communication allant dans le sens d'appeler à la mobilisation générale autour de notre patrimoine culturel et naturel. Il faudrait encourager le peuple à adhérer et à soutenir à tous les projets dont l'objectif est l'identification des endroits où sont cachés ces trésors. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°9**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le gouvernement centrafricain devrait faire une communication allant dans le sens d'appeler à la mobilisation générale autour de notre patrimoine culturel et naturel.* »
- « *Il faudrait encourager le peuple à adhérer et à soutenir à tous les projets dont l'objectif est l'identification des endroits où sont cachés ces trésors.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : La qualification du patrimoine culturel et naturel centrafricain nécessite l'implication, ainsi que l'adhésion de la population centrafricaine à travers une communication publique et territoriale, réalisée par les autorités du pays.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°10
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« *La meilleure communication que le gouvernement centrafricain puisse réaliser afin de sécuriser nos richesses naturelles, c'est l'usage de la violence légitime. Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça. Tous les groupes rebelles qui exploitent illicitement nos richesses naturelles sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent être traités comme des objectifs militaires. Ils doivent être purement et simplement neutralisés.* »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°10**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La meilleure communication que le gouvernement centrafricain puisse réaliser afin de sécuriser nos richesses naturelles, c'est l'usage de la violence légitime. »*
- « *Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça. »*
- « *Tous les groupes rebelles qui exploitent illicitement nos richesses naturelles sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent être traités comme des objectifs militaires. »*
- « *Ils doivent être purement et simplement neutralisés. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La meilleure communication publique et territoriale que le gouvernement centrafricain peut réaliser pour prouver au peuple qu'il assure la protection du patrimoine culturel et naturel du pays, c'est d'équiper et de redéployer les forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°11
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Je vous l'ai déjà dit. Le trafic illicite de nos diamants, or, bois et bétails, pour ne citer que ceux-là, est fait par les groupes armés et certains dignitaires et proches du régime de Touadera. Ce n'est plus un secret pour personne. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°11**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le trafic illicite de nos diamants, or, bois et bétails... est fait par les groupes armés et certains dignitaires et proches du régime de Touadera. »*
- *« Ce n'est plus un secret pour personne. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain est essentiellement pratiqué par les groupes armés, ainsi que certains dignitaires et proches du régime du président Faustin Archange Touadera.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°12
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Si le pillage des ressources naturelles continue avec le même élan, le peuple centrafricain ne peut en profiter. Aucune taxe et aucun impôt ne sont perçus par les caisses de l'État, car tous les revenus générés par ce commerce illicite vont dans les poches de ces hors-la-loi. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4

(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°12

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si le pillage des ressources naturelles continue avec le même élan, le peuple centrafricain ne peut en profiter. »*
- *« Aucune taxe et aucun impôt ne sont perçus par les caisses de l'État... »*
- *« ... tous les revenus générés par ce commerce illicite vont dans les poches de ces hors-la-loi. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'exploitation illicite du patrimoine naturel centrafricain ne profitera ni aux générations actuelles ni à celles à venir. Cela est contraire aux principes du développement durable qui voudrait que la consommation des ressources naturelles par les générations présentes, ne puisse pas compromettre les chances des générations futures à satisfaire leurs besoins.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°13
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Oui en tant que serviteur de Dieu, je dénonce régulièrement dans mes sermons dans les lieux de culte, les exactions commises sur les civils et sur notre armée. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°13**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je dénonce régulièrement dans mes sermons dans les lieux de culte, les exactions commises sur les civils et sur notre armée. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Certains non-acteurs s'expriment sur le conflit centrafricain à travers des communications publiques.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°14

(Pasteur/Confessions religieuses)

« Je fais pareil comme pour les violences sur les civils et les FACA. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°14**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Je fais pareil comme pour les violences sur les civils et les FACA. »*

***Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non -
acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain***

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

***Éléments de qualification ou de requalification des controverses
autour de l'objet de la recherche et de son évolution***

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La communication publique est très utilisée par les non-acteurs des confessions religieuses dans le cadre du conflit centrafricain.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°15
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« Je communique souvent à la radio, à la télé et sur les réseaux sociaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°15**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je communique souvent à la radio, à la télé et sur les réseaux sociaux.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'Internet, la radio et la télévision sont les principaux canaux utilisés par les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain pour réaliser leurs communications publiques dans le but d'attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le patrimoine naturel du pays.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°16 (Pasteur/Confessions religieuses)

« En tant que serviteur de Dieu, je ne peux qu'encourager la concertation permanente entre les enfants de la République. Quand il y a un problème qui touche à la vie de la nation centrafricaine, les autorités ne devraient pas hésiter un seul instant pour convier les fils et les filles du pays autour d'une table afin de trouver des solutions consensuelles qui pourrait apaiser tout le monde. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°16**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... je ne peux qu'encourager la concertation permanente entre les enfants de la République. »
- « Quand il y a un problème ..., les autorités ne devraient pas hésiter un seul instant pour convier les fils et les filles du pays autour d'une table afin de trouver des solutions consensuelles... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation est encouragée pour la recherche des solutions au conflit centrafricain.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°17
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« L'intervention du monde extérieur dans la résolution d'un différend qui oppose les membres d'une même famille, n'est pas une mauvaise chose en soi. Cependant, pour notre dignité, commençons tout d'abord par laver nos linges en famille, avant de recourir à la médiation d'autres personnes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4
(Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°17**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *L'intervention du monde extérieur dans la résolution d'un différend qui oppose les membres d'une même famille, n'est pas une mauvaise chose en soi. »*
- « *... pour notre dignité, commençons tout d'abord par laver nos linges en famille, avant de recourir à la médiation d'autres personnes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est un bon outil à encourager dans la recherche de solutions au conflit centrafricain.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewé n°4 à la question n°18
(Pasteur/Confessions religieuses)**

« La paix, la paix et encore la paix en Centrafrique. J'invite tous les groupes armés à déposer inconditionnellement les armes, car il n'y a et il n'y aura jamais aucune solution au bout des canons. Les américains qui détiennent l'armée la plus puissante au monde n'ont pas pu ramener la paix en Afghanistan et en Irak malgré les tonnes d'armes et de munitions qu'ils ont

déversé sur ces deux pays. Ils sont en train de plier bagage laissant derrière eux des pays exsangues entre les mains des terroristes. Les américains ont dépensé des milliers de milliards de dollars en Afghanistan et en Irak pour rien. Leurs enfants y sont également morts pour rien. C'est pour vous dire qu'aucune arme, aussi puissante, aussi dévastatrice soit-elle, ne pourra rétablir la paix dans aucun pays. Toutes les guerres que l'histoire de l'humanité a connues, se sont terminées autour d'une table. C'est alors que la paix est revenue.

Par ailleurs, aucune paix n'est possible sans la justice. Cela dit, tous ceux et toutes celles qui sont accusés de graves violations de droits de l'homme et de détournement de deniers publics doivent être arrêtés, jugés et condamnés afin que les victimes puissent faire leur deuil et accepter de pardonner leurs bourreaux. La paix est à ce prix aussi. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°4 (Pasteur/Confessions religieuses) à la question n°17

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La paix, la paix et encore la paix en Centrafrique.* »
- « *J'invite tous les groupes armés à déposer inconditionnellement les armes...* »
- « *... il n'y a et il n'y aura jamais aucune solution au bout des canons.* »
- « *... aucune arme, aussi puissante, aussi dévastatrice soit-elle, ne pourra rétablir la paix dans aucun pays.* »
- « *Toutes les guerres que l'histoire de l'humanité a connues, se sont terminées autour d'une table.* »
- « *C'est alors que la paix est revenue.* »
- « *... aucune paix n'est possible sans la justice.* »
- « *... tous ceux et toutes celles qui sont accusés de graves violations de droits de l'homme et de détournement de deniers publics doivent être*

arrêtés, jugés et condamnés afin que les victimes puissent faire leur deuil et accepter de pardonner leurs bourreaux. »

- *« La paix est à ce prix aussi. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels. Ajoutons aussi :

- *« Les américains qui détiennent l'armée la plus puissante au monde n'ont pas pu ramener la paix en Afghanistan et en Irak malgré les tonnes d'armes et de munitions qu'ils ont déversé sur ces deux pays. »*
- *« Les américains ont dépensé des milliers de milliards de dollars en Afghanistan et en Irak pour rien. »*
- *« Leurs enfants y sont également morts pour rien. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le désarmement des groupes armés est l'une des solutions au conflit centrafricain, car les armes n'ont ramené la paix dans aucun pays au monde. La traduction devant la justice de toutes les personnes accusées d'actes illégaux facilitera le retour de la paix en République centrafricaine.

ENTRETIEN N°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°1

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Merci d'avoir porté votre choix sur moi pour cet entretien. J'aimerais également, avec votre permission, m'incliner devant la mémoire de toutes les victimes de cette guerre que les puissances étrangères nous ont imposée. Cela étant dit, pour répondre à votre question, je dirais que les causes des crises récurrentes que nous connaissons dans ce pays sont multiformes. Ces causes sont aussi bien politiques que sociales. D'abord les causes politiques. Le manque d'alternance à la tête de notre pays a été à l'origine de contestations violentes qui ont débouché sur des crises politiques et parfois politico-militaires inextricables. Chaque régime qui arrive à la tête de notre pays a souvent tendance à confisquer le pouvoir au mépris de la Constitution qui limite le nombre de mandats présidentiels à deux. Quant aux élections législatives et présidentielles, elles ont été toujours truquées de telle sorte que les résultats ouvrent la porte à des contestations, parfois violentes. Les causes sociales maintenant. Toute l'économie du pays est confisquée par un petit groupuscule de privilégiés du pouvoir qui passent tout son temps à détourner les impôts des contribuables. Se sentant oubliée et marginalisée, la majorité de la population adopte un comportement de défiance vis-à-vis du pouvoir en place. Les partenaires sociaux protestent en se mettant régulièrement en grève, car le panier de la ménagère n'arrive plus à faire face au coût élevé de la vie. Du coup, les politiques assoiffés du pouvoir instrumentalisent toutes ces contestations nées d'élections truquées et de problèmes sociaux pour organiser des résistances armées, avec la bénédiction des puissances étrangères comme la France qui est un véritable pêcheur en eau trouble. Mais je précise que le conflit auquel est confronté notre pays n'a rien d'interconfessionnel, comme tentent de le faire croire désespérément les médias occidentaux, notamment RFI et France 24. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°1**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les causes des crises récurrentes que nous connaissons dans ce pays sont multiformes. »
- « Ces causes sont aussi bien politiques que sociales. »
- « Le manque d'alternance à la tête de notre pays a été à l'origine de contestations violentes qui ont débouché sur des crises politiques et parfois politico-militaires inextricables. »
- « Chaque régime qui arrive à la tête de notre pays a souvent tendance à confisquer le pouvoir au mépris de la Constitution qui limite le nombre de mandats présidentiels à deux. »
- « ... élections législatives et présidentielles... ont été toujours truquées... les résultats ouvrent la porte à des contestations... »
- « ... l'économie du pays est confisquée par un petit groupuscule de privilégiés du pouvoir qui passent tout son temps à détourner les impôts des contribuables. »
- « ... la majorité de la population adopte un comportement de défiance vis-à-vis du pouvoir... »
- « Les partenaires sociaux protestent en se mettant régulièrement en grève, car le panier de la ménagère n'arrive plus à faire face au coût élevé de la vie. »
- « ... les politiques assoiffés du pouvoir instrumentalisent toutes ces contestations nées d'élections truquées et de problèmes sociaux pour organiser des résistances armées... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels auxquels s'ajoutent les expérientiels cités ci-dessus :

- « J'aimerais... m'incliner devant la mémoire de toutes les victimes de cette guerre que les puissances étrangères nous ont imposée. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... des puissances étrangères comme la France qui est un véritable pêcheur en eau trouble. »
- « ... le conflit auquel est confronté notre pays n'a rien d'interconfessionnel comme tentent de le faire croire désespérément les médias occidentaux, notamment RFI et France 24. »

Analyse : Les principales causes du conflit centrafricain sont la mauvaise gouvernance, l'absence de paix sociale et la soif du pouvoir des politiques du pays. La France est l'une des puissances occidentales accusées de complicité avec certains acteurs de ce conflit. Les médias occidentaux tels que RFI et France 24, diffusent de la désinformation relative au conflit centrafricain qu'ils qualifient à tort de conflit interconfessionnel alors que cela ne l'est pas.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°2
(Membre de la ligue des droits de l'homme)**

« La communauté internationale a toujours joué aux sapeurs-pompiers, car d'un côté, elle allume le feu, de l'autre côté elle offre ses bons offices en tant que médiateur. Toutes les grandes puissances que vous voyez dans notre pays, elles sont venues pour leurs propres intérêts et non pour les nôtres. Elles sont seulement attirées par nos immenses richesses naturelles. Quand il y a chaos, les puissances occidentales en profitent pour piller nos richesses naturelles. Elles n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête. La France, la Chine et les États-Unis, pour ne citer que ceux-là, sont des fabricants d'armes et de munitions de guerre qui ont besoin d'être vendues. Donc vous comprenez clairement que ces pays ont besoin des théâtres comme le nôtre

pour écouler leurs marchandises mortelles. En somme, je n'attends rien de la communauté internationale. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°2**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je n'attends rien de la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« La communauté internationale a toujours joué aux sapeurs-pompier... elle allume le feu..., elle offre ses bons offices en tant que médiateur. »*
- *« Toutes les grandes puissances... sont venues pour leurs propres intérêts et non pour les nôtres. »*
- *« Elles sont seulement attirées par nos immenses richesses naturelles. »*
- *« Quand il y a chaos, les puissances occidentales en profitent pour piller nos richesses naturelles. »*
- *« Elles n'ont aucun intérêt à ce que la guerre s'arrête. »*
- *« La France, la Chine et les États-Unis... sont des fabricants d'armes et de munitions de guerre qui ont besoin d'être vendues. »*
- *« ... ces pays ont besoin des théâtres comme le nôtre pour écouler leurs marchandises mortelles. »*

Analyse : Le conflit centrafricain est attisé par les puissances occidentales, notamment la France, la Chine et les États-Unis qui profitent du chaos en République centrafricaine pour piller le patrimoine naturel et vendre leurs armes et munitions.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°3

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Ce sont les Centrafricains qui ont décidé de faire la guerre. Certes, il y a la main des puissances occidentales comme la France, mais les Centrafricains n'étaient pas obligés d'accepter leurs offres. Donc pour que ces violences prennent fin, il faut que les Centrafricains le veuillent eux-mêmes. Les violences arrangent les affaires des puissances occidentales qui en profitent pour piller notre pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°3

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Ce sont les Centrafricains qui ont décidé de faire la guerre. »*

- « ... il y a la main des puissances occidentales comme la France, mais les Centrafricains n'étaient pas obligés d'accepter leurs offres. »
- « ... pour que ces violences prennent fin, il faut que les Centrafricains le veuillent eux-mêmes. »
- « Les violences arrangent les affaires des puissances occidentales qui en profitent pour piller notre pays. »

Analyse : La fin du conflit ne dépend que de la volonté des Centrafricains eux-mêmes.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°4

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Ne nous voilons pas la face. La liste des participants aux négociations de Khartoum a été arrêtée par les Russes et imposée au président Touadera. D'après ce que je sais, les Russes n'ont pas souhaité que les partis de politiques de l'opposition prennent part à cette messe parce que ceux-ci sont accusés par Moscou d'être trop proches de Paris. C'est pour cela qu'ils auraient été écartés. Par ailleurs, le président Touadera n'avait aucune emprise sur les préparatifs ni la tenue des négociations. Même l'Union africaine et la CEEAC qui se disaient médiateurs n'ont fait que de la figuration, car tout a été décidé par les représentants du Kremlin. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°4

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « D'après ce que je sais, les Russes n'ont pas souhaité que les partis de politiques de l'opposition prennent part à cette messe parce que ceux-ci sont accusés par Moscou d'être trop proches de Paris. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « La liste des participants aux négociations de Khartoum a été arrêtée par les Russes et imposée au président Touadera. »
- « ... le président Touadera n'avait aucune emprise sur les préparatifs ni la tenue des négociations.
- « ... l'Union africaine et la CEEAC qui se disaient médiateurs n'ont fait que de la figuration, car tout a été décidé par les représentants du Kremlin. »

Analyse : Les partis politiques de l'opposition Centrafricains ont été écartés par la Russie des préparatifs et de la tenue des négociations ayant abouti à l'accord de Khartoum, parce que Moscou pensait qu'ils étaient très proches de Paris. Les avis du président Faustin Archange Touadera, ni ceux de l'Union africaine et de la CEEAC n'ont été pris en compte dans ces négociations, car tout a été décidé par le Kremlin.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

**Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme)**

« En tant que défenseur des droits de l'homme, je considère l'APPR-RCA comme la consécration de l'impunité au bénéfice de criminels qui ont assassiné des civils et détruits des biens publics et privés. La nomination des chefs de guerre comme Ali Darass, Mahamat Alkhatim et Sidiki Abbas, pour ne citer que ces criminels, à des postes de ministres conseillers à la Primature et payés par les impôts des contribuables, est une preuve de la consécration de cette impunité. Cela est absolument inacceptable. Cet accord n'a pas pu ramener la paix dans notre pays, parce que tout simplement les chefs des groupes armés n'avaient aucun intérêt à déposer les armes, car en le faisant, ils se seraient jetés eux-mêmes dans les mains de la justice. Ils ont donc profité de la faiblesse de l'armée nationale sous embargo de la France, sous équipée et mal entraînée pour intensifier leur domination sur un large pan de notre territoire. Ils savaient que le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition à leur opposer. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°5**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Cet accord n'a pas pu ramener la paix dans notre pays, parce que... les chefs des groupes armés n'avaient aucun intérêt à déposer les armes, car en le faisant, ils se seraient jetés eux-mêmes dans les mains de la justice. »*
- *« Ils savaient que le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition à leur opposer. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« La nomination des chefs de guerre comme Ali Darass, Mahamat Alkhatim et Sidiki Abbas, pour ne citer que ces criminels, à des postes*

de ministres conseillers à la Primature et payés par les impôts des contribuables, est une preuve de la consécration de cette impunité. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... l'APPR-RCA comme la consécration de l'impunité au bénéfice de criminels qui ont assassiné des civils et détruits des biens publics et privés. »*
- *« Ils ont donc profité de la faiblesse de l'armée nationale sous embargo de la France... »*

Analyse : L'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays, parce que les groupes armés avaient refusé de déposer les armes qui leur permettaient d'échapper à la justice. La nomination des chefs rebelles, accusés de violations graves de droits humains, à de hauts postes de responsabilité et rémunérés avec les fonds publics était synonyme de la consécration de l'impunité.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°6

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« La CPC est le bébé de la France. Celle-ci voulait se servir de cette énième coalition de criminels pour empêcher le président Touadera d'obtenir un nouveau quinquennat, mais c'est raté. Le président Macron n'a jamais digéré le fait que le président Touadera ait eu l'audace de signer un accord de défense avec la Russie, car la Centrafrique a toujours été considérée comme une réserve en ressources premières de la France. Tous les financements,

armes et munitions que détient actuellement la CPC dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, ont été fournis par Paris. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°6**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

***Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non -
acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain***

Aucun élément factuel.

***Éléments de qualification ou de requalification des controverses
autour de l'objet de la recherche et de son évolution***

- *« La CPC est le bébé de la France. »*
- *« Celle-ci voulait se servir de cette énième coalition de criminels pour empêcher le président Touadera d'obtenir un nouveau quinquennat, mais c'est raté. »*
- *« Le président Macron n'a jamais digéré le fait que le président Touadera ait eu l'audace de signer un accord de défense avec la Russie... »*
- *« ... la Centrafrique a toujours été considérée comme une réserve en ressources premières de la France. »*
- *« ... les financements, armes et munitions que détient actuellement la CPC dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, ont été fournis par Paris. »*

Analyse : La coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, a été créée à la demande de la France qui en est le financier et le fournisseur d'armes et

de munitions. L'un des objectifs de la CPC est de punir le président Faustin Archange Touadera qui a signé un accord de défense avec la Russie.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°7

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Je pense qu'avec l'allure où les FACA, appuyées par les Russes et Rwandais, évoluent sur le terrain, elles risquent de contrôler l'ensemble du territoire centrafricain dans quelques mois. Cependant, je crains que la CPC, actuellement aux abois, puisse imposer une guerre d'usure aux FACA et à ses alliés. Vous savez que tout n'est pas de reconquérir les villes, mais il faut pouvoir les sécuriser et c'est le plus dur à faire. Si les criminels de la CPC continuent avec cette guérilla qu'ils sont en train d'installer peu à peu dans les villes des provinces, la crise risque de durer plus longtemps. J'invite les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais à intensifier les pressions sur les groupes armés afin de réduire leur capacité de nuisance et libérer tout le pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°7

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... avec l'allure où les FACA, appuyées par les Russes et Rwandais, évoluent sur le terrain, elles risquent de contrôler l'ensemble du territoire centrafricain dans quelques mois. »*
- *« ... je crains que la CPC, actuellement aux abois, puisse imposer une guerre d'usure aux FACA et à ses alliés. »*

- « ... tout n'est pas de reconquérir les villes, mais il faut pouvoir les sécuriser et c'est le plus dur à faire. »
- « J'invite les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais à intensifier les pressions sur les groupes armés afin de réduire leur capacité de nuisance et libérer tout le pays. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Si les criminels de la CPC continuent avec cette guérilla ..., la crise risque de durer plus longtemps. »

Analyse : Les forces armées centrafricaines, appuyées par les Russes et les Rwandais, sont en mesure de récupérer l'intégralité du territoire centrafricain. Cependant, les rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) en perte de vitesse sur le terrain, sont en train de mener une guérilla face aux forces gouvernementales.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

**Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°8
(Membre de la ligue des droits de l'homme)**

« Mais bien entendu, parce que toutes nos richesses naturelles surtout font actuellement l'objet de pillage de la part des groupes armés et leurs soutiens occidentaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°8**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... toutes nos richesses naturelles surtout font actuellement l'objet de pillage de la part des groupes armés et leurs soutiens occidentaux. »*

***Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non -
acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain***

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

***Éléments de qualification ou de requalification des controverses
autour de l'objet de la recherche et de son évolution***

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le pillage du patrimoine naturel centrafricain est pratiqué par les groupes armés et leurs soutiens occidentaux.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

**Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°9
(Membre de la ligue des droits de l'homme)**

« La communication est une arme redoutable, si bien que le gouvernement doit la manier avec dextérité. Les gouvernements devraient associer la population dans l'identification de tous les biens culturels et naturels de

notre pays. Les partis politiques et les collectivités territoriales doivent également être mis à contribution. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°9**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les gouvernements devraient associer la population dans l'identification de tous les biens culturels et naturels de notre pays. »*
- *« Les partis politiques et les collectivités territoriales doivent également être mis à contribution. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le recensement et la qualification du patrimoine culturel et naturel centrafricain, nécessite la réalisation d'une communication publique et territoriale de la part du gouvernement centrafricain.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°10

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Vous savez que la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain relève de la responsabilité des pouvoirs publics. Cela dit,

compte tenu du contexte actuel où les FACA et leurs alliés engrangent des points dans les combats qui les opposent aux groupes armés sur le terrain, l'unique communication qui vaille pour la sécurité de nos richesses naturelles, est celle de la fermeté. Tous ceux et toutes celles qui exploitent illégalement nos richesses naturelles doivent être arrêtés, traduits en justice et punis de manière exemplaire. Ensuite, les autres contrevenants qui font résistance doivent être purement et simplement traités comme des objectifs militaires. L'heure de la négociation est révolue. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°10**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain relève de la responsabilité des pouvoirs publics. »*
- *« ... l'unique communication qui vaille pour la sécurité de nos richesses naturelles, est celle de la fermeté. »*
- *« ... ceux et toutes celles qui exploitent illégalement nos richesses naturelles doivent être arrêtés, traduits en justice et punis de manière exemplaire. »*
- *« ... les autres contrevenants qui font résistance doivent être purement et simplement traités comme des objectifs militaires. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'usage de la violence légitime contre les groupes armés est la meilleure communication que le gouvernement centrafricain puisse réaliser à l'endroit de la population centrafricaine, afin de protéger le patrimoine naturel du pays.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°11

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Les immenses ressources naturelles de notre pays sont également à l'origine de ce conflit interminable que nous connaissons dans notre pays. Le trafic illicite de ces ressources est pratiqué par les tenants du pouvoir, les opérateurs économiques et même certains fonctionnaires des Nations Unies qui travaillent à la MINUSCA. C'est totalement inadmissible. Le président Touadera cautionne par son silence, la corruption et les détournements massifs des deniers publics qui gangrènent le secteur minier dans notre pays. En 2019, si je ne me trompe pas, plusieurs députés et dignitaires du régime Touadera avaient été accusés de corruption dans la délivrance de permis d'exploration et d'exploitation à des sociétés minières chinoises. Où en sommes-nous avec les enquêtes ? Que fait le président Touadera des rapports éloquentes que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance lui a transmis à cet effet ? Plusieurs membres de son régime et certains membres de sa famille ont été pointés du doigt dans cette affaire qui fait la honte de notre pays, mais pourquoi le président Touadera est-il si silencieux là-dessus ? »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°11

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les immenses ressources naturelles de notre pays sont également à l'origine de ce conflit interminable que nous connaissons dans notre pays. »*
- « *Le trafic illicite de ces ressources est pratiqué par les tenants du pouvoir, les opérateurs économiques et même certains fonctionnaires des Nations Unies qui travaillent à la MINUSCA. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *En 2019..., plusieurs députés et dignitaires du régime Touadera avaient été accusés de corruption dans la délivrance de permis d'exploration et d'exploration à des sociétés minières chinoises. »*
- « *Plusieurs membres de son régime et certains membres de sa famille ont été pointés du doigt dans cette affaire qui fait la honte de notre pays, mais pourquoi le président Touadera est-il si silencieux là-dessus ? »*
- « *Que fait le président Touadera des rapports éloquentes que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance lui a transmis à cet effet ? »*
- « *Où en sommes-nous avec les enquêtes ? Que fait le président Touadera des rapports éloquentes que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance lui a transmis à cet effet ? »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Le président Touadera cautionne par son silence, la corruption et les détournements massifs des deniers publics qui gangrènent le secteur minier dans notre pays. »*

Analyse : Le trafic du patrimoine naturel centrafricain dont le commerce illicite est pratiqué par les groupes armés, opérateurs économiques et

certaines proches du pouvoir du président Faustin Archange Touadera, est l'une des causes du conflit en République centrafricaine. Le silence du président Touadera face à la corruption qui mine le secteur minier dans son pays est dénoncé par la population centrafricaine.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°12

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Dès lors que les ressources naturelles font l'objet de commerce illicite, les générations présentes n'ont rien à y gagner. Les revenus générés par ce trafic illégal vont dans les poches de ceux qui en sont auteurs et non dans les caisses de l'État afin que cela profite à nos concitoyens. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°12

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Dès lors que les ressources naturelles font l'objet de commerce illicite, les générations présentes n'ont rien à y gagner. »*
- *« Les revenus générés par ce trafic illégal vont dans les poches de ceux qui en sont auteurs et non dans les caisses de l'État afin que cela profite à nos concitoyens. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel ne peut profiter aux générations futures parce qu'il est exploité à outrance par les générations présentes. Cela est contraire aux principes de développement durable qui voudraient que les besoins des générations à venir ne soient pas compromis par la satisfaction de ceux des générations actuelles.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°13

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Les violations des droits de l'homme sont tellement massives dans ce conflit que moi, en tant qu'activiste, je ne fais l'économie d'aucun effort pour demander justice pour les victimes. Les groupes armés, les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais, ainsi que les casques bleus de la MINUSCA soupçonnés d'avoir violé des droits de l'homme, doivent en rendre compte devant les juridictions compétentes. Nous dénonçons ces violations des droits de l'homme en attirant l'attention de la communauté internationale et de la population centrafricaine. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°13

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les violations des droits de l'homme sont... massives... je ne fais l'économie d'aucun effort pour demander justice pour les victimes. »*
- *« Les groupes armés, les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais, ainsi que les casques bleus de la MINUSCA soupçonnés d'avoir violé des droits de l'homme, doivent en rendre compte devant les juridictions compétentes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Toute personne accusée de violation de droits de l'homme doit en rendre des comptes devant la justice.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°14

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Les nombreux détournements de deniers publics et la corruption qui gangrènent le secteur minier font l'objet de nos prises de positions en tant que défenseurs des droits de l'homme. Nous communiquons à l'endroit de la communauté internationale et du peuple centrafricain. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°14

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les nombreux détournements de deniers publics et la corruption qui gangrènent le secteur minier font l'objet de nos prises de positions en tant que défenseurs des droits de l'homme. »*
- *« Nous communiquons à l'endroit de la communauté internationale et du peuple centrafricain. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non - acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La corruption et les détournements de fonds publics font l'objet de communications publiques de la part des défenseurs des droits de l'homme.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°15

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos principaux canaux de communication. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°15

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos principaux canaux de communication. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les défenseurs des droits de l'homme réalisent leurs communications publiques à travers la radio, la télévision et l'Internet, dans le cadre du conflit centrafricain.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°16

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Les Centrafricains peuvent s'asseoir autour d'une table afin d'échanger des informations sur les richesses naturelles de leur pays. Pour la sécurité, ils peuvent dénoncer les pratiques illégales aux autorités compétentes afin que celles-ci prennent les mesures nécessaires qui s'imposent. Les Centrafricains doivent savoir que la sécurité de leur pays y compris celle des ressources qu'il regorge, est entre leurs mains. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°16

Éléments expérimentiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérimentiels :

- *« Les Centrafricains peuvent s'asseoir autour d'une table afin d'échanger des informations sur les richesses naturelles de leur pays. »*

- « Pour la sécurité, ils peuvent dénoncer les pratiques illégales aux autorités compétentes afin que celles-ci prennent les mesures nécessaires qui s'imposent. »
- « Les Centrafricains doivent savoir que la sécurité de leur pays y compris celle des ressources qu'il regorge, est entre leurs mains. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation entre les Centrafricains est l'un des moyens de résoudre le conflit auquel leur pays est confronté.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°17

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« La médiation en tant que telle, apporte des contributions importantes à la recherche des solutions aux problèmes d'une société. Cependant, comptons d'abord sur nous-mêmes, car certains médiateurs viennent imposer aux Centrafricains les solutions arrêtées dans les bureaux somptueux à l'étranger. Les partenaires qui souhaitent nous aider à mettre fin à ce conflit, tout en respectant notre souveraineté et notre dignité, sont les bienvenus. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5

(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°17

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La médiation en tant que telle, apporte des contributions importantes à la recherche des solutions aux problèmes d'une société. »*
- « *... comptons d'abord sur nous-mêmes...* »
- « *Les partenaires qui souhaitent nous aider à mettre fin à ce conflit, tout en respectant notre souveraineté et notre dignité, sont les bienvenus. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... certains médiateurs viennent imposer aux Centrafricains les solutions arrêtées dans les bureaux somptueux à l'étranger. »*

Analyse : La médiation peut aider les Centrafricains à trouver une solution au conflit auquel leur pays est confronté, tout en comptant d'abord sur eux-mêmes.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n°5 à la question n°18

(Membre de la ligue des droits de l'homme)

« Les bourreaux ont assez nargué les victimes en Centrafrique. J'invite donc les juridictions nationales, notamment la Cour pénale spéciale, et la Cour pénale internationale à accélérer leurs procédures afin d'arrêter et juger tous les criminels qui sont en liberté dans nos villes. Si la communauté

internationale veut vraiment nous aider à retrouver la paix, qu'elle veuille bien porter assistance aux autorités compétentes dans cette tâche très délicate. Sans justice, il n'y a pas de paix ni de réconciliation. Pour ceux qui sont accusés de corruption et de détournements de deniers publics, leur place est en prison. J'invite le président Touadera à sortir de son sommeil et à procéder à l'interpellation de tous ces suspects afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°5
(Membre de la ligue des droits de l'homme) à la question n°18**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *J'invite donc les juridictions nationales, notamment la Cour pénale spéciale, et la Cour pénale internationale à accélérer leurs procédures afin d'arrêter et juger tous les criminels qui sont en liberté dans nos villes. »*
- « *Si la communauté internationale veut vraiment nous aider à retrouver la paix, qu'elle veuille bien porter assistance aux autorités compétentes dans cette tâche très délicate. »*
- « *Sans justice, il n'y a pas de paix ni de réconciliation. »*
- « *... ceux qui sont accusés de corruption et de détournements de deniers publics, leur place est en prison. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Les bourreaux ont assez nargué les victimes en Centrafrique. »*
- *« J'invite le président Touadera à sortir de son sommeil et à procéder à l'interpellation de tous ces suspects afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice. »*

Analyse : La traduction devant la justice des personnes accusées d'actes illégaux est l'une des solutions au conflit centrafricain.

ENTRETIEN N°6

(Membre de la commission des droits de l'homme)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°1

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Cette question a déjà fait l'objet de séminaires, ateliers, conférences et toutes sortes de rencontres en Centrafrique. Là vous demandez un diagnostic de cette maladie chronique qui s'appelle « instabilité politique » dont nous souffrons depuis plusieurs années. Bref, la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants politiques est la cause principale de ces crises à répétition. Nous ne sommes malheureusement pas au bout tunnel, parce que le président Touadera est en train de rééditer exactement les mêmes choses que nous reprochions à ceux qui l'ont précédé et qui a fait plonger notre pays. Le chef de l'État ferme les yeux sur les détournements massifs des deniers publics dont sont accusés ses amis et parents qui sont tous devenus des nouveaux riches de notre pays. Ils affichent un train de vie ostentatoire qui insulte le quotidien de la majorité des Centrafricains qui croupissent sous le joug de la misère tous les jours. Par ailleurs, le président Touadera a nommé ses partenaires, les chefs des groupes armés qui ne sont rien d'autres que des criminels, à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique et payés avec nos impôts. Quelle insulte ? Les bourreaux sont pris en charge avec l'argent des victimes ? Nous sommes confortablement installés dans un cycle vicieux qui va certainement faire durer notre crise. Malgré les mises en garde insistantes de la société civile, le président Touadera reste totalement sourd. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°1

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « Cette question a déjà fait l'objet de séminaires, ateliers, conférences et toutes sortes de rencontres en Centrafrique. »
- « ... la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants politiques est la cause principale de ces crises à répétition. »
- « ... le président Touadera a nommé ses partenaires, les chefs des groupes armés qui ne sont rien d'autres que des criminels, à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique et payés avec nos impôts. »
- « Quelle insulte ? »
- « Nous sommes confortablement installés dans un cycle vicieux qui va certainement faire durer notre crise. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Nous ne sommes malheureusement pas au bout tunnel... le président Touadera est en train de rééditer... les mêmes choses que nous reprochions à ceux qui l'ont précédé et qui a fait plonger notre pays. »
- « Le chef de l'État ferme les yeux sur les détournements massifs des deniers publics dont sont accusés ses amis et parents qui sont tous devenus des nouveaux riches de notre pays. »
- « Ils affichent un train de vie ostentatoire qui insulte le quotidien de la majorité des Centrafricains qui croupissent sous le joug de la misère tous les jours. »
- « Les bourreaux sont pris en charge avec l'argent des victimes ? »

- « *Malgré les mises en garde insistantes de la société civile, le président Touadera reste totalement sourd.* »

Analyse : La mauvaise gouvernance est l'une des causes du conflit centrafricain. Les défenseurs des droits de l'homme dénoncent la nomination des chefs des groupes armés à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique. Ils s'insurgent contre la prise en charge de ces rebelles par les fonds publics. Le président Faustin Archange Touadera cautionne par son silence, les détournements des fonds publics.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°2

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Je fais partie de ceux qui ne croient pas un seul instant à la communauté internationale. Regardez vous-mêmes la MINUSCA, ils sont plus de 12 000 hommes dans notre pays depuis 2014. Quels sont les résultats de leurs actions sur le terrain en termes de paix et de sécurité ? Rien. Au contraire le borbier centrafricain est un fonds de commerce pour les grandes puissances, notamment la France, les USA et la Chine qui sont aux manettes du Conseil de sécurité de l'ONU. Certains contingents composant cette mission de maintien de la paix ont été accusés de connivence avec les groupes armés, car pris en flagrant délit de livraison d'armes aux rebelles. Je n'attends rien de la communauté internationale, à vrai dire. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°2

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je fais partie de ceux qui ne croient pas un seul instant à la communauté internationale.* »
- « *Certains contingents composant cette mission de maintien de la paix ont été accusés de connivence avec les groupes armés, car pris en flagrant délit de livraison d'armes aux rebelles.* »
- « *Je n'attends rien de la communauté internationale...* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Regardez vous-mêmes la MINUSCA, ils sont plus de 12 000 hommes dans notre pays depuis 2014. Quels sont les résultats de leurs actions sur le terrain en termes de paix et de sécurité ? Rien.* »
- « *... le borbier centrafricain est un fonds de commerce pour les grandes puissances, notamment la France, les USA et la Chine qui sont aux manettes du Conseil de sécurité de l'ONU.* »

Analyse : La communauté internationale n'inspire aucune confiance. Les casques bleus onusiens, dont la présence en République centrafricaine n'a apporté aucune solution au conflit du pays, sont au service des grandes puissances, notamment la France, la Chine et les États-Unis qui contrôlent le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°3

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Je n'attends rien de la communauté internationale, je l'ai déjà dit. Le retour de la paix dans notre pays dépend de nous, Centrafricains. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°3

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Je n'attends rien de la communauté internationale... »*
- *« Le retour de la paix dans notre pays dépend de nous, Centrafricains. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Compter sur la communauté internationale pour une solution de sortie de crise en République centrafricaine, serait une erreur. Le retour de la paix dans ce pays ne dépend que des Centrafricains eux-mêmes.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°4

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« C'est la bêtise de trop du président Touadera. Il va négocier la paix avec les groupes armés sans la présence des opposants à son régime, sachant que ceux-ci sont des maillons essentiels de la chaîne ? Le chef de l'État savait que les partis politiques de l'opposition auraient dû être très exigeants face à lui et aux groupes armés, c'est pour cette raison qu'il a préféré avec la bénédiction de ses amis Russes, écarter les voix qui gênent. Le président Touadera et ses partenaires, les chefs des groupes armés, étaient à Khartoum pour le partage du gâteau et non pour les intérêts du peuple centrafricain. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°4

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Il va négocier la paix avec les groupes armés sans la présence des opposants à son régime, sachant que ceux-ci sont des maillons essentiels de la chaîne ? »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« C'est la bêtise de trop du président Touadera. »*
- *« Le chef de l'État savait que les partis politiques de l'opposition auraient dû être très exigeants face à lui et aux groupes armés... »*

- « ... il a préféré, avec la bénédiction de ses amis Russes, écarter les voix qui gênent. »
- « Le président Touadera et ses partenaires, les chefs des groupes armés, étaient à Khartoum pour le partage du gâteau et non pour les intérêts du peuple centrafricain. »

Analyse : Le fait que le président Faustin Archange Touadera ait, sous les pressions de la Russie, écarté les partis politiques de l'opposition des négociations ayant abouti à la signature de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), était une erreur politique. L'APPR-RCA a finalement permis aux groupes armés et au régime du président Touadera de se partager les postes juteux au détriment des intérêts du peuple centrafricain.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°5

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Vous me faites marrer. Qui vous a dit que l'APPR-RCA avait pour objectif, le retour de la paix en Centrafrique ? Que pouvait-on attendre d'un président qui était allé en négociation avec les groupes armés, dans une position de faiblesse ? Les chefs rebelles ont fait la pluie et le beau temps à Khartoum. La preuve, c'est qu'ils ont purement et simplement refusé de déposer les armes et ont continué à renforcer leur présence sur le terrain jusqu'à ce que les alliés Russes et Rwandais viennent les stopper en mi-janvier 2021. Les groupes armés sont mieux équipés que l'armée nationale, avec quel moyen de coercition le chef de l'État pouvait les obliger à déposer les armes ? N'oubliez pas non plus que les chefs rebelles obéissent à la France qui est leur premier soutien. Tout le monde sait que Paris n'a jamais milité pour la fin de la guerre en Centrafrique, c'est pour cela qu'elle active les groupes armés pour faire éterniser le conflit dans notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6
(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°5**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Qui vous a dit que l'APPR-RCA avait pour objectif, le retour de la paix en Centrafrique ?* »
- « *Que pouvait-on attendre d'un président qui était allé en négociation avec les groupes armés, dans une position de faiblesse ?* »
- « *... ils ont purement et simplement refusé de déposer les armes et ont continué à renforcer leur présence sur le terrain jusqu'à ce que les alliés Russes et Rwandais viennent les stopper en mi-janvier 2021.* »
- « *Les groupes armés sont mieux équipés que l'armée nationale...* »
- « *... avec quel moyen de coercition le chef de l'État pouvait les obliger à déposer les armes ?* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Les chefs rebelles ont fait la pluie et le beau temps à Khartoum.* »
- « *N'oubliez pas... que les chefs rebelles obéissent à la France qui est leur premier soutien.* »
- « *Tout le monde sait que Paris n'a jamais milité pour la fin de la guerre en Centrafrique...* »
- « *... c'est pour cela qu'elle active les groupes armés pour faire éterniser le conflit dans notre pays.* »

Analyse : Les groupes armés ont imposé leur point de vue dans les négociations de Khartoum parce que le gouvernement centrafricain y était allé en position de faiblesse. Les rebelles ont refusé de déposer les armes conformément à leurs engagements contenus dans l'APPR-RCA, parce que les rapports de force sur le terrain étaient à leur faveur. Selon les défenseurs des droits de l'homme, la France est le parrain de toutes les rébellions qui sévissent en République centrafricaine.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Tout le monde sait que c'est la France qui est derrière cette coalition pilotée par l'ancien président François Bozize. Les financements, les armes et les munitions avec lesquels cette bande de criminels commet des exactions sur les civils dans l'arrière-pays, viennent directement de France. La CPC a été créée par l'Élysée pour punir le président Touadera parce qu'il a eu le courage de signer un accord de défense avec le Kremlin. Aujourd'hui, tous les plans machiavéliques de la France ont lamentablement échoué. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°6

Éléments expérimentiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérimentiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

- « ... c'est la France qui est derrière cette coalition pilotée par l'ancien président François Bozize. »
- « Les financements, les armes et les munitions avec lesquels cette bande de criminels commet des exactions sur les civils dans l'arrière-pays, viennent directement de France. »
- « La CPC a été créée par l'Élysée pour punir le président Touadera parce qu'il a eu le courage de signer un accord de défense avec le Kremlin. »
- « ... tous les plans machiavéliques de la France ont lamentablement échoué. »

Analyse : La coalition des patriotes pour le changement (CPC), dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, a été créée à la demande de la France. C'est Paris qui fournit financements, armes et munitions à la CPC dont l'un des objectifs est de punir le président Faustin Archange Touadera qui a eu le courage de signer un accord de défense avec la Russie.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°7

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Oui je pense qu'il faut rester vraiment lucide, quoi. Je me félicite de l'excellent travail que font actuellement les FACA et leurs alliés sur le terrain. En très peu de temps, ils ont pu libérer plusieurs villes de nos provinces et

c'est tant mieux pour nos concitoyens qui y vivent. Aujourd'hui, d'après les chiffres officiels, notre armée contrôle plus de 85% du territoire centrafricain, donc si les pressions sont maintenues sur les groupes armés, bientôt la totalité de notre pays sera reconquise. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6
(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°7**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Je me félicite de l'excellent travail que font actuellement les FACA et leurs alliés sur le terrain. »*
- *« En très peu de temps, ils ont pu libérer plusieurs villes de nos provinces et c'est tant mieux pour nos concitoyens qui y vivent. »*
- *« ... d'après les chiffres officiels, notre armée contrôle plus de 85% du territoire centrafricain... »*
- *« ... si les pressions sont maintenues sur les groupes armés, bientôt la totalité de notre pays sera reconquise. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Au vu des avancées des forces armées centrafricaines (FACA) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, l'intégralité du territoire national sera reconquise.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°8

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Les prédateurs profitent de ce conflit pour détruire en toute impunité nos richesses que vous venez de citer. Les trafiquants de diamants, or et de bétail sont aux anges parce que l'État est absent dans les zones où foisonnent ces richesses. La nature ayant horreur du vide, les groupes armés occupent tranquillement les espaces délaissés par l'État et font mains basses sur les immenses richesses de notre pays. Les diamants, or et bois illégalement exploités sont écoulés sur le marché international en passant par nos pays voisins, notamment le Tchad, le Cameroun et le Soudan. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°8

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les trafiquants de diamants, or et de bétail sont aux anges parce que l'État est absent dans les zones où foisonnent ces richesses. »*
- *« les groupes armés occupent tranquillement les espaces délaissés par l'État et font mains basses sur les immenses richesses de notre pays. »*
- *« Les diamants, or et bois illégalement exploités sont écoulés sur le marché international en passant par nos pays voisins, notamment le Tchad, le Cameroun et le Soudan. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Les prédateurs profitent de ce conflit pour détruire en toute impunité nos richesses que vous venez de citer. »*

Analyse : L'absence de l'État sur l'ensemble du territoire centrafricain facilite le trafic illicite du patrimoine naturel du pays par les personnes non autorisées.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°9

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Le gouvernement peut réaliser plusieurs types de communications possibles. Je commencerai par une communication publique à l'endroit de la population qui doit être sensibilisée à contribuer au recensement de nos richesses naturelles et culturelles. Il y a ensuite une communication territoriale à adresser aux collectivités qui ont également des contributions à apporter. Enfin, je proposerai une communication politique en direction des partis politiques qui doivent aussi être impliqués dans cette démarche. Mais tout cela nécessite l'élaboration d'un plan de communication annexée sur une stratégie clairement définie et mis en œuvre par des professionnels. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°9

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le gouvernement peut réaliser plusieurs types de communications possibles.* »
- « *Je commencerai par une communication publique à l'endroit de la population qui doit être sensibilisée à contribuer au recensement de nos richesses naturelles et culturelles.* »
- « *Il y a ensuite une communication territoriale à adresser aux collectivités qui ont également des contributions à apporter.* »
- « *... je proposerai une communication politique en direction des partis politiques qui doivent aussi être impliqués dans cette démarche.* »
- « *... tout cela nécessite l'élaboration d'un plan de communication annexée sur une stratégie clairement définie et mis en œuvre par des professionnels.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une bonne communication publique et territoriale réalisée par le gouvernement centrafricain peut lui permettre de recenser et qualifier le patrimoine culturel et naturel du pays.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°10

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Je ne vois pas d'autre solution que de faire usage de la violence légitime pour sécuriser nos richesses naturelles qui souffrent de commerce illicite. Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°10

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Je ne vois pas d'autre solution que de faire usage de la violence légitime pour sécuriser nos richesses naturelles qui souffrent de commerce illicite. »*
- *« Les forces de défense et de sécurité sont faites pour ça. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : En ce temps de conflit, l'usage de la violence légitime par les forces de défense et de sécurité, par le gouvernement centrafricain, est la meilleure communication pour la protection du patrimoine naturel du pays.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°11

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Mais les partenaires du président Touadera que sont les groupes armés s'en donnent à cœur joie, cher Monsieur. Certaines autorités haut placées du régime actuel y sont également impliquées. J'ajouterai aussi les opérateurs économiques proches du pouvoir en place. S'il y a un secteur où la corruption bat tous les records en Centrafrique, c'est celui des mines. Le chef de l'État préfère garder le silence parce que ce sont tous, ses amis qui mangent dans ces pratiques mafieuses. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°11

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... les partenaires du président Touadera que sont les groupes armés s'en donnent à cœur joie... »*

- « Certaines autorités haut placées du régime actuel y sont également impliquées. »
- « J'ajouterai aussi les opérateurs économiques proches du pouvoir en place. »
- « S'il y a un secteur où la corruption bat tous les records en Centrafrique, c'est celui des mines. »
- « Le chef de l'État préfère garder le silence parce que ce sont tous, ses amis qui mangent dans ces pratiques mafieuses. »

Analyse : Le trafic du patrimoine naturel est pratiqué par de nombreuses personnalités dont les chefs des groupes armés, certains opérateurs économiques et proches du président Faustin Archange Touadera. Celui-ci est accusé d'en être complice à cause de son silence.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°12

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« Comment les générations actuelles peuvent-elles profiter des ressources naturelles du pays si celles-ci sont illégalement exploitées par les amis et partenaires du président Touadera ? Tous les revenus générés par le commerce illicite des ressources naturelles ne servent qu'à garnir les comptes de ces mafieux. Le peuple n'y gagne rien du tout. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°12

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « Tous les revenus générés par le commerce illicite des ressources naturelles ne servent qu'à garnir les comptes de ces mafieux. »

- « *Le peuple n’y gagne rien du tout.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l’entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l’objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Comment les générations actuelles peuvent-elles profiter des ressources naturelles du pays si celles-ci sont illégalement exploitées par les amis et partenaires du président Touadera ?* »

Analyse : Ni les générations actuelles ni celles à venir ne peuvent profiter du patrimoine naturel centrafricain, car celui-ci fait de trafic illicite. Cela est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que le patrimoine naturel profite aussi bien aux générations présentes qu’à celles à venir.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l’interviewé n°6 à la question n°13

(Membre de la commission des droits de l’homme)

« Les exactions qui sont quotidiennement commises sur les populations civiles nous préoccupent au plus haut point, en tant que défenseurs des droits de l’homme. Ces exactions sont l’œuvre des rebelles, FACA et leurs alliés Russes. Elles sont inacceptables. Nous les dénonçons régulièrement et exigeons que justice soit rendue aux victimes. Nos communications sont orientées vers la communauté internationale et la communauté nationale. »

Analyse thématique de la réponse de l’interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l’homme) à la question n°13

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les exactions qui sont quotidiennement commises sur les populations civiles nous préoccupent... en tant que défenseurs des droits de l'homme. »*
- « *Nous les dénonçons régulièrement et exigeons que justice soit rendue aux victimes. »*
- « *Nos communications sont orientées vers la communauté internationale et la communauté nationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Ces exactions sont l'œuvre des rebelles, FACA et leurs alliés Russes. »*

Analyse : Les défenseurs des droits de l'homme dénoncent, dans le cadre du conflit, à travers des communications publiques et territoriales, les exactions commises par les forces armées centrafricaines (FACA) ainsi que leurs alliées Russes et Rwandaises, sur les civils en République centrafricaine.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°14
(Membre de la commission des droits de l'homme)**

« Oui, nous dénonçons régulièrement la mafia, la corruption et les détournements des deniers publics qui minent le secteur minier et le secteur forestier. Nous nous adressons à tout le monde, sans exclusive. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6
(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°14**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous nous adressons à tout le monde... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

- *« ... nous dénonçons régulièrement la mafia, la corruption et les détournements des deniers publics qui minent le secteur minier et le secteur forestier. »*

Analyse : Les pratiques illégales dont fait l'objet le patrimoine naturel, sont à la base de communications publiques réalisées par les défenseurs des droits de l'homme.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°15
(Membre de la commission des droits de l'homme)**

« Nous privilégions la radio, la télévision et l'Internet, notamment les réseaux sociaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6
(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°15**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous privilégions la radio, la télévision et l'Internet, notamment les réseaux sociaux. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'Internet, la radio et la télévision sont les canaux privilégiés par les défenseurs des droits de l'homme pour la réalisation des communications publiques relatives à la gestion du conflit et du patrimoine culturel et naturel par les autorités compétentes en République centrafricaine.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°16
(Membre de la commission des droits de l'homme)**

« Se rencontrer autour d'une table entre Centrafricains pour échanger sur nos richesses naturelles et culturelles, je n'en vois aucun inconvénient. Au-delà des ressources naturelles et culturelles, la solution à notre crise ne peut être trouvée qu'autour d'une table, et non au bout des canons. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6
(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°16**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Se rencontrer autour d'une table entre Centrafricains pour échanger sur nos richesses naturelles et culturelles, je n'en vois aucun inconvénient. »*
- *« Au-delà des ressources naturelles et culturelles, la solution à notre crise ne peut être trouvée qu'autour d'une table, et non au bout des canons. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation entre Centrafricains est l'un des moyens pouvant faciliter le règlement du conflit en République centrafricaine. Elle peut également contribuer à la qualification et à la protection du patrimoine culturel et naturel du pays.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°6 à la question n°17

(Membre de la commission des droits de l'homme)

« La médiation des tiers pour nous aider à trouver un terrain d'entente, oui, mais dans le respect de notre souveraineté. J'insiste sur le respect de notre souveraineté parce que certains médiateurs internationaux viennent avec des solutions toutes faites et nous les imposent sans nous avoir au préalable consultés. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°6

(Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n°17

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La médiation des tiers pour nous aider à trouver un terrain d'entente, oui, mais dans le respect de notre souveraineté. »*
- *« J'insiste sur le respect de notre souveraineté parce que certains médiateurs internationaux viennent avec des solutions toutes faites et nous les imposent sans nous avoir au préalable consultés. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation des personnes extérieures peut aider les Centrafricains à trouver une solution au conflit auquel leur pays est confronté depuis plusieurs années. Cependant, les médiateurs doivent respecter la souveraineté du peuple centrafricain.

Question N° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n° 6 à la question n° 18 (Membre de la commission des droits de l'homme)

« J'aimerais dire ceci au président Touadera : la place de tous les chefs des groupes armés, c'est en prison et non à la primature ou à la présidence de la République comme ministres conseillers pris en charge avec l'argent du contribuable. Justice doit être rendue aux victimes pour permettre à celles-ci de faire leur deuil. En tant qu'activiste des droits de l'homme, je dis stop à l'impunité. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 6 (Membre de la commission des droits de l'homme) à la question n° 18

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... la place de tous les chefs des groupes armés, c'est en prison et non à la primature ou à la présidence de la République comme ministres conseillers pris en charge avec l'argent du contribuable. »*
- *« Justice doit être rendue aux victimes pour permettre à celles-ci de faire leur deuil. »*
- *« En tant qu'activiste des droits de l'homme, je dis stop à l'impunité. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les chefs des groupes armés doivent répondre de leurs actes devant la justice. Il n'est pas acceptable qu'ils soient nommés à de hauts postes de responsabilité dans l'administration publique et payés avec l'argent du contribuable.

ENTRETIEN N°7

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°1

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Merci pour cette opportunité que vous m'offrez afin de donner mon avis de technicien sur les différentes crises que connaît notre pays, la République centrafricaine depuis des décennies. Les causes de ces différentes crises sont très nombreuses mais je vais vous en citer deux, à savoir la mauvaise gouvernance et les ressources minières de notre sous-sol qui sont d'une richesse exceptionnelle. Je commencerai par la dernière cause. En effet, les nombreux accords que nos dirigeants politiques ont pu signer avec l'ancienne métropole, la France, disposent que toute exploitation des ressources stratégiques comme le pétrole et l'uranium doit au préalable recueillir l'accord de Paris. Mais les présidents Patassé et Bozize ont octroyé des permis d'exploration de pétrole à des sociétés étrangères en violant les accords que je vous ai évoqués ci-haut, et ils ont été renversés par des rébellions financées et équipées par la France. C'est ici le lieu de souligner que ces accords coloniaux ne sont pas profitables au peuple centrafricain car ils nous empêchent de profiter de nos immenses richesses minières. Il est plus qu'urgent de les réviser. En ce qui concerne la mauvaise gouvernance, tous les chefs d'État qui ont eu la chance de présider aux destinées de notre pays ont brillé par la corruption généralisée, le tribalisme, le clientélisme, l'impunité et les détournements massifs des deniers publics. Je n'ai pas besoin de vous parler des droits de l'homme parce qu'ils sont quotidiennement violés. Tous ces maux ont donc fait de très nombreux mécontents marginalisés qui ont été instrumentalisés par les politiques assoiffés du pouvoir qui à leur tour, sont manipulés par les puissances

occidentales notamment la France pour plonger notre pays dans l'instabilité. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question

n°1

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les causes de ces... crises sont très nombreuses.... à savoir la mauvaise gouvernance et les ressources minières qui sont d'une richesse exceptionnelle* »
- « *... les nombreux accords que nos dirigeants politiques ont pu signer avec l'ancienne métropole, la France, disposent que toute exploitation des ressources stratégiques comme le pétrole et l'uranium doit au préalable recueillir l'accord de Paris.* »
- « *... ces accords coloniaux ne sont pas profitables au peuple centrafricain car ils nous empêchent de profiter de nos immenses richesses minières.* »
- « *Il est plus qu'urgent de les réviser.* »
- « *... tous les chefs d'État qui ont eu la chance de présider aux destinées de notre pays ont brillé par la corruption généralisée, le tribalisme, le clientélisme, l'impunité et les détournements massifs des deniers publics.* »
- « *Je n'ai pas besoin de vous parler des droits de l'homme parce qu'ils sont quotidiennement violés.* »
- « *... ces maux ont... fait de très nombreux mécontents marginalisés qui ont été instrumentalisés par les politiques assoiffés du pouvoir...* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les présidents Patassé et Bozize ont octroyé des permis d'exploration de pétrole à des sociétés étrangères en violant les accords... et ils ont été renversés par des rébellions financées et équipées par la France. »
- « ... sont manipulés par les puissances occidentales notamment la France pour plonger notre pays dans l'instabilité. »

Analyse : La mauvaise gouvernance des dirigeants et la richesse du patrimoine naturel centrafricain sont au nombre des causes du conflit auquel la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années. Il y a également les accords signés entre la France et certains présidents qui se sont succédé à la tête du pays. Ces accords disposent que l'exploitation du patrimoine naturel centrafricain doit au préalable recueillir l'aval de Paris. Il se trouve que ces accords qui datent des périodes coloniales sont anachroniques et nécessitent des réformes. Mais non seulement, ces accords empêchent les autorités centrafricaines d'exploiter le patrimoine naturel de leur pays, mais tous les présidents qui ont évoqué leur réforme ou qui les violés, ont été violemment chassés du pouvoir par des rébellions financées par la France.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°2

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« La communauté internationale est même à l'origine de l'instabilité chronique de notre pays. Vous savez que la guerre est un business particulièrement et cyniquement juteux, car elle permet aux marchands

d'armes et de munitions d'écouler leurs marchandises. Ce sont des Centrafricains, avec l'aide des puissances étrangères, qui ont mis le feu à leur pays. S'ils avaient décidé de régler leurs différends par la voie du dialogue, on aurait épargné les nombreuses vies d'innocents que nous avons perdues. Il ne faut jamais compter sur la communauté internationale pour que ces violences prennent fin. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question
n°2**

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... la guerre est un business particulièrement et cyniquement juteux, car elle permet aux marchands d'armes et de munitions d'écouler leurs marchandises. »*
- *« S'ils avaient décidé de régler leurs différends par la voie du dialogue, on aurait épargné les nombreuses vies d'innocents que nous avons perdues. »*
- *« ... Il ne faut jamais compter sur la communauté internationale pour que ces violences prennent fin. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« La communauté internationale est même à l'origine de l'instabilité chronique de notre pays. »*

- « *Ce sont des Centrafricains, avec l'aide des puissances étrangères, qui ont mis le feu à leur pays. »*

Analyse : Le conflit centrafricain permet aux marchands d'armes et de munitions de faire de bonnes affaires en République centrafricaine. Les citoyens de ce pays ont fait déclencher ce conflit en se laissant manipuler par les puissances étrangères. Si les Centrafricains continuent de compter sur la communauté internationale, la guerre en République centrafricaine ne s'arrêtera jamais.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°3

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Je viens de vous dire qu'il appartient aux Centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas la communauté internationale. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°3

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je viens de vous dire qu'il appartient aux Centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La fin du conflit en cours en République centrafricaine dépend des Centrafricains eux-mêmes et non de la communauté internationale.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°4

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Je ne sais pas. Cette question, je me la suis toujours posé. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°4

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le silence de l'interviewé face à cette question pourrait être compris comme l'une des conséquences de l'État d'urgence instauré par le

gouvernement centrafricain de février à août 2021, suite aux attaques lancées par les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) sur la ville de Bangui, le 13 janvier 2021. Les Centrafricains avaient peur de s'exprimer librement pendant cette période, surtout sur les sujets politiques, car les forces de défense et de sécurité étaient autorisées à procéder à des arrestations à tout moment sans l'autorisation des autorités judiciaires.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°5

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Même les signataires savaient depuis Khartoum que l'APPR-RCA ne fera jamais revenir la paix en République centrafricaine, car il était plus profitable aux groupes armés qu'au peuple centrafricain. La preuve, c'est que le désarmement et le cantonnement des combattants prévus dans cet accord n'ont jamais été réalisés. Comment peut-on rétablir la paix dans le pays si les groupes armés conservent la totalité de leurs armes et munitions dont certaines sont de générations récentes ? Il faut être dupe pour croire que l'APPR-RCA a été signé pour rétablir la paix dans notre pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question

n°5

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... les signataires savaient depuis Khartoum que l'APPR-RCA ne fera jamais revenir la paix en République centrafricaine... »*
- *« ... il était plus profitable aux groupes armés qu'au peuple centrafricain. »*

- « ... le désarmement et le cantonnement des combattants prévus dans cet accord n'ont jamais été réalisés. »
- « Comment peut-on rétablir la paix dans le pays si les groupes armés conservent la totalité de leurs armes et munitions... ? »
- « Il faut être dupe pour croire que l'APPR-RCA a été signé pour rétablir la paix dans notre pays. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays, parce que les groupes armés n'ont pas respecté leurs engagements, notamment le désarmement et le cantonnement de leurs troupes. L'APPR-RCA était plus favorable aux rebelles, mieux équipés que les forces armées centrafricaines (FACA), qu'au peuple centrafricain.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°6

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Les groupes armés qui ont créé la CPC ont dans un premier temps demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020. Mais puis qu'ils n'ont pas eu gain de cause, ils se sont mis ensemble pour empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. Retenez

que la France n'est pas loin de ce projet honteux coordonné par l'ancien président Bozize, car c'est Paris qui finance et équipe la CPC. Les Français ont voulu utiliser la CPC pour sanctionner le président Touadera qui a eu le courage de faire venir les Russes en Centrafrique. La France voue une haine indescriptible à l'endroit de la Russie, car la présence de celle-ci menace les intérêts de l'Hexagone en République centrafricaine. Il suffit d'écouter Radio France internationale et regarder France 24 pour s'en convaincre. C'est une véritable campagne médiatique haineuse contre la Russie qui s'y déroule. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°6 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... puis qu'ils n'ont pas eu gain de cause, ils se sont mis ensemble pour empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « Les groupes armés qui ont créé la CPC, ont... demandé au président Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020. »
- « ... puis qu'ils n'ont pas eu gain de cause, ils se sont mis ensemble pour empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... la France n'est pas loin de ce projet honteux coordonné par l'ancien président Bozize, car c'est Paris qui finance et équipe la CPC. »

- « *Les Français ont voulu utiliser la CPC pour sanctionner le président Touadera qui a eu le courage de faire venir les Russes en Centrafrique.* »
- « *La France voue une haine indescriptible à l'endroit de la Russie, car la présence de celle-ci menace les intérêts de l'Hexagone en République centrafricaine.* »
- « *Il suffit d'écouter Radio France internationale et regarder France 24 pour s'en convaincre.* »
- « *C'est une véritable campagne médiatique haineuse contre la Russie qui s'y déroule.* »

Analyse : La création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) fait suite au refus du président Faustin Archange Touadera de reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020, comme l'ont souhaité les groupes armés. La CPC est financée par la France et coordonnée par l'ancien président François Bozize. La présence russe en République centrafricaine, mal perçue par Paris, est à l'origine d'une campagne médiatique haineuse menée par les médias Français à l'encontre du Kremlin. Les Français utilisent la CPC pour punir le président Faustin Archange Touadera parce qu'il a eu l'audace de faire venir les Russes en terre centrafricaine.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°7

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Je pense que les résultats sont bien éloquentes d'autant que les FACA appuyées par les Russes et Rwandais reprennent quasiment tous les jours

de nouvelles villes des mains de la CPC. Avec l'allure actuelle, toutes les villes du pays seront bientôt reprises. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°7 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les résultats sont bien éloquentes... les FACA appuyées par les Russes et Rwandais reprennent quasiment tous les jours de nouvelles villes des mains de la CPC. »
- « Avec l'allure actuelle, toutes les villes du pays seront bientôt reprises. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui de leurs alliées Russes et Rwandaises, sont en mesure de reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°8

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Le patrimoine culturel, je ne m'y connais pas. Je vous parlerai seulement du patrimoine naturel, notamment de nos richesses du sous-sol. Le diamant et l'or sont les premiers pourvoyeurs de fonds aux groupes armés qui les exploitent illicitement. L'argent gagné à travers ce commerce qui ne profite pas au peuple centrafricain, permet aux rebelles d'acheter des armes et munitions. Le diamant et l'or de notre pays qui sont d'excellente qualité et très appréciés sur le marché international, sont en train d'être pillés par les groupes armés. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°8 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le patrimoine culturel, je ne m'y connais pas. »*
- *« Le diamant et l'or sont les premiers pourvoyeurs de fonds aux groupes armés qui les exploitent illicitement. »*
- *« L'argent gagné à travers ce commerce qui ne profite pas au peuple centrafricain, permet aux rebelles d'acheter des armes et munitions. »*
- *« Le diamant et l'or de notre pays qui sont d'excellente qualité et très appréciés sur le marché international, sont en train d'être pillés par les groupes armés. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel fait actuellement l'objet de pillage et de trafic illicite de la part des groupes armés.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°9

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Le recensement des zones de diamants et d'or nécessite également la mise à contribution des communautés de base. Celles-ci savent où ces richesses se trouvent, donc elles peuvent aider le gouvernement centrafricain à identifier les zones concernées. Il faudrait également impliquer les responsables des mairies, préfectures et sous-préfectures, ainsi que les leaders des partis politiques. Tout ce beau monde ne peut que fournir des indications, mais pour bien cartographier nos richesses minières, il faudra réaliser des explorations aux normes internationales. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°9 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le recensement des zones de diamants et d'or nécessite... la mise à contribution des communautés de base. »*
- *« Celles-ci savent où ces richesses se trouvent, donc elles peuvent aider le gouvernement centrafricain à identifier les zones concernées. »*

- « Il faudrait également impliquer les responsables des mairies, préfectures et sous-préfectures, ainsi que les leaders des partis politiques. »
- « Tout ce beau monde ne peut que fournir des indications... »
- « ... pour bien cartographier nos richesses minières, il faudra réaliser des explorations aux normes internationales. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La qualification du patrimoine culturel et naturel centrafricain nécessite une bonne communication publique de la part des autorités de la République centrafricaine. Les apports des pouvoirs publics peuvent également être sollicités à travers une communication territoriale. Le gouvernement centrafricain peut aussi, via une communication politique, faire appel aux services des compagnies étrangères spécialisées pour la cartographie du patrimoine naturel dans le respect des normes internationales.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°10

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Le rôle de la police, de la gendarmerie et de l'armée est d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur le territoire national. Donc je pense que le

gouvernement devrait déployer dans les zones abritant nos richesses naturelles, les forces de défense et de sécurité pour en assurer la sécurité. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question
n°10**

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le rôle de la police, de la gendarmerie et de l'armée est d'assurer la sécurité des biens et des personnes sur le territoire national. »*
- *« ... le gouvernement devrait déployer dans les zones abritant nos richesses naturelles, les forces de défense et de sécurité pour en assurer la sécurité. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'usage de la violence légitime à travers les forces de défense et de sécurité par le gouvernement centrafricain, est une forme de communication pour la protection du patrimoine naturel en République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°11

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Tout le monde se livre au trafic illicite du diamant et de l'or. Les groupes armés, les opérateurs économiques et les tenants du pouvoir s'y mettent et ça les enrichit énormément. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question
n°11**

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Tout le monde se livre au trafic illicite du diamant et de l'or. »*
- *« Les groupes armés, les opérateurs économiques et les tenants du pouvoir s'y mettent et ça les enrichit énormément. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel est pratiqué en République centrafricaine par, entre autres, les groupes armés, opérateurs économiques et certains proches du président Faustin Archange Touadera.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°12

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Les générations actuelles n'ont aucun profit à tirer de l'exploitation illicite de nos richesses du sous-sol d'autant que les revenus générés ne renflouent que les comptes en banque de ceux qui en pratiquent le commerce illégal. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question
n°12**

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les générations actuelles n'ont aucun profit à tirer de l'exploitation illicite de nos richesses du sous-sol... »*
- *« ... les revenus générés ne renflouent que les comptes en banque de ceux qui en pratiquent le commerce illégal. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel centrafricain ne peut profiter ni aux générations présentes ni aux générations futures, car il est fait l'objet de pillage et de commerce illicite à grande échelle par, entre autres, les groupes armés et certains proches du pouvoir de Bangui. Cela viole les principes du développement durable qui voudraient que le patrimoine naturel puisse profiter aussi bien aux générations présentes que futures.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°13

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Nos rapports évoquent régulièrement les conséquences des violences sur le secteur minier. Mais nos dirigeants qui sont les destinataires de ces rapports préfèrent garder le silence. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question
n°13**

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nos rapports évoquent régulièrement les conséquences des violences sur le secteur minier. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... nos dirigeants qui sont les destinataires de ces rapports préfèrent garder le silence. »*

Analyse : Le gouvernement centrafricain est la cible de communications internes relatives aux conséquences des violences sur le patrimoine naturel de la République centrafricaine. Mais les gouvernants sont restés silencieux.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°14

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Nous attirons l'attention des gouvernants dans nos différents rapports périodiques, sur le pillage des ressources du sous-sol par les groupes armés et d'autres exploitants illégaux. Mais tous ces rapports sont restés lettres mortes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question
n°14**

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous attirons l'attention des gouvernants dans nos différents rapports périodiques, sur le pillage des ressources du sous-sol par les groupes armés et d'autres exploitants illégaux. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... tous ces rapports sont restés lettres mortes. »*

Analyse : Le gouvernement centrafricain est la cible de communications internes au sujet du pillage et du commerce illicite du patrimoine naturel en République centrafricaine. Mais les autorités n'ont jamais donné suite à ces communications.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°15

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Nous évoquons très rarement nos rapports à la radio et à la télévision. La principale voie que nous utilisons pour transmettre nos rapports sur l'état des ressources naturelles, reste et demeure la voie administrative. Ce sont des documents qui contiennent des informations tellement sensibles qu'il est très risqué de les rendre public. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°15 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous évoquons très rarement nos rapports à la radio et à la télévision. »*
- *« La principale voie que nous utilisons pour transmettre nos rapports sur l'état des ressources naturelles, reste et demeure la voie administrative. »*
- *« Ce sont des documents qui contiennent des informations tellement sensibles qu'il est très risqué de les rendre public. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Des communications internes sont réalisées à l'endroit du gouvernement centrafricain au sujet du patrimoine naturel qui pâtit du

conflit en cours en République centrafricaine. Les canaux comme la radio, la télévision et l'Internet ne sont pas utilisés, parce que le contenu de ces communications est confidentiel.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°16

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« C'est toujours une bonne chose que de se retrouver autour d'une table et rechercher les solutions aux problèmes qui divisent. Nous concerter afin de veiller sur nos richesses du sous-sol ne peut qu'être avantageux pour nous. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°16 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« C'est toujours une bonne chose que de se retrouver autour d'une table et rechercher les solutions aux problèmes qui divisent. »*
- *« Nous concerter afin de veiller sur nos richesses du sous-sol ne peut qu'être avantageux pour nous. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation est encouragée entre les Centrafricains dans le but de mieux qualifier et protéger le patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°17

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« La médiation a toujours fait ses preuves dans le règlement des conflits à travers le monde. Cependant, il est souhaitable que les Centrafricains mettent tout d'abord en œuvre leur génie auquel je crois, afin de trouver une solution consensuelle à leurs problèmes. La médiation n'interviendra que lorsque nous ne sommes pas en mesure de trouver des solutions nous-mêmes. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°17 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La médiation a toujours fait ses preuves dans le règlement des conflits à travers le monde. »*
- *« ... il est souhaitable que les Centrafricains mettent tout d'abord en œuvre leur génie... afin de trouver une solution consensuelle à leurs problèmes. »*

- « *La médiation n'interviendra que lorsque nous ne sommes pas en mesure de trouver des solutions nous-mêmes.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également encouragée dans le règlement du conflit centrafricain afin de faciliter la qualification et la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n°7 à la question n°18

(Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

« Le temps est venu pour faire la paix. Aucune guerre n'est éternelle, donc j'invite les Centrafricains à privilégier l'intérêt général au détriment des intérêts personnels. J'invite surtout les groupes armés à dire non aux manipulations des puissances étrangères, à déposer les armes et à s'inscrire dans une logique véritable de paix véritable en République centrafricaine. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°7 à la question n°18 (Cadre au ministère des Mines / Gouvernement centrafricain)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le temps est venu pour faire la paix.* »
- « *Aucune guerre n'est éternelle...* »

- « ... j'invite les Centrafricains à privilégier l'intérêt général au détriment des intérêts personnels. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « J'invite surtout les groupes armés à dire non aux manipulations des puissances étrangères, à déposer les armes et à s'inscrire dans une logique véritable de paix véritable en République centrafricaine. »

Analyse : La réalisation de communications publiques est nécessaire afin de sensibiliser les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain à travailler pour l'arrêt des violences et le retour de la paix en République centrafricaine. Les acteurs et non-acteurs de ce conflit devraient rejeter les manipulations.

ENTRETIEN N°8

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°1

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« La quasi-totalité des rébellions que notre pays a connu depuis des dizaines d'années, ont pris naissance vers la frontière centrafricano-tchadienne. Selon ma compréhension, le Tchad a une grande responsabilité dans l'instabilité dans notre pays, car les rébellions qui viennent du Nord-Est ont eu pour bases-arrières, le territoire tchadien. Nos frères ressortissants de la Vakaga, Bamingui Bangoran et de la Haute Kotto qui ont créé la rébellion de la Seleka, ont dit qu'ils ont pris les armes parce que le président Bozize n'a pas développé leurs régions et qu'ils ont été marginalisés. Cet argument n'est pas valable pour moi, parce que nous savons que ce sont les Français qui leur ont donné des armes et des financements pour venir renverser le pouvoir du président Bozize. Les Français étaient en colère contre Bozize parce qu'il a donné le pétrole de Boromata aux chinois. Voilà la vraie raison de cette guerre qu'on nous a imposée. Même à l'heure où je vous parle, tous les groupes armés qui sont sur le territoire centrafricain sont soutenus par les Français qui ne veulent pas que cette guerre se termine, parce que le président Touadera a fait venir les Russes dans notre pays. Tous les efforts que nos autorités font pour faire revenir la paix en Centrafrique sont contrecarrés par les Français qui ont juré d'empêcher Touadera de gouverner correctement à cause des Russes qui menacent leurs intérêts dans notre pays. La CPC que le président Bozize dirige, a été créée au mois de décembre 2020 à la demande des Français qui voulaient empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. Les Français ne veulent pas que la paix revienne en Centrafrique. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°1 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La quasi-totalité des rébellions... ont pris naissance vers la frontière centrafricano-tchadienne. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... le Tchad a une grande responsabilité dans l'instabilité dans notre pays, car les rébellions qui viennent du Nord-Est ont eu pour bases-arrières, le territoire tchadien. »*
- « *Nos frères ressortissants de la Vakaga, Bamingui Bangoran et de la Haute Kotto qui ont créé la rébellion de la Seleka, ont dit qu'ils ont pris les armes parce que le président Bozize n'a pas développé leurs régions et qu'ils ont été marginalisés. »*
- « *Cet argument n'est pas valable... parce que nous savons que ce sont les Français qui leur ont donné des armes et des financements pour venir renverser le pouvoir du président Bozize. »*
- « *Les Français étaient en colère contre Bozize parce qu'il a donné le pétrole de Boromata aux chinois. »*
- « *Voilà la vraie raison de cette guerre qu'on nous a imposée. »*
- « *... tous les groupes armés qui sont sur le territoire centrafricain sont soutenus par les Français qui ne veulent pas que cette guerre se termine, parce que le président Touadera a fait venir les Russes dans notre pays. »*

- « ... les efforts que nos autorités font pour faire revenir la paix en Centrafrique sont contrecarrés par les Français qui ont juré d'empêcher Touadera de gouverner correctement à cause des Russes qui menacent leurs intérêts dans notre pays. »
- « La CPC que le président Bozize dirige, a été créée au mois de décembre 2020 à la demande des Français qui voulaient empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. »
- « Les Français ne veulent pas que la paix revienne en Centrafrique. »

Analyse : Le Tchad a une part de responsabilité dans l'instabilité permanente en République centrafricaine, parce que son territoire a toujours été utilisé comme base arrière par les groupes armés Centrafricains. Par ailleurs, la France est le premier soutien de ces groupes armés, car les financements, armes et munitions qu'ils utilisent viennent de Paris. À titre d'exemple, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, est matériellement et financièrement soutenu par l'Élysée, parce que celui-ci voulait s'en servir pour punir le président Faustin Archange Touadera qui a eu l'audace de faire venir les Russes en République centrafricaine.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°2

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Si les Français n'avaient pas donné des armes et des financements aux Seleka, si les Français n'avaient pas soutenu les Seleka, Bozize n'aurait pas été renversé le 24 mars 2013. Donc la guerre continue aujourd'hui, c'est parce que les Français sont derrière les groupes armés. Si les Français arrêtent de donner des armes et de l'argent aux rebelles, la guerre va

s'arrêter. Moi qui vous parle, je suis Anti-Balaka, ce sont les soldats de l'opération Sangaris qui nous ont donné des armes et de l'argent en 2013 et 2014. Ils ont fait la même chose avec les Seleka et ils nous ont poussés à nous battre les uns contre les autres. Les attaques que les Anti-Balaka ont lancées sur la ville de Bangui le 05 décembre 2013, ont été planifiées de bout en bout par les soldats de l'opération Sangaris. Je faisais partie des éléments Anti-Balaka qui ont lancé les assauts contre le camp Kassai. Ce sont les Français qui nous aidé à préparer les attaques. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°2 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si les Français arrêtent de donner des armes et de l'argent aux rebelles, la guerre va s'arrêter. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« ... je suis Anti-Balaka, ce sont les soldats de l'opération Sangaris qui nous ont donné des armes et de l'argent en 2013 et 2014. »*
- *« Ils ont fait la même chose avec les Seleka et ils nous ont poussés à nous battre les uns contre les autres. »*
- *« Les attaques que les Anti-Balaka ont lancées sur la ville de Bangui le 05 décembre 2013, ont été planifiées... par les soldats de l'opération Sangaris. »*
- *« Je faisais partie des éléments Anti-Balaka qui ont lancé les assauts contre le camp Kassai. »*
- *« Ce sont les Français qui nous aidé à préparer les attaques. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Si les Français n'avaient pas donné des armes et des financements aux Seleka, si les Français n'avaient pas soutenu les Seleka, Bozize n'aurait pas été renversé le 24 mars 2013.* »
- « *... la guerre continue aujourd'hui, c'est parce que les Français sont derrière les groupes armés.* »

Analyse : C'est le soutien matériel et financier des Français qui permettent aux groupes armés de fonctionner en République centrafricaine. L'arrêt du soutien de la France aux rebelles est l'une des solutions au conflit centrafricain.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°3

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Je vous ai déjà dit que les Français sont derrière la guerre qui se déroule en Centrafrique, parce que ce sont eux qui donnent des armes et des financements aux groupes armés. Donc si aujourd'hui, les Français arrêtent de soutenir avec des armes et de l'argent les rebelles, la guerre va s'arrêter immédiatement dans notre pays. Voyez, ils ont demandé à Bozize de créer la CPC et il l'a fait pour empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. Tout l'argent et les armes que la CPC détient aujourd'hui, ce sont les Français qui lui ont donné. Moi je suis Anti-Balaka, mais je ne suis pas d'accord avec

Bozize parce qu'il a suivi les Français pour créer la CPC pour tuer les pauvres populations civiles qui n'ont rien à voir avec la politique. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°3 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je suis Anti-Balaka, mais je ne suis pas d'accord avec Bozize parce qu'il a suivi les Français pour créer la CPC pour tuer les pauvres populations civiles qui n'ont rien à voir avec la politique. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... les Français sont derrière la guerre qui se déroule en Centrafrique, parce que ce sont eux qui donnent des armes et des financements aux groupes armés. »*
- *« ... si... les Français arrêtent de soutenir avec des armes et de l'argent les rebelles, la guerre va s'arrêter immédiatement dans notre pays. »*
- *« ... ils ont demandé à Bozize de créer la CPC et il l'a fait pour empêcher Touadera d'avoir un deuxième mandat. »*
- *« Tout l'argent et les armes que la CPC détient..., ce sont les Français qui lui ont donné. »*

Analyse : La France a une part de responsabilité dans le conflit centrafricain parce qu'elle a financé et équipé les groupes armés qui sévissent en République centrafricaine.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°4

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Bon, moi je ne sais pas, peut-être le gouvernement peut vous expliquer les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition ont été écartés. J'étais à Khartoum dans l'équipe des Anti-Balaka, on a négocié avec le gouvernement, je ne m'intéressais pas aux partis politiques. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°4 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je ne sais pas, peut-être le gouvernement peut vous expliquer les raisons pour lesquelles les partis politiques de l'opposition ont été écartés. »*
- *« J'étais à Khartoum dans l'équipe des Anti-Balaka, on a négocié avec le gouvernement, je ne m'intéressais pas aux partis politiques. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'interviewé ne serait pas au courant de toutes les démarches menées par les acteurs et non-acteurs du conflit avant la tenue des négociations de Khartoum ayant débouché à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, le 08 février 2019. Il est aussi possible qu'il en sache quelque chose mais ne souhaite pas en parler.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°5

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Mais l'accord de Khartoum était un business entre les Russes, Touadera et les groupes armés. Les Russes ont distribué beaucoup d'argent aux groupes armés et ont décidé de tout le contenu de l'accord. La contrepartie que les Russes ont obtenue, c'était l'exploitation des diamants et l'or des zones occupées par les rebelles. Par exemple, les chantiers miniers de diamants et d'or de Ndassima qui étaient contrôlés par Ali Darass, le chef de l'UPC, étaient exploités par les Russes. Les armes que détiennent les rebelles leur permettaient de sécuriser leurs zones et faire leur business de diamants, or et bétail. Cela leur permettait de gagner beaucoup d'argent, donc ils ne pouvaient pas déposer leurs armes comme le prévoyait l'accord. Grâce aux armes, les rebelles ont pu imposer leur loi au gouvernement qui a accepté de nommer leurs représentants à des hauts postes de responsabilité à Bangui. Tous les groupes armés savaient que l'accord qu'ils ont signé à Khartoum n'allait pas être respecté. Les rebelles s'étaient rendus au Soudan pour signer ce document afin de calmer leur conscience et donner l'impression au peuple centrafricain qu'ils étaient favorables à la paix, alors qu'il n'en était rien. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°5 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les armes que détiennent les rebelles leur permettaient de sécuriser leurs zones et faire leur business de diamants, or et bétail. »*
- « *Cela leur permettait de gagner beaucoup d'argent, donc ils ne pouvaient pas déposer leurs armes comme le prévoyait l'accord. »*
- « *Grâce aux armes, les rebelles ont pu imposer leur loi au gouvernement qui a accepté de nommer leurs représentants à des hauts postes de responsabilité à Bangui. »*
- « *Tous les groupes armés savaient que l'accord qu'ils ont signé à Khartoum n'allait pas être respecté. »*
- « *Les rebelles s'étaient rendus au Soudan pour signer ce document afin de calmer leur conscience et donner l'impression au peuple centrafricain qu'ils étaient favorables à la paix, alors qu'il n'en était rien. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *... les chantiers miniers de diamants et d'or de Ndassima qui étaient contrôlés par Ali Darass, le chef de l'UPC, étaient exploités par les Russes. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... l'accord de Khartoum était un business entre les Russes, Touadera et les groupes armés. »*

- « *Les Russes ont distribué beaucoup d'argent aux groupes armés et ont décidé de tout le contenu de l'accord.* »
- « *La contrepartie que les Russes ont obtenue, c'était l'exploitation des diamants et l'or des zones occupées par les rebelles.* »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays parce que les groupes armés n'avaient aucunement la volonté de respecter leurs engagements qui y étaient consignés, notamment le désarmement de leurs troupes. Ils ont conservé leurs armes pour la sécurité des zones sous leur contrôle et celle du trafic du patrimoine naturel qui leur procurait beaucoup d'argent. Par ailleurs, tout le contenu de l'APPR-RCA a été décidé par les Russes qui en ont assuré le financement. En contrepartie de celui-ci, les groupes armés ont autorisé les Russes à exploiter le patrimoine naturel dans les zones sous leur contrôle. Cela traduisait un double jeu de la part des Russes.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°6

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Lorsque Touadera a fait venir les Russes en Centrafrique, les Français lui ont exprimé leur colère, selon les informations que nos chefs nous ont données. Les formations et les armes que les Russes donnent aux FACA ne sont pas du goût des Français. Les permis dans le domaine des diamants et or que Touadera a délivrés aux Russes ont fait monter d'avantage la colère des Français, parce que tout ce qui concerne les contrats concernant les richesses du sous-sol de notre pays doit être autorisé par les Français. Les Russes sont présents et influents dans tous les secteurs de notre pays. Ils contrôlent la sécurité de Touadera, le secteur minier, l'armée, les médias

avec leur radio Lengo Songo à Bangui et plusieurs journaux étaient financés par eux. Les principaux groupes armés comme Anti-Balaka, UPC de Darass Ali, FPRC de Hissein Abdoulaye, RPRC de Djono Ahaba et d'autres encore font des business avec les Russes. Vous savez que Michel Djotodja, le chef des Seleka, parle le russe parce qu'il a étudié en Russie et facilité les contacts entre les Russes et les groupes armés des Seleka. Donc les Russes sont présents partout dans notre pays et on n'entend plus parler des Français. Avant, ce sont les Français qui donnaient beaucoup d'argent aux rebelles pour leur permettre de vivre, mais les Russes nous donnent plus d'argent, donc nous, on est obligés d'écouter les Russes plus que les Français. Même Bozize est rentré en cachette en Centrafrique grâce aux Français. Lui, il vivait en Ouganda, les Français l'ont fait rentrer au pays pour l'utiliser pour affaiblir Touadera. Bozize était très populaire grâce à son parti le KNK, c'est sur ça que les Français comptaient pour régler leur compte à Touadera. Quand la candidature de Bozize à l'élection présidentielle a été rejetée par la Cour constitutionnelle, les Français lui ont donné beaucoup d'argent pour lui permettre de rentrer en brousse et créer une nouvelle rébellion pour empêcher Touadera d'avoir un nouveau mandat. C'est comme ça que Bozize a appelé tous les chefs des groupes armés à Kamba Kota pour créer la CPC, mais certains chefs rebelles ont refusé de répondre à son appel. Les Français ont demandé à Bozize d'envoyer ses éléments de la CPC dans plusieurs villes des provinces afin d'empêcher l'élection du 27 décembre 2020, mais ça n'a pas marché à cause des Russes et des Rwandais qui ont aidé les FACA à lancer une contre-attaque qui a mis les CPC en débandade. Les Français pensaient que si Bozize rentre en rébellion, la majorité de la population centrafricaine va le soutenir à cause de la popularité de son parti le KNK. Donc s'ils financent Bozize, ils peuvent l'utiliser pour affaiblir Touadera et le faire partir du pouvoir. Ce que les Français n'ont pas compris, c'est que les Centrafricains aiment Bozize l'homme de paix, mais pas Bozize l'homme de guerre. Grâce aux Russes et Rwandais, toutes les grandes villes des provinces ont été libérées des mains des groupes armés et la population circule librement qu'au temps où les villes étaient sous le contrôle des

rebelles. En six mois, les Russes ont réussi à rétablir la paix dans une grande partie de notre pays, alors que les Français avec leur opération Sangaris n'ont libéré aucune ville en plus de deux ans de présence en Centrafrique. Vous voyez, la présence des Français ne sert à rien dans notre pays parce que depuis l'indépendance en 1960, on ne connaît que la guerre, les coups d'État et les mutineries à cause d'eux. Maintenant, toute la population centrafricaine est derrière les Russes. Il est vrai que les Russes exploitent trop les richesses de notre sous-sol, mais eux au moins ils aident le pays à retrouver la paix, contrairement aux Français qui ne financent que la guerre dans notre pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°6 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Lorsque Touadera a fait venir les Russes en Centrafrique, les Français lui ont exprimé leur colère, selon les informations que nos chefs nous ont données. »*
- *« Les formations et les armes que les Russes donnent aux FACA ne sont pas du goût des Français. »*
- *« Les permis dans le domaine des diamants et or que Touadera a délivrés aux Russes ont fait monter d'avantage la colère des Français... »*
- *« ... parce que tout ce qui concerne les contrats concernant les richesses du sous-sol de notre pays doit être autorisé par les Français. »*
- *« Les Russes sont présents et influents dans tous les secteurs de notre pays. »*
- *« Ils contrôlent la sécurité de Touadera, le secteur minier, l'armée, les médias... à Bangui et plusieurs journaux étaient financés par eux. »*
- *« Les principaux groupes armés ... font des business avec les Russes. »*

- « ... Michel Djotodja, le chef des Seleka, parle le russe... il a étudié en Russie et facilité les contacts entre les Russes et les groupes armés des Seleka... »
- « ... les Russes sont présents partout dans notre pays et on n'entend plus parler des Français. »
- « Avant, ce sont les Français qui donnaient beaucoup d'argent aux rebelles pour leur permettre de vivre... »
- « ... mais les Russes nous donnent plus d'argent... on est obligés d'écouter les Russes plus que les Français. »
- « ... Bozize est rentré en cachette en Centrafrique grâce aux Français. »
- « Bozize était très populaire grâce à son parti le KNK... »
- « ... mais ça n'a pas marché à cause des Russes et des Rwandais qui ont aidé les FACA à lancer une contre-attaque qui a mis les CPC en débandade. »
- « Les Français pensaient que si Bozize rentre en rébellion, la majorité de la population centrafricaine va le soutenir à cause de la popularité de son parti le KNK. »
- « Donc s'ils financent Bozize, ils peuvent l'utiliser pour affaiblir Touadera et le faire partir du pouvoir. »
- « Ce que les Français n'ont pas compris, c'est que les Centrafricains aiment Bozize l'homme de paix, mais pas Bozize l'homme de guerre. »
- « Grâce aux Russes et Rwandais, toutes les grandes villes des provinces ont été libérées des mains des groupes armés et la population circule librement... »
- « En six mois, les Russes ont réussi à rétablir la paix dans une grande partie de notre pays... »
- « ... alors que les Français avec leur opération Sangaris n'ont libéré aucune ville en plus de deux ans de présence en Centrafrique. »
- « ... la présence des Français ne sert à rien dans notre pays parce que depuis l'indépendance en 1960, on ne connaît que la guerre, les coups d'État et les mutineries à cause d'eux. »

- « ... toute la population centrafricaine est derrière les Russes. »
- « ... les Russes exploitent trop les richesses de notre sous-sol, mais eux au moins ils aident le pays à retrouver la paix, contrairement aux Français qui ne financent que la guerre dans notre pays. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « C'est comme ça que Bozize a appelé tous les chefs des groupes armés à Kamba Kota pour créer la CPC, mais certains chefs rebelles ont refusé de répondre à son appel. »
- « Les Français ont demandé à Bozize d'envoyer ses éléments de la CPC dans plusieurs villes des provinces afin d'empêcher l'élection du 27 décembre 2020... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Bozize était très populaire grâce à son parti le KNK, c'est sur ça que les Français comptaient pour régler leur compte à Touadera. »
- « Quand la candidature de Bozize à l'élection présidentielle a été rejetée par la Cour constitutionnelle, les Français lui ont donné beaucoup d'argent pour lui permettre de rentrer en brousse et créer une nouvelle rébellion pour empêcher Touadera d'avoir un nouveau mandat. »

Analyse : La présence des Russes en République centrafricaine est à l'origine de tensions diplomatiques entre Paris et Bangui, d'autant que Moscou est de plus en plus influent sur le territoire centrafricain. L'ancien président François Bozize, populaire en tant qu'homme de paix et impopulaire en tant que coordonnateur de la Coalition des patriotes pour

le changement (CPC), est utilisé par la France pour affaiblir le président Faustin Archange Touadera. Grâce à l'appui des Russes et Rwandais, les forces armées centrafricaines ont fait capoter le projet de la France qui consistait à renverser le pouvoir du président Faustin Archange Touadera. L'Opération Sangaris n'a été d'aucune utilité au peuple centrafricain, parce que malgré la présence de plus de deux milles soldats Français en République centrafricaine à l'époque, aucune ville n'avait été reprise des mains des groupes armés. La présence de la France sur le territoire centrafricain depuis 1960 est synonyme d'instabilité.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°7

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« C'est vrai que je suis Anti-Balaka et opposé au régime de Touadera, mais je reste un centrafricain qui veut la paix pour son pays. Je ne peux accepter que les Français continuent de donner de l'argent aux hommes politiques pour détruire mon pays. Donc le travail que font actuellement les FACA qui sont des compatriotes, est excellent et je les soutiens parce que cela est en train de faire revenir la paix. Je pense que si les FACA, avec l'appui des Russes et des Rwandais, continuent avec ce rythme, ils vont bientôt récupérer toutes les villes du pays entre les mains des groupes armés. Je demande aux Russes de continuer à donner plus d'armes et de munitions aux FACA pour leur permettre de neutraliser les bandits étrangers qui sont venus dans notre pays pour voler nos richesses du sous-sol et tuer nos compatriotes. Il y a un temps pour tout. Nous avons assez fait la guerre, le temps de la paix est arrivé. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°7 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... je reste un centrafricain qui veut la paix pour son pays. »
- « ... le travail que font actuellement les FACA qui sont des compatriotes, est excellent et je les soutiens parce que cela est en train de faire revenir la paix. »
- « Je pense que si les FACA, avec l'appui des Russes et des Rwandais, continuent avec ce rythme, ils vont bientôt récupérer toutes les villes du pays entre les mains des groupes armés. »
- « Je demande aux Russes de continuer à donner plus d'armes et de munitions aux FACA pour leur permettre de neutraliser les bandits étrangers... »
- « ... les bandits étrangers... sont venus dans notre pays pour voler nos richesses du sous-sol et tuer nos compatriotes. »
- « Il y a un temps pour tout. »
- « Nous avons assez fait la guerre, le temps de la paix est arrivé. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Je ne peux accepter que les Français continuent de donner de l'argent aux hommes politiques pour détruire mon pays. »

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui des Russes et Rwandais, sont en mesure de reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°8

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« La guerre que connaît notre pays profite beaucoup aux étrangers qui exploitent nos richesses du sous-sol. Nos diamants, or, bois et bétail sont exploités par les chefs des groupes armés, les parents de Touadera, les libanais et d'autres hommes d'affaires. Si ça continue comme ça, dans quelques années, nos richesses du sous-sol vont finir. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°8

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La guerre que connaît notre pays profite beaucoup aux étrangers qui exploitent nos richesses du sous-sol. »*
- *« Nos diamants, or, bois et bétail sont exploités par les chefs des groupes armés, les parents de Touadera, les libanais et d'autres hommes d'affaires. »*

- « Si ça continue comme ça, dans quelques années, nos richesses du sous-sol vont finir. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le conflit centrafricain met en péril le patrimoine naturel de la République centrafricaine parce que des personnes non autorisées en profitent pour l'exploiter illicitement.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°9

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Moi je ne sais pas. C'est à Touadera de voir comment parler aux gens sur les richesses de notre pays. C'est lui qui est au pouvoir, pas nous les Anti-Balaka. En tout cas, je ne sais pas. Je ne sais quoi vous dire sur cette question. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°9 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « Moi je ne sais pas. »

- « C'est à Touadera de voir comment parler aux gens sur les richesses de notre pays. »
- « C'est lui qui est au pouvoir, pas nous les Anti-Balaka. »
- « Je ne sais quoi vous dire sur cette question. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : L'interviewé ignore l'importance de la communication dans la qualification du patrimoine culturel et naturel.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°10

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Pour la sécurité de nos richesses, Touadera doit envoyer les FACA dans toutes les zones, si non les rebelles vont continuer à les exploiter. Il faut que Touadera demande aux Russes et Rwandais de continuer à appuyer les FACA dans les combats contre les groupes armés afin de les chasser de toutes les zones où se trouvent le diamant, l'or, le bois et le bétail. Le rôle de l'armée c'est de protéger le pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°10 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Pour la sécurité de nos richesses, Touadera doit envoyer les FACA dans toutes les zones, si non les rebelles vont continuer à les exploiter. »*
- « *Il faut que Touadera demande aux Russes et Rwandais de continuer à appuyer les FACA dans les combats contre les groupes armés afin de les chasser de toutes les zones où se trouvent le diamant, l'or, le bois et le bétail. »*
- « *Le rôle de l'armée c'est de protéger le pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : La sécurité du patrimoine naturel centrafricain relève de la compétence des forces de défense et de sécurité de la République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°11

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Tous les groupes armés Seleka, Anti-Balaka, les parents de Touadera, Russes, Français, libanais et d'autres hommes politiques et hommes d'affaires font le commerce de diamants, or et bétail. Je connais un ministre de Touadera qui est devenu riche à cause du commerce de bétail qu'il achète à Kaga Bandoro et revend à Bangui. Même Touadera quand il voyage en

Belgique et à Dubaï, il va avec beaucoup de diamants et or qu'il vend. L'hôtel Ledger de Bangui est l'endroit où les hommes politiques, hommes d'affaires et les rebelles vendent leurs diamants et or. C'est un grand centre de business. Pendant que le peuple centrafricain meurt de faim, nos autorités s'amusent avec l'argent là-bas, grâce aux diamants et or. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°11 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Tous les groupes armés Seleka, Anti-Balaka, les parents de Touadera, Russes, Français, libanais et d'autres hommes politiques et hommes d'affaires font le commerce de diamants, or et bétail. »*
- *« Pendant que le peuple centrafricain meurt de faim, nos autorités s'amusent avec l'argent là-bas, grâce aux diamants et or. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Je connais un ministre de Touadera qui est devenu riche à cause du commerce de bétail qu'il achète à Kaga Bandoro et revend à Bangui. »*
- *« Même Touadera quand il voyage en Belgique et à Dubaï, il va avec beaucoup de diamants et or qu'il vend. »*
- *« L'hôtel Ledger de Bangui est l'endroit où les hommes politiques, hommes d'affaires et les rebelles vendent leurs diamants et or. »*
- *« C'est un grand centre de business. »*

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel est pratiqué par plusieurs personnes dont les proches du pouvoir centrafricain.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°12

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Ah je ne sais pas. Mais je pense que si les choses continuent avec cette allure, nos enfants risquent de ne rien avoir. Si Touadera ne prend pas des mesures fortes, nos diamants, or et bois vont finir. Est-ce que les hommes politiques qui sont au pouvoir pensent à l'avenir quand ils posent les actes ? Quand ils sont au pouvoir, ils ne pensent qu'à leurs poches parce qu'ils savent que ça finira un jour, donc il faut en profiter. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°12 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Ah je ne sais pas. »*
- *« Mais je pense que si les choses continuent avec cette allure, nos enfants risquent de ne rien avoir. »*
- *« Si Touadera ne prend pas des mesures fortes, nos diamants, or et bois vont finir. »*
- *« Est-ce que les hommes politiques qui sont au pouvoir pensent à l'avenir quand ils posent les actes ? Quand ils sont au pouvoir, ils ne pensent qu'à leurs poches parce qu'ils savent que ça finira un jour, donc il faut en profiter. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : Le patrimoine naturel risque de ne pas profiter aux générations futures, car il est actuellement exploité sans parcimonie par des personnes non autorisées appartenant aux générations présentes. C'est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que le patrimoine naturel profite aussi bien aux générations actuelles que celles à venir.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°13
(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)**

« Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux. Nous publions des communiqués pour alerter l'opinion nationale et internationale. Par exemple, nous écrivons de temps en temps à l'Union africaine et à la MINUSCA au sujet de l'accord de paix de Khartoum, lorsque Touadera ne respecte pas ses engagements. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°13 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux. »*

- « *Nous publions des communiqués pour alerter l'opinion nationale et internationale.* »
- « *... nous écrivons de temps en temps à l'Union africaine et à la MINUSCA au sujet de l'accord de paix de Khartoum, lorsque Touadera ne respecte pas ses engagements.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : L'internet est le canal privilégié pour la réalisation de communications publiques dans le cadre du conflit.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°14
(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)**

« Non, nous on ne parle pas de ça. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°14 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Non, nous on ne parle pas de ça.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : Le silence de l'interviewé sur le trafic illicite du patrimoine naturel en République centrafricaine est surprenant, d'autant qu'il appartient aux Antibalaka, l'un des groupes armés et acteur important du conflit centrafricain.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°15

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« Je vous ai dit tout à l'heure que nous faisons des communiqués sur les réseaux sociaux lorsque par exemple Touadera ne respecte pas ses engagements de l'accord de Khartoum. Mais je me rappelle, tout dernièrement, nous avons attiré dans un communiqué posté sur notre page Facebook, l'attention de la communauté nationale et internationale sur les exactions de la CPC sur les populations civiles. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°15 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... nous faisons des communiqués sur les réseaux sociaux lorsque par exemple Touadera ne respecte pas ses engagements de l'accord de Khartoum. »*

- « ... tout dernièrement, nous avons attiré dans un communiqué posté sur notre page Facebook, l'attention de la communauté nationale et internationale sur les exactions de la CPC sur les populations civiles. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : L'Internet est le canal préféré pour la réalisation des communications publiques concernant le conflit et le patrimoine naturel Centrafricains.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°16

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« C'est toujours une bonne chose que les membres d'une famille se retrouvent autour d'une table pour dialoguer quand il y a des problèmes. Donc je pense que la solution au problème centrafricain nécessite un dialogue franc et sincère entre tous les fils et filles du pays. Mais il est hors de question d'inviter dans ce dialogue les étrangers, parce que les linges sales se lavent en famille. Je voudrais aussi dire à Touadera qu'il ne faut pas dialoguer avec les CPC qui ont accepté de prendre l'argent des Français pour tuer les paisibles citoyens Centrafricains. Ce dialogue est réservé à tous les

compatriotes qui veulent réellement la paix, mais pas les CPC. Ce dialogue doit se dérouler ici en Centrafrique, pas à l'étranger. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°16 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« C'est toujours une bonne chose que les membres d'une famille se retrouvent autour d'une table pour dialoguer quand il y a des problèmes. »*
- *« ... je pense que la solution au problème centrafricain nécessite un dialogue franc et sincère entre tous les fils et filles du pays. »*
- *« ... il est hors de question d'inviter dans ce dialogue les étrangers, parce que les linges sales se lavent en famille. »*
- *« Ce dialogue doit se dérouler ici en Centrafrique, pas à l'étranger. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Je voudrais aussi dire à Touadera qu'il ne faut pas dialoguer avec les CPC qui ont accepté de prendre l'argent des Français pour tuer les paisibles citoyens Centrafricains. »*
- *« Ce dialogue est réservé à tous les compatriotes qui veulent réellement la paix, mais pas les CPC. »*

Analyse : La concertation entre les acteurs et non-acteurs est recommandée dans la recherche de solution au conflit centrafricain.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°17

(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

« S'il y a un centrafricain capable de jouer le rôle de médiateur parmi ses frères et sœurs afin de les aider à mettre fin à la guerre, c'est une bonne chose. Mais il ne faut pas toujours faire appel aux étrangers pour venir être médiateurs dans nos problèmes. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question n°17 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« S'il y a un centrafricain capable de jouer le rôle de médiateur parmi ses frères et sœurs afin de les aider à mettre fin à la guerre, c'est une bonne chose. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Mais il ne faut pas toujours faire appel aux étrangers pour venir être médiateurs dans nos problèmes. »*

Analyse : La médiation est également un moyen susceptible d'aider les Centrafricains à trouver une solution au conflit qui mine leur pays.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewé n°8 à la question n°18
(Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)**

« J'appelle tous les Centrafricains et les centrafricaines à travailler pour la paix. Cette guerre a trop duré et elle a tué pas mal de civils innocents. Les étrangers ne sont pas venus dans notre pays pour nous aider à retrouver la paix, mais ils sont ici pour voler nos richesses naturelles. Si on compte sur les étrangers, la paix ne reviendra jamais en Centrafrique. Puis que les Français ont échoué dans leur politique dans notre pays, je demande à tous les Centrafricains et centrafricaines de soutenir les Russes qui sont en train de faire du boulot pour rétablir la paix dans notre pays. Après le dialogue que Touadera va organiser avec tout le monde, tous les groupes armés doivent déposer leurs armes et les rebelles étrangers doivent rentrer dans leurs pays. Touadera ne doit pas s'asseoir autour d'une table avec les CPC et dialoguer avec eux, parce que ce sont des gens qui ont tué le peuple centrafricain. Touadera doit faire un vrai DDR pour permettre aux rebelles de déposer les armes et rentrer dans la vie civile. Nous voulons la paix en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°8 à la question
n°18 (Membre des Antibalaka anti CPC / Groupes armés)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« J'appelle tous les Centrafricains et les centrafricaines à travailler pour la paix. »*
- *« Cette guerre a trop duré et elle a tué pas mal de civils innocents. »*

- « *Les étrangers ne sont pas venus dans notre pays pour nous aider à retrouver la paix... »*
- « *Après le dialogue que Touadera va organiser avec tout le monde, tous les groupes armés doivent déposer leurs armes et les rebelles étrangers doivent rentrer dans leurs pays. »*
- « *Touadera doit faire un vrai DDR pour permettre aux rebelles de déposer les armes et rentrer dans la vie civile. »*
- « *Nous voulons la paix en Centrafrique. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Les étrangers ... sont ici pour voler nos richesses naturelles. »*
- « *Si on compte sur les étrangers, la paix ne reviendra jamais en Centrafrique. »*
- « *Puis que les Français ont échoué dans leur politique dans notre pays, je demande à tous les Centrafricains et centrafricaines de soutenir les Russes qui sont en train de faire du boulot pour rétablir la paix dans notre pays. »*
- « *Touadera ne doit pas s'asseoir autour d'une table avec les CPC... parce que ce sont des gens qui ont tué le peuple centrafricain. »*

Analyse : Si le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR) est bien mené, il pourra contribuer au retour de la paix en République centrafricaine. La concertation entre tous les acteurs et non-acteurs est toujours recommandée pour la recherche de solution au conflit centrafricain. Les Centrafricains doivent compter tout d'abord

compter sur eux-mêmes dans la recherche de solution au conflit auquel leur est confronté depuis plusieurs années. Les contributions étrangères ne viendront qu'en appoint.

ENTRETIEN N°9

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°1

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Je vous remercie pour cette occasion que vous m'offrez pour m'exprimer sur les causes réelles de ces multiples crises que traverse notre pays la Centrafrique, depuis qu'il a accédé à l'indépendance en 1960. Vous savez, depuis que je suis né, je ne me suis jamais senti centrafricain, car je me sentais toujours comme un étranger dans mon propre pays. Quand je regarde comment les Centrafricains de confession musulmane sont traités dans l'administration publique, par la police, la gendarmerie et l'armée nationale, je suis révolté. On nous a toujours considérés dans ce pays comme des sous hommes, des moins que rien. Quand un centrafricain musulman se pointe dans l'administration pour solliciter un service même payant, il est reçu avec condescendance. La qualité de l'accueil qui lui est réservé, frise l'humiliation et ne l'encourage pas à revenir une autre fois, solliciter un quelconque service. Nous avons fait l'objet d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires de la part des forces de défense et de sécurité. Par ailleurs, toute la région Nord-Est de la Centrafrique majoritairement peuplée par des Centrafricains de confession musulmane a été purement et simplement ignorée par tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays depuis l'indépendance. Il n'y a pas de routes, d'électricité, d'école ni d'hôpitaux dignes de ce nom. C'est une véritable politique d'exclusion mise en œuvre à l'endroit des Centrafricains et des musulmans et de leurs régions. Les humiliations avaient atteint un niveau tel que nous étions obligés de prendre les armes en 2012 afin de faire entendre notre voix. Malheureusement, les choses ne sont pas déroulées comme prévu, car certains frères et sœurs venus du Tchad et du Soudan du Sud et du Soudan

qui nous ont rejoints dans ce combat noble, se sont fait remarquer par des actes violents très regrettables qui ont écourté notre règne à la tête de la Centrafrique. Le manque de leadership du président Michel Djotodja a également contribué à la chute brutale de notre régime. N'ayant pas obtenu les solutions à nos problèmes, nous nous sommes repliés à l'intérieur du pays avec armes et bagages, notamment dans la ville de N'Délé pour ce qui concerne notre mouvement le FPRC. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°1 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... depuis que je suis né, je ne me suis jamais senti centrafricain, car je me sentais toujours comme un étranger dans mon propre pays. »
- « Quand je regarde comment les Centrafricains de confession musulmane sont traités dans l'administration publique, par la police, la gendarmerie et l'armés nationale, je suis révolté. »
- « La qualité de l'accueil qui lui est réservé, frise l'humiliation et ne l'encourage pas à revenir une autre fois, solliciter un quelconque service. »
- « Nous avons fait l'objet d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires de la part des forces de défense et de sécurité. »
- « ... toute la région Nord-Est de la Centrafrique majoritairement peuplée par des Centrafricains de confession musulmane a été purement et simplement ignorée par tous les présidents qui ont présidé aux destinées de notre pays depuis l'indépendance. »
- « Il n'y a pas de routes, d'électricité, d'école ni d'hôpitaux dignes de ce nom. »
- « C'est une véritable politique d'exclusion mise en œuvre à l'endroit des Centrafricains musulmans et de leurs régions. »

- « *Les humiliations avaient atteint un niveau tel que nous étions obligés de prendre les armes en 2012 afin de faire entendre notre voix. »*
- « *... les choses ne sont pas déroulées comme prévu, car certains frères et sœurs venus du Tchad et du Soudan du Sud et du Soudan qui nous ont rejoints dans ce combat noble, se sont fait remarquer par des actes violents très regrettables qui ont écourté notre règne à la tête de la Centrafrique. »*
- « *Le manque de leadership du président Michel Djotodja a également contribué à la chute brutale de notre régime. »*
- « *N'ayant pas obtenu les solutions à nos problèmes, nous nous sommes repliés à l'intérieur du pays avec armes et bagages, notamment dans la ville de N'Délé pour ce qui concerne notre mouvement le FPRC. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : Les Centrafricains de confession musulmane prétendent avoir pris les armes en 2012 pour renverser le président François Bozize le 24 mars 2013, parce qu'ils estiment avoir été victimes de marginalisation, exclusions et de traitements dégradants de la part des différents gouvernants qui se sont succédé à la tête de la République centrafricaine. Mais ils reconnaissent les exactions commises par les éléments de l'ex-Seleka sur les civils dans le pays. C'est la prise de pouvoir de ces rebelles qui a déclenché la guerre actuellement en cours en République centrafricaine.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°2
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« La communauté internationale n'a pas joué jeu franc dans cette crise, d'autant que d'un côté elle nous soutient financièrement et matériellement, de l'autre elle joue aux médiateurs. Je rappelle que les rebelles de l'ex-Seleka ont été financés et équipés par des puissances occidentales que vous connaissez très bien, car ce n'est un secret pour personne. Si la communauté internationale avait exigé au président Bozize de cesser de martyriser les Centrafricains de confession musulmane, si les auteurs d'exactions contre les musulmans avaient été traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi, on aurait probablement évité la naissance l'ex-Seleka. Par exemple, la France a soutenu mordicus le régime de Bozize de 2003 jusqu'en 2012, car on a laissé Paris piller les richesses naturelles de notre pays sans que personne ne proteste. Mais c'est quand Bozize a décidé de confier le pétrole de Boromata aux chinois, que la France a instrumentalisé le mécontentement des musulmans pour équiper et financer la rébellion de l'ex-Seleka qui s'est accaparé du pouvoir le 24 mars 2013. Donc vous comprenez que les occidentaux ne sont intéressés que par leurs intérêts, ils ne sont pas chez nous pour nous, mais ils sont chez nous pour eux-mêmes. La seule chose qui les intéresse, ce sont nos richesses naturelles. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°2 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La communauté internationale n'a pas joué jeu franc dans cette crise... d'un côté elle nous soutient financièrement et matériellement, de l'autre elle joue aux médiateurs.* »
- « *... les rebelles de l'ex-Seleka ont été financés et équipés par des puissances occidentales que vous connaissez très bien, car ce n'est un secret pour personne.* »
- « *Si la communauté internationale avait exigé au président Bozize de cesser de martyriser les Centrafricains de confession musulmane, si les auteurs d'exactions contre les musulmans avaient été traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi, on aurait probablement évité la naissance l'ex-Seleka.* »
- « *... la France a soutenu mordicus le régime de Bozize de 2003 jusqu'en 2012...* »
- « *... on a laissé Paris piller les richesses naturelles de notre pays sans que personne ne proteste.* »
- « *... les occidentaux ne sont intéressés que par leurs intérêts, ils ne sont pas chez nous pour nous, mais ils sont chez nous pour eux-mêmes. La seule chose qui les intéresse, ce sont nos richesses naturelles.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... c'est quand Bozize a décidé de confier le pétrole de Boromata aux chinois, que la France a instrumentalisé le mécontentement des musulmans pour équiper et financer la rébellion de l'ex-Seleka qui s'est accaparé du pouvoir le 24 mars 2013.* »

Analyse : La communauté internationale aurait fait preuve d'hypocrisie dans la gestion du conflit centrafricain, car d'un côté, elle soutient les groupes armés, de l'autre côté elle se positionne en médiateur. La rébellion de l'ex-Seleka aurait été équipée et financée par la France qui en voulait à l'ancien président François Bozize qui avait délivré, sans l'aval de Paris, un permis d'exploration pétrolière à la Chine dans le Nord-Est de la République centrafricaine. Selon de nombreux acteurs et non-acteurs, les grandes puissances ne sont en territoire centrafricain que pour piller le patrimoine naturel très riche de ce pays.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°3

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Depuis que la crise a démarré en 2013, la communauté internationale n'a affiché aucune volonté tendant à aider notre pays à mettre fin aux violences. Tous les chefs des groupes armés sont à la solde des puissances occidentales qui les manipulent à leur guise, afin de faire durer le chaos sur le terrain et en profiter pour piller nos richesses naturelles. Si les puissances occidentales arrêtent de financer et équiper les groupes armés, je vous assure, ceux-ci auraient déjà déposé les armes. Dans les médias, les occidentaux chantent qu'ils travaillent activement aux côtés des Centrafricains afin de les aider à mettre fin à la guerre, mais dans l'ombre ils continuent de faire pression sur les groupes armés de continuer à occuper plus d'espace sur le terrain en attaquant violemment les forces armées centrafricaines. Mais les Centrafricains doivent comprendre ceci : s'ils comptent sur la communauté internationale, cette guerre ne s'arrêtera jamais. D'ailleurs, laissez-moi vous dire que le conflit centrafricain est un

grand business qui enrichit pas mal de personnes, en ce sens que les pays occidentaux y écoulent bien les armes et munitions fabriquées par leurs industries. Les trafiquants de drogue, les trafiquants d'armes, les trafiquants de diamants et d'or font de bonnes affaires à telle enseigne qu'ils font tout ce qui est possible pour maintenir le chaos en Centrafrique. Même la MINUSCA que vous voyez là, ils sont là pour leurs propres intérêts, car les pays contributeurs eux aussi, tirent profit de la présence de leurs contingents en terre centrafricaine. Si vous voulez, si la communauté internationale avait cessé son appui aux groupes armés, si elle avait exigé le respect de l'accord de paix signé par le gouvernement et les groupes armés à Khartoum en 2019, cette guerre aurait déjà pris fin. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°3 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Depuis que la crise a démarré en 2013, la communauté internationale n'a affiché aucune volonté tendant à aider notre pays à mettre fin aux violences. »*
- *« Tous les chefs des groupes armés sont à la solde des puissances occidentales qui les manipulent à leur guise, afin de faire durer le chaos sur le terrain et en profiter pour piller nos richesses naturelles. »*
- *« Si les puissances occidentales arrêtent de financer et équiper les groupes armés... ceux-ci auraient déjà déposé les armes. »*
- *« Dans les médias, les occidentaux chantent qu'ils travaillent activement aux côtés des Centrafricains afin de les aider à mettre fin à la guerre... »*
- *« ... dans l'ombre ils continuent de faire pression sur les groupes armés de continuer à occuper plus d'espace sur le terrain en attaquant violemment les forces armées centrafricaines. »*

- « ... les Centrafricains doivent comprendre ceci : s'ils comptent sur la communauté internationale, cette guerre ne s'arrêtera jamais. »
- « ... le conflit centrafricain est un grand business qui enrichit pas mal de personnes... »
- « Les trafiquants de drogue, les trafiquants d'armes, les trafiquants de diamants et d'or font de bonnes affaires... ils font tout ce qui est possible pour maintenir le chaos en Centrafrique. »
- « ... la MINUSCA que vous voyez... ils sont là pour leurs propres intérêts, car les pays contributeurs eux aussi, tirent profit de la présence de leurs contingents en terre centrafricaine. »
- « ... si la communauté internationale avait cessé son appui aux groupes armés, si elle avait exigé le respect de l'accord de paix signé par le gouvernement et les groupes armés à Khartoum en 2019, cette guerre aurait déjà pris fin. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les pays occidentaux y écoulent bien les armes et munitions fabriquées par leurs industries. »

Analyse : Selon certains acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, la communauté internationale n'aurait aucune volonté de les aider à trouver une solution de sortie de crise. D'un côté, les puissances occidentales offrent leurs bons offices, de l'autre côté, elles continuent de financer les groupes armés auxquels elles vendent armes et munitions. Tant que les

Centrafricains continueront à compter sur la communauté internationale, le conflit dans leur pays ne s'arrêtera jamais.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°4
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« Vous avez raison de poser cette question, parce que l'absence des leaders des partis politiques de l'opposition à Khartoum, nous a vraiment surpris. Mais seul le gouvernement centrafricain peut vous expliquer pourquoi il a exclu les opposants de ces négociations. Je n'en sais rien du tout. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°4 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... l'absence des leaders des partis politiques de l'opposition à Khartoum, nous a vraiment surpris. »*
- *« ... seul le gouvernement centrafricain peut vous expliquer pourquoi il a exclu les opposants de ces négociations. »*
- *« Je n'en sais rien du tout. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : Plusieurs acteurs et non-acteurs n'ont pas compris l'absence des partis politiques de l'opposition aux négociations de Khartoum de 2019.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°5

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Vous me faites rires en vous écoutant poser cette question. Il n'y a que Touadera et son gouvernement qui ont pensé que cet accord était la baguette magique qui devait ramener la paix en Centrafrique. Laissez-moi vous dire que même nous, les groupes armés quand on signait ce fameux accord, on savait qu'il était inapplicable parce que nous étions loin d'accepter de déposer les armes qui étaient nos moyens de pression sur le gouvernement centrafricain. Permettez-moi de vous dire que les puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés nous ont clairement dit, avant notre départ à Khartoum, de ne jamais respecter l'accord que nous allions signer avec Touadera et son gouvernement. La majorité des dispositions de l'APPR-RCA n'étaient favorables qu'aux groupes armés qui avaient la faveur des rapports de force sur le terrain. Dites-moi, quel intérêt avions-nous de déposer les armes dès lors que nos troupes étaient mieux équipées que les FACA ? Quel intérêt avions-nous pour déposer les armes dès lors que celles-ci nous permettaient de faire pression sur le gouvernement centrafricain et avoir des moyens financiers importants ? Quel intérêt avions-nous de déposer les armes si celles-ci nous permettaient de contrôler d'immenses zones regorgeant d'énormes quantités de diamants et d'or ? Les groupes armés ont tout simplement ignoré l'APPR-R parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à le respecter. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°5 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Il n'y a que Touadera et son gouvernement qui ont pensé que cet accord était la baguette magique qui devait ramener la paix en Centrafrique.* »
- « *... même nous, les groupes armés..., on savait qu'il était inapplicable parce que nous étions loin d'accepter de déposer les armes qui étaient nos moyens de pression sur le gouvernement centrafricain.* »
- « *La majorité des dispositions de l'APPR-RCA n'étaient favorables qu'aux groupes armés qui avaient la faveur des rapports de force sur le terrain.* »
- « *... quel intérêt avions-nous de déposer les armes... nos troupes étaient mieux équipées que les FACA ?* »
- « *Quel intérêt avions-nous pour déposer les armes dès lors que celles-ci nous permettaient de faire pression sur le gouvernement centrafricain et avoir des moyens financiers importants ?* »
- « *Quel intérêt avions-nous de déposer les armes si celles-ci nous permettaient de contrôler d'immenses zones regorgeant d'énormes quantités de diamants et d'or ?* »
- « *Les groupes armés ont tout simplement ignoré l'APPR-R parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à le respecter.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés, nous ont clairement dit... de ne jamais respecter l'accord... »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays parce que les groupes armés ont délibérément refusé de respecter leurs engagements, notamment le désarmement et le cantonnement de leurs troupes. Le gouvernement centrafricain a fait montre de naïveté parce qu'il pensait que la mise en œuvre de l'APPR-RCA était suffisante pour pacifier la République centrafricaine. Les groupes armés, manipulés par les puissances occidentales, ont de leur côté fait preuve d'hypocrisie, car ils savaient même avant la signature de cet Accord que ce dernier ne pouvait pas ramener la paix.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°6

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Vous posez là l'une des questions que j'attendais le plus dans cet entretien. Quand j'ai lu le protocole d'entretien que vous m'avez envoyé, j'étais très content d'avoir trouvé dans la liste des questions qui me seront posées, celle concernant la naissance de la CPC et ce que cette dernière reproche à Touadera et son gouvernement. Nous avons proposé à Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires sur le terrain ne s'y prêtaient pas et qu'il était quasiment impossible aux candidats de battre campagne dans certaines zones du pays occupées par nos troupes. Mais Touadera, sous les conseils trompeurs des mercenaires du groupe Wagner qui l'ont totalement pris en otage, a préféré faire la sourde d'oreille. Les résultats, nous le connaissons tous : moins de 35 % des Centrafricains s'est rendu aux urnes le 27 décembre 2020 et les élections

n'ont été ni équitables ni transparentes ni inclusives. Aujourd'hui, non seulement les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle sont erronés mais la majorité des Centrafricains ne reconnaissent pas la réélection truquée de Touadera. Nous étions obligés de mettre en place la CPC afin d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. Par ailleurs, nous reprochons à Touadera sa mauvaise foi dans la mise en œuvre de l'APPR-RCA. Pendant les négociations à Khartoum, le gouvernement centrafricain a promis aux chefs des groupes armés qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec tous leurs grades d'officiers généraux et officiers supérieurs. Mais Touadera n'a jamais tenu sa Parole et nous en sommes très mécontents. Aussi, les groupes armés désapprouvent la présence des mercenaires Russes du groupe Wagner et exigent leur départ sans condition et sans délai de la Centrafrique. Ils commettent trop d'exactions sur les populations civiles et surexploitent nos ressources minières, notamment le diamant et l'or. Je ne comprends pas pourquoi le FPRC dont je suis membre, refuse d'intégrer la CPC dont les revendications sont légitimes. En ce qui me concerne, j'apporte tout mon soutien, à titre personnel, au combat que mène la CPC pour libérer notre pays la Centrafrique du joug des mercenaires Russes du groupe Wagner qui ne sont rien d'autres que des criminels qui se sont faits remarquer par leurs atrocités en Syrie et chez nous aussi. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°6 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous avons proposé à Touadera de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires sur le terrain ne s'y prêtaient pas... »*
- *« ... il était quasiment impossible aux candidats de battre campagne dans certaines zones du pays occupées par nos troupes. »*

- « ... Touadera, sous les conseils trompeurs des mercenaires du groupe Wagner..., a préféré faire la sourde d'oreille. »
- « ... les élections n'ont été ni équitables ni transparentes ni inclusives. »
- « ... les résultats définitifs proclamés par la Cour constitutionnelle sont erronés... »
- « ... la majorité des Centrafricains ne reconnaissent pas la réélection truquée de Touadera. »
- « Nous étions obligés de mettre en place la CPC afin d'empêcher par la force la tenue des élections du 27 décembre 2020. »
- « ... nous reprochons à Touadera sa mauvaise foi dans la mise en œuvre de l'APPR-RCA. »
- « ... le gouvernement centrafricain a promis aux chefs des groupes armés qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec tous leurs grades d'officiers généraux et officiers supérieurs. »
- « ... Touadera n'a jamais tenu sa Parole et nous en sommes très mécontents. »
- « ... les groupes armés désapprouvent la présence des mercenaires Russes du groupe Wagner et exigent leur départ sans condition et sans délai de la Centrafrique. »
- « Ils commettent trop d'exactions sur les populations civiles et surexploitent nos ressources minières, notamment le diamant et l'or. »
- « Je ne comprends pas pourquoi le FPRC dont je suis membre, refuse d'intégrer la CPC dont les revendications sont légitimes. »
- « ... j'apporte tout mon soutien, à titre personnel, au combat que mène la CPC pour libérer notre pays la Centrafrique du joug des mercenaires Russes du groupe Wagner... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

En sus des éléments expérientiels ci-dessus, les éléments factuels sont les suivants :

- « ... moins de 35 % des Centrafricains s'est rendu aux urnes le 27 décembre 2020... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... des mercenaires du groupe Wagner qui ne sont rien d'autres que des criminels qui se sont faits remarquer par leurs atrocités en Syrie et chez nous aussi. »

Analyse : La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) a été créée suite au refus du président Faustin Archange Touadera, sous les pressions des Russes, de reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020. La CPC voulait, par la force, empêcher la réélection du chef de l'État pour un second mandat à la tête de la République centrafricaine. Par ailleurs, les chefs des groupes armés étaient mécontents parce qu'ils n'ont pas été intégrés dans l'armée nationale avec leurs grades acquis dans la rébellion, comme l'avait promis le président Touadera au cours des négociations de Khartoum (Soudan). Non seulement la CPC ne reconnaît pas la réélection du président Touadera, mais elle exige le départ des Russes du territoire centrafricain.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°7

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« L'objectif des groupes armés n'est pas de combattre les FACA qui sont des frères, parce que nous appartenons tous à la même patrie qu'est la Centrafrique. Mais si elles nous attaquent, nous réagissons en légitime

défense. Cela dit, je pense qu'en l'état actuel des choses, les FACA version Touadera ne seront pas en mesure de récupérer toutes les villes que nous, groupes armés, occupons depuis pratiquement dix ans. L'armée nationale que Touadera a fortement tribalisé et politisé, est très mal équipée, très mal entraînée et sous embargo des Nations Unies. Elle ne fait pas le poids devant la puissance de feu des groupes armés qui sont mieux équipés. Même les mercenaires Russes du groupe Wagner ne sont pas de véritables guerriers comme nous, mais avons toujours souhaité nous retirer volontairement des villes que nous occupions pour éviter d'engager des combats inutiles qui feraient des victimes collatérales parmi les populations civiles que nous protégeons. Les mercenaires Russes de Wagner ne nous font pas peur. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°7 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « L'objectif des groupes armés n'est pas de combattre les FACA qui sont des frères, parce que nous appartenons tous à la même patrie qu'est la Centrafrique. »
- « ... si elles nous attaquent, nous réagirons en légitime défense. »
- « ... je pense qu'en l'état actuel des choses, les FACA version Touadera ne seront pas en mesure de récupérer toutes les villes que nous, groupes armés, occupons depuis pratiquement dix ans. »
- « Elle ne fait pas le poids devant la puissance de feu des groupes armés qui sont mieux équipés. »
- « ... les mercenaires Russes du groupe Wagner ne sont pas de véritables guerriers comme nous... »
- « ... nous avons toujours souhaité nous retirer volontairement des villes que nous occupions... »

- « ... pour éviter d'engager des combats inutiles qui feraient des victimes collatérales parmi les populations civiles que nous protégeons. »
- « Les mercenaires Russes de Wagner ne nous font pas peur. »
- « L'armée nationale... est très mal équipée, très mal entraînée et sous embargo des Nations Unies. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « L'armée nationale que Touadera a fortement tribalisé et politisé... »

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA) ne sont pas en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire national parce qu'elles sont mal formées et sous équipées. Les groupes armés ont fait le choix de se retirer des zones qu'ils occupaient dans le but d'éviter des combats avec les mercenaires du groupe Wagner qui auraient dû faire des victimes inutiles parmi les populations civiles. Le président Faustin Archange Touadera a politisé et tribalisé les FACA.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°8

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Le conflit met en péril nos ressources naturelles parce que les mercenaires Russes du groupe Wagner qui prétendent être en Centrafrique pour aider Touadera à sécuriser le pays les pillent. Ces mercenaires sont plus intéressés par nos diamants et or, ainsi que la sécurité de Touadera que par le bien-être du peuple centrafricain. C'est pour cela que la CPC exige le départ sans condition de ces mercenaires criminels de notre pays. Les parents, amis et proches du président de la République s'enrichissent également grâce au commerce du bétail, diamants et or. Il suffit de regarder leur train de vie, les voitures luxueuses qu'ils roulent sur les rouges boueuses et poussiéreuses de Bangui pour s'en rendre compte. A l'aéroport de Bangui M'Poko, les émissaires de Touadera sortent régulièrement avec d'énormes quantités de diamants et d'or qu'ils vendent à Anvers et à Dubaï. Les mercenaires Russes, c'est pareil parce que leurs gros avions qui atterrissent régulièrement à Bangui, repartent avec de grosses quantités de diamants et or. Le gouvernement centrafricain leur a octroyé plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière qui leur permettent de se payer sur la bête. L'État ne peut pas régler les factures des sales boulots qu'ils sont en train de faire dans notre pays, parce que les caisses du Trésor public sont désespérément vides, à cause des détournements massifs des deniers publics par les autorités de Bangui. Si rien n'est fait, les mercenaires Russes vont piller tous nos diamants et or. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question
n°8 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les parents, amis et proches du président de la République s'enrichissent également grâce au commerce du bétail, diamants et or. »*

- « Il suffit de regarder leur train de vie, les voitures luxueuses qu'ils roulent... pour s'en rendre compte. »
- « ... les émissaires de Touadera sortent régulièrement avec d'énormes quantités de diamants et d'or qu'ils vendent à Anvers et à Dubaï. »
- « Les mercenaires Russes, c'est pareil parce que leurs gros avions qui atterrissent régulièrement à Bangui, repartent avec de grosses quantités de diamants et or. »
- « Le gouvernement centrafricain leur a octroyé plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière qui leur permettent de se payer sur la bête. »
- « L'État ne peut pas régler les factures des sales boulots qu'ils sont en train de faire dans notre pays... »
- « ... les caisses du Trésor public sont désespérément vides, à cause des détournements massifs des deniers publics par les autorités de Bangui. »
- « Si rien n'est fait, les mercenaires Russes vont piller tous nos diamants et or. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Le conflit met en péril nos ressources naturelles parce que les mercenaires Russes du groupe Wagner... les pillent. »
- « Ces mercenaires sont plus intéressés par nos diamants et or... que par le bien-être du peuple centrafricain. »
- « ... la CPC exige le départ sans condition de ces mercenaires criminels de notre pays. »

Analyse : Le commerce illicite du patrimoine naturel centrafricain est pratiqué par les proches du président Faustin Archange Touadera et les Russes. C'est pour cette raison que les groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), exigent le départ des Russes, qualifiés de mercenaires appartenant au groupe Wagner, de la République centrafricaine.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°9

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Si le gouvernement centrafricain veut recenser nos richesses naturelles, il devra collaborer avec nous, groupes armés, qui contrôlons une grande partie du territoire national. Toutes les zones qui regorgent les richesses naturelles du pays sont contrôlées par nous, donc il n'y a que nous qui pouvons montrer au gouvernement les endroits où se trouvent ces richesses. La population peut également être mise à contribution dans cet exercice, car elle aussi détient beaucoup d'informations concernant les endroits où se trouvent nos richesses du sol et du sous-sol. Par exemple, la population sait où se trouvent les zones de diamants et d'or, ainsi que les forêts regorgeant des espèces de bois et d'animaux recherchées. Ce qui est sûr, cette guerre finira un jour, car il n'y a pas de guerre éternelle. Les grandes guerres civiles telles que celles de l'Angola, Sierra Léone et Libéria ont quand même pris fin, donc ce n'est pas la nôtre qui va s'éterniser. Il nous appartient, à nous Centrafricains, en revanche de créer les conditions nécessaires à l'arrêt définitif de ces violences qui n'ont que trop duré. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°9 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Si le gouvernement centrafricain veut recenser nos richesses naturelles, il devra collaborer avec nous, groupes armés, qui contrôlons une grande partie du territoire national. »*
- « *Toutes les zones qui regorgent les richesses naturelles du pays sont contrôlées par nous... »*
- « *... il n'y a que nous qui pouvons montrer au gouvernement les endroits où se trouvent ces richesses. »*
- « *La population peut également être mise à contribution dans cet exercice, car elle aussi détient beaucoup d'informations concernant... nos richesses du sol et du sous-sol. »*
- « *... la population sait où se trouvent les zones de diamants et d'or, ainsi que les forêts... »*
- « *... cette guerre finira un jour, car il n'y a pas de guerre éternelle. »*
- « *Les... guerres civiles telles que celles de l'Angola, Sierra Léone et Libéria ont quand même pris fin... »*
- « *... ce n'est pas la nôtre qui va s'éterniser. »*
- « *Il nous appartient, à nous Centrafricains... de créer les conditions nécessaires à l'arrêt définitif de ces violences qui n'ont que trop duré. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une communication publique et territoriale bien menée par le gouvernement centrafricain peut faciliter la qualification du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°10
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« Il est vrai que la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain, relève d'abord de la responsabilité de l'État. Mais cela n'empêche pas que chaque citoyen de là où il se trouve, y apporte sa petite contribution en fournissant aux autorités compétentes des informations concernant tout acte qui serait de nature à nuire à la sécurité de nos richesses naturelles. A cet égard, le gouvernement devrait réaliser une bonne communication publique à l'endroit des populations dans ce sens. Par ailleurs, les responsables des collectivités, quartiers, arrondissements, lieux de culte, associations, groupements et que sais-je encore, devraient être la cible de communication gouvernementale relativement à la sécurité de nos ressources naturelles. En retour, ces mêmes responsables que je nommerais comme les maires, préfets, sous-préfets... sensibiliseront leurs administrés relativement à la sécurité de notre patrimoine culturel et naturel. Pour finir, Touadera doit composer avec nous, groupes armés, qui disposons d'importantes capacités de nuisance sur le terrain afin que, de notre côté aussi, nous puissions mettre à contribution nos hommes et les populations habitant les zones que nous contrôlons. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question
n°10 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... la sécurité des biens et des personnes sur le territoire centrafricain, relève d'abord de la responsabilité de l'État. »
- « ... cela n'empêche pas que chaque citoyen... y apporte sa petite contribution en fournissant aux autorités compétentes des informations... de nature à nuire à la sécurité de nos richesses naturelles. »
- « ... le gouvernement devrait réaliser une bonne communication publique... dans ce sens. »
- « ... les responsables des collectivités, quartiers, arrondissements, lieux de culte, associations, groupements... devraient être la cible de communication gouvernementale... »
- « ... les maires, préfets, sous-préfets... sensibiliseront leurs administrés relativement à la sécurité de notre patrimoine culturel et naturel. »
- « ... Touadera doit composer avec nous, groupes armés, qui disposons d'importantes capacités de nuisance sur le terrain... afin que... nous puissions mettre à contribution nos hommes et les populations habitant les zones que nous contrôlons. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une communication publique et territoriale en direction de l'ensemble de la population centrafricaine, notamment celles habitant les zones contrôlées par les groupes armés, peut apporter une grande

contribution à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°11
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« Je ne vais pas vous cacher la lumière du soleil avec mon petit doigt. Le trafic illicite, tout le monde s'y met depuis des années. Les groupes armés, les autorités du pays, les puissances occidentales, etc. Bref, tout le monde trafique d'une manière ou d'une autre, le diamant, l'or, le bois, le bétail, les animaux des parcs naturels et j'en passe. Toutes les richesses naturelles faisant l'objet de ce que vous appelez trafic illicite sont vendues aux puissances étrangères que vous connaissez très bien. Je n'ai pas besoin de les citer. Même les opérateurs économiques Centrafricains ou étrangers installés dans notre pays, sont tous impliqués dans le trafic des richesses naturelles. Le commerce des ressources naturelles est la première source de revenus des groupes armés. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°11 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le trafic illicite, tout le monde s'y met depuis des années. »*
- *« Les groupes armés, les autorités du pays, les puissances occidentales... tout le monde trafique d'une manière ou d'une autre, le diamant, l'or, le bois, le bétail, les animaux des parcs naturels... »*
- *« Toutes les richesses naturelles faisant l'objet de ce que vous appelez trafic illicite sont vendues aux puissances étrangères... »*

- « *Le commerce des ressources naturelles est la première source de revenus des groupes armés.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain est pratiqué par plusieurs personnalités et entités, notamment les proches du président Faustin Archange Touadera et les opérateurs économiques. Les puissances occidentales sont les premières clientes de ce commerce illicite.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°12

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Pourquoi vous dites que c'est impossible ! Les ressources naturelles appartiennent à tout le monde, non ? Il est de la responsabilité de l'État de faire en sorte que nos enfants qui sont déjà nés et ceux qui naîtront demain puissent en bénéficier. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question

n°12 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les ressources naturelles appartiennent à tout le monde...* »

- « Il est de la responsabilité de l'État de faire en sorte que nos enfants qui sont déjà nés et ceux qui naîtront demain puissent en bénéficier. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel étant un public, il est de la responsabilité de l'État centrafricain de le faire profiter aussi bien aux générations présentes qu'à celles à venir, conformément aux principes du développement durable.

Question N° 13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n° 13
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« Mais bien sûr que oui. Nous parlons de ce que nous faisons à la population, pourquoi nous refusons de déposer les armes, quelles sont nos revendications, etc. Nous en parlons régulièrement à travers des communiqués sur les réseaux sociaux, à la radio et autres. Nous dénonçons également les exactions commises sur les populations par les FACA et les mercenaires Russes de Wagner. Avec qui nous communiquons ? Eh bien, nous nous adressons à la population centrafricaine et à la communauté internationale. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n° 13 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Nous parlons de ce que nous faisons à la population, pourquoi nous refusons de déposer les armes, quelles sont nos revendications... »*
- « *Nous en parlons... à travers des communiqués sur les réseaux sociaux, à la radio... »*
- « *Nous dénonçons... les exactions commises sur les populations par les FACA et les mercenaires Russes de Wagner. »*
- « *... nous nous adressons à la population centrafricaine et à la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les groupes armés réalisent des communications publiques et territoriales sur le conflit centrafricain.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°14

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Nous dénonçons régulièrement le pillage de nos ressources naturelles par les mercenaires Russes du groupe Wagner et leurs amis qui sont au gouvernement. Touadera a délivré de nombreux permis miniers à ses amis Russes qui sont en train d'épuiser nos diamants et or. Nous ne cessons d'attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur le business de Touadera et ses amis mercenaires du groupe Wagner. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°14 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Nous dénonçons... le pillage de nos ressources naturelles par les mercenaires Russes du groupe Wagner et leurs amis qui sont au gouvernement. »*
- « *Touadera a délivré de nombreux permis miniers à ses amis Russes qui sont en train d'épuiser nos diamants et or. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Nous ne cessons d'attirer l'attention de la communauté nationale et internationale sur le business de Touadera et ses amis mercenaires du groupe Wagner. »*

Analyse : Les groupes armés réalisent des communications publiques et territoriales concernant le patrimoine naturel en République centrafricaine.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°15
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux et sur certaines radios privées qui acceptent de nous tendre leurs micros. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°15 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous communiquons beaucoup sur les réseaux sociaux et sur certaines radios privées qui acceptent de nous tendre leurs micros. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'Internet et les médias audiovisuels sont les principaux canaux utilisés par les groupes armés pour la réalisation de leurs communications publiques et territoriales concernant le conflit et le patrimoine naturel en République centrafricaine.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°16
(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)**

« La concertation peut permettre aux fils et filles du pays de se parler et de trouver des solutions à ce conflit qui a trop duré. C'est ce que nous avons

toujours proposé à Touadera, mais ses amis mercenaires Russes le trompent en lui déconseillant de dialoguer avec les groupes armés. Tant que tous les belligérants ne se seront pas assis autour d'une table afin d'aplanir leurs différends, la paix ne reviendra pas dans ce pays. Le dialogue que nous réclamons, doit être inclusif c'est-à-dire, regrouper tous les acteurs sans exclusive. Tout le monde doit s'exprimer et dire aux autres ses préoccupations afin que des solutions consensuelles soient trouvées. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°16 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La concertation peut permettre aux fils et filles du pays de se parler et de trouver des solutions à ce conflit qui a trop duré. »*
- *« Tant que tous les belligérants ne se seront pas assis autour d'une table afin d'aplanir leurs différends, la paix ne reviendra pas dans ce pays. »*
- *« Le dialogue que nous réclamons, doit être inclusif c'est-à-dire, regrouper tous les acteurs sans exclusive. »*
- *« Tout le monde doit s'exprimer et dire aux autres ses préoccupations afin que des solutions consensuelles soient trouvées. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« C'est ce que nous avons toujours proposé à Touadera, mais ses amis mercenaires Russes le trompent en lui déconseillant de dialoguer avec les groupes armés. »*

Analyse : La concertation entre tous les acteurs et non-acteurs est recommandée par les groupes armés comme l'une des pistes de solutions au conflit centrafricain.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°17

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Toute contribution externe ou interne à la Centrafrique susceptible d'aider les Centrafricains à trouver une solution à leurs problèmes, serait la bienvenue. Que ça soit la médiation de la communauté internationale, que ça soit la médiation de citoyens Centrafricains, elles sont toutes les bienvenues. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°17 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Toute contribution externe ou interne à la Centrafrique susceptible d'aider les Centrafricains à trouver une solution à leurs problèmes, serait la bienvenue. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également au nombre des pistes de solutions recommandées par les groupes armés pour la résolution du conflit centrafricain.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n°9 à la question n°18

(Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

« Le peuple centrafricain a trop souffert de cette guerre, il veut la paix. Cela dépend de Touadera à qui nous demandons de faire partir sans délais ses amis mercenaires Russes du groupe Wagner qui sont en train de commettre de graves violations des droits de l'homme dans notre pays et piller nos richesses naturelles. Le moment est venu pour que Touadera puisse rassembler tous les fils et les filles de la Centrafrique autour d'une table et aborder sérieusement et calmement, sans passion et de manière désintéressée, les problèmes qui minent ce pays. Nous sommes à la croisée des chemins, il appartient à Touadera de nous indiquer la voie à suivre. S'il nous indique le chemin de la paix, on va y aller. S'il nous indique le chemin du maintien de la guerre, on va y aller. C'est lui qui a le gouvernail du bateau entre les mains. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°9 à la question n°18 (Membre de l'ex-Seleka pro CPC / Groupes armés)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le peuple centrafricain a trop souffert de cette guerre, il veut la paix. »*

- « *Le moment est venu pour que Touadera puisse rassembler tous les fils et les filles de la Centrafrique autour d'une table et aborder... les problèmes qui minent ce pays. »*
- « *Nous sommes à la croisée des chemins... »*
- « *... il appartient à Touadera, de nous indiquer la voie à suivre. »*
- « *S'il nous indique le chemin de la paix, on va y aller. »*
- « *S'il nous indique le chemin du maintien de la guerre, on va y aller. »*
- « *C'est lui qui a le gouvernail du bateau entre les mains. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Cela dépend de Touadera à qui nous demandons de faire partir sans délais ses amis mercenaires Russes du groupe Wagner qui sont en train de commettre de graves violations des droits de l'homme dans notre pays et piller nos richesses naturelles. »*

Analyse : La fin du conflit dépend en grande partie du président Faustin Archange Touadera. Il lui appartient d'initier les démarches susceptibles de mener à la paix en République centrafricaine.

ENTRETIEN N° 10

(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)

Question N° 1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n° 10 à la question n° 1
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)

« Merci pour cette opportunité que vous m'offrez pour m'exprimer sur les maux qui minent notre cher et beau pays, la Centrafrique depuis plusieurs années. Vous êtes en train de me demander de poser un diagnostic de la crise centrafricaine, mais je n'aurais pas la prétention de vous apporter la réponse exhaustive que vous attendez ou recherchez. La mauvaise gouvernance est à l'origine des violences à répétition en Centrafrique. Les différents régimes qui sont passés à la tête de notre pays ont confondu la gestion d'un État à celle d'un patrimoine familial, si bien que toute l'économie est caporalisée par un petit groupuscule de princes intouchables, pendant que l'immense majorité des Centrafricains baignent dans une misère indescriptible. L'impunité a atteint un niveau tel que les fonds publics sont détournés sans que la justice ne lève ne serait-ce que le petit doigt pour demander des comptes à ceux qui en sont soupçonnés. Les auteurs de violations massives des droits de l'homme narguent leurs victimes sans la moindre inquiétude. Tout cela se déroule sous la barbe d'une communauté internationale qui se fait remarquer par son silence complice. En un mot, tous les signaux précurseurs de ces violences étaient bien visibles mais personne n'y a pris garde. Même notre ancienne métropole, la France qui s'est toujours montré chantre de la démocratie, a fermé les yeux sur cette mauvaise gouvernance, parce que les régimes en place garantissent ses intérêts. En dehors du président Touadera dont le rapprochement avec Moscou fait hurler Paris. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 10 à la question
n° 1 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La mauvaise gouvernance est à l'origine des violences à répétition en Centrafrique.* »
- « *Les différents régimes qui sont passés à la tête de notre pays ont confondu la gestion d'un État à celle d'un patrimoine familial...* »
- « *... toute l'économie est caporalisée par un petit groupuscule de princes intouchables...* »
- « *... l'immense majorité des Centrafricains baignent dans une misère indescriptible.* »
- « *L'impunité a atteint un niveau tel que les fonds publics sont détournés sans que la justice ne lève... le petit doigt pour demander des comptes à ceux qui en sont soupçonnés.* »
- « *Les auteurs de violations massives des droits de l'homme narguent leurs victimes sans la moindre inquiétude.* »
- « *Tout cela se déroule sous la barbe d'une communauté internationale qui se fait remarquer par son silence complice.* »
- « *... tous les signaux précurseurs de ces violences étaient bien visibles mais personne n'y a pris garde.* »
- « *... la France qui s'est toujours montré chantre de la démocratie, a fermé les yeux sur cette mauvaise gouvernance, parce que les régimes en place garantissent ses intérêts.* »
- « *En dehors du président Touadera dont le rapprochement avec Moscou fait hurler Paris.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La mauvaise gouvernance est à l'origine des conflits à répétition auxquels la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années. L'indifférence de la communauté internationale y a également contribué.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°2
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)**

« Ecoutez, arrêtons de nous infantiliser dans ce pays. Nous avons toujours compté sur la communauté internationale, la communauté internationale, la communauté internationale, quels en sont les résultats aujourd'hui ? Rien. Est-ce que ce sont les Français, les Américains, les Chinois et que sais-je encore, qui ont pris les armes pour faire des rébellions en Centrafrique ? Non. Il est vrai que les groupes armés et les différents coups d'État perpétrés dans notre pays, ont été soutenus et même financés par les puissances étrangères, au premier rang desquelles la France. Mais les Centrafricains pouvaient bien refuser l'offre de ces puissances, mais tel n'était pas le cas. Donc pour moi, nous sommes en guerre depuis plusieurs années parce que nous avons accepté de faire la guerre, c'est tout. Je n'attends rien de cette communauté internationale. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question n°2 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Nous avons toujours compté sur la communauté internationale... quels en sont les résultats aujourd'hui ? Rien. »*
- « *Est-ce que ce sont les Français, les Américains, les Chinois et que sais-je encore, qui ont pris les armes pour faire des rébellions en Centrafrique ? Non. »*
- « *... les Centrafricains pouvaient bien refuser l'offre de ces puissances, mais tel n'était pas le cas. »*
- « *... nous sommes en guerre depuis plusieurs années parce que nous avons accepté de faire la guerre... »*
- « *Je n'attends rien de cette communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... les groupes armés et les différents coups d'État perpétrés dans notre pays, ont été soutenus et même financés par les puissances étrangères, au premier rang desquelles la France. »*

Analyse : Les Centrafricains sont responsables de la guerre qui se déroule dans leur pays, parce qu'ils acceptent de prendre les armes et d'entrer en rébellion contre leur propre État. Les puissances étrangères y ont également une part de responsabilité.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°3

**(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« C'est la même question que vous posez, mais autrement. Ce n'est pas la communauté internationale qui viendra mettre fin aux violences. Si les Centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre absolument inutile, ils en sont bien capables. Je vous donne un seul exemple. La France avait envoyé plus de deux mille soldats en Centrafrique sous le drapeau de l'opération Sangaris avec des armes et munitions de dernières générations en 2013. Combien de villes ces soldats Français ont pu libérer des mains des groupes armés ? Aucune. Et pourtant ils en avaient largement les moyens. Ils étaient juste venus protéger les intérêts de Paris en jetant de l'huile sur le feu, c'est-à-dire pousser chrétiens et musulmans à s'entretuer. Ils ont profité de ce chaos pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Après avoir achevé le sale boulot, les soldats Français de l'opération Sangaris sont retournés dans leur pays, toute honte bue et sur la pointe des pieds. La MINUSCA, parlons-en. Ils sont plus de douze mille casques bleus des Nations Unies déployés depuis 2014 en Centrafrique pour, nous a-t-on dit, maintenir la paix. Qu'ont-ils fait ? Rien. Les violences ont continué de plus belle jusqu'à ce que Russes et Rwandais entrent dans la danse grâce à la stupidité et la soif sans limite du pouvoir de l'ancien président François Bozize. Encore une fois, si les Centrafricains décident de mettre fin aux violences aujourd'hui, celles-ci s'arrêteront immédiatement. Il ne faut rien attendre de la communauté internationale. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 10 à la question
n° 3 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Ce n'est pas la communauté internationale qui viendra mettre fin aux violences. »*

- « Si les Centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre absolument inutile, ils en sont bien capables. »
- « Combien de villes ces soldats Français ont pu libérer des mains des groupes armés ? Aucune. »
- « Et pourtant ils en avaient largement les moyens. »
- « Ils étaient juste venus protéger les intérêts de Paris... »
- « Les violences ont continué de plus belle jusqu'à ce que Russes et Rwandais entrent dans la danse grâce à la stupidité et la soif sans limite du pouvoir de l'ancien président François Bozize. »
- « ... si les Centrafricains décident de mettre fin aux violences... celles-ci s'arrêteront... »
- « Il ne faut rien attendre de la communauté internationale. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « La France avait envoyé plus de deux mille soldats en Centrafrique sous le drapeau de l'opération Sangaris... en 2013. »
- « La MINUSCA... Ils sont plus de douze mille casques bleus des Nations Unies déployés depuis 2014 en Centrafrique pour... maintenir la paix. Qu'ont-ils fait ? Rien. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Ils étaient... venus... en jetant de l'huile sur le feu, c'est-à-dire pousser chrétiens et musulmans à s'entretuer. »
- « Ils ont profité de ce chaos pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays. »

- « *Après avoir achevé le sale boulot, les soldats Français de l'opération Sangaris sont retournés dans leur pays, toute honte bue et sur la pointe des pieds.* »

Analyse : La fin du conflit en République centrafricaine dépend en grande partie des Centrafricains eux-mêmes, car ce sont eux qui ont décidé d'entre rébellion contre leur pays. Car non seulement, les appuis étrangers n'y sont qu'en appoint, mais ils pensent tout d'abord à leurs intérêts.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°4
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)**

« Je n'en sais rien, mais à votre avis, est-ce que la présence des partis politiques de l'opposition démocratique aurait fait changer quelque chose ? A mon avis, non. Le gouvernement centrafricain est entré en négociation avec les groupes armés en position de faiblesse, d'autant que les rapports de force sur le terrain lui étaient largement défavorables. D'un côté vous avez les rebelles surarmés et de l'autre côté, vous avez une armée nationale sous sanctions des Nations Unies, mal équipée, mal entraînée et complètement désorganisée. Le verdict des négociations était connu d'avance. Avec ou sans les partis de l'opposition, le résultat serait le même, c'est-à-dire l'APPR-RCA ne sert à rien. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question n°4 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... est-ce que la présence des partis politiques de l'opposition démocratique aurait fait changer quelque chose ? A mon avis, non. »
- « Le gouvernement centrafricain est entré en négociation avec les groupes armés en position de faiblesse... les rapports de force sur le terrain lui étaient largement défavorables. »
- « ... les rebelles surarmés..., une armée nationale sous sanctions des Nations Unies, mal équipée, mal entraînée et complètement désorganisée. »
- « Le verdict des négociations était connu d'avance. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Avec ou sans les partis de l'opposition, le résultat serait le même, c'est-à-dire l'APPR-RCA ne sert à rien. »

Analyse : La présence des partis politiques de l'opposition démocratique aux négociations de Khartoum n'aurait pas changé le fond de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), parce que le régime du président Faustin Archange Touadera y était allé en position de faiblesse.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n° 10 à la question n° 5
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)

« Je fais partie de ceux qui ont, dès la signature de ce torchon que vous appelez l'APPR-RCA, dénoncé ce business honteux de Touadera et les groupes armés. C'est un accord de dupes qui n'a servi que les intérêts des chefs rebelles, car non seulement ceux-ci n'ont jamais déposé les armes comme le prévoit ce fameux accord, mais ils ont continué à renforcer leur emprise sur notre pays. Les chefs de guerre ont également continué tranquillement à faire leur commerce de diamants, or, bois et bétail en toute impunité, car les rapports de force étaient en leur faveur. Les groupes armés avaient plus intérêt à conserver leurs armes qu'à les déposer. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 10 à la question
n° 5 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« C'est un accord de dupes qui n'a servi que les intérêts des chefs rebelles... »*
- *« ... ceux-ci n'ont jamais déposé les armes comme le prévoit ce fameux accord... ils ont continué à renforcer leur emprise sur notre pays. »*
- *« Les chefs de guerre ont... continué... à faire leur commerce de diamants, or, bois et bétail en toute impunité... »*
- *« ... les rapports de force étaient en leur faveur. »*
- *« Les groupes armés avaient plus intérêt à conserver leurs armes qu'à les déposer. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Je fais partie de ceux qui ont, dès la signature de ce torchon que vous appelez l'APPR-RCA, dénoncé ce business honteux de Touadera et les groupes armés.* »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays, parce que le gouvernement centrafricain l'avait négocié en position de faiblesse. L'APPR-RCA a permis aux groupes armés de renforcer leurs positions sur le territoire centrafricain. Les rebelles en ont profité pour prospérer dans le trafic illicite du patrimoine naturel.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°6
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)**

« Non mais, les Français ont tout simplement surfé sur la gourmandise politique et la haine de l'ancien président Bozize pour monter de toute pièce cette fameuse CPC. Le président Macron a mis en place ce machin afin de punir le président Touadera qui a eu l'audace de faire venir les Russes en terre centrafricaine. Mais c'est raté. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question n°6 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les Français ont... surfé sur la gourmandise politique et la haine de l'ancien président Bozize pour monter de toute pièce cette fameuse CPC. »
- « Le président Macron a mis en place ce machin afin de punir le président Touadera qui a eu l'audace de faire venir les Russes en terre centrafricaine. Mais c'est raté. »

Analyse : La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize, a été créée à la demande de la France qui voulait s'en servir pour punir le président Faustin Archange Touadera qui a eu l'audace de signer un accord de défense avec la Russie.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°7
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Ah oui, je dois être honnête et lucide. Ce n'est pas parce que je ne suis pas d'accord avec le président Touadera sur un certain nombre de choses que je dois cracher sur ses réussites. Les FACA, avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, sont en train de faire un excellent travail sur le terrain. En quelques six mois, notre armée contrôle désormais plus de 80 % du territoire national, selon les dires du gouvernement centrafricain. Donc c'est à saluer. Si les FACA et leurs alliés poursuivent la reconquête des villes de nos provinces avec le même élan, l'intégralité du territoire centrafricain sera recouvrée bientôt. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question n°7 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Ce n'est pas parce que je ne suis pas d'accord avec le président Touadera sur un certain nombre de choses que je dois cracher sur ses réussites. »*
- *« Les FACA, avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, sont en train de faire un excellent travail sur le terrain. »*
- *« En quelques six mois, notre armée contrôle désormais plus de 80 % du territoire national, selon les dires du gouvernement centrafricain. »*
- *« Si les FACA et leurs alliés poursuivent la reconquête des villes..., l'intégralité du territoire centrafricain sera recouvrée bientôt. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification.

Analyse : Avec l'aide des forces Russes et Rwandaises, les forces armées centrafricaines (FACA) sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°8
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Les violences mettent en péril nos richesses naturelles en ce sens que les groupes armés en profitent pour les piller et les vendre à leurs parrains occidentaux. Je vais vous en donner deux exemples. Dans la préfecture de la Ouaka, le tout puissant Ali Darass, chef de l'UPC exploite à outrance les mines d'or et de diamant. Dans la Nana Gribizi, notamment à Kaga Bandoro, le fameux Mahamat Alkhatim s'est érigé en grand commerçant de bétail. Dans le Bamingui Bangoran, le tout puissant Abdoulaye Hissein s'est reconverti en grand trafiquant de diamant et or. Mais pas que. Certains dignitaires du régime Touadera, à l'exemple du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissara est aussi un grand commerçant de bétail. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question n°8 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *Dans la préfecture de la Ouaka..., Ali Darass, chef de l'UPC exploite à outrance les mines d'or et de diamant. »*
- « *Dans la Nana Gribizi..., à Kaga Bandoro, ... Mahamat Alkhatim s'est érigé en grand commerçant de bétail. »*
- « *Dans le Bamingui Bangoran..., Abdoulaye Hissein s'est reconverti en grand trafiquant de diamant et or. »*
- « *Certains dignitaires du régime Touadera, à l'exemple du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissara est aussi un grand commerçant de bétail. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Les violences mettent en péril nos richesses naturelles... les groupes armés en profitent pour les piller et les vendre à leurs parrains occidentaux. »*

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain est aussi bien pratiqué par les groupes armés que par certains dignitaires du régime du président Faustin Archange Touadera. Les produits sont vendus aux puissances occidentales.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°9
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)

« Je pense que le gouvernement ferait mieux d'associer l'ensemble de la population aux activités de recensement de nos richesses naturelles. La population sait où se trouvent nos diamants, or et bois par exemple. Les collectivités territoriales doivent également être mises à contribution. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question
n°9 (Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... le gouvernement ferait mieux d'associer l'ensemble de la population aux activités de recensement de nos richesses naturelles. »*
- *« La population sait où se trouvent nos diamants, or et bois... »*
- *« Les collectivités territoriales doivent également être mises à contribution. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une communication publique et territoriale réalisée par le gouvernement centrafricain peut contribuer au recensement et à la

qualification du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°10
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)**

« En ces temps de guerre, il n'y a pas d'autre solution que de neutraliser les groupes armés qui se livrent au trafic des ressources naturelles. Il faut déployer les forces défense et de sécurité sur le terrain afin de sécuriser ces richesses. Aussi, les responsables de ces pratiques illégales doivent être arrêtés et traduits en justice. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°10 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... il n'y a pas d'autre solution que de neutraliser les groupes armés qui se livrent au trafic des ressources naturelles. »*
- *« Il faut déployer les forces défense et de sécurité sur le terrain afin de sécuriser ces richesses. »*
- *« ... les responsables de ces pratiques illégales doivent être arrêtés et traduits en justice. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'utilisation de la violence légitime par le gouvernement centrafricain est une communication publique qui pourrait contribuer à la protection du patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°11
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)**

« Tout le monde pratique le commerce illicite des ressources naturelles. Les groupes armés, les parents de Touadera et les dignitaires du régime de Bangui y sont aussi. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°11 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Tout le monde pratique le commerce illicite des ressources naturelles. »*
- *« Les groupes armés, les parents de Touadera et les dignitaires du régime de Bangui y sont aussi. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le commerce illicite est pratiqué par plusieurs personnes, notamment les groupes armés et certains proches du président Faustin Archange Touadera.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°12
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Mais les générations présentes ne peuvent évidemment pas profiter de nos ressources naturelles, d'autant que le trafic illicite dont celles-ci font l'objet, ne génère aucun sou pour le Trésor Public. Si ces richesses avaient été légalement exploitées par des entreprises régulièrement installées, ces dernières auraient payé des taxes et des impôts dans les caisses de l'État. Ces impôts et taxes auraient permis à l'État de financer des services publics au bénéfice de la population centrafricaine. Malheureusement, c'est un trafic illicite dont les revenus générés ne vont que dans les poches des personnes indélicates. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°12
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les générations présentes ne peuvent évidemment pas profiter de nos ressources naturelles..., le trafic illicite dont celles-ci font l'objet, ne génère aucun sou pour le Trésor Public. »
- « Si ces richesses avaient été légalement exploitées par des entreprises régulièrement installées, ces dernières auraient payé des taxes et des impôts dans les caisses de l'État. »
- « Ces impôts et taxes auraient permis à l'État de financer des services publics au bénéfice de la population centrafricaine. Malheureusement, c'est un trafic illicite dont les revenus générés ne vont que dans les poches des personnes indélicates. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel ne peut profiter ni aux générations actuelles ni à celles à venir, parce qu'il fait l'objet de trafic illicite. Cela est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que ce patrimoine profite aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°13
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Oui, je ne passe pas un seul jour sans dénoncer en public ou non, les exactions des rebelles de la CPC et celles des Russes sur la population centrafricaine. Je le fais lors de nos débats au Conseil économique et social, dans les médias et sur les réseaux sociaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10 à la question
n°13**

**(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je ne passe pas un seul jour sans dénoncer..., les exactions des rebelles de la CPC et celles des Russes sur la population centrafricaine. »*
- *« Je le fais lors de nos débats..., dans les médias et sur les réseaux sociaux. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias audiovisuels et l'Internet sont les canaux préférés pour la réalisation de communications publiques relatives au conflit centrafricain.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°14
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Pareil. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°14 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels sont les mêmes que précédemment.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias audiovisuels et l'Internet sont les canaux préférés pour la réalisation de communications publiques relatives au patrimoine culturel et naturel centrafricain.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°15
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Je vous l'ai déjà dit. Dans nos débats au Conseil économique, à la radio et sur les réseaux sociaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°15 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je vous l'ai déjà dit. Dans nos débats au Conseil économique, à la radio et sur les réseaux sociaux. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias audiovisuels et l'Internet sont les canaux préférés pour la réalisation de communications publiques relatives au patrimoine culturel et naturel, ainsi que le conflit Centrafricains.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°16
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Là, vous abordez une question qui me tient beaucoup à cœur. Concertation, oui mais pas avec tout le monde. Je suis pour la concertation avec tous ceux et toutes celles sur qui, il ne pèse aucun soupçon. Mais tous ceux et toutes

celles accusés de violations des droits humains, détournements de biens publics, atteinte à la sécurité du pays et j'en passe, doivent tout simplement être traduits en justice. Il est hors de question de se concerter avec des criminels. Pour les autres, effectivement, se concerter avec eux peut contribuer au recensement et à la protection de nos richesses. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°16 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Concertation, oui mais pas avec tout le monde. »*
- *« Je suis pour la concertation avec tous ceux et toutes celles sur qui, il ne pèse aucun soupçon. »*
- *« ... tous ceux et toutes celles accusés de violations des droits humains, détournements de biens publics, atteinte à la sécurité du pays..., doivent tout simplement être traduits en justice. »*
- *« Il est hors de question de se concerter avec des criminels. »*
- *« Pour les autres, effectivement, se concerter avec eux peut contribuer au recensement et à la protection de nos richesses. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« ... tous ceux et toutes celles accusés de violations des droits humains, détournements de biens publics, atteinte à la sécurité du pays..., doivent tout simplement être traduits en justice. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation est l'une des pistes de solutions recommandées pour le conflit en centrafricain. Cependant, il n'est pas souhaitable de se concerter avec les personnes suspectées d'avoir commis des actes illégaux graves et qui ont des comptes à rendre à la justice.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°17
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions républicaines)**

« L'intervention de toute personne extérieure dans la recherche des solutions susceptibles de contribuer au recensement et à la sécurité de nos richesses naturelles ne peut qu'être la bienvenue. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°17 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« L'intervention de toute personne extérieure dans la recherche des solutions susceptibles de contribuer au recensement et à la sécurité de nos richesses naturelles ne peut qu'être la bienvenue. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également recommandée pour la recherche de solutions au conflit centrafricain.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewé n°10 à la question n°18
(Membre du Conseil économique et sociale / Institutions
républicaines)**

« Vivement le retour de la paix en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°10
à la question n°18 (Membre du Conseil économique et sociale /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « Vivement le retour de la paix en Centrafrique. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le retour de la paix en République centrafricaine est souhaité par l'interviewée parce que le conflit a causé tant de souffrances dans ce pays.

ENTRETIEN N° 11

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

Question N° 1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n° 11 à la question n° 1

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Je vous remercie d'être venu jusqu'à moi et d'avoir aussi porté votre choix sur ma modeste personne pour cet entretien. Les causes du conflit centrafricain ? Ouf, vous me demandez un roman dont l'écriture prendrait le reste de ma vie sur terre. Ces crises à répétition sont nées de la mauvaise gouvernance et du manque de courage de la part de nos politiques. La politique dans notre pays, c'est une affaire familiale, ethnique et clanique. Regardez comment le président Touadera dirige notre pays. Les postes les plus importants sont occupés par les ngbakamandja, l'ethnie du chef de l'État. La majorité de ceux qui sont aujourd'hui accusés d'avoir détourné des deniers et des biens publics sont de l'ethnie présidentielle ou appartenant au MCU, le parti au pouvoir. Mais ils ne sont jamais inquiétés. Quand on les voit se pavaner dans les rues de Bangui, ils affichent un train de vie insolent et qui narguent les citoyens Centrafricains dont ils ont détourné les impôts. Les droits de l'homme sont massivement violés sans que les auteurs n'en rendent compte devant la justice. J'ai aussi évoqué le manque de courage de nos dirigeants comme l'une des causes de notre malheur. Hier, c'était la France qui faisait la pluie et le beau temps, mais aujourd'hui, c'est la Russie

qui a pris la relève. Les anciens présidents Bozize et Samba-Panza, pour ne citer que ces deux-là, étaient tout le temps à genoux devant l'Élysée. Aujourd'hui, le président Touadera est à quatre pattes devant le Kremlin. Bozize avait osé dire non à Paris et il l'a payé cash, c'est-à-dire qu'il a été balayé du pouvoir par les rebelles de l'ex-Seleka financés et équipés par la France. Pour me résumer, la mauvaise gouvernance et l'incapacité de nos dirigeants à dire non face aux puissances occidentales, sont à l'origine de nos malheurs. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 11
à la question n° 1
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Ces crises à répétition sont nées de la mauvaise gouvernance... »*
- « *... manque de courage de la part de nos politiques. »*
- « *La politique dans notre pays, c'est une affaire familiale, ethnique et clanique. »*
- « *Regardez comment le président Touadera dirige notre pays. »*
- « *Les postes les plus importants sont occupés par les ngbakamandja, l'ethnie du chef de l'État. »*
- « *La majorité de ceux qui sont aujourd'hui accusés d'avoir détourné des deniers et des biens publics sont de l'ethnie présidentielle ou appartenant au MCU, le parti au pouvoir. »*
- « *Mais ils ne sont jamais inquiétés. »*
- « *Quand on les voit se pavaner dans les rues de Bangui, ils affichent un train de vie insolent et qui narguent les citoyens Centrafricains dont ils ont détourné les impôts. »*

- « Les droits de l'homme sont massivement violés sans que les auteurs n'en rendent compte devant la justice. »
- « Hier... la France... faisait la pluie et le beau temps... aujourd'hui, c'est la Russie... »
- « Les anciens présidents Bozize et Samba-Panza... étaient tout le temps à genoux devant l'Élysée. »
- « Aujourd'hui, le président Touadera est à quatre pattes devant le Kremlin. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Bozize avait osé dire non à Paris et il l'a payé cash..., il a été balayé du pouvoir par les rebelles de l'ex-Seleka financés et équipés par la France. »

Analyse : La mauvaise gouvernance et le manque de courage politique des dirigeants Centrafricains sont parmi les causes du conflit en République centrafricaine.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n° 11 à la question n°2
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Mon cher ami, nous sommes au 21^{ème} siècle et cela fait plus de 60 ans que notre pays a accédé à l'indépendance. Quand est-ce que nous allons comprendre que la paix ne viendra que de nous ? La guerre a éclaté en 2013 parce que les Centrafricains ont pris la décision de faire la guerre avec l'appui des mercenaires tchadiens et soudanais, ainsi que le financement de la France. Si nous, Centrafricains, avons dit non à la cette guerre, il n'y aurait pas eu guerre. Les puissances occidentales ne sont dans notre pays que pour leurs propres intérêts, pas pour nous. Donc arrêtons de compter sur elles. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°2 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Quand est-ce que nous allons comprendre que la paix ne viendra que de nous ? »*
- *« Si nous, Centrafricains, avons dit non à la cette guerre, il n'y aurait pas eu guerre. »*
- *« Les puissances occidentales ne sont dans notre pays que pour leurs propres intérêts, pas pour nous. »*
- *« ... arrêtons de compter sur elles. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« La guerre a éclaté en 2013 parce que les Centrafricains ont pris la décision de faire la guerre avec l'appui des mercenaires tchadiens et soudanais, ainsi que le financement de la France. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La fin du conflit dépend des Centrafricains eux-mêmes, comme les ex-Seleka ont accepté le soutien et le financement de la France en 2013 pour entrer en rébellion contre leur pays. Les puissances occidentales ne sont en République centrafricaine que pour leurs propres intérêts.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°3

(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

« C'est la même chose. Si nous décidons de mettre fin à cette guerre aujourd'hui, eh bien, elle s'arrêtera. Si les groupes armés décident de déposer les armes pour faire la paix, alors la paix reviendra. La décision ne viendra pas de la communauté internationale, encore une fois. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11 à la question n°3 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si nous décidons de mettre fin à cette guerre aujourd'hui... elle s'arrêtera. »*
- *« Si les groupes armés décident de déposer les armes pour faire la paix, alors la paix reviendra. »*

- « *La décision ne viendra pas de la communauté internationale, encore une fois.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La fin du conflit en République centrafricaine ne dépend que des Centrafricains.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°4

(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

« Pourquoi le président Touadera n'a pas souhaité convier les opposants à son régime aux négociations de Khartoum ? Posez-lui la question, je n'en sais rien du tout. Est-ce que la présence des opposants aurait apporté quelque chose de meilleur ? Je n'en sais rien non plus. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°4 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « Pourquoi le président Touadera n'a pas souhaité convier les opposants à son régime aux négociations de Khartoum ? »
- « ... je n'en sais rien du tout. »
- « Est-ce que la présence des opposants aurait apporté quelque chose de meilleur ? »
- « Je n'en sais rien non plus. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le silence de l'interviewée est-il synonyme de manque de connaissance concernant cette question ou bien un souhait de ne pas y répondre ?

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°5

(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

« L'accord de Khartoum a été, pour moi, un accord de dupe d'autant que le gouvernement centrafricain a négocié en position de faiblesse. Les groupes armés sont plus équipés et plus nombreux en effectifs que l'armée nationale, sous embargo de la France, mal entraînée et sous équipée. Ce qui veut dire que sur le terrain, les rapports de force n'étaient pas en faveur du gouvernement centrafricain. En matière de négociation, les rapports de force comptent énormément, car ils font basculer les décisions en faveur d'un

camp et au détriment de l'autre camp. Voyez-vous, l'accord de Khartoum a permis aux chefs des groupes armés de décrocher des hauts postes de responsabilité à la primature et à la présidence de la République, tout en conservant leurs armes par devers eux. Les groupes armés ont violé allègrement les dispositions de l'accord sans qu'aucune sanction ne leur soit infligée par les garants. Le gouvernement centrafricain a assisté en toute impuissance, à ces multiples violations malgré que les populations civiles continuaient à être massacrées. Le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition face à ces criminels qui faisaient à leur tête avec la bénédiction de leurs soutiens dont la France et le Tchad. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°5 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *L'accord de Khartoum a été... un accord de dupe... »*
- « *... le gouvernement centrafricain a négocié en position de faiblesse. »*
- « *Les groupes armés sont plus équipés et plus nombreux en effectifs que l'armée nationale... mal entraînée et sous équipée. »*
- « *... sur le terrain, les rapports de force n'étaient pas en faveur du gouvernement centrafricain. »*
- « *En matière de négociation, les rapports de force comptent énormément, car ils font basculer les décisions en faveur d'un camp et au détriment de l'autre camp. »*
- « *... l'accord de Khartoum a permis aux chefs des groupes armés de décrocher des hauts postes de responsabilité à la primature et à la présidence de la République, tout en conservant leurs armes par devers eux. »*

- « *Le gouvernement centrafricain a assisté en toute impuissance, à ces multiples violations malgré... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... l'armée nationale, sous embargo de la France...* »
- « *Le président Touadera n'avait aucun moyen de coercition face à ces criminels qui faisaient à leur tête avec la bénédiction de leurs soutiens dont la France et le Tchad.* »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays parce que le gouvernement centrafricain l'a négocié en position de faiblesse face aux groupes armés. Les forces armées centrafricaines (FACA), sous embargo des Nations Unies, étaient sous équipées et mal formées. Dans cette posture, le président Faustin Archange Touadera n'avait aucun moyen de coercition face aux chefs rebelles, soutenus par la France et le Tchad.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°6
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Tous les Centrafricains savent que la fameuse CPC est un machin que la France a monté de toute pièce pour faire payer au président Touadera, le fait qu'il ait osé faire venir en Centrafrique la Russie. Puisque la France a en vain tenté de faire reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020, dans le but d'obtenir une transition, il fallait empêcher par la violence ces élections. Mais la France a lamentablement échoué parce que le peuple centrafricain s'est mobilisé comme un seul homme pour dire non à la violence et prendre son destin en main. Paris doit savoir que plus rien ne sera plus comme avant, car la Centrafrique n'est plus sa chasse gardée. La Centrafrique est la chasse gardée des Centrafricains. La période où c'est l'Élysée qui faisait et défaisait les dirigeants de notre pays est totalement révolue, mais le système politique Français refuse de l'admettre. Un message pour l'ancien président Bozize : non seulement, c'est lui qui a fait réélire le président Touadera, mais il s'est enterré politiquement définitivement. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique, car cette stupidité et cette soif du pouvoir qui l'ont poussé à créer, avec l'aide des Français, la CPC qui brille par des exactions monstrueuses contre le peuple centrafricain, lui coûteront son avenir politique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°6 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... le peuple centrafricain s'est mobilisé comme un seul homme pour dire non à la violence et prendre son destin en main. »*
- *« La Centrafrique est la chasse gardée des Centrafricains. »*
- *« La période où c'est l'Élysée qui faisait et défaisait les dirigeants de notre pays est totalement révolue..., le système politique Français refuse de l'admettre. »*

- « ... pour l'ancien président Bozize : non seulement, c'est lui qui a fait réélire le président Touadera, mais il s'est enterré politiquement définitivement. »
- « Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... la fameuse CPC est un machin que la France a monté de toute pièce pour faire payer au président Touadera, le fait qu'il ait osé faire venir en Centrafrique la Russie. »
- « Puisque la France a en vain tenté de faire reporter les élections législatives et présidentielles du 27 décembre 2020, dans le but d'obtenir une transition, il fallait empêcher par la violence ces élections. »
- « Mais la France a lamentablement échoué... »
- « Paris doit savoir que plus rien ne sera plus comme avant, car la Centrafrique n'est plus sa chasse gardée. »
- « ... cette stupidité et cette soif du pouvoir qui l'ont poussé à créer, avec l'aide des Français, la CPC qui brille par des exactions monstrueuses contre le peuple centrafricain, lui coûteront son avenir politique. »

Analyse : La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize a été créée à la demande de la France. Celle-ci voulait s'en servir pour punir le président Faustin Archange Touadera qui a eu l'audace de faire venir la Russie en République centrafricaine. Ce pays n'est plus la chasse gardée de la

France, mais celle des Centrafricains. En acceptant de chapeauter la CPC, accusée de violations graves des droits de l'homme, l'ancien président François Bozize s'est politiquement et définitivement enterré.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°7

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Les FACA avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais font actuellement la joie du peuple centrafricain. En moins de six mois, plusieurs villes ont été libérées grâce à la bravoure de notre armée nationale. La vie reprend peu à peu son cours normal dans les zones qui étaient sous la coupe réglée des criminels des groupes armés depuis 2013. Donc pour moi, si les FACA et leurs alliés maintiennent la pression sur les groupes armés, tout le territoire centrafricain sera bientôt libéré. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°7 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les FACA avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais font actuellement la joie du peuple centrafricain. »*
- *« En moins de six mois, plusieurs villes ont été libérées grâce à la bravoure de notre armée nationale. »*
- *« La vie reprend peu à peu son cours normal dans les zones qui étaient sous la coupe réglée des criminels des groupes armés depuis 2013. »*

- « ... si les FACA et leurs alliés maintiennent la pression sur les groupes armés, tout le territoire centrafricain sera bientôt libéré. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui des Russes et Rwandais, sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain dont une grande partie était illégalement occupée par les groupes armés.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°8

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Mais vous savez très bien que la guerre n'épargne rien quand elle se déroule pendant de si longues années. Aujourd'hui, toutes nos richesses naturelles sont en train de partir en fumée à cause des groupes armés qui les exploitent et les vendent illicitement. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°8 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... la guerre n'épargne rien quand elle se déroule pendant de si longues années. »
- « ... toutes nos richesses naturelles sont en train de partir en fumée à cause des groupes armés qui les exploitent et les vendent illicitement. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le conflit impacte négativement le patrimoine culturel et naturel centrafricain. Plusieurs personnes et entités dont les groupes armés en profitent pour l'exploiter et le commercialiser illicitement.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

**Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°9
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« A mon humble avis, le gouvernement devrait mettre à contribution toute la population centrafricaine qui pourrait l'aider à localiser nos richesses

naturelles. Vous savez que nos concitoyens qui vivent dans les villages sont de grands géologues, car ils mènent eux-mêmes des recherches qui leur permettent de savoir où sont cachés nos diamants et or. Ces connaissances les orientent vers les endroits où creuser pour extraire les diamants et or. Donc en un mot, il faudrait que le gouvernement sensibilise la population à cet effet. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°9 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... le gouvernement devrait mettre à contribution toute la population centrafricaine qui pourrait l'aider à localiser nos richesses naturelles. »*
- *« ... nos concitoyens qui vivent dans les villages sont de grands géologues, car ils mènent eux-mêmes des recherches qui leur permettent de savoir où sont cachés nos diamants et or. »*
- *« Ces connaissances les orientent vers les endroits où creuser pour extraire les diamants et or. »*
- *« ... il faudrait que le gouvernement sensibilise la population à cet effet. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une communication publique et territoriale bien menée par le gouvernement centrafricain, pourra lui permettre de qualifier le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°10

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Nous sommes en guerre, donc l'usage de la violence légitime par les nos forces de défense et de sécurité est la seule alternative pour assurer la sécurité de nos richesses naturelles. En l'état actuel des choses, les criminels des groupes armés n'entendent que le langage des armes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°10 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous sommes en guerre, donc l'usage de la violence légitime par les nos forces de défense et de sécurité est la seule alternative pour assurer la sécurité de nos richesses naturelles. »*
- *« En l'état actuel des choses, les criminels des groupes armés n'entendent que le langage des armes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La meilleure communication que le gouvernement centrafricain devrait réaliser pour assurer la protection du patrimoine culturel et naturel, ce serait le déploiement des forces de défense et de sécurité dans les zones où ces richesses se trouvent.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°11

(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

« Le commerce illicite des ressources naturelles est pratiqué par tout le monde : les groupes armés, les opérateurs économiques notamment les libanais, et certains hauts dignitaires du régime Touadera, y compris certaines personnalités appartenant à la famille présidentielle. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11 à la question n°11 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le commerce illicite des ressources naturelles est pratiqué par... les groupes armés, les opérateurs économiques notamment les libanais, et certains hauts dignitaires du régime Touadera, y compris certaines personnalités appartenant à la famille présidentielle. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le commerce illicite du patrimoine naturel est pratiqué par plusieurs personnes et entités, notamment les opérateurs économiques et certains proches du président Faustin Archange Touadera.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°12

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Comment les générations actuelles que nous sommes, peuvent-elles profiter de ces ressources naturelles lorsqu'elles sont exploitées illicitement par des politiques et opérateurs économiques véreux ? Les revenus qui en sont tirés vont directement dans les poches de ces corrompus. Les enfants de la République ne peuvent profiter de ce commerce que s'il est pratiqué de manière légale et paie des taxes et impôts dans les caisses de l'État. Mais lorsque j'observe la manière dont nos diamants, or, bois et bétails empruntent des voies grises en direction du marché international en passant par nos pays voisins, je me dis que les corrompus et leurs complices ont encore de beaux jours devant eux. Et tant pis pour la population centrafricaine. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11

à la question n°12 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Comment les générations actuelles que nous sommes, peuvent-elles profiter de ces ressources naturelles lorsqu'elles sont exploitées illicitement par des politiques et opérateurs économiques véreux ?* »
- « *Les revenus qui en sont tirés vont directement dans les poches de ces corrompus.* »
- « *Les enfants de la République ne peuvent profiter de ce commerce que s'il est pratiqué de manière légale et paie des taxes et impôts dans les caisses de l'État.* »
- « *... la manière dont nos diamants, or, bois et bétails empruntent des voies grises en direction du marché international en passant par nos pays voisins, ... les corrompus et leurs complices ont encore de beaux jours devant eux.* »
- « *... tant pis pour la population centrafricaine.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Ni les générations actuelles ni celles à venir ne peuvent bénéficier du patrimoine naturel centrafricain parce que celui-ci fait l'objet de pillage et de commerce illicite de la part de plusieurs personnes et entités. Cela est contraire aux principes du développement durable.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°13

(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

« Oui ce conflit nous a ravi notre paix à nous tous. Sans la paix, nous ne pouvons pas effectuer convenablement nos missions de contrôle de la vie publique. C'est pour cette raison que nous évoquons cette crise dans nos sorties dans les médias et les réseaux sociaux avec tout le monde sans exclusive. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11 à la question n°13 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... ce conflit nous a ravi notre paix à nous tous. »*
- *« Sans la paix, nous ne pouvons pas effectuer... nos missions de contrôle de la vie publique. »*
- *« ... nous évoquons cette crise dans nos sorties dans les médias et les réseaux sociaux avec tout le monde sans exclusive. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias audiovisuels et l'Internet sont les canaux préférés pour les communications publiques faites dans le cadre du conflit en République centrafricaine.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°14
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Ah là, vous touchez là du doigt l'une des raisons essentielles de l'existence de notre institution. Nous traquons toutes les personnes qui confondent à tort les richesses naturelles de notre pays avec leurs biens personnels. Il vous souviendra que nous avons diligenté une mission à l'Assemblée nationale en 2019 parce qu'un certain nombre de députés avaient été accusés d'avoir empoché d'importantes sommes d'argent venant de sociétés minières chinoises. Au cours de cette mission, ce que nous avons découvert nous a fait vraiment froid au dos, d'autant que les sommes d'argent qui auraient été détournées au détriment du peuple centrafricain sont astronomiques. Pour vous répondre clairement, je suis très inquiète au regard de l'ampleur que prend l'exploitation illégale des richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Elle se fait en toute impunité. Je m'insurge contre le pillage de nos bois, diamants, or et bétail qui prennent la direction de l'étranger sans qu'un seul sou ne puisse être versé dans les caisses du Trésor public. Notre institution communique essentiellement avec le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire auxquels nous transmettons nos rapports d'enquêtes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°14 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Nous traquons toutes les personnes qui confondent à tort les richesses naturelles de notre pays avec leurs biens personnels. »*
- « *... nous avons diligenté une mission à l'Assemblée nationale en 2019 parce qu'un certain nombre de députés avaient été accusés d'avoir empoché d'importantes sommes d'argent venant de sociétés minières chinoises. »*
- « *... ce que nous avons découvert nous a fait vraiment froid au dos, ... les sommes d'argent qui auraient été détournées au détriment du peuple centrafricain sont astronomiques. »*
- « *... je suis très inquiète au regard de l'ampleur que prend l'exploitation illégale des richesses du sol et du sous-sol de notre pays. Elle se fait en toute impunité. »*
- « *Je m'insurge contre le pillage de nos bois, diamants, or et bétail qui prennent la direction de l'étranger sans qu'un seul sou ne puisse être versé dans les caisses du Trésor public. »*
- « *Notre institution communique essentiellement avec le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire auxquels nous transmettons nos rapports d'enquêtes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les rapports périodiques de la Haute Autorité chargée de la bonne gouvernance font l'objet de communications politiques.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°15

**(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Comme je viens de vous le dire, nous communiquons dans les médias, réseaux sociaux et les rapports d'activités que nous transmettons aux autorités compétentes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°15 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... nous communiquons dans les médias, réseaux sociaux et les rapports d'activités que nous transmettons aux autorités compétentes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias audiovisuels et l'Internet sont les canaux privilégiés pour la réalisation des communications publiques et politiques, dans le cadre du conflit et de la gestion du patrimoine naturel centrafricain.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°16
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Concertation signifie aussi dialogue pour moi. Donc, il est plus que productif que les autorités centrafricaines puissent faire dialoguer sans ménager aucun effort, tous les fils et filles de la République. A priori, naissent des concertations des solutions consensuelles qui mettent tout le monde d'accord et apaise tout le monde. Cela dit, je ne peux qu'encourager les autorités compétentes de notre pays à privilégier le dialogue permanent avec les forces vives de la République. Mais je mets tout de même un petit bémol à mes propos. Tous ceux et toutes celles qui sont présumés auteurs de violations graves des droits de l'homme ou de détournement de deniers publics, ont leur place en prison et non à côté d'une table de concertation. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°16 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Concertation signifie aussi dialogue... »*
- *« ... il est plus que productif que les autorités centrafricaines puissent faire dialoguer... tous les fils et filles de la République. »*
- *« ... naissent des concertations des solutions consensuelles qui mettent tout le monde d'accord et apaise tout le monde. »*

- « ... je ne peux qu'encourager les autorités compétentes de notre pays à privilégier le dialogue permanent avec les forces vives de la République. »
- « ... je mets tout de même un petit bémol à mes propos. »
- « Tous ceux et toutes celles qui sont présumés auteurs de violations graves des droits de l'homme ou de détournement de deniers publics, ont leur place en prison et non à côté d'une table de concertation. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation est l'une des pistes de solutions recommandées pour la résolution du conflit centrafricain. Cependant, toutes les personnes accusées de violations des droits de l'homme ne devraient pas participer à ladite concertation, car elles doivent tout d'abord rendre compte à la justice de leurs actes.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°17

(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance / Institutions républicaines)

« Si des bonnes volontés souhaiteraient apporter leur contribution en vue d'aider les Centrafricains à mieux recenser et sécuriser leur patrimoine culturel et naturel, cela ne peut qu'être salué. D'autant que lorsque votre case

prend feu et que les voisins viennent avec des extincteurs et des seaux d'eau pour éteindre l'incendie, vous ne pouvez pas les en empêcher. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°17 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Si des bonnes volontés souhaiteraient apporter leur contribution en vue d'aider les Centrafricains à mieux recenser et sécuriser leur patrimoine culturel et naturel, cela ne peut qu'être salué. »*
- *« ... lorsque votre case prend feu et que les voisins viennent avec des extincteurs et des seaux d'eau pour éteindre l'incendie, vous ne pouvez pas les en empêcher. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également une piste de recherche de solutions au conflit centrafricain.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

**Réponse de l'interviewé n°11 à la question n°18
(Membre de la Haute Autorité chargée de bonne gouvernance /
Institutions républicaines)**

« Plusieurs affaires présumées de corruption et de détournement de deniers publics ont fait l'objet de nombreux rapports de notre institution. Ces rapports ont été dûment transmis aux autorités compétentes notamment à la justice. Mais à l'heure où je vous parle, les personnes sur qui pèsent de très lourds soupçons ne sont pas encore inquiétées. J'invite donc nos autorités compétentes à traduire très rapidement en justice, tous les présumés criminels économiques qui contribuent malheureusement à l'appauvrissement du peuple centrafricain. Un dernier mot quand même à la France : elle doit savoir que les temps ont complètement changé et qu'elle ne peut plus faire et défaire nos dirigeants comme par le passé. Paris doit cesser avec cette campagne médiatique haineuse qu'elle mène sur Radio France internationale et France 24 notamment, contre le peuple souverain centrafricain qui est le seul juge suprême. Autant je suis contre les exactions qu'auraient commises les Russes en Centrafrique, autant je suis contre le fait que la France diabolise l'excellent travail de libération des villes de nos provinces que font nos partenaires envoyés par Moscou. Je ne saurais, avec votre permission, terminer mes propos sans dire à l'ancien président François Bozize qu'en acceptant financements et équipements militaires des mains de la France pour assassiner le peuple centrafricain avec son organisation criminelle la CPC, il a définitivement enterré son avenir politique. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique. Vive la paix en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°11
à la question n°18 (Membre de la Haute Autorité chargée de bonne
gouvernance / Institutions républicaines)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Plusieurs affaires présumées de corruption et de détournement de deniers publics ont fait l'objet de nombreux rapports de notre institution. »*

- « Ces rapports ont été... transmis aux autorités compétentes... »
- « Mais... les personnes sur qui pèsent de très lourds soupçons ne sont pas encore inquiétées. »
- « J'invite... nos autorités compétentes à traduire très rapidement en justice, tous les présumés criminels économiques qui contribuent... à l'appauvrissement du peuple centrafricain. »
- « ... la France... doit savoir que les temps ont complètement changé... »
- « ... elle ne peut plus faire et défaire nos dirigeants comme par le passé. »
- « Paris doit cesser avec cette campagne médiatique haineuse qu'elle mène sur Radio France internationale et France 24..., contre le peuple souverain centrafricain qui est le seul juge suprême. »
- « ... je suis contre les exactions qu'auraient commises les Russes en Centrafrique... »
- « je suis contre le fait que la France diabolise l'excellent travail de libération des villes de nos provinces que font nos partenaires envoyés par Moscou. »
- « Vive la paix en Centrafrique. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... l'ancien président François Bozize..., en acceptant financements et équipements militaires des mains de la France pour assassiner le peuple centrafricain avec son organisation criminelle la CPC, il a définitivement enterré son avenir politique. Il n'aura plus de mandat électif en Centrafrique. »

Analyse : Les personnes qui sont accusées d'actes illégaux doivent faire l'objet de poursuites judiciaires. Quant à la France, elle doit cesser la campagne médiatique qu'elle mène actuellement sur Radio France Internationale et France 24 contre le peuple centrafricain, depuis que la Russie est présente en République centrafricaine. En ce qui concerne l'ancien président François Bozize, en acceptant de diriger la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), il a définitivement enterré son avenir politique en République centrafricaine.

ENTRETIEN N° 12

(Responsable d'un média de service public / Médias)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°1

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Le conflit que nous vivons actuellement a démarré le 24 mars 2013, après le renversement du président François Bozize par les rebelles de l'ex-Seleka dont le leader est Michel Djotodja. C'est en effet, la crise la plus longue et la plus sanglante de l'histoire de la Centrafrique. Pour en revenir à votre question, les causes de ce conflit remontent à plusieurs décennies en arrière. Je pense que la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants qui se sont relayés à la tête de notre pays en est la principale cause. Le népotisme, le tribalisme, l'impunité, les détournements des fonds publics, la justice du plus fort, la marginalisation d'une partie de la population et j'en passe, ont poussé certains Centrafricains à en vouloir aux décideurs politiques. Les jeunes sans emploi ont été convaincus par des assoiffés du pouvoir comme quoi la meilleure solution pour faire entendre leurs voix c'était de prendre les armes. C'est sur cette fibre de mécontentement des jeunes que François

Bozize a surfé en 2003 pour fonder sa rébellion et venir renverser le régime d'Ange Félix Patassé le 15 mars de la même année. Michel Djotodja a exactement fait la même chose, c'est-à-dire exploiter le mécontentement de nos frères et sœurs de la partie Nord-Est du pays qui se sentaient délaissés et marginalisés par le pouvoir central. Mais certains de nos pays voisins, surtout le Tchad d'Idriss Deby Itno ont également joué un rôle dans le déclenchement de ces multiples crises, car ce dernier a toujours servi de base arrière aux rébellions qui ont perpétré des coups d'État dans notre pays. D'ailleurs nous avons pu noter la présence de plusieurs mercenaires ressortissants du Tchad et des deux Soudan dans ces rébellions. Enfin, je n'oublierai pas la France qui fait et défait comme bon lui semble, les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°1 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le conflit... a démarré le 24 mars 2013, après le renversement du président François Bozize par les rebelles de l'ex-Seleka... »*
- « *C'est... la crise la plus longue et la plus sanglante de l'histoire de la Centrafrique. »*
- « *... la mauvaise gouvernance de la part de nos dirigeants... en est la principale cause. »*
- « *Les jeunes sans emploi ont été convaincus par des assoiffés du pouvoir comme quoi la meilleure solution pour faire entendre leurs voix c'était de prendre les armes. »*
- « *C'est sur cette fibre de mécontentement des jeunes que François Bozize a surfé en 2003 pour fonder sa rébellion et venir renverser le régime d'Ange Félix Patassé le 15 mars de la même année. »*

- « *Michel Djotodja a... fait la même chose, c'est-à-dire exploiter le mécontentement de nos frères et sœurs de la partie Nord-Est du pays qui se sentaient délaissés et marginalisés par le pouvoir central.* »
- « *...certains de nos pays voisins, surtout le Tchad d'Idriss Deby Itno ont également joué un rôle dans le déclenchement de ces multiples crises...* »
- « *...le Tchad d'Idriss Deby Itno... a toujours servi de base arrière aux rébellions qui ont perpétré des coups d'État dans notre pays.* »
- « *... nous avons pu noter la présence de plusieurs mercenaires ressortissants du Tchad et des deux Soudan dans ces rébellions.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... je n'oublierai pas la France qui fait et défait comme bon lui semble, les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays.* »

Analyse : La mauvaise gouvernance des dirigeants Centrafricains est l'une des causes des crises à répétition en République centrafricaine. S'y ajoute l'ingérence du Tchad qui a toujours servi de bases arrière aux différentes rébellions centrafricaines, et celle de la France qui fait et défait les présidents en République centrafricaine. Il y a lieu de noter également l'instrumentalisation du mécontentement d'une partie de la population, notamment celui de la jeunesse, par les politiques.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°2

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« La communauté internationale connaît très bien les causes de l'instabilité qui a toujours émaillé l'histoire de notre pays. Je pense qu'elle aurait dû exiger à tous les régimes, le respect des règles de la bonne gouvernance, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la lutte contre la corruption et la redistribution équitable des richesses entre toutes les régions et communautés de notre pays. Mais rien n'y fut fait. Elle a cautionné par son silence, les mauvais traitements que les différents régimes infligeaient au peuple centrafricain si bien que les mécontentements n'ont fait que se répandre au sein de la population. La France, l'ancien pays colonisateur, soutenait mordicus tous les régimes qui rampaient à quatre pattes devant elle, même si ces régimes font de la mauvaise gouvernance. Paris protège aussi à tout prix tous les présidents qui lui laissent le champ libre pour piller nos ressources naturelles au détriment du peuple centrafricain. Donc je pense que si la France par exemple avait conditionné son appui à nos présidents par le respect de la bonne gouvernance, nous aurions pu éviter le drame que nous vivons depuis 2013. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12

à la question n°2 (Responsable d'un média de service public / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La communauté internationale connaît très bien les causes de l'instabilité qui a toujours émaillé l'histoire de notre pays. »*

- « ... elle aurait dû exiger à tous les régimes, le respect des règles de la bonne gouvernance... »
- « ... les mécontentements n'ont fait que se répandre au sein de la population. »
- « ... si la France... avait conditionné son appui à nos présidents par le respect de la bonne gouvernance, nous aurions pu éviter le drame que nous vivons depuis 2013. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... rien n'y fut fait. »
- « Elle a cautionné par son silence, les mauvais traitements que les différents régimes infligeaient au peuple centrafricain... »
- « La France... soutenait mordicus tous les régimes qui rampaient à quatre pattes devant elle, même si ces régimes font de la mauvaise gouvernance. »
- « Paris protège aussi à tout prix tous les présidents qui lui laissent le champ libre pour piller nos ressources naturelles... »

Analyse : La communauté internationale a fait montre de manque de volonté d'aider la République centrafricaine à éviter les nombreux conflits auxquels elle est confrontée depuis plusieurs années. Elle n'a pas été exigeante en matière de respect des principaux fondamentaux de la démocratie aux différents présidents qui se sont succédé à la tête de ce pays. Par exemple, la France fermait les yeux sur les violations des droits

de l'homme dont étaient accusés les dirigeants Centrafricains qui lui étaient inconditionnellement soumis.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°3

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« La communauté internationale a laissé faire et la guerre s'est installée avec ses corollaires de violences à l'endroit de la population civile. Maintenant, pour y mettre fin, il fallait commencer par demander des comptes à tous les belligérants, c'est-à-dire, tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis des violations graves des droits de l'homme devaient être recherchés, arrêtés, traduits devant les juridictions nationales ou internationales et sanctionnés conformément à la loi. N'oubliez pas que cette fameuse communauté internationale a toujours été hypocrite en Centrafrique, car d'un côté elle allume le feu et de l'autre côté, elle joue aux pompiers. Nous savons que les groupes rebelles sont financés et équipés par certaines puissances occidentales, donc pour que les violences s'arrêtent, il suffit tout simplement de cesser de soutenir les groupes armés et procéder à l'arrestation et à la traduction des principaux chefs devant la justice. Je ne dédouane pas ceux des forces armées centrafricaines qui sont accusés d'avoir commis des exactions sur la population civile. Ils doivent également en rendre compte devant la justice. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°3 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérimentiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La communauté internationale a laissé faire et la guerre s'est installée... »*
- « *... pour y mettre fin, il fallait commencer par demander des comptes à tous les belligérants..., tous ceux qui sont soupçonnés d'avoir commis des violations graves des droits de l'homme..., traduits devant les juridictions... et sanctionnés conformément à la loi. »*
- « *... pour que les violences s'arrêtent, il suffit tout simplement de cesser de soutenir les groupes armés et procéder à l'arrestation et à la traduction des principaux chefs devant la justice. »*
- « *Je ne dédouane pas ceux des forces armées centrafricaines qui sont accusés d'avoir commis des exactions sur la population civile. »*
- « *Ils doivent également en rendre compte devant la justice. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... cette fameuse communauté internationale a toujours été hypocrite en Centrafrique... »*
- « *... d'un côté elle allume le feu et de l'autre côté, elle joue aux pompiers. »*
- « *... les groupes rebelles sont financés et équipés par certaines puissances occidentales... »*

Analyse : Si les puissances occidentales avaient cessé de soutenir les groupes armés et si elles avaient exigé que les principaux responsables

accusés de violations de droits de l'homme soient traduits en justice, on aurait évité le conflit en cours en République centrafricaine.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°4

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Personnellement, je n'en sais rien. Moi-même, je me suis posé ces mêmes questions quand les tractations se déroulaient en prélude aux négociations qui ont pu déboucher à la signature de cet accord. Comment le président Touadera pouvait-il prétendre résoudre la crise centrafricaine en excluant les partis politiques de l'opposition dont certains leaders sont proches des groupes armés ? Comment peut-on prétendre rechercher des solutions au conflit centrafricain sans y associer les leaders de l'opposition qui ont aussi une part de responsabilité dans ce qui se passe ? Honnêtement, je ne connais pas les motivations d'une telle décision. Qui a conseillé ce genre de chose au président Touadera ? Je n'en sais rien. Ce qui est sûr, le régime a fini par reconnaître ses erreurs et est en train de vouloir se rattraper, car j'ai appris qu'un dialogue entre les forces vives de la nation dont les partis d'opposition et le pouvoir en place, aura lieu dans les prochains jours. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°4 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... je n'en sais rien. »

- « ... je me suis posé ces mêmes questions quand les tractations se déroulaient en prélude aux négociations qui ont pu déboucher à la signature de cet accord. »
- « ... je ne connais pas les motivations d'une telle décision. »
- « Qui a conseillé ce genre de chose au président Touadera ? »
- « Je n'en sais rien. »
- « ... le régime a fini par reconnaître ses erreurs et est en train de vouloir se rattraper... »
- « ... j'ai appris qu'un dialogue entre les forces vives de la nation dont les partis d'opposition et le pouvoir en place, aura lieu dans les prochains jours. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Comment le président Touadera pouvait-il prétendre résoudre la crise centrafricaine en excluant les partis politiques de l'opposition dont certains leaders sont proches des groupes armés ? »
- « Comment peut-on prétendre rechercher des solutions au conflit centrafricain sans y associer les leaders de l'opposition qui ont aussi une part de responsabilité dans ce qui se passe ? »

Analyse : L'interviewé ne comprend pas pourquoi les partis politiques de l'opposition démocratique ont été écartés des négociations qui a abouti à l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). L'interviewé estime que si les opposants avaient été associés aux démarches ayant débouché à la signature de l'APPR-RCA

le 08 février 2019, ils y auraient apporté une bonne contribution. Certains d'entre eux sont soupçonnés d'être proches des chefs des groupes armés.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°5

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Mais tout le monde savait que cet accord ne servait à rien, car le régime de Bangui n'avait aucun moyen de coercition pour faire respecter ses dispositions par les groupes armés qui étaient mieux équipés que les forces armées centrafricaines. Le gouvernement centrafricain était parti à ces négociations à Khartoum en position de faiblesse, car son armée était sous embargo, sous équipée, mal entraînée et plus de 80 % du territoire national était sous le contrôle des groupes armés. Le régime de Bangui a négocié les termes de cet accord en étant pratiquement à genoux devant les seigneurs de guerre soutenus par certaines puissances occidentales. In fine, l'accord a permis aux groupes armés de renforcer leurs positions sur le terrain et enrichi leurs chefs à travers le commerce illicite de diamants, or, bois et bétail. Ils savaient que le gouvernement centrafricain ne pouvait rien contre eux car celui-ci n'en avait pas les moyens. Donc les groupes armés ont, en toute impunité, violé l'accord même si des sanctions y avaient été prévues contre les contrevenants. Les garants que sont l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations Unies et la CEEAC, pour ne citer que ceux-là, n'y ont pu rien faire, c'était à dessein d'ailleurs, car ces mêmes puissances soutiennent dans l'ombre les groupes armés. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12 à la question n°5 (Responsable d'un média de service public / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... tout le monde savait que cet accord ne servait à rien... »
- « ... le régime de Bangui n'avait aucun moyen de coercition pour faire respecter ses dispositions par les groupes armés qui étaient mieux équipés que les forces armées centrafricaines. »
- « Le gouvernement centrafricain était parti à ces négociations à Khartoum en position de faiblesse... »
- « ... son armée était sous embargo, sous équipée, mal entraînée et plus de 80 % du territoire national était sous le contrôle des groupes armés. »
- « Le régime de Bangui a négocié les termes de cet accord en étant pratiquement à genoux devant les seigneurs de guerre soutenus par certaines puissances occidentales. »
- « ... l'accord a permis aux groupes armés de renforcer leurs positions sur le terrain et enrichi leurs chefs à travers le commerce illicite de diamants, or, bois et bétail. »
- « Ils savaient que le gouvernement centrafricain ne pouvait rien contre eux car celui-ci n'en avait pas les moyens. »
- « ... les groupes armés ont, en toute impunité, violé l'accord même si des sanctions y avaient été prévues contre les contrevenants. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les seigneurs de guerre soutenus par certaines puissances occidentales. »
- « Les garants que sont l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations Unies et la CEEAC... n'y ont pu rien faire, c'était à dessein »

d'ailleurs, car ces mêmes puissances soutiennent dans l'ombre les groupes armés. »

Analyse : L'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays, parce que le gouvernement centrafricain l'a négocié en position de faiblesse face aux groupes armés. Les garants de l'APPR-RCA dont certains sont accusés de soutien aux groupes armés ont, par ailleurs, fait preuve d'hypocrisie, car d'un côté ils jouent aux médiateurs, de l'autre côté, ils soutiennent et financent les rebelles.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°6

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« La CPC a été créée à la demande des puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés dans notre pays. L'objectif c'est d'empêcher la réélection du président Touadera, car le fait que ce dernier ait fait venir les Russes en Centrafrique, est très mal digéré par la France. Les groupes armés voulaient le report des élections du 27 décembre 2020 dans le but de créer un vide institutionnel, à l'issue du premier quinquennat de Touadera et déboucher à la mise en place d'une transition dont la gestion serait consensuelle. Touadera, en fin tacticien et rassuré par le soutien de Moscou, a vu le danger venir et a purement et simplement rejeté la demande des groupes armés et des partis politiques de l'opposition. Les groupes armés, n'ayant pas obtenu gain de cause, ont à la demande de leurs parrains occidentaux, créé cette fameuse coalition de criminels pour empêcher par la violence la tenue des élections du 27 décembre 2020. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12

**à la question n°6 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les groupes armés voulaient le report des élections du 27 décembre 2020 dans le but de créer un vide institutionnel, à l'issue du premier quinquennat de Touadera et déboucher à la mise en place d'une transition dont la gestion serait consensuelle. »*
- « *Touadera, en fin tacticien et rassuré par le soutien de Moscou, a vu le danger venir et a... rejeté la demande des groupes armés et des partis politiques de l'opposition. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *La CPC a été créée à la demande des puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés dans notre pays. »*
- « *L'objectif c'est d'empêcher la réélection du président Touadera, car le fait que ce dernier ait fait venir les Russes en Centrafrique, est très mal digéré par la France. »*
- « *Les groupes armés, n'ayant pas obtenu gain de cause, ont à la demande de leurs parrains occidentaux, créé cette fameuse coalition de criminels pour empêcher par la violence la tenue des élections du 27 décembre 2020. »*

Analyse : La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) a été créée à la demande des puissances occidentales dont la France, qui voient d'un mauvais œil l'arrivée des Russes en République centrafricaine. L'objectif assigné à la CPC par ses parrains, c'était d'empêcher par la violence, la réélection du président Faustin Archange Touadera. Mais le projet a échoué, car les vellétés guerrières de la CPC ont été étouffées dans l'œuf par les forces armées centrafricaines, soutenues par les Russes et Rwandais.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°7

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Oui je pense que l'appui des Russes et des Rwandais aux forces armées centrafricaines peut aider celles-ci à récupérer toutes les villes jadis occupées par les groupes armés. Maintenant la question est de savoir, jusqu'où ira cet appui ? Le jour où les Russes et les Rwandais vont se retirer, est-ce que les FACA seront en mesure de conserver les villes reconquises ? Toute la question est là. Parce que nous apprenons tous les jours que les rebelles de la CPC chassés des villes par les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais, se livrent à une guérilla d'autant qu'ils lancent des attaques sporadiques contre nos soldats et se retirent dans la forêt. C'est une sorte de guerre asymétrique que les rebelles de la CPC tentent d'instaurer et c'est très difficile à gérer, car cela fait appel à des moyens conséquents en hommes et en matériels. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°7 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... l'appui des Russes et des Rwandais aux forces armées centrafricaines peut aider celles-ci à récupérer toutes les villes jadis occupées par les groupes armés. »
- « ... jusqu'où ira cet appui ? »
- « Le jour où les Russes et les Rwandais vont se retirer, est-ce que les FACA seront en mesure de conserver les villes reconquises ? »
- « ... nous apprenons tous les jours que les rebelles de la CPC chassés des villes par les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais, se livrent à une guérilla... »
- « ... ils lancent des attaques sporadiques contre nos soldats et se retirent dans la forêt. »
- « C'est une sorte de guerre asymétrique que les rebelles de la CPC tentent d'instaurer et c'est très difficile à gérer..., cela fait appel à des moyens conséquents en hommes et en matériels. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA) sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire de la République centrafricaine, grâce l'appui des forces Russes et Rwandaise. Mais est-ce que les FACA seront-elles en mesure de faire face seules à la guerre asymétrique qu'impose la CPC, après avoir perdu les villes qu'elle occupait avant l'arrivée des forces Russes et Rwandaises ?

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°8

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Mais bien entendu, bien entendu. Ce conflit met bel et bien en péril nos richesses naturelles car celles-ci font actuellement l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certains responsables politiques du pouvoir de Bangui ou proches de celui-ci. Il y a également des opérateurs économiques qui s'enrichissent énormément grâce à ce trafic autant que les chefs des groupes armés. Nous assistons à un pillage en règle de nos ressources naturelles. Le diamant, l'or, le bois et le bétail sortent en quantités industrielles à destination de l'Europe et de l'Asie en transitant par nos pays voisins. Il n'y a pas que les groupes armés et les opérateurs économiques qui s'enrichissent grâce à cette guerre, les grandes puissances comme la France, la Chine et la Russie profitent aussi énormément de cette guerre, car elles s'adonnent également au pillage de nos diamants, or et bois. C'est pour cela que plusieurs bras puissants s'agitent dans l'ombre pour que cette guerre ne finisse pas. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°8 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Ce conflit met... en péril nos richesses naturelles car celles-ci font actuellement l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de*

certaines responsables politiques du pouvoir de Bangui ou proches de celui-ci. »

- *« Il y a... des opérateurs économiques qui s'enrichissent énormément grâce à ce trafic autant que les chefs des groupes armés. »*
- *« Nous assistons à un pillage en règle de nos ressources naturelles. »*
- *« Le diamant, l'or, le bois et le bétail sortent en quantités industrielles à destination de l'Europe et de l'Asie en transitant par nos pays voisins. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Il n'y a pas que les groupes armés et les opérateurs économiques qui s'enrichissent grâce à cette guerre... »*
- *« les grandes puissances comme la France, la Chine et la Russie profitent aussi énormément de cette guerre, car elles s'adonnent également au pillage de nos diamants, or et bois. »*
- *« C'est pour cela que plusieurs bras puissants s'agitent dans l'ombre pour que cette guerre ne finisse pas. »*

Analyse : Plusieurs entités dont les groupes armés, opérateurs économiques et certains proches du président Faustin Archange Touadera se livrent au trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain. Le conflit centrafricain enrichit tellement de personnes que plusieurs mains invisibles s'activent dans l'ombre pour que la guerre en République centrafricaine ne s'arrête pas.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°9

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Je pense que le gouvernement peut réaliser trois types de communications à l'effet de procéder au recensement de notre patrimoine culturel et naturel. La première communication concernerait la population qui devrait être invitée à fournir aux autorités des informations sur la localisation de tout ce qui est patrimoine culturel et naturel. La seconde communication concernerait les élus, leaders politiques et religieux. Le gouvernement peut les inviter à sensibiliser leurs électeurs et adeptes afin qu'ils fournissent eux-aussi toutes les informations concernant l'emplacement de notre patrimoine culturel et naturel. La dernière communication concernerait les puissances occidentales avec lesquelles le gouvernement peut signer des accords afin qu'elles procèdent à l'exploration de nos richesses minières enfouies dans notre sous-sol. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°9 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... le gouvernement peut réaliser trois types de communications à l'effet de procéder au recensement de notre patrimoine culturel et naturel. »*
- *« La première communication concernerait la population qui devrait être invitée à fournir aux autorités des informations sur la localisation de tout ce qui est patrimoine culturel et naturel. »*

- « *La seconde communication concernerait les élus, leaders politiques et religieux. »*
- « *Le gouvernement peut les inviter à sensibiliser leurs électeurs et adeptes afin qu'ils fournissent eux-aussi toutes les informations concernant l'emplacement de notre patrimoine culturel et naturel. »*
- « *La dernière communication concernerait les puissances occidentales avec lesquelles le gouvernement peut signer des accords afin qu'elles procèdent à l'exploration de nos richesses minières enfouies dans notre sous-sol. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Trois types de communications peuvent aider le gouvernement centrafricain à qualifier le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine. Il s'agit d'une communication publique et territoriale, ainsi que d'une communication politique.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°10

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« La sécurité de nos richesses naturelles passe par un langage de fermeté de la part du gouvernement. Il doit dans un premier temps arrêter tous ceux qui se livrent au trafic illicite de ces richesses naturelles et les traduire devant la justice. Ces trafiquants illégaux doivent être sanctionnés de manière exemplaire afin de dissuader ceux qui seraient tentés de se livrer aux mêmes

activités. Enfin, le gouvernement doit déployer les forces de défense et de sécurité là où se trouvent nos richesses naturelles afin d'en assurer la sécurité. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°10 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La sécurité de nos richesses naturelles passe par un langage de fermeté de la part du gouvernement. »*
- *« Il doit dans un premier temps arrêter tous ceux qui se livrent au trafic illicite de ces richesses naturelles et les traduire devant la justice. »*
- *« Ces trafiquants illégaux doivent être sanctionnés de manière exemplaire afin de dissuader ceux qui seraient tentés de se livrer aux mêmes activités. »*
- *« ... le gouvernement doit déployer les forces de défense et de sécurité là où se trouvent nos richesses naturelles afin d'en assurer la sécurité. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La meilleure communication que le gouvernement peut réaliser pour assurer la protection du patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine a deux facettes. D'abord, il faudrait déployer les forces de défense et de sécurité là où se trouve ce patrimoine. Ensuite, il

faudrait procéder à l'arrestation et à la traduction des exploitants illégaux de ces richesses devant la justice.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°11

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Je pense avoir déjà répondu à cette question dans mes précédents propos. Si vous le voulez bien, je vais me répéter. Aujourd'hui, tous les chefs des groupes armés exploitent et vendent illégalement nos diamants, or, bois et bétail aussi bien sur le marché local qu'à l'étranger. Il y a également des membres du gouvernement et des proches du pouvoir en place qui exercent les mêmes activités en toute illégalité. Les leaders rebelles comme Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim, Nouredine Adam et Ali Darass se sont beaucoup enrichis grâce au commerce illicite des ressources naturelles. Les chefs des Anti Balaka font pareil, personne n'est épargné. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°11 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... tous les chefs des groupes armés exploitent et vendent illégalement nos diamants, or, bois et bétail aussi bien sur le marché local qu'à l'étranger. »*
- *« Il y a également des membres du gouvernement et des proches du pouvoir en place qui exercent les mêmes activités en toute illégalité. »*
- *« Les leaders rebelles comme Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim, Nouredine Adam et Ali Darass se sont beaucoup enrichis grâce au commerce illicite des ressources naturelles. »*

- « Les chefs des Anti Balaka font pareil, personne n'est épargné. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Tous les chefs rebelles et certains proches du président Faustin Archange Touadera, ainsi que des opérateurs économiques s'adonnent au commerce illicite du patrimoine naturel en République centrafricaine.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°12

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Moi, à l'allure où évolue le pillage de nos richesses naturelles par les groupes armés et les puissances occidentales, j'ai peur que nous ne puissions rien léguer à nos enfants. Nos bois sont coupés sans en replanter d'autres, nos diamants et or sont exploités par des sociétés chinoises, Russes et Françaises avec destruction massive de l'environnement. C'est très inquiétant, car les générations futures risquent de n'entendre parler de nos richesses naturelles que dans les livres d'histoire, car nous aurions tout épuisé avant que leur époque n'arrive. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°12 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les générations futures risquent de n'entendre parler de nos richesses naturelles que dans les livres d'histoire, car nous aurions tout épuisé avant que leur époque n'arrive. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... à l'allure où évolue le pillage de nos richesses naturelles par les groupes armés et les puissances occidentales, j'ai peur que nous ne puissions rien léguer à nos enfants. »
- « Nos bois sont coupés sans en replanter d'autres, nos diamants et or sont exploités par des sociétés chinoises, Russes et Françaises avec destruction massive de l'environnement. »

Analyse : L'exploitation illégale du patrimoine naturel ne profite ni aux générations présentes ni aux générations à venir. Les revenus générés ne servent qu'à renflouer les comptes bancaires des trafiquants illégaux. Cela est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que les richesses naturelles puissent profiter aussi bien aux générations actuelles que celles à venir.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°13

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Oui abondamment, d'autant que je travaille dans un média de service public qui est régulièrement mis à contribution pour couvrir les opérations de reconquête des villes de l'intérieur du pays par les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais. Je fais produire des émissions telles que les reportages et interviews par mes équipes de reporters qui sont régulièrement diffusées sur notre média. Vous savez que la guerre qui oppose depuis le mois de janvier notre armée appuyée par ses alliés Russes et Rwandais, aux rebelles de la CPC, elle est aussi communicationnelle. Le régime Touadera utilise à profusion les médias de service public dont celui dans lequel je travaille pour vendre les réalisations des FACA et leurs alliés Russes et Rwandais et tirer à boulet rouge sur les groupes armés qui continuent de défier l'autorité de l'État centrafricain. Je dois avouer que tout ce qui est fait dans les médias de service public n'est toujours pas professionnel d'autant que les partis politiques de l'opposition démocratique n'y ont pas accès, je trouve cela très regrettable. Le journaliste professionnel que je suis, est souvent très gêné par cette situation, mais vous savez quand on roule pour le pouvoir en place, l'omerta est d'or. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°13 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je travaille dans un média de service public qui est régulièrement mis à contribution pour couvrir les opérations de reconquête des villes de l'intérieur du pays par les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais. »*
- *« Je fais produire des émissions telles que les reportages et interviews par mes équipes de reporters qui sont régulièrement diffusées sur notre média. »*

- « ... la guerre qui oppose depuis le mois de janvier notre armée appuyée par ses alliés Russes et Rwandais, aux rebelles de la CPC, elle est aussi communicationnelle. »
- « Le régime Touadera utilise à profusion les médias de service public dont celui dans lequel je travaille pour vendre les réalisations des FACA et leurs alliés Russes et Rwandais et tirer à boulet rouge sur les groupes armés qui continuent de défier l'autorité de l'État centrafricain. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... tout ce qui est fait dans les médias de service public n'est toujours pas professionnel..., les partis politiques de l'opposition démocratique n'y ont pas accès... »
- « Le journaliste professionnel que je suis, est souvent très gêné par cette situation... »
- « ... quand on roule pour le pouvoir en place, l'omerta est d'or. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias de service public sont abondamment mis à contribution pour la réalisation des communications publiques relatives au conflit centrafricain. Ces médias sont régulièrement utilisés pour communiquer sur les activités des forces armées centrafricaines, appuyées par les forces Russes et Rwandaises, dans les combats qui les opposent aux groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC).

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°14

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Les ressources naturelles sont également abondamment évoquées dans nos productions médiatiques, surtout au sujet du commerce illicite que certains groupes armés en font, avec la complicité de certains citoyens Centrafricains et opérateurs économiques. Mais les sujets qui ont trait aux catastrophes environnementales dues aux activités des entreprises des pays partenaires de l'État centrafricain comme la Chine, la Russie et la France sont minutieusement évités. J'en veux pour preuve : lorsque des entreprises chinoises qui exploitent l'or dans la ville de Bozoum dans l'Ouham Pende ont fait l'objet de critiques très acerbes de la part des défenseurs de l'environnement qui les accusent d'avoir pollué les eaux de la rivière Ouham qui traverse ladite localité, j'ai souhaité y envoyer une équipe de reporters afin d'enquêter, mais mon chef hiérarchique s'est farouchement opposé. Il m'a clairement fait savoir que si je fais réaliser cette enquête par mes reporters et diffuser les informations y relatives sur notre média, nous attirerions les foudres de la présidence de la République, car la Chine est un partenaire très stratégique pour notre pays. Je n'ai pas besoin de vous dire que je n'ai pas été d'accord avec mon chef, parce que mon métier de journaliste m'oblige à dire la vérité au peuple. Mais bon, c'est mon chef, je me suis plié à ses injonctions. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12

à la question n°14 (Responsable d'un média de service public / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les ressources naturelles sont également abondamment évoquées dans nos productions médiatiques... »*
- « *... surtout au sujet du commerce illicite que certains groupes armés en font, avec la complicité de certains citoyens Centrafricains et opérateurs économiques. »*
- « *... les sujets qui ont trait aux catastrophes environnementales dues aux activités des entreprises des pays partenaires de l'État centrafricain comme la Chine, la Russie et la France sont minutieusement évités. »*
- « *... je n'ai pas été d'accord avec mon chef, parce que mon métier de journaliste m'oblige à dire la vérité au peuple. »*
- « *... c'est mon chef, je me suis plié à ses injonctions. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *... lorsque des entreprises chinoises qui exploitent l'or dans la ville de Bozoum dans l'Ouham Pende ont fait l'objet de critiques très acerbes de la part des défenseurs de l'environnement qui les accusent d'avoir pollué les eaux de la rivière Ouham qui traverse ladite localité, j'ai souhaité y envoyer une équipe de reporters afin d'enquêter, mais mon chef hiérarchique s'est farouchement opposé. »*
- « *... si je fais réaliser cette enquête par mes reporters et diffuser les informations y relatives sur notre média, nous attirerions les foudres de la présidence de la République, car la Chine est un partenaire très stratégique pour notre pays. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les sujets concernant le patrimoine naturel sont régulièrement traités dans les médias de service public. Cependant, certains sujets sensibles sont tabous, par exemple la catastrophe environnementale causée par des sociétés minières chinoises aux environs de la ville de Bozoum, dans la préfecture de l'Ouham Pende. La question a été occultée parce que la Chine est un partenaire stratégique pour la République centrafricaine. Cela est contraire aux règles d'éthique et de la déontologie du journalisme, mais c'est la conséquence du contrôle total des médias de service public par le pouvoir exécutif dans ce pays.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°15

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Beh, l'unique canal que j'utilise pour communiquer sur le conflit et les ressources naturelles, c'est le média dans lequel je travaille actuellement. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°15**

(Responsable d'un média de service public / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... l'unique canal que j'utilise pour communiquer sur le conflit et les ressources naturelles, c'est le média dans lequel je travaille actuellement. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias de service public n'utilise que leurs antennes pour réaliser des communications publiques sur le conflit et le patrimoine culturel et naturel Centrafricains.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°16

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« La concertation, en soi, est l'un des meilleurs moyens de résolution des problèmes de la société. Elle a toujours fait ses preuves si les parties prenantes sont de bonne foi. Cela dit, le patrimoine culturel et naturel qui est un bien commun au peuple centrafricain, ne peut qu'en être bien recensé et bien protégé, si tous les enfants de la République se concertent et décident comme un seul homme pour y veiller. Les premiers gardiens de notre faune et flore, ainsi que nos diamants et or restent et demeurent les Centrafricains eux-mêmes. Nous devons nous entendre afin de dénoncer toutes pratiques illégales qui sont de nature à nuire à l'existence de ce patrimoine. Les ressources naturelles sont des biens publics qui appartiennent au peuple centrafricain et il revient donc à ce dernier de décider ce qu'il faudrait en faire. Les citoyens doivent aider le gouvernement à identifier et à protéger ces richesses. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12

**à la question n°16 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La concertation... est l'un des meilleurs moyens de résolution des problèmes de la société. »*
- « *Elle a toujours fait ses preuves si les parties prenantes sont de bonne foi. »*
- « *... le patrimoine culturel et naturel qui est un bien commun au peuple centrafricain, ne peut qu'en être bien recensé et bien protégé, si tous les enfants de la République se concertent et décident comme un seul homme pour y veiller. »*
- « *Les premiers gardiens de notre faune et flore, ainsi que nos diamants et or restent et demeurent les Centrafricains eux-mêmes. »*
- « *Nous devons nous entendre afin de dénoncer toutes pratiques illégales qui sont de nature à nuire à l'existence de ce patrimoine. »*
- « *Les ressources naturelles sont des biens publics qui appartiennent au peuple centrafricain... »*
- « *... il revient donc à ce dernier de décider ce qu'il faudrait en faire. »*
- « *Les citoyens doivent aider le gouvernement à identifier et à protéger ces richesses. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation entre les Centrafricains est un moyen pouvant permettre au gouvernement centrafricain de qualifier et protéger le patrimoine culturel et naturel du pays. Cette concertation peut susciter l'adhésion de la population centrafricaine aux projets relatifs au patrimoine culturel et naturel qui est un bien public.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°12 à la question n°17

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« La médiation qui peut être définie de manière simple comme l'intervention d'une tierce personne en vue d'aider des individus opposés par des différends, à trouver un terrain d'entente, a souvent joué un rôle majeur dans le règlement des conflits dans le monde. Si nous, Centrafricains, n'arrivons pas à résoudre nos problèmes par nous-mêmes, l'intervention d'un médiateur peut nous aider à décanter la situation. En d'autres termes, si les Centrafricains ne s'accordent pas sur la nécessité de barrer la route à ceux qui se livrent au trafic illicite des richesses naturelles de leur pays, eh bien, ils peuvent faire appel à une médiation extérieure. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°12
à la question n°17 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La médiation... a souvent joué un rôle majeur dans le règlement des conflits dans le monde. »*

- « Si nous, Centrafricains, n'arrivons pas à résoudre nos problèmes par nous-mêmes, l'intervention d'un médiateur peut nous aider à décanter la situation. »
- « ... si les Centrafricains ne s'accordent pas sur la nécessité de barrer la route à ceux qui se livrent au trafic illicite des richesses naturelles de leur pays..., ils peuvent faire appel à une médiation extérieure. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également un moyen pouvant aider les Centrafricains à travailler ensemble, en vue de la qualification et de la protection de leur patrimoine culturel et naturel.

Question N° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n° 12 à la question n° 18

(Responsable d'un média de service public / Médias)

« Vivement le retour de la paix en Centrafrique. J'appelle tous les Centrafricains à y travailler sans relâche. La paix ne viendra pas des Nations Unies, ni de qui que ce soit venant de l'extérieur. Tous les partenaires qui interviennent dans la recherche de solutions au conflit centrafricain, ne sont là que pour nous accompagner. Il nous revient, à nous Centrafricains, de nous dépasser, reléguer au second plan nos intérêts personnels et privilégier l'intérêt général afin que la paix revienne dans notre pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 12

**à la question n°18 (Responsable d'un média de service public /
Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Vivement le retour de la paix en Centrafrique. »*
- « *J'appelle tous les Centrafricains à y travailler sans relâche. »*
- « *La paix ne viendra pas des Nations Unies, ni de qui que ce soit venant de l'extérieur. »*
- « *Tous les partenaires qui interviennent dans la recherche de solutions au conflit centrafricain, ne sont là que pour nous accompagner. »*
- « *Il nous revient, à nous Centrafricains, de nous dépasser, reléguer au second plan nos intérêts personnels et privilégier l'intérêt général afin que la paix revienne dans notre pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le retour de la paix en République centrafricaine ne dépend que des Centrafricains eux-mêmes. Les apports de la communauté internationale ne viennent qu'en appoint aux efforts fournis par les Centrafricains.

ENTRETIEN N° 13
(Journaliste indépendant / Médias)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°1

(Journaliste indépendant / Médias)

« Vous savez, ce que nous vivons dans ce pays depuis plusieurs années, est la résultante de la succession d'erreurs commises aussi bien par ceux qui ont présidé aux destinées de la Centrafrique que par la communauté internationale. D'abord pour les gouvernants, ils se sont fait remarquer par la mal gouvernance caractérisée par l'impunité, l'aggravation des inégalités et la marginalisation de nombreuses communautés. Par ailleurs, il y a des régions entières du pays qui ont été totalement ignorées par les régimes qui se sont succédé à la tête de notre pays. Il s'est donc installé une frustration et une défiance d'une part importante de la population centrafricaine vis-à-vis des gouvernants. Les auteurs de détournements massifs de deniers publics n'ont jamais été sanctionnés par la justice qui, de mon point de vue, donne souvent raison aux plus forts politiquement et financièrement. Ceux qui se livrent aux crimes économiques, utilisent les impôts des Centrafricains pour non seulement afficher un train de vie insolent, mais narguer les citoyens que nous sommes. Il y a aussi des régions entières qui n'ont jamais d'hôpitaux dignes de ce nom, ni de routes qui puissent les relier au reste du monde. Bref, il n'y a pas d'infrastructures sur un large pan du pays. Or dans d'autres régions du pays, les écoles, hôpitaux et routes sont construits. Même si ceux-ci ne sont pas aux normes internationales, mais il vaut mieux ça que rien. Les recrutements de fonctionnaires se sont tribalisés et monnayés au grand dam des valeureux fils de familles financièrement moins loties. Je me tourne maintenant vers la communauté internationale qui a aussi une part de responsabilité dans le drame que vit la Centrafrique depuis des décennies. Quand la France apporte son soutien à un régime en place dans notre pays, elle n'est pas très regardante sur la bonne gouvernance. Elle pense seulement à ses intérêts, c'est-à-dire la signature de contrats juteux, le contrôle de l'économie du pays, le contrôle des richesses naturelles

de notre sous-sol. Même si les droits de l'homme sont violés, les fonds publics sont détournés, l'impunité s'est légalisée, Paris reste muette comme une carpe. Ouf! Je passerais le reste de ma vie à vous parler des causes profondes des crises militaro-politiques que vit la Centrafrique, tellement qu'elles sont très nombreuses. Donc si vous voulez, c'est l'ensemble de tout ça qui est l'origine des rebellions et coups d'État qui ont émaillé l'histoire de la Centrafrique depuis son accession à l'indépendance le 13 août 1960. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°1 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... ce que nous vivons dans ce pays..., est la résultante de la succession d'erreurs commises... par ceux qui ont présidé aux destinées de la Centrafrique..., par la communauté internationale. »*
- *« ... pour les gouvernants, ils se sont fait remarquer par la mal gouvernance caractérisée par l'impunité, l'aggravation des inégalités et la marginalisation de nombreuses communautés. »*
- *« ... il y a des régions entières du pays qui ont été totalement ignorées par les régimes qui se sont succédé à la tête de notre pays. »*
- *« Il s'est donc installé une frustration et une défiance d'une part importante de la population centrafricaine vis-à-vis des gouvernants. »*
- *« ... la justice... donne souvent raison aux plus forts politiquement et financièrement. »*
- *« Ceux qui se livrent aux crimes économiques, utilisent les impôts des Centrafricains pour... afficher un train de vie insolent..., narguer les citoyens... »*
- *« Quand la France apporte son soutien à un régime en place dans notre pays, elle n'est pas très regardante sur la bonne gouvernance. »*

- « Elle pense seulement à ses intérêts, ... la signature de contrats juteux, le contrôle de l'économie du pays, le contrôle des richesses naturelles de notre sous-sol. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La mauvaise gouvernance est l'une des causes des crises à répétition que connaît la République centrafricaine depuis son accession à l'indépendance le 13 août 1960. Par ailleurs, un climat de défiance s'est installé entre une part importante de la population centrafricaine dont les régions ont été abandonnées par les différents gouvernants qui se sont succédé à la tête de ce pays. Il s'agit notamment de la partie Nord-Est. La communauté internationale a également une part de responsabilité, car elle n'a pas été suffisamment exigeante en matière de respect des principes de base de la démocratie face aux gouvernants Centrafricains.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°2

(Journaliste indépendant / Médias)

« Je vous ai résumé en quelques lignes, les causes profondes des crises récurrentes aux quelles la Centrafrique est confrontée depuis plusieurs années tout au début de notre entretien. Pour en revenir à la communauté internationale, je vous ai dit qu'elle n'est intéressée que par ses intérêts et

non ceux du peuple centrafricain, victime des conséquences de la mauvaise gouvernance de ses dirigeants. Au lieu d'exiger des différents régimes qui se sont relayés à la tête de notre pays, le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité et la corruption, la communauté internationale n'est intéressée que par le contrôle et le pillage en règle des ressources du sol et du sous-sol de notre pays. La France est la tête de liste des partenaires internationaux de la Centrafrique qui sont complices des souffrances qu'infligent les politiques Centrafricains à leurs concitoyens. Paris, Washington, Pékin et Moscou, pour ne citer que celles-là, ferment les yeux sur les dérives dictatoriales des présidents Centrafricains si ceux-ci les laissent piller le bois, l'or, le diamant et autres ressources premières du pays. Quand les problèmes éclatent, la communauté internationale avec la France en première ligne, se contente de réunir les principaux leaders politiques de notre pays autour d'une table, pour in fine aboutir à la signature d'accords politiques dont personne ne respecte les dispositions. Que d'accords politiques ont été signés sous l'égide de la communauté internationale, mais ils sont restés lettres mortes dans les tiroirs à Bangui. La communauté internationale fait montre d'hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine, car d'un côté elle finance et équipe les groupes armés, de l'autre côté, elle parraine l'organisation de dialogue entre les belligérants dans le but de restaurer la paix dans notre pays. Tout le monde sait en Centrafrique, même les enfants qui sont dans les écoles primaires, savent que c'est la France qui a financé et équipé les rebelles de l'ex-Seleka qui ont renversé le président François Bozize le 24 mars 2013. Tout le monde sait aussi que c'est Paris qui est derrière les groupes armés qui occupaient plus de 80% du territoire centrafricain jusqu'en décembre 2020. Donc si la communauté internationale avait été exigeante, regardante quant au respect scrupuleux des règles de la bonne gouvernance vis-à-vis des présidents Centrafricains, et cessé de soutenir les rebellions, on aurait évité cette énième crise à la Centrafrique. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13

à la question n°2 (Journaliste indépendant / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... la communauté internationale... n'est intéressée que par ses intérêts et non ceux du peuple centrafricain, victime des conséquences de la mauvaise gouvernance de ses dirigeants. »
- « ... la communauté internationale avec la France en première ligne, se contente de réunir les principaux leaders politiques de notre pays autour d'une table, pour in fine aboutir à la signature d'accords politiques dont personne ne respecte les dispositions. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... la communauté internationale n'est intéressée que par le contrôle et le pillage en règle des ressources du sol et du sous-sol... »
- « La France est la tête de liste des partenaires internationaux de la Centrafrique qui sont complices des souffrances qu'infligent les politiques Centrafricains à leurs concitoyens. »
- « Paris, Washington, Pékin et Moscou... ferment les yeux sur les dérives dictatoriales des présidents Centrafricains si ceux-ci les laissent piller le bois, l'or, le diamant et autres ressources premières du pays. »
- « La communauté internationale fait montre d'hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine... »
- « ... elle finance et équipe les groupes armés... »

- « *Tout le monde sait en Centrafrique, même les enfants qui sont dans les écoles primaires, savent que c'est la France qui a financé et équipé les rebelles de l'ex-Seleka qui ont renversé le président François Bozize le 24 mars 2013. »*
- « *Tout le monde sait aussi que c'est Paris qui est derrière les groupes armés qui occupaient plus de 80% du territoire centrafricain jusqu'en décembre 2020. »*

Analyse : L'hypocrisie de la communauté internationale dans la gestion de la crise centrafricaine a encouragé la poursuite des violences. Par exemple, d'un côté, la France finance et équipe les groupes armés et de l'autre côté, elle se positionne en médiatrice entre les belligérants. Paris est accusée d'avoir équipé et financé les rebelles de l'ex-Seleka qui ont renversé le président François Bozize le 24 mars 2013. En définitive, les grandes puissances ne sont intéressées que le patrimoine naturel très riche de la République centrafricaine, c'est pour cette raison qu'elles laissent perdurer les violences en vue de mieux piller les ressources premières.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°3

(Journaliste indépendant / Médias)

« Les violences contre les populations civiles sont le fait des groupes armés et des forces armées centrafricaines et leurs alliés Russes et Rwandais. Par ailleurs, je vous ai déjà dit précédemment que c'est la communauté internationale, au premier rang desquels la France, qui finance et équipe les rebelles. D'où viennent les armes et munitions sophistiquées dont disposent les groupes armés, dès lors que ceux-ci n'en fabriquent pas ? Des armes et munitions que détiennent les rebelles sont de marques Françaises. Personne n'est dupe. Si la communauté internationale décide aujourd'hui de mettre fin

à cette guerre, elle va s'arrêter dans les minutes qui suivent. Elle sait ce qu'il faut faire : ne plus financer et équiper les groupes armés. Elle doit arrêter de jouer au pompier, c'est-à-dire allumer le feu d'un côté et vouloir l'éteindre de l'autre. La communauté internationale doit mettre fin à son hypocrisie en Centrafrique. Par ailleurs, pour que ce conflit se termine, il faudra impérativement que tous ceux qui sont accusés d'avoir commis des crimes de toutes sortes, soient arrêtés et traduits en justice. Aujourd'hui, les bourreaux et les victimes se côtoient dans les rues. Pire encore, les auteurs de crimes odieux sont nommés à des hauts postes de responsabilité et payés avec les impôts du contribuable centrafricain avec la bénédiction de la communauté internationale, la France en tête. Tous les chefs de guerre qui ont été nommés au gouvernement, sont des protégés de Paris. Autre insulte au peuple centrafricain : la France fait actuellement pression sur le président Touadera pour qu'il dialogue avec les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont le coordonnateur est l'ancien président François Bozize. Comment peut-on demander à un président démocratiquement élu par le peuple souverain de s'asseoir autour d'une table avec ceux qui ont assassiné de paisibles citoyens Centrafricains ? Cher Monsieur, permettez-moi de vous poser la question simple suivante : Pourquoi Paris n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont commis les attentats de Charlie Hebdo à Paris ? Pourquoi l'Élysée n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont perpétré les attentats du Bataclan à Paris ? Ces terroristes ont été purement et simplement neutralisés, et c'est normal. Si j'avais une recommandation à faire au président Touadera, ce serait de ne pas accepter de dialoguer avec les criminels du peuple centrafricain qui lui a renouvelé sa confiance en le réélisant pour un nouveau quinquennat. L'usage de la violence légitime par l'État centrafricain, c'est-à-dire que les forces armées centrafricaines, avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, doivent neutraliser tous les groupes armés illégaux qui s'opposent à l'autorité de l'État qui n'est pas négociable, car elle s'impose à tous. Autant Paris n'a pas dialogué avec les assassins du peuple Français, autant l'Élysée doit

cesser ses pressions inadmissibles sur le président Touadera afin qu'il dialogue avec les assassins du peuple centrafricain. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 13 à la question n° 3 (Journaliste indépendant / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les violences contre les populations civiles sont le fait des groupes armés et des forces armées centrafricaines et leurs alliés Russes et Rwandais. »*
- *« D'où viennent les armes et munitions sophistiquées dont disposent les groupes armés, dès lors que ceux-ci n'en fabriquent pas ? »*
- *« Si la communauté internationale décide... de mettre fin à cette guerre, elle va s'arrêter dans les minutes qui suivent. »*
- *« ... pour que ce conflit se termine, il faudra ... que tous ceux qui sont accusés d'avoir commis des crimes de toutes sortes, soient arrêtés et traduits en justice. »*
- *« ... les auteurs de crimes odieux sont nommés à des hauts postes de responsabilité et payés avec les impôts du contribuable centrafricain avec la bénédiction de la communauté internationale, la France en tête. »*
- *« Comment peut-on demander à un président démocratiquement élu... de s'asseoir autour d'une table avec ceux qui ont assassiné de paisibles citoyens Centrafricains ? »*
- *« ... une recommandation... au président Touadera, ... ne pas accepter de dialoguer avec les criminels du peuple centrafricain qui lui a renouvelé sa confiance en le réélisant pour un nouveau quinquennat. »*
- *« L'usage de la violence légitime par l'État centrafricain, ... neutraliser tous les groupes armés illégaux qui s'opposent à l'autorité de l'État... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « Des armes et munitions que détiennent les rebelles sont de marques Françaises. Personne n'est dupe. »
- « ... les bourreaux et les victimes se côtoient dans les rues. »
- « ... la France fait... pression sur le président Touadera pour qu'il dialogue avec les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC)... »
- « Pourquoi Paris n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont commis les attentats de Charlie Hebdo à Paris ? Pourquoi l'Élysée n'a pas dialogué avec les terroristes qui ont perpétré les attentats du Bataclan à Paris ? »
- « Ces terroristes ont été... neutralisés, et c'est normal. »
- « ... Paris n'a pas dialogué avec les assassins du peuple Français, ... l'Élysée doit cesser ses pressions inadmissibles sur le président Touadera afin qu'il dialogue avec les assassins du peuple centrafricain. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Elle (communauté internationale) sait ce qu'il faut faire : ne plus financer et équiper les groupes armés. »
- « Elle doit arrêter de jouer au pompier, c'est-à-dire allumer le feu d'un côté et vouloir l'éteindre de l'autre. »
- « ... les chefs de guerre qui ont été nommés au gouvernement, sont des protégés de Paris. »

Analyse : Si les puissances occidentales dont la France cessent de soutenir les groupes armés, la guerre s'arrêtera en République centrafricaine. La

communauté internationale doit cesser avec son hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine, car d'un côté, elle finance et équipe les rebelles et de l'autre côté, elle joue aux médiateurs. Par ailleurs, l'arrestation et la traduction devant la justice de tous ceux et toutes celles accusés de violations des droits de l'homme, contribueront à la résolution de la crise. La nomination des chefs rebelles à de hautes fonctions dans l'administration centrafricaine où ils sont payés avec les impôts des contribuables, est inacceptable et constitue une prime à l'impunité.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°4

(Journaliste indépendant / Médias)

« Vous savez, les enjeux de l'accord de Khartoum étaient tels que la France et la Russie se livrent une guerre froide bis sans merci en terre centrafricaine. Comme je vous l'avais dit et répété dans mes précédents propos, les partis politiques de l'opposition eux aussi sont majoritairement pro-Français. Or les négociations ayant abouti à la signature du fameux accord dans la capitale soudanaise ont été de bout en bout financées par la Russie, donc celle-ci ne voulait absolument pas de la présence des partis politiques de l'opposition qui ont toujours pris fait et cause pour Paris. Je vous citerai, entre autres, Martin Ziguele, Anicet-Georges Dologuele et Nicolas Tiangaye qui sont tous opposants farouches au régime de Touadera. Donc Moscou a dit qu'il est hors de question de les accepter dans les négociations, car ils n'y défendront que les intérêts de Paris qui sont diamétralement opposés aux siennes. Tout l'agenda et la liste des participants aux négociations ont été décidés par le Kremlin dont l'influence en Centrafrique va grandissante. Paris a remué terre et ciel pour faire participer les protecteurs de ses intérêts à la messe de Khartoum, mais Moscou lui a opposé une fin de non-recevoir claire et nette.

Même l'Union africaine qui a joué les médiateurs n'a fait que de la figuration, car les diplomates mandatés par Moscou avaient le dernier mot. Par ailleurs, Touadera savait que faire participer ses opposants qui sont des pro-Français purs et durs aux négociations de la capitale soudanaise, aurait abouti à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, c'est-à-dire un partage de pouvoir avec l'opposition. Chose que le régime de Bangui n'était pas prêt d'accepter. Mais je pense que le régime de Bangui a commis là une erreur politique monumentale, car l'accord de Khartoum n'a profité qu'aux chefs de guerre. Il a permis à ceux-ci d'accroître leur emprise sur le territoire centrafricain, car jusqu'en fin décembre 2020, les groupes armés occupaient plus de 80 % du territoire centrafricain. Heureusement que l'entrée en scène des Russes et des Rwandais dans les combats aux côtés des forces armées centrafricaines face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement a inversé le rapport de force sur le terrain. Aujourd'hui, selon les sources gouvernementales, l'armée nationale occupe plus de 85 % du territoire centrafricain. Le régime de Bangui aurait dû convier à la table des négociations, les leaders de l'opposition démocratique, car ce sont des politiques chevronnés qui auraient pu proposer des solutions qui auraient arrangé tout le monde. Comment peut-on débattre des questions qui touchent à la vie de la nation centrafricaine sans y associer l'opposition démocratique qui porte la voix d'une partie du peuple ? Les leaders des partis politiques de l'opposition ont une part de responsabilité dans les crises récurrentes que traverse la Centrafrique depuis des décennies. Parmi eux, il y en a qui ont à un moment ou à un autre, présidé aux destinées de notre pays. Et pendant qu'ils étaient aux affaires, ils avaient brillé par la mal gouvernance, l'une des causes de cette longue crise dont le pays peine à en sortir. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°4 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les enjeux de l'accord de Khartoum étaient tels que la France et la Russie se livrent une guerre froide bis... en terre centrafricaine. »
- « ... les négociations ayant abouti à la signature du fameux accord dans la capitale soudanaise ont été... financées par la Russie... »
- « Le régime de Bangui aurait dû convier à la table des négociations, les leaders de l'opposition démocratique, car ce sont des politiques chevronnés qui auraient pu proposer des solutions qui auraient arrangé tout le monde. »
- « Comment... débattre des questions... de la nation centrafricaine sans... l'opposition démocratique qui porte la voix d'une partie du peuple ? »
- « Les leaders des partis politiques de l'opposition ont une part de responsabilité dans les crises récurrentes que traverse la Centrafrique... »
- « Parmi eux, il y en a qui ont... présidé aux destinées de notre pays. »
- « ... pendant qu'ils étaient aux affaires, ils avaient brillé par la mal gouvernance... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... jusqu'en fin décembre 2020, les groupes armés occupaient plus de 80 % du territoire centrafricain. »
- « ... l'entrée en scène des Russes et des Rwandais dans les combats aux côtés des forces armées centrafricaines face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement a inversé le rapport de force... »
- « ... selon les sources gouvernementales, l'armée nationale occupe plus de 85 % du territoire centrafricain. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les partis politiques de l'opposition eux aussi sont majoritairement pro-Français. »
- « ... la Russie... ne voulait absolument pas de la présence des partis politiques de l'opposition qui ont toujours pris fait et cause pour Paris. »
- « Je vous citerai... Martin Ziguele, Anicet-Georges Dologuele et Nicolas Tiangaye qui sont tous opposants farouches au régime de Touadera. »
- « ... Moscou a dit qu'il est hors de question de les accepter dans les négociations, car ils n'y défendront que les intérêts de Paris... diamétralement opposés aux siennes. »
- « ... l'agenda et la liste des participants aux négociations ont été décidés par le Kremlin dont l'influence en Centrafrique va grandissante. »
- « Paris a remué terre et ciel pour faire participer les protecteurs de ses intérêts à la messe de Khartoum, mais Moscou lui a opposé une fin de non-recevoir... »
« Même l'Union africaine qui a joué les médiateurs n'a fait que de la figuration... »
- « Touadera savait que faire participer ses opposants qui sont des pro-Français purs et durs aux négociations de la capitale soudanaise, aurait abouti à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale... un partage de pouvoir avec l'opposition. »
- « Chose que le régime de Bangui n'était pas prêt d'accepter. »
- « ... le régime de Bangui a commis là une erreur politique monumentale... »
- « ... l'accord de Khartoum n'a profité qu'aux chefs de guerre. Il a permis à ceux-ci d'accroître leur emprise sur le territoire centrafricain... »

Analyse : Les partis politiques de l'opposition démocratique centrafricaine, accusés d'être très proches de Paris par Moscou, n'avaient pas participé aux négociations de Khartoum, parce que les Russes qui en avaient assuré le financement s'y étaient opposés. Mais c'était une erreur politique, car les opposants au régime du président Faustin Archange Touadera, défenseurs d'une partie de la population, auraient pu faire des propositions qui auraient amélioré le fond de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Les participants aux négociations de Khartoum, notamment les diplomates de l'Union africaine qui étaient les médiateurs, avaient fait de la figuration car toutes les décisions étaient en dernier ressort par les Russes. Le territoire centrafricain est devenu un terrain où Paris et Moscou se livrent une nouvelle version de la guerre froide.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°5

(Journaliste indépendant / Médias)

« Sur le papier, l'APPR-RCA avait pour objectif, l'arrêt des violences et la pacification du pays. Mais dans les faits, il a tout simplement permis aux groupes armés de renforcer leur présence sur le territoire centrafricain, tout en poursuivant en toute impunité, le juteux trafic illicite des ressources naturelles telles que le diamant, l'or, le bois et le bétail. La France qui est le parrain des groupes armés a demandé à ceux-ci de ne pas déposer les armes, conformément aux dispositions de l'accord de paix, et de continuer à maintenir leur emprise sur les zones riches en matières premières dont Paris a besoin pour son économie. Dans ce chaos, les occidentaux ont continué à piller allègrement les immenses richesses naturelles de ce pays, au grand dam du malheureux peuple centrafricain. Par ailleurs, certains dignitaires du régime de Touadera se sont également adonnés au trafic illicite du diamant, de l'or, du bois et du bétail. En peu de temps, le nombre de

multimillionnaires a été multiplié par N et les nouvelles villas d'un luxe insolent ont poussé comme des champignons dans les faubourgs de Bangui. Je n'oublie pas les grosses berlines neuves, aux vitres teintées, de marques japonaises et allemandes et conduites par les tenants du pouvoir, qui pullulent dans les rues de la capitale centrafricaine. Les Russes, dans la préfecture de la Ouaka sur laquelle Ali Darass, le leader du groupe rebelle Union pour la paix en Centrafrique (UPC) régnait en maître, pillaient eux aussi les mines de diamants et d'or de la localité de Ndassima. Bref, vous comprenez maintenant que personne n'avait absolument aucun intérêt à ce que la rébellion prenne fin, car le chaos entretenu par celle-ci permettait à tout le monde de faire son business et s'enrichir tranquillement au détriment du peuple centrafricain qui meurt de faim en silence. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°5 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Sur le papier, l'APPR-RCA avait pour objectif, l'arrêt des violences et la pacification du pays. »*
- « *... dans les faits, il a... permis aux groupes armés de renforcer leur présence sur le territoire centrafricain, tout en poursuivant en toute impunité, le juteux trafic illicite des ressources naturelles... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *... certains dignitaires du régime de Touadera se sont également adonnés au trafic illicite du diamant, de l'or, du bois et du bétail. »*
- « *... le nombre de multimillionnaires a été multiplié par N et les nouvelles villas d'un luxe insolent ont poussé comme des champignons dans les faubourgs de Bangui. »*

- « ... les grosses berlines neuves, aux vitres teintées, de marques japonaises et allemandes et conduites par les tenants du pouvoir... pullulent dans les rues de la capitale centrafricaine. »
- « ... le chaos... permettait à tout le monde de faire son business et s'enrichir... au détriment du peuple centrafricain qui meurt de faim en silence. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « La France... le parrain des groupes armés a demandé à ceux-ci de ne pas déposer les armes... et de continuer à maintenir leur emprise sur les zones riches en matières premières dont Paris a besoin pour son économie. »
- « Dans ce chaos, les occidentaux ont continué à piller... les immenses richesses naturelles de ce pays... »
- « Les Russes, dans la préfecture de la Ouaka sur laquelle Ali Darass, le leader du groupe rebelle Union pour la paix en Centrafrique (UPC) régnait en maître, pillaient eux aussi les mines de diamants et d'or de la localité de Ndassima. »
- « ... personne n'avait... aucun intérêt à ce que la rébellion prenne fin... »
- « ... le chaos... permettait à tout le monde de faire son business et s'enrichir... »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays pour plusieurs raisons. D'abord les groupes armés n'avaient aucun intérêt à déposer les armes comme ils s'y étaient engagés à Khartoum, car ils s'en servaient pour faire pression sur le gouvernement centrafricain afin d'obtenir des faveurs. Ensuite, les puissances occidentales dont la France qui financent et équipent les rebelles avaient demandé à ceux-ci de ne pas

désarmer leurs troupes et continuer à contrôler les zones où se trouvaient le riche patrimoine naturel centrafricain. Cela avait permis, entre autres à Paris, Moscou et Pékin, de continuer à piller en toute impunité les richesses naturelles du pays. Enfin, certains proches du président Faustin Archange Touadera, les groupes armés et opérateurs économiques ont profité du chaos pour prospérer dans le trafic illicite des ressources naturelles (patrimoine naturel), notamment l'or, diamants, bois et bétail.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°6

(Journaliste indépendant / Médias)

« La CPC est née des affrontements diplomatiques violents qui se déroulent actuellement en Centrafrique entre Paris et Moscou. Le régime de Bangui étant ouvertement pro-russe, Paris voulait empêcher à tout prix la réélection de Touadera afin de placer l'un de ses vassaux au pouvoir. Le premier quinquennat du chef de l'État centrafricain devait se terminer le 30 mars 2021, donc selon la Constitution et le Code électoral Centrafricains, si le premier tour de l'élection présidentielle n'était pas organisé le 27 décembre 2020, il y aurait vacance du pouvoir à partir du 31 mars 2021. À ce moment-là, Touadera n'aurait plus de légitimité, donc il devrait être obligé de mettre en place une transition dont la gestion aurait été partagée avec l'opposition démocratique et les groupes armés. Le maintien de Touadera à la tête de cette transition aurait été conditionné par le départ des Russes de la Centrafrique qui sont des menaces sérieuses pour les intérêts Français. Touadera en bon stratège, a pu décrypter l'agenda caché de Paris à travers ses vassaux que sont les leaders de l'opposition démocratique et les chefs des groupes armés. Il a donc balayé d'un revers de la main, avec le soutien ferme de Moscou, toute idée de report de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020. Face à la fermeté du régime de Bangui, la dernière

cartouche qui restait entre les mains de la France, c'était la lutte armée. Elle a donc ordonné, je dis bien ordonné, aux groupes armés sous le leadership de l'ancien président Bozize dont la candidature à l'élection présidentielle a été invalidée par la Cour constitutionnelle, de former une nouvelle coalition armée le 15 décembre 2020 afin d'empêcher la tenue des élections du 27 décembre 2020 par la force. Rappelez-vous, les rebelles ont brûlé le matériel électoral, c'est-à-dire les urnes, les bulletins de vote et les isolements dans certaines localités de l'intérieur du pays. N'ayant pas obtenu les résultats escomptés, les rebelles de la CPC ont lancé sur Bangui une attaque le 12 janvier 2021 dans le but de s'accaparer du pouvoir par la force, mais c'était sans compter avec la présence des Russes. Huit groupes armés signataires de l'APPR-R sur les quatorze se sont pliés aux injonctions de Paris. Les six autres s'y sont opposés et sont restés fidèles à l'accord de Khartoum. En vertu des accords de défense signés entre la Centrafrique, la Russie et le Rwanda, le président Touadera a fait appel aux forces de ces deux pays pour aider l'armée centrafricaine à repousser les assauts des rebelles. Voilà où nous en sommes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°6 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « À ce moment-là, Touadera n'aurait plus de légitimité... il devrait être obligé de mettre en place une transition dont la gestion aurait été partagée avec l'opposition démocratique et les groupes armés. »
- « Le maintien de Touadera à la tête de cette transition aurait été conditionné par le départ des Russes de la Centrafrique... »
- « ... Russes... des menaces sérieuses pour les intérêts Français. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *Le premier quinquennat du chef de l'État centrafricain devait se terminer le 30 mars 2021... »*
- « *... selon la Constitution et le Code électoral Centrafricains, si le premier tour de l'élection présidentielle n'était pas organisé le 27 décembre 2020, il y aurait vacance du pouvoir à partir du 31 mars 2021. »*
- « *Il (président Touadera) a donc balayé d'un revers de la main, avec le soutien ferme de Moscou, toute idée de report de l'élection présidentielle du 27 décembre 2020. »*
- « *... les rebelles ont brûlé le matériel électoral... dans certaines localités de l'intérieur du pays. »*
- « *N'ayant pas obtenu les résultats escomptés, les rebelles de la CPC ont lancé sur Bangui une attaque le 12 janvier 2021 dans le but de s'accaparer du pouvoir par la force... »*
- « *... mais c'était sans compter avec la présence des Russes. »*
- « *Huit groupes armés signataires de l'APPR-R sur les quatorze se sont pliés aux injonctions de Paris. »*
- « *Les six autres s'y sont opposés et sont restés fidèles à l'accord de Khartoum. »*
- « *En vertu des accords de défense signés entre la Centrafrique, la Russie et le Rwanda, le président Touadera a fait appel aux forces de ces deux pays pour aider l'armée centrafricaine à repousser les assauts des rebelles. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *La CPC est née des affrontements diplomatiques violents... en Centrafrique entre Paris et Moscou. »*

- « *Le régime de Bangui étant ouvertement pro-russe, Paris voulait empêcher à tout prix la réélection de Touadera afin de placer l'un de ses vassaux au pouvoir. »*
- « *Touadera... a pu décrypter l'agenda caché de Paris à travers ses vassaux que sont les leaders de l'opposition démocratique et les chefs des groupes armés. »*
- « *Face à la fermeté du régime de Bangui, la dernière cartouche qui restait entre les mains de la France, c'était la lutte armée. »*
- « *Elle (France) a... ordonné... aux groupes armés sous le leadership de l'ancien président Bozize dont la candidature à l'élection présidentielle a été invalidée par la Cour constitutionnelle, de former une nouvelle coalition armée le 15 décembre 2020 afin d'empêcher la tenue des élections du 27 décembre 2020 par la force. »*

Analyse : La Coalition des patriotes pour le changement (CPC), constituée de huit groupes armés parmi les quatorze qui avaient signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), a été créée à la demande de la France. Celle-ci voulait s'en servir pour empêcher par la force la réélection du président Faustin Archange Touadera et chasser celui-ci du pouvoir, car il a eu l'audace de faire venir en terre centrafricaine, chasse gardée de l'Hexagone, la Russie.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°7
(Journaliste indépendant / Médias)**

« Les forces armées centrafricaines avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais sont bel et bien capables de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain, si les choses continuent de se faire avec le même élan actuel. »

D'ailleurs, les faits le démontrent à suffisance car les nouvelles du terrain nous font comprendre que tous les jours, de nouvelles localités sont reprises aux groupés armés qui prennent la poudre d'escampette dès que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes qu'ils contrôlent. Cependant, les rebelles qui détalent, conservent leurs capacités de nuisance car les villes leur sont reprises quasiment sans combat et ils continuent de vadrouiller avec armes et bagages dans les parages. Souvent, on apprend qu'ils lancent des attaques sporadiques sur les FACA et leurs alliés et se retirent, ce qui s'apparente à de la guérilla difficile à contenir. Ce scénario est très redouté par les stratèges du ministère de la Défense avec lesquels j'ai pu échanger il y a quelques jours. Je suis également inquiet parce qu'il ne suffit pas de reconquérir une ville et croiser les bras ; il faut l'occuper dans la durée et la sécuriser. Or avec l'effectif réduit des FACA et l'immensité du territoire centrafricain qui fait 623 000 km², l'après reconquête des villes par l'armée nationale sera l'équation la plus difficile à résoudre par le professeur de mathématiques au pouvoir à Bangui. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13 à la question n°7 (Journaliste indépendant / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les forces armées centrafricaines avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais sont... capables de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain, si les choses continuent de se faire avec le même élan actuel. »*
- « *... les faits le démontrent à suffisance car les nouvelles du terrain nous font comprendre que tous les jours, de nouvelles localités sont reprises aux groupés armés... »*
- « *... les rebelles qui détalent, conservent leurs capacités de nuisance... »*

- « ... les villes leur sont reprises quasiment sans combat et ils continuent de vadrouiller avec armes et bagages dans les parages. »
- « ... on apprend qu'ils lancent des attaques sporadiques sur les FACA et leurs alliés et se retirent, ce qui s'apparente à de la guérilla difficile à contenir. »
- « Ce scénario est très redouté par les stratèges du ministère de la Défense avec lesquels j'ai pu échanger il y a quelques jours. »
- « Je suis... inquiet parce qu'il ne suffit pas de reconquérir une ville et croiser les bras... il faut l'occuper dans la durée et la sécuriser. »
- « ... avec l'effectif réduit des FACA et l'immensité du territoire centrafricain qui fait 623 000 km², l'après reconquête des villes par l'armée nationale sera l'équation la plus difficile à résoudre... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui des forces Russes et Rwandaises, sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain. Mais le plus difficile à faire, reste et demeure la sécurisation des villes reconquises, car les rebelles livrent maintenant une véritable guérilla qui risque d'être très coûteuse en hommes et en matériels.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n° 13 à la question n° 8

(Journaliste indépendant / Médias)

« Absolument. Le patrimoine naturel composé des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bétail sont en train d'être pillés par les pays occidentaux dont la France, la Russie et les États-Unis. J'ajouterai à cette liste, la Chine qui est particulièrement gourmande dans la consommation des matières premières. Le sous-sol centrafricain est actuellement en train d'être rasé, tourné sens dessus dessous par toutes les puissances présentes sur le sol centrafricain. Je m'en vais vous en donner deux exemples qui vont certainement vous irriter. Les Russes sont détenteurs de plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière avec lesquels ils sont en train d'exploiter à outrance, entre autres, des chantiers de diamants et d'or dans la Lobaye et la Ouaka. Les chinois quant à eux, nantis également des mêmes permis miniers que les Russes, exploitent le diamant et l'or dans l'Ouham Pende et l'Ombella M'Poko. Ces deux puissants exploitent les ressources naturelles de notre pays sans le moindre respect de l'environnement et ce, au vu et au su de nos gouvernants. Les activistes défenseurs de l'environnement qui protestent régulièrement sont l'objet de menaces et de pressions inadmissibles de la part du régime de Bangui. Le bétail, lui aussi, fait l'objet de trafic illicite et très juteux de la part des chefs des groupes armés et de certains tenants du pouvoir en Centrafrique. C'est la même chose avec le bois des forêts de la Lobaye, de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéi qui sont coupés à longueur de journée et convoyés sous forme de grumes par de gros camions par des entreprises Françaises à destination du port de Douala au Cameroun, avant d'être acheminés par bateaux en France. Donc vous voyez, tout notre patrimoine naturel tel que vous l'avez défini est en train de partir en fumée dans cette guerre que les puissances occidentales nous ont imposée. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°8 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... tout notre patrimoine naturel... est en train de partir en fumée dans cette guerre que les puissances occidentales nous ont imposée. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « Les Russes sont détenteurs de plusieurs permis d'exploration et d'exploitation minière avec lesquels ils sont en train d'exploiter... des chantiers de diamants et d'or dans la Lobaye et la Ouaka. »
- « Les Chinois... nantis... des mêmes permis miniers que les Russes, exploitent le diamant et l'or dans l'Ouham Pende et l'Ombella M'Poko. »
- « Ces deux puissants exploitent les ressources naturelles de notre pays sans le moindre respect de l'environnement... au vu et au su de nos gouvernants. »
- « Les activistes défenseurs de l'environnement... sont l'objet de menaces et de pressions inadmissibles de la part du régime de Bangui. »
- « Le bétail... fait l'objet de trafic illicite et très juteux de la part des chefs des groupes armés et de certains tenants du pouvoir en Centrafrique. »
- « C'est la même chose avec le bois des forêts de la Lobaye, de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéï qui sont coupés... et convoyés sous forme de grumes... par des entreprises Françaises... en France. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Le patrimoine naturel composé des ressources naturelles telles que le diamant, l'or et le bétail sont en train d'être pillés par les pays occidentaux dont la France, la Russie et les États-Unis.* »
- « *J'ajouterai... la Chine qui est particulièrement gourmande dans la consommation des matières premières.* »
- « *Le sous-sol centrafricain est... en train d'être rasé, tourné sens dessus dessous par toutes les puissances présentes sur le sol centrafricain.* »

Analyse : Le patrimoine centrafricain est en train d'être pillé par les groupes armés et les puissances telles que la France, la Chine et la Russie qui profitent de l'absence de l'État pour l'exploiter illicitement.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°9

(Journaliste indépendant / Médias)

« *Le patrimoine culturel est un bien commun appartenant à tout le peuple centrafricain, donc son recensement ne peut se faire sans ce dernier. Il faudrait sensibiliser d'abord les Centrafricains sur le fait que ce sont des biens dont la mise en valeur pourrait générer d'importants revenus pour les caisses de l'État. Par exemple, les monuments et vestiges qui font partie du patrimoine culturel, la population peut aider les autorités à pouvoir les localiser avec précision car elle seule sait où ils se trouvent exactement. Ce serait le même scénario pour nos richesses naturelles que sont, entre autres, le diamant, l'or et le bois. Je me souviens quand j'étais tout jeune au lycée, je me rendais chez mes parents dans la Sangha Mbaéré dans les années 80. Mes parents n'ayant pas les moyens financiers pour préparer mes rentrées scolaires, j'étais obligé d'aller travailler dans les chantiers de diamants dont*

l'exploitation se faisait de manière très rudimentaire. Cela me permettait d'avoir le budget nécessaire pour m'acheter mes fournitures scolaires et m'acquitter de mes redevances scolaires. Donc encore une fois, la population peut aider les gouvernants à localiser les endroits où sont enfouis les diamants et l'or qui font l'objet d'exploitation artisanale par les autochtones. Pour me résumer, le gouvernement devrait faire une vraie communication publique à destination de toute la population centrafricaine afin qu'elle l'aide à localiser toutes nos richesses naturelles et culturelles. Par ailleurs, les élus tels que les maires, chefs de villages et députés devraient également être mis à contribution, car ils ont une bonne audience au sein de leurs électors respectifs. Cela fait appel donc à une sorte de communication politique du gouvernement à destination de ces élus. En ce qui concerne les richesses comme le fer, l'uranium et le pétrole, le régime de Bangui peut profiter de la présence de ses alliés Russes et Rwandais qui appuient l'armée nationale à reconquérir les localités jadis occupées par les groupes armés pour faire de l'exploration. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°9 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le patrimoine culturel est un bien commun appartenant à tout le peuple centrafricain... son recensement ne peut se faire sans ce dernier. »*
- *« Il faudrait sensibiliser d'abord les Centrafricains sur le fait que ce sont des biens dont la mise en valeur pourrait générer d'importants revenus pour les caisses de l'État. »*
- *« ... les monuments et vestiges qui font partie du patrimoine culturel, la population peut aider les autorités à pouvoir les localiser avec précision car elle seule sait où ils se trouvent exactement. »*

- « ... la population peut aider les gouvernants à localiser les endroits où sont enfouis les diamants et l'or... »
- « ... le gouvernement devrait faire une vraie communication publique à destination de toute la population centrafricaine afin qu'elle l'aide à localiser toutes nos richesses naturelles et culturelles. »
- « ... les élus tels que les maires, chefs de villages et députés devraient également être mis à contribution, car ils ont une bonne audience au sein de leurs électors respectifs. »
- « Cela fait appel donc à une sorte de communication politique du gouvernement à destination de ces élus. »
- « ... le fer, l'uranium et le pétrole, le régime de Bangui peut profiter de la présence de ses alliés Russes et Rwandais qui appuient l'armée nationale à reconquérir les localités jadis occupées par les groupes armés pour faire de l'exploration. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... quand j'étais tout jeune au lycée, je me rendais chez mes parents dans la Sangha Mbaéré dans les années 80. »
- « Mes parents n'ayant pas les moyens financiers pour préparer mes rentrées scolaires, j'étais obligé d'aller travailler dans les chantiers de diamants dont l'exploitation se faisait de manière très rudimentaire. »
- « Cela me permettait d'avoir le budget nécessaire pour m'acheter mes fournitures scolaires et m'acquitter de mes redevances scolaires. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une bonne communication publique réalisée par le gouvernement centrafricain peut susciter l'adhésion de la population

centrafricaine aux activités de qualification du patrimoine culturel et naturel du pays. Il revient aux autorités gouvernementales de convaincre le public du fait que ce patrimoine est un bien commun et que la contribution de tous est indispensable à sa qualification. En direction des responsables des communes, il est nécessaire de réaliser une communication territoriale pour solliciter leur apport à la qualification du patrimoine culturel et naturel. En ce qui concerne les milieux diplomatiques, notamment russe et Rwandais, le régime de Bangui peut réaliser une communication politique en vue de convaincre leurs États respectifs à apporter leurs contributions à la cartographie de ce patrimoine.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°10

(Journaliste indépendant / Médias)

« La sécurité des biens et des personnes sur l'ensemble du territoire centrafricain relève de la responsabilité des forces de défense et de sécurité. Pour moi, le gouvernement dispose de deux solutions pour protéger les richesses culturelles et naturelles. Tout d'abord, tout le monde sait que l'immensité des ressources naturelles du sol et sous-sol de notre pays fait partie des causes de cette crise que nous connaissons depuis des décennies. Tous ceux qui exploitent illégalement ces richesses doivent être arrêtés, traduits en justice et sanctionnés de manière exemplaire conformément à la loi. Cela dissuaderait les bandits de tout acabit qui se livrent à ce trafic illicite qui ne profite pas au peuple centrafricain. La deuxième option est l'utilisation de la violence légitime. Les groupes armés, en l'état actuel des choses, ne comprennent que le langage des armes que leur imposent actuellement l'armée nationale et des alliés Russes et Rwandais. Pour être plus explicite avec vous sur ce point, il faut que le gouvernement déploie l'armée là où se trouvent nos richesses naturelles afin que celles-ci soient protégées. Je n'en vois pas d'autres possibilités que la violence légitime qui imposerait l'autorité

de l'État partout où il y a nos diamants, notre or, nos bois et nos espèces fauniques victimes de braconnage de la part d'hommes lourdement armés venus souvent des pays limitrophes tels que les deux Soudan, les deux Congo, le Cameroun et le Tchad. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°10 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La sécurité des biens et des personnes... relève de la responsabilité des forces de défense et de sécurité. »*
- *« ... le gouvernement dispose de deux solutions pour protéger les richesses culturelles et naturelles. »*
- *« ... tout le monde sait que l'immensité des ressources naturelles du sol et sous-sol de notre pays fait partie des causes de cette crise... »*
- *« ... ceux qui exploitent illégalement ces richesses doivent être arrêtés, traduits en justice et sanctionnés de manière exemplaire conformément à la loi. »*
- *« Cela dissuaderait les bandits de tout acabit qui se livrent à ce trafic illicite »*
- *« La deuxième option est l'utilisation de la violence légitime. »*
- *« Les groupes armés... ne comprennent que le langage des armes que leur imposent... l'armée nationale et des alliés Russes et Rwandais. »*
- *« ... il faut que le gouvernement déploie l'armée là où se trouvent nos richesses naturelles afin que celles-ci soient protégées. »*
- *« Je n'en vois pas d'autres possibilités que la violence légitime qui imposerait l'autorité de l'État partout où il y a nos diamants, notre or, nos bois et nos espèces fauniques... »*

- « ... nos espèces fauniques... victimes de braconnage de la part d'hommes lourdement armés venus... des deux Soudan, les deux Congo, le Cameroun et le Tchad. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'usage de la violence légitime est la meilleure communication publique et territoriale que le gouvernement centrafricain puisse réaliser afin de protéger le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°11

(Journaliste indépendant / Médias)

« Le trafic illicite encore et toujours à l'ordre du jour de ce conflit. Tous les groupes armés se livrent au trafic de diamants, d'or, du bois et du bétail pour financer l'effort de guerre. Ce sont des activités commerciales qui leur procurent d'importants revenus qu'ils utilisent pour s'acheter des armes et des munitions sur le marché noir, et prendre en charge leurs troupes au front. Ce trafic illicite enrichit énormément les chefs des groupes armés comme Abdoulaye Hissein du FPRC, Ali Darass de l'UPC et Mahamat Alkhatim de l'UPC. Je me souviens avoir lu un article écrit par une consœur d'un quotidien Français qui faisait état de ce que le trafic illicite de diamant et d'or faisait gagner au minimum un million d'euros mensuellement à Ali Darass qui régnait en maître sur les mines de Ndassima situés dans la préfecture de la

Ouaka son fief. Le commerce du bétail également fait empocher d'importants revenus dans la ville de Kaga-Bandoro à Mahamat Alkhatim dans la préfecture Nana Gribizi. Quant aux Anti Balaka, ils s'en mettaient à cœur joie dans le commerce du diamant, de l'or et du bois dans les préfectures de la Sangha Mbaéré et de la Mambéré Kadéi. A cause de ce trafic illicite, tous les chefs des groupes armés sont devenus des multimillionnaires. Mais ils ne sont pas les seuls à se livrer à cette pratique. Certains proches du pouvoir de Bangui et gouvernants, ainsi que des opérateurs économiques expatriés et Centrafricains sont également impliqués dans ce commerce illégal. Donc vous voyez, personne n'a aucun intérêt à ce que cette guerre s'arrête d'autant qu'elle enrichit beaucoup de personnes cachées dans l'ombre au su et au vu des autorités compétentes de notre pays. Les produits illégalement collectés sont écoulés dans les pays limitrophes ou achetés par certaines sociétés occidentales opérant en Centrafrique. Une autre partie de ces ressources est vendue en Europe ou en Asie en transitant par nos voisins. D'un côté le processus de Kimberley interdit l'achat des diamants et or provenant des zones de conflit comme la Centrafrique, de l'autre côté ces mêmes pays membres de ce processus sont les acheteurs de ces pierres précieuses des mains des chefs de guerre. Cela ne m'étonne guerre car la communauté internationale a toujours été hypocrite dans la gestion des conflits qui minent les pays africains. Le cas de la RD Congo qui est juste en face de la capitale de notre pays en est un exemple patent. D'ailleurs ce sont les pays occidentaux qui financent et équipent les groupes armés qui écument les coins et les recoins des villes et villages qui regorgent des richesses premières dont les industries européennes, américaines et asiatiques ont besoin pour fonctionner. Le chaos instauré dans nos pays par les groupes armés est entretenu par les puissances comme la France, les États-Unis, la Russie et la Chine, pour ne citer que celles-là, afin de piller en toute impunité nos richesses naturelles. Il y a toute une litanie de littératures qui ont pu démontrer de manière irréfutable que les smartphones, ordinateurs, téléviseurs, véhicules et avions qui sortent des industries des

grandes puissances que j'ai citées tout à l'heure, ont été fabriqués avec des matières premières venant des pays africains en conflit. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°11 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le trafic illicite encore et toujours à l'ordre du jour de ce conflit. »*
- *« Tous les groupes armés se livrent au trafic de diamants, d'or, du bois et du bétail pour financer l'effort de guerre. »*
- *« Ce sont des activités commerciales qui leur procurent d'importants revenus qu'ils utilisent pour s'acheter des armes et des munitions sur le marché noir, et prendre en charge leurs troupes au front. »*
- *« Ce trafic illicite enrichit énormément les chefs des groupes armés... »*
- *« A cause de ce trafic illicite, tous les chefs des groupes armés sont devenus des multimillionnaires. »*
- *« ... ils ne sont pas les seuls à se livrer à cette pratique. »*
- *« Certains proches du pouvoir de Bangui et gouvernants... des opérateurs économiques expatriés et Centrafricains sont... impliqués dans ce commerce illégal. »*
- *« ... personne n'a aucun intérêt à ce que cette guerre s'arrête..., elle enrichit beaucoup de personnes cachées dans l'ombre... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« ... le trafic illicite de diamant et d'or faisait gagner au minimum un million d'euros mensuellement à Ali Darass... »*
- *« Le commerce du bétail... fait empocher d'importants revenus... à Mahamat Alkhatim... »*

- *« Quant aux Anti Balaka, ils s'en mettaient à cœur joie dans le commerce du diamant, de l'or et du bois... »*
- *« Les produits illégalement collectés sont écoulés dans les pays limitrophes ou achetés par certaines sociétés occidentales opérant en Centrafrique. »*
- *« Une autre partie de ces ressources est vendue en Europe ou en Asie en transitant par nos voisins. »*
- *« ... le processus de Kimberley interdit l'achat des diamants et or provenant des zones de conflit comme la Centrafrique... »*
- *« ... ces mêmes pays membres de ce processus sont les acheteurs de ces pierres précieuses des mains des chefs de guerre. »*
- *« ... une litanie de littératures... ont pu démontrer de manière irréfutable que les smartphones, ordinateurs, téléviseurs, véhicules et avions qui sortent des industries des grandes puissances... ont été fabriqués avec des matières premières venant des pays africains en conflit. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... la communauté internationale a toujours été hypocrite dans la gestion des conflits qui minent les pays africains. »*
- *« Le cas de la RD Congo qui est juste en face de la capitale de notre pays en est un exemple patent. »*
- *« ... ce sont les pays occidentaux qui financent et équipent les groupes armés qui écument les coins et les recoins des villes et villages qui regorgent des richesses premières dont les industries européennes, américaines et asiatiques ont besoin pour fonctionner. »*
- *« Le chaos instauré dans nos pays par les groupes armés est entretenu par les puissances comme la France, les États-Unis, la Russie et la Chine... afin de piller en toute impunité nos richesses naturelles. »*

Analyse : Le commerce illicite du patrimoine naturel centrafricain est pratiqué par plusieurs acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, notamment les groupes armés, la France, la Chine et la Russie. Ces puissances financent et équiper les rebelles qui entretiennent le chaos propice au pillage des ressources naturelles des pays africains. Plus publications d'experts ont pu démontrer que les industries occidentales sont alimentées par des matières premières venant des pays africains en conflits. Les pays riches font montre d'hypocrisie parce qu'ils continuent d'acheter les matières premières illicitement produites dans des pays africains en guerre et dont le processus de Kimberley en a interdit le commerce. Ces pays acheteurs sont pourtant membre de ce processus.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°12

(Journaliste indépendant / Médias)

« Écoutez, au vu de ce qui se déroule actuellement en Centrafrique, il serait difficile à nos enfants de profiter des richesses naturelles du pays d'autant que celles-ci sont allègrement pillées par les groupes armés avec la complicité des pays occidentaux et de nos gouvernants. Si l'État centrafricain souhaite que les générations futures puissent profiter de ces richesses, il faudra qu'elles soient protégées et exploitées avec parcimonie. Si rien n'est fait pour stopper le trafic illicite de nos richesses naturelles par les groupes armés et nos gouvernants corrompus, les générations à venir n'auront aucune chance d'en profiter. L'État doit impérativement redéployer son emprise sur l'ensemble du territoire afin d'empêcher toute exploitation illégale de nos richesses naturelles. Ce redéploiement de l'autorité de l'État passe par la reconquête des villes et villages jadis occupés par les rebelles entretenus par les pays occidentaux au premier rang desquels la France. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°12 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... au vu de ce qui se déroule actuellement en Centrafrique, il serait difficile à nos enfants de profiter des richesses naturelles du pays... »
- « ... celles-ci sont... pillées par les groupes armés avec la complicité des pays occidentaux et de nos gouvernants. »
- « Si l'État centrafricain souhaite que les générations futures puissent profiter de ces richesses, il faudra qu'elles soient protégées et exploitées avec parcimonie. »
- « Si rien n'est fait pour stopper le trafic illicite de nos richesses naturelles par les groupes armés et nos gouvernants corrompus, les générations à venir n'auront aucune chance d'en profiter. »
- « L'État doit impérativement redéployer son emprise sur l'ensemble du territoire afin d'empêcher toute exploitation illégale de nos richesses naturelles. »
- « Ce redéploiement de l'autorité de l'État passe par la reconquête des villes et villages jadis occupés par les rebelles... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

- « ... les rebelles entretenus par les pays occidentaux au premier rang desquels la France. »

Analyse : Il serait quasiment impossible aux générations présentes ni aux générations futures centrafricaines de profiter du patrimoine naturel de leur pays, s'il continue de faire l'objet de trafic illicite de la part des acteurs et non-acteurs du conflit en République centrafricaine. Cela est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que les richesses naturelles profitent aussi bien aux générations actuelles qu'à celles à venir.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°13

(Journaliste indépendant / Médias)

« Le journaliste indépendant que je suis, dénonce régulièrement les exactions perpétrées sur nos paisibles populations tant par les groupes armés que par les FACA et leurs alliés. Le journaliste est le gardien des droits de l'homme, donc je m'insurge tout le temps contre les violences exercées sur les citoyens Centrafricains. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°13 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... je... dénonce... les exactions perpétrées sur nos paisibles populations tant par les groupes armés que par les FACA et leurs alliés. »*
- *« ... je m'insurge tout le temps contre les violences exercées sur les citoyens Centrafricains. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« Le journaliste est le gardien des droits de l'homme... »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'interviewé réalise des communications publiques pour dénoncer les violations des droits de l'homme par les acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°14

(Journaliste indépendant / Médias)

« Vous savez que je suis un défenseur farouche de l'environnement, donc je suis fermement opposé à l'exploitation illicite et non durable de nos richesses naturelles. Cela m'a valu des menaces et des pressions de la part de nos politiques et opérateurs économiques corrompus, mais je ne me tairai jamais. Lorsque des entreprises chinoises qui exploitaient de l'or dans les environs de la ville de Bozoum dans la préfecture de l'Ouham Pendé ont causé des catastrophes environnementales, je n'ai pas été tendre avec les chinois ni avec nos autorités compétentes. En journaliste indépendant, j'écris régulièrement des articles sur ces sujets et les fais publier sur plusieurs médias pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les pratiques mafieuses qui entourent la délivrance des permis miniers et l'exploitation de nos ressources naturelles. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°14 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels

- « ... je suis un défenseur farouche de l'environnement... »
- « ... je suis fermement opposé à l'exploitation illicite et non durable de nos richesses naturelles. »
- « ... j'écris... des articles sur ces sujets et les fais publier sur plusieurs médias pour alerter l'opinion nationale et internationale sur les pratiques mafieuses qui entourent la délivrance des permis miniers et l'exploitation de nos ressources naturelles. » «

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « Cela m'a valu des menaces et des pressions de la part de nos politiques et opérateurs économiques corrompus, mais je ne me tairai jamais. »
- « Lorsque des entreprises chinoises qui exploitaient de l'or dans les environs de la ville de Bozoum dans la préfecture de l'Ouham Pendé ont causé des catastrophes environnementales, je n'ai pas été tendre avec les chinois ni avec nos autorités compétentes. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'intéressé réalise des communications publiques sur le manque de respect de l'environnement de la part des sociétés étrangères qui exploitent les chantiers miniers en République centrafricaine.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°15

(Journaliste indépendant / Médias)

« Tout d'abord, il faut exclure les médias de service public parce qu'ils sont aujourd'hui des instruments de propagande entre les mains du pouvoir exécutif centrafricain. Je n'y fais jamais publier ni diffuser mes articles qui sont généralement très critiques face à la manière dont le pouvoir de Bangui gère le conflit qui mine notre pays depuis plusieurs années. Donc je réalise l'essentiel de mes communications sur les médias privés. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°15 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... il faut exclure les médias de service public parce qu'ils sont aujourd'hui des instruments de propagande entre les mains du pouvoir exécutif centrafricain. »*
- *« Je n'y fais jamais publier ni diffuser mes articles qui sont... très critiques face à la manière dont le pouvoir de Bangui gère le conflit qui mine notre pays depuis plusieurs années. »*
- *« ... je réalise l'essentiel de mes communications sur les médias privés. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« Cela m'a valu des menaces et des pressions de la part de nos politiques et opérateurs économiques corrompus, mais je ne me tairai jamais. »*

- « Lorsque des entreprises chinoises qui exploitaient de l'or dans les environs de la ville de Bozoum dans la préfecture de l'Ouham Pendé ont causé des catastrophes environnementales, je n'ai pas été tendre avec les chinois ni avec nos autorités compétentes. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les média audiovisuels et l'Internet sont mis à profit pour la réalisation de communications publique et territoriale.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°16

(Journaliste indépendant / Médias)

« Bon ! Réunir les enfants de la République autour d'une table pour échanger sur les problèmes de la nation centrafricaine n'a jamais été une mauvaise chose. D'ailleurs dans une famille, quand il y a un problème, il est toujours recommandé de faire asseoir tout le monde autour d'un sage afin de mettre tout le monde d'accord et dégager une solution consensuelle. Il nous a été toujours dit qu'il vaut mieux un arrangement à l'amiable qu'un mauvais procès. Les Centrafricains doivent se concerter en permanence afin d'aplanir leurs différends. Les causes profondes de ce conflit méritent d'être analysées par les citoyens de ce pays eux-mêmes afin d'enterrer définitivement la hache de guerre et enclencher enfin le développement de notre pays aux sols et sous-sol immensément riches. En revanche, ce que je n'aime pas, c'est d'aller dans un pays étranger pour régler nos problèmes internes qui sont des linges sales qui auraient dû être lavés sur le territoire national autour de

nos sages. Mais la quasi-totalité des accords signés entre les Centrafricains ont été négociés et signés à Libreville, Brazzaville, Khartoum, Syrte... Cela nous infantilise. S'il y a concertation dont je crois aux vertus, elle doit se dérouler en Centrafrique. Par ailleurs, le peuple centrafricain est fatigué de ces multiples accords signés et qui n'ont jamais été respectés. Que d'accords ont été signés dans notre pays, mais ils ont tous terminé leur course dans les tiroirs de nos gouvernants. J'espère que le dialogue qui se prépare entre le pouvoir de Bangui et les forces vives de la nation débouchera sur la signature d'un accord dont les termes seront scrupuleusement respectés. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°16 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Réunir les enfants de la République autour d'une table pour échanger sur les problèmes de la nation centrafricaine n'a jamais été une mauvaise chose. »*
- *« une famille, quand il y a un problème, il est toujours recommandé de faire asseoir tout le monde autour d'un sage afin de mettre tout le monde d'accord et dégager une solution consensuelle. »*
- *« ... il vaut mieux un arrangement à l'amiable qu'un mauvais procès. »*
- *« Les Centrafricains doivent se concerter en permanence afin d'aplanir leurs différends. »*
- *« Les causes profondes de ce conflit méritent d'être analysées par les citoyens de ce pays eux-mêmes... »*
- *« ... ce que je n'aime pas, c'est d'aller dans un pays étranger pour régler nos problèmes internes... »*
- *« S'il y a concertation dont je crois aux vertus, elle doit se dérouler en Centrafrique. »*

- « ... le peuple centrafricain est fatigué de ces multiples accords signés et qui n'ont jamais été respectés. »
- « J'espère que le dialogue qui se prépare entre le pouvoir de Bangui et les forces vives de la nation débouchera sur la signature d'un accord dont les termes seront... respectés. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... la quasi-totalité des accords signés entre les Centrafricains ont été négociés et signés à Libreville, Brazzaville, Khartoum, Syrte... Cela nous infantilise. »
- « Que d'accords ont été signés dans notre pays, mais ils ont tous terminé leur course dans les tiroirs de nos gouvernants. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation entre les Centrafricains est l'une des pistes à explorer pour la recherche de solution au conflit en République centrafricaine.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°13 à la question n°17

(Journaliste indépendant / Médias)

« Écoutez, lorsque votre maison prend feu et que les voisins vous offrent leurs bons offices afin d'éteindre l'incendie, cela ne peut que vous arranger. Cependant, il faudrait que ces bons offices se fassent de bonne foi, de

manière désintéressée et dans le respect de votre honneur et dignité. J'ai toujours remarqué que toutes les personnalités étrangères qui se sont autoproclamées médiateurs dans le règlement de nos crises, nous ont toujours considérés comme des enfants. Je crois aux vertus de la médiation aussi, mais que ceux qui offrent leurs bons offices aient un minimum de respect pour notre souveraineté. Toutes les grandes crises que l'histoire du monde a connues se sont toujours terminées autour d'une table et autour d'un médiateur. Il n'y aura pas de dérogation pour la crise centrafricaine. Celle-ci devra forcément se terminer autour d'une table et sous les auspices d'un médiateur national ou international. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°17 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... lorsque votre maison prend feu et que les voisins vous offrent leurs bons offices afin d'éteindre l'incendie, cela ne peut que vous arranger. »
- « ... il faudrait que ces bons offices se fassent de bonne foi, de manière désintéressée et dans le respect de votre honneur et dignité. »
- « Je crois aux vertus de la médiation aussi, mais que ceux qui offrent leurs bons offices aient un minimum de respect pour notre souveraineté. »
- « Toutes les grandes crises que l'histoire du monde a connues se sont toujours terminées autour d'une table et autour d'un médiateur. »
- « Il n'y aura pas de dérogation pour la crise centrafricaine. »
- « Celle-ci devra forcément se terminer autour d'une table et sous les auspices d'un médiateur national ou international. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... toutes les personnalités étrangères qui se sont autoproclamées médiateurs dans le règlement de nos crises, nous ont toujours considérés comme des enfants. »

Analyse : La médiation est également recommandée dans la recherche de solution au conflit centrafricain. Cependant, les médiateurs devraient respecter la souveraineté du peuple centrafricain dans ses choix. Les grandes crises que l'histoire du monde a connues se sont souvent terminées autour d'un médiateur. C'est pour cette raison que le conflit centrafricain n'en serait pas une dérogation.

Question N° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n° 13 à la question n° 18

(Journaliste indépendant / Médias)

« J'aime bien l'une des déclarations phares du Comité international de la Crois rouge (CICR) qui dit ceci : « Même la guerre a des limites ». Il y a un temps pour faire la guerre et un autre pour faire la paix. C'est assez ! Il faut que cette guerre prenne fin en Centrafrique. Si les Centrafricains décident aujourd'hui d'arrêter cette guerre et faire revenir la paix dans leur pays, cela se fera tout de suite. Ce ne sont pas les casques bleus des Nations Unies avec sa mission de maintien de la paix, la MINUSCA, ni l'Union européenne avec sa mission EUTM qui feront restaurer la paix dans notre pays. Ce sont des partenaires qui sont venus nous accompagner dans la recherche de la

paix. Si nous voulons la paix, nous aurons la paix. La paix dépend des Centrafricains eux-mêmes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°13
à la question n°18 (Journaliste indépendant / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... l'une des déclarations phares du Comité international de la Croix rouge (CICR) qui dit ceci : « Même la guerre a des limites ». »
- « Il y a un temps pour faire la guerre et un autre pour faire la paix. »
- « Il faut que cette guerre prenne fin en Centrafrique. »
- « Si les Centrafricains décident... d'arrêter cette guerre et faire revenir la paix dans leur pays, cela se fera tout de suite. »
- « Ce ne sont pas les casques bleus des Nations Unies avec sa mission de maintien de la paix, la MINUSCA, ni l'Union européenne avec sa mission EUTM qui feront restaurer la paix dans notre pays. »
- « Ce sont des partenaires qui sont venus nous accompagner dans la recherche de la paix. »
- « Si nous voulons la paix, nous aurons la paix. »
- « La paix dépend des Centrafricains eux-mêmes. » »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La fin du conflit en République centrafricaine ne dépend que des Centrafricains eux-mêmes. Les apports extérieurs ne sont que des appoints.

ENTRETIEN N° 14

(Journaliste presse électronique / Médias)

Question N°1: Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°1

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Merci beaucoup, avant de répondre à votre question, je suis Saint Clair MAKA, journaliste, directeur de publication du Quotidien Brigade Anti Infox et coordonnateur du Consortium pour la lutte contre la désinformation. Les causes de la crise que connaît la Centrafrique ne datent pas d'aujourd'hui. Normalement, la langue Sango que nous avons en commun devait nous fédérer, mais ce n'est pas du tout le cas. On peut dire que les causes de cette crise sont multiples, en commençant par la fibre ethnique sur laquelle jouent les politiques pour diviser la population. Il y a également la faiblesse de nos institutions qui n'arrivent pas jouer pleinement leur rôle comme l'exige la loi. Il y a aussi la marginalisation d'autres communautés au profit d'autres. A force de marginaliser certains groupes, il y a eu une sorte de frustration qui a engendré un repli sur soi. Les conséquences, c'est que les coups d'État se sont multipliés, de Bokassa à Djotodja en passant par Dacko, Kolingba et Bozize. Mais au temps de Bozize, les choses se sont détériorées davantage à cause de la mal gouvernance qui a fait frustrer beaucoup de Centrafricains. C'est la somme de tous ces problèmes qui a fait que certains hommes politiques ont enrôlé les jeunes victimes de marginalisation et d'inégalité pour les entraîner dans les rebellions. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°1 (Journaliste presse électronique / Médias)
Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... les causes de cette crise sont multiples, en commençant par la fibre ethnique sur laquelle jouent les politiques pour diviser la population. »
- « Il y a également la faiblesse de nos institutions qui n'arrivent pas jouer pleinement leur rôle comme l'exige la loi. »
- « Il y a aussi la marginalisation d'autres communautés au profit d'autres. »
- « ... il y a eu une sorte de frustration qui a engendré un repli sur soi. »
- « Les conséquences, c'est que les coups d'État se sont multipliés, de Bokassa à Djotodja en passant par Dacko, Kolingba et Bozize. »
- « ... au temps de Bozize, les choses se sont détériorées d'avantage à cause de la mal gouvernance... »
- « C'est la somme de tous ces problèmes qui a fait que certains hommes politiques ont enrôlé les jeunes victimes de marginalisation et d'inégalité pour les entraîner dans les rebellions. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La mauvaise gouvernance, la marginalisation d'une partie de la population et la faiblesse des institutions nationales sont les principales causes du conflit en cours en République centrafricaine. Les marginalisés

ont été à chaque fois instrumentalisés par les politiques assoiffés de pouvoir pour créer les rébellions dans ce pays.

Question N°2: Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°2

(Journaliste presse électronique / Médias)

« La population centrafricaine a toujours pensé que la communauté internationale était là pour aider le pays à avancer. Mais malheureusement cette communauté internationale ne met pas l'accent sur la bonne gouvernance qui a ouvert la voie à un laisser-aller. Certains dirigeants avaient des politiques très drastiques, mais la communauté internationale qui est composée des bailleurs de fonds, n'est pas très regardante sur la gestion des financements mis à la disposition des États. La communauté internationale aurait dû conditionner l'octroi des fonds au respect des principes de la bonne gouvernance. Mais on constate souvent que cette communauté internationale n'intervient en Afrique que pour ses intérêts et non ceux de la population. Donc on peut dire que la communauté internationale ne sait pas mettre les garde-fous permettant à la population africaine de s'en sortir. Pour la crise centrafricaine, il fallait rassembler tous les acteurs autour d'une table afin d'aplanir les différends qui les opposent. Mais malheureusement, la communauté internationale a toujours privilégié les palliatifs à court terme et non à long terme aux problèmes Centrafricains. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°2 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La population centrafricaine a toujours pensé que la communauté internationale était là pour aider le pays à avancer. »*
- « *Mais... cette communauté internationale ne met pas l'accent sur la bonne gouvernance qui a ouvert la voie à un laisser-aller. »*
- « *... la communauté internationale qui est composée des bailleurs de fonds, n'est pas très regardante sur la gestion des financements mis à la disposition des États. »*
- « *... cette communauté internationale n'intervient en Afrique que pour ses intérêts et non ceux de la population. »*
- « *... la communauté internationale a toujours privilégié les palliatifs à court terme et non à long terme aux problèmes Centrafricains. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les Centrafricains ont tellement compté sur la communauté internationale qu'ils n'ont rien fait de leur côté pour éviter la crise, encore moins y mettre fin. Ils ne savent que les puissances occidentales ne sont en République centrafricaine que pour leurs intérêts, notamment les ressources naturelles très riches du pays.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n° 14 à la question n° 3

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Le gouvernement centrafricain, sous la médiation de la communauté internationale, a pu signer en février 2019 un accord de paix avec les groupes armés. L'objectif recherché par cet accord de paix était l'arrêt des violences et la restauration de la paix en Centrafrique. Mais malheureusement, les dispositions de cet accord ont été régulièrement violées aussi bien par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés et au su et au vu de la communauté internationale. Plus grave encore, les sanctions prévues dans cet accord n'ont jamais été infligées aux contrevenants, si bien que les groupes armés ont continué à violenter les pauvres populations civiles sans défense. Je pense que si la communauté internationale avait été très ferme dans la mise en œuvre de cet accord de paix, les violences n'auraient pas atteint les niveaux critiques que nous avons connus dans le pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 14 à la question n° 3 (Journaliste presse électronique / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le gouvernement centrafricain... a pu signer en février 2019 un accord de paix avec les groupes armés. »*
- *« L'objectif recherché par cet accord de paix était l'arrêt des violences et la restauration de la paix en Centrafrique. »*
- *« Mais... les dispositions de cet accord ont été régulièrement violées aussi bien par le gouvernement centrafricain que par les groupes armés... »*
- *« ... les sanctions prévues dans cet accord n'ont jamais été infligées aux contrevenants, si bien que les groupes armés ont continué à violenter les pauvres populations civiles sans défense. »*

- « ... si la communauté internationale avait été très ferme dans la mise en œuvre de cet accord de paix, les violences n'auraient pas atteint les niveaux critiques que nous avons connus dans le pays. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le manque de fermeté de la part de la communauté internationale vis-à-vis des signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) a contribué à la détérioration de la situation sécuritaire de ce pays. Si les contrevenants à l'APPR-RCA avaient été sanctionnés par les garants comme le prévoit ledit accord, on aurait évité les nombreuses violations graves de droits de l'homme relevées.

Question N°4: Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°4

(Journaliste presse électronique / Médias)

« C'était une grave erreur de la part du gouvernement centrafricain de n'avoir pas impliqué toutes les forces vives de la nation centrafricaine, en l'occurrence les partis politiques aux négociation ayant abouti à la signature de l'accord politique de paix et de réconciliation en RCA (APPR-RCA). C'est ce qui est reproché aujourd'hui au gouvernement. Un problème qui concerne

toute la nation centrafricaine, on aurait dû impliquer tout le monde, mais malheureusement les partis politiques de l'opposition ont été tous écartés. Le régime en place voulait conforter son pouvoir et éviter un gouvernement d'union nationale. L'idée qui anime les gens, c'est que quand ils arrivent au pouvoir, ils disent que c'est notre tour et il n'est pas question d'associer les autres à la gestion de la chose publique. Les causes profondes de cette crise ne datent pas d'aujourd'hui, comme je l'ai déjà indiqué ci-haut. Les leaders comme Martin Ziguele, Nicolas Tiangaye et Anicet-Georges Dologuele ont tous été Premier ministre et connaissent mieux l'historique de cette crise, donc si on les avait associés aux négociations, ils auraient proposé des solutions pouvant aider à la compréhension de ce qui a poussé les rebelles à prendre les armes. Ils auraient également pu proposer des solutions pouvant empêcher d'autres personnes de prendre encore les armes demain. Mais le gouvernement centrafricain, sous l'égide de la Russie, a préféré faire un regroupement sélectif au bénéfice exclusif des groupes armés en ignorant les partis politiques de l'opposition. Le forum de Bangui avait déjà jeté les bases de cet accord pour que les groupes armés ne puissent plus reprendre les armes, mais malheureusement, ce sont les mêmes groupes armés qui sont revenus. Ils étaient déjà avec François Bozize sous l'étiquette des libérateurs, mais ils sont revenus parce qu'ils disaient être victimes de frustration. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°4 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *C'était une grave erreur de la part du gouvernement centrafricain de n'avoir pas impliqué... les partis politiques aux négociations...* »
- « *Un problème qui concerne toute la nation centrafricaine, on aurait dû impliquer tout le monde...* »

- « ... ils auraient proposé des solutions pouvant aider à la compréhension de ce qui a poussé les rebelles à prendre les armes. »
- « Ils auraient également pu proposer des solutions pouvant empêcher d'autres personnes de prendre encore les armes demain. »
- « ... le gouvernement centrafricain, sous l'égide de la Russie, a préféré faire un regroupement sélectif au bénéfice exclusif des groupes armés... »
- « Le régime en place voulait conforter son pouvoir et éviter un gouvernement d'union nationale. »
- « L'idée qui anime les gens..., quand ils arrivent au pouvoir, ils disent que c'est notre tour et il n'est pas question d'associer les autres à la gestion de la chose publique. »
- « Le forum de Bangui avait déjà jeté les bases de cet accord pour que les groupes armés ne puissent plus reprendre les armes... »
- « Ils (rebelles) étaient déjà avec François Bozize sous l'étiquette des libérateurs, mais ils sont revenus parce qu'ils disaient être victimes de frustration. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : En écartant les partis politiques de l'opposition, sous les pressions de la Russie, le gouvernement centrafricain a commis une erreur politique grave. Les principaux opposants au régime du président Faustin Archange Touadera tels que Martin Ziguele et Anicet-Georges Dologuele sont des anciens premiers ministres et fins connaisseurs de la politique centrafricaine. Si on les avait associés aux négociations, ils auraient pu

proposer des solutions qui auraient certainement amélioré le fond de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Mais la Russie était hostile à leur présence dans les négociations, parce qu'ils étaient accusés d'être trop proches de Paris dont les intérêts étaient diamétralement opposés à ceux de Moscou.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°5

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Comme on dit, le nerf de la guerre c'est l'argent. Cela revient au malheur de la RCA qui est un pays immensément riche, doté d'un sous-sol contenant au moins 471 indices miniers. Il y a de quoi à pousser les groupes armés à ne pas respecter cet accord. Les responsables de ces groupes armés étaient devenus de véritables chefs de guerre dans les localités qu'ils contrôlaient. Ils font fructifier le commerce illicite de diamants, d'or et d'autres richesses naturelles du pays et cela leur faisait gagner beaucoup d'argent si bien qu'ils n'avaient aucun intérêt à mettre fin au conflit. La fin du conflit signifie le retour de l'État dans les zones contrôlées par les groupes armés. Qui dit retour de l'État, dit arrêt du trafic illicite des ressources naturelles. Donc les chefs de guerre ont tout à gagner en entretenant le statu quo, c'est à dire la poursuite de la guerre. Il est très difficile pour un groupe armé qui tire profit de la guerre en exploitant le diamant, l'or et le bois de laisser tomber ses activités et d'aller se contenter de 10 millions de FCFA mis à sa disposition par le gouvernement centrafricain. C'est pour cette raison qu'ils commettent des exactions sur la population afin de faire fuir cette dernière et leur laisser les zones riches en richesses naturelles pour exploitation. Dans l'accord de paix, de vraies sanctions n'ont pas été prévues pour réprimer les violences contre les populations civiles, les garants, c'est à dire la communauté internationale, de cet accord se contentaient seulement de dénoncer les violences commises par les groupes armés. Tout ça, c'est dû à la faiblesse de notre système de défense, avec une armée en déliquescence et sous

sanction des Nations Unies, donc incapable de remplir sa mission de protection des biens et des personnes sur le territoire national. Les groupes armés ne respecteront jamais un gouvernement dont la puissance de feu est nettement inférieure à la leur. En sommes, les groupes armés se sont ligüés pour dire mais nous, nous avons une puissance de feu suffisante, si on respecte l'accord de paix, on va tout arrêter même le commerce des ressources naturelles qui nous fait gagner beaucoup d'argent. C'est pour cette raison qu'ils ont refusé de déposer les armes. Donc le problème des groupes armés, tant que le gouvernement n'aura pas un système de défense fort capable de projeter des hommes sur le terrain, dissuader ou contraindre les rebelles, les rebellions ne s'arrêteront jamais. Tant que le commerce illicite du diamant, de l'or et autres se poursuivra, tant que les frontières terrestres resteront poreuses, tant que les étrangers traverseront pour venir chez nous se fournir en pierres précieuses, malgré que c'est le diamant du sang, les rebellions ont encore de beaux jours devant elles. Normalement, le processus de Kimberley a interdit l'achat des diamants venant de certaines zones occupées par les groupes armés, mais on se rend compte que nos diamants traversent nos frontières, arrivent dans les pays voisins et sont vendus sur le marché international au vu et au su de tout le monde. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°5 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les responsables de ces groupes armés étaient devenus de véritables chefs de guerre dans les localités qu'ils contrôlaient. »*
- *« Ils font fructifier le commerce illicite de diamants, d'or et d'autres richesses naturelles du pays et cela leur faisait gagner beaucoup d'argent... »*
- *« ... ils n'avaient aucun intérêt à mettre fin au conflit. »*

- *« La fin du conflit signifie le retour de l'État dans les zones contrôlées par les groupes armés. »*
- *« Qui dit retour de l'État, dit arrêt du trafic illicite des ressources naturelles. »*
- *« Donc les chefs de guerre ont tout à gagner en entretenant le statu quo, c'est à dire la poursuite de la guerre. »*
- *« Il est très difficile pour un groupe armé qui tire profit de la guerre en exploitant le diamant, l'or et le bois de laisser tomber ses activités... »*
- *« C'est pour cette raison qu'ils commettent des exactions sur la population afin de faire fuir cette dernière et leur laisser les zones riches en richesses naturelles pour exploitation. »*
- *« ... les garants... de cet accord se contentaient seulement de dénoncer les violences commises par les groupes armés. »*
- *« ... c'est dû à la faiblesse de notre système de défense, avec une armée en déliquescence et sous sanction des Nations Unies..., incapable de remplir sa mission de protection des biens et des personnes sur le territoire national. »*
- *« Les groupes armés ne respecteront jamais un gouvernement dont la puissance de feu est nettement inférieure à la leur. »*
- *« ... les groupes armés se sont ligüés pour dire mais nous, nous avons une puissance de feu suffisante... »*
- *« ... si on (groupes armés) respecte l'accord de paix, on va tout arrêter même le commerce des ressources naturelles qui nous fait gagner beaucoup d'argent. »*
- *« Tant que le commerce illicite du diamant, de l'or et autres se poursuivra, tant que les frontières terrestres resteront poreuses, tant que les étrangers traverseront pour venir chez nous se fournir en pierres précieuses, malgré que c'est le diamant du sang, les rebellions ont encore de beaux jours devant elles. »*
- *« ... le processus de Kimberley a interdit l'achat des diamants venant de certaines zones occupées par les groupes armés... »*

- « ... mais on se rend compte que nos diamants traversent nos frontières... et sont vendus sur le marché international au vu et au su de tout le monde. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) est synonyme de l'arrêt du conflit. Or les groupes armés n'avaient aucun intérêt à ce que le conflit s'arrête en République centrafricaine, car ils profitent de l'absence de l'État dans les zones qu'ils occupent pour exploiter illicitement les ressources naturelles (patrimoine naturel) de ce pays. Cette exploitation illicite dont les produits sont vendus aux puissances occidentales dont la France, pourtant membre du processus de Kimberley, procure d'importants revenus aux groupes armés. Le processus de Kimberley a interdit l'achat des ressources naturelles dont le diamant et l'or produits, produites dans les pays en conflit comme la République centrafricaine. Par ailleurs, le gouvernement centrafricain n'avait aucun moyen de coercition à opposer aux groupes armés dont la puissance de feu était supérieure à celle de l'armée nationale.

**Question N°6: Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ?
Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?**

**Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°6
(Journaliste presse électronique / Médias)**

« La création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) est la résultante de ces frustrations que j'ai déjà évoquées tout à l'heure. Le fait que le gouvernement ait traité seulement avec quelques groupes armés en laissant de côté les partis politiques de l'opposition et d'autres acteurs importants de la vie politique du pays, est également à la source de la création de cette nouvelle coalition. Le gouvernement centrafricain est tombé dans son propre piège, car il se rend complice des exactions des groupes armés en essayant de gérer cette crise avec eux. Il y a eu des promesses non tenues du côté du gouvernement et des chefs rebelles. La formation de certains éléments des groupes armés pour les intégrer dans les forces armées centrafricaines (FACA), n'a pas produit les résultats escomptés. Il aurait pu avoir un accompagnement de la part du gouvernement au bénéfice des éléments des groupes rebelles formés, mais rien n'y a été fait. Par exemple, le gouvernement a promis aux chefs rebelles qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec leurs grades de généraux, mais cette promesse n'a jamais été tenue par le pouvoir en place. La présence de la Russie en Centrafrique n'a pas rencontré l'agrément des groupes armés, car ceux-ci estiment que c'est une manière de transposer leur problème dans un autre pays étranger. Les groupes armés ont toujours traité les instructeurs Russes qui forment les FACA de mercenaires, donc leur présence sur le territoire centrafricain pourrait gravement nuire à leurs intérêts. Le gouvernement a également promis des postes de responsabilité aux chefs des groupes armés, mais cela n'a pas été fait. Il y a frustration parce que des politiques ont également sauté sur l'occasion. L'ancien président François Bozizé a reconnu être le coordonnateur de la CPC et cela a ragailardi les éléments de celle-ci. Les rebelles ont dit que le gouvernement a détourné des projets destinés à leurs régions d'origine pour les redéployer dans d'autres régions, donc du coup ils ne sont pas d'accord. Notamment les chefs rebelles ont affirmé que le gouvernement ne s'occupe pas des populations de religion musulmane se trouvant dans les zones sous le contrôle des groupes armés. C'est l'un des reproches que l'Union pour la paix Centrafrique (UPC) de Monsieur Ali Darass a fait au régime de Bangui. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 14 à la question
n°6 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) est la résultante de... frustrations... »*
- *« Le fait que le gouvernement ait traité seulement avec quelques groupes armés... est également à la source de la création de cette nouvelle coalition. »*
- *« L'ancien président François Bozizé a reconnu être le coordonnateur de la CPC »*
- *« Le gouvernement centrafricain est tombé dans son propre piège... »*
- *« ... il se rend complice des exactions des groupes armés en essayant de gérer cette crise avec eux. »*
- *« Il y a eu des promesses non tenues du côté du gouvernement et des chefs rebelles. »*
- *« La formation de certains éléments des groupes armés pour les intégrer dans les forces armées centrafricaines (FACA), n'a pas produit les résultats escomptés. »*
- *« ... le gouvernement a promis aux chefs rebelles qu'ils seraient intégrés dans l'armée nationale avec leurs grades de généraux, mais cette promesse n'a jamais été tenue par le pouvoir en place. »*
- *« La présence de la Russie en Centrafrique n'a pas rencontré l'agrément des groupes armés... »*
- *« Les groupes armés ont toujours traité les instructeurs Russes qui forment les FACA de mercenaires... »*
- *« ... leur présence sur le territoire centrafricain pourrait gravement nuire à leurs intérêts (groupes armés). »*

- « Les rebelles ont dit que le gouvernement a détourné des projets destinés à leurs régions d'origine pour les redéployer dans d'autres régions... »
- « ... les chefs rebelles ont affirmé que le gouvernement ne s'occupe pas des populations de religion musulmane se trouvant dans les zones sous le contrôle des groupes armés. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Selon cet interviewé, la création de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), composée de huit groupes armés sur les quatorze ayant signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), est la résultante de nombreuses frustrations issues de promesses non tenues par le gouvernement centrafricain. En réalité, la CPC a été créée à la demande de la France qui voulait s'en servir pour punir le président Faustin Archange Touadera qui a eu l'audace de faire venir sur le sol centrafricain, la Russie. Paris voulait utiliser la CPC pour empêcher par la force la réélection du président Touadera, mais le projet a échoué.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

**Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°7
(Journaliste presse électronique / Médias)**

« C'est difficile parce que la République centrafricaine c'est 622 000 km², avec l'effectif actuel des FACA qui est très réduit, la reconquête du territoire national sera compliquée. Même avec l'arrivée des alliés Russes et Rwandais, l'effectif de l'armée nationale ne dépasse pas trente mille hommes. Si on prend l'exemple du Tchad, l'armée compte plus de soixante mille hommes. L'armée nationale étant sous embargo, ne pourra pas recouvrer l'intégralité du territoire national. On a pu remarquer que les villes qui ont été reprises aux rebelles, l'ont été presque sans combat. Les rebelles, dès qu'ils apprennent que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes, prennent la fuite afin d'éviter les confrontations directes, mais ils se volatilisent dans la nature tout en gardant leurs équipements. Il y aura une guerre d'usure, c'est à dire que les groupes armés vont opter pour une méthode de guérilla comme au temps des zaraguina. On se souvient du convoi du Pasteur Guerekoyame qui a été attaqué par les hommes de la CPC sur l'axe Bambari – Bria, où des véhicules du serviteur de Dieu ont été incendiés et ceux de ravitaillement des FACA aussi par des hommes en armes. Donc déjà, nous sommes dans une guerre d'usure. Normalement, quand on conquiert une ville, il faudrait y déployer un contingent pour la protéger, mais par manque d'effectif, seulement une poignée de soldats prend en charge la sécurité de ladite ville. Rien que l'UPC et les 3R dépassent largement cinquante mille hommes. C'est vrai l'arrivée des alliés Russes et Rwandais est une bouffée d'oxygène pour le pays en matière sécuritaire, mais il faudrait aussi s'entendre avec les pays voisins pour sécuriser les frontières communes. Car les étrangers qui composent les groupes armés en Centrafrique, viennent de ces pays voisins. Ils commettent des exactions sur le territoire national et s'enfuient pour aller se cacher dans leurs pays respectifs. Sans cette entente avec les pays voisins, ce serait comme si on essayait de bloquer l'eau avec une passoire. Le gouvernement se contenterait seulement de sécuriser la ville de Bangui, même le corridor Bangui – Garoua Mboulai serait en insécurité car l'on ne pourra pas mettre un soldat dans chaque coin de la route. On ne peut non plus sécuriser ce pays sans passer par le dialogue, car les groupes armés vont rester avec

leur colère en eux et imposer une guérilla au détriment de la population. On a déjà commencé à assister à cela, avec des convois de marchandises en provenance du Cameroun être attaqués par les éléments de la CPC. Même si on arrive à récupérer leurs armes, ils vont toujours s'en procurer car ils en ont les moyens financiers. Les revenus que génère l'exploitation illicite des puits de diamants et d'or dans les zones qu'ils contrôlaient, sont largement suffisants pour s'acheter des armes et des munitions. Depuis plus cinq ans, les groupes armés exploitent les ressources naturelles et se sont beaucoup enrichis, donc ce n'est pas en quelques jours que l'on va mettre fin aux activités florissantes des chefs de guerre. Récupérer une kalachnikov ne signifie pas détruire les rébellions. On a vu comment ce genre de crise en Colombie. Les rebelles ont accepté eux-mêmes de déposer les armes et se sont assis autour d'une table de négociation avec le régime en place. Donc tant que n'aura pas résolu le problème centrafricain par le dialogue entre les Centrafricains, tout ce qu'on est en train de faire ne serait que peine perdue. On va continuer à ramener le peuple dans un cycle de violences, car les groupes armés sont expérimentés dans leurs activités violentes et en tirent d'énormes profits. Cela fait déjà plus de cinq ans qu'ils sont dans la brousse, donc ce n'est pas rester encore cinq ans encore dans le maquis qui va les décourager, surtout que ça leur profite. C'est une bonne chose que les alliés Russes et Rwandais soient là, mais le gouvernement doit prôner le dialogue sans pour autant exclure qui que ce soit. Sans le dialogue avec l'ensemble des acteurs de la crise, on ne va pas régler le problème. Quand on dialogue seulement avec ceux qui sont à Bangui tout en mettant de côté les hommes en armes qui sont dans les provinces, on ne va pas régler le problème. Il faut dialoguer avec ceux qui ont pris les armes aussi afin de ramener la paix au pays. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 14 à la question

n° 7

(Journaliste presse électronique / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... la République centrafricaine c'est 622 000 km², avec l'effectif actuel des FACA qui est très réduit, la reconquête du territoire national sera compliquée. »
- « L'armée nationale étant sous embargo, ne pourra pas recouvrer l'intégralité du territoire national. »
- « Les rebelles, dès qu'ils apprennent que les FACA et leurs alliés s'approchent des villes, prennent la fuite afin d'éviter les confrontations directes, mais ils se volatilisent dans la nature tout en gardant leurs équipements. »
- « Il y aura une guerre d'usure... les groupes armés vont opter pour une méthode de guérilla... »
- « ... quand on conquiert une ville, il faudrait y déployer un contingent pour la protéger... »
- « ... l'arrivée des alliés Russes et Rwandais est une bouffée d'oxygène pour le pays en matière sécuritaire... »
- « ... il faudrait aussi s'entendre avec les pays voisins pour sécuriser les frontières communes. »
- « ... les étrangers qui composent les groupes armés en Centrafrique, viennent de ces pays voisins. »
- « Les revenus que génère l'exploitation illicite des puits de diamants et d'or dans les zones qu'ils contrôlaient, sont largement suffisants pour s'acheter des armes et des munitions. »
- « ... ce n'est pas en quelques jours que l'on va mettre fin aux activités florissantes des chefs de guerre. »
- « Sans le dialogue avec l'ensemble des acteurs de la crise, on ne va pas régler le problème. »
- « Il faut dialoguer avec ceux qui ont pris les armes aussi afin de ramener la paix au pays. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Avec l'appui des forces Russes et Rwandaises, les forces armées centrafricaines (FACA) sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain, contrairement à ce qu'a affirmé cet interviewé. Cependant, les groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), mènent une guérilla qui reste d'être très coûteuse en hommes et en matériels aux FACA. Par ailleurs, il serait contreproductif de la part du gouvernement centrafricain de dialoguer avec les rebelles de la CPC qui sont accusés de nombreuses violations des droits de l'homme. Ils doivent être traduits en justice afin de répondre de leurs actes.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°8

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Oui le conflit met le patrimoine, nos richesses en péril. On a vu des maisons incendiées par les rebelles qui ne respectent aucune règle en matière de la guerre. Certains groupes armés ne connaissent pas l'importance du patrimoine culturel, mais en ce qui concernent le patrimoine naturel tel que

vous l'avez défini, je l'ai déjà dit, les violences entre les FACA appuyées par leurs alliés et les groupes armés, détruisent ces richesses. Comment faire pour sécuriser le patrimoine, eh bien le gouvernement devra parler avec tous les acteurs du conflit afin de solliciter leur contribution aux efforts de protection de ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. Mais tant qu'on ne fera pas comprendre à ces groupes armés que le patrimoine appartient à tous et que tout le monde est appelé à contribuer à sa protection, ce sera difficile. Il est à noter qu'il n'y a pas que les rebelles qui mettent en péril le patrimoine culturel et naturel, les forces régulières et leurs alliés Russes et Rwandais en font autant. Le gouvernement devrait déployer une équipe indépendante et neutre sur le terrain afin de répertorier d'abord le patrimoine culturel et naturel, et ensuite sensibiliser les acteurs et toutes les populations sur l'intérêt de la préservation de ces richesses communes. Il faudrait communiquer suffisamment tout autour de ce patrimoine, en organisant des missions de terrain, car la télévision nationale ne couvre pas l'ensemble du territoire centrafricain, les radios non plus. Il n'y a que les grandes villes qui sont desservies par les stations de radiodiffusion sonore qui sont essentiellement communautaires. Il faudrait mettre à contribution les chefs de villages et les chefs des groupes armés. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°8 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... le conflit met le patrimoine, nos richesses en péril. »
- « ... les violences entre les FACA appuyées par leurs alliés et les groupes armés, détruisent ces richesses. »
- « ... le gouvernement devra parler avec tous les acteurs du conflit afin de solliciter leur contribution aux efforts de protection de ce patrimoine qui est un bien commun... »

- « Il est à noter qu'il n'y a pas que les rebelles qui mettent en péril le patrimoine culturel et naturel, les forces régulières et leurs alliés Russes et Rwandais en font autant. »
- « Le gouvernement devrait déployer une équipe indépendante et neutre sur le terrain afin de répertorier d'abord le patrimoine culturel et naturel... »
- « ... sensibiliser les acteurs et toutes les populations sur l'intérêt de la préservation de ces richesses communes. »
- « ... communiquer suffisamment tout autour de ce patrimoine, en organisant des missions de terrain... »
- « Il faudrait mettre à contribution les chefs de villages et les chefs des groupes armés. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les affrontements qui opposent les forces armées centrafricaines (FACA), appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, avec les groupes armés mettent en péril le patrimoine culturel et naturel centrafricain. L'absence de l'État dans les zones contrôlées par les rebelles fait le lit au commerce illicite du patrimoine naturel constitué, entre autres, de diamants, or, bois et bétail d'une rare richesse.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°9

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Cela devrait également se faire à travers la sensibilisation d'abord de tous les acteurs de la crise, puis de l'ensemble de la population centrafricaine. Il faudrait expliquer aux chefs des groupes armés que le patrimoine culturel peut générer des devises importantes pour la République centrafricaine, à travers le tourisme. Par exemple, expliquer aux acteurs en quoi le monument de Boganda peut-il être une source de revenue pour le pays, car on peut rendre leur visite payante aux touristes aussi bien étrangers que nationaux. Un autre exemple est celui des monolithes de la ville de Bouar qui peuvent rapporter des devises à la municipalité, grâce au tourisme. Tout cela fait appel à la sensibilisation des populations à travers la télévision et la radio qui sont des médias de masse. On peut également mettre à contribution les réseaux numériques où on peut poster les photos et vidéos du patrimoine culturel et naturel pour l'information des personnes qui auraient l'intention de les visiter. Par contre, pour le patrimoine naturel, c'est un peu compliqué, car les groupes armés tirent profit du trafic illicite qu'ils en font. Je pense que le manque de protection de nos richesses naturelles est également à l'origine de la crise que nous connaissons depuis plusieurs années. Le gouvernement devra faire de la sécurité du patrimoine naturel une priorité, car les diamants qui sont produits dans les zones sous le contrôle des groupes armés sont considérés comme des diamants du sang, donc susceptibles de ne pas être vendus sur le marché international. Tant qu'il n'y aura pas la paix dans le pays, il risquera toujours de brader nos diamants. Cette communication ne devra pas se limiter seulement à Bangui, car ici on peut facilement se servir de la télévision et de la radio pour s'adresser à la population, mais en provinces, les choses sont un peu compliquées, car les villes de l'arrière-pays ne sont toutes couvertes par les médias de service public. En provinces, la

majorité de la population centrafricaine est analphabète et donc il faudrait sensibiliser en langue Sango qui est comprise sur toute l'étendue du territoire national. La sensibilisation peut se faire à travers des spots télévisés et/ou radiodiffusés en expliquant clairement l'importance du patrimoine tant pour les générations présentes que pour les générations futures. Les richesses du sol et du sous n'appartiennent pas seulement aux générations actuelles, elles appartiennent aussi aux générations à venir. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°9 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Cela devrait... se faire à travers la sensibilisation... de tous les acteurs de la crise, puis de l'ensemble de la population centrafricaine. »*
- *« ... expliquer aux acteurs en quoi le monument de Boganda peut-il être une source de revenue pour le pays... »*
- *« On peut également mettre à contribution les réseaux numériques où on peut poster les photos et vidéos du patrimoine culturel et naturel pour l'information des personnes qui auraient l'intention de les visiter. »*
- *« Le gouvernement devra faire de la sécurité du patrimoine naturel une priorité, car les diamants qui sont produits dans les zones sous le contrôle des groupes armés sont considérés comme des diamants du sang... »*
- *« Cette communication ne devra pas se limiter seulement à Bangui... »*
- *« ... en provinces, les choses sont un peu compliquées, car les villes de l'arrière-pays ne sont toutes couvertes par les médias de service public. »*

- « *En provinces, la majorité de la population centrafricaine est analphabète et donc il faudrait sensibiliser en langue Sango qui est comprise sur toute l'étendue du territoire national. »*
- « *La sensibilisation peut se faire à travers des spots télévisés et/ou radiodiffusés en expliquant clairement l'importance du patrimoine tant pour les générations présentes que pour les générations futures. »*
- « *Les richesses du sol et du sous n'appartiennent pas seulement aux générations actuelles, elles appartiennent aussi aux générations à venir. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La sensibilisation de l'ensemble de la population centrafricaine, dont les responsables des collectivités, à travers une communication publique et territoriale réalisée par le gouvernement centrafricain est essentielle pour la qualification du patrimoine culturel et naturel du pays. Compte tenu du niveau très faible d'éducation de la majorité de la population centrafricaine, il serait souhaitable que cette communication publique et territoriale se fasse en Sango, la langue nationale du pays. Les canaux à mettre en avant à cause de leur grande audience, ce sont la télévision et la radio. Mais l'Internet reste et demeure l'un des nouveaux moyens pour communiquer avec l'intelligentsia centrafricaine.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°10

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Comme je l'ai dit tantôt, le gouvernement devra tout d'abord expliquer au public en quoi il est indispensable de protéger notre patrimoine, car il est constitué de richesses qui appartiennent à tout le peuple centrafricain. Le meilleur moyen de le faire, reste et demeure la sensibilisation en utilisant les médias de masse que sont la télévision et la radio. Pour les acteurs du conflit, il faudrait se mettre autour d'une table et parler de ce patrimoine. Il appartient au gouvernement d'organiser cette rencontre à laquelle devrait participer tout le monde sans exclusive. Il revient au pouvoir en place de mobiliser les politiques, religieux, non religieux, défenseurs de l'environnement, défenseurs des droits de l'homme, collectivités territoriales et autres dans le but de gagner l'adhésion de tout le monde concernant la nécessité de la protection du patrimoine. Cependant, le pouvoir ne devrait pas hésiter d'utiliser la violence légitime pour protéger ce patrimoine face aux personnes qui seraient tentées de se mettre en marge du dialogue. Je pense que le fait que les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais reprennent les zones minières par la force d'entre les mains des groupes armés, est également une manière de communiquer. Pour me résumer, la communication du gouvernement centrafricain relative à la protection du patrimoine naturel et culturel devrait allier sensibilisation, dialogue et violence légitime. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14 à la question n°10 (Journaliste presse électronique / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... le gouvernement devra tout d'abord expliquer au public en quoi il est indispensable de protéger notre patrimoine, car il est constitué de richesses qui appartiennent à tout le peuple centrafricain. »
- « Le meilleur moyen de le faire, reste et demeure la sensibilisation en utilisant les médias de masse que sont la télévision et la radio. »
- « Pour les acteurs du conflit, il faudrait se mettre autour d'une table et parler de ce patrimoine. »
- « Il revient au pouvoir en place de mobiliser les politiques, religieux, non religieux, défenseurs de l'environnement, défenseurs des droits de l'homme, collectivités territoriales... dans le but de gagner l'adhésion de tout le monde concernant la nécessité de la protection du patrimoine. »
- « ... le pouvoir ne devrait pas hésiter d'utiliser la violence légitime pour protéger ce patrimoine... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... le fait que les FACA et leurs alliés Russes et Rwandais reprennent les zones minières par la force d'entre les mains des groupes armés, est également une manière de communiquer. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain nécessite deux types de communications. Il s'agit tout d'abord de la réalisation d'une communication publique et territoriale en direction de la population et des responsables des collectivités. Ensuite, l'usage de la violence légitime par le truchement des forces de défense et de sécurité

paraît être l'une des communications auxquelles le gouvernement centrafricain pourrait faire appel.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°11

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Notre organe de presse a enquêté et écrit plusieurs articles sur le trafic illicite des ressources naturelles, notamment du diamant, de l'or, du bétail et des espèces fauniques protégées par les groupes armés. C'est le cas de l'UPC d'Ali Darass dans la préfecture de la Ouaka, du FPRC dans la préfecture du Bamingui Bangoran et des Anti Balaka dans la Sangha Mbaéré et la Mambéré Kadéi. Mais nos reporters ont également pu remarquer que certains contingents de la MINUSCA se livrent, en violation de leur mandat, au commerce de diamants et d'or dans les zones où ils interviennent pour protéger les populations civiles. Certains proches ou tenants du pouvoir à Bangui s'adonnent aussi au trafic illicite de ces richesses minières. Les diamants et l'or extraits du sous-sol centrafricain sont vendus dans les pays voisins tels que le Cameroun, Tchad, RD Congo et Soudan, ou bien ils transitent par ces mêmes pays à destination du marché international, c'est à dire Dubaï, Anvers et autres grandes villes occidentales. Certains trafiquants illégaux Centrafricains ou étrangers installés à Bangui, se rendent dans les zones occupées par les groupes armés, achètent les pierres précieuses des mains des chefs de guerre et les revendent sur place dans la capitale centrafricaine. Pour mettre fin à ce trafic illicite qui ne profite pas au Trésor public centrafricain, le régime de Bangui devrait tout d'abord commencer par traduire en justice tous ceux et toutes celles qui le pratiquent. Ensuite, utiliser la force pour protéger fermement les zones dotées de richesses du sol et du sous-sol. Les contrôles au niveau des frontières terrestres et aériennes doivent être renforcés, car les trafiquants illégaux de nos ressources naturelles utilisent toutes les voies pour faire sortir leurs

produits du pays. Certains ont été appréhendés au niveau de l'aéroport de Bangui M'Poko, d'autres à la frontière avec le Cameroun, et d'autres encore au bord de la rivière Oubangui en tentant de traverser vers la RD Congo ou en descendant le cours d'eau pour se rendre au Congo Brazzaville. C'est ce trafic illicite du patrimoine naturel qui enrichit le plus les groupes armés, donc si on les empêche de le pratiquer, on aurait ainsi tari l'une de leurs sources importantes de revenus. C'est ça qui permet aux groupes armés d'avoir les fonds nécessaires à l'achat d'armes et de munitions sur le marché noir. Nous avons ouvert des rubriques dans les colonnes de notre journal pour en parler afin d'interpeller les autorités sur cette pratique illégale qui ne profite pas au peuple centrafricain, en ce sens qu'elle alimente la guerre et fait perdre des revenus importants aux caisses de l'État. Les richesses du sol et du sous-sol sont au nombre des causes de la guerre en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°11 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Notre organe de presse a enquêté et écrit plusieurs articles sur le trafic illicite des ressources naturelles... par les groupes armés. »*
- « *... nos reporters ont également pu remarquer que certains contingents de la MINUSCA se livrent, en violation de leur mandat, au commerce de diamants et d'or dans les zones où ils interviennent... »*
- « *Certains proches ou tenants du pouvoir à Bangui s'adonnent aussi au trafic illicite de ces richesses minières. »*
- « *Les diamants et l'or extraits du sous-sol centrafricain sont vendus dans les pays voisins tels que le Cameroun, Tchad, RD Congo et Soudan, ou bien ils transitent par ces mêmes pays à destination du marché international... »*

- « *Pour mettre fin à ce trafic illicite..., le régime de Bangui devrait... traduire en justice tous ceux et toutes celles qui le pratiquent. »*
- « *... utiliser la force pour protéger fermement les zones dotées de richesses du sol et du sous-sol. »*
- « *Les contrôles au niveau des frontières terrestres et aériennes doivent être renforcés, car les trafiquants illégaux de nos ressources naturelles utilisent toutes les voies pour faire sortir leurs produits du pays. »*
- « *C'est ce trafic illicite du patrimoine naturel qui enrichit le plus les groupes armés... »*
- « *... si on les empêche de le pratiquer, on aurait ainsi tari l'une de leurs sources importantes de revenus. »*
- « *C'est ça qui permet aux groupes armés d'avoir les fonds nécessaires à l'achat d'armes et de munitions sur le marché noir. »*
- « *Nous avons ouvert des rubriques dans les colonnes de notre journal pour en parler afin d'interpeller les autorités sur cette pratique illégale... »*
- « *Les richesses du sol et du sous-sol sont au nombre des causes de la guerre en Centrafrique. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *Certains trafiquants illégaux Centrafricains ou étrangers installés à Bangui, se rendent dans les zones occupées par les groupes armés, achètent les pierres précieuses des mains des chefs de guerre et les revendent sur place dans la capitale centrafricaine. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel est pratiqué par plusieurs personnes dont les rebelles, certains opérateurs économiques et proches du pouvoir de Bangui. Le renforcement des mesures de sécurité aux frontières avec les pays limitrophes de la République centrafricaine est essentiel au freinage de cette pratique. Par ailleurs, le gouvernement centrafricain devrait déployer les forces de défense et de sécurité surtout dans les zones où se trouvent ces richesses naturelles afin d'en assurer la sécurité et faire barrage au trafic illicite.

Question N° 12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n° 14 à la question n° 12

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Si les richesses naturelles continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part des groupes armés et de certaines autorités centrafricaines, les générations actuelles encore moins celles à venir risquent de n'en tirer aucun profit. Parce que tous les revenus qui sont générés par ce trafic illicite vont directement dans les poches des chefs de guerre et des autorités concernées. Le commerce de diamants et d'or pratiqué par les rebelles permettent à ces derniers d'acheter des armes et des munitions qui servent à assassiner la population civile aux mains nues. Donc dans ces conditions, eh bien, les ressources naturelles ne sauraient profiter aux générations présentes. L'argent généré permet d'acheter des armes qui entretiennent l'insécurité qui empêchent les citoyens Centrafricains de vaquer librement à leurs activités quotidiennes génératrices de revenus dont ils ont besoin pour nourrir leurs familles respectives. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 14
à la question n° 12 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérimentiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Si les richesses naturelles continuent de faire l'objet de trafic illicite... les générations actuelles encore moins celles à venir risquent de n'en tirer aucun profit.* »
- « *... tous les revenus qui sont générés par ce trafic illicite vont directement dans les poches des chefs de guerre et des autorités concernées.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le commerce illicite du patrimoine naturel ne saurait profiter ni aux générations présentes, ni à celles à venir. Cela est contraire aux principes de développement durable qui voudraient que les richesses naturelles puissent profiter aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°13

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Oui, nous le faisons régulièrement. Avant l'entrée des Russes et des Rwandais en scène aux côtés des FACA dans les combats qui opposent celles-ci aux rebelles de la CPC, nous publions régulièrement des articles de reportages, enquêtes et autres sur les activités militaires sur les différents fronts, grâce aux contributions de nos correspondants et envoyés spéciaux. »

Même si l'accès à certaines zones contrôlées par les groupes armés est parfois risqué, nous utilisons des techniques journalistiques de collecte d'informations pour informer nos lecteurs. Par ailleurs, depuis que les alliés des FACA que sont les Russes et les Rwandais combattent maintenant aux côtés des soldats de l'armée nationale face aux rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC), nous informons régulièrement le public sur tout ce qui se passe dans l'arrière-pays où se concentre l'essentiel des combats. Nous publions également des articles sur les exactions commises aussi bien par les rebelles de la CPC que des FACA en compagnie de leurs alliés Russes et Rwandais. Le support que nous utilisons pour communiquer avec le public reste et demeure notre quotidien qui paraît en format papier et aussi sur les réseaux sociaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°13 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Avant l'entrée des Russes et des Rwandais en scène aux côtés des FACA... nous publions régulièrement des articles de reportages, enquêtes et autres sur les activités militaires sur les différents fronts... »*
- *« ... l'accès à certaines zones contrôlées par les groupes armés est parfois risqué... »*
- *« ... nous utilisons des techniques journalistiques de collecte d'informations pour informer nos lecteurs. »*
- *« Nous publions également des articles sur les exactions commises aussi bien par les rebelles de la CPC que des FACA en compagnie de leurs alliés Russes et Rwandais. »*

- « Le support que nous utilisons pour communiquer avec le public reste et demeure notre quotidien qui paraît en format papier et aussi sur les réseaux sociaux. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La presse électronique réalise des communications publiques via l'Internet pour informer le public sur le conflit centrafricain.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°14

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Le trafic illicite des ressources naturelles réalisé par les groupes armés et certaines autorités centrafricaines est régulièrement évoqué dans les colonnes de notre journal. Les soupçons de corruption qui pèsent sur certains politiques ou des hommes d'affaires proches du pouvoir de Bangui, dans le domaine du diamant, de l'or, du bois et du bétail sont également abordés dans nos parutions. Nous écrivons nos articles pour la lecture du public centrafricain sans distinction. Nous évoquons aussi régulièrement que possible les questions de l'exploration pétrolière effectuée par les chinois dans certaines régions du pays. Mais vous savez que tout ce qui touche aux mines en Centrafrique, est éminemment sensible car il nous est arrivé plus d'une fois de faire l'objet de pressions et de menaces lorsque nous révélons des affaires qui mettent à nu les pratiques peu orthodoxes des milieux politiques et économiques. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°14 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le trafic illicite des ressources naturelles réalisé par les groupes armés et certaines autorités centrafricaines est régulièrement évoqué dans les colonnes de notre journal. »*
- « *Les soupçons de corruption qui pèsent sur certains politiques ou des hommes d'affaires proches du pouvoir de Bangui, dans le domaine du diamant, de l'or, du bois et du bétail sont également abordés dans nos parutions. »*
- « *Nous écrivons nos articles pour la lecture du public centrafricain sans distinction. »*
- « *Nous évoquons... les questions de l'exploration pétrolière effectuée par les chinois dans certaines régions du pays. »*
- « *... tout ce qui touche aux mines en Centrafrique, est éminemment sensible car il nous est arrivé plus d'une fois de faire l'objet de pressions et de menaces lorsque nous révélons des affaires qui mettent à nu les pratiques peu orthodoxes des milieux politiques et économiques. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La presse électronique réalise des communications publiques pour évoquer le trafic illicite du patrimoine naturel pratiqué par, entre autres, les groupes armés et certains opérateurs économiques ainsi que des proches du pouvoir centrafricain. Mais ces publications font subir des menaces, pressions et intimidations aux journalistes.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°15

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Nous privilégions les colonnes de notre quotidien qui paraît à la fois en ligne qu'en version papier, sans oublier les réseaux sociaux. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°15 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous privilégions les colonnes de notre quotidien qui paraît à la fois en ligne qu'en version papier, sans oublier les réseaux sociaux. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La majorité des organes de presse électronique paraissent aussi bien sur l'Internet qu'en version papier en République centrafricaine. Ces médias utilisent les deux canaux pour réaliser leurs communications publiques concernant le conflit et le patrimoine culturel et naturel Centrafricains.

Question N°16: Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°16

(Journaliste presse électronique / Médias)

« La concertation permet effectivement de connaître les revendications des populations et surtout des groupes armés qui en veulent au pouvoir en place. C'est un moment d'échanges au cours duquel on pourra comprendre pourquoi les rebelles se sont ligüés contre le gouvernement au point de vouloir le renverser. Cette concertation devrait rassembler tous les acteurs du conflit afin que tout le monde expose ses problèmes à tout le monde. Dans un État démocratique digne de ce nom, le dialogue doit être l'un des moyens privilégiés pour le règlement des différends entre les couches de la société. Au cours des échanges, les tenants du pouvoir peuvent expliquer en quoi il est important de sécuriser le patrimoine culturel et naturel, car c'est un bien commun appartenant aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures. Le gouvernement, en prélude aux concertations, peut déployer des équipes sur le terrain en vue de recenser, dans la mesure du possible, tout le patrimoine culturel et naturel. Pendant les assises, une présentation des résultats du recensement sera faite aux participants afin de solliciter leur adhésion aux démarches du gouvernement relatives à la protection de nos richesses culturelles et naturelles. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14

à la question n°16 (Journaliste presse électronique / Médias)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La concertation permet effectivement de connaître les revendications des populations et surtout des groupes armés qui en veulent au pouvoir en place. »*
- « *Cette concertation devrait rassembler tous les acteurs du conflit afin que tout le monde expose ses problèmes à tout le monde. »*
- « *Dans un État démocratique... le dialogue doit être l'un des moyens privilégiés pour le règlement des différends... »*
- « *Au cours des échanges, les tenants du pouvoir peuvent expliquer en quoi il est important de sécuriser le patrimoine culturel et naturel... »*
- « *... c'est un bien commun appartenant aussi bien aux générations actuelles qu'aux générations futures. »*
- « *Le gouvernement, en prélude aux concertations, peut déployer des équipes sur le terrain en vue de recenser, dans la mesure du possible, tout le patrimoine culturel et naturel. »*
- « *Pendant les assises, une présentation des résultats du recensement sera faite aux participants afin de solliciter leur adhésion aux démarches du gouvernement relatives à la protection de nos richesses culturelles et naturelles. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation entre les Centrafricains est une piste à explorer dans le but d'expliquer à la population, en quoi il est important de protéger le patrimoine culturel et naturel. Cependant, il n'est pas souhaitable d'associer les personnes soupçonnées de crimes graves à l'encontre de la population, car elles doivent en priorité rendre compte de leurs actes devant la justice.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°14 à la question n°17

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Sans la médiation de la communauté internationale, le travail du recensement et de la protection du patrimoine culturel et naturel, dans le contexte actuel, est voué à l'échec. L'exemple le plus frappant, c'est l'Accord politique de paix et de réconciliation signé entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés en février 2019. Les négociations qui ont précédé la signature de cet accord, ont été menées sous les auspices, entre autres, de l'Union africaine, Union européenne, la CEEAC et la CEMAC, donc de la communauté internationale. A vrai dire, le gouvernement centrafricain ne voit pas l'importance de ce patrimoine si non, il aurait déjà pris des initiatives allant dans le sens de son recensement et de sa protection. Donc il est souhaitable que les pays amis et partenaires internationaux puissent s'y investir conformément au droit international. Cela bénéficiera tant au peuple centrafricain qu'aux touristes venant du monde entier pour le visiter. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°17 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Sans la médiation... le travail du recensement et de la protection du patrimoine culturel et naturel, dans le contexte actuel, est voué à l'échec.* »
- « *L'exemple le plus frappant, c'est l'Accord politique de paix et de réconciliation signé entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés en février 2019.* »
- « *... le gouvernement centrafricain ne voit pas l'importance de ce patrimoine si non, il aurait déjà pris des initiatives allant dans le sens de son recensement et de sa protection.* »
- « *... il est souhaitable que les pays amis et partenaires internationaux puissent s'y investir conformément au droit international.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également à encourager dans la recherche de solution à la crise centrafricaine.

Question N° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n° 14 à la question n° 18

(Journaliste presse électronique / Médias)

« Nous voulons la paix en Centrafrique. Nous, on a grandi dans les coups d'État, mais on n'aimerait pas que nos enfants vivent les mêmes choses que nous. Qu'ils aient la chance de voir le monument Boganda, qu'ils profitent

de l'exploitation de nos richesses naturelles. Pour ce faire, nous devons protéger notre patrimoine culturel et naturel. Si nous ne protégeons pas ce patrimoine, nos enfants risquent d'en prendre connaissance que dans les livres d'histoire. Prônons le dialogue comme mode de résolution de nos différends afin que la paix revienne en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°14
à la question n°18 (Journaliste presse électronique / Médias)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous voulons la paix en Centrafrique. »*
- *« ... on a grandi dans les coups d'État... »*
- *« ... on n'aimerait pas que nos enfants vivent les mêmes choses que nous. »*
- *« Qu'ils aient la chance de voir le monument Boganda, qu'ils profitent de l'exploitation de nos richesses naturelles. »*
- *« ... nous devons protéger notre patrimoine culturel et naturel. »*
- *« Si nous ne protégeons pas ce patrimoine, nos enfants risquent d'en prendre connaissance que dans les livres d'histoire. »*
- *« Prônons le dialogue comme mode de résolution de nos différends afin que la paix revienne en Centrafrique. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La paix est réclamée par tout le peuple centrafricain qui a tant souffert des crises récurrentes que connaît son pays depuis des décennies. Toutes les énergies doivent se mobiliser pour protéger le riche patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine qui doit profiter aussi bien aux générations actuelles que celles à venir.

ENTRETIEN N° 15

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

Question N° 1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n° 15 à la question n° 1

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Merci pour la confiance que vous faites à la jeunesse en m'accordant cette interview. Je voudrais, avec votre permission, avoir une pensée pour les jeunes qui sont des victimes innocentes de ces nombreuses crises que notre pays connaît depuis plusieurs décennies. Les uns ont été enrôlés de force par les groupes armés et servis comme chairs à canon au front, tandis que d'autres ont été employés dans divers secteurs d'activités professionnelles. Cela doit cesser immédiatement, car la place des enfants, c'est à l'école et non au champ de bataille ni dans les secteurs d'activités professionnelles en qualité de travailleurs mineurs. Pour en revenir maintenant à votre question, les causes de ce conflit interminable dans notre pays ? On le sait tous, la mauvaise gouvernance est la cause principale de ce conflit. Quand les présidents prennent le pouvoir, ils ignorent totalement les règles basiques de la démocratie, c'est-à-dire le respect des droits de l'homme, la lutte contre l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements des deniers publics et j'en passe. Toute l'économie du pays est contrôlée par un petit groupuscule de privilégiés qui dicte sa loi au reste de la population centrafricaine. Les gens sont jetés en prison au gré des proches et membres de la famille

présidentielle. Les arrestations arbitraires sont devenues monnaie courante. Des régions et des ethnies entières font l'objet d'exclusion systématique de la part des tenants du pouvoir. Devant la justice, les plus forts, les plus puissants, les plus riches ont systématiquement raison. La liste n'est pas exhaustive. Tous les maux que je viens d'énumérer ont fait qu'un climat de défiance s'est installé entre les exclus de la société et les gouvernants, à telle enseigne que les mécontents ont fini par utiliser la violence armée pour faire passer leurs messages. Les différents régimes qui se sont succédé à Bangui ont pratiquement commis les mêmes bavures, si bien que nous nous sommes installés dans un cycle dangereux qui ne fait que se répéter. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°1 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... la mauvaise gouvernance est la cause principale de ce conflit. »
- « ... un climat de défiance s'est installé entre les exclus de la société et les gouvernants... »
- « ... les mécontents ont fini par utiliser la violence armée pour faire passer leurs messages. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La mauvaise gouvernance est l'une des causes du conflit centrafricain.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°2

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« La communauté internationale n'a jamais aidé notre pays à éviter la guerre, loin de là. Elle a fait organiser toute une infinité de fora au bout desquels de nombreux accords politiques inapplicables, pour ne pas dire inutiles, ont été signés. La conclusion c'est que la crise est toujours là. L'accord de Libreville, l'accord de Syrte, l'accord de Brazzaville, l'accord de N'Djamena et que sais-je encore ? Quel résultat ont-ils donné, rien. Cela dit, nous sommes en guerre aujourd'hui, parce que les Centrafricains ont pris la décision de faire la guerre. Il est vrai que les puissances étrangères dont la France sont derrière les groupes armés en termes de soutiens financiers et matériels, mais toujours est-il que ce sont des Centrafricains qui sont au front. Ce sont des Centrafricains qui appuient sur la gâchette, pour la plupart du temps. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°2 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La communauté internationale n'a jamais aidé notre pays à éviter la guerre... »*
- *« Elle a fait organiser toute une infinité de fora au bout desquels de nombreux accords politiques inapplicables... inutiles, ont été signés. »*

- « ... nous sommes en guerre... parce que les Centrafricains ont pris la décision de faire la guerre. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... ce sont des Centrafricains qui sont au front. »
- « Ce sont des Centrafricains qui appuient sur la gâchette, pour la plupart du temps. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les puissances étrangères dont la France sont derrière les groupes armés en termes de soutiens financiers et matériels... »

Analyse : La République centrafricaine est en guerre du fait, en grande partie, de ses fils et filles qui ont accepté de prendre les armes.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°3

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Comme pour le déclenchement de la guerre, il ne faut pas compter sur la communauté internationale pour l'arrêt des violences sur le terrain. Il faut savoir qu'un pays comme la France n'a jamais été pour la paix en Centrafrique, car elle considère que les immenses ressources naturelles de notre pays sont les siennes. Si nous sommes en paix, nous allons les exploiter et notre pays va se développer, donc il faut installer chez nous le chaos permanent pour empêcher l'État de faire son travail qui consiste à

améliorer le quotidien de la population. La France considère les ressources naturelles de notre pays comme les biens des générations Françaises du futur. Les Centrafricains doivent s'unir et dire non à la guerre et les violences vont s'arrêter d'elles-mêmes. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°3 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Comme pour le déclenchement de la guerre, il ne faut pas compter sur la communauté internationale pour l'arrêt des violences sur le terrain. »*
- « *Si nous sommes en paix, nous allons les exploiter et notre pays va se développer... »*
- « *Les Centrafricains doivent s'unir et dire non à la guerre et les violences vont s'arrêter d'elles-mêmes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... la France n'a jamais été pour la paix en Centrafrique... »*
- « *... il faut installer chez nous le chaos permanent pour empêcher l'État de faire son travail qui consiste à améliorer le quotidien de la population. »*
- « *La France considère les ressources naturelles de notre pays comme les biens des générations Françaises du futur. »*

Analyse : Si les Centrafricains ne comptent que sur la communauté internationale, la guerre ne s'arrêtera pas dans leur pays. La France endosse une partie de responsabilité des crises à répétition en République centrafricaine, car elle a financé et équipé plusieurs rébellions dans ce pays dont elle considère le patrimoine naturel comme le sien. L'instabilité est entretenue en République centrafricaine par certains de ses voisins et des puissances occidentales dont la France, afin de l'empêcher d'exploiter son immense et riche patrimoine naturel.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°4

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Pourquoi les opposants ont été exclus des négociations de Khartoum ? Je n'en sais pas beaucoup. Cependant, lorsque j'analyse les conditions dans lesquelles les négociations ont pu être menées, le président Touadera n'avait aucune emprise ni sur la liste des participants au dialogue, ni sur l'agenda ni sur le lieu des pourparlers. Tout lui a été imposé par la communauté internationale dont son nouvel allié la Russie. La quasi-totalité des opposants au régime Touadera est très proche de la France, si bien que la Russie a tout fait pour qu'ils n'aillent à ce dialogue, car ils auraient, selon Moscou, pris fait et cause pour Paris. Donc pour me résumer, c'est la proximité des opposants avec Paris qui les a fait exclure des négociations de Khartoum, à mon avis. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°4 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... le président Touadera n'avait aucune emprise ni sur la liste des participants au dialogue, ni sur l'agenda ni sur le lieu des pourparlers. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

- « Tout lui a été imposé par la communauté internationale dont son nouvel allié la Russie. »
- « La quasi-totalité des opposants au régime Touadera est très proche de la France... »
- « ... la Russie a tout fait pour qu'ils n'aillent à ce dialogue, car ils auraient, selon Moscou, pris fait et cause pour Paris. »
- « ... c'est la proximité des opposants avec Paris qui les a fait exclure des négociations de Khartoum »

Analyse : Les opposants au régime du président Faustin Archange Touadera ont été écartés des négociations de Khartoum parce que la Russie les accusait d'être très proches de la France. Si on les avait impliqués dans le processus ayant conduit à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), ils auraient défendu mordicus les intérêts de Paris dont ils sont proches. Le président centrafricain s'était soumis aux décisions prises par Moscou qui avait financé l'APPR-RCA.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°5

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Tous ceux qui ont parrainé les négociations de Khartoum n'ont jamais été véritablement pour la paix en Centrafrique. Je veux citer la France, l'Union africaine, la CEEAC et autres. Certains que je viens de citer financent et équipent les groupes armés. Les garants de l'APPR-RCA sont ceux-là qui sont derrière les rebelles, alors peuvent-ils vouloir la paix tout en appuyant les groupes armés ? Si vous voulez, pour moi le gouvernement centrafricain et les groupes armés étaient allés à Khartoum pour se moquer du peuple centrafricain. L'hypocrisie de la communauté internationale est telle que l'on n'a pas besoin d'être ressortissant de Sorbonne ou de Sciences po pour le comprendre. Je vais vous en donner un seul exemple. Combien de fois les garants de l'APPR-RCA ont-ils infligé des sanctions au criminel Ali Darass de l'UPC qui violait allègrement l'accord ? Le monsieur continuait à violenter les civils sans que personne ne puisse s'en émouvoir et pourtant le rôle des garants est de veiller au respect des termes de l'accord et d'infliger d'éventuelles sanctions aux signataires accusés de violations. Ce que Monsieur Ismaïl Chergui de l'UA a pu ou su faire, c'était d'aller rencontrer Ali Darass dans son QG à Bokolobo, manger avec lui et boire un thé avec lui. Au finish, Ismaïl Chergui a reçu des mains du criminel Darass sa part de diamants et il est revenu à Bangui reprendre son avion pour Addis Abeba. D'un côté, la communauté internationale allume l'incendie, de l'autre côté elle joue aux pompiers pour éteindre l'incendie. Quelle hypocrisie ! »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°5 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérimentiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Combien de fois les garants de l'APPR-RCA ont-ils infligé des sanctions au criminel Ali Darass de l'UPC qui violait allègrement l'accord ?* »
- « *Le monsieur continuait à violenter les civils sans que personne ne puisse s'en émouvoir...* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *... pourtant le rôle des garants est de veiller au respect des termes de l'accord et d'infliger d'éventuelles sanctions aux signataires accusés de violations.* »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *Tous ceux qui ont parrainé les négociations de Khartoum n'ont jamais été véritablement pour la paix en Centrafrique.* »
- « *Certains... financent et équipent les groupes armés.* »
- « *Les garants de l'APPR-RCA sont ceux-là qui sont derrière les rebelles...* »
- « *... le gouvernement centrafricain et les groupes armés étaient allés à Khartoum pour se moquer du peuple centrafricain.* »
- « *L'hypocrisie de la communauté internationale est telle que l'on n'a pas besoin d'être ressortissant de Sorbonne ou de Sciences po pour le comprendre.* »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays, à cause du manque de suivi de la communauté internationale. Par exemple,

les garants de l'APPR-RCA n'avaient pas joué leur rôle principal qui consistait à infliger des sanctions aux signataires, notamment les groupes armés, qui en avaient violé les dispositions.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°6

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Disons les choses très clairement. C'est la France qui est derrière la création de la CPC. C'est elle qui a fourni les financements et les équipements nécessaires au fonctionnement de ce groupe de criminels. Les Français sont très mécontents du fait que le président Touadera ait fait venir les Russes en Centrafrique et ils veulent le virer du pouvoir pour cela. Les Français ont de la peine à comprendre que les choses ont changé, l'époque où les présidents Centrafricains devaient ramper devant l'Élysée est totalement révolue et que plus rien ne sera comme avant. La jeunesse est debout et le vent qui est en train de souffler devra imposer aux Français une coopération gagnant-gagnant avec la Centrafrique. Si la France continue de s'enfermer dans son carcan néo-colonialiste, tant pis pour elle, nous allons nous tourner vers les États qui acceptent d'entretenir une coopération gagnant-gagnant avec notre pays, tels que la Russie et la Chine par exemple. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°6 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les Français sont très mécontents du fait que le président Touadera ait fait venir les Russes en Centrafrique... »*

- « Les Français ont de la peine à comprendre que les choses ont changé... »
- « ... l'époque où les présidents Centrafricains devaient ramper devant l'Élysée est totalement révolue... »
- « La jeunesse est debout... »
- « ... le vent qui est en train de souffler devra imposer aux Français une coopération gagnant-gagnant avec la Centrafrique. »
- « Si la France continue de s'enfermer dans son carcan néo-colonialiste, tant pis pour elle... »
- « ... nous allons nous tourner vers les États qui acceptent d'entretenir une coopération gagnant-gagnant avec notre pays... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « C'est la France qui est derrière la création de la CPC »
- « C'est elle qui a fourni les financements et les équipements nécessaires au fonctionnement de ce groupe de criminels. »
- « Les Français sont très mécontents du fait que le président Touadera ait fait venir les Russes en Centrafrique..., ils veulent le virer du pouvoir pour cela. »

Analyse : La Coalition des patriotes pour le changement (CPC) a été créée à la demande de la France qui l'équipe et la finance. Paris est mécontente de l'arrivée de la Russie en République centrafricaine du fait du président Faustin Archange Touadera. L'Élysée voulait se servir de la CPC pour punir le chef de l'État centrafricain qui ne se plie plus à ses injonctions.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°7

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Les FACA, avec l'appui des alliés Russes et Rwandais, sont bel et bien capables de reconquérir tout le territoire centrafricain. Les terroristes de la CPC et leur soutien Français sont aux abois. De janvier 2021 à aujourd'hui, les FACA et les alliés ont pu, en quelques mois, défaire les groupes armés entretenus par la France alors que la MINUSCA qui est dans notre pays depuis 2014 laisse faire les rebelles. Les médias occidentaux tels que RFI et France 24 doivent savoir que leurs campagnes haineuses contre les FACA et les Russes ne changeront rien, car l'ultime juge c'est le peuple centrafricain qui exige des résultats. Aujourd'hui, plusieurs régions de notre pays sont redevenues fréquentables et les populations y vaquent librement à leurs occupations. Quant aux exactions dont sont accusés les Russes et la CPC, je laisse cela entre les mains de la justice. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°7 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les FACA, avec l'appui des alliés Russes et Rwandais, sont... capables de reconquérir tout le territoire centrafricain. »*

- « ... car l'ultime juge c'est le peuple centrafricain qui exige des résultats. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... plusieurs régions de notre pays sont redevenues fréquentables et les populations y vaquent librement à leurs occupations. »
- « Quant aux exactions dont sont accusés les Russes et la CPC, je laisse cela entre les mains de la justice. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « Les médias occidentaux tels que RFI et France 24 doivent savoir que leurs campagnes haineuses contre les FACA et les Russes ne changeront rien... »

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain. Les médias occidentaux, notamment Français, tentent par leurs productions radiophoniques et télévisuelles de noircir l'image de la Russie en République centrafricaine.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°8

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Le patrimoine culturel et naturel de notre pays souffre énormément de cette guerre, car il est actuellement détruit par les criminels aux ordres des puissances étrangères. Pour vous en donner un exemple, lorsque les criminels de la Seleka ont pris le pouvoir le 24 mars 2013, ils ont mis à sac le musée Boganda qui est l'unique musée de notre pays. Des objets d'art d'incalculable valeur ont été détruits ou emportés par les vandales. Les administrations publiques ont été purement et simplement détruites, effaçant les traces de plusieurs décennies de durs labeurs de Centrafricains qui se sont sacrifiés pour construire les archives pendant toute leur vie. Les archives qui sont des mines d'informations pour les générations actuelles et futures sont parties en fumées du fait de criminels recrutés et financés par les puissances étrangères dont la France. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15 à la question n°8 (Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Le patrimoine culturel et naturel de notre pays souffre énormément de cette guerre... »*
- *« ... il est... détruit par les criminels aux ordres des puissances étrangères. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... les criminels de la Seleka ont pris le pouvoir le 24 mars 2013... »
- « ... ils ont mis à sac le musée Boganda qui est l'unique musée de notre pays. »
- « Des objets d'art d'incalculable valeur ont été détruits ou emportés par les vandales. »
- « Les administrations publiques ont été... détruites, effaçant les traces de plusieurs décennies de durs labeurs de Centrafricains qui se sont sacrifiés pour construire les archives pendant toute leur vie. »
- « Les archives qui sont des mines d'informations pour les générations actuelles et futures sont parties en fumées... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... criminels recrutés et financés par les puissances étrangères dont la France. »

Analyse : Le conflit en cours en République centrafricaine met en péril son patrimoine culturel, car lors de la prise du pouvoir des rebelles de l'ex-Seleka, ceux-ci ont détruit le musée Boganda, l'unique du pays. Ce musée contenait des richesses culturelles incalculables. Les archives de plusieurs administrations publiques ont été brûlées au cours des violences, réduisant en cendres de précieuses informations utiles pour les générations présentes et celles à venir.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

**Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°9
(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)**

« Je ne suis pas spécialiste de la communication, mais il me semble que si le gouvernement implique toute la population centrafricaine dans les activités de recensement du patrimoine culturel et naturel, cela pourrait donner de bons résultats. Les Centrafricains savent où sont cachés le diamant et l'or par exemple, donc ils peuvent fournir des informations y relatives aux politiques. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°9 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... si le gouvernement implique toute la population centrafricaine dans les activités de recensement du patrimoine culturel et naturel, cela pourrait donner de bons résultats. »*
- *« Les Centrafricains savent où sont cachés le diamant et l'or par exemple, donc ils peuvent fournir des informations y relatives aux politiques. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« Les Centrafricains savent où sont cachés le diamant et l'or par exemple, donc ils peuvent fournir des informations y relatives aux politiques. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une communication publique réalisée par le gouvernement centrafricain pourrait l'aider à qualifier le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°10

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« La sécurité de ce patrimoine qui est un bien commun à tous les Centrafricains, relève de la compétence des forces de sécurité et de défense. Quand les FACA et les alliés défont les criminels de la CPC et les bootent hors des zones riches en ressources naturelles, c'est un message que le gouvernement renvoie à tout le monde. Ceux qui exploitent illégalement ces ressources doivent être arrêtés, traduits en justice et jugés publiquement afin de dissuader tous ceux et toutes celles qui seraient tentés de brader nos richesses naturelles. Les sanctions prises par les juges doivent être sévères et amplement médiatisées dans le but de dire à ceux qui pillent nos richesses naturelles au bénéfice des puissances étrangères, que s'ils continuent, le même sort leur sera réservé. La fermeté doit être le maître mot du gouvernement car la loi doit s'imposer à toute personne se trouvant sur le territoire centrafricain. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°10 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La sécurité de ce patrimoine qui est un bien commun à tous les Centrafricains, relève de la compétence des forces de sécurité et de défense. »*

- « *Quand les FACA et les alliés défont les criminels de la CPC et les bootent hors des zones riches en ressources naturelles, c'est un message que le gouvernement renvoie à tout le monde.* »
- « *Ceux qui exploitent illégalement ces ressources doivent être arrêtés, traduits en justice et jugés publiquement...* »
- « *... afin de dissuader tous ceux et toutes celles qui seraient tentés de brader nos richesses naturelles.* »
- « *Les sanctions prises par les juges doivent être sévères et amplement médiatisées...* »
- « *... dans le but de dire à ceux qui pillent nos richesses naturelles au bénéfice des puissances étrangères...* »
- « *... que s'ils continuent, le même sort leur sera réservé.* »
- « *La fermeté doit être le maître mot du gouvernement...* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « *La sécurité de ce patrimoine qui est un bien commun à tous les Centrafricains, relève de la compétence des forces de sécurité et de défense.* »
- « *Quand les FACA et les alliés défont les criminels de la CPC et les bootent hors des zones riches en ressources naturelles, c'est un message que le gouvernement renvoie à tout le monde.* »
- « *Ceux qui exploitent illégalement ces ressources doivent être arrêtés, traduits en justice et jugés publiquement...* »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'usage de la violence légitime par le gouvernement centrafricain et la traduction devant la justice, ainsi que les sanctions exemplaires infligées aux trafiquants du patrimoine naturel centrafricain est la meilleure communication publique à réaliser, pour la protection des richesses naturelles de la République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°11

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Le trafic illicite de diamant, or et bétail a atteint des proportions impressionnantes et insupportables. Les chefs de guerre comme Ali Darass, Abdoulaye Hissein, Mahamat Alkhatim et certains politiques parents et proches du président Touadera sont pleinement impliqués dans ce trafic. Ils s'enrichissent énormément de ce trafic au grand dam du peuple centrafricain qui croupit sous le joug de la misère. Ils affichent un train de vie insolent qui se moque du peuple souverain. Tout ce trafic est entretenu par une corruption généralisée dans tous les compartiments de l'administration publique. Les biens et l'argent publics sont détournés à longueur de journée sans que les suspects ne rendent compte devant la justice. L'impunité est la règle d'or, car les tenants du pouvoir affirment haut et fort qu'ils ont tout le pays entre leurs mains. Il suffit de les voir se pavaner dans les rues de Bangui pour s'en rendre compte. Leur arrogance est ostentatoire. Tout cela se poursuit parce que le président Touadera cautionne avec son silence assourdissant qui est une sorte de complicité. La Cour des comptes, l'Inspection générale d'État et la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont commis des audits et écrit des rapports accusateurs très éloquents qu'elles ont transmis aux autorités compétentes, mais jusqu'ici, silence radio. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°11 (Membre du Conseil national de la jeunesse**

/ Société civile)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le trafic illicite de diamant, or et bétail a atteint des proportions impressionnantes et insupportables. »*
- « *Ils s'enrichissent énormément de ce trafic au grand dam du peuple centrafricain... »*
- « *Ils affichent un train de vie insolent... »*
- « *Tout ce trafic est entretenu par une corruption généralisée dans tous les compartiments de l'administration publique. »*
- « *Les biens et l'argent publics sont détournés à longueur de journée sans que les suspects ne rendent compte devant la justice. »*
- « *L'impunité est la règle d'or, car les tenants du pouvoir affirment haut et fort qu'ils ont tout le pays entre leurs mains. »*
- « *Il suffit de les voir se pavaner dans les rues de Bangui pour s'en rendre compte. »*
- « *Leur arrogance est ostentatoire. »*
- « *Tout cela se poursuit parce que le président Touadera cautionne avec son silence assourdissant qui est une sorte de complicité. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

En sus des éléments expérientiels ci-dessus, les éléments factuels sont les suivants :

- « *La Cour des comptes, l'Inspection générale d'État et la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont commis des audits et écrit des rapports accusateurs très éloquentes qu'elles ont transmis aux autorités compétentes... »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain est pratiqué par plusieurs personnes et entités, dont les groupes armés, certains proches du président Faustin Archange Touadera et opérateurs économiques. Ce commerce illégal se poursuit parce qu'aucune sanction n'est infligée aux auteurs présumés. Par ailleurs, la corruption gangrène l'administration centrafricaine, notamment celle qui est en charge des questions minières en République centrafricaine.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°12

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Notre génération actuelle ne tirera aucun profit de ces ressources si ces dernières continuent d'être exploitées illicitement par ceux que j'ai cités ci-haut, d'autant que les revenus générés prennent la direction de comptes bancaires privés et non ceux du Trésor public. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15

à la question n°12 (Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Notre génération actuelle ne tirera aucun profit de ces ressources si ces dernières continuent d'être exploitées illicitement... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... les revenus générés prennent la direction de comptes bancaires privés et non ceux du Trésor public. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel centrafricain ne saurait profiter ni aux générations actuelles ni aux générations à venir, car il est exploité sans parcimonie et fait l'objet de trafic illicite. Cela est contraire aux principes de développement durable qui voudraient que les ressources naturelles profitent aussi bien aux générations présentes qu'aux générations futures.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°13

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Nous communiquons abondamment sur le conflit parce que des jeunes ont été recrutés de force pour servir de chair à canon sur le champ de bataille. Plusieurs d'entre eux, encore mineurs, ont été tués. Certains ont appris à tuer et ont malheureusement grandi dans la violence. Nous le dénonçons et le condamnons avec la plus grande fermeté. Les violences faites aux enfants font l'objet de rapports que nous adressons aux organisations internationales telles que le PNUD, l'UNICEF et la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme. Nous adressons également nos rapports aux organisations nationales des droits de l'homme. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15 à la question n°13 (Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Nous communiquons abondamment sur le conflit parce que des jeunes ont été recrutés de force pour servir de chair à canon sur le champ de bataille. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- ✓ « *Plusieurs d'entre eux, encore mineurs, ont été tués. »*
- ✓ « *Certains ont appris à tuer et ont malheureusement grandi dans la violence. »*
- ✓ « *Les violences faites aux enfants font l'objet de rapports que nous adressons aux organisations internationales... »*
- ✓ « *Nous adressons également nos rapports aux organisations nationales des droits de l'homme. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les organisations de la jeunesse communiquent, dans le cadre du conflit centrafricain, à travers les rapports périodiques qu'elles transmettent aux organisations internationales et nationales. L'enrôlement des enfants en qualité de soldats par les groupes armés et les violences que subissent les mineurs y sont dénoncés.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

**Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°14
(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)**

« Ce qui nous préoccupe au plus haut point, ce sont les enfants qui sont employés dans les chantiers miniers pour extraire le diamant et l'or dans les zones occupées par les groupes armés. Le travail des enfants est combattu par notre organisation et fait également l'objet de rapports que nous adressons à la communauté internationale. Les enfants n'ont pas à être utilisés pour exploiter illicitement les ressources naturelles de notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°14 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ *« Ce qui nous préoccupe... ce sont les enfants qui sont employés dans les chantiers miniers pour extraire le diamant et l'or dans les zones occupées par les groupes armés. »*
- ✓ *« Le travail des enfants est combattu par notre organisation et fait également l'objet de rapports que nous adressons à la communauté internationale. »*
- ✓ *« Les enfants n'ont pas à être utilisés pour exploiter illicitement les ressources naturelles de notre pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les communications publiques que réalisent les organisations de la jeunesse se focalisent essentiellement sur l'utilisation des enfants

dans les chantiers miniers, notamment par les groupes armés. Il aurait été également utile de dénoncer l'exploitation illicite des ressources naturelles en République centrafricaine.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°15

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Etant jeunes, nous privilégions les réseaux sociaux pour nos communications. Mais il nous arrive souvent de passer par la radio et la télévision pour faire passer nos messages sur le conflit et le pillage des ressources naturelles de notre pays. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°15 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ *« ... nous privilégions les réseaux sociaux pour nos communications. »*
- ✓ *« ... il nous arrive souvent de passer par la radio et la télévision pour faire passer nos messages sur le conflit et le pillage des ressources naturelles de notre pays. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les réseaux sociaux et les médias audiovisuels sont les canaux préférés des jeunes pour la réalisation de leurs communications publiques relatives au conflit et à la gestion du patrimoine naturel en République centrafricaine.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°16

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« L'union a toujours fait la force. Je suggère aux Centrafricains de se mettre autour d'une table, surtout les jeunes qui sont les plus manipulés par les politiques, afin d'aplanir leurs différends. Unis, nous serons plus forts afin de mieux protéger nos richesses naturelles. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°16 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ *« L'union a toujours fait la force. »*
- ✓ *« Je suggère aux Centrafricains de se mettre autour d'une table, surtout les jeunes qui sont les plus manipulés par les politiques, afin d'aplanir leurs différends. »*

- ✓ « *Unis, nous serons plus forts afin de mieux protéger nos richesses naturelles.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La jeunesse centrafricaine aussi recommande la concertation entre les Centrafricains, afin de rechercher la solution au conflit auquel la République centrafricaine est confrontée depuis plusieurs années.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°17

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« Si des bonnes volontés souhaitent nous aider à trouver un terrain d'entente et mieux protéger et valoriser notre patrimoine culturel, elles sont les bienvenues. Pour ma part. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°17 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ « Si des bonnes volontés souhaitent nous aider à trouver un terrain d'entente et mieux protéger et valoriser notre patrimoine culturel, elles sont les bienvenues. Pour ma part. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La jeunesse centrafricaine recommande également la médiation comme l'une des pistes susceptibles d'aider les Centrafricains à trouver une solution au conflit en cours dans leur pays.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n°15 à la question n°18

(Membre du Conseil national de la jeunesse / Société civile)

« J'invite les amis de la République centrafricaine à intensifier leurs efforts afin de faire démobiliser tous les enfants enrôlés dans les groupes armés. La place des enfants, c'est à l'école et non sur les champs de bataille. Je demande à tous ceux et à toutes celles qui emploient des enfants de cesser immédiatement, car un mineur n'est pas fait pour travailler mais pour être pris en charge par les adultes. J'invite enfin le président Touadera à mettre fin à l'impunité et à la corruption qui sont devenues des fléaux qui font la honte de notre pays aux yeux du monde. Tous ceux qui sont soupçonnés de corruption et de détournement de deniers publics doivent être traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi. A vous, je vous souhaite bonne chance pour votre thèse et espère pouvoir vous emboîter le pas dans les années à venir. Merci. »

**Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°15
à la question n°18 (Membre du Conseil national de la jeunesse
/ Société civile)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ « *J'invite les amis de la République centrafricaine à intensifier leurs efforts afin de faire démobiliser tous les enfants enrôlés dans les groupes armés. »*
- ✓ « *La place des enfants, c'est à l'école et non sur les champs de bataille. »*
- ✓ « *Je demande à tous ceux et à toutes celles qui emploient des enfants de cesser immédiatement... »*
- ✓ « *... un mineur n'est pas fait pour travailler mais pour être pris en charge par les adultes. »*
- ✓ « *J'invite enfin le président Touadera à mettre fin à l'impunité et à la corruption qui sont devenues des fléaux qui font la honte de notre pays aux yeux du monde. »*
- ✓ « *Tous ceux qui sont soupçonnés de corruption et de détournement de deniers publics doivent être traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les jeunes plaident pour la fin de l'enrôlement des enfants par les groupes armés et pour la traduction devant la justice de tous ceux et

toutes celles, soupçonnés de trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain et de corruption.

ENTRETIEN N° 16

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n° 16 à la question n° 1

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Merci d'avoir porté votre choix sur ma modeste personne pour cet entretien. Comme je vous l'ai dit en off, je souhaite que mon identité ne soit pas révélée dans votre thèse, à cause de la sensibilité des questions que nous allons débattre au cours de cet entretien. Ce préalable ayant été fait, je voudrais, avec votre permission, m'incliner devant la mémoire des nombreuses victimes de cette crise que nous vivons dans notre pays depuis 2013. Les causes de ce drame que vit la Centrafrique depuis des lustres sont une accumulation de déception de la part d'une partie de nos concitoyens qui ne se reconnaissent pas dans le mode de gestion de nos différents gouvernants. Je dois rester lucide car la probité intellectuelle m'y oblige. Depuis l'indépendance de notre pays en 1960, les différents régimes qui ont présidé aux destinées du peuple centrafricain se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance. Le clientélisme, le tribalisme, les détournements de deniers publics, l'impunité, l'exclusion, la justice des plus forts, pour ne citer que ces maux-là ont caractérisé la gouvernance de ces régimes. Comme conséquence, un climat de défiance s'est installé entre les décideurs et le peuple centrafricain. Les politiques, avec l'aide des puissances occidentales au premier rang desquelles la France, ont instrumentalisé le mécontentement d'une partie de la population centrafricaine pour créer l'instabilité par le truchement des rébellions, coups d'État, grèves violentes et mutineries dans

notre pays. Aujourd'hui, le président Touadera gère les conséquences de tous les ratés des régimes qui l'ont précédé et se démène en beau diable pour résoudre de très nombreux problèmes qui datent de Mathusalem. C'est un homme d'État très courageux qui n'hésite pas à prendre des décisions parfois impopulaires si celles-ci servent les intérêts de son peuple, qui vient de lui renouveler sa confiance en lui accordant un nouveau mandat de cinq ans. Je ne suis pas un doux rêveur, ce n'est pas en deux mandats de cinq ans chacun que le chef de l'État arrivera à résoudre tous les problèmes de notre pays qui datent des périodes très anciennes. Mais reconnaissons quand même qu'en un seul mandat de cinq ans, la Centrafrique sous le leadership éclairé du professeur Touadera, a pu retrouver sa place dans le concert des nations du monde. Notre pays est en train de retrouver la paix, la sécurité et la quiétude depuis que le président a fait venir nos amis Russes qui forment et équipent les forces armées centrafricaines. En six mois, les FACA ont, grâce à l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, repris la quasi-totalité des villes de l'intérieur du pays qui étaient depuis plusieurs années, sous le contrôle des groupes armés financés et équipés par des puissances occidentales. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 16 à la question n°1 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ « ... je souhaite que mon identité ne soit pas révélée dans votre thèse, à cause de la sensibilité des questions que nous allons débattre au cours de cet entretien. »
- ✓ « ... je voudrais... m'incliner devant la mémoire des nombreuses victimes de cette crise que nous vivons dans notre pays depuis 2013. »
- ✓ « Les causes de ce drame que vit la Centrafrique... une accumulation de déception de la part d'une partie de nos

concitoyens qui ne se reconnaissent pas dans le mode de gestion de nos différents gouvernants. »

- ✓ *« ... les différents régimes... se sont fait remarquer par la mauvaise gouvernance. »*
- ✓ *« ... un climat de défiance s'est installé entre les décideurs et le peuple centrafricain. »*
- ✓ *« ... le président Touadera gère les conséquences de tous les ratés des régimes qui l'ont précédé... »*
- ✓ *« C'est un homme d'État très courageux qui n'hésite pas à prendre des décisions parfois impopulaires si celles-ci servent les intérêts de son peuple... »*
- ✓ *« ... ce n'est pas en deux mandats de cinq ans chacun que le chef de l'État arrivera à résoudre tous les problèmes de notre pays qui datent des périodes très anciennes. »*
- ✓ *« Notre pays est en train de retrouver la paix, la sécurité et la quiétude depuis que le président a fait venir nos amis Russes... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- ✓ *« Les politiques, avec l'aide... de la France, ont instrumentalisé le mécontentement d'une partie de la population centrafricaine pour créer l'instabilité par... des rébellions, coups d'État, grèves violentes et mutineries dans notre pays. »*
- ✓ *« ... les FACA ont, grâce à l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, repris la quasi-totalité des villes de l'intérieur du pays qui étaient depuis plusieurs années, sous le contrôle des*

groupes armés financés et équipés par des puissances occidentales. »

Analyse : La mauvaise gouvernance et l'ingérence des puissances occidentales sont parmi les causes du conflit à répétition en République centrafricaine. Il est vrai que la gouvernance du président Faustin Archange Touadera pose de nombreux problèmes, mais la majorité de ceux-ci datent des régimes précédents. En quelques mois seulement, les forces armées centrafricaines (FACA), avec l'appui de leurs alliés Russes et Rwandais, ont pu reconquérir plusieurs régions centrafricaines, jadis sous le contrôle des groupes armés. C'est un résultat que la Mission de maintien de la paix des Nations (MINUSCA) et l'Opération Sangaris de la France n'ont pu atteindre en plusieurs années de présence militaire en République centrafricaine.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°2

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« La communauté internationale a toujours joué au médecin après la mort dans notre pays. Je m'explique. Elle laisse la situation pourrir avant d'intervenir et pourtant certains signes avant-coureurs auraient pu l'interpeler. Par exemple, au temps de l'ancien président Bozize, en 2007 et 2008, cette communauté internationale avait déversé plusieurs milliards de francs CFA pour financer le DDR des ex-combattants des rébellions dont la majorité était concentrée vers le Sud-Est de notre pays. Ces milliards avaient fait l'objet de détournements massifs de la part de Bozize et ses proches, mais la communauté internationale n'avait réagi que de manière timorée, à la surprise de tous. La France est restée étonnement muette et pourtant, elle a apporté une contribution substantielle au financement de ce fameux DDR.

Les choses ne s'étaient pas arrêtées là, car les violations graves des droits de l'homme s'étaient érigées en mode de gouvernance. Les exécutions extrajudiciaires et les détentions illégales dans la tristement célèbre prison de la ville de Bossembele à 160 km de Bangui se déroulaient sans que personne ne prenne aucune mesure forte à l'encontre du régime criminel de Bozize. C'est l'ensemble de tout ce que je viens de vous raconter qui a fait le lit à la rébellion de l'ex-Seleka qui a pris le pouvoir le 24 mars 2013, avec la cohorte de violences indescriptibles que nous connaissons. Donc si la communauté internationale avait fait de la prévention en prenant le devant des choses et exigé à Bozize le respect des droits de l'homme et des principes de la bonne gouvernance, on n'en serait pas là aujourd'hui. Par ailleurs, les politiques Centrafricains ont également une grande responsabilité dans la survenue de cette crise, car ils privilégiaient leurs intérêts personnels au détriment de ceux du peuple centrafricain. Quand opposition et parti au pouvoir à l'époque étaient allés à Libreville et à Brazzaville pour débattre des problèmes du pays en vue de trouver des solutions politiques de sortie de crise, ils se sont contentés du partage de hauts postes de responsabilité dans l'administration centrafricaine. Les vrais sujets concernant la vie de la nation centrafricaine n'avaient pas été sérieusement abordés si bien que tous les accords signés à Libreville et à Brazzaville n'ont servi à rien, car ils n'ont pu empêcher la guerre. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°16 à la question n°2 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ « *La communauté internationale a toujours joué au médecin après la mort dans notre pays. »*
- ✓ « *Elle laisse la situation pourrir avant d'intervenir et pourtant certains signes avant-coureurs auraient pu l'interpeler. »*

- ✓ « ... si la communauté internationale avait fait de la prévention en prenant le devant des choses et exigé à Bozize le respect des droits de l'homme et des principes de la bonne gouvernance, on n'en serait pas là aujourd'hui. »
- ✓ « ... les politiques Centrafricains ont également une grande responsabilité dans la survenue de cette crise, car ils privilégiaient leurs intérêts personnels au détriment de ceux du peuple centrafricain. »
- ✓ « Les vrais sujets concernant la vie de la nation centrafricaine n'avaient pas été sérieusement abordés... tous les accords signés à Libreville et à Brazzaville n'ont servi à rien, car ils n'ont pu empêcher la guerre. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

1. « ... au temps de l'ancien président Bozize, en 2007 et 2008, cette communauté internationale avait déversé plusieurs milliards de francs CFA pour financer le DDR des ex-combattants des rébellions... »
2. « Ces milliards avaient fait l'objet de détournements massifs de la part de Bozize et ses proches, mais la communauté internationale n'avait réagi que de manière timorée... »
3. « La France est restée étonnement muette et pourtant, elle a apporté une contribution substantielle au financement de ce fameux DDR. »
4. « Les exécutions extrajudiciaires et les détentions illégales dans la tristement célèbre prison de la ville de Bossembele à 160 km de Bangui se déroulaient sans que personne ne prenne aucune mesure forte à l'encontre du régime criminel de Bozize. »
5. « C'est l'ensemble de tout ce que je viens de vous raconter qui a fait le lit à la rébellion de l'ex-Seleka qui a pris le pouvoir le 24 mars 2013... »
6. « Quand opposition et parti au pouvoir... étaient allés à Libreville et à Brazzaville pour débattre des problèmes du pays... ils se sont

contentés du partage de hauts postes de responsabilité dans l'administration centrafricaine. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La communauté internationale a effectivement fait montre d'hypocrisie car certaines puissances occidentales dont la France ont financé et équipé les groupes armés en République centrafricaine. Elle a également manqué de fermeté vis-à-vis des dirigeants Centrafricains qui ont brillé par la mauvaise gouvernance. L'exemple le plus patent est celui de l'ancien président François Bozize. Ce dernier n'avait pas fait bon usage des fonds alloués par la communauté internationale pour le financement du processus de DDR (démobilisation, désarmement et réinsertion) des ex-combattants des rébellions de son époque. Mais les puissances occidentales, premières contributrices de ces fonds, n'avaient pas fait assez de pression sur l'ancien président Bozize dans le but de lui exiger des comptes. Par ailleurs, les nombreux accords signés, dont ceux de Libreville, Brazzaville et Syrte, par les politiques Centrafricains n'ont pas pu empêcher la survenance des conflits, car au moment de leurs négociations, les problèmes de fond du quotidien du peuple centrafricain n'avaient été traités. Ces problèmes de fond sont, entre autres, la lutte contre les détournements de deniers publics, la corruption et le tribalisme, ainsi que la redistribution des richesses à toutes les couches de la population centrafricaine. Les politiques se sont contentés du partage des hauts postes de responsabilité dans l'administration publique.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°3

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Écoutez, la communauté internationale savait ce qu'il fallait faire pour éviter ces violences au peuple centrafricain, mais elle n'a rien fait. Maintenant que les populations civiles subissent les conséquences de l'irresponsabilité de la communauté internationale, cette dernière sait également que faire pour y mettre fin. Les violences dont souffrent les civils sont le fait des groupes armés qui sont tous financés et équipés par les puissances occidentales dont la France. Les rebelles ex-Seleka avaient été financés et équipés par Paris, si non, ils n'auraient pas été capables de renverser le régime de Bozize en 2013. Idem pour les groupes armés issus de la dislocation de la coalition de l'ex-Seleka qui sont aujourd'hui au nombre de quinze si mes statistiques sont bonnes. Donc si la France cesse de financer et équiper ces groupes armés, ces derniers n'auraient plus les moyens nécessaires à la commission de ces violences sur les civils. Mais la France est tout aussi hypocrite que les autres puissances occidentales, d'un côté elle soutient les rebelles, de l'autre côté, elle se dit être aux côtés des autorités et du peuple Centrafricains dans leur quête de la paix. De qui la communauté internationale se moque-t-elle ? Maintenant que ces puissances occidentales ne sont pas capables de faire arrêter les violences, le président Touadera se rapproche de la Russie et du Rwanda afin que ceux-ci aident les forces armées centrafricaines à bouter hors du territoire centrafricain, les groupes armés, la France se met dans tous ses états et organise une véritable campagne de dénigrement à l'encontre de nos amis Russes et des autorités centrafricaines. Quelle honte ! L'opération Sangaris que Paris avait dépêchée de 2013 à 2015 en Centrafrique là, qu'avait-elle fait ? Rien. Elle n'a même pas libéré des mains des rebelles ne serait-ce qu'une seule ville jusqu'à ce qu'elle quitte notre pays sur la pointe des pieds, toute honte bue. Les casques bleus de la MINUSCA sont sur notre territoire depuis 2014, combien de villes ont-ils repris des mains des groupes armés ? Aucune. Dans certaines localités, une certaine complicité a été relevée entre la MINUSCA et les chefs des groupes armés qui ont mis les villes de l'intérieur de notre pays sens dessus dessous. En tout cas, le président Touadera a fait au peuple centrafricain la promesse selon

laquelle, il rétablirait la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national, et c'est qu'il est en train de faire, conformément aux dispositions de la Constitution de notre pays. La Constitution autorise le chef de l'État à signer des accords de défense avec tout autre État du monde acceptant d'aider l'armée nationale à faire face à toutes sortes d'agressions à l'encontre de notre pays. En définitive, que la France se calme, qu'elle se taise et récolte les fruits de l'échec cuisant de sa politique hypocrite en Centrafrique depuis l'indépendance. Cette époque où c'est Paris qui fait et défait les présidents en Centrafrique est totalement révolue. Le peuple centrafricain qui soutient entièrement la politique du président Touadera n'est pas dupe. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 16 à la question n°3 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ « ... le président Touadera a fait au peuple centrafricain la promesse... il rétablirait la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national... conformément aux dispositions de la Constitution de notre pays. »
- ✓ « ... que la France se calme, qu'elle se taise et récolte les fruits de l'échec cuisant de sa politique hypocrite en Centrafrique depuis l'indépendance. »
- ✓ « Cette époque où c'est Paris qui fait et défait les présidents en Centrafrique est totalement révolue. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

7. « ... le président Touadera se rapproche de la Russie et du Rwanda afin que ceux-ci aident les forces armées centrafricaines à bouter hors du territoire centrafricain, les groupes armés... »
8. « ... la France se met dans tous ses états et organise une véritable campagne de dénigrement à l'encontre de nos amis Russes et des autorités centrafricaines. »
9. « L'opération Sangaris que Paris avait dépêchée de 2013 à 2015 en Centrafrique là, qu'avait-elle fait ? Rien. »
10. « Elle n'a même pas libéré des mains des rebelles ne serait-ce qu'une seule ville jusqu'à ce qu'elle quitte notre pays sur la pointe des pieds, toute honte bue. »
11. « Les casques bleus de la MINUSCA sont sur notre territoire depuis 2014, combien de villes ont-ils repris des mains des groupes armés ? Aucune. »
12. « La Constitution autorise le chef de l'État à signer des accords de défense avec tout autre État du monde... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

13. « ... la communauté internationale savait ce qu'il fallait faire pour éviter ces violences au peuple centrafricain, mais elle n'a rien fait. »
14. « ... les populations civiles subissent les conséquences de l'irresponsabilité de la communauté internationale »
15. « Les violences... sont le fait des groupes armés... financés et équipés par les puissances occidentales dont la France. »
16. « Les rebelles ex-Seleka avaient été financés et équipés par Paris, si non, ils n'auraient pas été capables de renverser le régime de Bozize en 2013. »
17. « Idem pour les groupes armés issus de la dislocation de la coalition de l'ex-Seleka qui sont aujourd'hui au nombre de quinze... »

18. « ... si la France cesse de financer et équiper ces groupes armés, ces derniers n'auraient plus les moyens nécessaires à la commission de ces violences sur les civils. »
19. « ... la France est tout aussi hypocrite que les autres puissances occidentales... »
20. « ... d'un côté elle soutient les rebelles, de l'autre côté, elle se dit être aux côtés des autorités et du peuple Centrafricains dans leur quête de la paix. »
21. « Dans certaines localités, une certaine complicité a été relevée entre la MINUSCA et les chefs des groupes armés qui ont mis les villes de l'intérieur de notre pays sens dessus dessous. »

Analyse : Les violences que subissent les civils en République centrafricaine, sont en grande partie le fait des groupes armés financés et équipés par les puissances occidentales, notamment la France. Si celle-ci cesse de financer et équiper les rebelles, ces derniers n'auraient plus les moyens de faire la guerre sur le terrain. Si Paris fait pression sur les groupes armés et leur exige de déposer les armes sans délai, ils le feraient sans hésitation, car sans le soutien de l'Élysée, les rebelles ne sont capables de grandes choses. En définitive, si Paris cesse de soutenir les rebelles et demander à ceux-ci de déposer les armes, et si la MINUSCA combat par tous les moyens légaux les groupes armés qui menacent la paix et la sécurité des civils, conformément à leur mandat placé sous le chapitre 7 de la charte des Nations Unies, les violences s'arrêteraient.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

**Réponse de l'interviewé n° 16 à la question n°4
(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)**

« Écoutez, cette question revient souvent. Les partis politiques de l'opposition ont toujours été de mauvaise foi. Regardez vous-même ce qu'ils sont en train de faire au sein de leur fameuse COD2020. On ne sait plus ce qu'ils veulent, personne ne sait plus ce qu'ils veulent non plus. Ils demandent une chose et son contraire en même temps. C'est ridicule. Ils sont à court d'argument et n'ont plus rien à proposer au peuple centrafricain. Cette fameuse opposition a-t-elle des leçons de bonne gouvernance à donner au président Touadera ? D'autant que nombre de ses leaders ont, à un moment ou à un autre, dirigé ce pays et que les résultats ne sont pas des plus reluisants. Mahamat Kamoun, par exemple, dont le nom a été cité dans les détournements des dons angolais au temps de la transition de Catherine Samba-Panza dont il était le premier ministre, a-t-il vraiment des leçons de bonne gouvernance à donner au professeur Touadera ?

Bref, l'opposition n'a pas été conviée aux négociations de Khartoum parce que non seulement, elle n'avait rien à proposer, mais elle serait allée défendre les intérêts de son parrain la France, qui vont à l'encontre de ceux du peuple centrafricain. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 16 à la question n°4 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ *« On ne sait plus ce qu'ils veulent... »*
- ✓ *« ... personne ne sait plus ce qu'ils veulent non plus. »*
- ✓ *« Ils demandent une chose et son contraire en même temps. »*
- ✓ *« Ils sont à court d'argument et n'ont plus rien à proposer au peuple centrafricain. »*
- ✓ *« ... nombre de ses leaders ont, à un moment ou à un autre, dirigé ce pays et que les résultats ne sont pas des plus reluisants. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

22. « Mahamat Kamoun... dont le nom a été cité dans les détournements des dons angolais au temps de la transition de Catherine Samba-Panza dont il était le premier ministre, a-t-il vraiment des leçons de bonne gouvernance à donner au professeur Touadera ? »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

23. « Les partis politiques de l'opposition ont toujours été de mauvaise foi. »
24. « ... l'opposition n'a pas été conviée aux négociations de Khartoum... parce qu'elle n'avait rien à proposer... »
25. « ... elle serait allée défendre les intérêts de son parrain la France, qui vont à l'encontre de ceux du peuple centrafricain. »

Analyse : Il est vrai que la majorité des leaders des partis politiques de l'opposition sont proches de la France, mais le fait de les avoir écartés des négociations de Khartoum était une erreur politique du président Faustin Archange Touadera. L'inclusivité de ce dialogue aurait voulu que toutes les forces vives de la nation centrafricaine y soient associées dans le but de trouver un consensus qui aurait arrangé tout le monde.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°5

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« L'APPR-RCA avait été parfaitement négocié par l'ancien premier ministre Firmin Ngrebada à qui je rends un hommage bien mérité pour la qualité du

travail abattu. Il n'est plus à la tête du gouvernement centrafricain, mais il est actuellement très heureux d'avoir contribué à la signature de cet accord de paix et surtout à la reconquête d'une grande partie du territoire centrafricain des mains des groupes armés soutenus et financés par la France. Cela dit, l'APPR-RCA n'a pu aider notre pays à retrouver la paix du fait de la mauvaise foi des groupes armés manipulés par Paris qui a toujours fait pression sur les chefs rebelles de ne pas déposer les armes et de continuer à violenter les civils. Les diamants et l'or que le chef de l'UPC, le tristement célèbre Ali Darass exploitait à Ndassima étaient troqués contre des armes et munitions venant de France ou essentiellement vendus aux émissaires de l'Élysée. La France utilise les groupes armés pour empêcher le président Touadera d'exploiter les immenses richesses que contiennent nos sols et sous-sol, car elle a toujours considéré que ces richesses lui appartiennent. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°16 à la question n°5 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ « *L'APPR-RCA avait été parfaitement négocié par l'ancien premier ministre Firmin Ngrebada... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « *... l'APPR-RCA n'a pu aider notre pays à retrouver la paix du fait de la mauvaise foi des groupes armés manipulés par Paris... »*

- « ... Paris... a toujours fait pression sur les chefs rebelles de ne pas déposer les armes et de continuer à violenter les civils. »
- « Les diamants et l'or que le chef de l'UPC, ... Ali Darass exploitait à Ndassima étaient troqués contre des armes et munitions venant de France ou essentiellement vendus aux émissaires de l'Élysée. »
- « La France utilise les groupes armés pour empêcher le président Touadera d'exploiter les immenses richesses que contiennent nos sols et sous-sol... »
- « ... elle a toujours considéré que ces richesses lui appartiennent. »

Analyse : L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays pour plusieurs raisons. D'abord, le gouvernement centrafricain n'avait aucun moyen de coercition face aux groupes armés qui étaient mieux équipés que les forces armées centrafricaines (FACA). Le régime de Bangui avait négocié l'APPR-RCA en position de faiblesse, car les rapports de force sur le terrain n'étaient pas en sa faveur. Ensuite, les garants de l'APPR-RCA, notamment l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE), les Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), n'ont pas joué leur rôle de suivi. Il leur revenait d'infliger des sanctions aux signataires de l'APPR-RCA qui en auraient violé les dispositions. Mais rien n'avait été fait d'autant que les groupes armés ont continué à perpétrer des violences sur les civils sans la moindre réaction des garants. Les leaders des partis politiques de l'opposition ont également une part de responsabilité, car ils ont toujours appelé le peuple centrafricain à ne pas apporter son soutien à la mise en œuvre de l'APPR-RCA. Il y a aussi l'hypocrisie des puissances occidentales dont la France. D'un côté celle-ci continue de financer et équiper les groupes armés, de l'autre côté, elle dit apporter son soutien au président Faustin Archange Touadera et au peuple centrafricain dans leur quête de paix.

**Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ?
Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?**

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°6

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Vous savez, le fait que le président Touadera ait fait venir les Russes en Centrafrique n'a jamais été accepté par la France si bien qu'elle a, sans succès, remué terre et ciel pour empêcher sa réélection l'année dernière. Les groupes armés, sous les pressions de Paris, ont demandé au chef de l'État, le report des élections présidentielles et législatives du 27 décembre 2020, dans le but de créer un vide institutionnel à la tête de notre pays à l'issue de son premier mandat le 30 mars 2021. Une fois ce vide créé, il fallait mettre en place une transition dirigée par Touadera sous réserve que celui-ci accepte de ne pas se représenter à la prochaine élection présidentielle. Le président Touadera, en fin stratège, a vite vu venir le plan des groupes armés et a opposé un nœud ferme à leur demande. N'ayant pas réussi à convaincre le président pour le report des élections, la dernière possibilité qui restait entre les mains des groupes armés soutenus par la France, c'était l'usage de la force. C'est comme cela qu'ils se sont retrouvés à Kamba Kota dans la préfecture de l'Ouham à la mi-décembre 2020 pour mettre en place la fameuse Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont les missions étaient d'empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. Mais c'était sans compter avec la détermination et le courage du peuple centrafricain qui a pu démontrer aux yeux du monde entier qu'il ne laissera personne lui dicter son avenir. Toutes les tentatives de la CPC ont lamentablement échoué, car le peuple souverain a fait bloc derrière son président, le professeur Touadera. Je rappelle que parmi les quatorze groupes armés signataires de l'APPR-RCA, huit ont adhéré à la CPC, et les six autres sont restés fidèles aux engagements qu'ils ont pris à Khartoum, c'est-à-dire travailler pour le retour de la paix en Centrafrique. Les criminels de la CPC n'ayant pas pu empêcher la tenue des élections par la violence,

ont perpétré sans succès un coup d'État le 13 janvier 2021 contre le président Touadera afin de prendre le pouvoir par la force. Mais l'armée nationale, l'armée du peuple centrafricain, avec l'appui de nos amis Russes et Rwandais, ont fermement repoussé les attaques des terroristes de la CPC qui n'ont eu d'autre choix que prendre leurs jambes au cou comme des malpropres. Aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, les FACA et leurs alliés sont aux trousses de ses bandits de grand chemin à la solde de la France pour les réduire au néant sur toute l'étendue du territoire national. L'ancien président Bozize qui est le coordonnateur de la CPC, s'il n'est pas neutralisé, répondra de ses actes devant le peuple centrafricain. Nous sommes tous au courant des financements importants et matériels de guerre en grande quantité qu'il a reçu des mains de la France. Bozize rencontrera le peuple centrafricain devant lui, à chaque fois qu'il tentera de s'attaquer aux institutions de la République. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°16 à la question n°6 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

1. « ... c'était sans compter avec la détermination et le courage du peuple centrafricain qui a pu démontrer aux yeux du monde entier qu'il ne laissera personne lui dicter son avenir. »
2. « Toutes les tentatives de la CPC ont lamentablement échoué, car le peuple souverain a fait bloc derrière son président, le professeur Touadera. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- « ... le fait que le président Touadera ait fait venir les Russes en Centrafrique n'a jamais été accepté par la France... »

- « ... elle a, sans succès, remué terre et ciel pour empêcher sa réélection l'année dernière. »
- « Les groupes armés, sous les pressions de Paris, ont demandé au chef de l'État, le report des élections présidentielles et législatives du 27 décembre 2020, dans le but de créer un vide institutionnel à la tête de notre pays à l'issue de son premier mandat le 30 mars 2021. »
- « Le président Touadera... a... vu venir le plan des groupes armés et a opposé un nœud ferme à leur demande. »
- « N'ayant pas réussi à convaincre le président pour le report des élections, la dernière possibilité qui restait entre les mains des groupes armés soutenus par la France, c'était l'usage de la force. »
- « ... ils se sont retrouvés à Kamba Kota dans la préfecture de l'Ouham à la mi-décembre 2020 pour mettre en place la fameuse Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dont les missions étaient d'empêcher par la force, la tenue des élections du 27 décembre 2020. »
- « ... parmi les quatorze groupes armés signataires de l'APPR-RCA, huit ont adhéré à la CPC, et les six autres sont restés fidèles aux engagements qu'ils ont pris à Khartoum... »
- « Les criminels de la CPC n'ayant pas pu empêcher la tenue des élections par la violence, ont perpétré sans succès un coup d'État le 13 janvier 2021 contre le président Touadera... »
- « ... l'armée nationale..., avec l'appui de nos amis Russes et Rwandais, ont fermement repoussé les attaques des terroristes de la CPC... »
- « ... les FACA et leurs alliés sont aux trousseaux de ces bandits de grand chemin... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... ces bandits de grand chemin... à la solde de la France... »

- *« L'ancien président Bozize... est le coordonnateur de la CPC... Nous sommes tous au courant des financements importants et matériels de guerre en grande quantité qu'il a reçu des mains de la France. »*

Analyse : Huit groupes armés parmi les quatorze signataires de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) se sont retirés de celui-ci et ont créé la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), parce qu'ils ont demandé sans succès, le report des élections du 27 décembre 2020 au président Faustin Archange Touadera. La CPC a été mise en place à la demande de la France qui voulait s'en servir pour non seulement, empêcher par la force la réélection du chef de l'État centrafricain, mais également de le démettre du pouvoir. Paris s'est lancée dans ce projet pour punir le président Touadera qui a eu l'audace de faire venir en République centrafricaine les Russes.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°7

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Les FACA et leurs alliés sont en mesure de reprendre toutes les villes jadis illégalement occupées par les groupes armés. Vous êtes chercheur, je crois que vous suivez régulièrement les nouvelles qui viennent du front. Laissez-moi vous dire qu'aujourd'hui, les FACA et leurs alliés contrôlent plus de 90 % du territoire centrafricain. Donc d'ici à quelques mois, on ne parlera plus de ces criminels de la CPC dans notre pays. Je saisis cette occasion pour remercier le président Vladimir Poutine et le peuple russe, ainsi que le président Paul Kagamé et le peuple Rwandais qui ont bien voulu prêter mains fortes aux FACA dans la reconquête du territoire centrafricain des mains des terroristes de la CPC. J'exhorte le président Touadera à poursuivre avec ce langage de fermeté face à tous ceux qui défient l'autorité

de l'État, car comme disait le président Sarkozy, je cite « On ne négocie pas avec les terroristes, on les combat ». J'appelle le peuple centrafricain et toute la jeunesse de notre pays à maintenir leur soutien total et indéfectible au président Touadera dans cette mission très difficile de pacification et de sécurisation de notre territoire. Toutes les mains invisibles qui soutiennent, financent et équipent les terroristes de la CPC doivent savoir qu'elles rencontreront le peuple souverain centrafricain sur leur chemin. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°16 à la question n°7 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

3. *« Les FACA et leurs alliés sont en mesure de reprendre toutes les villes jadis illégalement occupées par les groupes armés. »*
4. *« ... d'ici à quelques mois, on ne parlera plus de ces criminels de la CPC dans notre pays. »*
5. *« Je saisis cette occasion pour remercier le président Vladimir Poutine et le peuple russe, ainsi que le président Paul Kagamé et le peuple Rwandais qui ont bien voulu prêter mains fortes aux FACA... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

- *« ... aujourd'hui, les FACA et leurs alliés contrôlent plus de 90 % du territoire centrafricain. »*

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... les mains invisibles qui soutiennent, financent et équipent les terroristes de la CPC doivent savoir qu'elles rencontreront le peuple souverain centrafricain sur leur chemin. »*

Analyse : Les forces armées centrafricaines (FACA) sont en mesure de reconquérir l'intégralité du territoire centrafricain, avec l'appui des Russes et Rwandais. Cependant, les rebelles de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) sont en train d'instaurer une véritable guérilla face aux FACA et leurs alliés. Cette guérilla risque d'être coûteuse en hommes et en matériels. Par conséquent, les autorités centrafricaines doivent en tenir compte dans l'élaboration des stratégies de reconquête du territoire national.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°8

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Vous êtes sans ignorer que les terroristes de la CPC se livraient au commerce illicite de nos ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bois et le bétail dans les zones qu'ils contrôlaient. Même à l'heure où je vous parle, ils continuent à le faire dans les quelques rares régions du pays où ils existent, mais ce n'est qu'une question de temps, car les FACA et leurs alliés sont à leurs trousses pour les neutraliser et mettre fin à cette pratique illégale. Par ailleurs, avant la fin du mois de décembre 2020, j'allais dire avant l'entrée en scène des alliés Russes et Rwandais, les groupes armés ont pillé nos diamants, or et bois. Ces richesses étaient ensuite revendues aux puissances occidentales, notamment à la France qui les finance et les équipe. C'est tout cela qui a mis Paris dans une colère noire contre le président Touadera qui s'emploie à mettre fin aux activités commerciales

illégales des pierres précieuses de notre pays, en chassant les terroristes de la CPC. Je profite de cette occasion pour appeler les groupes armés qui sont restés fidèles à l'APPR-RCA de cesser immédiatement l'exploitation illégale de nos richesses du sol et du sous-sol. S'ils veulent vraiment aider le président Touadera à améliorer le quotidien de nos concitoyens Centrafricains, il faudrait que ces richesses soient exploitées de manière légale afin que les taxes et impôts y relatifs soient versés au Trésor Public dont les caisses sont soumises à rude épreuve. Certains proches du chef de l'État qui se livrent également à ce commerce illicite doivent y mettre fin, car ils doivent donner le bon exemple. Les entreprises locales ou étrangères détentrices de permis d'exploitation forestière et minière dûment délivrés par l'État centrafricain, doivent respecter scrupuleusement la législation en vigueur, en payant régulièrement leurs impôts et taxes et en protégeant l'environnement. Ces richesses naturelles sont des biens publics dont l'exploitation doit profiter au peuple centrafricain. Quant à tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de corruption dans la délivrance des permis miniers et pour lesquels les services compétents de l'État tels que la Haute autorité chargée de la bonne gouvernance ont fait des audits et produit des rapports à l'attention des autorités compétentes, ils doivent répondre de leurs actes devant la justice. Sur ce point, je pense que le président Touadera devrait faire preuve de fermeté et de courage, car toutes les affaires de corruption et de détournement de fonds publics présumés sont restées lettres mortes dans ses tiroirs. Cela n'est pas acceptable. Le peuple centrafricain s'impatiente face au manque de lutte efficace contre la corruption et l'impunité qui sont en train de gangréner notre pays. Depuis que le président est au pouvoir, les cas avérés de détournement de deniers publics et de corruption ne sont pas sanctionnés, je trouve cela incompréhensible et inacceptable. On ne peut pas continuer à fermer les yeux sur ces pratiques qui ternissent l'image de notre pays, car les bailleurs de fonds qui nous aident ne seront jamais contents de nous. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 16 à la question n°8 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

6. « ... les terroristes de la CPC se livraient au commerce illicite de nos ressources naturelles, notamment le diamant, l'or, le bois et le bétail dans les zones qu'ils contrôlaient. »
7. « ... ils continuent à le faire dans les quelques rares régions du pays où ils existent... »
8. « Ces richesses étaient ensuite revendues aux puissances occidentales, notamment à la France qui les finance et les équipe. »
9. « C'est tout cela qui a mis Paris dans une colère noire contre le président Touadera qui s'emploie à mettre fin aux activités commerciales illégales des pierres précieuses de notre pays, en chassant les terroristes de la CPC. »
10. « Je profite de cette occasion pour appeler les groupes armés qui sont restés fidèles à l'APPR-RCA de cesser immédiatement l'exploitation illégale de nos richesses du sol et du sous-sol. »
11. « S'ils veulent vraiment aider le président Touadera à améliorer le quotidien de nos concitoyens Centrafricains, il faudrait que ces richesses soient exploitées de manière légale... »
12. « Certains proches du chef de l'État qui se livrent également à ce commerce illicite doivent y mettre fin... »
13. « Les entreprises locales ou étrangères détentrices de permis d'exploitation forestière et minière dûment délivrés par l'État centrafricain, doivent respecter scrupuleusement la législation en vigueur... »
14. « Ces richesses naturelles sont des biens publics dont l'exploitation doit profiter au peuple centrafricain. »

15. « ... tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de corruption dans la délivrance des permis miniers... doivent répondre de leurs actes devant la justice. »
16. « ... le président Touadera devrait faire preuve de fermeté et de courage, car toutes les affaires de corruption et de détournement de fonds publics présumés sont restées lettres mortes dans ses tiroirs. »
17. « Le peuple centrafricain s'impatiente face au manque de lutte efficace contre la corruption et l'impunité... »
18. « Depuis que le président est au pouvoir, les cas avérés de détournement de deniers publics et de corruption ne sont pas sanctionnés... »
19. « On ne peut pas continuer à fermer les yeux sur ces pratiques qui ternissent l'image de notre pays... »
20. « ... les bailleurs de fonds qui nous aident ne seront jamais contents de nous. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'absence de l'État dans les zones sous le contrôle des groupes armés en République centrafricaine est très destructrice pour le patrimoine naturel. Celui-ci fait l'objet de commerce illicite de la part de plusieurs personnes sont les chefs rebelles, certains proches du président Faustin Archange Touadera et opérateurs économiques. L'impunité et la corruption qui gangrènent l'administration centrafricaine mettent également en péril les richesses naturelles du pays.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°9

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Je pense que la contribution de tous les citoyens Centrafricains est importante, car chacun dans son petit coin sait où se trouve tel ou tel autre richesse. Si le gouvernement sensibilise la population dans ce sens, je pense qu'il sera à même de recenser tous ces biens. Mais la première étape, c'est la sécurisation de tout le territoire national, car tant qu'une partie de notre pays sera encore contrôlée par un groupe armé, il serait difficile à l'État d'y faire l'état des lieux de nos richesses culturelles et naturelles. Donc pour me résumer, ce recensement doit être précédé du redéploiement de l'État sur l'ensemble du territoire national. C'était le côté communication publique en direction de la population. Ensuite, les leaders des partis politiques, les maires, préfets et sous-préfets devraient également être mis à contribution en vue de collecter toute information relative à la situation des richesses culturelles et naturelles du pays. Il faudrait donc de la communication politique en direction des milieux politiques qui, à leur tour, sensibiliseront leurs adhérents et sympathisants dans ce sens. Une communication territoriale de la part du gouvernement centrafricain devrait également s'adresser aux collectivités afin que les responsables puissent sensibiliser leurs administrés à s'impliquer dans le projet. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°16 à la question n°9 (Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

21. « ... la contribution de tous les citoyens Centrafricains est importante, car chacun dans son petit coin sait où se trouve tel ou tel autre richesse. »
22. « Si le gouvernement sensibilise la population dans ce sens, ... il sera à même de recenser tous ces biens. »
23. « ... la première étape, c'est la sécurisation de tout le territoire national... »
24. « ... tant qu'une partie de notre pays sera encore contrôlée par un groupe armé, il serait difficile à l'État d'y faire l'état des lieux de nos richesses culturelles et naturelles. »
25. « ... les leaders des partis politiques, les maires, préfets et sous-préfets devraient également être mis à contribution en vue de collecter toute information relative à la situation des richesses culturelles et naturelles du pays. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une bonne communication publique en direction de la population et territoriale à l'endroit des responsables des collectivités, pourrait permettre au gouvernement centrafricain de qualifier le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine. L'implication des leaders politiques à travers une communication politique serait également d'une grande utilité. Tous ces types de communications ont pour objectif de susciter l'adhésion des cibles.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°10

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« On ne peut rien sécuriser sans la présence des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national. Cela dit, le président Touadera doit poursuivre l'œuvre de reconquête de nos villes de l'intérieur du pays, des mains des groupes armés, car la sécurité des biens et des personnes relève tout d'abord de la compétence de l'État. Pour sécuriser notre patrimoine culturel et naturel, il faut déployer nos forces de défense et de sécurité dans les endroits où se trouvent ces richesses afin de dissuader les personnes véreuses qui seraient tentées de les exploiter illicitement. La présence de l'armée nationale dans une zone où se trouvent diamants, or et bois par exemple, est une forme de communication, c'est-à-dire le langage de la violence légitime et de la fermeté. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°16 à la question n°10

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

26. *« On ne peut rien sécuriser sans la présence des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire national. »*
27. *« ... le président Touadera doit poursuivre l'œuvre de reconquête de nos villes de l'intérieur du pays... »*
28. *« ... la sécurité des biens et des personnes relève tout d'abord de la compétence de l'État. »*
29. *« Pour sécuriser notre patrimoine culturel et naturel, il faut déployer nos forces de défense et de sécurité dans les endroits où se trouvent ces richesses... »*

30. « *La présence de l'armée nationale dans une zone où se trouvent diamants, or et bois... est une forme de communication, ... le langage de la violence légitime et de la fermeté.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le déploiement des forces de défense et de sécurité sur le territoire national est la meilleure communication que le gouvernement centrafricain puisse réaliser à l'endroit des autres acteurs et non-acteurs du conflit pour protéger le patrimoine culturel et naturel en République centrafricaine.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°11

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Le trafic illicite de nos ressources naturelles dont vous parlez est essentiellement pratiqué par les groupes armés, opérateurs économiques, certains politiques et proches du pouvoir. Je dois être honnête avec vous. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°16 à la question n°11
(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

31. « *Le trafic illicite de nos ressources naturelles dont vous parlez est essentiellement pratiqué par les groupes armés, opérateurs économiques, certains politiques et proches du pouvoir.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel est pratiqué par plusieurs personnes dont les rebelles et certains proches du président Faustin Archange Touadera.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°12
(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« *Les générations présentes que nous sommes, ne peuvent profiter de ces richesses naturelles que si celles-ci sont exploitées légalement. L'exploitation légale de nos richesses naturelles va générer d'importants revenus au Trésor Public qui les utilisera pour offrir des services publics et construire des infrastructures au bénéfice du peuple. Mais si nos richesses premières continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part de personnes qui n'ont*

d'intérêt que leurs poches, eh bien, cela ne profitera pas aux générations actuelles. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°16 à la question n°12
(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

32. *« Les générations présentes... ne peuvent profiter de ces richesses naturelles que si celles-ci sont exploitées légalement. »*
33. *« L'exploitation légale de nos richesses naturelles va générer d'importants revenus au Trésor Public qui les utilisera pour offrir des services publics et construire des infrastructures au bénéfice du peuple. »*
34. *« ... si nos richesses premières continuent de faire l'objet de trafic illicite de la part de personnes qui n'ont d'intérêt que leurs poches..., cela ne profitera pas aux générations actuelles. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel centrafricain ne saurait profiter ni aux générations actuelles ni à celles à venir, s'il continue de faire l'objet d'exploitation illicite. Cela est contraire aux principes du développement durable qui voudraient que les ressources naturelles profitent aussi bien aux générations présentes qu'aux générations futures.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°13

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Nous communiquons de manière régulière sur l'excellent travail que les FACA et leurs alliés abattent sur le terrain pour la reconquête de l'intégralité du territoire centrafricain. Nous dénonçons aussi les nombreuses exactions commises par les terroristes de la CPC sur les civils. Nous protestons également contre la campagne médiatique haineuse menée par la France contre notre pays, nos FACA et alliés. Nous communiquons enfin pour défendre nos intérêts, car les médias occidentaux s'acharnent et se déchainent contre nos amis Russes qui sont venus à la rescousse du peuple centrafricain. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°16 à la question n°13

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

35. *« Nous communiquons de manière régulière sur l'excellent travail que les FACA et leurs alliés abattent sur le terrain pour la reconquête de l'intégralité du territoire centrafricain. »*
36. *« Nous dénonçons aussi les nombreuses exactions commises par les terroristes de la CPC sur les civils. »*
37. *« Nous protestons également contre la campagne médiatique haineuse menée par la France contre notre pays, nos FACA et alliés. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérimentiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

1. « ... les médias occidentaux s'acharnent et se déchainent contre nos amis Russes qui sont venus à la rescousse du peuple centrafricain. »

Analyse : Ce sont des communications publiques réalisées pour embellir l'image des forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés Russes et Rwandais dans leurs activités de reconquête des régions jadis contrôlées par les groupes armés. Ces communications visent également à contrer les campagnes médiatiques diffusées sur les médias occidentaux pour ternir la réputation des Russes en République centrafricaine.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°14

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« Les ressources naturelles font l'objet de communications régulières de la part de notre parti le MCU, afin d'attirer les investisseurs qui seraient intéressés par les nombreuses opportunités d'affaires que regorge notre pays. Nous communiquons aussi sur les pratiques illégales de la part des terroristes de la CPC, qui exploitent sans autorisation de l'État, nos diamants, or et bois au bénéfice de leurs parrains occidentaux. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°16 à la question n°14

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérimentiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

2. « *Les ressources naturelles font l'objet de communications... de notre parti le MCU, afin d'attirer les investisseurs...* »
3. « *Nous communiquons... sur les pratiques illégales... des terroristes de la CPC, qui exploitent sans autorisation nos diamants, or et bois...* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le parti présidentiel MCU (Mouvement des cœurs unis) réalise des communications publiques pour dénoncer l'exploitation illicite du patrimoine naturel par les groupes armés. Mais il ne fait pas la même chose pour se désolidariser de certains proches du président Faustin Archange Touadera qui sont accusés de commerce illicite des ressources naturelles.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°15

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos canaux privilégiés. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°16 à la question n°15

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

4. « *La radio, la télé et les réseaux sociaux sont nos canaux privilégiés.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les canaux préférés pour les communications publiques du parti MCU dans le cadre du conflit et de la gestion du patrimoine naturel sont l'Internet et les médias audiovisuels.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°16

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« En soi, ce n'est pas une si mauvaise chose de se concerter en cas de problème. Mais je ne suis pas partisan de la concertation à tout prix, car certaines situations font tout simplement appel à la fermeté et à la rigueur du chef. Que voulais-je dire par là ? Je soutiens toute concertation entre le régime de Touadera et toutes les forces vives de la nation qui respectent l'autorité de l'État, mais pas avec les hors-la-loi. Les terroristes de la CPC qui cherchent à déstabiliser les institutions de la République sont des ennemis du peuple centrafricain et doivent combattus comme tels. Il n'est pas question de s'asseoir autour d'une table avec des gens comme ça et

négocier avec eux. Les ennemis du peuple centrafricain ont deux endroits qui leur sont réservés, soit ils sont neutralisés, soit ils sont traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°16 à la question n°16
(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

5. « ... ce n'est pas une si mauvaise chose de se concerter en cas de problème. »
6. « ... je ne suis pas partisan de la concertation à tout prix... »
7. « ... certaines situations font... appel à la fermeté et à la rigueur du chef. »
8. « Je soutiens toute concertation entre le régime de Touadera et toutes les forces vives de la nation qui respectent l'autorité de l'État... »
9. « ... pas avec les hors-la-loi. »
10. « Les ennemis du peuple centrafricain ont deux endroits qui leur sont réservés, soit ils sont neutralisés, soit ils sont traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Il est vrai que la concertation est l'une des voies pouvant aider les Centrafricains à trouver une solution au conflit auquel est confronté leur pays, mais cela doit obéir à des limites. Il serait contreproductif de se concerter avec ceux et celles qui sont accusés d'actes illégaux graves.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°17

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« L'intervention de tierces personnes pour nous aider à trouver des solutions à nos problèmes que vous appelez médiation, est la bienvenue, mais dans le respect de notre souveraineté. Je suis fondamentalement contre le fait que les médiateurs internationaux concoctent les solutions dans leurs officines huppées en occident ou ailleurs et viennent en Centrafrique nous les imposer. Les médiateurs, leur rôle, c'est de faciliter le dialogue entre les acteurs en divergence afin d'aider ceux-ci à trouver une solution consensuelle. C'est grâce à la médiation de la communauté internationale, notamment celle de l'Union africaine que je remercie au passage que le gouvernement centrafricain et les groupes armés ont pu signer l'APPR-RCA en février 2019. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°16 à la question n°17

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

11. *« L'intervention de tierces personnes pour nous aider à trouver des solutions à nos problèmes que vous appelez médiation, est la bienvenue... »*

12. « ... mais dans le respect de notre souveraineté. »
13. « Je suis fondamentalement contre le fait que les médiateurs internationaux concoctent les solutions dans leurs officines huppées en occident ou ailleurs et viennent en Centrafrique nous les imposer. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

1. « C'est grâce à la médiation de la communauté internationale... que... le gouvernement centrafricain et les groupes armés ont pu signer l'APPR-RCA en février 2019. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est également une piste de recherche de solution au conflit centrafricain, mais en tenant compte des avis des acteurs et non-acteurs en désaccord.

Question N°18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n°16 à la question n°18

(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)

« J'appelle nos alliés Russes et Rwandais à intensifier leur appui aux FACA afin que celles-ci reprennent toutes les villes de nos provinces des mains des terroristes de la CPC. J'invite le peuple centrafricain à soutenir inlassablement le président Touadera dans l'œuvre de reconquête de notre territoire et de la sécurisation de notre pays, car les ennemis de la Centrafrique manigancent tous les jours afin de maintenir notre peuple dans la misère. Enfin, si j'avais une recommandation à faire au chef de l'État, ce

serait la suivante : dialogue avec les légalistes, c'est oui et dialogue avec la CPC, c'est non. Vivement la paix et la sécurité en Centrafrique. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°16 à la question n°18
(Membre de la majorité présidentielle / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

2. *« J'appelle nos alliés Russes et Rwandais à intensifier leur appui aux FACA afin que celles-ci reprennent toutes les villes de nos provinces des mains des terroristes de la CPC. »*
3. *« J'invite le peuple centrafricain à soutenir... le président Touadera dans l'œuvre de reconquête de notre territoire et de la sécurisation de notre pays... »*
4. *« ... une recommandation à faire au chef de l'État, ce serait la suivante : dialogue avec les légalistes, c'est oui et dialogue avec la CPC, c'est non. Vivement la paix et la sécurité en Centrafrique. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La poursuite de l'appui des Russes et Rwandais aux forces armées centrafricaines (FACA) est souhaité, pour la reconquête des zones encore sous le contrôle des groupes armés en République centrafricaine. Par ailleurs, tout dialogue avec ceux ou celles qui sont accusés d'actes illégaux graves serait contreproductif.

ENTRETIEN N° 17

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°1

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Je vous remercie infiniment pour cette occasion que vous m'offrez pour vous dire ce que je pense au sujet de cette crise dont le bout du tunnel n'est pas proche, au regard de la manière dont elle est gérée actuellement par le régime Touadera. Permettez-moi tout d'abord d'exprimer toute mes condoléances à toutes les familles centrafricaines injustement endeuillées par les mercenaires Russes du groupe Wagner que Touadera a illégalement fait venir sur notre territoire et qui sont en train de piller avec la complicité du pouvoir en place, nos richesses naturelles et violenter nos concitoyens. Il est de toute évidence que la mauvaise gouvernance qui a caractérisé les différents régimes qui ont présidé aux destinées de notre pays a joué un grand rôle dans la récurrence de ces différentes crises dont nous souffrons. Cette mauvaise gouvernance a atteint son summum au cours des dix ans que le président Bozize a passé au pouvoir, car c'est en son temps que les Seleka se sont renforcés pour venir prendre le pouvoir par la force le 24 mars 2021. Toute une communauté et toute une région entière de notre pays ont été purement et simplement marginalisées et humiliées pendant des décennies, ce qui a engendré un véritable climat de défiance entre gouvernants et gouvernés. Puis qu'en utilisant les voies légales, les tenants du pouvoir n'ont pas voulu entendre raison, les politiques assoiffés du pouvoir ont dû instrumentaliser la misère et le mécontentement d'une partie de nos compatriotes pour prendre les armes et s'exprimer dans la violence. Les régimes de Dacko I, Bokassa, Dacko II, Kolingba, Patassé et Bozize se sont fait remarquer par le clientélisme, l'impunité, la corruption, le tribalisme, les détournements massifs des deniers publics et j'en passe. Pour ne rien

arranger les choses, l'éphémère passage du régime de Djotodja à la tête de notre pays a remué le couteau dans la plaie qui saignait déjà, avec la cohorte de mercenaires tchadiens et soudanais qui l'ont aidé à prendre le pouvoir le 24 mars 2013. Les Seleka ont commis toutes sortes de violences indescriptibles sur les populations civiles aux mains nues, d'assassinats aux humiliations en passant par le pillage des biens de nos concitoyens. Par ailleurs, les Anti-Balaka par représailles aux actes violents perpétrés par les Seleka sur la communauté non-musulmane, sont rentrés dans la danse et ont commis de très nombreuses violations indescriptibles des droits de l'homme. Je vous parlerai également de la période transitoire dirigée par la présidente Catherine Samba-Panza qui, malheureusement, a été chaotique d'autant que les détournements énormes de deniers publics, avec l'emblématique affaire du don angolais, ont été légion. En ce qui concerne le professeur Touadera, quand il a pris le pouvoir le 30 mars 2016 à l'issue d'une élection présidentielle contestable, tout le peuple centrafricain avait placé en lui son espoir. Il a chanté sur tous les toits qu'il était venu mettre fin aux souffrances du peuple, mais ce dernier a vite déchanté car celui qui se disait président des pauvres s'est transformé en homme d'affaires. Touadera s'est très rapidement associé aux groupes armés pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays et aujourd'hui, il est l'un des hommes les plus riches en Centrafrique. Ses parents et proches ne sont pas restés les bras croisés, car eux-aussi, ils sont pleins, pleins dans le trafic illicite des diamants, or, bois et bétail. La cerise sur le gâteau, Touadera a fait venir sur notre sol des mercenaires Russes du groupe Wagner qui violent et tuent les civils, et pillent les richesses naturelles de notre pays en toute impunité. Avec l'allure où vont les choses actuellement en Centrafrique, la fin de cette crise n'est pas pour demain, car de très nombreuses personnes s'enrichissent illicitement dans ce chaos entretenu par le système corrompu de Touadera et ses proches qui, eux-mêmes en profitent à fond pour s'en mettre plein les poches. Toutes les belles villas et les belles voitures qui inondent Bangui leur appartiennent. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n° 17 à la question n° 1
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

5. « ... mes condoléances à toutes les familles centrafricaines injustement endeuillées... »
6. « ... la mauvaise gouvernance... a joué un grand rôle dans la récurrence de ces différentes crises dont nous souffrons. »
7. « Toute une communauté et toute une région entière de notre pays ont été purement et simplement marginalisées et humiliées pendant des décennies... »
8. « ... ce qui a engendré un véritable climat de défiance entre gouvernants et gouvernés. »
9. « ... en utilisant les voies légales, les tenants du pouvoir n'ont pas voulu entendre raison, les politiques assoiffés du pouvoir ont dû instrumentaliser la misère et le mécontentement d'une partie de nos compatriotes pour prendre les armes et s'exprimer dans la violence. »
10. « ... le professeur Touadera, quand il a pris le pouvoir le 30 mars 2016 à l'issue d'une élection présidentielle contestable, tout le peuple centrafricain avait placé en lui son espoir. »
11. « Il a chanté sur tous les toits qu'il était venu mettre fin aux souffrances du peuple... »
12. « ... ce dernier a vite déchanté car celui qui se disait président des pauvres s'est transformé en homme d'affaires. »
13. « Ses parents et proches ne sont pas restés les bras croisés, car eux-aussi, ils sont pleins, pleins dans le trafic illicite des diamants, or, bois et bétail. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

1. « ... l'éphémère passage du régime de Djotodja à la tête de notre pays a remué le couteau dans la plaie qui saignait déjà, avec la cohorte de mercenaires tchadiens et soudanais qui l'ont aidé à prendre le pouvoir le 24 mars 2013. »
2. « Les Seleka ont commis toutes sortes de violences indescriptibles sur les populations civiles aux mains nues... »
3. « ... les Anti-Balaka par représailles aux actes violents perpétrés par les Seleka sur la communauté non-musulmane, sont rentrés dans la danse et ont commis de très nombreuses violations indescriptibles des droits de l'homme. »
4. « ... la fin de cette crise n'est pas pour demain, car de très nombreuses personnes s'enrichissent illicitement dans ce chaos entretenu par le système corrompu de Touadera et ses proches... »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

5. « ... les mercenaires Russes du groupe Wagner que Touadera a illégalement fait venir sur notre territoire et qui sont en train de piller... nos richesses naturelles et violenter nos concitoyens. »
6. « Touadera s'est très rapidement associé aux groupes armés pour piller les richesses du sol et du sous-sol de notre pays... »

Analyse : La mauvaise gouvernance est l'une des principales causes du conflit centrafricain. La prise du pouvoir des rebelles de l'ex-Seleka le 24 mars 2013 a exacerbé les tensions entre les communautés, car cette rébellion à majorité musulmane a commis de nombreuses exactions sur la population chrétienne. Par représailles, la milice à majorité non-musulmane a perpétré également des exactions des droits de l'homme sur la communauté musulmane. Par ailleurs, les puissances occidentales dont la France ont instrumentalisé les tensions intercommunautaires pour

armer et financer les groupes armés, afin d'entretenir le chaos en République centrafricaine et y piller en toute impunité son patrimoine naturel riche.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°2

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« L'hypocrisie de la communauté internationale a grandement contribué au déclenchement de la crise centrafricaine, d'autant que d'un côté elle ménage les rebelles et le pouvoir en place, et de l'autre côté elle joue aux médiateurs. Tous les pays occidentaux qui interviennent en Centrafrique ne sont intéressés que par les immenses richesses du sol et du sous-sol de notre pays, notamment le diamant, l'or et le bois. Prenons l'exemple de la France. Elle, elle a toujours fait et défait tous les présidents qui se sont succédé à la tête de notre pays. Tous les présidents qui ont garanti ses intérêts, étaient systématiquement et fermement protégés par Paris, même si ces présidents font montre de mauvaise gouvernance ou plus précisément sont accusés de graves violations de droits de l'homme. Tout président qui essaie de s'opposer au diktat de l'Élysée est purement et simplement viré comme un moins que rien et remplacé par un valet qui est prêt à s'agenouiller devant les instructions de Paris. Donc si vous voulez, si la communauté internationale avait fait preuve d'honnêteté et de rigueur en matière de respect des principes de la bonne gouvernance vis-à-vis de nos dirigeants politiques, on aurait certainement évité la crise actuelle qui est la plus longue de toute l'histoire centrafricaine. Au lieu que la communauté internationale attende que la crise éclate avant d'offrir ses bons offices de médiation, c'est-à-dire jouer au médecin après la mort, il faudrait qu'elle fasse de la prévention, c'est-à-dire prendre le devant des choses, anticiper. Toutes les

aides financières, techniques et militaires qu'elle accorde à nos dirigeants doivent être conditionnées au respect strict des principes de la bonne gouvernance. Elle devrait surtout dire clairement à nos politiques que le respect des droits de l'homme n'est pas une option mais une obligation, car il y va de la paix dans le pays. Cela dit, je ne ferai pas porter la responsabilité de cette crise à la communauté internationale seule, car nous Centrafricains, avons nous aussi, notre part de responsabilité. Il est vrai que toutes les rébellions ou presque qui ont sévi ou qui sévissent encore dans notre pays ont été ou sont financées par la France, ce n'est un secret pour personne. Mais ces rébellions ne sont pas composées de personnes de nationalité Française. Prenons l'exemple de la Seleka : c'est Michel Djotodja et compagnie qui ont, en âme et conscience, accepté les armes et les financements de la France pour recruter des mercenaires Centrafricains, tchadiens et soudanais pour venir tirer sur d'autres Centrafricains. Si Djotodja et ses complices Centrafricains avaient refusé l'offre de Paris, la rébellion de la Seleka n'aurait pas vu le jour. Donc assoiffés de pouvoir que nous sommes, nous nous soumettons aux manipulations des puissances occidentales pour mettre notre propre pays à feu et à sang. Pour conclure ma réponse à cette question, je citerai René Cassin : « Il n'y aura pas de paix sur cette planète tant que les droits de l'homme seront violés en quelque partie du monde que ce soit », fin de citation. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°2
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

7. « ... la France... elle a toujours fait et défait tous les présidents qui se sont succédé à la tête de notre pays. »

8. « ... les présidents qui ont garanti ses intérêts, étaient systématiquement et fermement protégés par Paris, même si ces présidents font montre de mauvaise gouvernance... »
9. « ... si la communauté internationale avait fait preuve d'honnêteté et de rigueur en matière de respect des principes de la bonne gouvernance vis-à-vis de nos dirigeants politiques, on aurait certainement évité la crise actuelle... »
10. « Au lieu que la communauté internationale attende que la crise éclate avant d'offrir ses bons offices de médiation, c'est-à-dire jouer au médecin après la mort, il faudrait qu'elle fasse de la prévention, c'est-à-dire prendre le devant des choses... »
11. « ... surtout dire clairement à nos politiques que le respect des droits de l'homme n'est pas une option mais une obligation »
12. « ... je ne ferai pas porter la responsabilité de cette crise à la communauté internationale seule, car nous Centrafricains... notre part de responsabilité. »
13. « ... assoiffés de pouvoir que nous sommes, nous nous soumettons aux manipulations des puissances occidentales pour mettre notre propre pays à feu et à sang. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

14. « Prenons l'exemple de la Seleka : c'est Michel Djotodja et compagnie qui ont, en âme et conscience, accepté les armes et les financements de la France pour recruter des mercenaires Centrafricains, tchadiens et soudanais pour venir tirer sur d'autres Centrafricains. »
15. « Si Djotodja et ses complices Centrafricains avaient refusé l'offre de Paris, la rébellion de la Seleka n'aurait pas vu le jour. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

16. « *L'hypocrisie de la communauté internationale a grandement contribué au déclenchement de la crise centrafricaine... »*
17. « *... d'un côté elle ménage les rebelles et le pouvoir en place, et de l'autre côté elle joue aux médiateurs. »*
18. « *... les pays occidentaux qui interviennent en Centrafrique ne sont intéressés que par les immenses richesses du sol et du sous-sol de notre pays, notamment le diamant, l'or et le bois. »*
19. « *Tout président qui essaie de s'opposer au diktat de l'Élysée est... viré comme un moins que rien et remplacé par un valet... »*
20. « *... les rébellions... qui ont sévi ou qui sévissent encore dans notre pays ont été ou sont financées par la France, ce n'est un secret pour personne. »*

Analyse : La communauté internationale a fait montre d'hypocrisie dans la gestion du conflit centrafricain, car d'un côté certains de ses membres, tel que la France, financent et équipent les groupes armés, de l'autre ils offrent leurs bons offices en qualité de médiateurs. Cependant, les Centrafricains ont eux-aussi une part de responsabilité. Si l'ancien président Michel Djotodja et compagnie avaient refusé les financements, armes et munitions que la France leur avait offerts, la rébellion de l'ex-Seleka n'aurait peut-être pas vu le jour. Si l'ancien président François Bozize avait refusé les financements, armes et munitions que la France lui avait offerts, la milice Antibalaka n'aurait pas existé. En somme, les responsabilités sont communes mais différenciées entre la communauté internationale et les Centrafricains.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé n° 17 à la question n° 3

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« La communauté internationale doit cesser sans délai avec son hypocrisie dans la gestion de la crise centrafricaine. Je connais un certain nombre de pays voisins de la Centrafrique qui sont très jaloux des immenses richesses naturelles dont dispose notre pays, à telle enseigne qu'ils soutiennent les groupes armés qui y sévissent pour empêcher nos dirigeants de les exploiter au bénéfice du peuple centrafricain. La communauté internationale devrait aider les autorités de notre pays à arrêter et traduire en justice tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de graves violations des droits de l'homme, car sans la justice, la paix ne reviendra jamais dans ce pays. Au lieu que Touadera s'allie avec les groupes armés pour s'adonner au commerce illicite de nos diamants, or, bois et bétail, il doit faire arrêter et juger tous les bourreaux du peuple Centrafricains, car il n'est pas admissible que bourreaux et victimes se côtoient dans la rue. La première étape des démarches à entreprendre dans le but de faire arrêter la crise centrafricaine, c'est la justice. Il y a également le cas des mercenaires Russes du groupe Wagner qui commettent d'innombrables exactions sur les civils à l'intérieur de notre pays. C'est bien de faire faire des enquêtes par des experts des Nations Unies et faire tout un tapage médiatique à longueur de journées sur les grands médias occidentaux, mais cela ne règle pas le problème. Dès lors que les faits reprochés à ces mercenaires sont établis, il faudrait que la communauté internationale les fasse arrêter et juger devant les juridictions compétentes. Il ne faut pas compter sur Touadera qui les a faits venir dans notre pays, car ils sont là pour servir sa cause. Il est leur complice et s'est associé avec eux pour piller nos diamants, or et bois à travers les multiples permis miniers et forestiers qu'il leur a délivrés sans passer par l'aval de l'Assemblée Nationale, au mépris de la Constitution de notre pays. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n° 17 à la question n° 3

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

21. « *La communauté internationale devrait aider les autorités de notre pays à arrêter et traduire en justice tous ceux et toutes celles qui sont soupçonnés de graves violations des droits de l'homme... »*
22. « *... des mercenaires Russes du groupe Wagner... commettent d'innombrables exactions sur les civils à l'intérieur de notre pays. »*
23. « *C'est bien de faire faire des enquêtes par des experts des Nations Unies et faire tout un tapage médiatique à longueur de journées sur les grands médias occidentaux, mais cela ne règle pas le problème. »*
24. « *Dès lors que les faits reprochés à ces mercenaires sont établis, il faudrait que la communauté internationale les fasse arrêter et juger devant les juridictions compétentes. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

25. « *... un certain nombre de pays voisins de la Centrafrique... sont très jaloux des immenses richesses naturelles dont dispose notre pays... »*
26. « *... ils soutiennent les groupes armés qui y sévissent pour empêcher nos dirigeants de les exploiter au bénéfice du peuple centrafricain. »*
27. « *Au lieu que Touadera s'allie avec les groupes armés pour s'adonner au commerce illicite de nos diamants, or, bois et bétail, il doit faire arrêter et juger tous les bourreaux du peuple Centrafricains... »*
28. « *Il ne faut pas compter sur Touadera qui les (mercenaires Russes) a faits venir dans notre pays, car ils sont là pour servir sa cause. »*

29. « *Il est leur complice et s'est associé avec eux pour piller nos diamants, or et bois à travers les multiples permis miniers et forestiers qu'il leur a délivrés...* »

Analyse : La communauté internationale aurait dû cesser de financer et équiper les groupes armés. Elle aurait également dû aider le gouvernement centrafricain à arrêter, traduire en justice et juger toutes les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes graves. Ces mesures auraient fait drastiquement baisser les violences qui sont, d'une certaine manière, encouragées par l'impunité en République centrafricaine. Elle devrait enfin faire pression sur le président Faustin Archange Touadera afin que celui-ci respecte à la lettre la Constitution de son pays, notamment en matière de délivrance de permis minier. La Loi fondamentale centrafricaine exige que les permis miniers soient délivrés après accord préalable de l'Assemblée nationale du pays.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°4

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« C'est la bêtise de trop de Touadera. Comment pouvait-on prétendre discuter sur les problèmes de la nation centrafricaine sans les partis politiques de l'opposition qui sont au nombre des acteurs principaux de la vie politique de notre pays ? S'il nous avait impliqués dans les consultations et les négociations qui ont conduit à la signature du fameux accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), nous l'aurions aidé à mieux préserver les intérêts du peuple centrafricain. Mais

puis qu'il a décidé de nous exclure, il s'est retrouvé tout seul face à des groupes armés mieux équipés et avec une puissance de feu nettement supérieure à celle de notre armée nationale. Dans ces conditions, il a négocié tout en étant à genoux car les rapports de force sur le terrain n'étaient pas en sa faveur et les résultats ont donné ce que nous connaissons, c'est-à-dire un accord de dupes qui a largement profité aux groupes armés. Ecoutez, demandez à Touadera et il vous expliquera pourquoi il a fait le choix d'exclure ses opposants pacifiques des négociations de Khartoum. Mais selon certaines indiscretions, ce sont ses amis les mercenaires Russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre de ne pas accepter la présence des partis politiques de l'opposition dans ces négociations. Je vous rappelle que ce sont les Russes qui ont financé tout le processus de négociation si bien que même l'Union africaine qui se targue d'avoir joué les médiateurs n'avait pas le dernier mot. L'UA n'a fait que de la figuration. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°4
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

30. « *Comment pouvait-on prétendre discuter... les problèmes de la nation centrafricaine sans les partis politiques de l'opposition qui sont au nombre des acteurs principaux de la vie politique de notre pays ?* »
31. « *S'il nous avait impliqués dans les consultations et les négociations qui ont conduit à la signature du fameux accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), nous l'aurions aidé à mieux préserver les intérêts du peuple centrafricain.* »
32. « *... il a décidé de nous exclure, il s'est retrouvé tout seul face à des groupes armés mieux équipés et avec une puissance de feu nettement supérieure à celle de notre armée nationale.* »

33. « ... il a négocié tout en étant à genoux car les rapports de force sur le terrain n'étaient pas en sa faveur et les résultats ont donné ce que nous connaissons... un accord de dupes qui a largement profité aux groupes armés. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels :

1. « ... les Russes... ont financé tout le processus de négociation si bien que même l'Union africaine qui se targue d'avoir joué les médiateurs n'avait pas le dernier mot. »
2. « L'UA n'a fait que de la figuration. »

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- « ... les mercenaires Russes du groupe Wagner... ont intimé l'ordre de ne pas accepter la présence des partis politiques de l'opposition dans ces négociations. »

Analyse : Le fait que le président Faustin Archange Touadera ait exclu les partis politiques de l'opposition des négociations ayant abouti à la signature de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), était une erreur politique. Si les opposants avaient été impliqués dans ces négociations, ils auraient aidé le gouvernement centrafricain à mieux défendre les intérêts du peuple centrafricain.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°5

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Moi, j'ai toujours dit que cet accord tel que négocié ne servait absolument à rien, d'autant qu'il était négocié par un Touadera très faible militairement et politiquement, et les groupes armés mille fois plus puissants que nos forces de défense et de sécurité. Quand on négocie un accord politique de cette importance en étant à genoux, on ne peut que récolter les fruits que nous connaissons, c'est des groupes armés plus fort que jamais qui narguent notre armée nationale. Cet accord a permis aux groupes armés de renforcer d'avantage leur présence sur le terrain et faciliter le commerce illicite des ressources naturelles du peuple centrafricain, par des bandits de grands chemins avec la complicité de Touadera et ses proches. Il n'y a que les dupes du MCU qui croyaient à ce torchon, personne d'autre n'y faisait aucune confiance car Touadera n'avait aucun moyen de coercition pour exiger le respect des dispositions de l'accord aux groupes armés. L'unique moyen de pression que les groupes armés et leurs parrains que sont les puissances occidentales disposent, ce sont les armes. Alors quel groupe armé était suffisamment stupide pour déposer les armes comme le prévoit l'APPR-RCA et cesser de profiter du trafic de diamants, or, bois et bétail que cela procure ? Quel chef de groupe armé était suffisamment stupide pour déposer ses armes et courir le risque de se faire arrêter et terminer le reste de sa vie dans les geôles de la Cour pénale internationale ou de la justice centrafricaine ? L'APPR-RCA est un accord de dupes auquel seuls Touadera et ses ouailles croyaient. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°17 à la question n°5

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

34. « ... cet accord tel que négocié ne servait absolument à rien, d'autant qu'il était négocié par un Touadera très faible militairement et politiquement... »
35. « ... les groupes armés mille fois plus puissants que nos forces de défense et de sécurité. »
36. « Quand on négocie un accord politique de cette importance en étant à genoux, on ne peut que récolter les fruits que nous connaissons, c'est-à-dire des groupes armés plus fort que jamais qui narguent notre armée nationale. »
37. « Cet accord a permis aux groupes armés de renforcer d'avantage leur présence sur le terrain et faciliter le commerce illicite des ressources naturelles du peuple centrafricain... »
38. « Il n'y a que les dupes du MCU qui croyaient à ce torchon... »
39. « ... Touadera n'avait aucun moyen de coercition pour exiger le respect des dispositions de l'accord aux groupes armés. »
40. « L'unique moyen de pression que les groupes armés et leurs parrains que sont les puissances occidentales disposent, ce sont les armes. »
41. « ... quel groupe armé était... stupide pour déposer les armes comme le prévoit l'APPR-RCA et cesser de profiter du trafic de diamants, or, bois et bétail que cela procure ? »
42. « Quel chef de groupe armé était suffisamment stupide pour déposer ses armes et courir le risque de se faire arrêter et terminer le reste de sa vie dans les geôles de la Cour pénale internationale ou de la justice centrafricaine ? »
43. « L'APPR-RCA est un accord de dupes auquel seuls Touadera et ses ouailles croyaient. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) ne pouvait pas ramener la paix dans le pays, parce que le président Faustin Archange Touadera l'avait négocié en position de faiblesse. Par ailleurs, le chef de l'État centrafricain n'avait aucun moyen de coercition face aux groupes armés d'autant que les forces armées centrafricaines (FACA) qui étaient à ses ordres, étaient moins équipées et avec une puissance de feu moindre que les groupes armés.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°6

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Mais c'est l'entêtement de Touadera qui a conduit à la formation de la CPC. Les groupes armés et les partis politiques de l'opposition ont demandé au chef de l'État de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies sur le terrain, d'autant qu'à l'époque plus de 80 % du territoire centrafricain était occupé par les groupes armés. Dans ces conditions, il n'était pas possible aux candidats de pouvoir battre campagne dans les villes de l'intérieur du pays. Mais Touadera s'est obstiné et a organisé quand même ces élections dans un climat on ne peut plus chaotique avec des résultats contestés par la majorité des Centrafricains. Il a fait confiance au soutien de ses amis mercenaires Russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre d'organiser ces élections à tout prix. Maintenant que c'est fait et qu'il a été investi pour un second quinquennat, les problèmes sécuritaires restent et demeurent entiers sur le terrain d'autant que nos concitoyens ne peuvent pas vaquer librement à leurs

occupations à cause des exactions inacceptables des mercenaires Russes. Touadera s'est désormais inscrit dans une logique de vas-t-en guerre, boosté par le soutien militaire de ses amis de Wagner. Mais il doit savoir que la solution au conflit centrafricain est politique et non militaire. Il vous souviendra que malgré les tonnes et les tonnes de munitions et l'utilisation d'armes de dernières générations par les américains en Afghanistan et en Irak, les problèmes sécuritaires de ces pays sont restés entiers. Donc il ne faut pas que Touadera se laisse tromper par les mercenaires de Wagner comme quoi, ils sont capables de faire revenir la paix en Centrafrique grâce à leur puissance de feu face aux groupes armés. Permettez-moi de vous poser la question suivante : Est-ce que ces mercenaires de Wagner ont-ils réussi à rétablir la paix en Syrie grâce à leur puissance de feu ? La réponse est non. L'État islamique est toujours présent dans ce pays et y conserve ses capacités de nuisance. Donc moi, j'appelle Touadera à la raison et lui demande d'accepter de dialoguer avec tout le monde, y compris les groupes armés sans exclusive. Tant qu'on ne les aura pas écoutés s'exprimer autour d'une table, on ne saura jamais les causes de leur mécontentement. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°6
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

44. « ... c'est l'entêtement de Touadera qui a conduit à la formation de la CPC. »
45. « Les groupes armés et les partis politiques de l'opposition ont demandé au chef de l'État de reporter les élections du 27 décembre 2020 parce que les conditions sécuritaires n'étaient pas réunies sur le terrain... »
46. « ... à l'époque plus de 80 % du territoire centrafricain était occupé par les groupes armés. »

47. « ... il n'était pas possible aux candidats de pouvoir battre campagne dans les villes de l'intérieur du pays. »
48. « Mais Touadera s'est obstiné et a organisé quand même ces élections dans un climat on ne peut plus chaotique avec des résultats contestés par la majorité des Centrafricains. »
49. « Il a fait confiance au soutien de ses amis mercenaires Russes du groupe Wagner qui lui ont intimé l'ordre d'organiser ces élections à tout prix. »
50. « ... les problèmes sécuritaires restent et demeurent entiers sur le terrain d'autant que nos concitoyens ne peuvent pas vaquer librement à leurs occupations à cause des exactions inacceptables des mercenaires Russes. »
51. « Touadera s'est désormais inscrit dans une logique de vas-t-en guerre... »
52. « ... la solution au conflit centrafricain est politique et non militaire. »
53. « ... il ne faut pas que Touadera se laisse tromper par les mercenaires de Wagner... »
54. « ... comme quoi, ils sont capables de faire revenir la paix en Centrafrique grâce à leur puissance de feu face aux groupes armés. »
55. « ... j'appelle Touadera à la raison et lui demande d'accepter de dialoguer avec tout le monde, y compris les groupes armés sans exclusive. »
56. « Tant qu'on ne les aura pas écoutés s'exprimer autour d'une table, on ne saura jamais les causes de leur mécontentement. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La création de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) est également la résultante de nombreuses frustrations, mais celles-ci n'en sont pas l'unique cause. La CPC est principalement le fruit du mécontentement de la France vis-à-vis du président Faustin Archange Touadera parce que ce dernier a fait venir en République centrafricaine, considérée depuis l'indépendance comme une chasse gardée hexagonale. Ce regroupement de rebelles est au service de Paris qui voulait s'en servir pour empêcher l'actuel chef de l'État centrafricain d'être réélu. Mais ce projet n'a pas réussi. Par ailleurs, le dialogue avec tout le monde serait contreproductif, car ceux et celles qui sont soupçonnés d'actes illégaux doivent rendre des comptes à la justice.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et Rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°7

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Tout ne se résume pas à la reconquête des villes de l'intérieur du pays des mains des groupes armés. Reconquérir les villes jadis occupées par les groupes armés ne signifie pas forcément le retour de la paix en Centrafrique. La solution à notre crise est politique et donc il faut un dialogue inclusif avec tout le monde sans exclusive afin de trouver un consensus et sortir notre pays de l'ornière. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°17 à la question n°7

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Tout ne se résume pas à la reconquête des villes de l'intérieur du pays des mains des groupes armés. »*
- « *Reconquérir les villes jadis occupées par les groupes armés ne signifie pas forcément le retour de la paix en Centrafrique. »*
- « *La solution à notre crise est politique et donc il faut un dialogue inclusif avec tout le monde sans exclusive afin de trouver un consensus et sortir notre pays de l'ornière. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La solution au conflit centrafricain est mixte, c'est-à-dire militaire et politique.

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°8

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Mais bien évidemment, aujourd'hui les mercenaires de Wagner, les amis de Touadera se paient sur la bête sur le terrain en pillant toutes nos richesses naturelles. Touadera a distribué des permis d'exploitation et d'exploration minière à ses amis mercenaires Russes qui sont en train dévaliser tous nos diamants, or et autre. Donc si on laisse Touadera comme ça, lui et ses amis Russes vont tout piller. Le peuple centrafricain doit se lever comme un seul homme et lui dire non afin de sauvegarder nos richesses du sol et du sous-sol. Il n'y a pas que les Russes qui pillent nos richesses naturelles, il y a également les parents et proches de Touadera qui s'y mêlent et qui s'enrichissent illicitement au détriment du peuple souverain. Vous n'avez qu'à observer les villas et voitures luxueuses qui poussent comme champignons dans la ville de Bangui pour vous en convaincre. Ces villas et voitures luxueuses appartiennent toutes à Touadera, ses parents, amis et connaissances. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°17 à la question n°8

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... aujourd'hui les mercenaires de Wagner, les amis de Touadera se paient sur la bête sur le terrain en pillant toutes nos richesses naturelles. »*
- *« Touadera a distribué des permis d'exploitation et d'exploration minière à ses amis mercenaires Russes qui sont en train dévaliser tous nos diamants, or ... »*
- *« Le peuple centrafricain doit se lever comme un seul homme et lui dire non afin de sauvegarder nos richesses du sol et du sous-sol. »*
- *« Il n'y a pas que les Russes qui pillent nos richesses naturelles, il y a également les parents et proches de Touadera... »*

- « ... villas et voitures luxueuses appartiennent toutes à Touadera, ses parents, amis et connaissances. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le patrimoine naturel est effectivement mis en péril par le conflit actuel en République centrafricaine, car il fait l'objet d'exploitation illicite par de nombreuses personnes et entités dont les groupes armés, ainsi que certains proches du président Faustin Archange Touadera et opérateurs économiques.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°9

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« La seule communication qui vaille, c'est de rassembler tout le monde autour d'une table et prendre en compte leurs vœux. Touadera doit associer tout le monde à la gestion de la chose publique. Le consensus est l'une des clés pouvant nous permettre de veiller sur nos richesses naturelles. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°9**

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *La seule communication qui vaille, c'est de rassembler tout le monde autour d'une table et prendre en compte leurs vœux. »*
- « *Touadera doit associer tout le monde à la gestion de la chose publique. »*
- « *Le consensus est l'une des clés pouvant nous permettre de veiller sur nos richesses naturelles. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Si le gouvernement centrafricain réalise une bonne communication publique concernant la qualification du patrimoine naturel, la population pourra y adhérer.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°10

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« C'est la même réponse que je vous proposerai. La sécurité, c'est l'affaire de tous, donc Touadera doit associer tout le monde à tout qui a trait à l'intérêt général. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°10
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *La sécurité, c'est l'affaire de tous, donc Touadera doit associer tout le monde à tout qui a trait à l'intérêt général. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La sécurité est l'affaire de tous les Centrafricains, et au premier chef les forces de défense et de sécurité. L'implication de tout le monde contribuera à la réalisation d'une bonne communication publique nécessaire à la protection du patrimoine naturel.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

**Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°11
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

« Mais je vous ai dit tout à l'heure que Touadera, ses parents, amis et connaissances, ainsi que les mercenaires Russes du groupe Wagner ont monopolisé toutes les richesses naturelles de notre pays. Ils les pillent en toute impunité. Tout le monde le sait, non ! »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°11
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... Touadera, ses parents, amis et connaissances, ainsi que les mercenaires Russes du groupe Wagner ont monopolisé toutes les richesses naturelles de notre pays. »
- « Ils les pillent en toute impunité. »
- « Tout le monde le sait... »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'exploitation illicite du patrimoine centrafricain est réalisée par plusieurs entités et personnes dont les groupes armés et certains proches du président Faustin Archange Touadera.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°12
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

« Les générations actuelles ne peuvent rien espérer car toutes les richesses naturelles de notre pays ont été confiées aux mercenaires Russes par Touadera qui les pillent tous les jours. Nous ne pouvons en profiter que si et seulement si ces richesses sont exploitées de manière légale et de telle sorte

que les taxes et impôts y relatifs sont payés au Trésor Public. Or, selon nos informations, aucune taxe, aucun impôt ne sont versés dans les caisses de l'État par Touadera et ses amis concernant l'exploitation frauduleuse de nos diamants, or et bois par exemple. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°12
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous ne pouvons en profiter que si et seulement si ces richesses sont exploitées de manière légale... »*
- *« ... aucune taxe, aucun impôt ne sont versés dans les caisses de l'État par Touadera et ses amis concernant l'exploitation frauduleuse de nos diamants, or et bois par exemple. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« Les générations actuelles ne peuvent rien espérer car toutes les richesses naturelles... ont été confiées aux mercenaires Russes par Touadera qui les pillent tous les jours. »*

Analyse : Le patrimoine naturel ne saurait profiter ni aux générations actuelles ni aux générations à venir en République centrafricaine, car il est exploité illicitement et à outrance par plusieurs acteurs et non-acteurs du conflit. Cela est en contradiction avec les principes du développement

durable selon lesquels, les richesses naturelles doivent profiter aussi bien aux générations actuelles qu'à celles à venir.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°13

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Nous évoquons régulièrement les dérives dictatoriales de Touadera dans la gestion de ce conflit et les violations graves des droits de l'homme des mercenaires Russes de Wagner. Aujourd'hui, les membres de l'ethnie de l'ancien président Bozize sont la cible d'une véritable chasse aux sorcières par les milices de Touadera. Nous le dénonçons régulièrement en saisissant les partenaires internationaux dont la France, les USA, l'UE et l'UA, pour ne citer que ceux-là. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°17 à la question n°13

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Nous évoquons... les dérives dictatoriales de Touadera dans la gestion de ce conflit et les violations graves des droits de l'homme des mercenaires Russes de Wagner. »*
- *« ... les membres de l'ethnie de l'ancien président Bozize sont la cible d'une véritable chasse aux sorcières par les milices de Touadera. »*
- *« Nous le dénonçons... en saisissant les partenaires internationaux dont la France, les USA, l'UE et l'UA... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La communication publique est abondamment réalisée par les opposants pour dénoncer ce qu'ils appellent « dérives dictatoriales du président Faustin Archange Touadera. Les partis politiques de l'opposition regroupée au sein de la coalition de l'Opposition démocratique 2020 (COD2020) ont mis d'intenses pressions communicationnelles sur le gouvernement centrafricain au lendemain de l'attaque lancée par les rebelles de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) sur la ville de Bangui, le 13 janvier 2021.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°14

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Vous posez toujours les mêmes questions avec des termes différents. Les ressources naturelles qui font l'objet de pillage de la part de Touadera et ses amis mercenaires de Wagner sont dénoncées dans nos communiqués de presse que nous adressons au peuple centrafricain pour l'informer de tout le mal que nos gouvernants font à nos richesses. Nous saisissons également la communauté internationale à ce propos. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°14**

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Les ressources naturelles qui font l'objet de pillage de la part de Touadera et ses amis mercenaires de Wagner sont dénoncées dans nos communiqués de presse que nous adressons au peuple centrafricain... »*
- « *Nous saisissons également la communauté internationale à ce propos. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les communications des opposants sont essentiellement orientées vers le commerce illicite du patrimoine naturel par des personnes non autorisées.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°15

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Nous privilégions la radio, la presse écrite, la presse en ligne et les réseaux sociaux. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°17 à la question n°15 (Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Nous privilégions la radio, la presse écrite, la presse en ligne et les réseaux sociaux. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les médias audiovisuels et l'Internet sont les canaux préférés par les opposants au président Faustin Archange Touadera, pour réaliser leurs communications publiques concernant le conflit et le patrimoine naturel Centrafricains.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

**Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°16
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

« La concertation reste et demeure le meilleur moyen permettant à une famille de rassembler ses enfants autour d'une table et échanger sur les différends qui les opposent. Si Touadera veut que nos richesses naturelles qui sont aujourd'hui pillées par les mercenaires Russes de Wagner soient bien gérées au bénéfice du peuple centrafricain, il doit accepter de réunir tous les fils et filles du pays autour d'une table afin de recueillir leurs propositions. Il est visiblement dépassé par les évènements, donc il a besoin de l'avis des autres pour entrevoir un avenir meilleur à notre pays. Les ressources naturelles sont des biens appartenant à tous les Centrafricains, donc Touadera ne saurait les gérer comme bon lui semble. Il faut qu'il y implique tout le monde. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n° 17 à la question n° 16
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La concertation reste et demeure le meilleur moyen permettant à une famille de rassembler ses enfants autour d'une table et échanger sur les différends qui les opposent. »*
- *« Si Touadera veut que nos richesses naturelles qui sont aujourd'hui pillées par les mercenaires Russes de Wagner soient bien gérées au bénéfice du peuple centrafricain, il doit accepter de réunir tous les fils et filles du pays autour d'une table afin de recueillir leurs propositions. »*
- *« ... il a besoin de l'avis des autres pour entrevoir un avenir meilleur à notre pays. »*
- *« Les ressources naturelles sont des biens appartenant à tous les Centrafricains... »*
- *« ... Touadera ne saurait les gérer comme bon lui semble. »*
- *« Il faut qu'il y implique tout le monde. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La concertation entre les Centrafricains est une piste de solution au conflit centrafricain. Plus ils s'entendront, mieux ils contribueront à la protection du patrimoine de leur pays. Il appartient au président Faustin Archange Touadera, garant de la paix sociale en République centrafricaine, d'encourager ses compatriotes à y adhérer.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé n°17 à la question n°17

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« Toute contribution venant de l'extérieur ou de l'intérieur de la Centrafrique susceptible d'aider notre pays à mieux gérer nos richesses, est la bienvenue. Si votre famille est en difficulté et que des bonnes volontés souhaitent vous apporter leur concours afin de vous aider à trouver des solutions à vos problèmes, elles ne peuvent qu'être saluées. J'encourage donc tout le monde à apporter leur contribution à la recherche de la paix en Centrafrique. »

Analyse thématique de la réponse

de l'interviewé n°17 à la question n°17

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Toute contribution venant de l'extérieur ou de l'intérieur de la Centrafrique susceptible d'aider notre pays à mieux gérer nos richesses, est la bienvenue. »*
- « *J'encourage donc tout le monde à apporter leur contribution à la recherche de la paix en Centrafrique. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation est aussi une autre piste de solution au conflit centrafricain. Elle est source de consensus qui pourrait encourager les Centrafricains à adhérer aux projets de qualification et de protection du patrimoine culturel et naturel, initiés par le gouvernement centrafricain.

Question N° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé n° 17 à la question n° 18

(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)

« J'aimerais à nouveau appeler Touadera à la raison. Il n'y aura aucune solution au bout des canons de ses amis mercenaires Russes de Wagner. Je l'invite à convoquer très rapidement un dialogue inclusif au cours duquel tous les Centrafricains et centrafricaines se retrouveront pour débattre sincèrement et sans passion de tous les maux qui minent notre pays depuis plusieurs années aujourd'hui. Par ailleurs, Touadera doit aussi savoir qu'il cautionne par son silence les détournements massifs des deniers publics par ses parents, amis et connaissances. Qu'est-ce qu'il attend pour faire arrêter

tous ceux et toutes celles qui sont accusés de corruption et de détournement de fonds publics ? Que fait-il des nombreux rapports de l'Inspection générale d'État et de la Haut autorité chargée de la bonne gouvernance sur les détournements avérés des deniers publics ? A quand les arrestations des suspects ? A quand les procès ? Le peuple centrafricain a trop souffert et lui demande de mettre fin à ses souffrances. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°17 à la question n°18
(Membre de l'opposition démocratique / Partis politiques)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Il n'y aura aucune solution au bout des canons... »*
- *« Je l'invite à convoquer très rapidement un dialogue inclusif au cours duquel tous les Centrafricains et Centrafricaines se retrouveront pour débattre sincèrement et sans passion de tous les maux qui minent notre pays... »*
- *« Touadera doit aussi savoir qu'il cautionne par son silence les détournements massifs des deniers publics... »*
- *« Qu'est-ce qu'il attend pour faire arrêter tous ceux et toutes celles qui sont accusés de corruption et de détournement de fonds publics ? »*
- *« A quand les arrestations des suspects ? »*
- *« A quand les procès ? »*
- *« Le peuple centrafricain a trop souffert et lui demande de mettre fin à ses souffrances. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les opposants s'agacent du silence du président Faustin Archange Touadera face aux multiples cas de détournements de deniers publics qui restent impunis. Ils prennent ce silence du chef de l'État centrafricain comme une complicité. Ils appellent enfin à l'organisation urgente d'un dialogue inclusif auquel toutes les forces vives de la nation centrafricaine, y compris les groupes armés, afin de chercher les voies et moyens pour la sortie de crise en République centrafricaine.

ENTRETIEN N° 18

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Question N°1 : Quelles sont, selon vous, les causes de ce conflit dont la Centrafrique peine à en sortir ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°1

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Merci pour l'honneur que vous me faites en m'accordant cet entretien dont les réponses aux questions seront certainement utiles à vos travaux de recherches doctorales. Les crises qui secouent notre pays depuis de très nombreuses années trouvent leur origine dans le type de gouvernance de nos dirigeants politiques. Les partenaires sociaux se sont toujours insurgés contre la corruption, le clientélisme, la gabegie, l'impunité et le tribalisme et le détournement des deniers publics qui ont gangréné et qui gangrènent

encore la gestion de nos gouvernants. Cette mauvaise gouvernance a fait de nombreux ostracisés et mécontents qui ont hélas, dans certains cas, utilisé la violence pour faire entendre leurs revendications. Le régime Touadera commet actuellement les mêmes erreurs, ce qui fait que la fin de la crise actuelle n'est pas pour demain. »

**Analyse thématique de la réponse
de l'interviewé n°18 à la question n°1
(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)**

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ *« Les crises qui secouent notre pays... trouvent leur origine dans le type de gouvernance de nos dirigeants politiques. »*
- ✓ *« Cette mauvaise gouvernance a fait de nombreux ostracisés et mécontents qui ont... utilisé la violence pour faire entendre leurs revendications. »*
- ✓ *« Le régime Touadera commet actuellement les mêmes erreurs... »*
- ✓ *« ... la fin de la crise actuelle n'est pas pour demain. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La mauvaise gouvernance des dirigeants Centrafricains est l'une des causes de la guerre en République centrafricaine.

Question N°2 : Quelles actions aurait dû mener la communauté internationale pour éviter le déclenchement de la guerre civile République centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°2

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Je fais partie de ceux qui n'ont jamais cru à la sincérité de la communauté internationale dont certains membres tels que la France jouent aux pompiers pyromanes. Les puissances étrangères appliquent la vieille politique qui consiste à diviser pour mieux régner sur notre pays. Si les Centrafricains avaient compris cette hypocrisie de la communauté internationale, ils auraient pu éviter le drame que nous vivons. Mais dupes qu'ils sont, les politiques se sont jetés tête basse et yeux fermés entre les mains des puissances étrangères qui ont attisé le feu en République centrafricaine. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°2 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- ✓ *« Je fais partie de ceux qui n'ont jamais cru à la sincérité de la communauté internationale... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

5. *« ... certains membres (de la communauté internationale), telle que la France, jouent aux pompiers pyromanes. »*

6. « *Les puissances étrangères appliquent la vieille politique qui consiste à diviser pour mieux régner sur notre pays. »*
7. « *Si les Centrafricains avaient compris cette hypocrisie de la communauté internationale, ils auraient pu éviter le drame que nous vivons. »*
8. « *Mais dupes qu'ils sont, les politiques se sont jetés tête basse et yeux fermés entre les mains des puissances étrangères qui ont attisé le feu en République centrafricaine. »*

Analyse : Il est vrai que les puissances occidentales ont été hypocrites dans leur apport à la recherche de solutions à la crise centrafricaine. Mais les politiques Centrafricains ont été de leur côté très naïfs d'autant qu'ils ont cru trop facilement aux beaux discours des partenaires internationaux, notamment la France. Si l'élite centrafricaine avait d'abord cru en elle-même et privilégié l'intérêt général, on aurait évité la guerre en République centrafricaine.

Question N°3 : Quelles autres actions aurait dû mener la communauté internationale pour mettre fin aux violences entre les belligérants après le déclenchement de la crise ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°3

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« C'est aux Centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas à la communauté internationale. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°3 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

1. « *C'est aux Centrafricains de décider de mettre fin aux violences, pas à la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le chaos en République centrafricaine arrange les puissances occidentales, parce que cela facilite le pillage du patrimoine naturel. Par conséquent, elles n'ont aucun intérêt à ce que les violences s'arrêtent. Il revient donc aux Centrafricains de prendre des mesures fortes afin de mettre fin à cette guerre.

Question N°4 : Pour quelles raisons les partis politiques de l'opposition n'avaient pas été conviés aux négociations ayant abouti à la signature de l'Accord Politique de Paix et de Réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) de Khartoum (Soudan) de février 2019 ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°4

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Je fais également partie de ceux-là qui n'ont jamais pensé un seul instant que le fameux APPR-RCA ferait revenir la paix en République centrafricaine, parce que c'était un accord de dupes. Un accord négocié et signé par un régime en position de faiblesse face aux groupes armés mieux équipés que l'armée nationale, n'avait aucune chance de faire la paix. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°4 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

2. « *Je fais... partie de ceux-là qui n'ont jamais pensé un seul instant que le fameux APPR-RCA ferait revenir la paix en République centrafricaine... »*
3. « *... c'était un accord de dupes. »*
4. « *Un accord négocié et signé par un régime en position de faiblesse face aux groupes armés mieux équipés que l'armée nationale, n'avait aucune chance de faire la paix. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'interviewé n'a pas répondu à la question. Est-ce délibéré ? Est-ce qu'il sait quelque chose au sujet de l'exclusion des politiques de l'opposition des négociations de Khartoum, mais ne souhaite pas se prononcer ? Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question.

Question N°5 : Pourquoi la mise en œuvre de l'APPR-RCA n'a-t-elle pas permis l'arrêt du conflit et la pacification de la RCA ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°5

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Comme je l'ai dit à votre précédente question, c'est un accord de dupes signé par un gouvernement pratiquement à genou, en position de faiblesse, qui n'avait aucun moyen de coercition face aux groupes armés militairement plus puissants que les FACA. La faiblesse du régime Touadera et l'hypocrisie des garants de l'APPR-RCA ont offert à ce dernier tout ce dont il avait besoin

pour ne pas faire la paix. L'accord a plus servi les intérêts des groupes armés que ceux du peuple centrafricain qui a malheureusement continué à être la victime expiatoire des violations les plus graves des droits de l'homme. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°5 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

5. *« La faiblesse du régime Touadera... »*
6. *« L'accord a plus servi les intérêts des groupes armés que ceux du peuple centrafricain qui a malheureusement continué à être la victime expiatoire... »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

1. *« ... l'hypocrisie des garants de l'APPR-RCA... »*

Analyse : L'accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA) n'a pas pu ramener la paix dans ce pays pour plusieurs raisons. Premièrement, le gouvernement centrafricain l'avait négocié dans une position de faiblesse, parce que sur le terrain les rapports de force n'étaient pas en sa faveur au moment des faits. Les groupes armés étaient mieux équipés que l'armée nationale. De ce fait, le président Faustin Archange Touadera n'avait aucun moyen de coercition face aux rebelles afin de les obliger à respecter leurs engagements pris dans l'APPR-RCA. Deuxièmement, les partis politiques de l'opposition qui avaient été

exclus des négociations de Khartoum ont battu campagne contre l'APPR-RCA d'autant qu'ils ont appelé toute la population centrafricaine à ne pas soutenir la mise en œuvre de cet accord. Troisièmement, les puissances occidentales qui financent et équipent les groupes armés ont fait pression sur ces derniers afin qu'ils ne désarment pas leurs troupes, conformément aux dispositions de l'Accord. Les armes détenues par les groupes armés étaient des moyens de pression utilisés par les rebelles et les puissances occidentales dont la France pour garantir leurs intérêts.

Question N°6 : Pourquoi certains groupes armés signataires de l'APPR-RCA ont-ils créé la coalition des patriotes pour le changement (CPC) ? Que reprochent-ils au gouvernement centrafricain ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°6

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Notre fameuse France est derrière la CPC coordonné par le général et ancien chef d'État François Bozize animé par une soif hors norme du pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. C'est la France qui équipe et finance la CPC composée par les signataires dissidents de l'APPR-RCA. Les Français voulaient à tout prix empêcher la réélection du président Touadera qui a eu le courage sans précédent de dire non au diktat de Paris et d'aller tisser des liens avec la Russie. Aujourd'hui, le jeu de la France est on ne peut plus clair : comme le président Touadera a été réélu et investi pour un nouveau mandat de cinq (5) ans malgré l'opposition farouche de l'Elysée, il faut maintenant rendre la tâche difficile à Touadera par la violence perpétrée par la CPC. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°6 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Aucun élément expérientiel.

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

2. *« Notre fameuse France est derrière la CPC coordonnée par le général et ancien chef d'État François Bozize animé par une soif hors norme du pouvoir, même au prix du sang du peuple centrafricain. »*
3. *« C'est la France qui équipe et finance la CPC composée par les signataires dissidents de l'APPR-RCA. »*
4. *« Les Français voulaient à tout prix empêcher la réélection du président Touadera qui a eu le courage sans précédent de dire non au diktat de Paris et d'aller tisser des liens avec la Russie. »*
5. *« ... le jeu de la France est on ne peut plus clair : comme le président Touadera a été réélu et investi pour un nouveau mandat de cinq (5) ans malgré l'opposition farouche de l'Elysée, il faut maintenant rendre la tâche difficile à Touadera par la violence perpétrée par la CPC. »*

Analyse : Tous les Centrafricains savent que la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) est un outil monté de toutes pièces par la France pour dans un premier temps empêcher la réélection du président Faustin Archange Touadera. Mais puis que l'homme fort de Bangui a été réélu malgré tout, Paris est en train de se servir de la CPC pour rendre la gestion de la République centrafricaine difficile au président Touadera. Les Français sont très mécontents de la présence et de l'influence de plus en plus grandissante des Russes en République centrafricaine.

Question N°7 : Pensez-vous que les FACA (forces armées centrafricaines) appuyées par leurs alliées Russes et rwandaises, pourront-elles reprendre le contrôle de l'intégralité du territoire centrafricain ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°7

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Malgré les nombreuses exactions perpétrées par les instructeurs Russes sur les civiles, les FACA appuyées par nos amis Russes et rwandais sont en train de réaliser une véritable prouesse. Si le cap est maintenu, je pense que tout le territoire centrafricain serait libéré d'ici à quelques mois. En quelques mois, ils ont pu réaliser ce que la MINUSCA et l'opération Sangaris de la France n'ont pu faire depuis 2014. Donc bravo ! »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°7 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« ... les FACA appuyées par nos amis Russes et rwandais sont en train de réaliser une véritable prouesse. »*
- *« Si le cap est maintenu, je pense que tout le territoire centrafricain serait libéré d'ici à quelques mois. »*
- *« En quelques mois, ils ont pu réaliser ce que la MINUSCA et l'opération Sangaris de la France n'ont pu faire depuis 2014. »*
- *« Donc bravo ! »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Une chose est de reconquérir les villes par les forces armées centrafricaines (FACA) des mains des groupes armés, notamment ceux de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), coordonnée par l'ancien président François Bozize. Une autre chose est de conserver les villes reconquises. Aujourd'hui, les rebelles sont en train d'imposer une véritable guérilla aux FACA qui risque d'être très coûteuse en hommes et en matériels au gouvernement centrafricain. Une question légitime se pose. Les FACA seront-elles capables d'assurer la sécurité du territoire centrafricain sans l'appui militaire des Russes et Rwandais ?

Question N°8 : Le conflit actuel met-il en péril le patrimoine culturel et naturel de la Centrafrique ? Comment ?

Précisons que le patrimoine culturel est, entre autres, composé des chants, monuments, vestiges...

Quant au patrimoine naturel, il comporte les ressources naturelles du sol (flore, faune, bétail, etc.) et du sous-sol (diamant, or, pétrole, fer, uranium, etc.)...

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°8

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Le patrimoine naturel et culturel de notre pays est actuellement en péril, d'autant qu'il fait l'objet de pillage de la part des groupes armés. Le butin de ce pillage organisé est vendu aux grandes puissances, au premier rang desquelles la France. Le diamant, l'or et le bois sont illégalement exploités et vendus sur le marché international au vu et au su de la communauté internationale. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°8 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Le patrimoine naturel et culturel de notre pays est actuellement en péril... »*
- « *... il fait l'objet de pillage de la part des groupes armés. »*
- « *Le butin de ce pillage organisé est vendu aux grandes puissances, au premier rang desquelles la France. »*
- « *Le diamant, l'or et le bois sont illégalement exploités et vendus sur le marché international au vu et au su de la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'exploitation illicite du patrimoine naturel par, entre autres, les groupes armés et certains proches du président Faustin Archange Touadera est la cause première du péril. Cette exploitation illicite est rendue facile par l'absence de l'État sur une grande partie du territoire centrafricain. La reconquête des villes jadis contrôlées par les groupes armés n'arrange pas les choses, car les Russes et les Chinois notamment profitent de la faiblesse de l'administration centrafricaine pour surexploiter les ressources du sol et du sous-sol, parfois sans le moindre respect de l'environnement.

Question N°9 : Comment le gouvernement centrafricain peut-il se servir de la communication pour recenser son patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°9

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Pour communiquer, il faut un canal, une cible et un contenu. Donc pour moi, le contenu c'est d'expliquer en quoi il est important de veiller sur notre patrimoine culturel et naturel. La cible, c'est tout le peuple centrafricain qui doit être sensibilisé sur ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. Le canal par excellence, ce sont la radio et la télévision qu'il faudrait mettre à profit afin d'atteindre le maximum de compatriotes possible. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°9 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Pour communiquer, il faut un canal, une cible et un contenu. »*
- *« ... le contenu c'est d'expliquer en quoi il est important de veiller sur notre patrimoine culturel et naturel. »*
- *« La cible, c'est tout le peuple centrafricain qui doit être sensibilisé sur ce patrimoine qui est un bien commun à nous tous. »*
- *« Le canal..., ce sont la radio et la télévision qu'il faudrait mettre à profit afin d'atteindre le maximum de compatriotes possible. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La réalisation d'une communication publique par le gouvernement centrafricain permettra à celui-ci d'obtenir l'adhésion de la population pour la qualification du patrimoine culturel et naturel. Les canaux recommandés qui ont une forte audience en République centrafricaine sont les médias audiovisuels et dans une certaine mesure l'Internet.

Question N°10 : Quel type de communication le gouvernement centrafricain devrait-il réaliser afin de sécuriser ce patrimoine ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°10

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« La meilleure communication sécuritaire qui puisse exister, reste et demeure l'usage de la violence légale à l'endroit des groupes armés qui pillent nos richesses naturelles pour le compte des puissances occidentales qui les financent. Ensuite, il faut que tous ceux et toutes celles qui s'adonnent à l'exploitation illégale de nos richesses naturelles soient purement et simplement arrêtés et traduits en justice. L'heure du dialogue avec les criminels qui écument nos régions est révolue. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°10 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La meilleure communication sécuritaire... reste et demeure l'usage de la violence légale à l'endroit des groupes armés... »*
- *« ... il faut que tous ceux et toutes celles qui s'adonnent à l'exploitation illégale de nos richesses naturelles soient... arrêtés et traduits en justice. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

2. *« L'heure du dialogue avec les criminels qui écument nos régions est révolue. »*

Analyse : Le déploiement des forces de défense et de sécurité sur l'ensemble du territoire centrafricain est l'une des meilleures communications publiques à réaliser par le gouvernement centrafricain afin d'assurer la sécurité du patrimoine culturel et naturel du pays. Par ailleurs, si ceux et celles qui exploitent illicitement les richesses naturelles sont arrêtées et traduits en justice, la communication publique du gouvernement s'en trouvera renforcée.

Question N°11 : Que savez-vous du trafic illicite des ressources naturelles par certains acteurs de la crise centrafricaine ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°11

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Aujourd'hui, le diamant, l'or et le bois Centrafricains sont devenus la propriété des rebelles qui les exploitent illégalement et en toute impunité et les revendent aux pays étrangers. Certains proches connus du président Touadera sont également impliqués dans ce trafic illégal. Je n'oublie pas les opérateurs économiques libanais notamment qui s'y enrichissent au grand dam du peuple centrafricain. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°11 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « ... le diamant, l'or et le bois Centrafricains sont devenus la propriété des rebelles qui les exploitent illégalement et en toute impunité et les revendent aux pays étrangers. »
- « Certains proches connus du président Touadera sont également impliqués dans ce trafic illégal. »
- « ... les opérateurs économiques libanais... s'y enrichissent au grand dam du peuple centrafricain. »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Le trafic illicite du patrimoine naturel centrafricain est réalisé par, entre autres, les groupes armés et certains proches du président Faustin Archange Touadera, ainsi que des opérateurs économiques. Malgré les sanctions infligées à la République centrafricaine par le Processus de Kimberley, une partie du patrimoine naturel illégalement extraite est vendue sur le marché international au vu et au su des puissances étrangères. Au nombre de celles-ci, il y a la France et la Chine qui achètent diamants, or, pointes d'ivoire et bois des mains des exploitants non-autorisés. Les revenus générés par ce trafic illicite permettent aux groupes armés d'acheter des armes et munitions, ainsi que de prendre en charge leurs troupes au front.

Question N°12 : Est-il impossible aux générations présentes de profiter des ressources naturelles en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°12

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Les générations présentes de profiter des ressources naturelles ? De quelle façon ? Elles ne peuvent pas profiter de ces ressources naturelles car celles-ci, illégalement exploitées, n'enrichissent que les individus véreux, corrompus qui les vendent. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°12 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Les générations présentes de profiter des ressources naturelles ? De quelle façon ? »*
- *« Elles ne peuvent pas profiter de ces ressources naturelles car celles-ci, illégalement exploitées, n'enrichissent que les individus véreux, corrompus qui les vendent. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Tant que le patrimoine continuera à faire l'objet d'exploitation à outrance et de trafic illicite, il ne saurait profiter ni aux générations actuelles ni à celles à venir. Cela est contraire aux principes du

développement durable qui disposent que les richesses naturelles doivent profiter aussi bien aux générations présentes qu'aux générations futures.

Question N°13 : Communiquez-vous sur le conflit centrafricain dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°13

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Je suis syndicaliste et défends les intérêts des travailleurs. Donc je m'insurge régulièrement contre les violences qui sont exercées sur nos camarades travailleurs dans les villes des provinces occupées par les groupes armés. Depuis plusieurs années, certains fonctionnaires ne peuvent pas regagner leurs postes d'affectation en provinces parce que les groupes armés y ont installé un État parallèle. Cela n'est pas du tout acceptable. Les violences perpétrées sur les travailleurs doivent cesser sans délai. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°13 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Je suis syndicaliste et défends les intérêts des travailleurs. »*
- *« Donc je m'insurge... contre les violences... exercées sur nos camarades travailleurs dans les villes des provinces occupées par les groupes armés. »*
- *« ... certains fonctionnaires ne peuvent pas regagner leurs postes d'affectation en provinces parce que les groupes armés y ont installé un État parallèle. »*
- *« Cela n'est pas du tout acceptable. »*

- « *Les violences perpétrées sur les travailleurs doivent cesser sans délai.* »

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les syndicats des travailleurs communiquent régulièrement sur les conditions difficiles dans lesquels les fonctionnaires et les travailleurs du secteur privé exercent en République centrafricaine. Ils les pressions subies par leurs camarades de la part des groupes armés qui ont instauré un autre État dans un État sur le territoire centrafricain.

Question N°14 : Communiquez-vous sur les ressources naturelles centrafricaines dans le cadre de vos activités ? Avec qui ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°14

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Je suis forestier, j'allais dire ingénieur des eaux et forêts. Je sais combien la faune et la flore immensément riches de notre pays font les frais de cette guerre. Je suis coauteur de nombreux rapports écrits par des experts tant nationaux qu'internationaux sur le braconnage des espèces fauniques rares par les groupes armés. Ces rapports sont régulièrement publiés à destination des gouvernants et de la communauté internationale. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°14 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- « *Je suis forestier... ingénieur des eaux et forêts. »*
- « *Je sais combien la faune et la flore immensément riches de notre pays font les frais de cette guerre. »*
- « *Je suis coauteur de nombreux rapports écrits par des experts tant nationaux qu'internationaux sur le braconnage des espèces fauniques rares par les groupes armés. »*
- « *Ces rapports sont régulièrement publiés à destination des gouvernants et de la communauté internationale. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les experts nationaux, dans le cadre de projets financés par les partenaires internationaux, tirent sur la sonnette d'alarme concernant les conséquences négatives du conflit centrafricain sur le patrimoine naturel de la République centrafricaine. L'attention de la communauté nationale et internationale est attirée sur cette question à travers des rapports périodiquement publiés.

Question N°15 : Quels canaux utilisez-vous pour réaliser vos communications sur le conflit et les ressources naturelles Centrafricains ?

**Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°15
(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)**

« Les rapports que je coécrits avec certains collègues sur le braconnage de nos espèces fauniques par les groupes armés, font l'objet de communications sur l'Internet et les médias internationaux notamment. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°15 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels

- *« Les rapports que je coécrits avec certains collègues sur le braconnage de nos espèces fauniques par les groupes armés, font l'objet de communications sur l'Internet et les médias internationaux notamment. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Les éléments factuels sont les mêmes que les expérientiels.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : Les partenaires internationaux, notamment l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, financent régulièrement des études sur l'état de la faune et de la flore en République centrafricaine dont les résultats font l'objet de communications publiques de la part des ministères techniques Centrafricains. Il s'agit notamment du ministère des Eaux et Forêts, ainsi que celui de l'Environnement et du Développement durable.

Question N°16 : Quel rôle la concertation entre les différentes composantes de la société centrafricaine peut-elle jouer, dans le

recensement et la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°16

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« La concertation, je la recommande fortement entre les Centrafricains en permanence. Cependant, je suis farouchement opposé à toute idée de concertation avec des criminels qui ont commis des exactions indescriptibles sur les civiles. C'est une bonne chose que de s'asseoir autour d'une table et débattre des questions qui ont trait à la vie de la cité. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°16 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La concertation, je la recommande fortement entre les Centrafricains en permanence. »*
- *« C'est une bonne chose que de s'asseoir autour d'une table et débattre des questions qui ont trait à la vie de la cité. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Les éléments de qualification :

- *« ... je suis farouchement opposé à toute idée de concertation avec des criminels qui ont commis des exactions indescriptibles sur les civiles. »*

Analyse : Il est toujours souhaitable de se concerter quand il y a des problèmes afin de trouver des solutions consensuelles. Cependant, tous ceux et toutes celles sur lesquels pèsent des soupçons graves de violations de droits de l'homme et de détournements de biens publics, doivent être traduits en justice. La concertation ne devrait pas être utilisée comme une excuse pour se soustraire de la justice quand on a des comptes à rendre.

Question N°17 : La médiation a-t-elle un rôle à jouer dans la recherche des voies et moyens susceptibles de contribuer au recensement et à la protection du patrimoine culturel et naturel en Centrafrique ?

Réponse de l'interviewé N°18 à la question N°17

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« La médiation, j'y crois également d'autant qu'elle permet parfois à des parties en mésentente de trouver un terrain d'entente. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n°18 à la question n°17 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« La médiation, j'y crois également d'autant qu'elle permet parfois à des parties en mésentente de trouver un terrain d'entente. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : La médiation a toujours permis aux Centrafricains de trouver une solution consensuelle aux problèmes, notamment politiques, auxquels ils étaient confrontés par le passé. L'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), signé grâce à la médiation de l'Union africaine, en est un exemple patent. Cependant, les médiateurs doivent respecter la souveraineté du peuple centrafricain. Les solutions concoctées ailleurs et imposées aux Centrafricains ont toujours été contreproductives. Les accords de Brazzaville (Congo), Libreville (Gabon) et Syrte (Libye) en témoignent. Ces accords ont tout simplement consisté à distribuer de hauts postes de responsabilité entre les politiques Centrafricains et non jamais ramener la paix en République centrafricaine.

Question N° 18 : Quel serait votre mot de la fin ?

Réponse de l'interviewé N° 18 à la question N° 18

(Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

« Je vous félicite et vous encourage pour le travail que vous faites actuellement pour aider nos gouvernants surtout à mieux communiquer sur notre patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit. Je vous souhaite tout le meilleur pour la suite de vos activités de chercheur. »

Analyse thématique de la réponse de l'interviewé n° 18 à la question n° 18 (Membre du syndicat des travailleurs du secteur public)

Éléments expérientiels sur l'évolution du conflit centrafricain

Les éléments expérientiels :

- *« Je vous félicite et vous encourage pour le travail que vous faites actuellement pour aider nos gouvernants surtout à mieux communiquer sur notre patrimoine culturel et naturel en ces temps de conflit. »*

Éléments factuels mobilisant les connaissances des acteurs et non-acteurs (au moment de l'entretien) du conflit centrafricain

Aucun élément factuel.

Éléments de qualification ou de requalification des controverses autour de l'objet de la recherche et de son évolution

Aucun élément de qualification ni de requalification.

Analyse : L'interviewé reconnaît que notre thèse sera d'une aide au gouvernement centrafricain, afin de mieux communiquer sur le patrimoine culturel et naturel de la République centrafricaine. Cependant, nous regrettons la brièveté des explications de cet éminent expert des eaux et forêts au sujet des questions que nous lui avons posées dans le cadre de cet entretien. S'il s'était un peu plus étalé, nous aurions pu obtenir d'intéressantes informations sur les conséquences négatives de la guerre actuellement en cours en République centrafricaine, sur le très riche patrimoine naturel de ce pays.

Annexe 6

Index des principaux auteurs

Les principaux auteurs dont les travaux ont été consultés :

a) Vincent Meyer

Il est professeur des universités, sociologue de formation et spécialiste des sciences de l'information et de la communication à Université Côte d'Azur de Nice (France). Son ouvrage intitulé « Communication publique et marketing territorial au Maghreb : pour une communication responsable sur les territoires » qu'il a codirigé avec Aissa Merah et Soumaya El Mendili nous a été beaucoup aidés dans l'écriture de notre thèse.

Vincent Meyer a beaucoup travaillé sur, entre autres, « **communication et développement territorial en zones fragiles et menacées au Maghreb** » notamment en Tunisie. L'intéressé a notamment expliqué que les zones fragiles et menacées du Maghreb se caractérisent aussi par la présence d'un patrimoine matériel et immatériel dont la préservation et la valorisation sont soutenues par des activités touristiques importantes. La notion de « communication en zones fragiles et menacées » a été une grande source d'inspiration pour notre thèse dont le terrain de recherche, la République centrafricaine, est tout aussi fragile que menacée par les conflits récurrents auxquels elle est confrontée depuis plusieurs années.

b) Béatrice Fleury

Elle est professeure des Universités et enseignante-chercheuse en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lorraine à Metz (France). Elle réalise principalement ses travaux sur :

- a) Les médiations mémorielles ;
- b) Les figures anonymes de l'histoire.

L'un de ses ouvrages qu'elle a codirigés en 2015 avec Cristina Bogdan et Jacques Walter, intitulé « Patrimoine, création, culture : à l'intersection des

dispositifs et des publics » nous a beaucoup inspiré. Elle est l'une des meilleurs spécialistes en qualification du patrimoine culturel et naturel.

Béatrice Fleury a beaucoup travaillé sur, entre autres, la « **qualification du patrimoine et ses controverses** » au sein des populations, des décideurs politiques et les responsables territoriaux. Ces notions de qualification du patrimoine et ses controverses nous ont également inspiré pendant l'écriture de notre thèse.

c) Jean Davallon

Il est sociologue et professeur émérite au département des Sciences de l'information et de la communication à, entre autres, l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse en France. Ses travaux se focalisent notamment sur la valorisation du patrimoine qu'il considère comme un don de la nature. Son ouvrage intitulé « Le Don du patrimoine : Une approche communicationnelle de la patrimonialisation » paru en 2006 nous beaucoup inspiré dans l'écriture de notre thèse.

Les travaux de Jean Davallon ont démontré avec pertinence que « **le patrimoine est un héritage légué par la nature** » aux générations présentes. Celles-ci doivent consommer cet héritage avec parcimonie afin de le léguer à nouveau aux générations futures. Cette notion est conforme aux principes du développement durable selon lesquels, la satisfaction des besoins des générations actuelles ne doit pas compromettre celle des générations à venir.

d) Jacques Walter

Il est professeur des universités, directeur du Centre de recherche sur les médiations à l'université Paul Verlaine de Metz (France) et codirecteur de la revue Questions de communication. Ses thématiques de recherche sont les suivantes :

1. Médiatisation des conflits et médiation mémorielle ;
2. Sociologie des pratiques d'information-communication ;

3. Questions vives en information-communication.

Ses travaux sur la « **médiatisation des conflits** » ont été des sources d'inspiration dans l'écriture de notre thèse.

e) **Thierry Libaert**

Il est professeur des Universités et a enseigné notamment au CELSA Paris-Sorbonne (France), à l'école de la communication de Sciences Po Paris et à l'Université catholique de Louvain (Belgique).

Les travaux de Thierry Libaert sur la **communication sensible** subdivisée en **communication de crise**, **communication de risque** et **communication d'acceptation** ont été largement invoqués lors de l'élaboration du plan de communication nécessaire à l'implication, ainsi qu'à l'adhésion des acteurs et non-acteurs du conflit centrafricain, aux activités de qualification et de protection du patrimoine en République centrafricaine.

Thierry Libaert a également réalisé des travaux intéressants sur la « **médiadiplomatie** ». Selon ce chercheur, les médias sont des canaux utilisés par les acteurs et non-acteurs d'un conflit pour rendre public leurs revendications. Les médias constituent aussi un outil efficace de lobbying sur les belligérants de telle sorte que ceux-ci respectent la loi, notamment celle des conflits armés.

f) **Stefan Bratosin**

Il est professeur des universités de classe exceptionnelle 1 à l'Université Paul Valéry de Montpellier 3 (France). Ses travaux sur la médiation, la médiatisation, la concertation, la communication publique et politique nous ont aidés dans l'écriture de notre thèse.

Stefan Bratosin a réalisé des travaux très intéressants sur la **concertation** qu'il définit comme une théorie consistant à « décider de concert avec ceux

qui ne décident pas ». Selon l'auteur, la médiation est l'outil sur lequel la concertation repose en lien avec des conflits.

Je décris dans ma thèse ces lieux de conflits, les médiations opérées et les éventuelles concertations mises en place. Les principaux lieux de conflits où s'affrontent les acteurs de la crise centrafricaine sont essentiellement les zones qui regorgent d'immenses ressources naturelles telles que le diamant, l'or, le bois et le bétail. Ceux-ci constituent l'essentiel du patrimoine naturel centrafricain. La concertation entre les groupes armés et le gouvernement centrafricain en prélude à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), a été facilitée par la médiation menée par l'Union africaine.

g) Marie Lajoie

Elle est professeure agrégée au département des sciences économiques et Ecole graduée d'affaires publiques et internationales à York University/Glendon College 210 Glendon Hall Toronto, Canada M4N 3M6.

Ses travaux sur l'impact de la valorisation du patrimoine sur le développement économique et sur le bien-être des communautés ont d'avantage motivé les démarches de qualification et de protection du patrimoine culturel et naturel centrafricain abordées dans ma thèse.

Annexe 7 Bassins sédimentaires et cadastre pétrolier centrafricains



Figure 1 : Bassins sédimentaires centrafricains
Source : Ministère centrafricains des Mines

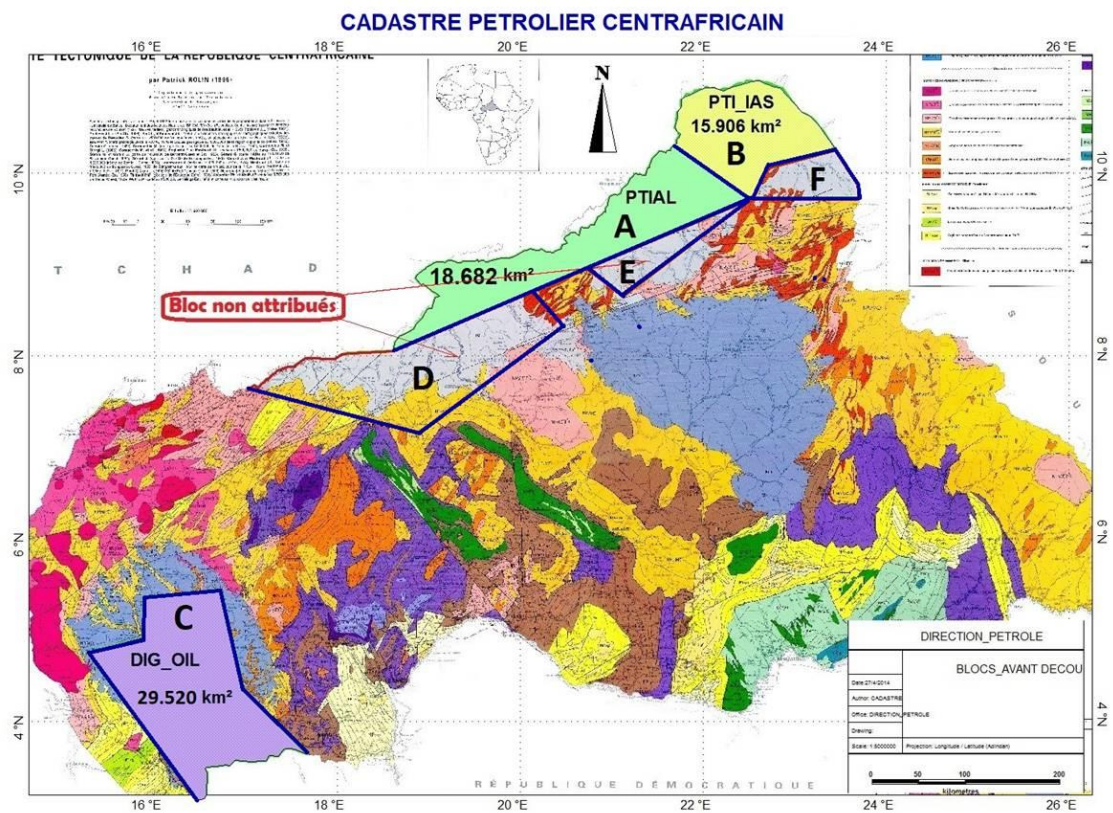


Figure 2 : Cadastre pétrolier centrafricain
Source : Ministère centrafricains des Mines

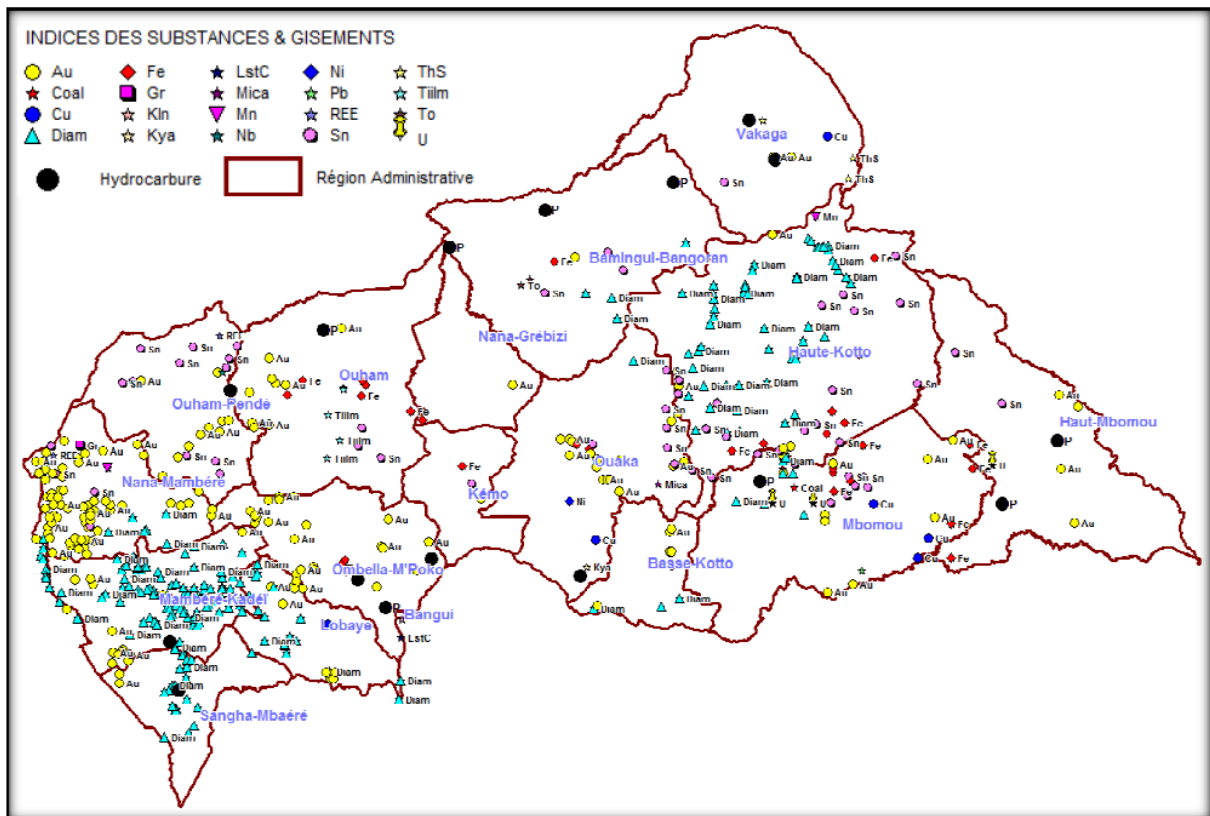


Figure 3 : Carte des indices miniers en République centrafricaine
Source : Ministère centrafricain des Mines

Annexe 8

**Accord politique pour la paix et la réconciliation en République
centrafricaine (APPR-RCA)**

Annexe 9

[Déclaration de Rio de 1992 sur la protection de l'environnement et le développement durable](#)

Annexe 10

Convention de recherche doctorale

Diffusion non autorisée.

Diffusion non autorisée

Annexe 11

Liste des organes de presse écrite, presse électronique et médias audiovisuels

Liste des organes de presse écrite, presse électronique et médias audiovisuels

1. Liste des organes de presse écrite

Nom de l'Organe	Périodicité et Statut	Date et n° d'autorisation	Nom et adresse du Directeur de Publication	Observations
ACAP (Agence Centrafrique Presse)	Quotidien/Gouvernemental		Mr DAGOULOU Médard	Continu de paraître
Bois Sec	Hebdomadaire/Indépendant	Inconnu	Blaise ABOUMA	Ne paraît plus
Centrafrique Matin	Quotidien/Indépendant	N° 005/HCC du 12/05/2009	Julien BELA	Continu de paraître
Centrafrique Nouvelle	Bihebdomadaire	Inconnu	Abdoulaye ADOUM	Vient de paraître
Coup d'Œil Centrafricain	Hebdomadaire/Indépendant	N°010/MCPT/C AB/du 1er Août 1994	Aimé Didier BENINGA	Continu de paraître
Faire Play	Hebdomadaire/Indépendant	Inconnu	Pascal Isidore BOUTENE	Ne paraît plus
Globe le Visionnaire	Quotidien/Indépendant		Pierre INZA	Continu de paraître
Horizons BTP Info	Hebdomadaire	N°005/HCC du 08/06/12	Laura Annette KIBAT-IYA	Vient de paraître
L'Académie	Quotidien/Indépendant	N°017/HCC du 1er/10/11	Christian MAMADOU	Vient de paraître
L'Agora	Quotidien/Indépendant	N° 003/HCC du 19/03/2009	Albert MBAYA	Continu de paraître
L'Annonceur	Hebdomadaire/Indépendant	N°073/HCC du 06/05/2008	Frédéric PERRIER	Ne paraît plus
L'Annonceur Plus	Hebdomadaire/indépendant	N°006/HCC du 03/08/2010	Marcel MOKWAPI	Vient de paraître
L'Arbre qui Parle	Hebdomadaire/Indépendant	N°021/HCC du 29/10/11	Frédéric MEGNET NTONGA	Vient de paraître
L'Echo de l'EIED	Trimestriel/Indépendant	N°019/HCC du 29/10/11	André NGOGNIAGA	Vient de paraître

L'Echo du Centre	Hebdomadaire	N°004/HCC du 08/06/12	Fleury Roger KOURSANY	Vient de paraître
L'Etoile	Bimestriel/Indépendant	N°001/HCC du 22/02/12	Jules YANGANDA	Vient de paraître
L'Événement	Bihebdomadaire/Indépendant	N°014/HCC du 1 ^{er} /10/11	Shadrack Auconfort MAROUBA	Vient de paraître
L'Hirondelle	Quotidien/Indépendant		Jude ZOSSE	Continu de paraître
L'Indépendant	Quotidien/Indépendant			Continu de paraître
La Fraternité	Quotidien/Indépendant	N°007/HCC du 19/07/11	Odilon Maurice OUAKPO	Vient de paraître
La Gazette du Matin	Hebdomadaire	N°003/HCC du 12/01/13	Abel YANGUEL	Vient de paraître
La Nation	Bihebdomadaire	N°010/HCC du 17/10/12	Jospin Lionel ZOUMIRI	Vient de paraître
La Nouvelle République	Bihebdomadaire/Indépendant	N° 008/HCC du 12 juin 2009	Kolisso DEBALE	Ne paraît plus
La Plume	Quotidien/Indépendant		Patrick AGOUNDOU	Continu de paraître
La Renaissance	Quotidien/Indépendant	N°007/HCC du 11/10/2010	Patrick Léonce ADOUAKA	Continu de paraître
La Tribune Economique	Mensuel/Indépendant	N°1824/MC	Raymond GANAMANDJI	Ne paraît plus
La Voix des Entrepreneurs	Hebdomadaire/Indépendant	Inconnu	Gérard BOLLO-GAMBO	Continu de paraître
La Voix du Peuple	Mensuel/Parlement			Ne paraît plus
Le Banguissois Petites Annonces	Hebdomadaire/Indépendant	N°003/HCC du 06/01/11	Edgard MAIDOU	Vient de paraître
Le BIP	Hebdomadaire/Gouvernemental	N°007/HCC du 09 novembre 2009	Direction Générale de la Police Centrafricaine	Ne paraît plus
Le Charpentier	Quotidien	N°001/HCC du 26/01/13	Alixé DJEKONGO KOKOYO	Vient de paraître
Le Citoyen	Quotidien/Indépendant	N°012/96/MC	MAKA GBOSSOKOTTO	Continu de paraître
Le Confident	Quotidien/Indépendant		Maturin Constant MOMET	Continu de paraître
Le Défi	Bihebdomadaire/Indépendant	N° 007/HCC du 13/06/2009	Athanase NGUENGO	Continu de paraître

Le Démocrate	Quotidien/Indépendant		Ferdinand SAMBA	Continu de paraître
Le Messenger	Bihebdomadaire	N°001/HCC du 06/02/12	Appolinaire Modeste NGOUMBASSA	Vient de paraître
Le Messenger d'Afrique	Mensuel	N°010/HCC du 30/08/11	Robert NGREGAYE	Continu de paraître
Le Miroir	Bihebdomadaire/Indépendant	N°004/HCC du 06 Juin 2010	Landry MAKOKPALA	Continu de paraître
Le Palmarès	Hebdomadaire/Indépendant	N°009/HCC du 04/11/2010	Saint Régis ZOUMIRI	Vient de paraître
Le Paris du Développement	Hebdomadaire/Indépendant	Inconnu	Michel KOMANE	Ne paraît plus
Le Patriote	Hebdomadaire	N°016/HCC du 1 ^{er} /09/11	Ambroise YALIMA	Continu de paraître
Le Pays	Hebdomadaire/Indépendant	N°012/HCC du 30/08/11	Davy KPENOUWEN	Vient de paraître
Le Perroquet	Bihebdomadaire	N°006/HCC du 08/06/12	Gervais Stéphane FIO-ETOMNA	Vient de paraître
Le Petit Observateur Centrafricain	Bimensuelle/Indépendant	Inconnu	KAGBE Georges	Ne paraît plus
Le Peuple	Quotidien/Indépendant		Patrick Stéphane AKIBATA	Continu de paraître
Le Quotidien de Bangui	Quotidien/Indépendant	N°008/HCC du 11/10/2010	Michel NGOKPELE	Continu de paraître
Le Regard	Bimensuel/Indépendant	N°020/HCC du 29/10/11	Thomas GUEREYA	Vient de paraître
Le Républicain+	Bihebdomadaire	N°003/HCC du 08/06/12	Yves Sydney BALEZOU	Vient de paraître
Le Réveil Culturel	Mensuel/Indépendant	N°020/95/MAC/CAB	Alex BALLU	Ne paraît plus
Le TAM - TAM	Hebdomadaire/Indépendant	N°011/HCC du 30/08/11	Alex KOSSANGUE LASSA LAMASSI	Vient de paraître
Le Ti Mo A Zi	Mensuel/Indépendant	N°006/HCC du 19/07/11	Philippe DERLOT	Vient de paraître
Les Affaires	Mensuel/Indépendant	N°009/HCC du 30 juillet 2009	Marcel DJIMASSE	Continu de paraître
Les Bâtisseurs	Bihebdomadaire/Indépendant	N°062/HCC du 23 Février 2010	Africain Louis-M. MACKPAYEN	Continu de paraître
Les Collines de l'Oubangui	Bihebdomadaire/Indépendant	N°020/97/CAB/CM	Faustin BAMBOU	Continu de paraître

Les Dernières Nouvelles	Quotidien/Indépendant	N°008/HCC du 30/08/11	Jésus-Yves Gontran GANAZOUI	Continu de paraître
L'AURORE	Quotidien		GOPA Samuel	
Libération Plus	Quotidien/Indépendant	N°015/HCC du 1er /10/11	Samuel GOPA	Vient de paraître
Libre Opinion	Quotidien/Indépendant	N°004/HCC du 13/01/11	Edgard OUATALA	Vient de paraître
Magasine in Centrafrique	Mensuel/Gouvernemental	N° 006/HCC du 13 Mai 2009	Henri Pascal BOULANGA	Continu de paraître
Médias+	Quotidien/Indépendant	N°061/HCC du 15 février 2010	Cyrus Emmanuel SANDY	Continu de paraître
Nouvel Espoir	Bi hebdomadaire/Indépendant	N°003/HCC du 23 février 2010	Elias Victor DOUVOAMA	Continu de paraître
Nouvelle Vision	Grand Bimensuel/Indépendant	N°009/MCPT/CAB/MCP	Alain Bertrand KOGALAMA	Continu de paraître
On Dit Quoi	Quotidien/Indépendant	N°018/HCC du 29/10/11	Benoît KONGBO	Vient de paraître
Progrès Plus	Bihebdomadaire/Indépendant	N°018/HCC du 1er /10/11	Grand Bonheur KAYOMBA	Vient de paraître
Sabango	Hebdomadaire/Indépendant	Inconnu	Hiver Claude DEKEANZAMA	Ne paraît plus
Sango Ti Afrika	Trihebdomadaire	N°002/HCC du 30/01/13	Gilbert MBAKOP	Vient de paraître
So Tènèèè !!!	Quotidien/Indépendant	N°005/HCC du 01/02/11	Marie-Annick Service ZAMBA	Vient de paraître
Solidarité	Hebdomadaire/Indépendant	N°008/MCRNCD C/CAB/DEPFD /SEP	Cyrille Freddy BOMESSET	Ne paraît plus
Sud Culture	Mensuel/Indépendant	N°020/HCC du 10 janvier 2007	FODY	Ne paraît plus
Temps Nouveau	Bihebdomadaires/Indépendant	N°022/97/MC	Yves ALKHALY	Continu de paraître
Tendance Economique	Mensuel / Indépendant	N°005/MCRNCD Cdu13/05/04	Ange Maxime KAZAGUI	Ne paraît plus
Top Contact	Quotidien/Indépendant	N° 005/HCC du 12 mai 2009	François R WOLOSSEGAL AMA	Continu de paraître
VOUMA	Quotidien/Indépendant	RC N°443 du 15 juin 1999	Raphaël KOPESSOUA	Ne paraît plus
WALOMBE	Mensuel/Indépendant	N° 020/HCC du 04 mars 2009	Jean de Dieu MAGEOT	Ne paraît plus

Wandara	Bimestriel/Indépendant	N°013/HCC du 30/08/11	Patrick BIDILOU NIABODE	Vient de paraître
Zingo Wali	Hebdomadaire	N°009/HCC du 17/10/12	Anne Marie GOUMBA	Vient de paraître

2. Liste des organes de presse électronique

- a) Centrafica : www.centrafica.com;
- b) Ndjoni Sango : www.djonisango.com;
- c) Radio Ndekeluka : www.radiondekeluka.org;
- d) Centrafrique Presse : www.centrafrique-presse.info;
- e) Oubangui Médias : www.oubanguimedias.com;

3. Liste des médias de service public

- a) Stations de radiodiffusion
 1. Radio Centrafrique ; Rcf
 - b) Chaîne de télévision
 2. Télévision centrafricaine : Tcf
 - c) Agence Centrafrique Presse : ACAP

4. Liste des médias privés

- d) Stations de radiodiffusion : Radio Ndeke Luka, Radio Notre Dame, Radio La Voix de l'Évangile, Bangui FM, Radio Lengo Songo, Radio RJDH, Radio Maria Centrafrique et les radios communautaires ;
- e) Chaîne de télévision : Vision 4 RCA.

Annexe 12

Note de service n°028/AN/P/VP.23 du 2 mars 2023

ASSEMBLEE NATIONALE
PRESIDENCE
VICE-PRESIDENCE
N°028/AN/P/VP.23

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail



NOTE DE SERVICE

Pour compter de la date de signature de la présente note de service, Monsieur Igor Jessouf SENAPAYE, Journaliste à la Radio Ndeké Lika est interdit d'accès au Palais de l'Assemblée Nationale.

Motif : Traitement partial et diffusion de fausses informations.

La présente mesure ne concerne en aucun cas la Radio Ndeké Lika qui, pourrait désigner un autre journaliste pour couvrir les activités de l'Institution.

Le Secrétaire Général de l'Assemblée Nationale, le Conseiller en Matière de Communication et le Chargé de Mission en Matière de Défense et de Sécurité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la stricte application de la présente Note.

Fait à Bangui, le 02 MARS 2023

Premier Vice-Président

Evrard NGAMANA

Ampliations

- Le PAN (ATCR)
- Le Bureau (AT)
- Le SGAN (PE)
- CLANES, CMC (PE)
- La Radio Ndeké Lika
- L'Internet (Pour info)

Avenue de l'Indépendance - BP / 1003 Bangui (République Centrafricaine)
E-mail : secretariat_assemblee@palais.com/334 ; www.assembleenationale-rc.africa